REVUE

DES

DEUX MONDES

XCI[e] ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME SOIXANTE-DEUXIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1921

UN DRAME DANS LE MONDE

TROISIÈME PARTIE (1)

V. — LE *LOTOS*

Le personnage qui provoqua cet incident ne se doutait guère en s'avançant vers le couple des promeneurs, pour les saluer, du rôle qu'il jouerait dans cette tragédie, ni surtout qu'il y eût une tragédie dans l'existence de cette jolie femme, enviée par lui à son ami Larzac. Cette envie se manifestait par un rien de commisération quand il parlait de « ce pauvre Malhyver. » C'était un jeune homme de leur âge et de leur monde, du nom de Philippe Gorrevod, grand et beau garçon, très lancé dans la fête parisienne avant la guerre et depuis. Dans l'intervalle, il s'était, comme Malhyver et comme Larzac, battu fort bravement, avec moins de bonheur que ses deux camarades. Une jambe mécanique se dessinait sous le pli correctement pressé de son pantalon. Cette mutilation, qui aurait dû le rendre fier, l'humiliait plutôt. Son élégance consistait à la dissimuler de son mieux, et aussi les sentiments qui l'animaient, quand, au mois d'août 1917, il recevait cette terrible blessure dans l'attaque sur le bois de Malancourt et la sanglante cote 334. Toujours par élégance, il affectait un ton de blague ironique et méprisante, chaque fois qu'il parlait de la guerre. Son plus grand bonheur consistait à se faire traiter de défaitiste et de bolcheviste, lui, l'amputé, par des embusqués auxquels il opposait un sourire d'un indulgent dédain. Odette et Larzac le recon-

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février 1921.

nurent, comme ils tournaient le pont de la Concorde. Il sortait du Nouveau Cercle, et s'apprêtait à franchir le dangereux espace, entre l'extrémité du boulevard Saint-Germain et le quai.

— Philippe sera écrasé un de ces jours, dit Larzac. Est-ce bête de faire la nique aux taxis, quand on n'a qu'une jambe !

— Il est brave, répondit Odette, mais quel poseur ! Jouer à l'antimilitariste alors qu'on s'est conduit comme lui, pour étonner la galerie !

— Voilà ce que c'est que d'avoir été grand blessé dans trop de salons, repartit Larzac, et, Géraud ne m'entend pas, chez trop de poules.

— N'est-ce pas qu'il fait bon marcher par ce beau temps? dit celui que les deux amants venaient de portraiturer par ces quelques mots, en arrivant sur le trottoir où ils attendaient qu'un interstice se produisît entre les voitures.

Gorrevod, lui, avait passé sans y prendre garde, malgré sa boiterie. Sa puérile vanité mettait un sourire à ses lèvres sensuelles, et il épiait une admiration dans les yeux d'Odette, qui l'eussent plaint de son infirmité, sans cet enfantillage.

— Comment va Malhyver? interrogea-t-il, après une phrase d'excuse pour son absence à l'enterrement de M[lle] de Sailhans, et sur la réponse que Géraud était en Auvergne : — En Auvergne? s'écria-t-il, mais il trouve donc qu'il ne s'est pas assez embêté pendant la guerre?... Ce n'est pas comme nous, hein, Xavier ? Quand il reviendra, il faudra que nous l'emmenions au *Lotos*... S'y est-on amusé hier !...

— Qu'est-ce que c'est que le *Lotos* ? demandait Odette à Larzac quelques minutes plus tard, lorsque Gorrevod les eut quittés et qu'ils eurent eux-mêmes quitté le quai. Un restaurant?

— Non. Un très drôle de thé-dansant qui s'est ouvert rue de Ponthieu depuis quinze jours, dit Larzac. Et rieur : — L'entente cordiale ! *Lotos*, c'est le mot anglais pour *Lotus*, la fleur ou le fruit qui fait oublier.

M[me] de Malhyver eut une question aux lèvres, qu'elle ne posa pas. Xavier, la veille, était venu pour la retrouver chez une de leurs amies communes, vers les quatre heures. Il s'était en allé trop tôt à son gré, sans s'expliquer, mais si simplement qu'elle n'avait pas pensé à incriminer ce départ. Était-ce pour se rendre

à ce thé-dansant? Ou bien s'y était-il rencontré plus tard avec Gorrevod, puisque les séances de ces étranges endroits, ouverts de tous côtés depuis la guerre, se prolongent très avant dans la nuit? Mais pourquoi, en causant de son emploi de soirée, tout à l'heure, avait-il passé sous silence cette visite dans un endroit dont il déclarait lui-même qu'il était « très drôle »? Pourquoi Gorrevod, après avoir mentionné ce *Lotos* et dit étourdîment : « S'y est-on amusé hier! » avait-il tourné court et changé de sujet de conversation? Et maintenant c'était Larzac qui se taisait, comme attendant qu'elle l'attaquât. Il avait cette brisure dans ses prunelles, qu'elle connaissait si bien. Avait-il rejoint au *Lotos* Cécile Machault, qu'Odette savait folle de danse et si friande de ces escapades en mauvaise compagnie?

« A quoi bon le lui demander? songeait-elle. S'il est allé prendre le thé là, avec elle, et qu'il ne me le dise pas, c'est qu'il ne veut pas me faire de la peine. C'est plutôt gentil... »

Elle se forçait à penser de la sorte, pour ne pas détruire l'enchantement du début de leur promenade. Mais cet enchantement était bien détruit! Elle ne le sentit que trop quand elle eut réalisé son projet premier, et introduit Larzac dans la chambre tragique. Cette substitution, si ardemment souhaitée, d'une image heureuse à l'image sinistre, n'avait pas lieu. Tout au contraire, cette présence de l'amant dont elle doutait, dans cette pièce, où elle avait tué à cause de lui, exaspérait son remords. De nouveau elle avait la torturante évidence d'avoir commis la hideuse chose, — pour rien. Son double tourment s'exaltait jusqu'au paroxysme : l'horreur de son action et sa jalousie. Il n'y avait pas une demi-heure que Gorrevod avait prononcé son imprudente phrase — le temps de franchir cinq cents mètres de rue, de monter quarante marches d'escalier, — et une cristallisation d'idées s'était faite dans son esprit, aussi douloureuse que ses impressions d'auparavant venaient d'être douces.

« Il est allé rejoindre Cécile hier. Pas de doute. Il n'a été si bon aujourd'hui que pour m'aveugler, par repentir peut-être, parce qu'il a honte de me trahir... Mais est-il possible qu'il me trahisse ? »

Brusquement, pour dissimuler l'accès qu'il n'était plus en son pouvoir de modérer, elle dit :

— Voulez-vous visiter l'hôtel?

Et, marchant vite, elle commençait de l'emmener de salon en salon, puis d'étage en étage. Ici et là, d'un œil de connaisseur, il remarquait une boiserie, un tapis, une marqueterie, le bronze doré d'un meuble.

— Quelle vente, répétait-il, vous allez avoir! C'est plein de trésors, ces vieux nids à rats de notre faubourg. Vous ne gardez pas cette maison, n'est-ce pas? Et alors...

Elle s'efforçait de lui répondre. Par la parole et le mouvement, elle espérait dompter la crise grandissante et garder la force de se taire. Sans doute percevait-il, derrière son animation factice, la fièvre dont elle était dévorée, car il continuait d'avoir son regard de défense. Dans ces lieux hantés, où elle l'avait entraîné pour en conjurer l'horreur, il demeurait si fermé, si froid, presque hostile. C'était comme si, en se jetant sur la poitrine de son amant, elle se meurtrissait à une cuirasse. Et voici qu'à un moment, elle prétexta un oubli, pour rentrer avec lui dans la chambre à coucher de sa tante. Elle s'approcha du bureau, garni maintenant de toutes ses clefs. Elle ouvrit le tiroir où elle avait pris le testament, et demeura quelques instants immobile.

— Qu'est-ce qui vous intéresse dans ce bureau? fit le jeune homme.

Elle leva sur lui des yeux brûlants, des yeux fous, où l'intoxication de sa misérable âme commençait de se révéler. Un insensé désir de tout dire, de tout crier, montait en elle.

« Oui! songeait-elle à présent, avouer, me dégrader! Mais briser sa cuirasse! Lui prouver qu'il ne peut pas me trahir, qu'il n'en a pas le droit, pas le droit de m'abandonner, que nous sommes liés *par cela*, pour toujours! »

L'épouvante la retint, et plus encore un retour de tendresse dans la cruauté même de la passion. Elle revoyait Xavier tel qu'il avait été si souvent près d'elle, puéril, insouciant, caressant, si joyeusement heureux. Elle se sentit soudain beaucoup plus âgée que lui. Il avait encore tant d'avenir! Elle, son irréparable crime lui avait du coup supprimé tout le sien. Devant l'idée d'infliger à cet homme, à qui la vie était si légère, une complicité affreuse et le partage de son remords, elle recula. Il lui apparut comme un enfant, qu'elle aimait trop pour ne pas l'épargner.

— C'est un bureau-secrétaire de l'époque impériale, continuait-il. C'est lourd, antique et massif. Ça convenait bien à

votre sainte femme de tante qui n'a jamais dû écrire là-dessus de billets doux. Ça n'est pas beau, mais c'est authentique, et en vente publique, ça fera de l'argent.

De l'argent ! Ces syllabes prononcées devant ce meuble, c'étaient de nouveau les gouttes de sang tombées sur la petite main et qui ne s'effaceront pas. « Ah ! Ce n'est pas de l'argent que j'ai voulu. C'est toi ! C'est toi !... » Quel soulagement, si elle avait pu jeter ce gémissement à l'indifférent qui ne pouvait cependant pas la plaindre d'une douleur qu'il ignorait ! Il y en avait une qu'il savait, sa jalousie. Celle-là, il aurait dû non seulement l'en plaindre, mais surtout ne pas la lui infliger, mais en deviner les anxiétés, même muettes, les susceptibilités, même injustifiées. Hélas ! Il les devinait. Ces yeux de défense ne le disaient que trop, et aussi qu'il se refusait à en tenir compte. Connaissant Odette, il avait très bien compris que l'indiscrétion de Gorrevod sur cette soirée de la veille, dont il s'était tû, la troublerait. Et il ne voulait pas admettre ce trouble. Comment n'était-il pas touché qu'elle ne le questionnât point? Mais sur quoi ? N'aurait-il pas eu raison de l'appeler comme il faisait : ma folle, si elle lui avait dit : « Jure-moi que Cécile Machault n'était pas hier au *Lotos* avec Gorrevod et toi ! »

« Mais oui, je suis folle, » pensait-elle, en reconnaissant elle-même qu'aucun fait ne légitimait, ni une pareille inquisition, ni cette crise, qu'un mot suffirait à dissiper. Ne le prononcerait-il pas, en causant longuement, au hasard? Mais il ne fallait pas que ce fût ici, où contrairement à son attente, de l'avoir là, lui tout son bonheur, dans cette maison tout son supplice, achevait de lui enlever son équilibre. Elle venait d'entendre le bruit de l'automobile entrant dans la cour comme l'autre nuit.

— C'est ma voiture, dit-elle, je dois aller...

Ils descendirent ensemble l'escalier. Elle attendait de lui une phrase qui prouvât son désir de continuer leur tête-à-tête. Dejà le chauffeur ouvrait la portière de la voiture, et cette phrase n'avait pas été dite. Ce fut elle qui lui offrit ce qu'elle aurait tant souhaité qu'il demandât.

— Voulez-vous faire mes courses avec moi, Larzac, ou les vôtres?

— Mes courses? répondit-il en riant. Je n'en ai pas. Les

vôtres? Bien volontiers, si je n'étais pas à deux pas de la rue de Verneuil, et de mon oncle de Jardes. Il est rentré à Paris depuis trois jours, et je ne l'ai pas encore vu. Je vais profiter de la circonstance pour lui rendre visite. Les vieux oncles et les vieilles tantes, ça sert tout de même, quelquefois.

Du bout en ivoire de sa canne, il montrait l'hôtel de Sailhans. Les paupières d'Odette battirent convulsivement, et d'une voix que l'émotion étouffait :

— Faites votre visite, et venez prendre le thé avec moi faubourg Saint-Honoré.

— Impossible, dit-il, je me suis bêtement engagé.

— Avec Mme Machault? osa-t-elle demander.

Il la regarda bien en face, et avec la tranquille fermeté d'un homme qui entend garder son indépendance :

— Et quand ce serait avec Mme Machault?

— En effet, répondit-elle, en éclatant d'un rire nerveux. Le chauffeur était là, tenant toujours la poignée de la portière. L'affreuse servitude des femmes riches, surveillées par leurs domestiques, paralysait Odette. Elle dit simplement à Larzac : « Adieu, » et, jetant l'adresse d'un fournisseur, elle partit.

Il regarda s'éloigner la voiture, puis, hochant de la tête :

— Pauvre petite! se dit-il. J'aurais dû lui mentir. Elle s'arrange toujours pour qu'il n'y ait pas moyen. Cette fois, c'est mieux. Au moins, elle ne cherchera pas.

Il se trompait, malgré son expérience d'homme qui connaît un peu les femmes, pour les avoir beaucoup trahies. Il avait rencontré des coquettes, des fantaisistes, des curieuses, des vicieuses. Pour la première fois, il était devant une amoureuse et consumée par la jalousie, de toutes les passions la plus imaginative et en même temps la plus affamée de vérité, la plus capable de souffrir sans savoir; mais quand elle sait, il ne lui suffit pas de savoir, elle veut voir. Seule au fond de son automobile, où elle avait attendu, en traversant la cour, que Larzac fît un signe pour arrêter le chauffeur, Odette se raidit d'abord dans un sursaut de révolte et de fierté.

« Il n'a pas de cœur, se disait-elle. Il est indigne d'un amour comme le mien, indigne, indigne... »

Plus elle se répétait ce mot, plus elle aimait celui qu'elle insultait. Plus aussi, elle tendait toutes ses forces à ne plus

l'aimer. C'est l'instinct vital de la personnalité qui lutte contre sa destruction par une autre.

« S'il est assez infâme, se disait-elle encore, pour continuer de faire la cour à cette sotte, quand je lui ai tant montré combien j'en souffre, cette infamie me guérira de lui. Je me reprendrai... »

A cette perspective d'une rupture, elle éprouvait cette même sensation d'un mortel anéantissement qu'à l'annonce du départ forcé pour Malhyver, quand son mari lui avait appris leur ruine. Si elle devait perdre son Xavier, à quoi bon avoir fait ce qu'elle avait fait? Et elle revivait l'heure inexpiable, allant de magasin en magasin, maniant des objets qu'elle ne voyait pas, écoutant et répondant des phrases qu'elle n'entendait pas, jusqu'à ce que, cinq heures approchant, elle rentra chez elle sur cette espérance, aussitôt déçue : « Il aura regretté sa méchanceté. Il sera là, ou bien il m'aura écrit. » Personne n'était venu. Aucun billet de l'écriture de Larzac n'attendait sur la table de l'antichambre. Elle monta chez elle, pour se jeter sur son lit, en sanglotant, après avoir dit à sa femme de chambre : « Si j'ai besoin de quelque chose, je sonnerai. Prévenez que je ne reçois pas. » De traverser son petit salon et de voir préparé le plateau à thé devant lequel Larzac ne s'assoierait pas, avait achevé de la désespérer.

Vingt minutes plus tard, elle se levait brusquement, en proie à un de ces transports comme en déchaîne la fièvre de la jalousie. L'afflux de l'onde émotive est trop violent. Il emporte tout, la prudence, le respect de soi, l'honneur.... En hâte, et comme si elle était attendue, elle remet son chapeau, son manteau, ses gants. Elle est dans la rue du Faubourg-Saint-Honoré, devant Saint-Philippe-du-Roule, dans l'avenue d'Antin, où Xavier de Larzac habite, mais de l'autre côté des Champs-Élysées. Ce n'est pas chez lui qu'elle va. Au lieu de traverser le Rond-Point, elle tourne à droite dans la rue de Ponthieu. Son ardent regard cherche l'enseigne de ce *Lotos* où l'on s'est tant amusé la veille, a dit Gorrevod. Elle, la comtesse de Malhyver, en grand deuil, sur ce trottoir, à la recherche d'un *dancing* dont elle ne sait rien et qui peut être un mauvais lieu, quelle déraison, — et sur quels indices! L'amour passionné a de ces délires qui sont quelquefois de la double vue. Une file de voitures, prolongée jusqu'à la rue de Berry et au delà, l'avertit

qu'elle est arrivée. Dans le crépuscule à peine commençant, des ampoules d'électricité, déjà allumées et toutes pâles, dessinent, au-dessus d'une haute porte à tourniquet, une arche où se lisent les mots fatidiques : *The Lotos*. Au-dessus flamboie une colossale fleur de nénuphar, formée elle aussi d'ampoules, mais celles-ci en verre colorié de teinte bleue et jaune. Cette file de voitures, Odette la parcourt tout entière. Elle reconnaît l'automobile de Cécile Machault. Toute hésitation est finie. Elle se ferait tuer plutôt que de ne pas entrer.

Pousser le battant de la porte tournante, payer la taxe au bureau, passer devant le vestiaire encombré de jeunes gens qui la dévisageaient, autant de gestes qu'elle accomplit comme en un rêve, et cependant elle percevait la brutalité de l'endroit avec un frémissement de répulsion. Enfin elle pénétrait dans la vaste salle où l'on dansait. La lumière du soir y descendait par un plafond vitré où les ampoules électriques étaient allumées, comme sur la façade. C'étaient encore des nénuphars bleus et jaunes dont ces ampoules figuraient les pétales. Cette première salle centrale était entourée de loggias. Là étaient installées des tables, toutes éclairées par des lampes encapuchonnées d'abat-jour roses, qui rabattaient une lumière frelatée comme l'oubli que venaient chercher les modernes dévots du lotus fabuleux, dans ce décor brutal et si vulgaire de palace, avec ses colonnes blanches en stuc, ornées de mascarons dorés. Deux orchestres étaient tapis dans un angle, l'un de tziganes en smoking, muets, au moment de l'entrée d'Odette, l'autre, un *jazz-band*, au milieu duquel un nègre montrait sa grosse figure noire. Des joueurs de banjo, de balalaïka, d'instruments indéfinissables, entouraient cet homme de couleur qui semblait mener ce bal de civilisés retombés à la sauvagerie, en grattant sur des cordes une bruyante et mélancolique mélopée. On fumait. L'atmosphère était lourde, saturée de tabac, de poussière, de parfums. Cette vapeur presque opaque enveloppait une centaine d'êtres fantomatiques qui dansaient, pressés les uns contre les autres et dont la nouvelle venue ne discerna d'abord que la masse mouvante et sombre. Elle ne trouvait pas où s'asseoir. Un maître d'hôtel s'avança, qui la considéra sans politesse, comme pour déchiffrer l'énigme de sa présence, dans ce milieu qui la désorientait si évidemment. Elle sentit ce regard, équivoque et mercenaire, peser sur elle, tandis qu'une voix, à peine entendue

à travers le déchaînement du *jazz-band* et des danses, l'interrogeait :

— Madame est seule?... Une table?...

Sur sa réponse, il la conduisit en un coin assez reculé. La première rangée était occupée ou retenue par des habitués. Elle s'assit enfin, s'assura que de sa place elle embrassait du regard l'ensemble de la salle, sans être elle-même trop en vue.

— Un thé? Un porto? continuait la voix.

— Un thé.

— Des toasts?

Elle acquiesça d'un signe de tête, pressée d'être délivrée de l'importun et de demeurer seule. Seule? A moins de cinquante centimètres à droite et à gauche, d'autres tables entouraient la sienne. L'une était libre de ses occupants, qui dansaient sans doute. Les verres, à moitié vidés, de leur café glacé, s'érigeaient sur des assiettes pleines de cendres. A l'autre table, un très jeune homme et une femme plus âgée causaient à mi-voix, lui maigre et brun, la face rasée, coiffé comme la plupart des habitués, les cheveux en arrière, habillé du même veston serré à la taille, la caricature de l'élégant Larzac, — elle vieillie, teinte et fardée, avec un visage d'Institut de beauté, plus caricaturale encore que son compagnon, par l'excès de la mode. Un morceau de phrase parvint à Odette, comme un écho, dans un moment où l'orchestre abaissait un peu son hurlement :

— Il danse vraiment bien. Il a le genou argentin.

Ce langage, le tournoiement saccadé et monotone des danseurs, cet air chaud où elle distinguait maintenant une odeur d'ambre et de cigares morts, les déchirements de la musique et l'appel strident du nègre qui s'était mis à chanter des couplets d'argot anglais dans un porte-voix, ce mélange d'exotisme et de vie raffinée, cette existence, nocturne et comme secrète presque en plein jour, toute cette incohérence la déconcertait à la fois et s'accordait étrangement à sa frénésie intérieure. Elle voulait chercher des yeux celui qu'elle souhaitait et redoutait de surprendre. A peine parvenait-elle à poser son regard. Cependant le *jazz-band* s'était tu, mais les danseurs ayant applaudi et crié *bis*, le nègre et ses complices recommencèrent avec une pire fureur, arrachant à leurs instruments des éclats plus agressifs, plus nerveux. Les couples aussi recommencèrent de se trémousser, agitant leurs épaules à petits coups, s'efforçant

de frissonner de la tête aux pieds, comme des automates pris de peur. Oui. C'était bien là cette danse du frisson, née un soir dans la sensualité cruelle des cabarets de l'Amérique du Sud, remontée lentement vers celle du Nord, d'où elle avait été chassée comme indigne. L'Europe de la décadence la recueillait. Ces Parisiens et ces Parisiennes frissonnaient d'un commun accord, gravement, religieusement, attentifs au rythme que leur dictait, de sa voix d'esclave déchaîné, ce nègre monstrueux dont le comique avait une violence macabre, comme la préparation d'un sacrifice sanglant. Une seconde fois, ce tapage barbare avait cessé. Les couples se dispersèrent. D'autres se formèrent, et les tziganes reprirent pour une autre danse. C'est à ce moment qu'Odette aperçut Larzac et Cécile Machault dans les bras l'un de l'autre. Les violons jouaient une *valse-hésitation*, dont la musique était aussi enivrante et caressante que la précédente avait été grossière et farouche. Larzac et Cécile la dansaient, cette valse, si gracieusement, si souplement, avec une lente inflexion des hanches, un corps à corps contenu, une langueur à demi maîtresse d'elle-même, mais si voluptueuse! Il y avait dans cette musique-là, venue peut-être d'Espagne, quelque chose de triste et de sauvage qui berçait, en l'exaltant, la souffrance, aiguë à en crier, qu'Odette éprouvait à suivre ce couple parmi les autres. Ils ne se parlaient point, mais cette étreinte, mais le sourire et les yeux à demi fermés de Cécile, rappelaient à la maîtresse trahie ses propres joies, quand elle tournait elle-même, cœur contre cœur, avec cet homme dont l'orgueilleuse beauté l'outrageait à cette minute par une insolente expression de contentement. La valse s'attendrissait tour à tour et s'avivait. C'était trop dur. Odette comprit qu'elle ne supporterait pas ce martyre plus longtemps. Elle allait se jeter en avant, les séparer, les frapper... Elle se lève. Un dernier reste de raison l'arrête dans cet élan. Les mains si tremblantes qu'elle a du mal à ouvrir son sac et son porte-monnaie, elle pose un billet de banque à côté de la tasse où elle n'a pas bu, et elle s'enfuit, ses jambes se dérobant sous elle, se glissant avec des excuses entre les tables. La peur de s'évanouir avant d'être sortie la fait se hâter. Sur le seuil, elle se retourna pour les voir qui dansaient toujours, trop absorbés l'un dans l'autre pour l'avoir remarquée, et quand elle fut arrivée enfin dans la rue, elle s'appuya contre le mur en souhaitant de mourir.

Un jeune homme qui sortait, lui aussi, du *dancing*, quelques minutes plus tard, voyant cette jeune et jolie femme dans cette attitude, pâle et les yeux fixes, s'approcha d'elle. Avait-il bu quelques cock-tails de trop? Fut-ce un mouvement de pitié? Fut-ce l'invite à une aventure, toujours possible dans ce Paris du soir, où la galanterie emploie toutes les ruses? Il s'arrêta lui-même et lui demanda :

— Ça ne va pas, la petite dame? Est-ce que l'on ne peut pas vous ramener chez vous ?

Cet abord d'un inconnu réveilla Odette de son hypnose. Elle se redressa. Elle regarda l'insolent en face avec un tel air de fierté qu'il balbutia une excuse, tandis qu'elle-même s'éloignait d'un pas rapide. Ce fut pour traverser presque aussitôt la rue et revenir ensuite en face de l'entrée du *Lotos*, par l'autre trottoir. Il lui était insupportable de se dire que Larzac et Cécile allaient sortir, à leur tour, ensemble, souriants, joyeux, que cette femme l'emmènerait dans son automobile dont les lanternes, maintenant allumées, luisaient là-bas. Odette, à présent, se sentait sûre d'elle-même et qu'elle se dominerait assez pour ne pas s'abaisser à une scène inutile et dégradante. Mais elle voulait qu'*il* la vît, lui faire honte, lui rendre impossible un nouveau mensonge, le réduire à la vérité, au choix entre elles deux. Car enfin cette danse impure, dans ce mauvais lieu, ce n'était tout de même pas la trahison complète. Cet indestructible résidu d'illusion, que l'amour déçu défend en nous contre toute évidence, faisait qu'à cette heure une voix plaidait encore dans ce cœur torturé pour l'infidèle amant :

« Ils n'en sont peut-être qu'à la coquetterie, pensait-elle. Comment le savoir? En lui disant nettement : ou elle ou moi. Et s'il hésite, la rupture... Ah! c'est eux! »

La fine silhouette de Mme Machault se dessinait, en effet, dans le rayonnement épanché de la façade, et tout de suite la mince et svelte cambrure de Larzac. Ils marchaient, l'un derrière l'autre, elle le précédant, du côté de l'automobile. Ils ne prirent pas plus garde que tout à l'heure dans le bal à celle qui les guettait, mais de là-bas, et qui ne s'avançait point, en dépit de sa résolution. Cela l'humiliait trop de se montrer à sa rivale dans la posture d'une délaissée qui court après son amant... Mais que se passait-il? Cécile donnait des instructions à son mécanicien, sans entrer dans la voiture. Cet homme mit l'au-

tomobile en marche, reprit le volant, et partit, tandis que le couple remontait à pied dans la direction de l'avenue d'Antin, Xavier à côté de Cécile maintenant, et tous deux causaient si gaiement! Odette les suivit. Une seconde, elle espéra qu'à l'angle de l'avenue d'Antin et des Champs-Élysées ils se sépareraient. Mais non. Ils traversaient le Rond-Point ensemble, lui guidant sa compagne de six heures avec le même soin que sa compagne de deux heures, entre les voitures et la foule des passants. Odette aussi traversait le Rond-Point. Elle entrait, à trente pas derrière eux, dans la partie de l'avenue d'Antin où habitait Larzac. Qu'était-ce que la douleur éprouvée au *Lotos* devant l'intimité lascive de leur danse, à côté de celle-ci : le jeune homme et la jeune femme s'arrêtant à une porte qu'elle connaissait trop bien?..Cécile entre sous la voûte, d'un pas familier et qui n'hésite point. Larzac se retourne et regarde dans l'avenue. Il ne voit pas sa passionnée et misérable maîtresse cachée dans l'ombre des taxis qui stationnent en file près du Grand-Palais. Il s'enfonce sous la voûte lui aussi. Un rais de lumière se dessine soudain à travers l'interstice des volets aux fenêtres de l'entresol, qu'Odette connaît si bien aussi. Larzac vient de tourner le bouton du commutateur. Le rais s'atténue, s'efface. C'est qu'il a fermé les rideaux. Un autre rais brille de même, voilé de même, à une autre fenêtre, celle de la chambre à coucher. Elle s'est laissée tomber sur un banc. Elle contemple, comme sidérée par l'excès de la douleur, cette maison où elle est venue dans des jours heureux, tout récemment encore. Ah! le résidu d'illusion, comme elle sent l'affreuse certitude le broyer en elle, et les éclats lui déchirer le cœur, son pauvre cœur qui saigne par toutes ses fibres. Pourquoi rester? Pourquoi se supplicier, à la contemplation de ces murs qui abritent l'abominable trahison? Une force supérieure à sa volonté la tient clouée là.

Après un temps dont la malheureuse n'aurait su dire s'il avait été long ou court, — l'extrême douleur ne mesure pas plus la durée que l'extrême joie, — Cécile reparut sur le seuil de la funeste maison, mais seule. Comme son amant tout à l'heure, — Odette, hélas! ne pouvait plus douter qu'il ne fût son amant, — elle coula un regard à droite et à gauche, puis elle vint à la station des taxis, sans reconnaître, dans cette forme de

femme assise sur le banc à vingt pas, celle à qui elle avait volé cet amant. Odette l'entendit qui donnait son adresse à un chauffeur. Le taxi n'avait pas tourné l'avenue que l'outragée s'était levée de son banc. C'était elle qui entrait sous la voûte maintenant, elle qui montait l'escalier sans rien demander au concierge, elle qui s'arrêtait sur le palier de l'entresol. Elle sonna. Un pas s'approcha, celui de Larzac. « C'est tout naturel. Il a envoyé son domestique faire des courses. Elle devait venir. » C'est une petite blessure dans la grande que cette évidence du rendez-vous concerté, de la perfidie préparée, méditée, voulue. La porte s'ouvre, et c'est bien Larzac qu'elle voit reculer d'un pas, saisi, malgré son habituel sang-froid, par cette menaçante apparition. Menaçante? Oui, si Odette avait aperçu Cécile sortant de la maison. Mais l'avait-elle aperçue ? Et, se dominant, il dit avec l'intonation d'une surprise heureuse :

— Comment? C'est vous?

— C'est moi, répondit-elle d'un accent qui ne lui permettait plus de doute.

Mais lui, toujours câlin, pour prolonger l'équivoque et voir venir :

— Nous n'allons pas reprendre la scène de tout à l'heure, ma petite Odette? répondit-il. Nous nous sommes mal séparés. Vous m'avez dit une méchanceté. Je vous en ai dit une autre. J'ai eu tort. C'est fini. Vous avez la gentillesse de revenir la première. Allons. Souriez-moi.

Il l'introduisait dans le salon, en débitant ce discours d'une si évidente fourberie, sur un ton de badinage tendre qui aurait fait crier Odette de douleur et d'indignation. C'était le symbole de tout ce qu'il y avait eu, dans leurs relations, de si faux, de si torturant. Il avait joué avec leur amour. Elle, la pauvre, elle s'y était martyrisée.

— Pourquoi plaisantez-vous, Xavier? demanda-t-elle tristement. Pourquoi mentez-vous? Je suis allée au *Lotos*. Je vous y ai vu avec Cécile Machault. Quand vous en êtes partis, je vous ai suivis. Je vous ai vus entrer ici tous deux. Elle y était encore, il y a cinq minutes. Vous aviez rendez-vous avec elle. La preuve? C'est vous qui m'ouvrez, parce que votre domestique est absent. Vous l'avez éloigné, comme pour moi... Vous êtes un misérable, entendez-vous? — Elle répéta : un misérable, — et je suis venue vous le dire en face... Ah! m'avez-vous assez

menti!... J'y ai cru trop longtemps. C'est ça qui est fini et bien fini... Mais avoue donc au moins, malheureux! puisque je sais, puisque j'ai vu... J'ai vu... J'ai vu..

Elle avait répété ces mots, avec une frénésie qui fit peur au jeune homme. Si léger et si sensuel fût-il, son cœur n'était pas mauvais. Un remords s'émouvait en lui, au contact de ce désespoir dont il était la cause. Et puis, s'il n'aimait pas vraiment Odette, il aimait la passion qu'il lui inspirait. Comme ne pouvant plus se tenir debout, elle s'était assise. Il vint se mettre à genoux devant elle, et, tout en essayant de lui prendre la main, il lui disait, lui mentait encore, mais avec une imploration qui, cette fois, était sincère; il tremblait, à cet instant, de la perdre pour toujours :

— Comment veux-tu que je ne te mente pas, ma pauvre Odette, quand je vois l'état où te mettent tes jalousies? Tu as vu?... Tu as vu?... Qu'est-ce que tu as vu? Que j'ai dansé avec Mme Machault dans un lieu public? Je ne m'en cachais donc pas... Qu'elle est venue ici? Mais je te l'aurais dit que j'avais ce rendez-vous avec elle chez moi, si je n'avais pas su d'avance ce que tu t'imaginerais à propos de cette visite. Elle a voulu voir mes gravures du dix-huitième... — il les montrait du geste sur les murs, — pour le bal costumé de la duchesse d'Arcole.

Cette explication, elle, n'était qu'un demi-mensonge. Cécile avait, en effet, au cours de sa visite, regardé ces gravures et parlé de ce bal. Et il continuait :

— Si ce rendez-vous avait été ce que tu penses, est-ce que j'aurais choisi cette maison où tu pouvais nous surprendre? Et la preuve... Odinette, sois raisonnable, et retire ces vilains mots de tout à l'heure...

Il l'attirait contre lui, en parlant de cette voix dont il connaissait la puissance sur cette femme si faible avec lui jusque-là. Comme il haussait son visage pour essayer de lui donner un baiser, elle reconnut, resté sur lui, le parfum dont se servait Cécile. Elle se dressa, dans un mouvement si violent qu'elle lui échappa, et, avec un sanglot de révolte :

— Laisse-moi! Tu la sens.

Il n'avait pas eu le temps de se relever qu'elle courait au fond de la pièce, vers la porte, sous le battant fermé de laquelle continuait de passer un filet de lumière. C'était celle de la chambre à coucher. Elle l'ouvrit, et de la main montrant le lit

défait elle s'écria : — Et ça? Et ça? et elle se rejeta en arrière en poussant un cri de bête égorgée :

— Hé bien! c'est vrai, dit Larzac.

Il ne s'agissait plus de ruser maintenant. Il préférait presque cela, comme l'attestait la soudaine décision de sa physionomie et de son accent...

— Qu'est-ce que tu veux? J'ai été faible. Ça n'empêche pas que c'est toi que j'aime...

— Moi? interrompit-elle. Tu oses...

— Oui, toi. Je suis homme. J'ai perdu la tête. Mais quand tu es entrée, est-ce que tu n'as pas vu que je n'ai pensé qu'à ton chagrin, que rien d'autre n'existait plus? Une infidélité où le cœur n'a pas de place, est-ce que ça compte? Un égarement d'un instant, est-ce que ça peut effacer sept longues années d'amour?

— Ne prononce pas ce mot, gémit Odette, tu n'en as pas le droit. Tu ne m'aimes pas. Tu ne m'as jamais aimée. Tes yeux ne m'aiment pas en ce moment. Ta voix ne m'aime pas. Mais c'est juste, ajouta-t-elle d'un air égaré. C'est juste. J'ai tout mérité, après ce que j'ai fait.

— Ce que tu as fait?... interrogea-t-il, étonné par la sombre ardeur qu'elle avait mise à prononcer ces mots. Que veux-tu dire?

— Ce que je dis.

— Tu parles comme si tu avais sur le cœur le poids d'un secret, un remords?...

Même à cet instant, et tout remué par ce tragique dialogue, une cynique et affreuse idée lui traversa l'esprit. Pendant la guerre et quand ils étaient loin, Géraud et lui, Odette se trouvait si seule, si libre! Impulsivement il demanda : « Tu ne m'as cependant pas trahi? »

— Ah! protesta-t-elle indignée. Voilà comment tu me juges! Après que...

Elle montra de nouveau la porte de la chambre à coucher, et dans la démence du désespoir :

— Malheureux! mais tu ne sais pas combien je t'ai aimé, où cela m'a menée... Je t'ai aimé jusqu'au crime... Ah! c'est pour cela que tu ne devais pas me trahir!

— Pour cela?... Voyons, calme-toi. Tu n'es pas folle cependant... Assieds-toi et puis parle-moi posément, tranquillement. Qu'est-ce qu'il signifie, ce mot de crime?

— Que j'ai tué, à cause de toi, entends-tu, à cause de toi.

— Tu as tué? fit-il, atterré par une révélation si complètement inattendue qu'elle déconcertait sa raison.

— Oui, répondit-elle, de plus en plus farouche... C'est juste que tu m'aies trahie, c'est juste. Je suis punie de t'avoir trop aimé. Tu sauras tout. — Et si douloureusement : — Tu compareras!... Et puis, ça m'étouffe depuis trop de jours. Il faut que je parle... Nous étions ruinés, tu sais. J'allais quitter Paris, te quitter, te laisser à cette femme. Si je suis coupable, tu l'es aussi tout de même. Si j'avais été sûre de toi, j'aurais pu partir. Tu m'avais rendue trop jalouse. Je ne pouvais pas. C'est alors que ma tante est tombée si malade... — Et prenant son visage dans ses mains, elle sanglota : — Mais c'est trop honteux!...

— Ta tante?

— Je la veillais. J'ai trouvé son testament. Il me déshéritait. Je l'ai brûlé. Et puis... Elle m'avait regardée...

— Et alors?

— Il y avait sur la cheminée un remède, une fiole de poison.

— Et tu l'as?...

— Oui.

— Tu as fait cela?

— Je l'ai fait, à cause de toi.

Il y eut un silence entre eux. Elle s'était tapie dans un coin sombre du salon, contre les rideaux, dégrisée de sa fureur par son aveu, écrasée d'épouvante. Lui allait et venait dans la pièce sans la regarder, le front traversé comme d'une barre, à cause du froncement de ses sourcils. Que pensait-il? Qu'éprouvait-il pour elle, après cette sinistre confession? A une minute, ce silence lui fut si cruel qu'humblement, timidement, elle implora :

— Xavier?

Il s'arrêta devant elle, et, avec une révolte si dure dans sa voix :

— Allez-vous en! Vous me faites horreur.

Elle baissa la tête, et elle sortit, sans trouver la force de répondre un mot.

VI. — FRAGMENTS D'UN JOURNAL INTIME

Vingt heures exactement après cette terrible scène, Géraud de Malhyver était en train de se promener avec son fils dans un des coins les plus sauvages de la sauvage Auvergne, bien loin de la rue de l'Université, du faubourg Saint-Honoré, du *dancing* de la rue de Ponthieu et de la garçonnière de l'avenue d'Antin. Le père et l'enfant suivaient le long du Sioulet le chemin qui, contournant les puys de Combeperet et de l'Aiguillier, mène de la route du Mont-Dore au château de Malhyver. Il s'en détache en face des roches Tuilière et Sanadoire. Tous les visiteurs de la célèbre station thermale connaissent ces deux gigantesques dykes de phonolithe, et leurs prismes si curieusement disposés en gerbes rayonnantes. Géraud et Roger étaient partis pour les visiter aussitôt après le déjeuner, accompagnés de M. Darré. Le précepteur parisien, que cette existence de continuel exercice dans la montagne commençait d'excéder, les avait quittés à mi-chemin. Malhyver avait continué la promenade seul avec le petit garçon, heureux de l'éveil d'intelligence qui éclairait le visage de celui-ci, hâlé déjà par ces trois semaines de plein air. Fidèle au projet dont il avait tracé les grandes lignes à sa femme, il s'essayait à conduire lui-même l'éducation de ce jeune esprit, en lui animant le paysage par des évocations de nature et d'histoire. Les études dispersées de ses années de dilettantisme trouvaient enfin une application. Elles *servaient*, pour employer son mot favori, et ce lui était une douceur, une réhabilitation à ses propres yeux. Il avait donc expliqué à Roger les convulsions séculaires dont ce volcanique paysage offrait partout la trace, puis raconté l'héroïque épisode dont cette roche Sanadoire fut le théâtre au cours de la guerre de Cent Ans, en 1386. Elle avait sur sa cime abrupte un château-fort qu'occupait un Anglais du nom de Robert Chennel avec ses lieutenants, Nolimbarbe et Richard Credo, fils du lord-maire de Londres. Ils rançonnaient la contrée depuis dix ans, quand Louis II de Bourbon, devenu un prince auvergnat par son mariage avec la fille de la comtesse du Forez, entreprit de les réduire. La *Chronique du bon duc Loys*, composée par son secrétaire Jehan d'Oronville, dit Cabaret, nous a laissé le récit du siège. Quelle belle histoire à évoquer devant un enfant français de 1919 qu'il faut, dès aujourd'hui, dresser à l'idée qu'il

devra faire la guerre, si les Allemands recommencent! Arrivé devant la roche, Louis II dit aux seigneurs qui l'entourent : « Messeigneurs, j'ai délivré trois places, et voici celle qui déserte tout le pays. Car il y a là quatre capitaines et trois cents hommes d'armes, et la place est non prenable, si ce n'est par la grâce de Dieu. » Et les seigneurs de répondre : « Monseigneur, vous nous requérez ce que nous dussions vous demander à mains jointes. Car cette place détruit toute Auvergne, et courent tous les jours devant cette ville. » Et le chroniqueur ajoute : « Lors ordonna le duc de Bourbon que les Auvergnats allassent d'un côté, et lui et ses gens de l'autre, attaquer la Roche Sanadoire. Ainsi fut dit et fait... » On donne l'assaut. Les Auvergnats d'un côté, les Bourbonnais de l'autre, forcent les deux tours. Le duc Louis entra par la brèche. Chennel, fait prisonnier, fut écartelé à Paris en place de Grève.

— Et notre château? demanda Roger après avoir avidement écouté ce récit et celui d'un combat singulier devant la Roche entre un Anglais gascon, Perrot de Lignaige, et un des chevaliers de Bourbon, le sire de Glarains. Est-ce qu'il existait dans ce temps-là? Et, calculant la date : — Il y a cinq cent trente-deux ans.

— Pas comme il est, dit le père. De celui d'alors il ne reste que la grosse tour. C'est là que le duc de Bourbon a couché avant d'attaquer.

— Et à qui était notre château?

— Mais à nous, aux Malhyver.

— Alors ils sont allés se battre contre la Roche, eux aussi?

— Le chroniqueur ne le dit pas, mais il n'y a pas de doute. Le duc n'aurait pas logé chez eux, s'ils n'avaient pas été des braves. Tous les Malhyver l'ont été, toujours, comme j'espère bien que tu le seras.

— Oh! mais aucun n'a fait une guerre aussi terrible que vous, reprit Roger. Il n'y avait pas de mitrailleuses alors, pas d'avions, pas de gaz.

— On fait la guerre qu'il faut, dit le père avec une mélancolie dans son regard. Quel avenir le prochain conflit, avec ses engins encore insoupçonnés, réservait-il à cette tête insoucieuse, qui était sans doute celle d'un futur soldat? L'échappé de la Marne, de l'Yser, de Verdun, de Champagne la flatta de la main, cette tête d'enfant, en songeant : « Je viens d'y mettre quelque chose. »

Ils en étaient là de leur conversation, quand ils rencontrèrent sur la route un vieil homme à bicyclette, dans lequel Roger reconnut le premier le messager du télégraphe qui desservait le château, éloigné de sept kilomètres du bourg où se trouvait le bureau de poste :

— C'est le père Cétrud, dit le petit garçon. Il nous a vus. Il ralentit. Il a tiré une dépêche de sa sacoche. Si c'était de maman !...

« Pourvu qu'Odette ne soit pas malade! » pensa Géraud en caressant de nouveau les cheveux de son fils. Il avait senti frémir, dans le cri de l'enfant, un passionné désir, celui de revoir sa mère. Il ouvrit le télégramme d'une main un peu tremblante, puis d'une voix qu'altérait presque la surprise :

— Tu vas être bien content. Ta maman arrive demain matin.

— Vous irez la chercher à Clermont, papa? demanda Roger dont le joli et transparent visage devenait rose de plaisir.

— Certainement.

— Et vous m'emmènerez?

— Et je t'emmènerai.

Le baiser que l'enfant mit sur la main de son père, dans un mouvement de reconnaissance, avait une grâce si spontanée que le rustaud qui apportait la dépêche, et qui, descendu de sa bécane, entendait ces propos, ne put s'empêcher de dire :

— Ce qu'il est mignon, votre petit, monsieur le comte, et ce qu'il aime sa maman!

« C'est vrai qu'il l'aime, » songeait Malhyver en remontant du côté du château d'un pas plus hâtif, mais que l'enfant, soutenu par le père, suivait sans peine. « Elle arrive, songeait-il encore. Il faut qu'elle l'aime beaucoup, pour se décider à venir ainsi. J'ai bien fait de lui écrire que je reculais notre retour. Ce que je prévoyais s'accomplit donc. »

Cette pensée était grosse de tant d'autres, cette subite arrivée de sa femme l'emplissait d'impressions si diverses qu'une fois rentré, et après avoir lui-même surveillé par le détail l'installation des chambres destinées à la visiteuse inespérée, il sentit le besoin d'y voir clair en lui-même. Dans les périodes de crise, comme il en avait traversé de tout temps, c'était son habitude de fixer par écrit les allées et venues de sa réflexion. Il ne tenait pas un journal continu de ses faits et gestes, coutume qui sup-

pose un égotisme très voisin de l'égoïsme. S'observer avec cette minutie quotidienne, c'est s'instituer centre du monde. Il est trop naturel, au contraire, que l'âme la plus pénétrée d'altruisme procède à cet examen de conscience, quand elle est troublée. Il est une des formes de ce que les maîtres de la vie intérieure appellent l'Oraison. L'étymologie seule du mot indique la règle que doit observer cet examen pour être bienfaisant. Il faut qu'il tienne de la prière, qu'il soit un effort pour mettre de la lumière et de la paix en nous, autant dire pour nous harmoniser nous, notre esprit, notre cœur, nos actions, avec l'ordre, intelligent et bienfaisant, du monde. C'est le *Fiat voluntas tua* du *Pater* passant de la parole à l'action. C'est cette lumière que Géraud ne voyait pas, et qu'il cherchait. Comment comprendre ce changement de volonté chez Odette, que rien dans ses lettres n'avait fait prévoir? C'est cet apaisement qu'il désirait obtenir de sa sensibilité, afin que la présence de sa femme le trouvât capable d'une maîtrise de soi. Il se rappelait son impatience, à peine domptée, lors de leur dernier entretien, et il voulait que le heurt ne recommencât point. Il avait, à huit heures et demie, envoyé Roger se coucher après un dîner où l'enfant avait à peine mangé. C'était toujours le cas, dès qu'une émotion trop forte ébranlait son frêle organisme.

— Tâche de dormir, lui avait-il dit, tu sais que le train arrive à sept heures. Nous devrons nous lever à cinq.

Mais comment dormir lui-même? Resté seul dans sa chambre à la rumeur du vent qui tournait maintenant autour de la vieille demeure, il avait pris, dans son secrétaire fermé à clef, un cahier dont bien des pages étaient déjà noircies, quoique le millésime, frappé sur le maroquin de la couverture, fût 1919. C'était le signe que depuis ces trois mois, et tandis que s'élaborait en lui son projet de retour à la terre, il avait traversé bien des minutes de réflexion anxieuse, subi bien des tempêtes intérieures. Qu'étaient-elles auprès de la tragédie qui venait à lui avec le train en marche vers Clermont? Dans un des wagons de ce convoi, développé à travers les plaines endormies et sous les étoiles, une femme veillait dont il évoquait le fantôme. Il ne savait rien encore du secret de crime, d'amour et de honte qu'elle essayait de fuir, en s'en allant de Paris ainsi. Une de ces doubles vues incomplètes, comme en suscite une intense méditation autour d'une âme à laquelle on veut passionnément

être bienfaisant, l'avertissait que ce départ précipité cachait un mystère. Mais lequel? Malhyver ne commençait d'écrire sur ce cahier que pour se poser cette question. Dans bien peu de jours il devait le refermer avec épouvante pour que jamais personne n'y pût lire l'affreuse vérité de la réponse.

---

15 avril. — Odette arrive demain. Je ne sais rien des motifs qui l'ont décidée, rien de ses intentions quant à l'avenir. Les affaires de succession ne sont pas réglées. Si elle eût voulu rester à Paris, même après la lettre où je lui parlais de prolonger notre séjour ici, à moi et à Roger, les prétextes ne lui manquaient pas, ni les raisons, d'autant qu'il ne s'agissait jamais que de six à huit semaines. Pourquoi cette venue subite, sans explication préalable, comme dans un coup de tête? Déterminée par quoi? Et elle arrive dans la Semaine Sainte! Au cours de cette conversation où j'ai été totalement vrai avec elle, pour la première fois — quel ménage! — lors de la mort de sa tante, je lui ai pourtant dit ma grande raison pour m'installer à Malhyver : une influence à prendre sur les gens du pays, un exemple à donner. Elle est trop intelligente pour ne pas l'avoir compris, et d'ailleurs elle y a fait une allusion dans sa réponse : le problème religieux va se poser pour nous. Habiter ici, c'est sortir de l'anonymat, sous ce rapport comme sous tous les autres· Depuis ces trois dimanches, je ne me serais pas pardonné de manquer à la grand'messe. A Malhyver, comme dans la tranchée, je suis le comte, celui que les gens regardent, l'exemple. Qu'ils ne me voient pas à l'église, et ils penseront : « le Bon Dieu, c'est pour nous autres, pas pour les riches. » Et que leur représente-t-il, ce Bon Dieu, comme ils disent si simplement? — Bien profondément aussi! Toute la question n'est-elle pas là : existe-t-il au-dessus de nous un esprit qui nous connaisse et qui nous aime, un Dieu qui soit bon? — Oui, que leur représente-t-il? Le devoir, l'espérance, la consolation, l'acceptation du sort, le Décalogue, ce résumé de toutes les lois de la santé sociale. Leur enlever ça, les en faire douter, n'est-ce pas un crime, quand on n'a rien à mettre à la place que le triste : *ignoramus et ignorabimus*, de nos philosophies? Dimanche, 20 avril, Roger fera ses Pâques. M. Darré aussi, puisqu'il pratique. Moi non. Je ne peux pas encore. J'ai fait bien du chemin depuis 1914, où je

discutais avec mon cher ami Léon de Montesquiou qui devait tomber héroïquement à Souain, un an plus tard, le 25 septembre 1915. Je garde là, dans ce cahier, son image mortuaire avec ces lignes qu'il écrivait le 23, deux jours avant de mourir : « Dans une circonstance où j'avais besoin de toutes mes forces morales, j'ai recouru à la confession et j'ai été jusqu'à la communion. » Ces deux grands gestes, moi aussi, j'ai été tenté de les faire. Des objections, acceptées autrefois et dont je sais aujourd'hui la faiblesse, m'ont cependant retenu. Elles me retiennent encore. Je ne suis pas assez sûr de croire. Je ne ferai donc pas mes Pâques, cette année. Odette non plus. Elle est plus éloignée encore du retour. Et à cause de qui a-t-elle perdu la foi? A cause de moi. Là non plus, je n'ai rien su mettre à la place. J'aurais haussé les épaules à cette époque, si l'on m'avait annoncé que de l'avoir associée à ce que j'appelais alors *mon évasion* me donnerait du remords un jour. Évasion, hors de quoi? hors la foi de mes pères; quand je n'ai plus qu'une idée à présent : les continuer.

Les continuer? Et les gens du village sauront, ils verront que ni M. le comte, ni Mme la comtesse ne remplissent le grand devoir catholique, celui auquel l'Église attache tant d'importance qu'elle l'a inscrit dans ses commandements. Odette serait seulement venue dans cinq jours, les gens n'auraient pas fait cette remarque. J'aurais trouvé pour moi un alibi, une absence d'une journée à Clermont, par exemple. S'y prêtera-t-elle, pour ce qui la concerne? A coup sûr, elle n'a pas pensé à cette difficulté. Je tiens là une preuve de plus qu'elle ne m'a pas compris, dans cette conversation qui me laisse un si amer souvenir. Mais avais-je besoin de cet indice pour le savoir : elle ne vient pas pour moi? Depuis ces trois semaines je me suis tout appliqué à l'initier au commencement de mon effort, dans une espérance toujours déçue. Ah! ses lettres, à elle!... Roger, l'autre jour, si content d'avoir trouvé un écho, en cherchait un autre. Il avait crié contre une roche. Il en aperçoit une seconde, de même forme. Il crie de nouveau. « Celle-là ne répond pas... » me dit-il, avec un désappointement qui ne m'a pas fait sourire. J'ai trop pensé à Odette tout d'un coup devant ce symbole, et au mutisme de son cœur dans notre correspondance.

Et cependant elle vient. Le fait est là. Est-ce un mouvement maternel vers son fils? Si j'aimais d'amour ma pauvre

Odette, j'aurais honte de devoir à Roger sa venue. Mais l'amour et ses fiertés sont loin de moi. Je suis comme un arbre vieilli, qui pourra encore pousser des feuilles et grossir son tronc, mais qui ne portera plus jamais de fleurs. Vivre m'est devenu austère. La grâce, auprès de moi, de ma femme ne peut plus m'émouvoir. Et pourtant, combien je suis heureux qu'elle vienne ! Combien je voudrais que cette expérience la persuadât de rester ! Sera-ce possible ? Certes je me sens bien solitaire dans ma pensée et dans ma conscience, bien séparé d'elle, après ce qu'elle m'a dit de son goût pour Paris et pour cette vie que je lui ai laissé mener, que je lui ai fait mener. Car enfin, je suis son mari, et, même dans cet absolu désaccord, je porte au plus profond de mon être le sentiment d'une imbrisable solidarité entre nous et de ma responsabilité envers elle. Que je le prévoyais peu, ce sentiment, quand je l'ai épousée ! Le charme de sa beauté m'avait décidé, la perspective d'un intérieur agréable, un arrangement de fortune, puis, de part et d'autre, après les premières années, des égards à défaut de passion, de la tenue sociale, une défense du rang pour bien établir les filles et les fils, enfin les rapports loyaux de deux associés de la vie, — voilà ce qu'était pour moi le mariage. Comme j'éprouve aujourd'hui qu'il est autre chose : un devoir à deux, celui du foyer. — Mot si simple qu'elle a si peu compris quand je le lui ai prononcé, et pourtant il résume tout, puisque le foyer c'est la famille, et qu'est-ce qu'un pays ? un groupe de familles. Comment une Française de 1919 ne sent-elle pas que défendre son foyer, c'est défendre la France ?

Hélas ! Avons-nous un foyer ? En a-t-on un avec un seul enfant ? Si les deux, qui sont morts à peine nés, vivaient encore, ces deux frères de Roger qui auraient l'un huit ans, l'autre neuf, en serions-nous, leur mère et moi, où nous en sommes ? Serait-elle devenue la mondaine exaspérée qui a répugné à toute nouvelle grossesse ? La maternité lui est apparue comme un supplice affreux, sans compensation, si bien que toute intimité a été supprimée entre nous. La reprendre maintenant, cette intimité, c'est un droit que la délicatesse m'interdit et pourtant c'est peut-être un devoir. Si je veux vraiment vivre à Malhyver, y garder Odette et qu'elle aime cet endroit, c'est cela qu'il faudrait, d'autres enfants. Mais d'abord il faudrait qu'elle m'aimât. Pour être aimé, il faut aimer, et j'étais obligé

de m'avouer, il n'y a pas cinq minutes, que je ne l'aime pas d'amour. Que tout est obscur, compliqué, difficile quand on ne s'est pas mis, dès le début, dans la voie droite! Mais on y rentre. Pour le moment, une question prime les autres : poussée par quel sentiment, Odette vient-elle? Je le saurai, même si elle ne me le dit pas. Ici, dans cette solitude, et quand elle n'y passerait que quelques jours, j'aurai le loisir de l'observer autrement qu'à Paris. Pour moi, la conduite à tenir est bien simple : l'entourer d'affection, qu'elle se rende bien compte qu'elle est libre, et que, nulle part, elle ne trouvera un dévouement plus complet, plus profond, plus désintéressé. La présence de l'enfant fera le reste. Il y a cinq minutes aussi, j'écrivais : « Toute la question est là : existe-t-il hors de nous un Esprit qui nous connaisse et qui nous aime? » Ah! Je voudrais tant être sûr, réellement sûr, comme de l'existence de ce papier, de cette plume, de cette main, que cet Esprit existe, et que la parole : « Paix aux hommes de bonne volonté » émane de lui! Alors je serais sûr également de l'obtenir, cette paix, car je puis dire, du plus intime de mon être, et je ne l'ai jamais plus senti qu'à cette minute : je suis un homme de bonne volonté.



16 avril. — A cinq heures et demie, ce matin, nous partions, Roger et moi, pour aller chercher Odette, dans l'automobile que j'avais fait venir de Clermont. Était-ce le froid ou l'émotion? Roger était pâle, les yeux cernés. En vain, le long de la route, devant les étonnants cratères rouges de Mercœur, de Lassolas et de la Vache, ai-je essayé de renouveler en lui l'exaltation de l'autre jour. Quand je lui montrais, sur une carte de la lune que j'avais emportée exprès, l'identité entre les volcans de la planète morte et ceux-ci, sa pensée était fixée uniquement sur l'attente de sa mère. Dès qu'il l'a vue descendre du wagon, il s'est jeté sur elle avec un cri refoulé. L'élan passionné de cet enfant m'a fait sentir le dénuement de nos cœurs arides. Odette l'embrassa, passionnément elle aussi, d'abord, puis elle s'en détacha, et tout de suite, en le repoussant presque. On eût dit qu'elle se refusait à l'attendrissement. Quelle étrange disposition d'esprit! Pourquoi alors est-elle venue?

A moi, elle avait simplement tendu la main. Je suis resté effrayé de sa mauvaise mine.

« Madame n'a pas été souffrante à Paris? » demandai-je à Élise, pendant que nous attendions les bagages. J'avais laissé Roger conduire sa mère à l'auto.

« Madame la comtesse ne mange rien, m'a dit cette fille. Elle n'a pas dormi une nuit sans chloral, depuis que M[lle] de Sailhans est morte. »

Ce n'est pourtant pas cette mort qui a pu la bouleverser à ce point. Ce ne sont pas non plus nos deux conversations, ni mes lettres. Qu'est-ce alors? Un trouble de santé? Dans le trajet de Clermont à Malhyver, malgré son manteau de fourrure et l'épaisse couverture sur ses genoux, elle claquait des dents, au fond de cette voiture que l'on avait fermée pour elle. A un moment, son malaise fut si visible, que je l'interrogeai :

« Vous souffrez? Voulez-vous qu'au prochain village, je télégraphie à Clermont. Il y a un docteur dont on dit grand bien. »

« Est-ce que les médecins savent quelque chose? répondit-elle, en haussant les épaules. Puis, avec amertume : « Vous m'avez laissée seule à Paris pour des besognes assez lugubres, et sans mon petit. » Elle embrassa Roger de nouveau, mais sans élan. J'eus l'impression, certainement injuste, qu'elle me jouait une comédie, comme si elle eût voulu me faire croire qu'elle était venue à cause de l'enfant. A coup sûr elle n'est pas venue à cause de moi. Je le savais bien, mais j'en ai eu l'évidence, quand, arrivée à Malhyver, elle me dit :

« Quelle chambre m'avez-vous réservée, Géraud? Et, avec le demi-rire nerveux que je lui connais dans ses mauvaises minutes : Je suis votre prisonnière. Vous devriez me mettre aux oubliettes. »

Pourtant la vue de sa chambre, remplie de fleurs, où son lit était préparé, où flambait un feu clair, parut lui être agréable, pas de cet agrément moral que donne le *home*, de celui du gîte pour un corps fatigué :

« Je vais essayer de reposer, dit-elle. Voilà des jours que je suis malade d'insomnie. »

Je pris cette occasion d'insinuer :

« Vous ne prenez pas de drogues pour dormir, j'espère? C'est si malsain. »

Elle me lança un regard aigu qui se retourna vers Élise. Elle ne me répondait pas. Je n'insistai point. Que j'eusse paru

en savoir davantage sur son chloralisme, elle devinait qui m'a renseigné. Et je ne veux pas l'indisposer contre Élise. Cette fille semble dévouée. Elle a ses habitudes. Si Odette savait son indiscrétion, elle serait capable, nerveuse comme je la sens, de la renvoyer du coup. Qui aurais-je alors ici pour lui rendre son séjour possible, avec toutes les exigences que révèle son seul bagage : petits coussins de dos, de tête, de chaise-longue, vaporisateurs, couvre-lit en dentelle, couvre-pieds en fourrure, menus abat-jour, bibelots familiers, que sais-je ? Le contraste entre les traces du raffinement de sa vie parisienne et la demi-dénudation de cette grande pièce, avec ses vieux meubles auvergnats de sombre noyer, m'aurait imposé le silence, quand je n'aurais pas pris le parti d'éviter, entre elle et moi, toute discussion inutile. Je la quittai donc sur un mot affectueux, pour ne la revoir que tard dans l'après-midi, lorsque j'eus appris qu'elle avait fait appeler Roger. Je passai deux heures au pied de son lit, avant le dîner. Le petit feuilletait, dans un coin, des livres illustrés qu'elle lui avait apportés de Paris, signe qu'elle a tout de même pensé à lui. Mais comment? Lorsque je lui ai parlé de mes promenades avec l'enfant, de l'éveil de son intelligence aux choses de la nature et de l'histoire, à peine m'a-t-elle répondu. A peine encore à mes confidences sur l'accueil que j'ai reçu à Malhyver, sur ce que j'entrevois des besoins matériels et moraux du pays, sur mes plans d'un meilleur aménagement du château, sur les projets de culture déjà mis à l'étude. J'ai cru l'amuser en lui portraiturant un peu en charge quelques-uns des personnages qu'elle devra recevoir ici : le curé d'abord, l'abbé Taravant, grand et gros montagnard aux pommettes hautes dans une face charnue, vieil original qui passe sa vie à soigner ses abeilles et à peinturlurer en bleu les voûtes de sa charmante église romane, — du plus pur roman auvergnat ; — le maire ensuite, Ambroise Beuf, ancien domestique à mine chafouine et obséquieuse, retiré à Malhyver après un héritage, et qui joue au bourgeois en prêtant aux paysans à la petite semaine... Elle m'écoutait, le coude sur l'oreiller. Son visage se dérobait dans l'ombre des rideaux, mais j'observais que sous les couvertures ses pieds s'agitaient fiévreusement. Nous avons ensuite dîné ensemble, sans elle, Roger, M. Darré et moi, dans la salle à manger. L'enfant était ouvert et rieur, M. Darré, maussade et taciturne, tous deux pour le même motif : Odette a dit qu'elle venait peut-être

pour un temps assez long, qu'elle ne savait pas. Autre énigme. Pourquoi cette acceptation de l'idée d'un long séjour, si contraire à sa révolte d'il y a trois semaines? Et pourquoi cette persistante insomnie? Quand je suivais les leçons du professeur Gilbert Ballet, à Sainte-Anne, — car j'ai eu cette curiosité aussi. — je me rappelle que ce maître en psychiatrie distinguait l'insomnie des maniaques et des auto-intoxiqués d'une part, d'autre part celle des préoccupés, des obsédés Auquel des deux domaines ressortit cette insomnie d'Odette? Toujours l'énigme. Ses préoccupations? Comment les devinerais-je? Ses idées? J'en ignore tout. Nous ne sommes pas un ménage. Ma femme et moi, nous ne nous connaissons pas. A qui la faute? A moi, puisque j'étais le mari. Quand, après l'enterrement de sa tante, je lui ai parlé du Code et de mes droits, elle aurait pu me rappeler que cet article 213, dont j'invoquais l'autorité, commence par ces mots: « Le mari doit protection à sa femme. » Protège-t-on quelqu'un que l'on ne s'est pas donné la peine de connaître? Dans cette reconstruction de mon être moral et social que j'ai entreprise, cette connaissance de celle qui est la mère de mon fils passe au premier rang. Je me le répétais encore hier : ici, dans ce tête-à-tête, je dois l'étudier, la comprendre, l'apprivoiser et d'abord ne pas lui faire injure, ne pas supposer à son désarroi intérieur d'autres causes que d'honorables. *Il ne peut pas y en avoir d'autres.* Des troubles de santé suffisent à tout expliquer, auxquels est venu s'ajouter l'ébranlement produit par la mort subite de sa tante, sa dernière proche parente. Et puis il y a eu ma résolution de notre retraite à Malhyver, si brutalement annoncée. Je m'en rends compte à sa phrase ironique sur les oubliettes. Il y a eu la séparation d'avec son fils. Elle a pu voir là encore une brutalité. Elle non plus ne me connaît pas. Dans ce séjour, il faut qu'elle me voie du moins tel que je suis. Et alors...



25 avril. — Il y a huit jours qu'elle est ici, et l'espérance, dont je trouve la trace dans les dernières lignes écrites sur ce journal, ne s'est pas réalisée. Pas plus aujourd'hui qu'à sa descente du train je ne sais pourquoi elle a changé soudain de résolution et quitté Paris. Car c'est cela qu'elle a voulu : quitter Paris et non pas nous rejoindre, son fils et moi. Son attitude à notre égard le démontre trop. Souvent on dirait qu'elle ne nous

voit même pas, à table par exemple, quand elle consent à descendre dans la salle à manger. Deux fois sur trois, elle se fait servir dans sa chambre. Elle reste couchée sous prétexte de maux de tête, dont j'en arrive à me demander s'ils sont réels. Pourtant sa pâleur, son amaigrissement... Et elle refuse de voir aucun médecin. Je n'ose pas insister, tant je la sens irritable. Elle en a donné une preuve en parlant à M. Darré avec une telle dureté que ce malheureux part demain matin. Et le motif? Une réclamation de ce maniaque qui ne peut écrire et lire le soir qu'avec une lampe à huile et nous n'en avons ici qu'au pétrole! Après s'en être contenté pendant ces quelques semaines, il prétend s'être aperçu qu'il commence à souffrir des yeux. Il a eu la fâcheuse idée de s'adresser à Odette et non à moi pour qu'on lui procure un autre éclairage. Cet après-midi, je le vois entrer dans mon cabinet de travail, cérémonieux à son habitude, mais son visage poupin de quinquagénaire puéril trahissait une agitation singulière. Il avait mis des gants et tenait son chapeau à la main pour bien témoigner que sa présence était celle, non plus d'un précepteur mais d'un visiteur, et après m'avoir raconté les propos échangés entre Mme de Malhyver et lui, à l'occasion de cette sotte affaire de lampe :

« Monsieur le comte, finit-il par dire, je vous apporte ma démission. Je vous demanderai même de me faire reconduire à Clermont pour le train de ce soir. Ma malle est faite. Madame la comtesse m'a traité d'une telle manière que ma dignité m'oblige, vous en conviendrez, à ce départ immédiat, malgré mon regret de quitter ainsi mon élève. »

Grotesque épisode et que je ne mentionnerais même pas si cette brusquerie d'Odette à l'égard de ce pauvre diable n'était un indice de plus. Le contraste est trop fort entre les phrases vraiment trop dures qu'il m'a répétées et ce qu'elle me disait de lui dans notre dernière conversation, rue du faubourg Saint-Honoré. Il n'a pas changé. C'est toujours le petit bourgeois, frotté d'instruction, pour qui le préceptorat est un moyen de s'installer dans le confort d'une famille riche, avoir ses aises, bien manger, bien boire, dormir dans un bon lit. Ces goûts d'un matérialisme innocent, mais si vulgaire, ne qualifient pas un éducateur pour donner à un enfant le sens du sérieux de la vie dont un petit Français d'aujourd'hui a besoin. J'étais donc décidé à me séparer de lui, mais pas maintenant, et pas ainsi. J'appréhen-

dais les objections d'Odette. Je l'avais trouvée si férue des façons surveillées et de la tenue du personnage; et, voici que, pour un rien, elle le traite avec cette hauteur, presque cette inhumanité qui ne lui ressemble pas, du moins qui ne ressemble pas à l'idée que je me faisais d'elle. Soyons courageux. Osons regarder la vérité en face. Il y a une cause, cachée et profonde, à ce déséquilibre moral. Quelle cause? Odette était certes bien nerveuse, depuis que je lui avais appris notre ruine et ma volonté de ne plus vivre à Paris. Cette nervosité devrait avoir disparu, puisqu'elle est riche de nouveau et libre d'y vivre, dans ce Paris, dont elle prétendait ne pouvoir se passer; et dans la conversation que je viens d'avoir avec Darré, celui-ci m'a déclaré :

« D'ailleurs, je serais toujours parti, dès l'instant que Mme la comtesse a l'intention de passer ici tout le printemps et tout l'été. Je ne me suis pas engagé pour un préceptorat à la campagne. »

Cette phrase d'Odette, Darré ne l'a pas inventée. Elle l'a prononcée. Si je la lui répétais? Si j'en prenais texte pour l'interroger : « Que s'est-il passé pour que vous ayez pris Paris en horreur? Que fuyez-vous? *Qui fuyez-vous*? » Combien de fois, depuis ces neuf jours, ai-je eu cette question au bord des lèvres, en la voyant ne pas même ouvrir les lettres qu'elle reçoit, jeter ses journaux sans en briser la bande, elle qui, jadis, regardait d'abord les comptes rendus des dîners et des réceptions, ceux des théâtres? Ses amies? C'est comme si elles n'existaient plus. C'est un détachement complet, un arrachement à tout ce qui faisait ses habitudes, ses goûts, sa vie. On me raconterait cela d'une autre femme, que conclurais-je? Et d'un mari qui, devant ce mystère, ne se déciderait pas à une enquête, que penserais-je?

PAUL BOURGET.

(La quatrième partie au prochain numéro.)

LETTRES

DE GRÈCE ET D'ITALIE

(1893)

II [1]

VI

Athènes, le 4 juin.

Je suis ici depuis ce soir, à l'hôtel de la Grande-Bretagne, sur la place du Palais-Royal, avec un beau balcon, en face de l'Acropole, à peu près exactement sur une ligne qui joint l'Académie au Stade. Platon a dû, très souvent, passer non loin d'ici. En face de moi, coupant la vue, un rocher, massive pyramide aux parois à pic, au sommet nettement tronqué. Comme le soleil se couche exactement derrière lui, ce rocher se détache comme un écran bleu sur l'horizon, sur les montagnes, sur la mer, sur le ciel, noyés, fondus dans la lumière. Sur ce rocher dont le regard ne se détache plus, les trois grands vestiges : les deux faces du Parthénon séparées par l'irréparable brèche, et l'Erechteion, dont je ne vois d'ici que les légères colonnes sans distinguer les Cariatides. Mais ces immortels témoins de la beauté antique et de la barbarie contemporaine ont pris, sous le soleil que, lui, on n'a pu leur enlever, la teinte de l'or, et ce sont de vrais feux qu'ils jettent à cette heure flamboyante.

Et autour de ce centre, qui fascine la vue comme il absorbe

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

la pensée, rayonnent, avec leurs noms illustres, tous les détails du tableau. Les murs qui arrêtent de ce côté-ci le sommet de la pyramide, ce sont ceux mêmes que Thémistocle rétablit à la hâte, après Salamine, Platée et l'expulsion des Perses, employant comme matériaux les débris des temples brisés ; et ces taches blanches que je distingue si nettement dans la masse de la muraille, ce sont ces mêmes chapiteaux, ces mêmes fûts de colonnes. Cette haute croupe, à gauche, semblable au dos puissant d'un taureau roux, c'est l'Hymette. A droite, cette échappée de mer, c'est la rade à l'Ouest du Pirée, les eaux de Salamine, — et il me suffirait de monter deux étages pour découvrir le promontoire d'où, voici deux mille quatre cents ans, Xerxès assis sur un trône d'argent assistait au désastre de sa flotte.

Ma foi, que les snobs nous traitent de pédants, mais quand on est amoureux d'histoire, d'art, et de cette mère des civilisations qui a révélé la beauté au monde, il est impossible de rester froid devant un paysage qu'on peut étiqueter de noms pareils.

VII

Athènes, le 5 juin.

A Antonin de Margerie.

Tu sais que j'ai eu ton frère, depuis Constantinople, comme compagnon de voyage, pour trop peu de temps, hélas ! puisqu'après quelques heures de halte, il vient, sur ce même bateau, de repartir pour la France.

Il te dira « en quel état de grâce » nous avons abordé l'Acropole, où nous nous sommes faits, du Pirée, amener directement sans entrer dans Athènes.

Il te dira notre montée au Parthénon, assis comme un lion sur son piédestal royal, fauve au soleil couchant, avançant les Propylées jusqu'au bord du roc comme des pattes gigantesques et recevant en pleine face la lumière dans ses entre-colonnes ouverts et vivants comme des yeux et des naseaux.

Il te dira que, de là-haut, nous avons eu de tout le paysage la même impression d'une ruine immense endormie dans la lumière. Les montagnes en amphithéâtre sont âpres et nues, leurs flancs sont ouverts du marbre que les siècles en ont tiré.

Athènes moderne est si bas, si voilé de poussière, qu'on n'y pense pas. — Il n'y a que l'Acropole et, autour de ce centre de lumière et de vie, le cirque des montagnes aux noms augustes ouvert en demi-cercle, face à la mer.

Et du sol, des montagnes, des ruines, monte une buée lumineuse et chaude, où flottent la poussière des souvenirs, la pensée des grands morts, les germes qui, depuis trois mille ans, ont tout fécondé.

Et puis, aujourd'hui, l'odieux vent d'Athènes s'est levé, soufflant à travers les fermetures les mieux closes une poussière âcre et sale, couvrant le ciel, jetant sur toutes choses un voile opaque et terne. L'extérieur est intenable. Espérant que les quartiers bas et abrités échappaient à la rafale, je me suis risqué au dehors et j'ai été pris dans le Stade par de tels tourbillons que j'ai dû rentrer. J'avais frappé au passage à la porte de l'École d'Athènes, comptant y trouver un abri, et certain d'un accueil que j'escomptais depuis longtemps. Ils sont tous partis, directeur en tête, dispersés en cette saison à Delphes, à Samos, en Asie-Mineure. Restait la ressource des diplomates, — mais c'est que je les ai vus ce matin, et certes ils sont très aimables, accueillants, corrects, vêtus de complets très remarquables, mais ils ne m'ont pas caché que « la vieille Grèce les rasait, » et non, vraiment, ce n'est pas pour parler de Paris ou pour faire un poker que je suis venu ici. — Ils m'ont demandé si j'avais des nouvelles du Grand-Prix! Ah! non, alors! A cette heure, j'évoque ton frère douloureusement; que diable n'est-il resté? Comme, avec lui, je prendrais patience, revivant les jours précédents et causant « vieille Grèce, » attendant que poussière et vent nous aient fait grâce!

Mais cette transformation subite du lumineux Athènes de l'arrivée m'explique pourquoi tant de touristes passant trop vite, sous cette poussière trop fréquente, rebelles d'ailleurs pour la plupart à l'auto-suggestion historique et artistique, ont emporté de l'Attique une déception.

Mardi, 6 juin.

J'oubliais hier que les musées me restaient à l'abri du vent, et, après t'avoir exhalé ma mauvaise humeur, je m'en suis heureusement souvenu ; j'y ai achevé ma journée et passé aujourd'hui ma matinée.

Ils sont charmants, les musées d'Athènes. Ce ne sont pas nos bazars hétérogènes; ce ne sont pas ces salades russes où s'entremêlent Flamands et Italiens, Primitifs et Modernes, au hasard de la cimaise et de la vitrine, et où l'on a tant de peine à retrouver les « amis » parmi la foule des indifférents. Ici, tout est grec, sorti du sol qui toujours livre du nouveau et chaque année ménage au voyageur une joie nouvelle. Des salles vides attendent les hôtes souterrains que demain une fouille ressuscitera. Et ils sont bien compris, avec de grandes salles claires, les choses bien arrangées, dans l'ordre chronologique : on n'a qu'à se laisser faire. Ce n'est pas la splendide abondance de Rome; très peu de statues entières, mais aucune de celles de Rome ne vaut ces rares chefs-d'œuvre. C'est ici vraiment que se fait l'initiation grecque; le Louvre et Rome y préparent, mais combien insuffisants! Ici, où nul art étranger ne vient fausser et distraire l'œil, où nulle restauration n'est intervenue, l'impression se dégage dans son intégrité. Rien de tourmenté ni d'inquiet, — une note unique de force, de sérénité, de beauté reposée et consciente.

Nous recauserons sur photographies (car, si défavorables aux peintures, elles sont au contraire si propices aux sculptures!) de la belle série des stèles funéraires, et, surtout, n'est-ce pas, des fragments des Panathénées. Ces rares morceaux, ici chez eux, au pied même de la frise qui les portait, sous leur lumière, entourés d'amis, font plus douloureusement sentir l'absence de tous ceux que l'Europe a volés, « les prisonniers, » comme on dit ici des marbres de Londres. Pourquoi en 1921, pour le centenaire de l'indépendance, n'organiserait-on pas une « agitation » pour restituer à ce peuple et à ce pays, désormais constitués, ce patrimoine incontestable ? Londres rendrait le Parthénon, Munich rendrait Égine et nous tant de fragments qui, dans nos caves et sous nos brumes, ont perdu la chair vivante que, réellement, ils ont tous ici.

Et, en redescendant au musée central, c'est la copieuse série des petites terres cuites, les innombrables Tanagra, tout ce petit peuple familier et vivant avec qui l'on passerait des heures, — plus loin les objets usuels de la vie grecque : sensation de Pompéi, avec un recul plus grand encore.

Et, avec un bien autre recul, voici les trésors de Mycènes, les bijoux d'or, les armes damasquinées, sur lesquelles se déve-

loppent des chasses et des combats d'or, avec une perfection de travail dont nous avons toujours la naïveté de nous étonner quand nous la découvrons au delà des limites de notre petit horizon historique.

Mais ce qui est tout à fait inédit pour qui n'est pas venu ici, c'est la révélation de l'art archaïque antérieur à Phidias, l'art des VIe et VIIe siècles que les toutes dernières années ont révélé. C'est la fameuse série des statues féminines de l'Acropole, dressées en cercle dans une seule salle, fixant le visiteur assis au centre avec ce singulier et mystérieux sourire qui est leur caractéristique. Oh ! l'étrange obsession ! Un élève de l'école d'Athènes, — l'érudition ne respecte rien, — m'assure que le sourire étant la plus facile des expressions à rendre en sculpture, l'inexpérience des Primitifs voulant malgré tout vivifier leur œuvre est la seule cause de ce « leitmotiv. » Je ne sais ce que vaut l'explication : je préférerais qu'elle fût autre et qu'il y eût quelque chose de voulu dans ce sourire hallucinant, sans rien de gai, qui me rappelle surtout ce soi-disant sourire des morts que nous avons, hélas ! tous vu.

J'ai déjeuné chez le Chargé d'Affaires de Russie, M. Bakhmetief, ami de beaucoup des miens. A la bonne heure, voilà un accueil, et quelqu'un enfin avec qui causer; il sait et aime ce pays avec passion, son chez-lui est encombré de souvenirs, d'aquarelles, de livres locaux, et il a choisi une maison à terrasse dans l'ancien quartier, loin des Légations et des hôtels, mais au pied de l'Acropole.

Mercredi, 7 juin.

Le vent est tombé, la belle sensation de l'arrivée est revenue. Ce matin, à l'aube, c'était la grande féerie. Dès 4 heures et demie, le soleil m'a éveillé, et, de mon lit, je voyais étinceler l'Acropole, pâmée dans la lumière sous l'étreinte de Phébus immortel, surgissant en face, derrière l'Hymette. (Toutes mes excuses, mais, vraiment, si un peu de mythologie est excusable, c'est ici.) Tu penses si j'ai été vite debout et ç'a été, toute la matinée, une lente promenade. Je l'ai commencée dans la vieille ville marchande, celle d'Adrien, — j'ai traversé les vestiges de l'Agora. — Au Céramique, je suis entré par la porte de la route sacrée, celle d'Éleusis, dans une rue de tombeaux encore debout, quelques-uns intacts : celui de Dexileos, mon collègue

de l'an 400 avant J.-C., un des cinq chevaliers, chefs de cavalerie, tués à Coronée et qu'on voit, à cheval, luttant contre l'ennemi ; celui de Dionysos surmonté d'un taureau superbe. Je suis monté au Pnyx, la colline rocheuse où se tenait l'Assemblée du Peuple : la tribune la couronne encore, taillée à même le marbre du roc, la tribune de Démosthène. Sur un rocher l'Assemblée du Peuple ! Sur un rocher l'Aréopage, tribunal suprême ! Sur un rocher le Parthénon ! Les Romains ont mis leur forum dans un bas-fond, nous avons construit Notre-Dame au ras de l'eau : ici, pour les fonctions publiques, les hauts lieux, *in altis*. Ah ! le noble peuple ! De cette tribune, l'orateur avait en face de lui l'Acropole, les temples, Pallas Athênê ; l'hémicycle de ses auditeurs, la mer, la vaste baie, Salamine, les eaux libératrices, où les ancêtres avaient vaincu la barbarie et ouvert, avec le libre génie grec, toute l'implacable et progressive évolution de la pensée humaine. Puis j'ai gravi la hauteur du Mouséion, où, vers dix heures, blotti dans une niche du monument de Philoppapos, bien assis, bien accoudé, la tête appuyée aux débris d'un quadrige, j'ai regardé longtemps la lumière jouer sur les Propylées. Et ce vers, de Baudelaire, je crois, me chantait à l'oreille :

Oh ! qui rendra jamais ta grâce et ta beauté !

Et enfin, vers midi, une dernière halte dans la salle des Panathénées, devant l'éphèbe voilé et sombre qui conduit le taureau au sacrifice, devant le cavalier élégant et souple qui, se retournant à demi, retient son cheval en attendant le cortège. La noble vie ! le noble peuple !

J'ai déjeuné à l'hôtel ; j'avais dans le dos la table correcte des diplomates ; on parlait Grand Prix, tennis, potins de Paris.

Même jour, minuit.

J'ai dîné chez Bakhmetief, avec le ministre d'Angleterre, Egerton, ancien conseiller de l'ambassade de Paris, le secrétaire de la Légation russe, et deux Grecques, intelligentes et charmantes. La rupture de glace s'est vite faite sur le nom de mon ami R... qui a laissé ici un souvenir de choix, car il aimait, comprenait et parlait la Grèce, et ne se croyait pas tenu de professer un spleen de boulevardier exilé.

Le Grec d'Orient, que ton frère ne connaît que trop, est

servile et corrompu. Celui-ci est plus intéressant. Lui ou ses pères ont fait le coup de feu pour l'indépendance et il n'a pas, comme les autres, le sang des Phanariotes tyranneaux et renégats. Aujourd'hui, ils sont ici sur un volcan, la crise politique et économique est imminente; peut-être avant que cette lettre ne te parvienne, la banqueroute sera-t-elle déclarée. Les diplomates ne quittent pas leur poste : le change augmente démesurément. Mais qu'est-ce que cela? rien ne les décourage, ils ont ici l'âme de la patrie chevillée au corps, et elles n'étaient vraiment pas banales, ce soir, ces femmes, emballées sur la « grande idée, » vraies Messéniennes, sûres du lendemain, puisque le Turc n'est plus là et que l'Acropole est libre. Sur la terrasse de Bakhmetief, comme je regardais l'Acropole, qui semblait phosphorescente, bien que la nuit fût sans lune : « Mais d'où vient donc cette lumière? demandai-je. — Cette lumière, *elle est en elle!* » me répliqua passionnément une des jolies bouches. Pas trop mal, n'est-ce pas?

Et, mon Dieu, elles m'avaient tellement monté que je suis allé vers minuit, en habit et en escarpins, tout seul, évoquer les ombres au théâtre de Dionysos, le théâtre d'Eschyle et de Sophocle, mon vieux, adossé au roc, face à la mer dont on voit par-dessus la scène la trace d'argent. Les trois premiers rangs de sièges sont à peu près intacts ; le premier est formé de chaises de marbre réservées aux autorités dont la qualité est inscrite sur chacune d'elles en nobles caractères. Je me suis assis sans vergogne sur celle du Strategos. Mais voici qu'au-dessus de ma tête, dans le mur de Cimon, une petite lumière brillait. Que ce pouvait-il être? tant pis pour les escarpins! M'aidant de la canne et des mains, j'ai escaladé le rocher et j'ai trouvé la petite lumière dans la grotte sacrée de la source d'Esculape où les Byzantins ont installé une chapelle et une image devant qui cette lampe brûle dans le flanc du vieux roc. Un gobelet était là, tout prêt, l'occasion était trop belle, je n'ai pu y résister et, après y avoir bu, j'ai fait au Dieu de la santé une libation.

Je pars demain pour Corinthe, Mycènes et le Péloponèse, seul avec un guide.

Jeudi, 2 juin.

Je ne suis pas parti. J'ai demandé à mon guide vingt-quatre heures de grâce, ne me résignant pas à quitter Athènes. Déjeuné chez Egerton avec son secrétaire de légation Lister déjà entrevu à Paris, et Bakhmetief. On a causé art, sorti de jolies aquarelles et de beaux bibelots sous une vérandah fleurie, face à l'Acropole, aussi loin que possible du snobisme et du Tout-Paris.

J'ai pourtant découvert un compatriote avec qui parler, un de nos secrétaires que les « carrière pur sang » ne m'avaient indiqué qu'en passant. J'ai dîné ce soir chez lui, après quatre heures passées en sa compagnie sur la route d'Éleusis. Nous y avions visité Daphni, la ruine franque et la chapelle funéraire des ducs d'Athènes au XIIIe siècle. Un coin de Provence, d'Ombrie. Une coupole florento-romane, des oliviers, des pans de murs crénelés ; au fond, la mer et une montagne bleue qui pourrait s'appeler l'Apennin si elle ne s'appelait pas Salamine, — et, si l'on se retourne, on voit Athènes du point même où Chateaubriand l'a chantée.

Je reconnais que mon diplomate s'habille sans grand souci du « dernier cri » et est assez étranger au mouvement mondain, mais il sait sa Grèce sur le bout du doigt, en explique les affaires avec agrément et clarté, et j'ai trouvé chez lui des indigènes intéressants qu'il réunit habituellement. Nous sommes toujours en pleine crise, et tout à l'heure dans les rues on criait la démission des archontes, — pardon, je veux dire des ministres. — Je ne t'en écris pas, car les journaux te renseigneront mieux que moi, — mais, ce soir, ces gens bien informés me mettaient au vif des affaires que me paraît ignorer « le gratin » de nos diplomates. Ceux-ci ne quittent l'hôtel, la Légation, et leurs maisons, que pour aller au tennis, au théâtre des *Variétés*, et aussi parfois, je le reconnais, pour excursionner. Seulement, ils vont à Éleusis en *garden-party*, comme on va à Saint-Germain-en-Laye avec le coach et à Égine en yacht, comme on va à Puteaux souper chez Bennett.

Pourquoi trop souvent le Français « chic » se croit-il obligé d'être « nul. » Dès que, sortant de la banalité courante, on a l'imprudence d'effleurer devant lui les grands sujets, les leçons de l'histoire, les vues sur le monde, les problèmes dont la solution s'imposera demain, on est le « raseur. » Comme la

peau de chagrin, l'horizon de nos vieilles classes dirigeantes se rétrécit chaque jour, alors que, dans des couches que vous ignorez, que j'ignorais naguère, et que ces deux dernières années m'ont révélées, s'élaborent des énergies laborieuses, fécondes et efficaces qui vont balayer tout cela et reprendre par des voies nouvelles la mission de notre race, — d'avant-garde.

Du moins, est-ce avec une joie intime qu'ici, comme à Bucarest, comme à Constantinople, je constate que tous ceux qui lisent et qui pensent connaissent et comprennent mon cher Vogüé. Nos énergumènes de droite et de gauche les étonnent; ils ne comprennent pas l'opinion de chez nous d'y chercher des guides. Dans les livres de Vogüé, et surtout dans son *Exposition du Centenaire*, ils ont si bien su voir la grande orientation, encore imprécise et hésitante, soit! — comme tout ce qui est l'avenir, parbleu! — mais si discernable pourtant et si consolante pour tous ceux qui ne voient le salut que dans l'effort commun, dans le pacte entre hier et demain, dans le mariage des deux Frances, dans le « concert de Notre-Dame et de la Tour Eiffel » et sont aussi rebelles aux inquisitions noires que rouges, aux révocations qu'aux contre-révocations d'Édits de Nantes.

Et aussi, comme on voit en causant avec tous ces étrangers, que cette condamnation des Lesseps a été un crime national! — « l'ostracisme sans sa grandeur, » me disait hier quelqu'un en face de l'Agora, — et le fait est que la Cour d'Assises de Paris n'a pas du Pnyx les larges horizons, — mais je ne recommencerai pas sur ce sujet mes tirades de l'hiver passé, — tu les connais, — à quoi bon, d'ailleurs?

Nauplie, le 9 juin — soir.

C'est resté une ville d'Orient, du Levant. Je reviens du quai où est amarrée la flottille des barques grecques, et ce large quai court au pied d'un éboulis de vieilles fortifications, de maisons turques aux étages surplombants, de palmiers et d'eucalyptus. J'avais dîné dans un restaurant, sur la place; mon drogman n'avait pu, malgré ma défense, se tenir de bavarder, car, pendant le dîner, le major Schinas, de l'armée hellénique, m'a fait tenir sa carte en demandant à faire ma connaissance, et nous venons de passer la soirée à nous promener le long de la mer, sur le quai en fête où des gamins donnent gratuite-

ment la représentation d'un guignol qui rappelle Karagheus de Constantinople. Avant dîner, j'avais escaladé le Mont Palamède : 1 200 marches dans le roc ; mais on est payé de la fatigue : la vieille forteresse vénitienne, encore enturbannée de ses créneaux et de ses machicoulis, est en nid d'aigle sur le roc. Nauplie, à vos pieds, sur un promontoire à pic, à demi détaché, rappelle Monaco. Le soleil se couche derrière les sommets neigeux de l'Achaïe, et au fond du golfe s'épanouit dans un hémicycle rose la riche plaine d'Argos. Ce serait en tout lieu un admirable paysage : il s'y ajoute ici, comme partout en ce pays, la magie des grands souvenirs. Traitez-moi encore de pédant, mais que voulez-vous, comment ne pas subir l'obsession de se sentir en pleine Fable avant l'Histoire ? Presque toutes ces villes dont je vois d'ici les débris ou simplement la place et dont les noms ont rempli notre enfance, leur rôle était déjà fini avant que l'Histoire commençât.

Cette double butte que je vois à ma gauche, c'était Argos, la première capitale de Danaos, il y a quelque quatre mille ans. Cette tache claire sur une autre butte, au pied de dures montagnes escarpées, c'est Mycènes, fondée par Persée, Mycènes d'Agamemnon et de Clytemnestre ; et, enfin, à ma droite, tout près, cette autre butte que de récents travaux ont éventrée, c'est Tirynthe, la ville des Cyclopes.

La chaîne des temps se renoue ; sur la butte d'Argos, un château franc du moyen âge a remplacé l'Acropole ; ces murailles où je suis accoudé portent le lion vénitien de la Renaissance, et voici, près de moi, à demi dans l'herbe, trois vieux canons couverts de rouille où je lis la date de 1684.

Je suis venu d'Athènes en une journée de chemin de fer ; les stations s'appellent Éleusis, Mégare, Corinthe, Némée, Mycènes, Argos, Tirynthe ! Quelle amusante chose de lire ces noms, évocateurs de héros ou de penseurs sur les bâtiments administratifs, à côté des petits édicules très modernes, qui portent, aux deux angles, Ἀνδρῶν et Γυναικῶν.

Pendant la moitié du trajet, d'Éleusis à Corinthe, la ligne est en corniche, surplombant la mer et suivant lentement les replis du roc. Il fait radieux et, de ce balcon mouvant, j'ai sous mes pieds la belle eau bleue, frangée de vert au bord, transpa-

rente et profonde. Mais est-ce la mer? Salamine, Égine, les petites îles qui les entourent, les lointains de côtes, à des plans divers et délicieusement teintés, tendent un écran sur l'horizon et donnent l'illusion d'un lac. Et les souvenirs bouillonnent : c'est la bataille de Salamine, qu'on suit heure par heure, livre en main : c'est un précipice que le train franchit avec précaution sur un pont de fer du dernier modèle, mais la banalité de cette vision se transforme quand on vous rappelle que c'est de là que le brigand Scirron, tué par Thésée, précipitait les voyageurs ; le beau rocher qui s'élève, isolé, à six cents mètres au-dessus des deux golfes, c'est l'Acrocorinthe, et la tache de verdure que j'y distingue, c'est la fontaine où Bellérophon captura Pégase. Cette vallée qui s'enfonce, rieuse, sous les lauriers-roses, c'est Némée, et l' « Indicateur » perd toute sécheresse à évoquer de telles légendes.

A Éleusis, on nous gare une demi-heure pour laisser passer l'Impératrice Frédéric qui vient voir sa fille. Un train spécial, des wagons-salons, des aides-de-camp du roi en uniforme, et dans la voiture principale, une femme en noir qui, à l'appel de la station, s'accoude à la glace, et dont le regard se perd vers Salamine. Et nous sommes à mi-chemin de Thèbes et de Corinthe, entre lesquelles tint la vie d'Œdipe. Évoque-t-elle les légendaires tragédies royales, la vaillante et douloureuse héroïne de tragédies presque égales? Songe-t-elle, cette victime du destin, qu'elle aussi, Eschyle l'eût chantée?

Je voyage avec un colonel autrichien, M. H..., chef d'une mission topographique qui, depuis cinq ans, lève la carte de Grèce : il est accompagné d'un sous-lieutenant d'artillerie, Platon Chrysantopoulos, aimable et prévenant, qui m'envie de voyager, mais que la dépréciation du drachme, qui fait d'eux tous des pauvres hors de leur pays, retient au logis. Ils descendent à Argos, où les attend tout un corps d'officiers.

Notre légation m'a obligeamment fourni un drogman nommé D..., qui, me libérant de tous soins matériels, me permet de regarder et de rêver. C'est un marchand de vins de Santorin, jeune, débrouillard, mais trop expansif : il a tenu à m'informer avec insistance qu'il était catholique. En ce pays orthodoxe,

je m'en étonne, mais il m'explique qu'ils sont nombreux aux Cyclades, descendants de familles italiennes, épaves des conquêtes du Moyen Age, fait sonner très haut l'antiquité de sa famille et de son blason, et étale son mépris des Grecs de race et de religion.

Nauplie, 10 juin, 6 heures du matin.

En prenant mon café au lait, devant l'hôtel, sur la place de Nauplie, une place d'Italie, intime, ensoleillée et fraîche encore de la nuit. De beaux platanes : à gauche, les cinq coupoles d'une vieille mosquée abandonnée; à droite, la caserne, vieil édifice sur arceaux, aux murs en bossage, qui paraît être un vieux couvent. La cour de la caserne, c'est la place et tout se passe en famille, les officiers prennent leur café sous les platanes; ceux qui sont de service se lèvent, rentrent et ressortent; tous les quarts d'heure, un clairon lance des sonneries, la main dans la poche, très nonchalant. Je ne pense pas qu'il les sonne pour son plaisir et pourtant elles ne semblent intéresser personne et je n'en vois sortir ni un exercice ni un rassemblement. Ils ont tous l'air d'être là pour s'amuser, et, mêlés aux officiers, aux soldats, aux employés en costume banal, se promènent les gens du pays en costume national avec ce joli pas, très jeté en avant, très rythmé, qui m'a frappé dès mon entrée dans le Péloponèse, et qui s'accorde si bien avec les jambes bien moulées dans la haute guêtre blanche, sous le petit jupon de ballerine à plis empesés, la fustanelle, au genou une jarretière bleue, aux pieds des babouches rouges à pompons de laine.

Au même endroit, 10 heures du matin.

Ah! la jolie matinée! D... a voulu me mener à l'église catholique et chez le curé, et en faisant sa joie, j'ai fait la mienne. Au sommet d'une rue levantine, étroite, resserrée encore par les auvents des boutiques, escaladant les flancs du roc, une vieille mosquée devenue l'église San Spirito et la cure; et l'une et l'autre mêlées font un enchevêtrement de coupoles, d'escaliers, de terrasses, de petits cloîtres étagés, grimpant les uns sur les autres et regardant le beau golfe bleu. Le curé est tout vieux, avec une grande barbe blanche. C'est « don Giorgio Sargolagos, parrocco della chiesa cattolica di Nauplia. » Il me prend les mains, si joyeux, si convaincu que, de par le monde,

catholique est synonyme de Français, et il m'entraîne dans son église, où le souvenir de la France est partout. C'est au-dessus de l'autel, une grande copie d'une Sainte Famille du Louvre, portant sur le cadre : « Don de la France, 1843, » seulement la dévotion orientale a crevé la toile pour couronner les têtes d'or et de pierreries. C'est à droite de l'autel cette inscription : « A la mémoire du Général Baron Fabvier, mort au service de la France, grand-croix de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'Ordre Royal du Sauveur, décoré de la médaille Hellénique, *philhellène français*, décédé à Paris, le 15 septembre 1855. *Gloire à ses mânes immortelles.* »

Et à gauche de l'autel une inscription pareille à la mémoire du colonel Auguste Touret, autre philhellène français, *Commandant de la Place d'Athènes*, décédé au Pirée.

Et de l'église, je passe à la cure où Don Giorgio me montre tout d'abord des médailles à l'effigie de tous les Rois de France, rangées dans une vitrine. Il me parle de ses 60 paroissiens comme d'une colonie de 60 Français. Et après le désastre de nos armes, dans la déchéance de notre commerce, dans l'affaissement de notre expansion économique, le catholicisme seul nous maintient de par le monde les positions acquises. Gambetta l'avait bien compris et nos radicaux actuels manquent vraiment par trop d'extériorité en préparant, le cœur léger, la disparition de cette clientèle séculaire.

Mais trêve de politique, nous voici sur la terrasse de Don Giorgio, un délicieux cloître voûté en ogives : des traverses fleuries de lauriers relient les colonnettes, les arceaux s'ouvrent sur la rade, sur Argos et les montagnes roses, et Don Giorgio m'offre un verre de quinquina et un bouquet de fleurs.

Mais voici que mon nouvel ami, le commandant Schinas m'attend pour aller à Tirynthe et à Mycènes.

Le même jour, 4 heures du soir, devant un café d'Argos, entre un vieux pope et un palikare en fustanelle.

Donc le major Schinas m'attendait en voiture. Il était, l'an passé, député de Volo, et se représente cette année : j'avais entendu prononcer son nom à Athènes à propos d'un discours dont il avait écrasé, il y a deux ans, la politique financière de M. Tricoupis. Tu juges s'il me va cet officier — député. D'abord,

c'est très « vieille Athènes, » et puis, n'est-ce pas, ça me fait penser à un tas de choses que tu devines, — et il faut croire que ce n'en est pas un plus mauvais officier, puisqu'on vient de le nommer professeur à l'École du Génie. En tout cas, il a voyagé, il est érudit, informé, curieux, aimable ; Hellène enragé naturellement; sa mère était une Botzaris, morte récemment, qui n'avait jamais quitté le costume national, et, chez lui-même, sous le pantalon et le veston noir, le grand pas rythmé évoque la haute guêtre et la fustanelle. Sa bête noire, c'est Tricoupis, qui me paraît décidément être, pour le moment du moins, celle de toute la Grèce. Il a incontestablement une fichue presse.

Et, tandis que nous parlons politique, la voiture roule entre les grenadiers, les grands aloès, les cactus, les cyprès et les mûriers : la route est bordée de petits cafés joyeux : les vérandahs sont ornées de branches de laurier tressées : nous traversons la plaine riche et fertile, et l'épaisseur des terres végétales rappelle les plus belles parties de la Métidja.

A Tirynthe, station dans la vieille Acropole aux murs cyclopéens, — je te renvoie aux guides.

Et la voiture reprend sa course à travers la plaine vivante de travailleurs. Au premier village rencontré, je demande à visiter une maison de paysan. En voici justement une, avenante, blanche et bleue : trois pièces : une cuisine où est le métier à tisser des femmes; la chambre où les propriétaires couchent sur la terre battue, mais où un divan propre est réservé pour l'hôte étranger; l'étable. — « Kalimère (1), » — bonjour, — dis-je à la jeune femme qui me reçoit. Elle m'offre le verre d'eau de l'Évangile et je la remercie d'un « Eucharisto. » Elle sourit, me tend la main et va cueillir deux roses qu'elle m'offre en me souhaitant « Kalotaxidi, » — bon voyage.

Car la paix sociale règne ici. On me l'avait dit à Athènes, tout ce que je vois par cette campagne le prouve : le pays est pauvre, mais il n'y a pas de misérables : on ne rencontre pas un mendiant. La division *verticale* des partis politiques existe aiguë, la division *horizontale* des classes y est inconnue. « Kalimère, » dit mon Schinas, à tous les travailleurs qu'il croise. « Kalimère, » répondent-ils, cordiaux, confiants, et regardant

(1) καλημέρα.

clair. Mon hôte me raconte que l'an passé, près de la Bourboule, visitant avec des amis quelque curiosité du pays, il fut très frappé de l'air narquois et revêche de nos paysans, qui en deux heures, dit-il, ne leur offrirent pas un banc. Nous ne savons que trop combien l'abîme est profond! Mais à qui la faute? On ne rencontre pas dans la plaine d'Argos de *mail-coach* insolents proclamant au son de leurs trompettes ridicules le gaspillage du rude travail qui les paye et le sait. Je ne vois chez personne, ni chez mes élégantes Grecques d'Athènes, ni chez Schinas, la hideuse morgue qui intercepte tout contact, cause les irrémédiables blessures et creuse les haines que l'aumône condescendante ne fait qu'aviver.

A Mycènes. — Nous gravissons sous le soleil de midi, ce « nid de pirates » accroché aux flancs du mont Zara, au débouché des défilés qui joignent le Péloponèse à la Corinthie Si près de la plaine fertile et riante, c'est plus sauvage, plus déchiré, plus désolé, plus brûlé, que les repaires de l'Atlas. Ici encore je te ferai grâce des descriptions que tu trouveras dans tous les guides. La « Porte des Lions » se détache fièrement sur le fond lointain et rose du rocher. Nous recauserons sur images de ces monolithes stupéfiants, hissés, — par quels moyens? — au sommet des voûtes et des portes.

Le commandant Schinas avait mis dans la voiture un excellent déjeuner auquel nous avons fait joyeusement honneur, servis par son ordonnance, installés sous la porte même, sur le grand seuil d'un seul bloc. Sous cette porte ils sont passés, sur ce seuil ils ont marché, voici plus de trois mille ans, les chefs s'appelant ou non Agamemnon, qu'importe? Ils étincelaient sous les baudriers d'or, les cuirasses d'or, les anneaux et les bracelets d'or, les armes de bronze où courent des chasses d'or qu'il y a quatre jours je voyais à Athènes, que j'aurais pu toucher et qui sortent d'ici, de ce vaste tombeau béant qui est là, derrière ce mur. Ils passèrent sous cette porte, ils foulèrent ce seuil, quel que fût leur nom, pour aller à ce fond de golfe que je vois et où les barques attendaient, la proue vers Troie.

Et le vin de Santorin remplit nos verres. L'heure et le lieu sont propices aux divagations : l'histoire sort vivante de ses profondeurs, et dans le grand silence, les trois buttes se mettent à parler; Argos, Tirynthe, Mycènes, couronnées de forteresses

dont les ruines rivales se menacent encore. Ce qu'elles disent, c'est la théorie des cycles successifs et symétriques de l'évolution humaine, c'est la fatalité de cette rotation, éternellement pareille. Voici d'abord ce Moyen âge grec préhistorique qui va du xve siècle peut-être au vi^e^, Argos luttant contre Mycènes et Tirynthe et finissant par les détruire, — Louis le Gros contre Montlhéry et Coucy, — cette féodalité précédant l'autre de vingt siècles, comme elle guerrière, rapace, cruelle et fastueuse, aboutissant à la grande renaissance artistique, à la floraison des vi^e^ et ve siècles, — et l'écho répond xive et xve, — puis avec l'avènement des démocraties, à l'émancipation, à l'épanouissement cérébral du ive, — n'est-ce pas le xviiie que je veux dire? — les audaces philosophiques, la pensée libérée, Socrate, Aristote, — Diderot, d'Alembert, — la recherche illimitée, la lutte et les représailles des vieilles intolérances, — et voilà cette civilisation surchauffée, proie toute prête des peuples simples qui grandissent en silence, des Macédoniens et des Romains, — et l'écho répond des Slaves et des Américains. Et j'entends d'ici triompher certains petits amis : « La voilà votre pensée humaine, votre idéologie, la bonne, la saine force brutale les broie, et ils en meurent vos peuples, intellectuels ! » Eh bien ! oui, ils en meurent en tant que peuples, et puis après? Les empires peuvent s'écrouler, qu'importe? La semaille est faite des idées qui demeurent, et c'est l'essentiel. Je les trouve très éloquentes ces trois buttes de Tirynthe, de Mycènes et d'Argos, les brutales forteresses dont il ne reste après tout que des pierres, de l'or et des armes. Mais plus éloquentes encore ces autres ruines, si réconfortantes pour les esprits irrémédiablement émancipés, celles dont il n'est sorti que de la beauté et de la pensée. Je me rappelle ce que vous me disiez, il y a quatre jours, Parthénon, Académie, prison de Socrate, ce que me dirait Nazareth, et c'est vous que j'aime, — et non ces corps de garde, — éternelles génératrices dont la fécondité peut dédaigner l'ironie des clubmen, des palefreniers, des caporaux et des mandarins de tout poil et de tout habit... Dieu, que de bêtises on peut écrire devant un café d'Argos entre un vieux pope et un Palikare en fustanelle !...

11 heures du soir.

Je ferme ma lettre à Tripolis à 600 mètres d'altitude, dans un cirque de montagnes neigeuses, et il y fait très froid. Ce

n'est plus la chaleur de la plaine d'Argos, propice aux élucubrations.

Mon trop expansif drogman a encore bavardé, de sorte qu'il m'a fallu subir le dîner du Lieutenant-Colonel commandant la place : un énorme nez, une énorme moustache et deux yeux fixes; c'est tout ce qu'on en distingue. On dirait un masque. Il ne sait pas un mot de français, j'ai bien oublié mon grec, et il passe son dîner à me toaster par interprète à la France, à la revanche de 1870, au général Dodds ! Je réponds sur le même ton et je finis en lui exprimant le vœu de voir avant de mourir les Grecs à Constantinople, sans avoir d'ailleurs la moindre envie de contribuer si peu que ce soit à cette solution de la question d'Orient.

Dimanche, 11 juin, 10 heures du matin.

La voiture attend, pour Sparte. Par cette lumineuse matinée dominicale, elle est charmante, la grande place de Tripolis, où d'une table de café, à l'ombre d'un platane, entre mon colonel et un commandant qui parle le français, je regarde circuler la ville et la campagne. Presque pas de vestons. Sauf quelques employés, sauf un neveu de M. Constantopoulo qui parle politique à un groupe de campagnards, tout le monde est en fustanelle, la belle fustanelle des dimanches, avec un gilet bleu et la jolie veste grise brodée à grandes manches, l'une passée, l'autre au vent : les vieux ont encore les épaisses ceintures en cuir bleu ou rouge brodées d'or et d'argent, que les jeunes ont simplifiées. Et ils vont, viennent, lents, avec toujours ce beau pas, étendu et rythmé, et ils causent avec des gestes larges et des regards circulaires. Ils sont toujours à l'Agora, ces Grecs. L'œil est réjoui, — je fais le tour des boutiques, j'achète une paire de babouches, — puis de bonnes poignées de main, des *Kalimère*, des *Eucharisto*, des *Kalotaxidi* avec mes officiers et je boucle ma valise, — pour Sparte.

Sparte, 11 juin, 11 heures soir.

Voir, assis sur un débris de ce qui fut Sparte, le soleil se coucher derrière le Taygète, nimbé de neige, eh bien ! mon vieux, c'est très chic !

C'est une de ces impressions qui restent à jamais sur la rétine ce débouché de Broulia, deux heures avant l'arrivée, au dernier tournant de la route. A ses pieds un val alpin du

revers italien, un thalweg vert et fleuri semé de jardins et de maisons, c'est Sparte : un ruban d'argent sinueux, c'est l'Eurotas; au pied d'une grande muraille à pic, déchirée, noire, dentelée, aux cimes de neige, c'est le Taygète; et, au seuil de la plaine, détaché de la grande masse noire, un mamelon couronné de créneaux clairs, c'est Mistra, la ville franque et féodale.

Un docteur télégraphiquement aposté par le tutélaire Schinas m'attendait, accompagné de l'Éphore des Antiquités qui m'a promené de 6 heures à 8 heures dans la vieille Sparte, et un petit officier sorti naguère de notre Saint-Cyr est venu renforcer cet État-major. Ce coup de théâtre du tournant de Broulia, cet accueil et cette soirée ont emporté dans un rayon de sympathie et d'admiration le mauvais souvenir de la route, cinq longues heures mornes, chaudes, cahotées, à travers ces montagnes lourdes et monotones.

C'était pourtant l'Arcadie, je rencontrais pourtant des bergers menant leurs chèvres, mais j'avais beau m'auto-suggestionner sur ces deux noms accolés, pas moyen de poétiser ces gens sales et vulgaires cheminant parmi cette campagne poussiéreuse et nue.

Mais ce soir, ma chambre est la dernière de Sparte à l'Ouest, son balcon s'ouvre sur le Taygète, le grand Taygète, sous la nuit étoilée, la grande nuit radieuse et étoilée. — Bonsoir...

... Je me résigne, après des heures de rêve, à me coucher; sur la table l'hôtelier a mis un livre : *l'Iliade ou Thucydide?* je l'ouvre et je lis : οἱ ἱππόται τοῦ στερήματος, ὑπὸ Παύλου Φέϐαλ. (*Les Chevaliers du désespoir*, par Paul Féval.) — Ah, zut!

Lundi, 12 juin, 6 heures soir.

De ce même tournant de Broulia, où mes chevaux reposent une demi-heure, après avoir monté la route en lacets, et où, hier à trois heures, me sont apparus Sparte et le Taygète. La voiture est dételée, guides, chevaux et cochers s'abreuvent au bouchon. Je suis installé sur la banquette de devant, ma valise me servant de table, les yeux au Sud, sur la vallée, sur le Taygète; — sur la vallée où le soleil tombant jette une grande lumière, sur le Taygète où la neige étincelle. Tout autour de la voiture tourne un pope déguenillé et crasseux, il m'agace

d'abord et puis il prend dans ses bras deux si gentils enfants de trois et quatre ans, il les embrasse avec une si vraie tendresse que sa guenille s'éclaire et je l'aime.

Je ne distingue plus Sparte que me cache, — pour toujours probablement, — le dernier tournant de la route, mais je vois en plein Mistra dont la lorgnette me rend tous les détails. Mistra ! Ah ! dépêchons-nous d'en jouir, tandis qu'il n'est pas encore banal. Quand, dans quelques années, sera construit le chemin de fer de Sparte, il n'y aura pas un Anglais qui ne s'offre annuellement ce déplacement : un funiculaire hissera les misses aux 450 mètres de la Tour de la citadelle : il y aura un bar et des sandwichs au Palais de Villehardouin et l'entrepreneur de cette exploitation paiera une robe neuve au vieux pappas, qui, ce matin, sur la terrasse de ce cloître exquis suspendu sur la vallée, me faisait offrir des raisins confits par sa jolie fille, tandis qu'il manipulait des vers à soie.

Mais tu ne te doutes certainement pas de ce que c'est que Mistra. Nous ne pensons qu'aux Grecs en Grèce et nous ne voyons qu'à travers un brouillard l'Empire franc des Croisés. Or il y a eu là pendant deux siècles toute une poussée de vie, une superposition étrange de deux civilisations, de deux mondes, et de cette domination des ducs d'Athènes, des princes de Morée, des marquis de Nauplie est née une vigoureuse et originale floraison où le roman et le gothique se sont greffés sur le byzantin, l'Occident naissant sur le vieil Orient. Et voilà comment tant de sommets du Péloponèse sont encore couronnés de châteaux francs, dont Mistra est le plus étonnant spécimen. Jusqu'ici, l'école d'Athènes a méprisé tout ce moyen âge, mais voici qu'on s'en émeut et que l'étude en commence. Avant mon départ de Paris, M. Gaston Paris m'avait dit : « Surtout allez à Mistra. » Hélas ! en eussé-je eu le temps que la science m'eût manqué pour tirer parti de cette richesse d'inscriptions, de fresques, de fragments encore inexplorés qui attendent leur Rossi.

En bon dilettante, c'est en ignorant que j'ai joui, mais combien ! de cette extraordinaire vision d'un burg des Niebelungen en plein Péloponèse.

Donc, ce matin, sur un petit cheval blanc que m'avait prêté l'officier sorti de Saint-Cyr, avec une bride de maroquin et un

croissant d'argent et d'ivoire sur le poitrail, à quatre heures et demie sonnant, avant le jour, je prenais le chemin de Mistra. Plein d'allégresse sur ce gentil cheval, parmi les oliviers et les grenadiers en fleurs, le long des sources qui courent en chantant à l'Eurotas, tout seul, mais joyeux de cette aube et de cet Eden, je suis arrivé à cinq heures à l'entrée d'un vieux pont franc en dos d'âne. Les arbres s'ouvrent et à moins de cent pas se dresse, presqu'à pic, le vieux burg féodal. Te rappelles-tu ces vieux retables de nos musées, où des villes d'or se dressent en pyramide ? C'est cela. Un cône de 400 mètres de haut sur lequel s'échafaude, de la base au faîte, un fouillis fantastique de tours crénelées, de campaniles romans, de pignons, de coupoles, grimpés les uns sur les autres, où des ogives s'ouvrent, où des machicoulis surplombent, où des fenêtres trilobées font des taches d'ombre, et tout cela escalade le rocher, l'enlace et cette architecture d'orfèvrerie du Moyen âge semble ciselée pour porter au sommet, comme une couronne, la citadelle crénelée, donjonnée, flanquée de tours. Au premier coup tout semble intact. Le burg endormi va-t-il se réveiller ? Mais non, l'on approche, et ce n'est qu'un squelette, les pignons n'ont plus de toits, les poternes n'ont plus de portes, les ogives s'ouvrent dans le vide.

Le guide dit que « c'est Pompéi du Moyen âge, » et, pour une fois, le guide a tout dit.

Dans ce millier de maisons, rien ne vit plus, sauf, près de l'entrée, à Hagios-Dimitrios, où le vieux pappas manipule des vers à soie, tandis que sa jolie fille offre du raisin confit au voyageur dans le cloître en terrasse qui fait balcon sur la vallée : sauf à mi-côte, où, dans les débris du couvent de la basilique, deux vieilles nonnes grecques rabougries gardent les ossements princiers qui émergent des caveaux effondrés : sauf là-haut, tout là-haut, sous la poterne de la citadelle où niche la masure du petit chevrier, mon guide, parmi les pas dangereux de la tour culminante.

Et, à midi, quand, depuis si longtemps, j'oublie l'heure qui passe, l'angélus sonne; c'est bien vieux jeu, bien Lamartine, bien 1830, n'est-ce pas? Eh bien! non, pas ici, et c'est tout à fait bien, au contraire, de voir dans le campanile à jour battre cette cloche, seule vivante dans le vieux burg endormi.

J'y suis resté six heures, et sais-tu ce que je pensais? C'est

que ce serait un beau rêve de se réunir à trois ou quatre amis de choix et de venir, par un beau mois de juin comme celui-ci, à l'un de ces moments où l'on est excédé du régiment, des bureaux, du monde, — il n'en manque pas. — Eh quoi? de Paris à Brindisi, quarante heures, de Brindisi à Patras, trente-six heures, de Patras ici, vingt heures, — quatre jours au total, — y rester huit ou quinze jours, et alors, vive la vie! Chacun apporterait son lit de camp, un tub et une couverture, et l'on vivrait très bien dans l'aile libre du cloître du vieux pappas, avec quelques boîtes de conserves et les provisions fraîches que Sparte fournirait. La montagne est si belle, les gorges bleues pleines de lauriers-roses sont si engageantes, il y a des mules et des chevaux à discrétion. Pourquoi pas?

Quand je suis redescendu à midi, j'ai eu la surprise de trouver au seuil du vieux pont franc, sous un grand platane, près d'une source, l'aimable docteur et l'officier sortant de Saint-Cyr, qui m'attendaient pour déjeuner. C'était très gentil, mais ce n'était plus la même chose. Loin les rêves! — Ils ont passé trois ans à Paris, l'un au collège et à Saint-Cyr, l'autre au Quartier Latin; ils en parlent avec concupiscence, et comme j'avançais qu'on s'en fatigue à la longue : « Oh! vous, se sont-ils récriés, vous êtes blasé sur Paris, comme nous, les Grecs, sur les antiquités! » Et l'un me parlait l'argot de Saint-Cyr, l'autre évoquait le boul'Mich. Mais voici que, pour boire le champagne, ils tirent d'une gaine ancienne, en maroquin brodé d'or, très usée, portée en sautoir, une tasse en vieil argent, d'un curieux et charmant travail; et, comme je demande où l'on peut en trouver de semblables, le Saint-Cyrien me répond que c'est une relique des familles klephtes, transmise par héritage, la tasse où son grand-père, un Klephte de l'Indépendance, buvait au torrent quand il courait la montagne, chassant le Turc; et je le trouve tout à coup tout autre, ce petit sous-lieutenant qui parle argot et regrette Paris, en buvant le champagne dans sa tasse klephte.

J'ai demandé à mon cocher de faire reposer ses chevaux une demi-heure de plus pour t'écrire tout ceci. Ça m'amuse tant; cela me reporte à dix ans en arrière, aux temps de l'Algérie et de l'Italie, et je trouve une telle joie à maintenir avec toi cette

communication quotidienne; mais il me faut un mot de réponse à Rome. Nous devons faire une halte encore pour relayer avant d'arriver à Tripolis; j'y trouverai bien une lampe fumeuse pour griffonner quelque chose.

11 heures du soir.

Je l'ai trouvée, la lampe fumeuse, et sans métaphore, dans un pauvre misérable khani (auberge), à je ne sais quel tournant de montagne, à deux heures de Tripolis : un âtre ouvert emplit la pièce de fumée; terre battue et murs en boue; recoins sordides où animaux et gens fraternisent; dans une poterie de forme antique, un lumignon nage dans l'huile; mais ils s'empressent, les braves gens : l'homme en fustanelle accroche la lampe à un clou, au-dessus de ma valise-table; la femme me fait durcir des œufs, et il y a deux amours de petits enfants : Pavlos, qui a deux ans et demi, a d'abord de moi une peur bleue, et puis je l'apprivoise avec des rondelles de Marquis, et le voici maintenant blotti sur mon banc, sous mon épaule, à me regarder écrire en grignotant, et je suis en joie de cette caresse d'enfant dans ce khani perdu; la fillette de huit ans, Ellen, fixe sur le petit frère des yeux protecteurs et satisfaits.

Ce voyage est charmant : la seule ombre, c'est mon drogman; un brave garçon dégourdi, empressé, économe, mais quel bavard! quel raseur! « Trop de zèle! » m'avait-on dit de lui à Athènes en me le donnant. Ah! oui, par exemple, ignorant comme une carpe, il s'obstine à tout m'expliquer; mes « absorptions » l'horripilent; il ne comprend pas qu'on ne cause pas Il professe à propos de tout un catholicisme encombrant dont il m'assomme. *Vanitas vanitatum!* bêle-t-il devant le tombeau des Atrides, et il se met à larmoyer. Je lui demande : « Dans la religion grecque, sonne-t-on à midi l'angélus? » Il n'écoute pas, n'entend que le dernier mot et continue, les yeux au ciel : « ... *Nuntiavit Mariæ...*, etc., » jusqu'à la fin, sans que je puisse l'arrêter. Le pire, c'est que, marchand de vin de Santorin, il ne voit dans notre tournée qu'une occasion de placer sa marchandise, et à peine ai-je lié conversation avec quelqu'un d'intéressant qu'il sort un flacon de sa poche, fait goûter, offre une pièce; j'ai l'air de ne voyager que pour faire valoir son article; c'est fort désobligeant.

Une heure avant moi, en cette auberge, est passé, sous escorte de gendarmes, prévenu d'un méfait anodin, un gars célèbre pour avoir tué, il y a six ans, à Sparte, l'amant de sa sœur. Il l'avait tiré du lit de la demoiselle, collé au mur, et, après cinq minutes de grâce pour lui permettre de faire un acte de contrition, lui avait réglé son compte avec deux balles dans la poitrine. Ici, ils trouvent cela très bien. D'après tout ce que j'entends, ils ne badinent pas avec les mœurs en Péloponèse. Famille, autorité paternelle, sainteté du mariage sont des réalités, et, ce matin, mon docteur et mon Saint-Cyrien se lamentaient sur la situation ingrate du célibataire. « Pas de femmes! » c'est la consigne.

Je me trouve voyager dans les traces de Paul Bourget, qui était ici il y a quelques semaines : personne ne l'a lu, mais tout le monde sait que c'est un très grand homme. On ne parle que de lui et de Madame. A chaque auberge, on montre la chambre où il logeait. Il a trouvé ceci bien, cela mal, a été content, pas content; il a accepté à dîner chez l'archevêque de Sparte, refusé chez un autre. — Qu'a-t-il pensé? Qu'écrira-t-il?

On rattelle les chevaux; Pavlos est endormi sur mon bras. Quel dommage de le réveiller! Petit ami d'une heure, qu'oncques ne reverrai. Je ferme ma lettre; elle partira de Corinthe.

VIII

Entre Corinthe et Patras, le 13 juin.

Le train court le long du golfe, entre une plage de vignes dont les ceps bordent la mer et de hautes falaises rouges qui portaient voici 3 000 ans les plus vénérables forteresses : les vieilles cités achéennes confédérées sous Agamemnon : Sicyone, devenue depuis la ville des grands sculpteurs, de Polyclète, de Lysippe, — Œgire où fut décidée en conseil la guerre de Troie, — Cégion. Il n'en reste pas un débris, et, au contraire, cette plage est si riante, si fertile, si riche de vignes, ces pentes boisées d'oliviers, de platanes, au pied de falaises, sont si européennes, et aussi les villages coquets et bien bâtis, les travailleurs dans les champs, les vignes si soignées, qu'on se croit à

500 lieues de l'Attique brûlé et rose, désolé et magnifique. Pour ce que je suis venu faire ici, je préfère l'Attique ; je ne pense pas que ce soit l'avis du marchand de raisins et de l'ingénieur qui sont dans mon compartiment, et c'est leur droit.

De l'autre côté du golfe, ou pour mieux dire du lac, la rive ne porte pas des noms moins augustes : le Cithéron, l'Hélicon, le Parnasse, Delphes. Seulement elle est sauvage, sombre, inhospitalière, et les hautes cimes où ont vécu les dieux baignent leurs pieds dans la mer. Le Parnasse est moucheté de neige.

Il faudra revenir à Delphes dans trois ou quatre ans : l'École française y commence des fouilles dont on attend beaucoup : ce qu'on trouvera sera installé sur place comme à Olympie, mais on ne fait que débuter et, malgré le plaisir que j'aurais à y aller causer avec les premiers pionniers, je me réserve d'y revenir quand il y aura quelque chose à voir.

Ce matin, à Corinthe, je suis allé visiter le canal qui va être livré : l'eau y passera dans quelques semaines. Néron l'avait entamé avec une pioche d'or : avec une pioche d'or aussi, dix-huit siècles plus tard, le roi Georges inaugura les travaux. Sur son utilité pratique, les jugements divergent et la majorité est défavorable. Voici quelles paraissent être les objections capitales : le gain, qui ne sera que de quelques heures pour la marine à vapeur actuelle, ne compensera pas la charge du droit de passage et pourtant ce droit de passage à la fois élevé et faible ne garantira même pas les intérêts de l'entreprise, défalcation faite des travaux d'entretien indispensables. Les grands bateaux, les seuls intéressés à gagner du temps (qu'importe aux caboteurs et petits transports qui ne sont jamais pressés ?) ne s'y risqueront pas, parce que profondeur et largeur ont été calculées trop juste. Enfin le plus grave serait que le canal ne tiendra probablement pas, d'abord parce qu'il est creusé dans un sol léger, friable, à couches argileuses obliques et glissantes, que les revêtements et le plafond seraient insuffisants à maintenir, et ensuite parce qu'en ce pays le tremblement de terre est chronique. Zante s'est effondré, il y a quelques semaines, il y a eu hier une secousse à Athènes : Corinthe a été vingt-cinq fois détruite de fond en comble : un de ces jours, la Morée ira rejoindre l'Attique par-dessus le canal au grand dommage des gens qui y passeront ce jour-là. Je ne fais ici que reproduire ce que j'entends, sous toutes

réserves bien entendu. Du reste, ce malheureux pays me semble la proie des expérimentateurs. Tous ses travaux publics, chemins de fer, tramways, routes, sont livrés à des commissions d'ingénieurs européens de nationalités variées : il y a une commission française, des compagnies belges et allemandes, le cadastre est aux Autrichiens; et à tous, le gouvernement donne des appointements fabuleux *en or*, 50 000 francs à des gens qui en gagneraient chez nous 6 000, et ils en valent ici 80 000 avec la prime de l'or. Or, la compétence, la conscience et l'honorabilité de ces compagnies n'apparaissent pas toujours incontestables. En ce qui concerne celle de chez nous, je n'ai entendu qu'hommages à sa probité, mais doublés d'un fort scepticisme sur sa capacité. Dans le métro souterrain d'Athènes, qui est son œuvre, qui est fini et qui a coûté fort cher, on n'a pas encore osé engager un wagon de peur de voir tout s'effondrer.

Et il en est ainsi de toutes choses. La politique Tricoupis depuis dix ans a été de faire grand, matériel militaire et maritime, travaux publics, en payant les étrangers au poids de l'or et en le jetant à pleines mains. Le résultat, c'est qu'il n'y a plus dans le pays un louis d'or, que le papier grec, seule monnaie en usage, est déprécié des 2/3 et que pour 100 francs d'or on vous rend 155 francs de papier. Les malheureux salariés de l'État, qui reçoivent, il est vrai très régulièrement, leurs appointements, mais les reçoivent en papier, ne peuvent plus voyager ni acheter un objet de provenance européenne. Un officier me le disait l'autre jour : « Je voudrais bien aller à Paris : comment faire? Mon traitement, mes revenus y perdent plus d'un tiers de leur valeur, et c'est encore à peine si je trouve à les changer. » Ces jours derniers, la crise était aiguë parce qu'il s'agissait de payer le 15 juin le coupon de la dette publique et qu'il n'y avait plus un sou de métal dans les caisses. Acculés à la banqueroute, ils ont, il y a trois jours, signé une convention avec une maison anglaise, qui assure le paiement immédiat, moyennant le droit de perception des principaux impôts, tabac, raisins, etc... J'entends les uns se réjouir et voir là le salut, les autres se lamenter et juger la convention désastreuse. Il est bien entendu que je ne suis ici qu'un reporter d'interview et que je ne conclus pas.

Mais ce que je me permets d'attester après ces dix jours, sans crainte de beaucoup me tromper, c'est que ce peuple a de très grandes qualités. Il est sobre et ignore la débauche : ceux

qui l'aiment le moins sont forcés d'en convenir, et il y a déjà là deux beaux facteurs de fécondité pour la race et de garantie pour sa vigueur. Je t'ai déjà dit combien visiblement la paix sociale règne ici, cela me frappe et me touche de plus en plus. Elle est faite d'ailleurs à dose égale de la cordialité familière des « dirigeants » et de la fierté des « dirigés. » Le plus humble des paysans entre chez les Ministres à toute heure, sans frapper, est toujours reçu et va au-devant du *shake hand* qui ne se dérobe du reste jamais, mais cette égalité tout extérieure une fois affirmée, l'homme du peuple témoigne franchement son respect à ceux que la hiérarchie sociale lui a superposés; seulement, ce qu'il leur donne, c'est de la *déférence consentie*, sous condition qu'on ne la lui impose pas; sinon, son poil se hérisserait ferme. Ce peuple-ci est surtout anti-servile et les rapports de maître à domestique y sont tout autres que chez nous : cela est visible aussi entre officiers et ordonnances : et tout cela me ravit. Ce que j'en conclus, par exemple, c'est que, malgré toutes les étiquettes, nous sommes bien le moins démocratique des peuples : jamais un de nos parvenus, bourgeois républicain, médecin radical, avocat socialiste ne tolérerait que Demos lui parlât comme il fait ici.

L'élément le moins patriote est la petite minorité catholique, et cela s'explique très bien. J'ai été amené, je te dirai comment, mais ne te l'écrirai pas, à avoir sur ce point des lumières particulières. Les catholiques, qu'on trouve surtout dans les îles et sur quelques points de la côte Sud, sont d'origine italienne ou franque, épaves des croisades. Sous la domination turque, protégés par les États chrétiens en vertu des « capitulations, » ils jouissaient de privilèges et d'une liberté relative que n'avait pas le Grec, le raia toujours victime, que personne ne protégeait et qui accumulait les rancunes et les haines : il a, du reste, prouvé ce qu'il valait, puisqu'à travers cet abandon et cette tyrannie, il a su rester un peuple et se maintenir, trois siècles durant, assez vivace pour reconquérir son indépendance. Il n'existe pas, je crois, d'autre exemple historique d'une telle ténacité. Or, pendant les siècles d'oppression, le catholique latin protégé lui étalait sous le nez sa situation privilégiée et le raia le méprisait comme le loup traqué de la fable méprise le chien servile et bien nourri. Et, de même que le chien couchant ne

goûte guère la bête des bois qui lui reproche sa bassesse, les catholiques descendants déchus d'une race de conquérants en avaient toutes les vanités et toutes les insolences des races déchues. Si peu intéressante que soit cette clientèle, elle est la clientèle française de tradition et il faut certes bien se garder de l'abandonner, parce qu'une clientèle est toujours bonne à prendre. C'est à nous encore et toujours que les catholiques grecs viennent demander appui, et, deux fois depuis quinze ans, nous avons eu à intervenir en leur faveur dans la question de l'archevêché catholique d'Athènes. Et cela est fort bien ainsi, et ce n'est certes pas le moment de perdre un cheveu de la clientèle fidèle que le catholicisme nous conserve dans tout l'Orient. Mais avouons entre nous que si notre minorité protestante se mettait sous le protectorat anglais, nous la « trouverions mauvaise, » et ne nous étonnons pas trop que, lorsqu'ici, la tribu de mon drogman, par exemple, professe « que l'Église et la France pour eux avant tout, » les Grecs soient médiocrement flattés.

J'avais commencé cette lettre en wagon, mais c'est à Patras à l'hôtel que je la ferme et c'est encore une nuit blanche, car je pars tout à l'heure, à l'aube, pour Olympie.

IX

Oylmpie, le 14 juin soir.

J'imagine qu'Olympie ne t'apparaît qu'assez vaguement. Je te rappelle donc que c'était avec Delphes l'un des deux grands sanctuaires nationaux : mais l'autre n'était qu'un sanctuaire de dévotion, un Lourdes, où se faisaient des miracles ou des prophéties : celui-ci au contraire consacrait ce que le génie grec seul a conçu et réalisé, et ce pour quoi nous sommes quelques-uns, à l'adorer : l'équilibre harmonieux de l'esprit et du corps, le culte de l'idée sans le mépris de l'enveloppe, avec au contraire le constant souci de faire celle-ci plus belle et plus forte. En même temps que Jupiter, maître de la pensée, on célébrait ici les jeux athlétiques : en face du roi des Dieux, chef-d'œuvre de Phidias, se dressait le chef-d'œuvre de Praxitèle, l'Hermès, l'Éphèbe, évocation triomphale de la beauté voluptueuse et forte.

On glorifiait ici la vie complète. Pour moi, qui ne com-

prends pas la pensée séparée de l'action, qui ai la même horreur des intellectuels rachitiques que des soudards imbéciles, j'étais bien dans l'état d'âme propice à ce pèlerinage.

C'était toute une cité religieuse et sportive, où alternaient en proportions presque égales les temples et les stades, les autels et les palestres. La mission allemande y a fait, voici quinze ans, ce que nous commençons à Delphes; — elle a dégagé les ruines des alluvions de l'Alphée; — il n'y a pas, hélas! un monument debout, mais les enceintes, les dallages, les soubassements des murs, les bases des colonnes ont été restitués, et le plan se dessine assez clairement sur le sol, pour, l'histoire en main, ressusciter la ville morte. J'ai passé ma journée entière dans les ruines, évoquant le groupement humain et l'époque où il m'a toujours paru que j'eusse préféré vivre ma vie dans le temps et dans l'espace : vie d'harmonieux équilibre entre le culte de la beauté et les nobles spéculations de l'esprit : l'Hermès, le *Phédon*.

Sous les ensablements se sont retrouvés les plus précieux morceaux; on les a réunis sur place même, dans un petit musée. En face l'un de l'autre, les débris des deux grands frontons du temple de Zeus, l'un, l'Oriental, raide et glacé, l'autre qui figure la lutte des Centaures et des Lapithes, d'une fougue et d'une vigueur incomparables : quelques très beaux métopes (tu connais celui qui est au Louvre), la « Victoire » de Pœonios, le collaborateur de Phidias au Parthénon; et enfin, et surtout, isolé dans une petite salle où il resplendit, le plus beau marbre que je sache au monde, l'Hermès de Praxitèle portant Bacchus enfant. Et ce marbre, noble et fort, souriant et vivant, chaud comme la chair, c'est tout Olympie.

Encadrant les vestiges épars, le site est exquis, d'autant plus qu'inattendu. C'est un vallon de tableau mythologique italien, enclos de petites montagnes bénignes et vertes, des bouquets d'arbres, des architectures effondrées.

Et voici une note humoristique que je ne prévoyais pas; tandis que je m'en revenais dîner à l'hôtel, un gardien, très perplexe, me remet une carte postale écrite en français, qui venait d'être apportée de la poste au bureau, avec la mention

« adresse insuffisante » et dont voici le texte : « Jupiter, père « des Dieux, en son Temple, à Olympie, Grèce. — O Jupiter, père « des Dieux et des hommes, puisque saint Pierre, en tournée « de vignes, a oublié les autres biens de la terre, ne pourrais-tu « l'humilier en nous envoyant un peu de pluie?

Signé : Un groupe d'horticulteurs de Dusseldorf ».

Patras, 15 juin, 9 heures soir.

Dans une heure, je m'embarque pour Corfou, Brindisi, sur le *Lloyd* Autrichien.

Revenu d'Olympie ce matin, j'ai passé ici toute ma journée. Patras, c'est M. Gaspari. M. Gaspari, c'est le Consul de France. Tout le monde en Grèce le connaît. Quel intéressant et original compagnon ! Il a entre cinquante et soixante ans, né Français, fils de consul, dans le Levant qu'il n'a jamais quitté, sauf pour quatre séjours en France dont l'un au collège. Voici quelque dix ans qu'il est ici, où il n'y a personne avec qui causer d'autre chose que de raisins et d'olives, pas un livre à lire, et il a trouvé moyen de rester vivant, nerveux, actuel ; célibataire, vivant entre ses livres et ses manuscrits, il est l'homme d'une idée, et son idée, c'est la remise au jour de cette étonnante et si peu connue domination franque en Grèce, deux siècles durant, du XIIIe au XVe, que Mistra m'a révélée. Mistra en offre le vestige le plus complet, mais il y en a bien d'autres. C'est, à côté d'ici, Andravilla, l'ancienne capitale des Champlitte avec la vieille église ogivale ruinée où l'on retrouverait leurs tombes ; ce sont tous les châteaux-forts qui couronnent tant de cimes du Péloponèse et dont la plupart ont conservé des noms français estropiés, sous l'altération desquels on retrouve Clermont, Saint-Omer, etc... Comme me le disait M. Gaspari : « Que les Grecs se désintéressent de la résurrection d'une période qui ne leur fait nul honneur, soit, mais que, chez nous, on se soit autant détaché de ce petit Canada du moyen âge, c'est impardonnable. » Et il m'a raconté en cette journée la matière d'un volume qu'il fera bien, souhaitons-le, quelque jour.

Tout en causant, il m'a mené à un vieux couvent, dominant Patras; cinq ou six moines disaient l'Office du soir dans l'église ouverte à tout venant : c'était un va-et-vient de femmes, posant

deux sous sur le lutrin, prenant un petit cierge, l'allumant devant l'image qu'elles baisaient et faisaient baiser aux enfants. Les popes suivaient le manège d'un air nonchalant, rangeant les deux sous, tout en chantant les vieux chants grégoriens, distraitement, formalistement. Du geste au regard, tout indique qu'ils font là un métier matériel; seulement, au lieu de faire des bottes et des culottes, ils tournent des pages, prononcent des sons et font des gestes convenus. Ces prêtres grecs semblent absolument ignorants, déprimés, végétatifs; je n'ai rien entendu de désobligeant pour leur moralité; il est vrai qu'ils sont mariés.

De la terrasse du couvent, une admirable vue sur le golfe; le soleil se couchait, la bande de terre derrière laquelle il plonge, c'est Missolonghi ; ces eaux sont celles de Lépante; Actium est à quelques milles au Nord. Deux fois le sort du monde s'est décidé là. — Actium ! et les vers magnifiques de Heredia me sonnent à l'oreille, étincelants comme le ciel, cette mer, ces noms.

Sur la terrasse du couvent, sous les platanes, les vingt officiers de la garnison de Patras faisaient la folle fête en pique-nique, et cette débauche, c'était tout simplement de chanter, après dîner, des mélopées, chants de l'indépendance et refrains de brigands, et de danser gravement un pas lent rythmé en se tenant par l'épaule. Singulier peuple, singulières mœurs. Imaginez-vous ainsi une fête de sous-lieutenants et de cavalerie encore !

J'emporte, avant de partir, une note unanime, c'est qu'ils aiment la France, tous ; de tout contact avec eux cela ressort, sincèrement.

Voilà la sirène du *Lloyd* qui entre en rade, avec deux heures de retard que je bénis, puisqu'elles m'ont permis de fermer cette lettre. Quelle belle nuit pour s'embarquer !

LYAUTEY.

(A suivre.)

FRANÇOIS BULOZ ET SES AMIS

AU TEMPS DU SECOND EMPIRE

II[1]

GEORGE SAND DE 1859 A 1863

RONJOUX

En 1858, F. Buloz avait acquis de M. Delapalme une propriété située en Savoie, non loin de Chambéry : il comptait y passer ses vacances, — ses vacances! mots problématiques.

Depuis quelque temps déjà, les fréquents voyages qu'il faisait pour la santé de son fils Louis, dans son pays d'origine, lui avaient donné le goût de la campagne. La Savoie, pays admirable, le reprit tout entier. Il acheta donc cette terre de Ronjoux, qu'il aima bientôt à l'égal de sa *Revue*. Entre les deux numéros du mois, il s'y rendait, emportant manuscrits à lire ou épreuves à corriger; ainsi il trouvait quelque repos, et respirait largement l'air enivrant de ces contrées.

Ronjoux domine la large vallée de Chambéry à Aix-les-Bains; la vue de sa terrasse est incomparable. On la gagne par une montée fort raide et malaisée, mais le voyageur qui s'y risque ne regrette ni son chemin ni sa peine. F. Buloz aima passionnément sa maison savoyarde, ses prés verts arrosés de ruisseaux, et les grands châtaigniers perchés sur les montagnes avoisinantes ; comme il avait veillé naguère jalousement sur sa *Revue*, sa prospérité, son extension, il désira accroître sa petite terre, acquit laborieusement un bout de champ, quelques

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

journaux (1) de vigne. Le marquis Costa de Beauregard, propriétaire à la Motte Servolex et son voisin, possédait précisément une vigne enclavée dans la propriété de Ronjoux : F. Buloz désira ardemment cette vigne... Le marquis, près de sa fin, la lui céda, et l'on vit F. Buloz, reconnaissant, suivre pieusement la dépouille du défunt aux obsèques, et louer ses vertus dans la *Revue des Deux Mondes*. Je possède, touchant l'histoire de *la* vigne, un petit dossier de lettres fort divertissant. « Tout s'arrange, » dirait un de nos modernes philosophes. Il est probable que le marquis Costa vit d'un mauvais œil l'arrivée de son nouveau voisin. Quelle influence celui-ci exercerait-il dans ce pays de Savoie, qui subissait depuis si longtemps celle du marquis? Allait-il s'attaquer aux vieilles coutumes? chercher à améliorer le sort des paysans? parler de progrès? Lorsque, près de mourir, le marquis Costa revint sur ses préventions, les rancunes anciennes s'évanouirent. Voici la lettre du fils, écrite au lendemain de la mort de son père, et exprimant les dernières volontés du noble voisin de F. Buloz :

« Je viens franchement et loyalement, monsieur, vous tendre la main. Votre cœur comprendra le sentiment qui me fait agir. Mon père semble avoir désiré la démarche que je fais aujourd'hui. A tort ou à raison, monsieur, je croyais avoir à me plaindre de vous, oublions un passé qui n'existe plus. Je suis prêt à faire ce que vous désirez, veuillez dès aujourd'hui considérer la vigne de Ronjoux comme vous appartenant. C'est une consolation pour moi au milieu de mon chagrin, de faire ce que mon pauvre père a désiré voir faire (2). »

Après cela, dans le numéro du 1er octobre 1864, Forcade consacre une page de sa chronique à la mort de M. Costa de Beauregard, « serviteur et ami du roi Charles-Albert, unissant à un esprit de tradition conservatrice une intelligence libérale,... le plus notable représentant de Savoie dans le parlement de Turin, etc. » Dans les premiers jours d'octobre, nouvelle lettre du fils du marquis à F. Buloz, fort reconnaissante et animée des meilleures intentions :

« ... L'article de la *Revue*, si bien pensé, si bienveillant pour la mémoire de mon pauvre père, m'a vivement touché et impressionné. Il y a peu d'hommes qui, comme lui, aient réuni

(1) Mesure de superficie employée souvent en Savoie.
(2) La Motte, 23 septembre 1864, inédite.

les sympathies de tous les partis et de toutes les nuances d'opinion. Ses adversaires politiques étaient ses meilleurs amis, car mon pauvre père a toujours respecté les convictions sincères et loyales. Il était indulgent pour tout le monde, et sans transiger jamais avec ses principes, il ne froissait pas... Pardon, monsieur, de vous parler de tout cela; j'y suis presque autorisé par nos rapports présents, et surtout par les rapports qu'à l'avenir nous aurons ensemble (1). »

Lorsqu'il touchait de son bâton le sol de son jardin, le directeur de la *Revue* oubliait les fatigues et les tracasseries de la dernière quinzaine, les inexactitudes des rédacteurs, les déceptions, les jalousies auxquelles il était en butte, les anxiétés politiques, les faux amis, la concurrence redoutée, la fâcheuse contrefaçon elle-même ! A perte de vue devant lui s'étendaient la belle vallée majestueuse et ses montagnes violettes, découpées sur le ciel pur. Il respirait alors avec délices l'air frais des glaciers. Le parfum de ses foins montait de la grande prairie, *ses* foins, *sa* prairie ! Bientôt, coiffé d'un large paillasson, on le voyait parmi les fermiers, une fourche à la main, chargeant le regain sur les chars attelés de bœufs accouplés. Le lendemain, dès l'aurore, il se trouvait au fond des torrents examinant les terrassements qu'il avait entrepris, les coupes à faire dans le bois, puis c'étaient des discussions sans fin avec l'agronome, les tâches distribuées aux ouvriers pour l'entretien des routes, la réfection du toit, le curage d'un bassin. Comme certains bibliophiles connaissent la physionomie de chacun de leurs livres aimés, le directeur de la *Revue* connaissait à merveille chaque coin de sa terre, chaque arbre, chaque accident de terrain. Il se plut à embellir son Ronjoux, à l'arrondir ; il déplorait de le quitter, y installait sa famille tout l'été, et l'y laissait parfois jusqu'en décembre; elle ne s'y plaisait pas toujours autant que lui.

Quand ma mère eut seize ans, elle préféra le mouvement de Paris à la solitude de Ronjoux : elle voyait arriver le printemps alors (et le départ pour la Savoie) avec inquiétude. Elle m'a avoué même que, dans la crainte du départ, elle pinçait subrepticement les bourgeons du petit jardin rue Saint-Benoît,

(1) La Motte, mercredi, sans autre date; l'article de Forcade est du 1er octobre 1864, et F. Buloz a daté de sa main la lettre ci-dessus : premiers jours d'octobre 1864.

dans l'espoir d'en retarder l'éclosion, car aux premières feuilles, F. Buloz envoyait « ces dames » à la campagne, et s'étonnait qu'elles ne fussent pas, comme lui, passionnément intéressées par la coupe des foins, ou la plantation des arbres résineux qu'il avait entreprise avec M. de Quatrefages (1) sur la terrasse qui entourait sa maison.

Lorsque George Sand vint plus tard visiter Ronjoux, elle écrivit à Sainte-Beuve : « Ce Buloz s'est payé un Eden. Il a des cascades, des précipices, des arbres monstrueux, des prairies splendides, des rochers, et une villa très vaste, une très belle fille, et une femme que j'ai toujours beaucoup aimée (2). »

Une villa? F. Buloz n'aimait pas que l'on appelât ainsi sa maison; il trouvait, — fort justement, — que ce nom ne lui convenait pas. Le mot « château » le mettait aussi fort en colère; il disait : « C'est une *maison alpestre.* » Notez qu'il l'acheta en 1858 avant la guerre d'Italie, donc avant l'annexion de la Savoie à la France, et de cette acquisition il se félicitait à tous points de vue, surtout à celui de l'éloignement : « Dans un pays comme le nôtre, disait-il, sujet aux bouleversements politiques, quand on a femme et enfants, il est bon de leur trouver un refuge en cas de crise : Ronjoux, c'est un pied hors de France... » La Savoie fut annexée l'année suivante.

Beaucoup parmi les lettres de George Sand, pendant cette période, sont adressées à F. Buloz en Savoie, ou parlent de la Savoie « cet Eden, » et George, qui a toujours la passion des herbiers, s'informe souvent de la flore du pays :

« Avez-vous de belles fleurs en Savoie? Probablement oui. — J'ai pensé à vous l'autre jour en découvrant ici une gentiane dépaysée dans nos landes, et dont la vraie patrie est la Savoie alpine (3). »

Cette année 1859 est celle de la guerre d'Italie. F. Buloz, on le verra, désira l'unité italienne, la liberté et la grandeur de l'Italie; il s'y employa même, obscurément, pourtant avec une activité passionnée. Il parle peu de tout ceci à George, d'abord parce qu'il parle peu, et ensuite parce que tous deux ne sont pas toujours du même avis. Au début, l'idée d'une telle croisade enthousiasma l'écrivain; dans une petite brochure publiée

(1) Ami de F. Buloz, membre de l'Académie des Sciences.
(2) G. Sand. *Lettres à Alfred de Musset et à Sainte-Beuve*, Calmann-Lévy.
(3) Nohant, 8 septembre 1860.

en 1859, elle s'écria : « Ceci est un grand moment dans l'histoire. Plaignons ceux qui ne le comprennent pas, et bénissons cette milice ardente qui, au péril de sa vie, va résoudre le plus grand événement du siècle. Noble Allemagne de Luther, de Leibnitz, de Gœthe et de Lessing, peux-tu en douter (1)! » Mais quelques mois plus tard, lorsque F. Buloz se hasarde à lui parler de la paix, George rudement lui répond : « Oui, elle est propre la paix! j'avais le cœur tout chaud et tout vivant pendant mon voyage. En apprenant de ville en ville une victoire, je reprenais foi à l'avenir. Mais... si j'écrivais maintenant ce que je pense et ce que je sens, je me ferais envoyer à Cayenne. Comment donc garder son âme dans le travail quand un pouvoir absolu et fanatique condamne au silence et à l'hébètement toutes gens et toutes choses (2)! »

Pendant que sa mère belliqueuse rêvait de victoires et de combats, Maurice s'est livré aux douceurs des lettres. Il a écrit son livre : *Masques et Bouffons* en quatre mois, il l'a illustré aussi, et c'est Manceau qui a gravé les dessins. George est satisfaite de cette œuvre; elle affirme que c'est un tour de force, et demande à son ami F. Buloz, pour Maurice, un « coup d'épaule. » Et bientôt dans la *Revue*, voici un article de M. Lataye sur le livre de Maurice... George est-elle satisfaite? Oui.

« Je vous remercie, mon cher Buloz, du bel article que vous avez publié sur le livre de Maurice, et j'en remercie l'auteur à qui je vous prie de faire tenir cette lettre; pourtant, je réclame pour Ruzzante, à qui M. Lataye ne rend pas entièrement justice. Ce n'est pas beau par endroits seulement, c'est beau ou joli presque d'un bout à l'autre. » Et elle désire écrire un article de fond sur ce poète; elle l'écrira, elle ou Maurice; F. Buloz désire-t-il cet article pour la *Revue?* Sa lettre est tout amicale; pourtant elle sait y glisser aussi une pointe. Elle travaille actuellement pour *la Presse*, et se prépare à subir le supplice du *feuilletonage;* et voici la pointe : « Pourquoi n'avez-vous pas plus souvent besoin de ma prose, ou pourquoi n'ai-je pas su me faire de rentes (3)? »

A cela, F. Buloz répond le 4 novembre :

(1) *La Guerre*, plaquette, 15 mai 1859.
(2) Nohant, 4 août 1859. Inédite.
(3) 4 décembre 1859. Inédite.

« Mais, mon cher George, il y aura donc toujours des malentendus entre nous?

« Vous me dites : « Pourquoi n'avez-vous pas plus souvent besoin de ma prose? » J'ai dit et redit à M. Aucante, et je vous l'ai écrit il y a quelque temps aussi, que je pourrais prendre plus de prose de vous que vous n'en feriez. M. Aucante le sait si bien... qu'en m'annonçant, à mon grand regret, qu'il donnait votre nouveau roman à *la Presse* (1), il m'a assuré que ce serait le dernier, etc. Qui ne sait d'ailleurs, qu'un roman d'analyse et de bon style, morcelé à l'infini et distribué en six ou sept pages dans un feuilleton, ne produit plus le même effet que lorsqu'on en donne quarante pages, ou une partie à peu près complète dans la *Revue?*... »

Ce morcellement, qu'il estimait nuisible aux œuvres de George, n'était pas le seul reproche que le directeur faisait à la publication des périodiques : il trouvait aussi que les épreuves étaient insuffisamment corrigées dans un journal, et déjà en janvier, la même année, à propos de *Narcisse* (2) il écrivait à l'auteur : « Il n'y a qu'ici, si vous me permettez cette petite gloriole, qu'on sache lire des épreuves, et ce n'est pas moi qui vous laisserais des : *rentrer des sentiments ou des soupirs; malgré qu'elle soit modeste*, etc., bien que cette dernière expression fût encore employée au XVII[e] siècle. Si ces expressions vous échappent dans la chaleur de la composition, on vous doit au moins de les corriger aux épreuves. Rappelez-vous les remarques si judicieuses de ce pauvre Planche, et jamais l'a-t-on égalé dans la science de la langue comme goût? Pour moi, je n'oublie pas ses bonnes traditions, et je crois bien faire de les appliquer, sans cependant pousser le rigorisme aussi loin que lui. D'abord, je ne le pourrais pas, car je n'ai ni toutes ses susceptibilités sous ce rapport, ni tout son savoir (3)... » Mais George connaissait à merveille ces objections, et si elle ne s'y arrêtait pas, et publiait encore, malgré son retour à *la Revue*, quelques œuvres au *Siècle* ou à *la Presse*, c'était pour en tirer de plus gros profits.

« Vous ferez ce qui vous conviendra le mieux, poursuit F. Buloz dans la première lettre citée plus haut, — celle du

(1) *Constance Verrier. La Presse*, 21 décembre 1859 et numéros suivants en 1860.

(2) *Narcisse. La Presse*, 14 décembre 1858 et numéros suivants en 1859.

(3) 1859. Inédite.

4 novembre. — Je suis arrivé à un âge et à une situation, qui éloignent toute idée de bénéfice personnel pour moi. La seule chose que je désire, c'est qu'il n'y ait jamais de désaccord entre nous. Vous êtes rentrée à la *Revue*, j'en suis très heureux, et si vous saviez que dans nos conversations d'il y a quelques années sur vous, — nos récriminations, si vous voulez, — et les hommes sur lesquels est tombée d'aplomb votre belle préface de *Jean*, il y avait tant d'amicales réminiscences qu'on finissait toujours par me dire : « Buloz, Buloz, vous l'aimez toujours, malgré tout, vous vous embrasserez un jour, et vous l'aimerez plus que jamais.

« Cela est arrivé, et vous savez si le sentiment est réel... Pour l'article sur Ruzzante, tant que vous voudrez, mais ce poète comique, me disait Lataye, n'est pas si inconnu que vous croyez en France (1). »

Devant cette profession de foi d'amitié fidèle, George ne désarme guère, et qu'a-t-elle imaginé? Elle a cru comprendre que F. Buloz ne désirait d'elle qu'un roman par an! — et puis il y a autre chose. Mme F. Buloz lui a semblé animée de sentiments hostiles à son endroit. *Le petit ange de paix?* En vérité? La dernière fois que George est allée voir Mme F. Buloz, celle-ci lui aurait dit : « Vous avez donc remis la griffe sur lui? » et George : « Comme elle a toujours été très bonne et très aimable avec moi personnellement, je me suis demandé si elle ne regardait pas mon retour à la *Revue* comme une chose fâcheuse et onéreuse, et, pour rien au monde, je ne voudrais mériter le reproche d'encombrer le recueil, et de dégarnir la caisse... » George, en écrivant ainsi, est-elle sincère? Ne se souvient-elle pas des démarches de Mme F. Buloz pour la réconcilier avec la *Revue?* Son amie ne lui a-t-elle pas maintes fois servi d'intermédiaire? George est-elle si oublieuse? Car, perfide, certes, elle ne l'est pas...

A GARGILESSE « LE MARQUIS DE VILLEMER »

L'année suivante, au printemps, la voici installée à Gargilesse, charmant petit hameau de la Creuse, dont elle s'est entichée.

(1) 1859. Inédite.

C'est un joli coin que ce Gargilesse. L'enthousiasme de George me donna naguère l'envie de l'aller visiter. En venant de Nohant, la route qui mène à cette retraite est mouvementée, plonge et grimpe à travers collines et vallons; on perd rarement de vue la rivière qui bouillonne sur de gros rochers moussus. Gargilesse est bâti au fond d'un entonnoir, les chemins qui y descendent sont rapides; elle possède un château dont une des façades domine curieusement l'abîme, tandis que l'autre prend jour sur une petite place au centre du pays. La maison de George Sand, à Gargilesse, est une pauvre maison de paysan. Rien ne la distingue de ses voisines. Elle n'a qu'un étage; quelques marches la surélèvent; un grand toit rabattu la coiffe. Sur l'escalier humide, l'herbe et le lichen ont poussé. La place du rez-de-chaussée où George corrigea *le Marquis de Villemer*, est une mauvaise chambre basse et sombre; de confort, certes, il n'y en a point, mais George aima cette retraite, le bruit de l'eau tumultueuse qui chante aux pieds des murailles du village; elle aima aussi les longues marches à l'aube, dans les vallons frais où serpente la rivière. Maurice collectionnait les insectes, elle étudiait les pierres du pays. Ne prend-elle pas goût alors à la géologie? Ce goût devient une passion quand elle écrit *Villemer*. On a remarqué que la vue de ces pierres lui suggérait des rêveries sans fin. Son imagination féconde lui faisait apercevoir, à l'aspect d'un galet roulé par les flots, l'époque où les hommes habillés de la peau des bêtes parcouraient les forêts de la Gaule, portant des haches de silex et maniant de pesantes massues (1).

Donc, en mai, George Sand, après avoir achevé *le Marquis de Villemer*, va se reposer à Gargilesse. De retour à Nohant, elle écrit à F. Buloz : « J'arrive ce soir de ce beau pays de Gargilesse, un vrai paradis où l'on oublie toutes choses, même les romans! Mais rassurez-vous, je n'ai été me livrer à la paresse qu'après avoir bien travaillé. J'ai fini un gros volume, c'est-à-dire un roman entier de 400000 lettres, je crois, car je n'apprendrai jamais à calculer juste la mesure qu'il faudrait pour la librairie. Il me faut maintenant oublier les rochers et les flots de la Creuse, et passer une quinzaine à relire et à épurer ce griffonnage; on me dit que ce sera joli. Moi, j'ai tant fait de romans, que je ne m'y connais plus. Nous avons cherché là-bas

(1) Voir à ce sujet une étude d'A. Marx : *G. Sand.*

beaucoup d'insectes, *desideratum* Maurice, beaucoup de cailloux, *desideratum* G. Sand; à présent voici un roman, *desideratum* Buloz. » Mais George demande à son directeur de lui laisser publier dans *les Débats*, pendant que paraîtra ce roman dans la *Revue*, une nouvelle. Ce n'est pas pour son plaisir! Elle sait aussi bien que lui que le feuilleton n'est pas son meilleur cadre: « mais pour des considérations particulières, que vous comprendriez si ce n'était trop long à dire dans l'état de sommeil où je suis. J'ai tant marché depuis huit jours que je dors debout. N'importe, vous me déchiffrerez (1). »

L'annonce d'un roman de George a, comme d'habitude, enchanté F. Buloz : « Vous êtes une vraie fée, mon cher George, lui écrit-il, le 10 mai, et comment ne pas faire tout ce qui vous plaît? »

Bien entendu, il cède pour *les Débats*, et puis : « Je ne connais pas votre pays de Gargilesse qui vous a si bien inspirée et ravie, mais vous devriez venir nous demander l'hospitalité en Savoie, dans le mois d'août ou de septembre, nous vous traiterons le mieux possible. Nous ferons des courses autant que vous le voudrez, vous verrez le pays à votre aise, et peut-être vous fournirait-il un sujet; on n'a jamais rien fait sur ces pauvres montagnes, et pourtant les mœurs et le paysage peuvent donner lieu à de curieuses observations. Pour moi, je travaille nuit et jour afin de partir le 15 mai pour aller pendant six ou huit jours préparer la maison, et y mettre les ouvriers (2). » Mais George ne peut aller en Savoie cette année. Nohant est plein de monde, d'enfants, on y joue la comédie. Comment quitter tant d'amis? Cela n'est d'ailleurs que partie remise, et F. Buloz lui promet, de sa chambre, quand elle viendra, « la plus belle vue qu'on puisse avoir par là : vous plongerez sur le lac du Bourget (3). » Quelques jours après, revenant de Ronjoux, il est tout enchanté de son voyage et dit avec admiration. « On va là maintenant en quinze heures! et le pays est bien beau; mais on est médiocrement satisfait de l'annexion au régime impérial, je ne dis pas à la France, notez bien. Depuis quinze jours, il y pleut par malheur et les paysans disent que c'est M. Laity et l'Empereur qui leur valent ce vilain cadeau, dont ils n'avaient que faire,

(1) Collection S. de Lovenjoul, F. 20, inédite.
(2) 10 mai 1860, inédite.
(3) 10 juin 1860, id.

tandis que leur roi Victor-Emmanuel ne leur amenait que le beau temps (1). »

Dans le roman de *Villemer*, George Sand se livre à son goût récent pour la géologie. F. Buloz lui écrit, le 27 juillet : « Je n'ai rien coupé de cette géologie ni ailleurs, parce que cela me paraissait très bien marcher, mais je vous ai refait quelques phrases qui m'ont paru défectueuses. Ainsi, permettez-moi de vous le dire, un écrivain de votre ordre ne doit pas écrire : « sa vue (de l'enfant) éveille bien des blessures. » J'ai aussi corrigé des « bêtises superbes, » laquelle expression n'a pas le sens que vous croyez pouvoir lui donner. Rappelez-vous le vers de Voltaire dans *Œdipe* : « J'étais jeune et superbe, etc. » J'ai encore modifié : « J'ai été impressionnée de ce couplet. » Ce mot « impressionner » ne vaut rien; il faisait jeter les hauts cris à ce pauvre Planche, et on pourrait lui appliquer le joli dialogue de la Marquise qui vient après, sur la signification du mot caractère. J'espère que vous ne me blâmerez pas de vous signaler ces petites inadvertances : vous êtes maintenant dans une voie si haute et si sereine, que je tiens à m'associer quelque peu à vos efforts, en revoyant le plus sérieusement possible vos épreuves. » F. Buloz ajoute ces mots, énigmatiques pour George : « J'espère prochainement vous donner un témoignage qui vous fera plaisir, que ces humbles efforts ne sont pas tout à fait vains. » Ces mots l'intriguent, et l'occupent plus que les corrections; — d'ailleurs, *Villemer* ne l'intéresse plus, car elle a commencé un autre roman; — et comme elle a étudié, pour *Villemer*, les pierres et les fossiles des époques antédiluviennes, la voici avec *Valvèdre* plongée dans l'étude si aimée de la botanique. « Mais il faut que j'apprenne beaucoup de choses dont je veux parler sans dire de bêtises, et je ne sais pas comme Balzac prendre juste ce qu'il me faut dans une notion générale. Je me passionne pour les choses où je mets le nez. Aussi j'ai peut-être trois mots de botanique à dire dans mon roman, et me voilà entraînée par l'attrait de la science à m'y remettre d'un bout à l'autre. Autrefois, mon pauvre Malgache me donnait des analyses toutes faites et des connaissances toutes mâchées, voilà pourquoi j'ai oublié. On ne retient que ce qui vous donne beaucoup de peine. Aussi, je retiendrai cette fois-ci, car mon ami n'est plus là. Il herbo-

(1) Collection S. de Lovenjoul, 25 juin 1860, inédite.

rise dans une autre planète et il pense à moi, qui pensais à lui et qui recueillais des plantes pour lui, au bord de la mer, quand une lettre m'a apporté là la nouvelle de sa mort. Je n'oublierai jamais les lavandes de la Spezia.

« Mais, pour en revenir au roman, plus je vais, plus je pense qu'il faut faire face à la prétendue doctrine du réalisme en montrant qu'on peut être très exact et très consciencieux sans fouler aux pieds la poésie et l'art. Comment! il y en a qui prétendent que le beau, c'est la fantaisie, tandis que la nature, la vraie nature étudiée sur le fait, disséquée même à la loupe et à la pince, est toute beauté, et toute perfection! (1) Laissons-les dire et allons! Ils ne savent rien, ils n'ont rien vu, rien regardé, rien compris, ces prétendus amants du fait matériel... »

Certes, George ne vante pas le « matérialisme naissant » de la jeune littérature, mais elle aime les jeunes, quand ils ont le talent de Cherbuliez. Celui-ci vient d'écrire son premier livre, *A propos d'un cheval* : « Mauvais titre, s'écrie-t-elle, admirable ouvrage (2)... Il y a aussi Fromentin, talent digne de vos meilleurs jours. »

Dans la lettre suivante, George Sand revient sur les phrases énigmatiques que F. Buloz, récemment, lui a écrites. « Je ne peux deviner ce que vous me faites pressentir d'agréable, » et elle prétend que, sous l'empire des études géologiques et botaniques, elle achève de « s'abrutir au sens pratique du mot. »

Le 11 août, elle revient encore sur le même thème ; elle a cru comprendre, quoique son correspondant n'ait pas dit grand' chose, qu'il avait le projet d'améliorer sa situation pécuniaire. Comment? elle n'en sait rien. Mais : « Merci mille fois si vous pouvez faire que je travaille moins, littérairement parlant. Songez donc! je cours à la soixantaine, et j'ai mon éducation à faire! Il n'y a vraiment pas de temps à perdre, si je veux connaître pendant quelques années le bonheur de n'être plus un crétin.

« Il y a un monde à découvrir dans les études de la nature. Un monde fermé aux savants, entre nous soit dit. Ils ne voient pas, ils ne savent pas décrire, ils se refroidissent dans les classi-

(1) George Sand a développé ce sujet précisément dans *Valvèdre*... « Nos pères ne l'entendaient pas ainsi, ils cultivaient simultanément toutes les facultés de l'esprit, toutes les manifestations du beau et du vrai, etc. »

(2) Collection S. de Lovenjoul, F. 48, inédite.

fications...; à leur manière de désigner une plante, on voit qu'ils ne l'ont jamais regardée. Disséquer n'est pas comprendre, analyser n'est pas voir. La nature n'a pas pour caractère unique les organes nécessaires à la reproduction, elle en a mille autres que personne n'a su ou n'a voulu dire. Quand ces Messieurs ont inventé la technologie, ils n'ont fait qu'un catéchisme qui définit la plante à peu près comme le catéchisme catholique définit Dieu, un être qui n'a ni forme, ni couleur, et *qui ne peut tomber sous les sens*. Les malheureux! ils diraient volontiers qu'il n'y a pas de différence entre Vénus et leur cuisinière, parce que l'une et l'autre est *genus homo!* Ils ne se doutent pas de l'âme individuelle, résultat de l'âme universelle. Par malheur, les artistes croient de leur côté que l'on peut *voir* sans *savoir*. Erreur aussi! Il faudrait l'un et l'autre... » (1)

Voici la réponse de F. Buloz. En dévoilant à George une partie des projets qu'il forme pour l'avenir et le bien-être de son collaborateur préféré, il me semble lui témoigner son inaltérable fidélité. Les petites méchancetés de George et les autres, le mal qu'elle a dit de lui, ses caprices, ses rudes boutades, rien n'a pu amoindrir l'affection « inébranlable » de ce « bourru. »

Paris, le 27 août 1860.

« Vous dites, mon cher George, que vous allez à la soixantaine; pas encore, que diable! Mais moi donc! qui suis plus vieux que vous, puisque je suis de la fin de 1803! Comme vous aussi, heureusement, j'ai une bonne santé, ce qui ne m'empêche pas de penser à travailler moins (et il m'est bien permis d'y penser après avoir tant travaillé) sans aspirer cependant au repos des gens riches, car, sans le travail, que deviendrais-je? Je me porterais probablement moins bien. Seulement, je voudrais aller de temps en temps en Savoie l'été, comme je viens de le faire pour six jours, et attendre quatre ou cinq ans que l'un de mes fils puisse prendre la place.

« Sans plus de phrases, en lisant vos épreuves de la quatrième partie que j'avais emportées à Ronjoux (c'est le nom de notre propriété près de Chambéry), je me disais que nous devions finir ensemble, si vous me permettez ce rapprochement et ce langage, notre carrière de grande activité, comme nous l'avons

(1) Collection S. de Lovenjoul, 11 août 1860, F. 58, inédite.

commencée... Je songeais à ce qui pourrait réaliser ce désir; je pensais enfin, en relisant vos belles descriptions du Velay, à ce que vous pourriez écrire sur la Savoie, à mon projet favori de vous avoir un jour pour cela à Ronjoux. De tout cela, il résultait une sorte de combinaison en germe, mais que je ne possède pas encore assez pour vous la détailler.

« J'aime mieux vous dire ceci très simplement : j'ai une modeste aisance, acquise par plus de trente ans de travail; la *Revue* est en pleine prospérité et j'en ai refusé 1 400 000 francs; mais un recueil est toujours une chose aléatoire, je n'en ai pas d'ailleurs tout à fait la moitié; et si j'ai refusé ces 1 400 000 francs, c'est qu'ils me paraissaient venir d'une source qui ne me convenait pas. C'est que la *Revue* pouvait entrer dans une voie que j'aurais vivement regrettée. Je n'ai pas heureusement une grande âpreté de biens, ma position me suffit, et je puis abandonner quelque chose au hasard; je laisserai toujours à mes enfants plus que je n'ai reçu de mon père; ils travailleront d'ailleurs, comme le doit tout honnête homme.

« Ainsi la *Revue* peut bien faire quelque chose de plus pour vous et pour moi, en m'adoucissant un peu mon dur métier depuis trente ans.

« J'en viens à vous dire en toute cordialité : si je réussissais à vous faire assurer par la *Revue* pendant quatre ou cinq ans 12 ou 15 000 francs par an (payés mensuellement ou autrement à votre choix) en vous permettant de travailler moins peut-être, de travailler du moins à votre aise, cela vous irait-il? La somme serait-elle suffisante pour vos besoins, en ajoutant à cela votre revenu et le produit de vos œuvres anciennes?..

« Si la somme vous convient, que pourriez-vous offrir en échange à la *Revue* par an? ou si ceci ne vous convenait pas, que me demanderiez-vous si, de mon côté, je vous demandais par an deux ou trois volumes pendant quatre ans? Ne serait-ce pas vous demander trop de travail?.. Je vous envoie, à peine en germe, le résultat de mes réflexions en Savoie. »

Je ne sais si cette proposition émeut George, si elle en éprouve de la reconnaissance pour F. Buloz. Sa réponse est une réponse d'affaires. Le chiffre proposé ne lui semble pas suffisant. On lui a fait d'autres offres qui seraient plus avantageuses; d'ailleurs elle ne peut se passer de l'assentiment d'Aucante... Mais il lui faut 25 000 francs par an. « Voyez si c'est possible.

Je n'y gagnerais rien, j'y perdrais plutôt, mais la tranquillité des relations et le plaisir de s'adresser à un certain public, vaut bien cela... »

Est-il besoin de dire qu'après cela, F. Buloz se conforma aux désirs de George Sand? Moyennant trois ouvrages annuels, la *Revue* d'une part, et l'édition des œuvres anciennes de l'autre, fourniront à George une rente de 22 500 francs annuellement. Si elle écrit en outre des ouvrages nouveaux, ils lui seront payés en dehors de ce contrat 5 500 francs; mais ni M. Aucante, ni F. Buloz ne souhaitent que leur amie se charge actuellement de cet excès de travail (1).

George Sand, à la fin de cette année 1860, fut assez gravement malade pour donner de sérieuses inquiétudes aux siens. « Vous m'avez... tous ramenée à la vie, écrit-elle en novembre à Pauline Viardot. J'ai senti sur mon lit d'agonie que vous ne vouliez pas que je mourusse, et j'ai secoué la torpeur finale... » Cette maladie, d'ailleurs, l'indigne; elle avait, jusqu'ici, une santé solide et s'y habituait; et puis, « cinq jours d'agonie » lui ont coûté mille francs : elle trouve cela trop cher. Elle avait pourtant deux médecins dévoués à son chevet (l'un d'eux était le docteur Vergne qu'elle appelle « mon adorable petit vieux docteur ») et qui certes ne lui prenaient pas d'honoraires... Mais ses amis de Paris se sont émus de la savoir malade, et sont arrivés à Nohant, amenant avec eux un « grand médecin » en consultation. Celui-ci arrive le matin, lui tâte le pouls, déjeune, la trouve en bonne voie, et pour ainsi dire hors d'affaire, approuve les soins qu'on a donnés jusqu'ici à la malade, fait un somme, et s'en va en demandant 2 000 francs d'honoraires, son voyage payé. Étonnement général des amis de Nohant, et de « l'adorable petit docteur » Vergne qui tente de discuter, et de marchander cet Esculape; — finalement Esculape se contentera de 1 000 francs, « rougissant de prendre si peu. » — George, racontant cette histoire à F. Buloz, lui déclare : « J'ai joué de malheur, sur trente médecins excellents, j'en connais au moins vingt-cinq qui ne m'auraient rien fait payer! »

(1) Un des reproches que l'on a fait au premier volume de *François Buloz et ses amis*, c'est qu'il y était constamment question d'argent. Hélas! alors les littérateurs n'étaient guère fortunés : ils réclamaient souvent, et F. Buloz payait le plus qu'il pouvait. Peut-être, néanmoins, ai-je abusé des chiffres et des précisions, je m'en excuse, c'est le défaut du chercheur qui veut reconstituer l'histoire du passé avec tous les moyens dont il dispose.

« VALVÈDRE »

Au début de janvier 1861, avant de partir pour le Midi de la France, George Sand terminait *Valvèdre*.

« *Valvèdre sera fini demain*. O bonheur! j'aurai l'esprit libre en voyage, je pourrai regarder le nez plus ou moins absurde de tous les voyageurs, et, en arrivant au bord de la mer, contempler les madrépores, les méduses et les huîtres de toute espèce que Michelet nous apprend à aimer comme nos sœurs!

« A propos de Michelet, M. Montégut a fait sur son livre un article aussi beau que le livre, ce qui n'est pas peu dire (1). Et, à propos de *Valvèdre*, l'huître qui a fait ce coquillage, va le polir et le nettoyer aussitôt qu'elle aura pu trouver un rocher pour y établir son travail. »

Cependant, avant de terminer, une chose inquiète George : la législation protestante concernant le divorce en Pologne, Angleterre, États-Unis, duché de Posen... Le divorce est-il admis dans ces pays-là? Elle voudrait lire, non pas une dissertation sur ce sujet, mais un résumé des lois sur le divorce. Les renseignements que F. Buloz lui envoie ne la satisfont pas : « Il faut absolument que je sache dans quel pays le divorce par consentement mutuel est permis. » Elle croyait jusqu'ici qu'il l'était par l'Église luthérienne en Pologne. Les renseignements reçus ne concordent pas avec ceux-ci. « Mon roman n'a pas de thèse à soutenir pour ou contre le divorce; mais l'action a besoin du fait, » et vite! il lui faut sa réponse; que F. Buloz la lui envoie par Charles Poncy à Toulon. Elle la trouvera chez lui; et puis : « *Valvèdre* est fini, emballé; c'est plus long que *Villemer*. Quel gribouillage! C'est l'effet des paquets (2). »

En février George s'installe à Tamaris; elle habite une maisonnette charmante, dans un site admirable, à une lieue de Toulon, au bord de la mer. Elle se met au travail dès son arrivée, et, tout en revisant les épreuves de *Valvèdre*, elle fait, dans le pays qu'elle trouve « magnifique partout, » des courses pédestres, « qui ne sont pas minces. » Elle découvrira pendant ce temps la flore du Midi; elle ne connaît que celle du Centre.

(1) *Les Fantaisies d'histoire naturelle de M. Michelet*, 1er février 1861 (*Revue des Deux Mondes*).

(2) Collection S. de Lovenjoul, 10 février 1861. F. 84, inédite.

et George, qui géologisait avec *Villemer*, botanise avec *Valvèdre*. Son herbier, conservé à Nohant, témoigne d'un goût et d'une recherche délicate.

Le 31 mars, F. Buloz, qui a lu *Valvèdre*, le nouveau roman de George, avec attention, lui adresse quelques observations prudentes. Et d'abord « il y a beaucoup de talent » dans la partie qu'il vient de lire...; » puis : « Pour faire bien accepter la donnée principale, celle de l'adultère, il faudrait, à mon avis, faire mieux ressortir encore une intention que je crois entrevoir... opposer l'amour chaste à l'amour coupable : il suffirait pour cela de faire intervenir aussi le repentir, au milieu des entraînements de la passion. La générosité de Mosenwald aussi n'est-elle pas un peu exagérée? (Mosenwald est l'Israélite sublime qui échoue auprès de Mme Valvèdre qu'il adore, et qui soutient après cela de tout son pouvoir les entreprises de son rival.) Je crois que vous feriez bien de modérer la générosité du Juif; mais ce que je crains le plus, ce sont les rapprochements que l'on ne manquera pas de faire entre Valvèdre et Jacques... Ne négligez pas, si vous le pouvez, d'éloigner la ressemblance... On me dit que les petits journaux l'ont déjà fait remarquer. On m'assure que c'est *le Figaro* qui s'est chargé de ce soin, et il serait bon de montrer à ce monde qu'il s'égare (1). »

Voici la réponse de George :

« 8 avril 1861. Tamaris.

« Mon cher Buloz, j'ai pris en considération vos craintes, et j'ai relu attentivement les épreuves que l'on m'a renvoyées. Je ne crois pas qu'on puisse *de bonne foi*, — car la mauvaise foi peut toujours dire tout ce qu'elle veut dire, — trouver une caresse à l'adultère, dans le roman de *Valvèdre*. Comment aurais-je fait fausse route, quand je suis partie de cette idée, non de combattre ni d'excuser l'adultère, mais de peindre la situation d'un homme d'imagination qui trompe un homme supérieur à lui, et qui en est horriblement puni, et par ses remords, et par son propre cœur, qui n'est pas mauvais, et par les circonstances, et par l'amitié, et par la fatalité même.

« J'ai accumulé tous les genres de chagrin sur le coupable, et je l'ai pourtant fait aussi peu coupable que possible, pour rendre

(1) Collection S. de Lovenjoul, inédite.

la leçon plus saisissante, et on pourrait conclure bourgeoisement que tout n'est pas couleur de rose dans les bons tours qu'on croit jouer aux maris, et plus sérieusement, qu'on se donne quelquefois beaucoup de mal pour tromper un homme dont l'amitié serait un bienfait et pour avoir l'amour d'une femme qui est un fléau. C'est banal, mais ça n'a pas encore été fait. Surtout dans *Jacques* qui est une victime égorgée par deux égoïstes, dans *Valvèdre*, c'est le vrai coupable qui est puni, c'est donc la contre-partie de *Jacques*. » George supplie F. Buloz de relire l'ensemble de son roman... « S'il y a danger de mauvaise interprétation, je n'hésiterai pas. J'ai toute confiance en votre coup d'œil... Je n'ai pas osé *enlaidir* mes deux amants pour les besoins de ma thèse; s'ils déplaisaient, on fermerait le livre. Il faut, il me semble, qu'on les plaigne : ils sont bien assez condamnés d'avance (1)... »

F. Buloz, qui recommandait encore le 1er avril à son auteur de ne « laisser aucun doute sur l'adultère qu'on l'accuse toujours (à tort ou à raison) de défendre et d'excuser, » F. Buloz déclarait, le 9 avril : « Maintenant que j'ai tout lu, *Valvèdre* me paraît un roman très remarquable et d'une moralité irréprochable. » Cette impression, exprimée par le directeur de la *Revue* en 1861, sera celle des lecteurs de notre temps : *Valvèdre* est d'une moralité irréprochable.

GEORGE SAND EN SAVOIE

Depuis que F. Buloz avait retrouvé sa Savoie, il désirait y attirer George et lui faire admirer les montagnes; il ne me semble pas cependant qu'elle se soit prêtée bien volontiers à ce désir. Pourquoi ? On sent chez elle des résistances, des prétextes... Son amitié pour F. Buloz à cette heure est extrême; nul nuage à l'horizon. Alors, qu'y a-t-il ? L'excursion ne la tente-t-elle pas ?

Le Berry de George, ses « coteaux modérés, » comme dit Sainte-Beuve, ses prairies vertes coupées de ruisseaux, ses champs ordonnés, voilà ce qu'elle aime par-dessus tout; n'est-elle pas, elle-même, le beau fruit lourd de cette contrée paisible? La Savoie est bien différente : elle a des montagnes

(1) Inédite.

hautes, des vallées profondes, des torrents qui culbutent entre des rochers noirs; sa lumière est éclatante, et l'air pur qu'on y respire coupe comme une lame. George s'y plairait-elle?

En avril, lorsqu'elle quitte Toulon, elle prévient pourtant Mme Buloz : « Il est possible qu'à Lyon je prenne le chemin de fer et que j'aille faire un tour de votre côté... » Mme Buloz doit arriver en Savoie le 2 mai, qu'elle renseigne George : « A quelle distance ses amis sont-ils de Chambéry ? Où trouve-t-on des voitures? Je tâcherai donc d'aller vous voir dans votre résidence, mais il ne faut rien changer pourtant à vos projets... Vous savez que je suis *une bonne femme*, qu'il n'y a pas de cérémonie à faire avec moi, et que si vous n'êtes pas installée encore, vous pouvez m'envoyer coucher, moi et mes deux acolytes, à l'auberge du village voisin. Le but, c'est de vous serrer les mains, tout en admirant votre belle Savoie ; quant au gîte, la vie que je mène depuis trois mois ne me fait pas regarder une nuit d'auberge de plus ou de moins comme une considération quelconque dans le voyage... (1). » Quelques jours après, elle affirme encore: « Je dors partout, je mange de tout, et fussiez-vous au bivouac, je ne ferais pas la grimace. Je vois que votre bivouac est déjà sybaritique, mais il faudrait qu'il ne le fût guère pour n'être pas meilleur que les lits provençaux où pourtant je ne fais qu'un somme.. Mes compagnons de voyage sont Manceau, mon ami et celui de Maurice, depuis tantôt douze ans d'intimité, et *Marie* une grande Berrichonne que j'ai élevée, qui est la gouvernante de mon intérieur et une sorte de fille pour moi. Je l'ai soignée malade, elle me l'a bien rendu! Ce n'est qu'une paysanne, mais d'une nature si distinguée et si réservée qu'elle vous intéressera *comme un type*... Maurice est en Afrique... (2) »

Et George vient en Savoie, visite les Charmettes, qu'elle n'oubliera plus, pousse même jusqu'au lac du Bourget; elle est si enthousiaste du château de Bourdeau, posé à pic au-dessus de ses eaux, qu'elle y fera naître quelques mois plus tard *Mlle La Quintinie* (3). Malheureusement, le temps n'a pas souri à

(1) Inédite.

(2) Inédite.

(3) En 1864, Maurice Sand ayant perdu un enfant, Marc, voyagea en Savoie avec sa femme, et alla visiter F. Buloz à Ronjoux. George écrivit alors à son fils :

« Je suis contente de vous savoir arrêtés quelque part dans ce beau pays...

la voyageuse, les montagnes se sont encapuchonnées de nuages, elle n'a pas vu le ciel pur de mai; pourtant elle a gardé de ce rapide passage des visions de beauté qui hantent son souvenir : de retour à Nohant, elle écrit à M[me] F. Buloz, le 12 mai :

« Chère Christine, nous voici revenus dans notre Berry, si plat, si pauvret, si pauvre homme en comparaison de votre admirable pays, et dans notre Nohant qui fait bien de se cacher dans des arbres, n'ayant rien de beau à voir au delà... Mais ce paradis terrestre de la vallée de Chambéry me reste dans la tête comme un rêve, et j'y retournerai bien sûr pour aller voir ce qu'il y a derrière toutes ces montagnes, que les nuages m'ont tant disputées.

« Ça m'a fait grand bien et grand plaisir de vous revoir, chère amie, au milieu de vos grands enfants, après vous avoir laissée au milieu de leurs berceaux; vous voilà à l'âge de la récompense, et votre charmante fille, ainsi que votre Louisot (1), qui a l'air si bon, vous dédommagent du grand souci de *l'élevage*. Je vous ai retrouvée du reste aussi jeune que je vous ai quittée, aussi douce, aussi vivante et aussi bonne. J'ai reçu des nouvelles fraîches de mon voyageur en Afrique (2). Il est très content, sauf qu'il pleut et qu'il fait froid par là-bas. Ici on crie après la sécheresse. Il paraît que tout est à l'envers dans ce monde. Et voilà M. de Cavour qui le quitte au plus beau et au plus nécessaire moment de sa vie! C'est un vrai malheur, cela, et nous en sommes tous consternés...

« Manceau me charge d'abord de vous présenter tous les profonds respects *d'un parfait gentilhomme*, ensuite d'entretenir la mémoire de *la signorina* (3) dans l'art des gaufres. Me voilà bien embarrassée, car je n'y entends goutte. J'aime mieux embrasser cette jeune princesse, qui n'aura jamais les allures d'une parfaite cuisinière, et que je dispense bien de les avoir. J'embrasse aussi son frère, à condition qu'il mette ses chiens à la

Vous aimez la Savoie, n'est-ce pas ? Buloz vous fera voir ses petits ravins mystérieux et ses énormes arbres... C'est un endroit superbe que sa propriété, et tout alentour, il y a des promenades charmantes à faire. Il faut voir mon château de *Mademoiselle La Quintinie ;* il s'appelle en réalité Bourdeau, et de là vous pouvez monter à la Dent du Chat. » (Correspondance, à Maurice Sand. Palaiseau, 6 août 1864).

(1) Louis Buloz, fils aîné de F. Buloz, devait mourir à Ronjoux huit ans plus tard en 1869.

(2) Maurice Sand.

(3) M[lle] Buloz.

raison, et je n'embrasse pas Buloz, c'est sa faute, il mange avec des bêtes, et il doit être plein de puces (1)... »

Cette visite de George à Ronjoux, ayant été signalée dans les journaux du pays, valut à Mme F. Buloz les visites destinées à la *Reine de France*, comme l'appelait F. Buloz. Mme Buloz l'écrit à son mari : « J'ai reçu ce matin, avant sept heures, la visite d'une gentille jeune fille accompagnée de son grand-père. Elle venait sous le patronage de celui-ci, vieux Berrichon, faire une visite à Mme Sand. La jeune personne est la fille d'un recteur de l'Académie (y a-t-il une Académie ?) ou plus simplement recteur du Collège. Le fait est qu'elle me semble gentille et bien élevée. Le grand-père est un vieux bonhomme très convenable... (2) »

UN AVERTISSEMENT A LA « REVUE »

A la fin de l'année 1861, la *Revue* reçut du gouvernement impérial un « avertissement. » La chronique de Forcade du 15 octobre le lui valut, « attendu (disait M. de Persigny) que l'article sus-visé s'efforce, par les assertions les plus mensongères, de propager l'alarme dans le pays, et d'exciter à la haine et au mépris du gouvernement. »

Dans cette chronique, Forcade se permettait, non pas de propager l'alarme, mais de signaler trois points « inquiétants, » concernant la politique financière et économique du gouvernement... : « l'exagération des dépenses, l'impulsion imprévoyante donnée aux travaux publics, aux démolitions et aux constructions dans les grandes villes, et l'absence de vues coordonnées dans la direction de notre politique économique... » « Si c'est le gouvernement, écrivait encore Forcade, qui n'a pas su modérer ses dépenses improductives, si c'est le gouvernement qui a lui-même excité la spéculation au lieu de la contenir, la crise accuse l'imprévoyance du gouvernement, et vient l'avertir sévèrement de la nécessité d'un changement de politique... » Il ajoutait : « Il n'y a point de bon gouvernement financier sans liberté politique, en dehors de l'entier et rigoureux contrôle des assemblées représentatives, et des vigilantes polémiques d'une presse libre (3). »

(1) Inédite.
(2) Collection S. de Lovenjoul, sans date. Inédite.
(3) Eugène Forcade. Voir dans la *Revue* sa chronique du 15 octobre 1861.

F. Buloz, prévenu par Sainte-Beuve de l'émotion causée par la chronique de Forcade, était demeuré à Ronjoux; il n'en revint que le 29 octobre, sur le conseil de Sainte-Beuve, se soustrayant ainsi aux « obsessions qui l'attendaient à Paris. »

Le 1er octobre, Sainte-Beuve, parfaitement au courant de l'inquiétude que Forcade donnait à M. de Persigny, Sainte-Beuve, diplomate et serviable d'ailleurs, réunit, dans un « très beau déjeuner, » F. Buloz à un personnage officiel qui désirait être mis en rapport avec le directeur de la *Revue*, au nom du gouvernement. « Je vis bien ce qu'on voulait obtenir de moi, » dit F. Buloz à G. Sand, lorsqu'il lui narra cette aventure, et il répondit à la courtoisie par une courtoisie semblable : « Nous serions heureux de louer et d'approuver les mesures libérales du gouvernement, mais jamais la *Revue* ne pourrait aliéner son indépendance, il lui en coûterait trop, sans parler de la considération, etc. » Après cela, on se quitta le mieux du monde.

Ce personnage plénipotentiaire, c'est M. Immhauss, successeur de M. de la Guéronnière à la direction de la presse. « Il est avéré que c'est M. de Persigny qui est à la base de cette tentative. » Quelques jours après ce déjeuner, la *Revue* reçoit un « avertissement » « précédé de durs petits faits. » F. Buloz s'en émeut moins que Sainte-Beuve, qui prend personnellement la chose à cœur. N'est-il pas intervenu lui-même? George, mise au courant par F. Buloz des tentatives qui ont précédé l'avertissement, lui offre généreusement de s'entremettre auprès du prince Jérôme-Napoléon. « Il a des idées et des sentiments très élevés et très généreux...; si on ne l'écoute pas toujours, on l'écoute quelquefois, et puis il est très persévérant, il sait revenir à la charge, son opinion peut avoir du poids à un moment donné. » Il a aussi une qualité précieuse aux yeux de George, il est sensible à la question d'art, à l'importance littéraire de la *Revue*. « Si vous croyez utile d'avoir une entrevue avec lui, je vous enverrai une lettre. » Justement, il a passé quelques jours à Nohant; on a joué devant lui *le Drac*, que la *Revue* va publier.

Le 6 décembre, F. Buloz, de Ronjoux, répond aux offres de George et l'en remercie : « Vous m'obligeriez fort d'écrire au Prince ce qui s'est passé, ce que je vous ai raconté et qui a eu l'air d'un piège. » Le 1er novembre, à la vue de cet avertissement, Sainte-Beuve avait dit : « Ce n'est pas vous qui êtes allé à

eux; on est venu à vous, on vous a demandé de bons rapports, et quelquefois des *services*, vous avez répondu que vous feriez tout ce qui vous serait possible, et on vous frappe! C'est au moins assez mortifiant pour les personnes qui se sont mêlées de cette affaire. » (Les personnes qui s'en sont mêlées, — lui, Sainte-Beuve.)

« Voilà ce que je voudrais que l'Empereur sût, ainsi que le Prince, continue F. Buloz. Le fait est propre à donner l'opinion que l'on doit avoir de pareils procédés de gouvernement. Si le Prince veut bien en faire part à l'Empereur, j'irai l'en remercier, avec le mot d'introduction que vous m'offrez... (1) »

Après cela, George écrit au prince Jérôme qui, dit-elle à F. Buloz, est tout disposé en faveur du directeur de la *Revue*, et pense comme lui sur l'incident en question. Qu'il lui fasse écrire, à son retour à Paris, le Prince donnera un rendez-vous à F. Buloz : « Causez à cœur ouvert avec lui, il n'en abusera pas, *lui*. Pourtant, ménagez votre opinion sur M. de Persigny avec lequel il est très lié. Votre rôle est de présenter les faits sans personnalité trop directe, mais en disant tout ce qui est... » Cependant, George lui rappelle qu'il ne peut rien contre les faits accomplis. Mais, « sachant le degré d'indépendance que vous voulez garder et comprenant vos droits à cet égard, il vous soutiendra à l'occasion (2). » Le degré d'indépendance de la *Revue*, Forcade, dans chacune de ses chroniques, l'indiquait.

LA COLLABORATION DE MAURICE SAND

F. Buloz voit le Prince à la fin de décembre, et écrit son impression à George : « Le Prince a été fort aimable et fort obligeant, très libéral et comprenant à merveille les nécessités de la situation. Il serait à désirer que le gouvernement le comprît à sa façon; nous ferions un grand pas (3). »

Après *Valvèdre* et *le Drac*, George Sand s'est mise à écrire un nouveau roman : « il s'appellera *Tamaris*. De son côté, Maurice, » qui est revenu, « est occupé à mettre en ordre et en bonne langue les notes qu'il a prises jour par jour avec assez de détails, de son voyage avec le Prince en Afrique, en Espagne, Portugal,

(1) Collection S. de Lovenjoul, 6 novembre 1861. Inédite.
(2) Collection S. de Lovenjoul. Inédite.
(3) *Id.*

Açores, Terre-Neuve, New-York, Washington, l'Armée du Sud, les grands lacs, la prairie, le Niagara, Québec...

« Six mille lieues à fond de train, mais en situation de bien voir. C'est très vif, rapide, gai sans aucune prétention, et très artiste... » Bref, George propose l'œuvre de son fils en entier ou par chapitres à F. Buloz... « Tout cela sera relu et corrigé par moi en épreuves..., j'y joindrai une petite préface, et peut-être quelques lettres de moi. Vous lirez auparavant et vous jugerez *vous-même*.

« Voilà tout ce que je vous demande. »

Car George Sand est toujours hantée par l'idée d'un tribunal anonyme siégeant à la *Revue* (?), corrigeant les auteurs et les *récrivant* à sa guise, ce qui, à bon droit, l'exaspère.

En proposant le livre de son fils *Six mille lieues à toute vapeur*, George désire paraître à la *Revue* (avec son nouveau roman *Tamaris*) en même temps que son fils : l'idée est touchante, elle insiste auprès du directeur. « Je serai prête, moi, pour le 30; je ne vois pas d'inconvénient... à la publication simultanée de deux choses si différentes de forme et de sujet... Je crois et j'espère qu'il ne vous déplaira pas (l'ouvrage de Maurice); appréciez-le vous-même avec votre sens pratique, et ne le livrez pas au jugement, trop *académicien*, de ceux avec qui j'ai eu maille à partir. »

Cependant, F. Buloz, comme il l'a promis, a lu le livre de Maurice, il le publiera; il fait pourtant ses observations : « J'ai remarqué l'expression « une forêt navrée, » c'est bien risqué. Je vous en fais l'observation (1). » Et quelques jours après : « Dans la fin manuscrite du voyage, je crains que le président Lincoln ne soit un peu tourné en caricature. Voyez. On est bien court aussi sur Mac Clellan, qu'on compare cependant au premier Consul, avec une tendance un peu marquée... Dieu préserve l'Amérique d'un Empereur! Je vous avoue que je deviens fort républicain, en voyant comment tournent les princes royaux et impériaux. Je me faisais parfaitement à la République que je n'avais pas appelée pourtant, et je regrette que la tentative n'ait pas mieux réussi; vous voyez les revirements qu'amènent le révolutions (2). »

Voici comment George Sand répond aux observations de

(1) Collection S. de Lovenjoul, 18 janvier 1862, F. 10, inédite.
(2) *Id.* 21 janvier 1862, F. 12.

F. Buloz : « Je vous demande la permission de laisser... le mot *navré* pour la forêt. C'est une de ces expressions qui sentent l'individualité et, d'ailleurs, celle-ci est bonne. Vous invoquiez l'autre jour l'étymologie, celle-ci est parfaitement synonyme de blessée — et terrassée. — Mais pourquoi la *Revue* s'obstine-t-elle à imprimer *gaieté* quand tout ce qui est jeune écrit *gaîté*. Je demande qu'on me laisse cette orthographe, une fois pour toutes, je veux être jeune en dépit de la *Revue*. »

Et F. Buloz : « Vous avez bien raison de vouloir toujours rester jeune. C'est que vous l'êtes en effet, ma chère fée! vous vous renouvelez sans cesse. »

Répondant à une critique de F. Buloz sur l'Empire, George écrivait au début de janvier : « Je ne comprends pas vos *libéraux*. C'est donc pour eux la question de personnes et de noms propres, car Nap... est tout aussi, si non plus avancé qu'eux tous. » Il y a longtemps qu'elle a mis les noms propres de côté, car elle a reconnu qu'il n'y avait plus qu'à se brûler la cervelle, si on « cherchait noise aux hommes qui ont de bonnes idées ou de bons sentiments, sous quelque bannière qu'ils soient ou paraissent placés. La *Revue* ne s'est pas gênée pour exprimer ses vives sympathies à l'égard des fils de Louis-Philippe. Pourquoi? Mais aussi pourquoi pas des égards et de l'équité pour le neveu de Napoléon, surtout s'il est beaucoup plus ami de la liberté que tous les autres?

« Moi, je vous dis que c'est un homme d'élite, et que sa place sera belle un jour, si nous cherchons la logique du progrès (1). »

George, qui, actuellement, est gouvernementale, s'attire cette réponse : « Soyons libéraux, démocrates, si vous voulez... Me croyez-vous insensible à la situation des pauvres gens qui souffrent? Si vous saviez combien j'ai fait de remontrances autrefois, et combien j'ai dit de vérités à ces prétendus libéraux que nous avons vus! — Mais l'empire d'un seul, c'est bien pesant; votre ami, le Prince, ne me l'a pas caché... Cependant les Princes sont toujours très libéraux, très démocratiques même, avant d'arriver au pouvoir, voilà pourquoi je demande... des institutions sans trop me soucier des dynasties royales ou impériales. Qu'est-ce que cela nous fait, à nous autres plébéiens, si nous sommes libres et sans privilèges? Tel n'est pas le cas

(1) 10 janvier 1862, inédite.

actuel, et si le Prince veut, ou peut appliquer ses idées, je dirai bravo! et ne regretterai rien. »

Au milieu de tout cela, les épreuves vont et viennent de Nohant à la *Revue*, celles de Maurice, et celles de George; je dois dire qu'elle accepte avec plus de résignation les critiques du directeur lorsqu'elles la concernent, — celles qu'il adresse à Maurice la piquent. Cependant elle convient parfois elle-même : « Le style de Maurice a toujours besoin d'être revu par moi pour la correction complète. Mais je trouve qu'il a l'expression heureuse, et une forme tout à lui. Qu'est-ce que vous en pensez, *entre nous?* Dois-je l'encourager à écrire? » Parfois, dans cet échange d'épreuves, F. Buloz se perd; alors George s'impatiente et le houspille; il ne lui renvoie pas son manuscrit avec l'épreuve : « C'est la faute de votre cervelle *éventée!* — Que se passe-t-il dans votre tête? Etes-vous amoureux? Je commence à le croire... » Le 7 février : « Dans l'épreuve de la troisième partie (il s'agit du livre de Maurice, toujours), il y a une lacune qui est peut-être volontaire, et que je n'accepte pas. C'est l'histoire d'un cochon gras trouvé à moitié cuit en pleine forêt vierge. L'histoire était drôle, et drôlement racontée, par quelle pruderie la supprime-t-on? Un cochon est un cochon, et je ne vois pas pourquoi on ferait la petite bouche. Est-ce que vous avez un prote juif?... »

En mai 1862, Maurice Sand se mariait : gros événement à Nohant; George enchantée en fait part à son amie Mme F. Buloz. « Partagez le bonheur de votre vieille amie, » lui écrit-elle, Maurice épouse la fille de « son vieux Calamatta, » Lina, « qui a 20 ans, et qui est charmante. » George l'a vue naître et la considère déjà comme sa fille : « Lina n'est pas une nouvelle connaissance, il y a beau jour qu'elle est choyée et gâtée à Nohant. Maurice l'aime de tout son cœur... » Et comme d'habitude à ces annonces d'hyménée, « tout le monde est dans la joie. »

George oublia-t-elle d'expédier cette lettre, datée du 2 mai, à son amie? (le mariage devait avoir lieu pendant le courant du mois), Mme F. Buloz, le 20 mai, ne l'avait pas encore reçue. Ne l'avait-elle pas reçue? Ce mariage civil... (George écrivait au prince Jérôme : « Pas de prêtre! Nous sommes excommuniés, comme tous ceux qui, de fait ou d'intention, ont souhaité l'unité de l'Italie et le triomphe de Victor-Emmanuel; nous

nous tenons pour chassés de l'Église ») (1), ce mariage civil, dis-je, devait déplaire à la pieuse Mme F. Buloz, si traditionaliste, et quoique George ne lui soufflât mot de ces scrupules de libre pensée, Mme F. Buloz apprit que ce mariage n'avait pas été célébré à l'église. Aussi, le 20 mai, dans une lettre qu'elle écrit à George, elle s'étonne :

« On m'a dit que Maurice était marié ; êtes-vous à Nohant, êtes-vous venus à Paris pour la cérémonie, et vous tenez-vous sous un triple voile pour éviter les manifestations? Voilà ce que je ne sais pas, et ce que je voudrais savoir...

« Je suis bien aise que cette grosse affaire soit faite et que vous restiez dans votre calme habituel; je vois autour de moi des gens qui se marient et qui ont l'air si assommés de leurs préliminaires, que je me figure que pour vous le tracas n'est pas moindre, et que vous avez le visage et l'esprit à l'envers, comme M. Saint-Marc Girardin, chez qui nous allâmes hier signer au contrat de sa fille. Louise se marie jeudi, une autre amie le 30; une fois ces deux couples emballés, nous partons pour Ronjoux, où Buloz nous pousse par les épaules (2). »

Mme F. Buloz n'insiste pas davantage sur la question du mariage de Maurice; elle est d'ailleurs sur le point de quitter Paris avec sa fille; elle s'en plaint : « Plus que jamais la solitude exaspère Marie, qui cependant n'aime ni le monde, ni les cohues ; » mais « elle a besoin de cette distraction journalière, que lui amène la visite de quelques amis, la présence de ses frères, toutes choses qu'elle ne trouve pas au milieu de notre chartreuse. »

Louis Buloz se plaint à George des répugnances de sa sœur pour la campagne : « Marie ne prend de goût à rien, elle va jusqu'à trouver que les jasmins sentent la pommade. C'est une étrange fillette (3). »

« MADEMOISELLE LA QUINTINIE »

Vers cette époque, Octave Feuillet écrivait son roman de *Sibylle* (4) et confiait à F. Buloz : « Je m'étais posé un problème

(1) G. Sand, Correspondance, 11 mai 1862.
(2) Inédite.
(3) Collection S. de Lovenjoul, 20 juin 1862, f. 38, inédite.
(4) *Sibylle* parut dans la *Revue* des 15 août, 1er et 15 septembre, 15 octobre 1862.

qui était un vrai casse-tête. Toucher aux questions religieuses les plus hautes et les plus délicates sans offenser les susceptibilités légitimes, faire naître dans un cerveau d'enfant, sans invraisemblance, tous les doutes, toutes les répulsions, toutes les irritations que la religion mal entendue, mal pratiquée peut susciter, et faire de cette enfant la réformatrice de sa paroisse et de son curé, ce n'est pas, je vous assure, une tâche aisée : il faut peser chaque mot deux fois, et couper des cheveux en quatre et jongler avec des œufs sans les casser; voilà ma vie. C'est un odieux travail qui néanmoins me passionne, et que j'aime, parce qu'il produit peu à peu des résultats singuliers, dont j'espère un peu d'honneur pour la *Revue* et pour moi (1). »

Les scrupules d'Octave Feuillet nous paraissent à cette heure exagérés. Il lui semble avoir entrepris une tâche écrasante; pourtant *Sibylle* est un charmant roman romanesque, qui ne peut scandaliser personne.

George Sand le lut, y trouva un « grand talent, » mais déclara à F. Buloz que « ce catholicisme lui tapait sur les nerfs. » Elle trouve aussi que le temps est venu de « dire son mot contre le mensonge du siècle; » pour son compte, elle écrit un roman qui sera « tout le contraire de canonique, » F. Buloz le voudra-t-il recevoir? « Aurez-vous toujours la porte ouverte aux orthodoxes, et par hasard, la fermerez-vous aux libres esprits dans le roman? — Non, n'est-ce pas? » Et F. Buloz, par retour du courrier, la rassure; au fond, il est enchanté de l'initiative de George : fermer la porte aux libres esprits, lui? « Je vous sais gré de faire ce roman, et je serai très heureux de l'insérer dans la *Revue*. Cette fausse orthodoxie ne me plaît guère non plus. Ce n'est pas moi qui manquerai à l'attaque contre l'hypocrisie (2). »

George Sand écrivit, après cela, *Mlle la Quintinie*, et, sans nul doute, ce roman naquit des communes antipathies et des goûts partagés de George et de son directeur.

Depuis que celui-ci avait retrouvé son pays natal, il désirait que George consacrât un de ses ouvrages à la Savoie. « Il faut parler de nos montagnes... personne jusqu'ici ne l'a fait; » il revient souvent sur ce projet, c'est une de ses idées les plus chères. En outre, le directeur de la *Revue*, qui avait pris contact depuis quelques années avec la vie de province, demeurait

(1) Inédite, O. Feuillet à F. Buloz, 15 août 1862.
(2) Collection S. de Lovenjoul, f. 48, inédite.

stupéfait de certains usages quasi féodaux, de superstitions même, qui choquaient son bon sens, et révoltaient souvent son goût de justice et d'équité. L'homme d'action, qui suivait si passionnément le mouvement des idées, était frappé de l'inertie qui l'entourait. Enfin et par-dessus tout, il désirait entendre dénoncer l'ultramontanisme. Il y voyait un danger pour son pays, une menace même : il y a là matière à roman. Qui l'entreprendra, ce roman vengeur? Parbleu! ce sera George. Aussi a-t-il minutieusement décrit à l'auteur de *Lelia*, qui ne demande pas mieux que de l'entendre, l'influence occulte du clergé dans les familles piémontaises, dominant une société arriérée, fermée, une société de « hobereaux. » C'est le nom dont F. Buloz gratifie la petite noblesse du pays; ses préjugés, ses intrigues, ses prétentions, sa morgue, il les juge détestables.

Ainsi naquit *La Quintinie*. En outre, l'esprit indépendant de George la poussa à faire de son nouveau roman la contre-partie de *Sibylle*. En effet, au lieu du bon curé de campagne, simple, pur, mais ignorant, dont l'esprit est si fort au-dessous de celui de son élève, jeune héroïne attardée du romantisme, qui meurt de son amour mystique, voici un sombre prêtre, dominant de toute sa noirceur et de sa passion impure une pupille, plus indépendante que l'autre cependant, et possédant une dialectique intarissable. Comme celui de *Sibylle*, le fiancé de *Mlle La Quintinie* est libre penseur, mais tandis que la première convertit un peu rapidement son pécheur, qu'elle fait rentrer dans le giron de l'Église, l'héroïne de George Sand se libère de l'empire du prêtre maléfique, éclaire sa propre foi, et épouse l'athée, brave garçon dont le plus grand tort est d'ignorer le mystère du confessionnal; il laissera cependant sa femme libre de s'y plonger à son gré. Gageons qu'elle y fera de moins longues stations qu'au temps où le sombre abbé Moreali dirigeait son âme. Le roman de George est assez violent, et prend très souvent l'allure de la thèse. Les hardiesses de *Sibylle*, que craignait O. Feuillet, sont bien peu de chose à côté de celles de George, surtout quand on songe qu'elle les écrivit en 1861, alors que l'Impératrice était pieuse, et l'orthodoxie à la mode. Le fiancé de Lucie La Quintinie ne s'écrie-t-il pas : « La destinée de Lucie, l'influence qu'elle subit, se rattachent probablement par des fils innombrables à cette conspiration de l'esprit rétrograde, qui enlace la société pour longtemps encore de la base

jusqu'au faîte. Conquérir celle que j'aime, la disputer à une mortelle influence, la sauver, l'emmener avec moi dans la sphère de l'amour vrai... » Et encore : « Maudite, trois fois maudite soit l'intervention du prêtre dans les familles! Le prêtre qui, jeune ou vieux, honnête ou dépravé, nous enlève la confiance et le respect de nos femmes... »

Pendant que George écrit *La Quintinie*, le directeur de la *Revue* l'encourage, et George, en octobre 1862, promet son roman pour le 1er janvier de l'année suivante : « Il est déjà fort avancé, mais quelles dangereuses étrennes je vais vous donner là! Songez-y bien. Avec un gouvernement de bon plaisir et de caprice imprévu, vous risquerez un avertissement, même quand nous ferions beaucoup d'atténuations à mon premier jet. » Que Buloz réfléchisse bien quand il aura le manuscrit dans les mains, et s'il est convaincu alors de l'interdiction, eh bien! on ira faire éditer le roman à Bruxelles. « De grosses vérités, dures et blessantes pour la majorité des dévotes, sont venues se répandre sur mon papier. Ne pas aller au fond du mal m'est impossible, je le sens bien, je ne saurais pas effleurer le sujet, et l'effleurer ne servirait à rien. » Elle revient à *Sibylle*. « Mon livre en sera la contre-partie avec le même sujet. Le P. Feuillet sera ministre des Cultes, et nous serons tancés, honnis, maudits, attendez-vous à cela (1). » Et quelques jours plus tard : « On dira que je démolis la confession. Oui, je la démolis tant que je peux, et avec elle la dangereuse ambition d'influence du clergé, l'hypocrisie du siècle. Je ne touche pas à l'Évangile, mais je nie que les canons de l'Église soient articles de foi, cela se peut-il aujourd'hui (2)? » Et George raconte son sujet à F. Buloz. Qu'en dit-il? Se scandalise-t-il? Mais non : « Je ne vois rien dans l'idée de votre roman qui puisse tomber sous le coup de la loi, si l'on peut parler de loi dans le régime de la presse actuel. L'arbitraire seul, par les avertissements, peut vous frapper Mais c'est ce que vous saurez éviter dans la forme.

« Il n'y a que votre ancienne amie, l'Impératrice, qui peut, avec les tendances nouvelles qui prédominent de plus en plus, vous trouver un écrivain bien osé dans le roman. Mais là encore il faut vous donner le plaisir de tout dire dans le fond, sans donner de prise à nos seigneurs les cardinaux, qui ont grande

(1) 20 octobre 1862. Inédite.
(2) 2 novembre 1862. Inédite.

voix par là : vous voyez qu'on a beau faire des révolutions, ces Messieurs reviennent toujours sur l'eau (1). »

Enfin, en janvier, F. Buloz reçoit le manuscrit du nouveau roman de George Sand ; elle veut appeler ce livre : *Le roman d'un prêtre;* mais ce titre, F. Buloz ne l'approuve pas... « Je crois que l'autre était préférable : *Mlle La Quintinie* ne dit rien, n'éveille rien, et dans des choses *très parlantes,* un titre qui n'est pas trop significatif est ce qu'il y a de mieux. Celui-ci paraît dangereux, il éveillera tout de suite les ombrages et la susceptibilité du pouvoir et du parti clérical, qui sera trop heureux de mettre ses gens en campagne, et vous pensez bien qu'on nous sacrifiera sans hésiter à la haine des Papistes, on sera trop heureux de leur donner un os à ronger... » Le directeur de la *Revue* a encore deux observations à faire sur cette première partie :

« Ce ne sont pas les Capucins qui exploitent Haute-Combe (2), ce sont les Bénédictins de Citeaux. Gardez-vous de laisser cela : le clergé et les hobereaux de Savoie s'en serviraient contre nous. Il n'est pas exact non plus de dire qu'il n'y a pas à Haute-Combe des tombeaux réels, il y en a quatre ou cinq... le roi Charles-Félix y a été enterré en 1831... L'autre passage qui me paraît demander des modifications est celui-ci : ... *pourvu qu'elle préfère mon lit au confessionnal.* »

George se soumet à tous ces changements, et en premier, à celui du titre de son roman. Elle écrit à F. Buloz le 17 février 1863 :

« Mon cher Buloz, intitulez *Mlle La Quintinie* (pas *de* la Quintinie) et marchons. La première partie est pour ainsi dire sans inconvénient. Si la deuxième est dangereuse, à cause de la lettre du père d'Émile, on peut voir à reporter vers la fin une partie de ce qu'il dit là... on pourrait ainsi avancer beaucoup dans le roman, en laissant croire que l'on recommence *Sibylle,* et ce serait drôle; allez donc de l'avant, puisque vous avez bon courage... Pour moi, je ne me dissimule pas les injures et les insultes qui tomberont sur moi. J'y suis fort habituée, Dieu merci, et le plus ou moins ne m'ôte pas l'appétit. J'ai

(1) 12 novembre 1862. Collection S. de Lovenjoul, f. 59, inédite.

(2) Abbaye de Hautecombe, sur le lac du Bourget. Cette abbaye contient les sépultures des rois de Sardaigne, elle est demeurée la propriété de la couronne d'Italie après l'annexion.

un grand bonheur, c'est d'être arrivée avec l'âge à des convictions aussi fortes, que mes doutes d'autrefois étaient profonds et douloureux. J'ai donc acheté mes croyances après des souffrances intérieures qui me donnent le droit de tenir à ce que je tiens. Vous êtes arrivé aussi, avec l'âge, à sentir qu'une *Revue* est une mission bien plus qu'une affaire, et bien qu'en politique, et en critique d'art, je ne sois pas toujours de l'avis de vos écrivains, je sais à présent qu'il y a un terrain commun où peuvent marcher tous ceux qui croient au progrès. L'Empire, en nous faisant reculer sous beaucoup de rapports, nous a fait avancer de beaucoup sur ce terrain-là. Il a grandement simplifié les questions pendantes, sachons en profiter. J'ai lu hier soir avec Manceau l'article de M. Laveleye (1). Il est très vrai et très habilement fait. Malheureusement, quand on fait du roman, on ne peut pas être si prudent et si fort de décision calme. Le roman veut de la chaleur et de la passion... Quant au critique de *Salambô* (2), il est savant et ingénieux, mais il se trompe. Nul ne peut imposer arbitrairement son goût, et rien ne me persuadera que *le silence qui remplit Mégare*, ne soit pas une chose belle et grande. Il y a des appréciations personnelles qui ne se démontrent pas, ou qui tournent contre le démonstrateur... »

George reproche en général aussi à la critique de la *Revue* d'être « éreinteuse ; » la critique a hérité cela de Planche : que n'a-t-elle hérité encore de ses côtés enthousiastes? George reconnaît de l'honnêteté à cette critique, de la science, du talent. C'est beaucoup, à coup sûr, ce n'est pas assez, il lui faudrait de la vie : « sa véritable mission, c'est de donner la vie, et non de l'ôter. »

Quant à Flaubert, il n'est pas son ami ; elle le connaît à peine, mais elle déclare que c'est un homme « original et fort, » pourtant rien n'est plus différent de sa manière que la sienne, et elle ne sait rien de ces questions d'école, si école il y a... « Ce qu'il y a de certain, depuis qu'il existe une littérature au monde, c'est qu'il y a un aspect réaliste, et un aspect idéaliste dans toutes choses. L'un *vaut absolument* autant que l'autre dans les mains de qui sait s'en servir, et tout le monde est

(1) *La crise religieuse au XIXe siècle*, par E. de Laveleye, *Revue* du 15 février 1863.
(2) Saint-René Taillandier.

libre de choisir. Il est vrai que pour relier cette antinomie, il y a un troisième terme, dont aucun critique ne se préoccupe, et ne paraît se douter. C'est pour cela, que *la critique* n'existe pas encore et fait généralement plus de bruit que de besogne. Si vous pouviez mettre la main sur *la vraie*, vous feriez une fière trouvaille, et une révolution en littérature. Mais où la pêcher? Je ne saurais vous dire. Avec la réflexion pourtant, vous verriez bien pourquoi, avec tant de talent et de savoir, les critiques ne font que donner des coups d'épée dans l'eau (1)? »

F. Buloz, qui n'aimait guère le régime impérial, devait relever les remarques de son correspondant, touchant le progrès que l'Empire imprimait à certaines questions. « Voyez comme ce régime nous abêtit, » s'écrie-t-il, à son tour. « En relisant l'épreuve de cette première partie (2), je me surprenais à chaque instant dans des craintes vagues, et poignantes cependant... A propos de cette première partie, l'idée et les tendances se posent, de façon à ne laisser aucune méprise. Jamais autrefois de pareilles inquiétudes ne m'auraient même traversé l'esprit. Où l'Empire nous fait-il donc reculer? Au delà de la Restauration et des Congréganistes... Ce qu'il y a de plus décourageant dans le régime impérial, c'est qu'il enlève tout ressort à l'esprit, et prend sous sa protection les plus vilains côtés de l'homme, la peur et l'hypocrisie... N'est-ce pas à faire désespérer du pays? Je trouve que la *Revue* n'ose pas assez, et cependant on la trouve, et on me trouve téméraire... Vous me dites de très bonnes choses aussi à propos de la critique. Je sens comme vous ce qui nous manque... Mais où trouver ce qui manque, comment l'édifier avec ce jeune monde si faible, qui vient, qui n'a ni courage ni enthousiasme (3)? »

Et *Mlle La Quintinie?* Fut-elle réellement une cause de scandale?

Le 5 avril, F. Buloz écrit de Savoie : « Le monde antique et suranné de Chambéry n'est pas content, mais je n'y fais pas attention (4). » « A Paris jusqu'ici on s'aperçoit seulement que c'est la seconde partie de *Sibylle*, et une réponse à M. Feuillet... »

Il est vrai que le directeur de la *Revue* surveillait les épreuves

(1) Collection S. de Lovenjoul, 17 février 1863, f. 159. Inédite.
(2) *Mlle La Quintinie.*
(3) Collection S. de Lovenjoul, F. 80. Inédite.
(4) Collection S. de Lovenjoul, F. 90, Inédite.

de George et, prudemment, faisait en son nom des suppressions. Il lui écrit le 15 mars, par exemple : « La prudence... m'a fait un devoir de *vous enlever* deux ou trois mots et quatre lignes qui n'auraient pas passé certainement (car il craint de ne pouvoir échapper, lui, la *Revue* et *La Quintinie*, à « l'ennemi »). Il s'agit de l'endroit où vous dites : « Vous arriverez si vous êtes de bonne foi à embrasser la totalité du clergé dans un réseau de douleurs, de rages, de hontes ou de désespoirs. » « Après avoir parlé des *vices immondes*, on ne manquera pas, me disait notre avocat, de vous poursuivre sous l'accusation d'outrage public à la religion et au clergé. J'ai donc dû ôter ces lignes. »

Pourtant, dira-t-on, George, par le prince Jérôme, pouvait compter sur l'appui du Gouvernement; l'Impératrice elle-même n'avait-elle pas donné à l'écrivain des marques de bonté? Écoutez George : « Nous sommes aux mains de la fantaisie gouvernementale du moment. » Elle conte qu'au temps de *Daniella* (1) elle reçut un avertissement dans *la Presse*, ce qui n'empêcha pas About de publier son livre, et le prince Napoléon de « dire quarante fois plus » qu'elle après coup.

Genève commença de s'émouvoir avant Paris, et Victor Cherbuliez, qui est en Suisse, écrit au Directeur de la *Revue :* « *Mlle La Quintinie* a fait une grande sensation à Genève... On dispute pour et contre avec acharnement, l'œuvre est puissante et remue bien des idées. Qu'en pense M. Octave Feuillet ? » — F. Buloz affirme qu'actuellement à Paris l'impression est la même, « on admire et on maudit. Il y a des catholiques qui foulent les numéros de la *Revue* aux pieds; les autres la recherchent avec avidité... (2). »

(1) *La Daniella*, 1857. La plus grande partie du dernier feuilleton, qui valut un avertissement au journal *La Presse*, n'a jamais été réimprimée. (*Étude bibliographique sur les œuvres de George Sand* par le vicomte S. de Lovenjoul, 1914).

(2) « Michelet a été très loin dans son livre du *Prêtre*, mais il faisait le plus souvent l'histoire des événements réels, se bornant à énoncer les inconvénients du confessionnal; puis son livre a paru en 1845, sous un régime de presse libre... Il l'a fait reparaître en 1861, avec une préface nouvelle assez vive, et on n'a rien fait contre lui, il est vrai, mais c'était une réimpression, et la coalition cléricogouvernementale n'était pas née. » (F. Buloz. Correspondance avec G. Sand, inédite. *Collection S. de Lovenjoul.* F. 63.)

MARIE-LOUISE PAILLERON.

(A suivre.)

L'ŒUVRE DE LA FRANCE EN SYRIE

II. — LE GÉNÉRAL GOURAUD ORGANISATEUR (1)

C'en est fini des développements politiques et des narrations militaires qui ont mis en relief dans la première partie de cette étude toutes les difficultés rencontrées hier au Levant par la France. Abordons maintenant le problème administratif et économique, en signalant les résultats déjà acquis et en indiquant ceux que l'avenir permet d'escompter.

L'exposé sera fait, d'abord, pour la Syrie, dotée du mandat français, et dans laquelle nous entreprenons avec les populations locales une œuvre continue de collaboration. Il sera fait ensuite, séparément, pour la Cilicie, laissée par le traité de Sèvres à la souveraineté ottomane.

VI. — L'ŒUVRE FRANÇAISE AVANT LE MANDAT

Sans doute, le succès de Damas fut, en Syrie, le rayon qui dissipa tous les nuages et permit enfin d'apporter à nos travaux une clarté française. Mais, dès l'armistice de 1919, notre corps d'occupation s'était mis à l'œuvre. Il n'avait que des moyens modestes et une situation peu favorable, puisque le régime d'armistice comportait le maintien pour le « Territoire occupé » de l'organisation générale que possédait le pays sous le régime ottoman.

Les résultats obtenus furent néanmoins appréciables : ils font

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

le plus grand honneur à M. Georges Picot, dont l'action politique a inspiré les mesures que les officiers du colonel de Piépape et du général Hamelin ont heureusement réalisées. Le plus brillant des artisans dans cette tâche d'organisation fut M. le sous-intendant colonial Copin, alors administrateur en chef de la zone Ouest, et qui devait, un an plus tard, donner toute sa mesure comme chef des services administratifs du Haut-Commissariat du général Gouraud.

L'armée alliée victorieuse suivit pas à pas la débâcle turque. Elle trouva le pays ruiné. Beyrouth, jadis prospère, comptait 50 000 indigents; rien que dans le Liban, 300 000 montagnards étaient morts de faim. Notre première œuvre dut donc être une œuvre de charité. Les stocks de blé accumulés par les accapareurs turcs furent jetés sur le marché, des chantiers ouverts, des asiles d'enfants créés. Le ravitaillement normal du pays fut réorganisé. C'est ainsi que la famine put être conjurée, et nombre de malheureux sauvés. Notre assistance dut se prolonger tant que dura la présence de Feyçal et que les bandes encouragées par lui désolèrent le pays.

Mais l'avenir ne pouvait être assuré que par la remise en valeur du sol. L'occupation française organisa donc des distributions de semences. Aussi l'on récoltait, en zone Ouest, dès 1920, 80 000 tonnes de blé, 33 000 de maïs et plus de 100 000 d'orge. La culture du mûrier et la production du ver à soie reprirent également, ainsi que l'élevage.

L'Administration française favorisa la restauration du commerce syrien, et, dès avril 1920, le port de Beyrouth donnait 9 500 tonnes à l'importation, et 1 000 à l'exportation. Le réseau routier fut remis en état et amélioré, d'importants travaux urbains furent entrepris.

Quinze écoles seulement fonctionnaient le 1er janvier 1919. Au 1er mai 1920, on enregistrait déjà des chiffres éloquents : 1 351 écoles ouvertes en Syrie, dont 941 pour la zone Ouest. Elles comprenaient 279 écoles officielles et 662 écoles privées. En même temps, l'organisation méthodique de tout le système scolaire était préparée par le service de l'instruction publique du Haut-Commissariat.

De même, les œuvres d'assistance étaient reprises à notre retour, les hôpitaux rouverts à Beyrouth, à Tripoli, à Latakieh, à Saïda. On vit renaître, en outre, rapidement, de nombreux

orphelinats, des asiles et des ouvroirs pourvus d'ateliers d'apprentissage. Enfin, le service de santé fut complètement assuré dans les villes par la création de médecins de quartier, d'inspecteurs urbains et d'équipes pour la lutte anti-paludique.

Notre contrôle judiciaire eut fort à faire pour réorganiser des services que les magistrats turcs avaient fait fonctionner dans des conditions précaires, puis entièrement abandonnés lors de notre arrivée. Un triage sérieux fut donc opéré parmi les magistrats, et tout mis en œuvre pour relever le niveau du personnel judiciaire. Une Cour de cassation fut créée, un ordre des avocats constitué, un casier judiciaire organisé et des dispositions législatives prises concernant le moratorium, les loyers et l'amnistie pour tous les crimes et délits de droit commun et politiques commis avant l'arrivée des Français.

Il faut noter, enfin, qu'en dehors même de la zone que nous occupions, nos œuvres avaient secouru également la « zone Est » occupée par les soldats de l'émir Feyçal, et dans laquelle les nôtres n'avaient pas le droit de pénétrer. Du 1er janvier 1919 au 1er mai 1920, 162 écoles privées étaient ouvertes en zone Est, où nous entretenions ou aidions, à Damas, un grand hôpital, un orphelinat, deux dispensaires, deux orphelinats et des ateliers d'orphelins.

Ainsi, dès le retour de la France dans le pays, qui lui était déjà tellement attaché avant la guerre, celle-ci a su manifester sa présence par tout le bien dont le pays profita dès ce moment.

Ce n'était d'ailleurs qu'un début, puisque nos services n'avaient encore pu être organisés et fonctionner dans des conditions satisfaisantes. Il en sera différemment quand le succès de Damas aura donné au général Gouraud la possibilité de prendre en mains, d'une façon complète, l'organisation du pays sur lequel notre mandat est, depuis le mois de mai 1920, officiellement reconnu.

VII. — L'EXPLOITATION DU SUCCÈS DE DAMAS

On sait dans quelles conditions nous étions entrés à Damas, à la suite du combat du 24 juillet, et comment ce succès avait été suivi de l'occupation d'Alep et des autres villes de l'intérieur. Mais, cela ne pouvait, du jour au lendemain, assurer l'ordre dans l'ensemble du pays, ni nous donner toute sa con-

fiance. Fort d'un prestige nouveau, le général Gouraud avait à triompher des dernières hésitations à venir à nous. A la politique d'attraction qui devait ramener progressivement les milieux musulmans, dut s'ajouter dans des cas isolés la réduction par la force de résistances locales. Ainsi fut faite la pacification du Hauran, la plaine fertile du Sud de Damas qui est habitée par des Musulmans et qui conduit à la montagne des Druzes.

Cette région avait été troublée par les intrigues de Feyçal qui, à son départ de Damas, et avant de gagner la zone anglaise de Palestine, où il devait trouver un asile sûr, s'était arrêté à Déraa, et avait tenté d'y soulever le pays contre nous. Un mouvement limité répondit à ces excitations. Le 20 août, le train qui transportait à Déraa deux des membres du nouveau gouvernement de Damas, qui voulaient user de leur influence pour rétablir le calme, était attaqué à la gare d'El Gazhalé par un groupe de rebelles, et les deux ministres étaient tués. A cette nouvelle, tout le Hauran s'agitait, et une colonne française, qui avait reçu la mission de rétablir l'ordre et de châtier les coupables, était reçue à coups de fusil à peu de distance de Damas. Un effort militaire plus large fut alors développé, et notre colonne put gagner du terrain vers le Sud, en rétablissant la voie ferrée au fur et à mesure de son avance : elle battit et dispersa les Bédouins qui demandèrent l'aman. Le 22 septembre, elle s'installa à Déraa, achevant la pacification de tout le pays au Sud de Damas.

Dans la région d'Alep, en dehors de la partie Nord du pays dont il a été fait déjà mention à propos d'Aïntab, l'ordre était encore troublé, à l'Ouest d'une part, et à l'Est d'autre part.

A l'Ouest, on subissait la grave difficulté de ne pouvoir correspondre avec la côte, ce qui avait l'inconvénient de laisser à Alep des stocks disponibles pour les accapareurs, de faire monter les prix, et d'immobiliser une quantité de denrées qui auraient été fort nécessaires ailleurs. Grâce à l'action politique et militaire exercée par le général de Lamothe, les relations commerciales entre Alep et Alexandrette purent bientôt être rétablies. Les caravanes circulent aujourd'hui librement d'une ville à l'autre, et les populations témoignent aux autorités françaises leur reconnaissance d'avoir réussi à abattre une barrière que l'hostilité et les intrigues de Feyçal avaient élevée à leur plus grand dommage.

A l'Est, c'était la menace de groupements rebelles contre lesquels il fut fait appel à la fidélité de tribus amies, répondant au titre général d'Anezeh, et dont le grand chef, Moudjem Bey, avait témoigné depuis longtemps sa fidélité à la France. Aidé par une mission française, il entreprit la pacification de tout le territoire bédouin, parcouru par les tribus nomades, qui s'étend entre Alep et la région de l'Euphrate. Après une période de préparation méthodiquement assurée à Alep, il s'est mis en route vers l'Euphrate qu'il a descendu jusqu'à Deïr El Zor, où il s'est installé le 13 octobre. L'accueil fait au grand chef Bédouin a été enthousiaste, car, après tous les désordres que le pays venait de subir, les populations étaient heureuses de voir la garantie française donnée à leur sécurité. En l'honneur de l'arrivée de Moudjem Bey, les autorités locales organisèrent une réception « à l'européenne » au cours de laquelle la musique municipale joua de toute la force de ses cuivres un air célèbre, mais inattendu sur l'Euphrate : « Viens, Poupoule. »

Enfin, le massif montagneux des Ansarieh, qui s'étend le long de la côte, à l'Est de Lataquieh, l'ancienne Laodicée, demeure encore le repaire de bandes poursuivies par nos colonnes.

L'accomplissement de ces tâches complémentaires devait assurer à notre organisation une base suffisante pour étendre progressivement l'ordre à l'ensemble du pays. Mais, avant même le développement de ces succès, notre désir de faire évoluer le pays vers une forme politique et administrative conforme à nos aspirations s'était déjà affirmé.

VIII. — LES NOUVEAUX ÉTATS DE LA SYRIE

C'est au Liban que nous comptions, en Syrie, nos plus vieux et nos plus solides amis. C'est donc en ce pays que le général Gouraud, agissant au nom de la Puissance mandataire, voulut créer le premier État de la Syrie nouvelle. C'était donner satisfaction à un désir traditionnel et sacré, animant depuis tant d'années les populations libanaises si jalouses de leur indépendance pour laquelle elles avaient déjà beaucoup souffert. Pour comprendre toute la force de leurs espoirs, que l'on se reporte au fait si touchant qui a été maintes fois rapporté. Le grand patriote libanais, Joseph Caram, qui avait consacré toute sa vie

"REVUE DES DEUX MONDES"

CONFINS MILITAIRES
GOUVERNEMENT D'ALEP
GOUVERNEMENT DE DAMAS
MÉSOPOTAMIE
IRAK
PERSE
TERRITOIRE DES ALAOUITES
GRAND LIBAN
PALESTINE
Désert de Syrie
Adana
Tarse
Mersine
Sis
Kozan
Marache
Aïn Tab
Biredjik
Ourfa
Mardin
Nissibin
Djeziret ben Omar
Mossoul
Koï Sandjak
Souleïmanieh
Kerkouck
Samara
Bagdad
Kerbela
Hilleh
Asisieh
Alexandrette
Antioche
El Amouk
Alep
Djerablous
Killis
Idlib
Meskene
Rakka
Ras el Aïn
Tell Abiad
Latakieh
Tartous
Tripoli
Beyrouth
Sidon (Saïda)
Tyr
St Jean d'Acre
Haïffa
Naplouse
Hama
Homs
Palmyre
Damas
Deir ez Zor
Meyadin
Ali bou Kemal
Anah
Hit
DJ. DRUSE
HAURAN
Bosra
DJ. RATOUS
Euphrate Fl.
Tigre Fl.
N. Tartar
0 50 100 200 300 Km.
Comdt P. Pollacchi

LES NOUVEAUX ÉTATS DE LA SYRIE

à revendiquer et à défendre l'indépendance de son pays contre les Turcs, disait à son fils à son lit de mort : « Mon fils, quand les soldats Français reviendront au Liban pour achever de nous libérer, vous courrez à ma tombe et m'appellerez de toutes vos forces en me disant : Ils sont revenus. » Les descendants de Joseph Caram, demeurés nos amis, ont pu aller lui faire cette confidence sacrée, puisque c'est à notre retour que le Grand Liban a été constitué par les Français.

Au lieu de la montagne de roc où les Turcs avaient cantonné le peuple libanais, c'est un pays tout entier qui forme le nouvel État. Il a été défini le 1er septembre 1920 par le général Gouraud, au cours de la proclamation solennelle de l'État du Grand Liban qu'il a faite, à Beyrouth, en ces termes qu'il faut rappeler :

Au pied de ces montagnes majestueuses qui ont fait la force de votre Pays, en demeurant le rempart inexpugnable de sa foi et de ses libertés ;

Au bord de la mer légendaire qui vit les trirèmes de la Phénicie, de la Grèce et de Rome, qui porta par le monde vos pères à l'esprit subtil, habiles au négoce et à l'éloquence, et qui, par un heureux retour, vous apporte la consécration d'une grande et vieille amitié et le bienfait de la Paix Française ;

Par devant tous ces témoins de vos espoirs, de vos luttes et de votre victoire, c'est en partageant votre joie et votre fierté que je proclame solennement le Grand Liban, et qu'au nom du Gouvernement de la République Française, je le salue dans sa grandeur et dans sa force, du Nahr-El-Klébir aux portes de Palestine et aux crêtes de l'Anti-Liban.

C'est le Liban, avec sa montagne où bat le cœur chaud de ce pays, avec la fertile Békaa, dont l'inoubliable journée de Zahlé a consacré l'union réparatrice ;

Avec Beyrouth, port principal du nouvel État, siège de son gouvernement, jouissant d'une large autonomie municipale, possédant son statut budgétaire et une municipalité à pouvoirs étendus relevant directement de la plus haute autorité de l'État ;

Avec Tripoli, pourvue elle aussi d'une large autonomie administrative et budgétaire, s'étendant à sa banlieue musulmane ;

Avec Sidon et Tyr, au passé fameux, qui, de cette union à un grand pays, tireront une jeunesse nouvelle :
Voilà la Patrie que vous venez d'acclamer.

Il faut avoir assisté à cette journée, désormais mémorable dans tout le Levant, pour comprendre quelle put en être la portée dans un pays d'enthousiasme, préparé par une longue attente à une indépendance toujours retardée et réalisée enfin grâce aux Français. L'enthousiasme fut unanime quand le général Gouraud, dans le beau décor qu'il avait décrit lui-même aux premiers mots de sa proclamation, a salué au son des dernières salves d'honneur, que répercutait la montagne libanaise, le nouveau drapeau tricolore du « Grand Liban, » aux couleurs françaises enveloppant dans leurs plis le cèdre national.

En même temps que la proclamation du « Grand Liban, » le Haut-Commissaire avait promulgué des instructions arrêtant provisoirement le statut politique et administratif dont le nouvel État était doté. Le pays se trouve ainsi divisé en quatre Sandjack : le Liban Nord, le Mont-Liban, le Liban Sud, la Bekaa, et deux municipalités autonomes : Beyrouth et sa banlieue, Tripoli et sa banlieue.

Beyrouth est la capitale du Grand Liban. Le pouvoir exécutif est provisoirement délégué par le Haut-Commissaire à un fonctionnaire français, portant le titre de Gouverneur du Grand Liban. Auprès de ce fonctionnaire, sont placés les services généraux de l'État, qui ont à leur tête des fonctionnaires libanais, assistés eux-mêmes de conseillers techniques français. En attendant qu'un recensement exact de la population ait permis de procéder à des élections régulières, une Commission administrative provisoire est placée auprès du Pouvoir central avec des attributions équivalentes à celles de l'ancien Conseil administratif du Liban, créé par le règlement organique de 1864. Il comprend 15 membres, désignés proportionnellement à l'importance numérique de chacune des sectes religieuses du Liban.

On peut signaler, en passant, à quelles difficultés se heurte l'autorité française dans des pays d'une telle complexité de races et de religions, où elle apporte le désir profond de respecter toutes les traditions et toutes les croyances, où elle est obligée de compter avec la multiplicité des intérêts et avec des rivalités séculaires que les Turcs avaient soigneusement entretenues

dans ce pays afin d'y régner mieux. Énumérons, seulement pour en donner une idée, le titre des confessions principales représentées dans l'État du Grand Liban. Elles comprennent : les Maronites, les Grecs-orthodoxes, les Grecs-catholiques, les Latins, les Syro-catholiques, quelques Arméniens de quatre rites, des Assyro-Chaldéens de quatre rites également, les Protestants, les Israélites, les Musulmans Sunnites et autres, les Chiites, les Druzes, les Alaouites, les Ismaïlieh.

L'administration locale est exercée dans les Sandjack par un moutessarif ayant, auprès de lui, une Commission administrative locale et assisté d'un conseiller français. Il subsiste, comme sous le régime turc, un Caïmakan dans chaque Caza et un Moudir dans le Moudirieh, qui est la plus petite circonscription administrative. Tous ces fonctionnaires sont Libanais.

Le nouvel « État de Damas » fut créé après celui du Grand Liban. Quelques jours après l'occupation de la ville par ses troupes, le général Gouraud avait fait son entrée à Damas, qui, plusieurs fois assiégée par les Croisés, n'avait jamais été prise.

L'organisme nouveau était édifié sur les ruines du royaume chérifien de Feyçal, dans une forme beaucoup plus modeste, et répondant exactement aux aspirations des populations locales.

Le nouvel État de Damas a sensiblement la même composition que l'ancien vilayet turc, dit de Syrie ou de Damas. Toutefois, il est amputé au Sud de régions n'entrant pas dans la zone du mandat francais, et, à l'Ouest, des territoires de Hasbeya, Racheya, Bekaa et Baalbeck qui, conformément aux volontés populaires, ont fait retour au Grand Liban. De même, le Caza de Massyaf ou Omranié a été incorporé, pour des raisons ethniques, dans le territoire des Alaouites. Ainsi, le gouvernement de Damas comprend actuellement trois Sandjack qui sont ceux de Hama, Homs, Damas. En outre, le territoire du Hauran, habité par les Druzes, est rattaché à l'État de Damas sous la réserve de garanties spéciales d'autonomie. Il en est de même des tribus bédouines nomadisant dans le désert de Syrie, à l'Est de Damas, et qui reçoivent une organisation appropriée à leur mode spécial d'existence. Le pouvoir exécutif est détenu par un haut fonctionnaire Syrien portant le titre de Gouverneur de l'État de Damas. Il est assisté de directions correspondant aux anciens ministères du régime de Feyçal et dont les titu-

laires sont réunis en un Conseil de Direction. Un Conseil d'État assiste, en outre, le chef du pouvoir exécutif. Auprès de ce dernier est placée une mission française, dirigée par un délégué du Haut-Commissaire et composée de techniciens qui assistent de leurs conseils les membres du gouvernement.

Le fonctionnement de ce système a donné, jusqu'ici, les meilleurs résultats. Il existe, à Damas, une véritable élite intellectuelle, parmi laquelle ont été recrutés les membres du gouvernement local, qui présentent les plus sérieuses garanties au point de vue de leur instruction générale et administrative. Il faut considérer, en effet, que Damas est une immense ville moderne de plus de 200 000 habitants, très frottée d'européanisme. Une grande partie des habitants a voyagé et des relations constantes sont entretenues avec la colonie syrienne d'Égypte, qui constitue, elle aussi, une élite de la population syrienne.

Alep avait manifesté, dès la création de l'État de Damas, une tendance très nette à en être séparée politiquement et administrativement. C'est au vœu unanime des populations musulmanes et chrétiennes que le Haut-Commissaire dut, au nom de la Puissance mandataire, prononcer la création du nouvel « État d'Alep. » Celle-ci fut consacrée par une visite du général Gouraud qui fut reçu le 14 septembre par les représentants du nouvel État, auquel il apportait son organisation. Celle-ci répond au désir exprimé par les populations et à leurs intérêts propres.

Alep est l'un des plus grands marchés de l'Asie occidentale. Centre d'un bassin fertile dont toute la richesse sera exposée au cours même de cette étude, il est le point d'aboutissement des routes commerciales les plus importantes du pays, qui, de Cilicie, se dirigent aussi bien vers Damas que vers l'Arménie, la Mésopotamie et la Perse. Plus largement encore, nœud vital des communications du pont transcontinental que représente la Turquie d'Asie entre l'Afrique et l'Europe orientale, Alep est le point de bifurcation du célèbre chemin de fer de Bagdad, qui doit courir vers l'Est jusqu'aux Indes, tandis que la ligne qui part d'Alep vers le Sud, rejoint le réseau d'Égypte et le Transafricain britannique du Caire au Cap. Vers le Nord, les voies ferrées aboutissent en face de Constantinople sur la rive du Bosphore, qu'il suffit de franchir pour trouver la possibilité de communications avec toute l'Europe occidentale.

On peut imaginer le développement qu'une situation pareille réserve à l'État et à la ville d'Alep, d'où la route est libre vers Mossoul, dont les pétroles doivent un jour faire la richesse du port voisin d'Alexandrette. L'accès est plus libre encore vers le vaste hinterland situé entre les deux grands fleuves de l'Oronte et de l'Euphrate, et dont à peine quatre et demi pour cent de la surface exploitable est cultivé, alors qu'un système d'irrigation, déjà ébauché, permettra dans l'avenir une mise en valeur intensive. On comprend ainsi l'ardeur des habitants d'un tel pays à veiller sur la forme politique, administrative et économique qu'affectera sa constitution.

Pour la réaliser heureusement, ils ont mis tout leur espoir en la France. L'accueil qu'ils ont fait au général Gouraud en a témoigné. Évoquons-en ici le souvenir.

A son arrivée par la gare allemande du Bagdad, le Haut-Commissaire est reçu par le général de Lamothe, commandant la division d'Alep, par le nouveau Gouverneur, ancien général de division turc, qui a mis son expérience au service de son pays libéré. Puis c'est le cortège, à la fois symbolique, touchant et pittoresque, de tous les représentants des différentes confessions et des diverses races, dont les chefs sont là pour accueillir le représentant de la France. Voici les ulémas, savants musulmans aux turbans blancs ou verts, les célèbres derviches tourneurs avec leurs hauts feutres bruns cylindriques, les patriarches chrétiens aux larges barbes blanches et aux croix d'or, les ministres de tous les cultes qui, oubliant leurs querelles, sont venus saluer l'envoyé de la France. Les tribus Anezeh sont représentées par leur chef, Moudjem Bey, reconnaissable à sa grande robe de soie noire et or, et que suivent ses cavaliers. Le général Gouraud lui remettra, en témoignage de loyale amitié, la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

Le Haut-Commissaire est acclamé sur son parcours à travers la ville pavoisée, qui salue aussi l'amiral De Bon, commandant en chef l'escadre de la Méditerranée orientale. Tous les représentants de la population alépine donnent une nouvelle preuve du désir universel d'union et de travail, en se réunissant le jour même au grand Sérail, dans la magnificence d'un décor dont la vieille citadelle d'Alep forme le fond. Elle est la ruine grandiose d'une forteresse sans cesse reconstruite par les différents conquérants qui occupèrent le pays, de l'antiquité à la domination

arabe et jusqu'aux Croisés, qui élevèrent là un château fort, au lieu même de l'ancien Oppidum.

Alors, l'âme d'un peuple fier de sa liberté passe dans les discours prononcés. Successivement, le Vali, le Kadi, le Patriarche Syrien-catholique, expriment leur reconnaissance envers la France qui délivre leur pays du fanatisme et des exactions du régime précédent. Ils proclament leur désir de voir la région devenir prospère par la création de routes, la construction de lignes de chemins de fer, l'établissement d'irrigations et la réalisation d'un port qui assurera par Alexandrette, à tout le pays, le débouché et l'accès dont il a besoin.

Dans sa réponse, digne de la grandeur du cadre, le général Gouraud conclut en précisant quelle sera l'œuvre de la France dans ce pays, où elle doit seulement être « l'amie et le guide » des populations locales, pour les aider à achever leur éducation politique et administrative, et leur permettre de réaliser la prospérité économique à laquelle elles aspirent.

Le nouveau Gouvernement d'Alep s'étend de la Méditerranée à l'Euphrate, et à son affluent de gauche, le Khabour. Il est limité au Sud, par l'État de Damas. Au Nord et à l'Est, il touche à une zone de Confins Militaires dans laquelle la pacification est encore insuffisante pour qu'il y soit déjà réalisé une organisation administrative locale.

Le territoire comprend les trois Sandjack d'Alep, d'Alexandrette et de Deïr-El-Zor. L'organisation est analogue à celle de l'État de Damas. Le Gouverneur local, chef du pouvoir exécutif, est assisté d'une série de directions administratives qui comprennent jusqu'ici l'Intérieur et la Police, les Finances, la Justice et les Wakoufs (biens religieux), les Travaux Publics, Postes et Télégraphes, les Services économiques, la Gendarmerie, et les Milices. Le Haut-Commissaire est représenté auprès du Gouvernement par un délégué qui est actuellement le général de Lamothe et qu'assiste un secrétaire général civil. Comme à Damas, des conseillers techniques français collaborent avec les directeurs syriens et les chefs de l'Administration locale dans l'exercice de leurs fonctions. Le Conseil du Gouvernement comprend le Gouverneur, les Directeurs des Services généraux, les Chefs religieux, deux membres par Sandjack, et le Président de la municipalité de chacune des villes d'Alep, d'Alexandrette et d'Antioche. Ce conseil examine le budget, l'établit

et le contrôle. En outre, une Commission administrative siège sous la présidence du Gouverneur. Elle est composée des directeurs des Services généraux, des conseillers français et d'un des délégués de chaque Sandjack au Conseil du Gouvernement. Étudiant également le budget, elle exprime son avis sur les entreprises d'intérêt public, les projets d'adjudication et toutes les questions soumises par le Gouverneur. L'organisation intérieure du Sandjack et du Caza est conforme aux institutions turques déjà rappelées. Les tribus bédouines stationnées dans la partie Est du gouvernement d'Alep, continuent à être administrées selon leurs traditions. Des officiers du Service des Renseignements sont placés auprès de leurs chefs pour leur servir de conseillers.

Les populations de la région Alaouite forment en Syrie un groupement particulier. Elles professent une religion imparfaitement connue, et très différente de la religion musulmane. Les Alaouites sont disciples du gendre de Mahomet, Ali, de qui ils tiennent leur nom, et qu'ils considèrent comme le dernier prophète. Ils sont très fanatiques, hostiles même aux Musulmans, et mènent dans leurs montagnes une existence rude. Ils ont toujours été pour les populations chrétiennes des voisins redoutés.

Ils sont principalement établis dans la montagne Ansarieh, qui s'étend parallèlement à la côte, de Latakieh à Tripoli. Leur organisation est féodale. La masse de la population ignorante est dirigée par les chefs belliqueux qui poursuivent entre eux de traditionnelles rivalités. Ils ont, presque de tout temps, échappé à la tutelle turque. Ils représentent, avec les Bédouins du désert de Syrie, les éléments syriens les moins avancés dans la voie de l'évolution. Leur situation particulière qualifiait les Alaouites pour former, dans l'ensemble de la Syrie nouvelle, un groupement distinct.

L'Administration du « territoire autonome des Alaouites » est confiée à un officier français. Ce territoire comprend les deux Sandjack de Latakieh et de Tartous. L'Administrateur du territoire représente le Pouvoir exécutif. Il est assisté d'adjoints et de conseillers techniques français. Il établit le budget du territoire et le soumet au Haut-Commissaire. Il approuve les budgets locaux. Les services techniques sont actuellement rattachés aux directions suivantes : Finances, Travaux Publics et Postes et

Télégraphes, Hygiène et Assistance Publique, Justice et Wakouf. L'Administrateur est assisté d'une Commission administrative de douze membres, comprenant sept Alaouites, deux Chrétiens, deux Musulmans Sunnites et un Ismaïlieh. Cette Commission est entendue à titre consultatif sur les affaires administratives, financières et économiques du territoire. L'Administration locale, dans l'intérieur des Sandjack, est conforme au type déjà défini.

L'organisation ainsi assurée aux différents États de Syrie ne peut avoir un caractère définitif. Elle a été faite très souple de façon à pouvoir se prêter à l'évolution progressive du pays et à s'adapter le mieux possible aux exigences chaque jour renouvelées de sa situation.

Au Nord et à l'Est de la région ainsi divisée, subsiste la zone déjà citée des Confins Militaires, dans l'Ouest de laquelle se déroulent des opérations, tandis qu'à l'Est le contact avec les populations n'a pas encore été pris. Cette gaine de pays réservés sera ouverte ultérieurement à l'extension de notre œuvre d'ordre et d'organisation.

IX. — L'APPLICATION DU MANDAT

Voilà définie la situation présente des territoires confiés à notre mandat. L'heure est venue d'aborder le problème de leur avenir, en définissant comment peuvent être prévus l'orientation de leur évolution politique et administrative, que la France inspirera, et le développement de leur vie économique à laquelle nous demeurons directement intéressés.

L'idée directrice de l'action de la France en Syrie procède des raisons mêmes qui ont déterminé l'octroi de son mandat. Conformément à l'idée wilsonienne, il s'agit pour une vieille nation, expérimentée et forte, de guider un « peuple mineur » qui n'a pu encore mettre en œuvre les rouages complexes d'un grand État moderne.

La France a donc pour mission de favoriser l'évolution du pays en l'acheminant vers le self-government et en n'intervenant, en vue de cette fin, que dans les conditions où les circonstances rendent son appui indispensable. Cette action éducative comporte des modalités d'application d'une diversité et d'une

souplesse infinies; elle est, pour cette raison, d'une grande difficulté d'application.

Il ne faut pas perdre de vue, en outre, que notre pays, dont le dévouement traditionnel aux belles causes est historiquement prouvé, doit panser trop de blessures et faire pour lui-même trop de nouveaux sacrifices pour pouvoir s'engager dans cette voie généreuse, s'il ne devait en résulter pour lui que des charges. Il semble que cette formule d'avantages réciproques puisse être donnée à l'association franco-syrienne : Nous apporterons à la Syrie tous les profits qu'elle est en droit d'attendre de la collaboration française. Nous escompterons en revanche, pour la France, tout ce que celle-ci peut tirer de ses relations avec la Syrie. Il nous restera une place prépondérante dans son affection, et une situation économique avantageuse vis-à-vis d'un pays devenu prospère grâce à l'appui français.

Par quelle voie faut-il tendre vers ce but? Parmi les solutions prévues, sous l'inspiration du général Gouraud, on peut citer comme un modèle celle que définisssent les instructions données à ses collaborateurs par le chef de notre mission auprès du gouvernement de Damas, le commandant Catroux, qui a apporté à l'examen de ces problèmes difficiles toute l'expérience et le savoir acquis au cours de sa belle carrière métropolitaine et d'outre-mer. En indiquant que les modalités de notre intervention dans les affaires syriennes doivent s'adapter aux besoins successifs des divers stades de cette évolution, il a écrit : « La collaboration franco-syrienne forme en quelque sorte la somme constante de deux termes : le terme syrien et le terme français. La formule vraie dans le domaine financier est également exacte dans celui de la politique, de l'administration, de l'enseignement et du développement économique. » Actuellement, pour jeter les fondements de l'édifice, alors que les cadres du futur État se dessinent à peine, nous sommes amenés à intervenir personnellement beaucoup plus que nous ne serons contraints de le faire dans l'avenir.

La valeur de l'intervention est d'ailleurs régionalement très différente, suivant le degré d'évolution des diverses parties constitutives de la Syrie. Ce dosage correspond aux formes diverses données aux organisations administratives de l'État du Grand Liban, par exemple, et du territoire des Alaouites, cette dernière ne pouvant être que beaucoup plus rudimentaire. La

différence, établie dans l'espace, sera marquée plus nettement encore dans le temps pour un même peuple, au fur et à mesure qu'il s'approchera du degré d'évolution devant lui permettre de compter davantage sur lui-même. Le programme se définit donc finalement en ces termes : organiser, diriger, contrôler, étant entendu que notre action prendra une forme nettement régressive, que nous pourrons bientôt nous borner à indiquer la voie en y maintenant l'organisme gouvernemental, pour lui donner ensuite la direction à suivre et, enfin, le laisser voler de ses propres ailes. En attendant, notre action éducative revêtira la triple forme politique, administrative et économique.

Au point de vue politique, pour les raisons mêmes qui ont fait choisir comme éducatrice la France, terre de liberté, nous désirerons recourir le plus tôt possible à la consultation des populations syriennes sur la forme à donner à l'organisation de leur pays. Déjà un recensement complet est entrepris dans l'État du Grand Liban pour que, dans toutes les parties où elle est possible, cette consultation populaire ait lieu au plus tôt. Il est de nombreux points toutefois, dans l'ensemble de notre territoire de mandat, où elle ne sera pas réalisable avant un long temps.

La forme même à donner à l'organisation générale du pays pose immédiatement une question qui préoccupe à bon droit l'opinion syrienne, précédemment flattée par le rêve unitaire de Feyçal. Plus modestes, nous n'avons pu aborder encore le problème dans toute son ampleur, ayant dû limiter notre action à la mesure des réalités. Il a été créé, conformément au vœu des populations, une série d'États dont la forme n'est d'ailleurs pas encore définitive. Ils seront évidemment moins lourds dans le fonctionnement de leurs institutions, et dans leur évolution, qu'un vaste empire de Syrie constitué artificiellement avec les éléments disparates que l'on sait. Il n'y a aucune raison, d'ailleurs, pour que cet État total ne devienne pas possible plus tard dans une forme qui reste à déterminer.

Ce serait dépasser les limites de cette étude que de discuter ici la question du fédéralisme syrien et de son organisation future. Jusqu'ici, les États ressortissant à notre mandat forment un tout unique, puisque c'est la France qui a charge de leur organisation et qu'elle est représentée auprès d'eux par un seul

Haut-Commissaire, le général Gouraud. Le « vitrail syrien » acquiert donc ainsi toute la solidité de son « plomb français » et n'encourt pas la fragilité d'une vaste verrière d'un seul tenant, trop hâtivement montée parmi tous les ouragans. Mais le vitrail garde intacte l'ampleur du dessin de son sujet : n'est-ce pas ce qui importe le plus au développement du pays et à sa prospérité? Il est probable que l'avenir verra tous les États constitutifs de la Syrie, existant déjà ou à créer, se réunir encore plus effectivement entre eux, sous l'égide française. Mais ils agiront alors en ayant pris conscience de leur existence propre, et mesuré quelles doivent être les modalités de cette union. En attendant, ils gardent tous les avantages, et des autonomies reconnues et de l'unité économique de l'ensemble du pays, qui est d'ores et déjà un fait acquis.

Ce qui importe aujourd'hui avant tout, c'est de poursuivre l'organisation du mandat français dans la forme du projet déposé en décembre 1920 sur le bureau de la Société des Nations, conformément à l'article 22 de la première partie du pacte. La Puissance mandataire a d'ailleurs charge d'élaborer, dans un délai de trois ans à dater de l'entrée en application de son mandat, un statut organique qui sera préparé d'accord avec les autorités locales, en tenant compte des intérêts et des désirs de toutes les populations habitant le territoire. Cette collaboration est le vœu de tous les Français, comme elle est celui des Syriens, et le Haut-Commissariat du Levant, en dépit de mauvais bruits contraires, a constamment manifesté et prouvé sa ferme volonté d'y faire appel.

Le général Gouraud a tenu déjà à entrer largement dans cette voie. Peu après son arrivée à Beyrouth, il créait auprès de l'administrateur en chef de la zone Ouest un conseil privé composé de Syriens, qui venait s'ajouter au Conseil administratif libanais préexistant. Peu après, il rappelait les officiers qui avaient été installés comme contrôleurs auprès de certaines autorités administratives du Liban; supprimant ensuite le titre de gouverneurs, donné par les Anglais à certains de nos officiers placés à la tête des circonscriptions administratives importantes, il le remplaça par celui de « conseillers, » qui indique par son simple énoncé combien leurs fonctions doivent être exemptes de toute intervention directe dans les affaires. Dès que les circonstances l'ont permis, enfin, l'organisation donnée aux États

a laissé une place importante à la représentation de toutes les collectivités syriennes. C'est une voie dans laquelle on doit s'engager de plus en plus. Les Syriens nous en seront reconnaissants et ne renonceront pas à nos conseils, car ils sont les premiers à réclamer notre aide. Cela ressort, en particulier, de la belle étude qu'un Syrien des plus avertis, le docteur George Samné, vient de consacrer à l'ensemble de la question syrienne.

Le général de Lamothe a défini lui-même de la façon la plus heureuse la forme à adopter, en donnant des instructions dans lesquelles on relève l'indication suivante : « Vous éviterez de vouloir devenir le maître qui ordonne et qui contrôle et, sans rien abdiquer de la dignité et de la fermeté nécessaires, vous apparaîtrez plutôt comme le bon conseiller qui convainc et dont les avis sont avantageux à suivre. »

Au point de vue administratif, nos intentions d'ensemble sont suffisamment définies par ce qui précède. Pour leur application vis-à-vis de chacun des Gouvernements et territoires existants, il suffit de rappeler brièvement le programme de travail qui leur a été donné par le Haut-Commissaire, et dont le développement ne peut que leur être favorable.

Notre préoccupation dominante sera de créer avant tout l'équilibre budgétaire, en mettant en harmonie avec les ressources les dépenses d'administration, de travaux publics, d'améliorations économiques, d'hygiène et d'enseignement et, dans une certaine mesure, les dépenses d'ordre militaire. Cependant, la secousse de la guerre est trop proche encore pour que le pays ait pu s'en relever déjà et que l'aide de la France ne soit pas indispensable.

Que l'on n'invoque pas l'exemple de l'émir Feyçal, qui percevait, il est vrai, d'importantes taxes sur le pays, surtout pour l'organisation de son armée. Car il ne faut pas oublier que les impôts du régime feyçalien étaient loin de pouvoir faire vivre la Syrie, puisque Feyçal lui-même recevait une très importante mensualité, versée par moitié par la France et par l'Angleterre.

Le concours financier de la puissance mandataire devra évidemment continuer à s'exercer au début vis-à-vis des États. Il aura lieu sous forme de subventions pour permettre de rétablir l'équilibre, étant entendu que, dans ce domaine comme dans les

autres, notre intervention devra être régressive. Il serait même très désirable qu'il puisse ne s'agir là que d'avances à rembourser par le pays quand sa situation financière le lui permettra.

Pour donner une idée d'ensemble de notre œuvre de collaboration administrative en Syrie, qu'il suffise d'énumérer rapidement le programme de l'aide à apporter à l'activité syrienne.

Déjà, pour les grands travaux publics, il a été dressé un plan d'améliorations de toutes les voies de communication qui permettront la mise en valeur du pays. L'importante question des ports a été abordée.

L'enseignement, qui ne négligera pas l'étude du français, portera aussi sur celui de la langue arabe, à laquelle tiennent beaucoup les Syriens. Il continuera à profiter des avantages offerts par les nombreuses œuvres scolaires, qu'il conviendra d'aider sans les prendre entièrement à la charge de la France. Il suffira de les ordonner et souvent de les répartir plus équitablement. On créera des écoles primaires, en se réservant de porter plus tard l'effort sur l'enseignement supérieur, déjà très solidement représenté par les Facultés de Droit et de Médecine de caractère privé existant, et qui ont fait leurs preuves.

Sans anticiper sur les lignes qui seront consacrées à la mise en valeur économique du pays, il faut noter qu'un facteur essentiel en sera l'enseignement professionnel et les expériences démonstratives agricoles ou industrielles. Le Haut-Commissaire a déjà exprimé son désir de rétablir, à Damas en particulier, les anciennes industries de la verrerie, des étoffes, de la marqueterie, de la céramique, des incrustations de métaux, qui pourront y être ressuscitées, grâce à la survivance d'une main-d'œuvre encore exercée. Il faut accomplir une œuvre analogue à celle qui a été si heureusement menée à bien au Maroc sous la haute inspiration du général Lyautey, par M. Tranchant de Lunel, dont un voyage en Syrie a déjà été signalé, ce qui est du meilleur augure.

Pour les œuvres d'hygiène et d'assistance, il suffira de poursuivre ce qui a déjà été si bien commencé.

La réorganisation de la Justice prend une importance capitale dans les préoccupations de ceux qui ont la charge d'appliquer en Syrie le mandat français. Une commission d'études, aux travaux de laquelle participent des juristes syriens récemment appelés à Paris par le ministère des Affaires étrangères, achève

de mettre sur pied un plan d'organisation d'ensemble qui sera suivi dans la totalité du pays.

Il est vraisemblable que l'organisation de la justice comprendra le maintien provisoire des juridictions actuellement existantes en Syrie et au Liban, mais en y apportant quelques modifications pratiques, pour réaliser ensuite une organisation judiciaire nouvelle, destinée à remplacer les tribunaux consulaires français et étrangers.

L'organisation d'une bonne police complétera très utilement l'œuvre d'organisation judiciaire.

Au point de vue économique enfin, une œuvre immense reste à entreprendre pour la mise en valeur du sol syrien. La sécurité étant acquise, il faudra réaliser la création d'un solide outillage de voies de communication et des conditions de facilité et de régularité pour la mobilisation des terres. Le tout est à assurer progressivement, avec le concours des capitaux et des moyens locaux, avec, également, une collaboration financière de la puissance mandataire. Si l'effort est bien compris et heureusement développé, il doit ne s'agir là que d'une mise de fonds, d'un placement, à rendre prochainement rémunérateur. Les raisons qui permettent de l'espérer sont des plus sérieuses.

Pour permettre de les apprécier, il faut donner une place à l'étude des ressources du pays, de l'avenir économique de la Syrie, et de ses échanges commerciaux avec notre pays.

X. — LA VALEUR ÉCONOMIQUE DE LA SYRIE

L'effort qui a pu être consacré jusqu'ici à la mise en valeur du sol est minime. L'agitation qui a régné trop longtemps, l'incertitude du lendemain qui en résultait, l'insuffisance des voies de communication, n'ont pas permis une action qui peut être désormais méthodiquement commencée. La richesse du pays justifie l'entreprise. Que l'on en juge par un examen rapide de ses ressources.

Il existe, en Syrie, trois grandes régions de culture distinctes : la plaine d'Alep, prolongée à l'Est par la Haute Mésopotamie, et se soudant à la Syrie du Sud par le couloir de Homs à Hama et la plaine de la Bekaa ; la plaine de Damas avec le Hauran ; la zone côtière.

La région d'Alep offre toutes les possibilités agricoles d'un sol alluvial et sablonneux, que les irrigations doivent rendre très fertile. Sur 86 000 kilomètres carrés que comprend la région, 44 000 sont cultivables et, suivant une appréciation admise jusqu'ici, 430 000 hectares seulement étaient cultivés en 1913. Des vergers existent dans les vallées; sur les vastes plateaux calcaires, de grandes étendues sans obstacles sont favorables à la culture extensive du blé et à l'emploi des machines agricoles, qui a déjà été commencé dans la région. Le rendement, qui n'a été jusqu'ici que de 700 kilogrammes par hectare, pourrait être porté à 1 000 kilos.

Dans la région d'Alep, principalement dans les plaines d'Idlib, de l'Amouk, de Killis, d'Aïntab, de Serroudj, la culture du coton est déjà entreprise, et peut être largement développée. Il en est de même d'autres cultures comme celles de l'olivier, des graines oléagineuses, des arbres fruitiers, des pistachiers, de la réglisse, qui donnent déjà lieu à une très active exploitation.

Le régime politique de la région, qui tient de l'organisation féodale, est favorable, en raison de la faible densité de sa population, à l'organisation de la grande culture par association des capitaux français avec ceux des grands propriétaires indigènes.

La Haute Mésopotamie forme, dans la zone de mandat français, le prolongement naturel du bassin d'Alep. Son sol alternativement formé d'alluvions, de terres noires basaltiques, de terres rouges d'origine calcaire, est parcouru par d'abondants cours d'eau. Les irrigations y sont faciles et toutes les céréales, blé, orge, peuvent y être cultivées, le coton également. Il est compté comme terres cultivables 11 millions d'hectares, c'est-à-dire 60 pour 100 de l'étendue de la Haute Mésopotamie, estimées approximativement à 1 831 000 kilomètres carrés. C'est donc là une réserve d'une inépuisable richesse, que l'exploitation du chemin de fer de Bagdad doit forcément contribuer à favoriser.

L'élevage est également prospère dans cette région parcourue par des peuples pasteurs. Le troupeau de la Haute Mésopotamie peut être évalué à 5 000 000 de têtes, dont 2 000 000 de moutons, sur lesquels 500 000 environ sont poussés chaque année de la Haute Métosopotamie sur la côte syrienne pour la consommation locale et l'exportation. Au Sud, la zone de céréales d'Alep se prolonge par la vallée de l'Oronte, puis le

bassin de Homs et de Hama, vaste couloir propre à la culture dès que l'irrigation, qui y est possible, intervient. On aperçoit de riches vergers et des cultures plantureuses, partout où l'eau affleure. Les jardins sont parfaitement cultivés aux environs des villes. A Homs, on compte que la production des fruits et des légumes représentait avant la guerre une valeur d'un million.

Plus au Sud encore, le couloir de Homs conduit à la plaine fertile de la Bekaa, comprise entre le Liban et l'Anti-Liban. C'est une longue dépression de plus de 130 kilomètres de long sur 8 ou 10 de large. Le Litani et l'Oronte coulent à travers la plaine en sens opposé et arrosent sa riche terre d'alluvions. Les champs de céréales, les mûriers, les vignobles s'y succèdent sans interruption. La belle exploitation de la ferme modèle établie par les Pères Jésuites près de Zahlé est la preuve de tout ce que l'on peut tirer de ce pays.

La région de Damas, complétée au Sud par les plaines du Hauran, représente un site de verdure heureusement arrosé par les bras de la rivière Barada; sur une superficie de 80 000 hectares, bien cultivée, s'étalent des cultures maraîchères et se pressent de nombreux vergers. La production, qui atteint 7 à 8 000 tonnes, a donné naissance en particulier à la fabrication des célèbres pâtes d'abricots de Damas. L'élevage est également possible dans les prairies bien irriguées.

Mais toutes les céréales sont importées du Hauran, qui est le véritable grenier de Damas, et dont la ville reçoit les 50 000 tonnes de blé et d'orge qui lui sont nécessaires. Un dixième à peine des 29 000 kilomètres carrés de terre arable du Hauran est en exploitation. Il est déjà récolté annuellement 230 000 tonnes de blé, dont 115 000 sont exportées. On voit tout ce qu'il est possible de tirer d'une pareille région.

La zone côtière est la moins riche en ressources agricoles de toutes les régions de la Syrie. Les plaines littorales manquent d'ampleur, et n'offrent pas d'aussi larges possibilités que celles de l'intérieur. Les environs de Latakieh produisent 2 500 000 kilos de tabac très estimé, dont la culture pourrait être étendue plus largement à la zone côtière. Akkar est au centre d'une plaine fertile et bien arrosée, dans laquelle on récolte le blé, l'orge et le maïs, à proximité du port de Tripoli. Le coton a été jadis cultivé dans la région; les oranges, les olives, sont également une

importante ressource pour l'exportation. En 1913, Tripoli vendait à l'extérieur 140 000 caisses d'oranges et Saïda 50 000. La culture de l'olivier pourrait être largement étendue et plus méthodiquement poursuivie. Enfin, la vigne couvre les terrasses rocheuses et ensoleillées des environs de Saïda, du Merdj Ayoun et de Zahlé. Le « vin d'or » du Liban a une célébrité locale.

La soie est une des ressources principales de la Syrie et surtout du Liban. C'est de France que viennent les graines et c'est vers la France qu'est dirigée toute la production séricicole du pays. Lyon possède à ce titre de très gros intérêts au Levant. Mais la production a été fortement atteinte par la guerre; la misère a fait déserter les exploitations, beaucoup de Libanais ont émigré, les mûriers ont été coupés. La production annuelle s'est abaissée à 1 200 000 kilogrammes de cocons frais en 1920, alors qu'elle atteignait, en 1910, 6 730 000 kilogrammes. Avant la guerre, l'exportation des cocons secs et de la soie représentait une valeur moyenne de 28 000 000 de francs, qui s'est élevée jusqu'à 42 millions pendant l'année la plus favorable.

Il faut signaler également l'importance des immenses troupeaux de moutons et de chèvres qui constituent souvent l'unique richesse des Bédouins nomadisant dans les vastes territoires des steppes syriennes. C'est là une ressource qui peut être augmentée. Les moutons donnent une laine dont l'exportation, en grande partie à destination de la France, atteignait avant la guerre 10 000 tonnes. Le cheval syrien, ancêtre du pur sang anglais, est encore représenté par des types intéressants dans toute la Syrie. La création de haras, déjà entreprise, permettra d'en développer la race. Les mulets et les chameaux sont également en nombre très important, et d'un intérêt capital, puisqu'ils représentent le seul mode de transport généralisé dans l'intérieur.

Enfin, on ne peut manquer de mentionner parmi les ressources de la Syrie toutes celles qu'elle offre comme pays de tourisme, à cause de sa richesse en souvenirs du passé et en sites pittoresques. Située entre Constantinople et l'Égypte, à proximité de la Haute Mésopotamie et de la Palestine, elle conserve les plus beaux vestiges des civilisations, égyptienne, phénicienne, romaine, byzantine, arabe et franque, qui ont

successivement régné sur son sol. Il suffit de citer ici les noms illustres de Palmyre (Tadmur) construite par Salomon et détruite par Nabuchodonosor, devenue romaine grâce à Adrien, Palmyre qui fut la ville fameuse de Zénobie, au règne de laquelle Aurélien mit fin en 272, qui fut enfin prise et détruite par les Turcs en 1519, et dont il ne reste depuis que les ruines, qu'a célébrées Chateaubriand ; Balbeck, l'étape célèbre des routes du Nord vers Tyr et Sidon, florissante sous l'empire d'Alexandre, devenue l'Héliopolis grecque et une colonie romaine sous Auguste. C'est de cette époque que datent les monuments uniques qui remplacèrent ceux que la civilisation précédente avait consacrés au culte de Baal.

Les ruines phéniciennes, les inouis châteaux francs encore debout sur les sommets les plus escarpés méritent que l'on fasse pour les visiter les excursions les plus lointaines. Les grands voyageurs du passé qui ont accompli ces voyages nous en ont laissé des descriptions restées célèbres dans la littérature française et signées : Chateaubriand, Lamartine, Gérard de Nerval, Vogüé, pour ne citer que les plus illustres. Il commence heureusement à être fait en France un effort sérieux, auquel le Touring Club veut bien s'intéresser, pour déterminer l'afflux de voyageurs en Syrie et au Liban et y rendre le séjour agréable et confortable. L'attrait du pittoresque concourt donc avec la richesse du sol pour nous attirer au Levant.

Les chiffres cités permettent d'affirmer sans exagération qu'il s'y trouve, dans les plaines d'Alep qui furent un des greniers de Rome, dans celles de la Haute Mésopotamie, du Hauran et de Damas, aussi bien que dans la région côtière, une place de premier ordre pour associer à ceux du pays nos capitaux, nos ingénieurs, nos techniciens, nos commerçants.

Sans doute, en même temps que les plus beaux espoirs, de nombreuses difficultés nous attendent. Qu'il suffise de les énumérer ici, tant pour aider à les résoudre que pour garder chacun d'un trop facile engouement. Le premier problème est celui de la main-d'œuvre, à laquelle il faut suppléer par le large emploi de la motoculture, dans un pays qui est insuffisamment peuplé. On compte, en effet, 53 habitants au kilomètre carré dans la partie côtière et beaucoup moins pour la zone intérieure, sans qu'il soit possible de donner une évaluation plus précise. On compte, pour l'ensemble de la population

de la Syrie, environ 4 000 000 d'habitants. Partout où la motoculture n'est pas possible, il faudra pousser l'instruction technique des populations agricoles, qui en sont encore à l'emploi des procédés les plus primitifs.

La création de banques et de syndicats agricoles s'impose. Elle est déjà commencée et certaines institutions ont fonctionné d'une façon satisfaisante.

Mais la condition principale de la renaissance agricole et du développement du pays doit être l'amelioration du régime des terres. Elle est surtout nécessaire dans les régions de grande propriété dotées d'un régime quasi féodal, et où la mise en valeur a été presque impossible jusqu'ici à cause de la négligence des populations bédouines.

Un service d'immatriculation des terres est en voie de création. Les propriétés, jusqu'ici mal définies, manquaient d'un cadastre bien établi, et dont la création est également prévue. Enfin, il faut approprier les transactions aux régimes divers de la propriété, variables suivant les régions, et présentant une grande complexité. Partout où la nature du sol ou des exploitations ne justifiera pas une association avec les grands propriétaires, on pourra recourir à l'achat direct des terres. Cela était autrefois interdit par la loi musulmane et a été autorisé par la Porte depuis l'Iradé de 1867 et le Protocole de 1868. Mais il faut se soumettre à des formalités longues et compliquées et renoncer à l'acquisition de certains biens, des biens religieux ou wakoufs en particulier, et, jusqu'à présent, des biens de l'État. Leur usufruit peut être cependant attribué à des particuliers pour une certaine durée. Cette disposition est très importante, puisque les biens wakoufs sont nombreux et que les biens domaniaux représentent pour le territoire de mandat environ 300 000 hectares.

Outre ces réformes de législation foncière, il doit être entrepris une réforme fiscale, qui substituera aux dîmes actuellement perçues et d'un régime très compliqué, un impôt foncier mieux défini, plus équitablement réparti, et qui, grevant lourdement les terres incultes, favorisera la mise en valeur de toutes les richesses en vue d'un meilleur rendement.

Cette production a d'autant plus d'importance qu'elle sera heureusement utilisée grâce à de très favorables possibilités

commerciales. En effet, si, pour la mise en valeur des ressources naturelles du pays, la première question posée fut celle de l'éducation des populations syriennes, il en est autrement au point de vue commercial. L'éducation commerciale des Syriens est toute faite; ce sont des maîtres en la matière. Depuis des siècles, ces fils des anciens Phéniciens, les premiers marchands du monde, sont réputés comme les plus habiles et les plus entreprenants parmi tous les Orientaux.

Il faut noter en outre, à l'appui de cet avantage, que, dans tous les centres importants, la langue française est parlée couramment, ce qui donne les plus grandes facilités à nos compatriotes. De plus, la parité avec le franc de la monnaie syrienne, émise avec la garantie de l'État français et qui permet d'user du chèque au pair sur Paris, est également très appréciable pour le commerce avec la France. D'ailleurs, à ces facilités générales viennent s'ajouter les ressources importantes d'un marché favorable à l'importation comme à l'exportation.

En effet, le pays syrien est d'abord acheteur de tous les produits manufacturés de l'industrie européenne. Par suite de la guerre, tous les stocks ont été épuisés et la demande est considérable. Les importations du port de Beyrouth, qui avaient atteint leur maximum en 1910 avec 297 tonnes de marchandises, paraissent devoir être, d'après les facultés d'absorption annuelle du pays, élevées ultérieurement jusqu'à 237 000 tonnes, ce qui représente, d'après les prix d'avant-guerre, une valeur minimum de 155 000 000 de francs. En tenant compte de tous les changements qu'a apportés au pays la situation nouvelle, on peut envisager avec M. Gilly, l'auteur du très intéressant opuscule intitulé *la Syrie commerciale et son avenir*, que vient de publier l'Office national du commerce extérieur, qu'il est possible d'escompter pour les ports syriens une importation totale de 500 000 tonnes de marchandises, représentant une valeur approximative de 800 000 000 de francs.

En particulier, le commerce de Damas, qui répondait à tous les besoins et à toutes les ressources de la Syrie centrale, était estimé en 1914 à un chiffre d'affaires de 40 000 000 de francs, soit 12 000 000 pour les exportations et 28 000 000 pour les importations. Pour Alep, le chiffre était encore plus élevé. Il donnait 20 000 000 pour l'exportation et 30 000 000 pour l'importation.

Parmi les importations en Syrie, les tissus occupent la pre-

mière place; les cotonnades représentent d'autre part un tiers environ de l'importation totale. Les lainages et draps français sont très recherchés. Le commerce de la soie est à peu près entièrement entre les mains d'industriels francais. Les filés, les cuirs, les produits pharmaceutiques et chimiques, les articles de parfumerie, le café, le sucre, le thé, le riz, les vins et les liqueurs, sont demandés de tous les côtés. La grosse et petite quincaillerie, les matériaux de construction, chaux, ciment, chaux hydraulique, briques, les conserves alimentaires de toutes sortes, très recherchées, font à peu près complètement défaut sur le marché. Enfin, la guerre a introduit en Syrie les automobiles qui, avant 1914, y étaient complètement inconnues et qui y sont nombreuses aujourd'hui. Il y a tout à espérer de ce côté pour notre industrie nationale, mais l'importation des voitures est presque exclusivement américaine.

L'exposé des ressources de la Syrie donne déjà une idée de ce que peuvent devenir ses exportations. Elles portent surtout aujourd'hui sur les produits des petites industries existantes, huileries, savonneries, minoteries, soie, tissage, arts indigènes. Mais les récoltes donnent actuellement de très faibles parts disponibles pour l'exportation. C'est la raison principale de la faiblesse du mouvement actuel des exportations du port de Beyrouth, qui ne s'élevaient avant la guerre qu'à 50 000 tonnes de marchandises, valant environ 60 000 000 de francs. Les chiffres principaux composant cette somme sont : 28 000 000 de soie et 10 000 000 de laine. Le reste est à répartir entre les peaux, les huiles d'olive, les noyaux et les pâtes d'abricot, la réglisse et les céréales. Quant aux céréales et au coton qui sont les grands espoirs de l'avenir, ils ne figurent pas encore sur les statistiques, car l'heure des vastes moissons n'est pas encore venue.

Pour en hâter l'essor, en montrant tout ce qu'on peut attendre du développement du mouvement économique du Levant, le général Gouraud a résolu de renouveler au printemps prochain à Beyrouth l'heureuse initiative que le général Lyautey avait prise en pleine guerre, en créant au Maroc la grande foire de Casablanca. Il était frappant, en effet, de voir notre propagande commerciale très négligée jusqu'ici au Levant, alors que celle de nos rivaux et de nos ennemis était si soigneusement poursuivie. Le jour même de l'entrée du général Gouraud à Damas, on pouvait lire sur la table du grand hôtel de la ville,

la Revue *Die Deutsche Levant Zeitung*, organe de défense des intérêts allemands, rédigée par moitié en français, et offrant à profusion des bulletins de souscription imprimés en notre langue.

La Foire de Beyrouth sera ouverte le 1er avril 1921. Elle doit répondre au triple but de développer les relations commerciales entre la France et la Syrie; de donner une impulsion vigoureuse à l'agriculture, au commerce du pays, et de faire connaître certaines industries indigènes en voie de disparition; de contribuer au rétablissement du calme dans les esprits, en substituant le souci du développement économique du pays à celui de l'agitation politique, affirmant ainsi de la façon la plus fructueuse les bienfaits de la collaboration française.

La foire comprendra une exposition d'échantillons français, une exposition de produits de l'industrie et de l'agriculture de la Syrie, une exposition agricole, une foire d'échantillons non syriens, un certain nombre d'attractions qui ne manqueront pas de plaire à la population syrienne. Il faut vivement souhaiter le succès de cette entreprise heureuse. Les économistes, industriels et commerçants français feront œuvre patriotique en y contribuant pour leur part.

En somme, les espoirs d'avenir peuvent être envisagés favorablement. Leur exposé se résume ainsi : les facilités commerciales qu'offre le Levant à la France sont les plus grandes. Le Syrien est particulièrement apte au commerce; il parle notre langue; son pays possède une monnaie émise au pair de la nôtre. Le Levant demande à l'importation tous les produits manufacturés, les manufactures, les matériaux que nous devons être en mesure de lui fournir. En échange, il peut devenir capable d'exporter en céréales et en coton à peu près tout ce qui est nécessaire à notre industrie nationale. Les chiffres escomptés par les spécialistes, après la mise en valeur du pays, dont un septième des terres cultivables est seulement exploité à l'heure actuelle, sont les suivants. Pour les céréales : 3 000 000 de tonnes dans la zone actuellement contrôlée; 5 000 000 de tonnes dans celle que nous n'avons pas encore abordée; soit au total 8 000 000 de tonnes de céréales disponibles pour l'exportation. Pour le coton, on peut escompter une production de 100 000 tonnes dans la zone occupée, 400 000 tonnes

pour la partie de notre zone de mandat, soit au total 500 000 tonnes.

De telles richesses montrent que ce n'est point cette fois le sable et le roc d'un sol stérile que le Coq gaulois devra gratter de ses ergots, bien au contraire. Ce sol, sur lequel vit une population laborieuse, entreprenante et habile en affaires, doit permettre à la France de trouver des avantages en compensation des généreux sacrifices qu'elle n'a pas marchandés pour ses habitants.

XI. — L'AVENIR DE LA CILICIE

La France ne fut pas non plus avare de sa peine dans une province ottomane que le traité de Sèvres laisse à la Turquie, et que nos troupes occupent encore provisoirement par prolongation du régime d'armistice : la Cilicie.

En raison même de sa situation particulière, cette région doit faire ici l'objet d'une mention distincte. La première partie de cette étude a montré quel effort militaire nous avons développé en Cilicie au cours de l'année écoulée, et quelle y est actuellement la situation politique. Il s'agit maintenant de rappeler l'œuvre administrative que la France y a poursuivie depuis la cessation des hostilités avec la Turquie, d'exposer quelles sont les ressources de la région et ses possibilités commerciales, de préciser quels droits les conventions diplomatiques signées nous attribuent en Asie-Mineure, de supputer, enfin, les avantages qui pourront en résulter pour la France dans l'avenir, et à quelles conditions ils seront réalisables.

En Cilicie, comme en Syrie, l'œuvre française a commencé au moment même où nous a été confié le contrôle de cette « zone Nord, » avant l'arrivée de nos troupes d'occupation, qui n'ont relevé les forces anglaises qu'au mois de novembre 1919. Malgré les troubles profonds qui ont bouleversé le pays, notre effort a eu des résultats notables.

Au point de vue commercial, des mesures ont été prises dès notre arrivée pour lancer sur le marché cilicien des produits d'exportation française; une salle d'exposition permanente d'échantillons, de produits et de machines françaises a été créée à Adana, une Chambre de commerce a été entièrement réorganisée dans cette ville ainsi qu'à Mersine. La Bourse d'Adana

a été restaurée et des Comités commerciaux créés à Tarsous, Khozan, Osmanié. Des importations de combustible ont été organisées pour remédier au manque de charbon qui arrêtait la marche des principales industries, minoteries et filatures. Le port de Mersine a été amélioré; il a été pourvu d'une voie Decauville; l'appontement principal a été renforcé et prolongé.

Pour l'agriculture, malgré l'insécurité, le manque de main-d'œuvre et de défaut d'importation de grains de semence, les récoltes de 1919 ont atteint des totaux intéressants, grâce aux encouragements prodigués. Rien que pour les céréales, on relève, alors, 80 000 tonnes de blé, 35 000 tonnes d'orge, 12 000 tonnes d'avoine. Des pépinières d'arbres français et aromatiques ont été créées, des mesures de protection prises pour les forêts; l'exploitation des carrières de pierre à bâtir a été reprise et un chemin de fer Decauville d'une quinzaine de kilomètres construit pour desservir celle de Tchal, qui alimente Adana. Enfin, des prospections minières ont été poursuivies.

L'effort au point de vue des travaux publics a porté sur la réfection de ponts et d'ouvrages d'art, sur l'entretien des routes, sur l'établissement de travaux de drainage, et sur diverses constructions.

Il est bien entendu que, suivant le point de vue du Traité de Sèvres, qui ne prévoit pas l'attribution de la Cilicie au mandat français, toutes ces dépenses ont été faites au compte de la Turquie, à la souveraineté de laquelle fera retour ce territoire occupé et au profit de laquelle les améliorations se trouveront ainsi réalisées.

En Cilicie, comme en Syrie, notre œuvre scolaire a été des plus importantes. La guerre avait fermé presque toutes les écoles. Au 1er mai 1920, on comptait à nouveau, pour la seule Cilicie, 90 écoles officielles fonctionnant sous le patronage de l'autorité française, et 106 écoles privées encouragées par nous.

La situation pénible du pays à l'issue de la guerre, et les troubles qui se sont déroulés au cours de notre occupation, donnaient au côté humanitaire de notre œuvre une importance considérable. Aussi, l'hygiène et l'assistance publique ont-elles été l'objet d'une attention particulière. A la fin de 1919, nous avions pu organiser, à Adana même, deux hôpitaux, un dispensaire et une école d'infirmières, à Tarsous et à Mersine un hôpital.

L'assistance aux Arméniens, réunis en grande colonie dans la région, prit elle aussi une importance capitale. Elle s'exerça sous les formes les plus touchantes de la charité française. Pour recevoir les orphelins arméniens du Nord, il fut créé des refuges qui abritèrent, à Adana, 800 orphelins, à Deurtyol 240. Trois mille autres environ furent placés dans des familles, qui reçurent de nous une indemnité d'entretien. Enfin, des ouvroirs et des ateliers d'apprentissage furent créés pour les femmes et les enfants.

Tandis que ces réalisations étaient acquises, nos techniciens poursuivaient leurs études, en vue de déterminer si le pays était vraiment digne de sa réputation et quel pouvait être son véritable avenir agricole et commercial. Leurs conclusions méritent d'être retenues ; elles sont des plus favorables.

La richesse agricole de la Cilicie a fait l'admiration de tous ceux qui ont parcouru ce pays de delta, dont la fertilité est légendaire. Les ingénieurs agronomes qui l'ont étudié ont conclu que les deux tiers des terres étaient cultivables. On peut considérer ce pays comme devant devenir un des plus riches du globe.

La Cilicie, bien arrosée, possédant des pluies abondantes et une température d'été correspondant à celle de l'Égypte, peut recevoir toutes les cultures de la rive méridionale de la Méditerranée. Les terres cultivables sont estimées à 2 600 000 hectares, dont 300 000 hectares seulement ont été ensemencés en 1919. La situation troublée du pays au cours de l'année n'a pas permis son exploitation normale. Une partie des récoltes a d'ailleurs été perdue.

La possibilité de développer en Cilicie de grandes exploitations de coton avait déjà attiré, avant la guerre, l'attention de toutes les Puissances européennes, et particulièrement celle de l'Allemagne, qui soutenait énergiquement les entreprises de la Deutsche Levantische Baumwolle Gesellschaft. L'exploitation du coton, qui est la richesse de l'avenir, a donné, en 1914, 135 000 balles, représentant 27 000 tonnes. Il est d'un intérêt capital de noter que, d'après l'avis de M. Achard, le spécialiste le plus autorisé qui ait officiellement étudié la région, la production de la Cilicie seule doit pouvoir assurer, dans l'avenir, le poids de coton nécessaire à l'industrie textile française tout entière, exception faite pour celle de l'Alsace.

La production des céréales, qui atteignait, en 1911, 150 000 tonnes, doit pouvoir être portée à 1 800 000 tonnes, comprenant du blé, de l'orge, du maïs, et dont 1 400 000 tonnes resteront disponibles pour l'exportation. Il est inutile de signaler quelle peut être l'importance d'une telle ressource pour le marché français.

Enfin, la valeur du cheptel cilicien n'est pas plus négligeable que celle des forêts, qui couvrent plus de 200 000 hectares et peuvent donner lieu à une importante exploitation.

Le traitement des bois, comme celui du coton, justifiera le développement d'usines locales. Tout n'est d'ailleurs pas à créer de ce côté; une industrie déjà née compte aujourd'hui quatorze usines d'égrenage pour le coton, des filatures à Adana et à Tarsous, et vingt-trois minoteries, pour l'ensemble du pays. Des scieries mécaniques occupent déjà 8 000 ouvriers.

Ainsi, la Cilicie, dont la population est actuellement estimée à 440 000 habitants, est appelée à un fort bel avenir. Sa capacité productive est des plus favorables à l'ouverture du pays à notre commerce.

En ce qui concerne ce dernier, les conditions sont analogues à celles qui ont déjà été notées à propos de la Syrie. Elles comportent : des prix élevés en raison de l'insuffisance des arrivages, des stocks inexistants, des besoins de toutes sortes; un ravitaillement qui pourrait être directement effectué par la France, en concurrençant les marchés de Constantinople, de Smyrne et d'Alexandrie; la présence, en Cilicie, de produits d'exportation dont la production doit être augmentée : céréales, coton, laines.

Jusqu'ici, le commerce français n'occupe là qu'une place insignifiante, en dépit de la demande de nos produits. On trouve surtout des cotonnades anglaises, italiennes et espagnoles, des lainages anglais, des articles de quincaillerie allemande, arrivés directement par Trieste et Rotterdam. Le Haut-Commissariat du Levant se préoccupe de mettre l'industrie et le commerce français en mesure de répondre aux demandes qui lui viendront de Cilicie. Il poursuit la création d'organes de renseignements pouvant fixer sur les besoins du marché cilicien et assurer le règlement de toutes les questions d'exportation, de transport, de modes de paiement, de droits de douane.

Les approximations faites jusqu'ici permettent de consi-

dérer que les importations en Cilicie pourraient arriver par année à une valeur de plus de 100 millions de francs. Le chiffre des exportations, plus difficile à fixer, pourrait aller, avec la mise en valeur du pays, jusqu'à atteindre, pour le coton, 250 000 tonnes, et, pour les céréales, environ 1 400 000 tonnes.

Si cet avenir favorable a retenu toute notre attention, même et surtout depuis l'apparition du traité de Sèvres, qui consacre cependant le caractère ottoman de la Cilicie, ce n'est pas uniquement en raison des sacrifices que nous a coûtés un pays qui ne doit pas appartenir à la France. C'est aussi parce que nous avons acquis sur la Cilicie des droits à certains avantages. Ceux-ci nous ont été d'avance reconnus par la Sublime-Porte. Ils sont définis par une convention consécutive au traité de paix avec la Turquie et dite : « Accord tripartite. »

L'article V de cet accord, intervenu entre la France, l'Angleterre et l'Italie, prévoit une « zone dans laquelle des intérêts particuliers sont reconnus à la France. » Cette zone comprend la Cilicie, une partie de la Haute Mésopotamie et du Kurdistan.

D'après le même article, c'est à la France qu'il appartient de prêter son concours à la Turquie pour organiser l'administration ou la police du pays, dans le cas où il manifesterait le désir d'obtenir un concours extérieur, et d'assurer la protection des minorités dans la zone qui lui est attribuée.

En outre, aux termes de l'accord tripartite, qui maintient le principe de l'égalité de traitement économique des contractants pour les fins commerciales, la France a un droit de priorité par rapport aux deux autres Puissances signataires pour tout ce qui concerne les concessions commerciales ou industrielles dans sa zone. Cet accord a donc pour effet d'éliminer dans notre zone, à charge de réciprocité pour la leur, la concurrence des Anglais et celle des Italiens.

Enfin, l'accord nous donne le droit d'acquérir et d'exploiter la totalité des lignes de chemin de fer de notre zone, en particulier celle de Tarsous-Mersine-Adana. L'attribution de ces lignes comporte, en même temps, les avantages concessionnaires accessoires du contrat, c'est-à-dire des concessions de mines à 20 kilomètres de part et d'autre de la ligne, et la faculté d'y utiliser les forces hydrauliques, si elles n'ont pas déjà reçu d'autre emploi.

Tel est le texte dont nous sommes actuellement nantis. Il offre surtout des avantages en puissance et, là encore, il sera ce que le fera notre volonté d'en tirer parti et de l'appliquer. Il est d'ailleurs surtout un instrument négatif, qui précise ce que les contractants s'engagent à ne pas faire dans les zones voisines, en laissant ouverte dans la leur la concurrence de tous les États non signataires.

C'est ainsi que se dessine l'avenir français dans la Cilicie, pays de riche avenir agricole, et marché favorable à notre commerce. La situation privilégiée qui nous est faite nous invite donc dès aujourd'hui à nous efforcer d'orienter vers les marchés français les produits locaux : céréales, laines, bois et surtout coton ; à créer un débouché important pour nos produits manufacturés, articles de luxe, machines agricoles et industrielles, matériaux de construction ; à assurer un emploi rémunérateur aux capitaux français dans la mise en valeur des richesses inexploitées de cette contrée fertile, qui a mérité le nom d' « Égypte du Nord » et qui demeure presque, à l'heure actuelle, un pays neuf ; à user, enfin, du droit que nous confère l'article IV de l'accord concernant l'établissement de chemins de fer dans notre zone.

Voilà les avantages que nous vaudra l'exercice de nos droits, et qui seront le prix de nos sacrifices. Ils prendront d'ailleurs seulement leur pleine valeur quand la Cilicie aura pu être rendue tout entière à l'ordre et à la sécurité, et qu'elle sera affranchie du voisinage d'une zone de guerre qui est pour elle une incessante menace. Or, à cette heure, le Nationalisme turc demeure armé contre nous, et le traité de Sèvres n'est pas plus ratifié par les Puissances européennes qui l'ont signé qu'il n'est accepté par la Porte à laquelle il a été imposé.

L'opinion française s'en est émue à bon droit, et la presse a exposé la situation nouvelle que nous fait, en Orient, la solution de la crise grecque, qui est de nature à remettre en cause des questions considérées jusqu'ici comme réglées, mais qui peuvent peut-être prêter aujourd'hui à des solutions plus avantageuses. M. Vénizélos disparaissant avec le régime qu'il incarnait, les Alliés peuvent ne plus se considérer comme tenus par les engagements qu'ils avaient pris avec le gouvernement précédent. Il faut considérer, en outre, que la paix sur le front

de Pologne, qui donne des disponibilités aux Bolchévistes, leurs succès en Arménie, et l'effondrement de Wrangel qui leur laisse les mains libres dans la Russie du Sud et par conséquent à proximité du Levant, créent une situation qui donne à réfléchir.

En effet, malgré certains dissentiments survenus en Arménie, l'entente entre les Bolchévistes et les Kémalistes et l'aide apportée à ces derniers par les Soviets peuvent devenir une menace redoutable. C'est la plume autorisée de Mme Berthe Georges Gaulis qui écrit qu' « au Turkestan, sur les frontières de l'Afghanistan, à Askhabah, Merv, Boukhara, Tachkend, Kosand, Andihan, 30 000 bolchévistes commandés par Enver et Djemal, secondés par des officiers turcs, sont en position de combat, avec, comme réserve pouvant être à pied d'œuvre dans un délai très court, l'armée rouge de Tomsk, sans compter les 80 000 rouges du Caucase. »

On sait, de plus, que l'armée grecque de Smyrne est troublée par les événements d'Athènes et que les Kémalistes viennent de l'attaquer non sans succès. Or, Smyrne a toujours été le gros obstacle à une entente avec les Kémalistes. Si les Kémalistes se sont d'abord portés sur nous en Cilicie, c'est que les Grecs, avec leurs 120 000 hommes retranchés derrière les fils de fer de Smyrne, étaient plus difficiles à atteindre. C'est pour cette raison, plus encore que pour les prétextes arméniens invoqués et qui n'ont été qu'une des causes occasionnelles du conflit, que la lutte a éclaté. On n'ignore pas que les prétentions des Kémalistes ont augmenté depuis, mais on ne peut oublier qu'il y a peu de semaines, ils n'énonçaient dans leurs propositions d'entente avec les Alliés au sujet du traité de Sèvres aucune condition qui concernât spécialement la France. Ils demandaient alors, ainsi que leurs radios de propagande l'ont publié : l'évacuation de Smyrne par les Grecs et l'autonomie de cette région, sous l'administration directe de la Commission des détroits; l'autonomie de la Thrace constituée en état-tampon sous la souveraineté ottomane; l'adjonction à la Commission chargée de délimiter la zone neutre, de délégués de Smyrne, de la Thrace et de l'Anatolie; la modification, dans un sens favorable à la Turquie, des articles de la partie financière et économique du traité de paix; la séparation du Sultanat et du Khalifat.

Quelle est, dans ces conditions, notre situation vis-à-vis des Kémalistes? Nous prolongeons un cruel malentendu en nous battant avec eux sans avoir d'élément essentiel de dissentiment. Or, nous venons de leur donner la mesure de notre résolution et de notre force en remportant sur eux les incontestables succès de la colonne du général Goubeau, en leur enlevant Aïntab, et nous savons comment nos voisins d'Adalia, les Italiens, ont réalisé dès longtemps un arrangement très favorable avec Kémal pacha, avec lequel ils vivent en paix.

Aussi, tant pour ces motifs qu'en raison de la politique d'économie qu'il est du devoir du Gouvernement de poursuivre, ainsi qu'il l'a proclamé lui-même en affirmant son désir de faire cesser nos sacrifices en Cilicie, il est certain qu'il n'hésitera pas à faire comprendre aux négociateurs nationalistes convoqués à Londres les avantages réciproques de la situation présente. Mais il fera entendre en même temps que nous sommes prêts à continuer notre effort, si cela est indispensable, même si c'est seulement au prix de nouveaux succès militaires que doit être réalisée une paix favorable.

Le choix de notre Haut-Commissaire à Constantinople est, pour la France, la garantie que la question kémaliste est abordée avec toute la finesse et la force qui ont toujours caractérisé le général Pellé, aussi distingué diplomate que brillant chef militaire.

Puisse la paix rétablie prochainement en Turquie nous rendre à nos traditionnelles relations de confiance avec ce pays qu'une erreur largement exploitée par nos ennemis a lancé contre nous dans une guerre où il a été bien près de perdre son existence même! C'est seulement quand tant de nuages encore menaçants auront pu être écartés par le souffle de sincérité et de bienveillance réciproque qui mûrira la réconciliation de la France avec les Turcs, que notre œuvre en Cilicie comme en Syrie pourra prendre toute sa valeur et porter tous ses fruits.

XII. — CONCLUSION

Les développements de cette étude ont montré quelle a été la valeur de l'effort français au Levant, dans un présent procédant d'un passé illustre. Ils ont tenté de prouver aussi quelles étaient

les possibilités d'avenir. Comment n'en pas conclure que la France ne peut les envisager qu'avec confiance et sans soulever à nouveau la grave question du principe même de son action en Orient, qu'elle a déjà solennellement résolue, alors qu'il aurait été temps encore d'adopter une solution contraire ? Il est trop tard aujourd'hui pour revenir sur ce choix. La France a pris sa décision parce que son prestige national l'y engageait, parce que son intérêt immédiat et lointain le commandait. Or, ce serait gravement compromettre sa situation non seulement en Orient, mais encore en Europe et dans le monde, que de songer à renoncer aujourd'hui à son œuvre au Levant. Cette œuvre est justifiée par nos droits historiques, par notre situation dans le pays, que la volonté populaire a consacrée en Syrie et qu'ont sanctionnée les Puissances alliées par l'octroi du mandat français.

Ce serait aussi renoncer, non seulement à tous les avantages matériels escomptés, et qui ont été exposés en détail dans les pages précédentes, ce serait méconnaître de même l'importance de la situation que nous occupons en Méditerranée orientale et, par conséquent, sur les routes de l'Extrême-Orient

Il ne faut pas négliger non plus de signaler quelle est l'importance de la présence en Syrie de la France, grande Puissance musulmane, qui tire de cet avantage une force particulière. Le docteur Samné, dont la remarquable étude a déjà été citée, dénombre la répartition entre les Puissances européennes des dix-sept points d'où rayonne la vie intellectuelle et morale de l'Islam. Il signale que nous en détenons deux seulement : Kairouan et Fez. Or l'Angleterre en possède six : le Caire, Bagdad, Lahore, Delhi, Bénarès, Calcutta; en outre, Kaboul, Chiraz et Ispahan relèvent aujourd'hui, plus ou moins directement, de son influence. Il est donc d'un intérêt capital que nous nous trouvions présents à Damas, vieux centre de l'Islam, à Alep, au milieu d'un pays de transition entre l'Islam arabe et l'Islam turc, à proximité enfin de l'Arabie et des communications territoriales avec La Mecque, qui continue à représenter le lieu le plus vénéré des Mahométans, le centre même de leur société religieuse et morale.

Voilà la situation qui nous est acquise au point de vue musulman, avec la possibilité d'en tirer l'avantage de nous appuyer sur la masse puissante d'une population éclairée qui

appréciera et fera apprécier les avantages de notre tolérance et de notre collaboration. C'est pourtant ce que contestent les partisans d'une évacuation immédiate de la Syrie, qui nous menacent d'une brouille avec l'Angleterre, alors que c'est elle qui nous a justement demandé de venir la remplacer en Syrie, conformément aux dispositions dûment signées par elle-même. Les mêmes prophètes proposent alors le renvoi dans l'Afrique du Nord, dans de pareilles conditions, des quarante bataillons de musulmans que nous entretenons au Levant... Que ceux qui connaissent l'Islam jugent !

Et s'il était permis de contester l'avantage final de notre position actuelle dans la Méditerranée orientale en Syrie, que l'on n'oublie pas cette simple formule qui résume toute la question : « Si nous n'y étions pas, d'autres y seraient. »

Non, il ne peut être accepté de remettre en cause toute l'orientation générale et le principe même de la politique française en Orient lorsque vient à se produire un incident militaire, de portée infime, et attestant seulement une fois de plus que le pays n'est pas entièrement pacifié, ce que chacun sait, ou parce que survient une demande de crédits qui paraît surprendre l'opinion, comme s'il était possible d'entamer une œuvre durable et féconde sans que ce soit au prix de sacrifices initiaux. Le Parlement a compris que ces dépenses sont surtout une mise de fonds et représentent des frais d'installation.

On invoque souvent, à propos du coût de la Syrie, la situation actuelle du Maroc et les prodiges qu'y a réalisés le général Lyautey. Ils méritent, en effet, toute notre admiration, mais ce n'est pas au Maroc de 1920 qu'il faut comparer le Levant d'aujourd'hui, c'est à celui de 1908. Nous n'en sommes pas, en Syrie, à payer des dépenses d'entretien ou d'amélioration qui seraient la manière de loyer d'une installation bien établie, nous en sommes à jeter les bases mêmes de l'édifice et à poursuivre laborieusement sa construction. Qu'on n'oublie pas, dans le même ordre d'idées, pour les dépenses militaires, que c'est un outillage véritable qu'il a fallu créer là, par l'apport à pied d'œuvre de tous les moyens militaires qui faisaient défaut, et que la guerre véritable poursuivie actuellement contre nous par les nationalistes turcs ne peut avoir une durée indéfinie.

Sans entrer dans le détail de tous les arguments qui pourraient être encore cités, remarquons également que l'inflation

budgétaire actuelle pour le Levant, qui ne doit pas être durable, tient en particulier à l'éloignement de la France de la Syrie et de la Cilicie, et aux difficultés de transports dont la moindre se complique d'une telle augmentation de prix que la tonne de charbon qui coûtait avant la guerre, à Port-Saïd, une trentaine de francs, en vaut aujourd'hui, au même endroit, plus de cinq cents. Enfin, pour cette dépense comme pour les autres, il ne faut pas oublier que nous subissons en Orient les conséquences désastreuses de la baisse de notre change, que, pour la Syrie, l'étalon des valeurs demeure encore la monnaie égyptienne, et pour la Cilicie, la livre turque or, et que l'une et l'autre émises entre 20 et 25 francs en valent, au taux du change actuel, 60 à 80.

Il faut rappeler également, ici, que toute la part de nos dépenses qui concerne la Cilicie, n'est à proprement parler qu'une avance à la Turquie, à laquelle l'article 236 du traité de Sèvres fait une obligation de rembourser à l'occupant l'entretien des troupes occupant les territoires laissés par le traité à la nationalité ottomane, et qui doivent faire retour à la souveraineté de la Porte.

En tenant compte de ces déductions et de ces considérations, on s'apercevra que l'effort demandé à la France n'est pas disproportionné aux avantages d'avenir que l'on doit attendre.

M. Georges Leygues, président du Conseil, a exposé la question en ces termes, le 8 décembre dernier, devant les commissions sénatoriales des Affaires étrangères et des Finances : « Nous sommes allés en Syrie, non seulement parce que nous avions à y soutenir une longue tradition et des œuvres nombreuses, mais pour une raison plus haute encore. La France est une nation méditerranéenne, l'axe de sa politique est dans la Méditerranée, et, si son rôle s'y amoindrissait, son prestige en recevrait un échec grave. Tous les gouvernements sans exception l'ont ainsi pensé. Mais, si la France était confinée dans le bassin occidental de cette mer, elle serait très diminuée; il nous faut établir en Syrie les bases de notre action orientale. C'est pourquoi le gouvernement revendique la zone syrienne et Alexandrette, qui sera, avant trente ans peut-être, un des plus grands ports de la Méditerranée. » Ce n'est pas M. Aristide Briand, l'auteur des accords de 1916, qui contredira son prédécesseur.

L'opinion française ne pourra pas méconnaître non plus la valeur d'un tel langage et elle voudra persévérer dans l'œuvre entreprise.

Elle admettra qu'il est indispensable de s'en tenir à la formule la plus économique et la plus digne pour maintenir nos intérêts en Cilicie et y assurer, dès que la situation de notre prestige le permettra, la remise du pays aux autorités ottomanes régulières, représentant le gouvernement de l'ensemble de leur pays. Les garanties à exiger en échange de cette remise sont la protection des minorités chrétiennes, dont nous gardons la responsabilité morale, la consécration et la réalisation des avantages économiques que nous devons escompter conformément aux droits qui nous ont été reconnus, le remboursement des dépenses que nous avons faites pour l'occupation du pays et qui ne doivent constituer qu'une avance au gouvernement de la Sublime-Porte.

En Syrie, nous poursuivrons, en collaboration avec la partie éclairée de la population, qui nous a aussi ardemment appelés que cordialement accueillis, et qui sait tout le prix de notre aide, l'équipement administratif, politique et économique du territoire de mandat, afin de lui assurer l'ordre moral et la prospérité matérielle.

Notre pays garde ainsi au Levant un rôle d'une importance primordiale. Son représentant en Syrie ajoute heureusement à notre prestige de nation victorieuse son ascendant personnel et sa haute influence morale.

La France le sait. Elle n'a pas oublié la Champagne, et a placé, avec nos amis du Levant, toute sa confiance dans le général Gouraud.

TESTIS.

LA PENSÉE RELIGIEUSE
DE
JOSEPH DE MAISTRE
D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

I

1774-1792

Cent ans ont passé depuis la mort de Joseph de Maistre, cent ans au cours desquels les aspirations de ce laïc, développées dans le livre du *Pape*, furent ratifiées, au concile du Vatican, par l'épiscopat de l'univers. Son action religieuse est connue; sa personnalité religieuse demeure discutée. Aux alentours de 1860, Edmond Scherer disait de lui : « Il raisonne sur des prémisses posées par l'autorité... Jamais il n'a réellement cherché à pénétrer le dogme traditionnel, à se l'adapter, à se l'approprier, ne fût-ce que par l'intelligence... Comme il n'y a rien de sain, de calme, d'édifiant dans sa dévotion, il n'y a rien non plus de personnel, d'intérieur, de moral, dans ses convictions (1). » Ce jugement laissa derrière lui toute une traînée de suspicions ; et peu à peu, au sujet de Maistre (2), les points d'interrogation se multiplièrent. L'auteur du *Pape* et des *Soirées*,

(1) *Mélanges de critique religieuse*, p. 283, 287, 293.

(2) Respectant comme un testament le désir qu'exprimait Joseph de Maistre dans une lettre à M. de Syon (*Œuvres*, XIV, p. 243), nous dirons : *Maistre*, non *De Maistre*.

qui prépara l'opinion chrétienne à l'acceptation d'une nouvelle définition dogmatique, avait-il mis à l'école du dogme sa propre pensée ? La vie intérieure de cet apologiste participait-elle à la vie même de l'Église ? Cet ultramontain, dans la pratique, observait-il les disciplines catholiques? Maistre, en un mot, pensait-il, priait-il, agissait-il en fils de l'Église? Ou bien ressemblait-il à l'un de ces contreforts qui soutiennent du dehors les murs des basiliques, à l'un de ces zouaves pontificaux qui, dans leur ardeur à faire le coup de feu pour le Pape, espaçaient parfois à l'excès leurs visites au confessionnal et même à l'autel?

On fouillait cette édition Vitte qui, il y a trente-cinq ans, rassembla commodément en quatorze volumes les morceaux épars de la grande œuvre de Maistre, et qui seule fait autorité; et lorsqu'on y auscultait les pulsations religieuses de l'écrivain, on croyait pouvoir, en sécurité, s'abandonner à cette jouissance, de se sentir en contact avec une âme, et non point seulement en présence d'une attitude. D'outre-tombe, Xavier, puis Constance surgissaient : dans des lettres que publiaient M. l'abbé Klein, M. Latreille, le P. Dudon (1), ils attestaient que leur frère, que leur père, avait été, bien effectivement, un catholique fervent. Mais voilà que s'entr'ouvraient les registres des vieilles loges savoyardes : un érudit collaborateur des *Annales révolutionnaires*, M. François Vermale, les compulsait avec une sévère méthode (2), et des textes précis permettaient de conclure que, de sa vingt-et-unième à sa trente-sixième année, Maistre avait été, non moins effectivement, un fervent franc-maçon. Et toutes ces données nouvelles projetaient des lueurs, mais ces lueurs s'offusquaient, se contrariaient entre elles.

En mettant à notre disposition, avec une libéralité digne d'une gratitude profonde, certains documents de ses archives familiales, conservées en son château de Saint-Martin-du-Mesnil-Oury, M. le comte de Maistre, arrière-petit-fils de l'illustre écrivain, nous a permis de voir clair, et de faire voir clair : qu'il en soit ici remercié, avec son frère, le P. Dominique de Maistre. Nous avons pu consulter, parmi les volumes où Maistre groupait ses notes de lecture et parfois les commentait, un gros

(1) *Correspondant*, 10 décembre 1902 ; *Quinzaine*, 16 juillet 1905; *Études*, 20 novembre 1910.

(2) François Vermale, *La franc-maçonnerie savoisienne à l'époque révolutionnaire d'après ses registres secrets* (Paris, Leroux, 1912).

in-folio qui porte au dos : *Religion E*, et deux massifs petits in-octavos, intitulés : *Mélanges A* et *B*, dans chacun desquels la rubrique *Religion* occupe un certain nombre de pages ; et nous avons eu sous les yeux la copie du journal manuscrit où Maistre, à partir de 1790, notait grands et petits événements de sa vie. Ces pages qu'il écrivait pour lui seul nous ont invité à le suivre jusqu'au pied de l'autel, à le voir s'agenouiller, communier. Mais une chemise nous était montrée, qui, sous le titre : *Illuminés*, rassemblait un certain nombre de documents, remontant pour la plupart à la période d'avant la Révolution : ils nous faisaient pénétrer dans le monde des loges ; à leur lumière, nous pouvions constater les rapports de Maistre avec cette souveraineté maçonnique qu'était le duc de Brunswick, étudier ses idées personnelles sur le rôle de la maçonnerie, et saisir, plus tard, dans un long Mémoire adressé à Vignet des Etoles, les souvenirs qu'il gardait de la « frérie » maçonnique. Par un paradoxe que Maistre aurait aimé, ce dossier d'illuminisme nous apportait la preuve décisive qu'en aucune période de sa vie l'attachement intime de Maistre à la révélation chrétienne ne s'était démenti. En toutes ses étapes et dans toutes ses nuances, la religion de Maistre nous devenait plus accessible : derrière l'auteur, nous touchions l'homme, et, dans l'homme, le croyant.

I. — AU LIT DE MORT D'UNE MÈRE : PLAIDOYER POUR LA PROVIDENCE. — LES HEURTS DE L'ESPRIT DU SIÈCLE CONTRE L'ESPRIT DE TRADITION.

C'est au lit de mort de sa mère, en juillet 1774, que, pour la première fois, nous entrevoyons, à l'épreuve, la religion de Maistre. On peut avoir foi dans les actes qui coïncident avec des heures de souffrance : l'âme alors, dénudée parce que déchirée, ne se ment point à elle-même, ni à autrui, ni à Dieu. Maistre, devant la dépouille maternelle, fit ses débuts comme avocat d'office de la Providence. Un ami, le chevalier Roze, nous a décrit l'émouvante turbulence de ce deuil de famille, en termes qui nous rappellent que nous sommes au siècle de Greuze. Voilà M. Maistre, le président, « couché en désordre sur un canapé, » et cinq de ses dix enfants, autour de lui, « poussant des cris perçants, » et Jozon, — c'est notre Maistre, — « se jetant sur le corps de son père, cherchant à le consoler. » Une des filles, Jeannette, faisait contre le Ciel des imprécations que Roze trou-

vait sublimes. Mais le Ciel rencontrait un vengeur: « Jamais conversation ne fut plus forte, plus énergique, que celle qu'il y eut entre Jeannette et son frère sur la Providence, dont il voulait justifier la sagesse qu'elle attaquait (1). » Jeannette n'avait pas douze ans, Joseph en avait vingt et un. Toute sa carrière de penseur s'insère entre cette veillée funèbre et les *Soirées de Saint-Pétersbourg ou Entretiens sur le gouvernement temporel de la Providence*, que dès 1806 il déclarait rouler depuis longtemps dans sa tête (2), et que sa mort laissera inachevées.

Maistre croit, même parmi les affres du deuil, que ce que Dieu fait est bien fait. Il y a des douleurs qui se révoltent; d'autres s'unissent mystiquement aux souffrances du Christ ou de la Madone, et trouvent, dans cette solidarité d'épreuves, la force d'accepter ; le plus grand nombre oscillent, lamentablement pantelantes, entre la révolte et l'acceptation. La première grande douleur de Maistre échappe à ces classifications. Celle-là s'agenouille devant Dieu, parce que Dieu est un souverain, et qui ne peut être que sage; elle se considère comme un détail du gouvernement divin, et ne permet pas qu'on attaque ce gouvernement-là; elle n'est encline ni à la rébellion, ni aux pieux élans d'abandon ; elle est loyaliste, elle est ce que doit être la douleur chez un sujet de Dieu. Ce jeune homme qui pleure, mais qui ne veut pas qu'on ose incriminer, pour ses pleurs, la responsabilité du Très-Haut, annonce déjà le futur apologiste des conseils divins et de l'obéissance humaine.

Il fut l'élève des Jésuites, que disperse et supprime, en cette même année, un ouragan venu de Rome. Il leur doit de bien connaître le catéchisme, dont plus tard il dira les richesses à ses « frères » des loges. Il leur doit son entrée dans la grande congrégation de Notre-Dame de l'Assomption, dite aussi congrégation des Nobles ou des Messieurs, édifiant groupement qui, tant que les Jésuites purent s'en occuper, ménageait à ses membres, périodiquement, des retraites spirituelles de neuf jours. Simultanément, depuis l'âge de quinze ans, il appartient, tout comme son père, à une autre confrérie, celle des Pénitents Noirs, qui, quatre fois l'an, par leurs processions humiliées et lugubres, rappellent à la cité savoyarde la proximité du trépas

(1) Descostes, *Joseph de Maistre avant la Révolution*, I, p. 127-128 (Moutiers, 1894).
(2) *Œuvres*, X, p. 112 (lettre à Mgr de La Fare).

et le néant de la vie, et qui passent auprès des condamnés à mort la nuit précédant l'exécution. Voilà le cadre où s'insère et se conserve la vie religieuse de ce jeune homme, avec des intransigeances, des susceptibilités, dont sa sœur Jeannette, trop amère contre Dieu, sentit l'éloquente révolte.

Mais le XVIII[e] siècle français cognait aux portes de la Savoie, il y entrait. Nous avons le catalogue d'une bibliothèque de sénateur savoyard : tout le philosophisme des bords de la Seine, à commencer par l'*Encyclopédie*, y bravait la poussière des rayons (1). Lisons les conclusions juridiques du jeune substitut Maistre sur des questions de banalités ou de biens communaux : elles trahissent un certain esprit antiféodal, qui s'épanche même, une fois, en une sortie virulente contre l'« anarchie » du moyen âge, « la féroce indépendance des nobles, l'influence illimitée du clergé, l'ignorance des uns et des autres (2) : » c'est avec les yeux de son siècle que Maistre regarde ce passé. Asseyons-nous au Sénat de Savoie, pour applaudir aux harangues d'apparat dans lesquelles sa toilette oratoire se règle sur la mode du temps : *Éloge de Victor-Amédée III* (1775) ; *Discours sur la Vertu* (1777); *Discours sur le caractère extérieur du magistrat* (1784). Le voilà s'enthousiasmant pour le souverain qui, « amenant par la main la vraie philosophie, lui ordonne de souffler sur les vieilles formules ; » s'enthousiasmant pour ce peuple qui, là-bas en Amérique, se soulève (3). On l'entend rééditer en quelques phrases le roman de Rousseau sur les origines du corps social, ce roman contre lequel plus tard il mobilisera ses sarcasmes, et souhaiter « que nos citoyens rassemblés fussent maîtres de nous demander compte de notre conduite (4) ; » et lorsque, devant un auditoire qu'il appelle « la nation, » il définit le devoir du magistrat, il prévient les sénateurs que le public les « compare au tableau » qu'il trace, et que le public « juge les justices (5). » Eût-il aimé, plus tard, ces idées et ces expressions ? J'en doute fort, et je doute aussi que le Maistre des *Considérations* se fût volontiers reconnu dans certain mémoire de l'année 1788, où, s'appuyant sur « l'étince-

(1) Descostes, *op. cit.*, I, p. 149.
(2) Descostes, *op. cit.*, II, p. 29.
(3) Descostes, *op. cit.*, I, p. 298 et 307. (*Éloge de Victor-Amédée III.*)
(4) Descostes, *Joseph de Maistre, orateur*, p. 14 et 19 (Chambéry, 1896). (*Discours inédit sur la Vertu.*)
(5) *Œuvres*, VII, p. 11 (*Discours sur le caractère extérieur du magistrat*).

lant Mirabeau, » il dénonçait la « tendance malheureuse » de la puissance souveraine « à vouloir tout voir et tout faire, » le « crime » que l'on fait aux peuples de « croire qu'ils ont des droits, » leur « prodigieux abrutissement dans la plupart des monarchies (1). » La langue du siècle le grisait, l'esprit du siècle le frôlait; et M[me] Swetchine, sa confidente de Saint-Pétersbourg, diagnostiquera plus tard qu' « il n'avait pu se soustraire entièrement au prestige de l'éloquence de Rousseau (2). »

La postérité connaîtra, sur l'Inquisition espagnole, tout un livre signé Maistre : ce sera un plaidoyer, presque une apologie. Mais en 1775, au cours de son *Éloge de Victor-Amédée*, M. le substitut, tout d'un coup, prenait des réquisitions, et c'était contre les inquisiteurs, coupables de « certains sacrifices mille fois plus horribles que ceux que nos ancêtres offraient à l'affreux Teutatès (3). » « Voltaire, écrira-t-il plus tard, n'a jamais été dans ma bibliothèque (4); » il parlait pourtant de l'Inquisition comme l'auteur du *Traité sur la Tolérance*. C'était l'usage, dans cette petite Savoie, de « faire venir ses opinions de France comme ses étoffes (5) : » les discours de Maistre s'en ressentaient un peu.

Mais tout au fond de son être, ces importations intellectuelles se heurtaient à un tuf de croyances religieuses et de traditions patriciennes. Telles ces couleurs voyantes qui rapidement pâlissent et s'éteignent, les empreintes du philosophisme sur la pensée de Maistre étaient superficielles et fragiles. Membre d'un patriciat qui n'était pas une simple parure de cour, et qui affectait de se sentir un rouage de l'État, Maistre, à ce titre, — ses écrits ultérieurs en font foi, — se réputait investi d'une sorte de « sacerdoce laïque, » et rigoureusement obligé à défendre l'esprit national et à veiller, spécialement, sur la religion, « la première et la plus sacrée des propriétés » du patricien (6). L'*Éloge de Victor-Amédée* célébrait la religion, non seulement comme « l'hommage indispensable de la créature au Créateur, » comme « le lien sacré qui unit la terre au ciel, »

(1) *Mémoire sur la vénalité des charges*, publié par Clément de Paillette, *Livres d'hier et d'autrefois*, p. 269-271 (Paris, Poussielgue, 1896).

(2) Falloux, *M[me] Swetchine, sa vie et ses œuvres*, I, p. 399 (Paris, Perrin).

(3) Descostes, *Joseph de Maistre avant la Révolution*, I, p. 305.

(4) Maistre à De Place, 7 sept. 1818 (Latreille, *Revue Bleue*, 9 mars 1912, p. 294).

(5) *Œuvres*, VII, p. 141.

(6) *Œuvres*, VIII, p. 115, et II, p. 430, n. 1.

comme « l'espoir de l'homme vertueux, » comme « le motif unique qui attache le malheureux à la vie, » mais aussi comme « le plus puissant des ressorts politiques et le vrai nerf des États ; » et le jeune orateur n'humiliait les rois dans la commune égalité chrétienne que pour attacher à leurs sceptres, immédiatement relevés, la prérogative de protéger la religion (1). Sujet et fonctionnaire d'une monarchie qui, par-dessus tout, craignait « les secousses, les innovations, les mesures extrêmes, et les coups d'éclat ; » membre d'un « heureux » petit État qui, cinquante ans durant, fit peu parler de lui ; spectateur d'un système d'habitudes politiques qui consistait à ménager tous les partis pour éviter tous les heurts ; spectateur d'un système de temporisations diplomatiques dont le premier mot était toujours : *De peur que*, et qui ne permettait au cabinet de Turin d'avoir aucun « parti pris décidé (2), » Maistre détestait, d'instinct, les propagandes orageuses et leurs pétulantes exigences.

Or, le siècle semait l'impiété, et le siècle semait la tempête. Et Maistre déclarait, en son discours de 1784 : « Ce siècle, qui a fait et préparé de si grandes choses trop souvent par de mauvais moyens, se distingue de tous les âges passés par un esprit destructeur qui n'a rien épargné. Lois, coutumes, systèmes reçus, institutions antiques, il a tout attaqué, tout ébranlé, et le ravage s'étendra jusqu'à des bornes qu'on n'aperçoit point encore (3). » Même épris des « grandes choses » dont le siècle était l'ouvrier, il détestait les méthodes, la manière : c'était trop brutal à son gré. Le sens de sa responsabilité de caste, l'instinct de la continuité sociale et de la perpétuité des institutions, l'attachement à ces assises sur lesquelles reposaient la complexité même de son devoir et la dignité même de sa vie : tout cela faisait barrière entre l'âme de Maistre et les assauts de cette terrible contemporaine, libertine et subversive, qui fièrement se dénommait la Raison.

II. — EN LOGE : LA CARRIÈRE MAÇONNIQUE DE MAISTRE

Le dernier quart du XVIIIe siècle fut pour le catholicisme une ingrate période : le prestige du dogme, assailli par les philo-

(1) Descostes, *op. cit.*, I, p. 295 et 304.
(2) *Œuvres*, VII, p. 160 ; IX, p. 160-161 ; XII, p. 375-377.
(3) *Œuvres*, VII, p. 30.

sophes, le prestige de la Papauté, offensée par les Bourbons dans la personne de Clément XIV et par Joseph II dans la personne de Pie VI, subissaient alors une sorte d'éclipse : l'Église respirait mal. Son contact avec les intelligences était médiocrement favorisé par un tel essoufflement; et pour essayer d'escalader l'inaccessible ou de nommer l'ineffable, elles empruntaient des voies qui n'étaient plus celles de l'Église, alors même que, dans la ferveur des réunions de confréries, les genoux continuaient de fléchir.

Maistre allait en loge, malgré les prohibitions des papes et malgré la « mauvaise opinion » qu'avait de l'ordre maçonnique l'évêque de Chambéry (1). Les documents pontificaux, à cette époque, étaient à demi déchus de cette influence qu'à la voix même de l'auteur du *Pape*, le XIXe siècle leur restituera : se heurtant aux frontières, au lieu de planer au-dessus d'elles, ils étaient comme humiliés par la dure nécessité de cogner à la porte des Parlements pour se faire enregistrer, et l'on s'habituait facilement à ne voir en eux que des opinions de la puissance spirituelle, livrées aux disputes des hommes. Il ne semble pas qu'à aucun moment de sa vie les bulles de Clément XII et de Benoît XIV contre les sociétés secrètes aient inquiété Maistre. En 1810, à Pétersbourg, invité à se rendre en loge, pourquoi refusera-t-il? Parce que l'empereur Alexandre ne permet ces assemblées « qu'à regret, » et parce que « plusieurs personnes de mérite » les regardent comme une « machine révolutionnaire (2). » Mais en 1811, dans son quatrième *Chapitre sur la Russie*, tout en déclarant qu'en temps de fermentation il vaut mieux prohiber toutes réunions secrètes, Maistre maintiendra que la « franc-maçonnerie pure et simple, telle qu'elle existe encore en Angleterre, n'a rien de mauvais en soi, et qu'elle ne saurait alarmer ni la religion, ni l'État... L'auteur de cet écrit, insistera-t-il, l'a suivie très exactement et longtemps; il a joint à son expérience celle de ses amis; jamais il n'a rien vu de mauvais dans cette association (3). »

Il ne crut donc pas pécher ni avoir péché contre l'Église en

(1) Vermale, *op. cit.*, p. 6, n. 3.
(2) *Œuvres*, XI, p. 472.
(3) *Œuvres*, VIII, p. 325-326. Sur les interprétations différentes auxquelles ont donné lieu les constitutions maçonniques anglaises de 1723 et 1738, voir Dudon. *Études*, 20 décembre 1917, p. 681-707.

s'affiliant, jeune substitut, à la loge *Saint-Jean des Trois Mortiers*, grande maîtresse loge des États du roi de Sardaigne, fille spirituelle du Grand-Orient d'Angleterre. La signature Maistre, avec le titre pompeux de « grand orateur, » s'étale au bas d'un long placet du 13 octobre 1774, dans lequel les Frères des *Trois Mortiers* se plaignent à leurs supérieurs de Londres qu'on ait émancipé de leur propre obédience la loge de Turin. « C'est nous, protestent-ils, qui sommes votre première conquête dans ces contrées; c'est un de nos *cytoïens (sic)* qui reçut vos pouvoirs à Londres. L'Italie, l'Allemagne, la France nous tendaient les bras; mais nous voulûmes tenir la maçonnerie de vos mains. » Et les voilà qui s'indignent que la loge turinoise ait eu le droit d'élire un grand-maître provincial : « Le bonheur, gémissent-ils, s'obstine à nous fuir (1). » Les Frères des *Trois Mortiers* ne veulent pas être consolés.

Maistre, dans le mémoire sur la franc-maçonnerie que, le 30 avril 1793, il remettra au baron Vignet des Étoles, définira les *Trois Mortiers* « une société de plaisir dont le gouvernement n'avait absolument rien à craindre (2); » et en décembre de la même année, s'irritant un peu dans une lettre au même Vignet, il lui dira : « L'unique chose qui me fâche, c'est de vous voir parler sérieusement de cette niaiserie de franc-maçonnerie, enfantillage universel en deçà des Alpes, dont vous auriez été si vous aviez vécu parmi nous, et dont je me mêlais si peu depuis que j'étais enfoncé dans les affaires, que j'ai reçu un jour une députation pour savoir si je voulais être rayé de la liste (3). »

J'inclinerais à placer entre les années 1774 et 1778 ce demi-sommeil maçonnique de Maistre : la fin de non-recevoir opposée par Londres à la plainte des *Trois Mortiers* avait certainement suscité des amertumes, qui se traduisaient en bouderies. Mais un Allemand du nom de Schubart survint dans ce petit monde des loges savoyardes, porteur d'un message nouveau. Ancien commissaire des guerres au service de l'Angleterre, ce Schubart, « sachant que l'aimant le plus sûr d'attirer les hommes est l'intérêt, » apporta dès 1774 de beaux projets de tontines, qui permettraient aux Frères des loges d'avoir tour à tour, leur vie

(1) Descostes, *op. cit.*, I, pp. 225-229.
(2) Mémoire inédit, dont nous savons la date par le *Journal* inédit.
(3) *Œuvres*, IX, p. 59.

durant, de lucratives pensions (1). Le rite qu'il proposait était le rite écossais, détaché vers 1735 de la maçonnerie anglaise, et qui, enrichi et remanié dans les loges allemandes, avait acquis un surcroît de mystère par la création de nouveaux grades secrets, un renouveau d'éclat par l'amusante prétention de se rattacher aux Templiers, et des séductions imprévues, grâce aux combinaisons financières de Schubart (2). En 1771, un autre Allemand, le baron de Weiler, avait inauguré en France, en faveur de ce rite, une vigoureuse propagande : le *Directoire écossais* ou *Réforme du Nord* s'organisait en provinces de Bourgogne, d'Occitanie, d'Auvergne, avec Strasbourg, Bordeaux, Lyon, comme capitales. Et Maistre va nous dire, dans son Mémoire à Vignet, comment Chambéry fut conquis :

Les francs-maçons de Lyon projetèrent d'établir une loge semblable à Chambéry; ils entrèrent donc en négociation au moyen d'une personne de confiance qui connaissait les deux villes. On fit des propositions. Et, enfin, sept personnes seulement, dont trois gentilshommes, furent choisies pour être les chefs et les fondateurs de la Réforme. De même, quatre seulement, dont trois gentilshommes, eurent la confiance pleine et indéfinie de Lyon. Ces quatre personnes firent successivement le voyage de Lyon pour s'instruire à la source. Deux d'entre elles y sont même retournées d'autres fois (3).

Les documents publiés par M. Vermale confirment ce texte et l'illustrent, car ils témoignent que, le 30 avril 1778, s'ouvrit à Chambéry la loge écossaise de la *Sincérité*, et que seize Frères des *Trois Mortiers*, parmi lesquels Maistre, prirent congé de la maçonnerie anglaise pour pratiquer le rite nouveau. Ce fut vers Lyon qu'ils s'orientèrent, comme vers une métropole spirituelle. L'activité merveilleuse d'un simple mercier, Willermoz, faisait alors de Lyon le chef-lieu suprême du rite écossais pour

(1) Vermale, *op. cit.*, p. 9. Les documents des *Trois Mortiers* nomment ce personnage *Scuback;* M. Vermale, dans un travail dont il a bien voulu nous donner la primeur, établit son identité avec Schubart.

(2) Le Forestier, *les Illuminés de Bavière et la franc-maçonnerie allemande*, pp. 156-166 (Paris, Hachette, 1915).

(3) C'est au milieu des bourrasques de 1793 que Maistre feuilletait ainsi ses souvenirs; ils étaient assez incertains quant aux dates. « Il y a douze ans plus ou moins, » dit-il à propos du voyage en France du baron de Weiler, qu'il appelle « Wehler, » et de l'introduction du rite écossais à Chambéry; sa mémoire lui présentait ces faits comme plus récents qu'ils ne l'étaient en réalité.

la France tout entière : chef-lieu vraiment rayonnant, et qui même allait étendre au delà des frontières son influence illuminatrice. Car à Lyon siégeait le « collège métropolitain de France, » formé de « chevaliers grands profès; » et des liens étroits rattachaient à cette cime une sorte de « classe secrète, de grade suprême, » fonctionnant à Chambéry sous le nom de « collège particulier, » et comprenant quatre « grands profès, chevaliers maçons de l'ordre bienfaisant de la cité sainte, » — quatre, pas un de plus, dont la mystérieuse dignité demeurait ignorée des profanes et dont les mystérieuses lumières étaient refusées à la commune plèbe maçonnique. Or l'un de ces quatre, qu'affublait le nom gracieux de *Josephus a Floribus*, n'était autre que Maistre. « La *Sincérité*, écrira-t-il plus tard à Vignet, était une loge aristocrate, tout ce qu'il y avait de mieux à Chambéry dans toutes les classes; » et il notera que les généreuses aumônes de cette loge faisaient « grande impression, » et que la « sobriété des repas » la distinguait.

Dépités d'une telle concurrence, les maçons demeurés fidèles aux *Trois mortiers* décidèrent qu'aucun d'entre eux ne rendrait visite aux transfuges qui peuplaient la *Sincérité*. Mais ces transfuges ne demeurèrent pas des isolés; car un troisième pouvoir maçonnique s'installait, avec lequel ils allaient fraterniser. Le Grand Orient de France, qui avait en 1769 fondé à Chambéry une loge bientôt sommeillante, fut en 1785 invité à la ranimer : « sept particuliers de Chambéry » se déclaraient tout prêts à se grouper maçonniquement, sous le vocable des *Sept amis* (1). De Paris, on demanda des renseignements aux membres de la *Sincérité*.

Ceux-ci furent d'avis, — nous reprenons le récit ultérieur de Maistre à Vignet, — que si on livrait l'institution aux classes trop peu relevées de la société, il arriverait infailliblement qu'elle finirait par tomber dans les classes infimes, et que ses sociétaires ne manqueraient pas de se faire connaître un beau jour par quelque insigne polissonnerie.

Dans le libellé de leur réponse, cependant, les patriciens de la *Sincérité* se montrèrent prudents; ils déclarèrent simplement « qu'aucun des frères de la *Sincérité* ne pouvant connaître aucun

(1) Dans le mémoire à Vignet, Maistre, toujours incertain des dates, dit : « En 1788, à peu près. » Mais la date de 1785 est établie par M. Vermale.

des *Sept amis*, ils n'étaient pas dans le cas de donner aucune instruction sur leur compte. » A quoi Maistre observe, dans son Mémoire à Vignet, que « si les Français avaient eu du bon sens, il y en avait assez pour faire rejeter la demande. » Mais le Grand Orient de France accepta de constituer les *Sept amis*, lesquels distribuèrent la lumière à deux autres loges, en deux autres coins de Savoie; et la *Sincérité*, faisant contre mauvaise fortune bon visage, daigna se montrer cordiale. Les registres des *Sept amis*, aux dates du 3 décembre 1787, du 24 avril 1788, du 3 mars 1789, du 24 avril 1789, mentionnent la visite de Maistre, délégué par la *Sincérité* avec quelques-uns de ses « frères, » qui se trouvent être, parfois, des intimes de la famille Maistre, comme Roze ou comme Salteur.

La *Sincérité* prenant ses ébats maçonniques parmi les plâtres fraîchement essuyés des *Sept amis*, c'était la noblesse savoyarde faisant des politesses à la roture. « L'égalité, explique cependant Maistre à Vignet, n'était que dans les mots : toute cette *Frérie* n'influait exactement point sur la distinction des états dans la société. »

La Révolution troublera ces superficielles cordialités. Victor-Amédée III, quoique franc-maçon lui-même, et bien qu'il tînt en haute estime les noms qu'il trouvait sur les registres de la *Sincérité*, signifiera, « au commencement de la Révolution, » à un membre de cette loge, — peut-être était-ce Maistre, — qu' « au moment où toute réunion est suspecte simplement comme réunion, on ne doit point s'assembler ; » et la loge, docile, enverra son vénérable, le comte Frédéric de Bellegarde, donner à Sa Majesté « la parole d'honneur de tous les membres, qu'ils ne s'assembleront plus sans son congé (1) : » ainsi capitulera l'activité maçonnique de Maistre devant les alarmes de son roi. Les organisations révolutionnaires de Chambéry qui, d'accord avec la maçonnerie de l'Isère et de l'Ain, prépareront le déracinement de la noblesse savoyarde, seront les prolongements authentiques, occultes, de cette loge des *Sept amis*, où, dans les années qui précédèrent la Révolution, cette noblesse venait affirmer son amour de l'humanité.

Mais le mémoire que reçut en 1793 Vignet des Etoles atteste que Maistre n'admettait qu'avec beaucoup de réserves et beau-

(1) Albert Blanc, *Mémoires politiques et correspondance diplomatique de Joseph de Maistre*, p. 18 (Paris, 1858). Le comte Rodolphe de Maistre, dans sa notice

coup de nuances les origines maçonniques de certains épisodes révolutionnaires :

« Il est infiniment probable, notait-il, que la franc-maçonnerie a servi à la Révolution, non point, à ce que je pense, comme franc-maçonnerie, mais comme association de clubs.

De savoir si les deux loges bourgeoises ont été tâtées par celle de France pour entrer dans la Révolution, c'est une question très délicate, sur laquelle il n'est guère possible de répondre quelque chose de plausible. Je crois cependant pouvoir vous assurer que la masse, le corps des loges, n'ont jamais été tentés : cette démarche aurait été trop imprudente. Quant aux individus, la loge des *Sept amis*, surtout, en comptait plusieurs de très mauvais (1). Il est possible que les Français se soient adressés à eux, mais je ne vois pas ce que tout cela aurait de commun avec la franc-maçonnerie en général, qui date de plusieurs siècles, et qui n'a certainement, dans son principe, rien de commun avec la Révolution française. »

III. — EN QUÊTE DE L'AU-DELA : LE VOYAGE DE MAISTRE A LYON

On accusait la maçonnerie de saper les puissances terrestres ; pendant longtemps, Maistre allait le nier, lui qui, dans les loges, n'avait jamais aspiré qu'à mieux connaître les puissances célestes. Parler de cloison étanche entre l'élève des Jésuites et l'adepte de l'association maçonnique, entre le confrère de l'*Assomption* et le frère de la *Sincérité*, entre le catholique et le franc-maçon, serait ne point comprendre la conscience de Maistre.

Dans le gros volume de *Mélanges B*, commencé à Turin le 25 mai 1797, nous ne trouvons pas moins de vingt-cinq pages de citations, parfois accompagnées de brefs commentaires, du traité d'Origène contre Celse ; Maistre conclut, de ce traité, qu' « Origène croyait à la magie en général, c'est-à-dire à la réalité d'une science qui peut mettre l'homme en communication avec des intelligences d'un ordre supérieur, » et qu'Origène « croyait à une magie blanche, en sorte que cette science

biographique (*Œuvres*, I, p. VIII), croit que la parole d'honneur fut portée par Maistre ; mais la lettre de Maistre, citée par Blanc, est formelle au sujet de l'envoi de Bellegarde. Voir Vermale, *op. cit.*, p. 20-21. Dans le Mémoire à Vignet, Maistre, essayant de préciser le moment où la *Sincérité* cessa de s'assembler, écrit : « Si je ne me trompe, dans l'été de 1791. »

(1) Maistre cite nommément, en un autre endroit du mémoire, « un certain Debri, orfèvre, homme fort connu par sa démocratie. » Les recherches de M. Vermale, *op. cit.*, p. 39-41, nous familiarisent avec ce personnage, qui fut, sous le régime jacobin, l'organisateur des fêtes civiques de Chambéry.

était bonne ou mauvaise, suivant le genre des esprits qu'on invoquait. » Maistre considère comme prouvé, par un passage d'Origène, que « le christianisme, dans les premiers temps, était une vraie initiation où l'on dévoilait une véritable magie divine; » et parmi les objets de cette initiation, il cite en particulier l'âme des astres et la division des nations.

Recherches et polémiques s'agitaient, depuis deux cents ans, dans les deux confessions chrétiennes, autour de cette vieille discipline de l'*Arcane*, qui, du troisième siècle au milieu du cinquième, avait savamment gradué pour les catéchumènes la révélation progressive des mystères chrétiens et ajourné jusqu'au moment du baptême l'instant décisif de la pleine « illumination » (1); et des écrits comme ceux d'Origène, où se mêlaient tant bien que mal l'Évangile chrétien et certaines imaginations gnostiques, suggéraient la trompeuse idée d'une chrétienté primitive dans laquelle une élite d'initiés aurait entrevu certaines vérités, supérieures au commun catéchisme. Maistre devait s'engouer d'une telle hypothèse : n'était-ce pas une nouvelle chiquenaude à ce philosophisme qui niait que Dieu eût jamais parlé au monde? Aux antipodes de Voltaire et des encyclopédistes, il se plaisait à penser, lui, que Dieu, dans un lointain passé, avait peut-être parlé plus précisément encore, et plus généreusement encore, que ne le croyait et que ne se le rappelait la foule humaine; et il se faisait chercheur, en loge, pour surprendre ces autres échos de Dieu, épars et comme perdus.

Nous avons eu entre les mains de longues lettres maçonniques adressées de Lyon à Maistre, en 1779 et 1780, par un Frère qui signe *Ab Eremo* (c'est Willermoz en personne); par un Frère qui signe *Gaspard a Solibus* (il s'agit de Savaron, visiteur général de la province d'Auvergne); et par un correspondant dont la signature a disparu, la fin de la lettre manquant. Ces messages sont des sortes de dissertations philosophico-théologiques : de loin, on éclaire le Frère de Chambéry; on lui annonce, le 9 juillet 1779, que Savaron va lui porter deux instructions : « par leur secours, lui dit-on, dès que vous admettez du fond du cœur les dogmes de l'existence de Dieu, de la spiritualité et immortalité de l'âme, vos doutes sur les autres points s'effaceront. » Maistre, en juin 1780, voudrait

(1) Sur le vrai sens de la discipline de l'arcane, voir Batiffol, *Études d'histoire et de théologie positive*, p. 3 à 41 (Paris, Lecoffre, 1902).

bien causer avec Willermoz ; et Savaron répond que celui-ci peut difficilement faire une absence, mais que Maistre, lui, pourrait venir passer une semaine. Nous devinons que, dans sa correspondance avec les Frères de Lyon, Maistre, parfois, dut se montrer sarcastique : un jour, paraît-il, mal persuadé de ce que ces Frères lui avaient confié sur Dieu, il s'égayait par « la comparaison d'un imbécile d'amiral qui, au lieu d'aller foudroyer ses ennemis avec son gros vaisseau, leur enverrait cent petits bateaux pour les amuser et se faire battre. » Ces plaisanteries choquaient son correspondant lyonnais, qui le sermonnait un peu : « Suspendez du moins, mon bien cher Frère, votre jugement là-dessus ; et ne vous permettez jamais de vous égayer sur ce que vous ne comprenez pas encore. Ce sera prévenir des regrets et peut-être des remords. » Et Maistre était invité à « méditer et approfondir les droits positifs de l'immense puissance de la volonté de tout être libre. »

« Je consacrai jadis beaucoup de temps à connaître ces Messieurs, écrira-t-il en 1816 ; je fréquentai leurs assemblées ; j'allai à Lyon les voir de plus près. » (1) Un jour de 1780 ou de 1781, Maistre prit en effet la route de Lyon. Les mystères de théurgie qu'avait élaborés Martinez Pasqualis (2) lui furent évidemment révélés. L'entreprenant Willermoz était en effet très épris de ces mystères : il allait bientôt, quittant sa boutique, batailler pour eux, dans le convent maçonnique de Wilhelmsbad, avec l'appui fraternel du duc Ferdinand de Brunswick et du landgrave Charles de Hesse. Maistre se convainquit à Lyon que les martinistes, — ainsi s'appelaient ces disciples de Martinez Pasqualis, — « avaient des grades supérieurs, inconnus même des initiés admis à leurs assemblées ordinaires ; qu'ils avaient un culte, et de hauts initiés ou espèce de prêtres, qu'ils appelaient du nom hébreu *cohen*. » (3) Rien de plus exact : Willermoz avait ajouté deux grades secrets aux six hauts grades du rite primitif, et les « élus coens, » dépositaires de la doctrine de Martinez Pasqualis, prétendaient, par

(1) Margerie, *Le comte Joseph de Maistre*, p. 431 (Paris, Soc. bibliographique, 1882).

(2) Sur cet énigmatique personnage, qui ne fut sans doute ni Juif, ni Portugais, mais d'origine catholique et probablement dauphinoise, voir Gustave Bord : *La franc-maçonnerie en France des origines à 1815*, I, p. 244-248. (Paris, Nouvelle librairie nationale, 1908.)

(3) *Œuvres*, VIII, p. 329 ; V, p. 249.

certaines cérémonies, assujettir les « puissances et vertus de la région astrale, » agents et intermédiaires de Dieu, et susciter les manifestations, les communications sensibles, qui amèneraient l'âme à percevoir physiquement le Rédempteur, le Réparateur, la Cause active et intelligente (1).

Maistre dut écouter, étudier : il y avait en lui un fouilleur de l'au-delà, tout prêt à prendre élan pour certaines spéculations, et d'autre part un flaireur des ridicules, capable de surveiller et de ralentir certains élans. « Si cet excellent homme n'avait pas été si bon chrétien, écrira de lui, au lendemain de sa mort, Le Pappe de Trevern, futur évêque de Strasbourg, s'il avait été incrédule, il aurait fait presque autant de mal que Voltaire, par les sarcasmes, l'ironie et le tour piquant dont ses ouvrages sont remplis. (2) » Ce « Voltaire retourné » qu'il y avait en Maistre devait être un dangereux spectateur pour certaines cérémonies martinistes; mais ce « Voltaire retourné, » c'était en même temps un anti-Voltaire, que devaient réjouir et passionner les défis jetés au scepticisme des philosophes par tout cet étalage de « mystère, » par toutes ces parades de « préter-naturel. »

IV. — MAISTRE AU DUC DE BRUNSWICK (1781) : CE QU'EST LA MAÇONNERIE, CE QU'ELLE DOIT ÊTRE

Un Maistre ne pouvait longtemps demeurer un écolier : il eut bientôt une conception très personnelle du but de la maçonnerie, de son organisation, de ses devoirs. Un mémoire de soixante-quatre pages, qu'il rédigeait en 1781 pour le duc Ferdinand de Brunswick-Luneburg, grand-maître de toutes les loges écossaises unies (3), nous révèle cette conception. L'idée,

(1) Le Forestier, *op. cit.*, p. 357 et 362.

(2) *Bulletin diocésain d'histoire et d'archéologie de Quimper*, 1916, p. 217.

(3) Sur ce personnage, qu'il ne faut pas confondre avec le vaincu de Valmy, voir Le Forestier, *op. cit.*, p. 175, n. 1. Maistre a mis à son mémoire un titre latin ainsi libellé : *Celsissimo principi Ferdinando de Brunswick, in ordine dilectissimo fratri A Victoria, viro qui tanti mensuram nominis implens, pacis artibus et belli juxta insignis, Europam, quam tenuit armis, virtutibus illustrat, hoc de reformanda liberorum latomorum societate tentamen, summi obsequii leve monumentum D.D.D. fratris titulo superbus addictissimus servus, comes Josephus Maria M..., in ord. Fr. J. M. A Floribus.* Camberii, A. R. S. M. 1781. En-dessous, figurent en exergue trois vers de la troisième satire de Perse :

Disciteque, o miseri ! Et rerum cognoscite causas !
Quid sumus ? Et quidnam victuri gignimur ? Ordo
Quis datus ? Humana qua parte locatus es in re ?

la forme, tout dans ce mémoire porte la griffe de Maistre. Brunswick voulait « porter l'ordre et la sagesse dans l'anarchie maçonnique : » en vue du prochain convent de Wilhelmsbad, il avait, par circulaire, questionné les loges. Maistre remerciait le duc, l'encourageait : il lui paraissait beau qu'on proposât « à des hommes divisés par l'intérêt, par la jalousie nationale, par les systèmes politiques, religieux et philosophiques, de se réunir, de s'entendre, de signer un traité éternel au nom du ciel et de l'humanité. » Une à une, il allait passer en revue les questions qui devaient être soumises au futur convent : « Qu'étions-nous? que sommes-nous? Avons-nous des maîtres? Devons-nous subsister? sous quelle forme? »

L'opinion d'un auteur anglais rattachant les francs-maçons aux architectes des anciennes cathédrales était exposée par Maistre avec quelque complaisance. Quant à l'autre thèse, qui les faisait descendre des Templiers, et qui avait abouti à la création d'une « multitude de grades faux, ou même dangereux, inventés par la fraude ou le caprice, » il estimait qu'« on ne devrait pas en être flatté. » Et sa plume, soudainement, laissait entrevoir, en dépit de sa réaction contre le philosophisme, qu'ayant lu les philosophes, il les avait parfois retenus :

Le fanatisme créa les Templiers (1), et l'avarice les abolit... L'idée d'un moine soldat ne pouvait germer que dans une tête du XII[e] siècle. Tous ces chrétiens auraient mieux fait de prier Dieu dans leurs paroisses ; c'est bien à eux qu'il fallait dire :

Estne Dei sedes, nisi terra, et pontus, et aer,
Et cœlum et virtus ? Numen quid quæritur ultra ? (Lucain).

Le discours préliminaire du livre du *Pape*, et le chapitre de ce même livre qui s'intitule : *Autres considérations particulières sur l'empire d'Orient*, nous offriront, plus tard, de tout autres jugements sur les croisades. Mais dans ce long mémoire maçonnique, c'est là le seul passage où nous discernions encore l'influence du siècle sur la pensée de Maistre.

Il observait que « l'*In...* » (l'Initiation) « était plus ancienne que les Templiers; » et très nettement il concluait que, de ces

(1) Que ce verdict du « philosophisme » est aujourd'hui revisé par l'histoire, c'est ce que prouvent les pages consacrées aux origines des Templiers par M. Victor Carrière dans son *Historique et cartulaire des Templiers de Provins* (Paris, Champion, 1919).

Templiers, il fallait ne « rien laisser subsister, » et même « proscrire tout ce qui peut tenir à la chevalerie... Qu'est-ce qu'un chevalier créé aux bougies dans le fond d'un appartement, et dont la dignité s'évapore dès qu'on ouvre la porte? »

Avant d'aborder l'étude de « ce que nous devons être, » Maistre énonçait deux « propositions préliminaires : »

1° Les Frères les plus savants pensent qu'il y a de fortes raisons de croire que la vraie maçonnerie n'est que la science de l'homme par excellence, c'est-à-dire la connaissance de son origine et de sa destination. Quelques-uns ajoutent que cette science ne diffère pas essentiellement de l'ancienne initiation grecque ou égyptienne.

2° Quel que soit le succès de nos recherches sur l'origine de la maçonnerie, on n'est pas moins décidé à s'occuper fortement des vérités sublimes, connues de Votre Altesse Sérénissime, à les fixer et à les propager dans l'ordre, pour le bonheur de l'humanité.

Les efforts pour établir l'identité des anciennes initiations païennes avec la maçonnerie ne pouvaient, d'après Maistre, « avoir aucun succès. » Que les mythes antiques rappelassent « l'immortalité de l'âme, le néant des dieux du peuple, et quelques vérités physiques et morales, » il l'avouait sans peine, mais il observait, par ailleurs, qu'aux textes sur la spiritualité de l'âme s'opposaient, dans les écrits des philosophes grecs et latins, certains textes contraires, et que l'immortalité de l'âme n'était, pour beaucoup d'entre eux, que « la résolution dans le grand Tout. » Maistre, éloquemment, rappelait à son correspondant l'excellence du christianisme :

« En général, nous tenons compte à l'antiquité de tous les efforts qu'elle a faits pour s'approcher du vrai, et en cela nous sommes justes, mais il ne fallait pas se laisser aveugler au point de méconnaître la supériorité que nous a donnée l'Évangile. Lorsque nous éprouvons un mouvement de respect en lisant le discours que l'hiérophante tenait aux initiés et l'hymne plus admirable encore du philosophe Cléanthe, peut-être en serions-nous un peu moins frappés, si nous voulions réfléchir que le mérite intrinsèque de ces deux morceaux se réduit à exprimer en beaux vers grecs la première leçon de nos catéchismes...

Faisons-nous une généalogie claire et digne de nous. Attachons-nous enfin à l'Évangile, et laissons là les folies de Memphis. Remontons aux premiers siècles de la loi sainte, fouillons l'antiquité ecclésiastique, interrogeons les Pères l'un après l'autre; réunissons,

confrontons les passages, prouvons que nous sommes chrétiens. Allons même plus loin, la vraie religion a bien plus de dix-huit siècles.

Elle naquit le jour que naquirent les jours.

Remontons à l'origine des choses, et montrons par une filiation incontestable que notre système réunit au dépôt primitif les nouveaux dons du Grand Réparateur.

J'ose dire qu'à l'avenir ces lignes devront faire vedette dans toute étude sur la pensée religieuse de Maistre. Il a alors vingt-neuf ans; il se laisse aller, dans cet écrit ésotérique, à penser tout haut, et ce qu'il propose à la franc-maçonnerie, c'est de se mettre à l'école du christianisme. On a parfois argué de certains textes de Maistre pour lui prêter je ne sais quelle nuance de conservatisme religieux, respectueux, sous toutes les latitudes, de tous les dogmes nationaux, et sous lequel se serait caché un demi-scepticisme. On se déclarait troublé, par exemple, par certaine page de l'*Étude sur la souveraineté*, écrite en 1794. Maistre y parle des « hommes rares, véritables élus, » auxquels Dieu « confie ses pouvoirs. » « C'est une idée véritablement enfantine que de transformer ces grands hommes en charlatans, et d'attribuer leur succès à je ne sais quels *tours* inventés pour en imposer à la multitude. On cite le pigeon de Mahomet, la nymphe Egérie, etc.; mais si les fondateurs des nations, qui furent tous des hommes prodigieux, se présentaient devant nous, si nous connaissions leur génie et leurs moyens, au lieu de parler sottement d'usurpation, de fraude, de fanatisme, nous tomberions à leurs genoux, et notre nullité s'abîmerait devant le caractère sacré qui brillait sur leur front (1). » A genoux devant Mahomet, à genoux devant Numa! Qu'était-ce à dire? Tous les dogmes nationaux, même ceux du paganisme, même ceux de l'Islam, étaient-ils donc aussi respectables pour le Romain de jadis ou l'Arabe d'aujourd'hui, que le catholicisme pour le Savoyard ou le Français? Il faut en finir avec cette légende d'un Maistre à moitié sceptique : le mémoire au duc de Brunswick la réfute avec éclat.

En fait, le polémiste qu'était Maistre, voyant que Voltaire et les Encyclopédistes jetaient sur tous les prêtres de toutes les religions une suspicion d'imposture, inclinait en quelque

(1) *Œuvres*, I, p. 344-345.

mesure à les défendre toutes : c'était sa jouissance de s'inscrire en faux contre les philosophes, et sa vengeance, à l'issue d'un siècle qui avait voulu abolir le mystère des origines, prenait goût à les montrer mystérieuses, sous le voile même du mythe. Déclarer, comme il le fit dans les *Considérations*, qu' « il n'est point de système religieux entièrement faux (1), » ce n'était nullement faire acte de scepticisme; mais c'était considérer le mythe comme une déformation de la révélation primitive, comme la survivance d'un apport divin contaminée par la dégradation humaine, et comme un témoignage de l'enseignement universel de Dieu et du péché universel de la famille humaine; et si « folles » que fussent les opinions des païens, si « monstrueuses » que fussent leurs pratiques, Maistre jugeait possible de les « *délivrer du mal*, » pour « montrer ensuite le résidu vrai, qui est divin (2). » Les industries d'une telle exégèse, favorisées par certains Pères de l'Église, lui permettaient de concilier très correctement avec sa foi catholique un demi-respect pour des faits religieux étrangers au christianisme. Un demi-respect seulement, rien de plus. Et gardons-nous de croire qu'il eût accepté d'assimiler le fait chrétien aux autres faits religieux. Brunswick, en lisant sa prose, put se rendre compte du contraire.

V. — UN APPEL DE MAISTRE A LA MAÇONNERIE POUR LA RÉUNION DES ÉGLISES; UN PROGRAMME D'ORGANISATION MAÇONNIQUE

Descendant de ces cimes, Maistre entretenait le duc de ce que devaient faire les trois grades maçonniques. Pour l'accès au premier grade, — le grade inférieur, — il voulait qu'on ne choisit que des gens dont on connaissait les mœurs, « la Société regorgeant de caractères douteux; » et cela lui paraissait une imprudence, une impardonnable légèreté, de faire jurer aux candidats qu'ils croyaient à l'Évangile de saint Jean.

Voilà un jeune homme qui n'a pas la moindre idée du vrai but de la maçonnerie, et qui peut-être ne croit pas en Dieu (car quelle supposition ne peut-on pas faire dans ce siècle?). Et vous allez lui demander brusquement, au milieu de quarante personnes, s'il croit à l'Évangile... Sa réponse est souvent un crime.

(1) *Œuvres*, I, p. 125.
(2) *Œuvres*, V, p. 310-311.

Et Maistre proposait, pour entrer en loge, une formule de serment qui n'impliquait que la croyance à la religion naturelle.

Le premier grade maçonnique, conquis moyennant cette formule, devait avoir pour but « les actes de bienfaisance en général, l'étude de la morale, et celle de la politique générale en particulier. » Maistre rêvait que dans chaque loge se créât un comité de bienfaisance, que la loge fût informée des traits de vertu et de patriotisme, qu'on les récompensât; cette récompense, disait-il, « aurait quelque chose de républicain, qui pourrait intéresser. » Il voulait qu'on se mît à la piste du malheur, que tous les frères, successivement, fussent chargés d'une bonne œuvre :

Portez l'aumône vous-mêmes, c'est un bienfait. D'ailleurs ces sortes d'actes contribuent puissamment à notre perfection morale. L'homme n'est pas créé pour spéculer dans un fauteuil, et c'est en faisant le bien qu'on en prend le goût.

Les études sérieuses sur « la patrie, » ses détresses, ses moyens de régénération, devaient occuper, aussi, les maçons du premier grade; et le Maistre des *Considérations* et de l'*Essai sur le principe générateur*, pour qui la politique est une science expérimentale, se laisse pressentir, déjà, lorsqu'il dit à Brunswick :

Sur la politique, on ne se perdra jamais en vains systèmes. Car la métaphysique de cette science, et en général tout ce qui n'est pas clair et pratique, n'est bon que pour amuser les écoles et le café.

Pour passer du premier grade au second, Maistre exigeait un acte de foi. A ce stade, il convenait que le maçon fût mis en présence de la divinité du Christ et de « la vérité de la révélation, qui en est la suite, » et qu'il fût mis en demeure de les « avouer hautement. » Car dans ce second grade, qu'ils n'atteindraient pas avant l'âge de trente ans, les frères n'auraient pas seulement à s'occuper d' « instruire les gouvernements » au sujet du bien public, mais ils devraient aviser à la « réunion de toutes les sectes chrétiennes » et à « tout ce qui peut contribuer à l'avancement de la religion, à l'extirpation des opinions dangereuses, en un mot, à élever le trône de la vérité sur les ruines de la superstition et du pyrrhonisme. »

Superstition, pyrrhonisme : voilà les deux fléaux dont en 1781 Maistre poursuit la ruine; il ne s'acharnera, plus tard, que

contre le second. Et la fameuse page des *Soirées de Saint-Pétersbourg* sur la superstition s'éclaire, nous semble-t-il, par quelques lignes inédites des *Mélanges B*, dans lesquelles Maistre commentait un ouvrage de l'Anglais Robertson :

Il est facile de prouver qu'un système quelconque de superstitions est plus réprimant et contient plus de vérités qu'un système quelconque de philosophie qui n'a nulle prise sur l'homme. Quant à la vérité, je ne sais de quel côté est l'avantage. Un poète me dit que Sisyphe roule sa pierre, etc. Cela est faux, d'accord; mais d'abord il n'y a pas de mal que je le croie; en second lieu, ce fait particulier couvre une vérité très grande et très importante. Mais quand un philosophe ramasse toutes les forces de son esprit pour me dire magistralement : *Post mortem nihil est, ipsaque mors nihil* (Sénèque), c'est bien lui qui est dans l'erreur, et le poète est le véritable docteur.

Le Maistre ultérieur, en définitive, stigmatisera dans le pyrrhonisme une insurrection humaine et cherchera dans la superstition un résidu divin; le Maistre de 1781 ne voit encore là que deux erreurs humaines, auxquelles les maçons du second grade doivent s'attaquer.

Comme dénouement de leur travail, Maistre n'escomptait rien de moins que l'unification de la chrétienté. Bossuet, un siècle plus tôt, avait tenté de s'y acheminer par des ébauches de colloques ou de correspondances théologiques; Maistre voulait qu'on sollicitât, pour ce but auguste, les études des loges maçonniques. Écoutons-le confier à Brunswick, avec une ardente éloquence, ses angoisses de chrétien.

Il serait bien temps, Monseigneur, d'effacer la honte de l'Europe et de l'esprit humain. A quoi nous sert de posséder une religion divine, puisque nous avons déchiré la robe sans couture, et que les adorateurs du Christ, divisés par l'interprétation de son Livre Saint, se sont portés à des excès qui feraient rougir l'Asie? Après nous être égorgés pour nos dogmes, nous sommes tombés, sur tout ce qui concerne la religion, dans une indifférence stupide que nous appelons tolérance. Le genre humain est avili; la terre a fait divorce avec le ciel. Nos prétendus sages, ridiculement fiers de quelques découvertes enfantines, dissertent sur l'air fixe, volatilisent le diamant, apprennent aux planètes combien elles doivent durer, se pâment sur une petite pétrification ou sur la trompe d'un insecte, etc. Mais ils se gardent bien de déroger jusqu'à se demander une fois dans leur vie ce qu'ils font, et quelle est leur place dans l'univers. *O curvæ ad terras animæ, et cœlestium inanes!* (Perse.)

Tout est important pour eux, excepté la seule chose importante... Ils ne savent attaquer la superstition que par le scepticisme. Imprudents qui se croient appelés à sarcler le champ des opinions humaines, et qui arrachent le froment, de peur que l'ivraie ne leur échappe. Ils ont guéri nos préjugés, disent-ils. Oui, comme la gangrène guérit la douleur.

Dans cet état de choses, ne serait-il pas digne de nous, de nous proposer l'avancement du christianisme comme un des buts de notre ordre? Ce projet aurait deux parties, car il faut que chaque communion travaille par elle-même et travaille à se rapprocher des autres. Sans doute cette entreprise paraîtra chimérique à bien des Frères; mais pourquoi ne tenterions-nous pas ce que deux théologiens, Bossuet et Molanus, tentèrent dans le siècle passé, avec quelque espérance de succès? Le moment est encore plus favorable, car les systèmes empoisonnés de notre siècle ont au moins produit cela de bon, que les esprits à peu près indifférents sur les controverses peuvent se rapprocher sans se heurter : il faut être de nos jours versé dans l'histoire pour savoir ce que c'est que l'Antéchrist et la prostituée de Babylone. Les théologiens ne dissertent plus sur les cornes de la Bête ; toutes ces injures apocalyptiques seraient mal reçues aujourd'hui. Chaque chose porte son nom : Rome même s'appelle Rome, et le Pape, Pie VI.

Jamais cette réunion n'aura lieu tant qu'elle se traitera publiquement. La religion ne doit plus être considérée de nos jours que comme une pièce de la politique de chaque État, et cette politique est d'un tempérament si irritable! Dès qu'on la touche du bout du doigt, elle entre en convulsion. L'orgueil théologique fera naître de nouveaux obstacles, en sorte que cette grande entreprise ne peut se préparer que sourdement. Il faut établir des comités de correspondance, composés partout des prêtres des différentes communions que nous aurons agrégés et initiés. Nous travaillerons lentement, mais sûrement... Comme, suivant l'expression énergique d'un ancien Père, l'univers fut autrefois *surpris* de se trouver *arien*, il faudrait que les chrétiens modernes se trouvassent surpris de se voir réunis.

Il n'est pas douteux que l'ouvrage devrait commencer par les catholiques et les luthériens d'Augsbourg, dont les symboles ne diffèrent pas prodigieusement. Quant aux calvinistes, s'ils sont de bonne foi, ils doivent convenir qu'ils ont étrangement défiguré le christianisme; ainsi c'est à eux de nous faire des sacrifices.

Voilà dans quels termes précis et avertis Maistre développait à Brunswick cet étrange songe : tous les maçons du second grade, dans le monde entier, travaillant à réaliser, sur des

assises authentiquement chrétiennes, l'imprescriptible programme du Christ : que tous soient un!

Tout en même temps, Maistre voulait que les Frères de ce grade s'occupassent de « l'instruction des gouvernements. » Et déjà le futur apologiste de « l'instinct royal » et de la bonne volonté des souverains expliquait à Brunswick :

Nul prince ne veut le mal, et s'il l'ordonne, il est trompé. En détestant les agents secondaires de l'injustice, on se contente presque toujours de plaindre la cause première.

Il apparaissait à Maistre que les maçons du second grade pourraient exercer je ne sais quelle influence pédagogique pour que cette souveraineté politique, qui naturellement tend vers le bien, s'y acheminât. Mais il pressentait un péril, et pour y couper court, il écrivait sommairement : « Cabaler n'est pas faire le bien; jamais la Société n'accordera sa protection à l'ambition d'un Frère. » Maistre se refusait à concevoir une loge comme un essai de République des camarades.

Il augurait que la plupart des Frères que leurs lumières et leurs talents auraient rendus propres au second grade, passeraient infailliblement au troisième, parce que « tout homme entraîné vers les croyances chrétiennes sera nécessairement ravi de trouver la solution de plusieurs difficultés pénibles dans les connaissances que nous possédons. » Or, cette solution, c'est au maçon du troisième grade qu'elle était promise. La révélation de la révélation, le christianisme transcendant, tel était le but de ce grade. Et Maistre voulait que, parvenus à ces altitudes, les maçons demandassent à l'antiquité des deux Testaments comment elle entendait les allégories sacrées. Saint Anastase le Sinaïte et Moïse Bar Cepha, Josèphe et Maïmonide, étaient cités à Brunswick comme d'incontestables témoins de cet antique allégorisme, pour lequel « tenaient, » d'après Maistre, « tous les premiers chrétiens, » et que d'ailleurs, ajoutait-il, ils « poussaient trop loin. » (1) Il lui semblait que dans un renouveau de

(1) Ces lignes de Maistre sur l'allégorisme marquent un sens très exact des nuances. Comment les indications mêmes du Nouveau Testament sur les allégories de l'Ancien devaient induire les premiers chrétiens, sans préjudice pour le sens littéral et historique, à la recherche des sens allégoriques. et comment l'Ecole d'Alexandrie poussa trop loin cette recherche, c'est de quoi l'on peut se rendre compte dans l'article de M. Mangenot sur les allégories bibliques (*Dictionnaire de théologie catholique*, t. I, p. 833-836).

ce sens allégorique on trouverait des armes victorieuses contre les écrivains modernes qui s'obstinaient à ne voir dans l'Écriture que le sens littéral. On dirait que Maistre, ici, vise Voltaire, et qu'il demande aux maçons du troisième grade de meubler un arsenal pour riposter aux audaces de *la Bible enfin expliquée*. Et déjà, il les entrevoyait tous à l'œuvre, les uns s'enfonçant courageusement dans les études d'érudition, d'autres dans la contemplation métaphysique; et puis il ajoutait : « Que d'autres encore, et plaise à Dieu qu'il en existe beaucoup, nous disent ce qu'ils ont appris de cet Esprit qui souffle où il veut, comme il veut, et quand il veut. » Évidemment il espérait que par une gracieuse condescendance envers certaines spéculations conquérantes, l'Esprit dirait à certains privilégiés des choses nouvelles, ou leur redirait des choses anciennes.

Maistre traitait une dernière série de questions : la forme de gouvernement à adopter dans les loges, leur code, leurs règlements intérieurs. Il ne voulait pas d'absolutisme, mais pas de démocratie non plus, car « elle n'a pu s'établir et subsister que dans les petits États. » Il rêvait d' « un centre où tous les rayons aillent aboutir; » et ce centre, il le définissait ainsi : « le gouvernement d'un seul, modifié par d'autres pouvoirs. » Il continuait :

Si l'on voulait un excellent modèle d'un régime de cette espèce, on le trouverait dans l'autorité que le Pape exerce sur les Églises catholiques; on ne croit pas qu'il soit possible d'imaginer rien de mieux. Bien entendu qu'on n'entend parler que des pays où cette puissance est resserrée dans de justes bornes, tels que la France, l'Autriche depuis peu de temps, et le pays où ceci est écrit.

Nous savions déjà, par certaines lettres de Maistre, que le Sénat de Savoie, — ce Sénat qui s'était montré d'une malveillance notoire pour la bulle *Unigenitus* et pour les droits de la papauté sur la nomination des évêques (1), — avait été pour le jeune magistrat une école de gallicanisme. J'ai été « membre pendant vingt ans d'un Sénat gallican, » dira-t-il plus tard au comte de Marcellus (2); et lorsqu'il voudra remontrer à Blacas que, pour être attaché à l'Église catholique, il n'est pas moins attaché à la « souveraineté européenne, » c'est en toute sincé-

(1) Burnier, *Histoire du Sénat de Savoie*, II, p. 116 et 169 (Chambéry, 1865).
(2) *Œuvres*, XIV, p. 208.

rité qu'il déclarera avoir « connu, étudié et fait exécuter les libertés de l'Église gallicane, » avoir « tenu la balance ferme et fort bien su faire rentrer les prêtres dans leur cercle lorsqu'ils voulaient en sortir, » et pouvoir dès lors passer, en l'espèce, pour un esprit « tempéré (1). » Encadré dans un organisme d'État, Maistre substitut, Maistre sénateur, envisageait tout naturellement les choses d'Église du point de vue de l'État; et ce n'est assurément pas auprès de Willermoz que ses idées avaient pu s'amender, car les documents relatifs à cet illuminé lyonnais nous le font connaître comme « un pseudo-janséniste mélangé de gallican, » qui « croit à la divinité du Christ et à la Rédemption, mais n'admet pas l'autorité du Pape (2). »

Il faudra les bourrasques révolutionnaires qui feront du magistrat savoyard un Européen, pour que ce légiste devienne un canoniste, expert désormais à envisager, du point de vue même de l'Église, le fonctionnement de l'Église. « Anciennement vous étiez des nôtres, » lui diront à la fin de sa vie, en le voyant « papiste, » ses anciens confrères du Sénat de Savoie; et Maistre répondra : « Hélas! mais on ne vient dans le monde que pour reconnaître ses erreurs et s'en amender » (3). Malgré ce qui subsistait de gallicanisme dans son mémoire à Brunswick, n'était-il pas déjà, dès 1781, sur la voie de l'amendement, puisqu'il ne pouvait « imaginer rien de mieux, » comme type de gouvernement, que l'autorité pontificale?

Maistre, avant de clore ce long message, étudiait la question du serment maçonnique. Il ne lui échappait pas que Benoît XIV avait « attaqué la place par le côté faible » en niant qu'on pût licitement jurer de cacher quelque chose à la puissance civile, si l'on était interrogé légalement par cette puissance. Un peu gêné lui-même, semble-t-il, par son propre respect pour la souveraineté, Maistre essayait d'un peu de casuistique :

On peut soutenir que, dès que nous sommes sûrs dans notre conscience que le secret maçonnique ne contient rien de contraire à la religion et à la patrie, il ne concerne plus que le droit naturel, et que nous ne sommes pas mieux obligés de le révéler au gouverne-

(1) Daudet, *Joseph de Maistre et Blacas*, p. 242 (Plon, 1908); et *Œuvres*, XII, p. 429.
(2) Bord. *op. cit.*, I. p. 38.
(3) Lettre de la duchesse de Montmorency-Laval (Constance de Maistre), publiée par le P. Dudon, *Études*, 20 novembre 1910, p. 504.

ment que le secret de nos amis, que nous pouvons refuser aux tribunaux suivant des moralistes philosophes.

Et puis, comme s'il sentait chanceler ses pas sur ce terrain très mouvant, il ajoutait : « Au surplus, on désirerait voir cette question traitée par les Frères réunis avec plus d'étendue qu'on ne peut le faire ici. »

Là-dessus, Frère J.-M. A Floribus prenait congé de Son Altesse Sérénissime en s'excusant d'avoir été si long : « Le zèle est parleur, quand la bonté l'interroge. » Douze ans plus tard, mentionnant dans sa lettre à Vignet des Étoles le convent de Wilhelmsbad, en vue duquel ce mémoire avait été rédigé, et où la loge de Chambéry avait été représentée par un Lyonnais, Maistre dira cavalièrement : « Toute assemblée d'hommes dont le Saint-Esprit ne se mêle pas ne fait rien de bon. Chacun s'en retourna avec ses préjugés. » On pourra toujours écrire l'histoire du convent de Wilhelmsbad sans s'occuper beaucoup du programme qu'avait tracé Maistre et que Brunswick ne remarqua peut-être point ; mais on ne pourra plus écrire l'histoire de Maistre sans retenir le portrait même que ce document nous présente. C'est le portrait d'une intelligence aventureuse au service d'une conscience catholique.

VI. — MAISTRE ET LE « PHILOSOPHE INCONNU »

Vers cette même époque, passant des loges aux salons et des salons aux loges, Claude de Saint-Martin, le « philosophe inconnu, » se flattait de ramener l'esprit de l'homme, par une voie naturelle. aux choses surnaturelles. Si familières que lui fussent les rêveries de Martinez Pasqualis, c'est à l'écart de cette théurgie que se déroulaient ses spéculations. Saint-Martin considérait que le monde n'était pas du même âge que lui, mais que Dieu lui avait donné dispense pour l'habiter ; heureux de souligner l'anachronisme qui, en logeant son âme dans un pareil siècle, l'avait contrainte d'être une esseulée, il se qualifiait « le Robinson de la spiritualité. » Mais ce Robinson courait l'Europe, il se mêlait à la société humaine, en quête de « petits poulets qui vinssent de temps à autre lui demander la becquée ; » il lui advenait de s'intituler, avec une conquérante emphase, « le Jérémie de l'universalité. » Un des « petits poulets » de Saint-Martin s'appela Maistre.

Saint-Martin avait à Lyon beaucoup d'attaches : Willermoz entretenait avec lui des rapports suivis (1), et c'est à Lyon que s'était imprimé, en 1777, son livre : *Des Erreurs et de la Vérité*, manifeste enflammé contre le matérialisme de l'époque. Les longues familiarités de Maistre avec la pensée de Saint-Martin s'inaugurèrent probablement durant sa pérégrination lyonnaise. Un peu plus tard, — en 1787, semble-t-il, — il le vit en personne, au moment où celui-ci traversait la Savoie pour se rendre en Italie : ils passèrent ensemble une journée. Il le trouva « de mœurs fort douces et infiniment aimable, » sans « rien d'extraordinaire dans ses manières et dans sa conversation » (2). Quant à Saint-Martin, il disait de son interlocuteur : « C'est une excellente terre, mais qui n'a pas reçu le premier coup de bêche. » Maistre, qui connut ce propos, le racontera en 1816 à l'un de ses correspondants, et ajoutera : « Le bon Saint-Martin a eu la pensée de se souvenir de moi et de m'envoyer des compliments de loin (3). »

Que voulait dire Saint-Martin, lorsqu'il parlait de ce chevalier profès comme d'une friche mal bêchée ? J'imaginerais volontiers que dans cette « excellente terre » il avait senti les fortes racines catholiques et regretté qu'un coup de bêche ne les eût pas dispersées. Car Saint-Martin, qui, lorsqu'il voulait être respectueux, définissait le catholicisme « la voie d'épreuves et de travail pour arriver au christianisme, » instituait volontiers des réquisitoires contre cette Église coupable d'avoir inoculé des vices au corps social, contre ce clergé qui avait prétendu remplacer la Providence, et pressentait avec joie l'heure prochaine où « les docteurs purement traditionnels perdraient leur crédit, » et où la religion « ne serait plus susceptible d'être infectée par le trafic du prêtre et par l'haleine de l'imposture. » Il y avait chez ce mystique autant de virulence contre l'institution cléricale, que chez ces philosophes auxquels il jetait le défi ; et cette virulence s'exacerbera lorsque après 1788 il sera devenu le tra-

(1) La notice historique accompagnant la publication de Franz von Baader, *Les enseignements secrets de Martinès de Pasqually* (Paris, Chacornac, 1900), est riche de détails sur les rapports de Saint-Martin avec la maçonnerie lyonnaise, sur ses suspicions à l'endroit de la théurgie de Willermoz, sur les impressions de « repoussement spirituel » qui, vers 1790, aboutirent à une rupture entre Saint-Martin et la maçonnerie lyonnaise.

(2) *Mémoire* inédit à Vignet des Étoles.

(3) *Œuvres*, XIII, p. 331.

ducteur de Jacob Boehme, le mystique allemand du XVII[e] siècle, ennemi passionné du sacerdoce catholique.

Maistre, plus tard, à plusieurs reprises, notera l' « antipathie naturelle » des disciples de Martinez Pasqualis et de Saint-Martin « contre l'ordre sacerdotal et contre toute hiérarchie. A cet égard, insistera-t-il, je n'ai jamais vu d'exceptions ; tous regardent les prêtres, sans distinction, comme des officiers au moins inutiles, qui ont oublié le mot d'ordre (1). » Mais sans qu'il adhérât aux passions anticléricales des martinistes ou de Saint-Martin, le charme qu'exerçaient sur lui leurs spéculations religieuses devait survivre, et longuement survivre, aux « travaux » maçonniques de la *Sincérité*.

Une lettre à sa sœur Thérèse, du 12 juillet 1790, est significative. Saint-Martin venait de publier *l'Homme de désir*. Qu'est l'homme ? demandait-il ; et que doit être l'homme ? Il répondait, lyriquement éloquent : L'homme est un désir de Dieu, qui veut infiltrer en lui une sève merveilleuse, et l'homme doit être un homme de désir, par son assiduité même à développer en soi les propriétés divines. Ainsi devaient tomber les obstacles suprêmes entre deux natures semblables, entre deux existences aspirant à l'union, entre l'homme et Dieu ; ainsi devait se pacifier cette soif de vie supérieure qui devait sortir, pour l'homme, du sein de la mort.

Thérèse de Maistre, un peu déconcertée, trouvait ce prophète « tantôt sublime, tantôt hérétique, tantôt absurde ; » mais Joseph n'accordait que le premier point. « Ce point-là ne souffre point de difficulté. Je te nie formellement le second, et je m'engage à soutenir son orthodoxie sur tous les chefs, même sur celui de l'Assemblée nationale, qu'il condamne clairement. Sur le troisième point, je n'ai rien à te dire, ou, si tu veux, je te dirai qu'il est très certain qu'avec une règle de trois on ne peut pas faire un ange, pas même une huitre, ou un savant du café de Blanc ; ainsi le prophète est fou s'il a voulu dire ce que tu as cru ; mais s'il a voulu dire autre chose, ma foi ! qu'il s'explique, c'est son affaire. En attendant, ma très chère, tu peux sans inconvénient entreprendre une seconde lecture (2). » Bref, Maistre, en 1790, délivrait quittance à l'orthodoxie de Saint-Martin, faisait crédit à son prophétisme, et proclamait sa

(1) *Œuvres*, VIII, p. 329 ; V, p. 249.
(2) *Œuvres*, IX, p. 8-9. Le café de Blanc était un grand café de Chambéry.

sublimité. En 1797, copiant dans les *Mélanges A* certaines accusations de l'eudiste Le Franc contre Saint-Martin, il ajoutera : « Rien n'est plus digne du fou rire inextinguible; » et transcrivant dans les *Mélanges B* une citation du philosophe, il la fera suivre de ces mots : « Morceau écrit avec beaucoup de mesure et d'intelligence. »

Les loges dites martinistes et les écrits de Saint-Martin furent pour Maistre, à certains égards, une école. Une école qui avait su conquérir son imagination, et dont sa conscience même, d'ailleurs, demeurait libérée. Qu'on songe au rationalisme assez froid, assez terne, dépourvu de toutes vues sur l'au-delà, dont essayaient de se satisfaire les adeptes du philosophisme. Même enchaînés encore à quelques pratiques religieuses par des liens de famille ou de tradition, le christianisme leur faisait désormais l'effet de quelque chose de mortel; sur ses ruines, l'Homme enfin régnait, s'assurant lui-même, avec une fatuité souveraine, de la marche indéfinie du progrès. Le Dieu qui depuis la Genèse jusqu'à saint Augustin et depuis saint Augustin jusqu'à Bossuet avait régné sur l'histoire universelle, était secoué de son trône séculaire, traduit en jugement par la souffrance humaine, et d'avance condamné; et ceux mêmes qui ne contestaient pas la réalité de son être contestaient la valeur de son gouvernement. Voilà les idées qu'offrait au Chambéry de l'époque le philosophisme immigré de Paris.

Mais dans les loges martinistes, Maistre entendait parler, — nous le savons par lui-même, — d'un « christianisme réel, ascendant, » qui était « une véritable initiation, » qui avait été « connu des chrétiens primitifs, » qui était « accessible, encore, aux adeptes de bonne volonté, » et qui « révélait et pouvait révéler encore de grandes merveilles, et non seulement nous dévoiler les secrets de la nature, mais nous mettre même en communication avec les esprits, » et qui peut-être, — c'était l'opinion de certains piétistes, — unifierait bientôt les diverses communions sous un chef qui résiderait à Jérusalem. Maistre entendait Saint-Martin et ses disciples « envisager comme plus ou moins prochaine une troisième explosion de la toute-puissante bonté en faveur du genre humain (1). »

Les philosophes sonnaient le glas du christianisme, et les

(1) *Œuvres*, VIII, p. 327-328, et V, p. 241.

martinistes auguraient certains renouveaux; ceux-là niaient le surnaturel, et ceux-ci cherchaient au contraire les « connaissances surnaturelles » comme le « grand but de leurs travaux et de leurs espérances; » les premiers incriminaient la Providence, et les seconds, avec un enthousiasme fervent, se faisaient les fourriers et les annonciateurs de son prochain coup d'État; les uns « expliquaient » la Bible à la façon de Voltaire, et les autres se flattaient de la « trouver en nature dans eux-mêmes » et la respectaient comme l'expression même de « l'état où se sentait leur âme quand elle cédait aux inspirations du sens moral; » les philosophes se gaussaient, avec leur aïeul Bayle, des incurables contradictions entre les religions diverses; et les martinistes préféraient saluer, de loin, « je ne sais quelle grande unité vers laquelle on marchait à grands pas. »

Les martinistes maintenaient Dieu sur son trône, non comme un roi fainéant, mais comme le conducteur de l'histoire. Ils s'évadaient de cette geôle, la dialectique, dans laquelle le raisonnement emprisonnait la raison; vivant dans une « grande attente » et voyant, dans la révélation même, « des raisons de prévoir une révélation de la révélation, » ils comptaient sur l'enthousiasme inspiré, sur l'intuition prophétique, pour atteindre, par l'élan spirituel, jusqu'à certains mystères redoutables. Et voilà qu'en cinglant ainsi vers l'invisible, la rêverie de Saint-Martin découvrait des doctrines où le catholicisme retrouvait quelques vestiges de sa propre foi; il saisissait, dans chacune de nos facultés, des traces de déchéance; il présentait le mal physique comme une conséquence du mal moral; il expliquait les sacrifices et le plus auguste de tous, la Rédemption, en considérant le sang comme une sorte de réactif à l'aide duquel la matière était précipitée dans les bas-fonds, et l'esprit rendu à la liberté; il glorifiait enfin les mécanismes de réversibilite, en vertu desquels l'innocent souffre pour le coupable.

Adolphe Franck, plus tard, confrontant ces thèses de Saint-Martin avec les *Soirées de Saint-Pétersbourg*, fera de Maistre un débiteur du « philosophe inconnu (1). » Comme si, pour croire

(1) *Journal des Savants*, 1880, p. 246-256 et 269-276. — Amédée de Margerie, *op. cit.*, p. 429-442, soumit à une critique très serrée cette thèse de Franck, et rappela que le chapitre III des *Considérations*, où s'esquissent déja les idées fondamentales des *Soirées*, est antérieur de six ans au *Ministère de l'Homme-Esprit*, de Saint-Martin.

à la Providence et au péché originel, à l'efficace du sang rédempteur et à la solidarité des hommes devant Dieu, Maistre avait eu besoin d'un autre *Credo* que de celui de ses maîtres jésuites! Mais les convergences mêmes entre l'illuminisme et ce *Credo* devaient intéresser Maistre. Il les montrait du doigt, parfois, à ses interlocuteurs martinistes. Se moquant de leur phraséologie bizarre, qui désignait, sous le nom de *pâtiments*, les épreuves infligées aux coupables, il écrira en 1810 : « Souvent je les ai tenus moi-même en pâtiment, lorsqu'il m'arrivait de leur soutenir que tout ce qu'ils disaient de vrai n'était que le catéchisme couvert de mots étranges (1). »

Et tandis que les martinistes, au point d'arrivée de leurs spéculations, rencontraient ainsi certains aspects du catéchisme catholique, ils avaient en Allemagne des cousins germains, les piétistes, qui rencontraient le catholicisme, eux, dès le point de départ de leurs élans, puisqu'ils prenaient pour guides et pour oracles, tout protestants qu'ils fussent, sainte Thérèse, saint François de Sales, Fénelon (2).

C'est une chose fort extraordinaire, signalait Maistre dès 1793 à Vignet des Étoles, que dans l'Allemagne protestante une foule de spéculateurs illuminés penchent au catholicisme; » et il lui citait avec allégresse un propos du duc de Brunswick disant en plein convent de Wilhelmsbad : « Il faut laisser aller à la messe les frères catholiques, parce qu'il y a dans leur culte quelque chose de plus substantiel que dans le nôtre, qui ne leur permet pas comme à nous de se dispenser du service divin (3).

Maistre notait tous ces faits : il les fallait noter avec lui, pour expliquer le long et patient et durable intérêt qu'il prit aux spéculations de l'illuminisme. Il conserva, nous le savons par une lettre de 1816, une correspondance avec quelques-uns des principaux personnages martinistes (4), et parmi les durs soucis que devait lui apporter la turbulente année 1797, il est curieux de le voir, à Turin, prendre le temps de copier de sa main trois discours anonymes, tenus avant 1790 dans les loges lyonnaises. Il les copiait, sans même savoir qu'ils étaient de

(1) Clément de Paillette, *op. cit.*, p. 285. — *Œuvres*, V, p. 248-249.
(2) *Œuvres*, VIII, p. 328.
(3) Mémoire inédit à Vignet des Étoles.
(4) Margerie, *op. cit.*, p. 431.

Saint-Martin et qu'il devait les retrouver, plus tard, dans les œuvres posthumes du « philosophe inconnu. » Et il passait à cette besogne, ainsi qu'il prenait la peine de le noter dans son *Journal*, trente-huit heures treize minutes (1)! A cette date de 1797, Maistre n'allait plus en loge; mais les morceaux religieux d'origine maçonnique le captivaient toujours; et sans ombre de jactance, il pourra, en 1816, se rendre ce témoignage : « Je suis si fort pénétré des livres et des discours de ces hommes-là, qu'il ne leur est pas possible de placer dans un écrit quelconque une syllabe que je ne reconnaisse (2). »

Distinguer expressément la religion de l'Évangile de toutes les autres élaborations religieuses; rêver, en vue de la réunion des Églises issues de l'Évangile, une mystérieuse conjuration des bonnes volontés; imposer la croyance à la divinité du Christ comme une condition nécessaire d'accès aux plus hautes spéculations; s'éprendre, en pleine atmosphère gallicane, de ce fait religieux qu'est la primauté pontificale; et, d'autre part, demander aux loges, en même temps qu'à l'Église, l'intelligence du christianisme; dire parfois aux Frères, d'ailleurs, avec un sourire, que ce qu'ils viennent de découvrir se trouvait déjà dans le catéchisme; mais continuer, cependant, d'aller avec eux à la découverte, comme dignitaire d'un organisme d'études religieuses dénommé le rite écossais : c'était assurément une attitude originale, et cette attitude exprimait, par ses complexités mêmes, la fiévreuse ardeur d'une curiosité intellectuelle, le bouillonnement d'un esprit assoiffé de comprendre l'homme, assoiffé de comprendre Dieu. Nous la verrons plus tard, sous certaines influences, se corriger et s'assagir; mais qu'elle eût été complètement inféconde, c'est ce que Maistre n'admettra jamais; et les pages mêmes où il se montrera le plus détaché de l'illuminisme avoueront encore quelque dette de sa pensée, et laisseront transparaître, presque malgré lui, ces soubresauts d'attachement tenace que suscitent les souvenirs d'une lointaine jeunesse.

(1) Clément de Paillette, *op. cit.*, p. 284-287. — *Journal*, 4 décembre 1797.
(2) *Œuvres*, XIII, p. 220.

VII. — RENCONTRE ENTRE LE « FATALISME » DE MAISTRE ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Lorsque les regards du jeune magistrat savoyard retombaient sur son « cercle étroit » de Chambéry, il ne voyait « que de petits hommes, de petites choses. » « Suis-je donc condamné, songeait-il, à vivre et mourir à Chambéry, comme une huître attachée à son rocher? » Et, « souffrant beaucoup, » il se sentait « la tête chargée, fatiguée, *aplatie*, par l'énorme poids du *rien*. » C'est en ces termes que, vingt ans plus tard, dans une lettre à son frère Nicolas, il évoquera ces mélancolies du temps passé (1). Mais les voici qui devant nous ressuscitent, toutes frémissantes d'une impatiente fébrilité, dans ces lignes qu'en 1785, sous l'assaut même d'une vague de tristesse, il griffonnait pour le marquis de Barol. « Le besoin de produire, gémissait-il, le besoin de produire, sans aucune explosion possible! Il y a de quoi crever. Jugez de la fermentation. C'est tout juste la machine de Papin. »

Il voulait donc produire. Lire encore, lire toujours, entasser notes sur notes, ne suffisait pas à sa fièvre. En lui des idées s'accumulaient, qui voulaient exploser, rayonner. « Quelquefois, continuait-il, pour me tranquilliser, je pense (sincèrement, sur mon honneur) que ces espèces d'inspirations qui m'agitent comme une pythonisse ne sont que des illusions, de sottes bouffées du pauvre orgueil humain, et que si j'avais toute ma liberté, il n'en résulterait à ma honte qu'un *ridiculus mus*. D'autres fois, j'ai beau m'exhorter aussi bien que je puis à la raison, à la modestie, à la tranquillité : une certaine force, un certain gaz indéfinissable, m'enlève malgré moi comme un ballon. Je me perds dans les nues avec Monsieur de l'empyrée, je voudrais *faire :* je voudrais, — je ne sais ma foi pas trop ce que je voudrais (2). »

Xavier de Maistre, un demi-siècle après, parlant de son frère au comte de Marcellus, lui dira : « Il fallait à Joseph le tumulte des capitales et le choc des esprits, quand il me suffisait à moi d'un brin d'herbe. Le génie de Joseph s'élançait vers les espaces célestes pour planer d'en haut sur la pauvre huma-

(1) *Œuvres*, IX, p. 331.
(2) Maistre à Barol (lettre publiée par Clément de Paillette, *op. cit.*, p. 225).

nité, tandis que je demeurais terre à terre auprès d'elle (1). » Mais Joseph, en cette année 1785 où il confiait à Barol ses malaises, était condamné à « demeurer terre à terre » auprès de la pauvre humanité savoyarde, cadre restreint dont il se sentait écrasé ; et tant bien que mal il se consolait en disant à son ami : « Tiraillé d'un côté par la philosophie et de l'autre par les lois, je crois que *je m'échapperai par la diagonale*. » Il ne pressentait pas, certes, ce que serait cette diagonale, et qu'elle lui serait tracée, coûte que coûte, par un événement qui s'appellerait la Révolution française.

La Révolution française, ce fut la destruction de sa vie, mais aussi la fécondation. Son âme fut mise à l'épreuve par toute une série de catastrophes : le plaidoyer pour la Providence, asséné jadis à sa petite sœur Jeannette, garantissait que sa religion saurait y faire face. Déraciné de ce point de l'espace où sa naissance et sa profession l'avaient fixé, Maistre, par une magnifique maîtrise sur lui-même, conquerra cette grâce, de ne plus même se sentir attaché à un point du temps ; par un nouveau geste d'émigré, il brisera cette dernière attache. Plus il souffrira personnellement de cette prodigieuse succession d'événements dont il sera la victime, plus il faudra, pour réussir à les comprendre un peu, planer au-dessus d'eux et au-dessus de ses propres déchirements, se détacher tout à la fois du temps et de soi-même, laisser à Dieu le soin du lendemain en disant philosophiquement : « L'homme ne vit jamais demain, il ne vit qu'aujourd'hui (2), » et puis prendre élan, tout allégé, vers des cimes d'éternité, qui lui paraîtront éclairer de quelques lueurs tant d'obscures nouveautés.

Ces lueurs ne valaient-elles pas la peine d'être achetées par des malheurs personnels ? Maistre était le *Pococurante* (3) qui ne voulait pas gagner des fluxions de poitrine en courant après la fortune, cette gueuse (4) ; qui, dès 1796, « tout paraissant perdu » pour lui, fera graver autour de ses armoiries, portant des fleurs de soucis, la devise : *Hormis l'honneur, nul souci* (5) ; et qui, confiant en la Providence, écrivait un jour : « Si je

(1) Préface de Réaume aux *Œuvres inédites de Xavier de Maistre*, p. LXVI (Paris, Lemerre, 1877).
(2) *Œuvres*, X, p. 374.
(3) *Œuvres*, X, p. 206.
(4) Descostes, *J. de Maistre pendant la Révolution*, p. 436 (Tours, Mame, 1895).
(5) *Journal* inédit (p. 103 de la copie).

vous faisais sentir la main *cachée* qui me conduit *visiblement*, sans que je m'en mêle, vous approuveriez l'espèce de fatalisme raisonnable que j'ai adopté (1). » Et ce fatalisme même l'agenouillait devant le devoir, sans qu'il cherchât à savoir ce qui en adviendrait. « Dans les révolutions, professait-il, chacun doit prendre le chemin tracé par la conscience, sans jamais examiner où il aboutit (2). » Aussi fiévreusement curieux de l'avenir de l'Europe que volontairement incurieux de son propre avenir, il interrogeait Dieu sur tout, sauf sur ses propres destinées, remises une fois pour toutes aux mains de Dieu.

Un révolté, occupé de ressasser ses amertumes, n'eût jamais eu la lucidité d'esprit nécessaire pour deviner dès 1794 qu'avec ce désagrément personnel qui s'appelait la Révolution, une époque universelle commençait. Il fallait être, d'ores et déjà, le philosophe des futures *Soirées de Saint-Pétersbourg*, pour atteindre dès 1797 aux intuitions historiques des *Considérations*, et ces intuitions sanctionnaient l'attitude religieuse d'une âme toujours sur la brèche, qu'elle pleurât une mère ou qu'elle pleurât une patrie, pour justifier la sagesse de Dieu.

Magnifique et fécond « fatalisme, » qui soustrayait à l'oppression des amertumes la liberté d'un grand esprit, et qui savait balayer, d'un beau souffle de résignation, les nuages accumulés, et voir au delà de ces nuages, et voir au-dessus d'eux ! Cette doctrine de résignation, par ailleurs, était tout le contraire d'une maîtresse d'inaction. Car elle laissait à l'homme quelque chose à faire, et beaucoup. On n'a rien écrit de si décisif, sur l'action immense de la puissance morale à la guerre, que le septième entretien des *Soirées* : Maistre explique qu'une bataille ne se perd pas matériellement, et qu'une bataille perdue est une bataille qu'on croit perdue (3) ; l'importance du facteur moral ne fut jamais magnifiée avec une aussi éloquente précision. M. Vermale signalait dernièrement que ces pages de Maistre trouvèrent en 1900, à notre École supérieure de guerre, un commentateur, qui n'était autre que le futur maréchal Foch. « Une bataille gagnée, poursuivait celui-ci, c'est

(1) *Œuvres*, IX, p. 400.
(2) *Œuvres*, X, p. 89.
(3) Foch, *Principes de la guerre*, 6e édit., p. 269 (Paris, Berger-Levrault, 1919). — Vermale, *Le Savoyard de Paris*, 14 et 28 août 1920. M. Vermale fait aussi observer que le maréchal Foch, dans une *interview* donnée en septembre 1918 à *l'Illustration*, définissait la victoire, tout comme Maistre, un « plan incliné. »

une bataille dans laquelle on ne veut pas s'avouer vaincu. »

Pour défendre la doctrine de Maistre sur la Providence contre le reproche d'être une discipline de passivité, il n'y aura qu'à se souvenir, le livre de Foch en main, que c'est avec les conceptions maistriennes sur le gain des batailles que la Grande Guerre a été gagnée. Le Dieu de Maistre, si absolu qu'il soit dans sa souveraineté, n'est pas un Dieu qui paralyse la spontanéité des énergies, et qui marchande aux hommes la gloire.

A l'origine de l'illustration littéraire de Maistre, il y eut la Révolution, cette Révolution que subissait son « fatalisme » et qu'interpellait son génie, cette œuvre de Satan, peut-être, mais d'un Satan devenu, pour des plans divins insoupçonnés, un auxiliaire inconscient, involontaire. C'est parce que dépaysé, parce que désorbité par cette Révolution, que Maistre trouva, pour s'épanouir, un terrain qu'en des époques plus calmes sa petite patrie savoyarde lui refusait. Bienfaisantes furent pour lui, malgré leur apparente cruauté, les rigueurs de sa destinée : elles furent les ouvrières de sa vocation d'apologiste. A distance, il semble qu'elles commentent elles-mêmes son œuvre de penseur et qu'elles plaident, elles aussi, elles surtout, pour le « gouvernement temporel de la Providence, » qui sut les faire tourner à la commune gloire de Dieu et de son serviteur Maistre.

Comment au cours même de ces rigueurs se paracheva, d'abord à Lausanne auprès des prêtres émigrés, puis en Russie auprès des Jésuites, la formation religieuse de Maistre ; comment s'amendèrent ses conclusions au sujet de l'illuminisme ; par quels coups de pouce, — coups de pouce de la « Providence, » — se laissa modeler et guider, au nom même de ses conceptions religieuses, cette vie qui se consolait d'être errante en se sentant mystérieusement gouvernée ; et par quelles étapes, enfin, l'ancien Frère de la *Sincérité* fut conduit à devenir l'auteur du *Pape* : un prochain article l'apprendra.

GEORGES GOYAU.

(*A suivre.*)

FIUME, L'ADRIATIQUE

ET

LES RAPPORTS FRANCO-ITALIENS

II (1)

DEPUIS L'ARRIVÉE DE G. D'ANNUNZIO

VI. — LES INCIDENTS DE FIUME

Dans le cabinet Nitti, qui succède à celui de M. Orlando, le portefeuille des Affaires étrangères échoit à M. Tittoni, qui prend la tête de la délégation italienne à la Conférence. Les nouveaux délégués sont MM. Scialoja, Maggiorino-Ferraris, Crespi et le marquis Imperiali (2).

Le chef du Gouvernement, le ministre des Affaires étrangères, la plupart de leurs collègues du cabinet n'ont pas un passé interventiste aussi notoire que celui de leurs prédécesseurs. Aussi les « *fascistes* » (3), qui ont retiré leur confiance au cabinet Orlando, sans réfléchir que la loi parlementaire de bascule amènerait fatalement à sa place un cabinet de nuance moins accentuée, se prennent-ils à craindre, de la part du ministère Nitti, d'excessives renonciations. M. Tittoni et le président du Conseil lui-même, en se présentant devant le Parlement, sont conduits à se défendre contre ce soupçon, et sans

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier.

(2) Deux de ces messieurs avaient déjà précédemment pris la place de M. Salandra et du marquis Salvago-Raggi, démissionnaires.

(3) Nous avons dit plus haut ce qu'était le « fascio » parlementaire.

prendre d'engagements précis, à se solidariser avec les revendications nationales. Abstraction faite de leurs dispositions personnelles, la limite de leurs concessions éventuelles ne pourra donc, de ce fait, différer sensiblement de celle à laquelle étaient parvenus leurs prédécesseurs, avant de s'être « retranchés » dans la Convention de Londres.

Très bien accueilli à Paris, où il a passé sept années d'ambassade, M. Tittoni reçoit des premiers ministres anglais et français, dès son arrivée, une note qui avait été préparée à l'intention de MM. Orlando et Sonnino et dont leur chute avait prévenu la remise. Il en a lu plus tard à la Chambre des députés un passage, qui est un avertissement net et franc du péril auquel une politique trop individuelle, dans diverses affaires, expose les relations de l'Italie avec ses alliées. Cette note, signée par MM. Clemenceau et Lloyd George, mais rédigée par M. Balfour, éclaire M. Tittoni sur la nécessité de détendre avant tout une situation qui laisse évidemment à désirer; et c'est à quoi il s'emploie d'abord, tout en répliquant au document qui lui a été consigné. Mais à peine s'est-il adonné à cette tâche qu'il y est troublé par des incidents survenus à Fiume.

Depuis les incidents consécutifs à l'armistice, à l'occupation interalliée de Fiume et à l'installation de la base française, une accalmie relative s'était produite sur place. Les rapports étaient sans doute restés tendus, entre troupes francaises, d'une part, troupes italiennes et indigènes italianisants d'autre part. Quelques feuilles locales et, à leur suite, quelques journaux de la péninsule avaient bien, de temps à autre, récriminé encore contre nos soldats. Mais il n'y avait pas eu de heurt, pas de fait nouveau. Malheureusement, les délais subis par le règlement adriatique, le message public de M. Wilson, la reconnaissance de l'état serbe-croate-slovène par la France et par l'Angleterre avaient surexcité les éléments italiens de Fiume. Leur dépit s'était principalement tourné contre les Français, qui, s'étant sentis de plus en plus mal vus, en avaient pris ombrage. Le commandement italien avait favorisé sous toutes ses formes la propagande en faveur de l'annexion de l'Italie, et cette propagande, qui avait été jusqu'à la constitution d'un bataillon de volontaires fiumains, alimentait l'excitation contre les Français, considérés comme intrus.

L'atmosphère était donc, à la fin de juin 1919, plus chargée d'électricité que jamais.

Les 29 juin, 2, 5 et 6 juillet se produisent à Fiume des incidents, qui sont les plus sérieux dont cette ville ait été le théâtre. Il ne nous sied pas de nous étendre sur des scènes pénibles et vulgaires au cours desquelles des officiers et des soldats français ont été tués ou blessés. Une enquête internationale, dont nous parlerons tout à l'heure et à laquelle a participé un général italien, en a donné une version officielle authentique et établi les responsabilités. Les résultats de cette enquête nous ont été favorables. De même que précédemment, les dépêches de presse envoyées de Fiume aux journaux italiens présentent cependant les faits comme la réaction de la population indigène contre les intolérables vexations et provocations de nos troupes. Aussi toute la presse italienne se livre-t-elle à de véhémentes attaques à notre adresse. L'opinion publique égarée, chauffée à blanc, persuadée que les torts sont de notre côté, s'emporte et gronde partout contre nous.

D'énergiques représentations sont faites au gouvernement italien pour obtenir qu'il réagisse, en Italie même, contre l'exploitation de ces incidents et, à Fiume, contre la mollesse dans la répression des violences. Cela fait, le plus urgent était de prévenir toute suite diplomatique entre les gouvernements, toute polémique de presse d'un côté à l'autre des Alpes, et toute nouvelle bagarre sur place. Et pour cela le moyen le plus pratique était la remise immédiate de l'affaire à une commission internationale, aux fins d'enquête et de conclusions. Il en était tellement ainsi que le même jour, M. Clemenceau à Paris et M. Barrère à Rome en font, spontanément et simultanément, la proposition à M. Tittoni et à M. Nitti, qui acceptent l'un et l'autre avec empressement. Demander la constitution d'une commission internationale d'enquête, quand on a de son côté les seules victimes qu'il y ait à déplorer, n'est pas faire preuve de rigueur, mais de mansuétude. Mais comment les Italiens l'auraient-ils compris, alors que des dépêches trop dépourvues de sérénité leur répétaient que les responsables étaient précisément les victimes?

Aussitôt la décision prise, M. Tittoni vient à Rome, pour rendre compte du début de négociations à peine engagées, mais en réalité pour mettre un terme à une tempête dont il a constaté

le triste effet sur les Alliés. Il prêche le calme et la possession de soi, expose à la Chambre l'état des questions intéressant l'Italie et réussit à apaiser les esprits. Peu de jours après, le 14 juillet, les Parisiens prouvent, en applaudissant chaleureusement les troupes italiennes sur le parcours du défilé triomphal, que la France ne tient pas rigueur à l'Italie d'incidents qu'elle ramène à leurs justes proportions.

VII. — LE PROJET DU 2 AOUT ET LA LETTRE DU 18 SEPTEMBRE

L'attitude du gouvernement français le lui prouve également. Dès avant la fin de ce dramatique intermède, la question adriatique a été abordée de nouveau. Après un échange de notes, qui ont déblayé le terrain de certaines difficultés et précisé le point où les négociations antérieures ont conduit la discussion, le soin est laissé à M. Tittoni de formuler ses propositions. M. Wilson est rentré en Amérique ; M. Polk, plus enclin que lui aux concessions, le représente à la Conférence. M. Lloyd George a regagné Londres et ne fait plus à Paris, où le remplace M. Balfour, que de courtes apparitions. Au début d'août, M. Tittoni va le voir en Angleterre ; à son retour, ses propositions sont au point. Le 12 août, se réunissent au quai d'Orsay, pour les entendre, M. Clemenceau, M, Pichon, M. Balfour, M. Polk, M. Matsui (Japon) et M. Tittoni. Ce dernier propose de constituer la ville de Fiume, avec une partie de son hinterland et l'île de Veglia, en État libre, neutre, sous la protection de la Société des Nations ; d'attribuer à la Yougo-Slavie toute la Dalmatie, sauf Zara et son district ; de modifier légèrement en Istrie la frontière admise par M. Wilson, de manière que le chemin de fer de Trieste à Vienne passe d'Italie en Autriche sans traverser le territoire yougo-slave ; de rectifier aussi et pour le même objet le tracé de cette frontière du côté d'Asling, sans toutefois englober ce point ; de neutraliser l'Istrie orientale, ainsi que les îles de Cherso et de Lussin, ces dernières étant attribuées à l'Italie ; de donner à l'Italie le mandat sur l'Albanie dans ses frontières de 1913, à charge pour le gouvernement italien de s'entendre avec la Grèce sur la délimitation du pays au Sud et pour le gouvernement grec de neutraliser la côte épirote et le canal de Corfou. L'exposé de ces propositions terminé, M. Clemenceau se déclare disposé à les

prendre pour base générale de discussion. Mais il va plus loin.

Personnellement, il incline à attribuer Fiume-Ville à l'Italie, sans le territoire environnant, plutôt qu'à constituer ville et territoire en État libre. Et il le dit.

Cependant, M. Tittoni, après une visite à M. Lloyd George dans sa villégiature bretonne de Claire-Fontaine, renonce à soumettre à M. Wilson un projet reposant sur l'attribution à l'Italie de Fiume-Ville.

Aussi est-ce à peu de chose près le projet exposé par lui le 12 août que M. Tittoni soumet à Washington. Encore qu'il eût préféré, pour Fiume, une solution meilleure, M. Clemenceau s'empresse d'appuyer les propositions italiennes par un télégramme chaleureux à M. Wilson, insistant pour une réponse favorable et prompte. M. Lloyd George en fait autant.

Nous ne suivrons pas les négociations italo-américaines dans le dédale de notes et de contre-notes, à travers lequel elles vont se poursuivre jusqu'à la fin d'octobre 1919. Il nous suffira de relever un fait : chaque fois que le gouvernement italien, en répondant à M. Wilson, a formulé de nouvelles propositions, le gouvernement français, comme du reste le gouvernement anglais, les a appuyées à Washington de tout son pouvoir. Il en a été ainsi notamment en septembre 1919. Le président des États-Unis avait proposé la création, entre l'Istrie italienne et la Yougo-Slavie, d'un État-tampon de dimensions relativement vastes, avec Fiume pour capitale. M. Tittoni, pour éviter l'absorption de 40 000 Italiens dans un État comptant 200 000 Yougo-Slaves, était revenu à l'idée de M. Clemenceau d'attribuer à l'Italie Fiume-Ville, en pleine souveraineté. Le président du Conseil français a alors adressé à M. Wilson le 18 septembre une lettre animée du désir de faire obtenir à l'Italie la satisfaction demandée par son plénipotentiaire. Cette lettre ne pouvait, sous la forme déférente et amicale qui convient envers le chef d'un grand État ami, être plus pressante ni plus persuasive.

Ceux qui ont connu, en Italie, l'initiative prise par M. Clemenceau le 12 août et ses interventions auprès de M. Wilson, lui ont témoigné leur gratitude et en ont su gré à la France.

Mais le gouvernement italien n'a pas jugé opportun de donner à l'opinion publique des indications précises, par crainte de ranimer des espérances, sur la réalisation desquelles

il conservait des doutes trop fondés. Le public a seulement su que la délégation italienne à Paris se louait des dispositions du gouvernement français. Cette notion incomplète n'a pas été sans influencer à notre profit l'état des esprits en Italie : elle a été insuffisante à déterminer un revirement. Le peuple italien avait, du reste, à revenir de si loin, qu'un revirement subit lui était impossible. De l'excitation et de l'emportement, où nous l'avons vu en mai ou juillet précédents, il avait passé à une résignation amère, qui, pour être moins bruyante, n'en valait guère mieux. « Vainqueurs dans la bataille des armées, nous sommes, lui répétait-on, vaincus dans la bataille diplomatique, et par qui ? par nos propres alliés. » Le sentiment de la victoire s'effaçait au point qu'on ne songeait pas à offrir aux soldats victorieux et à la population tout entière la satisfaction, pourtant bien romaine, d'un triomphe comme ceux de Paris et de Londres, ou que, si l'on y songeait, on ne l'osait pas! Très rares étaient ceux qui, dans la dépression quasi générale, conservaient la faculté d'apercevoir et d'apprécier les inappréciables avantages que la victoire rapporterait, en tout état, à l'Italie; très rares, ceux qui sentaient que, si le Trentin eût peut-être pu revenir sans guerre à leur patrie, la frontière naturelle du Brenner et Trieste suffisaient seules à justifier une guerre, sans laquelle elles n'eussent jamais été acquises.

Un exemple frappant de cette indifférence aux résultats acquis a été fourni par l'accueil fait au traité de Saint-Germain. L'annonce de la signature de la paix avec l'Autriche a été reçue à Rome avec une surprenante froideur. A la Chambre, le président du Conseil s'est borné, sans commentaire, à déposer le texte du traité et à en demander le renvoi à la Commission qui examinait déjà le traité de Versailles. Cette proposition a été approuvée sans une observation. Une tentative d'applaudissements faite par quelques députés n'a eu aucun écho. Dans la rue, pas de démonstration, pas un cri, pas un drapeau aux fenêtres. De la part du Gouvernement et de la municipalité, aucune manifestation officielle de joie : ni salve d'artillerie, ni sonnerie de cloches. Accueil glacial au traité qui consacre le morcellement de l'Empire des Habsbourg, réduit l'Autriche à un État de quelques millions d'habitants, et apporte à l'Italie Trente, Trieste et la frontière du Brenner. Tant est puissant l'effet de diversion produit par Fiume et par l'Adriatique!

VIII. — GABRIEL D'ANNUNZIO A FIUME

Au début de septembre, la Commission de quatre généraux, chargés d'enquêter sur les incidents de Fiume, avait déposé son rapport. Après avoir établi les causes, la matérialité et les responsabilités des faits, ce document concluait à l'adoption de mesures propres à en prévenir le retour. C'étaient : la suppression du Conseil National de Fiume et son remplacement par un gouvernement régulièrement élu ; la constitution d'une Commission militaire interalliée (1), présidée par un Anglais ou un Américain et investie du contrôle sur l'administration de Fiume et de Sussak ; la relève des troupes et de tout le personnel militaire italien et français ; la réduction à un bataillon des forces militaires italiennes à Fiume ; la réduction à deux par nation des navires de guerre présents sur rade, à l'exclusion de ceux qui y avaient déjà stationné ; la suppression immédiate du bataillon fiumain, la formation d'une police locale et, en attendant, l'envoi d'un corps de police anglais ou américain. Le Conseil Suprême (2) adopta les propositions de la Commission d'enquête et les transforma en décision, dont l'exécution fut entreprise.

Le rapport fut tenu secret ; seules les décisions auxquelles il avait conduit vinrent à la connaissance du public. C'était la fin du régime de fait arbitrairement créé à Fiume par le commandement italien. On ne s'y trompa point en Italie ; les journaux s'indignèrent et demandèrent comment un général italien avait pu apposer sa signature à de pareilles conclusions. C'est qu'ils ignoraient par quelles constatations le représentant italien dans la Commission d'enquête (3) et, à sa suite, le délégué d'Italie au Conseil Suprême (4) avaient été amenés à souscrire à ce programme de réorganisation civile et militaire de Fiume. Réorganisation provisoire, cela va de soi : car elle ne préjugeait nullement du sort définitif de la ville. Quoi qu'il en fût, quelques jours encore et c'en était fait de la situation spéciale que l'Italie s'était arrogée à Fiume. Alors se produit un coup de théâtre.

(1) France, Italie, Angleterre, Amérique.
(2) Donc à l'unanimité, représentant italien compris.
(3) Le général de Robilant.
(4) M. Tittoni.

Depuis les discours incendiaires qu'il avait tenus à Rome, après le message public de M. Wilson, M. d'Annunzio n'avait plus parlé, ni fait parler de lui. Rendu, sur sa demande, à la vie civile par le cabinet Nitti, il s'était retiré à Venise ; on le croyait tout à la préparation d'un raid aérien Venise-Tokio, que le Gouvernement organisait à grands frais, espérant par là l'éloigner pour quelque temps.

Le 12 septembre, dans l'après-midi, un journal de Rome publie, sous le titre *un geste garibaldien*, une dépêche de Venise annonçant que Gabriel d'Annunzio en est parti la veille et, à la tête d'un corps de volontaires, marche sur Fiume, où il est entré. La publication surprend le gouvernement italien en pleine quiétude et dans la plus complète ignorance du fait. Au ministère des Affaires étrangères, on n'en connaît rien; pas davantage, au ministère de la Guerre et à celui de la Marine. A l'Intérieur (présidence du Conseil) on est un peu plus avancé : on sait que d'Annunzio a quitté Venise, mais on ne met pas en doute qu'il ne parvienne pas à Fiume, toutes les instructions étant données pour l'en empêcher; peu d'instants après, on confirme officiellement son arrivée au but. Le président du Conseil apprend l'événement en séance de la Chambre, d'abord par le journal, ensuite par une dépêche officielle, que lui apporte le Sous-Secrétaire d'État à l'Intérieur. Les députés voient, pendant qu'un orateur poursuit son discours, M. Nitti entrer en colère, taper du poing sur son banc et se tourner vers les ministres de la Guerre et de la Marine, avec qui il cause un instant, en donnant des signes de violente irritation.

Ces détails, — et encore plus la suite, — démentent catégoriquement la conjecture, parfois faite à l'étranger, d'une collusion entre d'Annunzio et le gouvernement italien. La réalité est certainement moins machiavélique : c'est que le poète a pipé son gouvernement.

Des informations publiées les jours suivants permettent de reconstituer à peu près le sensationnel coup de force. D'Annunzio a préparé son expédition de longue main et s'est entendu avec le commandant d'un bataillon de grenadiers, cantonné à Ronchi. Il a eu avec lui de fréquentes entrevues secrètes. Ont été mis au courant du projet et se sont engagés à y participer un certain nombre d'officiers, et même d'hommes de troupe. C'est de Ronchi qu'a eu lieu le départ, à minuit naturellement.

D'Annunzio est arrivé de Venise, en auto disent les uns, en canot-automobile disent les autres. Il a revêtu l'uniforme de colonel, bien que régulièrement démobilisé. Son compère le commandant a alerté et harangué son bataillon, avertissant ses soldats du but de l'expédition et autorisant à s'en aller ceux qui ne voudraient pas suivre. Personne n'a profité de la permission. Des camions automobiles ont été fournis par e commandant d'un parc voisin, qui était du complot et dont une hésitation du dernier moment a failli tout compromettre. Au départ, la colonne, commandée par d'Annunzio, se composait du bataillon de grenadiers, d'*arditi* de régiments voisins, d'une compagnie de mitrailleuses, en tout environ 1 000 hommes. Elle s'est grossie en chemin d'unités rencontrées en cours de route ou prévenues d'avance et l'attendant au passage. A proximité de Fiume se sont joints à elle presque toute la brigade « Sezia » et des auto-mitrailleuses, qui ont encadré la voiture du poète-officier. Le bataillon des volontaires fiumains est sorti à sa rencontre : donc l'expédition était attendue dans la ville. Un général a tenté d'arrêter sa marche et posté des troupes de barrage. Ici se place une scène mélodramatique entre d'Annunzio et lui. Le général raisonne, puis ordonne et invoque les ordres qu'il doit faire exécuter; d'Annunzio découvre sa poitrine constellée de décorations et s'écrie : « Faites ouvrir le feu si vous l'osez ! » Le général n'ose pas, remonte dans son auto et rentre à Fiume, où le commandement régulier plie bagages et ferme boutique. La colonne se remet en mouvement, pénètre dans Fiume : fleurs, drapeaux, *evvivas*, discours. Deux cuirassés qui appareillaient font marcher leurs sirènes pour appeler à bord les matelots et maîtres encore à terre; environ trois cents ne rallient pas le bord et restent pour être de la partie. Dernier trait : le Quartier général d'armée de la zone d'armistice n'a été averti des événements de Ronchi qu'à sept heures du matin !

La seule annonce du *pronunciamento* de d'Annunzio a fait tressaillir l'Italie d'émotion, mais d'une émotion d'abord assez complexe, où se mêlaient la sympathie, voire l'enthousiasme pour l'entreprise, et l'appréhension de ce qui s'en suivrait, la conscience de ce qu'il y avait de grave sous ce pimpant *scenario*. L'émotion du Gouvernement, qui n'a pas le droit de s'abandonner aux inclinations du sentiment, est tout entière de l'ordre sérieux. Dans l'acte de d'Annunzio, il voit à juste titre

la menace de complications extérieures et, à l'intérieur, l'atteinte profonde portée à la discipline militaire et à l'autorité de l'État. Ce sont là les deux préoccupations, on ne peut plus justifiées, qui inspirent à M. Nitti, le 13 septembre, des déclarations d'une extrême énergie dans le fond et dans la forme. Les peines prévues par le code militaire contre les déserteurs, dit-il à la Chambre, seront appliquées aux soldats qui, après l'injonction de rentrer dans les lignes, n'auront pas rejoint leur corps dans les délais légaux. Une enquête officielle établira toutes les responsabilités et des sanctions les puniront. Le président du Conseil stigmatise dans les termes les plus forts les excès du militarisme, blâme les excitations à l'animosité contre les Alliés et leur exprime publiquement ses excuses. Cette sévérité n'est à aucun degré de l'affectation ou de la jactance. L'intention du Gouvernement est alors de rétablir à Fiume une situation normale, de mettre d'Annunzio à la raison, de sévir s'il le faut contre les militaires qui l'ont suivi, d'employer au besoin la force. « La discipline avant tout ; nous ferons notre devoir, si pénible soit-il : » tel est le langage de tous les ministres. Le plus urgent étant de détacher de d'Annunzio les soldats et officiers réguliers et de les faire rentrer dans l'ordre, le général Badoglio, chef d'État-major général, est envoyé à Fiume avec de pleins pouvoirs.

Sur le premier moment, les déclarations de M. Nitti à la Chambre ont passé sans protestation. On peut même dire que, sur le fond, sinon sur la forme, la plupart de ses auditeurs ont été d'accord avec lui. Mais dès le soir même se dessine, contre les paroles du président du Conseil, une réaction qui ira croissant. Son discours a plutôt mauvaise presse ; on lui reproche d'avoir exagéré l'humilité envers les Alliés, la rigueur envers les auteurs du coup de main, d'avoir assimilé à des déserteurs ordinaires des hommes dont l'indiscipline a eu une cause et une fin patriotiques. Cette réaction est assez sensible pour que, revenant sur la question le 16 septembre, M. Nitti lui-même juge à propos de faire légèrement machine en arrière, en s'exprimant sur un ton plus doux, plus serein. La parade ne coupe pas court immédiatement aux critiques, qui ont surtout pour but de retenir le Gouvernement sur la voie de la répression. En même temps, la sympathie pour l'entreprise d'annunzienne s'accentue, prend décidément le dessus sur les

appréhensions d'ordre extérieur ou intérieur. La nouvelle n'en a été saluée d'abord, à Rome et dans les grandes villes, que par d'insignifiantes manifestations nationalistes; mais bientôt le mouvement d'adhésion s'étend, gagnant surtout dans l'armée et dans la marine. Le 20 septembre, à Rome, la cérémonie traditionnelle à la brèche de la Porta Pia est marquée par des acclamations à d'Annunzio, à Fiume, et par quelques bagarres sur le Corso. D'autres manifestations suivent à Rome et en province.

D'autre part, les efforts faits pour ramener au devoir les réguliers entraînés par d'Annunzio demeurent sans résultat. Une proclamation, lancée par le général Badoglio, de Trieste, où il s'est arrêté, reste à peu près sans écho. Des pourparlers, engagés par intermédiaire entre le poète et le général, nommé haut-commissaire royal en Vénétie Julienne, n'aboutissent pas davantage. Par crainte d'exposer leur autorité à des échecs plus retentissants, les généraux ou amiraux du premier rang s'abstiennent pour la plupart de se rendre personnellement à Fiume: ainsi le général Badoglio, le général de Robilant, l'amiral Cusani-Visconti, tous commandants en chef dans ces parages. Plus audacieux, l'amiral Cagni en accepte ou même en sollicite, dit-on, la mission; mais son intervention est infructueuse. Les généraux ou amiraux de moindre notoriété qui se risquent dans la ville interdite, ou bien en reviennent « bredouilles, » comme le général Amfossi, ou bien s'y font « coffrer, » comme l'amiral Casanova, ou bien se tirent d'affaire par une attitude débonnaire, comme l'amiral Nunès. Donc, rien à espérer de la conciliation ni de l'intimidation, de l'appel à la raison, ni du rappel à la discipline. Reste la force brutale, l'effusion du sang : cette ressource suprême est enlevée au Gouvernement par les dispositions de l'armée et de la marine, où ne se trouverait pas une unité consentant à marcher et à faire feu. L'essayer serait étendre la mutinerie. Dans ces conditions, le Gouvernement en vient vite à ne plus attendre le dénouement de la situation que de l'isolement de Fiume, d'un blocus bientôt tempéré du reste par un ravitaillement confié à la Croix-Rouge.

La crise d'autorité ainsi ouverte en Italie apparaît promptement grave. Malgré l'interruption théorique des communications postales et télégraphiques avec Fiume, correspondances et dépêches de presse en parviennent quotidiennement aux journaux de la péninsule, qui fournissent les plus amples

détails sur les faits et gestes de d'Annunzio et sur l'état de ses forces. Le Gouvernement s'étant mis, dans les premiers temps, à publier des communiqués officiels sur la situation, le service de presse du poète dictateur y riposte par des contre-communiqués, qui paraissent en regard des premiers et en démentent généralement point par point les assertions. En face du gouvernement de Rome se dresse désormais un gouvernement rival, celui de Fiume; en face du *Comando Supremo* un *Comando* autonome, celui de d'Annunzio. L'armée, et encore plus la marine, paraissent échapper en partie à l'autorité régulière. Fiume continue à y recruter des isolés et même des unités. Un conseil de la couronne, composé de tous les anciens présidents du Conseil et des chefs de groupes, est convoqué au Quirinal et s'y réunit le 25 septembre. M. Tittoni est revenu de Paris le 18. Un ample débat s'engage à la Chambre le 27. Le ministre des Affaires étrangères y expose la situation diplomatique, depuis A jusqu'à Z, l'état de la négociation adriatique, la position prise par M. Wilson, celle des Alliés. Mais l'intérêt, pour les députés, n'est plus dans les notes échangées entre les chancelleries ni dans les solutions qu'elles discutent : il est dans les passions mêmes que l'acte de d'Annunzio a portées à leur paroxysme, dans le chaos politique qu'il a créé. Le 28, après des discours de M. Nitti, du *leader* socialiste-officiel Turati, du démocrate patriote Raimondo, la séance se termine en pugilat. Le lendemain, le Gouvernement, maintenu au pouvoir par 60 voix de majorité, se hâte de dissoudre la Chambre et d'annoncer des élections générales.

Dans ces circonstances critiques, le gouvernement italien a rencontré, de la part de ses alliés et en particulier du gouvernement français, autant de bienveillance qu'il a pu en désirer. France, Angleterre et États-Unis ont aussitôt pris le parti de considérer l'événement comme une affaire intérieure italienne, un conflit entre le pouvoir constitué et des troupes en rupture de ban, et de laisser au Gouvernement royal le soin d'agir en conséquence. Cette sage et généreuse résolution a eu pour but de ne pas accroître les difficultés de l'Italie. Tous les contingents alliés ont donc été retirés de Fiume; les bâtiments de guerre français et anglais en ont été éloignés. Les Fiumains et à leur suite les Italiens s'étant émus du maintien sur rade du cuirassé *Condorcet*, laissé pour protéger la base de l'armée

d'Orient, ce navire a été rappelé à son tour. Bien que la base comportât d'importants approvisionnements et un matériel considérable, le gouvernement français s'est prêté à les sacrifier. moyennant garantie financière du gouvernement italien. Un an écoulé ensuite sans changement dans la situation à Fiume n'a rien modifié cependant à l'attitude de non-intervention des Alliés.

Dire qu'il ne nous en a été su aucun gré en Italie serait exagéré. Constater qu'il nous en a été peu tenu compte n'est malheureusement que vrai. Bien que l'opinion publique et la presse se soient quelque peu améliorées à notre égard, de la mi-septembre à la mi-décembre 1919, ni l'une ni l'autre n'ont apprécié à sa valeur la complaisance dont nous avons d'emblée fait preuve et ne nous sommes jamais départis par la suite, tandis que du gouvernement anglais venait, une fois au moins, au début d'octobre, une invitation un peu pressante au gouvernement italien, afin de mettre ordre à l'état illégal de Fiume.

Entre le gouvernement italien paralysé et les Alliés l'arme au pied, d'Annunzio est d'abord resté à Fiume le *tertius gaudens*. Il a eu toute licence d'y représenter, à la fois auteur et interprète, la plus réussie de ses œuvres dramatiques Nous ne mettons pas dans ces mots la moindre intention de raillerie. Comme d'autres poètes portés par leur patriotisme sur la scène politique, d'Annunzio n'y a pas dépouillé sa personnalité artistique. Poète, dramaturge, romancier, il est resté lyrique, théâtral, romantique dans le rôle de dictateur, de tribun et de *condottiere*. Ce que ses admirateurs appellent l'épopée d'annunzienne est du reste autre chose et plus qu'une occupation territoriale. C'est la mise en action par un homme de lettres d'un rêve politique. Ce rêve ne deviendra tout à fait clair que lorsque M. d'Annunzio l'aura expliqué, et encore n'est-ce pas bien sûr. Il paraît avoir consisté, non seulement à sauver l'italianité de Fiume, mais, par les tribulations de Fiume, « ville holocauste, » à préserver la Dalmatie et à galvaniser l'Italie elle-même. L'accomplissement en serait sans doute cette énigmatique « quinzième victoire, » tant de fois prophétisée et promise à sa patrie par le barde des camps ; victoire idéale et matérielle à la fois sur le Slave intimidé, sur l'aéropage de Paris paralysé, sur le gouvernement italien « renonciataire. » Tels sont ou paraissent être le but de l'entreprise, le thème de l'action.

Autour de l'étincelant protagoniste se groupent la popula-

tion de la ville, dans un rôle analogue à celui du chœur antique, fréquemment réunie sur la place à écouter les tirades de son pasteur militarisé, et le corps expéditionnaire de la victoire espérée : bersagliers, grenadiers, bouillants *arditi*, artillerie, chevau-légers, mitrailleuses, autos blindées, camions automobiles, avions et jusqu'aux marins d'une flotte, baptisée « escadre du Quarnero. » En face, de l'autre côté d'une barricade où veillent en sentinelles des réguliers et des irréguliers, un simple cordon sanitaire de troupes régulières isole Fiume sans l'assiéger et maintient autour d'elle un blocus des plus fictifs.

Le combat, grâce à Dieu, tarde à s'engager. Les Alliés ont sagement décliné le rôle de l'ennemi ; les Serbes n'ont pas cédé à la tentation de l'assumer ; le gouvernement italien attend avec raison, pour le faire jouer à ses soldats, que la nécessité le lui impose. M. d'Annunzio, qui a fait ses preuves ailleurs, et ses compagnons, dont beaucoup sont connus pour n'avoir pas froid aux yeux, doivent, bon gré mal gré s'accommoder de cette carence. Peut-être ne leur eût-il pas déplu que le rôle de l'ennemi fût de prime-abord pris par quelqu'un, de préférence par le Yougo-Slave. Pour verser sur Fiume un peu de sang libérateur, donner son martyr italien à la ville du Quarnero, comme Trieste a Oberdan et Trente Battisti, l'occasion seule leur fait d'abord défaut. Que ne leur a-t-elle fait défaut jusqu'à la fin ! Tout sacrifice de vie humaine était dès lors inutile à leur cause, Fiume étant devenue sans cela, selon le mot expressif d'un diplomate romain, « la Mecque des Italiens. »

Toujours est-il que les seuls ennemis avec qui M. d'Annunzio puisse, pendant plus d'un an, se mesurer à Fiume sont, — nous le disons sans ironie, — du même ordre que les symboles pourfendus par Cyrano au dernier acte du drame de Rostand. Ce sont (à son jugement et à celui de ses admirateurs) le pharisaïsme wilsonien, l'injustice et l'hypocrisie de la Conférence, l'égoïsme et l'ingratitude des Alliés, l'usurpation yougo-slave, la capitulation italienne. Contre tout cela il dresse, toujours selon sa pensée, la protestation vibrante d'un patriotisme insurgé.

Défi non relevé ne peut fournir le thème d'une action bien mouvementée. De longtemps, celle du drame fiumain de d'Annunzio ne l'est pas. Elle n'est pas pour cela fade ni banale. Le vice-amiral Casanova vient à Fiume pour tenter de ressaisir les

navires et équipages passés au dictateur : il est mis en état d'arrestation et détenu jusqu'au moment où le Gouvernement, pour faire cesser sa détention, le relève de son commandement Un colonel notifie à Fiume, en termes probablement mal interprétés par lui, une communication de l'autorité militaire régulière, déclarant déserteurs (1) tous les officiers demeurés dans la ville. « Cette parole, lui écrit d'Annunzio, est digne du Gouvernement ignoble, dont vous êtes aujourd'hui serviteur et complice... Si vous ne ravalez pas la parole infâme, je dis infâme dans le sens le plus abject, vous recevrez de moi le soufflet que vous méritez devant la nation et devant le monde. Je le promets. Et ceci n'est qu'avertissement. » Le général commandant une brigade qui bloque Fiume s'est exprimé, sur le compte des volontaires et de leur chef, en termes sévères, revenus à leurs oreilles : une section franche d'*arditi* fiumains l'enlève et le transporte à Fiume, où il est gardé plusieurs jours. Un navire chargé d'armes et de munitions fait route d'un port d'Italie à destination de la Mer-Noire : il aboutit à Fiume, grâce à une entente inattendue entre d'Annunzio et le président de la « Fédération des Gens de Mer, » le socialiste Giulietti. Un bâtiment traverse l'Adriatique, portant quelques millions de lires dans un port régulièrement occupé : il est capturé, dérouté et conduit à Fiume. C'est, comme on le voit, aux dépens du Gouvernement de son pays que d'Annunzio écrit ses scènes les plus puissantes. On ne saurait imaginer plus hardiment campé son personnage de patriote hors la loi et hors de l'atteinte des lois.

Ce rôle, dont il ne sort jamais, ne le fait presque jamais sortir de Fiume. Une fois, en octobre, il lance un détachement en reconnaissance à Traü. Mais l'expédition ne réussit pas à souhait, et n'est pas, au surplus, du goût de l'opinion publique italienne, qui fait entendre un immédiat *holà*. Une autre fois, en décembre, d'Annunzio pousse lui-même une pointe jusqu'à Zara, où l'amiral Millo, gouverneur de la Dalmatie, prend le parti de faire une réception officielle au dictateur de Fiume, réduisant ainsi l'incursion à une simple excursion. Tout le reste du temps, bien qu'étouffant de plus en plus sur l'étroite scène de Fiume, le plus souvent restreinte à la principale place de la ville, d'Annunzio y maintient l'action,

(1) Ce colonel avait dit : « passés à l'ennemi. »

dont il n'a d'ailleurs pas rompu l'unité en la transportant un court instant sur la côte dalmate.

Quand l'action languit quelque peu, c'est au bénéfice du dialogue, voire du monologue. S'ils sont jamais publiés, les discours, messages, proclamations, manifestes, lettres publiques de d'Annunzio couvriront un rayon de bibliothèque. L'œuvre oratoire et littéraire du « Commandant de la ville de Fiume » est lyrique, truculente et savoureuse. Elle se relie aux fougueuses harangues par lesquelles le pionnier de l'italianité avait, depuis l'armistice, préparé la « quinzième victoire. » Elle est de la même veine, mais elle les surpasse. C'est ainsi que d'Annunzio avait déjà, en mai 1919, popularisé le nom d'un héros : Randaccio, surnommé par lui « le fantassin des fantassins. » Ainsi qu'il l'avait promis aux Romains du balcon du Capitole, il a apporté à Fiume le drapeau que Randaccio brandissait au moment de sa mort, l'a arboré sur le palais du Gouvernement et, glorifiant une fois de plus le héros en termes pathétiques, il a déclaré vouloir être enseveli dans les plis de cet étendard. Ses auditeurs ont été transportés par l'évocation de Randaccio, et l'on ne saurait nier qu'en Italie même ses lecteurs en ont été émus, bien que très peu connussent de ce brave autre chose que le nom.

Au symbole de la bravoure, Randaccio, d'Annunzio oppose celui de la lâcheté : Cagoia. « Peu m'importe, s'écrie-t-il, ce que pense et dit de nous Cagoia. » Stupeur de son auditoire, d'où s'élève la question : « Qui est Cagoia ? » — « Je vais vous l'apprendre, » réplique le tribun. Et d'expliquer que Cagoia est un chenapan quelconque, qui, arrêté à Trieste pour avoir crié « A bas l'Italie, » a ensuite tout nié, prétendu ne pas connaître même de péninsule ainsi nommée et conclu : « Je n'ai cure de rien que de la peur. » Après avoir ainsi présenté le personnage, d'Annunzio continue à peu près en ces termes : « Nous allons maintenant procéder à un baptême. Le Cagoia de Trieste n'est qu'un accident éphémère : celui de Rome est durable. Je baptise Cagoia l'homme dont nous ne prononcerons plus le nom. » Or cet homme n'est autre, — le contexte l'indique irrévérencieusement, — que le président du Conseil des Ministres d'alors. En regard de Randaccio-Achille, Cagoia-Nitti fait désormais office de Thersite dans l'épopée d'annunzienne.

Mais ce n'est pas d'Homère que s'inspire ce jour-là le mordant orateur : c'est plutôt d'Aristophane et du Shakspeare des

« clowns. » Sa harangue abonde en traits d'une trivialité crue. La veille, raconte-t-il, il a vu un *ardito* arrêté devant l'écusson de Fiume et lui a demandé ce que voulait dire la devise de la ville : *indeficienter*. « Cela veut dire : Je m'en f..., » a répondu l'*ardito*. Excellente traduction, opine d'Annunzio, qui proclame alors Fiume « l'*ardita* d'Italie » et « arditissimes » tous ceux qui occupent la « cité italianissime. »

Moïse de cette cité élue, d'Annunzio avait évidemment tous les titres à ce que Dieu lui apparût et lui parlât. Et en effet, c'est lui qui l'annonce : « le Dieu des armées m'a parlé. » Cet auguste interlocuteur l'a honoré d'un calembour : « Je vous ai fait à tous, lui a-t-il dit, un *front* plus dur que les *fronts* qui vous entourent. » Fort de cette révélation divine, le poète inspiré baptise alors ses hommes : « têtes-de-fer. »

Il y aurait encore une infinité de scènes à noter, dans l'activité de d'Annunzio dictateur, de traits à glaner, dans sa production de tribun. Par exemple, la création et la remise solennelle aux volontaires d'une médaille commémorative de l'expédition ; la résipiscence d'une compagnie de soldats qui, sur le point de quitter Fiume pour rentrer dans les lignes italiennes, sont harangués par le poète et tombent à genoux devant lui ; la présentation au peuple et aux troupes d'une recrue de marque, le commandant Rizzo, marin qui s'est illustré dans la guerre par d'audacieux coups de main et vient prendre le commandement de l' « escadre du Quarnero. » Et encore, cette interjection de *Eia, Eia, Alala*, cri de guerre de l'ancienne escadrille de d'Annunzio, jeté paru lui à tous les vents du balcon de son palais, ponctuant et terminant invariablement ses innombrables harangues; les manifestes aux Vénitiens, aux Lombards, aux Romains, aux Ligures, morceaux d'éloquence animés d'un beau souffle patriotique ; la proclamation aux Yougo-Slaves, les invocations à la France de Victor Hugo, à l'Angleterre de Milton, à l'Amérique de Lincoln, les messages aux Irlandais, aux Tessinois, aux Égyptiens, aux Jeunes-Turcs ; car, de sa tribune de Fiume, d'Annunzio ne parle pas qu'aux Fiumains, mais à tous les Italiens et au monde entier ; enfin ces communiqués du « bureau de presse du comando de Fiume, » d'une ironie qui ne fut pas toujours indifférente au gouvernement de Rome.

Dans leur diversité, qui va du sublime homérique à la verve aristophanesque et shakspearienne, sous une forte empreinte

personnelle de romantisme d'annunzien, ces manifestations ont un mérite qui leur est commun : c'est d'être adaptées à leur fin. Et leur fin est de tenir en haleine Italiens de Fiume et Italiens de la péninsule. On ne peut contester qu'elles aient atteint cette fin. Pendant un an, la revendication italienne sur Fiume a continué à s'incarner dans les occupants, dans leur chef et dans leurs partisans locaux; l'intérêt éprouvé en Italie pour leur cause et pour son succès final n'a pas faibli ; enfin cet intérêt et l'emprise matérielle de d'Annunzio sur Fiume ont grevé d'une lourde hypothèque les négociations poursuivies par le Gouvernement pour la solution diplomatique de la question.

IX. — LES NÉGOCIATIONS ITALO-AMÉRICAINES. — LE PROJET TITTONI

Malgré les pressantes instances de M. Clemenceau, M. Wilson n'a pas consenti à détacher de l'État autonome de Fiume la ville proprement dite, pour en confier les destinées à l'Italie. Encore que prévu par le gouvernement italien, son refus, connu en Italie dans les derniers jours de septembre, y a causé une nouvelle déception et compliqué la situation. M. Tittoni a alors cherché un terrain d'entente dans une combinaison mettant le territoire italien en contact direct, non plus seulement avec l'Etat neutre de Fiume, mais avec la ville même. Le contact désiré aurait été réalisé par l'annexion à l'Italie d'une étroite bande de territoire istrien, en bordure de la mer, entre Fiume et Volosca, donc par une insignifiante rectification à la frontière antérieurement admise en Istrie par le président Wilson. En outre, la ville de Fiume, déjà érigée, sous la domination hongroise, en *corpus separatum* investi de privilèges spéciaux, aurait été détachée de l'État neutre et serait devenue totalement indépendante, le port et le chemin de fer étant cependant laissés au petit État contrôlé par la Société des nations. Cette nouvelle proposition est soumise à Washington en octobre et, comme la précédente, appuyée par le gouvernement français. Elle n'y obtient pas plus de succès. M. Wilson se prête bien à maintenir, en faveur de la ville de Fiume, l'autonomie municipale conférée au *corpus separatum* par la charte de l'impératrice-reine Marie-Thérèse, mais pas à la détacher complètement de l'État-tampon. Il repousse l'idée d'un

couloir reliant Fiume au territoire italien et s'en tient, pour la frontière en Istrie, entre l'Italie et l'État neutre, à un tracé qui, légèrement modifié à l'avantage de l'Italie, ne réalise pourtant pas la jonction avec Fiume. Un mémorandum de M. Lansing, remis le 27 octobre à M. Tittoni par M. Polk, développe la solution à laquelle le gouvernement américain est prêt à souscrire pour l'ensemble de la question adriatique, Fiume, Dalmatie, Iles Dalmates, Albanie. Les articles 1 et 2 de ce mémorandum écartent la proposition du couloir.

Ce nouveau refus, connu en Italie à la fin d'octobre, y suscite une émotion si profonde et y met le comble à des difficultés si préoccupantes que les ambassades de France et d'Angleterre à Rome s'adressent à leurs gouvernements pour les mettre en garde contre les conséquences de l'opposition américaine. Cette démarche spontanée coïncide du reste avec un appel direct de M. Nitti à l'intervention de M. Lloyd George et avec de pressantes instances de sa part auprès de M. Lansing. Pareille activité diplomatique indique assez l'acuité qu'atteint une fois de plus l'interminable crise ouverte par la question de Fiume. C'est qu'en effet l'Italie est alors en pleine période électorale ; le résultat du scrutin se ressentira nécessairement du malaise et du désarroi où l'ajournement du règlement adriatique a plongé le pays ; les demandes de M. Tittoni ont représenté, ou peu s'en faut, le dernier effort du gouvernement italien pour donner à la question de Fiume une solution susceptible d'être acceptée par la majorité de l'opinion publique ; le refus américain réduit encore les moyens dont dispose le Cabinet pour dominer la situation intérieure, mettre fin à l'état anormal de Fiume, et amender les dispositions envers l'associé et les alliés. De fait, tous les journaux expriment leur découragement devant l'inutilité des concessions faites par M. Tittoni sur le programme des revendications italiennes et en arrivent à conclure, selon leurs tendances politiques, soit que l'événement justifie la méthode de d'Annunzio, soit que les gouvernements bourgeois sont impuissants à fonder la paix. Dans ce concert de récriminations, la France est, cette fois-ci, épargnée et son concours est même l'objet d'éloges. Mais cette lueur de justice n'empêchera pas que notre pays ne pâtisse en fin de compte de la déception italienne, parce que c'est la politique de guerre, l'interventisme, qui continue à être en cause dans

le différend adriatique et en jeu dans la consultation électorale qui se prépare en Italie.

Les efforts combinés de la France, de l'Angleterre et de l'Italie à Washington, pour déterminer M. Wilson à *reconsidérer* son refus aux propositions de M. Tittoni, n'aboutissent à aucun résultat appréciable. Vers le 10 novembre, il est définitivement acquis que le président des États-Unis ne cédera pas sur le point essentiel des demandes italiennes, c'est-à-dire sur la langue de terre destinée à relier la ville de Fiume au territoire italien. Une communication directe de M. Lansing à M. Tittoni, en date du 12 novembre, indique clairement que le gouvernement américain a atteint la limite de ses concessions et en expose les raisons.

Expliquer l'attitude américaine par les seuls mots d'intransigeance et d'obstination est trop facile et peu équitable. La vérité est que le gouvernement des États-Unis a obéi, en l'occurrence, à un raisonnement fondé sur les éléments locaux de la question adriatique, sur les principes généraux de la paix, enfin sur ses propres concessions successives aux vœux de l'Italie. D'après les éléments locaux de la question adriatique (répartition des populations italienne et yougo-slave et considérations stratégiques), il a jugé que ses dernières conditions faisaient la part belle aux Italiens, les avantageaient par rapport à la Yougo-Slavie et tenaient largement compte de leurs intérêts de tous ordres, moraux, politiques et militaires. D'après les principes généraux de la paix, il a estimé que ces mêmes conditions y dérogeaient déjà notablement et qu'il ne pouvait consentir à ce qu'elles y dérogeassent davantage, sous peine de passer pour avoir, selon les cas, deux poids et deux mesures. D'après ses concessions successives, il lui a paru qu'elles étaient loin d'être négligeables et que chacune n'avait servi qu'à lui en faire demander de nouvelles par l'Italie. Tel est le *point de vue* américain.

En soi, il est fort. Son défaut est de faire par trop abstraction des difficultés résultant de la question de Fiume pour le gouvernement italien et pour ses alliés français et anglais. Car il ne tient pas assez compte de l'état de l'opinion publique italienne, de la situation intérieure en Italie, de l'intérêt des Alliés. Ce sont pourtant là des facteurs avec lesquels doivent forcément compter les gouvernements qui en sont affectés,

encore que les États-Unis ne soient pas du nombre. Le sort d'une langue de terre de quelques kilomètres sur la côte d'Istrie apparaît sans aucune proportion avec les complications intérieures et internationales avec lesquelles l'Italie et ses alliées sont aux prises, *a fortiori* avec celles dont elles sont menacées, si elles n'arrivent pas à sortir de l'impasse. Le compromis proposé par M. Tittoni pour Fiume ne peut pas être séparé des circonstances qui l'ont inspiré, et pas davantage des engagements souscrits par les Alliés envers l'Italie pendant la guerre. Il est une transaction et comporte, de la part du gouvernement italien, la renonciation à la Dalmatie, libérant donc à cet égard la signature de la France et de l'Angleterre. L'équivalent, en somme modeste, qu'il assure à l'Italie (la jonction territoriale avec Fiume autonome), n'apparaît pas exagéré à qui l'apprécie par rapport à une renonciation si importante. Le refus de M. Wilson de reconnaître la Convention de Londres, donc de faire entrer en ligne de compte la renonciation à la Dalmatie, n'empêchera pas le peuple italien de tenir rigueur à la France et à l'Angleterre, si la paix ne lui apporte ni la Dalmatie, ni une satisfaction sur Fiume. Ces considérations, prépondérantes pour les Français et les Anglais, sont au contraire négligées délibérément par le gouvernement américain.

Quoi qu'il en soit, les négociations italo-américaines sont closes à la mi-novembre sur un échec. M. Tittoni, fatigué et découragé, remet, à peu de temps de là, le portefeuille des Affaires étrangères à M. Scialoja. Les élections législatives en Italie ont lieu sous le coup de déceptions réitérées, au milieu d'une agitation, dont la situation diplomatique n'est certes pas le seul facteur, mais est un des facteurs; elles produisent une Chambre où l'équilibre des partis est littéralement bouleversé.

XXX.

(A suivre.)

REVUE LITTÉRAIRE

NOUVEAUX PEINTRES DE LA CAMPAGNE (1)

Si vous allez à la campagne, — mais, je dis, la vraie campagne, et non pas tel joli endroit de villégiature où les Parisiens ont vite fait de composer un coin de Paris, — je crois que vous éprouvez le triste sentiment de ne rien comprendre, ou peu de chose, à vos entours. Ce n'est pas la campagne, qui vous déconcerte. Elle vous prodigue ses bienfaits de repos, de silence et de quelque sage ennui. Ou bien elle vous émerveille, étant, d'un autre nom, la nature, que les poètes ont chantée et qu'ils vous ont appris à trouver belle. Du reste, vous ne la voyez pas des mêmes yeux dont la regardent les laboureurs ; et vous admirez des orages qui seront funestes aux récoltes. « Levez-vous, orages désirés! » murmure ou crie la postérité citadine de René : le laboureur ne commet pas cette imprudence. Les citadins ont une idée de la campagne, un peu étrange et qui, vaille que vaille, leur permet de n'y être pas comme des sots. Ce n'est pas la campagne, qui vous déconcerte : ce sont les paysans. Même si vous avez pour eux une amitié qu'ils méritent; même s'il vous plairait de fraterniser avec eux et de bon cœur. Ils ont un langage qui n'est pas le vôtre. Un patois? Non. Je suppose qu'ils emploient votre vocabulaire et n'aient pas un accent très particulier. Les mots pareils ne semblent pas le signe d'une pensée pareille. Et quelquefois une pensée pareille, ou que vous devinez pareille, a recours à d'autres mots, à un autre sourire, au point de vous décevoir.

(1) *Néne*, par Ernest Pérochon (Plon); — *L'Abbesse de Guérande*, par Charles Le Goffic (même éditeur); — *Le bélier, la brebis et le mouton*, par Henri Bachelon (Flammarion); — *Vie de Grillon*, par Charles Derennes (Albin Michel). — Cf. *Notes d'un amateur de couleurs*, par René Bazin (Calmann-Lévy).

Au moment de raconter la vie d'un grillon, M. Charles Derennes écrit : « Il n'est au monde rien de plus émouvant que l'éclosion et le déroulement d'une petite vie, d'une vie comme celle de l'insecte dont j'entreprends ici l'histoire. Petite vie... Je viens d'employer là une épithète qui ne me plaît en aucune façon... Petite vie : que pouvons-nous entendre de précis par ces deux mots ? Rien, sinon qu'il s'agit d'une vie que notre présomption nous autorise sommairement à considérer comme inférieure à la nôtre, aussi bien dans l'espace que dans le temps... » L'univers d'un grillon se borne à un rayon de quelque vingt mètres ; et la vie d'un grillon que nul accident n'interrompt se borne à quelque onze mois. Nombre de paysans ne bougent guère de leur village ; et, quant à leur durée, fût-elle plus longue que la nôtre, elle a une monotonie, en apparence, qui fait que son résumé tiendrait en peu de semaines ou de jours, à moins (pour citer encore Chateaubriand et, cette fois, le vieux Chateaubriand de l'ardent, morne et pathétique *Rancé*), « à moins de compter des jours qui ennuient tout le monde. » Or, l'espace et le temps modifient les univers et, dans les univers différents, déterminent des vies toutes différentes. Puis nous appelons petites vies celles qui ne sont pas les nôtres. C'est la faute d'un involontaire et naïf orgueil ou plutôt de cette présomption que signale M. Derennes au détriment de notre finesse intelligente.

M. Ernest Pérochon n'est pas un écrivain de Paris. Il a daté de « Vouillé (Deux-Sèvres) » son roman de *Nêne ;* et son roman de *Nêne* se déroule dans ce pays des Deux-Sèvres. M. Ernest Pérochon, les journaux l'on dit à l'envi, est instituteur là-bas. Il a probablement pour compagnons habituels les paysans ; demeure parmi eux, cause avec eux et, dans l'existence quotidienne, est l'un d'eux. Il doit les connaître. Il ne doit plus éprouver auprès d'eux l'étonnement qui nous avertit d'être attentifs, mais aussi nous ôte l'ingénuité qu'il faut pour accueillir l'exacte vérité. Comme il a un subtil talent d'écrivain, sans doute saura-t-il nous donner à bien entendre ce qu'il entend parfaitement.

Nous lui accordons notre confiance, comme à l'interprète le meilleur et dont l'habileté vaut la bonne foi.

Donc, lisons *Nêne :* « L'air était vif et jeune ; la terre fumait. Derrière le versoir... » Le versoir est la partie haute et large du soc et rejette en côté la terre que le soc a soulevée... « mille petites haleines fusaient, droites, précises, subtiles ; elles semblaient vouloir monter très haut comme si elles eussent été heureuses d'échapper enfin au

poids des mottes, et puis elles se rabattaient et finissaient par s'étendre en panaches dormants. Le souffle oblique des bœufs précédait l'attelage et remontait, couvrant les six bêtes d'une buée plus blanche qu'agitaient des tourbillons de mouches. Des hochequeues voletaient d'un sillon à l'autre; les plus proches avaient l'air de petites personnes maniérées et coquettes; les autres n'étaient que des flocons de brume très instables : on ne les voyait guère, mais on les devinait nombreuses et fort occupées à chasser les bestioles maladroites et lentes, effarées d'être au jour. Dans le haut du champ, une pie se détachait nettement, raide et sérieuse comme un beau gendarme... » C'est joli; c'est joliment vu et bien noté. Seulement, nous avons, — avec un peu de regret, si je ne me trompe, — l'impression que ces lignes de littérature avisée, un écrivain de Paris les aurait écrites, un écrivain de Paris venu à la campagne, au temps des labours, et qui n'oublierait pas son Jules Renard. Les grâces de la description nous amusent. Mais, au début de ce roman, ce qui nous amuserait davantage serait qu'on voulût nous montrer la terre comme la voient les personnages du roman, des paysans et qui n'ont pas lu Renard. Est-ce que les paysans, les vrais paysans, non pas ceux qu'inventerait une imagination de Parisien, aperçoivent ou remarquent ces détails, ces nuances, et trouvent qu'une pie ressemble à un gendarme? Je ne l'aurais pas cru. Au surplus, je n'en sais rien. C'est à la campagne que fut créé un mot qui, dans toutes les langues romanes, a remplacé le *papaver* ou le pavot des Latins : coquelicot. Un paysan, quelque jour, voyant un coquelicot dans les blés, le prit pour la crête d'un coq et, rieur, imita le *cocorico* de ce Chantecler imprévu qui débaptisa et rebaptisa la rouge fleur à tout jamais. Était-ce un paysan, d'ailleurs? Ou peut-être un citadin qui avait sa vivacité de surprise intacte?

Continuons de lire *Nêne*. Michel Corbier, le héros du livre, est un laboureur. C'est lui que nous avons vu d'abord mener la charrue. Il a perdu, après un court mariage, une femme qu'il adorait. Son travail l'occupe, mais ne l'empêche pas de se sentir « seul et faible, sans l'appui d'une tendresse. » Et il songe : « Marguerite, pourquoi es-tu partie si tôt? Pourquoi as-tu quitté ma maison pour celle du bon Dieu? Pourquoi n'es-tu plus sur le seuil à mon retour des champs? Marguerite, tes enfants languissent en des mains étrangères; et, pour mes yeux, il n'est plus de soleil luisant; pour mon cœur, il n'est plus de joie sous le ciel. » Michel Corbier n'est point un paysan vulgaire; il a été à l'école, sans doute, et il sait orner

d'une poésie adroitement simple et très élégante la mélancolie de son veuvage. Mais il engage une servante qui, au soin des deux enfants délaissés par la jeune morte, prêtera ses mains étrangères. La servante, Madeleine, et que les enfants appelleront Nêne, et qui est une vraie servante de campagne, arrive, un matin de la belle saison : « Les bêtes des haies se dérangeaient sur son passage. Les lézards, à l'affût entre les primevères et les pensées sauvages, reculaient vifs et silencieux. Les mésanges et les bouvreuils se levaient sur leurs nids et montaient aux hautes branches; les merles fuyaient brusquement dans un gros bruit de feuilles... » Tout cela, c'est ce qu'a noté en se promenant, un matin de belle saison, M. Pérochon. Nêne aussi l'a-t-elle noté? Oui. « Tous ces oiseaux n'allaient pas loin. Elle sentait qu'ils restaient là, cachés dans les saulées et les touffes de houx et qu'ils la regardaient avec inquiétude. » Elle croit même les entendre dire : « Que nous veut celle-ci, qui est si chargée et dont les talons sonnent si clair? » Puis : « Comme elle passait tout droit, ils reprenaient bien vite confiance et chantaient. Madeleine relevait la tête vers les cimes vivantes et joyeuses et elle pensait : — Oiseaux de par ici, j'entends que vous me faites accueil; merci, mignons!... Ses yeux bleus éclairaient sa face rousselette : — Petits musiciens du paradis, musiquez-vous pour ma noce? Ainsi soit-il! Mais je suis vieille fille et je n'ai pas de galant. Petits, les jolis violons que vous feriez, et comme on prendrait gaiement la file derrière vous! » Nêne a le don de poésie, à l'égal de Michel Corbier.

Cela vous étonne? Vous figurez-vous que le don de poésie n'appartienne qu'aux citadins et récompense de longues études faites au collège?... Pas du tout! et notre étonnement ne vient ni d'orgueil ni de présomption. Mais, en même temps que le don de poésie, Nêne et Michel Corbier ont un langage et une rêverie de lettrés ou ont plutôt le langage et la rêverie qu'un jeune lettré, dans le premier plaisir de son émoi littéraire, attribue aux créatures de sa fraîche imagination. Pour tout dire, je ne crois pas que les paysans et les paysannes, — plus que les gens des villes, — parlent et rêvent ainsi.

Alors, M. Pérochon ne nous montre-t-il pas les paysans et les paysannes authentiques? Ses paysans et paysannes sont-ils bergers et bergères de bucoliques? L'on dira que ce n'est pas la peine de signer de « Vouillé (Deux-Sèvres) » un roman de paysannerie fade... Non! le roman n'est pas fade et il contient beaucoup de vérité. Seulement, M. Pérochon, même s'il entend la campagne tout droit, sait que, pour vous la faire entendre, il doit vous la traduire et, en quelque

sorte, la mettre en bon français : vous n'entendez pas le patois. Il vous invite à ne pas concevoir une idée fausse, absurde et presque monstrueuse ou inhumaine, des âmes dont les singularités sont peut-être plus apparentes que réelles. D'autres écrivains, surtout à l'époque où florissaient le réalisme, le naturalisme et diverses toquades souvent très fâcheuses, ont eu si grand'peur de peindre fade qu'ils ont peint scandaleux : leurs paysans ne sont plus ni hommes ni femmes, ne sont plus que des bêtes livrées à l'instinct. Ces écrivains cherchaient le pittoresque et, en dépit de leurs doctrines, le préféraient à la plus simple vérité. Le pittoresque nous amuse, quelquefois ; mais il nous éloigne de l'objet qu'il nous présente. L'art de M. Pérochon, tout au contraire, nous rapproche de la campagne et de ses habitants : il approche de nous la campagne et ses habitants. M. Pérochon ne souhaite pas d'exciter notre curiosité, mais bien d'éveiller notre sympathie.

Et nous aimons Nêne, la servante si douce et bonne, qui d'abord aime d'un mélancolique amour, sans trop d'espoir, Michel Corbier, qui l'aime et davantage aime les deux enfants. Le sentiment de la tendresse maternelle est plus impérieux en elle que tous les autres sentiments. Elle n'est point payée de retour.

Les paysans de ce roman sont d'un coin de France qui a son caractère et qui a ses bizarreries. Depuis la Révolution, certains cantons et, dans les cantons, certains groupes de vieilles familles demeurent très attachés à un catholicisme sans culte et sans prêtres. Les ancêtres ont refusé tout accueil et même toute patience aux prêtres assermentés. Quand eurent peu à peu disparu par l'éparpillement ou la mort les prêtres réfractaires, leurs fidèles, puis les enfants et les arrière-petits enfants de leurs fidèles, ont gardé une intransigeance qui aujourd'hui les confine en l'état de dissidents obstinés, fiers, farouches et vertueux.

On retrouvera dans *l'Abbesse de Guérande*, de M. Charles Le Goffic, une secte du même genre, celle des Louisets. Leur nom leur vient de l'église Saint-Louis de Fougères, où ils se réunissaient le plus volontiers sous l'Empire et la Restauration. Ce sont des catholiques anticoncordataires. La bulle de Pie VII qui, en 1801, prononça la déchéance des évêques insermentés n'a pas réduit toute la Bretagne à l'obéissance ; et les Louisets continuent de protester, d'une manière plus ou moins secrète. Ils ont beaucoup d'orgueil, considérant qu'ils gardent seuls l'excellence religieuse ; et ils ont une austérité incommode. M. Le Goffic a imaginé de mettre aux prises avec

ces terribles personnes, dignes d'estime et dignes de crainte, une charmante fille que tenterait l'innocente gaieté. Pauvre Jeannine, enfermée dans la sombre maison de la Théologale et que l'impitoyable dogmatisme accable! Ce roman, très bien fait, à l'imitation de Balzac, est l'un des plus émouvants que l'on nous ait donnés depuis longtemps; et je le raconterais, s'il ne m'écartait de mon propos, qui est la campagne, non la petite ville : mais Guérande, petite ville emprisonnée dans son histoire autant que dans ses remparts, quelle vivacité de couleur et de passion lui prête M. Le Goffic!

Un bon peintre de la campagne est M. Henri Bachelin. Son nouveau roman, *Le bélier, la brebis et le mouton*, nous mène à la ville, à Autun, puis à Paris; mais il a tout son commencement à la campagne et, même quand ils se sont égarés à Paris, ses personnages restent campagnards.

M. Bachelin ne ressemble pas du tout à M. Pérochon : sa peinture n'a point de grâce et n'a point cette poésie à laquelle M. Pérochon cède avec un peu de naïveté. M. Bachelin ne ressemble pas non plus aux réalistes ou naturalistes de naguère, qui avaient le goût de l'atrocité. Il ne peint ni laid, ni joli, mais juste.

Voici les premières lignes du roman : « Nous attendions le chariot à l'entrée du bourg. Malgré notre impatience de le voir, nous n'étions pas de taille à faire six lieues à pied pour aller le prendre au sortir d'Autun; le plus âgé de la bande devait avoir dix ans; j'en avais sept. C'était un matin de septembre : des feuilles tombaient des peupliers, et sur l'herbe des prés il y avait encore de la rosée. Nous nous étions tous levés de bonne heure comme pour un jour de grande fête dont on veut profiter de la première à la dernière minute. La nuit précédente m'avait paru longue... » Ces lignes sont excellentes. Je ne dis pas qu'elles aient une beauté singulière : elles ont cette qualité de ne rien contenir que de vif et utile; elles sont pleines de substance. Et même, l'auteur n'a pu y faire tenir tout ce qu'il voulait y mettre. Il y a mis le principal. Et qu'est-ce donc? Des gamins de campagne qui, à l'extrémité du bourg, attendent quoi? l'arrivée d'un chariot. L'on ne sait point encore, le lecteur ne sait pas, ce qu'apportera ce chariot : le lecteur le saura bientôt, et le saura lorsqu'on lui aura suggéré une impatience pareille à celle des gamins qui, depuis la veille et au travers de la longue nuit, ne rêvent pas d'autre chose. Voilà tout le sentiment, et l'heure et la saison, le paysage, la rosée dans les prés, les feuilles qui tombent des peupliers.

L'art du peintre ne consiste pas tant à copier ce qu'il a sous les yeux par aventure qu'à choisir les traits importants. Et l'on peut lire à ce propos le deuxième chapitre des *Notes d'un amateur de couleurs* que vient de publier M. René Bazin, lui-même l'un de nos meilleurs peintres de la campagne et qui a médité son art... « Nous voyons infiniment plus de choses, dans le moindre coin de nature, que nous n'en pouvons rendre. L'artiste est un tamis : il laisse tomber le grain mort. Observez le tronc d'un pin au soleil : ces écailles superposées, dont aucune n'est du même ton que les voisines et qui composent l'écorce ; les surfaces très en relief, tantôt mousseuses et spongieuses, forées par le vent et noircies par la pluie, tantôt éclatées, lisses et, selon qu'elles tiennent de près ou de loin aux artères de l'arbre, tantôt fauves et tantôt transparentes et mauves comme une améthyste ; étudiez les ravins qui séparent ces sortes de caissons irréguliers, chemins des ombres violettes, au dessin ferme toujours et souvent tourmenté ; le plissement annulaire de ce rude épiderme autour des branches coupées ; le rouge de cinabre des plaies anciennes, les traînées d'or qui coulent çà et là de blessures invisibles, et le mouvement de tout l'ensemble qui monte vers la lumière ! Quel monde et comme vous serez impuissant à tout dire ! Les Hollandais eux-mêmes, qui peignaient les gouttes d'eau pendantes à la pointe des herbes et les images qui se miraient dans la goutte d'eau ont laissé de côté bien des détails que saisissait leur œil habitué à la loupe. *Fidélité impossible, et d'ailleurs inutile, et condamnée par le grand art.* Quand un peintre représente, sur la toile, un kilomètre carré de terre vivante, peu importe un lézard endormi au premier plan. Ce que nous lui demandons, ce qu'il nous donne, c'est l'impression qu'il a eue. Il a discerné l'essentiel dans l'image infiniment complexe ; *il nous livre les éléments de reconstruction.* Les découvrir, les fixer, c'est tout son secret et, s'il y réussit, c'est son génie. » Cet « amateur de couleurs » étudie l'art du peintre ; mais il est romancier, cet amateur de couleurs, et ne dit rien ci-dessus qui ne convienne aussi à l'art de peindre par les mots, d'expliquer les âmes et de grouper les incidents narratifs.

Assurément, il faut choisir : et l'art est de choisir. M. Bachelin n'y contredit pas ; et quel artiste, ou peintre ou romancier, voudrait y contredire ? Il faut choisir les éléments de reconstruction, c'est-à-dire que, sur les éléments à nous livrés par l'artiste ou le romancier, nous aurons, nous, à reconstruire ce qu'il a vu, « l'impression qu'il a eue. » L'impression qu'il a eue sera-t-elle exactement la nôtre ? Il faut, pour

affirmer que oui, supposer que nous avons la même sensibilité que lui : cette supposition recèle un grand mystère. La sensibilité de chacun de nous est, en quelque manière, un absolu. Puis la sensibilité de chacun de nous est en majeure partie faite de nos souvenirs. Peintre ou romancier, l'artiste doit éveiller en nous des souvenirs dont il possède le secret. On a défini autrefois l'art « une allusion à la vie : » ou, si l'on veut, une allusion à la réalité. Cette réalité, l'avez-vous jamais regardée? ce n'est rien, si vous ne l'avez vue!

Il ne suffit pas de choisir : il faut encore suggérer. Voire, il faut créer et, — difficulté la plus redoutable ! — créer dans un esprit, non le vôtre, mais celui de cet étranger, votre voisin. Comme nous connaissons très peu la campagne et, pour ainsi dire, ne connaissons pas du tout les paysans, l'art de peindre la campagne et ses habitants me paraît le désespoir du peintre.

Je crois que M. Bachelin connaît la campagne et les paysans mieux que personne. Il les aime et, semble-t-il, a vécu près d'eux. L'on sent, à le lire, que cet écrivain n'est point allé aux champs le temps d'y faire une récolte d'images. Seulement, sa bonne science ne rachète pas notre ignorance et ne la compense pas, s'il se contente de nous offrir les éléments pour lui les principaux. Nous ne saurons pas reconstruire; et l'impression qu'il a eue ne naîtra pas en nous. M. Bachelin, qui a deviné ce péril, sacrifie une discrète élégance à l'indispensable soin de nous informer surabondamment. Ce n'est pas un reproche que je lui adresse; plutôt, je remarquerais, comme très pathétique, le soin qu'il a dû avoir. Son livre manque d'une grâce libre et aisée; il a une lenteur, une insistance et une façon de vous redire ce que vous auriez laissé passer sans y prendre garde, qui par moments fatigue : c'est votre faute, à vous qui ne savez rien de ce qu'on vous raconte !

L'art de M. Bachelin n'est pas celui de M. Pérochon. Mais tous deux, pour nous rendre intelligibles la campagne et les paysans, recourent à un stratagème : l'auteur de *Nêne* traduit en notre langage l'âme de la campagne et des paysans ; l'auteur du *Bélier* nous la fait traduire par un intermédiaire, à demi paysan, paysan naguère, et qui parle notre langage. C'est le héros du livre qui écrit. Et voici comme il écrit : « Les premières ombres de la nuit se répandaient comme l'eau d'un étang qu'on lâche; elles noyaient les derniers restes de lumière. Je regardais la flamme de la bougie dans la boutique où tout était en désordre, en même temps que j'écoutais grincer les essieux du chariot qui s'éloignait, allégé des meubles et lourd de ma

joie disparue. Le charretier s'était assis sur le timon, après avoir allumé sa petite lanterne qu'il avait accrochée à la ridelle de gauche et qui obéissait au balancement du chariot. » Avant d'écrire ainsi, bien joliment, ce petit paysan de naguère, fils d'un aubergiste ivrogne, l'un des gamins qui baguenaudent dans les ruelles du bourg natal, ce petit paysan surprenant est venu à Paris, comme Virgile, paysan de Mantoue, est venu à Rome avant de peindre la campagne, avant de l'aimer et sans doute avant de l'avoir aperçue.

A Paris, ce petit paysan reste un paysan : M. Bachelin l'a voulu et l'a très finement montré. Mais l'art d'écrire qu'il attribue à ce petit paysan, l'art de voir et de choisir, l'art de peindre et de suggérer, c'est une fiction qu'imagine le romancier. Le livre a beaucoup d'attrait, beaucoup de vérité, les qualités d'un beau livre où l'auteur a enfermé ce qui lui est le plus cher au monde. Le livre émeut par son accent de touchante sincérité; il émeut aussi par cette fiction qu'il emploie et qui nous rend presque tragique la nécessité où nous sommes de recourir à un interprète pour entendre le langage de nos frères farouches, comme les appelait Jules Renard.

Une dernière tentative mérite de nous intéresser, quitte à ce qu'elle nous déçoive, mais après nous avoir induits en rêverie opportune : celle de M. Charles Derennes qui nous invite à découvrir l'âme obscure d'un grillon... « Je n'éprouverai jamais comme au livre que je commence l'infirmité sans remède de n'importe quel langage humain; et je tiens à faire acte d'humilité dès le début de cet ouvrage. Que tout ce qu'il peut y avoir en moi de poésie et d'amour de la terre m'assiste! Que l'habitude contractée dès mon enfance d'aller volontiers le front penché et de m'intéresser presque amoureusement à des choses infimes ne m'abandonne pas en cet instant!... Je désire surtout dire ce que j'ai vu, et ce que je crois avoir compris, en tâchant de ne rien oublier. » M. Charles Derennes, poète de *la Chanson des deux jeunes filles*, romancier de *l'Amour fessé*, des *Caprices de Nouche* et du *Béguin des Muses*, a lu cet aphorisme de Jules-César Scaliger : *Veritas clarior et magis intelligibilis apparet cum ad minima oculos vertimus;* c'est à savoir que la vérité nous apparaît plus claire et mieux intelligible, si nous regardons de plus petits objets. Et il a lu cet aphorisme de Spinosa : *Infra nos quoque coelum quaerendum est;* c'est à savoir que nous avons aussi un ciel à chercher plus bas que nous. Les deux aphorismes ont ensemble cette analogie de nous engager à n'être pas dédaigneux et à nous pencher vers le sol plutôt que de regarder en l'air. Puis, à vrai dire, ils sont assez bien contra-

dictoires : l'un qui nous rassure et nous donne l'espoir de trouver en bas la vérité plus claire; l'autre qui nous annonce l'objet le moins facile à saisir, et le plus vaste, un ciel. M. Derennes, à tout hasard, s'est humblement penché vers le grillon, petit insecte.

Il a de bons yeux, l'intelligence nette et la patience amusée d'un observateur. Un observateur est un homme qu'il ne faut pas louer d'être patient : car il découvre à tout instant ce qu'il n'avait pas deviné. Il aperçoit de petits faits : nul plaisir n'est plus attrayant, une fois que les idées que l'on appelle générales, et qui sont vagues, vous ont lassé par leur futilité insignifiante. L'observateur d'un grillon, comme un érudit sagace et méticuleux, voit ce que les idées emphatiquement dites générales négligent, parce que ces grandes fainéantes ne sont pas attentives à la réalité; elles font bien : la réalité les tuerait, qui déjà les ridiculise. Après cela, ou dans l'intervalle de son étude, l'observateur et l'érudit pourront se divertir aux idées. Mais alors, ils n'en seront plus les dupes dérisoires; ils joueront avec ces filles faciles, sauront que c'est un jeu et garderont pour les petits faits leur zèle sérieux.

Par exemple, dans un moment de relâche, voici M. Derennes qui se demande pourquoi le grillon, l'un des êtres chétifs que la nature, si brutale, anéantirait trop aisément, dure à travers les âges et en dépit des lois de l'évolution. Ces fameuses lois de l'évolution ne sont-elles pas la suprématie et le triomphe des espèces les mieux pourvues, les mieux armées dans la lutte? M. Derennes se demande si le grillon ne dure pas « en vertu des avantages offerts aux déshérités et aux faibles. » M. Derennes se demande si l'on n'a peut-être pas pris au rebours de la vérité les lois de l'évolution : « Le *plus fort* n'a pas triomphé sur la terre et n'y triomphera probablement jamais. Pourquoi? Je crois que Maman Nature partage la faiblesse de la plupart des mères à l'égard de leurs enfants maladifs ou mal venus : le plus faible et le plus inutile est celui qu'elle chérit le plus... Le droit de l'Humanité à la vie est le triomphe du droit des faibles. Qu'elle en ait abusé, comme une petite fille gâtée, ratée ou parvenue, cela est sûr et c'est dans l'ordre. » On répondrait à M. Derennes... Mais on aurait grand tort de lui avilir son idée qui est le contraire de l'idée la plus répandue. L'idée la plus répandue a négligé une quantité de petits faits que recueille l'autre. Et il faut des idées pour y loger tous les petits faits, si l'on a le goût du rangement : c'est la besogne de la science.

Ce grillon naquit le 15 septembre 1912. M. Derennes, au retour de la chasse, et tandis que ses chiens las posaient leurs babines sur

leurs pattes, s'assit dans une clairière de la forêt landaise et observa un petit coin de terre herbue. « Sur le bord d'un sentier forestier, au pays des sables, le monde des graminées sauvages, quand les premières fraîcheurs ont préparé l'automne et annoncé son odeur au ras du sol avant d'en emplir le ciel, ce petit monde renaissant, verdoyant, à défaut de grandeur et de splendeur végétales, offre des trésors de couleur et de formes dont je ne me lasserai jamais d'enrichir mes yeux... » Il y a la canche et la crételle, la flouve et le pâturin, la fléole et la fétuque, la houque et la téosinte, le dactyle; et, si ces jolis noms, frais et embaumés, vous plaisent, vous irez voir à la campagne comment les diverses graminées les méritent. Le grillon qui sort de l'œuf ressemble à « un grain de riz supporté par six morceaux de fil blanc très mince. » En peu de minutes, ce grain de riz prend une couleur brune; les antennes qui ont poussé deviennent roses; le grain de riz a des yeux mordorés. En moins d'une heure, le grain de riz ressemble à un grain de café rôti. Les antennes remuent. Vous approchez une brindille : le grillon saute et, d'un seul bond, franchit l'espace de quarante centimètres... « Frémissements éperdus d'antennes. Première prise de contact avec l'aventure. Les pattes ne flageolent plus, mais agissent. Un temps de repos, d'ahurissement ou plutôt, dirait-on, d'émerveillement que valent à l'insecte prenant contact avec le monde la vague sensation de sa nouvelle puissance et, probablement, une hésitation pleine de terreur... » Voilà, en peu de mots, les sentiments du grillon qui naît à la vie; en peu de mots : et mots humains, c'est leur infirmité.

Les jours suivants, il a, ce grillon, l'aspect qui sera le sien, sa vie durant, « sa figure en seau à charbon, » tout à fait dépourvue de physionomie. Et que fait-il? Regardez-le : il saute, mieux et plus alertement que jamais. Il saute : « Mais il ne faut pas croire que, même à l'aube de sa vie, ces espiègleries lui plaisent. Il ne s'y livre qu'en cas de danger et notamment lorsque l'approche d'un soulier d'homme l'invite à changer au plus tôt de domicile. Dès cet instant, il possède en lui ces sourdes hérédités bourgeoises et casanières, avec tendance à l'obésité qui le caractériseront durant la majeure partie de son existence... » Il saute s'il a quelque prudente raison de ne pas rester à la même place; et parfois il saute sans qu'on sache pourquoi, sans que lui-même le sache : il saute avec ennui, saute pourtant. Voilà Grillon dans la force de l'âge : un bourgeois ventru, poltron, nigaud parmi les orthoptères.

Vous l'avez mis dans une petite cage; et vous avez placé cette

cage sur votre table. Puis, à quelque distance, vous posez une mie de pain mouillée d'une goutte de café, une touffe de trèfle frais, une appétissante feuille de cœur de laitue, un morceau de sucre imbibé d'armagnac. Vous ouvrez la porte de la cage. Grillon sort, « se dirige imperturbablement vers le morceau de sucre, le *renifle*, hésite ; mais déjà son flair l'a averti que cette aubaine n'était pas la seule qui lui fût offerte dans le voisinage. Il se remet en route, visite la mie de pain qui embaume le café, puis la touffe de trèfle, puis la laitue. Après quoi, il ne lui reste plus qu'à choisir dans cette diversité de succulentes pâtures. Ce paysan a un penchant incontestable pour les produits, même nocifs, de la civilisation humaine et, faute de pouvoir tout absorber, il commence par la friandise qui l'allèche le plus, c'est-à-dire par le café ou le sucre alcoolisé. » Puis, un peu alourdi, content, il retourne à sa cage; il choisit l'endroit où il aura le plus de soleil et de lumière.

Grillon n'est pas informé comme nous de l'univers. Les sens de Grillon, différents des nôtres, ou les mêmes et autrement coordonnés, ne lui en procurent pas une pareille image. M. Derennes essaie de concevoir l'univers qui environne Grillon : comment y parvenir, quand nous ne sommes pas sûrs de bien deviner l'univers que nos « semblables » contemplent ou croient contempler?

Ce livre est charmant; et le savant badinage nous y mène à la mélancolie d'une pensée, le dernier mot de la psychologie la plus attentive : un être vivant, proche ou lointain, cet insecte ou notre ami, nous ressemble et reste un indéchiffrable secret.

André Beaunier.

REVUE MUSICALE

Théatre de l'Opéra-Comique : *Forfaiture*, drame lyrique en cinq actes, paroles de MM. Paul Milliet et André de Lorde, d'après M. Turnbill; musique de Camille Erlanger. — Œuvres de M. Raoul Laparra.

Un de nos amis, bon musicien, nous écrivait : « Mon goût pour la divine musique est plus vif que jamais, mais ma curiosité pour le vacarme contemporain diminue chaque jour. Je ne vais plus au théâtre ou au concert, que sûr de mon plaisir. C'est bien rare. On y joue trop mal ce que j'aime et trop bien ce que je n'aime pas... Je m'enferme chez moi, avec mes livres et mes partitions. A certains jours, quand je suis très bien disposé, je suis encore assez content de mon interprétation silencieuse. A condition de ne pas bouger, de ne rien ouvrir, ni le piano ni les livres, c'est très beau, — pour moi seul, — et supportable pour les voisins. »

Et ego. Nous aussi nous connaissons, nous goûtons cette sorte de plaisir, musical et muet à la fois. Mais, hélas ! il faut de temps en temps sortir de la retraite et du silence, aller au concert, au théâtre, sans être sûr de son plaisir. Nous étions même, d'avance, à peu près assuré du contraire en nous rendant à l'Opéra-Comique pour ouïr la *Forfaiture* posthume de Camille Erlanger.

Le jour de la répétition générale et le soir de la première représentation, bon nombre d'auditeurs s'écriaient, d'une voix plaisamment irritée : « Je préfère encore... » Eh ! bien non. Je ne nommerai pas l'ouvrage, ou les ouvrages, que préféraient ce bon nombre d'auditeurs, désireux que je suis d'épargner l'humiliation de leur préférence à la mémoire du musicien qui n'est plus.

Pour commencer par le commencement, le titre seul de l'ouvrage est une première faute, une faute de français. Au mot « forfaiture, »

on lit dans Littré : « 1° prévarication d'un magistrat; 2° terme de féodalité. » L'une et l'autre acception n'ont rien de commun avec le sujet du mélodrame grossier que le cinéma se contentait de nous faire voir et qu'au théâtre, paroles et musique, il nous faut entendre deux fois.

Forfaiture, vous le savez peut-être déjà, *Forfaiture* est une histoire d'argent et d'amour, surtout d'argent. Elle se passe à New-York. Édith Hardy, une jeune et belle Américaine, — les films n'en représentent jamais d'autres, — est recherchée, avec une insistance qui ne paraît pas lui déplaire, par un personnage étrange, un milliardaire japonais, le prince Tori. Recherchée non pas en mariage, mais en adultère, car Édith est la femme d'un banquier, lui-même très opulent, un peu moins cependant que le galant samouraï. Opulent hier, mais aujourd'hui ruiné, d'un seul coup, par une spéculation malheureuse, la fâcheuse nouvelle est communiquée à Mrs Hardy pendant une vente de charité. Présidente du comité, chargée à ce titre de recueillir le total de la recette, — cent mille dollars, s'il vous plaît : nous sommes en Amérique, — l'imprudente, au moins imprudente Édith, sans en rien dire à son mari, détourne pour quelques heures seulement, elle le croit du moins, la forte somme, et, dans l'espoir, comme on dit, de « se refaire, » elle la joue à la Bourse et la perd. C'est le premier acte, et pour le second, ou le troisième, ce pourrait bien être, avec la pauvreté, le scandale et la honte.

Mais le prince veille, et surveille. Édith lui semblant soucieuse, il l'interroge et elle avoue. Qu'à cela ne tienne : un chèque est aussitôt signé, contre la seule promesse, pour le lendemain soir et chez le signataire, d'un rendez-vous, ou plutôt, vous l'entendez comme il l'entend lui-même et elle aussi, d'une reddition. La fortune a ses vicissitudes. Perdus par un coup de Bourse, les millions du mari se trouvent regagnés par un autre coup. Le flux les emporta, le reflux les rapporte. Édith se croit sauvée. Cette fois, c'est à son mari qu'elle fait, non sans émoi, l'aveu sincère sinon de sa faute, au moins d'une dette assez forte et criarde. Chèque numéro deux, celui-là conjugal, et que, dans sa joie, Édith a le tort d'aller porter elle-même. Rien qu'en envoyant à sa place sa femme de chambre, que nous avons aperçue tout à l'heure, que d'affaires, et lesquelles! ne se fût-elle pas, ainsi qu'à nous, épargnées! Vous pensez bien que le concupiscent Japonais, créancier d'argent moins que d'amour, ne va pas renoncer au paiement en nature. Il insiste, elle se dérobe et se débat. Une lutte violente s'engage et tourne au furieux corps à corps. Alors,

— c'était le « clou » du film, — alors l'enragé, pour attester au moins, par un mensonge atroce, la victoire ou la possession qui lui échappe, imprime au fer rouge sur l'épaule de la rebelle le chiffre dont il a coutume de marquer ses bibelots d'ivoire. Folle et rugissant de douleur, Édith saisit un revolver sur la table et fait feu. Le Japonais tombe, blessé seulement, et le mari survient. Le trouble de sa femme l'avait inquiété. Il l'a suivie. Elle a le temps de s'enfuir, et c'est de lui que les serviteurs, accourus en hâte, s'emparent.

Dernier acte : en cour d'assises, comme autrefois dans *le Juif Polonais* d'Erlanger encore, ou déjà, mais qui valait mieux, beaucoup mieux. Erlanger avait le goût des affaires criminelles. Un autre, le musicien de la *Lépreuse* et du *Sauteriot*, M. Lazzari, préfère les questions sanitaires. *Trahit sua quemque...*, La cour d'assises, aux États-Unis, manque un peu de solennité. Nos chambres correctionnelles lui feraient honte. On dirait d'un service protestant. Et si modeste! L'accusé, pendant sa détention préventive, a tout appris de sa femme et tout pardonné. Il s'accuse lui-même, il avoue. On l'a condamné, quand Édith s'avance, ou plutôt s'élance. Plutôt que de dire rien que la vérité, toute la vérité, elle la crie, elle la hurle et, pour finir, découvrant son épaule, elle la prouve. Gros effet d'audience, acquittement, et, par une prompte application de la loi de Lynch, massacre du Japonais.

Les principales qualités de ce « livret, » ou de ce « poème » en prose, ne sont peut-être ni la finesse des sentiments, ni l'analyse des caractères, ni la distinction du style. Et la musique? Ah! la musique! On ne peut lui refuser au moins cette qualité qu'elle est parfaitement assortie, que dis-je, adéquate à la pièce. Maintenant, que peut-être, et même certainement, une pièce de ce genre ne comporte pas la musique et qu'elle en soit indigne, c'est une autre question, et qu'un pareil exemple suffirait à trancher, si dès longtemps elle n'était déjà résolue. Et puis une réflexion, plutôt mélancolique, s'impose.

Déjà l'on ne voyait pas sans chagrin transporter, ou déporter le théâtre au cinéma. Si maintenant l'opération va se faire en sens contraire, quelle n'en sera pas la suite, et le dommage, ou la honte! A bientôt peut-être la mise en musique non plus seulement des feuilletons transatlantiques, mais des « actualités : » une manœuvre de tanks, une course de bicyclettes, l'attaque d'une diligence dans les Montagnes-Rocheuses ou l'inauguration par « les personnalités officielles, » d'un comice agricole ou d'un groupe scolaire. Aussi bien quittons, s'il vous plaît, cette question, qui n'est que de rapport entre

la musique et la pièce. Allons maintenant à la musique même, à la seule musique, et allons-y bravement. On ne saurait la traiter avec trop de rigueur.

Il nous fut rarement donné d'en ouïr de plus mauvaise, où plus de fracas non pas succède, mais se joigne à plus de confusion. Jamais le « vacarne contemporain » dont se plaint notre correspondant n'a sévi de plus constante et plus cruelle façon. Le « tout à l'orchestre » est le principe et la fin de ce tintamarre. Et quel « tout ! » Une pâte épaisse, une masse informe, sans force également, sans âme, sans pensée et sans vie. Quel orchestre aussi ! qui joue, — si cela s'appelle jouer, — toujours et tout entier, sans discernement comme sans relâche. Par exemple aurait-on jamais cru qu'une vente de charité pût mener un tel bruit et donner à ce degré la sensation d'une foire ! Ailleurs (acte III) est-il nécessaire, ou raisonnable seulement, que deux dames, rendant visite à une troisième, se fassent accompagner, — et quand je dis accompagner, c'est plutôt écraser, — par des trompettes ! Assourdi par leurs éclats incongrus, je me rappelais ce brave homme de maître Bernard, disant à sa femme, dans la *Carmosine* de Musset, quelque chose comme ceci : « Quand vous m'avez épousé, dame Pâque, il n'y avait point là de trompettes. » Il y en a partout ici, des trompettes, et bien d'autres instruments encore, tous les autres instruments, ensemble. Un style musical est en train de se perdre, chez la plupart de nos musiciens : le style de la simple conversation, de la causerie familière, un peu surveillée seulement, et, comme on disait à Florence, au XVIIe siècle, le *favillar in musica*. Le pire des mélodrames y pouvait cependant prêter, par moments. Au second acte, pendant une visite encore, quelques personnes réunies chez le prince et le prince lui-même s'entretiennent d'art et de bibelots japonais. Mais grand Dieu, sur quel ton ! Quelles paroles d'abord, et puis et surtout quelle musique, hachée, disloquée, écartelée par des intervalles saugrenus, aussi contraires au sens des mots qu'à la nature des voix. Pauvres voix ! Comme elle les traite, cette musique barbare ! Elle porte, elle pousse la voix d'un malheureux ténor à de telles hauteurs, et l'y maintient avec tant de cruauté, qu'elle menace à tout moment d'en rompre les cordes. Après cela, après tout cela, faut-il user d'indulgence envers une chanson soi-disant et peut-être en effet japonaise ! Serait-il équitable de refuser au prélude du second acte un caractère assez mystérieux, même sinistre ? C'est là bien peu de chose : un rien, deux riens, perdus en un tout qui est affreux. « Une ignominie, » a dit, paraît-il, de *Forfaiture*, un de nos confrères.

Mettons, si vous préférez, une horreur, et n'en parlons plus. Mais il est triste de penser qu'au lieu de cette horreur, MM. les directeurs de l'Opéra-Comique auraient pu nous rendre, avec M. Vanni Marcoux, le *Falstaff* de Verdi.

Oui, « l'on joue trop bien ce que je n'aime pas. » Impossible de mieux jouer que M. Marcoux (paroles, musique, gestes, attitudes) un rôle plus détestable. A la force, à la fureur avec laquelle il enfonce le « clou » de la pièce (c'est le cautère que je veux dire), je préfère encore l'art infiniment souple, cauteleux, qu'il déploie ou plutôt qu'il insinue en tout ce qu'on pourrait appeler les approches ou les préparations. Cantatrice, comédienne et tragédienne tour à tour, félicitons Mme Marguerite Carré de n'avoir pas défailli. Qu'au dernier acte elle crie, elle hurle, c'est à merveille et tout justement ce qu'il faut:

Rythmes espagnols et *Scènes Ibériennes* (pour piano seul); *Seize mélodies sur des thèmes populaires d'Espagne*, pour la voix avec accompagnement de piano, tels sont les titres de trois recueils publiés par M. Raoul Laparra. Ce jeune, encore jeune musicien, est, comme vous savez, l'auteur d'une certaine *Habanera* que l'Opéra-Comique, au lieu de nous donner *Forfaiture*, aurait bien dû nous rendre. M. Vanni Marcoux en eût superbement interprété le principal rôle.

On reproche quelquefois à M. Laparra sa prédilection passionnée pour les *Cosas de España*. Musique espagnole, dit-on de sa musique, et non française. Autant vaudrait qualifier de marocaine, ou d'algérienne, telle ou telle peinture de chez nous, celle d'un Delacroix, d'un Fromentin ou d'un Henri Regnault. Reconnaissons plutôt l'éminente supériorité de la musique sur la parole dans le domaine ou le département des affaires étrangères. Pour nous initier à celles-ci, pour nous représenter la figure, ou le visage, l'esprit et l'âme d'un pays et d'un peuple, le musicien a sur l'écrivain cet avantage, qu'il dispose des mélodies, des rythmes, des modes nationaux, enfin de tous les éléments qui composent la langue musicale de ce peuple et de ce pays. Et tandis que les mots, quand ils ne sont pas nôtres, ont besoin, pour que nous les comprenions et qu'ils nous touchent, de nous être traduits, c'est par eux-mêmes, par eux seuls, que nous sont directement intelligibles et sensibles les sons.

Aussi bien, quelle que soit dans l'œuvre d'un Laparra le rôle de l'élément indigène, celui-ci n'y tient pas toute la place. Au trésor national de nos voisins, (l'un des plus riches du monde), tantôt l'artiste emprunte un ou plusieurs motifs originaux. Il les cite, il les

transcrit avec fidélité. Tantôt, et de beaucoup le plus souvent, il se contente de s'en inspirer. Alors il obéit à l'esprit et non à la lettre. Il accepte, que dis-je, il recherche une influence générale qui l'enveloppe, l'imprègne, sans le contraindre. Alors ce n'est pas en espagnol, mais plutôt à l'espagnole, qu'il chante l'Espagne, son Espagne, éternel objet de son fervent mais libre amour. Il compose ainsi des tableaux nombreux et variés : tableaux de genre, et de tout genre, images de la vie populaire sous des aspects multiples, et comme sous les signes divers de la joie ou de la tristesse, de l'action et du mouvement ou de la pensée et du rêve. Bien que ramassée en quelques pages, cette musique ne s'arrête pas au dehors. Brève toujours, elle est cependant profonde. Derrière les apparences et les gestes, elle cherche le sentiment et l'âme, elle les trouve et nous les révèle. « Expression plutôt que peinture, » disait le Beethoven de la symphonie *Pastorale*. L'une et l'autre se partagent les scènes, expressives au moins autant que pittoresques, de M. Laparra. « Il compose. » Nous reprenons le mot à dessein. Mélodique avec abondance, avec originalité, sa musique n'est pas mélodie pure. Les harmonies serrées et vigoureuses, hardies sans excentricité, le contre-point ou les contre-chants valent les chants, les fortifient et les enrichissent. Il n'est pas jusqu'à l'esprit de la symphonie qui ne les anime et ne les développe. Les pièces pour piano de M. Laparra n'ont que peu d'étendue. On pourrait les qualifier de raccourcis musicaux. Et pourtant elles sont plus que des ébauches. Rien n'y est indécis ni flottant. Ordonnées et construites, elles font à l'intelligence, à la raison, non moins qu'au sentiment, à la passion même, sa part. Et cela est fort bien ainsi.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. Boyden, délégué des États-Unis à la Commission des réparations, a reçu du Gouvernement américain ses lettres de rappel et a pris congé de ses collègues, qui lui ont tous exprimé leur reconnaissance et leurs regrets. Il siégeait, depuis quelques mois, à la Commission, non pas du tout, comme certains journaux l'ont dit, à titre de simple observateur, mais en collaborateur actif et assidu. Les États-Unis n'ayant pas ratifié le Traité de Versailles avaient, sans doute, pris soin de déclarer que leur représentant ne pouvait avoir qu'un caractère officieux; mais cette réserve était restée jusqu'ici purement théorique et, dans toutes les délibérations et dans tous les votes, M. Boyden avait exercé une réelle influence par la droiture de son jugement et par la clarté de son esprit. Dans la séance où M. Dubois, député de la Seine, président de la Commission, a exprimé au délégué américain l'espoir qu'il reviendrait bientôt à Paris avec un mandat officiel et permanent, il a été prononcé, de part et d'autre, des paroles qui méritent d'être recueillies. « Dans les conditions qui ont existé jusqu'à l'heure actuelle, a dit M. Boyden, mon Gouvernement n'a pas cru pouvoir coopérer avec les Puissances alliées à Bruxelles ou ailleurs pour l'élaboration de plans qui semblent entraîner une modification du Traité. » Sous sa forme prudente et enveloppée, cette phrase est bien significative. Les États-Unis, qui regardent les choses d'Europe à distance et qui en paraissent momentanément détachés, estiment, en juges impartiaux et désintéressés, que les programmes établis par les Alliés dans leurs dernières conférences, « semblent entraîner une modification du Traité. » Les Alliés n'ont pas cessé de prétendre le contraire ; mais la vérité est plus forte que leurs protestations réitérées. Chaque fois qu'ils ont touché au Traité, ils en ont déchiré un morceau.

De son côté, M. Dubois a dit à M. Boyden : « En dépit de tout ce qui a été allégué, nous nous rendons ce témoignage que nos travaux ont été féconds dans la mesure où nous avons pu accomplir notre tâche en toute liberté et indépendance. » Il n'est pas possible d'indiquer plus clairement que la Commission des réparations a été tenue en bride par les Gouvernements et mise dans l'impossibilité de remplir convenablement les fonctions qui lui sont assignées par le Traité. M. Dubois, qui a vu de près tout ce qui s'est passé depuis près d'un an, sait comment la Commission a été peu à peu dessaisie de ses attributions, tantôt pour être dépossédée par des réunions d'experts alliés, tantôt pour être remplacée par les Gouvernements eux-mêmes. Après quoi, on s'est étonné qu'elle n'achevât pas plus rapidement une besogne qu'on s'obstinait à lui rendre impossible.

Quoi qu'il en soit, la voici désormais démembrée par le départ de M. Boyden. Cette retraite n'est pas un incident négligeable ; elle est un événement grave et symbolique. C'est l'Amérique qui se retire, jusqu'à nouvel ordre, des affaires européennes. Avant de passer la main à l'administration nouvelle, le gouvernement du président Wilson a tenu à faire place nette. Le président Harding se trouvera demain devant une table rase : pas de traité ratifié, pas de paix proclamée, pas d'engagements pris vis-à-vis de l'Europe. Il sera, pour l'avenir, entièrement maître de ses décisions.

Deux ans ont passé depuis que le président Wilson paraissait, du fond de son cabinet parisien, diriger l'opinion du monde. Les peuples l'accueillaient comme un prophète ; la France l'acclamait comme un sauveur ; les plus vieux États de l'Europe, aussi bien que les jeunes nations émancipées par la guerre, attendaient de lui les lois de leurs futures destinées. Bien des hommes se fussent enivrés de cet encens. Les adulations dont il était l'objet ne lui firent pas cependant perdre son équilibre. Il suivit avec une tranquille obstination la voie qu'il s'était tracée et, dans la préparation du Traité, il réussit à faire adopter ses idées essentielles. Ses parclusions n'étaient pas toujours d'accord, loin de là, avec l'intérêt français, qu'il connaissait mal. Il avait sur notre vieux continent et en particulier sur notre pays des conceptions *a priori* qu'il n'a pas eu le temps de modifier au contact des réalités et qu'on n'a pas toujours su redresser. Il a été pour beaucoup dans l'une des plus fâcheuses erreurs du Traité ; il n'a pas compris que donner aux gages territoriaux une durée inférieure à celle de la dette allemande, c'était mettre les Alliés à la merci de la mauvaise volonté du débiteur ; mais en revanche, il a réclamé avec insistance le désar-

mement immédiat de l'Allemagne, et, lorsqu'il a signé cette promesse d'assistance militaire à la France, malheureusement restée en suspens devant le Sénat américain, il obéissait, j'en suis sûr, non seulement au désir de fonder une paix durable, mais à une réelle sympathie pour notre nation. Quand nous le portions aux nues, nous perdions un peu la mesure ; nous ne la perdrions pas moins aujourd'hui en lui imputant la responsabilité de tous nos mécomptes.

Un de nos plus grands torts a été de croire, pendant de longs mois, que M. Wilson était, à lui seul, toute l'Amérique. Notre manie des personnifications ne nous a-t-elle donc pas causé assez de surprises et de déceptions ? Et ne ferons-nous jamais effort pour nous en guérir ? Je regrette que ce soit un Allemand d'origine, un peu fou, d'ailleurs, Anacharsis Cloots, qui ait autrefois donné à la France cet excellent conseil : « France, méfie-toi des individus. » C'est nous-mêmes qui devrions sans cesse nous répéter cette sage leçon. Qu'ils viennent du dehors ou du dedans, les individus nous cachent trop souvent les idées ; nous les applaudissons, au passage, sur l'écran du cinéma ; et lorsqu'ils disparaissent, nous sommes parfois tout étonnés de constater qu'il ne reste rien sur la toile. Du président Wilson il reste cependant un grand souvenir, et il serait injuste de vouloir l'effacer. Nous ne devons nous en prendre qu'à nous si, après sa défaite aux élections de 1918, nous avons persisté à ignorer son peuple. Après que le parti démocratique avait perdu la majorité au Sénat et à la Chambre des représentants, nous avons continué à voir en M. Wilson la seule incarnation de l'esprit américain. Nous nous sommes imaginé qu'il avait le droit et le pouvoir d'imposer ses volontés au nouveau Sénat et que le traité rédigé sous son inspiration serait ratifié sans l'apparence même d'une difficulté. Un beau jour, nous nous sommes trouvés non plus en présence d'un homme, mais en présence de l'Amérique ; et la physionomie de l'Amérique n'avait plus la moindre ressemblance avec la physionomie de M. Wilson.

Que nous ménagent les États-Unis pour la grande échéance du 4 mars ? Jusqu'ici, M. Harding s'est surtout occupé des innombrables questions de politique intérieure qui sollicitent immédiatement son activité. Il a eu, à Marion, en vue de la formation de son Cabinet, une longue série de conférences, où il s'est entretenu avec ses visiteurs de problèmes économiques et financiers, du programme naval et militaire des États-Unis et de la défense du canal de Panama. Le nouveau Président n'a pas caché que ces conversations lui avaient laissé quelques désillusions et il s'est plaint, à Columbus, de trouver

ses vieux amis « étrangement lointains » et de rencontrer déjà, sur sa route, des intrigues et des mensonges. C'est le sort de tous les hommes d'État. M. Harding ne peut échapper à la règle générale. Il s'habituera à voir la politique de près. Le spectacle n'est pas toujours très réjouissant.

Mais que pense-t-il de l'attitude à prendre par son pays dans le règlement de la paix européenne ? Il a parlé de la France avec une bienveillance marquée et nous ne doutons pas des sentiments qu'il professe pour nous. M. Herrick s'en était porté garant, avant l'élection présidentielle, dans son dernier voyage à Paris. Les Allemands retombent certainement dans la grossière méprise qu'ils commettaient au cours des hostilités, lorsqu'ils croient maintenant l'Amérique disposée à les décharger de leurs lourdes responsabilités. Comme le disait très justement M. Louis Dubois à M. Boyden, « l'Amérique ne peut pas, elle ne doit pas oublier qu'appelée par son esprit d'honneur, elle a fait traverser l'Océan à ses meilleurs fils, elle a pris part à la guerre universelle, elle a participé à l'élaboration du Traité, et voulu que justice nous fût rendue. » Mais traduire ces sentiments dans les faits, définir et mettre en pratique cette solidarité franco-américaine, reprendre en commun le travail interrompu, c'est la grande œuvre à laquelle nous devrons nous consacrer dans quelques jours. Tenons-nous prêts pour ce nouvel effort.

En attendant, nous avons recommencé à Londres les conversations engagées naguère à Paris, tant à propos du traité de Sèvres qu'à propos du traité de Versailles. Sur les deux points, la tâche qui incombe à M. Briand et à ses collaborateurs est extrêmement ardue et je me garderais bien de dire un mot qui la pût compliquer. Tout ce qu'il est permis de faire, en ce moment, c'est d'indiquer précisément quelques-unes des difficultés probables, d'examiner des hypothèses et d'exprimer des souhaits.

Il n'y a point à nous dissimuler, d'abord, que les deux gouvernements britannique et français ont abordé l'étude des affaires orientales dans un état d'esprit très différent. Le traité de Sèvres n'a plus guère, à Paris, que des adversaires. Il est impossible de savoir maintenant qui l'a négocié. Tout le monde se défend d'y avoir collaboré. C'est un étonnant phénomène de génération diplomatique spontanée. De l'autre côté du détroit, on paraît, au contraire, plus fermement attaché à ce Traité. On conserve évidemnent la pensée d'utiliser en Orient l'armée et la marine grecques comme auxiliaires ou, plus exactement même, comme remplaçantes, des troupes et des escadres

britanniques. La merveilleuse habileté de M. Vénizélos, s'exerçant, sinon en faveur du roi Constantin lui-même, du moins au profit de la nation qui a trahi le grand homme d'État et rappelé le souverain germanophile, n'a pu que confirmer le Gouvernement anglais dans ses dispositions antérieures et le détourner de demander à la Grèce des concessions territoriales suffisantes pour donner à la fois satisfaction aux Turcs de Constantinople et à ceux d'Angora. Il n'est donc pas surprenant que M. Calogeropoulos ait confié, par avance, à quelques journalistes ses espérances de succès.

Quels que soient nos motifs de ressentiment contre le roi Constantin, nous serions nous-mêmes très heureux que la Grèce ne payât pas trop cher les frais d'un arrangement et qu'elle conservât aussi larges que possible les profits de notre commune victoire. Mais nous sommes bien forcés de considérer un peu aussi l'intérêt de la France. Ni financièrement, ni militairement, nous ne pouvons supporter plus longtemps les charges qui pèsent sur nous dans le Levant. Ceux des Français qui tiennent le plus à maintenir intact le mandat que nous avons reçu sur Alexandrette, le Liban et la Syrie, ceux-là même qui n'entendent pas laisser diminuer la zone d'influence qui nous a été reconnue en Cilicie, sont naturellement les premiers à penser que l'exercice de nos droits doit se concilier rapidement avec une importante diminution de dépenses et ne pas apparaître au pays comme une source permanente de difficultés budgétaires. Or, la seule manière d'alléger nos comptes d'Orient, c'est de rétablir la paix avec les Turcs. Sans doute, nous avons fort à nous défier des gens d'Angora, parmi lesquels il est des marionnettes dont les fils sont tenus à Berlin ou à Moscou. Mais enfin, si vive que soit notre amitié pour la Grèce, nous ne pouvons pas rester indéfiniment sous les armes en Asie-Mineure.

Londres était-il l'endroit le mieux choisi pour causer de ces délicates questions avec les Grecs et avec les Turcs ? J'avoue que je ne le crois pas. J'ai déjà eu l'occasion de dire que Lord Curzon avait beaucoup insisté auprès de M. Clemenceau pour que le traité oriental se négociât à Londres, et non pas à Paris ; et, en fait, bien qu'on ne puisse plus découvrir nulle part les négociateurs, il semble que jusqu'à la signature donnée le 10 août 1920, ce soit un peu à San Remo, mais surtout à Londres qu'ait été fait tout le travail préparatoire. Il n'est guère probable que le milieu soit plus favorable aujourd'hui que l'an passé aux solutions recommandées par la France. Au moment où j'écris cette chronique, ma pensée est donc enfermée

dans un inquiétant dilemme : ou bien, la Conférence de Londres se piquera de trouver, coûte que coûte, en quelques heures, la quadrature du cercle oriental, et il est à craindre qu'elle n'aboutisse à des improvisations fugitives ; ou bien, elle continuera sa besogne après le départ du Gouvernement français ; et, quand nous aurons les talons tournés, nous aurons aisément tort, comme tous les absents.

Et puis, Londres est bien loin d'Angora, bien loin même de Constantinople. Ne risquons-nous pas qu'un jour les délégués turcs refusent de nous répondre en nous disant qu'ils manquent d'instructions, ou qu'un autre jour ils ne dépassent leurs instructions, avec l'arrière-pensée de se laisser ou de se faire désavouer? On avait proposé, il y a plusieurs mois, de convoquer les Bolchéviks aux Iles des Princes. L'idée a été abandonnée et personne n'a demandé qu'on la reprît. Mais les Iles des Princes eussent été un théâtre charmant pour une conférence chargée de préparer une revision réfléchie du traité de Sèvres; elles nous eussent, en même temps, rapproché des réalités asiatiques. Si les pourparlers de Londres aboutissent à une rupture ou à une suspension, songeons à la mer de Marmara et aux douceurs de Prinkipo.

Par bonheur, les accords de Paris ont laissé le point de vue de l'Angleterre et le nôtre moins distants l'un de l'autre dans tout ce qui touche au traité de Versailles. Les discours de M. Lloyd George, comme ceux de M. Briand, ont fortement insisté sur cet avantage, dont on ne saurait, en effet, méconnaître l'importance. Jamais l'unité de front des Alliés n'a été plus indispensable qu'aujourd'hui, car jamais la mauvaise volonté de l'Allemagne n'a été plus évidente, plus systématique et plus audacieuse. Vous représentez-vous M. Thiers faisant, après le traité de Francfort, des tournées dans la France entière, pour dire partout aux populations : « La paix qu'on nous a imposée est inexécutable. Nous sommes décidés à ne pas remplir nos obligations. Nous ne paierons pas un centime des milliards que nous avons promis. Tout ce que nous pouvons, c'est vendre à l'Allemagne quelques-unes de nos marchandises en couverture de ce que nous lui devons. Qu'elle fasse des commandes à notre industrie. Nous n'avons pas autre chose à lui offrir? » Comment croyez-vous que M. de Bismarck eût accueilli ce défi?

Aujourd'hui, M. Von Simons va partout essayer de démontrer que le traité de Versailles est une monstruosité. Bien plus, il ose s'approprier les pires calomnies de l'ancien régime impérial et soutenir que l'Allemagne n'est pas responsable de la guerre, qu'elle a

fait simplement une guerre défensive. Ainsi, lorsque l'Allemagne, pour permettre à l'Autriche d'écraser la Serbie, déclarait la guerre à la Russie, c'était une guerre défensive qu'elle déclarait! Lorsqu'elle déclarait la guerre à la France, c'était encore une guerre défensive! Et c'est par une coupable méconnaissance de la vérité que l'Italie a refusé de remplir les obligations de la Triple Alliance, qui la forçait à seconder l'Allemagne en cas de guerre défensive! Et c'est par une non moins criminelle injustice que l'Angleterre a cru la Belgique et la France attaquées et s'est portée à leur secours! Et c'est par une incroyable aberration que le Japon, les États-Unis, le Brésil et tant de peuples des deux mondes ont pris parti contre l'Allemagne, au lieu de l'aider à se défendre! M. Von Simons est convaincu que l'Allemagne a eu raison contre tout l'univers et le docteur Helfferich, complétant la pensée du ministre des Affaires étrangères. s'écrie : « Nous chanterons, en dépit de tous les diables : *Deutschland, Deutschland über alles.* » Voilà l'œuvre des Alliés, voilà les résultats des concessions qu'ils ont faites depuis un an à l'Allemagne. renonciation à la livraison des coupables, prorogation des délais fixés pour le désarmement, avances et primes pour le charbon, amputation de notre créance. Au lieu de nous remercier, l'Allemagne nous menace et nous injurie.

Le rabais que les Alliés se sont spontanément imposé, dans la dernière Conférence de Paris, est cependant formidable et il nous créera une situation dont les Commissions financières des deux Chambres se sont vivement alarmées. Elles ont même jugé nécessaire de prier le Gouvernement d'obtenir de nos alliés des précisions et des garanties complémentaires. C'est ainsi qu'elles se sont demandé comment les annuités fixes et variables, prévues par l'accord de Paris et devant commencer à courir le 1er mai prochain, joueraient avec l'article 235 du traité de Versailles. Aux termes de cet article, l'Allemagne devait payer, pendant les années 1919, 1920 et les quatre premiers mois de 1921, en prestations de diverses natures, l'équivalent de vingt milliards de marks or, à valoir sur la créance des Alliés. Sur cette somme, qui formait donc un simple acompte, devaient être prélevés le remboursement des frais de l'armée d'occupation et le paiement des dépenses de ravitaillement de l'Allemagne; et il était stipulé que le solde viendrait en déduction des sommes dues par l'Allemagne à titre de réparations. Dès lors, après les accords de Paris, se posaient des questions importantes. Supposons, en premier lieu, que ce compte de vingt milliards de marks or laisse, le 1er mai prochain,

un solde créditeur au profit de l'Allemagne, après imputation des frais d'occupation militaire et de ravitaillement. En d'autres termes, supposons que les paiements effectués par l'Allemagne, en or ou en marchandises, aient atteint vingt milliards de marks or et dépassent, en même temps, le règlement des frais d'occupation et de ravitaillement : le solde créditeur sera-t-il imputé sur les annuités à recevoir de l'Allemagne en vertu des accords? S'il en était ainsi, les annuités établies à Paris seraient réduites d'autant et du même coup les Alliés seraient privés des sommes représentant les frais d'occupation. Supposons, en second lieu, que les versements de l'Allemagne balancent les frais d'occupation et de ravitaillement; il ne nous restera rien pour garantir ces frais dans l'avenir. Supposons enfin que le total des versements effectués n'atteigne pas le montant des frais d'occupation et de ravitaillement et que, par suite, le règlement révèle un solde débiteur de l'Allemagne; comment, en ce dernier cas, l'Allemagne acquittera-t-elle ce solde débiteur? Quel gage lui sera, en outre, réclamé pour garantir désormais les frais d'occupation? Autant de questions sur lesquelles MM. Milliès Lacroix et Henry Chéron ont appelé l'attention du Gouvernement et qu'il conviendra de régler à Londres.

Mais la grosse bataille se livrera, sans doute, sur les contre-propositions allemandes. Quelles qu'elles soient, elles tendront à augmenter les énormes sacrifices que nous infligent déjà les accords de Paris. Elles seront donc inacceptables. Les plus périlleuses sont celles que le Reich nous a déjà présentées à Spa et qu'il a tenté, depuis lors, de faire approuver par nos Alliés : la prise en charge par l'Allemagne de la reconstitution de nos provinces dévastées. Ce n'est pas une idée nouvelle. Elle s'était déjà fait jour avant la signature du Traité de Versailles. Dans sa lettre du 29 mai 1919 au Président de la Conférence de la paix, le comte de Brockdorff-Rantzau déclarait que l'Allemagne était prête à effectuer des paiements en espèces, jusqu'à la somme de cent milliards de marks or et à mettre « toute sa force économique au service de la reconstitution. » Mais déjà il ajoutait : « Elle désire collaborer par son travail à la restauration des territoires détruits de la Belgique et du Nord de la France. » Et, dans la note annexée à cette lettre, la délégation allemande parlait encore avec insistance de la valeur du travail qui serait fourni et des matériaux qui seraient livrés par l'Allemagne. Dans les conversations qui suivirent, la délégation allemande revint à la charge; et le 16 juin 1919, lorsque M. Clemenceau répondit au comte de Brockdorff-

Rantzau, les Alliés laissèrent à l'Allemagne, pour faire des propositions, quatre mois à partir de la signature du Traité, et ils lui indiquèrent, par avance, les combinaisons qu'ils consentiraient à examiner avant l'expiration de ce délai. « L'Allemagne, disaient-ils, pourra offrir une somme globale pour le règlement, soit de l'intégralité de sa dette, soit de telles ou telles catégories de dommages parmi celles qui sont inscrites au traité. L'Allemagne pourra offrir, soit d'effectuer par ses propres moyens la restauration et la reconstruction, en partie ou en totalité, dans des secteurs dévastés, soit de réparer, dans les mêmes conditions, certaines catégories de dommages dans des régions déterminées ou dans toutes les régions qui ont souffert de la guerre. L'Allemagne pourra offrir, en vue de l'exécution de ces travaux, et même si elle ne les exécute pas elle-même, de la main-d'œuvre, des matériaux et des services de techniciens. » La note contenait, en outre, cette réserve prudente : « Il est impossible de déclarer d'avance que ces propositions seront acceptées et, dans le cas où elles seraient admises, elles pourront être soumises à des conditions susceptibles de faire l'objet de discussions et d'arrangements. » Ainsi, les Alliés disaient aux Allemands : « Pendant six mois, nous vous offrons un régime de faveur. Vous serez libres de nous faire des propositions. Vous pourrez, ou bien entreprendre vous-mêmes la reconstitution, même en totalité, d'un des secteurs dévastés, ou bien réparer, même dans toutes les régions sinistrées, certaines catégories déterminées de dommages. Votre droit sera donc limité dans le temps : vous avez six mois pour vous décider. Il sera également limité dans l'espace. Vous ne pouvez vous charger de toute la reconstitution. Il faudra que vous choisissiez certains secteurs et certaines catégories de dommages. Et encore, bien entendu, nous nous réservons de repousser ou de discuter et de conditionner vos projets. » Et M. Clemenceau concluait sa lettre d'envoi par ces mots, que j'ai déjà cités ici et qu'il faut bien encore rappeler : « Si, au cours des deux mois qui suivront la mise en vigueur du Traité, on peut arriver à un accord, l'exacte responsabilité pécuniaire de l'Allemagne sera ainsi déterminée. Si un accord n'est pas intervenu dans ce délai, l'arrangement prévu par le traité sera exécuté. » Le délai est expiré depuis longtemps et, non seulement l'Allemagne émet la prétention de conserver le privilège qui lui avait été momentanément reconnu, mais elle paraît vouloir en élargir l'étendue et en aggraver les effets. Elle rêve de lâcher sur nos départements du Nord et de l'Est ses industriels, ses entrepreneurs, ses ingénieurs et ses ou-

vriers. Besoin n'est pas de montrer les dangers que présenterait cette nouvelle invasion. Les populations des communes dévastées sont calmes, raisonnables et profondément pacifiques; mais on ne peut pas attendre d'elles qu'elles aient déjà oublié, au milieu de leurs ruines, les souffrances de la guerre et les méfaits des soldats allemands. Qu'il vienne, çà et là, sous le contrôle français, des équipes d'ouvriers d'outre-Rhin, soit. A la condition qu'ils soient sérieusement surveillés, on pourra éviter les incidents et les rixes. Mais que, dans des pays restés pendant quatre ans sous la domination allemande, on voie revenir, comme ingénieurs et comme contremaîtres, les officiers et les sous-officiers qui ont mis les habitants à contribution et se sont partout promenés en maîtres, ce sera courir les risques les plus redoutables : il n'y aura pas d'autorité assez puissante pour prévenir les conflits et pour assurer le maintien de l'ordre.

Si les Alliés sont décidés à écarter ces combinaisons périlleuses et à n'accepter que dans une sage mesure les prestations en nature et en main-d'œuvre, s'ils sont également résolus à ne plus consentir de diminution sur une créance déjà si cruellement amputée, ils doivent s'entendre, d'avance, sur la conduite à suivre vis-à-vis d'une Allemagne récalcitrante et, par conséquent, sur la mise en pratique des sanctions prévues. A comparer les déclarations de M. Briand et celles de M. Lloyd George, il est aisé de deviner que, sur cette question capitale, l'accord entre les deux gouvernements n'est pas encore aussi complet qu'on pouvait l'espérer. Rien n'a été signé à Paris. On s'est borné à énumérer quatre sanctions éventuelles. On n'a pas eu le temps d'en définir le fonctionnement. La note officieuse qu'a publiée à ce sujet le gouvernement allemand rend indispensables une nouvelle conversation des Alliés et une entente complémentaire.

La première sanction prévue est, en effet, la suivante : « La date à partir de laquelle commenceront à courir les délais d'occupation des territoires rhénans ne comptera qu'à dater du moment où satisfaction aura été donnée aux Alliés. » Et M. Briand, commentant ce texte, a répété ce qu'avait déjà déclaré autrefois M. Millerand : « Actuellement, les délais ne courent pas, puisque l'Allemagne n'a pas encore exécuté le Traité. » Mais la note officieuse du Reich répond : « L'affirmation que les délais d'occupation des pays rhénans n'ont pas encore commencé à courir a été déjà, à plusieurs reprises, repoussée par l'Allemagne. Les délais commencent à courir dès le

moment de l'entrée en vigueur du Traité. Ainsi, il y a contradiction flagrante entre la thèse française et la thèse allemande et, jusqu'ici, nos alliés n'ont même pas fait savoir publiquement s'ils adhéraient à notre opinion. A l'expiration des délais fixés par l'article 429, la France se trouvera donc dans un redoutable embarras, si nous ne dissipons pas, dès maintenant, ce malentendu. On nous a dit que nous n'avions pas à signifier les sanctions à l'Allemagne, parce qu'elles ne la regardaient pas ; mais, si elle en conteste la légalité, nous sommes bien obligés de lui répondre et de lui faire connaître notre volonté. Il ne suffit pas, d'ailleurs, que seuls nous répétions : « Les délais ne courent pas ; » il faut que nos alliés le répètent avec nous et que, tous ensemble, nous imposions à l'Allemagne notre interprétation. Autrement, nous nous payons de mots et nous renvoyons aux échéances de cinq, de dix et de quinze ans, des difficultés que le temps ne pourra qu'envenimer

La seconde sanction dont il a été parlé à Paris est, comme on se le rappelle, ainsi libellée : « Il sera procédé à l'occupation d'une nouvelle partie du territoire allemand, que ce soit la Ruhr ou toute autre. » Ici encore, la note du Reich conteste le droit des Alliés : « D'après l'opinion officielle en Allemagne, nous dit-on, même l'article 18 de l'annexe II du traité de Versailles n'autorise pas l'extension de l'occupation à d'autres territoires allemands, car, en vertu de cet article, il ne peut être question que de représailles économiques. La question des garanties pour l'exécution du Traité de Versailles est réglée de la manière la plus complète par les articles 429 et 430 du Traité de paix. » Nous saisissons, dans ces quelques lignes, toute la perfidie de la manœuvre allemande. Chaque fois que nous abandonnons un des droits que nous confère le Traité, on nous demande plus que nous n'offrons; chaque fois que nous invoquons le Traité, on nous dit qu'il est inexécutable; chaque fois que nous voulons prendre une garantie, on nous objecte qu'elle n'est pas conforme au Traité. Ce malheureux Traité est donc pour les Allemands, vivant ou mort, selon qu'il leur plaît de le ressusciter ou de le tuer. Là où il leur sert, il est inattaquable; là où il les gêne, il n'est plus qu'un cadavre à jeter au charnier. Le raisonnement du Reich sur les articles 429 et 430 et sur l'article 18 de l'annexe II est, du reste, démenti par le texte et par l'esprit de ces clauses. L'article 429 prévoit l'évacuation des trois zones au bout de cinq, dix et quinze années, si les conditions du pacte sont fidèlement observées par l'Allemagne; l'article 430 porte que, si pendant ou après les quinze ans, la Commission des répara-

tions constate un manquement volontaire de l'Allemagne, il sera immédiatement procédé à la réoccupation de tout ou partie de ces zones. Mais l'article 18 de l'annexe II, relative aux réparations, est beaucoup plus large : « Les mesures que les Puissances alliées et associées auront le droit de prendre en cas de manquement volontaire par l'Allemagne et que l'Allemagne s'engage à ne pas considérer comme des actes d'hostilité peuvent comprendre des actes de prohibitions et de représailles économiques et financières et, en général, *telles autres mesures* que les Gouvernements respectifs pourront estimer nécessitées par les circonstances. » Les mots « telles autres mesures » laissent évidemment aux Alliés toute liberté de choix et la protestation du Reich ne résiste pas à la lecture de l'article. Mais, du moment où elle est formulée, nous ne devons pas commettre l'imprudence de la négliger. Le traité fournit déjà, par lui-même, prétexte à un assez grand nombre de discussions ; arrangeons-nous, du moins, pour que les protocoles subséquents ne recèlent pas de nouvelles causes de différends. M. Briand est certainement dans le vrai lorsqu'il dit que les sanctions dont les Alliés sont convenus à Paris rentrent dans le cadre du Traité ; mais, lorsque nous sommes exposés à voir le paiement de notre créance échelonné sur l'épouvantable espace de quarante-deux années, ce ne sont pas des garanties d'une heure que nous avons à établir. Si nous remettons à l'Allemagne, comme le comportent les accords de Paris, une forte partie de sa dette, nous ne ferons rien d'abusif ni d'exorbitant en exigeant, comme contrepartie, qu'elle reconnaisse, par un avenant explicite, la validité des sanctions que nous pouvons avoir, tôt ou tard, à lui appliquer. D'autre part, nous agirons sagement en ne laissant rien au hasard, même dans nos rapports avec nos alliés, pour la mise en œuvre de ces garanties. Depuis un an, l'occasion a perdu ses derniers cheveux. Prenons-la aujourd'hui par le cou.

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.



U

J
qu
à l
d'i
s'a
da
de
mé
de

en
cir
tra
de
fill
de
étu
so

UN DRAME DANS LE MONDE

QUATRIÈME PARTIE (1)

VI. — FRAGMENTS D'UN JOURNAL INTIME (*Suite*)

27 avril.

J'AI continué de me taire. Mais ce silence touche à son terme, je le sens. *Une certaine idée*, dont mon honneur exige que je la regarde en face, m'obsède d'un tourment que je ne supporterai pas plus longtemps. Il a encore grandi à la suite d'une nouvelle scène, trop significative, après tant d'indices. Une scène? Puis-je même employer ce mot? Il ne s'agit que d'une visite que nous avons faite, Odette et moi, dans le village et des impressions que je l'ai vue ressentir devant un de ces drames brutaux auxquels nous ne sommes mêlés d'habitude, nous autres, que par la lecture de la *Gazette des tribunaux*.

Voici les faits : un paysan d'ici, Arthème Coubret, a tué, en 1917, un certain Étienne Beuf, le fils du maire, dans des circonstances qui prouvent combien le principe de la magistrature paternelle, — ce dogme viril de l'ancienne France, — demeure vivant au fond de nos campagnes. Coubret avait une fille, Miette, mariée à un garçon que j'ai connu, enfant, du nom de Pierre Lecourt. Les deux jeunes gens, Lecourt et Beuf, étaient au front. Beuf est blessé. On l'envoie passer à Malhyver son congé de convalescence. Il avait courtisé Miette autrefois. Il

(1) Voir la *Revue* des 1er, 15 février et 1er mars.

devient son amant. Coubret l'apprend. Sa fille logeait chez lui, pendant l'absence de son homme. Elle recevait Étienne dans sa chambre. Comme il en sortait, un matin, Coubret lui tire un coup de fusil à bout portant. Laissant là le cadavre devant sa porte, il va se dénoncer en disant : « J'ai fait justice. » Quelques jours après, Pierre Lecourt était lui-même tué sous Verdun. Les jurés de Riom, naturellement, ont acquitté Coubret. Il est revenu au pays, par nécessité, n'ayant d'autres ressources que les quelques parcelles de terre qui sont à lui et qu'il cultive de ses bras ; — par orgueil aussi. Dans son procès, il n'a fait que répéter pour sa défense : « J'étais le père. J'avais le droit. » Sa femme l'a supplié de garder leur fille dont les Lecourt ne voulaient plus. Il l'a gardée. C'est encore un de ses dires : « Je l'ai punie. Elle peut rester. » La malheureuse aimait-elle vraiment Étienne? Est-ce le remords ? Est-ce la honte du scandale, ou simplement le déséquilibre produit par une secousse trop forte ? Depuis ce temps, elle boit.

On la rencontre, le long des routes, tricotant un bas, menant ses moutons et assommée d'alcool. Souvent elle se tient à peine debout. L'inconduite de sa fille et cette ivrognerie accablent la mère Coubret que le procès de son mari a vieillie de dix ans. Elle vit solitaire, farouche, ne saluant personne, entre son potager qu'elle travaille elle-même et sa cuisine. Coubret, en dépit de son orgueil, se reproche-t-il secrètement son acte féroce ? Il est sombre et il évite les rencontres. Comme sa famille est à Malhyver depuis toujours, je suis allé lui faire visite le premier. Son unique allusion à sa tragique histoire fut de me dire : « Monsieur le comte, j'ai un mauvais destin. » Cette visite, il me l'a rendue avant-hier, pour me raconter, avec un visage et des yeux plus noirs encore qu'à l'ordinaire, son malheur actuel. Avant la guerre, il était endetté déjà. Son emprisonnement, les frais de son procès, une médiocre récolte, une maladie de ses bêtes ont achevé de le ruiner, d'autant plus qu'une savante machination s'est ourdie autour de lui, dont il connaît l'auteur. Bref, il allait être vendu.

— C'est M. Beuf qui se venge, a-t-il conclu stoïquement. Il a droit aussi. C'est le père. Il a toutes mes créances en main. Il me chasse. Seulement, lui, c'est la haine. Moi, c'était la justice.

Il n'ajouta pas une parole, mais il me regardait avec des pru-

nelles où je lisais distinctement l'appel, à son insu peut-être, du féodal au seigneur. Comme j'ai eu raison de venir en Auvergne, sur le domaine héréditaire ! Ce n'est pas à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, entre deux dîners en ville, que j'aurais pu recevoir cet appel, l'écouter et sauver cet homme. Quand je lui ai demandé le chiffre de sa dette et que je lui ai dit : « Je vous avance l'argent, Coubret, » son regard encore m'a fait éprouver une sensation pareille à celle des soirs de bataille, cette dilatation de la conscience dans l'exemple donné, dans la joie d'avoir servi. Servi quoi? La France, en tenant pour la première fois ce rôle d'autorité sociale que j'ai l'ambition de remplir ici. Il est singulier qu'un hasard, où je me complais à voir un symbole, me dresse aussitôt, moi qui représente, dans mon château, cette autorité sociale sous une forme traditionnelle, en face de ce Beuf qui, dans sa mairie, représente l'autorité sociale élective. Tout le malheur français est dans cette substitution, partout, du viager au séculaire.

Dans cette histoire, moi, j'avais donc vu le justicier de famille, égaré par la sauvagerie d'une nature primitive, mais d'une réelle grandeur dans sa sauvagerie. Ce que Coubret n'a pas supporté, c'est que sa fille trahit son mari en train de se battre, pour elle, pour lui, pour nous tous. Odette, quand je lui ai raconté cette exécution et le reste, ne m'a posé de questions que sur la jeune femme, cette Miette Lecourt, dont personne ne sait si elle pleure sa faute ou son amant.

— Est-elle jolie?... m'a-t-elle demandé successivement. Vous a-t-on dit si elle aimait cet Étienne Beuf avant son mariage...? Est-ce à cause de lui qu'elle boit...? Comprenez-vous qu'elle supporte de vivre avec son père, après qu'il le lui a tué?...

Chacune de ces phrases révélait une curiosité tout entière occupée du côté passionnel de cette aventure. A quel degré, j'allais en avoir une preuve. Elle qui n'est pas sortie une seule fois du château depuis son arrivée, elle apparut tout d'un coup, vers quatre heures, comme je partais en promenade avec Roger. A mon grand étonnement, elle me proposa de nous accompagner quelques pas.

— Où logent ces Coubret? interrogea-t-elle, dès que nous eûmes passé la grille. Est-ce loin? Je voudrais beaucoup les voir.

Les voir? — Ni pour le vieil homme ni pour la vieille femme elle n'eut un coup d'œil, lorsque nous fûmes arrivés à la maison du drame, mais seulement pour Miette qui, cet après-midi, faisait de la dentelle devant la porte, au lieu d'être au pacage.

— Elle est fatiguée, nous dit la mère Coubret, alors c'est la fille du voisin qui garde les bêtes.

— Vous ne vous sentez pas bien? demanda Odette à la pauvre créature.

Elle s'était assise sur le banc de pierre à côté de Miette, et moi, tout en causant avec le père et la mère, j'entendais la réponse :

— La tête me fait mal, disait cette fille, et puis je suis si faible! J'ai soif et j'ai froid, et maman m'empêche de boire de ce qui me réchauffe.

Quelle angoisse hébétée dans ses yeux fixes d'alcoolique! Elle est encore jolie, mais si déjetée, si fanée, si sordide, comme une femme à qui rien n'est plus.

— Ce qui vous réchauffe? insistait Odette. C'est de l'eau-de-vie que vous parlez?

— Oui, répondit Miette.

— Mais c'est ça qui vous rend malade, vous le savez bien.

— Ce qui me rend malade, dit l'ivrognesse, c'est de penser. Quand on est bue, on ne pense pas.

Je n'en entendis pas davantage. La mère Coubret arrivait, apportant de ses deux mains gercées et terreuses, un bol rempli de lait bourru, comme ils disent, et, le tendant à Roger :

— Vous permettez, monsieur le comte? Je viens de le traire. Il est encore chaud. C'est ça qui lui fera du bien, à votre petit... Mais il serait mieux pour le boire devant une table. Je lui couperais un chanteau de pain noir. C'est ça qui est bon dans le lait. — Et elle nous poussait dans la chambre. — Et vous, madame la comtesse?

Odette refusa d'un geste. Nous passâmes environ dix minutes, Roger et moi, dans cette pièce enfumée, où les fromages et les jambons appendus aux poutres du plafond amusaient l'enfant, occupé à humer son lait. La vieille Coubret bavardait. Coubret fumait sa pipe, appuyé au mur, juste au-dessous du fusil qui a dû servir à sa sanglante besogne. Moi, je regardais, par

derrière la vitre brouillée de la fenêtre, la silhouette d'Odette, de plus en plus attentive aux propos qu'elle échangeait avec la tragique dentellière.

Sur sa prière, et comme elle se sentait trop faible, disait-elle, pour continuer la promenade, à peine sortis de chez les Coubret, nous la reconduisîmes vers le château. La devinant tout émue, je lui demandai :

— Cette pauvre femme vous a raconté son histoire?

— Oui, répondit-elle avec un visage de nouveau si serré, si fermé.

— Elle est bien à plaindre, repris-je.

— En effet, dit-elle.

— Je suis heureux qu'elle ait causé avec vous, insistai-je; si vous la conseilliez, si vous arriviez à la guérir de son vice, ce serait une bonne œuvre.

— Croyez-vous? me demanda-t-elle, d'un accent si étrange que je la regardai. Elle avait un pli si amer au coin de la bouche, des yeux si fixes! Elle ajouta : « Si c'est sa seule façon d'oublier? »

« Qu'a-t-elle donc elle-même sur le cœur qu'elle ne voudrait plus y avoir? » pensai-je, tant sa voix rendait maintenant le son d'une douleur personnelle! Nous nous taisions, et ce silence dura jusqu'au moment où, parvenus à la grille, elle embrassa Roger, me fit signe de la main et nous quitta en nous disant :

— Continuez votre promenade. Moi, je vais me coucher. Je ne dînerai pas.

Oui. Qu'a-t-elle sur le cœur? Je veux le connaître. Je veux l'évidence.

***

28 avril.

L'évidence? Hélas! Je ne savais pas ce que je souhaitais. Ne valait-il pas mieux rester dans le doute et ne pas voir ce que j'ai vu, ne pas entendre ce que j'ai entendu, et que je ne dois pas écrire? Mais si. Je dois l'écrire au contraire. Quand nous nous retrouverons en face l'un de l'autre, et de sang-froid, elle niera, c'est trop certain. Il faut que je puisse la confondre, lui répéter : « Voilà ce que vous avez dit, ce que vous avez fait. » Elle l'a dit. L'a-t-elle fait? Mais oui. Je le

tiens le mot de l'énigme et qui explique tout, sa fuite de Paris, son désarroi, ses insommies, ses silences, sa douleur.

Il était près de minuit. Il y avait une heure que j'avais refermé ce journal. La volonté que j'y exprimais, n'avait fait que grandir en moi. Comme une fièvre me brûlait. Ma chambre donne sur un balcon, où j'allai pour respirer un peu de fraîcheur. J'aperçus de la lumière aux fenêtres de ma femme. S'était-elle endormie sans éteindre sa lampe, ou bien veillait-elle ? Cette conversation, que j'étais résolu à provoquer, pourquoi la reculer? Je n'eus pas plus tôt conçu cette possibilité d'en finir et tout de suite avec l'affreuse incertitude de ces derniers jours, que j'étais dans le couloir, qui va de ma chambre à celle d'Odette. Devant sa porte, je m'arrêtai, paralysé de stupeur. Un bruit de vaisselle cassée m'arrivait, accompagné de stridents éclats de rire. Je frappai. Le bruit continua, sans une parole. La clef était sur la porte. Je l'ouvris, et je vis Odette, hagarde, démente, les vêtements déchirés, allant et venant parmi des débris de plateaux de verre, d'ustensiles de toilette. Elle errait dans la pièce, cherchant des objets brisables. Quand elle en avait trouvé un, elle éclatait de ce rire terrible, et, courant à la cheminée, elle le cognait contre le marbre avec acharnement. Une bouteille d'eau-de-vie, au tiers vide et débouchée, était posée, à l'angle de cette cheminée, auprès d'un petit verre encore plein. Elle avait dû boire une dizaine de ces verres, d'après ce qui manquait à la bouteille. Elle était ivre !... Elle ne m'avait pas entendu entrer. A un moment, je la vis prendre le verre, de sa main qui tremblait et le porter à ses lèvres, en renversant sa tête pour avaler le contenu d'un trait. Je poussai un cri. De saisissement elle laissa tomber ce verre qui se brisa comme le reste, et, se retournant, elle me reconnut. Alors, les yeux fixes, la bouche frémissante, elle marcha sur moi. Avec un ton et une attitude de révolte furieuse elle me dit :

— Qu'est-ce que tu viens faire ici? Va-t'en. Je suis chez moi, dans ma chambre... Je suis libre... Et si c'est une prison... Ah ! une prison! Une prison ! Une prison !...

Elle ricana sauvagement, et m'écartant avec une force dont je ne l'aurais pas jugée capable, elle se précipitait pour se sauver. Je la retins cependant en l'attrapant par le bras. J'eus la présence d'esprit, par bonheur, de refermer la porte avec ma main libre. En y songeant, je tremble encore, à la seule idée qu'elle

aurait pu s'échapper, courir dans l'escalier, éveiller les gens, son fils peut-être. C'était mon devoir de demeurer le seul témoin de cette horreur.

Contre mon attente, elle ne se défendit pas sous cette étreinte, d'ailleurs aussitôt desserrée. Le délire de son ivresse changeait. A son hostilité agressive succédait un subit accès de désespoir. Ce mot de prison, répété plusieurs fois, mon geste de contrainte ensuite, elle était lancée sur une autre voie. L'anxiété s'emparait d'elle. Tout son corps tremblait. Son visage se convulsait. Ses mains se joignaient pour implorer. L'épouvante d'une criminelle qui avoue gémissait dans son accent. Elle disait :

— C'est juste! C'est juste! Je suis une grande coupable! J'ai tout mérité, tout!... Je suis perdue, perdue!...

Elle s'agenouilla. Elle se coucha par terre, et, avec un sanglot qui me poursuivra toute ma vie :

— Tu ne me connais pas, Géraud. Tu ne sais pas ce que j'ai fait.

Elle se lève. Une hallucination commence qui la fait parler et mimer en même temps une effroyable action... C'est là ce que je ne dois pas écrire.

. . . .

Enfin sa voix s'affaiblit, ses mouvements hésitent, ses gestes, ses traits, tout se détend en elle. Je vois qu'elle s'affaisse. Je la soutiens, et je la porte jusqu'à son lit où elle s'endort d'un sommeil prostré, dont elle ne s'est pas réveillée après quatorze heures. Je ne l'ai plus quittée de la nuit, en proie à des pensées que je n'écrirai pas davantage. Élise est venue, au matin. Pour justifier, en sauvant son honneur, l'affreux désordre de la chambre, ces objets cassés, ces vêtements déchirés, j'ai trouvé une explication à peu près plausible pour une ignorante : un transport de fièvre causé par l'abus de chloral. J'avais eu soin d'emporter la bouteille d'eau-de-vie. Est-il, Dieu, possible que la chose dont elle a demandé l'oubli à cette abjecte ivresse, — comme la fille Coubret, — soit cette monstruosité dont elle s'est accusée, elle, ma femme, la mère de mon fils?

VII. — *VIA CRUCIS*

Depuis combien de temps Malhyver avait-il arrêté son journal sur ces terribles lignes? Il n'aurait pas su le dire, ni pourquoi, après avoir rangé le cahier dans le tiroir de son bureau, il restait là, immobile, accoudé sur ce bureau, le front dans sa main, comme hypnotisé par la vision de la scène affreuse dont il venait de raviver le souvenir en la notant dans son détail. Qu'allait-il faire? Quel était son devoir à l'égard de la criminelle? Elle s'évoquait à lui, telle qu'elle s'était racontée dans son délire. Il la voyait dans cette pièce de l'hôtel Sailhans, qu'il connaissait si bien, au chevet du lit de la malade, découvrant le testament qui la déshéritait, le brûlant, préparant le poison et s'échappant, par terreur de son propre forfait. Elle l'avait commis pourtant, ce forfait, puisqu'elle avait laissé là, sur la table de nuit, le verre rempli du mortel breuvage. Oui. Qu'allait-il faire? Une voix le tira brusquement de la méditation où sa pensée se cherchait dans la stupeur. C'était celle de la femme de chambre, qu'il n'avait pas entendue entrer, et qui lui disait :

— Madame la comtesse est réveillée. Elle demande si monsieur le comte ne pourrait pas venir auprès d'elle?

— Comment se trouve-t-elle, Élise? interrogea Malhyver en se levant. A peine osait-il regarder cette fille. Elle n'avait pas pu être dupe. Elle connaissait l'odeur de l'eau-de-vie. Et les commentaires à la cuisine! Odette était allée prendre la bouteille de cognac dans une armoire de l'office où Malhyver l'avait bien reportée, mais sans prendre garde, dans sa hâte, qu'elle était entamée. Les gens avaient certainement remarqué cet indice dénonciateur, et ils en avaient causé. Dans des minutes comme celles qu'il traversait, la présence des serviteurs, de ces témoins muets dont on ne sait pas ce qu'ils comprennent, est une misère de plus.

— Madame la comtesse est bien reposée, dit Élise, dont le fin et maussade visage demeurait impénétrable.

C'était une fille de l'Est, très active et rude, un peu singulière. Odette supportait son mauvais caractère, à cause de sa parfaite honnêteté. Déjà, dans la gare, quand elle avait parlé du chloral, Malhyver avait deviné un blâme au timbre seul de

sa voix. Comment jugeait-elle, à cet instant, la dégradante folie de cette nuit?

— Dites que je vous suis, fit-il simplement.

L'idée du mépris secret de la camériste pour sa maîtresse l'incitant à juger celle-ci avec plus de sévérité encore, il songeait : « Elle veut me parler. Ce qu'elle a avoué, va-t-elle le nier, prétendre qu'elle ne savait pas ce qu'elle disait? » De se retrouver dans le couloir, suivi cette nuit, avec des préoccupations si anxieuses, mais si autres, lui faisait sentir davantage la gravité de la révélation arrachée à sa femme par l'ivresse, et le caractère décisif de l'entretien vers lequel il marchait, et, frappant à la porte toujours comme cette nuit, il se disait : « Je vais la juger. »

Quel contraste entre la chambre où Élise l'introduisait maintenant, [pour se retirer aussitôt, et celle où il entrait, si peu d'heures auparavant! Odette n'avait épargné dans sa fureur aucun des bibelots familiers, apportés de Paris et qui avaient provoqué, on s'en souvient, l'ironie de Géraud. La pièce était rendue à sa décoration sévère, avec ses quelques portraits de famille sur les murs et le bois vermiculé de ses vieux meubles. La physionomie de la malade, — de quel autre nom l'appeler? — n'était pas moins changée. Elle était coiffée d'ordinaire avec d'épaisses vagues molles de cheveux ondulés. Pour recevoir son mari, elle avait demandé à Élise de lui lisser simplement et de lui natter ses tresses. Son front apparaissait, entièrement découvert et très blanc. Ses traits, ainsi dégagés de leur habituelle auréole, étaient durcis et creusés, humbles et tragiques, comme un masque d'hôpital. Plus de rouge à ses lèvres séchées et décolorées, plus de fard à ses joues. Dans l'amaigrissement de ce visage épuisé, les yeux semblaient plus grands, mais pâlis, comme délavés. « Enfin, je vois sa figure, » pensa Malhyver. Il y avait dans tout son aspect et jusque dans l'abandon de ses bras sur la courtepointe et de ses mains pâles, une renonciation, un accablement, ce je ne sais quoi d'absolument résigné qui donne au coupable, quand il accepte l'expiation, un caractère de victime purifiée. Rien qu'à la regarder, Géraud comprit sa volonté d'aveu, et il en fut touché, en même temps qu'il frémissait de se dire : « C'est donc vrai! » Dans un dernier repli de son être, le plus intime, un reste de doute subsistait encore, avant de l'avoir revue. Il y

a pourtant des délires d'ivresse qui mentent. Celui-là non. C'était donc vrai, et il l'écoutait la répéter, cette vérité, d'une voix aussi étouffée maintenant, aussi navrée que celle de cette ivresse avait été frénétique et violente. Car c'était elle qui parlait la première, et elle le tutoyait inconsciemment, marquant ainsi qu'elle n'avait plus, dans sa détresse, qu'un secours possible : lui, son mari.

— Hé bien! gémissait-elle, tu sais maintenant ce que j'avais, pourquoi je ne peux plus vivre. Ce que je t'ai dit est vrai. Je ne me rappelle pas tous mes mots. Mais je sais que je l'ai dit...

Ces paroles, son accent pour les prononcer, son regard, tout trahissait chez elle le fatalisme de l'être qui ne lutte plus, qui plie sous un poids trop écrasant. Pour Malhyver, l'énormité du forfait suffisait à expliquer ce brisement intérieur. La veille encore, il concevait comme une explication probable à la déconcertante mélancolie de sa femme une aventure de passion. « Qui donc fuit-elle? » se demandait-il dans son journal. Le cœur d'un homme, touché de jalousie, a de si étranges détours que la substitution dans sa pensée de cet affreux crime d'empoisonnement à l'outrage de la trahison conjugale, le laissait plus maître de lui. D'ailleurs sa réponse au : « Qui donc fuit-elle? » ne s'était fixée sur aucun nom. Nous voyons les gens à travers notre caractère, et non pas à travers le leur. Incapable de trahir une amitié de plus de vingt ans, comment Géraud aurait-il soupçonné Larzac et deviné que la dureté de ce félon avait précipité l'infortunée à cette extrémité de désespoir qui l'émouvait si profondément? Le geste de ce cruel amant la repoussant, lui disant : « Vous me faites horreur » avait enlevé à la coupable toute énergie pour supporter le remords de l'action — commise à cause de lui pourtant! Cette force d'espérance qui est pour la sensibilité ce que l'air respirable est pour les poumons lui manquait, et elle défaillait. Elle était là, dans ce lit, devant Géraud, n'en pouvant plus, ayant passé des heures depuis son réveil à se demander : « Va-t-il me chasser? Va-t-il me prendre mon fils? » Pas une minute elle n'avait pensé à revenir sur une confession dont elle n'aurait pas pu, — elle l'avait dit, — préciser les termes. Elle s'en souvenait comme d'un rêve, avec le sentiment d'une délivrance, même dans cette agonie. Elle ne subirait plus le martyre intime du silence sur ce qui faisait en elle idée fixe,

et elle épiait sur la physionomie du juge un arrêt qui allait être implacable comme celui de l'autre, mais qu'il avait, lui, le droit de professer. Elle attendait l'interrogatoire aussi, résolue à dire le reste. Car elle croyait bien se le rappeler : elle n'avait parlé que du crime. Géraud le lui prouva, en lui répondant, après un silence, par une phrase où il n'était question que de l'assassinat :

— Alors, c'est donc vrai ? Tu as brûlé le testament ? Tu as fait cela, toi, toi ?... Et ensuite...

Il n'articula pas les mots effroyables qu'Odette attendait, les paupières baissées, la bouche contractée, avec une expression de douleur si intense que la pitié pour cet excès de misère emporta tout dans cet homme vraiment grand. Il lui prit la main, et d'une voix qui s'étouffait à son tour, il lui dit simplement :

— Ma pauvre enfant !...

Les paupières de la malheureuse se relevèrent. Elle regardait celui qui venait de lui parler ainsi, avec un étonnement presque affolé d'abord puis, tout de suite, une reconnaissance passionnée, sans dire un mot elle-même, et, sur ses joues, des larmes commencèrent de couler, longues et lentes. Géraud continuait de tenir une de ses mains, de l'autre elle lui prit le poignet qu'elle serra convulsivement. Il sentit passer dans cette étreinte une imploration qui acheva de lui déchirer l'âme, et il parlait de nouveau :

— Pourquoi as-tu dit que tu ne pouvais plus vivre ? Est-ce que je ne suis pas là pour t'aider, pour te plaindre ? Tu le vois bien, que je te plains.

— Comme tu es bon ! dit-elle. Oh ! comme je t'ai peu connu ! Et d'un accent étouffé, elle répéta : Peu connu !

Un autre remords venait de naître en elle : celui de la trahison conjugale. Celui-là, allait-elle l'avouer, ouvrir cette autre blessure dans ce cœur si tendre, si compatissant ? Et dans un pire sursaut de désespoir, elle dégagea ses mains qu'elle pressa sur ses yeux avec frénésie en répétant dans un sanglot :

— Non ! non ! Je ne peux plus vivre. Je ne peux plus !

C'était la seconde fois en si peu de minutes, qu'elle jetait ce cri, dont la signification n'était pas douteuse. Ces menaces de suicide, sur les lèvres d'une femme peu maîtresse de ses nerfs, sont bien inquiétantes déjà, même quand il s'agit de diffi-

cultés sans grande gravité, pour qui sait avec quelle déconcertante aisance elles s'accomplissent trop souvent. Elles prennent une précision redoutable, proférées dans une atmosphère de drame, comme celle où se mouvaient ces deux êtres. La vision de cette autre catastrophe se fit si vive pour Géraud qu'il interrogea la malheureuse en tremblant :

— Ne me dis pas que tu penses à te tuer.

— Si, répondit-elle en regardant devant elle fixement : J'y ai pensé. J'ai voulu le faire, à Paris avec du poison comme... — Elle n'acheva pas la phrase. Ses paupières battirent, comme tout à l'heure, convulsivement. Elle *voyait* sa tante. Elle continua : — Ce qui m'a retenue, c'est cette fortune. Moi morte, Roger en héritait. Je ne pouvais pas empêcher cette chose, ni la supporter, que mon enfant eût cet argent, l'argent du vol. J'ai cherché, cherché le moyen de le rendre un jour Je le trouverai bien. Le testament était si clair. Je te l'ai dit, ce testament, cette nuit ?

— Oui, fit Malhyver.

— Tu m'as promis de m'aider. Tu m'aideras à cela, à rendre cet argent... implora-t-elle, exaltée de nouveau. — Avec toi, je le peux.

— Je t'y aiderai, répondit-il. Ne suis-je pas ton mari?...

— Merci, dit-elle passionnément.

— Puisque tu me dis merci, reprit-il, puisque tu sens que je te plains, et que tu m'as pour te soutenir, il faut que tu me fasses une promesse. Tu vas me jurer sur la tête de l'enfant que tu vivras, pour lui, pour moi.

— Tu es bon, répondit-elle, et elle secouait sa pauvre tête avec une lassitude douloureuse, mais je ne ferai pas cette promesse... Je ne la tiendrais pas... Toi ? Je ne serai plus jamais pour toi qu'une douleur, maintenant. Mon fils? S'il était en danger dans l'autre chambre seulement, et que j'eusse les deux jambes cassées, est-ce que je pourrais courir pour aller à lui? J'ai l'âme cassée, voilà tout...

— Mais ton remords est la preuve que ce n'est pas vrai, protesta-t-il, et qu'elle est bien vivante, ton âme. Elle peut guérir, si tu le veux. Tu as parlé de restituer, de ne pas garder cet argent. Tu comprends donc toi-même qu'il y a des fautes qui se réparent.

— Et celles qui ne peuvent pas se réparer ? interrompit-elle.

— Elles se rachètent.

— Mais comment ? gémit-elle. On ne rend pas la vie aux morts.

Et, plus sauvagement, dressée sur son lit, en proie à une demi-hallucination :

— Ah! si seulement on les oubliait! Mais on les voit. Elle avait dit, cette fille, qu'on ne pensait plus quand on avait bu. J'ai essayé. On pense toujours. On voit toujours...

C'était Géraud qui pleurait à présent. Ces larmes de tendresse, si émouvantes sur ce dur visage marqué de son héroïque cicatrice, Odette les aperçut, et le sentiment qu'il avait eu pour elle quelques instants auparavant, elle l'éprouva pour lui. Elle lui tendit les bras pour l'attirer à elle, et elle appuya sa tête épuisée sur cette épaule d'homme, pour s'en détacher brusquement, et de cette morne voix à peine distincte :

— Je te promets que j'essaierai de vivre. Mais laisse-moi reposer encore. Je me sens trop faible. A tout à l'heure...

Elle venait de voir non plus sa tante, mais Larzac, non plus sa victime, mais son bourreau. A la seconde même où la bonté de son mari lui réchauffait le cœur, l'image soudain apparue de l'amant si implacable pour qui elle avait trahi cet homme si généreux la glaçait. Cela non plus, elle ne pouvait ni l'oublier, ni le dire! Ce soupir de désespoir, Géraud n'en savait pas toutes les causes. Il en sentit toute la détresse. Il pencha son visage encore mouillé de pleurs sur celui de sa femme, qui tressaillit à ce contact. La soulevant sur son oreiller, il l'installa dans le lit avec les soins d'une garde-malade. Puis, comme elle fermait les yeux et paraissait s'endormir, il sortit de la chambre en étouffant ses pas, après avoir tiré les rideaux pour que la lumière du jour n'offensât pas ce sommeil, sans se douter que chacun de ses gestes de bonté faisait saigner ce cœur blessé.

« S'il connaissait toute la vérité! songeait-elle. Ah! je lui dois de la lui taire. Mais quelle honte! »

« Quelle misère! » pensait Géraud de son côté, en se dirigeant vers la bibliothèque.

C'était l'heure où son fils faisait là ses devoirs de l'après-midi. M. Darré l'y surveillait autrefois. Depuis le départ du précepteur, Malhyver s'était imposé de le remplacer. Malgré sa douleur, il avait eu l'énergie de donner cette leçon ce matin-ci.

Roger en était aux tout premiers rudiments du latin. Le père lui avait fait conjuguer ses verbes, dans quels sentiments! — à deux pas de la chambre où s'était jouée, si peu d'heures auparavant. la scène tragique de la nuit. Le petit garçon avait répondu avec une distraction triste dans ses yeux. Il avait fallu lui dire que sa mère était trop souffrante pour qu'il pût aller la voir. Une anxiété poignait Géraud après tant d'autres, celle qu'un bavardage de domestiques n'apprît au fils quelque détail sur la crise de folie dont elle avait été la victime. Il fut rassuré par le premier mot dont l'enfant l'accueillit à son entrée dans la bibliothèque et avec une joie si touchante :

— Papa, Élise m'a dit que maman va beaucoup mieux. Je pourrai aller lui dire bonjour?

— Quand nous rentrerons de promenade. A présent, elle repose. Voyons ton devoir...

Ce devoir était un thème, où l'abondance des fautes attestait que l'écolier avait eu l'esprit ailleurs. Qu'il y avait de tendresse émue dans la gronderie indulgente du père! « Voilà le salut, » songeait-il, quand il eut dit à son fils : « Va vite t'habiller, nous allons sortir. » Et il se répétait ce mot d'espérance : « Oui, voilà le salut, l'amour que lui porte cet enfant. Qu'elle le comprenne, qu'elle le sente!... » Une autre voix en lui répondait : « Si elle le comprenait, si elle le sentait, cet amour, aurait-elle fait ce qu'elle a fait? » Cette autre voix était celle de l'honnête homme, dont la révolte contre un crime hideux avait bien pu être suspendue par la pitié; rendu à lui-même et ne subissant plus l'influence immédiate d'une souffrance présente et vivante, l'horreur de l'infâme action le reprenait. Les aveux de l'ivresse, en l'indignant, ne lui avaient pas infligé cette indiscutable certitude qui l'accablait depuis que la coupable lui avait parlé si timidement, mais si lucidement, si sincèrement. Tous les mots qu'elle avait prononcés lui revenaient, tandis qu'il descendait l'escalier avec son fils, puis qu'il traversait la cour comme ils avaient fait la veille, Odette, lui et le petit, pour aller jusqu'à la maison Coubret. La paysanne alcoolique et déshonorée qu'ils avaient rencontrée là, et dont la grande dame avait imité le sinistre exemple était une innocente, comparée à une empoisonneuse, et de qui? D'une parente si proche, si bonne, si inoffensive! Et pourquoi? Pour continuer une existence de luxe vide et de vanité. Cette sensation d'un rapprochement

entre ces deux égarées, trop humiliant pour sa femme, fut si forte que Géraud évita le chemin qui conduisait à cette maison Coubret. Roger et lui s'engagèrent dans un sentier plus étroit, boyau rocailleux qui serpentait entre des ronces et contournait le chevet de l'église.

— Papa, dit tout d'un coup l'enfant, rappelant ainsi à la réalité son père dont le silence l'impressionnait. Voilà monsieur le curé dans son jardin. Mais qu'est-ce qu'il porte sur la figure ?

La haute silhouette de l'abbé Taravant apparaissait en effet, émergeant à mi-corps au-dessus d'un de ces murs sans ciment comme les villageois en construisent dans ces pays de volcans, avec des blocs de lave noire. Son visage était protégé par un masque de gaze. Des gants garantissaient ses mains qui tenaient les instruments classiques de l'apiculteur : un long couteau à la mince lame élastique, pour détacher les rayons, un récipient où les recevoir, un soufflet pour enfumer les abeilles, une brosse très douce pour les rejeter à l'intérieur de la ruche.

— Bonjour, Monsieur le comte, cria-t-il de sa voix joviale, par-dessus son mur. Vous me voyez en route pour aller recueillir mon miel, et sous les armes. Je ne dirai pas comme saint François d'Assise : « mes sœurs les abeilles. » Ce sont des diablesses, ces bestioles-là, mais de bonnes diablesses. Je vous ferai goûter de leurs produits. Vous deviendrez mon client, monsieur le comte... Oh! Je ne le vends pas cher, mon miel. Hé! Hé! Ça me rapporte tout de même. Vous savez. Pour nous autres Auvergnats, il n'y a pas de petits profits, et le curé de Malhyver n'est pas riche, surtout avec son église à ne pas laisser s'écrouler. Ah! c'est une belle et pauvre église. Regardez-la d'ici, monsieur le comte. Avec ses absidioles serrées autour du clocher, on dirait d'une poule qui ramasse ses poussins. Et vous, mon petit ami, il s'adressait à Roger, avez-vous jamais vu prendre le miel?

— Jamais, répondit Malhyver. C'est encore un petit citadin. Mais nous en ferons un montagnard.

— Si vous me le donniez une heure pour commencer, dit le curé. J'ai un autre attirail complet à la maison. Je l'habillerai de telle manière qu'il n'ait pas à craindre une seule piqûre. Je l'initierai à cet art C'en est un, et qui lui apprendra tant de choses, et d'abord à ne pas s'embarrasser dans le danger de soins

inutiles. Tenez, rien que la lourdeur des ouvrières, quand après les avoir enfumées, on enlève le chapeau de la ruche. Elles se précipitent, pour retomber tout de suite. Elles se sont chargées du miel par peur d'un désastre, quand la fumée les a envahies, et ce poids les rend presque inoffensives... C'est une leçon pour les incendies, pour les naufrages, pour les guerres, et une humble image de ce qui est écrit dans l'Évangile. Vous vous rappelez? « Que celui qui sera sur le toit n'en descende pas pour prendre quelque chose dans sa maison. » Allons, me le donnez-vous, monsieur le comte? Et vous-même...

— Moi, j'ai besoin de marcher, fit Malhyver, mais si Roger le veut?... — Il se tourna vers l'enfant dont les yeux brillaient de toute la vivacité du désir. — Il le veut? Très bien! monsieur le curé, nous vous retrouverons à la porte du presbytère.

— Pas la peine! Qu'il monte seulement sur cette pierre. — Il en montrait une dont la pointe dépassait l'alignement. — A soixante ans, on a encore des muscles, avec cet air... Il respira fortement de sa large poitrine, puis posant ses outils sur la crête, il pencha sa haute taille, saisit l'enfant et l'enleva, pour le déposer à terre près de lui, et gaiement : — Il ne pèse pas gros, votre môme, monsieur le comte. Il est un peu chti, — mais si mignon, tout de même... On va bien travailler, les deux... .

— Je fais ma promenade, et je reviens le prendre dans une heure, fit Malhyver. Et tandis qu'il s'éloignait d'un pied rapide, il put entendre le curé qui disait au petit garçon :

— Comme il marche, votre papa, comme il marche! Ah! il n'est pas mal en pattes.

Un homme au cachot qui entend frémir autour de lui le libre tumulte de la vie n'en sent qu'avec une souffrance plus aiguë l'horreur de son isolement. La jovialité, un peu grossière par instants, par instants ennoblie d'échappées mystiques, mais toujours cordiale, du rustique abbé Taravant, venait de produire sur le mari d'Odette, prisonnier de l'affreux secret, une impression toute pareille. C'était la première fois, depuis la révélation du crime commis par sa femme, qu'il se trouvait en contact avec la vie libre. Il se rappela soudain Mme Coubret, l'épouse du justicier assassin, la mère de l'ivrognesse Miette Lecourt, et sa farouche réserve. Lui aussi, la sinistre tragédie dont son foyer était le théâtre allait-elle le rendre étranger aux autres hommes? Le service social dont il rêvait lui deviendrait-il impossible, à

cause de cette plaie ouverte en lui et que chaque approche ferait saigner, puisque cette rencontre du prêtre avait suffi pour l'aviver, par le seul contraste de cette existence si simple, si légère et de son déchirement intérieur, à lui? A cette idée, il éprouvait pour Odette un sentiment très différent de ceux qu'il avait connus jusqu'ici. Quand, à Paris, elle avait répondu si froidement à sa confidence, il l'avait mésestimée de son aridité morale, — avec cette excuse qu'il se jugeait lui-même avec sévérité dans leur passé conjugal. Quand, inquiété par l'énigme de la subite arrivée à Malhyver, il avait entrevu un mystère passionnel derrière l'étrange attitude de sa femme, ç'avait été en lui le frémissement de cette jalousie masculine, indépendante de l'amour. Un homme de sa qualité d'âme ressent une honte cachée à subir ce sursaut brutal. Le démenti donné à ce soupçon par l'ivresse d'Odette et son terrible aveu lui avaient été un inconscient soulagement, même dans cette hideur. Puis, du meilleur de lui, devant le remords désespéré de la criminelle, un flot de pitié avait jailli, noyant tout. En ce moment, et tandis qu'il cheminait seul sur les routes désertes, animées seulement par les sonnailles des vaches rousses ou blanches, occupées à paître la jeune herbe verte, il se rebellait contre cet attendrissement. Cette solidarité du mari et de la femme, revendiquée auprès d'Odette avec un tel respect pour le pacte conjugal, il la rejetait, il la maudissait, il la reniait. Il n'acceptait plus qu'elle le liât à l'abominable forfait. Tout en hâtant le pas pour tromper son angoisse par des mouvements, il se disait :

« L'honneur d'abord, la probité !... Il faut que cet argent soit rendu jusqu'au dernier centime, que ni mon fils ni moi n'en ayons jamais rien, rien, rien, rien... Mais la garder ensuite chez moi, cela, non. Elle vivra de son côté, nous, du nôtre, mon fils et moi. Ce n'est plus son fils. Son droit de mère, elle en est déchue. — Et démentant tout de sa magnanimité de l'heure précédente : — Elle parle de se tuer. Qu'elle se tue ! Elle se fera justice, voilà tout... »

Il était arrivé, à travers cette crise de violence intérieure, et en marchant droit devant lui, sans y prendre garde, sur la lisière d'une forêt de sombres sapins. Une étroite route s'y enfonçait. Un poteau indicateur portait cette inscription : lac de Servières, à sept cents mètres. Géraud s'engagea parmi ces gigantesques

troncs d'arbres, pour éviter des promeneurs dont il entendait les voix s'approcher. En ce moment, la rencontre du visage humain lui eût été physiquement insupportable. Il éprouva une sensation de douceur, la première depuis qu'il marchait ainsi, à écouter le silence de ce vaste bois, où le bruit même de ses pas s'étouffait dans l'épaisseur des mousses. Par endroits, des plaques de pouzzolane rougeoyaient dans l'interstice des plaques de verdure et lui rappelaient qu'il était sur les pentes d'un ancien volcan. Après dix minutes de cette solitaire montée, le lac lui apparut. Il la connaissait bien, cette froide nappe circulaire prise dans la coupe d'un profond cratère, sans une maison à l'entour, sans une barque sur son eau bleue. Jamais il ne l'avait regardée avec cette émotion. L'immobilité de la forêt, celle du lac, la pureté du ciel s'unissaient pour composer un paysage d'un sévère apaisement. Là, pourtant, la terre s'était ouverte en abîme. Les fumées de l'éruption avaient assombri l'air. Les détonations souterraines avaient retenti. La lave avait bouillonné, épanchant sa vague brûlante et ravageuse. Et, le lendemain de cette convulsion, c'était cette eau transparente et calme, ces beaux arbres, poussés à même le sable refroidi. Aucun souffle n'agitait leurs branches qui laissaient pendre à leur extrémité, avec la soumission muette de la vie végétative, leurs cônes tout clairs dans la verdure presque noire des aiguilles. Malhyver s'assit sur une des roches de la rive, gagné déjà par une influence émanée de cette nature sauvage et sereine. Le repos de cet horizon fermé commençait de le pénétrer. En lui aussi, la convulsion s'arrêtait. La vapeur de haine se dissipait. L'ardeur de sa révolte s'attiédissait. Il se reprenait à penser à sa femme avec cet effort pour comprendre, seule attitude vraiment humaine devant la faute d'un autre être. Il se représentait la scène du crime telle que la malheureuse la lui avait racontée et mimée, dans son délire. Il réalisait la soudaineté du *raptus* qui avait fait, en une minute, de la Parisienne, affolée de vie mondaine et désespérée de l'exil à la campagne, une voleuse, une empoisonneuse! L'une et l'autre de ces deux actions : le testament détruit, la malade assassinée, étaient horribles. Elles lui ressemblaient si peu! Quelle disproportion entre leur brutale hideur, et l'élégant enfantillage où il l'avait vue vivre des années! Ne sachant pas la passion d'Odette pour Larzac, qui lui aurait donné le mot dernier de l'énigme, il devait voir et il

voyait dans ce double attentat un geste de vertige. Il se rappelait la lointaine aventure d'une personne de leur société, tentée par un bijou dans une boutique et le dérobant. Le médecin appelé à l'examiner, avait conclu à une demi-responsabilité. Lui-même, à cette époque, intéressé par les études de cet ordre, avait soutenu d'infinies discussions pour défendre cette thèse, avec des arguments tirés des traités de psychiatrie sur lesquels il s'hypnotisait. Ces arguments lui revenaient. Ils plaidaient en lui dans le sens où l'inclinait tout son cœur, repris par la pitié. Il concluait :

« Elle non plus n'a rien prémédité. Elle aussi elle a senti une tentation trop forte. Elle n'était pas assez armée. »

Pas assez armée? D'autres souvenirs l'assiégeaient : celui des yeux brillants de sa femme au bal, au théâtre. Elle s'y amusait trop intensément. Il se rappelait son plaisir à se parer, son accent pour lui répondre, lors de leur conversation rue du Faubourg Saint-Honoré : « J'aime Paris. J'aime le monde. » Ces mots, elle les lui avait dits d'une voix fièvreuse, — il s'en rendait compte, — après le crime! C'était le vertige qui continuait. Mais toute tentation forte est un vertige. Cette faiblesse d'Odette dans sa résistance à ce vertige-là, d'où avait-elle procédé? Les reproches que Malhyver s'était faits à lui-même devant la frivolité des goûts de sa compagne d'existence, il se les adressait derechef, avec une âpreté singulière. Il s'agissait, non plus de la puérilité d'habitudes qu'il lui avait laissé prendre, mais d'un tarissement moral qu'il avait accepté. Il remontait en pensée, par delà leur mariage, à leur première rencontre, dans une soirée de famille. Qu'elle était jeune et gaie, et rieuse, allant vers l'avenir si légèrement — et pour arriver où! Il revivait leurs semaines de fiançailles. Qu'elle était jeune encore par ses désirs d'indépendance et d'évasion de son milieu! Lui aussi était un évadé de son milieu et cette rebellion pareille à la sienne l'avait tant séduit! Et puis, à peine mariés, quelle désillusion à la constater si différente de lui par sa manière de comprendre cet affranchissement! Certes, cet esprit de femme n'était guère préparé à des pensées sérieuses. Tout de même, qu'avait-il su y graver? Rien. Auquel de ses goûts intellectuels l'avait-il initié? A aucun. Il avait trouvé plus commode de mener sa vie à lui, et qu'elle menât la sienne, chacun de son côté. Il avait laissé s'installer à son foyer un divorce de leurs âmes. S'il en

eût été autrement, si, dès le premier jour, cet esprit et ce cœur de celle qu'il avait eue vierge, eussent fait le constant objet de ses soins, ne se fût-elle pas formée peu à peu? S'il avait causé longuement avec elle, tous les jours, au lieu de poursuivre des préoccupations dont il ne l'entretenait pas, et de ne prêter qu'une oreille distraite au récit qu'elle lui faisait de ses journées et de ses soirées, oui, s'il eût été autre vis à vis d'elle, n'aurait-elle pas été autre, elle-même, vis à vis de la tentation? A cette sensibilité tout émotive, il eût fallu, à défaut d'une solide amitié conjugale où s'appuyer, la retenue du frein religieux, et dans les premiers temps de son mariage, il lui avait enlevé la foi, par son exemple d'abord, ne pratiquant plus, — par ses ironies ensuite contre la dévotion superstitieuse de leurs plus proches parents, — par ses raisonnements enfin. Il avait alors contre les choses de l'Église cette étrange hostilité, instinct de défense du négateur sincère qui garde, à part lui, en dépit de toutes les objections, un arrière-fond d'incertitude. C'était lui qui avait démuni cette âme de cette force religieuse. Qu'avait-il su mettre à la place? Rien. Et un nouveau revirement se faisait dans sa pensée. Tout à l'heure, il haïssait Odette de ce qu'elle l'avait rendu solidaire d'un crime. Il était juste qu'il en fût solidaire. Pour une part, il en était responsable, d'une de ces responsabilités qu'un tribunal ne reconnaît pas; mais une conscience droite, dès qu'elle les a vues nettement, ne se les pardonne plus. Tout l'effort de Malhyver, depuis qu'il jugeait son existence d'avant-guerre, n'avait-il pas consisté à en condamner l'emploi, à se dire que la tâche de son âge mûr serait de ramasser les débris de sa jeunesse, d'en réparer la ruine. Sa dette, il le découvrait subitement, était plus lourde qu'il ne croyait. L'obligation de la payer n'en devenait que plus impérieuse. Et puis quoi? Il voulait avoir *servi*. Le redressement d'une âme n'est-il pas un *service* encore, et le plus grand?

Il s'était levé sur cette pensée de courage et de bienfaisance. Une dernière fois, il regarda le lac, le ciel, les arbres, dans un étrange sentiment de communion avec la sérénité cosmique de cet asile où il venait de se reprendre. Puis, comme il arrive dans ces crises où s'accomplissent des révolutions intérieures qui demanderaient des jours et des mois pour se stabiliser, il avait à peine fait quelques pas sur le chemin du retour qu'une autre

question se posait à lui, qui le rejeta dans le trouble. Pour ces méditatifs passionnés, comme il était, les tourments d'idées ne sont que des tourments de sensibilité, perçus autrement. De là ces va-et-vient dans la réflexion, ce tumulte, cette incohérence.

« Redresser une âme ? N'y a-t-il pas des âmes pour qui ce redressement est impossible ? Des âmes cassées, comme elle a dit. »

Il se les répéta, ces trois mots : « des âmes cassées, » à voix haute. Comme il était de nouveau dans la forêt, il frappa de sa canne une branche à portée de son atteinte, qui se brisa du coup. Il la regarda pendre au long du tronc. Du point d'arrachement, coulaient des gouttes d'une résine qui ne nourrirait plus la jeune verdure dont le bois de la branche était encore garni. Aucune puissance sur terre ne pouvait raviver ce rameau tué, pas plus que ressusciter Mlle de Sailhans hors du tombeau du Père-Lachaise, où il avait vu descendre le cercueil. N'y a-t-il pas aussi des actes tels que les âmes qui s'en sont souillées ne s'en purifieront jamais ? Et un autre mot, non plus d'Odette, mais de lui-même, revint à sa mémoire et à ses lèvres, celui qu'il avait répondu à son sanglot de désespoir sur les fautes qui ne se réparent pas :

« Elles se rachètent. »

Il l'avait poussé ce cri, involontairement, par un de ces réflexes d'automatisme mental, comme en déclenchent les chocs trop intenses. A ces minutes-là, nous prononçons ainsi, ou plutôt il se prononce en nous, des phrases dont la signification dépasse et contredit quelquefois notre pensée. C'est l'athée qui gémit : « Ah ! mon Dieu ! » dans une crise d'angoisse, le mauvais fils qui crie : « Maman ! » dans la fièvre. Notre éducation, l'habitude du langage, nos anciennes croyances ont déposé, dans les obscurs dessous de notre souvenir, des formules transmises par une longue suite de générations, et toutes chargées d'idées qui ne sont plus ou qui ne sont qu'à demi les nôtres. Mises au jour par notre propre voix, dans un sursaut d'émotion, tantôt ces formules retombent inefficaces, tantôt leur éclatement sature notre atmosphère intellectuelle d'éléments nouveaux, ou renouvelés. C'était le cas pour Malhyver. Le problème religieux, son journal l'a montré, ne cessait de l'inquiéter depuis la guerre. Ces simples syllabes : « Elles se rachètent » le firent soudain surgir devant lui avec une force

singulière, tandis qu'il dévalait, hâtivement, pour revoir plus tôt sa pauvre femme, et, s'il pouvait, lui être secourable, au long des pentes du volcan éteint. La brise de la fin de l'après-midi s'élevait, et avec elle une sourde rumeur dans les hautes branches des sapins, qui, par instants, se choquaient avec un bruit sec. Cette plainte indistincte de la forêt s'harmonisait avec l'état de son âme. Elle redoublait en lui la sensation de solitude, de chagrin et de mystère que représentait pour le mari de la criminelle cette affirmation du Rachat possible. Oui, quel mystère que le Rachat! Il s'efforçait de l'analyser, ce mot consolateur, de le préciser, d'en étreindre la valeur réelle. C'est de cela qu'il avait besoin : de réel, pour lutter contre cette réalité si dure : l'assassinat. Comme tout à l'heure son tourment de cœur se transposait en un tourment d'idées, et il raisonnait :

« Le rachat? Ce terme signifie-t-il vraiment autre chose que notre désir, notre besoin d'oublier, d'effacer? Non. Effacer, oublier, ce n'est pas racheter. Le rachat suppose que l'acte une fois commis, l'âme en conserve une tache personnelle, une souillure, une blessure. C'est un reliquat qui atteint en elle un point intime et vital. Ce reliquat n'est pas le remords. Supposons le crime sans remords. Cela se rencontre. L'âme n'en demeure que plus souillée, le reliquat est pire. Miette Lecourt noie son remords dans l'alcool, elle n'en est que plus dégradée. Quand Odette s'est grisée, comme elle, que l'oubli fût venu, elle aurait eu cette bassesse à racheter outre son crime. Cette atteinte à un point vital, c'est le mystère de la responsabilité. Mais ce point vital, comment le guérir? Par le repentir. Mais qu'est-ce que le repentir? En quoi se distingue-t-il du remords? En ce qu'il implique une résolution de ne pas recommencer la faute commise? Odette a cette résolution par-dessus son remords. Cela suffit-il pour que sa faute, d'ailleurs non recommençable, soit rachetée? Non. Un pardon est nécessaire, et un pardon régénérateur. Mais qui dit pardon, dit quelqu'un qui pardonne. La régénération suppose un foyer d'énergie spirituelle où renouveler notre énergie à nous. Un tel foyer existe-t-il? Comment le savoir?... »

Il raisonnait encore :

« Ce qui existe, et dont je ne peux pas douter, c'est le Bien et le Mal. L'homme ne les a pas inventés. Il les constate.

Le Bien et le Mal impliquent une loi, un ordre. Il y a donc un principe d'ordre dans le monde, auquel l'homme obéit ou n'obéit pas, et librement. S'il n'est pas libre, il n'y a ni Bien ni Mal ; et il y a un Bien et un Mal. Cette liberté à son tour implique la pensée, le sentiment, la volonté, l'âme enfin. Cette âme a commencé. Elle ne s'est pas créée elle-même. Donc, il y avait, dans la cause qui l'a créée, de la pensée, du sentiment, de la volonté. Le voilà, le foyer spirituel, distinct de l'âme et cependant de la même essence, à qui demander, à qui emprunter cette force régénératrice. Ce foyer, c'est Dieu, — s'il y a un Dieu. Mais s'il n'y en a pas? Alors il n'y a ni Bien, ni Mal, ni liberté, ni âme, ni vie spirituelle. Il n'y a que du mouvement. Il n'y a que l'*électron*, comme je l'ai cru quand j'étais moniste, l'atome d'énergie, dont l'éternelle et inutile évolution a produit ces arbres, ces montagnes, m'a produit, a produit Odette, a produit son crime qui n'en est pas un, son remords qui est une illusion, ma douleur qui est une chimère. C'est le dilemme : ou Dieu ou ce cauchemar. Mais de ce qu'un cauchemar est désespérant et de ce qu'il semble absurde, s'ensuit-il qu'il ne soit pas vrai? Non. Mais mon être aussi est une vérité, ma pensée, mon sentiment, ma volonté, et cette pensée, ce sentiment, cette volonté ne sont pas possibles, sans un antécédent qui les enveloppait. Oui. Il y a un Dieu, qui est intelligence, amour et puissance. S'il est intelligent, il me comprend. S'il est amour, il m'aime. S'il est puissant, il peut pour moi... »

Il raisonnait, — et à son raisonnement des images se mêlaient sans cesse, qui lui rappelaient qu'il n'était pas un philosophe en train de construire un système de syllogismes bien liés. Les systèmes attendent. La vie, elle, n'attend pas, et il était un homme vivant, ayant à soigner, à guérir une créature vivante. Il y allait pour lui d'un parti à prendre, et tout de suite. Quel parti? Il pouvait bien plaindre Odette, bénir sa peine, l'aider par l'affection, la convier à une espèce de réhabilitation par le dévouement à leur fils. Ce n'était pas le rachat, le pardon, l'absolution. Le point vital continuerait de saigner dans cette âme, qui resterait celle d'une criminelle. Pouvait-il lui parler de Dieu, alors que, pour lui-même, ce Dieu, ce Père céleste, capable de pardonner les offenses, n'était encore qu'un désir? Et d'autres arguments, acceptés jadis, se représentaient à son esprit. Il avait admis comme des axiomes établis par la

Science : qu'il n'y a pas trace dans le monde de volonté particulière, qu'il ne saurait y avoir de psychisme sans système nerveux, que le transformisme suffit à expliquer toute l'animalité, l'espèce humaine incluse. Ce n'étaient là que des hypothèses, invérifiées et invérifiables, il le savait aujourd'hui. Les concevoir seulement suffisait à le rejeter dans le doute, et la vérité consolatrice lui échappait de nouveau. Comment donc la communiquer ? Un immense sentiment d'impuissance envahissait son être, épuisé par ce tumulte de ses pensées, à mesure qu'en se rapprochant de Malhyver il se rapprochait aussi du moment où il allait revoir sa pauvre Odette. Que lui dirait-il ? Et déjà les hautes pentes ardoisées des toits du château se profilaient dans le lointain. Les grêles tours surgissaient, terminées en poivrières, et trouées de rares fenêtres étroites. Par derrière, une montagne surplombait. En avant les basses maisons du village se serraient contre le mur du parc. Tous ces détails se précisaient, de plus en plus détachés, jusqu'aux sculptures du clocher octogone de la petite église auvergnate, là-bas à droite. Ce fut vers elle que Géraud se dirigea d'abord, quand il arriva enfin au terme de cette longue et passionnée promenade. — Mais ce n'était pas pour y prier, ce n'était que pour reprendre son fils !

Le presbytère était accoté à la vieille façade romane avec son portail et ses fenêtres en plein cintre. Géraud sonna. Une servante vint lui ouvrir, après un peu de temps, en sabots, les manches retroussées, tenant en main une grosse éponge, dont elle lavait les dalles de la cour. C'était une fille d'une cinquantaine d'années, menue et prudente d'aspect, avec un visage comme effilé qu'éclairaient deux yeux noirs très brillants, sans cesse cachés par le battement des paupières, comme s'ils voulaient se voiler. Dans le regard qu'elle posa sur lui, Malhyver crut distinguer une flamme de curiosité.

« Les domestiques ont-ils déjà parlé? » songea-t-il.

Son frémissement à ce simple soupçon lui rendit la solidarité avec sa femme comme sensible et concrète. Mais non, cette flamme s'éteignait, et le regard ne révélait plus que la déférence un peu mielleuse d'une servante d'ecclésiastique.

— Monsieur le curé est dans le hangar, monsieur le comte, dit-elle en devançant toute question, avec votre jeune monsieur.

Ils rangent les rayons qu'ils ont pris au rucher. Je vas vous y mener. Faites attention. Il y a peut-être des abeilles en colère qui *virandent* par là. Mais comment savoir, avec tous ces *oiseaux* qui *turlutent?*

Elle tendait l'oreille, tout en avançant, pour saisir quelque bourdonnement parmi le tapage des oiselets cachés dans les pierres de l'église ou dans les branches des deux grands mélèzes du jardinet. Quelques jours plus tôt, avec quel plaisir Malhyver, qui avait inscrit sur son programme de châtelain l'apprentissage du parler local, aurait retrouvé ce pittoresque verbe : *turluter!* Il l'avait entendu aux temps de son esthéticisme dans un ancien Noël mis en musique par un compositeur ultra-moderne, et, comme tel, féru d'archaïsme :

J'ai ouï chanter
Rossignolet,
Qui fringolait,
Qui s'envoisait,
Qui *turlutait*,
Avec cuer gai,
Là-haut sur ces espines...

La vision de l'atelier de Montmartre où un chœur de jeunes badauds raffinés entonnait, par pédanterie, ce couplet, délicieux de naïveté, traversa une seconde sa mémoire, tandis qu'il disait à sa conductrice :

— Mais vous-même, vous n'avez pas peur?...

— Qu'elles me piquent? répondit-elle, et, montrant ses bras nus : Ah! mon bon monsieur, elles m'ont déjà tant piquée que ça ne me fait plus rien. Je suis vaccinée. D'ailleurs, les portes du hangar sont ouvertes. C'est que les abeilles sont toutes parties...

— Oui, papa, elles sont toutes parties...

La voix de Roger, qui avait aperçu son père et courait vers lui, fit écho aux dernières paroles de la servante. Il avait encore son masque de gaze qu'il montrait joyeusement.

— Même qu'il a été si amusant, ce départ! Quand nous sommes entrés dans le hangar avec la récolte, il y en avait qui nous suivaient, de ces abeilles, et en fureur! Alors, monsieur le curé a fermé les portes et les volets. Il ne venait plus qu'un tout petit peu de lumière, par ces ouvertures.

Son doigt désignait, sur les volets rabattus, des espèces d'entonnoirs de fine toile métallique dont la pointe, ces mêmes volets une fois fermés, était tournée au dehors.

— Vous comprenez, papa? insistait l'enfant. Cette obscurité, ça leur fait peur, aux abeilles, alors elles sont toutes allées vers cette lumière. Elles ont trouvé le passage libre. Et elles sont parties.

— J'espère que vous avez bien promené, monsieur le comte, dit à son tour l'abbé Taravant, qui achevait de mettre ses rayons dans l'extracteur. C'est vrai, continua-t-il, que cette fuite des abeilles hors du hangar est bien jolie à regarder. Il fait si noir! On les entend qui vrombissent, et puis on les voit qui vont vers la lumière. C'est comme si cette lumière les buvait... Ah! si j'avais la plume de saint François de Sales, je décrirais ça, et j'ajouterais : c'est une image des âmes, quand elles commencent de croire. Elles aussi, la lumière les boit... Mais je ne suis pas saint François de Sales. Je vous répète : je suis un pauvre curé de campagne qui vend son miel pour avoir quelques sous de plus à mettre dans la belle et pauvre église. Je vous ai dit que c'est comme ça que je l'appelle, mon église. — Il la regardait avec amour. — Vous permettez, monsieur le comte? — Et, penché sur un baquet où le miel commençait à couler : — Bah! Il ne sera pas rempli de si tôt. Je vais pouvoir vous reconduire et vous montrer d'abord le petit ciel de chapelle que j'ai fini de peindre depuis dimanche. Mais, désarmons-nous, monsieur Roger.

Tandis que le prêtre aidait le petit garçon à se débarrasser de son masque et se dépouillait lui-même du sien, Géraud reprenait, malgré lui, le cours de sa méditation. Il y faisait rentrer cet épisode, si mince qu'il en devenait ironique par le contraste avec son drame intérieur.

« Comment, se disait-il, un homme si vulgaire de façons et de goût, — quelle horreur ça va être que ce ciel de sa chapelle! — oui, comment cet homme peut-il trouver de ces traits de poésie, sa comparaison entre les abeilles et les âmes, par exemple? C'est sa foi qui, tout d'un coup, le suscite. Dans ces moments-là, il est lui-même comme ses abeilles. Il va vers une lumière. »

Il n'osait pas ajouter : « Quand irai-je, moi aussi, vers cette lumière? « Mais si cet élan n'eût pas tressailli en lui à son insu, aurait-il été touché par la grâce pieuse et la phrase du curé-

apiculteur? Et surtout aurait-il été saisi à ce degré par une inscription que ses yeux rencontrèrent, à peine entré dans la chapelle, dont la voûte, outrageusement bleue avec un semis d'étoiles d'or, ne justifiait que trop sa critique de tout à l'heure? Elle figurait, cette inscription, au bas d'un tableau suspendu au mur en *ex voto*, parmi beaucoup d'autres : *Nos credidimus caritati quam habet Deus in nobis.*

— Vous lisez ça, monsieur le comte, dit le prêtre à Malhyver en le voyant s'immobiliser là-devant. C'est moi qui ait fait mettre là cette phrase de saint Jean. Elle me plaît beaucoup : *Nous avons cru, nous autres, à l'amour que Dieu a pour nous.* Comment appelons-nous Dieu? Le bon Dieu.

« L'homme qui aime Dieu ne peut pas faire d'efforts pour que Dieu l'aime à son tour, » ce théorème de Spinoza, tant admiré autrefois, quand il s'occupait de la philosophie, se prononça soudain dans l'esprit de l'étrange paroissien du simple abbé Taravant. Encore une survivance, comme le Noël, de ses années de dilettantisme. Ce n'était plus en dilettante qu'il se rappelait cette implacable phrase maintenant. Le grave problème qu'il venait de discuter si passionnément avec sa conscience, et où était engagé tout son avenir, se trouvait ramassé dans ces deux textes : celui de l'Évangile, et celui de l'*Éthique*, ainsi confrontés. Géraud sentait qu'il n'aurait plus jamais de paix avant d'avoir pris parti entre ces deux conceptions de la vie humaine et pour toujours. Ce parti, arriverait-il jamais à le prendre? En attendant, il restait de remplir l'humble devoir de la minute, et c'est à quoi il s'appliquait, un quart d'heure plus tard, en regagnant le château et faisant causer son fils. L'enfant racontait avec l'enthousiasme de son âge, l'aventure, pour lui extraordinaire, dont il venait d'être un des acteurs. Il disait le curé s'approchant de la ruche, enfumant les ouvrières par l'issue, puis détachant le chapeau et découvrant les superbes rayons, les abeilles effarées se précipitant sur eux, l'abbé Taravant et lui, Roger. Mais la fumée les protégeait tous deux. Il disait le couteau à longue lame souple détachant les rayons un par un, — le geste très doux de l'abbé, pour ne pas effaroucher davantage les abeilles, — son soin de ménager le couvain, espoir des essaims futurs, — comment, pour finir, il avait rejeté les

abeilles à l'intérieur de la ruche, avec la brosse, en ayant soin de ne laisser aucune ouvrière sur les rainures avant d'y replacer le chapeau, — ce chapeau remis, et la rentrée au hangar avec les rayons.

Le père provoquait ces confidences par ses questions, satisfait de constater combien le petit citadin s'était intéressé à cette scène toute rurale. La minutie de son observation dans la circonstance contrastait avec l'à peu près habituel de sa pensée. La bonne méthode d'éducation, pour cet enfant, c'était évidemment la leçon de choses. Le seul réconfort que Malhyver pût recevoir dans ces cruels moments était celui-là : se sentir capable de former son fils. La candeur du petit garçon, ce charme d'une nature intacte, lui faisaient du bien. « Rien de vicié encore en lui, songeait-il. Tout est frais. Tout est pur... C'est à moi de le défendre contre une mauvaise hérédité, s'il doit y en avoir une. »

Cette impression lui avait rendu un certain calme quand il arriva au château. Il pensa que le mieux était de la faire partager à la mère, et c'est avec l'enfant devant lui qu'il entra dans la chambre d'Odette, un peu rassuré par la réponse d'Élise à sa demande :

— Comment Madame a-t-elle passé l'après-midi ?

— Madame la comtesse a sommeillé. Elle vient de me sonner pour savoir si M. le comte et M. Roger étaient revenus. Elle est très calme, mais bien fatiguée. Elle n'a même pas voulu regarder le courrier...

Tout en parlant, la femme de chambre avisait sur une crédence un plateau, chargé de lettres et de journaux, qu'elle tendit à Malhyver. Celui-ci ne pouvait pas comprendre le regard dont elle le fixait, tandis qu'il prenait les enveloppes, dont une portait l'écriture de Larzac. La domestique savait ce que le mari confiant ignorait et qu'il allait bientôt apprendre. Pour l'instant, il soupçonnait si peu la vérité qu'il reposa les lettres sur le plateau, sans en ouvrir aucune. Et ce fait que Larzac lui eût écrit, — car la lettre lui était adressée, à lui, — il ne le mentionna même pas, pendant la demi-heure qu'il passa au chevet d'Odette. Il lui répugnait de mêler à leurs émotions actuelles aucun souvenir de leur existence de Paris, même celui de l'ami d'enfance, le familier de leur maison, à la loyauté duquel il croyait si

aveuglément, si généreusement! D'ailleurs, il ne se la rappelait même plus, la porte franchie, cette lettre bien menaçante, et il ne s'en doutait pas!

— Comme j'ai bien fait, songeait-il, de lui amener son fils!

Il ne voyait plus que la minute présente, les bras de sa femme autour du cou de l'enfant, la tête du petit sur l'oreiller contre celle de sa mère, et comme Odette déplaçait cet oreiller en se penchant, il put apercevoir, glissé par-dessous, un livre qu'il reconnut à sa reliure pour le paroissien de leur mariage. C'était le signe, étrangement inattendu pour lui, que la malheureuse avait, dans sa détresse, traversé à sa manière une crise analogue à la sienne. Elle avait eu besoin d'un secours, et elle l'avait cherché dans la même direction, mais plus humblement, en essayant de redire les prières de son enfance, au lieu de raisonner. A cette pensée, Géraud, pour la première fois depuis des années, se sentit tout près d'une communion avec elle. Mais il savait, par expérience, que ces émotions d'idées ont leur pudeur. Il ne l'interrogea pas, et il l'écoutait, l'enfant parti, qui lui parlait, les yeux baissés, comme si elle eût eu honte de le regarder :

— Mon ami, vous me demandez de vivre. La seule vie que je puisse avoir, vous venez de me la donner. C'est votre bonté. Je ne peux pas dire votre pardon. — Et, à part soi, elle ajoutait : « Pour qu'il me pardonnât, il faudrait qu'il sût le reste. Son pardon, je ne le connaîtrai jamais. » Puis tout haut : — Seulement votre bonté, pourrez-vous me la garder? — Et, sur un geste de Géraud : — Je sais que maintenant vous croyez que vous pourrez. Mais demain? Mais après-demain? Comment supporterez-vous ce poids de vivre avec une femme qui a fait ça?... Il faut que vous soyez libre de me renvoyer, si vous voulez. J'accepterai... Ah! c'est affreux de m'imposer à vous. Je ne devrais pas vous dire ça. Oui, j'accepterai. Tout de même, essayez de me garder. J'ai tant besoin de votre appui!...

— Mais tu l'as! répondit-il, mais tu l'auras!

— Merci, reprit-elle, et implorante : Nous ne quitterons plus Malhyver. N'est-ce pas? Moi, du moins. Pour les affaires, vous irez à Paris, jusqu'à ce que tout soit rendu, tout. Vous direz à l'évêque simplement que vous exécutez une intention de ma tante. Ce sera vrai. Avec cette certitude, que ça du moins sera réparé, dans quelques jours, je serai mieux. La folie

de cette nuit, je ne la recommencerai pas, je vous promets. Le chloral aussi, je le cesserai, pour être plus forte. Il me faudra un peu de temps, avant de pouvoir aller et venir. Vous donnerez des leçons à Roger dans ma chambre. Ce sera encore trop de bonheur pour ce que je mérite.

Et, pour prononcer ces paroles navrées, quelle voix, encore plus douloureuse que les paroles ! L'autre faute, l'inavouée, y tressaillait profondément. Cet accent qui révélait des abîmes de mélancolie poursuivit Géraud de sa plainte quand il eut quitté la pauvre femme. Retourné à son cabinet, il demeura longtemps à l'écouter dans son souvenir, assis, sans toucher au courrier emporté machinalement et posé devant lui. Enfin il se décida à regarder ces lettres et à les ouvrir en commençant par celle de Larzac. Elle était timbrée de Moulins et griffonnée sur le papier d'un hôtel. « Mon cher Géraud, disait ce billet, tu vas être bien étonné. C'est ton vieux Larzac qui t'écrit, avant de remonter dans l'automobile de l'oncle de Jardes. L'oncle est envoyé à Royat, par la Faculté. C'est pour juillet. Mais tu connais sa manie du confortable. Il veut une villa dernier cri. On lui a dit qu'il fallait s'y prendre très à l'avance. Je me suis chargé de la lui trouver. D'où l'auto qu'il m'a prêté pour la circonstance et dans lequel je remonte, en route pour Clermont. Je ne veux pas avoir passé si près de vous, sans être monté vous dire un petit bonjour. J'irai donc dans trois jours sonner à la porte de votre castel, et vous demander quarante-huit heures d'une hospitalité écossaise. Mon adresse, à tout hasard, est : *Clermont-Ferrand, poste restante*. En attendant cette *revoyure*, — tu constates que je m'efforce de parler paysan, — je te serre les mains, mon bon Géraud, et je baise les doigts de Mme Odette. — Xavier. »

Géraud lut et relut ces lignes, à travers lesquelles il lui était impossible de déchiffrer le pervers, le sinistre attrait qui ramenait l'amant blasé vers la maîtresse qui l'avait aimé jusqu'à tuer pour le garder. Il n'y discerna qu'une légèreté de ton que sa crise présente lui rendait insupportable. D'ailleurs atteinte comme elle était dans sa santé morale et physique, Odette n'avait pas la force de recevoir un visiteur, même de leur extrême intimité. L'ami d'enfance n'était plus qu'un importun à écarter. Géraud prit la plume et libella une dépêche ainsi conçue : *Impossible à mon grand regret te recevoir à Malhyver. Ecrirai pourquoi.*

Amitiés. Il regarda la date de la lettre. Elle était de l'avant-veille.

— Ce serait donc demain qu'il arriverait !...

Il sonna et dit à un domestique :

— Voici une dépêche à porter, c'est urgent. Prenez votre bicyclette.

— Monsieur le comte ne pense pas qu'il est six heures, fit l'homme et que le bureau sera fermé.

— Allez-y tout de même. Vous trouverez la buraliste, et vous lui direz que je lui demande comme un service de faire partir cette dépêche demain, dès la toute première heure.

Et, demeuré seul :

— J'aurais dû ouvrir le courrier tout de suite. Pourvu que ce télégramme arrive à temps... Mais oui. Pour venir de Clermont ici, il faut deux heures en auto. Xavier partira vers les neuf heures et demie, dix heures. Il passera auparavant, à la poste restante. Le pire, c'est qu'il débarque ici à midi. Quand il saura Odette malade, lui-même ne voudra pas rester. Je déjeunerai avec lui, voilà tout... Il y a Roger, qui parlera à sa mère. Ça, je ne peux pas l'empêcher à moins de lui commander de mentir, ce qu'il ne faut pas faire avec les enfants, fût-ce dans les plus petites choses. Hé bien ! Si Larzac arrive, je préviendrai Odette, et si elle demande à le voir cinq minutes, tant mieux, c'est qu'elle sera moins accablée.

PAUL BOURGET.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LA RUSSIE DES TSARS

PENDANT LA GRANDE GUERRE

IV [1]

VII. — LE RÊVE DE CONSTANTINOPLE

Jeudi, 29 octobre 1914.

Ce matin, à trois heures, deux torpilleurs turcs ont pénétré dans le port d'Odessa, coulé une canonnière russe et tiré sur le paquebot français *Portugal*, auquel ils ont infligé quelques avaries. Après quoi, ils se sont éloignés à toute vitesse, poursuivis par un torpilleur russe.

Sazonow a reçu la nouvelle avec un sang-froid parfait. Ayant pris aussitôt les ordres de l'Empereur, il me dit :

— Sa Majesté a décidé que pas un homme ne serait distrait du front allemand. Avant tout, il nous faut vaincre l'Allemagne. La défaite de l'Allemagne entraînera nécessairement la ruine de la Turquie. Nous réduirons donc au minimum la défense que nous opposerons aux attaques de la flotte et de l'armée turques.

Dans le public, l'émotion est des plus vives.

***

Vendredi, 30 octobre 1914.

L'Ambassadeur de Russie à Constantinople, Michel de Giers, a reçu l'ordre de réclamer ses passeports.

A la demande de Sazonow, les trois Gouvernements alliés s'efforcent néanmoins de ramener la Turquie dans la neutralité,

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier, 1er et 15 février.

en la pressant de congédier immédiatement tous les officiers allemands qui servent dans la flotte et l'armée ottomanes.

La démarche n'a d'ailleurs aucune chance d'aboutir ; car des croiseurs turcs viennent de bombarder encore Novorossisk et Théodosia. Ces attaques sans déclaration de guerre, sans avis préalable, cette série de provocations et d'outrages soulèvent jusqu'au paroxysme la colère de tout le peuple russe.

***

Dimanche, 1er novembre 1914.

La Turquie n'ayant pas voulu se désolidariser des Puissances germaniques, les ambassadeurs de Russie, de France et d'Angleterre ont quitté Constantinople.

A l'Ouest de la Vistule, les armées russes continuent d'avancer victorieusement sur tout le front.

***

Lundi, 2 novembre 1914.

L'empereur Nicolas adresse un Manifeste à son peuple :

Commandée par des Allemands, la flotte turque a osé traîtreusement attaquer notre côte de la Mer-Noire. Nous avons, avec tous les peuples de la Russie, la confiance inébranlable que l'intervention inconsidérée de la Turquie ne fera qu'accélérer le mouvement fatal pour ce pays et ouvrira à la Russie la voie vers la solution du problème historique que nos aïeux nous ont légué sur les bords de la Mer-Noire.

J'interroge Sazonow sur le sens de cette dernière phrase, qui paraît extraite des Livres Sibyllins.

— Nous serons obligés, me répond-il, de faire payer cher à la Turquie son aberration d'aujourd'hui... Il nous faudra prendre, sur le Bosphore, de solides garanties. Quant à Constantinople, je ne souhaite pas, personnellement, que les Turcs en soient chassés. Je me résignerais à leur laisser la vieille cité byzantine, avec un grand potager tout autour. Mais pas plus!

***

Mardi, 10 novembre 1914.

L'agression des Turcs a retenti jusqu'au fond de la conscience russe.

Naturellement, l'effet de surprise et d'indignation n'a été nulle part aussi violent qu'à Moscou, la métropole sainte du nationalisme orthodoxe. Dans l'atmosphère si capiteuse du Kremlin, toutes les utopies romantiques du slavisme se sont réveillées soudain. Comme au temps d'Aksakow, de Kiréïewsky, de Katkow, la mission providentielle de la Russie dans le monde exalte, depuis quelques jours, les cerveaux moscovites.

C'est pour moi l'occasion de relire les poèmes de Tioutchew, qui fut le chantre du *slavianophilstvo*, et particulièrement la pièce intitulée : *Géographie russe*, qui eut tant de succès jadis :

Moscou, la Ville de Pierre et la Ville de Constantin, voilà les trois capitales sacrées de l'Empire russe. Mais où sont ses frontières au Nord et à l'Orient, au Midi et à l'Occident? Le destin les révélera dans l'avenir. Sept mers intérieures et sept grands fleuves; du Nil à la Néwa, de l'Elbe à la Chine, du Volga à l'Euphrate, du Gange au Danube, — voilà l'Empire russe et il durera tout le long des siècles! L'Esprit l'a prédit et Daniel l'a prophétisé.

Tioutchew a encore écrit cette apocalypse fameuse :

Bientôt, les temps seront accomplis, l'heure sonnera! Et, dans Byzance régénérée, les voûtes antiques de Sainte-Sophie abriteront de nouveau l'autel du Christ. Tombe devant cet autel, ô Tsar russe, et relève-toi, Tsar de tous les Slaves!

VIII. — LES IDÉES DE L'EMPEREUR SUR LA PAIX FUTURE

Samedi, 21 novembre 1914.

Ce matin, Sazonow me dit : « L'Empereur vous recevra tantôt, à quatre heures. Officiellement, il n'a aucune déclaration à vous faire ; mais il veut causer avec vous en toute franchise et liberté. Je vous préviens que l'audience sera longue. »

A trois heures dix, je pars en train spécial pour Tsarskoïé-Sélo. La neige tombe à gros flocons. Sous la lueur blafarde qui descend du ciel, la vaste plaine, qui avoisine Pétrograd, s'étale blanchâtre, brumeuse et morne. J'en ai le cœur serré; car je pense aux plaines de Pologne où, dans cet instant même, des milliers et des milliers d'hommes succombent, où des milliers et des milliers de blessés agonisent.

Quoique l'audience ait le caractère privé, je dois revêtir l'uniforme de grande tenue, comme il sied lorsqu'on aborde le

Tsar autocrate de toutes les Russies. Le Directeur des Cérémonies, Evréïnow, m'accompagne, tout chamarré d'or également.

A Tsarskoïé-Sélo, de la gare au Palais Alexandre, la distance est courte, moins d'une verste. Dans l'espace vide qui précède le parc, une petite église du style médiéval élève sur la neige ses coupoles charmantes; c'est un des oratoires préférés de l'Impératrice.

Le Palais Alexandre m'est révélé sous son aspect intime : le cérémonial est réduit au minimum. Mon cortège se compose exclusivement d'Evréïnow, d'un fourrier de la Cour en petite tenue et d'un coureur avec son costume pittoresque du temps de la tsarine Élisabeth, la toque chargée de grandes plumes rouges, noires et jaunes. On me fait traverser les salons de réception, puis le salon particulier de l'Impératrice, puis un long couloir qui dessert les appartements privés des souverains et dans lesquels je croise un domestique en livrée très simple, portant un plateau de thé. Plus loin, débouche un petit escalier intérieur qui mène aux chambres des enfants impériaux; une caméristé s'esquive, en haut, sur le palier. A l'extrémité du couloir, est un dernier salon, où se tient le prince Pierre Mestchersky, aide de camp de service. J'attends là, une minute à peine. L'Éthiopien, aux vêtements bariolés, qui monte la faction devant le cabinet de Sa Majesté, ouvre presque aussitôt la porte.

L'Empereur m'accueille avec la bienveillance affable et un peu timide qui lui est propre.

La pièce, où il me reçoit, est de dimension modeste; une seule fenêtre. Le mobilier est confortable et sobre : des fauteuils de cuir sombre, un divan recouvert d'un tapis persan, un bureau et des casiers rangés avec un ordre minutieux, une table chargée de cartes, une bibliothèque basse que surmontent des portraits, des bustes, des souvenirs de famille.

Comme d'habitude, l'Empereur hésite dans ses premières phrases, qui sont toutes de courtoisie et d'attention personnelles; mais bientôt il s'affermit :

— D'abord, installons-nous et asseyons-nous bien à l'aise; car je vous retiendrai longtemps. Prenez ce fauteuil, je vous prie... Avec ce guéridon entre nous deux, nous serons mieux encore... Voici des cigarettes; ce sont des turques. Je devrais d'autant moins les fumer qu'elles m'ont été données par mon nouvel ennemi, le Sultan; mais elles sont délicieuses et puis je

n'en ai pas d'autres... Laissez-moi prendre encore mes cartes... Et maintenant, causons.

Ayant allumé sa cigarette et m'ayant offert du feu, il entre au vif du sujet :

— Depuis trois mois que je ne vous ai vu, de grands événements se sont accomplis. L'admirable armée française et ma chère armée ont déjà donné de telles preuves de valeur que la victoire ne peut plus nous échapper... Certes, je ne me fais aucune illusion sur les épreuves et les sacrifices que la guerre nous imposera encore ; mais, dès à présent, nous avons le droit, nous avons même le devoir de nous concerter sur ce que nous aurions à faire, si l'Autriche ou l'Allemagne nous demandait la paix. Remarquez en effet que l'Allemagne aurait tout intérêt à traiter, alors que sa force militaire est encore redoutable. Quant à l'Autriche, n'est-elle pas déjà très épuisée ? Que ferions-nous donc, si l'Allemagne ou l'Autriche nous demandait la paix ?

— Une question primordiale, dis-je, est de savoir si la paix pourra être *négociée*, si nous ne serons pas obligés de la *dicter* à nos ennemis... Quelle que soit notre modération, nous devrons évidemment réclamer aux Empires centraux des garanties et des réparations telles qu'ils ne s'y résigneront pas avant d'être réduits à merci.

— C'est ma conviction. Nous devrons *dicter* la paix et je suis résolu à poursuivre la guerre jusqu'à l'écrasement des Puissances germaniques. Mais je tiens essentiellement à ce que les conditions de cette paix soient délibérées entre nous trois, France, Angleterre et Russie, entre nous trois seuls. Donc, pas de congrès, pas de médiation. Puis, quand l'heure sera venue, nous *dicterons* à l'Allemagne et à l'Autriche notre volonté.

— Comment, Sire, concevez-vous les conditions générales de la paix ?

Après un instant de réflexion, l'Empereur reprend :

— Ce que nous devons nous proposer par-dessus tout, c'est la destruction du militarisme germanique, c'est la fin du cauchemar dans lequel l'Allemagne nous fait vivre depuis plus de quarante ans. Il faut enlever au peuple allemand toute possibilité de revanche. Si nous nous laissons apitoyer, ce sera une nouvelle guerre à brève échéance... Quant aux conditions précises de la paix, je m'empresse de vous dire que j'approuve

d'avance toutes celles que la France et l'Angleterre croiront devoir formuler dans leur intérêt particulier.

— Je remercie Votre Majesté de cette déclaration, je suis certain que, de son côté, le Gouvernement de la République accueillera dans l'esprit le plus sympathique les désirs du Gouvernement impérial.

— Cela m'encourage à vous confier toute ma pensée. Mais je ne vous parlerai qu'à titre personnel. Car je ne veux pas trancher de pareilles questions sans avoir pris conseil de mes ministres et de mes généraux.

Il rapproche son fauteuil du mien, étale une carte d'Europe sur le guéridon qui nous sépare, allume une autre cigarette et, d'un ton plus intime, plus abandonné, il continue :

— Voici à peu près comment je me représente les résultats que la Russie est fondée à espérer de la guerre et sans lesquels mon peuple ne comprendrait pas les sacrifices que je lui ai imposés... Dans la Prusse orientale, l'Allemagne devra consentir une rectification de frontière. Mon état-major voudrait que cette rectification s'étendît jusqu'aux bouches de la Vistule ; cela me paraît excessif ; j'examinerai. La Posnanie et peut-être une fraction de la Silésie seront indispensables à la reconstitution de la Pologne. La Galicie et la partie septentrionale de la Bukovine permettront à la Russie d'atteindre sa limite naturelle, les Carpathes... En Asie-Mineure, j'aurai naturellement à m'occuper des Arméniens ; je ne pourrais vraiment pas les replacer sous le joug turc. Devrai-je annexer l'Arménie? Je ne l'annexerai qu'à la demande expresse des Arméniens. Sinon, je leur organiserai un régime autonome. Enfin, je serai obligé d'assurer à mon Empire le libre passage des Détroits.

Comme il s'arrête sur ces mots, je le presse de s'expliquer. Il poursuit :

— Mes idées sont encore loin d'être arrêtées. La question est si grave !... Il y a pourtant deux conclusions auxquelles je reviens toujours. La première, c'est que les Turcs doivent être expulsés d'Europe ; la seconde, c'est que Constantinople doit être désormais une ville neutre, avec un régime international. Il va de soi que les Musulmans recevraient toute garantie pour le respect de leurs sanctuaires et de leurs tombeaux. La Thrace septentrionale, jusqu'à la ligne Enos-Midia, serait dévolue à la Bulgarie. Le reste, depuis cette ligne jusqu'au rivage

et sauf les alentours de Constantinople, serait attribué à la Russie.

— Donc, si je comprends bien votre pensée, les Turcs seraient confinés en Asie, comme au temps des premiers Osmanlis, avec Angora ou Koniah pour capitale. Le Bosphore, la mer de Marmara et les Dardanelles marqueraient ainsi la limite occidentale de la Turquie.

— Parfaitement.

— Votre Majesté ne s'étonnera pas si je l'interromps encore pour lui rappeler que la France possède en Syrie et en Palestine un précieux patrimoine de souvenirs historiques, d'intérêts moraux et matériels. Je compte que Votre Majesté acquiescerait aux mesures que le Gouvernement de la République croirait devoir prendre pour sauvegarder ce patrimoine?

— Oui, certes!

Puis, déployant une carte des Balkans, il m'expose à grands traits comment il conçoit les modifications territoriales que nous devons souhaiter :

— La Serbie s'annexerait la Bosnie, l'Herzégovine, la Dalmatie et le Nord de l'Albanie. La Grèce obtiendrait le Sud de l'Albanie, sauf Vallona qui serait dévolu à l'Italie. La Bulgarie, si elle reste sage, recevrait de la Serbie une compensation en Macédoine.

Il replie soigneusement la carte des Balkans et la dépose, avec le même soin, à la place exacte qu'elle occupait sur son bureau. Ensuite, croisant les bras et se renversant même dans son fauteuil, les yeux fixés au plafond, il me demande sur un ton de rêverie :

— Et l'Autriche-Hongrie ?... Que deviendra-t-elle ?

— Si la victoire de vos armées se développe au delà des Carpathes, si l'Italie et la Roumanie entrent en scène, l'Autriche-Hongrie survivra difficilement aux sacrifices territoriaux que l'empereur François-Joseph sera obligé de consentir. L'association austro-hongroise ayant fait faillite, je présume que les associés ne voudront plus continuer à travailler ensemble, au moins dans les mêmes conditions.

— Je le présume aussi... La Hongrie, privée de la Transylvanie, aura peine à maintenir les Croates dans sa dépendance. La Bohême réclamera pour le moins son autonomie, l'Autriche se réduirait donc aux anciens États héréditaires, au Tyrol allemand et au pays de Salzbourg.

Sur ces mots, il se tait une minute, les sourcils froncés, les paupières demi-closes, comme s'il se récitait intérieurement ce qu'il va me dire. Il jette enfin un bref regard vers le portrait de son père, appendu derrière moi, puis il continue :

— C'est en Allemagne surtout que de grands changements se produiront. Comme je vous l'ai dit, la Russie s'annexera les territoires de l'ancienne Pologne et une partie de la Prusse orientale. La France reprendra certainement l'Alsace-Lorraine et s'étendra peut-être même sur les Provinces rhénanes. La Belgique devra recevoir, dans la région d'Aix-la-Chapelle, une importante augmentation de territoire ; elle l'a bien méritée ! Quant aux colonies allemandes, la France et l'Angleterre se les partageront, à leur gré. Je souhaite enfin que le Sleswig, y compris la zone du canal de Kiel, soit restitué au Danemark... Et le Hanovre ? Ne conviendrait-il pas de le reconstituer ? En interposant un petit État libre entre la Prusse et la Hollande, nous consoliderions beaucoup la paix future. Car c'est là ce qui doit être notre pensée directrice... Notre œuvre ne sera justifiée devant Dieu et devant l'histoire que si elle est dominée par une idée morale, par la volonté d'assurer pour un très long temps la paix du monde.

En articulant cette dernière phrase, il s'est redressé sur son fauteuil ; sa voix tremble un peu, d'une émotion solennelle, religieuse; une flamme étrange illumine son regard. Visiblement, sa conscience et sa foi sont en jeu. Mais, dans son attitude, dans son expression, nulle pose ; une simplicité parfaite.

— Alors, dis-je, c'est la fin de l'Empire allemand ?

Il répond, d'un accent ferme :

— L'Allemagne s'organisera comme elle voudra ; mais la dignité impériale ne saurait être maintenue dans la maison des Hohenzollern. Il faut que la Prusse redevienne un simple royaume... N'est-ce pas votre avis, mon cher ambassadeur ?

— L'Empire allemand, tel que les Hohenzollern l'ont conçu, fondé et gouverné, est si manifestement dirigé contre la nation française, que je ne plaiderai certes pas sa cause. Ce serait pour la France, une grande sûreté si les forces du monde germanique n'étaient plus réunies dans la main de la Prusse...

Voilà plus d'une heure que l'entretien dure. Après une courte réflexion et comme un effort de mémoire, l'Empereur me dit :

— Nous ne devons pas songer seulement aux résultats

immédiats de la guerre ; nous devons encore nous préoccuper du lendemain... J'attache le plus grand prix au maintien de notre alliance. L'œuvre, que nous voulons accomplir et qui nous a déjà coûté tant d'efforts, ne sera durable que si nous restons unis. Et puisque nous avons conscience de travailler pour la paix du monde, il faut que notre œuvre soit durable.

Tandis qu'il énonce cette conclusion évidente et nécessaire de notre long dialogue, je vois repasser dans ses yeux la lueur de mysticisme qui les éclairait, il y a quelques minutes. Son aïeul Alexandre Ier devait avoir cette expression fervente et illuminée, quand il prêchait à Metternich et Hardenberg la Sainte-Alliance des Rois contre les peuples. Mais, chez l'ami de Mme de Krüdener, il y avait de l'affectation théâtrale, une sorte d'exaltation romantique. Chez Nicolas II, la sincérité est absolue ; son émotion cherche bien plutôt à se contenir qu'à se traduire, à se voiler qu'à se mettre en scène.

L'Empereur se lève, m'offre encore une cigarette et, d'un air dégagé, du ton le plus amical, il me dit :

— Ah ! mon cher ambassadeur, nous aurons de grands souvenirs en commun. Vous rappelez-vous ?...

Et il me rappelle les préludes de la guerre, la semaine angoissante qui s'est écoulée du 25 juillet au 2 août ; il en évoque les moindres détails ; il revient de préférence aux télégrammes personnels qu'il a échangés avec l'empereur Guillaume :

— Pas un instant, il n'a été sincère !... Il a fini par s'embrouiller lui-même dans ses mensonges et ses perfidies... Ainsi, avez-vous jamais pu vous expliquer le télégramme qu'il m'a envoyé, six heures après m'avoir fait remettre sa déclaration de guerre ?... Ce qui s'est passé là est réellement incompréhensible. Je ne sais plus si je vous l'ai raconté... Il était une heure et demie du matin, le 2 août. Je venais de recevoir votre collègue d'Angleterre, qui m'avait apporté un télégramme du roi George, me suppliant de faire tout le possible pour sauver la paix ; j'avais rédigé, avec sir George Buchanan, la réponse que vous connaissez et qui se terminait par un appel au concours armé de l'Angleterre, puisque la guerre nous était imposée par l'Allemagne. Aussitôt Buchanan parti, je me suis rendu dans la chambre de l'Impératrice, qui était déjà au lit, pour lui montrer le télégramme du roi George et boire une

tasse de thé avant de me coucher moi-même. Je suis resté ainsi près d'elle jusqu'à deux heures du matin. Puis, comme j'étais très fatigué, j'ai voulu prendre un bain. J'allais entrer dans l'eau, quand mon domestique frappe à la porte, en insistant pour me remettre un télégramme : « Un télégramme très urgent, très urgent... un télégramme de Sa Majesté l'empereur Guillaume !... » Je lis ce télégramme, je le relis, je me le répète à haute voix... et je n'y comprends rien. Comment, me dis-je, Guillaume prétend qu'il dépend encore de moi que la guerre soit évitée ! Il m'adjure de ne pas laisser mes troupes franchir la frontière !... Ah ! çà, est-ce que je suis fou ? Est-ce que le Ministre de la Cour, mon vieux Fréederickz, ne m'a pas apporté, il y a au moins six heures, la déclaration de guerre que l'ambassadeur d'Allemagne venait de remettre à Sazonow ?... Je retourne alors dans la chambre de l'Impératrice et je lui lis le télégramme de Guillaume. Elle veut le lire elle-même, pour y croire. Instantanément, elle me dit : « Tu ne vas pas y répondre, n'est-ce pas ? » — « Non certes !... » Ce télégramme invraisemblable, extravagant, avait sans doute pour but de m'ébranler, de me démonter, de m'entraîner à je ne sais quelle démarche ridicule et déshonorante. Ç'a été juste le contraire. En quittant la chambre de l'Impératrice, j'ai senti qu'entre Guillaume et moi tout était fini et pour toujours. J'ai dormi profondément... Lorsque je me suis réveillé, à mon heure habituelle, je me sentais tout allégé. Ma responsabilité devant Dieu et devant mon peuple restait énorme. Je savais du moins ce que j'avais à faire.

— Moi, Sire, je m'explique un peu différemment le télégramme de l'empereur Guillaume.

— Ah !... Voyons votre explication !

— L'empereur Guillaume n'est pas courageux...

— Oh ! non.

— C'est un comédien et un fanfaron. Il n'ose jamais aller jusqu'au bout de ses gestes. Il m'a souvent fait penser à un acteur de mélodrame qui, jouant le rôle d'un assassin, s'apercevrait soudain que son arme est chargée et qu'il va réellement tuer sa victime... Que de fois, déjà, nous l'avons vu s'effrayer lui-même de sa pantomime ! Quand il a risqué sa fameuse manifestation de Tanger en 1905, il s'est arrêté brusquement au milieu de son scénario... Je suppose donc que, aussitôt après

avoir lancé sa déclaration de guerre, il a été pris de peur. Il a réalisé les formidables conséquences de son acte et il a voulu en rejeter sur vous toute la responsabilité. Peut-être même s'est-il raccroché à l'absurde espoir de faire naître, par son télégramme, un événement imprévu, inconcevable, miraculeux, qui lui permettrait d'échapper encore aux suites de son crime...

— Oui, cette explication s'accorde assez bien avec le caractère de Guillaume.

La pendule vient de sonner six heures.

— Oh! comme il est tard! reprend l'Empereur. Je crains de vous avoir fatigué; mais j'ai été heureux de m'épancher librement avec vous.

Tandis qu'il me reconduit à la porte, je l'interroge sur les combats de Pologne.

— C'est une grande bataille, me dit-il, d'un acharnement extrême. Les Allemands font des efforts enragés pour enfoncer notre ligne; ils n'y réussiront pas; ils ne pourront plus tenir longtemps sur leurs positions. J'espère donc que, d'ici peu, nous reprendrons notre marche en avant.

— Le général de Laguiche m'a écrit récemment que le Grand-Duc Nicolas a toujours, comme objectif unique et décisif, la marche sur Berlin.

— Oui. Je ne sais pas encore où nous pourrons nous frayer le passage. Sera-ce entre les Carpathes et l'Oder? Sera-ce entre Breslau et Posen? Sera-ce au Nord de Posen? Cela dépendra beaucoup des combats qui sont actuellement engagés autour de Lodz et dans la région de Cracovie. Mais Berlin est bien notre objectif unique... De votre côté, la lutte n'est pas moins acharnée. Cette furieuse bataille de l'Yser tourne à votre avantage. Vos marins se sont couverts de gloire. C'est, pour les Allemands, un grave échec, presque aussi grave que leur défaite sur la Marne... Allons, adieu, mon cher ambassadeur. Je vous répète que j'ai été heureux de causer aussi librement avec vous...

IX. — ACCÈS DE PESSIMISME : LA CRISE DES MUNITIONS

Mercredi, 9 décembre 1914.

L'incertitude qui règne sur les opérations militaires de Pologne, le pressentiment trop justifié des pertes énormes qu'a

subies l'armée russe à Bréziny (1), enfin l'évacuation de Lodz entretiennent dans le public une morne tristesse. Je ne rencontre partout que des gens déprimés, *down-hearted*. Cette dépression ne se manifeste pas seulement dans les salons et dans les clubs, mais encore dans les administrations, dans les magasins, dans les rues.

J'entre cet après-midi chez un antiquaire de la Liteïny. Après cinq minutes d'un marchandage quelconque, il me demande, le visage angoissé :

— Ah! Excellence, quand finira donc cette guerre?... Est-ce vrai que nous avons perdu, près de Lodz, un million d'hommes?...

— Un million d'hommes!... Qui vous a dit cela?... Vos pertes sont importantes; mais je vous affirme qu'elles sont bien loin d'atteindre un pareil chiffre... Avez-vous un fils ou des parents à l'armée?

— Non, grâce à Dieu!... Mais cette guerre est trop longue, trop affreuse. Et puis, jamais nous ne battrons les Allemands. Alors, pourquoi ne pas en finir tout de suite?

Je le réconforte autant que je peux; je lui démontre que, si nous sommes tenaces, nous serons certainement victorieux. Il m'écoute d'un air sceptique et consterné. Quand je me tais, il reprend :

— Vous autres, Français, vous serez peut-être victorieux. Nous, Russes, non! La partie est perdue... Alors, Seigneur Dieu, pourquoi faire massacrer tant d'hommes? Pourquoi ne pas en finir tout de suite?...

Hélas! Combien de Russes doivent raisonner ainsi actuellement? Étrange mentalité que celle de ce peuple, capable des plus nobles sacrifices, et, en revanche, si prompt au découragement, à l'abandon de soi-même, à l'acceptation anticipée des pires destins!

Quand je rentre à l'ambassade, j'y trouve le vieux baron de H..., qui joua un rôle politique il y a quelque dix ans, mais qui s'est confiné depuis lors dans les loisirs et les bavardages mondains. Il me parle des événements militaires.

— Cela va très mal... Plus d'illusion!... Le Grand-Duc

(1) La bataille de Bréziny, engagée le 23 novembre, semblait devoir entraîner un désastre pour les Allemands, dont trois corps étaient cernés. Tout le profit de la victoire fut perdu, au dernier instant, pour les Russes, par suite d'une liaison insuffisante entre les États-majors.

Nicolas est un incapable!... La bataille de Lodz, quelle folie, quel désastre!... Nos pertes : plus d'un million d'hommes!... Nous ne reprendrons jamais l'avantage sur les Allemands... Il faut songer à la paix.

J'objecte que les trois pays alliés sont obligés de poursuivre la guerre jusqu'à la défaite de l'Allemagne; car ce n'est rien moins que leur indépendance et leur intégrité nationales qui sont en cause; j'ajoute qu'une paix humiliante déchaînerait immanquablement la révolution en Russie, et quelle révolution! Je conclus que j'ai d'ailleurs une confiance absolue dans la fidélité de l'Empereur à notre cause commune.

N... reprend, à voix basse, comme si quelqu'un pouvait nous entendre :

— Oh! l'Empereur... l'Empereur...

Et il s'arrête. J'insiste :

— Que voulez-vous dire? Achevez.

Il poursuit avec beaucoup de gêne, car il s'engage sur un terrain dangereux :

— Actuellement, l'Empereur est enragé contre l'Allemagne; mais il comprendra bientôt qu'il mène la Russie à la ruine... On le lui fera comprendre... J'entends d'ici cette canaille de Raspoutine lui dire : « Ah ça! Vas-tu faire couler longtemps encore le sang de ton peuple? Tu ne vois donc pas que Dieu t'abandonne?... » Ce jour-là, monsieur l'ambassadeur, la paix sera proche.

Je coupe alors l'entretien, d'un ton sec :

— Ce sont là des bavardages stupides... L'Empereur a juré sur l'Évangile et sur l'icône de Notre-Dame de Kazan qu'il ne signerait pas la paix tant qu'il y aurait un soldat ennemi sur le sol russe. Jamais vous ne me ferez croire qu'il puisse manquer à un pareil serment. N'oubliez pas que, le jour où il l'a prêté, ce serment, il a voulu que je fusse auprès de lui pour me rendre témoin et garant de ce qu'il jurait devant Dieu. Là-dessus, il sera toujours inébranlable. Plutôt que de trahir sa parole, il irait jusqu'à la mort...

***

Jeudi, 17 décembre 1914.

Le Grand-Duc Nicolas m'informe « avec douleur » qu'il est obligé d'arrêter ses opérations : il motive cette décision par les

pertes excessives que ses troupes viennent de subir et par le fait, plus grave encore, que l'artillerie a consommé toutes ses munitions.

Je me plains à Sazonow de la situation qui m'est ainsi révélée ; je m'exprime sur un ton assez vif :

— Le général Soukhomlinow, dis-je, m'a vingt fois déclaré que toutes les précautions étaient prises pour que l'artillerie russe fût toujours abondamment pourvue de munitions... J'ai insisté auprès de lui sur l'énorme consommation qui est devenue le taux normal des batailles. Il m'a affirmé qu'il s'était mis en mesure de satisfaire à toutes les exigences, à toutes les éventualités. J'en ai même obtenu de lui l'attestation écrite... Je vous prie d'en référer, de ma part, à l'Empereur.

— Je ne manquerai pas de transmettre à Sa Majesté ce que vous venez de me dire.

Nous en restons là. Les sentiments que le caractère de Soukhomlinow inspire à Sazonow me garantissent qu'il tirera tout le parti possible de ma plainte.

***

Lundi, 18 décembre 1914.

J'apprenais hier que l'artillerie russe manque de munitions ; j'apprends ce matin que l'infanterie manque de fusils !

Je me rends aussitôt chez le général Biélaïew, chef d'État-major général de l'Armée au Ministère de la Guerre, et je lui demande des précisions.

Très laborieux, l'honneur et la conscience mêmes, il me déclare :

— Nos pertes en hommes ont été colossales. S'il ne s'agissait que de compléter les effectifs, nous y pourvoierions rapidement, car nous avons dans nos dépôts plus de 900 000 hommes. Mais, pour armer et instruire ces hommes, les fusils nous manquent... Nos magasins sont presque vides. Pour parer à ce déficit, nous allons acheter au Japon et en Amérique un million de fusils, et nous espérons arriver à en fabriquer cent mille par mois dans nos usines. Peut-être la France et l'Angleterre pourront-elles nous en céder aussi quelques centaines de mille... Quant aux munitions d'artillerie, notre situation n'est pas moins pénible. La consommation a dépassé tous nos calculs, toutes nos prévisions. Au début de la guerre, nous avions dans nos arsenaux

5 200 000 shrapnels de 76 millimètres. Toute notre réserve est épuisée. Les armées auraient besoin de 45 000 coups par jour. Or, notre fabrication quotidienne atteint 13 000 au maximum; nous comptons qu'elle atteindra 20 000 vers le 15 février. Jusqu'à cette date, la position de nos armées ne sera pas seulement difficile, mais dangereuse. Au mois de mars, les commandes que nous avons faites à l'étranger commenceront à arriver; je présume que nous aurons ainsi 27 000 coups par jour, vers le 15 avril, et que, à partir du 15 mai, nous en aurons 40 000... Voilà, monsieur l'ambassadeur, tout ce que je peux vous dire. Je ne vous ai rien caché.

Je le remercie de sa franchise; je prends quelques notes et je me retire.

Au dehors, sous le ciel grisâtre et terne comme de l'étain, un vent glacial balaye furieusement les rives de la Néwa, en chassant devant lui des tourbillons de neige. La désolation hivernale du grand fleuve, figé à perte de vue entre ses quais de granit, ne m'était jamais encore apparue aussi farouche : le paysage semble exprimer tout ce qu'il y a de tragique, de fatal et d'implacable dans l'histoire du peuple russe....

***

Samedi, 19 décembre 1914.

C'est aujourd'hui la fête patronymique de l'Empereur. On célèbre un service d'actions de grâces à Notre-Dame de Kazan Tous les dignitaires de la Cour, les Ministres, les hauts fonctionnaires, le Corps diplomatique y assistent, en grand uniforme. Le public se presse au fond de la nef, entre les deux rangs majestueux de colonnes accouplées.

Dans l'éblouissante clarté qui rayonne des lustres et des candélabres, dans le scintillement des icônes lamées d'or et incrustées de pierreries, le sanctuaire national est d'une magnificence fabuleuse. Pendant tout l'office, les chants se succèdent, avec une richesse mélodique, une pureté d'exécution, une ampleur de style, une solennité d'accent qui atteignent à la plus haute émotion religieuse.

Vers la fin de la cérémonie, j'avise le Président du Conseil, Gorémykine et, l'attirant derrière une colonne, je l'entreprends sur l'insuffisance du concours militaire que la Russie apporte à

notre effort commun. Buchanan et Sazonow, qui m'entendent, se mêlent à la conversation. De sa parole lente et sceptique, Gorémykine essaie de défendre Soukhomlinow :

— Mais, en France et en Angleterre aussi, on est à court de munitions ! Et pourtant, combien votre industrie est plus riche que la nôtre, combien votre outillage mécanique est plus perfectionné ! D'ailleurs, pouvait-on prévoir une pareille débauche de projectiles ?...

J'objecte : Je ne reproche pas au général Soukhomlinow de n'avoir pas prévu, avant la guerre, que chaque bataille serait une orgie de munitions ; je ne lui reproche pas non plus les lenteurs inhérentes à l'état de votre industrie ; je lui reproche de n'avoir rien fait pour conjurer la crise actuelle depuis trois mois que je la lui ai signalée de la part du général Joffre...

Gorémykine proteste pour la forme, avec des mots évasifs et des gestes indolents. Buchanan m'appuie énergiquement. Sazonow acquiesce par son mutisme.

Étrange, cette discussion entre Alliés dans l'église où le Feld-maréchal prince Koutousow est venu prier avant de partir pour la guerre de 1812, à deux pas de sa tombe, et devant les trophées abandonnés par les Français pendant la retraite de Russie !

*
* *

Dimanche, 20 décembre 1914.

Il me revient de plusieurs côtés que, dans les milieux intellectuels et libéraux, on s'exprime avec autant de malveillance que d'injustice envers la France.

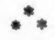
Quatre ou cinq fois déjà depuis le règne finissant de la Grande Catherine, la Russie a traversé des crises de gallophobie. Périodiquement, les idées, les modes, les manières françaises ont déplu aux Russes. La dernière crise, à laquelle se rattachent les symptômes actuels, n'a sévi que dans les classes de l'*Intelligentzia*, qui ne nous pardonnent pas d'avoir apporté notre concours financier au tsarisme et consolidé ainsi le régime autocratique. En 1906, Maxime Gorky osait écrire :

Voilà donc ce que tu as fait, toi, France, mère de la Liberté ! Ta main vénale a fermé à tout un peuple la voie de l'indépendance ! Et pourtant, non ! Le jour de notre émancipation n'en sera pas retardé ; mais, par ta faute, elle nous coûtera beaucoup

plus de sang. Que ce sang rejaillisse à tes joues aveulies et menteuses! Quant à moi, ô mon adorée de jadis, je te lance au visage mon crachat de fiel!

Aujourd'hui, on ajoute au grief des emprunts financiers une accusation stupide : c'est la France qui a entraîné la Russie dans la guerre, afin de se faire rendre l'Alsace-Lorraine au prix du sang russe.

Je réagis comme je peux contre ces tendances; mais mon action est nécessairement restreinte et secrète. Si je développe trop mes relations avec les milieux libéraux, je deviens suspect au parti gouvernemental et à l'Empereur; je fournis de plus une arme terrible aux réactionnaires de l'extrême-droite, à la cabale de l'Impératrice, qui prêchent que l'alliance avec la France républicaine est un danger mortel pour le tsarisme rthodoxe et que le salut ne peut venir que d'une réconciliations avec le Kaiserisme allemand.



Lundi, 21 décembre 1914.

Tandis que je fais visite à Mme Gorémykine, vieille dame affable et sympathique sous sa couronne de cheveux blancs, son mari vient prendre le thé avec nous. Je lui dis, sur un ton d'amical reproche :

— Avant-hier, à Notre-Dame de Kazan, vous m'avez paru considérer d'une âme bien placide les difficultés de la situation militaire.

Il me répond, de sa voix débile et malicieuse :

— Que voulez-vous?.. Je suis si vieux! Voilà si longtemps qu'on aurait dû me mettre au cercueil! Je l'ai dit, l'autre jour encore, à l'Empereur. Mais Sa Majesté n'a pas voulu m'entendre... Peut-être, somme toute, vaut-il mieux qu'il en soit ainsi. A mon âge, on ne cherche pas à modifier plus qu'il ne faut l'ordre des choses...

Sur le front de Prusse, de Pologne et de Galicie, on est moins sceptique. Malgré l'insuffisance de leur armement, les troupes se battent avec une énergie inlassable. Le chiffre de leurs pertes n'est que trop éloquent. Au cours de ces six dernières semaines, elles ont perdu 570 000 hommes, dont 310 000 contre les Allemands!

***

Mardi, 22 décembre 1914.

Depuis deux jours, on sait, dans le public, que les opérations russes sont arrêtées et, faute de renseignements officiels, on juge la situation pire encore qu'elle n'est. Aussi, le Grand-Quartier général s'est décidé aujourd'hui à publier la note suivante :

L'adoption par nos armées d'un front plus restreint est le résultat d'une libre décision de l'autorité militaire. Cette adoption, toute naturelle, est la conséquence d'une concentration, en face de nous, de forces allemandes très considérables. De plus, cette décision nous fournit d'autres avantages. Il nous est malheureusement impossible de donner des explications d'ordre militaire à l'opinion publique.



Mercredi, 23 décembre 1914.

Mme P... infirmière-major dans une ambulance de première ligne et qui arrive de Pologne, m'atteste que les troupes russes sont admirables de bravoure intrépide et ardente. Pourtant, les épreuves ne leur sont pas ménagées; combats ininterrompus et acharnés, pertes énormes sous le feu, marches harassantes dans la neige, surcroît de souffrances que la difficulté des transports et la rigueur du froid infligent aux blessés, etc...

Elle me cite en outre quelques exemples curieux de la douceur avec laquelle le soldat russe se comporte envers les prisonniers autrichiens et allemands.

C'est un trait du tempérament national. Le Russe n'a pas l'instinct belliqueux et il a le cœur très charitable. Comparées à l'épopée germanique, les *bylinas* russes sont expressives sous ce rapport : elles n'exaltent jamais la guerre, et leurs héros, leurs *bogatyrs*, ont toujours le rôle de défenseurs. De plus, le paysan russe est profondément accessible à la pitié. Il faut que le *moujik* soit dénué de tout pour refuser l'aumône à qui la lui demande « au nom du Christ ! » Et son âme s'émeut immédiatement à la vue d'un miséreux, d'un infirme, d'un prisonnier.

C'est cet instinct évangélique qui rend le soldat russe si prompt à se réconcilier avec son ennemi, à fraterniser avec lui. Pendant la retraite de 1812, les Français ont cruellement éprouvé la sauvagerie des Cosaques et la cupidité des Juifs;

mais ils ont presque toujours trouvé commisération et secours auprès des soldats réguliers et des *moujiks;* les témoignages abondent. De même, pendant la guerre de Crimée, au moindre armistice, des appels de fraternisation partaient de la tranchée russe.

* * *

Jeudi, 24 décembre 1914.

Le général de Laguiche me confirme, de Baranowitchi, les révélations du général Biélaïéw : l'arrêt des opérations russes est motivé, non par l'importance des effectifs allemands, mais par le déficit des munitions d'artillerie et des fusils. Le Grand-Duc Nicolas, désespéré, s'efforce tant qu'il peut de parer à cette grave situation. Déjà, par l'effet d'ordres sévères, quelques milliers de fusils sont devenus disponibles. La fabrication des usines nationales va être intensifiée. Quant aux opérations militaires, elles seront poursuivies dans toute la mesure possible. L'objectif est toujours l'entrée en territoire allemand.



Samedi, 26 décembre 1914.

Au retour du Caucase, l'Empereur s'est arrêté à Moscou. Il y a reçu un accueil des plus chaleureux; il a pu constater ainsi l'excellent esprit qui anime la population et la société moscovites.

Tous les journaux de la ville ont saisi cette occasion de proclamer que la guerre doit être conduite jusqu'à la défaite du germanisme ; plusieurs ont spécifié très heureusement que, pour atteindre ce résultat, une « flambée d'enthousiasme » ne suffit pas, qu'il y faut encore une volonté opiniâtre, une patience inébranlable et l'acceptation d'immenses sacrifices.

L'Empereur a plusieurs fois répété à son entourage :

— Ici, je me sens vraiment au cœur de mon peuple !... L'air est aussi pur et vivifiant que sur le front.



Dimanche, 27 décembre 1914.

Toutes les personnes qui ont approché l'Empereur à Moscou lui ont parlé de Constantinople et toutes se sont exprimées de même : « L'acquisition des Détroits est un intérêt vital pour l'Empire et qui prime tous les avantages territoriaux que la

Russie pourrait obtenir au détriment de l'Allemagne ou de l'Autriche... La neutralisation du Bosphore et des Dardanelles serait une combinaison incomplète, bâtarde, pleine de périls pour l'avenir... Constantinople doit être une ville russe... La Mer-Noire doit devenir un lac russe... »

Un industriel français, qui arrive de Kharkow et d'Odessa, me rapporte qu'on n'y tient pas un autre langage. Mais, tandis que le point de vue historique, politique, mystique, prévaut à Moscou, ce sont les arguments commerciaux qui prédominent dans la Russie méridionale ; ce sont les blés du *tchernoziom* et les charbons du Donetz qui déterminent la poussée vers la Méditerranée.

***

Lundi, 28 décembre 1914.

Deux courants se dessinent de plus en plus dans l'opinion russe, l'un emporté vers les horizons lumineux, vers les conquêtes féeriques, vers Constantinople, la Thrace, l'Arménie, Trébizonde, la Perse..., l'autre arrêté devant l'obstacle infrangible de la falaise germanique et refluant vers les perspectives sombres pour aboutir au pessimisme, au sentiment de l'impuissance, à la résignation.

Ce qui est fort curieux, c'est que ces deux courants coexistent ou du moins alternent souvent chez la même personne, comme s'ils satisfaisaient l'un et l'autre aux deux penchants les plus marqués de l'âme russe : le rêve et le désenchantement.

***

Mardi, 29 décembre 1914.

Quelle étrange personne, Mme Anna-Alexandrowna Wyroubow ! Elle n'a aucun titre, elle n'exerce aucune fonction, elle ne touche aucun traitement, elle ne paraît dans aucune cérémonie. Cet effacement obstiné, ce désintéressement absolu font tout son crédit auprès des souverains, continuellement assiégés de quémandeurs et d'ambitieux. Fille du directeur de la Chancellerie particulière de l'Empereur, Tanéïew, elle est presque sans fortune. Et c'est à grand'peine que l'Impératrice peut lui faire accepter, de temps à autre, quelque bijou sans valeur, quelque robe ou manteau.

Physiquement, elle est lourde, la tête ronde, les lèvres charnues, les yeux clairs et sans expression, les formes plantu-

reuses, le sang à fleur de peau; elle a trente-deux ans. Elle s'habille avec une simplicité toute provinciale. Très dévote, peu intelligente. Je l'ai rencontrée deux fois chez sa mère, Mme Tanéïew, née Tolstoï, qui est, elle, une femme instruite et distinguée. Nous avons causé tous les trois longuement; Anna Alexandrowna m'a paru d'esprit très court et sans grâce.

Jeune fille, elle était demoiselle d'honneur de l'Impératrice, qui lui fit épouser un officier de marine, le lieutenant de vaisseau Wyroubow. Après quelques jours d'union, divorce.

Maintenant, Mme Wyroubow loge, à Tsarskoié-Sélo, dans une villa très modeste, située au coin de la Sredniaya et de la Zerkownaya, à deux cents mètres du Palais impérial. Malgré les rigueurs de l'étiquette, l'Impératrice vient fréquemment faire de longues visites à son amie; elle lui a, en outre, attribué dans le Palais même une chambre de repos. Ainsi les deux femmes ne se quittent guère. En particulier, Mme Wyroubow passe régulièrement toutes ses soirées avec les souverains et leurs enfants. Personne autre ne pénètre jamais dans ce cercle familial; on y joue aux dames; on fait des patiences, des *puzzles*, un peu de musique; on lit tout haut des romans très honnêtes et de préférence des romans anglais.

Comment définir Mme Wyroubow? Quel est le mobile caché de sa conduite? Quel but, quels rêves poursuit-elle? Le qualificatif que je lui entends appliquer le plus souvent est celui d'intrigante. Mais qu'est-ce qu'une intrigante qui dédaigne les honneurs, qui repousse les profits?... Pour expliquer sa situation et son rôle au Palais impérial, peut-être suffirait-il d'alléguer son attachement personnel à l'Impératrice, l'attachement d'une créature inférieure et servile à une souveraine toujours malade, écrasée par sa puissance, assiégée de terreurs, sentant planer sur elle un effroyable destin.

***

Mercredi, 30 décembre 1914.

Le Ministre de l'Intérieur, Nicolas Maklakow, me raconte un incident de voyage qui lui est survenu récemment et qui fait ressortir un aspect curieux de la mentalité russe :

— Je rentrais de Iaroslawl en *troïka*, me dit-il. J'étais seul

et je n'avais plus guère qu'une douzaine de verstes à parcourir, quand je fus pris dans une tourmente de neige. Impossible de voir à deux pas devant soi. Mon cocher excite néanmoins ses bêtes pour essayer d'atteindre la ville avant la tombée de la nuit. Mais bientôt, il perd la direction : il hésite ; il tourne à droite, à gauche. Je commence à m'inquiéter, d'autant plus que la bourrasque redouble de violence. Soudain, l'attelage s'arrête. Mon homme fait trois grands signes de croix et murmure une prière. Puis, jetant ses guides sur les brancards, il crie à ses chevaux : « Hue ! hue ! allez, mes enfants ! allez vite, mes petits frères !... » Les trois chevaux dressent les oreilles, soufflent des naseaux, agitent la tête dans tous les sens et partent enfin à vive allure, au travers des rafales aveuglantes. Mon cocher se retourne alors vers moi et me dit : « Vois-tu, *barine*, quand on ne sait plus son chemin, ce qu'il y a de mieux à faire, c'est de s'en remettre à ses bêtes et à la grâce de Dieu ! » Une heure plus tard, j'arrivais à Iaroslawl.

Je réponds à Maklakow :

— Il est très poétique, votre apologue ; mais j'avoue que je l'aurais mieux apprécié en temps de paix.

***

Jeudi, 31 décembre 1914.

Dans une heure, l'année 1914 va finir.

Tristesse de l'exil...

Depuis que cette guerre bouleverse le monde, les événements ont tant de fois déjà contredit les calculs les plus rationnels et démenti les prévisions les plus sages, qu'on n'ose plus se risquer au rôle de prophète, sinon dans la limite des horizons proches et des contingences immédiates.

Cependant, cet après-midi, j'ai eu avec le ministre de Suisse, Odier, une longue et libre conversation, où l'échange de nos renseignements, la rencontre de nos idées, la différence de nos points de vue ont quelque peu étendu mes perspectives. Odier est un esprit lucide, exact, joignant à beaucoup d'expérience un sens aigu de la réalité. Notre conclusion a été que l'Allemagne a commis une lourde erreur en croyant terminer la guerre promptement ; que la lutte sera très longue, très longue, et que la victoire définitive appartiendra au plus tenace.

La guerre devient donc une guerre d'usure et il faudra,

hélas ! que l'usure soit complète : usure des ressources alimentaires, usure de l'outillage et des produits industriels, usure du matériel humain, usure des forces morales. Et il est évident que ce sont ces dernières qui emporteront la décision, à l'heure suprême.

Considéré sous cet aspect, le problème ne laisse pas d'être inquiétant pour la Russie. Le Russe est si enclin à se laisser abattre, à changer de désirs, à se dégoûter de ses rêves ! Malgré ses admirables dons de l'esprit et du cœur, la nation russe est celle qui enregistre, dans sa vie morale, le plus de faillites et d'avortements. Un des types, que la littérature russe met en scène le plus fréquemment, est le désespéré, le résigné, le raté. Je lisais récemment une page saisissante de Tchékhow, le romancier qui, après Tolstoï et Dostoïewsky, a le mieux analysé l'âme russe : *Pourquoi nous lassons-nous aussi vite? D'où vient qu'après avoir dépensé tant d'ardeur, de passion et de foi au début, nous fassions presque toujours banqueroute vers trente ans? Et, quand nous tombons, d'où vient que nous n'essayons jamais de nous relever ?...*

***

Mardi, 5 janvier 1915.

Le spectacle de la rue est toujours instructif. Je remarque souvent comme le *moujik* qui passe a l'air vague, distrait, absent.

Voici, par exemple, une observation que l'on peut s'offrir à chaque instant et qui, parfois même, s'impose à vous sans qu'on la recherche.

Deux traîneaux viennent en sens inverse ; ils sont encore à vingt mètres l'un de l'autre et juste en face l'un de l'autre. Comme d'habitude, les cochers laissent nonchalamment flotter leurs guides sur la croupe de leurs chevaux. Et leur regard aussi flotte, inattentif, autour d'eux. Cependant, les attelages ne sont plus qu'à dix mètres de distance. Les *izvochtchiks* commencent seulement à s'apercevoir qu'ils vont se rencontrer, s'ils ne modifient pas leur direction. Alors, avec une indécise lenteur, ils rassemblent leurs guides. Mais la vision de l'obstacle qui est tout proche reste confuse encore dans leurs yeux. Quand les chevaux en sont presque à se toucher du naseau, une secousse de la bride les jette brusquement vers la droite,... à moins que les deux traîneaux ne soient déjà renversés dans la neige.

Plusieurs fois, je me suis amusé à calculer le temps qui s'écoule entre le moment où il est visible que les deux traîneaux s'avancent l'un contre l'autre et le moment où les *izvochtchiks* font le geste nécessaire pour éviter l'accrochage. A ma montre, j'ai compté de quatre à huit secondes. Des cochers de Paris ou de Londres prendraient leur décision au premier coup d'œil et la réaliseraient en moins d'une seconde.

Faut-il déduire de là que le *moujik* a la conception lente et l'intelligence obtuse? — Non, certes. Mais son esprit erre toujours à l'aventure et ne se fixe jamais. Dans son cerveau, les impressions et les idées se succèdent éparses, discontinues, sans attache avec la réalité. Son état le plus habituel oscille entre le rêve et la dispersion mentale.



Mercredi, 6 janvier 1915.

Les Russes viennent d'infliger une défaite aux Turcs, près de Sarykamich, sur la route de Kars à Erzeroum.

Ce succès est d'autant plus méritoire que l'offensive de nos alliés est engagée dans une région montagneuse aussi haute que les Alpes, coupée de précipices et dont les cols dépassent souvent 2 500 mètres d'altitude; le froid y est terrible actuellement et les bourrasques de neige continuelles. Aucune route, d'ailleurs, et tout le pays dévasté. L'armée du Caucase accomplit là, chaque jour, d'extraordinaires prouesses.

X. — PATRIOTISME DE L'IMPÉRATRICE

Jeudi, 7 janvier 1915.

Depuis neuf jours, une lutte opiniâtre se poursuit sur la rive gauche de la Vistule, dans le secteur compris entre la Bzoura et la Rawka. Le 2 janvier, les Allemands ont réussi à enlever l'importante position de Borjymow : leur front d'attaque n'est donc plus qu'à 60 kilomètres de Varsovie.

Cette situation est appréciée avec une extrême sévérité à Moscou, si j'en crois les impressions que m'apporte un journaliste anglais, connaissant bien la société russe et qui dînait hier encore au Slaviansky Bazar : — « Dans tous les salons et les cercles moscovites, me dit-il, on se montre fort irrité de la tournure que prennent les événements militaires. On ne s'explique

pas cet arrêt de toutes les offensives et ces retraites continuelles qui semblent ne devoir jamais finir... Pourtant, ce n'est pas le Grand-Duc Nicolas que l'on incrimine; c'est l'Empereur, et plus encore l'Impératrice. On fait courir sur Alexandra-Féodorowna les histoires les plus absurbes; on accuse Raspoutine d'être vendu à l'Allemagne et l'on n'appelle plus la Tsarine autrement que la *Niemka*, l'Allemande... »

Voilà plusieurs fois déjà que j'entends reprocher à l'Impératrice d'avoir gardé sur le trône des sympathies, des préférences, un fond de tendresse pour l'Allemagne. La malheureuse femme ne mérite en aucune manière cette inculpation, qu'elle connaît et qui la désole.

Alexandra-Féodorowna n'est Allemande, ni d'esprit ni de cœur, et ne l'a jamais été. Certes, elle l'est de naissance, au moins du côté paternel, puisqu'elle eut pour père Louis IV, Grand-Duc de Hesse et du Rhin; mais elle est Anglaise par sa mère, la princesse Alice, fille de la reine Victoria. En 1878, à l'âge de six ans, elle perdit sa mère et, dès lors, elle vécut habituellement à la Cour d'Angleterre. Son éducation, son instruction, sa formation intellectuelle et morale furent ainsi tout anglaises. Aujourd'hui encore, elle est Anglaise par son extérieur, par son maintien, par un certain accent de raideur et de puritanisme, par l'austérité intransigeante et militante de sa conscience, enfin par beaucoup de ses habitudes intimes. A cela se borne, d'ailleurs, tout ce qui subsiste de ses origines occidentales.

Le fond de sa nature est devenu entièrement russe. D'abord et malgré la légende hostile que je vois se former autour d'elle, je ne doute pas de son patriotisme. Elle aime la Russie d'un fervent amour. Et comment ne serait-elle pas attachée à cette patrie adoptive, qui résume et personnifie pour elle tous ses intérêts de femme, d'épouse, de souveraine, de mère? Quand elle monta sur le trône en 1894, on savait déjà qu'elle n'aimait pas l'Allemagne et spécialement la Prusse. Dans le cours de ces dernières années, elle a pris en personnelle aversion l'empereur Guillaume, et c'est sur lui qu'elle fait peser toute la responsabilité de la guerre, de « cette abominable guerre qui fait saigner chaque jour le cœur du Christ. » Lorsqu'elle a appris l'incendie de Louvain, elle s'est écriée : — « Je rougis d'avoir été Allemande! »

Mais sa naturalisation morale est beaucoup plus profonde encore. Par un phénomène étrange de contagion mentale, elle s'est assimilé peu à peu les éléments les plus anciens, les plus spécifiques de l'âme russe, tous ces éléments obscurs, émotifs et nuageux, qui ont pour expression suprême la religiosité mystique.

J'ai déjà noté dans ce *Journal* les dispositions morbides qu'Alexandra-Féodorowna tient de son hérédité maternelle et qui se traduisent en exaltation charitable chez sa sœur Élisabeth, en goûts bizarres chez son frère le Grand-Duc de Hesse. Or, ces tendances héréditaires, qui auraient été plus ou moins enrayées, si elle avait continué à vivre dans les milieux positifs et pondérés d'Occident, ont trouvé en Russie les conditions les plus favorables à leur complet développement. Inquiétude morale, tristesse chronique, angoisses diffuses, alternatives d'excitation et d'accablement, pensée obsédante de l'invisible et de l'au-delà, crédulité superstitieuse, tous ces symptômes qui marquent d'une empreinte si frappante la personnalité de l'Impératrice ne sont-ils pas invétérés et endémiques dans le peuple russe? La docilité avec laquelle Alexandra-Féodorowna se soumet à l'ascendant de Raspoutine n'est pas moins significative. Quand elle voit en lui « un homme de Dieu..., un saint, persécuté comme le Christ par les Pharisiens; » quand elle lui reconnaît le don de la prescience, du miracle et de l'exorcisme; quand elle lui demande ses bénédictions pour le succès d'un acte politique ou d'une opération militaire, elle se comporte comme eût fait jadis une Tsarine de Moscou ; elle nous ramène à l'époque d'Ivan le Terrible, de Boris Goudounow, de Michel-Féodorowitch; elle s'encadre, pour ainsi dire, dans le décor byzantin de la Russie archaïque.

XI. — L'OKHRANA

Vendredi, 8 janvier 1915.

Vers trois heures de l'après-midi, comme les dernières lueurs du jour s'éteignent déjà dans une ombre blafarde, je longe le Kronversky Prospect pour me rendre à l'hôpital français, qui est situé au fond de l'Ile Wassily.

A ma gauche, la forteresse des Saints-Pierre-et-Paul dessine sous un linceul de neige ses bastions anguleux, d'où émergent à

peine les toitures plates de la prison d'État. Une lourde brume de plomb écrase la coupole de la cathédrale qui abrite les sépulcres des Romanow, et la flèche d'or qui la domine se perd dans le ciel opaque. Plus loin devant moi, les ramures squelettiques d'un parc désert et dénudé laissent entrevoir la nappe immobile de la Néwa, bosselée de glaçons.

Pour accentuer l'impression sinistre qui se dégage de l'heure et du lieu, le coin d'une avenue solitaire, que je dépasse à ma droite, est marqué par une maison basse, aux murs jaunâtres, aux fenêtres grillées, d'apparence honteuse et clandestine. Deux officiers de gendarmerie en sortent au même instant. C'est l'*Okhrana*.

La redoutable officine date de Pierre le Grand, qui la créa en 1697, sous le nom de *Préobrajensky Prikaz*. Ses origines historiques doivent pourtant être cherchées beaucoup plus haut; on les trouve dans les traditions byzantines et dans les procédés de la domination tartare. Elle eut pour premier directeur le prince Romodanowsky et elle acquit tout de suite un prestige effrayant. De ce jour, l'espionnage, la délation, les tortures, les exécutions secrètes furent les instruments normaux et régulateurs de la politique russe. Dès le début, le *Préobrajensky Prikaz* conçut les vrais principes d'une Inquisition d'État, c'est-à-dire le mystère, l'arbitraire et la cruauté. Sous les règnes de Pierre II, d'Anna-Ivanowna et d'Élisabeth-Pétrowna, l'institution perdit un peu de sa vigueur native; mais l'Impératrice Catherine II, « l'amie des philosophes, » eut vite fait de lui rendre sa prépotence occulte et son caractère implacable. Alexandre II l'entretint dans cet esprit excellent.

Il fallut le génie despotique de Nicolas I[er] pour juger insuffisante et défectueuse une administration qui s'était illustrée déjà par tant d'exploits. Au lendemain de la conspiration décembriste, il réorganisa entièrement l'*Okhrana*, qui s'appela désormais la *Troisième Section de la Chancellerie privée de Sa Majesté Impériale*. Dans toute la réforme, on aperçoit l'influence des méthodes prussiennes, l'imitation de la bureaucratie prussienne et du militarisme prussien. La direction du service fut confiée à un général, d'origine allemande, le comte Alexandre Benckendorff (1). Jamais autocrate n'eut en main un si puissant

(1) Le frère de la fameuse princesse de Liéven, amie de Guizot.

organisme d'enquête et de coercition. Après quelques années de ce régime, la Russie fut essentiellement un État policier.

Dans le désarroi qui suivit la guerre de Crimée, Alexandre II sentit la nécessité de moderniser un peu la législation administrative de l'Empire. C'est ainsi que le système judiciaire, qui n'offrait aucune garantie de justice, subit une refonte complète dans le sens des idées occidentales. La *Troisième Section* conserva néanmoins ses privilèges exorbitants. Pour apprécier le rôle qu'elle tenait dans l'État et le crédit dont elle jouissait dans la société, il suffit de rappeler qu'elle eut successivement pour chefs le comte Orlow, le prince Dolgorouky, le comte Schouvalow.

L'assassinat d'Alexandre II en 1881 et l'expansion du mouvement nihiliste donnèrent beau jeu aux adversaires des réformes libérales. Durant tout son règne, le « très pieux » Alexandre III s'évertua consciencieusement à étouffer les germes funestes du « modernisme » et à ramener la Russie vers l'idéal théocratique des tsars moscovites. La police exerça naturellement une fonction prééminente dans cette œuvre de réaction. Mais, depuis le mois d'août 1880, elle n'était plus rattachée à la *Chancellerie privée de Sa Majesté Impériale :* elle ressortissait au Ministère de l'Intérieur, où elle formait un département spécial, avec le corps des gendarmes.

Sous la direction du général Tchérévine, ami personnel d'Alexandre III, elle fut aussi puissante qu'au temps de Nicolas Ier. Enveloppée de son mystère, étendant ses ramifications dans tout l'Empire et à l'étranger, indépendante des tribunaux, disposant de ressources énormes, échappant à tout contrôle, elle imposa maintes fois ses actes aux ministres et à l'Empereur même.

Le culte que Nicolas II professe pour la mémoire et les opinions de son père, le détourna de rien changer à une institution animée d'un si pur loyalisme et qui veille si jalousement à la protection de la dynastie. Ses ukazes du 23 mai 1896 et du 13 décembre 1897 ont encore accru et fortifié les pouvoirs de la police.

On le vit bien pendant les troubles révolutionnaires de 1905, quand l'*Okhrana* suscitait partout des grèves, des attentats, des *pogroms ;* quand elle mobilisait les Bandes noires du général Bogdanowitch ; quand elle essayait de soulever le fanatisme des masses rurales en faveur du tsarisme orthodoxe. Le débat qui s'ouvrit en juin 1906 devant la Douma, les divulgations du

prince Ouroussoff, le procès qui fut intenté ensuite à l'ancien directeur de la police Lopoukhine, les aveux ou les réticences des policiers Guérassimow et Ratchkowsky, ont révélé le rôle monstrueux, que les agents provocateurs, les Azew, les Gapone, les Harting, les Tchiguelsky, les Mikhaïlow, ont joué dans les complots anarchistes de ces dernières années. On croit même retrouver leur main dans l'assassinat du Ministre de l'Intérieur Plehve et dans celui du Grand-Duc Serge.

Que médite aujourd'hui l'*Okhrana ?* Que trame-t-elle ? On m'affirme que son directeur actuel, le général Popow, n'est pas trop déraisonnable. Mais, aux heures critiques, l'esprit de l'institution l'emportera toujours sur la personnalité du chef.

Et puis je ne saurais oublier que le Département de la Police au Ministère de l'Intérieur est géré par Biéletzky, homme sans scrupules, aussi entreprenant qu'insidieux, serviteur de Raspoutine et de toute la bande.

Le Département de la Police au Ministère de l'Intérieur et son annexe, l'*Okhrana*, ont pour attribution la police générale de l'Empire, police administrative, judiciaire et politique. Mais, en plus de ces deux grands offices publics, il existe un mécanisme complexe, ressortissant au Ministère de la Cour et spécialement préposé à la sauvegarde personnelle des Majestés. Je ne vois, dans l'histoire moderne, aucun autre État monarchique où la sûreté des souverains ait paru exiger une vigilance aussi active et minutieuse, un tel rempart de précautions ostensibles ou secrètes. Voici comment le service est assuré.

Tous les organes militaires et administratifs, qui concourent à la protection des Majestés, relèvent du Commandant des Palais impériaux. Cette fonction est une des plus enviées, parce qu'elle confère à celui qui la détient des moyens d'action puissants et qu'elle lui permet d'approcher le Tsar à tout moment. Le titulaire actuel est le général Wladimir-Nicolaïéwitch Woyéïkow, ancien commandant du régiment des Hussards de la Garde, gendre du ministre de la Cour le comte Fréédéricksz. Son prédécesseur était le général Diédouline, qui avait succédé lui-même au fameux général Trépow.

Le général Woyéïkow a d'abord sous ses ordres le *Régiment des Cosaques de l'Escorte*, comptant 4 escadrons, à l'effectif total de 650 hommes; le commandant du régiment est le général

comte Alexandre Grabbé. Ces Cosaques, choisis parmi les plus énergiques et les plus robustes, sont affectés aux services de surveillance, de patrouille et d'escorte en dehors du Palais. Ce sont eux que l'on voit jour et nuit galoper, à cinquante mètres l'un de l'autre, dans l'allée forestière qui entoure le parc de Tsarskoïé-Sélo.

Vient ensuite le *Régiment de Sa Majesté*, comptant 4 bataillons, à l'effectif total de 5 000 hommes; le commandant du régiment est le général Ressine. Recrutés avec un soin sévère dans tous les corps de la Garde, remarquablement tenus en leur uniforme simple, ces fantassins d'élite fournissent les postes aux grilles du Palais et les sentinelles disséminées dans le parc; ils fournissent également une trentaine de factionnaires dispersés dans les vestibules, dans les couloirs, dans les escaliers, dans les cuisines, dans les offices, dans les caves de la demeure impériale.

Outre ces contingents de cavalerie et d'infanterie, le général Woyéïkow dispose encore d'une troupe spéciale, le *Régiment des Chemins de Fer de Sa Majesté*, comptant 2 bataillons, à l'effectif total de 1 000 hommes. Ce régiment, commandé par le général Zabel, assure, pendant les voyages des souverains, la conduite des trains impériaux et la surveillance des voies ferrées. Son rôle est alors très important; car « faire sauter le train du Tsar » est une des idées qui hantent le plus obstinément le cerveau des anarchistes russes. L'un d'eux avait même réussi naguère à se blottir et s'accrocher sous une des voitures avec sa bombe dans la poche.

L'action protectrice de ces forces militaires est complétée par celle de deux organismes administratifs, puissamment outillés, la *Police de la Cour impériale* et la *Sûreté de Sa Majesté l'Empereur*.

La *Police de la Cour impériale*, dirigée par le général de gendarmerie Ghérardi et dont l'effectif est de 250 agents, double, en quelque sorte, les factionnaires apostés aux grilles et dans les bâtiments du Palais; elle contrôle les entrées et les sorties; elle inspecte les domestiques, les fournisseurs, les ouvriers, les jardiniers, les visiteurs, etc..; elle observe et enregistre tout ce qui se passe dans l'entourage des souverains; elle épie, elle écoute, elle scrute, elle s'infiltre partout. Dans l'exécution de ses consignes, elle déploie un rigorisme inflexible. J'en peux témoigner personnellement. Toutes les fois que j'ai été reçu par l'Empereur à Tsarskoïé-Sélo ou à Péterhof (et, chaque fois,

j'étais en grande tenue, dans une voiture de la Cour, avec un maître des cérémonies à côté de moi), j'ai subi la règle commune : l'officier de police en faction à la grille d'honneur est venu jeter un coup d'œil dans le carrosse et s'est fait remettre par le valet de pied le laissez-passer réglementaire. Comme je marquais un jour au Directeur des Cérémonies, Evréïnow, quelque surprise d'un formalisme aussi strict, il me répondit : — « Oh! monsieur l'ambassadeur, on ne prendra jamais trop de précautions... N'oubliez pas que, dans les derniers temps de l'empereur Alexandre II, les nihilistes ont fait sauter la salle à manger du Palais d'hiver à quelques pas de la chambre où agonisait la pauvre impératrice Marie!... Nos révolutionnaires d'aujourd'hui ne sont ni moins inventifs, ni moins audacieux... Ils ont tenté, sept ou huit fois déjà, de tuer Nicolas II... »

La *Sûreté de Sa Majesté l'Empereur* a des attributions plus vastes; c'est comme une succursale de la grande *Okhrana*, mais sous la dépendance exclusive et directe du Commandant des Palais impériaux. Elle est dirigée par le général de gendarmerie Spiridowitch, qui dispose de 300 agents, ayant tous fait leurs preuves dans les cadres officiels de la police judiciaire ou politique; il soudoie, en plus, de nombreux agents secrets. La principale fonction du général Spiridowitch est de pourvoir à la sûreté des souverains en dehors de leur palais; aussitôt que le Tsar ou la Tsarine ont franchi l'enceinte du *Dvoretz*, il est responsable de leur vie. C'est une responsabilité d'autant plus lourde que Nicolas II, très fataliste, pieusement assuré « qu'il ne mourra pas avant l'heure fixée par Dieu, » n'admet pour sa protection personnelle que des mesures très discrètes, aucun déploiement visible de forces policières. Afin de jouer efficacement son rôle, la Sûreté impériale a besoin de connaître à fond l'organisation, les desseins, les entreprises, les complots, toute la vie audacieuse, remuante et clandestine des partis subversifs. A cet effet, le général Spiridowitch reçoit communication de tous les renseignements recueillis par le Département de la Police et par l'*Okhrana*. La mission de haute importance, dont il est investi, lui attribue, en outre, le droit de pénétrer dans toutes les administrations, de réclamer toutes les enquêtes. Le chef de la Sûreté impériale met ainsi à la disposition de son supérieur direct, le Commandant des Palais impériaux, un instrument redoutable d'espionnage politique et social.

XII. — SENTIMENTS RELIGIEUX DU PEUPLE RUSSE

Dimanche, 10 janvier 1915

Le peuple russe est-il aussi religieux qu'on l'affirme communément? C'est une question que je me suis posée souvent. Et mes réponses étaient assez vagues. Ayant lu hier soir quelques pages suggestives de Mérejkowsky sur *la Religion et la Révolution*, la question se formule à nouveau devant moi

Mérejkowsky raconte que, vers 1902, quelques Russes, d'âme très croyante et inquiète, organisèrent à Saint-Pétersbourg des conférences où des prêtres siégeaient avec des laïques, sous la présidence d'un évêque, Mgr Serge, recteur de l'Académie de théologie : « Pour la première fois, écrit-il, l'Église russe se trouvait face à face avec la société séculière, la culture et le monde, non pas pour les forcer à une fusion apparente, mais pour tenter un rapprochement intime et libre. Pour la première fois, furent posées des questions qui n'avaient jamais été soulevées avec autant de conscience aiguë et de souffrance vraie, depuis l'époque de la séparation ascétique du christianisme et du monde... Les murs de la salle semblaient s'écarter et découvrir des horizons infinis. Cette minuscule assemblée était comme le seuil d'un concile œcuménique. Des discours y furent prononcés qui ressemblaient à des prières et à des prophéties. Il s'y créa une atmosphère de feu, où tout paraissait possible, même un prodige... Il faut rendre justice aux chefs du clergé russe : ils allèrent au-devant de nous, le cœur ouvert, avec une sainte humilité, avec le désir de comprendre, d'aider, de sauver l'égaré... Mais la ligne de démarcation des deux camps était plus profonde qu'il n'avait semblé d'abord. Entre eux et nous, se révéla un abîme sur lequel il était impossible de jeter un pont... Nous creusâmes, les uns vers les autres, des tunnels qui pouvaient nous rapprocher, mais non pas nous faire rencontrer, car nous creusions dans deux plans différents. Pour que l'Église répondît, il aurait fallu plus qu'une réforme : une révolution; plus qu'une nouvelle interprétation : une nouvelle révélation; non pas la suite du Second Testament, mais le commencement du Troisième ; non pas le retour au Christ du Premier Avènement, mais l'élan vers le Christ du Second. Il s'ensuivit un malentendu sans issue. Pour nous, la foi était de l'admiration ;

pour ces prêtres, c'était de l'ennui. Les paroles saintes de l'Écriture, où nous entendions les voix des sept tonnerres, sonnaient chez eux comme des textes de catéchisme appris par cœur. Nous voulions que la face du Christ fût comme le soleil resplendissant dans sa force : eux, se contentaient d'une tache noire sur le nimbe d'une vieille icône. »

C'est là le grand drame religieux de la conscience russe. Le peuple est plus croyant ou, du moins, plus chrétien que son Église. Il y a, dans la piété des masses, plus de spiritualisme, plus de mysticisme, plus d'évangélisme que dans la théologie et les prescriptions orthodoxes. En se laissant asservir à l'autocratie, en devenant une institution administrative et policière, l'Église officielle perd, de jour en jour, son empire sur les âmes.

La rupture éclatante de Tolstoï avec l'orthodoxie canonique a révélé, il y a une quinzaine d'années, toute la gravité de la crise morale dont souffre la Russie. Quand le Saint-Synode fulmina son excommunication, les témoignages d'assentiment et d'admiration affluèrent à Yasnaïa-Poliana. Des prêtres mêmes protestèrent contre la terrible sentence; des séminaristes se mirent en grève et l'indignation fut si générale que le Métropolite de Saint-Pétersbourg crut devoir adresser une lettre publique à la comtesse Tolstoï pour lui représenter le verdict du Saint-Synode comme un « acte d'amour et de charité » envers son mari apostat.

Le peuple russe est profondément évangélique. Le *Sermon sur la montagne* résume presque toute sa religion. De la révélation chrétienne, ce qu'il retient surtout, c'est le mystère de charité qui, émanant de Dieu, a racheté le monde. Les articles essentiels de son *Credo* sont les paroles de la prédication galiléenne : *Aimez-vous les uns les autres... Aimez vos ennemis; faites du bien à ceux qui vous haïssent... Ne résistez pas au mal qu'on veut vous faire... Je ne demande pas le sacrifice, mais l'amour...* De là, l'infinie compassion du *moujik* pour les pauvres, les malheureux, les humiliés, les offensés, tous les disgraciés du sort. C'est ce qui imprime à l'œuvre de Dostoïewsky un si vif accent de vérité nationale : elle semble inspirée tout entière par l'appel du Christ : *Venez à moi, vous qui êtes accablés!* L'aumône, la bienfaisance, l'hospitalité tiennent une place énorme dans la vie des humbles. J'ai voyagé

à travers tout le monde : aucune race n'est aussi charitable.

Le *moujik* est d'ailleurs assoiffé pour lui-même de la miséricorde qu'il prodigue aux autres. Son visage est émouvant de ferveur et de supplication, quand, avec de longs signes de croix, il murmure le refrain perpétuel de la liturgie orthodoxe : *Gospodi, pomilouï!...* « Seigneur, ayez pitié de moi! »

Après la commisération pour les affligés, le sentiment religieux qui me paraît le plus actif dans la conscience populaire est le sentiment du péché. Là encore, on retrouve l'influence de la prédication galiléenne. Le Russe est comme hanté par l'idée de la faute et de la pénitence. Avec le publicain de la parabole sainte, il répète sans cesse : *O Dieu, soyez indulgent pour moi, pauvre pécheur!* Dans le Christ, il voit principalement Celui qui a dit : *Le Fils de l'Homme est venu sauver les âmes en péril,* et qui a dit aussi : *Je ne suis pas venu appeler les justes, mais les pécheurs.* Le *moujik* ne se lasse jamais d'écouter l'évangile de saint Luc, qui est par excellence l'évangile du pardon. Ce qui le touche au plus profond de son cœur, c'est le privilège d'indulgence et de prédilection que le divin Maître accorde à ceux qui détestent leur faute : *Il y a plus de joie dans le ciel pour un pécheur qui se repent que pour quatre-vingt-dix-neuf justes qui n'ont pas besoin de pénitence.* Il se fait raconter indéfiniment la parabole de l'enfant prodigue et de la brebis égarée, la guérison du lépreux samaritain, la promesse du Royaume de Dieu au bon larron crucifié.

Ainsi, contrairement à l'opinion commune, le Russe est très loin d'attacher aux rites extérieurs une importance exclusive. Certes, les pratiques du culte, les offices, les sacrements, les bénédictions, les icônes, les reliques, les scapulaires, les cierges, les chants, les signes de croix, les génuflexions, jouent un grand rôle dans sa piété; car son imagination vive le rend très sensible aux spectacles. Mais, ce qui domine et de beaucoup chez lui, c'est la foi implicite; c'est le christianisme pur, dépouillé de toute métaphysique; c'est la confiance dans la justice de Dieu et la terreur de sa sévérité; c'est la pensée constante du Sauveur; c'est encore une lente rêverie sur la souffrance et la mort, une vague méditation sur le monde surnaturel qui nous dépasse et sur le mystère qui nous enveloppe.

A beaucoup d'égards, on peut expliquer par l'idéalisme

évangélique la multiplicité des sectes qui existent en Russie. Assurément, le discrédit, où l'Église officielle est tombée depuis qu'elle s'est laissé asservir par l'autocratie, a contribué au progrès de l'esprit sectaire. Mais la prolifération des schismes est due à des exigences plus intimes de l'âme russe.

Innombrables en effet sont les communautés religieuses qui se sont détachées de l'Église orthodoxe ou qui ont pris naissance hors d'elle. Il y a d'abord la plus ancienne, comme aussi la plus considérable et la plus austère, le *Raskol*, qui n'est pas sans quelque ressemblance avec notre jansénisme. Il y a ensuite les *Doukhobors*, qui n'admettent qu'une source de foi, l'intuition intérieure, et qui se refusent au service militaire pour n'avoir pas à verser le sang; — les *Beglopopovtsy*, les prêtres abjurateurs, qui fuient la servitude démoniaque de l'Église officielle; — les *Molokanes*, « buveurs de lait, » qui s'appliquent à réaliser la vie galiléenne dans sa pureté intégrale; — les *Stranniki*, les « errants, » qui, pour échapper au Royaume de l'Antéchrist, voyagent indéfiniment à travers les steppes et les forêts glacées de la Sibérie; — les *Chtoundistes*, qui prêchent le communisme agraire « pour mettre fin au règne des Pharaons; » — les *Khlysty*, qui, dans leurs extases érotiques, sentent le Christ s'incarner en eux et dont Raspoutine est aujourd'hui le plus brillant adepte; — les *Skoptzy*, qui s'émasculent pour s'affranchir des turpitudes charnelles; — les *Bialoritzy*, qui s'habillent en blanc « comme les anges célestes » et qui vont, de village en village, professant l'innocence; — les *Pomortsy*, qui renient le baptême qu'ils ont reçu dans leur enfance, parce que « l'Antéchrist règne sur l'Église, » et qui renouvellent de leurs propres mains le sacrement baptismal; — les *Nikoudichniky*, négateurs outranciers de la règle sociale, qui cherchent sur terre, « là-bas, toujours plus loin, » le vrai Royaume de Jésus, où le péché est impossible; — les *Douchitély*, les « étrangleurs, » qui, par pitié humaine, par commisération rétrospective pour le patient du Calvaire, abrègent les agonies douloureuses en serrant la gorge des moribonds; — que d'autres encore !...

Toutes ces sectes dérivent des mêmes principes. On y retrouve l'idée d'un culte uniquement fondé sur la pureté du cœur et sur la fraternité des hommes; le besoin d'établir un rapport direct entre l'âme et Dieu ; l'impossibilité de croire que le clergé soit un médiateur indispensable entre le Père céleste

et le troupeau ; l'inspiration individuelle qui refuse de se soumettre aux chaînes de l'Église ; enfin et surtout l'anarchisme propre au caractère russe. L'activité intérieure des communautés offre en spectacle toutes les formes, tous les excès, toutes les déviations du sentiment religieux : la plus haute spiritualité et le matérialisme le plus bas, l'exaltation de l'âme et la mutilation de la chair, le fanatisme et la thaumaturgie, l'illuminisme et la divination, l'extase et l'hystérie, l'ascétisme et la lubricité.

Les croyances du peuple russe étant approximativement ce que je viens de dire, on ne peut se soustraire à une énigme assez troublante. Comment le *moujik*, doué d'une âme aussi évangélique, se laisse-t-il entraîner, dans ses jours de colère, à des violences aussi atroces ? Car les assassinats, les supplices, les incendies, les pillages, qui marquèrent les troubles de 1905, nous démontrent qu'il est capable aujourd'hui des mêmes horreurs qu'au temps de Pougatchew, au temps d'Ivan le Terrible et à tous les âges de son histoire.

J'y vois deux raisons. La première est que les Russes, dans l'immense majorité, sont restés primitifs, donc tout près de l'instinct et encore esclaves de leurs impulsions. Le christianisme n'a imprégné que certaines parties de leur nature : il ne touche aucunement leur raison et il s'adresse moins à leur conscience qu'à leur imagination et à leur sensibilité. D'ailleurs, il importe de remarquer que le *moujik*, aussitôt sa fureur tombée, revient à la douceur et à l'humilité chrétiennes : il pleure alors sur ses victimes et fait dire des messes pour le repos de leurs âmes ; il se confesse publiquement de ses crimes ; il se frappe la poitrine et se couvre de cendres ; il excelle et se complaît dans la mise en scène du repentir.

La seconde raison est que l'Évangile contient de nombreux préceptes d'où l'on peut tirer des conséquences subversives selon notre conception de l'État moderne. La parabole du riche, qui brûle dans l'Enfer par cela seul qu'il fut riche, tandis que Lazare se repose dans le sein d'Abraham par cela seul qu'il fut pauvre, est dangereuse à méditer pour l'esprit simple des prolétaires et des paysans russes. De même, quand la vie leur est trop dure, quand ils éprouvent trop cruellement la misère de leur condition sociale, ils aiment à se rappeler que le Christ a dit : *Les premiers seront les derniers et les derniers seront les premiers ;* ils connaissent aussi la phrase terrible : *Je*

suis venu apporter le feu sur la terre. Tant mieux si elle brûle! Enfin, la tendance au communisme, qui est au fond de chaque *moujik*, trouve plus d'un argument dans le programme de Galilée. Tolstoï, qui a si éloquemment interprété l'Évangile « au sens russe, » n'hésite pas à déclarer que la propriété individuelle est incompatible avec la doctrine chrétienne, que tout homme a droit aux fruits de la glèbe, comme il a droit aux rayons du soleil, et que la terre doit appartenir exclusivement à ceux qui la cultivent.

XIII. — AU MUSÉE DE L'ERMITAGE

Mardi, 12 janvier 1915.

Dans l'interminable suite de jours brumeux et glacés qu'est l'hiver de Pétrograd, c'est une impression sinistre de visiter le Musée de l'Ermitage.

Avant même d'avoir gravi les dernières marches du majestueux escalier qui s'élève du vestibule, on découvre les galeries de la peinture italienne. Successivement, comme un paysage qui se déroule, on aperçoit des Titien, des Véronèse, des Tiepolo, des Tintoret, des Canaletto, des Guardi, des Schiavone, toute l'école de Venise, puis, çà et là, se détachant à peine dans l'ombre, quelques toiles du Guercino, de Caravaggio, de Salvator Rosa. Les vitrages laissent tomber du plafond une clarté jaunâtre et sale, qu'on dirait tamisée par un crêpe. Une buée de tristesse épaissit l'air. A travers ce voile blafard, toutes les œuvres des maîtres vénitiens, toutes ces images d'une vie épicurienne, d'une fête somptueuse et délicate semblent souffrir d'une intolérable nostalgie : elles implorent la lumière. La *Cléopâtre* de Tiepolo, l'*Andromède* et la *Danaé* de Titien font pitié. Je pense aux vers de Dante : *O settentrional vedovo sito...* « O contrée du Nord, pauvre veuve, qui ne connais pas les splendeurs du Midi!... »

Même désolation dans les salles de la peinture française, où l'art des XVIIe et XVIIIe siècles est magnifiquement représenté par Poussin, Claude Lorrain, Mignard, Lenain, Largillière, Van Loo, Lemoyne, de Troy, Watteau, Chardin, Pater, Greuze, Boucher, Lancret, Fragonard, Hubert Robert, etc... C'est une collection unique, dont quelques pièces peuvent compter parmi

les plus exquises et les plus radieuses créations du génie français. Mais, dans l'atmosphère livide qui les enveloppe aujourd'hui, tous ces tableaux perdent leur éclat, leur fraîcheur, leur rayonnement, leur esprit, leur âme. Les teintes se fanent, les harmonies se rompent, les vibrations s'arrêtent, les reflets se ternissent, les ciels s'éteignent, les modelés s'effacent, les visages s'évanouissent : la longue galerie silencieuse a l'aspect d'une nécropole.

Il est pourtant une région de l'Ermitage où, même par les jours sombres, on se plaît à s'attarder : ce sont les quatre salles consacrées à Rembrandt.

La pénombre fauve, que déversent les fenêtres, semble continuer la vapeur d'ambre où s'immergent les tableaux. Dans le fluide obscur et doré qui baigne la galerie, l'art du grand visionnaire atteint à une prodigieuse puissance d'évocation. Chaque figure s'anime d'une vie étrange, profonde, lointaine, illimitée. Le monde extérieur s'abolit; on pénètre au plus intime de la vie morale; on touche à l'insondable mystère de l'âme et de la destinée humaines. Et lorsqu'on a longuement médité devant ces chefs-d'œuvre qui s'appellent : *la Pallas*, *la Danaé*, *Abraham et les anges*, *le Sacrifice d'Isaac*, *la Réconciliation de David et d'Absalon*, *la Disgrâce d'Aman*, *la Parabole du maître de la vigne*, *l'Enfant prodigue*, *le Reniement de saint Pierre*, *la Descente de croix*, *l'Incrédulité de saint Thomas*, *la Fiancée juive*, *le Magnat hongrois*, *le Vieillard du Ghetto*, etc..., on comprend mieux cette forte pensée de Carlyle : « L'histoire est un drame grandiose, joué sur le théâtre de l'infini, avec les astres pour lampes et l'éternité pour fond. »

MAURICE PALÉOLOGUE.

(*A suivre.*)

LETTRES
DE GRÈCE ET D'ITALIE
(1893)

III [1]

X

A bord du *Méduse*. En rade de Corfou,
16 juin, 3 heures.

Une de ces douces heures où l'on se laisse vivre. Le bateau fait une escale de trois heures. Promenade en voiture le long de la belle vallée des Cannones, et me voici, sur le pont, attendant qu'on lève l'ancre, bien installé dans ma chaise, à l'arrière, à cinq cents mètres des deux rochers fortifiés entre lesquels la ville est nichée ; à l'arrière-plan, de l'autre côté du canal, le fond rose des hautes côtes d'Épire. Comment ne fait-il pas plus chaud, sous le ciel très bleu, très pur et ce soleil? Mais non, une brise charmante qui n'atténue en rien pourtant l'éclatante lumière.

Voilà le bateau parti, et c'est très confortable de voir, de sa stalle d'orchestre, se dérouler comme un décor mouvant cette belle côte, si bien éclairée, dentelée, découpée, et dont les plans successifs, de tons de plus en plus vaporeux, mais toujours roses, s'étagent jusqu'à la grande montagne Kalamas. Sur le revers, c'est Janina. Voici l'embouchure du Kolamos, limite de l'Épire et de l'Albanie, et c'est très amusant de fouiller de la lorgnette

(1) Voyez la *Revue* des 15 février et 1er mars 1921.

les villages de cette côte. Elle est encore musulmane et turque, bien qu'après ce détour d'Athènes, après cette halte à Corfou, ville d'eau cosmopolite, on se sente tellement loin de Constantinople et presque près de Paris. Le bateau crie pourtant le contraire. C'est un bon Lloyd autrichien très confortable, mais l'avant est aussi encombré de bariolage oriental que celui de Smyrne, il y a quinze jours. Seulement, ce ne sont plus des Arabes en turbans et en haïks, mais des Albanais coiffés du fez, aux vestes et aux culottes brunes soutachées de noir : ici, sur la passerelle, des uniformes d'officiers turcs qui n'ont que cette longue voie pour, de Constantinople, rallier leur garnison d'Épire; et voici que sortent des cabines, pour prendre un peu l'air, hésitantes, très effarouchées, trois femmes turques vêtues de noir, voilées de blanc, trois femmes d'un pacha qui est à bord, « un très petit pacha, » me dit le capitaine.

Cette nuit, je serai à Brindisi, où les express arrivent de Paris en quarante heures; je me hâte de fixer ce dernier rayon d'Orient, que je n'avais pas prévu ici entre la Grèce et l'Italie.

XI

A bord du *Méduso*, même jour, 6 heures du soir.

J'ai à peine fermé ma lettre, et voici que je recommence, mais comment ne pas noter? Cette côte d'Albanie, à cette heure, est tellement belle! La mer, ce soir encore, est d'acier bleu. La côte, haute et dentelée, est exactement lilas, un peu vaporeuse au pied, très nette à la cime, avec des reflets glacés aux arêtes. Le ciel est d'un bleu vert tendre d'une finesse exquise : au ras de la montagne, c'est du vert d'eau décoloré extrêmement pâle, puis, à mesure qu'il s'élève, il passe au bleu clair, avec toujours des dessous d'argent. Et ces trois zones, la mer, la côte, le ciel, sont si simples et si nettes et je les vois avec tant de précision, que, fixées sur la rétine, je sens que dans dix ans je les décrirais encore.

Sur le pont, va et vient une institutrice allemande à demi folle qui, avant-hier, à Olympie, se pâmait devant l'*Hermès* et sautillait sur le pavé du Palestre en évoquant les beaux éphèbes... Ce soir, son regard quêteur erre sur tous les mâles du bateau, mais il ne semble pas y avoir preneur.

Jusqu'à 11 heures sur le pont je cause avec le capitaine, le Dalmate Giacinto Mattiazi, *cavaliére*, vieux routier grisonnant qui déballe tout son sac de potins sur les Habsbourg, l'Impératrice, l'archiduc Rodolphe.

Salerne, le 17 juin, soir.

En pleine Italie! à quarante heures de Paris: triste journée, de la pluie, du ciel gris : la traversée des Apennins; des montagnes quelconques, Vosges, Jura, Auvergne. Je les connais, mais la lumière! qu'en a-t-on fait? Ah! qu'on me laisse tranquille avec les paysages de lignes! Comme en Afrique, il y a dix ans, je ne demande que la lumière et la couleur; elles me grisent, elles me saoulent, j'en jouis sensuellement comme d'un parfum, comme d'une caresse. Aux Alpes sans soleil je préfère le navrant Sahara embrasé. Que m'importent ces chênes, cette verdure bête, ces gorges grises? O Hymette rose, ô Cyclades, où êtes-vous? Et puis, ça sent le retour, cette ville où une population en veston et en chapeau se presse à la musique; les employés sont arrogants, la douane méticuleuse, allons, nous sommes bien en pays civilisé; cela sent le retour, la dépêche ne coûte plus que 2 francs au lieu de 10 francs, il y a un Figaro à l'hôtel; c'est la fin de cette bonne fatigue du voyage, reposante et détendue et le retour au repos stérile, agité et éreintant de la garnison.

Et, après de telles journées, pluvieuses, grises, sans intérêt, la hantise de la solitude vous ressaisit et vous étreint le cœur.

Mais chassons cela en causant nous deux. Laisse-moi t'expliquer mon itinéraire de retour. Tu sais que je n'aime pas les voyages « bourlingués » et que je les fais volontiers pivoter autour d'une idée conductrice. Or à ce voyage, j'ai donné deux « dominantes, » le byzantin et l'art grec. Le byzantin, je l'ai laissé depuis Constantinople, sauf une brève reprise de contact à Mistra, mais je vais en retrouver l'empreinte à Amalfi, à Salerne, à Ravello dans les belles cathédrales byzantino-normando-arabes, puis j'irai le rechercher à Ravenne et enfin à Venise. Quant à l'art grec, le meilleur complément de la révélation d'Athènes, c'eût été la Sicile, mais il eût fallu trois semaines dont je ne dispose pas; après elle, c'est dans l'Italie du Sud, la Grande-Grèce, que subsistent les plus beaux vestiges, et c'est pourquoi j'y reviens. Je vais aller voir à Pœstum les beaux

temples doriques : au musée de Naples, mardi, les plus beaux antiques après ceux d'Athènes ; à Rome, mercredi et jeudi, négligeant tout ce que je connais déjà, j'irai revoir simplement les antiques du Vatican et je finirai la semaine avec ceux de Florence. L'an prochain, je compte, avec la Sicile, achever l'initiation grecque, je t'assure qu'elle est déjà en bonne voie.

18 juin, soir.

Cette journée de cruel anniversaire, j'avais pensé qu'il serait doux de la vivre entre les vieilles cathédrales d'Amalfi et de Ravello. J'en reviens, — la voiture m'a ramené à Salerne par cette route en corniche qui passe pour une des plus belles du monde. Bien belle, certes ! et pourtant, pourquoi ici, faut-il encore que le souvenir de la lumière attique atténue la joie? Pourquoi sous ce ciel, sur cette mer bleue aux reflets d'or, ces rochers restent-ils gris, ces routes restent-elles blanches et ces maisons plus que blanches encore, d'un éclat aveuglant de craie ? Là-bas, les rochers sont roses, les maisons sont roses : toute matière s'est imprégnée de lumière : nulle crudité n'offusque l'œil, et c'est une inoubliable vision.

Je ne l'ai pas faite seul, cette course d'Amalfi : à l'hôtel, une vieille dame allemande m'a fait demander de s'y associer et j'ai accepté : d'abord elle me paye la moitié de ma voiture ; ensuite comme tant d'Allemandes de sa classe (elle est la veuve d'un médecin de Düsseldorf) elle est instruite et cultivée ; enfin elle ne sait pas un mot de français, ce qui me vaut une excellente leçon d'allemand. Elle a paru radieuse et fut discrète et reconnaissante à souhait. Nous avons causé Allemagne, musique, religion.

Eh bien ! je suis forcé d'en convenir, cette route est admirable et l'ambon de Ravello est une pure merveille.

Mais je me sens trop proche du retour. J'ai rencontré un régiment : des colonels rudoyaient des capitaines, qui rudoyaient des lieutenants, — et je fus brusquement ramené à ce que je vais retrouver dans dix jours. Elle n'existe donc nulle part, la belle armée de mes rêves, confiante, cordiale et gaie, battant spontanément d'un seul cœur, et que chez nous surtout, avec les qualités de notre race, il serait si facile de faire, si vite ; mais les traditions, la morgue, la méfiance, le fonctionnarisme seront les plus forts, toujours.

C'est en vain qu'en cette soirée de douloureux souvenirs j'ai voulu chercher quelque douceur dans les églises de Salerne. C'est toute l'horreur de la dévotion italienne ; j'y retrouve la camelote des églises de Naples, les armoires à glaces, les madones à bagues, à pompons, à éventails, et des prêtres tout pareils à ceux que peint Frappa : en voici un en camail lilas, qui, avec un gros abbé, palpe et soupèse la pièce que j'ai dû donner pour descendre dans la crypte, et, sans qu'on sache ce qui les prend, ils éclatent d'un gros rire qui remplit l'église où la prière du soir finit à peine. Je trouverais cela fort plaisant s'il s'agissait de muphtis turcs ou de bonzes chinois; je l'apprécie infiniment moins chez ces prêtres du christianisme dont nous sommes issus. Malgré moi, ce simple froissement évoque l'irréductible malentendu qui écarte tant d'hommes de bonne foi et de bonne volonté ; — devant ce minime détail je revois, hélas! tout ce parasitisme meurtrier qui a peu à peu enlacé le grand arbre, en suce la sève, le tue, et, malgré tant d'efforts, malgré tant de libérales et généreuses révoltes, malgré Léon XIII, malgré la perfection de la doctrine, malgré la grandeur des origines, malgré l'incomparable vertu de l'Évangile, malgré son *modernisme* social, empêche l'Église d'être dans le grand conflit un arbitre écouté, fausse son action, écarte d'elle tant d'alliés naturels. Ah! nous sommes loin ici de Monseigneur Ireland. Tiens, il y a juste un an aujourd'hui que je l'entendais! C'est tout de même un contraste! Je le revois, ce fort, cet athlète, aux grands yeux regardant vers demain, le poing sur la hanche, en simple redingote, à la salle de la Société de géographie, — et ce soir, à la même heure, sous le vieil ambon byzantin de Salerne, ce vieux prêtre mièvre, onduleux, en camail de satin tendre. Il tient quelques chapitres d'histoire entre ces deux visions. Trouveront-ils là-bas, de l'autre côté de l'Atlantique, la formule de l'alliance nouvelle? En viendra-t-il quelque jour la parole pacificatrice écoutée et acceptée de tous, je ne sais; mais ce que j'affirme bien c'est qu'elle ne viendra pas d'ici.

Je pars à l'aube pour Pœstum où je vais chercher trois grands temples, du dorique primitif, datant de cinq ou six siècles avant notre ère, seuls vestiges d'une immense ville, émergeant presque intacts d'une lagune de roseaux.

XII

Naples, 20 juin, soir.

Hier à Pœstum, les trois grands temples doriques dans les roseaux, — on y arrive mal par le chemin de fer, — une douzaine de bicoques, une grande ferme en encombrent l'abord : au dernier tournant, on arrive sur eux, trop près. Et puis il faut passer par cet odieux tourniquet que Mistra n'a pas encore, et de dessous chaque colonne vous partent dans les jambes des gamins, collants comme des mouches, vous harcelant de leurs offres de médailles fausses. Quand nous referons ce voyage ensemble, ce qui ne saurait manquer, nous prendrons à Salerne un bateau, et c'est par mer que nous arriverons aux Temples. A cinq cents mètres de la plage, ils se dressent tous trois dans les roseaux : de ce côté, ni une maison, ni un arbre, ni un employé et l'impression est intacte.

Le charme du retour dans une ville déjà visitée, c'est d'y être débarrassé de l'ennuyeux et indispensable débrouillage. La première fois, on s'est cru forcé de tout voir, on n'a pas de motif de faire un choix et l'on craint, en négligeant quelque chose, de laisser un regret. La seconde fois, ce n'est plus cela : si vite qu'on passe, on va droit à ce que l'on veut revoir ou à ce qu'on avait à tort laissé de côté. C'est ainsi que je suis allé hier à cinq heures, sitôt en débarquant, à San Giovani, à Carbonara où les tombeaux des Caracciolo, à peine entrevus jadis, me hantaient.

Je te montrerai la photographie du grand tombeau de Sergianni Caracciolo. C'est à peine le commencement de la Renaissance ; Michel-Ange n'est pas venu ; l'imprimerie non plus, ni la Réforme : il n'y a pas encore de nerfs, de surchauffement cérébral. Les personnages sont d'aplomb, très calmes avec des têtes sans inquiétude qui regardent en dedans, très placides. Et en même temps ils sont vivants comme des portraits, et me rappellent les rudes et solides figures de ces conseillers municipaux d'Athènes dont les bustes m'ont tant frappé là-bas. Et ici j'ouvre une parenthèse pour une notation qui me revient d'Athènes : ne pas s'imaginer que le type grec y courût les rues, il y a vingt-cinq siècles et qu'on n'y rencontrât que des Hermès et des Apollon : nombre de bustes, réalistes et sincères, témoignent qu'ils avaient leurs braves têtes vulgaires tout comme nous ; si

l'on faisait leur portrait, du moins ne les prenait-on pas comme des modèles pour les statues des Dieux, honneur réservé à cette sélection de la race dans la fleur de la jeunesse et de la beauté, dont le type est, pour toujours, pour nous devenu le « type grec. » Rien n'est plus caractéristique à cet égard que cette curieuse série d'officiers municipaux conservée au musée d'Athènes.

Mais je reviens au tombeau de Sergianni Caracciolo. Il est encadré de grandes fresques d'un élève de Giotto qui recouvrent toute la chapelle. Et le voilà refermé, le cercle! revoilà le *Saint-Jean* de la mosquée Karyé à Constantinople, et ceci n'est supérieur ni comme facture, ni comme vie. Tout ce qui est ici était déjà là-bas : il y a bien eu transmission directe et immédiate du byzantin aux premiers Italiens. Ceux-ci ont repris une suite et je ne sais même s'il serait difficile de démontrer que Cimabue fut inférieur à ses contemporains de Byzance. Mais ne nous lançons pas! Tout cela est déjà bien osé. Ce que je crois pouvoir poser sans hérésie, c'est qu'en peinture, l'héritage s'est transmis sans lacune depuis les Grecs et les Romains. Pour la sculpture, il en fut autrement; elle s'endormit pendant des siècles; mais ici, il n'y a qu'à s'en prendre au christianisme, à sa proscription du nu, à ses anathèmes contre cette guenille de corps, seul inspirateur de toute sculpture. N'est-ce pas des athlètes et de leurs jeux que sont nés les premiers chefs-d'œuvre grecs et qu'est-ce que les plus beaux Hermès, Apollon et Bacchus, sinon des éphèbes d'Olympie?

Revenons à la peinture : après ces Giotto d'hier, frères des fresques de Constantinople et aussi de celles de Mistra, j'ai été revoir aujourd'hui au musée de Naples les peintures de Pompéi, et ici vraiment il n'y a plus d'hésitation. La filiation y saute aux yeux. Tu sais que ces peintures refaites très vite dans la ville reconstruite en hâte après le premier incendie par des décorateurs de profession offrent cet intérêt particulier que, bien qu'exécutées par des praticiens inférieurs, elles ont été faites sur d'anciens modèles classiques courants : de sorte que, si bâclées soient-elles, elles nous rendent du moins l'esprit et la composition de la peinture grecque que nous ignorerions presque sans elles. Si tu veux, disons que ce sont des « chromos » sans grande valeur artistique, mais d'une incomparable valeur documentaire, — (ce qui pourra bien être dans l'avenir la fortune de beaucoup de nos chromos!) — Eh bien! tout l'art à

venir y est déjà en germe, — sauf pour le paysage, par exemple, toujours irréel ou conventionnel, car là ce sont bien vraiment les modernes seuls qui, les premiers, ont su voir et rendre la nature inanimée. Mais, pour le personnage, tout le « devenir » est ici déjà, comme en témoignent les portraits d'un boulanger et de sa femme, réels, nullement idéalisés, très clairs : une esquisse de l'atelier de Bastien-Lepage.

Et puisque j'en suis aux bâtons rompus, je reviens à San Giovanni à Carbonara, voir les deux autres tombeaux des Caracciolo, ceux de Galéas et de Colantonio, — c'est de la pleine Renaissance cette fois et de la belle, — et c'est autre chose; ce n'est pas simple, bien sûr, mais c'est beau tout de même, — et surtout, quel merveilleux sens décoratif! Je me réjouis de détailler avec toi sur photographies : elles sont fort belles.

Puis des flâneries sans but, hier soir, ce matin à l'aube, dans cette singulière ville, grouillante, cliquetante, papillotante de couleur et de mouvement, en somme, telle que je la vis il y a dix ans, plus crapuleuse que voluptueuse. Je voulais passer ma matinée dans les églises, où, sous les armoires à glace et les oripeaux, il y a tant de belles œuvres à revoir, et puis, vraiment, les curés du crû m'en ont chassé; comme disait un camarade à Constantinople : « J'ai le bakchisch découragé. » Ils sont trop mendiants! C'est, à la cathédrale, un gros moine joufflu qui referme rageusement la grille d'une chapelle, parce que, la voyant ouverte, j'y suis entré sans financer; c'en est un autre, à Santa Chiara, un vieux petit minable qui, voyant que je ne comprends pas, finit par me sortir de sa ceinture un papier gras où il y a déjà cinq ou six sous; il me fait signe en souriant qu'il faut compléter; j'en ajoute un, il part content. Ils m'ont fait sauver et j'en suis allé plus vite au musée, où j'ai passé ma journée.

J'y voulais revoir trois choses : les *peintures de Pompéi*, sur ce sujet, je t'ai pondu ma petite histoire, n'en parlons plus; les *bronzes* d'Herculanum; les *antiques*, dont cinq ou six sont les plus éclatants représentants de certaines périodes. — Pourquoi, ici, ai-je eu au souvenir d'autrefois une déception? Pourquoi, devant les meilleurs, ai-je eu la sensation étonnée de quelque chose de discordant, qui n'était « plus cela? » Était-ce seulement parce que je reviens de Grèce et qu'ils ne valent pas

ceux d'Athènes? — oui et non, — j'ai fini par trouver et en quoi nuit ici le souvenir de là-bas.

C'est qu'il n'y a pas un antique découvert à la Renaissance, au siècle dernier, au commencement de celui-ci, qui ne soit restauré.

Pendant cinq siècles, il a paru tout simple, quand il ne manquait qu'un nez, une lèvre, un bras, de les refaire. C'étaient même souvent les maîtres de l'époque qui s'en chargeaient et, pénétrés de l'antique, possédant leur art, ils y allaient certes en toute sincérité, en toute probité artistique. Eh bien, n'importe! Si infime que soit la retouche, toujours elle date : la lèvre refaite au XVIIe siècle est trop maniérée, au XVIIIe trop spirituelle, en 1825, trop sentimentale! Un rien, un trait, et ça ne va plus. A Athènes, il n'y a pas une retouche : c'est au spectateur à suppléer à ce qui manque et cela va bien mieux; du moins y met-il ce qu'il veut et l'impression garde sa pureté.

La *Victoire* de Pœonios à Olympie, dont la face manque, est autrement suggestive et saisissante que les yeux en coulisse et les bouches romantiques de telle restauration de Naples.

Et puis, ce soir, j'ai revu ce que je voulais et je pars sans regrets. Ce grouillement d'une ville de 500 000 âmes dont on ne connaît pas une, laisse une horrible sensation d'isolement. Trouverai-je à Rome demain matin quelqu'un de mes amis d'autrefois, ou bien sont-ils tous absents, en cette saison estivale? S'il en est ainsi, je m'en sauverai et j'irai n'importe où chercher quelqu'un à qui parler, un son de voix amie à écouter : je commence à en avoir soif.

XIII

Rome, 21 juin, soir.

Ils sont tous ici! Ah! le bon accueil, les bons amis! Dès le réveil, j'avais fait porter mes cartes chez les uns et les autres, et sur-le-champ m'arrivaient un appel à dîner chez M. de Behaine, pour demain chez mes chers Altieri, pour tous les repas libres chez L... et avec de si affectueux témoignages de la joie du revoir! C'est le cœur dilaté que je suis sorti de l'hôtel pour aller retrouver les coins préférés de cette ville amie, en jouissant exquisement de sentir que, si beaux que soient les monuments, les pierres et le paysage, il y avait autre chose à m'entourer que ces beautés muettes, mais aussi des foyers fami-

liers et des cœurs battant à l'unisson. Et ensuite une brassée de vos lettres: il était temps!

Voici mon emploi de la journée, tout sec cette fois, sans commentaires ni théories; — je suis trop débordé pour « élucubrer. »

A l'hôtel de la Minerve, fenêtre sur la place, à deux pas du Panthéon, du palais Altieri et de la maison de mon ami L...

De dix heures à deux heures, à Saint-Pierre, un court salut, — puis, au Vatican, revoir les antiques seuls.

A deux heures, M. de Behaine, le cordial accueil d'autrefois; puis, chez la princesse Altieri, une longue visite, très douce et très triste : la grande ruine des princes romains a passé par là; des évocations douloureuses, des larmes, une grande émotion. Que d'amertumes ont frappé cette maison! L'exquise fille, la pauvre petite duchesse de Sora, morte il y a moins d'un an, un petit-fils Viano, il y a quinze jours. Le duc de Sora accablé, l'autre gendre, ce charmant comte de Ciciliano-Théodoli, la moitié du palais livré à la Cour de cassation italienne, le prince Altieri brisé par tant de coups, et toujours, malgré tout, le décor sauvé, la grande enfilade des salons, où les grands papes et les cardinaux vous regardent passer de leurs cadres, avant d'arriver au petit salon intime : le prince toujours immuable dans les fonctions d'apparat de chef héréditaire de la garde-noble papale, elle toujours forte, passionnée, vibrante, arrivant tout de suite comme jadis à causer politique et affaires.

L..., qui me traquait depuis trois heures, est venu m'y retrouver : voilà encore un cœur et un chaud : mais, mon Dieu! évoque-t-il assez le Montfanon de Bourget! En lisant *Cosmopolis*, j'avais cru, tant il était pareil, que c'était lui qui avait servi de modèle. Il paraît que c'est un autre, mais cela prouve qu'ils sont deux, voilà tout.

De là à la Villa Médicis pour y revoir mes aimables compagnons de voyage de Smyrne, — puis au Pincio pour la traditionnelle promenade de 6 heures, le défilé des équipages, l'admirable coucher de soleil derrière Saint-Pierre; revenu par Sainte-Marie Majeure et dîné à l'ambassade.

Henri Lorin y était, de passage à Rome comme par hasard, toujours intéressant, sortant de chez un cardinal, nous quittant pour aller chez un autre, préparant quelque nouvelle encyclique. J'y ai eu l'aubaine d'un quatrième convive, un jeune Normalien, M. Goyau, pensionnaire de l'école Farnèse, la

seconde Académie de France, qui est, comme tu sais, pour les historiens et les archéologues ce qu'est la Médicis pour les artistes. Causé Bourget, Montfanon, Princes romains, fouilles récentes, encycliques prochaines, anniversaire de Palestro, beaucoup de choses qui ne s'écrivent pas.

Jeudi, 22 juin, soir.

Emploi du temps d'aujourd'hui.

La matinée au Vatican à revoir la Sixtine, les Chambres et la Pinacothèque.

A 1 heure, déjeuné à la Villa Médicis avec mes charmants architectes : salle à manger improvisée dans l'atelier de l'un d'eux, parmi les bibelots, les aquarelles et les maquettes, la fenêtre grande ouverte sur ce panorama unique au monde qu'ils ont de la villa et qui m'avait déjà affolé il y a dix ans, tu t'en souviens. Feuilleté nos souvenirs communs de Grèce, les photographies, les croquis et si douces causeries, ensuite, étendus à l'ombre sous les pins et les cyprès de ce bois sacré, laissant flotter nos regards sur la villa Borghèse, ses jardins et ses terrasses, et détournant nos yeux de ce qui fut la villa Ludovisi, hélas! si exquise il y a dix ans, détruite aujourd'hui et remplacée par de hideuses maisons de rapport qui, grâce au ciel, ne rapportent pas.

Puis au Forum, où, depuis dix ans, les fouilles nouvelles ont dégagé le couvent des Vestales. — Au Colysée, — le long du Tibre... mais ici je m'arrête brusquement, je me cache les yeux et je me sauve! Les sauvages! ont-ils assez saccagé tout ceci! Quelle profanation! ce coin classique, légendaire, fixé par tant de tableaux, que j'avais vu encore tel que Piranesi le grava, ce lieu sacré, où, au-dessus de la voûte des Tarquins, le petit temple rond regardait depuis 2000 ans le Tibre couler sous le vieux pont Sisto tout lézardé et moussu, — ce cadre, arrangé par les siècles, de débris sculptés, de maisons populaires et d'arbres venus au hasard avec, pour fond, les hautes ruines du Palatin, pans de tours et cyprès entremêlés, ce coin sacré n'existe plus! Une grande usine à gaz, des nivellements, un pont battant neuf, et l'on finit en cherchant par retrouver le pauvre petit temple qui se cache tout frileux derrière les maçonneries glacées d'un hideux quai inutile et ruineux comme tout ce qu'ils font ici.

Ah les barbares! ils ont bien arrangé Rome depuis dix ans!

Ils en sont ruinés et c'est la consolation ; elle est maigre. Tu devines si j'ai trouvé de l'écho à mes indignations en arrivant à huit heures au Palais Altieri où il n'y avait avec moi que L..., plus Montfanon que jamais. Ils avaient le rouge au front et les larmes aux yeux d'une nouvelle insulte. Le séquestre qui, depuis l'effondrement des Borghèse, a l'administration de leurs biens, vient de louer tout le premier étage (ce qu'on nomme ici l'étage noble, le *piano nobile*) du palais Borghèse, le palais de Paul V, à la loge maçonnique, qui, entre autres aménagements intérieurs, morcelle, pour les installations les plus domestiques, la chapelle où les papes ont dit la messe.

J'ai ramené L... chez lui : il s'était un peu calmé; pour chasser le présent, nous avons demandé secours au passé : il a recherché les photographies de ses vieux compagnons d'armes de l'armée pontificale : zouaves, dragons, guides de Lamoricière, tous ont défilé devant moi, portant des noms de France amis, et sur chacun Montfanon étiquetait une histoire, et voici que peu à peu, elles sont devenues de plus en plus lestes, leurs histoires, et les siennes personnelles elles-mêmes sont venues s'y mêler, et je le laissais aller très amusé, et j'ai fini par me tordre et par lui dire : « Eh bien! dites donc, mon bon L..., vous allez bien! et Babylone? et l'Apocalypse? » Il en a convenu en riant, un peu honteux de ses réminiscences, et tout de même détendu de s'être cru pendant deux heures avec quelque camarade des dragons, au temps de Charette et des autres. Ce qui n'empêche qu'il mène une vie de saint. Le domestique qui me sert à la Minerve est un de ses vieux dragons qui jubile de voir son ancien capitaine familièrement installé dans ma chambre, et, lui parti, m'en raconte à ne plus s'arrêter, sur le bien qu'il fait, les malheureux qu'il secourt, les œuvres qu'il anime de sa chaleur, les humbles avec qui il est « si peu fier, » les enterrements de pauvres qu'il accompagne dans sa cagoule de pénitent, — et c'est vrai que me promenant avec lui ce matin, c'étaient, à chaque pas, dans son quartier, des petits qui le saluaient d'un sourire de connaissance et à qui il répondait cordial : *Buon giorno, carissimo*.

Vendredi 23, 11 heures soir.

Ce matin à cinq heures et demie, M. Goyau m'accompagnait aux catacombes de Saint-Calixte où j'avais fini autrefois par ne

jamais venir, attendant toujours M. de Rossi qui nous y devait mener. Épigraphiste et historien, Goyau les connaît presque aussi bien que M. de Rossi ; elles sont d'ailleurs de son domaine, puisqu'il prépare un livre sur Dioclétien, le dernier des persécuteurs. On disait la messe dans le caveau où, pendant des siècles, a reposé sainte Cécile ; il n'y avait là avec nous que deux prêtres allemands très graves, et dame, cela changeait de la messe d'Amalfi, du chanoine de Salerne, des moines de Naples et du clergé grec. De beaux trappistes français, dignes et courtois, dont plusieurs sont d'anciens officiers, gardent la catacombe : je n'ai pas besoin de te dire leur accueil ni le temps de transcrire les précieux commentaires dont Goyau accompagnait cette promenade souterraine, ressuscitant les périodes successives, me faisant assister au prodigieux labeur d'induction ingénieuse et méthodique par lequel M. de Rossi a reconstitué ce passé avec des bribes d'inscriptions et de peintures.

De là Goyau m'a mené au nouveau musée des Thermes de Dioclétien, qui n'existait pas il y a dix ans, et où l'on réunit tout ce que livrent les nouvelles fouilles. Il y a là des morceaux superbes : un athlète agenouillé et un Bacchus m'ont longuement arrêté et j'ai eu la confirmation de ma sensation de Naples. Ici on ne restaure plus; aussi l'impression est-elle, à mon sens, plus complète et plus pure qu'au Vatican.

J'ai déjeuné chez L... ; j'ai passé la journée au Palais Altieri, le passé, puis chez la comtesse Pasolini, le présent : une femme très moderne, très informée, passionnée de Vogüé, du mouvement néo-chrétien, de Paul Desjardins, au courant de nos tentatives de groupement de l'an passé, lectrice des *Débats* et de la *Revue*, sachant tout ce qui se fait, s'agite à Paris, luxueusement installée au premier étage du vieux Palais Sciarra, saisissant au passage tout voyageur de quelque intérêt. On m'avait écrit d'aller la voir, on m'y avait annoncé, et ce fut en effet très charmant, très brillant, très moderne.

Il me restait deux heures : je suis allé revoir le *Moïse*, puis à Latran, où, à six heures, c'étaient les grandes vêpres de la veille de la Saint-Jean, la fête romaine par excellence. J'aurais bien voulu vous y tenir à cette grande musique de la maîtrise de Latran. Sous la puissance évocatrice de la musique, sous les vieilles mosaïques contemporaines de Constantin, c'était l'âme des dix-huit siècles d'histoire de la chrétienté qu'on sentait

emplir le vaste vaisseau de la plus vieille des basiliques du monde : *omnium urbis et orbis ecclesiarum mater et caput.*

La place et les abords de Latran sont en fête, couverts de boutiques de foire, de peuple, de bruit, de mouvement et d'équipages, et ce n'est que le commencement, et j'aurais bien voulu voir jusqu'au bout cette fameuse nuit de la Saint-Jean, où tout Rome se porte autour de Latran, en dansant, en chantant, festoyant jusqu'à l'aube venue. Ce sont, dit-on, de vraies bacchanales et, après minuit, l'aristocratie elle-même vient y faire faire un tour à ses voitures. Mais je ne puis prolonger, je suis attendu demain à Florence ; je viens d'offrir à dîner à mes jeunes amis des deux académies ; L... va me venir chercher, ma malle est bouclée et il faut partir.

Encore quelques instants de répit, j'en profite pour t'envoyer les quelques dominantes qui résultent de cette rapide traversée de Rome après dix ans de séparation.

La Rome artistique s'en va, il faut se dépêcher de venir voir ce qui en reste : les Italiens croient faire de l'art parce qu'ils bureaucratisent, et, avec leurs tourniquets et leurs musées propres, ils enlèvent l'imprévu, la patine, le laisser-aller exquis qui étaient le charme de Rome. La suppression des majorats et l'expropriation des princes romains sont des crimes contre l'art. Ils ne veulent pas admettre que leur ville soit *mondiale.* Noblesse oblige, et ici l'exceptionnelle grandeur de ces souvenirs, de cette histoire et de ces noms obligeait à maintenir comme spécimens de bibelots rares, dans leurs cadres dorés, ces beaux et décoratifs inutiles, de même qu'on entretient les Bouddhas de l'Inde.

Ils sont (je parle ici de mes amis noirs), sous le charme de l'empereur d'Allemagne : ses procédés avec le Pape les ont conquis, et comme ils sentent bien que, malgré son protestantisme, il est autrement plus de leur « bois » que notre démocratie républicaine, ils seraient enchantés de voir la diplomatie pontificale s'appuyer désormais sur lui. Elle n'y paraît, il faut le reconnaître, nullement disposée. Le Pape est plus « francisant, » plus inébranlable dans sa voie que jamais et, quelques couleuvres que Paris lui fasse avaler, ne perd pas une occasion d'affirmer son adhésion au régime. La princesse Altieri, disciplinée, s'incline : Montfanon-L... écume.

D'un tout autre côté on me signale quelques indices d'un affaiblissement de la Triplice. L'Italie aurait assez de ce jeu ruineux : l'Allemagne sceptique à l'égard de la résistance de cette armée et de ces finances, ferait de moins en moins fond sur leur concours éventuel, et l'Italie désabusée songerait à se rapprocher de nous. M. Billot, notre ambassadeur au Quirinal, y travaille du moins activement ; j'en ai eu le discret écho dans l'audience qu'il a bien voulu me donner, averti par son fidèle Cogordan. Je dois dire que ces symptômes ne disent rien de bon à beaucoup des nôtres qui concluent, en haussant les épaules : « Allons donc! c'est toujours le même et double jeu, l'Italie fait risette à notre argent et à notre crédit, tout en comptant bien n'en pas moins conserver l'appui de la solide armée allemande ; ne nous y laissons pas prendre. »

J'ai eu l'impression très vive que depuis dix ans les épreuves ont épuré et fortifié le christianisme à Rome. Dans la forte main de la papauté, cette puissance morale et sociale reste toujours la première du monde, et bien imprévoyants ceux qui n'en veulent pas tenir compte. Qui sait si, sans toucher en rien à ce qu'elle a d'essentiel, elle ne se transformera pas dans ses manifestations extérieures, ses exigences rituelles et ses rigueurs dogmatiques, de façon à devenir acceptable pour tant de bonnes volontés que les absolutismes actuels en maintiennent éloignés?

Quelles perspectives ouvertes le jour où la vieille maison consentirait à rajeunir son intérieur, à renouveler son mobilier et à se faire habitable! Tout espoir n'est pas perdu, car l'américanisme triomphe encore ici et j'affirme qu'on y est plus près, pour le moment du moins, de Monseigneur Ireland que du chanoine de Salerne. Mais cela durera-t-il toujours?

Florence, le 24 juin.

Il faudrait toujours revenir d'Athènes par Florence, — les deux villes sœurs, ou plutôt, celle-ci fille et fille unique de celle-là: et, en voyant cette fille vivante et belle, on ressuscite la mère dont il ne reste que l'image à demi effacée. Ce que l'histoire, la tradition, les ruines vous suggèrent là-bas, est ici réalisé. Les temps et les costumes diffèrent, l'esprit est le même. Ce que furent là-bas Phidias et Eschyle, Michel-Ange et Dante le furent ici. Où y a-t-il au monde une autre ville où l'art soit partout, et non pas sous forme de ruines, de frag-

ments ou d'objets de musées, mais dans le domaine commun, au coin des rues, mêlé à la vie? et où le peuple le comprenne, l'aime, en jouisse, en ait l'orgueil? Les portes des maisons, les supports des lanternes, les ferrures des marteaux, les fontaines des rues, tout est de main de maître. Aussi peut-on impunément y tomber, comme aujourd'hui, le jour de la plus grande fête italienne, la Saint-Jean, où tout est fermé, galeries, musées, palais; il reste les rues, les places, les ponts, et cela suffit. J'ai été m'asseoir une heure dans la Loggia dei Lanzi, mêlé au peuple, dans ce portique ouvert et accessible comme une galerie du Palais-Royal, où les chefs-d'œuvre posent à même, le *Persée* de Benvenuto, la *Judith* de Donatello, l'*Enlèvement des Sabines* de Jean de Bologne et tous les autres, dont le moindre en tout autre pays serait au fond d'un musée préservé par une triple barrière contre les profanations, tandis qu'ici ils ont traversé les siècles, sans une mutilation, sans une égratignure, pêle-mêle avec ce peuple amoureux du beau et fier de ses Dieux.

Cette Loggia dei Lanzi! le simple Bædecker la définit d'une phrase qui, pour une fois, est pleine de choses: « Elle s'appela d'abord Loggia dei Signori parce qu'elle était destinée aux actes solennels qui devaient s'accomplir devant la foule. » Nous les connaissons, les actes solennels qui doivent chez nous s'accomplir devant la foule: les courses, les séances parlementaires, la guillotine: point ne leur est besoin d'Orcagna, ni d'Agnolo Gaddi pour architectes ou pour sculpteurs. Dans ces démocraties aristocratiques et raffinées, Athénienne et Florentine, on voulait aux actes de la vie publique un cadre harmonieux. Ici c'était ce bijou de Loggia: face à la vieille Seigneurie, face aux beaux Palais, au Campanile du Bargello, au Dôme, à la statue de Côme, à la fontaine de Jean de Bologne; que sais-je encore? car ce forum est encombré de chefs-d'œuvre et, de cette tribune sans pareille, on les voyait tous. Là-bas, de l'autre côté de l'Adriatique, c'était la grande tribune du Pnyx, d'où l'on haranguait le peuple en face de l'Acropole, des statues des Dieux et des monuments des héros. Eh! je sais bien! ici comme là-bas, l'éloquence était trop souvent l'instrument de la proscription. Sous cet art raffiné se déchaînaient les luttes fratricides; l'universelle loi: *homo homini lupus*, n'était pas moins implacable; l'exil menaçait sans cesse les grands citoyens, et ces civilisations surchauf-

fées couraient à la tyrannie. Mais quoi? leur tâche était remplie, ils avaient fécondé les siècles d'une semence divine d'art, d'idées et d'harmonieuse beauté, la tyrannie pouvait venir.

Et ce qui est aussi un charme unique c'est de n'avoir pas ici l'appréhension de voir demain disparaître tel monument du passé pour faire place à une exigence de voirie moderne. La ville a été construite dès l'origine par un peuple qui aimait la vie spacieuse, facile et extérieure, les grandes ordonnances, les larges alignements. Aussi la vie contemporaine a-t-elle pu s'y caser avec ses tramways, son trafic, ses mille servitudes, sans trop démolir la noble cité. Et l'on est libéré de cette angoisse qu'à Rome, à Paris, on éprouve devant toute relique du passé, presque toujours condamnée par un projet de métro, un futur boulevard, un élargissement de rue.

Rien n'a manqué au charme de cette première journée. Dès l'arrivée, j'avais trouvé à l'hôtel un mot de Carlo Placci m'invitant de la part de sa mère à prendre tous mes repas chez eux. Elle habite avec ses fils et sa fille un joli hôtel de la villa Alfieri: c'est un centre charmant d'idées, de causeries, où se rencontre une élite de Florentins intelligents. J'y ai pris pension dès aujourd'hui, et ç'a été le plus exquis commentaire de mes promenades par la ville. La seule ombre c'est que Placci qui ne m'a vu qu'à Paris dans la fièvre de l'action et ne connaissait que ma face combative et réalisatrice ne peut concevoir que je vive, six semaines durant, d'antiques, de primitifs et de lumière : pour lui, je suis « le rôle social de l'officier, » le « capitaine réformateur de Saint-Germain » et, bon gré mal gré, il m'a fallu ce soir sortir mes clichés pour une compagnie trop évidemment convoquée *ad hoc*. C'étaient, entre autres convives de marque, M. Villari, ancien ministre de l'Instruction publique, la brillante comtesse Rasponi qui, sans en perdre, grâce à Dieu, un atome de son charme, lutine les questions sociales et l'économie politique. J'ai dû m'acquitter, je l'ai fait d'aussi bonne grâce que possible, car vraiment j'avais une dette à payer à mes hôtes, le frère et la sœur, pour les heures exquises qu'avant dîner ils m'avaient fait passer à la Chartreuse d'Ema. Ah! le joyeux paysage et viennent le voir ceux qui jugent conventionnels les *fonds* des tableaux florentins, et ne savent pas qu'elles existent ici et dans toute l'Ombrie, ces douces petites montagnes où les arbres hiérati-

ques, les campaniles ajourés, les chemins en lacets, les ponts en accent circonflexe, semblent arrangés exprès, par quelque orfèvre.

Et, dans cette chartreuse riante, quel contraste avec l'autre, celle du Dauphiné? Ici, le cloître enguirlandé de pampres enclôt gaiement le cimetière qui ne semble d'abord qu'un jardin fleuri; là-bas, le cimetière enveloppe tout et les cellules des vivants au pied des rochers dressés comme des mausolées semblent prolonger les tombeaux des morts. Tout y crie la pénitence et le « rachat des péchés du monde; » ici, les bons pères réjouis vivent parmi les chefs-d'œuvre; sur le dallage du cloître, dorment posés à même le sol, comme si l'on venait de les y étendre, les corps de marbre des prieurs, des Acciaioli, du cardinal Buonafède, sculptés par Jean de Bologne, par Julien da San Gallo. Ils dorment sous la lumière tamisée de vitraux de Jean d'Udine, des camaïeux bruns dont chacun est une merveille.

La matinée et la journée, à travers les rues, familièrement mêlé à la douce vie des Florentins en fête, le coucher du soleil à cette chartreuse d'Ema, les repas chez des amis ouverts à tout ce que j'aime, voilà certes une journée à marquer d'un caillou blanc.

Dimanche, 25, soir.

Aujourd'hui encore tout est fermé, sauf les églises : mais les églises de Florence, chacune d'elles est un musée! L'embarras n'est pas de savoir comment employer son temps, mais d'avoir le courage de choisir et s'imposer fermement de ne pas chercher à tout revoir : j'ai, par mes séjours d'autrefois, une suffisante vue d'ensemble; je me suis donc astreint strictement à Santa-Croce et à Sainte-Marie Nouvelle sans un regard pour le reste.

A Santa-Croce, j'étais chez Giotto, et toute ma matinée s'y est passée, tandis que les messes se succédaient, à renouer curieusement mes souvenirs byzantins, fermant de plus en plus le cercle sur le *Saint-Jean* de la mosquée de Karyé. J'y ai eu aussi cette joie particulière et rare de « découvrir » des œuvres que ni amis ni guides ne m'avaient signalées, les retables d'Orcagna qui sont à la sacristie et cet autre beau retable de Taddéo Gaddi, procédant de Giotto, qui est dans la chapelle Rinuccini.

A deux heures, après le déjeuner chez Placci où nous avions, hélas! beaucoup politiqué, j'étais à San-Gervaso-sous-Fiesole chez la comtesse Rasponi, où nous avons, Dieu soit loué, unique-

ment « esthétisé. » Pouvait-on, du reste, faire autre chose chez une Toscane harmonieuse, dans une villa du XVe siècle à cortile, à colonnettes et à fresques, qui a été bâtie pour les peintres Gaddi, qui appartint aux Gondi, à Retz lui-même, et où, de la Loggia, à travers les cyprès, les pins argentés et les aloès, nous voyions détachés sur le fond bleu du versant opposé, Florence, ses dômes, ses campaniles lançant au ciel le joyeux carillon des vêpres.

Et j'ai passé toute cette fin de journée à Sainte-Marie Nouvelle : grâce à un bon frère dominicain que j'ai conquis en m'apitoyant sur la misère des temps et en faisant « patte noire, » j'ai pu faire mille folies : il me donnait toute permission et, à six heures passées, l'église vide, tu aurais pu me voir hissé sur le maître-autel, pour mieux jouir au soleil tombant des fresques de Ghirlandajo, admirable composition dont le prétexte est l'histoire de la Vierge, mais où il ne faut chercher que de fastueuses représentations de la vie florentine, débordantes d'opulence, de noblesse et de réalisme, les plus beaux Ghirlandajo qui soient.

En passant devant Or-San-Michele, j'avais salué le noble et chevaleresque *Saint-Georges* de Donatello, où sous l'armure s'évoque l'éphèbe antique ; la tête est d'Olympie ou d'Athènes.

J'étais enfin entré à la Badia, que je ne sais quelle aberration m'avait laissé ignorer à mes séjours précédents et où le chef-d'œuvre de Filippino Lippi, l'apparition de la Vierge à saint Bernard, vaudrait seul le voyage de Florence.

Je t'en rapporte une belle photographie pour que tu te pâmes comme moi devant le groupe des quatre anges en adoration.

La nuit venue, pour me détendre les yeux, le cerveau, les reins, j'ai fait aux Cascines, à l'heure élégante, un tour en voiture, et me voici doucement amené à ce minuit où je t'écris. Mon Dieu ! — que ce serait donc exquis de vivre ici ensemble, des semaines, posément, ne voyant qu'une chose à la fois, la revoyant encore, la savourant à loisir, jouissant, dans l'oubli de tout, de cette ville divine !

Demain j'irai saluer le *Pensiero* et quelques antiques, puis je mettrai le signet. Il faut garder ces visions fixées sur la rétine, nettes et en ordre pour les soirées sombres de garnison ; et je ne veux pas mêler les clichés.

26 juin, 2 heures.

Encore un déjeuner charmant chez les aimables Placci avec une très jolie femme, la marquise Guiccardini, née Strozzi, et le fils du prince Ginori Conti, un enthousiaste, hélas! du *Rôle social de l'officier*. Il a fallu encore sortir ma petite tartine, mais la matinée m'avait mis en disposition de tout subir. — Une heure de tête à tête avec le *Pensiero*, puis aux *Niobides :* je voulais les revoir parce qu'antiques grecs, non pas qu'elles m'emballent; dès que nous sortons de la sérénité pour entrer dans le pathétique, oh! alors je préfère Michel-Ange.

A la tribune des Uffizi, un simple salut à la *Madone au Chardonneret*, à la *Fornarina* et au *Saint-Jean*, — la vierge, l'amante, l'apôtre, — l'idéal, l'amour, l'action, — en un mot, toute la vie.

Et les hôtes chez qui je redescendais déjeuner vers une heure étaient bien faits, le frère et la sœur, pour me garder en l'état de grâce de la communion des chefs-d'œuvre. Ils comprennent et aiment l'âme de leur Florence, fort loin de mon petit officier grec de Sparte qui était « blasé sur les antiquités. »

Ravenne, 26 juin, 11 heures soir.

Pour clore mon cercle byzantin, j'avais résolu de venir à Ravenne. Ce matin, à Florence, tandis que je bouclais ma valise, Placci accourt, la dernière *Revue* à la main, et me dit : « Lisez. » C'était l'article de Vogüé : *A Ravenne* (1). J'eus à peine le temps de le feuilleter, mais en cette rapide vision, la « douce morte, » comme il la nomme, m'avait déjà saisi et j'avais entendu l'appel des « blanches saintes aux grands yeux dilatés » déroulant leur procession sur les vieilles mosaïques. En prenant le train, j'ouvre les journaux et ce que j'y trouve tout d'abord, c'est la profession de foi de ce même Vogüé demandant aux électeurs de l'Ardèche de lui ouvrir la vie publique. Voici des semaines que j'étais hors de France sans information et sans lecture et les deux premières que je trouve viennent de cet ami cher entre tous : l'une, prestigieuse évocation d'art, l'autre, un bel acte de courage civique. Allons, je suis bien encore à Florence au temps des grands artistes et des grands citoyens; leur semence a fécondé le monde. Ah! le cher Vogüé qui a toujours su regarder et comprendre « demain » sans renier « hier! » Combien je m'enorgueillis d'avoir été un de ses fidèles de la première heure et

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin 1893.

d'avoir toujours cru que ce regard voilé, triste et profond, avait les plus larges visions contemporaines!

La journée a passé, j'ai franchi l'Apennin, et me voici à Ravenne. L'heure est harmonieuse ce soir, les choses et les hommes sont d'accord! Et d'ici je ne vous écrirai rien, vous n'avez qu'à lire la *Revue* du 15. Bonsoir. Je vais écouter les voix de la « douce morte. » Je compte bien que les « visions blanches » évoquées par le maître vont me toucher de leur aile.

Ravenne, 27 juin, trois heures après-midi.

Je vous écris de la vieille bibliothèque des Camaldules. Il y fait bon à cette heure torride, à l'ombre des boiseries vénérables, sans autres compagnons que les vieux livres, revêtus de velin blanc. C'est à peine, vous disais-je, si j'avais hier entrevu l'article de Vogüé : la chance fait tomber ici sous ma main la *Revue* que je ne m'attendais guère à trouver dans cette bibliothèque monacale. Elle y est aujourd'hui singulièrement à sa place, et j'ai la joie, après cette nuit et cette matinée passées à errer dans Ravenne, de reprendre une à une avec le guide ami mes impressions sur la « douce morte. » Comme lui, je reste ébloui des mosaïques : ma rétine garde très nette, — du vieux Saint-Apollinaire une impression verte, — de Galla Placidia une impression azur sombre, — de San Vitale une impression or. Je les ai vues aussi, les « blanches saintes aux grands yeux dilatés; » mais si, comme lui, j'en ai subi l'obsession, je n'en ai pas senti le charme. Ah! c'est qu'elles sont bien de décadence et rien que de décadence. Certes, cet art est somptueux et décoratif, mais combien médiocre et bas! Les Primitifs, eux aussi, sept siècles plus tard, auront ces corps raides et ces ornements hiératiques, et eux aussi les « yeux dilatés, » mais d'amour et d'idéal. Le procédé manquera, mais les têtes, les expressions seront déjà parfaites. Je viens de les revoir à Florence. On sent si bien chez eux l'art qui monte et se dégage des ombres de la nuit! Ce qu'on sent ici, c'est l'art qui y descend pour six siècles. Elles ont certes une expression, ces têtes aux yeux dilatés, mais je la vois foncièrement mauvaise : ce qu'elles vous disent de leurs yeux durs, ce sont toutes les bassesses de la décadence. Et les Rois Mages, le bon Melchior lui-même, « chétif sous son petit manteau vert, » qu'ils sont loin de la foi volontairement humiliée, de la *défé-*

rence consentie que nous montreront les mages des Primitifs! Ceux-ci courbés, obséquieux, tendant leur offrande pliés en deux, ce sont de hauts fonctionnaires du Palais de Justinien, des domestiques : ils savent bien ce qui les attend, s'ils n'offrent pas (j'allais dire s'ils ne pontent pas) et l'ange qui leur permet l'accès de la madone, son geste n'est pas, je vous assure, un geste d'accueil et d'onction, mais le tour de main de l'intermédiaire avisé qui va palper la recette — et quel œil! Ce qu'on y lit, hélas! dans cet œil d'ange hiérarchisé, dans la bassesse des mages, et aussi à Galla Placidia dans ce Christ furieux qui brûle un livre, c'est tout ce qui s'en va suivre pendant des siècles, c'est l'intolérance, c'est les indulgences trafiquées, c'est la hideuse théologie qui va troubler, compliquer, briser les grandes lignes droites de l'Évangile.

Pour retrouver le christianisme, allons au musée. Sur son sarcophage, Guidarello Guidarelli, le guerrier Ravennate est là qui dort, sa tâche faite, une tâche simple et dure, étranger aux complications et aux compromis, celui-là. Ah! que Vogüé l'a bien vu, et avec quelle douceur; au sortir de ces byzantins mauvais et faux, j'ai passé une heure à veiller ce frère d'armes, assis à ses pieds, comme près d'un mort! J'avais obtenu du custode qu'il me laissât en paix auprès de ce lit mortuaire, — le marbre en laisse toute l'illusion, — une simple couche blanche, seule dans une salle aux volets clos, posée à même sur des étais de bois, pareille à un brancard, comme si l'on venait hier de le rapporter de sa dernière bataille. C'est hallucinant. Relisez-le dans Vogüé et comprenez tout ce qu'il pouvait y avoir de grave et de doux à veiller ce frère d'armes, ce frère chrétien, sur qui la vie a pesé et dont la triste bouche sourit pourtant sur les dents apparentes.

Et voici que, malgré ma résolution, je vous ai parlé de Ravenne, après le Maître, — mais si peu, — et comment parler d'autre chose dans cette bibliothèque, en attendant le train de Venise, où je serai ce soir?

Même jour soir, minuit.

Je ferme ma lettre à Venise, ma fenêtre ouverte sur le Grand Canal où les gondoles passent en chantant. Il fait le plus admirable clair de lune, et c'est un crime d'être seul devant ce spectacle.

XIV (1)

Venise, 1er juillet, 3 heures après-midi.

Au Palais des Doges : Tintoret, Véronèse couvrent les vastes murs de leurs lumineuses décorations. C'est ici qu'il serait amusant de te tenir et de disserter ensemble. Et comme il me semble que nous serions d'accord sur ce qu'il y a en somme de factice et de froid dans cette manière, malgré le sens incomparable de l'ordonnance et du décor! Voici, dit le catalogue, *l'Atelier de Vulcain* de Tintoret; catalogue à part, qu'y voyons-nous? Un vieillard barbu ceint d'une écharpe rose, dans une pose de maître de danse, forgeant je ne sais quoi sur une enclume ciselée, aidé par trois jeunes gens très beaux et très propres en tenue de hammam. Ce ne sont ni des dieux, ni des forgerons. C'est quelconque et absurde. C'est d'ailleurs, comme composition et couleur, un morceau de premier ordre : un merveilleux exercice de virtuose; du Diemer montrant ses doigts, mais non du Beethoven jetant son âme sur son clavier.

En revanche, voici à côté un Bassan : *le Retour de Jacob de Chanaan*, dit l'étiquette; ça m'est égal, car pour moi, je n'y vois pas plus de Jacob que dans ma poche, mais simplement le déménagement d'un seigneur du XVIe siècle qui, se transportant de la campagne à la ville, surveille l'emballage de la batterie de cuisine et des tapis : c'est réjouissant de réalité et de vie, c'est une scène contemporaine prise telle quelle, exécutée de main de maître. On est charmé.

Mais je continue; le suivant, c'est *l'Enlèvement d'Europe* de Véronèse, pas moins. Or quoi? une dame en collier de perles, un sein à l'air, drapée de velours de Gênes et de damas, parée de merveilleux joyaux ciselés à Florence, mais pieds nus, batifole avec trois ou quatre amies dans le même costume. Elle est assise, non pas sur un taureau, ah! non, le pauvre : mais sur un brave veau blanc, hébété, une couronne de roses passée dans une corne, tandis que des enfants ailés voltigent dans les arbres. Comme féerie, c'est parfait : c'est de la merveilleuse virtuosité encore; mais de l'art au sens divin du mot, non : l'art génial, celui qui vous empoigne et vous retourne, soit comme les Primitifs en réalisant ce qui au fond de chacun

(1) La première lettre de Venise a été égarée.

de nous sommeille de mysticisme, soit comme les Antiques en idéalisant la vie et la beauté, les *Panathénées*, l'*Hermès*, soit comme les Primitifs encore et les Flamands et les Modernes en rendant la vie vue avec la plus intense réalité. Les maîtres vénitiens du XVI[e] siècle avaient perdu l'émotion religieuse, mais la convention les forçait à peindre de la religion ou de la mythologie : c'était un laisser-passer : dès qu'ils en sortaient, ils se retrouvaient. Et je continue : dans la salle du Collège, voici un grand tableau fait sur commande en action de grâces de Lépante : le doge Venier et Venise sont aux pieds de sainte Justine, de saint Marc et du Christ dans sa gloire. Analysons : c'est une réception de la reine d'Angleterre de l'époque ; la reine (sainte Justine) somptueuse sur son trône a derrière elle son chancelier, un Salisbury quelconque (saint Marc.) Le doge incliné présente au premier baise-main de l'année, sa jeune belle-fille en toilette de cour qui fait la révérence (Venise) et si l'on ne veut voir là qu'une scène réelle de l'époque, prise sur le vif, on est sous le charme. Quels costumes, quelle vie, quelle couleur ! Malheureusement, la convention a voulu que l'estampille mystique y fût, et derrière la reine, un pied sur le dos de son fauteuil, un jeune homme bien peigné, tout nu sous un peignoir vert, tient à la main une sphère de jade, surmontée d'une croix, joyau royal ciselé par quelque Benvenuto. C'est le Christ. Mais ne voyons plus que la scène réelle et alors, nous demandons-nous, pourquoi le chancelier ne fait-il pas expulser ce jeune seigneur halluciné qui s'est introduit au drawing de la Reine sans s'être habillé et s'y promène tout nu avec ce bibelot ?

En face au contraire, un grand panneau de Bassan encore, *l'Entrevue du Doge et du pape Alexandre III après la défaite de Barberousse*. Plus d'allégorie, plus de Sainte Vierge de convention, une grande belle scène réèlle, somptueuse et vivante, à la manière des grands Flamands, à la manière des Arquebusiers, des Archers, des Franz Hals et des Van Der Helst. Ici c'est la joie sans mélange.

Conclusion : si vous voulez que la postérité, la tête dans la main, rêve devant votre œuvre et si vous ne croyez plus aux choses, ne les peignez plus : faites ce que vous voyez, ce que vous sentez, ce à quoi vous croyez toujours, et c'est pour ne pas l'avoir compris qu'avec toute la maîtrise du monde, de 1550 à 1750, on a certes fait de superbes machines, mais sans rien

ajouter au capital émotif de l'art, — exception faite du « portrait, » bien entendu, car là il faut bien faire ce qu'on voit.

Et pourtant... voici qu'une voix me dit : « On ne peut pas toujours s'émouvoir; un peu de détente sapristi! le « grande opera » a du bon avec ses décors et ses conventions et les sens s'en régalent. Meyerbeer et la *Marche du prophète* ne sont pas chose négligeable, et ceci, ce n'est pas autre chose. » Eh bien! alors, mettons que je n'ai dit que des bêtises. Et puis, vraiment, je suis stupide, parce qu'après avoir ainsi ratiociné, je n'en tombe pas moins en extase devant une décoration de Véronèse, ses architectures, la profondeur de ses perspectives, la richesse, la vie et la noblesse de ses bonshommes.

Du reste, qu'est-ce qui me prend de jouer ainsi au critique d'art? Vous vous moquez de moi et vous avez bien raison. Mon excuse, c'est le lieu d'où je vous écris, la bibliothèque même du Palais des Doges, sur le papier de la Sérénissime République que le bibliothécaire m'a fourni. On fermait à trois heures le reste du Palais, je me suis réfugié ici à l'abri de la chaleur, mais au centre des souvenirs, et bien que le papier, l'encre et les plumes de cette salle illustrissime soient exécrables comme vous le voyez, cela m'amuse tout plein de les avoir employés à mettre ce bavardage en écriture.

Venise, 2 juillet, 10 heures, soir.

Je prends mon train dans une heure, me ramenant à Gray, à mon service.

Il a fallu s'arracher à cette ville de rêve. J'ai voulu, pour ma dernière soirée, me faire « gondoler » au Lido. Au retour dans le Grand Canal, une gondole enguirlandée de lumières portait tout un concert, des voix d'hommes admirables accompagnées par un orchestre très doux. Autour de cette gondole de lumières et de chants, la foule des autres se pressait, les hautes proues dentelées s'enchevêtrant les unes aux autres. Au loin, une autre gondole répondait en mineur.

Et je pars, l'oreille pleine de cette douce musique, les yeux éblouis de couleur et de lumière. Et je vais, pendant tout le trajet, revivre en dedans, garder jalousement ce trésor... pour les heures sombres.

LYAUTEY.

UNE FILLE DE NAPOLÉON

ÉMILIE DE PELLAPRA

COMTESSE DE BRIGODE, PRINCESSE DE CHIMAY

« Toi, dont ma mère osait se vanter d'être fille... »
(Racine, *Phèdre*.)

Lorsqu'à l'âge de quinze ans, je passai, en qualité de future belle-fille, sous l'autorité de ma tante, la Princesse Georges Bibesco (1), j'eus la bonne chance de comprendre que sa férule était une baguette magique, que je ne pouvais tomber mieux selon mes goûts et que, si je n'avais pas eu de fée à mon baptême, j'en allais avoir une à mon mariage, puisque ma belle-mère était fée. Elle m'ensorcelait en me parlant de Napoléon. Je crois qu'elle avait conscience de son pouvoir d'enchantement et qu'elle en usait avec plaisir et malice. Elle mettait sous mes yeux, entre mes mains, des objets ayant appartenu à l'Empereur : un mouchoir de batiste, un canif, un flacon de sels; elle me montrait à son cou un médaillon contenant une miniature singulièrement expressive, pour laquelle l'Empereur avait posé, lui qui n'y consentait presque jamais, lui dont la patience était courte et les instants comptés !

Ces minutes dérobées à une vie prodigieuse, à qui, et pour quelles raisons, les avait-il données ?

Une autre miniature, ressemblant davantage à ses portraits officiels, le représentait dans son uniforme vert de colonel de la Garde, le Grand Cordon de la Légion d'honneur barrant le gilet blanc. Au-dessus, prise dans le cadre d'ébène à incrusta-

(1) Valentine de Riquet, comtesse de Caraman-Chimay, princesse Bibesco, née à Ménars, le 15 février 1839, morte à Bucarest le 25 août 1914.

tions de métal, couronné par l'aiglé napoléonienne, une cocarde tricolore s'arrondissait, rouge, bleue, blanche, toute déteinte et comme noircie de poudre. Sur l'envers du cadre, une étiquette portait ces mots, tracés de la main de ma future belle-mère ; *Cocarde que l'Empereur Napoléon Ier portait à la bataille d'Austerlitz, détachée du chapeau de l'Empereur par Mme de Pellapra, ma grand'mère.*

C'était comme si l'on m'eût fait voir le soleil de près. J'étais éblouie. Je sentais que cette personne extraordinaire, ma tante, que j'allais bientôt appeler ma mère, tenait à l'Empereur par des liens mystérieux dont j'ignorais encore l'origine. Mais j'avais la promesse que le secret allait m'en être révélé quand je serais devenue femme.

En attendant, je n'étais qu'une écolière en puissance d'institutrice. J'allais voir mes beaux-parents le jeudi et le dimanche, et les visites de mon fiancé interrompaient mes leçons.

Je n'avais pas fini mes études : ma tête bruissait d'histoire; j'en étais justement à l'Empire français. J'aimais la lecture avec passion. On me laissait lire peu de livres. J'en avais découvert un, d'apparence ennuyeuse et rassurante, en six volumes, dont je vivais : c'étaient les *Mémoires d'Outre-Tombe;* j'allais, me répétant des phrases enivrantes : celle-ci, qui me faisait comprendre jusqu'où Napoléon avait porté la grandeur française : « En ce temps-là, Rome était une ville de France, capitale du département du Tibre. » Cette autre, qui justifiait mes propres sentiments : « Le monde appartient à Bonaparte ; ce que le ravageur n'avait pu achever de conquérir, sa renommée l'usurpe; vivant, il a manqué le monde; mort, il le possède. Vous avez beau réclamer, les générations passent sans vous écouter. »

Seul parmi les contemporains, Chateaubriand a parlé de Napoléon avec la magnificence convenable. Je savais par cœur l'acte de contrition, l'acte d'humilité rare que Napoléon arrache au plus grand orgueilleux de son siècle, à René. Il est une manière si superbe de s'abaisser qu'elle élève, et Chateaubriand l'employait quand il dit : « Retomber de Napoléon et de l'Empire à ce qui les a suivis, c'est tomber de la réalité dans le néant, du sommet d'une montagne dans un gouffre. Tout n'est-il pas terminé avec Napoléon? Aurais-je dû parler d'autre chose? Quel personnage peut intéresser en dehors de lui? Dante seul a le droit de s'associer avec les poètes qu'il rencontre

dans les régions d'une autre vie. Comment nommer Louis XVIII en place de l'Empereur? Je rougis en pensant qu'il faut nasillonner à cette heure une foule d'infimes créatures dont je fais partie, êtres douteux et nocturnes que nous fûmes d'une scène d'où le large soleil avait disparu. »

« La destinée de Napoléon était une Muse... » C'est pourquoi elle l'emportera toujours sur la raison dans le cœur des enfants qui sont des poètes, et dans le cœur des peuples qui ne sont que des enfants.

Ce « large » soleil, je l'avais vu disparaître trop souvent sous l'Arc de l'Étoile pour ne pas sentir combien l'image de Chateaubriand était juste. C'est Napoléon qui tient tous les horizons de Paris. Dans mon enfance, j'habitai d'abord rue de Rivoli. Je voyais, de ma chambre, le Dôme des Invalides au-dessus des arbres; puis j'habitai l'avenue Marceau et enfin les Champs-Élysées. Je ne pouvais sortir de chez moi sans apercevoir Napoléon au bout de ces deux avenues. De la place Vendôme, il domine la rue de la Paix; il s'est implanté au Louvre où l'Arc du Carrousel se dresse, rose comme un amandier en fleurs, ses ponts chevauchent la Seine et même le Moyen-Age est possédé par lui, puisqu'à Notre-Dame on pense au Sacre.

Enfin, comme pour consacrer son règne absolu sur moi, je fus amenée à le défendre. Un de mes oncles, que j'aimais beaucoup, que j'admirais même, pour son caractère généreux qui l'avait fait se jeter dans une sorte d'idéalisme humanitaire et socialiste, voulut un jour m'éprouver :

— Qui est plus grand, Pasteur ou Napoléon? Réponds! Mais réponds vite!

Il me serrait le poignet à me faire mal et me regardait dans les yeux. Il fallait que je choisisse entre un bienfaiteur de l'humanité et celui qu'il voulait me faire considérer comme un massacreur d'hommes :

— Réponds! Qui est plus grand, Pasteur ou Napoléon?

Les larmes aux yeux, sentant que je me perdais dans l'opinion d'un être au jugement duquel j'étais très sensible, je ne me reniai pas :

— Napoléon, répondis-je aussi distinctement que je pus.

Dès ce jour, je fus moralement déshéritée par mon oncle, mais je tins bon. Des discussions enflammées s'ensuivirent où il me fut démontré que, même si je me plaçais au point de vue

militaire et politique, il fallait avouer que Napoléon était un malfaiteur, puisqu'il avait laissé la France plus petite qu'il ne l'avait trouvée. Je répondais qu'il lui avait assuré des frontières illimitées dans les âmes.

Mon oncle conclut :

— Tertullien a défini l'homme : « un animal de gloire. » Ce jugement peut s'étendre aux femmes et même aux petites filles.

J'étais un de ces animaux, et je le savais. C'est pourquoi, quelques années plus tard, ma belle-mère, en évoquant devant moi l'Empereur, me causait une joie d'imagination dont je lui suis encore reconnaissante.

La veille du jour où j'allais être mariée, je reçus la « corbeille » traditionnelle. Point de vannerie, mais de grandes boîtes de cuir et de satin renfermant les bijoux que ma belle-famille me destinait. J'y trouvai avec émotion trois présents napoléoniens.

C'étaient une montre d'émail bleu de ciel, avec sa petite chaîne et sa clef, portant sur une face le chiffre de Marie-Louise, et sur l'autre l'abeille : « la montre de l'Impératrice ; » un lourd bracelet d'or ciselé, incrusté de rubis, de brillants et d'émeraudes, où figuraient des attributs guerriers dans le goût de l'antiquité : « le bracelet donné par Napoléon à Mme de Pellapra, au retour de l'Ile d'Elbe ; » enfin, un diamant solitaire ; ma belle-mère expliquait : « Le diamant de l'Empereur, rapporté de Sainte-Hélène par M. de Las Cases et remis par lui à ma mère, Mlle de Pellapra. »

Le retour de l'Ile d'Elbe, Sainte-Hélène ! Que ces mots me touchaient ! Je ne comprenais pas encore tout ce que signifiaient les présents qui venaient de m'être faits... On me donna par la suite d'autres explications.

***

Ma belle-mère avait mille façons de raconter l'aventure de son aïeule. Je l'entends encore répondre à une questionneuse importune qui s'apprêtait à faire la prude :

— Mon Dieu, madame, ma grand'mère était très belle et l'Empereur voyageait beaucoup.

Non seulement elle ne cachait pas son origine, mais encore elle en était fière. Je l'imaginais facilement invoquant l'étoile de

Napoléon, comme Phèdre le soleil. Elle descendait de l'Empereur en ligne droite, à la manière d'un rayon, par sa mère, cette belle Émilie de Pellapra, qui devint plus tard comtesse de Brigode et puis princesse de Chimay.

Quant à Mme de Pellapra, la grand'mère, qui s'appelait aussi Émilie, sa petite-fille éprouvait pour elle une tendre prédilection. Son portrait était placé en évidence dans le salon où ma belle-mère aimait le plus à se tenir. Elle y est représentée en robe Empire de mousseline de soie blanche, festonnée, brodée et rebrodée au plumetis de fleurs en soie blanche. Sous l'étoffe légère, aux transparences laiteuses, le regard suit facilement le contour du corps souple, jeune et joyeux. Un petit pied plein d'orgueil avance sous la robe délicate, chaussée de satin bleu pâle; ce soulier d'enfant est retenu par des rubans croisés sur la jambe, à la manière des cothurnes. La figure est d'une jolie bourgeoise de France, brune aux yeux bleus; le sourire moqueur creuse une fossette dans la joue. Le châle des Indes à la mode, un châle jaune rapporté d'Égypte, s'enroule autour du bras. Un grand air de coquetterie se dégage de toute la personne. Le chapeau de chez la bonne faiseuse, garni d'une longue plume rose, est posé à côté de la dame, sur le rocher artificiel où elle est plutôt allongée qu'assise.

Mme de Pellapra (la particule est supprimée dans le livre de M. Frédéric Masson (1), donc je suis tentée de croire qu'elle n'exista que par la suite dans l'imagination des descendants princiers de la dame, anoblie par sa progéniture à la mode chinoise), Émilie Leroy, pour l'appeler par son nom de jeune fille, était Lyonnaise. Et c'est à Lyon, suivant la tradition familiale, que pour la première fois Napoléon l'a vue, désirée et même, un instant, aimée.

S'il fallait à Léda d'autres excuses que l'éblouissement causé par le cygne et le maître du tonnerre, s'il lui fallait se faire pardonner sa faiblesse qui fut de se laisser troubler par celui qui troubla le monde, on trouverait ces excuses dans les Mémoires de sa fille, où M. de Pellapra apparaît presque à chaque page comme le plus haïssable et le plus méchant des hommes.

« Elle ne pouvait tomber qu'en haut, » disait un ministre

(1) Frédéric Masson, *Napoléon et les femmes*, p. 270.

d'une jeune femme dont on vantait la vertu, jusqu'au jour où survint l'amant royal qui l'emporta...

Pauvre Léda! Par combien de larmes, d'humiliations, de mauvais traitements, d'insultes, — car les pamphlétaires de 1815 ne l'ont pas épargnée, — a-t-elle payé son jour de gloire, sa faute, cet instant d'amour éblouissant comme l'éclair!

Le 11 novembre 1809, elle mettait au monde une fille à qui elle donnait son prénom d'Émilie. Durant quatre années, elle sera séparée de l'enfant que M. de Pellapra ne veut pas voir, tout en gardant sa femme. C'est sur cette période de sa petite enfance que s'ouvrent les Mémoires de la princesse de Chimay.

Elle est à Lyon, chez sa grand'mère maternelle, Mme Leroy; elle arrose les capucines du balcon; une vieille bonne lui danse des sarabandes pour l'amuser; une jeune bonne l'habille... Enfant de quatre ans, elle est déjà belle, si belle que les passants s'arrêtent pour le lui dire; elle nomme les louanges publiques qu'elle reçoit : « l'accompagnement ordinaire » de ses promenades. Cette beauté, elle va la porter toute sa vie, dignement, avec une espèce de piété, comme un sacrement qu'elle a reçu à sa naissance. Elle en imprima si fort l'image dans l'esprit de sa fille que celle-ci, la princesse Bibesco, refusait d'admirer aucune des jeunes femmes de son entourage et les comprenait toutes dans le crépuscule général de la beauté, depuis que s'était éclipsé le visage de l'unique perfection.

— Quand on a connu ma mère, disait-elle, aucune femme ne vaut plus la peine d'être regardée.

Et c'est justement à ces traits admirables que semblait en vouloir le père rancunier et atrabilaire que la loi donnait à la petite Émilie. C'est au visage qu'il la frappait. Elle nous le raconte : « Je me vois encore au milieu du cabinet de mon père, cachant dans mes petites mains mon visage meurtri... Je me rappelle aussi la perte de mes charmants cheveux frisés en longues boucles, que l'on me coupa comme à un forçat... » Et toutes ces violences pour une leçon de piano mal apprise! Elle n'avait pas d'oreille. Napoléon aussi chantait faux et n'était pas musicien.

Son vrai père, celui dont elle tenait cette beauté si chère (il suffit de regarder le masque aux Invalides pour se convaincre qu'il avait des traits comme on en prête aux dieux), elle ne l'a vu qu'une fois. C'était à la revue des Fédérés, pendant les

Cent Jours. Elle est avec sa mère à une fenêtre des Tuileries dominant le Carrousel. Il passe, sur son cheval blanc, devant le front des troupes.

Elle qui écrit avec simplicité, d'une manière toute naïve et qui se plaint d'avoir mal appris le français, elle trouve, sous le coup de cette émotion, demeurée vive à travers tant d'années, l'expression la plus saisissante pour définir l'état dans lequel la présence de Napoléon jetait tous les hommes : elle parle de « cette fascination animée qu'il faisait naître!... »

***

En 1815, « Napoléon, qui envahissait seul la France, » comme l'a dit Chateaubriand, retrouvait à ses côtés Mme de Pellapra. Elle venait de courir les grand'routes militaires, sous un déguisement d'opérette. Il s'agissait de distribuer des cocardes tricolores à l'armée de Ney. Habillée en paysanne qui va vendre ses œufs au marché, elle était montée sur un âne, en cacolet, elle d'un côté, de l'autre, les paniers qui contenaient, en place d'œufs, les trois couleurs! Personne n'eut l'idée de l'arrêter. Elle riait, elle passait; elle n'avait pas le mot de passe, mais elle avait le mot pour rire. Ce sont des choses qui n'arrivent qu'en France et dans l'Histoire de France. Les soldats jetèrent leurs cocardes blanches; ils lui criaient : « Hé! vive la poule qui a pondu ces œufs-là! »

Il apprend ce qu'elle vient de faire, et, pendant les Cent Jours, lui, l'Empereur, qui doit recommencer l'Empire, la tête toute occupée à ressaisir son génie, cherchant à rassembler dans ses mains puissantes les foudres confisquées, les forces éparses de la France, il trouve le temps de commander à ses joailliers de Paris un bracelet destiné à récompenser le courage d'une femme. Il veut que sur ce bracelet ne figurent que des boucliers, des casques, des haches et des glaives, puisque cette femme a ranimé la foi des soldats et leur a fait reprendre les armes.

Pour lui, elle fera plus, sinon mieux : elle, dont sa fille Émilie, l'auteur des Mémoires, et sa petite-fille Valentine, la princesse Bibesco, s'accordent à dire qu'elle ne fut toute sa vie qu'une enfant, un être bon, frivole et rieur, qui n'avait pas deux grains de raison, qui n'aima au monde que s'amuser et s'attifer, elle se mêle de cette chose ennuyeuse et laide entre toutes, la politique.

Marie-Louise attendue ne vient pas, ne se rallie pas et pour cause : elle va rendre père M. de Neipperg.

« Au moins, à défaut de cette femme, cette étrangère, dit M. Frédéric Masson, d'autres, et peu importe d'où elles venaient, de France, d'Irlande ou de Pologne, ont, aux derniers jours de gloire, durant ce court règne de trois mois, entouré l'Empereur de leur beauté fidèle, réjoui son cœur de leur enthousiasme, et se faisant, par dévouement, même celles qui étaient les moins faites pour la politique, ses espionnes et ses avertisseuses, ont, avec leur instinct plus qu'avec leur raison, fourni des conseils qui eussent mérité d'être suivis. Ainsi George, au sujet de Fouché; ainsi Mme de Pellapra, qui s'est hâtée de revenir de Lyon, et qui, elle aussi, surprend certaines démarches du duc d'Otrante. »

C'est du bord de la tombe, de cette triste Vallée du Géranium qu'ombrage le saule, où fleurissent les iris funèbres, que le diamant dont j'héritais fut envoyé par l'Empereur à la petite Émilie : il a brillé sous le soleil désolé de Sainte-Hélène; il a été prélevé, à l'heure des derniers comptes, sur ce peu de richesses qui restaient à Napoléon; il devait porter à une fille le souvenir d'un père.

***

Sans doute, fut-ce par intérêt, dans l'espoir de garder sa place de receveur général du Calvados, que M. de Pellapra contraignit sa femme à se rendre au-devant du Duc de Berry, à son arrivée d'Angleterre, comme la petite Émilie nous le rapporte : « Je fus en calèche avec ma mère, au-devant du Duc de Berry arrivant à Caen. »

Mais l'enfant, inconsciemment, se venge et venge l'Empereur absent. Elle voit, dit-elle, « une calèche poudreuse d'où sortait un vilain, gros, lourd et commun personnage dont l'air ignoble et la tournure vulgaire ne cadraient nullement avec mes idées... »

Elle l'appelle : « L'Altesse revenue d'Angleterre à la suite des Russes. »

Elle le retrouve le lendemain, dans les jardins de la Préfecture, tournant à sa mère un compliment sans grâce dont elle fait les frais : « Elle ne sera jamais aussi belle que sa mère, » dit-il, en la regardant. On sent que cela la fâche. Elle déteste le

Duc de Berry. Elle compare son arrivée piteuse à cette arrivée triomphale de l'Impératrice dont elle avait vu se dérouler les pompes, dans le même cadre et si peu de temps auparavant. Cette fois-là, elle avait été la petite reine de la fête, et elle avait reçu, avec les caresses de Marie-Louise, la montre d'émail bleu enrichie de perles fines, dont elle dit mélancoliquement à la date où elle écrit, en 1849 :

« Une belle montre, au chiffre de l'Impératrice, que je conserve encore, et qui est restée bien plus fraîche que moi ! »

Pour me confirmer dans l'opinion, à laquelle je tiens beaucoup, que M. de Pellapra dut contraindre sa femme à paraître aux fêtes données à Caen, pour « le gros, lourd et commun personnage, » et que l'infidélité morale ne vient pas d'elle, il me suffit de savoir que dès le retour de l'Ile d'Elbe, Mme de Pellapra vole à Lyon, à la rencontre de l'Empereur.

***

Après Waterloo, après Sainte-Hélène, la pauvre femme se résigne à vivre les jours sans joie de la Restauration, aux côtés et dans l'ombre de son terrible époux. Doué d'intelligence financière, devenu riche, très riche même, M. de Pellapra commence à prendre de l'importance sociale. La petite fille qui grandit et sa mère, toujours belle, deviennent des accessoires de luxe. Il a de beaux équipages. Il lui faut une femme pour s'y pavaner. Il achète l'ancien hôtel de Bouillon au quai Malaquais, cet hôtel où vécut Marie Mancini (1).

Il lui convient, de mettre, dans cette cage magnifique, ces jolis oiseaux. Mais il ne s'embarrasse pas d'eux, quand son intérêt mondain ou son plaisir exigent qu'il les y laisse. Il fréquente des maisons où sa femme et sa fille ne sont point reçues, et rend odieux le séjour de sa propre maison à toutes les créatures qui l'habitent.

Dans un passage de ses Mémoires, la petite Émilie raconte sa sombre enfance et son affection tendre pour Denis, le maître d'hôtel de son père. Il semble bien avoir été l'unique personne en ce temps-là qui lui ait montré de l'amitié et de la bonté, sentiments sans lesquels un enfant ne peut pas vivre.

— Le peuple seul a des entrailles, disait Napoléon, en enten-

(1) Devenu aujourd'hui l'Hôtel des Beaux-Arts.

dant, du jardin de l'Élysée, les acclamations de la foule persistant dans sa fidélité après la défaite, quand tous les dignitaires avaient déjà abandonné l'Empereur. Cet amour des humbles, inspiré à l'origine par Denis, cette affection pour les domestiques, si naturelle aux enfants qui se consolent avec les inférieurs de l'état d'infériorité où les met leur âge, ne s'effaça pas chez Émilie avec les années.

Veuve de son premier mari, le comte de Brigode, retirée au château de Ménars, elle fait la classe, le soir, à ceux de ses gens qui ne savent pas lire. Sa mère la surprend dans cette occupation, alors qu'entendant du bruit dans sa chambre, elle y soupçonne la présence d'un galant!

Vertueuse, la petite Émilie le fut et le devait être toujours. On eût dit que la sagesse était dans le caractère même de sa beauté, empreinte d'une majesté tranquille. Sa tendresse pour sa mère, qui domine toute sa vie, ne l'aveugle cependant pas sur les inconvénients d'une réputation atteinte. Elle est solidaire de cette mère imprudente et délicieuse. Elle le sera jusqu'à épouser un vieux mari au lieu d'un jeune, M. de Brigode, le père, au lieu de M. de Brigode, le fils, qui est mort à Florence d'une fièvre maligne, alors qu'ils étaient accordés. D'autres jeunes gens se présentent, elle ne les encouragera pas. Cet endroit des Mémoires révèle un désir passionné d'acquérir définitivement pour elle et pour sa mère, la *considération*, cette chose dont Beaumarchais dit qu'il en faut, et que sans elle, tout le reste n'est rien!

A seize ans, elle ne veut que deux choses : s'attacher quelqu'un qui puisse les défendre, sa mère et elle, contre les fureurs bilieuses de M. de Pellapra ; se mettre à l'abri des calomnies du monde, sous la protection d'un homme considéré, qui est pair de France, qui l'aime à la folie, qui accepte ses conditions, car elle en pose, et la première de toutes, c'est qu'il ne la séparera jamais de sa mère.

Telle est la raison qui l'incline à ce mariage de raison. Sur la terrasse du château de Noisiel, qui domine la Marne, elle le dit à M. de Brigode, avec une honnêteté, une sincérité qui émeuvent.

Rien ne devait désormais séparer ces deux existences rivées pour ainsi dire l'une à l'autre par celui qui avait laissé cette fille à cette mère et dont le souvenir les hantait en secret.

Très différentes de caractère, aussi différentes qu'il est possible de l'être : l'une, la mère, toute joie, toute légèreté, toute insouciance, sans principes religieux, brave, on l'a vu, puis faible, puis folle, puis charmante, ne faisant en toutes circonstances que perdre la tête, voulant s'empoisonner parce qu'elle croit sa fille morte, et manquant la tuer en croyant la guérir; l'autre, grave et pure, fière de sa conduite irréprochable, aimant Dieu sans avoir appris de personne à l'aimer, éprouvant au plus vif degré le sentiment de la responsabilité maternelle, non seulement plus tard, envers les enfants qu'elle aura, mais encore et surtout vis-à-vis de cette mère-enfant qu'elle n'a jamais quittée, selon la promesse qu'elle s'en était faite à elle-même, et peut-être aussi à cette grande Ombre qui vivait entre elles deux.

La Destinée amène parfois des rapprochements qui semblent plutôt le fait d'une ironie supérieure que d'un simple hasard. Ainsi, elle donna pour belle-mère à la fille de Napoléon, lors de son second mariage, Thérésia Cabarrus, l'ancienne Mme Tallien, devenue princesse de Chimay, rentrée elle aussi dans l'ordre, tombée dans la dévotion et dans l'oubli.

L'amie des jours gais, un peu trop gais du Directoire, la compagne de Joséphine aux soupers de Barras, celle que Bonaparte devenu Empereur raya sans pitié des listes de la Cour, mêle à jamais, par ce mariage, son sang à celui de Napoléon.

Parlant de sa première entrevue avec la pauvre Thérésia, Émilie retrouve d'instinct l'accent des sévérités paternelles. Il faut dire qu'elle ne l'a connue qu'à l'état de matrone espagnole « d'un énorme embonpoint, » dit-elle, « d'un manque presque complet de distinction... » Elle s'étonne naïvement que la princesse de Chimay n'ait pas la beauté de son fils. Mais n'est-ce pas lui qui a pris la beauté de sa mère?

Toutes les femmes meurent dans leur jeunesse, une première fois.

Certes, elle n'était plus de ce monde, la Déesse qui osa se montrer nue, comme la Vérité, sans être lapidée, si ce n'est longtemps après, et par ceux qui ne l'avaient pas vue; elle n'était plus, celle qui écrivit à Tallien ce billet farouche et laconique : « Je vais demain au tribunal révolutionnaire. Je meurs avec le désespoir d'être à un lâche comme vous. »

Elle n'était plus, cette dompteuse devant qui la Terreur s'était arrêtée, pour qui l'on fit sauter la guillotine, par peur que son beau cou blanc s'y trouvât pris ; elle n'était plus, la bonne Thérésia qui reçut du peuple de Paris l'absolution de ses péchés avec ce nom qui la réhabilite et la sanctifie presque : Notre-Dame-de-Thermidor ! Chaque temps a la rédemptrice qu'il mérite : La France du moyen âge eut une vierge, celle de la Révolution une merveilleuse.

Parce qu'Émilie avait l'âme douce et noble, quand elle connut davantage sa belle-mère, elle trouva non seulement des excuses à sa conduite, mais encore elle la défendit contre l'ingratitude du faubourg Saint-Germain qui, cette fois-ci, avait tout oublié !

Elle cite ce mot de Thérésia qui n'est pas sans grandeur : « Se voyant jeter le nom de Tallien comme une injure, elle répondit à celle qui parlait : « C'est vrai, je fus madame Tallien, et c'est sous ce nom que j'eus le bonheur de vous sauver la vie. »

A Bordeaux déjà, lorsque la noblesse commençait d'être mise en prison et menée à la guillotine, la citoyenne Thérésia Cabarrus, femme Fontenay, ci-devant marquise, promue déesse de la Raison, mais restée aristocrate dans l'âme, en bonne Espagnole qu'elle était, ne se fit pas faute d'intriguer pour sauver les nobles, usant pour cela des deux seuls biens que la Révolution ne pouvait lui confisquer qu'en lui prenant la vie : sa jeunesse et sa beauté. Elle les joua tranquillement contre la mort.

Tous oublièrent le service rendu. Un seul se souvint. Mais celui-là n'a jamais dit son nom...

Un jour qu'elle était déjà bien près de sa fin, et qu'elle se voyait toute seule dans son brumeux château de Chimay (Chimay, chimère, dit Saint-Simon, et cela se trouva vrai pour elle !) — vieille femme hydropique que délaissaient un mari trop jeune et des enfants insouciants, — elle reçut un paquet cacheté qu'enveloppait une lettre. Elle eut encore la force d'ouvrir l'enveloppe. Le paquet contenait une bague, de la forme de celles qui étaient à la mode au XVIIIe siècle, et qu'on appelait des « marquises. » Dans son chaton d'émeraude, un diamant s'enchâssait. La lettre qui accompagnait ce présent

inattendu était écrite par un homme qui commençait par dire qu'il ne se nommerait pas.

Craignait-il que son cadeau lui fût renvoyé, et que la princesse de Chimay repoussât ce témoignage de gratitude qui s'adressait, en somme, à la maîtresse de Tallien?

Peut-être... Il lui rappelait ce qu'elle avait fait pour lui à Bordeaux : son histoire ressemblait à celle de beaucoup d'autres, avec cette différence qu'il ne l'avait pas oubliée. Il se trouvait à bord d'un bateau d'émigrés qui allait prendre le large. Au moment d'appareiller, le capitaine reçoit l'ordre de ne pas quitter le port. On savait ce que cela voulait dire. C'était la condamnation en masse pour les passagers.

Thérésia, prévenue, réussit à faire rapporter le mandat d'arrêt. Le bateau mit à la voile avant le petit jour. L'émigré et sa famille passèrent en Amérique. Il y vécut des jours heureux, dans une quiétude laborieuse, tout le temps que durèrent la Révolution, le Directoire, le Consulat, l'Empire. Maintenant, ayant réalisé une petite fortune, il revenait en France, et sa première pensée, en débarquant, avait été pour sa bienfaitrice.

Il s'y prenait à temps : Thérésia allait mourir, et peut-être, sans cet anneau d'émeraude, mourait-elle privée de l'ombre même d'une espérance. Comment croire à la bonté d'un Dieu qui fit les hommes à son image, alors qu'elle les savait si méchants?

Cette bague d'un inconnu, héritée de la princesse de Chimay, a déjà trois fois changé de main. Je la porte aujourd'hui. Pour moi, elle est « la bague de Mme Tallien. » C'est ainsi que ma belle-mère la nomma en me la donnant.

Petite-fille de Napoléon par sa mère, et de Mme Tallien par son père, c'étaient, de tous ses titres, ceux auxquels la princesse Bibesco tenait le plus : elle les mettait au-dessus de sa comté de Wallonnie et de ses trois Grandesses d'Espagne. C'est qu'elle avait le sens juste de l'Histoire et le goût du pittoresque.



En lisant les Mémoires de la petite Émilie, devenue princesse de Chimay, je m'aperçois qu'elle se faisait raconter des histoires par sa belle-mère, comme moi par la mienne :

« Le matin, écrit-elle, pendant que Joseph (1) faisait de la musique avec son père, je tâchais de me faire raconter par ma belle-mère ces histoires qu'elle racontait si bien, où le vrai et le faux artistement mêlés laissaient l'intérêt tout entier... »

Qui pourra démêler le vrai du faux dans les récits des vieilles femmes? Comment connaître ce qui s'est passé avant soi, puisqu'à peine ose-t-on regarder ce qui se passe en soi qu'aussitôt l'image entrevue s'évanouit! Ce qu'Émilie aimait à contempler, c'étaient ces nuances frémissantes des émotions anciennes qu'un mot fait renaître, sans s'occuper de savoir si le temps et la distance transformaient, en les colorant, ces vagues de souvenirs.

L'écho de la vie peut être trompeur, mais il charme. Nous l'écoutons avec délice. Alors que ceux qui n'appellent pas d'écho passent de la surdité dans la mort sans avoir rien entendu.

J'ai fait parler ma belle-mère aussi longtemps qu'elle a été là pour me répondre. La princesse Georges Bibesco avait déjà franchi le seuil de la vieillesse quand je me mariai. Son fils unique était le dernier enfant qu'elle avait eu, au déclin de sa vie. Sa fille aînée avait l'âge de ma mère. Parfois, ma belle-mère me disait :

— Regardons-nous bien, ma fille, car nous ne nous verrons pas longtemps!

Ainsi j'ai pu réveiller l'écho des paroles qu'elle-même avait recueillies des lèvres de sa grand'mère, Mme de Pellapra, lèvres qui m'ont paru aimables et chères, parce qu'elles avaient touché les lèvres de Napoléon et qu'elles lui avaient souri.

De lui jusqu'à nous, l'écho n'avait eu à traverser que deux âmes, n'avait passé que par deux bouches, et la vibration nous en est encore sensible après un siècle, maintenant que la prédiction de Chateaubriand s'est accomplie : « Bonaparte appartenait si fort à la domination absolue, qu'après avoir subi le despotisme de sa personne, il nous faut subir le despotisme de sa mémoire. Ce dernier despotisme est plus dominateur que le premier, car si l'on combattit Napoléon alors qu'il était sur le trône, il y a consentement universel à accepter les fers que

(1) Le prince Joseph de Chimay, fils de Thérésia Cabarrus, et second mari d'Émilie de Pellapra.

mort il nous jette. Il est un obstacle aux événements futurs. Comment une puissance sortie des camps pourrait-elle s'établir après lui? N'a-t-il pas tué en la surpassant toute gloire militaire?... Il sera la dernière des grandes existences individuelles. » La sépulture d'un soldat inconnu sous l'Arc-de-Triomphe ratifie ce verdict.

Quand je questionnais ma belle-mère sur son enfance et son adolescence passées tout entières auprès de Mme de Pellapra, ce que je cherchais, c'étaient des échappées nouvelles sur l'image que sa grand'mère avait gardée de Napoléon. Mais hélas ! les convenances s'interposaient pour obscurcir la vision.

Sous Charles X, une vague de piété, d'austérité même avait passé sur la société française. Un roi triste et dévot régnait; devenu tel sous l'influence de Mme de Polastron expirante qui, désespérée de devoir quitter ce monde en y laissant le Comte d'Artois, lui fit jurer à son lit de mort qu'il n'appartiendrait qu'à Dieu seul, qu'il ferait pénitence pour elle et pour lui, et, sûre désormais de n'être supplantée par aucune femme, mourut consolée, le laissant dans les bras de la Religion.

Le règne de la Duchesse de Berry aurait sans doute amené quelques changements; mais, sous les auspices de Marie-Amélie, la vie de famille et les bonnes mœurs reprirent tout leur empire, et la vertu devint à la mode.

Dans l'hôtel de Chimay, avec Mme Tallien pour mère, plaisanter sur la morale, c'était un peu parler de corde. Or, Mme de Pellapra inclinait à tourner les choses sérieuses en plaisanterie. Son humeur était enjouée, folâtre même. A preuve ces deux méchants vers qu'elle apprenait à ses petits-enfants :

Faut d'la vertu, pas trop n'en faut.
L'excès en tout est un défaut !

C'était sa manière de protester contre l'atmosphère de pruderie un peu trop solennelle qui régnait dans l'hôtel du quai Malaquais.

Je comprenais, en écoutant parler ma belle-mère, que gendre et fille s'ingéniaient à faire taire Mme de Pellapra lorsqu'elle s'aventurait à parler de son passé. Mais lorsqu'on a dans son passé Napoléon, et qu'on est une Française des *Chansons* de Béranger, on finit toujours par en parler. Mme de Pellapra, dès

qu'elle se voyait seule avec ses petits-enfants, loin des grandes personnes grondeuses qui trouvaient bon d'imposer silence à son cœur, laissait volontiers ce cœur s'épancher.

— Quand ma mère allait au bal, me disait la princesse Bibesco, elle nous confiait la garde de ma grand'mère, à mon frère Henry (1) et à moi. Dieu sait les histoires qu'elle nous racontait alors, et comme nous nous en amusions !

Par malheur, ces histoires n'étaient pas racontables : aussi ne me les racontait-on pas. Je n'en avais que le dénouement ordinaire, qui s'accompagnait d'une claque amicale sur la joue du petit de Brigode : « Henry, disait la grand'mère, il n'est pas joli, mais il a le mollet de l'Empereur ! »

Cependant, je continuais à questionner :

— De quelle couleur étaient les yeux de Napoléon ?

— Bleus, disait ma belle-mère, qui les avait de cette couleur, et trouvait la raison péremptoire.

— Était-il vraiment petit de taille, ou bien moyen ?

— Au-dessous de la moyenne. Ma mère aussi était toute petite, avec une tête admirable, de très petits pieds, et des mains parfaites. Mon fils non plus n'est pas grand ; c'est du côté Chimay que viennent les géants...

L'Empereur était soigné comme une femme, d'une propreté méticuleuse. Dans la façon dont ma belle-mère prenait soin de son corps et rendait, avec mille raffinements, une espèce de culte à sa personne, je retrouvais l'influence de Mme de Pellapra qui lui avait inculqué dès l'enfance l'habitude de ces rites de la toilette qui plaisaient à l'Empereur et qu'il pratiquait aussi.

Dans mes investigations, je ne me faisais pas faute d'interroger les objets qui, de lui, étaient venus jusqu'à nous.

J'étais frappée du caractère intime qu'avaient ces gages d'amour. Les poètes persans, et surtout Saadi, font discourir les objets dans leurs contes.

Napoléon n'était pas homme à jeter son mouchoir. Dans ses relations avec les femmes, on le dit brusque parfois, mais jamais fat ; et les gestes paresseux du harem ne sont pas les siens. Pourtant voici son mouchoir, un grand mouchoir de priseur, en fine batiste blanche, si fine qu'il semblerait pouvoir tenir tout entier dans une coque de noix, comme cette pièce de toile filée dans le

(1) Henry, Comte de Brigode, demi-frère de la Princesse Bibesco.

conte par Finette ou l'Adroite Princesse. De petites étoiles bleues imprimées suivent l'ourlet; l'un des coins est marqué de l'*N* couronné entre deux branches de laurier.

Et voici le flacon de sels, tout petit, en cristal taillé, le bouchon de vermeil frappé des armoiries guerrières qu'il s'était octroyées, contenant encore des sels à respirer qui ont perdu toute vertu et tout arome.

Ce mouchoir et ce flacon de sels ont-ils servi à secourir Joséphine, lors de ses évanouissements simulés, avant que de tomber dans les mains de Mme de Pellapra? Est-ce au moment d'un départ qu'il les lui laissa, pour sécher ses larmes et revenir à la vie? A-t-elle, en gamine qui se familiarise avec le dieu et veut des souvenirs, fouillé simplement dans les poches de son manteau? Je le croirais volontiers, à noter la façon délibérée dont sa petite-fille, qui la connaissait bien, écrira plus tard : « Cocarde... détachée du chapeau de l'Empereur par ma grand'mère. » J'incline à croire qu'elle lui prenait tout bonnement ses affaires.

J'ai entendu parler aussi, sans l'avoir jamais vue, d'une paire de bas de soie blanche, qui moula sans doute le fameux mollet hérité par Henri.

Ces objets qui parlent de lui, sont auprès de moi pendant que j'écris ces lignes. Ils furent cachés durant des années dans les tiroirs, dans les coffrets de Mme de Pellapra, conservés par devers elle, loin des yeux irrités de son redoutable mari; soustraits aux regards d'un gendre soucieux des convenances, qui fut d'abord attaché à la Légation néerlandaise, puis représentant des intérêts d'un prince époux de la fille de Marie-Amélie, puis gouverneur du Luxembourg, puis envoyé du roi des Belges auprès de Sa Sainteté le Pape, un personnage, enfin !

De temps à autre, quand elle se croyait en sûreté, elle retirait ses souvenirs de leur cachette, elle regardait ces objets témoins de l'amour de celui qui fut le maître des papes et des rois, de celui dont elle savait bien que l'humanité tout entière répéterait le nom qu'elle ne devait plus prononcer.

Elle les montrait parfois à sa fille, d'autres fois à ses petits-enfants, avec un joli sourire de malice et d'orgueil, car on peut franchement dire qu'elle fut une femme qui ne regretta rien.

Témoins inanimés, ces objets ont, jusqu'ici, traversé le temps. Mais le souvenir des récents dangers qui ont menacé leur existence, moins précaire que les nôtres et périssable pourtant.

m'inspira le désir de peindre ici leur image. Envoyés de Bucarest en Russie pour les soustraire à la perquisition allemande, ils faillirent y rester. Et le manuscrit de la petite Émilie n'échappa que par miracle aux mains qui crochetèrent, en 1917, le vieux meuble de laque où il se trouvait enfermé.

Si je me suis laissée entraîner à parler plus encore de Mme de Pellapra que de sa fille dans ces pages destinées à servir d'introduction aux Mémoires de la princesse de Chimay, c'est qu'Émilie va parler pour elle-même. Et puis la mère et la fille ne devaient pas être séparées. Elles furent comme liées l'une à l'autre, destinées à se servir de compagnes, jusque dans la tombe.

Mme de Chimay, à la suite des désillusions et des tristesses qui l'assaillirent à la fin de sa vie, ne repose pas en Belgique auprès de son mari et de ses fils, mais à Ménars, seule auprès de sa mère, dans une petite chapelle du cimetière champêtre qu'entoure une haie de lauriers.

Napoléon, le 16 avril 1821, avait légué ses os à la France; ceux de sa fille sont retournés à la terre française, le 22 mai 1871.

Une croix surmonte la double pierre sous laquelle reposent côte à côte la mère et la fille. Je suis allée, un matin, y déposer des branches de saule, pareilles à celles qui jonchèrent le tombeau de Sainte-Hélène.

Princesse Bibesco.

PIERRE BUCHER

NOTES ET SOUVENIRS

En 1903 j'eus la curiosité de visiter l'Alsace. Il était alors difficile aux Français de connaître l'état moral des provinces annexées par l'Allemagne. Ceux qui avaient passé la frontière depuis l'abrogation de la dictature, avaient rapporté des impressions bien diverses. Selon les uns, la germanisation était à peu près consommée : déçus par les divisions intérieures et la politique anticléricale de la France, épuisés par une longue et vaine résistance, séduits par les bienfaits de l'Empire, les Alsaciens se résignaient à la condition que leur avait faite le traité de Francfort. D'autres affirmaient au contraire que les cœurs restaient fidèles à l'ancienne patrie, et que, sous le joug, l'Alsace persévérait dans sa volonté de ne pas être allemande : cette dernière opinion, M. René Bazin venait de la confirmer dans *les Oberlé*. Lesquels croire? On se le demandait avec angoisse, car de la réponse à cette question dépendait tout l'avenir de la France.

Après m'être promené quelques jours à l'aventure dans la Haute-Alsace, je débarquai à Strasbourg. Le docteur Bucher que je ne connaissais pas, m'attendait sur le quai de la gare. Des Mulhousiens m'avaient affirmé qu'il serait pour moi le meilleur des guides, mais, lorsqu'ils avaient prononcé son nom, je m'étais représenté, je ne sais pourquoi, un vieux « protestataire, » vénérable et barbu. J'avais devant moi un jeune homme à la tournure alerte et élégante, à la démarche élastique, l'air d'un sous-lieutenant de chasseurs en civil : des yeux ardents et caressants trouaient un masque énergique, impérieux et délicat

« Monsieur votre père, lui dis-je, a été bien bon de vous envoyer à ma rencontre. » Il éclata de rire : « Mais c'est moi le docteur Bucher ! » Et nous partîmes ensemble à travers les rues de Strasbourg. Il me demanda quelles impressions je rapportais de mes premières journées ; il les confirma ou les rectifia d'un mot, puis m'établit le programme des promenades que je devais faire avec lui, les jours suivants. Nous allâmes donc ensemble à Sainte-Odile, au Hohkœnigsbourg, à Saverne. Chemin faisant, dans les sentiers des Vosges, il m'initia au passé, aux coutumes, à l'esprit de son pays. Il me conta sa jeunesse, non par besoin d'épanchement, car il était sur lui-même très secret, mais afin d'illustrer par son propre exemple l'histoire morale des Alsaciens de son âge : il avait passé son enfance à Guebwiller sa ville natale et, dès le collège, s'était senti un étranger parmi les Allemands ; les brutalités de la police et les diatribes de ses maîtres pangermanistes avaient exaspéré en lui la haine héréditaire (1) ; puis il avait fait ses études médicales à Strasbourg et les avait achevées à Paris ; la caserne allemande où il avait accompli son volontariat, le séjour à Paris où il avait subi le prestige du goût français, le spectacle de l'Alsace décidément rebelle à la culture germanique, tout avait fortifié en lui le dessein de travailler pour l'Alsace et contre le germanisme. Puis il m'exposa l'œuvre qu'il avait entreprise avec quelques amis, et me mit sous les yeux cette magnifique *Revue alsacienne illustrée* qui, par la perfection de sa typographie et la beauté de ses gravures, témoignait déjà de la finesse et de l'originalité du goût alsacien. Cette publication qui, dans l'esprit de son fondateur M. Spindler, devait être un simple recueil artistique, était devenue, depuis deux ans, entre les mains de Bucher, un véritable instrument de combat ; ses articles, les uns en français, les autres en allemand, étaient, tous, destinés à renouer les traditions de l'Alsace, en montrant ce que, dans le présent comme dans le passé, sa civilisation et son art devaient au génie latin. Enfin par cent exemples tirés de l'histoire et des mœurs, il me fit voir que ceux-là calomniaient cruellement l'Alsace qui la disaient infidèle au souvenir de la France.

Quand je le quittai, je savais ce qu'il fallait penser de la ger-

(1) Ces souvenirs d'enfance ont été rapportés par M. Schuré dans l'*Alsace française* (1 vol. chez Perrin).

manisation des provinces annexées. J'étais tombé dans les rets du plus infatigable des chasseurs d'hommes. Bien d'autres, depuis, furent, comme moi, séduits et captivés. Nul ne pouvait se dérober au charme de cette nature volontaire et persuasive.

I

Lorsque je fis la connaissance de Pierre Bucher, ses desseins s'étaient déjà précisés en quelques formules nettes et limpides. La *Revue alsacienne illustrée* résumait ainsi sa doctrine :

« Il y a un bien-être physique et moral à se plonger dans son milieu naturel.

« Et en effet, tous, nous sentons ce que nous voulons exprimer quand nous définissons l'un d'entre nous en disant : « C'est un vieil Alsacien ! C'est un type de la vieille Alsace ! » Et nous sentons également qu'un de nos compatriotes est diminué, si l'on est amené à dire de lui en secouant la tête : « Ce n'est plus un Alsacien. »

« Chez tous les Alsaciens, ce sentiment inné de piété ancestrale et d'attachement au sol existe, mais c'est insuffisant de demeurer, vis-à-vis de l'Alsace, dans cette phase sentimentale : il faut que nos raisons d'aimer notre terre et nos morts nous soient tangibles, et il faut que nous comprenions de quelle manière nous pourrions le mieux dégager, maintenir et prolonger la tradition alsacienne.

«... Nous voudrions surtout que, mieux renseigné sur sa nationalité, chaque fils d'Alsace contribuât plus sûrement à l'enrichir encore.

« Car l'assertion qu'une chose est bonne et vraie a toujours besoin d'être prouvée par une réponse à cette question : « Par rapport à quoi cette chose est-elle bonne ou vraie ? »

« Les choses ne sont bonnes ou vraies pour les Alsaciens que si elles sont le développement d'un germe alsacien. Du moins, si elles ne sont pas le fruit de notre race, il faut qu'elles acceptent les conditions de notre climat moral ; oui, qu'elles se modifient, selon l'aspect, selon le climat, il n'y a pas d'autre mot, que nous ont fait des siècles de civilisation alsacienne... »

On est frappé de l'accent *barrésien* de ces propositions. C'est qu'en vérité la thèse nationaliste de M. Maurice Barrès s'accordait à merveille avec les aspirations du jeune Alsacien. S'atta-

cher à la terre natale, continuer l'œuvre des morts, *s'enraciner*, n'étaient-ce pas les objets que Bucher proposait à ses compatriotes? Le hasard d'une rencontre mit un jour l'Alsacien en présence du Lorrain : ils eurent vite fait de se comprendre et de s'aimer. En lisant et en écoutant M. Maurice Barrès, Bucher vit plus clair en lui-même et sut trouver ces brefs mots d'ordre sans lesquels il est impossible de discipliner les imaginations, de coordonner les volontés. En échange, il fournit à Barrès la vivante matière d'un chef-d'œuvre. Quand dans de longues promenades, sous les hêtres et les sapins de la Hohenburg, il livra à son ami les confidences de Ehrmann, alsacien au service de l'Allemagne, et qui n'était autre que lui-même, il lui permit de communiquer à une belle idéologie le frémissement de la passion et de l'héroïsme. Tous deux savaient très bien ce qu'ils se devaient l'un à l'autre.

Ce que voulaient dire Bucher et ses amis, quand il parlaient de fidélité au sol et aux morts, tous les Alsaciens l'avaient compris, beaucoup l'avaient approuvé, du moins au fond du cœur. De cette « doctrine » découlaient deux conseils pratiques : 1° N'émigrez plus en France, car votre nationalité déjà appauvrie est maintenant en péril; 2° Demeurez attachés aux traditions de l'ancienne Alsace, c'est-à-dire de l'Alsace française. Un grand nombre de Français et surtout d'Alsaciens passés en France depuis 1871, répugnaient à accepter la première de ces deux maximes. Bucher leur répondait : « Si quelque jour l'Alsace revient à la France, vous serez heureux de la retrouver peuplée de bons Alsaciens; si elle reste rivée à l'Empire, est-il inutile au prestige de la France que votre langue continue d'être parlée et votre souvenir respecté de l'autre côté des Vosges ? » Aux Alsaciens qui jugeaient ses efforts vains et dangereux, il se gardait de répondre ; et il continuait inlassablement son ouvrage.

Il publia la *Revue Alsacienne illustrée* et lui adjoignit, quand il crut le moment venu d'une action directe, les *Cahiers alsaciens*. Il seconda toutes les tentatives des artistes alsaciens pour s'affranchir des influences d'outre-Rhin. Il contribua à la fondation du *Musée alsacien* de Strasbourg où sont rassemblés avec un goût parfait toutes les reliques de la vie populaire et campagnarde. Il organisa des représentations théâtrales françaises et encouragea la création des « Cercles des Annales. » Il appela des conférenciers français et provoqua des expositions françaises.

Il forma un «Cercle d'étudiants alsaciens,» et quand celui-ci eut été dissous par les autorités allemandes, il groupa les « anciens étudiants. » Il élargit l'œuvre des *Cours populaires de langue française* fondée par Mlle Wust. Durant les dix années qui précédèrent la guerre, il ne perdit jamais une occasion de combattre le pangermanisme, de réveiller jusque dans les plus petites villes d'Alsace le goût des choses francaises.

On s'est souvent étonné qu'il ait pu mener un pareil combat sans encourir les rigueurs de la police allemande; mais ce grand batailleur montrait le sang-froid et la prudence d'un politique consommé. Il avait à ses côtés des juristes qui savaient le Code, et ne risquait aucune manifestation, aucune publication, sans s'être assuré qu'il était dans la légalité; s'il y avait un doute, il prenait les devants et prévenait de son projet l'administration allemande. Celle-ci hésitait, temporisait, mais Bucher tenait bon, et, de guerre lasse, pour éviter un mouvement d'opinion, les bureaucrates finissaient presque toujours par accorder l'autorisation que réclamait cet Alsacien tenace et courtois. S'il en résultait quelque scandale, la meute pangermaniste hurlait, mais le gouvernement du Reichsland l'invitait à se taire, sachant qu'à Berlin on redoutait, par-dessus tout, d'attirer l'attention publique sur les affaires d'Alsace-Lorraine : puisqu'il était officiellement convenu que la germanisation était acquise, il eût été fâcheux de révéler au monde entier qu'il y avait à Strasbourg un inextinguible foyer de mécontentement. Bucher savait la situation, et en jouait. On a parlé sans raison de sa souplesse et de ses ruses. Il se moquait de ceux qui lui prêtaient les allures d'un « conspirateur. » En réalité, il combattit toujours les Allemands à visage découvert. Il attendait beaucoup de leur coutumière sottise, il était rarement déçu.

Il ne fut pas seul dans le combat. Une partie du public le suivait; une autre, la plus nombreuse, le regardait faire et comptait les coups en riant. Pour chacune des parties de sa tâche, Bucher trouva d'excellents et courageux collaborateurs; il les entraîna, il leur communiqua sa flamme et sa persévérance. Il plaça chacun au poste où il pouvait le mieux servir. Sans lui, auraient-ils osé jouer la partie? On ne sait; mais, sans eux, il ne l'eût jamais gagnée. M. Fernand Dollinger mit au service de la cause sa haute intelligence, sa vaste connaissance de l'histoire de l'Alsace, son dévouement silencieux et acharné.

De jeunes Alsaciennes se donnèrent, — et avec quelle abnégation! — à l'œuvre des Cours populaires. Lors de la grande bataille pour l'enseignement du français dans les écoles, bataille qui passionna l'Alsace trois ans avant la guerre et où Hansi et M. l'abbé Wetterlé eurent l'impérissable honneur d'être condamnés par des tribunaux allemands, *la Revue alsacienne illustrée* publia une magnifique défense de la langue française par M. Eccard, avocat à Strasbourg, aujourd'hui sénateur du Bas-Rhin. Un professeur allemand de l'Université de Strasbourg, à demi Alsacien par ses goûts et ses amitiés, et qui prévoyait quelles suites aurait en Alsace le déchaînement de la folie pangermaniste, fut un des plus précieux auxiliaires de Bucher.

Ce fut en France même que Pierre Bucher remporta sa plus grande victoire.

Tous les Français venus en Alsace avant la guerre, journalistes, écrivains, hommes politiques, artistes, conférenciers, ont été ses hôtes; tous ont été reçus comme des amis dans le charmant logis de l'hôtel de Marmoutier, et ils y ont goûté la bonne grâce de l'accueil alsacien. Avec sa vive intuition des hommes, il puisait dans son trésor d'anecdotes celles qu'il jugeait les plus propres à toucher ou amuser son interlocuteur. De sa voix grave et ardente, il disait la balourdise des Allemands, la fidélité des Alsaciens. Par une historiette gentiment contée il écartait l'objection qui ne s'était pas encore formulée, réfutait le préjugé qu'il avait deviné. Il proposait — impérieusement — des programmes d'excursions. S'il le croyait utile, il se transformait en cicerone : il connaissait tout de son pays, l'âme et les mœurs, les monuments et les paysages, les sentiers et les routes, les châteaux et les auberges. Et toujours causant, battant e pavé de Strasbourg ou escaladant les Vosges, il poursuivait son but : conquérir un Français de plus à l'Alsace. Qui saura le nombre d'études pittoresques ou historiques, de romans, de poèmes, d'articles de journaux qui furent inspirés par lui? Quelquefois, sa pensée était transmise à la France par des interprètes un peu trop ignorants des vicissitudes de l'histoire alsacienne : il ne s'en plaignait pas, car il voyait clairement l'opinion française sur les choses d'Alsace se modifier d'année en année. Grâce à lui, à la veille de la guerre, la légende de la germanisation était morte.

Cependant, en Alsace même, tout le monde ne partageait pas son « illusion patriotique. » Quelques-uns nous avertissaient de nous méfier : « Cette fidélité au souvenir de la France, disaient-ils, est le fait d'une partie de la bourgeoisie. Le peuple tient à sa « petite patrie, » et son particularisme qui, d'ailleurs, est un des traits du caractère national, a été largement développé par la maladresse des fonctionnaires prussiens, mais il demeure attaché à l'Empire qui lui a donné l'ordre et la richesse. Il a oublié la France, il l'ignore. » Mais, déjà, ces voix ne trouvaient plus d'écho chez nous. Bientôt, l'événement allait montrer que Bucher avait vu plus clair et plus loin que les sages. Avec une étonnante perspicacité, il avait discerné ce que recélait l'âme populaire et ce qu'elle ignorait elle-même. Que par son apostolat il ait fait lever quelques-uns des germes mystérieux laissés par l'hérédité au plus profond des consciences, c'est sa gloire ; mais admirons sa clairvoyance, plus encore que son action. Il avait deviné l'Alsace *française*, celle qui allait se révéler à elle-même au cours de la guerre, et saluer d'une clameur d'allégresse la défaite de l'Allemagne.

II

Quand l'affaire de Saverne eut jeté une aveuglante lumière sur la toute-puissance du parti pangermaniste, Pierre Bucher crut la guerre inévitable. Des voyages à Rome et à Vienne avaient alors élargi l'horizon de sa pensée. A la Robertsau, dans le salon de la comtesse de Pourtalès, il avait rencontré des hommes d'État informés de la situation de l'Europe. Il ne mettait pas en doute que cette guerre imminente ne dût se terminer par la libération de l'Alsace-Lorraine. Au printemps de 1914, il confiait à l'un de ses amis ses prévisions et ses espérances. Cependant, à la fin de juillet, quand éclata le conflit austro-serbe, il refusa de penser que l'Allemagne tenterait l'aventure dans des conditions diplomatiques aussi défavorables pour elle. D'ailleurs, à Strasbourg même, les officiers avaient reçu le mot d'ordre de rassurer la population en feignant de ne pas ajouter foi aux bruits de guerre.

Le 30 juillet, Bucher voit entrer chez lui un homme de police dont il a naguère soigné et sauvé la fille, et qui, par reconnaissance, le vient supplier de partir : son nom figure sur la liste

des suspects à incarcérer. Il remercie le policier, mais ne veut pas admettre que le péril soit aussi pressant. A cinq heures du soir, l'homme revient : il n'y a plus une minute à perdre, l'ordre d'arrestation sera exécuté dans la soirée. Bucher ferme sa valise et se dirige vers la gare. Il juge dangereux de passer par Avricourt où son signalement est peut-être déjà entre les mains de la police ; mieux vaut gagner la Suisse. Il débarque, dans la nuit, à la station-frontière de Saint-Louis au milieu d'une cohue de Suisses et d'Allemands pressés de rentrer chez eux. La foule s'écoule par un étroit passage entre deux gendarmes : il faut éviter à tout prix d'être reconnu. Il avise une Allemande affolée qui traîne un enfant en larmes, prend l'enfant dans ses bras, ordonne à la femme de marcher devant lui, puis se met à l'injurier dans le plus pur idiome de Berlin : les gendarmes sont pleins de miséricorde pour ce Prussien mal embouché. Ayant rendu l'enfant à sa mère, il traverse Bâle pour rentrer en Alsace... Mais voici ce que, sept mois plus tard, le 18 février 1915, il écrira à l'un de ses amis.

MON CHER AMI,

Pardonnez-moi de ne vous donner signe de vie qu'aujourd'hui, mais j'avais complètement interrompu toute correspondance pour me consacrer exclusivement à la tâche qui m'était prescrite. Voici brièvement mes tribulations : j'ai quitté Strasbourg le 30 juillet, au moment d'être arrêté. J'ai gagné la Suisse par le dernier train régulier, et, après des péripéties tragi-comiques que je vous conterai, je suis rentré en Alsace à pied, j'ai fait déserter des jeunes gens, et j'ai gagné la France avec difficultés à travers le cordon des soldats allemands. Trains militaires jusqu'à Paris où j'ai été attaché à l'armée du général Pau. Je me suis engagé et fait naturaliser Français, j'ai été nommé adjudant et j'ai rendu quelques services comme guide et informateur. Ainsi j'ai parcouru toute la Haute-Alsace, souvent au delà des avant-postes, quelquefois en missions téméraires. J'ai échappé deux fois au trépas en tuant de mon revolver les Allemands qui me poursuivaient. J'ai été jusqu'au Rhin ; j'ai été à Ensisheim, souvent à Mulhouse; j'ai bu à la France avec Hansi à Turkheim ; je suis entré dans ma ville natale à Guebwiller avec les premiers dragons.

Puis, après l'évacuation de l'Alsace, en août, j'ai été attaché à la place de Belfort. J'ai été nommé sous-lieutenant et chef de secteur du service des renseignements, d'abord à Thann où j'ai pris part à tous les combats, puis à Massevaux ; enfin je dirige le secteur de Masse-

vaux à Pfetterhouse. J'ai sous mes ordres Paul Acker (1) et quelques jeunes Alsaciens, tous de vieilles familles, engagés et Français comme moi.

Nous assurons l'information, nous faisons des plans des défenses allemandes, nous rédigeons des Bulletins sur l'état militaire, moral, économique des Allemands. Enfin nous interrogeons les prisonniers et les déserteurs, et nous protégeons nos malheureux compatriotes contre l'incompréhension et les mépris souvent invraisemblables des chefs français.

L'Alsace n'a pas cessé de souffrir. Tiraillés en tous sens, ruinés, affamés, hébétés, nos pauvres Alsaciens ne savent ce que l'avenir leur réserve et gardent quand même, par miracle, la foi en notre victoire. Nous faisons l'impossible pour les renseigner, les soulager, les expliquer.

Après mon départ de Strasbourg, de nombreuses perquisitions ont été faites dans toute la maison, puis elle fut saccagée. J'ai subi deux condamnations, comme déserteur et pour haute trahison. Ma fortune, celle de ma femme et de mes filles confisquées. Ma belle-mère et mon beau-frère surveillés. On attend la mort de ma belle-mère pour confisquer l'héritage. Me voici nu comme un ver et réduit à ma solde. Tout cela, bien entendu, m'est indifférent. Je réalise le rêve de toute ma vie : être officier français. Je vis dans le bonheur, parce que je fais exactement la tâche qui me donne le plus de joie.

Après l'effondrement de ma vie passée, elle n'avait plus grand sens. Si nous avions été battus, je me serais fait tuer. L'Alsace m'eût été fermée, et je n'ai pas de goût pour une existence de patriote honoraire en France.

Maintenant, mon devoir est tout tracé : préparer l'Alsace à redevenir française. Devoir simple et discret, tâche délicate et qui absorbera le reste de ma vie. À nos enfants ensuite de jouir du bonheur d'être Français.

Ma femme, le 22 juillet, était par hasard à Lyon. Elle y est restée avec les fillettes et dirige l'hôpital de l'Arbresle près de Lyon. Résignée tout à fait. Vous la connaissez, elle n'a pas eu une plainte. Mais je ne voudrais pas témoigner publiquement de mes fonctions françaises pour sauver, si possible, l'héritage de mes enfants. J'évite de fournir aux Allemands un nouvel argument dont ils puissent se servir contre la famille de ma femme. De là mon pseudonyme de B... J'ai réussi à empêcher jusqu'ici des notes saugrenues. Il sera toujours temps de les publier, quand on m'accusera d'avoir été tiède dans mon action en Alsace avant la guerre.

(1) Quelques mois après, il eut la douleur de voir Paul Acker périr victime d'un lamentable accident.

Notre armée active vaut mieux que l'allemande, notre réserve se fait, notre territoriale ne vaut rien. Les Allemands ne sont ni minés, ni en famine, ni démunis militairement; on exagère beaucoup. Ils s'usent très lentement. Les chefs de la pensée se sentent perdus, l'armée croit toujours à la victoire. Sans facteur nouveau, ce sera long et dur d'en avoir raison. On a fait des gaffes nombreuses en Alsace, mais on s'applique à les corriger. Au fond le tact français s'en tire toujours aimablement...

Je me porte très bien. Un obus de 150 allemand n'a réussi qu'à me renverser...

J'ai voulu transcrire cette page d'une si poignante simplicité. Nous savons maintenant dans quelles dispositions Pierre Bucher a revêtu l'uniforme français.

Le service qu'il dirigeait, était établi à Rechésy, village situé à quatre kilomètres du front, au point où se rencontraient autrefois les trois frontières, suisse, française et allemande. C'était une annexe du service des renseignements de Belfort, lequel dépendait du G. Q. G. Dans l'été de 1915, Bucher développa et organisa le bureau qui fonctionna jusqu'à la fin de la guerre sous la même forme, avec les mêmes collaborateurs, tous officiers de complément. Son rôle essentiel était d'informer le G. Q. G. de l'opinion allemande sur tous les événements militaires, politiques et économiques. Une centaine de journaux et de revues lui parvenaient chaque jour; ils étaient immédiatement lus, traduits, et, accompagnés de brèves synthèses, les principaux documents formaient la matière de Bulletins qui, chaque soir, étaient expédiées au G. Q. G.

Comment Bucher gouverna le temporel et le spirituel de la maison, comment il sut communiquer à ses compagnons, en même temps que son ardeur et sa foi, le goût d'un travail attentif et bien réglé, comment il les fit profiter de son expérience du germanisme, comment lui-même tirait des conclusions rapides et sûres des documents innombrables qui chaque jour passaient sous ses yeux, ceux qui l'ont vu à l'œuvre, jamais n'en perdront le souvenir. Il avait la passion de l'ordre et, malgré la haine implacable qu'il avait vouée à l'Allemagne, il ne cessait de louer sa faculté d'organisation. L'amour de la France ne l'empêchait pas de s'élever contre les incohérences et les improvisations.

A Rechésy, il continua cette manière d'apostolat grâce à la-

quelle il avait naguère converti tant de Français à la cause alsacienne. La jolie maison du XVIIIe siècle où étaient installés les bureaux du service a vu passer bien des visiteurs : des journalistes français ou étrangers, des écrivains en promenade sur le front, des administrateurs de l'Alsace occupée, des officiers dont les troupes étaient cantonnées dans la région. A ces hôtes de passage Bucher se gardait bien de prêcher l'optimisme, mais tous ses propos respiraient une inébranlable confiance dans la victoire. Par la sérénité de ses pronostics il stupéfiait et finalement réconfortait ceux qui arrivaient de l'intérieur angoissés ou sceptiques. Il réfutait brutalement les opinions trop souvent répandues sur le prochain épuisement de l'Allemagne ; mais, comme, dans la conversation, il glissait un tranquille : « Quand nous serons à Strasbourg... » les plus pusillanimes reprenaient courage.

Le thème sur lequel il revenait avec le plus d'insistance, c'était l'Alsace. Depuis le début de la guerre, il cherchait à défendre ses malheureux compatriotes contre le préjugé et la calomnie. On a vu ses premières plaintes dans la lettre que j'ai citée. Jamais il ne cessa de s'élever contre une funeste légende qui, née au début de la guerre, avait trouvé trop de crédit en France.

On racontait qu'au moment où nos soldats avaient, en août 1914, franchi la frontière, des Français avaient été surpris de la froideur et de la réserve des Alsaciens et qu'au moment où nous avions dû évacuer Mulhouse, des civils avaient tiré sur les troupes en retraite. Accusation absurde. C'était oublier qu'il y avait en Alsace-Lorraine 400 000 immigrés mêlés à la population indigène et prêts à toutes les délations, à tous les assassinats. Sachant combien la fortune des armes est changeante (l'événement l'a bien montré), certains Alsaciens devaient réprimer leurs véritables sentiments dans la crainte d'être dénoncés par les ennemis qui les entouraient et les surveillaient : était-ce à nous de leur reprocher leur prudence, quand nous savions de quel prix tant d'autres avaient payé leur joie téméraire ? Quant aux civils qui, par le soupirail d'une cave ou à l'abri d'une haie, avaient fusillé nos soldats, leur nationalité n'était pas douteuse : avant de quitter les lieux, les autorités allemandes avaient prescrit aux fonctionnaires, notamment aux forestiers, de rester sur place, de brûler leurs uniformes et de

garder leurs fusils. Ajoutez à ces fables le préjugé populaire qui fait de la langue le signe même de la nationalité : tout Alsacien qui ne savait pas le français devenait un « boche; » cependant à qui la faute si pendant quarante-quatre ans on n'avait enseigné que l'allemand dans les écoles d'Alsace? Et Bucher, avec une douloureuse obstination, opposait à cette légende l'attitude héroïque de l'Alsace restée sous le joug allemand; l'Allemagne obligée d'envoyer sur le front russe les Alsaciens-Lorrains de son armée pour leur épargner la tentation de passer à la France; les conseils de guerre extraordinaires institués dans toutes les grandes villes afin de juger les personnes coupables de « sentiments hostiles à l'Allemagne; » les prisons encombrées de braves gens appartenant à toutes les classes de la société, ouvriers, bourgeois, prêtres, fonctionnaires, qui payaient de leur liberté la joie d'avoir bafoué l'oppresseur et souhaité sa défaite.

L'Alsace, jamais aucun de ses enfants ne l'a aimée et défendue, comme le fit Pierre Bucher durant les quatre années de la guerre. Et il ne se contentait point de parler, d'écrire, d'animer tous ses collaborateurs du même zèle et de la même indignation. Il se préoccupait anxieusement du sort de tous ceux de ses compatriotes qui, las de servir dans l'armée allemande, souhaitaient de redevenir Français, et risquaient la mort pour franchir les fils de fer électrifiés tendus le long de la frontière suisse.

On ne dira jamais assez la part que les Alsaciens ont eue dans la victoire de la France. Ce service des renseignements de Belfort dont dépendait celui de Rechésy, a été le plus utile des auxiliaires du deuxième bureau du Grand-Quartier. Or l'officier qui, grâce à son intelligence, son caractère, sa puissance de travail, était parvenu à créer cet inestimable instrument d'information militaire, était Alsacien d'origine. Il avait su réunir une équipe d'Alsaciens qui dans des postes secrets et périlleux, ne cessèrent de surveiller l'ennemi. C'est à eux que le haut commandement dut de connaître la date et l'heure d'un grand nombre des offensives de l'armée allemande, notamment de l'attaque du 15 juillet 1918.

Ces magnifiques services rendus par des Alsaciens à la France, Bucher les connaissait et les célébrait en toute occasion. Que de fois, depuis la paix, il s'est plu à les rappeler!

Lorsque M. Clemenceau eut pris le pouvoir, Bucher fut mandé à Paris. Le président du Conseil l'interrogea longuement sur la situation économique et politique de l'Allemagne. Frappé de la puissance de son esprit et de l'étendue de son savoir, il l'attacha à l'ambassade de Berne qu'il venait de confier à M. Dutasta. Le milieu diplomatique convenait mal à cet Alsacien épris de simplicité et d'indépendance, et qui redoutait toutes les servitudes, hormis la servitude militaire qu'il avait acceptée avec tant de joie. Cependant il eut vite fait de gagner la confiance de son chef, et, dans ce nouveau poste, il poursuivit l'enquête sur l'Allemagne qu'il menait depuis trois ans à Rechésy avec des collaborateurs de son choix. De Berne il put observer les progrès de la débâcle allemande.

Le 11 novembre, son rêve était accompli. Le 22 novembre, les soldats de Gouraud défilaient devant le Palais impérial de Strasbourg.

III

Placé par M. Clemenceau auprès de M. Maringer, haut-commissaire de la République à Strasbourg, Bucher vécut ces journées inoubliables où l'Alsace célébra sa délivrance. Il n'avait jamais douté de son pays, mais cette explosion d'amour, de reconnaissance et d'enthousiasme dépassait tous ses espoirs. Il parcourait en riant les rues de sa ville retrouvée ; il embrassait les amis dont quatre années de guerre l'avaient séparé et qui parfois hésitaient à le reconnaître sous son uniforme bleu horizon, car les Allemands avaient annoncé sa mort ; il faisait aux Français les honneurs du palais du statthalter où le gouvernement de la France venait de s'installer ; il s'amusait de la surprise des soldats émerveillés du spectacle qu'offrait Strasbourg en liesse. Et le mâle visage de cet homme impassible se contractait pour cacher l'émotion dont son âme était transportée.

Sans tarder, il se remit à la tâche. Son labeur fut alors formidable et, à son grand désespoir, à peu près stérile. Son rôle était d'aider et d'éclairer l'administration française qui débarquait à Strasbourg. Ignorante des choses et des gens d'Alsace, elle s'imaginait, — le délire même de l'Alsace excusait un peu son erreur, — qu'on allait, avec des harangues sentimentales et des effusions patriotiques, résoudre tous les problèmes que

posait cette brusque reprise par la France de deux provinces ayant vécu pendant près d'un demi-siècle sous le régime allemand.

Le délire se prolongea tout un mois. Quand MM. Poincaré et Clemenceau vinrent à Strasbourg et y reçurent l'hommage de l'Alsace (Bucher avait été l'ordonnateur de cette fête grandiose), ce fut comme un renouveau de l'enthousiasme qui avait salué la venue des armées de la République. Mais, dès la fin de décembre, il fut manifeste que le moment était venu de « gouverner. » Cette nécessité, Bucher l'avait sentie, dès le premier jour. Sans doute, à chaque difficulté nouvelle, on le consultait, mais on l'interrogeait beaucoup sur les personnes, et là-dessus il lui était impossible de donner son opinion sans risquer de compromettre son autorité et son crédit auprès de ses compatriotes ; quant aux questions d'ordre général, si par hasard on adoptait ses avis, les ridicules lenteurs de la machine administrative faisaient tout avorter : ce fut alors un terrible gâchis. Cependant personne à Strasbourg ne doutait de sa toute-puissance, on le traitait volontiers d' « éminence grise », on lui imputait des bévues, des maladresses auxquelles il assistait, désarmé, impuissant.

Un jour, il crut de son devoir d'avertir M. Clemenceau : pour éviter une catastrophe, il fallait changer les hommes, le régime et les méthodes. M. Clemenceau l'écouta. Ce fut M. Millerand qui, muni des pleins pouvoirs du gouvernement, vint à Strasbourg pour mettre de l'ordre dans les affaires de l'Alsace. On sait qu'il y a réussi.

M. Millerand témoigna à Bucher la confiance la plus affectueuse. Dans l'œuvre qu'il a accomplie à Strasbourg, il n'a jamais caché quelle part revient à ce « collaborateur incomparable. » De son côté, Bucher voua une amitié sans réserve au chef qui le mit à même de poursuivre son action française en Alsace.

Il ne s'est pas en effet contenté d'être le conseiller discret et avisé de la politique de la France à Strasbourg, il a voulu utiliser toutes les expériences de sa vie, créer des œuvres nouvelles qui fussent la suite de celles qu'il avait entreprises pendant et avant la guerre. Il les avait d'ailleurs, toutes, méditées et projetées à Rechésy, dans les brefs loisirs que lui laissait son écrasante besogne.

Il savait que, la paix conclue, la France aurait plus que jamais besoin de surveiller les événements d'Allemagne. Il avait donc élaboré le plan d'une revue spéciale qui, rédigée à Strasbourg, présenterait au public français tout ce que peuvent apprendre non seulement les journaux et les revues d'Outre-Rhin, mais aussi des enquêtes approfondies conduites sur place. Le coût du papier l'obligea d'ajourner son projet : il fonda un *Bulletin de la presse allemande* où sont chaque jour résumés les principaux articles de journaux, et qui offre un tableau complet de la vie publique en Allemagne.

Il voulut aussi reprendre ce métier de propagandiste qu'il avait exercé autrefois avec une telle maîtrise. Il organisa des *Cours populaires* et l'œuvre du *Livre français* où de zélées collaboratrices l'aidaient à répandre dans toute l'Alsace des ouvrages français de science, d'histoire et de littérature. Mais la création à laquelle il donna la plus grande part de son activité, fut celle de la Société des Amis de l'Université de Strasbourg. Il jugeait nécessaire que la nouvelle Université française, si fortement constituée et si largement dotée par l'État, fût encore soutenue par une grande association. Celle-ci devait faire appel aux Alsaciens et à toute la France, l'éclat et la prospérité de l'Université de Strasbourg intéressant la nation. Il obtint de M. Millerand que le gouvernement assurât à la Société un riche patrimoine immobilier. Ensuite, il demanda à M. Raymond Poincaré d'en accepter la présidence, le jour où il quitterait l'Élysée. Quand M. Raymond Poincaré vint à Strasbourg pour inaugurer l'Université, il annonça, au cours d'une magnifique harangue, la fondation de la nouvelle Société et promit de la patronner. Bucher savait quelles garanties de succès apportait un tel concours ; mais, en même temps, quelle joie, quelle fierté pour ce patriote de voir son dévouement à la France reconnu, affirmé par le grand Français qui avait « bien mérité de la patrie ! » Dès lors il s'ingénia, comme il savait le faire, à recruter des membres et à accroître les ressources de la Société. De tous les amis de l'Université, il n'y en a pas eu de plus fervent.

Il y a quelques mois, il quitta le poste qu'il occupait au commissariat général. Il pensa que, dans l'état où M. Millerand avait laissé les affaires d'Alsace, il pouvait sans inconvénient reprendre sa liberté afin de fonder une publication indépen-

dante où il travaillerait, comme toujours, au bien de l'Alsace.

Les destinées de l'Alsace étant liées à celles de la France, leurs intérêts sont désormais confondus; il ne saurait y avoir une politique alsacienne et une politique française : une telle dualité serait sacrilège. Les cœurs battent maintenant à l'unisson, mais il faut renouer le commerce des intelligences. Lorsque deux amis furent longtemps séparés, ils ont besoin de se regarder, de s'interroger pour retrouver les raisons de leur sympathie ancienne. C'était à cette mutuelle étude que Bucher entendait convier l'Alsace et la France.

Durant cinquante ans l'Alsace s'est fait de la France une image qui diffère quelque peu de la réalité : illusions de l'absence, mirages du souvenir, désir de créer une antithèse au germanisme. D'autre part, pour des causes à peu près semblables, le visage de l'Alsace s'est déformé dans l'imagination française, et surtout on a oublié, en France, que l'Alsace vient de passer un demi-siècle sous un régime allemand qui n'est pas sans avoir modifié les manières de penser et de vivre. Tâchons donc de nous accepter les uns les autres, tels que nous sommes; enrichissons-nous des enseignements que nous pouvons trouver, les Français en Alsace, les Alsaciens en France; efforçons-nous de nous bien connaître. Que les Français écoutent les voix venues d'Alsace, quand il s'agit des grands problèmes de l'heure présente : exécution du traité de Versailles, relations avec l'Allemagne, question rhénane. Personne, et pour cause, ne connaît mieux que l'Alsacien le tempérament, le caractère, les méthodes de l'Allemagne. Strasbourg doit être désormais notre « poste d'écoute. » En outre, il existe en Alsace des institutions et des coutumes régionales dont la France peut faire son profit. Que l'Alsace, de son côté, puisqu'elle est résolue à entrer dans le cadre de la vie française (l'affluence de ses enfants dans les collèges et de ses étudiants à l'Université en est la preuve irréfutable), tourne ses regards au delà des Vosges et connaisse toutes les ressources économiques, industrielles et intellectuelles que lui offre la France d'aujourd'hui. Mieux renseignée, elle enverra ses fils dans sa patrie retrouvée, et ceux-ci reviendront au foyer, convaincus que si la France n'est point tout à fait celle qu'ils ont cru accueillir en novembre 1918, elle n'est pas non plus la France débile, dévergondée et dégénérée de la légende pangermaniste. Enseigner l'Alsace à la France et la France à

l'Alsace, c'était tout le programme de l'*Alsace française* dont Bucher publia le premier numéro le 1er janvier 1921.

Le 15 février, il mourait emporté par une maladie consécutive à une blessure reçue pendant la guerre en service commandé.

L'effort de Bucher ne sera pas perdu. Son *Alsace française* sera continuée par un jeune Alsacien dont il avait fait son disciple, puis son gendre, car il avait reconnu en lui deux de ses plus éminentes qualités : une intelligence lucide et une volonté opiniâtre. Et chacune de ses autres œuvres vivra, fidèle à l'esprit de son fondateur. Mais qui maintenant les rassemblera toutes dans une collaboration étroite? Le lien du faisceau est à jamais rompu. On ne remplacera pas cet homme qui fut, selon le mot de M. Millerand, *l'incarnation vivante de l'Alsace pour les Français et de la France pour les Alsaciens.*

Certains l'envieront parce qu'une triomphante victoire a couronné son labeur, qu'il a vu les trois couleurs flotter à la flèche de sa cathédrale, que son corps repose en terre française, à Strasbourg. Mais des passions comme celle qui l'animait, ne sont jamais apaisées. Cent projets inachevés ou ébauchés sont ensevelis avec lui.

Il réunissait les qualités les plus contraires : il était prévoyant et résolu, clairvoyant et passionné, discret et enthousiaste, il avait le don de commander et celui de suggérer, toutes les vertus d'un chef et la plus véritable modestie. Tant de contrastes déconcertaient souvent à la première rencontre, et, comme le regard profond de ses yeux sombres ajoutait encore à la singularité de sa personne, faute de pouvoir démêler tant de complexités, on le déclarait « mystérieux, » on l'appelait « Cagliostro. » Il en était, selon son humeur, amusé ou agacé; mais qui a vécu dans son intimité, sait qu'il n'y eut jamais, en lui, ni aucun mystère, ni aucune affectation de mystère. Nul ne fut plus simple et plus sincère. Une passion unique a possédé son être, celle de la France; elle mettait en jeu tous les ressorts de cette nature puissante et diverse. Comme tous ceux qu'obsède une idée-maîtresse, il s'oubliait lui-même. Son désintéressement était fabuleux. Sa vie fut droite comme une épée.

Il a été parfois méconnu et même calomnié. Il fut trop grand sur un trop petit théâtre. L'Alsace d'avant la guerre,

repliée sur elle-même, était en proie à des dissensions intestines que l'Allemand prenait soin de cultiver et d'exaspérer. Bucher fut souvent exposé à la jalousie des coteries minuscules qui s'étaient formées dans la société alsacienne. Puis son intransigeance gênait un peu les tièdes et les souples. Dans l'Alsace d'aujourd'hui, les rancunes d'autrefois n'ont point toutes désarmé. Certains trouvent importun le spectacle d'une existence sans compromission. Le mot désintéressement fait sourire l'Alsacien positif... Maintenant qu'il n'est plus, tous vont mesurer la place qu'il occupait, et les jeunes gens, étrangers aux misérables querelles de leurs pères, comprendront la magnifique leçon d'idéalisme que leur a donnée Pierre Bucher.

Quant à ceux, Alsaciens ou Français, auxquels il fit l'honneur de les appeler ses amis, de les associer à ses pensées, à ses travaux, ils garderont de lui un pieux souvenir, se rappelant surtout ces lointaines années où il leur rendait confiance dans le destin de la France et les invitait à méditer la parole inscrite sur une des vieilles portes de la ville d'Obernai :

Omnia si perdas, verbum cœleste reserva.

ANDRÉ HALLAYS.

MADAME DE LA FAYETTE

ET SES BONS AMIS LES SAVANTS

En 1659, Mme de La Fayette fit deux nouveaux amis, et qui étaient amis entre eux, tous deux amis de Ménage, et beaux esprits, Huet et Segrais.

Pierre-Daniel Huet sera plus tard, dans la littérature et la pensée de son époque, un très grand personnage, oublié maintenant et qu'il n'est point aisé de remettre en faveur, parce qu'il a écrit surtout en latin et sur des problèmes qui ont perdu, non leur importance, mais leur attrait. Il était un savant et un philosophe parmi les plus illustres. Sa renommée allait, hors de France, en tous pays où l'on appréciait la dialectique et l'érudition. Les philologues de Hollande le louaient à l'envi. Leibnitz écrivait : « Je suis vain d'apprendre qu'il se souvient de moi. Quelqu'un me dit que nous aurons bientôt de lui un ouvrage intitulé *Concordia rationis et fidei* : tout ce qui vient de cette main est exquis et fera honneur à notre siècle devant la postérité. » Il vantait son « jugement incomparable » et regrettait de n'avoir pu lui soumettre ses remarques sur la première et la seconde partie des *Principes* de Descartes.

Quand il mourut, son biographe d'Olivet fit ce compte. Studieux dès l'enfance, Huet vécut, à peu de jours près, quatre-vingt-onze ans; la fortune lui accorda tout le loisir de ses journées et il ne fut presque jamais malade; à son lever, à son coucher, dans les moments où il devait se redresser de sa lecture, il se faisait lire par des valets : de sorte qu'il a été, de tous les hommes, celui qui a le plus étudié. D'ailleurs, il portait allègrement son poids énorme de science. Et Brunck, dans ses notes

sur l'*Anthologie*, l'appelle *flos episcoporum*, la fleur des évêques.

Il a bien été cet évêque en effet, deux fois évêque, et cependant évêque à peine. En 1685, à cinquante-cinq ans, il fut nommé au siège épiscopal de Soissons et, avant d'aller à Soissons, permuta pour l'évêché d'Avranches, qui ne lui faisait pas quitter sa province de Normandie. Mais, la cour de France et la cour de Rome étant en bisbille, ses bulles n'arrivèrent pas et il ne fut sacré que sept ans plus tard. Au bout de sept ans encore, il se démit d'une charge qui le divertissait de l'étude; et, selon ses mots, « débarrassé du fardeau de l'épiscopat », revint à n'être, jusqu'à sa mort, qu'un homme qui étudie et dont la mort interrompt la perpétuelle assiduité.

On parle toujours de lui sous le nom de l'évêque d'Avranches; mais, évêque d'Avranches, c'est ce qu'il a le moins été : lors de son sacre, il a soixante-deux ans; et, après qu'il a déposé son fardeau, il lui reste vingt-deux années à vivre. Même, il n'a été prêtre que sur le tard, au mois de décembre 1676, à quarante-six ans passés. Avant cela, qu'est-il? Une sorte de laïc. Il avait reçu la tonsure, en 1656, des mains de François de Harlay, archevêque de Rouen et, quelque temps après, les ordres mineurs, des mains de François de Nesmond, évêque de Bayeux. Les ordres mineurs ne l'engageaient pas : et il hésitait à mener plus loin sa vocation, qu'il sentait un peu incertaine.

Il était fils d'un protestant qu'un jésuite, le Père Goutery, sut convertir en examinant avec lui les points controversés. M. Huet le père, homme réfléchi et loyal, reconnut son erreur et, sorti du « bourbier de l'hérésie, » devint premier marguillier de l'église Saint-Jean de Caen. M. Huet le fils examina également les points controversés et, au cours de son examen, faillit tomber dans le bourbier, car il avait trouvé quelque faiblesse dialectique aux arguments édifiants du Père Petau. Il surmonta cette indécision; il inventa les arguments que les apologistes ne lui fournissaient pas et demeura constamment fidèle à une orthodoxie parfaite.

Ce n'est pas le manque de foi qui le détourna longtemps d'accomplir sa destinée religieuse, mais le manque d'une ferveur toute consacrée à Dieu. Sa ferveur était indéfiniment pour l'étude. Or, il étudiait Origène et ses commentaires de la sainte Écriture. Il étudiait les problèmes qu'il a posés dans sa

Démonstration évangélique ou dans ce *Traité philosophique de la faiblesse de l'esprit humain* qui sacrifie à la rigueur de la foi révélée le vain effort de la raison. Il étudiait les subtiles questions de géographie et de topographie selon la Bible qui, patiemment résolues, l'ont mené à déterminer *L'emplacement du paradis terrestre*. De telles études ne l'écartaient pas de la religion, dirait-on!... Mais saint Augustin se confesse, comme d'un péché, du plaisir que lui fait, à l'église, le chant des psaumes, si quelquefois le chant le touche plus que la chose qui est chantée. L'érudition de Pierre-Daniel Huet tendait à la vérité divine : mais, plus encore que la vérité divine, il aimait l'érudition. Il a déploré cette frivolité qui l'empêchait de se donner à Dieu sans réticence. Il subissait comme un châtiment cette « lâche tiédeur pour les choses du ciel; » et il s'est accusé comme d'un vice de ce qu'il appelait « ma passion immodérée des lettres : » mais il se livrait à sa passion, sinon sans remords, du moins avec délices. Les remords ne commencèrent que très tard et, dans sa jeunesse, il ne sentait que les délices de la littérature.

Ce fut Ménage qui le présenta, en 1659, à Mme de La Fayette. Il était de dix-sept ans plus jeune que Ménage. En 1653, au retour d'un voyage en Suède, où il avait accompagné son compatriote normand, Samuel Bochart, grand érudit, son maître, et qui appartenait à la religion prétendue réformée, il s'était arrêté à Paris pour faire connaissance avec ce que la capitale possédait de savants honorés. Ménage l'accueillit; et ils lièrent une amitié qui, jusqu'à la mort de Ménage, plut à l'un et à l'autre. Ménage, dit-il dans le *Commentaire* latin de sa vie, le conduisit chez Marie-Madeleine de La Vergne de La Fayette, dont ce poète a chanté la beauté, les grâces, l'esprit, l'élégance à parler et à écrire; et justement! ajoute-t-il : quoi en effet de plus poli, de plus achevé, de plus fin que les ouvrages et les propos de cette jeune femme qui n'écrivait que par jeu?

Nous avons un portrait de Pierre-Daniel Huet, composé l'année précédente, comme il avait vingt-huit ans. C'est l'un des *Divers portraits* que réunit Segrais pour obéir à Mademoiselle. Et, le peintre, ce fut madame de Caen, Marie-Eléonore de Rohan, fille de la belle Montbazon que l'abbé de Rancé avait aimée. Elle était alors abbesse de la Trinité de Caen, l'une de ces abbesses qui ne vivaient pas très loin du monde : mais elle était pieuse

et, dans le monde comme à l'abbaye, sans reproche. En 1658, elle avait trente ans: elle et Pierre-Daniel Huet échangèrent leurs portraits. « Vous avez le teint blanc, mêlé d'incarnat et extrêmement vif, dit à l'abbesse le futur évêque. On ne peut imaginer de plus beaux cheveux que les vôtres; ils sont d'un blond cendré et frisés d'une manière fort agréable et ils accompagneraient admirablement bien votre visage, à ce que j'ai pu juger quand ils se sont dérobés par hasard au soin que vous prenez de les cacher. N'ayant jamais vu votre gorge, je n'en puis parler; mais, si votre sévérité et votre modestie me voulaient permettre de dire le jugement que j'en fais sur les apparences, je jurerais qu'il n'y a rien de si accompli. » Galante conjecture et la rêverie d'une imagination qui, un instant, se distrait du Créateur auprès de la chose qu'il a créée. Madame de Caen répliqua : « Vous êtes plus grand et de belle taille que vous n'avez bon air. Vous êtes mieux fait que vous n'êtes agréable. Pour votre esprit, vous en avez assurément autant qu'on en peut avoir; et votre esprit ressemble à votre visage, il a plus de beauté que d'agrément... Vous n'êtes pas pourtant incivil, mais votre civilité manque un peu de politesse... » Eh! Madame de Caen, l'abbaye ne l'a pas rendue inexperte en fait de mondanité. D'ailleurs, elle a de l'amitié pour ce jeune M. Huet, d'assez bonne naissance, d'un commerce parfaitement sûr, et qui a une grande réputation de savant.

Mais enfin M. Huet, dans la société de Mademoiselle, a quelque chose de sa province et peut-être aussi quelque chose de son érudition. La politesse que madame de Caen ne trouve pas en lui, l'agrément qu'elle ne trouve point à son esprit, le bon air qu'il n'a pas tout à fait, c'est « le monde. » Avec tous les talents, l'intelligence la mieux ornée, et des vertus, il n'est pas né dans les salons; il ne fait qu'y passer : il est un homme de cabinet, qui se dépayse à tâcher d'être futile. Du reste, il est beau garçon, les yeux bleus, plus grands que petits, le front large, et il ressemble à ces visages qu'on voit sur « les médailles qui représentent les hommes illustres : vous entendez bien que j'entends plutôt parler des grands philosophes que des conquérants. » Voilà l'ennui : de n'être pas un capitaine, dans le monde où il se fourvoie. Et lui ne s'en doute pas. Quand il s'avisera de recevoir les ordres majeurs, dans vingt ans, il réformera son costume et croira ne s'être montré jusqu'alors

qu' « en habit de cour et presque de guerre. » Pas du tout ! Et l'abbesse l'a vu le moins guerrier qui fût. Elle lui dit : « Vous avez les mains blanches et la peau fine... Vous avez le teint trop blanc et même trop délicat par un homme... » Il était, à la vérité, fort pâle : et d'Olivet l'a remarqué.

Mais, la pâleur de M. Huet, madame de Caen ne l'a pas comprise. Ce n'est pas une pâleur de femmelette. Huet, dans sa jeunesse, « n'avait pas de grâce à la danse ; mais il primait à la course, il était meilleur homme de cheval, il faisait mieux des armes, il sautait mieux, il nageait mieux que pas un de ses égaux. » C'était un Normand leste et vigoureux. Seulement, lorsqu'il entra en érudition, comme d'autres en religion, sa règle fut sévère. Il savait qu'on ne travaille pas, à moins de travailler tout le temps. Mais il aime tant l'étude qu'il ne veut pas qu'on l'accuse d'être mauvaise à la santé. Comment, répond-il, « cette vie réglée, uniforme, paisible, » ne serait-elle pas la meilleure ? Pourvu que nous prenions un peu d'exercice ! et pourvu que nous n'avalions pas « une quantité d'aliments disproportionnée aux besoins d'une vie sédentaire ! » Il dînait sobrement, de viandes communes, afin de ne point exciter sa gourmandise ; point de ragoûts. Dans son eau, il ne mettait qu'une huitième partie de vin. Le soir, il se contentait d'un bouillon médicinal, dit bouillon rouge, et qui était l'invention du médecin Delorme. Ce régime serait celui d'un couvent ; mais ce n'est pas par esprit de pénitence ou de mortification que M. Huet l'adopta : c'est l'hygiène de l'étude. Conséquemment, il était d'une pâleur que madame de Caen ne sut pas interpréter : il avait la pâleur de l'étude.

Sa règle ne lui réussit pas mal, puisqu'il a vécu passé quatre-vingt-dix ans, travaillant jusqu'au dernier jour. En fait de maladie grave, il n'a eu que celles que n'évite pas un homme laborieux ; il a souffert des yeux, à force de toujours lire ou d'écrire d'une petite écriture fine et tassée, joliment dessinée. Les érudits ont très souvent cette petite écriture : jolie, parce qu'ils aiment leur ouvrage et qu'au surplus l'imagination ne les emporte pas ; et tassée, parce qu'ils ont beaucoup à noter, et des choses qui, n'étant pas très importantes, n'ont pas le droit de tenir beaucoup de place. Il leur plaît aussi que les menus détails ne débordent pas le principal, qui ne se perd que trop facilement.

Son ardeur au travail fut, comme il l'a dit, une passion, et qui le saisit dès l'enfance : « A peine avais-je quitté la mamelle, je portais envie à ceux que je voyais lire ! » Il n'avait guère dépassé douze ans qu'il eut achevé ses humanités. Un fâcheux souvenir de son enfance est celui de cousins près desquels il fut élevé, car il demeura de bonne heure sans père ni mère : et ces cousins étaient de bruyants gamins dont les jeux l'importunaient. A dix-huit ans, il traduisait *Daphnis et Chloé*. Or, il songeait alors à entrer dans les ordres : il ne s'aperçut pas que Longus avait l'ingénuité polissonne, tant lui imposait la langue grecque et l'occupait le soin de l'antiquité. Quelques années plus tard, aux environs de 1655, une courte velléité de dissipation le frôla. Il écrivit un roman, *Diane de Castro ou le faux Inca*. C'est une histoire un peu absurde et comme éperdue de naïveté. Don Alonzo s'étant épris de la belle Diane avant de l'avoir vue, « C'est une erreur, dit la belle, de croire qu'il faut voir avant d'aimer... » A vingt-cinq ans, préservé par les sentiments religieux et par l'étude, Pierre-Daniel ne connaît rien à l'amour et l'imagine d'une façon chimérique, et chaste, et ineffable. Ensuite, sous de vives impulsions, il conclura tout différemment, avec un cynisme de savant qui ne permet pas que les voluptés le détournent de l'étude. Il appelle désormais l'amour une maladie du corps et qui peut se guérir par la médecine. Il recommande les grandes suées et, le cas échéant, les saignées qui, emportant avec l'humeur les esprits enflammés, purgent le sang. Mais, à l'âge où nous le rencontrons, il est déniaisé ; il n'est pas encore cynique. Il ne méprise pas l'amour : il le traite avec assez de gaillardise.

Il demeure à Caen, sa ville natale. Ses parents lui ont laissé une aisance qui lui permet de ne faire aucun métier : de sorte qu'il travaille. Il a trouvé en Suède un manuscrit d'Origène ; et il prépare ses *Prolégomènes*. En 1662, on lui offrit une charge de conseiller au Parlement de Normandie : mais il la refusa, voulant travailler. Il a écrit : « Il n'y a point de science qui ne soit un digne objet de l'esprit humain... Pour moi, quand l'ordre de mes études m'engage à m'écarter par occasion dans quelque science qui n'a pas fait ma principale occupation, je porte envie à ceux qui la cultivent, tant j'y aperçois de richesses et de beautés. » Il a écrit : « Si quelque chose me faisait souhaiter une plus longue vie, ce serait pour avoir plus de

loisir d'apprendre ce que je ne sais pas. » Il a écrit ce magnifique éloge du savant : « Pour faire un homme savant, les talents de la nature sont premièrement nécessaires, la solidité du bon sens, la vivacité de l'esprit et la fidélité de la mémoire, une santé ferme dans un corps vigoureux, une humeur constante, égale, uniforme, une persévérance à l'épreuve des années, un désir insatiable d'apprendre et un attachement invincible à l'étude... Il faut de plus un grand courage pour résister aux accidents de la vie, aux nécessités publiques, aux guerres, aux maux de l'État, aux maladies, aux procès, aux pertes, aux persécutions des envieux, aux incommodités des mauvais voisins, à quoi notre humeur pacifique et notre vie retirée nous exposent plus que les autres. Quand un homme de cette trempe se sera consacré aux lettres, qu'il ne cherche sa récompense que dans les lettres mêmes et dans sa propre vertu; qu'il chante pour lui et pour les muses et que, du haut de cette sainte montagne où la vraie érudition a placé sa demeure, il regarde le monde avec compassion. » Et il s'est à bon droit rendu ce témoignage : « Je cède à beaucoup de gens studieux la gloire du succès de leurs études; mais, pour l'amour des lettres, je ne le cède à personne du monde. »

L'érudition, telle qu'il l'entendit et la pratiqua, ce n'est pas la stérile besogne à laquelle se consacrent, pour de bien différentes raisons, les sots fieffés ou les idéologues désespérés. Il a toujours méprisé ce qu'il appelle la critique, et l'on dirait aujourd'hui la critique verbale : « Ce travail, quoique nécessaire à l'usage des lettres anciennes, m'a toujours paru bas et peu digne d'un esprit noble et élevé... J'appelle ces critiques les sarcleurs du champ de la littérature. Que si je me trouve quelquefois obligé d'être sarcleur de mon propre fonds, je veux que la culture que j'y donne m'en fasse manger les fruits. » C'est très bien dit; et il a raison de vouloir que la philologie ne soit pas en pure perte. Il ajoute : « La bassesse de cet emploi n'est pas seulement ce qui m'en a dégoûté : la hardiesse effrénée des nouveaux critiques a été principalement ce qui m'en a rebuté. » Que dirait-il, à présent qu'est déchaînée la pire imprudence des philologues?... Il consent que la critique verbale a son temps d'utilité, pour nettoyer les textes anciens de leurs souillures. Il va peut-être un peu vite à croire que la besogne est faite.

Si la besogne est faite, nous n'allons pas, dit-il, passer

notre vie à la recommencer! D'ailleurs, c'est une occupation misérable et qui ne sied qu'à de petits esprits! S'il a tort de mépriser personne, il a raison de rabattre le caquet aux sarcleurs, qui sont les gens dont l'insolence est le plus dérisoire. Il a des gens pour arracher, dans son jardin, la mauvaise herbe, « tandis que je recueille et mange les fruits : » il a raison d'ajouter la gourmandise à la besogne de littérature. Il veut que d'autres que lui fassent « le métier bas et presque dégradant d'assembleur de notes minutieuses et de pêcheur de misérables variantes. » Il a tort de mépriser les variantes. En fait, il ne les méprisait pas. Mais il réagissait contre l'érudition bête et inféconde. Il savait réunir la philologie et la philosophie. En 1685, quand Ménage en est à préparer les tables de son Diogène Laërce, il lui écrit : « Je vous plains d'avoir tant de tables à faire. N'y a-t-il point d'Allemand à Paris qui voulût bien prendre cette peine pour vous? » Dès le XVIIe siècle, voilà opposées deux sortes d'érudition, l'une à la française, l'autre à l'allemande : celle-ci toute mécanique, et celle-là qui a de plus hautes visées. L'érudition de M. Huet n'est pas un labeur d'ouvrier, mais une œuvre de pensée et de vie.

C'est ainsi qu'il ne fut pas, avec tant de science, un homme accablé; avec tant de persévérance, un homme enfermé. Signe charmant de sa vivacité intelligente et de l'entrain qu'animait en lui la science bien entendue : cet homme voué au service des livres préférait aux beautés de l'art les beautés de la nature. Il préférait une source qui sort à gros bouillons d'un rocher, roulant sur le sable ses eaux claires et fraîches, à ces fontaines et jets d'une eau, dit-il, puante et bourbeuse, tirée à grands frais de quelque grenouillère. Il n'aimait pas les « parterres factices » de M. Le Nôtre, « n'ayant pour toute décoration que quelques filets de buis qui ne distinguent jamais les saisons par le changement de leurs couleurs. » Jolie remarque, où l'on voit de la sensibilité aux péripéties de la nature! Un autre ami des livres et de la méditation, Joubert, a semblablement dénigré l'immobile verdure des buis et des sapins : « Je n'aime pas ces arbres toujours verts... » Chaque année, au retour du printemps, M. Huet se donnait un congé. Il partait, avec un poète dont il était ravi, Théocrite : « Je m'étends à l'ombre d'un arbre; et là, au chant du rossignol, au murmure du ruisseau, je le relis tout entier. » Il fêtait la littérature et la nature; il se

réjouissait de les sentir bien accordées pour son plaisir. Et il invitait son ami Segrais à l'imiter; Segrais, qui délaissait l'églogue, où se réunissent heureusement la poésie et la campagne; Segrais, que la vie des cités ou des palais écartait, hélas! de la double vérité de la nature naïve et d'une littérature où la nature a sa fleur épanouie.

Segrais, l'ami de Ménage et de Huet, et qui devint également l'ami de Mme de La Fayette, le voici.

Mélancolique figure : celle d'un homme qui n'a pas mal réussi et qui pourtant n'a point donné son œuvre. Un vers de Boileau a transmis à la postérité le nom de Segrais : seul survit le nom. Voltaire, en un endroit, l'appelle « un très bel esprit et un véritable homme de lettres; » mais ailleurs il l'appelle « un poète très faible » et se moque de son *Énéide*, traduite en vers de Chapelain. Diderot résume gaiement les deux opinions de Voltaire : « la nullité de Segrais, » dit-il. Sainte-Beuve, qui a grand soin de n'être pas injuste envers les écrivains d'autrefois, cite ces quatre vers de Segrais :

O les discours charmants! ô les divines choses
Qu'un jour disait Amire en la saison des roses!
Doux zéphirs, qui régniez alors dans ces beaux lieux,
N'en portâtes-vous rien aux oreilles des dieux?

Or, Amire, c'était Mlle de Vertus, sœur de Mme de Montbazon. Pour Mlle de Vertus, Segrais imitait Virgile aimablement. Sainte-Beuve dit que ces quatre vers « sont du très petit nombre de ceux de Segrais qui méritent d'être retenus. » Il en a cependant retenu quatre encore, de *Climène*, et qui sont à son gré « d'une grande douceur et légèreté. » En cherchant bien, on trouverait, dans les *Diverses poésies de Jean Regnault de Segrais, gentilhomme normand*, de jolis vers où la nature est naturelle sous de trop élégantes parures; et quelques chansons où il y a de l'allégresse; et un poème d'amour assez beau, les *Stances sur un dégagement :*

Comme un feu qui s'éteint, faute de nourriture,
Faute d'espoir enfin s'est éteint mon amour...
Du juste et vain regret de vous avoir aimée
S'il s'allume en mon cœur quelque secret courroux,
Du feu de ce courroux la plus noire fumée
Ne noircit point un nom qui m'est encor si doux...

Je ne vous reviens pas montrer avec audace
Un captif insolent d'avoir brisé ses fers...

Il y a là une certaine force du sentiment, une bonne carrure de l'alexandrin : les mots ont de la beauté.

Le plus souvent, Segrais est fade; et la fine harmonie de ses vers ne les empêche pas d'être ennuyeux : ils le sont. Segrais avait un grand succès parmi ses contemporains. Cependant il n'était pas content de lui. En 1658, publiant ses *Diverses poésies*, où il y a presque toute son œuvre poétique, il s'adresse au lecteur. Il avoue que ses églogues sont plus amoureuses que champêtres : « Je ne l'ai fait, dit-il, qu'après avoir remarqué que le goût de mon siècle s'y portait et qu'elles plaisaient davantage de cette sorte aux dames et aux gens de la cour. » C'est un sacrifice de ses propres sentiments qu'il a consenti à cette illustre clientèle. Beaucoup plus volontiers, il eût suivi l'usage antique et n'eût pas confondu l'élégie et l'églogue : « Mais d'ailleurs c'est un assez grand déplaisir d'être assuré qu'on fait bien et d'avoir le malheur de ne pas plaire... Il semble qu'il soit incompatible d'écrire pour ce temps et pour ceux qui sont à venir; mais, quoi! c'est folie de s'amuser à avoir raison quand on dispute devant des juges qui ne l'entendent pas. » Segrais ne dissimule pas sa mauvaise humeur : il lui donne même un accent vif et nerveux, une impatience qui n'est pas l'usage de l'époque. De quoi se plaint-il, au bout du compte? Il a son idée de l'églogue : une bonne idée, et qu'il sacrifie au goût moins sûr des dames et des gens de cour. C'est qu'il veut plaire : il plaît. Que demande-t-il encore? Il voudrait que fût meilleur le goût de son siècle. Il demande trop!... Son vœu irait à délivrer la poésie bucolique de l'insupportable galanterie dont elle était alors empêtrée : délivrée, elle aurait le loisir de peindre les champs, la campagne et quelque vérité naturelle. C'était également l'idée de Huet, qui engageait Segrais à relire Théocrite : et, par l'imitation de Théocrite, il reviendrait à l'églogue. Si bien conseillé, lui-même si justement inspiré, pourquoi Segrais a-t-il cédé lâchement à la mode?

C'est ici le malheur de son existence. Il manquait d'argent : plaire, c'était, pour lui, gagner sa vie. Son père, un dissipateur à la « bonté ruineuse, » l'avait laissé dans une extrême pauvreté et ne l'y avait pas laissé tout seul, mais avec quatre frères et

deux sœurs que Jean Regnault de Segrais se promit de tirer d'affaire. L'entreprise lui fait honneur. Mais, la merveille, c'est le gagne-pain qu'il a choisi, la poésie! Quand Voltaire l'appelle « un véritable homme de lettres, » il a raison. Poète, ce n'est point assez dire : il compta que sa poésie le nourrirait et six personnes avec lui; en ce temps-là, et bien avant que La Bruyère affirmât que la littérature est un métier, encore bien plus avant qu'elle ne devînt un métier comme un autre!

C'est là pourtant l'idée de Segrais, son idée hardiment prématurée. Le 17 mai 1675, Segrais étant directeur de l'Académie française, l'Académie nouvelle de Soissons envoya quatre de ses membres complimenter l'illustre compagnie. Segrais fit un diccours très étonnant. Il attribuait à Richelieu la pensée que, des trois états qui composaient la France, « il en résultait un quatrième. » Ce quatrième état, le vulgaire peut le mépriser, s'il n'a égard qu'au petit nombre des personnes; mais il est, ce quatrième état, « le plus digne de la considération d'une âme héroïque... Je veux parler, messieurs, de ces généreux esprits dont vous êtes la fleur, de ces âmes célestes qui, au milieu des emplois de ce monde, se détachent du commerce des hommes et qui, bravant le pouvoir de la fortune, ne peuvent faire leur bonheur des grâces qui dépendent de sa témérité. » Sous les ornements du langage, voici la réclamation : auprès du clergé, de la noblesse et du tiers, il y a un quatrième état. Où le placer, dans la hiérarchie de la nation? Segrais lui donne une qualité sublime et céleste. Il le vante de « braver le pouvoir de la fortune; » et, si les mots ont ici une vivacité d'accent que l'on remarque, Segrais l'a voulu : il se souvient de lui-même et, de son aventure, il a tiré une doctrine. Le *Segraisiana* lui prête ce propos : « Les gens de qualité que l'on introduit à l'Académie en si grand nombre lui font grand tort. » Il veut que la littérature soit un état : et un état qui se recrute dans les trois autres états, comme aussi bien le clergé provient de la noblesse et du tiers; mais il ne veut pas qu'on mêle à cet état des éléments qui n'en sont pas. Dans l'histoire de la profession littéraire, un siècle avant Beaumarchais, Segrais est important.

Or, s'il comptait sur la poésie pour délivrer de la pauvreté ses quatre frères, ses deux sœurs et lui-même, encore devait-il accepter les conditions présentes de la littérature, soumise, non

pas au public, mais à ces gens de qualité dont il rêvera de l'émanciper. Lui, jamais il ne s'émancipera. Sans doute, avec un plus grand génie, l'eût-il fait : son gracieux talent n'y suffisait pas. Avec plus de désinvolture et avec la franchise d'allures qu'avaient d'autres poètes, il se sauvait. Seulement, il n'est pas aventureux : gentilhomme rangé, qui n'a défaut que de fortune, il est du monde. Il fut, très longtemps et bien après la fin de sa jeunesse, en clientèle. Le comte de Fiesque l'a tiré de sa province. Et le comte de Fiesque n'est pas un mauvais protecteur, pour Segrais, tant s'en faut; mais, au moment où il remarque ce jeune homme, il est exilé de la cour. Dès le début, Segrais éprouve les difficultés qui, de très haut lieu, tombent sur la plus humble destinée. Le comte de Fiesque le fit entrer au service de Mademoiselle, son gentilhomme et secrétaire de ses commandements, l'année 1648.

Segrais avait alors vingt-quatre ans : une jolie place! Mais le service de Mademoiselle était une chose terriblement remuée, turbulente et contraire au calme où naissent les églogues. En 1648, Mademoiselle avait vingt et un ans et préludait à ses folies. Voici la Fronde et c'est l'époque où les gens de lettres ne trouvent plus la vie possible en ce pays. Scarron, tout infirme qu'il est et peu transportable, songe à gagner l'Amérique. Balzac, le 10 mai 1652, écrit à Conrart : « Si Dieu n'a pitié de nous et ne nous envoie bientôt sa fille bien-aimée, qui est Mme la Paix, je suis absolument résolu de fuir des objets qui me blessent le cœur par les yeux. Quand je serais plus caduc et plus malade que je ne suis, je sortirais du royaume, au hasard de mourir sur la mer si je m'embarque à la Rochelle, ou de mourir dans une hôtellerie si je fais mon voyage par terre. » Le 10 juillet, écrivant encore à Conrart, il se plaint de tant de désordres qui troublent, dit-il, « le commerce des muses; » et il ajoute : « Quel malheur d'être privé pendant si longtemps de la consolation de nos livres, de nos chastes et innocentes voluptés! » L'année précédente, Ménage songeait à se retirer en Suède, où l'accueillerait la reine Christine. Segrais l'y incitait, dans une ode qui n'a pas besoin d'un grand souffle lyrique pour être éloquente :

Tu trouveras moins de misère
Qu'en France tu n'en vas laisser[1]

Segrais avait eu l'intention d'accompagner en Amérique Scarron et Ninon de Lenclos : ce projet n'aboutit pas. Puis Mme la Paix revint : les gens de lettres furent contents. Mais, pour Mademoiselle et ses gens, il n'y eut point de paix. Mademoiselle était une perpétuelle catastrophe ; elle avait le génie et l'orgueil du tracas : elle s'y amusait. Son entourage fut d'un autre sentiment, dès l'époque où, les grandes équipées finies, il ne s'agissait que d'en payer le souvenir. Ses maréchales de camp, Mmes de Fiesque et de Frontenac, jadis si bien empanachées de gloire à ses côtés, trouvèrent long le temps de la disgrâce où le tenait leur renommée. Les nouvelles de Paris étaient aguichantes. Un jeune roi, de galante gaieté, donnait des fêtes magnifiques. Mmes de Fiesque et de Frontenac faisaient de grandes lamentations et intriguaient pour opérer le rapprochement de Mademoiselle et de la cour : Mademoiselle en était exaspérée dans sa fierté ; de là résultait une continuelle mésintelligence, dont souffrait Segrais, gentilhomme de Mademoiselle et attaché par tant de gratitude à Mme de Fiesque. Dans les *Divertissements de la princesse Aurélie*, recueil de nouvelles qu'il rédigea en 1656 à Saint-Fargeau, plusieurs de ces dames discutent les agréments du séjour à la ville ou à la campagne. Sillerite — c'est la marquise de Mauny — tient pour la campagne : elle insiste sur les embarras de la cour et la difficulté d'y trouver le repos, qui est l'image du bonheur. Mais Gélonide — et c'est Mme de Fiesque, née Gillone d'Harcourt, — préfère à tout repos le plaisir, fût-il périlleux. Elle regrette les ballets et la comédie. On lui vante la solitude? Mais, à Paris, elle sait s'en procurer plus qu'elle n'en désire : elle n'est pas si farouche. La nature? Mais il y a, dans Paris, les beaux jardins des Tuile- et de Luxembourg, qui lui offrent autant de fleurs et plus de verdure qu'elle n'en souhaite. Son argument le plus vaillant contre la campagne, c'est la pauvreté des gens qui l'habitent et c'est, partout, les marques de la guerre civile : « Retirons-nous dans les villes, pour éviter des objets si funestes! » Gélonide n'aime plus la guerre, depuis que Mme de Fiesque n'est plus maréchale de camp de Mademoiselle... Après avoir épilogué ainsi, les jolies dames rentrent au château, à cheval ; et « la beauté du jour, la fierté de leurs chevaux, la magnificence des housses, la propreté des habits » décorent à merveille le paysage. Les chevauchées, les entretiens et la politique d'op-

position ne consolaient pas Gélonide d'être exilée loin de Paris; et, une fois que Mademoiselle, ayant défense d'entrer dans Paris, était de passage à Saint-Cloud, Mmes de Fiesque et de Frontenac demeurèrent toute la nuit sous le clair de lune à regarder d'une terrasse haute, avec envie et désespoir, les lumières et le fantôme attrayant de la ville. Segrais, que Paris lui manque, on s'en doute. Les poètes sont à Paris; et la gloire est à Paris. La disgrâce de Mademoiselle le contraint à n'être que le poète d'une petite cour provinciale, vagabonde souvent et vue d'un assez mauvais œil dans le royaume. Il est soumis au caprice et au goût d'une société restreinte, qui s'efforce vainement de vivre à l'instar de Paris. Il n'est pas heureux. Comment le traite Mademoiselle? Je crois qu'elle ne le traite pas mal : car elle est bonne personne et sans méchanceté. Mais elle est une héroïne, très entichée de soi et de sa qualité. Elle a une façon de parler de lui, qui montre qu'un bel esprit n'est pas chez elle un grand personnage et qu'elle ne songe pas à combler d'honneur le quatrième état. Elle l'appelle « une manière de savant, de bel esprit, qui était à moi; » une autre fois : « un certain homme de mérite qui est à moi il y a longtemps. » On voit le ton de l'obligeance.

Les amis de Segrais le plaignent. Le pauvre garçon n'est jamais sûr de ses lendemains, parce qu'un jour Mademoiselle est à Paris, rentrée en grâce; puis elle impatiente le Roi, refuse des mariages, organise des tracasseries et est soudain priée de retourner à Saint-Fargeau, à Forges ou au château d'Eu. Les amis de Segrais ont pour lui autant d'amitié que de compassion. Le plus souvent, ils ne savent pas où il est, ne reçoivent plus ses lettres.

C'est qu'il accompagne Mademoiselle dans ses déplacements éperdus, qui lui font une vie absurde. « M. de Segrais ne viendra pas si tôt que je l'avais cru, » écrit Huet à Ménage, le 11 avril 1661, peu de mois après la mort de Monsieur : Mademoiselle se trémousse; elle a besoin du secrétaire de ses commandements et ne lui accorde pas les vacances qu'il espérait... « Il y a un siècle que je n'ai vu ni ouï nouvelles de notre cher M. de Segrais, » écrit Ménage à Huet, le 9 octobre 1662. Et, le 18 octobre : « Si l'ami Segrais est à Paris comme vous me le mandez, j'ai grand sujet de me plaindre de lui de ce qu'il ne me l'a point fait savoir; mais je ne crois pas qu'il y soit et il y

a grande apparence qu'il n'y sera pas de si tôt, M. de Gesvres capitaine des gardes du corps, ayant été avant-hier au-devant de Mademoiselle jusqu'à Pontoise... » Elle venait des eaux de Forges et croyait s'installer à Paris... « pour lui faire commandement de la part du Roi de demeurer là ou de s'en retourner à Eu. On ne sait pas bien encore le sujet qu'on a, à la cour, de se plaindre d'elle et de la traiter ainsi. Quelques-uns croient que c'est à cause de la lettre au chevalier de Charni ; les autres, à cause du mariage de ses deux sœurs, qu'elle veut traverser... » Le chevalier de Charni était fils de Gaston et d'une demoiselle de Tours : Gaston n'avait pas voulu reconnaître Charni pour son fils ; Mademoiselle, après la mort de Gaston, mit son entrain désinvolte et son goût de la taquinerie à le reconnaître pour son frère. Quant au mariage de ses demi-sœurs, filles de Gaston et de la seconde Madame, elle en est fort irritée. Elle tolère mal que s'établissent avant elle ces cadettes qu'elle n'aime pas. Mme de La Fayette écrivait à Huet, le 15 octobre : « J'ai aussi écrit à M. de Segrais, depuis que je suis revenue ; mais je n'ai point de ses nouvelles, et cela me fait croire que Mademoiselle revient, comme on le dit ici. Elle trouvera le mariage de Mlle de Valois conclu pour la Savoie et celui de Mlle d'Alençon fort avancé pour le Danemark... » Elle trouvera des projets : elle aura des projets à déranger. Mademoiselle prétend que l'ordre qu'elle reçut d'aller ailleurs qu'à Paris avait pour cause son refus d'épouser le roi de Portugal. Mais, qu'il s'agisse du Portugais, du Danois ou du Savoyard, ou de ce bâtard pour qui elle éprouve les sentiments tout à coup les plus fraternels, Segrais subira les conséquences. Cette année 1662 est l'année qu'il fut élu à l'Académie. Sans doute lui eût-il plu de séjourner un peu à Paris et d'y établir sa renommée de poète : les remuements de Mademoiselle le remuent. Quant à quitter Mademoiselle, impossible, sous peine de tourner à l'académicien besogneux, qui est une espèce désolante.

Mademoiselle partit pour Saint-Fargeau, son château d'Eu n'étant pas encore prêt à la recevoir. Mais, si le château d'Eu n'était pas encore aménagé, Saint-Fargeau ne l'était plus. Elle avait cru son exil de Bourgogne fini ; elle avait quitté Saint-Fargeau sans crainte de retour. Elle arrivera dans une maison toute défaite... Mme de La Fayette, écrivant à Huet et badinant sur les cœurs de campagne qui brûlent à plus grand feu que les

cœurs de la cour, ajoute : « Ce pauvre Segrais aura tout loisir de brûler à Saint-Fargeau. Il ne lui manquera que du feu; mais je ne crois pas qu'il en puisse trouver là pour allumer une allumette... » Les semaines suivantes, on crut à Paris que le nouvel exil de Mademoiselle durerait peu et les amis de Segrais l'attendirent prochainement. Mais, le 10 décembre, Huet détrompe Ménage : « Je ne sais pas pourquoi vous me dites que vous attendez M. de Segrais au premier jour, car il ne me paraît pas par ses lettres qu'il fasse état de quitter si tôt Saint-Fargeau... » Et Mme de La Fayette, le 18 décembre : « Notre ami Segrais me fait grand'pitié... »

Voilà les deux nouveaux amis de Mme de La Fayette. Mais ils ne font que des séjours à Paris. Ménage y est à demeure; et Ménage reste le favori, l'ami intime.

Pour assurer leurs rencontres ou bien, faute de s'être vus, pour échanger des nouvelles, Ménage et Mme de La Fayette écrivent de ces courts billets où l'on se dit deux mots en courant, ni bonjour, ni bonsoir, et succinctement tout le principal. Ces billets, un feuillet qu'on plie avec soin, qu'on ferme d'un lacs de soie et d'une cire cachetée et qu'on fait porter par un laquais chargé d'attendre la réponse, c'était la mode et l'invention toute récente de Mmes de Maure et de Sablé. Ces deux dames étaient voisines; mais elles avaïent si grand'peur de la mort et de sa fourrière la maladie qu'elles ne risquaient pas volontiers le péril d'un vent trop sec ou trop humide ou seulement le passage d'une chambre chaude à une chambre plus chaude encore ou moins chaude et par des corridors aventureux. Telle fut longtemps leur sagesse, menée à cet excès que l'on appelle absurdité. Mais, par le moyen de ces billets, elles ne sacrifiaient pas leur amitié à leur prudence. Leurs contemporains adoptèrent l'usage des billets et leur en firent honneur. Il est amusant de remarquer le plaisir avec lequel la société de ce grand siècle goûtait les innovations et, en somme, toutes choses capables d'améliorer la vie commode, élégante et jolie. Ce grand siècle avait le sentiment de sortir à peine de la barbarie, de préluder à la civilisation, d'inaugurer des temps nouveaux; cela serait à noter plus généralement dans les mœurs, dans la philosophie et dans la littérature.

Ménage et Mme de La Fayette échangèrent ainsi une quan-

tité de billets. Ceux de Ménage sont perdus : Mme de La Fayette n'était pas femme à s'encombrer des paperasses du souvenir. Ceux de Mme de La Fayette, Ménage les avait gardés.

C'était pour inviter Ménage à quelque promenade... « J'envoie savoir si vous voulez vous promener demain. Venez céans entre quatre et cinq, si tant est que vous soyez libre. Nous attendrons que le chaud soit passé, s'il en fait trop. » Un autre jour : « Je vous prie de me venir voir demain de bonne heure. Nous étudierons et puis nous irons nous promener : je ne saurais plus vivre si je ne prends l'air. » Ménage aimait ces promenades, et pour le contentement de quelque vanité. Il n'est pas un peu fier d'écrire à M. Huet, le 26 juillet 1661 : « M. de Segrais partit jeudi dernier, comme vous l'avez su. Ce jour-là, je donnai à souper à Mme de La Fayette au bois de Vincennes. » M. Huet, du fond de sa province, admire un si grand bonheur : « Que ce souper de Vincennes et ces promenades me font d'envie ! *O noctes coenaeque deum !...* »

Mme de La Fayette convoque très familièrement Ménage ; et, pour le recevoir, elle prend les bouts de temps qu'elle économise sur sa vie mondaine, ou bien elle profite d'un incident qui lui permettra ou la convaincra de rester à la maison : « Je prendrai demain médecine ; venez me voir sur les trois ou quatre heures. » Et Tallemant raconte qu'un jour qu'elle avait pris médecine Mlle de la Vergne disait : « Cet importun de Ménage viendra tantôt ! » Tallemant veut absolument que Mme de La Fayette et Mme de Sévigné fussent excédées de Ménage. Il ajoute : « Mais la vanité fait qu'elles lui font caresse. » La vanité peut-être : et l'amitié davantage.

Il arrive que la promenade soit empêchée par l'une de ces occupations qui vous gaspillent votre loisir. Alors, Mme de La Fayette emmène tout bonnement M. Ménage : « Je vais demain dîner à Chaillot. Si vous voulez y venir avec moi, trouvez-vous céans à dix heures et demie. Sinon, vous ne me verrez point encore demain et vous aurez dimanche de mes nouvelles. » Ou bien elle a un rendez-vous d'affaires : M. Ménage ne veut-il pas l'accompagner ? « Je ne sais si je pourrai demain m'aller promener, parce que j'ai heure d'un avocat pour l'après-dînée. Mais, comme je n'ai point de chevaux... » Alors, il faut aller à pied. Une femme de qualité ne va pas seule par les rues : il faut qu'un valet la suive. M. Ménage serait un compagnon plus

agréable... « Si vous vouliez bien, en cas que vous n'ayez point d'affaire, me venir prendre précisément à deux heures pour m'y mener, vous m'obligeriez tout à fait. Pendant que je serais chez l'avocat, vous iriez faire quelque visite et, si la consultation tirait de longueur, je donnerais ordre pour me venir requérir. Pour peu que vous ayez demain d'affaires, ne vous embarrassez pas de moi et venez ici samedi de bonne heure : nous irons nous promener. » Une autre fois, elle prie Ménage de la mener chez M. Foucault, l'un des conseillers lais de la Grand' Chambre : elle n'a pas un autre moment à lui donner ce jour-là. Une autre fois, Ménage la mènera chez M. Roujault et, premièrement, s'assurera d'une heure où l'on voie sans l'incommoder ce conseiller de la quatrième Chambre des Enquêtes : « C'est une affaire dont il faut que je rende compte à Monsieur de Limoges; je serais perdue, si j'y avais manqué. » Cette affaire occupe beaucoup Mme de La Fayette et conséquemment M. Ménage : il est, par exemple, chargé de recommander, et « d'un bon ton, » deux placets à deux magistrats. L'un de ces magistrats, M. Roujault, les gens d'affaires de Monsieur de Limoges l'iront solliciter : M. Roujault leur dira que M. Ménage les a devancés, venant à la prière de Mme de La Fayette. « Ces sortes de choses-là font ma cour admirablement bien à mon oncle l'évêque. » Et elle soignait son oncle l'évêque.

Pour mettre en mouvement M. Ménage sans scrupule, elle avait imaginé ceci : que M. Ménage aimait à s'entremettre dans les procès. Elle n'inventait pas qu'il aimât de lui rendre service. Et puis, elle savait le récompenser : « Je ne sortirai point cette après-dînée. » Autrement dit : venez ! Ou bien : « Je vous remercie mille et mille fois du soin que vous avez eu de la sollicitation dont je vous avais chargé. Je ne sais pas comment je pourrais faire pour ne vous compter que pour mon vingtième ami, vous qui êtes le premier ami du monde dans les petites choses comme dans les grandes. » M. Ménage est l'ami parfait d'une charmante femme : il est amoureux d'elle.

Ménage dîne souvent chez son amie. Mais, au moindre empêchement, on le décommande. Ainsi : « Je pense que votre heureux destin s'oppose que vous veniez faire ici méchante chère... » Elle est obligée de sortir, à midi ! Un autre jour, c'est compliqué : « Je ne sais s'il sera possible que je vous voie demain, parce que je vais dîner avec M. de Sévigné et que, le

soir, je suis engagée à ramener Mme de Sévigné chez elle. J'aurais pu vous voir, sans Mme de Chauvry. Je viens de renvoyer chez elle : si elle avait affaire ailleurs, je vous verrais. A tout hasard, venez céans après six heures. » Pauvre Ménage ! A bien regarder les choses, il est traité comme un amant. On le fait aller et venir ; on l'appelle, on ne l'appelle plus ; on le prie d'attendre, ou de courir à tout hasard. Il est choyé : mais à la condition qu'il ait toute patience, et complaisance, et résignation parfaite. Il est un privilégié dont on abuse. Et son temps ne compte pas. C'est un amant ! Peu importe que le mot soit pris dans sa vieille et honnête acception. S'il revendique, ayant tous les inconvénients d'un amant, non les avantages de son état, du moins le droit de substituer aux paroles d'amitié les mots d'amour, dans ses billets, il ne faudra pas s'en étonner.

Il est aux petits soins perpétuels pour sa cruelle. Il lui fait ses courses ; il sollicite pour elle, pour ses amis, pour les amis de ses amis, pour un parent de son mari. N'est-ce pas son plaisir? Tout, en somme, n'est que son plaisir. Cependant, il voudrait qu'on lui sût gré de prendre son plaisir dans un dévouement de tous les jours. Il fait à la belle de menus présents, qu'il est sans doute un peu maladroit à choisir. Elle le remercie avec une rapidité qui n'est point émue : « Je partage vos présents avec Mme du Plessis et avec vous-même. Je vous renvoie les gants d'homme, qui ne me sont propres ; j'en garde une paire, les petites boîtes et la moitié des essences... » Voilà tout ! Mais aussi pourquoi lui a-t-il envoyé des gants d'homme ? Elle en a gardé une paire : pour son mari, probablement !

Elle lui écrivait : « J'ai recours à vous pour toutes choses. J'ai besoin d'une devise jolie, pour une femme qui aime passionnément son mari et qui ne vit que pour lui. Il s'en trouve peu de cette espèce. Je ne prétends pas une devise neuve ; je me servirai volontiers d'une qui aura déjà servi. J'avais pensé au lierre attaché au mur : *Te stante virebo*. Qu'en dites-vous? Donnez-m'en quelque autre, si vous en savez. J'en suis pressée... » Certainement, il a trouvé une devise, comme il trouvait au surplus tout ce que demandait son amie. Mais, s'il essuyait après cela quelque rebuffade, il se lamentait; il prétendait qu'elle ne l'aimait pas. Alors, elle le grondait : « Je ne saurais m'accoutumer à l'injustice que vous me faites d'être si mal persuadé de l'amitié que j'ai pour vous. Puisque mes paroles

sont si inutiles, il faut pourtant que je me donne patience que le temps vous persuade mieux » (1). Le temps ne le persuadait pas du tout : le temps ne fait rien à l'affaire.

Eh! Mme de La Fayette n'avait pas toujours en tête M. Ménage et uniment M. Ménage. Elle avait d'autres amis. Je ne crois pas qu'elle eût, à cette époque, d'autres amis, intimes et quasi continuels autant que lui. Mais il y a pourtant une vie du monde, qu'il faut qu'on mène, si l'on n'a point résolu de haïr le genre humain. Ménage aurait voulu qu'elle eût pour amis du second plan les siens, pour société la sienne. Et parfois il y réussit. Le plus souvent, elle lui échappait.

Cependant Ménage avait de l'occupation pour lui-même, et de l'ennui.

La paix conclue avec l'Espagne et le mariage du Roi, comblant de joie le royaume, avaient fait de Mazarin le grand homme de la France. Ses ennemis d'autrefois montrèrent un empressement très vif. Et il est beau de reconnaître son erreur; il est vain d'agir, en ce monde changeant, comme si les hasards ne devaient pas modifier les sentiments et les opinions, même loyales. Mais enfin les nouveaux amis du Cardinal ménagèrent peu les transitions de la haine déclarée à la tendresse exubérante. Le Parlement ne manqua point de faste en son repentir. Ce même Parlement qui, le 29 décembre 1651, promettait 150 000 livres à qui lui amènerait le Mazarin « mort ou vif, » pria le Roi de permettre qu'une députation de ses Chambres fût envoyée au Cardinal et le complimentât. La cérémonie eut lieu à Vincennes, le 10 août 1660, un mardi. Le Cardinal était malade et souffrait de cette goutte remontée qui le mit, sept mois plus tard, au tombeau. Il était au lit, tourmenté d'atroces douleurs, mais égayé de politique réussie, quand il reçut la députation d'un président de la grand'chambre et de neuf conseillers. Le président s'appelait Mathieu Molé; parmi les conseillers, il y avait M. Broussel. Or, ces deux noms éveillaient le souvenir du passé. Au mois d'août 1660, si messieurs du Parlement choisissent, pour saluer Mazarin, les fils des deux parlementaires qui ont le mieux représenté en 1648 la fureur antimaza-

(1) Cette lettre et les autres sont empruntées à une correspondance inédite de Mme de La Fayette et de Ménage, provenant de l'ancienne collection Tarbé : M. le comte d'Haussonville l'a signalée ici-même ; Mlle Feuillet de Conches me l'a très obligeamment communiquée.

riniste, ce n'est pas étourderie, insolence ou bravade, mais, avec une fierté audacieuse, la volonté de marquer d'un trait fort le revirement. Cette démarche du Parlement converti n'est pas dépourvue de grandeur : un incident faillit la ridiculiser.

Ménage venait d'écrire une élégie latine *Ad Julium Mazarinum*, où il suppose que Mazarin s'étonne de ne pas l'avoir vu parmi les personnages qui lui apportent leur tribut de compliments : mais, quoi ! il n'est pas homme à suivre les flagorneurs, et veuille Mazarin ne pas l'en blâmer :

Et puto tam viles despicis ipse togas...
Qui modo te rerum dominum venerantur, adorant,
Hi sunt sæpe tuum qui petiere caput.

Il était difficile qu'on ne vît pas là une allusion, très désobligeante, à ces parlementaires qui jadis mettaient à prix la tête du Cardinal et qui célèbrent le Cardinal comme le maître des événements. Ménage avait fait imprimer son élégie. La veille et le jour même que les députés du Parlement complimentaient Son Éminence, il en distribuait largement les exemplaires en tous lieux de connaissance, voire chez M. le chancelier. Ce fut un scandale.

Le vendredi, messieurs des Enquêtes montrèrent leur impatience : la seconde Chambre surtout prit feu et flamme, déclara que Ménage insultait au Parlement, qu'on devait s'emparer de sa personne et le mener à la Conciergerie. Les esprits se montaient, lorsqu'arriva M. Bignon, l'un des avocats généraux : les conseillers le chargèrent de porter leur plainte à la Tournelle. Ménage risquait un sort funeste. Par un bonheur, M. Bignon se trouvait de ses amis. Il négligea d'aller à la Tournelle tout de go, disant que l'heure était passée. Il n'alla point à la Tournelle le lendemain 14 août, ce samedi étant veille de Notre-Dame. Le lendemain dimanche étant fête de Notre-Dame et le lundi et le mardi jours fériés et chômés, il en résulta un délai que mirent à profit Ménage et ses amis pour conjurer ce grand orage. Ménage fut sauvé par les avocats généraux, qui prirent sur eux de porter la plainte, non pas à la Tournelle, mais à la Grand'Chambre, où M. Talon dit qu'il avait paru quelques vers latins qui pouvaient être interprétés au désavantage du Parlement, que l'auteur protestait de ses intentions innocentes, « qu'au reste c'était poésie et que la muse s'égare quelquefois. »

Il concluait à la suppression de l'ouvrage. Les Enquêtes, furieuses, dirent qu'une cabale avait sacrifié l'honneur du Parlement à un fol, un pédant, un poète, un satirique à bastonnade et étrivières, que la chose ne devait se passer de la sorte, que c'était matière de Tournelle et non de Grand'Chambre. Ménage était sauvé : la chamaillerie se détournait de lui et devenait, au Parlement, querelle intestine.

Ses pires ennemis pensèrent le rattraper : la Grand'Chambre avait condamné le libelle et n'avait pas mentionné l'auteur : donc l'auteur n'était point absous : il fallait châtier l'auteur. Et l'on rappelait un abbé de Gaillac qui, pour s'être attaqué à un premier président, s'était vu contraint de venir demander pardon très humble à la compagnie, en état de suppliant. Ce Gaillac était un maître des requêtes, le collègue de ces messieurs, non pas un poétereau. Que n'allait-on faire à l'imprudent poétereau?

Ménage se défendait de son mieux. Il affirmait qu'en écrivant son élégie, il n'avait pas pensé à messieurs du Parlement. La preuve? Son élégie était antérieure à la visite du Parlement au Cardinal. Car il en avait distribué les exemplaires imprimés, le jour et dès la veille de la visite. Plusieurs de ses amis en avaient eu connaissance bien avant cela, comme pouvaient le certifier M. Amelot de Gournay, maître des requêtes, M. des Fenestreaux, conseiller d'État, M. l'abbé Parfait, chanoine de l'Église de Paris, M. Gaudin, docteur en théologie de la maison de Sorbonne, M. Nublé, avocat au Parlement, Mlle de Scudéry et d'autres personnes très honorablement connues. L'autorité de Mlle de Scudéry n'était pas grande au Parlement : celle de M. Nublé, considérable. M. Nublé avait une magnifique renommée d'équité franche et de formalité rigoureuse. C'est lui qui interpellait un jour l'un des conseillers de la religion sur le point de savoir s'il y avait une loi pour condamner à mort les bigames. Non : c'était seulement la coutume. M. Nublé n'admettait pas qu'on fît mourir un homme par coutume; depuis lors, on n'appliquait plus la peine capitale au crime de bigamie. Nublé, *quo non catonior alter*, disait Scarron, qui du reste savait gré à cet honnête homme de lui avoir payé quatorze mille livres une terre achetée douze mille. La protection de M. Nublé fut très utile à Ménage. Quant à la question des dates, messieurs des Enquêtes la répudiaient : la visite du Parlement ne s'était pas organisée du jour au lendemain; Ménage en avait connu

le projet et, prenant le jour de la visite pour distribuer son libelle, il avait montré sa malice.

Et puis, *viles togas*, comment l'interpréter? Les « courtisans, » disait Ménage. Alors, messieurs des Enquêtes se plaignaient que Ménage les traitât comme des gens qui ne savent pas le latin. Pour mieux prouver qu'ils le savaient, c'était à qui d'entre eux dénicherait, dans les auteurs, des toges bien évidemment parlementaires : on en trouvait dans Lucain. Ménage se débattait. Il avait tort : ce ne furent pas ses apologies de grammairien qui le tirèrent d'ennui, mais le souci qu'eurent les Enquêtes de ne pas se brouiller avec la Grand'Chambre. En pareille aventure, il ne faut que gagner du temps : les colères se fatiguent, les rancunes sont frivoles.

Enfin, si Ménage éluda les châtiments, il n'évita point les railleries. Les avocats se joignirent aux magistrats : et les avocats sont « une république très libre. » On se moqua de Ménage qui suppose que Mazarin s'aperçoit de son absence; de Ménage qui voudrait faire croire aux grammairiens de province, aux philologues de Hollande et aux académiciens de la Crusca, gens lointains, qu'il est un personnage à Paris; de Ménage qui complimente le Cardinal — d'avoir donné la paix au royaume? — non : d'avoir donné une pension de quelques louis à Mlle de Scudéry, « damoiselle reine du poète, son Uranie, sa Calliope; qui, tout immortelle qu'elle soit digne d'être par ses beaux romans, fût morte de faim sans cela. » Ménage fut décrié. Ses amis le défendaient en avouant qu'il n'était pas né sage. Le 26 août, Guy Patin écrit à Falconet : « Il y a du bruit contre lui. J'ai regret qu'il ait fait un pas de clerc, faute de jugement, car il est honnête homme et de mérite. »

Ménage aurait voulu laisser Mme de La Fayette dans l'ignorance de son pas de clerc. Elle n'aimait point qu'il manquât de sagesse. Il se garda de lui raconter son histoire et, plutôt que de rien raconter, il fut sans la venir voir, une semaine tout entière, pendant laquelle, étant malade de la fièvre, elle ne sortit pas et ne recueillit que par hasard les bribes de ce que les nouvellistes colportaient. Le dimanche au soir 15 août, elle écrit à Ménage : « En vérité, vous êtes un étrange homme, de ne me point mander de vos nouvelles et de ne pas venir céans un pauvre moment. Il est si ridicule qu'étant de vos amies au point que je suis je sois toujours la dernière à savoir les choses qui vous

regardent, que je suis honteuse de laisser voir aux gens que je les ignore. Mandez-moi donc ce que c'est que ce bruit que font dans le monde les vers que vous avez faits, afin que je puisse répondre à ceux qui m'en parlent. » Cette histoire, au bout du compte, la regardait. Un avocat méchant homme affichait le projet d'écrire contre Ménage une satire où l'on raillerait sa prose et ses vers, où l'on raillerait ses amours. On commençait de chercher matière à plaisanterie dans les *Poemata*. L'on badinait sur l'enthousiasme qu'il montrait à l'égard de Mlle de Scudéry, *Sapho gallica :* n'irait-on point à *Laverna?* L'on disait aussi que Ménage était sorti du bourbier où l'avait jeté sa fanfaronnade, mais qu'il n'en était pas sorti fort nettement, qu'il resterait « noté, » sans compter « le dommage qu'il en pourrait recevoir en toutes ses affaires et l'impuissance où il est mis pour celles de ses amis, le Parlement se montrant si mal disposé pour ce nom-là que cela tout seul pourrait nuire au meilleur droit du monde qui paraîtrait y avoir la moindre relation. » Eh! voilà ce qu'il ne fallait pas, au moment où Mme de La Fayette a si grand besoin de lui dans ses procès! Voilà pourquoi il ne s'est pas vanté de ses hardiesses.

Il n'en dit rien non plus à son bon ami M. Huet, lequel d'abord n'apprit, à Caen, la calamiteuse prouesse de M. Ménage que par une lettre d'Alexandre Morus. Et Morus, lui, trouve l'anecdote assez bonne : « L'élégie de M. Ménage a fait grand bruit dans les parlements. Mais, après tout ce grand bruit, on s'est contenté d'en défendre la publication, ce qui serait le vrai moyen de la faire désirer, si mieux n'était pour cela de la réputation de l'auteur et du mérite de sa pièce : vous en jugerez. Je n'ai rien vu de meilleur sur cette matière. » L'opinion de Huet, nous ne la savons pas. Ménage lui écrit : « J'ai eu une grande affaire contre messieurs de la 1re et de la 2e des Enquêtes du Parlement de Paris qui prétendaient que je les avais appelés *viles togas* et qui expliquaient *Palatinos penates* par le Palais... » Il plaisante, un peu évasivement. Il est quasi hors d'ennui, ce 12 novembre, parce que la session du Parlement est close du 9. Cependant Guy Patin disait, le 10, que l'affaire n'était pas finie : mais il s'attendait qu'elle fût accommodée. Elle fut beaucoup mieux : oubliée. Ménage n'osa pas imprimer son élégie dans l'édition de ses *Poemata* de Hollande, en 1663. Mais il eut la tranquille effronterie de l'introduire, en 1666, dans le

recueil intitulé *Elogia Julii Mazarini*, où il y a du Corneille, du Segrais, du Voiture, du Racine, etc., recueil auquel il a donné ses soins et où il s'est mis en bonne place. Le Parlement négligea de protester, n'y pensa point. Le salutaire oubli protégea les vers latins de M. Ménage, avant de les ensevelir (1).

L'alerte a été chaude. Ménage a risqué la prison. Mais il crut s'apercevoir que ses amis devenaient plus fervents lorsque ses ennemis dépensaient plus d'activité. Il conserva les amitiés qu'il avait au Parlement, voire aux Enquêtes, et continua de solliciter pour M[me] de La Fayette.

Le 26 août 1661, Huet, qui écrit à Ménage et lui parle de son amie, ajoute : « Et, pour son dessein d'apprendre le latin, elle ne devait pas l'abandonner. » Ce n'est donc qu'un projet, à cette date ; et voilà démentie l'anecdote qui, du *Segraisiana*, vint à passer dans toutes les biographies et selon laquelle M[me] de La Fayette aurait, dès avant son mariage, su le latin mieux que Ménage et le Père Rapin.

Vers 1661, Ménage s'amusait à lui donner des leçons de latin. Mais il y eut de l'irrégularité dans cet enseignement, comme on le voit par les billets de M[me] de La Fayette à Ménage. Une fois, elle le prie de venir le jour même. Elle ne sortira pas, vu qu'elle se fait peindre, — par un « très méchant peintre » que M. des Brosses lui a recommandé : — « Si vous venez un peu de bonne heure, nous pourrions étudier devant qu'on travaille à mon portrait. » Tout dépend de l'arrivée du peintre : et, l'important, c'est le portrait. Une autre fois, Ménage était convoqué. Mais il faut qu'à midi la gentille femme aille solliciter pour Monsieur de Limoges; puis, entre une heure et deux, elle attend des gens de loi qui viennent la trouver pour un accommodement : « Ainsi, notre leçon serait trop courte et, comme elles ne sont pas fréquentes, il faut au moins qu'elles soient longues. Ce sera donc pour jeudi... » Les promenades, les procès et tout le hasard d'une vie remuante font au latin la

(1) Sur la querelle de Ménage et du Parlement, voir, dans le manuscrit n° 3307 de l'Arsenal, au folio 99, une longue lettre sans signature qui en donne toute la relation. L'auteur et le destinataire sont des Angevins ; l'auteur, un avocat. La lettre d'Alexandre Morus à Huet, dans le manuscrit de la Bibliothèque nationale, fonds français, n° 15 189, p. 184.

concurrence la plus dangereuse. Et Mme de La Fayette apprend le latin; mais ce n'est pas au détriment de ses libres journées.

Ménage aurait voulu un peu plus d'assiduité, pour le latin et aussi pour lui-même. Il eut la gracieuse idée et l'amicale patience d'écrire à son élève des lettres latines, qu'elle s'efforcerait de lire, par courtoisie et par curiosité : car il avait soin d'y mettre des nouvelles, dont il la savait friande. Il lui disait en latin que la paix était signée entre la Hollande et l'Angleterre, que l'abbé de Bellesbat souffrait de la fièvre double tierce. Le 1er octobre, il lui annonce en latin sa visite pour le lendemain, tout de suite après le dîner : si elle est seule, ils liront ensemble une héroïde ou quelque autre poème d'Ovide. Il la supplie de ne pas être paresseuse : *Latinae linguae studium ne deseras, te etiam atque etiam hortor, mea carissima Laverna. Non magnus labor magnae olim voluptati tibi futurus est...* Et, pendant qu'il est en train de l'exhorter, il la conjure également d'apprendre, sinon le grec, au moins les éléments : il lui envoie la grammaire de Lancelot.

Le grec, non ! Cependant, Ménage en avait écrit à Huet, qui l'engageait à n'être pas négligent : « et la belle Laverna en saura d'autant plus tôt la langue grecque. » C'est trop ! Et, à maintes reprises, Mme de La Fayette prie M. Huet de n'avoir pas d'illusion sur ses études : « Je ne parlerai pas de longtemps bon latin, si je continue, lui écrit-elle le 15 octobre 1662. Je n'ai pas étudié deux heures depuis six semaines; mes voyages à la campagne m'ont bien renversé mes études. » Elle est allée à Livry, avec Mme de Sévigné. Puis, Ménage est « occupé aux louanges de feu M. le Cardinal. » Il prépare le recueil des *Elogia*, lequel ne paraîtra qu'en 1666; et nous ne sommes qu'à l'automne 1662 : rien ne presse. Ménage a l'air de se relâcher. Mme de La Fayette dit à Huet, le 14 novembre, que son commerce « est quasi rompu au pays latin, » parce que Ménage est occupé et parce que, dit-elle, « mon maître n'est pas ici. » Quel est son maître qui n'est pas M. Ménage ? Il s'agit probablement d'un répétiteur que Ménage avait mis auprès d'elle pendant qu'il avait tant à faire. Toujours est-il qu'elle profite de l'absence du maître et de l'occupation de Ménage pour n'être point tirée de sa « paresse naturelle. » Huet cependant ne craint pas de lui envoyer des vers latins, au mois de décembre. Elle les a lus. Elle ne veut pas faire l'entendue : elle a crié au

secours et, avec l'aide de Ménage, elle est « venue à bout » de ce latin de M. Huet.

Elle ne travaille pas beaucoup, mais elle travaille un peu. Elle fait plus de progrès qu'elle ne l'avoue. Au printemps de l'année suivante, elle est à Fresnes; et elle écrit à Ménage : « Je gouverne fort mal Horace en votre absence. Je fais venir un dictionnaire, et un dictionnaire poétique, pour m'aider en certains endroits dont je ne me saurais tirer. » Même si Horace la gêne, c'est joli de le déchiffrer. A Caen, M. Huet fut jaloux de M. Ménage; et l'idée lui vint d'être aussi le maître de Mme de La Fayette : pour l'hébreu! Mais elle se récrie : « Si vous saviez comme mon latin va mal, vous ne seriez pas si osé que de me parler d'hébreu. Je n'étudie point et, par conséquent, je n'apprends rien. Les trois premiers mois que j'ai appris me firent aussi savante que je le suis... » Elle est modeste : en outre, elle se défend.

M. Ménage et M. Huet, ces deux savants, sont amusants de zèle et d'émulation près de cette jeune femme qui a de la patience, de la bonté, de la curiosité même pour leur latin, leur grec et leur hébreu.

L'érudition divertit ses fidèles et les enchante. Il n'est de passe-temps meilleur : et c'est, à cause de la beauté de ses objets, à cause de la découverte fréquente et à cause de la minutie indispensable, un tracas et un plaisir. Les poètes sont volontiers mélancoliques, ayant du loisir dans les intervalles de l'inspiration; les érudits ne le sont pas : ils n'ont pas le temps. Les érudits sont des gens qui trompent leur monde; on les croit sévères et un peu tristes, parce qu'ils font une besogne que l'on croit ennuyeuse : ils s'amusent! Les gens frivoles ne savent pas ce que c'est que la frivolité. Du moins, ils n'en connaissent qu'une, la leur. Il y a toutes sortes de frivolités : nulle ne passe la frivolité de l'érudition. Mais enfin, telle que la voilà, douce et attrayante à qui la veut aimer, elle a un tort, l'isolement où elle vous confine. Elle vous laisse et vous donne aussi des camarades : pas de femmes! Elle a, en dépit de sa gaieté, cette jalouse austérité. Elle est une ferveur où vous n'êtes point de compagnie avec la chère âme des femmes. La chère âme des femmes vous ignore, ou bien vous traite avec une déférence lointaine, un peu craintive, effarouchée. Vous ne sauriez facilement l'appeler à l'émoi que vous cause un joli vers d'une langue

morte, un mot qui fut tout plein de vie bien frémissante et qui s'est endormi, une brillante conjecture qui soudain ranime une phrase endommagée par le temps. Il n'est que solitude sans les femmes ; et, sans leur complaisance, il n'est de plaisir : la pensée même a besoin d'elles. Et voici Laverna, jeune, jolie, intelligente à merveille, et sensible délicieusement. Le latin ne l'effraye pas, ni la poussière qu'il y a sur l'antiquité. Elle devine la fraîcheur qui s'est conservée sous la poussière et veut qu'on lui écarte cet empêchement. Les deux pédants sont ravis d'une lumière qui est venue à leur fatras.

La correspondance de Ménage et de Huet, l'on devrait la publier. Elle est éparpillée : le principal, après maintes tribulations où intervient Libri, est à Florence; il y a des copies incomplètes à la Bibliothèque nationale. (1) C'est la correspondance de deux hommes très savants, tout pleins de bonne humeur et que ni l'étude ni la religion ne refrognent. Leur intimité est parfaite et leur familiarité facile, avec les égards de la politesse. Ils ne redoutent pas les fortes plaisanteries : gauloises, dirait-on : grecques pareillement. Ménage envoie à M. Huet une anthologie et la lui présente ainsi : « Il y a bien des obscénités; mais les choses obscènes, en grec, n'étaient pas considérées comme des obscénités. Et, d'un autre côté, ces épigrammes sont excellentes et, comme dirait notre maître François, elles sont de haute graisse. » M. Huet, priant M. Ménage de lui écrire une fois la semaine, le prie de consacrer aux nouvelles publiques une partie de ses lettres, une deuxième partie aux nouvelles privées de M. Ménage et de leurs amis, et la troisième partie, la meilleure, il la mettra en « goguenarderie. » Un joli mot, pour désigner une agréable chose! Beaucoup plus tard, en 1692, l'évêque d'Avranches, qui menait bon train sa polémique contre Descartes et les Cartésiens, publia ses *Nouveaux mémoires pour servir à l'histoire du cartésianisme*, où il raconte que Descartes n'est pas mort, mais vit chez les Lapons; et il le montre, avec son plumet blanc, son habit vert, très ridicule. C'est une farce. Et un lettré de Dijon, Claude Nicaise, écrit à l'auteur : « Cette manière de traiter les choses me semble plus persuasive, du moins plus insinuante : c'était celle des anciens. Je voudrais qu'on n'eût jamais parlé de philosophie qu'en goguenardant

(1) Bibliothèque nationale, fonds français, manuscrit n° 15189 et nouvelles acquisitions n° 1341.

comme cela, par dialogues ou par petits contes agréables. On y aurait plus profité et mieux fait son compte que par tant de raisonnements et de gros volumes inutiles ou ennuyeux... » Que ces gens-là étaient fins et aimables, peu entichés, et avertis des libertés recommandables !

Après avoir, sa vie durant, médité les problèmes de la métaphysique, prouvé la folie des systèmes et, par le doute rationnel, autorisé les assurances de la foi, M. Huet pratiquera la goguenarderie philosophique. Aux environs de sa trentième année, il n'en est pas là; et sa goguenarderie est alors un badinage pour les relâches de son labeur savant. Il prépare son commentaire d'Origène et s'interrompt le temps d'écrire un joyeux rondeau qu'il envoie à Ménage avec cette note : « Nous avons ici une dame, mère de plusieurs enfants, à qui je fis accroire qu'il avait été fait pour elle, quoiqu'elle y fût traitée de pucelle. » Il raconte aussi à Ménage la facétie d'un bonhomme de là-bas qui demandait l'extrême-onction; sa servante lui rappela qu'il n'aimait pas l'huile : « Qu'on me la donne au beurre ! » murmura-t-il, d'une mourante voix. Si l'on trouve ces goguenarderies médiocres, elles ont l'innocence des âmes que l'étude sempiternelle a préservées. Puis, les façons de la gaieté vieillissent; les façons de la tristesse, pareillement. Si l'on remarque, dans le badinage de ces érudits, quelques fautes de goût : ce sont des hommes, et sans femmes. Une La Fayette, qui est leur aubaine, est aussi, pour leur vulgarité masculine, un conseil d'élégance et qu'ils suivront de leur mieux, avec un peu de maladresse quelquefois.

Mme de La Fayette apparaît, dans cette correspondance mêlée de goguenarderie et de pédanterie, au milieu d'étymologies grecques et latines, de considérations relatives à Origène ou à Diogène Laerce, comme un rais de blanche lumière et de clarté sur un paysage turbulent.

Ménage avait présenté Huet à Mme de La Fayette en 1659; puis le Normand dut regagner sa Normandie. Or, il ne parla point de Mme de La Fayette dans une lettre du mois de septembre. Et Ménage : « D'où vient que vous ne me dites rien de Mme de La Fayette? » Il n'est pas content; il ajoute, avec une brusquerie bougonne : « Elle est accouchée depuis huit jours et elle se porte assez bien présentement. » Voilà tout ce que saura M. Huet, pour sa peine. M. Huet se défend d'avoir

été indifférent, oublieux même : un tel soupçon lui est insupportable. Il voulait écrire à Mme de La Fayette, il n'ose plus le faire : il le fera quand cette dame, « qu'il est impossible d'oublier, » sera tout à fait remise. Désormais, il ne négligera pas de joindre à chacune de ses lettres ses « humbles compliments » pour l'amie de M. Ménage.

Mais, au mois de novembre, Mme de La Fayette n'était pas remise. M. Ménage s'en désolait : « La pauvre femme, écrit-il le 12, est toujours fort mal et je commence à désespérer qu'elle puisse guérir de ses maux. » M. Huet, le 20, s'en déclare « extrêmement fâché. » Une lettre de Mme de La Fayette, du lendemain, fut pour le rassurer à demi : « Quoique je sois accouchée très heureusement, contre toutes les apparences, et que l'on travaille à me guérir avec assez de soin, l'on y avance si peu que je n'espère pas mieux de ma santé que lorsque vous étiez ici. Je crois que ma destinée est de n'en point avoir ; et je m'y soumets avec une patience qui adoucit mes maux, au lieu que l'inquiétude les aigrirait. » Voilà ce qu'un savant n'eût pas trouvé, tant la science est peu de chose dans l'art de vivre : ces nuances de sentiment, et les mots justes pour rendre l'idée et le son même de l'idée, voilà ce qui enchante le savant surpris.

Ménage avait dit à Mme de La Fayette que M. Huet ne la nommait seulement pas en écrivant. Elle a pardonné, avec une grâce indulgente, et affirmé qu'elle croyait à l'amitié de M. Huet. Pourtant, ce n'est pas un joli tour qu'a joué Ménage à M. Huet. L'année suivante, au mois de mai, M. Huet eut sa revanche. Mme de La Fayette lui écrivit : « Ne vous adressez plus à M. Ménage pour vos compliments, car il s'en acquitte très mal. Il ne m'a pas dit un seul mot de vous et je vous préviens que je lui en ferai des reproches de votre part. » A toi, Ménage ! Et M. Huet ne balança point d'écrire à M. Ménage : « Je commencerai ma réponse par un reproche qui me donnerait bien de la confusion si je le recevais de vous. Mme de La Fayette m'a écrit en propres termes... » Et il transcrit... « Je n'ai rien à vous ajouter là-dessus. » Ménage fut assez piqué ; Ménage, à ce qu'il semble, fit une scène. Il réplique : « Ce que Mme de La Fayette vous a dit de moi n'est point véritable ; et je l'en ai convaincue en présence de son mari. » Le témoignage de M. de La Fayette acheva cette polémique des admirateurs de sa femme.

A Caen, l'été 1661, Huet connut l'ennui des petites villes où

l'on voit son prochain de si près que l'illusion n'est plus possible. Il fut aux prises avec une cabale, dit-il, de ces dévots qui condamnent ce qui n'est pas dévot à leur manière. Il eut aussi à défendre ses intérêts contre des « chicaneurs » de Normandie : comme il était normand lui-même, il ne cédait pas. Pour se divertir, il s'avisa d'être amoureux. Ma foi, je ne sais pas de qui; et je crois que l'anonymat convient à l'objet de sa flamme. Il écrivit à Segrais qu'il avait trouvé « chaussure à son pied. » Mais, avant de consentir à être amoureux, comme c'était si simple et indifférent à l'Histoire, il eut l'idée extravagante, et qui le flattait et qui l'amusait, — les érudits ne songent qu'à s'amuser! — d'instituer à ce propos une consultation de ses amis. Un « conseil » se réunirait, composé de Segrais, de Ménage et de Mme de La Fayette. Il voulut savoir si Mme de La Fayette lui « conseillait » d'être amoureux. Et il écrit à Ménage le 14 juillet : « Dites-moi votre avis, et me le dites promptement; car, si vous différez, je ne serai plus en état de le suivre. » La hâte ici est moins absurde que la précaution. Mme de La Fayette répondit que, non, M. Huet ne devait pas être amoureux : elle était ennemie de l'amour, on le sait; puis, un homme qui vous demande s'il aura de l'enthousiasme, il faut lui dire qu'il n'en a pas. M. Huet passa outre aux conseils de Mme de La Fayette et alla « rire » quelquefois avec « celle qu'on lui déconseillait. » Pour s'excuser, il observa que sa vie était, sans cela, triste à l'excès; et il interpréta une lettre de Segrais de telle sorte que Ménage n'eût point l'air d'avoir voté non : « Je suis bien aise que votre avis se rencontre avec mon inclination. » Ménage répliqua : il était bel et bien de l'avis de Mme de La Fayette. M. Huet se fâche : Ménage n'a-t-il pas donné à l'amour ses plus belles années, ne l'a-t-il pas chanté en vers nombreux? Et puis il est trop tard : « Vous me disiez, il y a huit jours : Aimez; et vous me dites aujourd'hui : N'aimez point. Me croyez-vous si lent à suivre vos conseils que j'en diffère l'exécution d'une semaine, ou me croyez-vous si maître de mes passions que je puisse vaincre, à lettre vue, un amour de huit jours? Sachez que votre conseil est venu trop tard. J'avais fait mes vœux et ma profession. » Il ajoute : « Et, n'en déplaise à Mme de La Fayette, qui condamne l'amour sans l'avoir jamais écouté, qu'elle aime trois jours seulement, et puis elle m'en dira des nouvelles! » Ce ton gaillard n'est pas sans vulgarité aucune.

Mais on voit la renommée de Mme de La Fayette. Ce n'est pas assez dire, qu'elle est pure : elle est quasi injurieuse pour le mari de cette dame qui a deux enfants néanmoins. Et Huet ne craint pas de l'appeler « la grande vestale, » assez drôlement, le jour qu'il est furieux de ses conseils.

La consultation qu'il a faite, il l'a oubliée assez vite. Et il partage son temps, avoue-t-il ou proclame-t-il, entre Origène et celle qu'il décrit, selon le rondeau bien connu :

Elle a beau teint, le parler de beau zèle,
Et le tetin plus rond qu'une groiselle.

Va-t-on le blâmer? « Je fais, répond-il, mon possible pour me dégager. Je ne sais pas si j'y réussirai; mais j'éprouve que... » Et, chastement, le reste de la lettre manque.

Au mois d'octobre de cette année 1661, Mme de La Fayette fut très malade. Elle eut la dysenterie. A ce moment, M. Huet n'allait pas bien. M. Ménage avait la fièvre et, amicalement, disait qu'il était donc malade de trois maladies à la fois. M. Ménage et M. Huet furent bientôt guéris : non Mme de La Fayette. La dysenterie céda; mais survint la fièvre. Le 9 octobre, Mme de Sévigné écrivait à Ménage : « Je vous avoue que je suis fort en peine de la santé de notre chère amie et qu'après tant d'autres maux je ne comprends pas qu'elle ait la force de supporter celui qu'elle a présentement. Vous me faites espérer pourtant qu'elle en sortira bientôt, et je le crois; car, sans cette espérance, quoi que vous disiez de mon amitié, je vous assure que je ne serais pas consolable. » Ménage avait tort de mettre en doute l'amitié de Mme de Sévigné pour Mme de La Fayette. Mais il avait raison de la croire consolable, parce qu'elle avait plus d'entrain qu'il n'en faut pour survivre.

En 1662, chacun son tour, ce fut à Ménage de faire des sottises. Il s'éprit d'une jeune fille qu'il a chantée sous le nom de Chloé. C'est la première infidélité qu'il ait faite à Laverna : et c'est à ce moment qu'il dit qu'il est si occupé à recueillir les louanges de M. le Cardinal qu'il néglige le latin de son amie. Cette passion pour Chloé dura quelque temps, avec des hauts et des bas de ferveur. Le 13 octobre, Huet lui écrit : « Soyez le bien revenu de tous vos pèlerinages et de votre amour pour Chloé. Je ne m'étonnerais pas trop qu'après avoir été huit jours auprès de Mme de La Fayette, car je ne connais point le mérite

de Mlle de Bellesbat... » (Et ainsi nous est donné le véritable nom de Chloé : M. Ménage, en vers, dissimulait honnêtement les noms de ses bien-aimées; il ne les cachait point à ses amis...) « vous eussiez tout quitté pour elle. Mais que la crainte d'être cuit au four, vous ait fait quitter Chloé, je ne le comprends pas. De la sorte que vous en parliez, je pensais qu'à trente pas d'elle il faisait plus chaud que dans un four et que vous vous tiendriez heureux de brûler pour elle. Mais je vois bien que vous êtes plus froid amant que je ne pensais! » Le jeune M. Huet n'agit pas bien : il pique la vanité de M. Ménage, qui n'est plus un jeune M. Ménage, qui approche de cinquante ans et qui n'a pas du tout besoin qu'on lui rende l'imagination plus chimérique.

Cette passion pour Chloé, ce fut tout un petit drame et plein de péripéties. Quand il avait soixante-dix-huit ans passés et qu'il était à peu de mois de mourir, Ménage écrivait à Mme de La Fayette et se souvenait de Chloé : « A ce propos, je vous dirai que, comme en ce temps-là j'avais pour elle une amitié émue, je la prônais fort dans le monde. En ayant parlé un jour fort avantageusement à M. de la Rochefoucauld, il me demanda qui était, de vous ou d'elle, que j'estimais davantage : je lui dis que c'était elle; à quoi il ne s'attendait pas. Il me répondit qu'il le dirait à Chloé et qu'il ne vous le dirait pas. Il le dit à Chloé, qui lui dit que je vous avais donné une contre-lettre. » Chloé avait donc de l'esprit. Mme de La Fayette aussi : de sorte que les dissipations de M. Ménage ne la troublèrent pas extrêmement. Elle écrit à Huet, le 15 octobre, qu'elle a chargé Ménage de lui écrire : « Je crois qu'il s'en est acquitté; car, malgré Chloé, j'ai encore assez de pouvoir sur lui pour lui faire faire des choses qui lui plairaient moins que de vous écrire. » Elle sourit, et ce n'est pas qu'elle fasse peu de cas de l'amitié de Ménage : mais elle est sûre d'elle et conséquemment sûre de lui. Elle n'a pas tort. Ménage l'aime; et c'est elle qu'il aime : et l'on dirait que, dans cette aventure, Chloé intervient comme un amour de dépit ou comme un stratagème de jalousie. Chloé s'en doute et le compliment que lui a transmis M. de La Rochefoucauld ne l'a pas trouvée dupe de l'amant célèbre de Laverna.

Qu'arriva-t-il? Le 24 novembre, Huet écrit à Ménage : « Vous ne me dites rien de la brouillerie qui a été entre

Mme de La Fayette et vous. Je ne m'en suis pas étonné, car je sais ce que c'est qu'*amantium irae.* » Ménage détesta ces lignes de son ami et voulut savoir comment son ami était informé. Il reçut cette réponse : « Je sais ce que je vous ai mandé de votre prétendue brouillerie avec Mme de La Fayette d'une personne que nous avons vue ensemble à Paris, vous et moi, et qui n'est pas inconnue à Mme de La Fayette. Je ne vous dirai ni son nom ni son sexe, ne le pouvant pas sans manquer à la fidélité et au secret. Puisque je ne vous le dis pas après la conjuration que vous m'en avez faite par notre amitié, vous devez croire que quelque empêchement invincible me retient et cet empêchement n'est autre que la promesse que j'en ai faite, que pour rien au monde je ne voudrais violer, tout Normand que je suis. » Ménage devina-t-il? En tout cas, il n'avait pas démenti et n'avait pu démentir l'indiscret. Il avouait la brouillerie, tout en la réduisant peut-être au moins possible, car Huet ne parle cette fois que d'une prétendue brouillerie.

Cette brouillerie, quelques billets de Mme de La Fayette permettent qu'on en devine le principal. Un jour, — et ce dut être au commencement de novembre en 1662, — elle écrit à Ménage : « Je n'irai point à Chaillot, parce qu'il ne fait pas assez beau et je veux me reposer. Mais savez-vous bien que vous ne me verrez plus, si votre amitié augmente si fort. Vous savez bien quelles bornes j'y ai mises. Votre lettre est si douce que, si vous m'en écriviez souvent de pareilles, je vous gronderais bien fort. Prenez bien garde que nous ne nous brouillions en vérité. Je ne crois pas aux enchantements, mais je crois aux tournements de cervelle. » C'est assez clair. Ménage, évidemment, a cédé à quelque impulsion vive ; il est sorti de la réserve à laquelle tout (et Mme de La Fayette aussi) lui commandait de se tenir. Depuis des années, il célébrait en vers latins, italiens et français l'amour qu'il avait conçu pour cette jeune femme. Il fut imprudent et risqua de faire passer de la poésie à la prose, de la prose à la réalité ses déclarations chaleureuses.

Ce n'était pas tout à fait la première fois qu'il allait un peu loin. Il avait commencé d'aller un peu loin, mais d'abord avec précaution, vers la fin de mars ou le début d'avril de cette année 1662, environ la semaine sainte. Il avait mis un peu plus de galanterie que de coutume dans un de ses billets. Et Mme de La Fayette l'avait remarqué, peut-être avec surprise, mais sans

alarme. Elle s'était contentée de répondre : « Il n'y a rien de plus galant que votre billet. Si la pensée de faire votre examen de conscience vous inspire de telles choses, je doute que la contrition soit forte. Je vous assure que je fais tout le cas de votre amitié qu'elle mérite que l'on en fasse et je crois tout dire en disant cela. Adieu jusques à tantôt. Je ne vous promets qu'une heure de conversation, car il faut retrancher ses divertissements ces jours-ci. » M. Ménage ne comptait pas retrancher ses divertissements le moins du monde. Il avait de l'entêtement, plus que d'amour. La petite leçon que lui avait donnée son amie lui profita si peu qu'il retomba dans son péché et mérita une nouvelle réprimande : « Vos lettres sont bien galantes. Savez-vous bien que vous y parlez d'adorateur et de victime : ces mots-là font peur à nous autres qui sortons fraîchement de la semaine sainte. Adieu. » Mais enfin, Mme de La Fayette n'était point fâchée. Elle donnait à son avertissement le ton d'un badinage où il faut donc qu'une jeune femme rappelle un abbé à la dévotion. Et elle parlait d'autre chose à Ménage ; elle lui parlait d'une épigramme latine qu'elle s'efforcerait de déchiffrer ; elle lui parlait de M. du Lude, qui venait d'être nommé capitaine et gouverneur du château de Saint-Germain. Ménage, après cela, se tint tranquille un peu de temps. Il redoubla d'assiduités auprès de Chloé, soit qu'il trouvât près d'elle une sorte de consolation, soit qu'il lui plût d'exciter ainsi la jalousie de Laverna : du moins l'espérait-il. Mais Laverna ne fut point jalouse. Au mois de novembre, fâché d'être mal entendu, il ne se contenta plus d'écrire des billets galants : il écrivit une lettre enflammée. Il se disait « enchanté : » Mme de La Fayette crut seulement qu'il avait la cervelle à l'envers. Elle le secoue et, tout de bon, le menace de se brouiller avec lui. Et c'est lui alors qui se fâche. Sa lettre est perdue ; mais voici la réplique de Mme de La Fayette : « Je n'ai jamais vu écrire si sèchement aux gens qu'on ne les aime plus et je n'ai jamais vu une amitié mourir si subitement que la vôtre. Je crois qu'elle n'est qu'évanouie et je ne consentirai pas à son enterrement que je ne sois bien assurée de sa mort. C'est pourquoi je vous prie que je vous voie demain : je ne sortirai point encore. » Elle avait résolu d'avertir le trop bouillant Ménage ; mais elle n'attachait pas tant d'importance à des tournements de cervelle qu'il lui plût de le perdre pour de telles folies. Il fallait causer avec lui. Or,

il ne vint pas, non plus le dimanche où elle l'invitait que le samedi qu'elle lui écrivait. Sans doute afficha-t-il une excuse qui dissimulait peu sa dignité offensée. Elle lui écrivit derechef le dimanche soir: « Gage, gage que vous êtes en colère contre moi, pour la deux cent millième fois. Si vous n'eussiez point eu quelque rancune, vous me seriez venu voir hier. Croyez-moi, ne vous amusez point à vous fâcher. Je vous assure que c'est à tort et sans cause; vous devez vous en fier à moi. » Ménage affirma qu'il n'était pas en colère. La polémique est de jour en jour, d'heure en heure. Le lundi, nouveau billet de Mme de La Fayette: « Quoi que vous en disiez, je vous tiens en colère; mais j'espère que vous n'y serez que jusques à la première vue... » Malheureusement, ni ce lundi ni le mardi elle n'est libre; elle doit, le mardi, solliciter, discuter avec des gens d'affaires: « et je crois que la tête me tournera de tout cela. Je donne le bonsoir à votre colère. » Autre billet: « Je ne compte pas sur la colère où vous étiez hier; car je ne doute point qu'après avoir dormi dessus elle ne soit diminuée. Et, pour vous montrer que je ne vous crois point du tout fâché contre moi, c'est que je vous prie de m'envoyer un Virgile de M. de Villeloin et de me venir voir vendredi. » Or, le Virgile de M. de Villeloin, ce n'est rien qui vaille. Si Ménage n'avait pas été en colère, il l'eût dit à Mme de La Fayette.

Personne au monde n'estimait les traductions de ce pauvre homme et de ce *scribendi cacoethes*, comme l'appelle Chapelain. D'ailleurs, Chapelain détestait en lui « le chef de la conspiration contre *la Pucelle* » et, sa traduction de Stace, il la considérait comme « un de ces maux dont notre langue est affligée. » Ménage avait d'anciennes relations avec Michel de Marolles, abbé de Villeloin. A vingt ans, avocat sans gloire à Angers, il rencontra dans la boutique d'un libraire le traducteur alors seulement de Lucain et lui montra un exemplaire de ce Lucain pour lui marquer gentiment qu'il savait qui était M. Michel de Marolles. Il revit ce Michel de Marolles plus tard, dans la maison de Paul de Gondi. Et le coadjuteur disait qu'on ne saurait traduire joliment Virgile. Marolles releva le défi: en quelques mois, il vous eut troussé un Virgile français qui parut en 1649 et qu'il appelle « la plus juste, la plus belle et la plus élégante » de ses traductions. C'est possible: mais toutes ses traductions sont mauvaises. Le bonhomme est charmant, devenu vieux et, par

ses collections d'estampes, consolé de ses déboires. Il prie qu'on l'excuse et qu'on veuille considérer son œuvre imparfaite comme l' « honnête amusement » qu'il s'est donné dans la retraite: « après cela, je reconnais que j'ai été fort inutile dans le monde. » S'il a imprimé à l'excès, du moins n'a-t-il pas « multiplié les livres : » ce ne sont que des traductions.

Michel de Marolles est aimable ; et je ne crois pas que Ménage fût son ennemi. Mais la plus parfaite indulgence n'empêche pas que le Virgile de Marolles est du papier perdu. Ménage ne l'a seulement pas dans sa bibliothèque... Eh ! bien, il n'y avait qu'à le dire à Mme de La Fayette ? Pas du tout ! Ménage va chez le libraire étonné : il fait l'emplette du Virgile; une emplette considérable. Papier perdu, ce Virgile est un bel in-folio sur papier riche, imprimé à merveille et décoré du portrait de M. de Villeloin par Mellan. Vous l'avez voulu? Le voici !... Et Mme de La Fayette fut très mécontente : « Ce jeudi au soir. Quand je vous ai demandé le Virgile de M. de Marolles, c'était dans la pensée que vous l'aviez et je ne prétendais pas vous causer la dépense de l'acheter. Si je n'avais peur que vous me crussiez en colère, je vous le renvoierais. J'aurais raison d'y être, de ce que vous me mandez que vous ne m'importunerez plus de votre amitié. Je ne crois pas vous avoir donné sujet de croire qu'elle m'importune. Je l'ai cultivée avec assez de soin pour que vous n'ayez pas cette pensée. Vous ne la pouvez non plus avoir de vos visites que j'ai toujours souhaitées et reçues avec plaisir. Mais vous voulez être en colère à quelque prix que ce soit ! J'espère que le bon sens vous reviendra et que vous reviendrez à moi, qui serai toujours prête à vous recevoir fort volontiers. » En définitive, Ménage s'aperçut qu'il boudait contre son plaisir. Il retourna chez son amie et reprit l'habitude ancienne d'une amitié quelquefois orageuse, le plus souvent calme et gentille.

ANDRÉ BEAUNIER.

LES MÉMOIRES D'UN NONCE

LE CARDINAL FERRATA

On a souvent demandé, dans les joutes récentes du Parlement et de la presse, à quoi sert un nonce. D'aucuns, d'une voix très haute, ont exprimé leurs alarmes au sujet de cette « personnalité étrangère » qui pouvait, à l'abri même de son intangible dignité de diplomate, diriger dans l'État une mobilisation de l'Église. Et d'un tout autre point de l'horizon politique s'élevaient timidement de tout autres murmures : des voix étouffées, qu'assourdissait un sentiment de gêne, chuchotaient que le souci même de prudence diplomatique dont s'inspirent les actes d'un nonce peut l'induire, parfois, à réclamer de l'épiscopat indigène certains fléchissements, ou de l'opposition catholique certains désarmements, et qu'au demeurant, théocratie et démocratie ne pouvant avoir rien de commun, cet agent de liaison que serait un nonce est parfaitement inutile.

Trois volumes fraîchement arrivés de Rome doivent désormais abréger ces débats : ce sont les *Mémoires* du cardinal Ferrata, mort secrétaire d'État du pape Benoît XV (1). Ils nous conduisent de l'année 1847, date de la naissance du cardinal, jusqu'à l'année 1896, qui marqua le terme de ses nonciatures. Quatorze cents pages durant, nous voyons là ce qu'est un nonce, ce qu'il est dans le monde actuel, sur terrain parlementaire, en pays démocratique. Les archives des chancelleries ensevelissent d'ordinaire avec une invincible jalousie les deux ou trois quarts de siècle immédiatement écoulés : lorsqu'on voit l'actuel gou-

(1) Rome, Cuggiani et Desclée.

vernement du Saint-Siège trouver naturel, et même très opportun, que M. l'avocat Nazzareno Ferrata nous livre dès maintenant, dans les *Mémoires* de son frère, tous les dessous d'une histoire religieuse presque contemporaine, on peut conclure qu'au milieu des polémiques soulevées par la prochaine institution d'une nonciature, ces *Mémoires* doivent être interprétés comme une véritable leçon de choses, susceptible d'éclairer l'opinion publique et de rassurer utilement, de part et d'autre, certaines inquiétudes. Ce qui ajoute à l'ascendant d'une telle leçon, c'est que le cardinal dont elle émane dirigea, durant les derniers mois de sa vie, tout le réseau de la diplomatie vaticane. Et pour sceller, semble-t-il, l'autorité de ces pages, Benoît XV est intervenu, en écrivant à M. l'avocat Ferrata, à la date du 6 janvier 1921, une lettre qui sert de portique aux *Mémoires :*

Il nous est doux et consolant de penser que la publication de ces très intéressants *Mémoires* contribuera à faire mieux connaître les qualités et les mérites du cardinal, son tact, sa rare habileté dans la conduite des affaires, les services qu'il a rendus à l'Église et au Saint-Siège, et aidera à perpétuer le souvenir de ce membre si regretté du Sacré Collège. Nous formons le vœu que votre livre, qui fait ressortir les bienfaits de l'Église dans ses rapports avec les autorités civiles, ainsi que la droiture de ses représentants, soit profitable à tous ceux qui étudient le grave problème des relations entre l'Église et les États, et serve de guide et d'exemple aux ecclésiastiques qui sont appelés à la carrière diplomatique.

On remarquera tout ce que ces lignes contiennent de précisions, et tout ce qu'elles ouvrent de perspectives : elles érigent le cardinal Ferrata en une sorte d'auteur classique pour les nonces présents et futurs ; et ses tractations avec les gouvernements contemporains peuvent désormais être assimilées à celles que conduisit jadis, avec les souverainetés de la Sainte-Alliance, le cardinal Consalvi, et qui, grâce aux autres *Mémoires* de cet autre cardinal, demeurèrent longtemps un modèle pour la diplomatie pontificale.

I

Avant de présider à l'une des vicissitudes les plus critiques qu'ait traversées le catholicisme français, Mgr Ferrata eut le double honneur de rétablir en Suisse la paix confessionnelle et

de restaurer en Belgique la représentation du Saint-Siège. Ses trois missions en Suisse, en 1883, 1884 et 1888, mirent un terme aux conflits aigus qui, durant les dernières années de Pie IX, s'étaient élevés entre certains gouvernements cantonaux de la Suisse alémanique et l'évêque de Bâle Mgr Lachat, et puis, par répercussion, entre le pouvoir fédéral et le Saint-Siège. La translation de Mgr Lachat aux fonctions d'administrateur apostolique du Tessin fut un moyen fort élégant de ramener l'harmonie dans les cantons septentrionaux et de préparer en même temps, pour les territoires helvétiques de langue italienne, les bases d'une nouvelle organisation ecclésiastique. Le jeune prélat qui répara les ruines du passé en concertant ces assises de l'avenir se révéla tout de suite comme expert en l'art de recoudre. Pour faire accepter à l'opinion catholique certains sacrifices d'amour-propre requis par les intérêts supérieurs de l'Église, et pour faire comprendre à la puissance laïque tout ce qu'il y a de respectable dans les jalouses fiertés des consciences religieuses, il fallait donner à cette opinion, à cette puissance, l'impression que le prélat qui entrait en contact avec elles envisageait avec un certain esprit de sollicitude leurs susceptibilités respectives : Mgr Ferrata excellait à donner cette impression.

Réinstallant à la fin de mai 1885 la nonciature de Bruxelles, qui depuis cinq années était sans titulaire, il apprenait que la fraction « libérale, » fraîchement vaincue, préméditait de faire accueillir le nonce par l'hostilité de la rue. Un sens achevé des nuances devenait nécessaire, pour éviter que le retour d'un représentant pontifical, succédant à la victoire électorale des catholiques, ne prît l'aspect d'une revanche politique. Il n'était dans l'esprit ni de Léon XIII ni de Mgr Ferrata, que la diplomatie vaticane rentrât dans les fourgons d'un parti vainqueur, ce parti fût-il officiellement étiqueté catholique : le souci qu'eut Mgr Ferrata d'échanger rapidement quelques courtoisies avec Frère Orban, avec Bara, avec ceux-là mêmes qui naguère avaient distendu les liens entre la Belgique et le Pape, amena le parti libéral, dès 1886, à voter à l'unanimité les crédits de la légation de Belgique auprès du Saint-Siège. Tout en sachant calculer, comme l'exigeait un certain réalisme, les incidences de la politique sur la religion et les répercussions des faits parlementaires sur les destinées de l'Église, Mgr Ferrata veillait à ce que la religion fût dégagée de la politique. Lorsque, en 1889,

il quitta Bruxelles, ces mêmes journaux libéraux qui cinq ans plus tôt l'avaient menacé l'escortaient de leurs regrets, et le *Journal de Bruxelles*, commentant ce changement d'attitude, écrivait : « Si le parti libéral est revenu à des idées plus saines, Mgr Ferrata y a largement contribué. » La conception même d'une nonciature, suspecte en 1885 à toute une partie du peuple belge, était, en 1889, unanimement comprise et acceptée.

II

De longue date ce prélat connaissait la France ; de longue date, il avait senti que la politique suivie par les catholiques au début de la troisième République devait se modifier au gré des circonstances nouvelles. Pie IX tout le premier, — Mgr Ferrata nous révèle ce détail, — en avait eu l'intuition, le jour où il disait à Mgr Czacki : « Mon successeur doit s'inspirer de mon attachement à l'Église et de mon désir de faire le bien ; quant au reste, tout a changé autour de moi ; mon système et ma politique ont fait leur temps, mais je suis trop vieux pour changer d'orientation ; ce sera l'œuvre de mon successeur. » Dès l'automne de 1879, Mgr Czacki, envoyé par Léon XIII auprès de la « République des républicains, » — auprès de Gambetta, — inaugurait une méthode dont Mgr Ferrata, alors auditeur à la nonciature de Paris, nous explique ainsi l'esprit :

De même que la Papauté, jadis, au temps des monarchies absolues, empêchait la religion de devenir une chose d'État, de même, aujourd'hui, sous les régimes démocratiques, elle doit empêcher la religion de devenir une chose de parti ; et lorsque des hommes politiques, même très ardemment pieux au fond du cœur, établissent une si intime solidarité entre leurs opinions et leur foi, que leur religion risque de passer, aux yeux du public, pour un moyen de leur politique, il convient que le Saint-Siège et son représentant, déclinant toute complicité, élèvent au-dessus des contingences humaines ce christianisme dont ils ont la garde. C'est ce que fit Mgr Czacki ; et lorsque, durant ma difficile nonciature, pour appliquer, en une crise plus aiguë, des instructions plus formelles encore, j'eus à dégager le Saint-Siège et les catholiques de tout lien avec les anciens partis, l'exemple de Mgr Czacki me fut un encouragement et une leçon.

« Ce sera sans doute le dernier représentant du Saint-Siège, » avait-on dit, d'abord, de Mgr Czacki. Mais celui-ci causait

avec Gambetta : « Si l'intelligent tribun, écrit Mgr Ferrata, devint partisan du maintien du Concordat, et s'il reconnut que la France doit prendre souci de ce que plus tard il appelait sa clientèle catholique dans le monde, c'est, je crois, aux entretiens de Mgr Czacki qu'il faut attribuer, en bonne partie, cet heureux élargissement de ses idées. De même, c'est au cours de l'un de ces entretiens que le Président de la Chambre dit au nonce : « Monseigneur, si j'avais su plus tôt ce que je viens d'apprendre, le gouvernement de la République aurait pu éviter bien de faux pas sur le terrain religieux. » Mgr Czacki causait avec M. Duclerc, ministre des Affaires étrangères ; et plus tard M. Duclerc devait dire : « J'ai perdu dans Mgr Czacki celui qui m'a le plus appris en matière de politique et de religion. »

Mais tandis que le nonce, patiemment, parachevait ainsi l'éducation politique de ses interlocuteurs officiels, une « pluie d'outrages, » par ailleurs, s'abattait sur lui. C'était l'heure où le Saint-Siège, d'accord avec M. de Freycinet, pour sauver les congrégations des périls qui les menaçaient, eut l'idée de faire signer par leurs supérieurs une formule de déclaration, à la fois acceptable pour l'Église et rassurante pour l'État ; mais une « coupable indiscrétion » compromettait le succès de cette initiative pacifique ; et certains catholiques, « faisant parade d'une ferveur indignée, » n'osant pas encore s'en prendre au Pape, se vengeaient sur Mgr Czacki, qui du moins eut la satisfaction de voir les ordres de femmes échapper à la dispersion. Mgr Ferrata observait : il concluait qu'un nonce, pour mieux servir l'Église, doit parfois s'exposer à l'injuste reproche de la desservir.

Rentré à Rome en avril 1883 comme sous-secrétaire de la congrégation des affaires ecclésiastiques extraordinaires, il apparut tout de suite à Léon XIII comme le spécialiste qui devait être consulté, employé, pour l'étude des choses de France : la fameuse lettre où le Pape confiait à M. Grévy ses anxiétés eut pour rédacteur Mgr Ferrata. Et lorsque en 1890 « l'épisode du boulangisme eut paru fournir un double enseignement : d'une part, l'impuissance des monarchistes à renverser le régime républicain ; de l'autre, une tendance, quoique vague encore, du pays, vers les idées de pacification et de justice, » ce fut à Mgr Ferrata que Léon XIII demanda « un rapport sur la situation politico-religieuse de la France. »

Le prélat, dans ce rapport, après avoir recherché « les

moyens à prendre pour obtenir une plus grande identité de vues et d'action dans le corps épiscopal, indiquait qu'il était temps, pour les laïcs catholiques, « de laisser de côté les intérêts privés et secondaires, les intérêts politiques, quelque respectables qu'ils fussent, de renoncer à une opposition systématique contre le gouvernement existant, et, par-dessus tout, de cesser d'identifier cette opposition avec la cause catholique. »

Je faisais valoir, ajoute-t-il, une autre considération : l'influence plus grande que les députés conservateurs acquerraient au Parlement, s'ils se plaçaient sur le terrain légal pour défendre les intérêts de la religion. Le gouvernement, dans ce cas, serait amené peu à peu à tenir compte de leur appui, surtout quand il se trouverait poussé par les radicaux à des mesures révolutionnaires : l'axe parlementaire serait ainsi déplacé, et l'on verrait disparaître cette concentration républicaine qui avait produit l'impuissance du parti conservateur et entraîné toutes les mesures hostiles à l'Église.

Léon XIII, à qui le cardinal Place, archevêque de Rennes, parlait à son tour, en avril 1890, des « profondes racines jetées dans le pays par le régime républicain, » sentit se préciser en sa pensée l'idée d'une manifestation dont, un instant, le cardinal Place parut chargé; le soin et la responsabilité en furent finalement confiés au cardinal Lavigerie. Le toast d'Alger, du 12 novembre 1890, fit assurément plus de bruit que ne le souhaitait la cour pontificale, qui n'y retrouvait, nous dit Mgr Ferrata, « ni ses traditions diplomatiques ni ses habitudes. » Mais Léon XIII, lui, « ne témoigna aucune surprise, connaissant de longue date la nature riche et ardente de Mgr Lavigerie, et loua le cardinal d'avoir choisi une circonstance aussi propice, obligeant ainsi le public à prêter attention à ses paroles. »

Forcer l'attention, voilà ce qu'avait voulu l'archevêque d'Alger; on ne peut nier qu'il eût réussi. « Plusieurs fois déjà, expliquait-il à Mgr Ferrata, j'avais développé la doctrine de l'Église par rapport aux formes de gouvernement. Cette fois-ci, l'opinion publique s'est émue, et c'était là mon but principal. » Il y avait d'ailleurs une limite à garder, et certaine lettre qu'écrivit alors Mgr Fuzet paraissait à Mgr Ferrata « contenir des paroles trop vives et certainement inutiles à l'adresse des partis monarchiques. » Mgr Ferrata maintenait, avec une grande altitude de vues, qu'il ne s'agissait ni de « blesser » les vaincus

de la politique ni de « flatter » les vainqueurs, mais d' « empêcher que la religion, en voulant ressusciter des partis, respectables sans doute, mais morts dans l'opinion du peuple, ne descendît avec eux dans la tombe ou ne perdît tout au moins ses principales prérogatives de jeunesse et de vie. » Les traditions d'indépendance de l'Église, le souci de virginité politique où se retranche volontiers son impartiale sérénité, l'induisaient ainsi, brusquement, à proposer aux catholiques de France une orientation si neuve, que le nonce à Paris, Mgr Rotelli, avait, tout le premier, une « attitude embarrassée et hésitante. » Léon XIII, en juillet 1891, le remplaça par Mgr Ferrata.

III

La grande fresque historique où l'éminent prélat déroule sa nonciature de France, et qui ne remplit pas moins de deux volumes, nous rappelle ces tableaux qui n'apparaissent en pleine lumière qu'à la faveur d'un certain recul. De même le recul du temps sera-t-il propice à ces *Mémoires*, en les soustrayant à l'emprise des polémiques. Beaucoup de nos hommes politiques peuvent dès maintenant y trouver quelques fragments de leur propre histoire, y ressaisir certains éclairs de pensée, certains cris ou certaines boutades, dont le souvenir peut-être s'est aboli dans leur propre mémoire, et qu'avec son respectueux souci de comprendre les esprits les plus différents du sien, le nonce enregistrait et commentait. Et ces relations mêmes attestaient que Mgr Ferrata considérait sa besogne de nonce comme une collaboration constante avec les autorités de l'État non moins qu'avec celles de l'Église pour le bien moral du pays.

Mais cette collaboration délicate, ce n'étaient pas seulement les adversaires de la politique de Léon XIII, c'étaient parfois les amis mêmes de cette politique qui risquaient de la compromettre. Car ceux-ci, pour faire plus aisément accepter par leurs coreligionnaires les instructions du Saint-Siège, « répétaient que leur intention était d'entrer dans l'édifice républicain pour en chasser tous les éléments mauvais. » Et Mgr Ferrata d'observer, dans une page singulièrement significative :

C'était là une fanfaronnade inutile, qui n'avait d'autre effet que de stimuler les républicains à monter la garde devant la porte de la République et à en empêcher l'entrée par tous les moyens. C'était

aussi rapetisser la politique du Saint-Siège en la rabaissant à des intérêts personnels, et en faisant ainsi d'une œuvre de conciliation et de paix un élément nouveau de conflit.

Je crus opportun de signaler cette erreur de tactique à certains catholiques, car elle fut la cause d'une longue défiance de la part des républicains, même modérés, qui à certains moments non seulement ne se montrèrent point disposés à favoriser la politique du Saint-Siège, mais firent cause commune avec les radicaux pour la combattre. Comment peut-on espérer être bien reçu dans la maison d'un individu que l'on menace ouvertement de mettre à la porte dès que l'on sera entré? Dans toutes nos conversations avec des hommes du gouvernement, j'eus soin, afin de dissiper ces craintes, de bien déclarer que l'unique but du Saint-Siège était d'arriver à la pacification religieuse, et qu'il attendait ce résultat de leur bonne volonté et de leur sagesse, qu'il n'en faisait point une question de personnes, mais de principes et d'intérêts supérieurs.

Les incidents se multiplièrent. Ils attestèrent la souple fermeté du nonce, toujours préoccupé d'expliquer au gouvernement certains *non possumus* formulés par la conscience catholique, et de faire constater aux catholiques, évêques et fidèles, que les hommes d'État, eux aussi, quelle que fût parfois leur bonne volonté, pouvaient se sentir acculés par les exigences de leur majorité parlementaire à d'autres *non possumus*, qui pour être moins augustes n'étaient pas moins impérieux. Et c'est en s'attachant tout d'abord à l'impartiale observation de toutes les impossibilités, que Mgr Ferrata se rendait capable de découvrir, peu à peu, les possibilités d'entente, et même de les créer.

Le pénible épisode auquel donnèrent lieu la bagarre romaine du Panthéon et le « tempérament impulsif » de Mgr Gouthe-Soulard, eût été très opportunément abrégé si l'archevêque eût accepté la solution concertée entre le nonce et M. Ribot, et approuvée par les cardinaux Foulon et Richard, et s'il eût voulu déclarer que dans sa lettre à M. Fallières il n'avait eu « aucune intention d'offenser la délicatesse et l'honneur de M. le ministre des Cultes. » Du moins, Mgr Ferrata connut-il la joie tardive de pouvoir convaincre les métropolitains de France, au lendemain de la condamnation de l'archevêque d'Aix, que les adresses de sympathie déjà expédiées au prélat par l'épiscopat n'avaient pas besoin d'être complétées par une nouvelle série de manifestations. Que de nuages durent s'accumuler devant le regard du représentant pontifical à la suite d'une certaine visite qu'il reçut

le 6 décembre 1891! Un député venait lui dire : « Si les évêques veulent arriver à la séparation de l'Église et de l'État, ils ont été logiques dans leurs manières d'agir; mais si telle n'a pas été leur intention, ils ont eu tort de se conduire comme ils l'ont fait : la responsabilité des événements ne retombera pas sur les catholiques, mais sur le clergé. » Le visiteur qui s'exprimait ainsi n'avait pas le renom d'un opportuniste; il s'appelait Albert de Mun. L'appréciation était « un peu sévère et pessimiste, » ajoute l'auteur des *Mémoires*; elle ne pouvait pourtant être négligée.

Quelques semaines après — le 20 janvier 1892 — Mgr Ferrata était prévenu par l'archevêque de Paris que la presse publierait, quelques heures plus tard, une déclaration collective des cinq cardinaux. Si le nonce n'en avait pas reçu connaissance, disait Mgr Richard, c'était « par un sentiment de délicatesse, et afin que la responsabilité de cet acte ne pût retomber en aucune manière sur le représentant du Saint-Siège. » — « Raison qui ne me parut pas du tout convaincante, » avoue Mgr Ferrata. Mais lorsque le concert entre les cinq cardinaux fut, en vertu d'une jurisprudence archaïque, taxé d'illégalité, et lorsque Mgr Ferrata reçut l'avis officiel qu'en raison de sa forme collective la déclaration cardinalice allait être déférée au conseil d'État, les Éminences qui ne l'avaient pas pris pour confident le trouvèrent comme avocat d'office. « La mission de paix que m'a confiée le Saint-Siège va être compromise, » déclara-t-il au gouvernement; et cette « mission de paix » était déjà si respectée, grâce au missionnaire, qu'on entendit M. Léon Bourgeois faire en substance cette déclaration : « Je représente dans le cabinet l'opinion avancée, mais je n'hésite pas à dire que si le Conseil est persuadé, après les paroles du Nonce, que l'appel comme d'abus contre les cinq cardinaux peut amener une rupture avec le Saint-Siège, il doit s'abstenir de prendre cette résolution. »

On vit bientôt tourbillonner, dans l'atmosphère politique, quelques feuillets relatifs au devoir électoral, et qui s'ajoutaient comme supplément à certains catéchismes diocésains. Sans contester qu'en principe les évêques fussent éminemment qualifiés pour rappeler aux fidèles que la conscience morale est engagée dans l'accomplissement du devoir civique, Mgr Ferrata notait :

Ces matières électorales sont très délicates, spécialement en France, et les évêques doivent user de grande prudence et de grande circonspection, s'ils ne veulent pas aboutir à un résultat tout diffé-

rent de celui qu'ils se proposent. En fait, dans le plus grand nombre des départements, l'intervention directe et publique des évêques en matière d'élections, non seulement n'est pas utile à la cause conservatrice, mais lui est plutôt nuisible. Tous les catholiques sensés sont de cet avis, et l'expérience le confirme.

De fait, Mgr Ferrata voyait certains hommes politiques s'armer de ces feuillets pour invoquer contre l'Église les rigueurs de l'État ; et le geste de l'évêque de Grenoble retirant son catéchisme électoral avant même que le conseil d'État n'en eût jugé, — geste qualifié de « sage démarche » par le cardinal Rampolla, — servit d'exemple aux trois autres évêques que le conseil d'État frappa. Des polémiques superficielles accusèrent alors le Saint-Siège et son représentant d'avoir acculé les évêques à une capitulation ; le nonce, au contraire, jaloux de soutenir leurs droits théoriques et de sauvegarder pleinement leur dignité, avait voulu qu'en sacrifiant ces pages momentanément irritantes, ils apparussent comme faisant acte d'obéissance, non pas au gouvernement, mais à l'autorité légitime du Pape, ce qui, pour un évêque, ne saurait avoir rien de dur.

IV

Dans cette partie si complexe où des intérêts si graves étaient engagés, où des anxiétés si respectables étaient mises en émoi, c'était le rôle de Mgr Ferrata, d'amener à se comprendre mutuellement les susceptibilités qui s'affrontaient. Au lendemain de l'encyclique de février 1892, où Léon XIII précisait ses directions et ses désirs, le Pape fit demander un rapport à son nonce sur l'accueil fait par l'épiscopat à ce document. Le futur cardinal Bourret, évêque de Rodez, renseignait Mgr Ferrata :

Il peut bien, lui écrivait-il, y avoir quelques regrets parmi certains prêtres et certains évêques un peu plus attachés par leur éducation, ou leur tradition de famille, aux anciens régimes ; mais, outre que ces personnes sont peu nombreuses, soyez persuadé que l'esprit de soumission et d'obéissance, qui est complet chez nous, mettra facilement au second rang ces regrets et ces vieux attachements. Il y aurait plutôt à craindre quelque mécontentement intérieur parmi les membres du clergé et des congrégations religieuses, plus ardents par caractère, en face de la condescendance du Pape vis-à-vis d'un gouvernement qui ne se montre guère reconnaissant de ces avances.

La vivacité du tempérament, un zèle moins mesuré, un caractère militant, la conviction qu'une résistance aurait amené de meilleurs effets, et surtout l'irresponsabilité des résolutions à prendre et de la bataille à conduire, peuvent bien parfois produire chez certaines natures quelques divergences d'opinion et quelques appréciations plus ou moins raisonnées sur la politique suivie par le Saint-Siège; mais là encore il n'y a aucun danger. L'obéissance sera complète, et l'adhésion du cœur et de l'esprit aussi.

Mgr Ferrata, joyeux, recopiait ces pronostics, et puis il y ajoutait certaines nuances. Les évêques du Nord apparaissaient au nonce comme plus empressés dans leur adhésion que leurs confrères du Midi, auxquels s'imposait la nécessité de ménager les dévouements catholiques demeurés fidèles aux anciens partis. Et répercutant jusqu'aux oreilles du Pape les « clameurs » d'une certaine presse et de certains salons, Mgr Ferrata concluait avec équité : « Étant donné ces clameurs, il serait difficile d'obtenir des évêques une action plus énergique ou plus ouverte en faveur de la politique du Saint-Siège. » Rome avertie comprenait dès lors les difficultés avec lesquelles devait compter l'épiscopat de France. C'était chez ce diplomate, non seulement une vertu intellectuelle, mais une vertu morale, de savoir mesurer les obstacles avant de jeter le doute sur les bonnes volontés qui s'y heurtaient.

Au jour le jour, il guettait les symptômes qui permettaient d'augurer que dans les sphères d'État les intentions pacifiques de Léon XIII allaient trouver un écho. C'était M. Carnot lui témoignant « le respect qu'il avait pour la religion, son admiration pour le Pape Léon XIII, son vif désir de voir aboutir en France la pacification religieuse, et usant plus d'une fois de son influence, bien que d'une manière discrète, pour détourner les ministres de telle ou telle injuste vexation contre le clergé. » C'était M. Constans partant pour Toulouse en juin 1893 en disant à Mgr Ferrata : « Pourquoi ne devrait-on pas répondre aux avances du Saint-Père? Vous verrez que je serai presque aussi clérical que vous; » et puis proclamant effectivement, devant les Toulousains, que « puisque les catholiques, obéissant à l'ordre donné par le chef de la catholicité, déclaraient renoncer aux hostilités, il fallait les suivre sur ce terrain nouveau. » C'était M. Develle, ministre des Affaires étrangères, expliquant au nonce, au lendemain des élections de sep-

tembre 1893, que la nouvelle Chambre, en outre de ses éléments de droite, allait grouper trois cents voix républicaines en faveur de la paix religieuse. Terrain nouveau, avait dit M. Constans; majorité nouvelle, précisait M. Develle; esprit nouveau, insistait enfin M. Spuller en mars 1894, et le mot fut remarqué, — presque trop. Car dès le lendemain, M. Casimir-Périer faisait comprendre à Mgr Ferrata « que M. Spuller aurait bien pu se dispenser de prononcer de telles paroles, et donnait pour raison qu'il était plus opportun d'agir avec un esprit nouveau que d'en parler publiquement devant une Chambre qui n'était pas encore en état d'apprécier une pareille déclaration. »

Il semblait à Mgr Ferrata que cet esprit nouveau s'attestait par le discret ajournement du projet de loi qui dépouillait les fabriques du monopole des pompes funèbres : projet que le ministère Bourgeois lui-même laissa sommeiller, et qui demeura en souffrance, tant que Mgr Ferrata fut nonce. Mais au mois de mai 1894, une bourrasque soudaine, paradoxal résultat d'une démarche pacificatrice de Mgr Ferrata, éteignit l'arc-en-ciel fragile. Sur l'ordre de Rome, le nonce avait informé tous les évêques, par une circulaire confidentielle, que le Saint-Siège se réservait d'intervenir dans les débats épineux auxquels donnait lieu la récente réglementation des fabriques; que le gouvernement s'était déclaré disposé à tenir compte des observations de l'épiscopat pour les modifications à apporter; et que les évêques, dès lors, dans leurs réponses au gouvernement, devaient tout à la fois formuler les réserves nécessaires et opportunes et éviter de se mettre en opposition directe avec la loi. Rome, par une telle démarche, aidait le corps épiscopal à s'unifier et à s'apaiser. Mais une indiscrétion publia la circulaire, et l'on eut tôt fait de dénoncer le « diplomate étranger » donnant des instructions à ces évêques que l'on traitait alors de fonctionnaires.

Si grave que fût le péril, Mgr Ferrata savait ce qu'il devait à ses prérogatives de nonce. Regretter la circulaire elle-même, ainsi que l'eût souhaité M. Casimir-Périer, jamais il n'y consentit. Il déclara simplement que le document, conçu dans une pensée d'apaisement et de conciliation, avait été publié contre son gré, qu'il regrettait cette publication, et qu'il aurait soin qu'un pareil incident ne se reproduisît pas. Il fallut cette formule, pour éviter que l'homme d'Église qui avait voulu semer la paix ne récoltât la guerre.

Derechef, en 1895, il put redouter « une tempête gigantesque dans laquelle aurait été submergée la politique de pacification engagée par le Saint-Siège. » Au sujet des nouvelles obligations fiscales qui pesaient sur les congrégations, et qu'avait d'ailleurs fait alléger dans une certaine mesure l'action du Vatican, l'opinion catholique était divisée. Lazaristes, Sulpiciens, Pères du Saint-Esprit, prêtres des Missions étrangères, Frères de la Doctrine chrétienne, estimaient impossible de compromettre leurs grandes œuvres en refusant de se soumettre à la loi. « Puis-je exposer à un grave danger mon institut et les œuvres d'éducation qui en dépendent, disait à Mgr Ferrata le supérieur général des Frères, pour ne point payer annuellement une somme de vingt-cinq à trente mille francs, qui, répartie entre les douze cents maisons, ne constituerait qu'une charge de vingt-cinq à trente francs pour chacune? » Cependant, en face de ces congrégations, d'autres surgissaient, préconisant la résistance passive; et Mgr Ferrata concluait, des impressions mêmes du cardinal Richard, que cette mobilisation pouvait s'expliquer par le « sentiment chrétien, blessé d'une mesure hostile à l'Église, mais qu'il y avait là, aussi, quelque chose d'artificiel et de politique. » Le Saint-Siège et la nonciature redressèrent les esprits en faisant comprendre que les congrégations qui acceptaient la loi ne lésaient en aucune façon l'intérêt général de l'Église, et qu'il laissait toute liberté, soit de se soumettre, soit de résister passivement. Chaque congrégation devint ainsi seule juge de ses intérêts, seule maîtresse de ses décisions; et cette parole libératrice, en faisant échec à certaines contraintes d'embrigadement, vengea du reproche de « poltronnerie » les instituts religieux qui déféraient aux demandes du fisc. Ce n'était pas à tort que, dès février 1895, Mgr Ferrata avait dit au ministre des Affaires étrangères : « Je vois se présenter avec une grave appréhension la question fiscale concernant les congrégations, car je la considère comme un grand obstacle à la paix religieuse. » Mais, grâce à l'intervention romaine, la paix passait outre à l'obstacle.

Ce même Mgr Ferrata, qui, dans sa jeunesse, avait entendu prédire que Mgr Czacki serait contraint de fermer la nonciature, avait l'émotion, en juillet 1896, le jour même où à l'Élysée il recevait la barrette cardinalice, de s'entendre dire par M. Hanotaux : « Durant mon ministère, mes deux principaux désirs ont

été d'obtenir une voie ferrée en Chine et un cardinal français à Rome. J'ai obtenu la première concession, et j'espère bien obtenir la seconde, car ce serait malheureux que la Chine se montrât plus condescendante que le Saint-Siège. Quant au choix du cardinal, je m'en remets complètement au jugement du Saint-Père. » La République française, au moment où Mgr Ferrata prenait congé d'elle, se montrait ainsi soucieuse de consolider ses positions à Rome.

Quelques années devaient suffire à modifier l'horizon politique... Mais dans son lointain observatoire romain, le cardinal Ferrata, qui devait mourir trop tôt pour pouvoir assister au début des résipiscences, garda du moins un attachement tenace à notre « sympathique et chevaleresque pays et à cette illustre et antique Église dont la gloire ne fut jamais obcurcie dans aucune persécution, » et qui l'avait « tant édifié par la prodigieuse fécondité de ses bienfaisantes initiatives, par ses missions répandues dans le monde entier, par ses œuvres admirables de charité. » Et la France, même séparée de l'Église, possédait à Rome, sous la pourpre de Mgr Ferrata, une amitié précieuse, toujours prête à témoigner en faveur de l'âme française.

V

Les *Mémoires* nous montrent l'influence considérable qu'eut sur l'alliance franco-russe la politique du Saint-Siège à l'égard de la République. Déjà, dans le *Figaro*, au moment du premier voyage à Paris du Tsar Nicolas II, M. Piou avait pu écrire :

La grande scène de Cronstadt, aujourd'hui historique, est bien, quoiqu'on affecte de l'oublier, la conséquence et la victoire de la politique pontificale... Léon XIII a eu le bonheur inespéré d'attirer à la France, par la seule force de son exemple, une amitié qui est pour elle une sauvegarde. Grâce à lui, la fille aînée de l'Église n'est plus seule dans le monde en face de ses adversaires coalisés.

Le baron de Mohrenheim, ambassadeur de Russie à Paris et catholique fervent, me dit plus d'une fois et l'a répété à beaucoup d'autres, que le Gouvernement russe ne se serait pas décidé à nouer une alliance politique avec la République française si le Pape n'avait été le premier à l'appuyer de son autorité morale.

Dans l'histoire de l'alliance qui, durant les deux premières années de la Grande Guerre, a retenu loin de nos frontières une

partie des forces ennemies, ces lignes de M. Piou faisaient une place à l'action du Saint-Siège ; la publication du cardinal Ferrata nous apporte de curieuses précisions. On y voit, dès 1893, la Papauté se préoccuper des troubles que pouvaient susciter en Russie les persécutions dirigées contre les catholiques. Le cardinal Rampolla écrivait au nonce de Paris :

La parole du Pape dénonçant au monde ces persécutions pourrait amener des conséquences considérables, et même une rupture avec le Saint-Siège, dont profiterait tout au moins la politique hostile à la France. Les excitations ne manquent pas de par ailleurs pour pousser les choses à ce point. Le Saint-Siège ne se laissera pas entraîner dans ses actes par ces influences intéressées, n'ayant en vue que le bien des âmes, mais si la situation religieuse ne s'améliore pas en Russie et en Pologne, l'obligation de remplir des devoirs sacrés, supérieurs à la politique humaine, pourrait exiger du Saint-Père ce qu'il voudrait pouvoir éviter.

Et le cardinal Rampolla suggérait à Mgr Ferrata que M. le comte de Montebello, ambassadeur en Russie, « pourrait peut-être s'employer, dans les limites permises par sa situation officielle, à faire modifier l'attitude du Gouvernement russe envers l'Église catholique, » et rendre ainsi « service, non seulement à la cause de la religion, mais aussi aux intérêts politiques de la France et de la Russie. » Mgr Ferrata, dont la démarche fut très bien accueillie de notre ambassadeur à Pétersbourg, aimait à penser que si de nombreuses causes avaient contribué à la nomination de M. Iswolski comme ministre plénipotentiaire à Rome, et à l'amélioration de la situation religieuse en Russie, l'influence du Gouvernement français, et spécialement celle du comte de Montebello, n'y avait certainement pas été étrangère.

En octobre 1896, un mois avant son départ de Paris, le cardinal Ferrata, reçu par le Tsar Nicolas comme doyen du corps diplomatique, lui disait :

C'est une chose très heureuse et très avantageuse que la politique du Saint-Siège et celle de Votre Majesté se trouvent parfaitement à l'unisson, par rapport à la France. Tandis que le Saint-Père a mis généreusement au service de cette noble nation la force morale dont il dispose, Votre Majesté a apporté l'appui de sa puissance militaire et politique. Votre Majesté ne pouvait la placer plus noblement et plus utilement; la France, à cause de la générosité et de l'ardeur de ses enfants, est le pays qui a le plus d'influence sur les idées qui agitent

le monde ; elle y a sa place marquée, spécialement en ce qui concerne la civilisation chrétienne ; elle a en outre le génie de la propagande ; lorsqu'elle prend une bonne direction, elle peut rendre les plus grands services à l'humanité, comme aussi, si elle en prend une mauvaise, elle peut porter l'incendie partout, comme cela est déjà arrivé.

Le Saint-Siège a voulu épargner à cette illustre nation une lutte religieuse qui aurait été des plus funestes ; et pour atteindre ce but, il a fait des prodiges de longanimité et de patience ; il a voulu renforcer l'autorité constituée, pour qu'elle ne dégénérât pas en démagogie, en lui amenant les éléments conservateurs qui sont très nombreux, quoique un peu divisés, et en leur donnant le conseil d'adhérer à la république, qui représentait en ce moment la seule autorité constituée dans le pays. Ce qui importait désormais, c'est qu'il y eût en France un gouvernement sage, honnête et respectueux de la religion, afin d'être solide à l'intérieur et respecté à l'étranger. Tel était le principal désir du Saint-Siège.

Et le Tsar de répondre qu'il était « heureux, lui aussi, que les intérêts et les vues du Saint-Siège et de la Russie relativement à la France fussent, bien que distincts, en si complète harmonie. » L'évocation de l'alliance franco-russe, sur les lèvres du cardinal Ferrata, ne servait pas seulement la paix du monde, mais aussi la paix intérieure dans les deux nations alliées.

Son tempérament personnel et la conception qu'il se traçait de ses fonctions de nonce faisaient de Mgr Ferrata un actif auxiliaire de l'esprit de paix : paix entre les évêques et paix entre les religieux, paix entre les partis et paix entre les États, paix entre le magistère supranational de l'Église et les pouvoirs nationaux. Et voici que ces *Mémoires* écrits en français, à la minute précise où ils surviennent, acquièrent le relief d'un message de paix, qui vise la France. Outre-tombe, le cardinal Ferrata fait encore un acte politique : au nom de l'histoire, il désarme les adversaires de l'institution d'une nonciature ; les lueurs mêmes dont il illumine le passé balaient les derniers lambeaux de nuages qui retardaient encore les aurores nouvelles.

LÉON GRÉGOIRE.

L'AVENIR

DE

L'ENTENTE FRANCO-BRITANNIQUE

II. — LE SYSTÈME CONTINENTAL (1)

VI

La politique suivie par l'Angleterre depuis l'armistice répond, nous l'avons montré, aux besoins permanents de sa vie économique. Il reste à savoir si les chemins qu'elle a suivis sont bien les meilleurs, dans son propre intérêt, et s'ils ne la conduisent pas vers des dangers qu'elle commence d'ailleurs à apercevoir. La France ne s'étonne pas qu'elle travaille sur toutes les mers et dans tous les pays à rétablir et à augmenter ses avantages économiques de toute nature ; que ce soit sa manière, conforme à ses intérêts et à ses traditions, de profiter d'une victoire chèrement achetée, la France ne peut que le trouver légitime et ne fera rien pour l'entraver. Elle ne s'inquiète que si son brave compagnon d'armes, dans son ardeur d'expansion politique et commerciale, profite des embarras momentanés de son alliée des mauvais jours pour prendre sa place sur des marchés ou dans des pays où sa propre influence l'emportait avant la guerre ; elle ne s'irrite que si, loin de l'associer à ses succès ou de lui réserver sa place, elle cherche à l'évincer par des moyens que l'opinion française, dans son idéalisme

(1) Voyez la *Revue* du 1er février.

naïf, ne croit pas de mise entre gens dont les fils viennent de mourir côte à côte et de vaincre pour une même noble cause. Le formidable réseau d'affaires, d'entreprises, de colonies que la Grande-Bretagne étend sur le globe, comme si elle cherchait à devenir l'unique centre régulateur du marché commercial et de l'activité économique universelle, n'alarme pas la France ; mais elle s'émeut, non seulement pour elle-même, mais pour tous les peuples, pour l'avenir de la paix et de la civilisation occidentale, quand elle s'aperçoit que la politique économique de l'Angleterre, la politique des ports, implique et engendre la continuation du désordre et des troubles et empêche l'Europe nouvelle, que les Alliés, pendant la guerre, rêvaient si belle, de prendre figure, de s'organiser et de consacrer irrévocablement les grands progrès si chèrement payés vers la justice internationale et la réalisation du droit des peuples. La France a besoin, avant tout, d'un ordre européen.

L'ordre : l'esprit français, nourri des fortes disciplines du droit romain, de l'Église catholique et du cartésianisme classique, en porte en lui-même l'instinctif besoin ; épris de raison et de logique, il ne supporte de vivre ni dans la contradiction ni dans l'incertitude ; essentiellement constructeur, il travaille à édifier solide et saine la maison européenne où son destin l'oblige à vivre avec d'autres, ses voisins. L'Anglais habite sa maison à lui, son « home, » son île ; « chaque Anglais est une île, » a dit Emerson. Obligé de vivre en société, le Français est sociable. Toute son histoire nationale est celle de ses luttes pour la sécurité de ses frontières, pour l'aménagement de la commune demeure où aucun désordre, aucun trouble ne saurait se produire sans qu'il en ressente le contre-coup sur l'une de ses frontières, sans que sa chair en soit meurtrie. Son effort toujours renouvelé, toujours imparfait et inachevé, consiste à organiser le continent européen, pour y rendre, à lui-même et aux autres, l'existence meilleure ou au moins possible. La France, depuis qu'elle est une nation, a toujours pratiqué une politique continentale, dont le premier objet est de garantir sa sécurité et dont elle cherche, — parce qu'elle a l'esprit de généralisation et le goût de l'apostolat, — à étendre ce qu'elle croit être le bienfait à toutes les nations du continent. Sa passion pour l'ordre, qui n'est peut-être qu'une conséquence de son besoin vital d'un

ordre européen, aboutit à une politique raisonnée et constructive, à un « système continental. »

Quand le Français applique à la politique son imagination logicienne, les tendances de son esprit s'accordent avec ses intérêts les plus évidents, car il a besoin pour sa sécurité, d'une Europe organisée, articulée, qui forme une unité, qui soit une famille. Il a le sens de l'universel et c'est pourquoi il est un bon Européen, c'est pourquoi il est « humain, » le Français, qui est le plus patriote de tous les peuples, est aussi le plus supranational. Quand il défendait son indépendance et ses frontières, il a toujours eu, dans l'histoire, ce singulier honneur de travailler et de lutter pour tous les peuples. La revendication de l'Alsace et de la Lorraine, arrachées du foyer français, a fait triompher un nouveau droit et abouti à l'émancipation de plusieurs peuples. C'est un Allemand, Karl Vogt, qui disait après 1870 : « Une Europe où la France manquerait ne pourrait qu'être fragile ; on ne peut se passer d'elle et, au cas où elle disparaîtrait, d'autres, moins capables de jouer son rôle, devraient la remplacer. » Le privilège de la France, c'est précisément, en pensant à elle, en travaillant pour elle, en légiférant pour elle, de penser, de travailler, de légiférer en même temps pour toutes les nations civilisées.

Mais cette grande mission ne va pas sans un double péril. Si elle se laisse entraîner à conquérir pour organiser, elle ameute l'Europe contre elle, et c'est Leipzig et Waterloo. Si elle oublie son intérêt national pour s'égarer dans les nuages de l'humanitarisme, elle compromet sa sécurité et perd du même coup les moyens de travailler au bien général.

Ce sentiment de la nécessité de construire un système européen, que la nature a mis dans l'esprit des Français et que l'histoire y a développé, devient plus impérieux après les grandes crises comme celle d'où nous sortons, en face de nos plaies saignantes et des brèches par où passa l'invasion. C'est en regardant ses villes détruites, ses campagnes ravagées, ses trésors d'art volés ou anéantis, que le Français sent se renouveler et se raffermir, dans son âme en deuil d'un million et demi de ses fils, la volonté ferme de construire une Europe où de pareilles calamités deviennent impossibles et qui consacre les justes résultats acquis par tant de souffrances. Les Français comprennent très bien que cette nécessité de reconstruire et

d'aménager l'Europe pour une longue paix soit moins fortement ressentie en Angleterre que chez eux. On peut faire du commerce avec une Europe émiettée et « balkanisée ; » les troubles et les rivalités nationales peuvent même offrir des occasions inespérées de fructueuses opérations; mais on n'y peut pas vivre.

Or, nous sommes condammés à y vivre et à y monter la garde sur une frontière du Rhin toujours menacée. Nous sommes obligés de dire très nettement aux Anglais : Nous savons mieux que vous, par une longue et cruelle expérience, par quels moyens il convient d'aménager l'Europe pour la rendre habitable; laissez-nous faire le plan de la maison et aidez-nous loyalement à la construire; vous avez l'empire des mers et des colonies; nous ne demandons pas l'hégémonie continentale en Europe, mais nous ne voulons ni être exposés à revoir 1914, ni dépendre d'une « assistance » que vous pouvez nous marchander ou qui, du moins, peut arriver trop tard. Si nous n'avions pas arrêté l'ennemi en 1914, ce ne sont ni vos flottes ni votre armée, qui n'a été prête qu'en 1916, qui nous auraient sauvés de la catastrophe complète et définitive. Ce n'est pas non plus la Société des Nations, dépourvue de moyens d'action, qui suffirait à faire régner l'ordre et la paix en Europe. Votre erreur est de croire, déjà, et sans preuves, qu'il n'y aura plus jamais de péril allemand.

Un écrivain politique de grand talent, M. Charles Sarolea, regrettait dernièrement que les plénipotentiaires de Versailles eussent conclu une paix *contre* l'Allemagne et non pas une paix *avec* l'Allemagne. C'est là une vue tout à fait théorique. Quand on vient d'assister pendant quatre ans aux horreurs déchaînées sur le monde par la volonté réfléchie et préméditée du gouvernement et de tout le peuple allemand, quand on a analysé l'étrange maladie mentale qui, comme un vertige, s'est emparée du cerveau germanique et y a introduit l'idée, si dangereuse pour ses voisins, que le peuple allemand est élu par Dieu pour régenter et régénérer tous les autres, le premier devoir, en traitant de la paix, est de mettre hors d'état de nuire celui qui a fait tant de mal. Matériellement et moralement, l'Allemagne, qui a signé mais non exécuté le traité de Versailles, est-elle hors d'état de nuire ? Si elle en avait demain la possibilité, n'en aurait-elle pas aussitôt la volonté ? En d'autres

termes, la mentalité du peuple allemand a-t-elle changé, durablement changé, et son amendement aura-t-il une durée plus longue que son impuissance ? Voilà toute la question. Le moins qu'on en puisse dire, c'est que l'expérience ne saurait commencer à être concluante qu'après quelques années. Ceux qui, à Spa, ont entendu M. Hugo Stinnes, ceux qui savent avec quelle persévérante mauvaise volonté l'Allemagne cherche à éluder l'application du traité de Versailles, ceux qui connaissent l'influence dont dispose encore le parti pangermaniste, sont portés à penser qu'au moins parmi les dirigeants, rien n'est changé, si ce n'est que la rage de la défaite est venue s'ajouter aux haines et aux appétits de la guerre. Certes nous avons les meilleures raisons d'être les premiers à souhaiter que l'Allemagne et l'esprit allemand se transforment, renoncent à l'espoir d'imposer la loi aux autres États, et se résignent, en exécutant le traité, à réparer les maux qu'ils ont infligés à des peuples pacifiques. Alors on pourra vraiment faire la paix *avec* l'Allemagne; pour le moment, ne pas faire la paix *contre* elle serait en réalité faire la paix *pour* elle.

Est-il besoin de redire encore que la France ne cherche ni à démembrer l'Allemagne, ni à la mettre hors la loi, ni à la « boycotter ? » Mais une longue et douloureuse expérience nous a appris que le problème allemand, sous des formes variables, a toujours été la grande inquiétude de l'Europe et en particulier, depuis Arioviste jusqu'à Guillaume II, celle du peuple gaulois et français. Nous avons eu déjà l'occasion de l'écrire ici : articuler une Allemagne pacifique à une Europe pacifiée, c'est tout le problème du présent et de l'avenir. Les garanties que le traité donne à la France et aux autres Puissances ont une valeur incontestable, mais elles n'excluent pas la nécessité d'une politique européenne capable d'assurer la paix en établissant un équilibre des forces qui, tout en faisant à l'Allemagne sa place, décourage toute velléité de remettre en question les résultats acquis. C'est ce que nous voulons exprimer en disant que la France a besoin d'un « système continental, » de même que l'Angleterre a nécessairement une « politique des ports. »

Reconstruire l'Europe sur la base des principes qui ont triomphé pendant la guerre et inspiré les négociations de paix ne saurait porter ombrage aux intérêts britanniques; le rétablissement de la prospérité économique allemande n'en sera pas

ralenti, tant s'en faut. Que créer une organisation économique mondiale, dans laquelle l'Allemagne aurait sa place et où le premier rôle appartiendrait à l'Angleterre, puisse devenir un puissant moyen de prévenir des conflits futurs, nous l'accordons volontiers; mais la vie des peuples a des besoins plus complexes et plus élevés que le négoce. Nous sommes fondés, comme ayant à la fois plus d'intérêt à éviter toute espèce de troubles continentaux et plus d'expérience à les prévenir, à demander à l'Angleterre, si elle souhaite de poursuivre sa politique européenne en harmonie avec la nôtre, de nous faire confiance et, moyennant entente préalable, d'appuyer de toute son autorité nos efforts. La maison européenne habitable dont nous avons besoin, nous désirons passionnément l'édifier avec nos amis anglais; nous avons déjà consenti de grands sacrifices pour y réussir. A eux de se rendre compte que la construction est, pour nous, un intérêt, au sens plein du mot, vital.

VII

L'ordre que la France attaquée et victorieuse souhaite d'établir en Europe possède ce privilège rare que, tout en étant le plus favorable aux intérêts français, il est en même temps le plus propre à construire une Europe pacifique en conformité avec les principes de justice internationale tels qu'ils ont été préconisés par les Alliés durant la guerre, et même tels qu'ils ont été formulés par le président Wilson dans ses quatorze points : c'est, une fois de plus, la marque des destinées de la France qu'en stipulant pour elle-même, elle travaille en même temps pour le bien général.

Le fondement solide de la reconstruction de l'Europe aurait pu être, — ainsi l'avait-on imaginé et espéré en France dans l'enthousiasme sacré de la Grande Guerre, — l'alliance inébranlable des trois Puissances qui ont subi le choc de l'invasion allemande et qui l'ont brisé : Angleterre, Belgique, France. Il ne tient qu'à l'Angleterre qu'il en soit ainsi. L'accord parfait de ces trois volontés et de ces trois forces matérielles et morales aurait dicté à l'Europe la loi de justice et souverainement arbitré tout différend. Les autres États alliés auraient suivi les mêmes voies et renforcé leur autorité. Le désordre et le trouble sont sortis de leur désaccord. Nous avons montré les raisons

psychologiques, historiques, économiques pour lesquelles l'Angleterre a d'abord reculé devant l'option et a été entraînée à faire seule une politique d'intérêts commerciaux.

Lorsqu'il s'agit d'un système continental, les fondements doivent en être sur le continent. C'est ce qui, pour la France, donne un prix tout particulier à l'alliance défensive qu'elle vient si heureusement de conclure avec la Belgique.

Petite par le nombre de ses citoyens, la Belgique est grande par son activité intellectuelle, économique ; surtout, par le magnifique exemple qu'elle a donné au monde, elle est un vivant symbole du triomphe des forces morales sur l'égoïsme des intérêts et sur la brutalité des convoitises. Presque toutes les erreurs qui sont au passif de la Conférence de la paix procèdent de l'aberration initiale qui a fait classer la Belgique parmi les Puissances « à intérêts limités, » et l'on s'étonne que les plénipotentiaires français se soient jamais résignés à y souscrire. L'alliance défensive de la France avec la Belgique est la plus logique et la plus nécessaire qui soient sorties des événements de la guerre, les deux pays, victimes de la même agression, montent côte à côte la garde sur le Rhin, et il n'y aurait d'ordre et de sécurité pour aucun État en Europe, si cette garde cessait d'être vigilante et forte. Avec son bon sens expérimenté et prévoyant, le grand diplomate que fut Édouard VII disait : « La frontière de l'Angleterre est sur le Rhin. » De fait, les soldats anglais, vainqueurs avec les nôtres, y sont présents à côté des nôtres, mais on ne peut que regretter que cette solidarité militaire de fait ne se traduise pas toujours en une collaboration politique plus étroite.

L'alliance défensive entre la France et la Belgique ne constitue pas un système fermé; elle est un noyau, un centre de cristallisation appelé à se développer et autour duquel sont cordialement invités à se grouper les États qui accepteront les mêmes principes d'ordre européen, de paix internationale et sociale. Le gouvernement de M. Clemenceau avait établi toute sa politique sur l'illusion qu'il était possible d'organiser avec l'Angleterre une collaboration dans tous les cas et pour toutes les occurrences; le mérite de M. Millerand a été de se rendre compte qu'une réalité même modeste est plus importante, en politique, que les plus brillantes espérances ; certes, M. Millerand et ses successeurs ont fait et continuent de faire les plus méritoires et

souvent les plus heureux efforts pour agir de concert avec l'Angleterre, mais ils ont montré qu'il savaient au besoin se passer de son concours. Ne serait-ce pas, peut-être, le meilleur moyen de l'obtenir? Quoi qu'il en soit, l'alliance franco-belge, si elle se complète, peut avoir des conséquences économiques, sociales et politiques, heureuses non seulement pour les deux pays intéressés, mais pour l'Europe entière et pour la paix générale; elle constituerait une base un peu étroite peut-être, mais solide, pour un nouvel ordre européen.

L'ordre en Allemagne est une condition nécessaire de l'ordre en Europe. Nous nous sommes expliqué déjà ici (1) sur la politique des Alliés à l'égard de l'Allemagne, et nous avons montré son insuffisance et son incohérenee. L'Allemagne, après la catastrophe de la défaite et de la révolution, n'a pas retrouvé son équilibre parce que le parti socialiste nationaliste au pouvoir s'est montré plus unificateur et centralisateur que le gouvernement impérial, tandis que le sentiment des populations réclamait une organisation fédéraliste fondée sur l'autonomie des principales régions historiques. Le nivellement politique et social que cherchent à réaliser les factions au pouvoir cache la réalité qui reste particulariste, surtout dans l'Ouest et le Sud, qui savent par expérience ce que coûte et où conduit le système prussien. Dans la crise du mois d'août, en face des armées du bolchévisme russe s'approchant de Varsovie, l'Allemagne est restée hésitante et divisée contre elle-même; à droite, les hobereaux de l'Est et tous les éléments restés pangermanistes, à gauche, les révolutionnaires extrémistes, cherchaient à entraîner le Gouvernement à pactiser avec l'invasion rouge; la caste militaire et gouvernementale prussienne risquait le tout pour le tout; elle voulait d'abord assouvir sa rage contre les Polonais dont la renaissance nationale ébranle les assises politiques et sociales de la vieille Prusse; une fois débarrassée du péril polonais, elle comptait bien reconquérir ses privilèges, arrêter le bolchévisme par une entente avec les éléments russes anti-communistes et sceller de nouveau, sur le cadavre de la Pologne, le pacte de complicité dans l'assassinat d'une nation. Ludendorff lui-même ne disait-il pas que la politique allemande devait pratiquer une entente étroite avec la Russie, ce qui, ajoutait-il, ne signifie pas

(1) Voyez la *Revue* du 15 février 1920 et notre livre : *La reconstruction de l'Europe politique* (1 vol. in-8; Perrin).

nécessairement avec le bolchévisme. Ainsi les mêmes hommes qui, par intérêt de caste, ont entraîné l'Allemagne à la guerre et à la catastrophe risquaient encore une fois de la précipiter dans les hasards de nouvelles révolutions, car on ne fait pas au bolchévisme sa part.

L'Allemagne de l'Ouest et du Sud, moins aveuglée par la haine des Polonais, moins troublée dans sa « vision du monde » par des intérêts de caste, plus allemande en un mot que prussienne et plus socialiste que révolutionnaire, discerne et redoute le péril bolchéviste; elle préfère la civilisation occidentale à la barbarie asiatique et ne sacrifierait pas volontiers, à son animosité à l'égard des vainqueurs de la guerre, les biens les plus précieux des sociétés cultivées. Les Rhénans sont aussi attachés que jamais à la culture germanique, mais subissent toujours à contre-cœur le gouvernement et l'administration des fonctionnaires prussiens; leur idéal reste au fond de constituer un pays mixte, rattaché au *Reich* allemand, où viendraient se mesurer dans les travaux de la paix, pour le plus grand profit des populations indigènes, la civilisation française et la civilisation allemande. Les dernières élections ont montré que l'Allemagne du Sud, particulièrement la Bavière, regimbe contre le despotisme centralisateur du gouvernement de Berlin. Un mouvement particulariste, conservateur, monarchiste même, se développe en Bavière sous l'impulsion du « parti populaire » Le Hanovre est et reste particulariste, autonomiste même; le vieux sentiment historique guelfe y est plus vivant que jamais et des sympathies, qui n'ont rien d'antigermanique, vont à l'Angleterre, — dont la dynastie régnait autrefois sur le pays, — et à son régime de liberté et de sage démocratie.

Ainsi se révèlent, dans toute l'Allemagne, mais particulièrement dans l'Ouest et le Sud, des éléments d'ordre qui cherchent à se grouper et qui comprendront que l'exécution du traité de Versailles est, pour leur pays, la seule voie qui puisse le faire rentrer dans le nombre des nations dont la parole et la signature ont une valeur et qui le conduise vers un avenir de paix et de prospérité. Il n'y a qu'un moyen pour l'Allemagne d'arriver à obtenir, dans l'exécution des articles du traité de paix, certaines atténuations ou facilités, c'est de commencer de bonne grâce à l'exécuter. On peut accorder à la bonne volonté, même partiellement impuissante, ce que l'on doit refuser au

mauvais vouloir déloyal. En France, après 1871, l'homme d'État qui assuma la charge du pouvoir, M. Thiers, avec l'appui de la grande majorité de l'Assemblée nationale, prit pour programme l'exécution du traité, et il l'exécuta dans sa lettre sans obtenir la moindre concession. Un parti du traité, s'il venait à s'en constituer un en Allemagne, aurait plus de chances d'être écouté des Alliés et travaillerait efficacement à la pacification définitive de toute l'Europe. L'erreur des Alliés, après l'armistice, a été d'agir comme s'il n'y avait en Allemagne qu'une forme possible d'ordre et de réorganisation. Cette faute pèse sur toute leur politique ; elle pèse aussi sur la situation intérieure de l'Allemagne ; il est encore temps de faire quelque chose pour la réparer.

Au moment où les armées bolchévistes étaient devant Varsovie, la tentation fut forte pour les Allemands de déchirer les articles du traité qui arffanchissent les parties de l'ancien territoire prussien peuplées de Polonais et qui, par là, séparent Kœnigsberg de Berlin et mettent la capitale du *Reich* à moins de 200 kilomètres de la frontière. On ne saurait trop répéter que la véritable marque de la défaite de l'Allemagne, c'est plus encore Posen aux Polonais que Strasbourg aux Français. Mais Poznan (Posen) veut être polonais, Strasbourg veut être français et les Allemands ont eux-mêmes reconnu à maintes reprises que le fondement du nouveau droit européen doit être le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, librement et sans contrainte. L'entrée dans la Société des Nations, — à qui il est, selon nous, regrettable que le traité ne donne pas des pouvoirs et des moyens d'action plus étendus et mieux adaptés aux devoirs qu'il lui impose, — n'est compatible qu'avec la pleine reconnaissance des principes du droit nouveau sanctionnée par des actes ; or, en vertu des traités qui terminent la Grande Guerre, un État reste hors du droit international, tant qu'il est hors de la Société des Nations. Les Allemands doivent savoir que la constitution d'une Pologne viable et indépendante de fait comme de droit met en cause toute l'exécution du traité ; M. Millerand, avec beaucoup de force et de clairvoyance, les a prévenus qu'en ce qui les concerne, ces articles ne resteraient pas lettre morte. Les Alliés peuvent agir sur le Rhin pour aider la Pologne. Son existence est pour eux une question de justice d'abord, et ensuite, pour la France et la Belgique surtout, une question de sécurité. Si nous n'avions pas, à l'Est de l'Allemagne, les élé-

ments de sécurité que nous apporte l'existence d'une Pologne forte, nous serions amenés à nous assurer ailleurs des garanties supplémentaires. Il existe, à portée de nos armées, des territoires dont l'occupation nous servirait de gage pour la restitution à la Pologne des régions que le traité a reconnues polonaises.

Il y a deux manières de concevoir l'existence d'une Pologne, celle des Allemands et des Bolchévistes, — les anciens complices, qui s'appelaient alors Prussiens et Russes, de 1772, de 1791, de 1793, de 1815, de 1863, — et la nôtre, qui devrait être celle de l'Entente. M. von Simons a, le 26 juillet, défini la sienne devant le Reichstag : « Une partie de l'œuvre des Bolchévistes sera très profitable à l'Allemagne. Quant à la Pologne, elle court au-devant d'un désastre si elle se prête au rôle de barrière entre l'Allemagne et la Russie. Au contraire, son avenir ne sera assuré que si elle consent à être en quelque sorte le pont reliant ces deux pays. » Un « pont » est un lieu de passage que foule tout venant ; ce n'est ni une patrie, ni un État. Les Alliés rejettent la théorie du « pont, » mais ils n'exigent pas que la Pologne soit une barrière ; il leur suffit que, dans la pleine signification politique du mot, elle soit indépendante.

Aussi bien, l'avenir de la Pologne n'est-il qu'un des éléments du problème de l'ordre oriental. Pour l'Europe entière, pour le monde civilisé, le retour de la sécurité et de la paix est lié au rétablissement d'un ordre de choses normal et stable dans l'ancienne Russie. L'appui moral prêté par la France aux petits États nationaux qui se sont formés tout autour de la masse russe était sans doute conforme au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais il était surtout une mesure politique conservatoire destinée à soustraire le plus de populations possible au régime bolchéviste; il était donc conforme aux intérêts de la grande majorité des Russes. La barrière qu'il a été souvent question de constituer avec une Pologne forte et donnant la main à la Roumanie au Sud et à la Lithuanie au Nord n'était pas destinée à isoler la Russie de l'Europe, mais l'Europe du bolchévisme. La France a de puissantes raisons de désirer la reconstitution de la puissance russe, qui ne sont peut-être pas celles de l'Angleterre. L'idéal de la France a toujours été et est encore une Russie et une Pologne pleinement indépendantes l'une et l'autre, mais alliées et solidaires dans leur commune défense contre la traditionnelle poussée allemande

vers l'Est. Quant aux États baltiques, dont l'Angleterre a rêvé de constituer une étrange Confédération dont le centre serait la mer et l'escadre britannique, ils ont droit à l'autonomie; mais, trop faibles pour se suffire à eux-mêmes, ils ont besoin de la Russie comme la Russie reconstituée aura besoin d'eux; ils deviendraient, dans une vaste fédération dont la Russie serait le centre, des pionniers de cette civilisation occidentale dont le peuple russe ne peut se passer dans sa lutte séculaire contre l'asiatisme. Ici encore l'ordre souhaité par la France a un caractère essentiellement constructif en même temps qu'émancipateur; il vise à un aménagement de l'Orient slave, qui respecterait la personnalité de chaque peuple et qui, sans menacer l'Allemagne, contribuerait cependant à la maintenir inoffensive et à lui ôter jusqu'à la pensée d'une politique qui ne serait pas toute de réparation et de reconstruction pacifique. Par delà le bolchévisme destructeur, la nation française, qui fut l'alliée du peuple russe, ne veut voir que la Russie de toujours, qui est une pièce indispensable de son système continental et de l'ordre européen.

VIII

L'ancien Empire des Habsbourg s'est effondré; des peuples très anciens ont constitué à sa place des États très nouveaux. L'émiettement, la « balkanisation » ont atteint dans l'Europe danubienne leur maximum, et un maximum d'efforts est aussi nécessaire pour reconstruire, sur un plan nouveau, un édifice dont l'état troublé de l'Europe orientale rend plus évidente que jamais l'urgente nécessité. Ici encore, la France travaille pour l'ordre dans l'intérêt général. Le danger qu'a couru la Pologne et qui peut renaître, montre les inconvénients de l'absence d'une grande Puissance dans le bassin moyen du Danube. Les jeunes États issus de la grande catastrophe de l'Empire dualiste ne savent pas encore mesurer l'importance relative des questions qui les intéressent seuls et de celles qui sont vitales pour l'ordre européen ; les Alliés vainqueurs auraient dû organiser avec plus d'autorité persévérante la solidarité de ces nouveaux États et régler leurs différends; la loi qu'ils leur auraient dictée serait depuis longtemps acceptée. C'est ainsi que la question irritante de Teschen, qui a si fâcheu-

sement animé les uns contre les autres Polonais et Tchèques, aurait dû, comme celle du Banat de Temesvar, qui passionna Serbes et Roumains, être résolue, dès les premiers mois après l'armistice, par une décision arbitrale des Alliés. L'entente nécessaire des quatre peuples que nous avons appelés ici (1) les quatre piliers de l'Europe centrale : Tchéco-Slovaquie, Pologne, Roumanie, royaume des Serbes-Croates-Slovènes, en aurait été rendue singulièrement plus facile, car ces jeunes États, encore échauffés des passions de la lutte et manquant de l'expérience politique qui incline aux concessions réciproques, se montrent parfois intransigeants. Ils comprennent de mieux en mieux, — et c'est le rôle de la diplomatie française de leur faire entendre, — que le péril des uns menace directement les autres. Si la Pologne succombait, que deviendrait la Roumanie en face de la Russie des Soviets, et, si les deux sentinelles avancées vers l'Est étaient emportées, ne verrions-nous pas les Bolchévistes de Russie s'entendre avec ceux de Hongrie et d'Autriche et menacer la Tchéco-Slovaquie et le royaume yougo-slave dans leurs nouvelles frontières comme dans leur stabilité intérieure?

Le 16 août, l'éminent M. Vesnitch, alors Président du Conseil de l'État serbe-croate-slovène, a reçu à Belgrade M. Benès, le ministre très avisé et très « européen » des Affaires étrangères de la République tchéco-slovaque ; les deux hommes d'État ont célébré « l'amitié et l'alliance » des deux nations slaves. C'est un premier pas très heureux. La « petite entente » se complète par un accord avec la Roumanie dont M. Benès, durant sa visite à Bucarest, a jeté les bases avec M. Take Ionesco. Enfin le prince Sapieha, ministre des Affaires étrangères, accompagnant à Paris le maréchal Pilsudski, chef de l'État polonais, a révélé qu'un accord défensif a été conclu récemment entre la Pologne et la Roumanie pour faire face au péril bolchéviste. On peut donc espérer que l'opinion publique, dans les États de l'Europe centrale, a compris qu'une Pologne forte est indispensable à leur sécurité. Si l'entente étroite que nous préconisions en 1919 avait été établie, non seulement l'existence et l'intégrité territoriale de la Pologne seraient assurées, mais encore les bolchévistes n'auraient jamais osé envahir son territoire et elle-même aurait été avertie de ce que ses premiers

(1) *La reconstruction de l'Europe danubienne*, dans la *Revue* du 1er juin 1919.

succès trop faciles recelaient de dangers. Que les nouveaux États comprennent enfin quelle est leur force et qu'elle ne peut résider que dans leur union!

Malheureusement, là comme ailleurs, et moins encore qu'ailleurs, la diplomatie des Alliés n'a pas réussi à présenter le front unique d'une volonté concertée. Nous avons vu comment la « politique des ports » a été parfois tentée de s'appuyer sur une Hongrie forte où régnerait un Habsbourg. Des alliances ou des accords comme ceux qui viennent de se conclure entre Tchéco-Slovaques et Yougo-Slaves, entre Roumains et Tchéco-Slovaques, entre Polonais et Roumains, et que nous souhaitons voir s'élargir encore, sont de nature à mettre les choses au point; ils ne peuvent se proposer qu'un but : maintien des traités de Versailles, de Saint-Germain et de Trianon; étroit accord avec les Alliés dans la mesure où chacun de ceux-ci est résolu à considérer comme intangibles ces mêmes traités et l'état territorial et politique qu'ils ont créé dans l'Europe centrale, résistance au bolchévisme.

La conséquence d'une entente fondée sur ces principes doit être d'aider à vivre et à se réorganiser les deux petits États qui portent les noms trop lourds d'Autriche et de Hongrie. Le second, grâce à son agriculture et à l'énergie laborieuse de ses paysans, retrouvera rapidement sa stabilité économique et prendra sa place, loin de toute influence allemande, dans un nouveau système danubien qu'il ne cherchera pas à régenter. On doit noter, comme un symptôme heureux, la reprise des relations diplomatiques, par l'entremise de la France, entre la Roumanie et la Hongrie. Quant à l'Autriche, nous avons développé ici déjà les graves difficultés qu'elle éprouve à constituer un État viable avec sa grande capitale découronnée de sa royauté politique, et les raisons de premier ordre qui font à l'Entente un devoir de maintenir son indépendance et de la soutenir. Les Tchéco-Slovaques et les Yougo-Slaves ne peuvent, pas plus que les Français, et moins encore peut-être, admettre que Vienne ne soit plus qu'une ville de province de la grande Allemagne qui viendrait s'interposer entre Prague et Zagreb et confinerait à la Hongrie, où elle entretiendrait des sentiments germanophiles et anti-slaves. Mais pendant la période, assez longue peut-être, où elle reconstituera sa vie économique et mettra en valeur ses richesses naturelles peu exploitées jusqu'ici,

il faudra faire vivre l'Autriche; la Tchéco-Slovaquie, par ses mines et son industrie, les Serbes, Croates et Slovènes par leur agriculture, peuvent y contribuer largement, et c'est une raison de plus pour les Français de se féliciter de la « petite entente » qu'ils viennent de conclure et qui déjà s'est agrandie.

Les trois grandes péninsules de l'Europe méridionale, ibérique, italique et balkanique, participent naturellement à l'ordre continental tel que le conçoit la France. L'Espagne, par sa situation géographique, se trouve à l'écart des affaires de l'Europe centrale; elle ne laisse pas, cependant que d'y avoir sa place; elle a été, la première des nations restées neutres dans la guerre, admise à siéger au Conseil exécutif de la Société des Nations, et la France est fondée à espérer qu'elle la trouvera à ses côtés quand il s'agira des grands intérêts latins, méditerranéens, et de la consolidation de la paix.

L'Italie, qui a été belligérante, qui a acquis, dans la guerre, honneur, gloire et profit, souffre des conséquences économiques de la lutte, manque de charbon, cherté de la vie, dépréciation de la monnaie, et il arrive que l'opinion publique, dans sa mauvaise humeur, rende responsable la France de l'avoir entraînée dans une guerre à laquelle elle serait désespérée de n'avoir point pris part. Ce qui serait plus grave, ce serait que la diplomatie italienne, esquissant un rapprochement politique et économique avec l'Allemagne, la leurrât du chimérique espoir d'une revision du traité de Versailles et l'encourageât dans sa mauvaise volonté à exécuter ce qu'elle a signé. La loyauté de la politique de M. Giolitti et du comte Sforza a beaucoup fait pour dissiper de telles appréhensions. On a pu croire aussi, à certains moments et d'après certains journaux, que l'Italie souhaitait d'établir sur la crête des Alpes une frontière commune avec le *Reich* auquel elle semblait désirer que s'adjoignissent les provinces alpestres du Tyrol et de Salzbourg qui font partie du nouvel État autrichien; l'Italie devrait avoir cependant de fortes raisons de ne point désirer un contact trop étroit avec la grande Allemagne, elle qui a bénéficié de l'annexion des vallées supérieures de l'Adige dont la population est de langue allemande et reste attachée au souvenir des Habsbourg et au germanisme.

Ces symptômes de mésintelligence ne sont, on peut l'espérer, que les conséquences passagères de l'état social et poli-

tique troublé où l'Italie achève dans la douleur d'enfanter son unité et de préparer son avenir. Les Français ne concevront jamais d'ombrage des succès qu'elle pourra obtenir, pourvu que ce ne soit pas à leurs dépens; ils ont confiance que l'Italie ne répudiera pas la latinité, avec laquelle elle a triomphé, pour le germanisme, ennemi séculaire de ses libertés; on ne concevrait pas qu'il y eût des gibelins dans une Italie démocratique. L'opinion française doit suivre avec attention les nouveaux groupements politiques qui, dans le désarroi ou la disparition des anciens partis, font peu à peu l'ascension du pouvoir : ce sont les socialistes, trop enclins à prendre leur mot d'ordre hors d'Italie et dont l'extrême gauche confine au bolchévisme, mais qui, dans leur masse, constituent tout de même, ou qui deviendront, un parti de gouvernement, car, parmi les Italiens de race, il n'y a jamais de véritables intransigeants; c'est aussi ce « parti populaire » qui allie l'amour de l'ordre au goût des réformes hardies et qui, en appliquant les enseignements sociaux de Léon XIII, représente bien les aspirations les plus élevées de la masse catholique; son action politique devient plus énergique et plus efficace à mesure que se rétablissent des relations normales entre le Saint-Siège et le gouvernement du royaume; aucun ministère ne peut plus se constituer sans son concours ou sa bienveillante neutralité. Le « parti populaire » est une grande force d'avenir et de reconstruction, et ce sera toujours une force guelfe, latine; entre elle et le peuple français, les affinités naturelles ne resteront pas longtemps obscurcies par des malentendus passagers.

L'ordre balkanique résulte des traités. L'influence allemande est éliminée de la péninsule; la propagande bolchéviste y est tenue en échec par l'intensité des passions nationales. La Serbie, centre de cristallisation de toutes les fractions de la famille yougo-slave, est devenue, par son union avec la Croatie et la Slovénie et par son accès à l'Adriatique, plus européenne; elle n'est plus un petit État balkanique, mais l'une des premières parmi les Puissances de second rang; sa conception de l'ordre européen doit s'élargir en même temps que son territoire et ses intérêts. Elle vient de donner une preuve de son esprit politique par son accord avec l'Italie.

La Bulgarie, assagie, désabusée des ambitions inquiètes du roi Ferdinand, fermement conduite par M. Stambouliiski,

cherche ses amitiés dans l'Europe occidentale et prépare l'évolution qui finira par l'associer aux autres fractions du groupe yougo-slave. Son admission dans la Société des Nations a été la sanction de sa sagesse et de sa volonté de faire honneur à sa signature. Elle vient de conclure avec la Tchéco-Slovaquie un accord économique qui commence à la faire rentrer dans la grande famille slave. Il se pourrait que, de Sofia à Belgrade, la route la plus courte passât par Prague et Zagreb.

La Grèce, au contraire, ne s'est pas montrée au niveau de la haute fortune qu'elle devait au génie et au caractère élevé du grand homme d'État qu'elle vient de répudier. Les peuples ont le gouvernement qu'ils méritent : la Grèce se réjouit de Constantin. Mais les Alliés, eux, ne peuvent accorder au beau-frère de Guillaume II la confiance qu'ils avaient prodiguée à M. Vénizélos.

Enfin la question de Constantinople, si grosse de périls et de difficultés à venir, n'est pas résolue pratiquement; elle ne peut l'être pour le moment que par le maintien d'une égalité absolue d'influence entre les grandes Puissances. Là, plus encore qu'ailleurs, un étroit accord franco-britannique peut seul prévenir les pires complications.

IX

Il était naturel que la Grande Guerre qui a résolu l'affranchissement des nationalités, surexcitât jusqu'au paroxysme les passions nationales, et naturel aussi qu'apparût l'utilité bienfaisante d'organismes internationaux ou supranationaux qui seraient destinés à tempérer les excès des égoïsmes locaux et à servir d'arbitres dans leurs conflits. L'idée de Société des Nations est sortie de là. On ne construira l'Europe nouvelle sur des assises solides que si l'on tient compte de ces éléments. Un système continental doit se compléter par une conception du droit des gens et une fixation des règles des relations internationales. Nous sortirions de notre sujet actuel si nous entrions aujourd'hui dans une telle étude ; nous voudrions seulement indiquer quelle aide, dans la conception française d'une Europe organisée, peuvent apporter aux relations nationales les organes supranationaux existants, tels que la Société des Nations, la Papauté, l'entente internationale des grandes organisations

ouvrières et, si étrange qu'il puisse paraître de les ranger parmi les forces internationales, les États-Unis d'Amérique.

La plus ancienne et la plus haute des grandes personnalités morales supranationales, la Papauté, demeure, après la guerre, la plus respectée et la plus écoutée. Les événements, à l'insu des hommes et parfois contre leur volonté, ont travaillé pour elle. On ne peut plus douter que, de la catastrophe des trois grands empires d'Europe, il résulte un bénéfice pour le catholicisme. Il est une force vivante qui se développe vigoureusement dans la liberté, mais que l'oppression ou une protection intéressée et maladroite étouffent également. Tôt ou tard, quand un régime d'ordre se sera établi en Russie, l'influence catholique ne manquera pas de tirer avantage du rôle effacé que l'Église orthodoxe a joué dans la grande crise révolutionnaire. Qui sait si l'âme russe, si imprégnée de christianisme, ne se tournera pas un jour, après ses dures épreuves, vers la grande force chrétienne vivante et agissante? L'Ukraine, si elle réussit à développer son autonomie, verra le catholicisme, sous sa forme uniate, étendre son domaine. Si la Lettonie est en majorité protestante, la Lithuanie est en grande majorité catholique. Enfin tout le monde sait que la Pologne ressuscitée représente une nouvelle Puissance catholique et chacun devine que ce n'est peut-être pas l'une des moindres raisons de l'acharnement de quelques-uns de ses adversaires.

L'Empire allemand, quoiqu'un tiers de ses habitants fussent catholiques, demeurait un empire officiellement protestant dont Guillaume II était le *summus episcopus*. Dans la catastrophe de l'Empire et de l'ancien ordre de choses, le Centre est resté le parti le mieux organisé, le plus solide, le plus cohérent; aucun Gouvernement n'est possible sans lui et il partage, depuis la révolution, les responsabilités du pouvoir avec les « social-démocrates; » lui seul a un programme social qui tende, sans révolution, à une reconstruction.

L'Autriche-Hongrie était un empire officiellement catholique, mais, selon la tradition joséphiste, l'Église y était au service de l'État, et comme l'État était germanisateur en Autriche et magyarisateur en Hongrie, l'Église, elle aussi, était germanisatrice et magyarisatrice; elle recueillait sa bonne part des haines que les nationalités opprimées portaient à l'État oppresseur. Durant la guerre, la diplomatie du Saint-Siège travailla à

sauver l'Empire des Habsbourg auquel l'attachaient des liens historiques. La dislocation s'est produite et on commence à s'apercevoir que la chute de l'État dualiste a donné l'essor à des peuples catholiques qui aujourd'hui aménagent leur indépendance et où les forces catholiques s'organisent. Les Tchèques et les Slovaques sont en très grande majorité catholiques; encore que leur Gouvernement actuel soit teinté d'anticléricalisme, il n'a pas hésité, pour aplanir plus vite certaines difficultés qui menaçaient l'unité intérieure des Tchèques et des Slovaques, à accréditer un ministre auprès du Saint-Siège et à accueillir un nonce à Prague.

Les Serbes, prévoyant et préparant leur haute fortune politique, avaient, avant la guerre, conclu un concordat avec Pie X; dans l'État yougo-slave nouveau, les Croates et les Slovènes, catholiques, sont venus s'unir aux Serbes orthodoxes, apportant au royaume agrandi un élément plus occidental, plus civilisé dans sa masse, mieux préparé à la vie politique et économique moderne. Ce même phénomène s'est produit en Roumanie où l'annexion de la Transylvanie, de la Bukovine, du Banat, adjoint aux Roumains orthodoxes de l'ancien royaume, des Roumains catholiques et d'autres éléments ethniques également catholiques. Ainsi, « l'Église libre dans l'Europe libre » (1) a vu s'ouvrir à son influence, dans le bassin du Danube, dans les Balkans, en Russie, de nouveaux champs d'action. Des diplomates jusqu'alors inconnus ou depuis longtemps absents forment maintenant autour du Saint-Siège un imposant cortège : la Pologne, la Tchéco-Slovaquie, le royaume serbo-croato-slovène, la Roumanie, l'Autriche, la Hongrie, l'Ukraine, sans compter de plus petits, ont là leurs représentants. La Suisse vient d'accréditer le sien. Enfin le *Reich* allemand a son ambassadeur. On sait qu'avant la guerre seules la Bavière et la Prusse, mais non pas l'Empire, avaient un ministre à Rome et qu'à Munich seulement résidait un nonce. Le gouvernement catholique-socialiste de Berlin attend d'un acte si nouveau et significatif une démonstration et une consolidation de l'unité allemande.

L'importance du Saint-Siège comme élément de reconstruction d'une Europe pacifiée se dégage ainsi comme une consé-

(1) M. Georges Goyau a publié ici, sous ce titre, deux articles fort remarqués. (Voyez la *Revue* des 1er et 15 juillet 1919. Ils ont été depuis réunis en volume sous le même titre (Perrin, in-16).

quence des événements eux-mêmes ; son influence morale apparaît comme un facteur politique de premier ordre dans un monde où les idées d'arbitrage, de paix et d'association trouvent tant de crédit. Et ainsi se pose, pour la France, sur le terrain de ses intérêts les plus élevés, la question de ses rapports avec le Saint-Siège. M. Millerand, avec son esprit positif, son patriotisme éclairé, et après lui M. Leygues, ont clairement vu que la France, qui a un si grand rôle à jouer dans la reconstruction d'un ordre européen, ne peut être absente du Vatican où tous les autres, amis, rivaux ou ennemis, sont activement présents; la Chambre l'a compris avec les chefs du gouvernement. Le nouveau Président du Conseil, M. Briand, est un parlementaire trop avisé pour chercher à retarder la réalisation de la volonté nettement exprimée de la Chambre; il obtiendra sans difficultés la ratification du Sénat.

Ce qui fait la force de la Papauté et assure son influence, c'est précisément ce qui manque à la Société des Nations, c'est la tradition, éprouvée et fortifiée par une longue durée de bienfaits, d'un universel respect. L'idée de Société des nations est sortie du vœu général des peuples après la Grande Guerre, elle répond à un besoin permanent des sociétés humaines, mais dans la forme que lui ont donnée les délibérations de l'hôtel Crillon, elle est une création artificielle, en opposition avec la mentalité de gouvernements et de peuples habitués à l'isolement individualiste, et qui porte la trace trop visible des concessions réciproques des diplomates et des préoccupations particulières de chaque délégation. Telle qu'elle est cependant, elle a, sur d'autres conceptions, l'avantage d'exister en vertu de traités de paix qui sont la charte du droit public européen; à elle de saisir les occasions d'affirmer son autorité et son indépendance ; elle peut devenir, dans la nouvelle Europe, une utile ouvrière de reconstruction, d'ordre et de justice internationale par l'arbitrage. On verra mieux, à l'usage, tout ce qui lui manque pour rendre tous les services que les traités de paix lui imposent, et le temps permettra à l'opinion publique de comprendre l'efficacité du nouveau rouage que l'évolution naturelle des démocraties contemporaines a introduit dans la vie politique des peuples.

La Société des nations aurait pu, dès sa naissance, faire grande figure si le puissant souffle de la démocratie américaine

avait continué à l'animer. Vus d'Europe, les États-Unis, qui ont certes leurs intérêts nationaux, apparaissent comme une Puissance supranationale et peuvent en tenir le rôle. Héritiers de nos civilisations qu'ils ont su rénover en une puissante et originale synthèse, les Américains, dont l'intervention dans la Grande Guerre est un acte d'une portée historique sans précédent, doivent à l'Europe de ne pas l'abandonner dans la crise difficile de sa reconstruction. La France a besoin d'eux pour accomplir jusqu'au bout sa tâche d'ordre et de pacification; elle les appelle avec confiance, que leur chef s'appelle Wilson ou Harding, sûre que l'opinion publique saura déterminer l'action gouvernementale à continuer l'œuvre si noblement commencée en 1917.

Les organisations internationales ouvrières, depuis longtemps créées, auraient pu être et pourraient encore devenir des forces constructives, si elles n'avaient, dès leur origine, travaillé à conquérir, par des moyens révolutionnaires, le pouvoir politique pour des fins, non d'ordre et de paix, mais de lutte de classe. Paix entre les peuples ne peut pas signifier guerre entre les classes. S'il est légitime, s'il peut devenir avantageux au bien général, que les organisations syndicales des divers États aient entre elles des relations et des accords relativement à leurs intérêts professionnels, il ne l'est pas qu'elles cherchent à se substituer à la nation entière, s'agitent à l'encontre de ses intérêts supérieurs et prétendent dicter la loi au Gouvernement dans des questions où leurs intérêts ne sont ni les seuls ni les plus importants. Aussi bien est-ce là un sujet qui dépasse le cadre de ces quelques notations politiques; il suffisait d'indiquer que les organisations internationales ouvrières peuvent devenir, selon leurs propres tendances, ou des facteurs de destruction et de troubles, ou, au contraire, des forces d'organisation, de paix sociale et internationale. Elles élimineront plus volontiers de leur sein les éléments révolutionnaires et communistes si les Gouvernements, de leur côté, s'entendent entre eux et s'accordent avec elles sur un programme de réorganisations et de reconstructions sociales. La France sait que c'est l'une des conditions essentielles de cette pacification générale à laquelle, après de si grandes secousses, tous les hommes aspirent et qui n'est possible que par la pacification des esprits. Le système continental qu'elle convie les peuples à établir avec elle doit être à la fois politique et social.

X

Entre la politique des ports pratiquée par le gouvernement britannique et ses agents, dont nous avons essayé d'indiquer les tendances et les effets, et un système continental de sécurité générale et d'ordre tel que celui dont la France a besoin pour respirer et travailler, y a-t-il opposition radicale? Oui en apparence; non en réalité. En tout cas, l'opposition n'est pas irréductible.

D'abord, les vrais intérêts de l'Angleterre ne sont pas toujours, tant s'en faut, identiques à ceux des marchands, gens de « business, » fonctionnaires ou officiers coloniaux, qui l'entraînent dans une politique à courte vue et dont l'activité indiscrète a suscité les plus grosses difficultés entre leur pays et la France. Les organes les plus éclairés de la presse anglaise, tels que le *Times*, sont plus sévères que nous n'avons le droit de l'être pour de telles erreurs. Ils ont montré, dans une courageuse campagne, que les intérêts britanniques sont, à l'heure actuelle, autant que pendant la guerre, étroitement solidaires de ceux de la France. La guerre n'est pas finie; elle ne le sera pas tant que les traités n'auront pas été exécutés, tant que l'Allemagne aura les moyens et surtout la volonté de remettre en question les résultats de la grande lutte, tant que l'impérialisme bolchéviste menacera l'Europe et l'Asie et entretiendra dans l'Europe orientale un militarisme rouge aussi dangereux que le militarisme prussien et d'ailleurs prêt à s'unir à lui, si les dissentiments des Alliés lui en offraient l'occasion, pour tout submerger et pour déchirer le traité de Versailles à la faveur d'un bouleversement général. Cette conjonction était virtuellement réalisée au moment où Varsovie paraissait sur le point de succomber et où, une fois de plus, une Russie égarée allait se faire, sur le cadavre pantelant de la nation polonaise, complice des ambitions et des haines de la Prusse. Le Gouvernement français a une fois de plus sauvé l'Europe en réconfortant la Pologne, en lui montrant pourquoi elle pouvait et comment elle devait vaincre. Il a eu la joie de voir son action admirablement comprise par les États-Unis. Mais c'est seulement à Lucerne, et après la victoire polonaise, que MM. Lloyd George et Giolitti paraissent avoir mesuré le danger auquel ils venaient d'échapper.

On peut espérer que le Gouvernement et l'opinion britanniques se rendront enfin compte qu'ils ont, à la reconstruction de l'Europe, un intérêt égal au nôtre. Car il y a longtemps que l'Empire britannique n'est plus une île. Si la Pologne avait succombé, si elle ne restait pas assez forte pour empêcher la conjonction des appétits bolchévistes et des rancunes allemandes, comment l'Angleterre aurait-elle sauvé son empire d'Asie? Le péril qu'était pour l'Europe la ruine de la Pologne et l'entente des bolchévistes avec les Allemands, l'opinion française l'a immédiatement envisagé parce qu'elle sait ce qu'il en coûte d'avoir une frontière continentale à défendre; alors M. Millerand, avec cette énergie calme qui caractérise sa manière personnelle, a pris ses responsabilités. Il a mérité que toutes les nations qui veulent l'ordre et la paix vinssent se ranger à ses côtés. Une politique énergique, mais prudente et modérée, finira peut-être même par rapprocher de nous une Allemagne, celle qui n'est pas irrémédiablement raidie dans l'armure prussienne et qui n'a pas trop subi l'empreinte de cette race de Slaves germanisés qui n'a jamais produit que des agents de ruine et de destruction.

La victoire polonaise, le succès de la politique de la France ont refait l'accord des Alliés de la Grande Guerre; mais d'autres dissentiments se sont révélés; nous avons montré qu'entre la France et l'Angleterre une source permanente de malentendus peut, à chaque pas de la route historique des deux nations, engendrer des difficultés, des mésintelligences. Il vaut mieux savoir qu'il n'existe pas, entre la politique de chacun des deux peuples, une harmonie naturelle et spontanée et qu'il est nécessaire que, de part et d'autre, un travail quotidien établisse sur chaque question le point de vue et les intérêts de chaque partie. Une absolue franchise est d'abord indispensable, franchise de la presse, franchise de la diplomatie. Il ne suffit pas que la France ait à Londres une diplomatie clairvoyante, prudente, conciliante; il faut encore qu'elle soit ferme et résolue. On ne supprime pas les difficultés en évitant d'en parler. L'Anglais est un homme d'affaires, qui comprend à merveille que chacun ait son intérêt et le défende; il faut savoir lui dire « non, » si on veut être respecté par lui et obtenir sa confiance et son amitié.

Il n'est pas, en politique, de bonne entente sans juste réciprocité. Il est des Anglais qui ne se sont pas encore rendu compte

des sacrifices que la France a faits au maintien de l'Entente cordiale. Les Français ont vu la politique de sécurité conforme au droit des peuples qu'ils esquissaient sur le Rhin contrecarrée et méconnue, au point d'être confondue avec les ambitions et les désirs de conquête d'un peuple impérialiste; tandis que l'Angleterre obtenait toutes les garanties de sécurité qu'elle estimait nécessaires, nous n'en obtenions que d'insuffisantes. Il n'a pas tenu à la politique anglaise que nous ne voyions succomber la Pologne et ruiner notre influence en Syrie. Il est nécessaire que l'opinion britannique ne se méprenne pas sur l'impression produite en France par la politique de son gouvernement dans l'ancien Empire ottoman. Par l'accord de 1916, nous consentions à renoncer en Palestine, au profit de la Grande-Bretagne, à l'influence séculaire de la France; mais nous avions cru qu'en échange d'une telle concession, suivie de celle de Mossoul, douloureuses l'une et l'autre à notre amour-propre et nuisibles à nos intérêts, nous trouverions partout, pour organiser l'indépendance assistée des peuples émancipés du joug turc, l'appui cordial des troupes et des autorités anglaises, comme les Anglais trouveraient partout l'aide française. La déception a été profonde. L'opinion française a le sentiment qu'après ce que la France a fait pendant la guerre, la perte d'influence qu'elle subit en Orient au profit de ses alliés est une injustice et qu'elle a droit à une compensation. Le gouvernement de la République sera approuvé et soutenu par le pays s'il défend énergiquement à Constantinople ses droits, qui sont ceux de toutes les nations, et son influence, qui est l'héritage de toute l'histoire de France, le fruit de l'activité séculaire de ses nationaux; il sera loué s'il s'oppose à ce qu'aucune école, aucune œuvre française soit moins libre et moins prospère sous l'un des régimes nouveaux, notamment en Palestine, qu'au temps de l'autorité turque.

Une politique des ports, pratiquée par l'Angleterre avec discernement et modération, ne doit pas se trouver nécessairement en opposition avec la politique continentale de la France. Que le commerce britannique se développe dans tous les ports d'Europe, la France s'en réjouit, à la seule condition que ce ne soit pas à ses dépens et d'accord avec ses ennemis. La politique des ports peut avoir ses exagérations et ses intempérances comme le système continental a eu les siennes et pourrait encore les avoir; à tout prendre, il n'est pas mauvais, dans leur

propre intérêt et dans celui de tous les autres peuples, que les deux conceptions se surveillent l'une l'autre et se contiennent dans de justes bornes.

L'amitié de deux grands peuples et l'accord de deux politiques, qui ont nécessairement parfois des intérêts opposés, exige des concessions fréquentes et importantes; encore faut-il qu'elles soient réciproques. Que les Anglais nous disent où et en quoi notre politique peut les offusquer ou leur nuire, à charge de réciprocité. Peut-être sommes-nous plus sensibles, plus nerveux, plus méridionaux si l'on veut; nous n'en avons que plus de mérite, lorsque les Anglais nous font tort, à ne pas laisser notre presse parler indiscrètement d'Égypte ou d'Irlande. Si nous avons besoin de l'Angleterre, elle a besoin de nous. Le public français aimerait voir l'Angleterre sacrifier quelque intérêt à l'amitié de la France; elle en vaut la peine. Elle est froissée dans son sentiment de la justice, quand elle voit prendre, ici ou là, la place qui revient à la France ou qu'elle possédait avant la guerre par des hommes qui, hier encore, se battaient et mouraient pour la même cause, sur son sol, avec ses propres enfants.

La grandeur du but doit stimuler les courages à vaincre tous les obstacles; car ce n'est pas seulement l'ordre européen et la paix générale qui sont en jeu dans l'avenir de l'entente amicale franco-britannique, mais le développement futur de la civilisation et les formes qu'elle prendra. Le bolchévisme n'est qu'une fièvre de guerre, une fièvre slave et asiatique, dont la malignité ira s'atténuant; mais il restera la nécessité, revélée par la guerre, d'une organisation internationale du travail, de la production et de la consommation, des finances et de la monnaie, de même qu'il reste à organiser l'ordre européen et les relations internationales. Il ne faudra pas moins, pour y réussir, que l'accord de toute l'intelligence occidentale et la collaboration américaine; le fondement politique indispensable est l'entente de la France et de la Belgique avec l'Angleterre; le rendement philosophique est la conviction que la fin suprême de la civilisation n'est pas de créer des richesses matérielles et que son progrès ne se mesure pas au nombre des tonnes de houille extraites ou des tonnes d'acier fondues, mais qu'elle consiste à élever, chez un nombre toujours plus grand de peuples et d'individus, le niveau moral et social et à développer le sen-

timent de la justice par la fraternité et la charité. Le but est haut et il est loin; il est de ceux que l'humanité n'atteindra jamais, mais il suffit qu'elle s'y achemine.

Le *Times*, qui mène une belle et clairvoyante campagne pour l'ordre européen et la conciliation des intérêts français et anglais, écrivait, dans son émouvant article du 18 août, ces paroles, chargées de sens et de vérité : « Les véritables résultats de la guerre dépendent absolument de la cordialité et de l'intimité de nos relations avec la France. Une entente officielle n'est pas suffisante; il faut une amitié nationale, pénétrant hommes et femmes de toutes classes et de toutes conditions dans les deux pays. » Le travail d'opinion précède et prépare l'œuvre des gouvernements. La France ne doute pas des sentiments du peuple anglais, pas plus qu'il ne doit douter des siens, mais elle ne sent pas, chez lui, la compréhension constante et clairvoyante de ses aspirations et de ses besoins nationaux; peut-être le peuple anglais éprouve-t-il à notre égard la même impression. Il faut rapidement creuser le tunnel, et lui donner toute sa valeur matérielle et symbolique. Ainsi l'Angleterre s'habituera à ne plus se considérer comme isolée et prendra conscience des solidarités nécessaires. Ne demandons pas à la diplomatie ce qu'elle ne peut donner; à vouloir trop vite une alliance complète et valable pour tous les cas, on se heurterait à des réalités et on risquerait de recevoir le démenti des faits. Un travail continu d'opinion est nécessaire des deux côtés de la Manche. Entre Français et Anglais l'alliance des cœurs s'est faite sous le feu de l'ennemi et elle est indissoluble, mais l'alliance des esprits n'est que préparée, et elle est la première et indispensable condition de l'alliance des Gouvernements et de l'accord des politiques.

RENÉ PINON.

REVUE SCIENTIFIQUE

LES PHARES A ÉCLIPSE DE L'INFINI

Quelle est de toutes les étoiles visibles dans le ciel (et qui sont d'ailleurs, quoi qu'on en pense communément et en dépit des comparaisons bibliques, beaucoup moins nombreuses que les grains de sable au bord de la mer), quelle est de tous ces soleils qui palpitent là-haut le plus intéressant pour la science, le plus curieux, le plus connu et le mieux étudié, celui qui manifeste le plus profondément la puissance des méthodes astronomiques modernes? A cette question, si on me la posait, je répondrais sans hésiter : c'est l'étoile Algol. Algol est le nom arabe (qui signifie le Démon) de la deuxième étoile, par l'importance de son éclat apparent, de la constellation de Persée. Elle porte en conséquence, dans les registres de l'état civil astronomique, le nom de Bêta de Persée, les lettres grecques ayant servi, lorsqu'on définit arbitrairement les constellations, à désigner les principales étoiles de chacune d'elles, dans l'ordre de leur éclat décroissant.

Étant donné que l'étoile principale, l'étoile Alpha de la constellation de Persée, n'est elle-même qu'un astre de deuxième grandeur, il s'ensuit que si Algol, qui est encore moins brillante, présente un si puissant intérêt, ce n'est nullement par son éclat médiocre. Non, ce qui fait de cet astre la plus remarquable de toutes les étoiles, c'est qu'elle est un soleil variable dont l'étude a mis en évidence une foule de phénomènes étranges qu'on n'a jamais trouvés à ce point réunis ou du moins qu'on n'a jamais aussi bien observés sur aucune autre étoile du ciel.

Chacun peut en ce moment découvrir Algol facilement à l'œil nu,

et lorsque l'état du ciel, malheureusement souvent couvert dans ces nuits d'hiver, le permet. Elle est située dans la Voie lactée et à très peu de chose près sur la ligne qui joint le petit groupe scintillant des Pléiades à la chaise de Cassiopée que tous les écoliers savent repérer dans le ciel boréal. Normalement, l'éclat d'Algol est compris entre la deuxième et la troisième grandeur (exactement égale à 2,3). Mais, et c'est là le fait fondamental, périodiquement, tous les deux jours et vingt heures à peu près, l'étoile subit pendant quelques heures une diminution progressive et rapide de son éclat, qui passe par un minimum et augmente de nouveau ensuite jusqu'à sa valeur normale, qu'il gardera jusqu'au moment où, deux jours et demi plus tard, il recommencera à diminuer.

Ce phénomène est facilement observable à l'œil nu, et on peut être surpris qu'aucun des observateurs de l'antiquité ou de la civilisation arabe ne l'ait signalé; car cette diminution d'éclat est immédiatement reconnue, lorsqu'elle se produit, par la comparaison à l'œil nu d'Algol et des étoiles voisines. Ce n'est pourtant qu'en 1669 que, pour la première fois, le phénomène fut constaté par l'astronome Montanari. Il fallut attendre un siècle pour que l'on connût, par les observations de l'astronome Goodricke, la loi remarquable qui régit cette variation lumineuse et la durée exacte de sa périodicité. S'il avait fallu attendre un siècle pour cela, il a fallu en attendre deux pour élucider définitivement la cause de cette étrange variation, et c'est en vérité dans ces dernières années seulement que les phénomènes les plus intéressants manifestés par cette étoile ont été mis en évidence.

Mais, me dira-t-on, quel intérêt peut bien présenter l'étude des fluctuations lumineuses que présente Algol, puisqu'il faut l'appeler par son nom? Par ces temps de vie chère, à l'heure où tant de problèmes économiques, politiques et militaires nous enlacent de leurs tentacules, que nous chaut la nature des caprices lumineux qui font là-haut changer de visage à cette belle personne stellaire? Le moindre grain de mil et même, — diront peut-être les membres de la Commission des réparations, — le moindre billet de mille ferait bien mieux notre affaire. Nous n'en disconvenons pas, mais il faut permettre pourtant à quelques originaux de persister à s'intéresser, par delà les contingences alimentaires, à l'inconnu, au mystère qui de toutes parts dans ce monde étrange nous assaille, non moins que la nécessité de digérer.

Dans ce singulier train rapide qu'est la vie, entre les deux

tunnels ténébreux qui marquent, pour nos faibles lumières, les limites de son trajet, on ne peut exiger de tous les voyageurs qu'ils passent tout leur temps au wagon-restaurant. Il faut pardonner à ceux qui veulent aussi, pendant le voyage, jeter un coup d'œil curieux sur le bizarre et bref paysage. Et puis, enfin, qu'est-ce qui prouve que l'étude des variations lumineuses des étoiles ne fournira pas un jour à tous les pauvres le moyen de manger à leur faim? L'industrie électrique, pour ne citer qu'elle, est sortie tout entière d'amusements de physiciens aussi abstraits que ceux-là en apparence. D'ailleurs, le jour où tout le monde sera riche, opulent, gavé et crèvera de pléthore, croit-on que l'humanité aura rempli son destin, supposé qu'elle en ait un? Si nous souhaitons comme Henri Poincaré l'avènement de cet âge d'or où l'or ne nous tyrannisera plus et où tous les hommes seront matériellement satisfaits, c'est seulement, ou plutôt c'est surtout parce que ce jour-là un plus grand nombre d'entre eux pourront se livrer librement aux recherches désintéressées de la Science, et dénouer quelques-uns des voiles décevants qui nous cachent la nature des choses. On se lasse de tout, excepté de comprendre.

Mais voilà que de l'autre côté de la barricade, une voix nous crie : « A quoi bon tout cela? Quand vous aurez disséqué mille fois toutes les lumières de toutes les étoiles du ciel, de votre ciel grandiose mais pourtant matériel, croyez-vous que vous en serez plus avancé, croyez-vous que vous en saurez davantage? L'essence, le fond des choses, leur fin et leur commencement continueront à vous échapper, parce que le contenu ne peut être plus grand que le contenant, parce que le petit cerveau humain ne peut prétendre enfermer le tout dont il n'est qu'une aveugle parcelle. »

Tout cela est vrai aussi, convenons-en. Mais si la science n'avait pour résultat que de nous mettre en contact chaque jour davantage avec l'inconnu, mais si elle n'était dans la forêt du mystère qu'une clairière qui, à mesure qu'on l'agrandit, et par cela même, nous met en contact sur un plus grand nombre de points à la fois avec les ténèbres de l'inconnu, elle n'en serait pas moins utile au cœur de l'homme.

Elle contribuerait à le rendre plus modeste, plus agnostique, moins affirmatif, dogmatique et sectaire, car ceux qui pratiquent la science avec intelligence ne peuvent pas être tout cela. Elle contribuerait à développer en nous ces qualités d'indulgence, de philosophie, de modération qui sont si nécessaires surtout à ceux qui conduisent les

autres hommes. Pour ma part, je conçois très bien, par exemple, qu'un jour, que j'espère prochain, tous ceux qui aspirent à des fonctions politiques et gouvernementales soient astreints à faire un petit stage à l'Observatoire; ce sera parfait, à condition qu'on les y confie à de vrais astronomes. Mais la science et surtout l'astronomique n'est pas seulement cela, elle n'est pas seulement la meilleure école de l'agnosticisme, la meilleure préparation à admirer la mystérieuse majesté de l'univers. Elle nous apprend, elle nous enseigne vraiment sur celui-ci bien des choses passionnantes et merveilleuses. Tout ou rien est une mauvaise règle de conduite à qui veut savoir. Saisir quelque chose ne vaut pas savoir tout, — et encore ce n'est pas bien sûr; — cela vaut mieux que de ne savoir rien. On peut très bien trouver une joie profonde et utile à explorer et meubler artistement l'appartement qu'on habite, même si on est sûr de ne jamais pouvoir explorer dans la cave les fondations obscures sur lesquelles il repose. Cela procure même le plaisir supplémentaire de faire, d'après divers signes tels que la vibration communiquée aux murs par les voitures qui passent, des inductions, des hypothèses, des suppositions sur la nature de ces mystérieuses fondations. Et rien n'est aussi amusant que les hypothèses invérifiables, rien ne prête davantage à la rêverie, à l'élan vers l'infini, qui, à en croire Platon, est l'amour même. C'est pour cela que les hommes de science dignes de ce nom, sont des poètes; c'est pour cela que rien ne recèle plus de poésie que la science.

Mais tout ceci nous a éloigné un peu de la scintillante Algol. Hâtons-nous de remonter auprès d'elle, car elle est bien plus haut que tout cela, puisque 60 années de lumière nous séparent de cette lampe céleste, puisqu'elle est de nous à une distance telle qu'un rayon lumineux qui, en une seule seconde, parcourt une distance égale à huit fois le tour de la terre à l'équateur, a besoin de soixante ans pour nous arriver de là-haut, puisque la diminution d'éclat d'Algol que nous allons observer cette nuit, s'est produite en réalité, il y a soixante ans, en 1861, alors que bien d'autres étoiles, éteintes depuis, brillaient aux feux de la petite rampe européenne.

Chose remarquable, c'est l'astronome même qui avait découvert la loi de la variation lumineuse d'Algol qui, dès 1783, donna de cette variation une explication qui, depuis, s'est trouvée entièrement confirmée par les faits.

Voici comment cet astronome s'expliquait alors à la fin d'une communication à la Société Royale de Londres :

« S'il n'était peut-être pas prématuré de hasarder même une con-

jecture sur la cause de cette variation, j'imaginerais volontiers qu'il est difficile d'en rendre compte autrement que par l'interposition d'un astre énorme tournant autour d'Algol, ou par quelque sorte de mouvement d'Algol lui-même qui tourne périodiquement vers nous une partie de sa surface couverte de taches ou de quelque chose d'analogue. »

De ces deux hypothèses de Goodricke, la première s'est trouvée être exacte. Considérons à ce point de vue la *courbe de lumière* d'Algol.

Cette courbe, qui reste horizontale la plupart du temps, c'est-à-dire qui indique un éclat constant de l'étoile, présente, comme nous l'avons vu et tous les deux jours, une dépression de quelques heures assez analogue à celle que cause dans les courbes des baromètres enregistreurs une brusque tempête. Dans l'hypothèse proposée, on voit que la diminution constatée de l'éclat d'Algol a lieu quand le satellite obscur passe devant l'étoile brillante, et l'éclipse partiellement à nos regards. Le moment où la lumière d'Algol est réduite à son minimum est celui où l'éclipse est la plus grande. L'instant où la courbe de lumière commence à baisser et celui où elle revient à sa valeur constante sont ceux du premier et du dernier contact de l'éclipse. Pendant le reste du temps l'étoile brillante nous présente son disque lumineux tout entier et son éclat reste alors rigoureusement constant..., du moins on l'a cru jusqu'en 1910, et nous verrons tout à l'heure pourquoi on a été amené à changer d'avis là-dessus.

L'éclat apparent d'Algol est diminué de 64 pour 100 au moment de son minimum; on en déduit que les deux tiers de son disque sont alors masqués par le satellite qui tourne autour d'elle. En considérant le temps pendant lequel Algol varie d'éclat et celui qui sépare deux de ces minima successifs, on en déduirait facilement que la distance de l'étoile principale et de son satellite sont très faibles par rapport à leurs dimensions, autrement dit qu'il s'agit de deux astres très volumineux et tournant très près l'un de l'autre.

Pendant deux siècles l'hypothèse de Goodricke n'eut aucune faveur auprès des astronomes parce qu'un tel système stellaire paraissait tout à fait différent de ceux qu'on connaissait jusque-là, et on émit même des doutes sur la stabilité d'un pareil système. Aussi pendant longtemps on crut plutôt à l'hypothèse d'après laquelle Algol nous présentait périodiquement des portions de son disque inégalement lumineuses par suite de quelque phénomène analogue aux taches du soleil. N'oublions pas qu'à l'époque on pouvait encore supposer solide, avec des accidents de terrains invariables, la sur-

face d'une étoile, puisque Herschel croyait le soleil habité et qu'Arago lui-même, pourtant bien près de nous, le croyait habitable.

Pour Maupertuis (1734) les variations d'éclat des étoiles du type d'Algol étaient dues à ce que ces astres ont une forme très différente de la sphère et ressemblent plutôt à des sortes de meules se présentant à nous tantôt par la tranche et tantôt par leur grande surface.

Toutes ces spéculations, pour amusantes qu'elles fussent, finirent par être abandonnées.

C'est seulement à la fin du XIXe siècle, en 1889, que l'on put se faire sur cette question si controversée une opinion fondée, grâce à une belle découverte spectroscopique de l'astronome Vogel.

J'ai, je crois, déjà parlé ici même de cette belle application de la spectroscopie qui s'appelle le principe de Dopper-Fizeau, ou des vitesses radiales. Il est nécessaire que nous y revenions, car la découverte faite par Vogel, et ensuite celle de toute une nouvelle classe d'étoiles ont été simplement des applications de ce principe.

Si une locomotive traverse à toute vitesse et en sifflant d'une manière continue, une gare, un observateur placé sur le quai remarquera ceci : tant que la locomotive s'approche de la gare, le son émis par son sifflet (en admettant que celui-ci soit actionné d'une manière constante et sans interruption) a une certaine tonalité, une certaine hauteur, est plus ou moins aigu. A l'instant précis où la locomotive a traversé la gare et s'éloigne maintenant de l'observateur, celui-ci remarque que le son émis par le sifflet est devenu soudain beaucoup plus grave, beaucoup moins aigu et le demeure. La même chose aurait lieu si, au lieu d'une locomotive, il s'agissait d'une auto passant à toute vitesse devant un observateur placé le long de la route. Le son émis par la trompe de l'auto paraîtra à cet observateur et si l'auto va vite, beaucoup moins aigu, beaucoup plus grave lorsque l'auto l'a dépassé et s'éloigne que tandis qu'elle se rapprochait.

Quelle est la cause de ce singulier phénomène? Elle est facile à comprendre : admettons pour simplifier que le sifflet ou la trompe considérée n'émette qu'une vibration sonore d'une seule espèce. Chacun sait qu'un son est d'autant plus aigu que la longueur de ses ondes acoustiques est plus faible.

Tous les sons parcourent dans l'air environ 330 mètres par seconde. Le *la normal* correspond à 435 vibrations par seconde, c'est-à-dire que la longueur de chacune de ces ondes vibratoires est égale à 330 mètres divisés par 435, c'est-à-dire à un peu moins d'un mètre. Toute onde sonore plus aiguë a une longueur plus faible,

toute onde plus grave a une longueur plus grande puisqu'elles parcourent toutes, quelle que soit leur fréquence, c'est-à-dire leur nombre par seconde, la même distance de 330 mètres chaque seconde. Une note correspondant à l'octave supérieure d'une autre correspond donc à des ondes sonores moitié plus courtes que celles-ci.

Dans ces conditions, il est facile de comprendre ce qui se passe : tandis que le sifflet de la locomotive (comme la trompe d'auto) s'approche de moi, il court en quelque sorte derrière les ondes sonores qu'il m'envoie, il les presse, les chasse vers moi, les comprime en quelque sorte dans ma direction : il s'ensuit que la longueur de chaque onde sonore émise par le sifflet est, à chaque instant, diminuée de ce fait même. Si, par exemple, le sifflet émet des ondes qui, au repos, auraient un mètre de longueur, c'est-à-dire qui progressent dans l'air de cette quantité; si le sifflet s'approche de moi de 50 centimètres par seconde (ce qui ne correspond qu'à une faible vitesse) les ondes sonores qui m'arrivent n'ont plus que 50 centimètres de longueur et sont à l'octave supérieure du son émis au repos. Le contraire a lieu si le sifflet s'éloigne de moi ; les ondes sonores que j'en reçois auront alors $1^{m},50$ au lieu de 1 mètre et j'entendrai un son beaucoup plus grave.

Et maintenant, ce qui a lieu pour le son va nous éclairer ce qui a lieu pour la lumière, puisque, suivant l'image célèbre du poète :

Dans une ténébreuse et profonde unité,
Vaste comme la nuit et comme la clarté,
Les parfums, les couleurs et les sons se répondent.

Il y aurait peut-être quelque réserve à faire sur le rôle que, d'après Baudelaire, les parfums jouent dans cette conversation des couleurs et des sons, mais ne chicanons point le poète sur ce que son odorat avait d'un peu trop envahissant et exclusif, et reconnaissons que maintenant, et scientifiquement parlant, la correspondance des sons et des couleurs est rigoureusement conforme à la réalité la plus subtile.

De même que les ondes sonores varient, augmentant ou diminuant de longueur apparente, lorsque la source émettrice s'éloigne ou se rapproche de l'observateur, de même il en est pour les ondes colorées, pour la lumière ; et la couleur d'une onde lumineuse varie selon que la source s'éloigne ou s'approche de celui qui l'observe.

S'il s'agit d'une source lumineuse émettant un spectre tout à fait continu, telle qu'un filament de métal incandescent par exemple,

qu'arrive-t-il ? C'est que, si la source s'approche de l'observateur, toutes les ondes qu'elle émet sont un peu raccourcies par ce rapprochement rapide : les ondes rouges deviennent un peu plus jaunes, les jaunes un peu plus vertes, les vertes un peu plus bleues, les bleues un peu plus violettes ; aux ondes rouges extrêmes se substituent des ondes infra-rouges que leur raccourcissement rend visibles, tandis qu'au contraire, à l'autre bout du spectre, les ondes violettes-extrêmes deviennent des ondes ultra-violettes invisibles. De sorte que, finalement, tout se passe comme si rien n'avait été changé dans la gamme colorée du spectre. C'est ce que n'avait pas vu Doppler; c'est ce que Fizeau, qui le premier a donné à ces choses une forme définitive, a au contraire nettement aperçu.

Mais si, au lieu d'un spectre rigoureusement continu, la source lumineuse considérée émet (comme c'est le cas des étoiles) un spectre lumineux à peu près continu, mais présentant ces petites discontinuités qu'on appelle les raies spectrales, les choses se passent différemment. Considérons par exemple la célèbre raie du sodium, cette petite ligne noire qu'on observe dans le spectre du soleil exactement au milieu de la partie jaune de ce spectre. Cette raie est légèrement déplacée vers la partie rouge ou au contraire vers la partie violette du spectre selon que la source lumineuse s'éloigne ou se rapproche de nous. Ainsi, le soleil tourne sur lui-même avec une vitesse de quelques kilomètres par seconde, de telle sorte que, si on considère l'équateur solaire, l'un des bords de l'astre s'approche de nous, tandis que l'autre s'en éloigne. En juxtaposant les spectres lumineux de ces deux bords, on constate que les mêmes raies noires du spectre sont décalées les unes par rapport aux autres. La raie jaune du sodium par exemple est déplacée vers le rouge dans le spectre du bord solaire s'approchant de nous, déplacée dans l'autre sens au bord opposé, et la distance des positions des deux raies, leur décalage, qu'on mesure facilement a permis de calculer indirectement la vitesse de rotation du soleil. Il va sans dire que la vitesse ainsi trouvée concorde parfaitement avec celle qu'a fournie l'observation directe de la rotation du disque solaire.

L'application aux étoiles de ce principe physique merveilleusement simple et fécond, qui permet de déduire les mouvements des objets de l'analyse de leur lumière, est une des plus captivantes conquêtes de l'astronomie moderne. C'est ainsi qu'en 1889, l'astrophysicien Vogel, en examinant et en mesurant attentivement le spectre d'Algol aux diverses phases de sa variation lumineuse,

constata que ses raies spectrales présentent des changements périodiques de leur position en rapport avec cette variation lumineuse. Au milieu de l'intervalle entre deux minima successifs, les raies spectrales d'Algol coïncident avec les raies correspondantes données par un tube de Geissler contenant de l'hydrogène raréfié. Elles décroissent vers le rouge avant le minimum d'éclat, vers le violet après ce minimum, ce qui prouve que l'étoile s'éloigne de nous avant ce minimum et s'en rapproche après. La vitesse maxima avec laquelle l'étoile s'éloigne ou s'approche de nous, ou plutôt du soleil, est, à ces diverses phases, d'environ 40 kilomètres par seconde. Tout se passe donc, au point de vue spectroscopique, comme si Algol tournait autour d'un astre invisible pour nous. Ainsi a été apportée la démonstration définitive que les variations d'Algol sont dues à la révolution et à l'interposition périodique d'un énorme satellite. Si Algol paraît alternativement se rapprocher et s'éloigner de nous, c'est que, en vertu de la loi de la gravitation, Algol et son satellite tournent, en réalité, l'une et l'autre autour du centre de gravité commun des deux astres, qui est un point situé sur la ligne qui les joint, point qui seul reste fixe par rapport au soleil.

La discussion combinée des résultats donnés par l'étude spectrale des déplacements d'Algol et par sa courbe de lumière a permis, grâce à des méthodes de calcul qu'on devine très simples, — mais sur lesquelles on me saura gré de ne pas insister ici, — de calculer exactement les dimensions du système de cette singulière étoile. D'après les données les plus récentes et les plus sûres, le diamètre d'Algol est, à très peu de chose près, égal à celui du soleil (environ un million et demi de kilomètres) et celui de son satellite est d'environ un dixième plus grand. C'est donc en réalité le satellite obscur qui est ici, par sa dimension, l'astre principal. La distance des deux astres est égale à moins de deux fois leur diamètre, ce qui en fait une étoile double extrêmement serrée. Ajoutons qu'on calcule facilement les masses des deux astres qui sont respectivement environ les quatre neuvièmes et les deux neuvièmes de celle du soleil. On en déduit que ce sont des étoiles beaucoup moins condensées que lui, puisque leur densité moyenne n'est égale qu'à 18 pour 100, quant à Algol, et à 12 pour 100, quant à son satellite, de celle du soleil.

Ce n'est pas tout. L'auteur de ces lignes a pu mesurer il y a une douzaine d'années la température superficielle d'Algol; il a trouvé que cette température effective est voisine de 13 000 degrés (résultat

confirmé depuis à l'étranger), tandis que celle de la surface incandescente du soleil n'est que de 6000 degrés environ.

On en déduit facilement qu'Algol est un flambeau céleste infiniment plus brillant que le soleil. Bien que les deux astres aient à peu près les mêmes dimensions, il faudrait environ vingt-cinq soleils pareils au nôtre et côte à côte pour nous envoyer autant de lumière qu'Algol. Par où l'on voit que, si notre flambant soleil se trouvait à la distance qui nous sépare d'Algol, nous aurions bien de la peine à apercevoir sa lumière qui, parce qu'elle est près, nous jette tant de poudre aux yeux.

De ce qui précède nous avons été amené à déduire par le calcul que le satellite *obscur* dont l'interposition éclipse, tous les deux jours, le phare algolien n'était peut-être pas si obscur que cela et qu'il était parfaitement possible que ce satellite ne fût obscur que relativement, et que son éclat fût en réalité au moins égal à celui du soleil. Ces prévisions théoriques, encore que contraires à ce qu'on pensait auparavant, ont été récemment et expérimentalement confirmées de la façon la plus imprévue et la plus brillante par un astronome américain, M. Stebbins, au moyen du photomètre à sélénium ultra-sensible, décrit ici même dans ma dernière chronique. M. Stebbins a découvert que, dans l'intervalle de deux minima successifs d'Algol, la courbe de lumière de l'étoile n'est pas rigoureusement constante, mais présente, à peu près en son milieu, un très léger *minimum secondaire*, une dénivellation à peine perceptible, mais hors de conteste. Cela prouve que la lumière du système, qui diminue beaucoup quand le satellite passe devant Algol, diminue aussi *un peu* quand Algol passe devant le satellite. Donc celui-ci n'est pas tout à fait obscur et émet de la lumière. Le calcul fait d'après les observations de M. Stebbins montre que l'éclat du satellite non seulement n'est pas nul, mais est légèrement supérieur à celui de notre soleil, ce qui confirme d'une manière frappante nos prévisions théoriques. Étonnante et curieuse entente cordiale de la théorie et de l'expérience.

Telles sont quelques-unes des singulières particularités, — et quelques-unes seulement, — découvertes récemment dans cette étoile étrange que, à des milliards de milliards de lieues, on sait avec une grande précision peser, mesurer, analyser.

Ajoutons, pour ne rien laisser d'important dans l'ombre, que l'observation d'Algol nous a donné l'occasion d'y découvrir un phénomène nouveau reconnu aussi postérieurement par divers astro-

nomes étrangers et qui est curieux, car il touche à une importante question d'optique, non encore résolue. Cette question est la suivante : les rayons lumineux des diverses couleurs se propagent-ils dans le vide rigoureusement avec la même vitesse ? Autrement dit, et pour parler le langage des physiciens, y a-t-il une dispersion de la lumière dans le vide ?

Arago s'était déjà posé cette question, et il l'avait résolue par la négative au moyen du raisonnement suivant : Si, disait-il, les rayons des diverses couleurs progressaient dans le vide interstellaire avec des vitesses différentes, les rayons qu'une étoile comme Algol nous envoie au moment de son minimum ne nous arriveraient pas tous en même temps. Par conséquent, la proportion des rayons des diverses couleurs qui nous viennent de l'étoile changerait, et avec elle la couleur même de l'étoile. Or, on n'a rien constaté de pareil.

Cette dernière affirmation d'Arago était exacte à son époque, mais cela provenait seulement, comme nous l'avons établi, de la grossière imprécision des méthodes employées naguère pour apprécier la couleur des étoiles.

Au moyen d'une méthode nouvelle infiniment plus exacte, et qui permet d'apprécier à chaque instant la proportion des rayons de diverses couleurs reçues d'une étoile (on a appelé cette méthode *photométrie stellaire hétérochrome*) nous avons constaté, contrairement à l'opinion d'Arago, qu'un grand nombre d'étoiles variables, et Algol en particulier, changent légèrement de couleur pendant leur variation. Ce phénomène qui a été, depuis, reconnu général, ne prouve pas nécessairement que les rayons des diverses couleurs se propagent avec des vitesses différentes dans le vide, car il peut être causé, comme on l'a montré, par l'absorption des atmosphères de ces étoiles. Mais il prouve en tout cas que le raisonnement classique sur lequel on se fondait pour nier la dispersion de la lumière dans le vide n'est pas exact. Par conséquent, la question de savoir si cette dispersion existe ou non reste pendante.

Ajoutons qu'en dehors des étoiles du type Algol dont on connaît maintenant un assez grand nombre, de ces étoiles doubles qui sont dans l'océan ténébreux du Cosmos comme des phares à éclipse, la méthode spectroscopique, la méthode des vitesses radiales que nous avons décrite ci-dessus a permis d'en découvrir d'autres presque aussi curieuses. Ce sont des étoiles dont l'éclat est rigoureusement fixe, qu'on croirait *a priori* des soleils solitaires et immobiles et qui sont en réalité, comme Algol, des systèmes constitués par deux

étoiles tournant l'une autour de l'autre, mais si serrées qu'aucun télescope ne peut les séparer.

Supposons que le plan orbital d'Algol et de son satellite, au lieu d'être dirigé exactement vers la terre, soit un peu incliné sur la ligne qui nous joint à l'étoile. Qu'arrivera-t-il? C'est que le satellite, surtout s'il est un peu plus éloigné d'Algol, au lieu de s'interposer entre Algol et nous, passera à chaque révolution un peu au-dessus ou un peu au-dessous de la ligne qui nous joint à Algol, mais sans qu'il y ait interposition par rapport à nous. Il n'y aura plus alors de variation lumineuse. Mais il y aura toujours une variation des vitesses radiales, un déplacement périodique des raies spectrales. C'est ainsi que le spectroscope a permis de découvrir un grand nombre d'étoiles doubles de cette sorte qu'aucun télescope ne pouvait séparer et qu'on appelle pour cette raison des ÉTOILES DOUBLES SPECTROSCOPIQUES. La première de cette sorte qui fut découverte est Bêta de la constellation du Cocher. Depuis, le nombre de ces étoiles, qui ne sont fixes et simples qu'en apparence, est devenu assez considérable.

C'est ainsi que, grâce au spectroscope, un peu de l'invisible a cessé de nous être caché. Les découvertes que ces méthodes subtiles ont permis de réaliser dans l'étude de l'univers sont parmi les plus beaux triomphes de la science, j'entends de cette science pour qui savoir vaut mieux que pouvoir, pour qui aussi pouvoir ne vaut que pour savoir.

CHARLES NORDMANN.

REVUE DRAMATIQUE

Vaudeville : *La Tendresse*, pièce en trois actes de M. Henry Bataille. — L'Œuvre : *Les Scrupules de Sganarelle*, pièce en trois actes de M. Henri de Regnier.

Un vieil homme qui renonce à l'amour, à l'instant précis où l'amour le quitte, tel était le sujet de la dernière pièce jouée au Vaudeville. C'est encore le thème de la pièce qui lui succède sur l'affiche du même théâtre. Dans *les Ailes brisées*, un père cédait la femme aimée à son fils, et lui souhaitait bonne chance dans la carrière d'où lui-même se retirait. Dans *la Tendresse*, un amant à la moustache grise s'efface devant un jeune amant sans barbe et lui donne sa bénédiction, accompagnée de forts droits d'auteur. Il n'y a là ni imitation, ni emprunt, cela va sans dire. L'analogie n'en est que plus curieuse. C'est donc que le sujet est dans l'air et qu'à la date où nous sommes, nul sujet ne paraît plus palpitant à nos auteurs dramatiques les plus en vogue que ces démissions et ces renoncements baignés de larmes.

Barnac est un auteur dramatique illustre, à qui le théâtre a rapporté fortune, honneurs et le reste. Il est président de la Société des auteurs, il est membre de l'Académie française. Dans son luxueux cabinet de travail flottent de violents parfums. Et puisque, dans cet intérieur peu canonique, il reçoit une visite de candidat, il est inévitable que ce soit celle d'un prélat, Mgr de Cabriac. Conversation assez banale, et, l'évêque à peine parti, voici venir, dans sa grâce capiteuse, celle dont on respire partout l'odeur chez Barnac. Lui-même nous dira tout à l'heure que chaque soir, sa journée faite, il s'accoude à sa fenêtre, regarde, regarde, jusqu'à ce qu'il aperçoive un point noir qui peu à peu grandit, une silhouette loin.

taine qui peu à peu se rapproche, qui lui fait signe, qui lui sourit. Et alors, avec Marthe, c'est le bonheur qui entre, c'est la vie et tout ce qu'il aime dans la vie.

Tout de suite un flot de questions. Qu'a-t-elle fait, qu'a-t-elle dit depuis la veille, et surtout qui a-t-elle vu? Marthe est jeune, elle est jolie, et elle vit dans le monde des théâtres. Ce sont bien des raisons pour faire trembler un vieillard amoureux. Certes, depuis cinq ans qu'elle est pour lui une maîtresse aussi délicieuse et tendre qu'elle est passionnément aimée, Barnac n'a pas cessé d'avoir confiance en elle; mais c'est une confiance où ne laisse pas de se mêler une vague inquiétude. Il ne la fait pas surveiller, mais il la fait accompagner. Pendant qu'elle bavarde, rit, caquette, gazouille, saute à la corde, lui prend son cigare et fait mille gentilles gamineries, on le devine préoccupé. Il ne sait rien, mais déjà il éprouve ce malaise particulier et cette difficulté à respirer qui vient des impondérables. Il est à point. Deux bons confrères se chargent de lui ouvrir les yeux. Ils le font, la mort dans l'âme, pour la dignité de la profession : pas plus que la femme de César, la maîtresse du président de la Société des auteurs ne doit être soupçonnée. Et la conduite de Marthe fait plus que de prêter au soupçon.

Barnac réclame une précision, un nom. Mais le dénonciateur est galant homme : il ne consent à livrer qu'une initiale. Le nom commence par un J. Aussitôt Barnac se jette sur son livre d'adresses. Le J. est une lettre qui compte peu de titulaires. Il y a Jarry, compositeur de musique, et Jolligny, gentilhomme brocanteur. Lequel des deux? Comment le savoir? Barnac est auteur dramatique : sur le champ, sa connaissance du théâtre lui fournit un moyen un peu gros, un truc un peu scribesque; peu importe : ce sont toujours les mêmes qui réussissent. Sous divers prétextes et à des heures différentes, il convoque pour le lendemain les deux J. Il feint auprès de Marthe d'être obligé à une absence par ses fonctions académiques. Marthe recevra Jarry et recevra Jolligny. Cependant deux dactylographes, introduites en grand secret dans la maison et cachées derrière une tenture, ne perdront pas un mot du double entretien, non plus que de tous ceux qui pourront suivre. L'une sténographiera, l'autre traduira.

Ces dispositions prises et son piège dûment machiné, Barnac feint de se remettre au travail, en toute liberté d'esprit, et de dicter une scène de la pièce qu'il a sur le chantier. Il dicte comme il en a l'habitude, Marthe couchée à ses pieds. La scène, celle d'un amant trahi et qui

dit sa souffrance, est improvisée pour les besoins du moment ; mais cette allusion, transparente pour le public, ne trouble en rien la sérénité de Marthe, qui écoute et approuve avec le calme d'une bonne conscience.

Au second acte, le plan de Barnac s'exécute de point en point. Marthe est à son poste et nous devinons que les dactylos y sont pareillement. A deux heures, exactement, arrive le premier J. Apprenant que Barnac est absent et que Marthe est seule, il s'empresse de profiter de l'aubaine. Marthe le remet dédaigneusement à sa place et le congédie sans rancune : ce Jarry est un pauvre diable sans conséquence et sa petite inconvenance ne compte pas. Avec Jolligny la scène est plus vive. Ce descendant des preux n'admet pas qu'une fille de théâtre résiste à un si noble seigneur. Marthe relève sa goujaterie en termes excellents... Ainsi, les deux fois, l'épreuve a tourné à son avantage. La dactylographie n'a encore saisi que des propos tout à son honneur. Serait-ce une vertu ? Attendons.

Survient un collégien qui ambitionne d'avoir la signature de Barnac sur un album d'autographes. Ce petit élève de philosophie est un type d'éphèbe vicieux. Marthe ne s'y trompe pas ; tout de suite ils se comprennent ; et nous voilà renseignés. Le potache n'est qu'un passant, une occasion cueillie au vol, un extra. Au tour du client sérieux. L'amant de Marthe est vulgaire à souhait et nous ne pouvons nous faire aucune illusion sur le genre de satisfactions qu'une femme en reçoit. C'est un gaillard robuste et râblé, qui répond au nom de Sergyl et exerce la profession d'acteur de cinéma... Maintenant les dactylographes ne perdent plus leur temps.

Un coup de téléphone. C'est Barnac qui annonce son retour, plus tôt que Marthe ne l'attendait. Le retour imprévu ! Encore un moyen classique. Encore le répertoire. Mais pourquoi téléphoner, au lieu de surgir à l'improviste ? Ah ! c'est que Barnac a bâti dans sa tête toute une scène, la grande scène du deux, dont il a arrêté le rythme et le dessin, et qu'en la jouant tout à l'heure au naturel, l'amoureux souffrira, mais l'auteur dramatique éprouvera une sorte de satisfaction d'artiste. Ce trait pourrait bien être ce qu'il y a de meilleur dans la composition du personnage : l'écrivain de théâtre qu'est Barnac transporte dans sa vie les procédés de son théâtre : son métier lui est entré dans les moelles.

Donc le voici de retour. Il dit qu'il a pu travailler dans le train, qu'il a écrit toute une scène et qu'elle est très bien venue ; il demande à Marthe de la lui lire tout haut. Marthe prend les feuillets qu'il lui

passe et à peine a-t-elle commencé à lire, sa voix s'étrangle et son visage se décompose. Car ces feuillets sont ceux-là même sur lesquels les dactylographes ont travaillé de leur métier, et ce qu'elle lit sur ces feuillets dénonciateurs, c'est toute sa conversation avec Sergyl. Elle est démasquée. Barnac va la chasser.

Il la chasse. Pour se donner du courage, il a fait venir les deux bons confrères qui ont joué dans toute cette affaire le joli rôle que vous savez. Ainsi étayé, il est inébranlable. C'est vainement que Marthe implore, supplie, sanglote. Aussi bien, ne cherche-t-elle ni à se défendre, ni à se disculper. Elle confesse la fatalité de sa nature. « Je suis, dit-elle, ce monstre : une femme qui a des sens. » Mais d'ailleurs qu'est-ce que cela fait? Elle a des sens : qu'est-ce que cela fait aux sentiments? Cela empêche-t-il qu'elle aime Barnac et n'aime que lui? Car elle l'aime vraiment, de tout son cœur et de tout le meilleur de son être, et lui seul existe pour elle. Elle se dévouerait pour lui, pour lui elle se jetterait au feu. Quelle sottise de prétendre qu'elle lui est infidèle! Des épisodes auxquels n'ont part ni son cœur, ni sa tête, et qui se passent dans les obscures régions de l'instinct, ne comptent pas... Et on la devine sincère dans l'expression de son amour, autant que dans l'aveu de sa sensualité. Certains de mes confrères se sont portés garants que le cas n'est pas rare, que rien n'est plus ordinaire. Je les crois sur parole, et quand même je sais gré à Barnac de ne pas s'enlizer dans cette boue.

Seulement il souffre. Le troisième acte nous le montre tel qu'il est depuis le départ de Marthe : vieilli, désemparé, malade. Il ne travaille plus ; il a changé son mobilier et s'est fait un cadre de laideur, genre faubourg Saint-Antoine ; il porte des vêtements d'intérieur sans élégance ; on le bourre de camomille. Cela dure depuis deux ans et cela ne peut plus durer. Il aspire à retrouver Marthe. Il la fait venir. Il lui avoue qu'il ne peut pas se passer d'elle. Vous entendez bien que ces mots n'ont pas dans sa bouche le sens qu'on leur prête d'habitude. Ce à quoi il ne peut renoncer, c'est à la présence de la jeune femme, à l'intimité de ses propos, à son joli gazouillement. C'est fini de l'amour : l'heure est venue de la tendresse. Que Marthe garde donc son Sergyl, Barnac fermera les yeux. Que dis-je? Il ne veut pas ignorer les amours de Marthe, il les protégera. Il tire d'un mauvais pas le Sergyl, qui est décidément un bas personnage ; il l'autorise à mettre au cinéma les meilleures pièces qui ont rendu célèbre le nom de Barnac. Et que le monde jase autant qu'il voudra, que les rigoristes parlent de ménage à trois, la vie redeviendra pos-

sible pour Barnac, qui savourera les joies amères du renoncement. Marthe accepte d'enthousiasme cet arrangement qui concilie tout. Elle est ravie, enchantée, radieuse, aux anges. Elle s'en va en sautant de joie. Barnac reste seul : un sanglot nous avertit de son intime détresse... Ce sont, comme on voit, toujours les mêmes peintures que M. Bataille nous présente, dans la même atmosphère et par des procédés qui ne changent pas. Et certes la tendresse est une jolie chose, une nuance de sentiment délicate et fine, mais qui semble un peu dépaysée dans le milieu où l'auteur la fourvoie.

La pièce est très bien jouée. Mlle Yvonne de Bray est charmante de gaieté, de mouvement, de variété, de grâce et d'émotion. M. Huguenet prend un peu trop au sérieux sa qualité d'académicien : il est grave, impitoyablement grave. Les autres rôles sont très convenablement tenus.

Ce n'est pas pour la représentation que M. Henri de Régnier avait écrit *les Scrupules de Sganarelle.* Il les avait écrits, comme font les poètes, même quand ils écrivent en prose, parce que la fantaisie lui en avait pris et que c'était son caprice, ce jour-là, de rendre les couleurs de la vie à quelques-uns des personnages de notre vieux théâtre. Un secret instinct pourtant l'avertissait que la pièce eût pu, au besoin, « subir le feu de la rampe et même y prendre un certain relief. » Elle venait du théâtre : comment n'y fût-elle pas retournée? Les types, les sentiments, le langage, tout y porte la marque de son origine, tout y est né de la scène et fait pour elle. Dans ces conditions, il était fatal qu'elle fût représentée un jour ou l'autre. Elle vient de l'être sur le théâtre de l'Œuvre, et avec un plein succès.

C'est à un jeu de lettré, cher aux plus raffinés de nos écrivains, que s'est amusé M. Henri de Régnier en reprenant le type de Don Juan, pour le mêler à de nouvelles aventures. Les œuvres de notre théâtre classique sont si directement empruntées à la vérité humaine qu'elles nous ouvrent sur la vie toute sorte de perspectives. Leur action se continue et se prolonge bien au delà des limites où l'auteur s'est arrêté, parce qu'il fallait finir. Leurs personnages sont devenus les compagnons de notre imagination : nous nous plaisons à les placer dans d'autres circonstances, à les suivre dans un autre milieu, et à les y regarder vivre.

Donc, après le meurtre du Commandeur et fuyant un juste châtiment, le seigneur Don Juan arrive dans un coin de province française. Une place de petite ville, peinte en quelques traits charmants, à la

manière de la petite ville de La Bruyère et de Picard. « Cet endroit a je ne sais quoi de frais et de tranquille. Que les passions y sembleraient donc déplacées et inutiles ! » Mais chacun porte en soi son démon intérieur. C'est Sganarelle qui a amené son maître à Verrières dont il est né natif. Il y a servi dans la maison de Géronte, et connu les douceurs et les amertumes de la vie conjugale auprès d'une coquine qui a fait du nom de Sganarelle le synonyme de ce que vous savez. Nous retrouvons notre Sganarelle tel que nous le connaissons, brave homme et poltron, de ferme bon sens et de caractère faible. Ce paysan français est peu voyageur : c'est sa mauvaise étoile qui l'a attaché aux pas de Don Juan. Il faut l'entendre parler de l'Espagne et de l'Italie. « Ah ! les vilains lieux et les méchants gîtes ! Et savez-vous, monsieur, rien de plus laid que cette grande villasse de Naples, avec ses rues sales, ses gens en guenilles et son gros volcan qui crache sa fumée ? » Non, il n'a pas le sens de l'exotisme. Ce qu'il reproche surtout à Naples, c'est d'avoir donné le jour à ce gueux de Leporello. « N'est-ce pas à Naples où vous l'avez trouvé dormant les pieds au soleil sur les dalles du quai, couvert encore de la vermine attrapée aux galères dont il sortait ? N'est-ce point de là que lavé, décrotté, vêtu, vous l'avez emmené avec vous sans crainte de donner à un honnête serviteur comme moi la société dégoûtante d'un pareil drôle? » Ainsi Don Juan, dans la pièce de M. de Régnier, nous apparaît flanqué de ces deux acolytes, dont l'un lui sert de pourvoyeur à ses vices et d'instrument à ses crimes, tandis que l'autre est chargé de lui faire entendre l'inutile voix de la morale.

Géronte, le bourgeois cossu, égoïste, épicurien, bardé de principes et bourré de préjugés qui ne fléchissent que dans sa propre cause ; son frère, Anselme, tourné à la dévotion et censeur des mœurs du temps ; Léandre, l'amoureux classique, tendre, discret et si gentil ! Angélique, la jeune fille de ce temps-là, élevée dans les soins domestiques, destinée à devenir une ménagère accomplie, et qui rêve d'autres joies ; Dorine, la suivante, effrontée, le verbe haut et qui a ses raisons pour que le maître de céans ne lui fasse pas baisser le ton, tels sont les personnages qui défilent devant nous, chacun pris dans son air, où chacun nous paraît aimable. Le second acte leur appartient tout entier, rempli de conversations destinées à nous remettre en mémoire leur visage familier, non sans quelques retouches qui sentent leur dix-huitième siècle.

C'est au troisième acte que se découvrent la pensée de l'auteur et

la portée de la pièce. Don Juan a remarqué Angélique : autant dire qu'il projette de l'enlever. Il charge Sganarelle, qui a ses entrées dans la maison, de lui porter un billet. C'est ici qu'interviennent les « scrupules » du bonhomme. Va-t-il, dans cette maison qui fut la sienne, introduire le déshonneur? Il s'en tire en normand, fait la commission de son maître et tout de suite après le démasque aux yeux d'Angélique. Hélas! il est trop tard, et placée entre l'amour honnête de Léandre et le troublant amour de Valère (c'est le nom supposé de Don Juan), c'est vers celui-ci qu'elle se sent attirée. M. de Régnier a mis dans la bouche de Léandre cette protestation indignée: « Quel tort a-t-elle jamais eu envers vous, Don Juan, cette enfant qui est devant vous? Elle est pure, douce, tendre. Pourquoi êtes-vous venu troubler son repos? Avant de vous avoir vu, elle était contente de son existence simple et tranquille et elle eût accepté de la continuer avec quelque honnête homme qui l'eût aimée. Elle aurait vécu heureuse et respectée à son foyer dont elle n'aurait connu que les joies simples, mais durables. » L'objet de la pièce est justement de montrer comment la conception romantique de la vie, le faux lyrisme, le mauvais romanesque viennent bouleverser une âme sans défense et compromettre le bonheur de toute une existence. C'est de même que la pièce finit sur une note toute réaliste : l'arrivée des gendarmes. Enlever les filles, abandonner les femmes, tuer les pères et transpercer les rivaux, tout cela est fort joli dans le monde de la fiction : dans la vie réelle, cela mène tout droit devant les tribunaux et a de grandes chances de mal finir.

Tout ce dernier acte est plein de mouvement et contient de très belles scènes. Montée pour quelques représentations seulement, la pièce a déjà dépassé le nombre prévu et en comptera bien d'autres encore. Il faut savoir gré à l'Œuvre de nous en avoir révélé la vertu dramatique et de l'avoir sans doute désignée à d'autres scènes.

Le rôle de Sganarelle est très remarquablement tenu par M. Jacques Baumer, qui l'a composé avec autant de sûreté que de fantaisie et de force comique. C'est sur lui que repose à peu près toute l'interprétation. Mlle Lucile Nycot, à force d'élégance, rendrait acceptable l'idée d'un Don Juan joué en travesti et gagnerait la partie, si la partie pouvait être gagnée. Je citerai encore M. Roger Weber, qui a très bien dit le joli rôle de Léandre. Le reste de l'interprétation est plus qu'honorable.

RENÉ DOUMIC.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La leçon nous servira-t-elle ? Journaux et agences nous ont appris qu'en écoutant, à Londres, les premières contre-propositions allemandes, quelques-uns des Alliés avaient éprouvé une surprise, un étonnement, une stupéfaction, dont ils n'avaient pu s'empêcher de faire part à M. Simons et à la presse des deux mondes. Ce qui est arrivé n'était cependant pas difficile à prévoir, et notre conduite passée n'a pas été sans influence sur la conduite présente de l'Allemagne.

Je ne fais pas ma lecture habituelle de La Harpe. Je sais pourtant de lui un vers que Chateaubriand cite dans les *Mémoires d'Outre-Tombe* et qu'on pourrait adresser aux Alliés à propos des Allemands :

Mais s'ils ont tout osé, vous avez tout permis.

La Commission des Réparations, qui avait été instituée par le Traité, avec mandat de fixer notre créance et d'en assurer le recouvrement, inspirait à l'Allemagne une crainte salutaire. Les Alliés ont jugé à propos d'effeuiller, une à une, toutes ses attributions. Tantôt les experts de la Commission ont été tenus à l'écart, tantôt ils ont été conduits en laisse de conférence en conférence. Les Allemands se sont accoutumés à voir détruire par les Alliés eux-mêmes une des organisations essentielles du Traité et, du moment où nous leur donnions l'exemple de déchirer le pacte que nous leur avions fait signer, ils en ont naturellement conclu qu'ils en pouvaient faire autant.

Les clauses militaires, navales et aériennes, inscrites dans la partie V du Traité, avaient une importance capitale ; elles étaient destinées à mettre l'Allemagne dans l'impossibilité de reprendre la poli-

tique d'agression qui avait déchaîné la guerre universelle ; elles étaient de deux sortes : les unes avaient trait aux effectifs, au recrutement des troupes, à leur instruction militaire, à leur encadrement ; les autres concernaient l'armement, les munitions, le matériel. La réduction de l'armée allemande au chiffre de cent mille hommes devait, d'après l'article 160, être terminée le 31 mars 1920 : elle ne le sera pas le 31 mars 1921. L'Allemagne devait détruire ou livrer ses avions, ses canons, ses fusils, ses mitrailleuses, et n'en conserver qu'un nombre strictement déterminé. Elle en garde beaucoup plus qu'elle n'en a le droit. A Spa et à Paris, les Alliés ont prolongé les délais fixés au Traité et fait au Reich des concessions dont il s'est empressé de nous témoigner sa reconnaissance, suivant la méthode la plus ordinaire, c'est-à-dire en nous demandant de nouveaux bienfaits.

La responsabilité de l'Allemagne dans le déchaînement de la guerre avait été proclamée dans le préambule du traité de paix, ainsi que dans l'article 231 relatif aux dommages, et nos amis Anglais avaient demandé que cette responsabilité fût sanctionnée par la mise en accusation de l'ex-empereur Guillaume pour « offense suprême contre la morale internationale et l'autorité sacrée des traités. » L'article 227 avait donc prévu qu'un tribunal spécial, composé de cinq juges, désignés par la Grande Bretagne, les États-Unis, la France, l'Italie et le Japon, serait constitué *to try the accused*. La Hollande ayant refusé l'extradition, les Alliés n'ont pas insisté. Ils n'ont pas songé davantage à intenter un procès par contumace. Ils ont consenti, de bonne grâce, à tenir l'article 231 pour lettre morte.

L'article 228 stipulait que l'Allemagne devait livrer aux Alliés, en vue d'une mise en jugement devant les tribunaux militaires, ceux de ses ressortissants qui auraient commis, au cours des hostilités, des actes contraires aux lois et aux coutumes de la guerre. La Conférence de la paix avait minutieusement classé sous trente-deux rubriques distinctes les crimes perpétrés par les officiers et les soldats allemands : massacres et déportations de civils, mise à mort d'otages, viols, pillages, confiscations, contributions illicites, emploi de gaz toxiques, empoisonnement des puits, destruction des propriétés publiques et privées, incendie de villes ouvertes et de villages, bombardement d'ambulances, etc. ; liste sinistre, écrivait M. Léon Bourgeois dans son rapport au Sénat sur le traité de paix, « liste sinistre et telle que l'humanité n'a rien connu de semblable en dehors des invasions des Barbares ou des guerres d'extermination de l'antiquité. » Dès le 25 janvier 1920, c'est-à-dire quelques jours à peine après la

mise en vigueur du Traité, l'Allemagne nous donnait à entendre qu'elle n'était pas plus disposée à exécuter l'article 228 que l'article 231. Elle signalait aux Alliés le « grave ébranlement » que produirait chez elle la livraison des coupables et elle proposait, à titre de transaction, qu'une instruction fût ouverte contre les armées devant le tribunal d'Empire de Leipzig. Les Alliés commencèrent par esquisser un geste d'énergie. Ils remirent, le 3 février, les noms des coupables à M. de Lersner, chef de la délégation allemande; mais M. de Lersner retourna aussitôt le papier à M. Millerand, Président du Conseil, et quitta Paris sur le champ. Le Gouvernement allemand désavoua M. de Lersner, mais il obtint qu'une négociation fût ouverte. Une conférence interalliée se réunit à Londres, et il y fut admis que la note allemande du 25 janvier, d'abord repoussée par l'Angleterre et par nous, était acceptable et que, pour le moment, nous nous en rapporterions à la bonne foi de l'Allemagne. Il était seulement ajouté que, si l'instruction du tribunal impérial n'était qu'un simulacre, les Alliés se réservaient de saisir leurs propres tribunaux. Où en sont maintenant ces informations? Quelles sont les condamnations intervenues? La liste sinistre dont parlait si justement M. Léon Bourgeois est devenue, aux yeux des militaristes allemands, une sorte de tableau d'honneur, et notre faiblesse a assuré aux plus abominables forfaits une scandaleuse impunité.

Pour les fournitures de charbon, les accords de Spa n'étaient pas moins propres à encourager les prétentions allemandes. Dans son rapport à la Chambre des Députés, M. Louis Dubois, aujourd'hui président de la Commission des réparations, avait exposé que les obligations imposées à l'Allemagne par l'annexe V se justifiaient par la destruction « systématique et scientifiquement sauvage » de nos mines du Nord et du Pas-de-Calais. En compensation du mal qui nous avait été fait, nous devions recevoir une quantité de charbon correspondant à celle qu'auraient produite les mines détruites. Le 30 juin 1920, la Commission des Réparations signalait officiellement aux Puissances la violation mensuelle du Traité et demandait qu'il fût pris des mesures de contrainte. Sur quoi les Alliés se réunissaient à Spa, du 5 au 16 juillet, et, au lieu d'appliquer des sanctions, ils réduisaient le chiffre à livrer mensuellement par l'Allemagne; ils accordaient au Reich une prime de cinq marks or par tonne et ils lui promettaient, pendant six mois, des avances importantes. En retour de ces sacrifices immédiats, il nous était laissé une illusion. L'article 7 de l'arrangement portait : « Si, à la date du 15 novembre 1920, il était constaté

que le total des livraisons d'août septembre et octobre 1920, n'a pas atteint six millions de tonnes, les Alliés procéderaient à l'occupation d'une nouvelle partie du territoire allemand, région de la Ruhr ou toute autre. » Les Allemands ont naturellement commencé par exécuter les conditions bienveillantes qui leur étaient faites ; ils ont touché les primes et les avances ; puis ils se sont peu à peu relâchés dans l'accomplissement de leurs obligations ; ils n'ont pas livré les charbons « classés et qualifiés » qu'ils devaient ; ils sont même restés, de plus en plus, au-dessous des quantités fixées et, à l'expiration des six mois, ils n'étaient pas en règle avec la convention dont ils avaient recueilli les avantages. Nous n'avons cependant occupé ni la Ruhr, ni aucune autre région.

L'article 235 du traité prescrit qu'avant le 1er mai 1921, l'Allemagne versera aux Alliés une provision de vingt milliards de marks or, à valoir sur sa dette de réparations. Le Reich prétend aujourd'hui qu'il a payé la totalité de ces vingt milliards. Vérification faite, la Commission des réparations déclare qu'il n'en a payé que huit. Il reste donc débiteur, pour le 1er mai, de douze milliards. C'est au moment où il subsiste un arriéré aussi important sur le versement de cette première provision que les Alliés, réunis à Paris, ont cru bon d'accorder à l'Allemagne, par une revision implicite du Traité, un rabais énorme sur le montant de leur créance.

Ni à Boulogne, ni à Paris, on n'a d'ailleurs clairement tranché la question de savoir si les vingt milliards à verser avant le 1er mai seraient ou ne seraient pas imputés sur les annuités que l'on se proposait de demander à l'Allemagne ; et, d'autre part, on a réglé le jeu de ces annuités avant que la créance elle-même eût été fixée. Il a été entendu qu'à cet égard, la Commission des réparations conserverait, théoriquement du moins, ses prérogatives. Elle reste chargée d'évaluer la créance avant le 1er mai, et effectivement elle sera en mesure de procéder à cette évaluation. Mais à quoi servirait ce travail, si le principe des accords de Paris était maintenu ? Pas à grand'chose. Supposez, par exemple, que la Commission accepte comme justifiées les demandes additionnées des divers États alliés et qu'elle fixe ainsi la créance à tant de centaines de milliards de marks. On constatera qu'entre ce chiffre et le capital correspondant aux annuités envisagées par les conférences de Paris et de Londres il y a un écart formidable, et que nous avons nous-mêmes fait subir à notre créance une cruelle amputation. Mais nous ne tirerons plus aucun profit, vis-à-vis de l'opinion allemande, de cet énorme rabais

puisque nous l'avons pratiqué au jugé, forfaitairement, avant de connaître le montant de nos dommages, et qu'il nous a été, par conséquent, impossible de mettre nos sacrifices en lumière. Au contraire, le chiffre des annuités, maladroitement grossi par un optimisme éphémère, a été, tout de suite, qualifié de monstrueux par l'Allemagne, et la nouvelle concession que nous faisions au Reich a, comme toutes les autres, fortifié sa résistance.

Si vraiment le langage de M. Simons a paru *surprising* à Londres, c'est qu'on avait oublié ses innombrables discours des semaines précédentes. Au moment de partir pour l'Angleterre, ne disait-il pas encore au Conseil économique de l'Empire : « S'il se confirmait qu'à Londres il ne s'agirait de rien changer aux décisions de Paris, mais seulement d'en organiser l'exécution, alors nous ferions le voyage en vain, car je crois, aujourd'hui comme hier, que l'exécution de ces décisions est complètement exclue. »

Voilà les dispositions dans lesquelles M. Simons se trouvait, lorsqu'il est venu à Londres, et malheureusement elles n'ont pu être modifiées par la fâcheuse résolution que la Conférence venait de prendre, avant qu'il eût débarqué en Angleterre. Les Alliés, désavouant leur précédente détermination, avaient admis, conformément aux désirs de l'Allemagne et contrairement à l'avis du général Le Rond, président de la commission interalliée de la Haute-Silésie, que les émigrés allemands voteraient le même jour que les électeurs du pays. D'ici au 20 mars, vont donc arriver, par dizaines de mille, tous les Allemands nés en Haute-Silésie et ayant quitté la province. Ils seront solidement enrégimentés par le Reich, obéiront tous au même mot d'ordre et tâcheront de terroriser la population locale, particulièrement les femmes, puisqu'elles sont électeurs, en les menaçant de représailles. Il peut se produire des troubles, des conflits, des rixes. Plébiscite rendu impossible dans certains secteurs, plébiscite contesté ensuite en raison des conditions dans lesquelles il aura eu lieu, plébiscite artificiellement influencé, aucune de ces hypothèses n'est invraisemblable. La décision de Londres risque de faire perdre à la Pologne certains districts de l'Ouest et de rendre à l'Allemagne tout ou partie de cette puissante usine industrielle et militaire que représente pour elle la Haute-Silésie. Lorsque M. Simons a mis à ses contre-propositions financières l'insolente condition que la Haute-Silésie serait laissée au Reich, il y était implicitement encouragé par la malencontreuse décision que les Alliés avaient prise au début même de la Conférence.

Non, la résistance du Gouvernement allemand n'était pas le moins du monde *surprising*. Elle était l'aboutissement d'une longue série d'efforts concertés. Depuis plus d'un an, le mouvement d'opposition au Traité n'a pas cessé de se développer en Allemagne. C'est, au fond, la politique de Brockdorff-Rantzau, momentanément mise en échec par la coalition des socialistes majoritaires, des indépendants et du Centre, qui, par suite de notre condescendance, a pris sa revanche et triomphe aujourd'hui. N'oublions pas que le 7 mai 1919, lorsque les Alliés avaient communiqué à la délégation allemande le texte primitif du traité, M. de Brockdorff-Rantzau avait déjà donné lecture d'une longue protestation. Il avait nié que son pays fût seul responsable de la guerre et il avait doucereusement suggéré l'idée d'une collaboration de tous les peuples pour le relèvement de l'Europe. Puis, pendant trois semaines, la délégation allemande, restée en contact avec le Gouvernement du Reich et avec l'Assemblée nationale de Weimar, avait attentivement étudié tous les articles du Traité. Le 29 mai, M. de Brockdorff-Rantzau avait remis à la Conférence un mémoire qui contenait les conclusions de cette étude et qui constituait, à vrai dire, tout un contre-projet. J'ai bien souvent fait allusion à ce mémoire, parce qu'il éclaire du jour le plus cru l'attitude actuelle de l'Allemagne. Toutes les chicanes ranimées depuis la signature du Traité y couvent déjà. Sur plusieurs points, les Alliés ont cédé ; mais, partout où le texte initial a été maintenu, l'Allemagne a repris obstinément ses thèses de 1919. Lorsque, le 19 juin, M. Scheidemann a démissionné pour ne pas donner son adhésion au Traité et qu'un nouveau cabinet ayant été formé par M. Bauer, l'Assemblée nationale a approuvé la signature par 237 voix contre 138, M. Bauer lui-même a encore réservé l'avenir en adressant à la Conférence une nouvelle protestation. Les conditions imposées à l'Allemagne dépassaient, disait-il, la mesure de ce qu'elle pouvait matériellement exécuter, et l'acceptation finale était elle-même accompagnée de cette réserve inacceptable : « Le Gouvernement de la République allemande est prêt à signer le traité de paix, sans reconnaître toutefois par là que le peuple allemand fût l'auteur de la guerre et sans prendre l'engagement d'opérer les remises demandées par les articles 227, 228, 229 et 230 du traité de paix. » Cette restriction fut naturellement repoussée par les Alliés et, le 13 juin, l'Allemagne consentit enfin à signer sans réserve. Mais elle prenait encore soin d'ajouter qu'elle ne cédait qu'à la force. M. de Brockdorff-Rantzau avait, à son tour, donné sa démission et il n'était pas le seul

Allemand qui devait désormais regarder comme un mauvais chiffon de papier le parchemin que les Alliés venaient de couvrir, en français et en anglais, de quatre cent quarante articles, de plusieurs annexes et d'un protocole complémentaire.

Les concessions successives auxquelles, depuis lors, nous nous sommes laissé entraîner, M. Lloyd George les a toutes énumérées dans la juste et sévère admonestation qu'il a adressée, le 3 mars, à la délégation allemande. Il s'est plu à les rappeler pour montrer au monde la longue patience dont nous avions fait preuve, et cette démonstration n'était peut-être pas sans intérêt pour les gens de bonne ou de mauvaise foi qui, à l'étranger, accusaient la France d'impérialisme. La modération dont nous nous prévalons ainsi ne nous en a pas moins coûté fort cher. Elle a peu à peu ramené les Allemands à leurs positions du mois de juin 1919. Au lieu de donner à ceux d'entre eux qui s'obstinent à ignorer leur défaite et qui cherchent à maintenir le peuple dans l'admiration de la force germanique, l'impression nette que notre droit est lui-même assez fort pour se faire respecter, nous avons, à plusieurs reprises, bruyamment annoncé des sanctions que nous n'avons pas appliquées. Nous avons menacé, au lieu d'agir, et nos menaces n'ont été suivies d'aucun effet. Il n'y avait rien qui nous pût déconsidérer davantage aux yeux de l'Allemagne. L'occupation de Francfort elle-même, qui, à un moment donné, soulagea notre opinion publique, n'eut pas l'influence que nous espérions, parce qu'elle fut momentanée et qu'elle fut ensuite exploitée contre nous comme une preuve d'impuissance. Nous avons complètement méconnu la psychologie allemande. Nous avons cru que nous nous concilierions le gouvernement du Reich par des sourires. Il a pris nos révérences pour une reculade et il a foncé sur nous. De conférence en conférence, il a gagné du terrain et nous en avons perdu.

Les Allemands ont naturellement pensé que, les Alliés consentant à la revision du Traité, le Traité devait être tout entier revisé dans le sens des observations présentées en 1919 par Brockdorff-Rantzau et, pour donner plus de chances de succès à cette campagne, ils ont, depuis quelque temps, renouvelé leurs anciens efforts pour se décharger de toute culpabilité dans la guerre, et des articles significatifs de la *Deutsche Allgemeine Zeitung* ont préludé à la reprise de cette propagande. Comme l'a dit éloquemment M. Lloyd George, M. Simons lui-même a fait acclamer dans toute l'Allemagne la répudiation des responsabilités qui pèsent sur le Reich, et il a jeté ainsi à l'histoire et à

la vérité un défi qu'a osé renouveler M. Fehrenbach et qu'il était temps de relever.

M. Lloyd George a eu grandement raison d'affirmer que cette attitude de l'Allemagne était intolérable et qu'elle avait pour conséquence la destruction des fondements mêmes du Traité. Mais nous ne devons pas fermer les yeux à l'évidence. Il n'y a qu'un très petit nombre d'Allemands qui reconnaissent, comme M. de Gerlach, la responsabilité de leur pays, et je n'en vois guère qu'un qui ose, de temps en temps, prendre ouvertement la défense de la France : c'est M. Maximilien Harden. Dans la *Zukunft* du 5 février, avant de citer un passage d'une de ces chroniques de quinzaine, il avait la franchise de dire que, dans l'été de 1914, le Président et le Gouvernement de la République française avaient eu recours à tous les moyens imaginables pour assurer le maintien de la paix. M. Maximilien Harden ajoutait, il est vrai, que nous n'avions pas agi « par sentiment pacifiste, » mais parce que nous redoutions la supériorité de l'Allemagne et aussi parce que nous n'étions pas assurés de l'intervention de l'Angleterre. Mais M. Harden n'est-il pas mieux à même de juger les faits que les mobiles? Les faits sont là, patents; la France a tout tenté, pour éviter la guerre. Les mobiles sont plus élevés que ceux que M. Maximilien Harden nous attribue. Assurément, nous connaissions la puissance militaire de l'Allemagne ; assurément, jusqu'à l'avant-dernière heure, nous n'avions pas la certitude que l'Angleterre nous prêterait son concours, et c'étaient là, sans doute, des raisons suffisantes pour que le Gouvernement de la République redoublât de prudence. Mais, en outre, la France était profondément pacifique et il n'y avait pas un seul de ses représentants qui ne le fût autant qu'elle. Tout ce qu'a imaginé l'Allemagne pour plaider sa propre innocence et pour ruiner, comme l'a dit M. Lloyd George, les bases juridiques et morales du traité de Versailles, n'est qu'imposture et comédie, et le Premier ministre britannique a fait œuvre d'honnête homme et de justicier en flétrissant publiquement, dans son admirable réquisitoire, la mauvaise foi de l'Allemagne. Il a vengé, en quelques paroles décisives, la civilisation et l'humanité.

Comme il fallait s'y attendre, son discours a été accueilli en Allemagne par des cris de fureur. « Les paroles de M. Lloyd George, a écrit la *Deutsche Zeitung*, sont un mélange empoisonné de mensonges, de déformations de la vérité, de violences brutales, d'impudence, d'hypocrisie, de calomnie et de basse raillerie. Mais cette attitude met fin au traité de Versailles. La situation est aujourd'hui

meilleure qu'au 11 novembre 1918. Le 3 mars peut devenir une date décisive dans l'histoire du relèvement de l'Allemagne. » Que vingt-huit mois après la capitulation des armées allemandes, la presse d'outre-Rhin parle du chef d'un des Gouvernements alliés sur ce ton grossier, c'est un symptôme qui nous permet de voir clairement à quel point nous avons gaspillé notre victoire et gâché la paix. Nous avons nous-mêmes entretenu cette arrogance; elle s'accentuerait demain, si nous ne reprenions pas avec énergie l'exercice de nos droits.

Tout en fulminant contre le Premier ministre britannique, les Allemands n'ont pas oublié, du reste, qu'Achille n'avait pas été baigné tout entier dans les eaux du Styx et ils ont découvert sans peine le point vulnérable où ils pourraient frapper. M. Lloyd George avait terminé son ardente harangue par une péroraison lénitive : « A moins que lundi prochain, à midi, nous n'apprenions que l'Allemagne est décidée ou à exécuter les décisions de Paris ou à soumettre des propositions qui lui permettraient de remplir par d'autres modalités également satisfaisantes les obligations qui lui incombent du chef du traité de Versailles, sous réserve des concessions accordées à Paris, nous prendrons, à partir de la date précitée, les mesures ci-après : 1° Les villes de Duisbourg, Ruhrort et Dusseldorf, sur la rive droite du Rhin, seront occupées; 2° Les Alliés demanderont à leurs Parlements respectifs les pouvoirs nécessaires pour obtenir de leurs ressortissants qu'ils paient à leurs différents Gouvernements une certaine proportion de tous les paiements dus à l'Allemagne sur des marchandises allemandes, cette proportion devant être retenue dans les pays au compte des réparations; 3° Le montant des taxes encaissées par les postes douaniers allemands sur les frontières extérieures des territoires occupés devra être versé à la Commission des Réparations. Une ligne de postes douaniers sera établie provisoirement sur le Rhin et aux limites des têtes de ponts occupées par les Alliés. »

Les Allemands n'ont pas pu ne pas remarquer, d'abord, que dans les sanctions qu'on leur signifiait ainsi, il n'était plus question de la garantie qu'on avait annoncée, en première ligne, après les accords de Paris : la prolongation de l'occupation de la rive gauche; et ils se sont dit évidemment que, faute de cette prolongation, les gages qu'on se proposait de prendre sur eux seraient bien précaires et bien illusoires. Mais, en outre, l'élasticité des mots : « autres modalités satisfaisantes » a, tout de suite, permis à M. Simons de faire

cette réponse diplomatique : « Monsieur le Président de la conférence méconnaît les intentions du Gouvernement allemand. D'après notre opinion, il n'y a pas lieu de procéder aux mesures coercitives qu'il nous laisse entrevoir. » Aussitôt, le chancelier Fehrenbach s'est empressé de déclarer au Reichstag que le Ministre des Affaires étrangères avait reçu du cabinet de Berlin le mandat de ne signer aucun engagement que le peuple allemand ne pût pas supporter, mais que, « dans les limites fixées, M. Simons saisirait toutes les possibilités de négocier. » Il les a saisies et, dès le samedi, dans le doux *farniente du week end* (s'il est permis de parler ce langage interallié), ont eu lieu, à Charington House Terrace, des pourparlers officieux, destinés à adoucir, pour le lundi, la rencontre officielle.

Le 6 juillet 1920, à Spa, M. Lloyd George avait également prononcé une allocution très vigoureuse ; il avait exprimé le regret que la délégation allemande n'apportât que de vagues promesses, sans aucun plan d'avenir, et il avait conclu : « Si la délégation allemande ne peut pas nous donner une réponse précise, il est inutile que les Alliés restent à Spa. » En présence de ce que les Alliés appelaient déjà un ultimatum, M. Simons avait déclaré qu'il allait conférer avec M. Fehrenbach et M. Gessler et qu'il serait en mesure de répondre le lendemain dans l'après-midi. Immédiatement, la délégation allemande avait commencé ses manœuvres souterraines, et la conférence de Spa s'était terminée à la confusion des Alliés. Le même scenario s'est déroulé à Londres et M. Simons s'est évidemment imaginé que les conciliabules allaient pouvoir reprendre à l'avantage de l'Allemagne. Il s'en est fallu de peu, en effet, que la délégation allemande n'obtînt une nouvelle remise sur la dette de réparations.

Dans la journée du dimanche 6, quelques-uns des Alliés acceptèrent une combinaison encore plus préjudiciable à la France que les accords de Paris : 1° Trente annuités de trois milliards de marks or l'une, c'est-à-dire en valeur actuelle escomptée à huit pour 100 une somme inférieure à trente-quatre milliards; 2° Une annuité additionnelle égale à trente pour cent des ventes de l'Allemagne à l'étranger, c'est-à-dire une inconnue, une hypothèse, et probablement même une impossibilité. L'Allemagne, mise en goût par nos propositions successives, a prolongé la discussion. Elle a cédé sur les annuités fixes; elle a ergoté sur les annuités variables; et elle a maintenu, d'autre part, des conditions qui auraient profondément bouleversé le traité de Versailles : rétrocession de la Haute-Silésie, suppression des clauses commerciales du Traité, liberté des opérations financières

extérieures, renonciation pour les Alliés à toute saisie des douanes. Cette fois, c'en était trop. Notre longue patience était à bout. M. Simons a eu beau louvoyer encore, recommencer les demi-promesses, les réticences et les sous-entendus. Dans un nouveau discours, M. Lloyd George a montré lumineusement que, si les suggestions de l'Allemagne étaient acceptées, elle se trouverait demain dans une situation meilleure que la France ; sur le point même où l'on pouvait craindre qu'il fût le moins résistant, sur la question de la Haute-Silésie, il a fait justice de la tentative allemande, et il a conclu que les sanctions allaient être immédiatement appliquées.

C'est un résultat fort important, et qui est certainement dû, pour une grande part, aux efforts de M. Briand, que d'avoir donné aux sanctions, au moment où la nécessité en était enfin reconnue, le caractère interallié, qui seul les peut rendre vraiment efficaces. Vis-à-vis de l'Allemagne, comme vis-à-vis du reste du monde, elles auront une signification morale et une portée pratique d'autant plus grandes qu'elles feront apparaître plus clairement la volonté commune de l'Angleterre, de l'Italie, du Japon, de la Belgique et de la France. Mais pour que cette volonté elle-même produise ses effets, pour qu'elle aboutisse au paiement de la dette allemande et au rétablissement définitif de la paix, il faut qu'elle ne se manifeste pas seulement dans l'occupation concertée de Duisbourg, de Ruhrort et de Dusseldorf; il faut qu'elle se maintienne désormais dans l'exécution du Traité et dans la constitution de gages économiques assurant jusqu'au bout le paiement de notre créance. N'allons pas croire qu'après nos tergiversations d'une année, l'heureuse énergie d'hier décourage définitivement les intrigues allemandes.

A l'heure où je livre cette chronique à l'impression, de graves questions demeurent en suspens. Le Gouvernement français, M. Lloyd George, M. Chamberlain, avaient déclaré, après la Conférence de Paris, que si les Allemands n'acceptaient pas le système qui avait été arrêté par les Alliés, on en reviendrait au traité de Versailles. Est-il bien entendu aujourd'hui que les conventions proposées aux Allemands sont nulles et non avenues, puisqu'ils les ont refusées? Est-il bien entendu surtout que jamais plus il ne sera fait état des concessions supplémentaires, envisagées à Londres par certains délégués alliés? Est-ce une créance totale, une créance réduite, ou une créance deux fois amputée que nous avons désormais l'intention d'exercer?

Puis, ces sanctions que nous appliquons, pourquoi ne compren-

nent-elles pas explicitement la première de celles sur lesquelles on disait s'être mis d'accord à Paris, la prolongation de l'occupation? Si les mesures douanières qu'on pourra prendre sur la rive gauche doivent cesser dans les délais prévus par les articles 428 et 429 du Traité, elles risquent d'avoir pour effet de mécontenter les populations, sans nous garantir un rendement appréciable. Supposons même que nous généralisions en Rhénanie les perceptions des recettes que nous y avons sous la main : ressources fiscales de toutes sortes, douanes, forêts domaniales, mines, chemins de fer; nous n'arriverions guère à toucher qu'un maximum de quatre ou cinq cents millions de marks or par an. Au bout de cinq, dix et quinze ans, nous serions donc fort loin d'être remboursés de notre créance et nous resterions à découvert, sans la moindre sûreté pour ce qui nous resterait dû.

Quant au produit de la taxe imaginée par M. Lloyd George, prélèvement sur le prix de vente des marchandises allemandes dans les pays alliés, il est difficile d'indiquer, dès maintenant, des chiffres même approximatifs. Pour l'instant, les sanctions prises ont donc une puissance coercitive, plutôt qu'une valeur de gage. Si nous voulons être payés, il sera nécessaire de les améliorer, de les compléter, et de les faire durer. Que l'accord des Alliés se maintienne, qu'ils ne se relâchent plus de leur fermeté, et peut-être l'Allemagne elle-même reviendra-t-elle à la raison. Mais, s'il lui arrive, un jour ou l'autre, de nous faire des propositions acceptables, demandons-lui des garanties qui s'évaporent moins vite que ses promesses. Rappelons-nous le proverbe allemand : *Trau, schau wem!* C'est ainsi, ou à peu près, qu'on prononce au delà du Rhin, notre vieil adage : Défiance est mère de sûreté. Il est encore plus vrai sur la rive droite que sur la rive gauche.

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.



UN DRAME DANS LE MONDE

DERNIÈRE PARTIE (1)

VIII. — LE PLAN DE LARZAC

Jamais la maladie de l'oncle de Jardes, si riche fût-il, et la recherche, pour sa cure d'été, d'une villa confortable à Royat, n'aurait, on le pense bien, décidé Larzac à quitter Paris dans cette saison de l'année. Ce n'était qu'un prétexte pour cette visite aux Malhyver, si complètement en désaccord avec sa première réaction devant l'aveu d'Odette qu'il est nécessaire d'expliquer par quel travail d'esprit il en était arrivé à cette volonté de revoir une femme traitée si brutalement. Cette réaction d'horreur s'était aggravée dans les heures qui avaient suivi, à se rappeler le cri accusateur : « J'ai tué à cause de toi! » Que l'égarée essayât de le mêler à son crime, d'en faire retomber sur lui une part de complicité, même la plus faible, la plus lointaine, le révoltait, l'indignait. Et puis, que ce crime eût été commis et par elle, par cette créature de grâce fine et de sensibilité passionnée, à laquelle il tenait par tant de fibres intimes de son être, tout en la trahissant, le bouleversait, le stupéfiait. Quelle nuit il avait passée à subir le cauchemar de l'affreuse confession, sans pouvoir dormir, lui qui se vantait de son sommeil conservé dans la tranchée sous le marmitage! Il s'était levé le lendemain, si accablé toujours qu'il avait pris la plume pour se dégager d'un déjeuner auquel il était convié, avec quelques camarades de tranchée justement, et par un des géné-

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février, 1er et 15 mars.

raux sous lesquels Géraud et lui s'étaient battus à Verdun, Brissonnet l'Africain, un des lieutenants, jadis, du commandant Marchand dans l'expédition de Fachoda, aujourd'hui un des grands guerriers de la Grande Guerre. « Mais non, s'était dit Larzac, en déchirant son billet d'excuse, à peine écrit. Il faut y aller et dompter ce cafard-là, comme l'autre... » Il employait ce mot de soldat pour se retremper dans l'atmosphère d'énergie qui avait été, plus de quatre ans, la sienne. Il avait compté sans l'inévitable rappel du nom de Malhyver par Brissonnet. Les chefs-nés, comme celui-là, n'oublient jamais ceux qui ont servi sous eux. Le général avait, devant Larzac, parlé de Géraud en déplorant son absence et dans des termes d'estime si vivement chaleureux qu'ils auraient dû gêner l'amant d'Odette. Mais les situations de mensonge, quand elles se prolongent, ont d'étranges complexités. Larzac infligeait à Malhyver le pire des outrages par cette liaison quasi affichée avec sa femme, et cette vilenie n'empêchait pas qu'il ne le respectât profondément, absolument. Ce respect datait de la guerre et de leur commun danger. Auparavant Géraud, avec ses manies d'intellectuel inefficace, lui apparaissait un peu comme un professeur manqué. Il avait découvert un héros et cela n'avait pas été sans lui donner un obscur remords.

En écoutant Brissonnet, une idée, vaguement entrevue dans ses réflexions de la nuit, s'était subitement précisée : ce vrai gentilhomme, et d'un si grand cœur, à qui ce connaisseur en bravoure rendait cet éloquent témoignage, une fortune acquise par un abominable assassinat allait lui arriver, puisque sa femme en héritait. Cet argent du vol et du meurtre entrerait dans le ménage. Malhyver en vivrait, lui aussi. Larzac n'eut pas plutôt aperçu distinctement cette sinistre conséquence du forfait qu'elle lui fut insupportable. Comment l'empêcher? Il en était temps encore, avant qu'Odette et son mari eussent été envoyés en possession de l'héritage. Tout l'après-midi et le jour suivant, le jeune homme tourna et retourna cette question, sans pouvoir la résoudre. Un moyen s'offrait, très simple, qui devait le tenter d'autant plus qu'il correspondait à son secret désir de réparation vis-à-vis de son camarade : l'avertir... Quelle idée! Autant dire à Géraud qu'il était l'amant de sa femme. Il ne pouvait savoir cela que par elle et cette confession supposait une intimité totale. Et puis quel manque d'honneur vis-à-vis d'Odette : la livrer ainsi,

à cause d'un aveu échappé du fond de son amour! Il y avait bien un autre procédé : une lettre anonyme, et composée avec des mots imprimés qu'il découperait à même un journal. Elle aurait du moins cet avantage de révéler la criminelle sans dénoncer l'amoureuse. Mais quelle autre lâcheté! Une explication aurait lieu entre Malhyver et sa femme. Bourrelée de remords, comme Larzac l'avait vue, elle n'aurait pas l'énergie de nier. Géraud la forcerait de refuser l'héritage. Seulement elle saurait, elle, de qui serait venue la dénonciation et elle se croirait, elle aurait le droit de mépriser le dénonciateur. Ce mépris, Larzac sentait qu'il ne le supporterait pas plus que la perspective du noble Géraud, souillé à son insu par l'argent du crime. S'il avait creusé cette nouvelle impression, il aurait reconnû qu'elle supposait un premier recul de son indignation de la veille contre Odette. Il aurait certes protesté, de toute l'énergie de son honneur, si on lui avait dit qu'il recommençait déjà de l'aimer. A travers ces réflexions, et quoi qu'il en eût, ce cri, contre lequel il s'était débattu d'abord, le poursuivait, ce « J'ai tué à cause de toi. » Il comprenait trop qu'elle avait dit vrai, et cette pensée descendait toucher dans son cœur, — dans ses sens surtout, — un de ces points cachés sur lesquels les plus cyniques jettent un voile. Désirer plus ardemment une maîtresse parce qu'elle s'est avilie, c'est déjà bien bas, et c'est le quotidien de l'amour jaloux, mais parce que son image s'associe à l'idée d'un meurtre, c'est la descente dans un abîme pire! L'animalité a de ces chutes en nous auxquelles nous entraîne la dégradation du vice, d'abord léger, élégant, amusé, et une heure vient où un Larzac se trouve accepter la complicité qui lui a fait une telle horreur, en se reprenant pour la criminelle d'une passion envenimée, exaspérée par son crime.

Rendons du moins à ce garçon, qui valait mieux que sa vie, par certains côtés, mieux même que certains de ses sentiments, — cela arrive, — oui, rendons-lui la justice de reconnaître que ce travail de malsain désir s'accomplissait en lui, sans qu'il s'en rendît compte. Penser à Géraud, c'était penser à Odette, en sorte que sa coupable maîtresse se faisait plus présente dans son imagination, à mesure qu'il méditait plus anxieusement sur la voie à suivre pour épargner au mari, deux fois abusé, une affreuse honte. Assiégé par cette vision de la malheureuse s'en allant de chez lui sans un mot, la tête basse, les yeux fixes, il se

demandait ce qu'elle avait fait en le quittant ainsi. Comment n'avait-il pas reçu un signe, une lettre, un rappel? Une seconde nuit avait passé. Au matin, il n'y put tenir, et il alla jusqu'à l'hôtel de la rue du Faubourg-Saint-Honoré. La vue du concierge, en train de frotter les cuivres de la grande porte d'un geste tranquille, le rassura sur une tragique hypothèse qu'il n'avait pu s'empêcher de concevoir, celle d'un suicide. Il s'arrêta pour demander si l'on avait de bonnes nouvelles de M. de Malhyver.

— Excellentes, répondit l'homme, madame la comtesse est partie hier soir pour rejoindre monsieur le comte.

— « Elle n'a pas voulu me revoir, songea Larzac, c'est trop naturel. S'il n'y avait pas Géraud et cet héritage, comme je voudrais ne jamais la revoir, moi non plus! Tout à Cécile maintenant! »

Il était de bonne foi en s'affirmant ce souhait d'une rupture éternelle avec Odette, et cette intention de se servir de la rivale comme d'un instrument d'oubli. Cette journée, la seconde seulement depuis la lamentable explication, ne devait pas finir sans qu'il eût constaté combien il se trompait sur lui-même et son propre cœur. Il n'avait jamais eu pour Cécile qu'un caprice de vanité sensuelle. Il s'était engagé dans cette aventure avec elle, contre Odette, et, d'avoir rompu avec celle-ci, allait lui rendre l'autre d'abord indifférente, puis odieuse, pour peu qu'elle devinât cette brouille et s'avisât d'en triompher. Ce choc en retour s'était produit à la même place, — quelle ironie! — où Odette avait tant souffert, dans ce *dancing* si vulgaire de luxe brutal, ce *Lotos*, bien mal nommé pour Larzac. Au lieu de l'oubli, ce qu'il y avait retrouvé c'était le fantôme de la femme dont il se voulait délivré. Quand ils s'étaient quittés, Cécile et lui, avenue d'Antin, quarante-huit heures plus tôt, ils s'étaient donné là un rendez-vous qu'il avait pourtant pensé une minute à décommander. Et il y était venu, pour le regretter à peine entré, en dépit de ses résolutions. Il n'était plus d'humeur à trouver « si drôle » comme l'avant-veille, ce bastringue à la mode, cette sauvage musique du *jazz-band*, ce nègre hurleur, ces pseudo-tziganes et ces trémoussements de cocaïnomanes hébétés. L'antithèse était trop forte entre cette vaine frivolité trépidante et la tragique confidence dont il était obsédé. L'appel

de Gorrevod, assis devant un cock-tail, au premier rang des tables, afin de ne rien perdre du bal, l'irrita par le souvenir soudain évoqué de la promenade avec Odette, et plus encore l'insistance avec laquelle l'étourdi lui en demanda des nouvelles :

— Est-ce que nous n'allons pas voir Mme de Malhyver? Tu ne l'as pas décidée? Nous devrions fonder la grande œuvre du dessalement du gratin... Mais j'aperçois notre Cécile. Elle n'a pas besoin d'être dessalée, celle-là !...

Mme Machault arrivait, en effet, avec un singulier regard dans ses yeux, dont Larzac eut l'explication, lorsqu'elle lui eut dit, aux premières mesures d'un tango : « Le dansons-nous? » et qu'elle continua, une fois lancés tous deux parmi le tournoiement des autres couples, coquette et moqueuse, en lui donnant un des surnoms de leur intimité :

— Ça ne biche donc plus, ma petite Xave, avec le cher devoir?... Ne faites pas celui qui ne comprend pas!...

— C'est que je ne comprends vraiment pas, dit Larzac, soudain nerveux.

— Vous ne saviez pas qu'Odette est partie pour Malhyver? Allons donc ! J'ai passé prendre de ses nouvelles rue du Faubourg-Saint-Honoré. Et j'ai appris cette fugue. J'espère que je n'y suis pour rien. Tout de même, ne faites pas cette mine du monsieur plaqué. Vous savez, ce n'est pas très gentil pour moi. — Et tout bas, tendrement : — T'en fais pas, ma jolie Xavette, on te consolera. On n'a pas vu toutes les gravures de l'avenue d'Antin, avant-hier.

Dans l'échauffement de la salle et de la danse, le parfum qui émanait d'elle se faisait plus intense. Son souffle frais caressait la joue du jeune homme, sa gorge se serrait contre lui. Un sourire d'invite voluptueuse flottait sur sa bouche rouge. Larzac se surprit à se rappeler le sanglot d'Odette reconnaissant ce parfum dans ses cheveux et sur son visage, quand il s'était dressé pour l'embrasser. Ce souvenir de la passionnée lui rendait la libertine intolérable. Comme il ne lui répondait pas, elle finit par se taire elle-même, avec autant d'irritation que de curiosité. Elle avait fait fausse route. Elle le sentait et crut tout réparer en disant, tandis que Larzac la reconduisait vers la table devant laquelle Gorrevod les attendait :

— Pardonnez-moi, Xavier, je vous ai froissé.

— En effet, répondit-il, vous m'avez froissé, et je ne vous pardonne pas.

Et, la saluant, il serra la main de Gorrevod, puis, montrant le cadran de l'horloge au-dessus de l'orchestre :

— Cinq heures et demie. Excusez-moi, madame, et toi, Philippe. J'ai une course urgente que j'allais oublier...

— Fais ta course et reviens-nous, dit Gorrevod.

— Qu'est-ce qui s'est passé avec Odette? dit Cécile en regardant Larzac s'éloigner, le profil dur, la lèvre mauvaise.

— Rien que je sache, dit Gorrevod. Je les ai encore rencontrés avant-hier, devant le Nouveau cercle, qui promenaient sentimentalement leur gentil collage, pendant que le pauvre Malhyver gèle en Auvergne.

— Eh bien ! Elle y est en Auvergne, elle aussi.

— Depuis hier, alors?

— Depuis hier.

— Et pour combien de temps?

— Pour plusieurs semaines, m'a-t-on dit chez elle.

— Cela nous explique pourquoi notre ami est crin. Ah! Ce qu'il est crin! Vous venez de le constater comme moi. — Et guignant Cécile d'une prunelle aiguë et maligne, où le mutilé mettait la mauvaise rancune de son infirmité : — Voulez-vous parier une discrétion que nous apprendrons demain le départ du Sire de Larzac pour une villégiature au pays de Vercingétorix?

Ç'avait été au tour de Cécile de ne pas répondre. Elle était restée une heure sans plus danser, à subir le récit que lui faisait Gorrevod, copieusement et méchamment, de la liaison d'Odette et de Xavier. Celui-ci n'allait-il pas revenir? A travers la fumée d'une cigarette renouvelée sans cesse, elle épiait la venue des arrivants, — en vain. A peine rentrée, elle avait téléphoné, — en vain. Une lettre ensuite, une seconde, une troisième, n'avaient pas eu un meilleur résultat. En vain toujours, piquée au jeu, avait-elle essayé de reprendre barre sur le rebelle, à chacune de leurs rencontres dans le monde, pendant ces deux semaines. Il lui avait opposé cette politesse, à la fois rieuse et glacée, par laquelle les roués de tous les temps ont exaspéré les coquettes. Chez lui, cette attitude, si brusquement changée vis-à-vis de Cécile, n'était ni une rouerie ni même une défense. Il ne voyait plus en elle qu'un trop lucide témoin de sa rupture avec Mme de Malhyver — rupture dont il appréhendait qu'elle ne

devînt la fable de leur société. Plusieurs personnes déjà : Mme de Candale, Mme d'Arcole, Mme Ethorel, d'autres encore, les unes avec simplicité, celles-là sur un ton trop près d'être persifleur, lui avaient prononcé des phrases à douteuse entente :

—Odette vous avait parlé de ce voyage en Auvergne, Xavier? Ce que Paris doit lui manquer!...

— Quand revient la comtesse Odette? Elle n'écrit pas souvent. Qui peut-elle bien voir là-bas?...

— Le précepteur des Malhyver, vous savez bien, celui qui était chez les Charlus, est à Paris. Il raconte des choses étonnantes; que la pauvre Odette ne rentrera pas de la saison. C'est ce braque de Géraud qui la chambre. Pourquoi?...

— Il paraît que les Malhyver vont entreprendre d'énormes travaux dans leur château. Ils héritent de plusieurs millions. Odette est là pour finir d'arrêter les plans. Ce sera toujours une ressource, quand on nous enverra au Mont-Dore ou à La Bourboule...

Ces propos prenaient pour Larzac, sachant ce qu'il savait, une signification singulière. Ils lui faisaient sentir une fois de plus la prodigieuse anomalie de l'acte commis par sa maîtresse, et combien cette créature fragile et fine portait en elle, pour avoir osé cela, une âme d'une autre trempe que les comparses de salon qui commentaient son absence. En même temps, le devoir d'avertir Géraud se faisait plus pressant. De quelle manière? Il en était là quand son oncle de Jardes, qui traversait une mauvaise crise d'une maladie analogue à celle dont avait souffert Mlle de Sailhans, lui demanda, au sortir d'une consultation :

— Ne m'as-tu pas dit que ton ami Géraud était à Malhyver? C'est loin de Clermont, cet endroit ?

— Pas très loin. Pourquoi?

—Parce que les médecins m'expédient à Royat, cette année. Une agence m'envoie le nom de deux villas. Si Géraud pouvait les examiner et me donner son avis, il me rendrait un vrai service. A mon âge et patraque comme je suis, je me défie des « meublés » et j'ai horreur de l'hôtel.

— Mais, mon oncle, répondit Larzac, c'est moi qui irai à Royat étudier ces villas et les autres. C'est l'affaire de trois ou quatre jours, et je n'ai rien qui me retienne à Paris.

L'oncle de Jardes avait eu un sourire qui disait clairement

sur la bouche de l'indulgent survivant du Second Empire :

— « Vous voulez allez consoler votre bonne amie, monsieur mon neveu, puisqu'il paraît que le mari la séquestre. »

Et tout haut : — Hé bien ! Si tu te décides, je te prête mon automobile. C'est après-demain que commencent mes six jours de lit et de digitaline. Ainsi tu ne me prives de rien.

Larzac avait parlé impulsivement. Cette occasion d'une visite justifiée à Malhyver, comment ne pas la saisir? Et voici qu'un nouveau projet lui était apparu, qui avait pour lui de concilier l'impérieux besoin d'empêcher l'acceptation par Malhyver de l'infâme héritage, et l'appétit, plus impérieux encore, de revoir Odette. Comment n'avait-il pas eu cette idée aussitôt? La personne qui devait avertir Géraud, ce n'était pas lui, Xavier, c'était Odette. L'aveu qu'elle lui avait fait dans un spasme de désespoir, il allait lui demander qu'elle le fît à son mari, mais pas tout entier. Des deux crimes, un seul, aux yeux de Larzac, atteignait vraiment ce mari, la destruction du testament. Qu'elle confessât celui-là, en taisant l'autre, et l'abominable contamination était évitée. Cette œuvre de propreté à entreprendre excusait l'amant à ses propres yeux de ce retour vers sa maîtresse. Il ne s'avouait pas qu'il cédait à un attrait bien impur, autant et plus qu'au généreux souci de défendre un honnête homme contre une souillure. Deux sincérités jouaient en lui à la fois et dans le même sens, l'une agissant sur ce qu'il y avait de meilleur, l'autre sur ce qu'il y avait de pire dans sa personnalité. De telles convergences aboutissent à des entraînements irrésistibles. Aussi quarante-huit heures après cette conversation avec son oncle était-il déjà en route, et il trouvait que la rapide voiture n'allait jamais, jamais assez vite, quand, ayant fait s'asseoir le chauffeur à côté de lui, et pris en main le volant, il l'eut lancée en quatrième vitesse sur la route qui, par Fontainebleau, Nemours, Montargis, Cosne, Nevers et Moulins, va de Paris à Clermont. C'était dans la matinée du 26 avril, la veille du jour où la rencontre de la fille Coubret allait donner à Odette l'ignoble tentation de l'oubli par l'alcool. Si Larzac avait soupçonné quelle crise se préparait dans l'intérieur des Malhyver, il n'eût certes pas poussé sa machine, qu'il manœuvrait comme un professionnel, avec cette frénésie d'arriver plus tôt. Les plaines de l'Orléanais défilaient, celles du Nivernais, dans une vision de vertige. L'automobile

sautait sur des chaussées, défoncées cinq ans durant par le poids des lourds camions de munitions. Elle longeait des camps immenses de véhicules abandonnés, puis des baraquements. Elle côtoyait la Loire, lente et sombre autour de ses îles sablonneuses et jaunes, traversait des villages, des villes.

— Nous entrions à Moulins à deux heures, disait plus tard le chauffeur de M. de Jardes à son maître, et nous étions partis à huit! Jamais M. Xavier n'a bouffé tant de kilomètres en si peu de temps : deux cent quatre-vingt-quatre... Et quelles routes! Ah! Monsieur, si nous n'avions pas eu des ressorts d'avant la guerre, ce qu'ils auraient cassé!...

C'est de Moulins que Larzac s'était décidé à prévenir Géraud. Son premier dessein avait été de débarquer tout de gô, sans s'annoncer. Puis il avait eu peur du saisissement d'Odette, et il avait griffonné son billet sur un coin de table dans un hôtel, tandis que le chauffeur renouvelait la provision d'huile et d'essence, et rafraîchissait le radiateur. Il avait calculé qu'arrivé le même soir à Clermont, la journée du lendemain lui suffirait pour la visite à Royat, et que, le surlendemain, il monterait à Malhyver dans la matinée, pour y trouver une femme préparée à le recevoir et que son émotion ne trahirait pas. Il avait passé à la poste avant de s'engager dans cette nouvelle expédition, sûr que Géraud lui aurait adressé un télégramme de bienvenue. Le télégramme était là. Il l'ouvrit et demeura quelques instants à méditer sur cette dépêche si contraire à celle qu'il attendait :

— *Impossible à mon grand regret te recevoir à Malhyver...*

« C'est Odette qui lui a dicté ça. Elle aura trouvé un prétexte quelconque. C'est trop naturel qu'elle ne veuille plus me voir; mais moi, je veux, je dois la voir... Je n'aurai rien trouvé à la poste, voilà tout... La dépêche est de ce matin? Oui... Elle ne sera pas arrivée... Allons. Il ne faut pas que l'infamie s'accomplisse. »

Il se parlait ainsi, se dupant lui-même jusqu'à la dernière minute. Il ne se fût agi que d'empêcher cette « infamie, » aurait-il été troublé au point de devoir passer le volant au chauffeur pour gravir la longue suite de côtes qui, par Ceyrat, Theix et le col de la Ventouse, mène vers les puys dont Malhyver, on s'en souvient, montrait quelques jours auparavant à son fils les profils de volcans lunaires. L'enfant n'avait pas plus regardé

ces rouges cratères que n'avait fait Larzac, absorbé par l'attente de la conversation qu'il se disposait à soutenir. Le chemin montait, descendait, se repliait, ici plongeant dans une vallée, là développé sur un plateau. Le jeune homme ne prenait garde à rien, sinon, par instants, à la carte qu'il lui fallait consulter pour que le chauffeur ne s'égarât pas dans ce lacis montagneux. Enfin, un poteau placé à un angle de route, porte, après une liste de noms de hameaux inconnus, ces trois syllabes : *Malhyver*, et cette indication à côté : *Six kilomètres.* L'automobile paraît à Larzac marcher trop vite maintenant, quoique la prudente allure du conducteur actuel, dans des fondrières ravinées par le charroi, ne rappelle guère la folle randonnée de Paris à Moulins. Les sapins et les bouleaux alternent, ceux-ci massifs avec leurs fûts rouges et leurs aiguilles sombres, ceux-là élancés avec leurs troncs si blancs et le saupoudrement léger de leur première verdure. Une longue coulée basaltique s'étale sur la droite à un moment. La surface de cette cheire, tout hérissée de roches noires scoriaires, prend comme un aspect écumeux, qui témoigne que la lave s'est épanchée dans un endroit marécageux. Un étang, en partie asséché, croupit auprès. Des nuages bas pèsent sur ce farouche paysage, dont la sévérité menaçante surprend l'audacieux garçon. Un château apparaît à la fin, si triste, si gris sous ce ciel plombé, avec un pauvre village à sa base. Il le reconnaît. Il a vu si souvent ces tourelles, ces toits en pente, ce hameau, ces pins là-bas, reproduits sur une gravure qui n'a jamais quitté le bureau de Géraud. Il allume nerveusement une cigarette. Telle est la force de sa sensation d'attente angoissée : il oublie qu'il peut être regardé, qu'une visite annoncée sur le ton de sa lettre à son camarade ne comporte pas ce masque d'anxiété, et qu'il y a dans la vie d'Odette un autre secret encore que celui du poison !

Il était regardé, en effet. Le ronflement du moteur dans le vaste silence de la campagne était arrivé au château bien avant que la voiture ne s'engageât dans l'allée du parc. Le passage des automobiles, dans ce coin perdu d'Auvergne, et à cette époque de l'année, était trop rare pour que Géraud ne prêtât pas attention, malgré lui, à ce bruit et à cette approche. Il avait bien pensé à Larzac, mais en rejetant aussitôt cette

idée. La receveuse du bureau de poste lui avait fait dire, par son messager, qu'elle avait, pour plus de sûreté, téléphoné aussitôt à Clermont le texte de sa dépêche. Il considérait donc comme certain que cette dépêche avait touché son ami, auquel il avait écrit, longuement, le matin. Il était de nouveau dans la bibliothèque, occupé à donner à son fils ses leçons d'avant-midi. Son chagrin était aussi poignant que la veille, mais il le dominait davantage. Sa femme, qu'il avait trouvée un peu détendue moralement, mais physiquement si accablée, commençait d'accepter l'idée qu'il fît venir de Clermont le médecin, dont il avait parlé déjà lors de son arrivée. Il espérait la décider dans la journée. En attendant, elle reposait. Il vaquait à sa besogne de précepteur paternel avec la conscience méthodique qu'il apportait à cette entreprise. Toujours hanté par la volonté de former avant tout la pensée de l'enfant, il avait imaginé de consacrer ces premières heures à la lecture commentée de quelque page, sur laquelle il provoquait les réflexions de Roger, les guidait, les rectifiait. C'était la fable de La Fontaine sur *le Vieillard et les trois jeunes hommes* qu'il avait choisie ce jour-là. Il n'admirait rien tant que le vers célèbre, où toute la valeur morale et sociale des bienfaisantes idées d'héritage et de propriété, se trouve ramassée :

Nos arrière-neveux me devront cet ombrage.

— Regarde maintenant ces hêtres, disait-il au garçonnet, en lui montrant, à travers les vitres, les cimes bourgeonnantes des arbres du parc. Ils ont plus de cent ans. C'est un Malhyver qui les a plantés, pour nous deux qui n'étions pas encore nés. Ces murs, qui nous abritent du vent à cette minute, c'est un Malhyver qui les a bâtis, pour nous. Ces poutres, — il désignait les solives apparentes du plafond, — il les a fait mettre là, pour nous. Nous avons une dette envers tous ces morts. Ils sont *nos* morts, et nous, nous sommes *leurs* vivants. Nous serons un jour les morts d'autres vivants, envers qui nous avons une dette aussi, la même. Je te devais de te garder ce château et ces arbres, parce qu'ils ne sont à moi, comme ils ne seront à toi, que pour les transmettre, afin d'agir comme ces morts ont voulu... Comprends bien cela : aucun homme n'est seul. Il hérite du travail des autres, et il leur doit de le continuer, de le conserver, de ne pas le détruire, parce que détruire, c'est être ingrat...

— Mais, papa, si l'arbre gêne, comme celui que vous avez fait couper l'autre jour et qui soulevait le mur avec ses racines?

— Oui, j'ai fait couper l'arbre. Pourquoi? Réponds...

— A cause du mur, pour le garder.

— Tu as compris. Ne détruire que pour mieux conserver, c'est la grande règle...

A ce moment de son discours et comme il disait à son fils : « Voyons les vers d'après, » l'appel de la sirène de l'automobile approchant le fit aller jusqu'à la fenêtre. Et Roger récitait :

Hé quoi! défendez-vous au sage...

Étonné que son père ne l'interrogeât plus, et entendant lui-même ce bruit, si complètement insolite, dans la cour de leur château, il se leva à son tour et vint, lui aussi, à la croisée, juste au moment où la puissante machine tournait devant le perron.

— Mais c'est M. de Larzac!... dit-il. Ce n'était pas le cri de joyeuse surprise dont il aurait dû accueillir la venue d'un familier de ses parents et qui l'avait toujours gâté. On croirait qu'un instinct travaille chez les enfants trop sensibles comme était Roger, qui leur fait deviner, sans les comprendre, les relations coupables de leur mère avec tel homme, de leur père avec telle femme. Cet homme, cette femme, leur volent quelque chose. Ils ne savent pas quoi. Ils le sentent, et la susceptibilité d'une inconsciente jalousie paralyse en eux toute expansion. Géraud n'avait jamais remarqué jusqu'ici cette rétraction spontanée de son fils devant son plus vieux camarade. Mais il n'avait jamais remarqué non plus une des particularités de Larzac, si révélatrice : ce double jeu de sa physionomie qui passait presque instantanément d'une expression à une autre. Odette en avait tant souffert! Ce mensonge des traits est le pire de tous pour une femme qui, voyant soudain un masque se poser sur une face adorée, se demande avec angoisse quelle est la vraie figure de celui qu'elle aime. A cette minute, et tandis que l'automobile s'arrêtait, le visage de l'arrivant trahissait l'état réel de son âme, son trouble à la perspective de revoir sa maîtresse dans des circonstances si difficiles et cette méchanceté dominatrice qu'un désir de plus en plus violent émouvait dans les pires

arrière-fonds de son être. Il releva la tête et aperçut Géraud derrière sa vitre. Ce visage tendu, mauvais, cruel, s'éclaira d'un sourire, où, pour la première fois, le mari trahi démêla une fourberie. Pour la première fois aussi, l'antipathie de Roger envers le nouveau venu lui fut évidente.

— Comme c'est ennuyeux, papa!... avait ajouté le petit garçon. Il rougit un peu. Son père le remarqua. Il ne releva pas cette exclamation, mais un étrange malaise le saisit, qu'il n'aurait pu définir, pour avoir éprouvé presqu'à la même seconde ces deux impressions, d'une telle insignifiance, semblait-il : celle d'un manque de franchise dans la nature de son ami, celle d'une secrète aversion du petit garçon contre cet ami. Certains chocs émotifs trop durs, tels que ceux que Géraud avait subis ces dernières heures, sensibilisent tout le psychisme, comme certains chocs physiques sensibilisent tout l'organisme. Quand un de ces phénomènes se produit chez un de ces spéculatifs abstraits, du type de celui-là, une faculté se réveille en eux, dont le train habituel de leur pensée avait comme suspendu l'exercice : celle de l'observation. Qu'il y eût dans la vie humaine des dessus et des dessous, un endroit et un envers, une façade et des coulisses, Malhyver l'avait toujours su, mais théoriquement, intellectuellement. En fait, il avait toujours pris les gens pour tels qu'ils se donnaient, ne voyant vraiment que ses idées, ne s'intéressant qu'à elles. La guerre l'avait bien ramené à l'action, mais immédiate, mais collective et aboutissant encore à des idées : la patrie, la solidarité, le sacrifice, le devoir. La confession d'Odette, reçue ainsi à bout portant, sans qu'aucun indice l'eût préparé, devait faire et avait fait révolution en lui. Jamais il n'avait rien rencontré dans son expérience qui, de près ou de loin, ressemblât à ce crime, commis à côté de lui, en silence, par quelqu'un qui le touchait de si près, et il n'avait rien soupçonné! Il lui en demeurait un déconcertement, une sensation de se mouvoir dans un cauchemar, de ne plus y voir clair dans les choses et les gens qu'il croyait le mieux connaître. Son fils venait de le surprendre, et aussi Larzac. En toute autre occurrence, il aurait passé outre à ce double étonnement, sans y prendre garde. Mais pourquoi ce même Larzac avait-il, quand il aborda Malhyver descendu auprès de lui, ce je ne sais quoi d'indéchiffrable dans ses prunelles, et, pour lui répondre, cette voix qui sonnait faux? Ni ces yeux n'avaient changé, ni cet

accent depuis des années que les deux hommes se connaissaient. Seulement le plus naïf n'avait jamais saisi l'autre en flagrant délit de mensonge, et la chose allait arriver, par un de ces minuscules hasards qui ont déterminé tant de catastrophes dans des situations comme celle où se trouvait Larzac vis-à-vis de Malhyver. Ce hasard, c'était le fait que la receveuse eût téléphoné la dépêche envoyée si tard. Donc, Malhyver ne pouvait pas douter que cette dépêche n'eût touché Larzac, s'il avait passé au bureau de poste de Clermont, et son premier mot fut instinctivement :

— Tu as donc changé ton itinéraire? Tu n'es pas allé à Clermont?

— Mais si. Pourquoi?

— Alors tu n'es pas allé à la poste?

— Si, ce matin, à neuf heures.

— Et mon télégramme?

— Tu m'avais envoyé un télégramme?

— Oui, pour te dire qu'il m'était difficile de te recevoir...

— On ne m'a rien donné. Ça ne m'étonne pas. Depuis la guerre, tous ces services sont faits!... Tu vois comment...

Qu'une négligence eût été commise au bureau de poste de Clermont, c'était possible. Un employé distrait, un nom mal lu, une erreur de casier, suffisaient pour que le télégramme n'eût pas été remis à son destinataire. Mais la créance ne se commande pas.

— « Xavier a reçu ma dépêche, pensa Malhyver. Il vient quand même. Pourquoi?... Il me ment. Pourquoi?... Soupçonnerait-on la vérité? »

C'était fou de s'imaginer que la mort presque subite de Mlle de Sailhans eût pu faire l'objet des propos du monde et que Larzac s'en préoccupât au point d'être venu jusqu'ici, pour en parler peut-être à ses amis, pour savoir en tout cas ce qu'ils en avaient appris. Mais quand une honteuse action, restée secrète, a été commise par quelqu'un de très cher, on reste obsédé, dès qu'on la sait, par la terreur que d'autres la découvrent. Au moindre indice, on ne doute plus qu'elle n'ait été dévoilée, et Malhyver épiait sur le visage de Larzac une confirmation de cette crainte qui lui poignait le cœur, tout en lui disant :

— Je t'ai écrit ce matin une lettre que j'allais remettre au

facteur, pour t'expliquer ma dépêche. Odette n'est pas bien depuis quelques jours.

— Elle est malade ?

— Rien de grave, mais elle doit garder la chambre, et elle est si nerveuse qu'il lui faut un repos absolu.

— Que dit le médecin ?

— Je n'en ai pas fait venir encore. On me recommande à Clermont, un docteur Pacotte, le neveu et l'héritier d'un vieux praticien qui a soigné mon grand-père...

— J'ai l'auto. Veux-tu que le chauffeur retourne là-bas chercher Pacotte ? Je déjeune avec toi. Le chauffeur ramène le docteur qui voit Odette et avec qui je repars. Comme cela, elle n'aura pas la moindre fatigue de maîtresse de maison et j'aurai toujours passé quelques heures avec toi...

Nul sous-entendu dans cette offre, non plus que dans les questions, qui avaient précédé, sur la santé d'Odette. Cet échange de propos suffit pour suspendre un moment l'inexprimable et inexplicable malaise. Pourquoi ne pas croire que réellement Larzac n'avait pas reçu la dépêche ? Les deux amis n'en restaient pas moins un peu gênés vis-à-vis l'un de l'autre et ils écoutaient le bavardage de Roger qui, à côté d'eux, s'hypnotisait dans la contemplation du moteur que le chauffeur examinait, le capot levé :

— C'est une vingt-trente ?... La nôtre à Paris est une quinze. Seulement nous avons six cylindres... Combien faites-vous en palier ? Nous du soixante, tant que nous voulons... Quel carburateur avez-vous ?...

— A son âge, disait Larzac à Malhyver, nous ne rêvions que chevaux. Ils ne rêvent que machines. C'est fort heureux, étant donné qu'ils sont de futurs poilus et que la prochaine guerre se fera en autos et en avions... Ça ne l'empêche pas de travailler, ton gosse, j'espère, ce goût de la mécano ? On raconte à Paris que vous avez chassé Darré. Est-ce vrai ?

— Chassé, non. Il est parti de son plein gré, parce que la campagne l'ennuie...

— Et qui as-tu pris ?

— Personne. C'est moi qui suis le professeur du petit et je compte le rester. J'en ferai un bon Français, je te le jure.

Il avait parlé sur un ton très simple, mais si grave. Larzac en demeura saisi. L'intime respect qu'il portait, malgré sa tra-

hison, à son ancien condisciple devenu son frère d'armes, s'émut de nouveau en lui. D'un geste instinctif, il lui prit la main. Il la lui serra avec une étreinte trop frémissante pour que celui qui faisait l'objet de cet élan de sympathie n'en fût pas étonné. D'où venait ce subit attendrissement de ce camarade, si sceptique toujours? L'éducation d'un enfant qui ne lui était de rien ne justifiait pas cette émotion. « De quoi me plaint-il?... » pensa de nouveau Géraud. Il retira sa main, d'un geste qui déconcerta Larzac à son tour. Le malaise réciproque avait recommencé. Il y eut entre eux un passage de silence gêné, puis, prenant texte de la proposition de tout à l'heure, Malhyver dit :

— Tu es bien gentil de m'offrir l'automobile. Ce n'est pas de refus. Mais il faut que j'aie parlé à Odette. Il n'est pas sûr qu'elle accepte de voir un médecin. En attendant, voici qu'il se met à pleuvoir. Rentrons. On va montrer le garage à ton chauffeur. C'est notre remise. Il déjeunera. Toi aussi. Nous aviserons ensuite.

— Je laisse mes mallettes dans la voiture, dit Larzac, puisque je ne reste pas.

Espérait-il une hésitation chez Malhyver, une phrase comme celle-ci : « Maintenant que tu es venu?... » Cette phrase ne fut pas prononcée. Ils étaient entrés tous les trois dans la maison Géraud pensait : « Puisqu'il est là, je vais prévenir Odette. Je ne peux pas défendre à l'enfant de parler. » Et, tout haut, s'adressant à son fils :

— Toi, Roger, retourne à ton travail. Rédige-moi ce morceau sur le vers de La Fontaine : *Nos arrière-neveux...*

— ...*Nous devront cet ombrage*, acheva Larzac en riant. Il a deux sens, le mot *devoir*... Ce que nos arrière-neveux à nous *devront*, grâce à nous, si les finances publiques continuent d'aller comme elles vont, hein? Géraud, quelle ardoise! Puis, montrant le petit garçon, qui avait déjà grimpé en courant jusqu'au premier étage et s'arrêtait, appuyé sur la rampe, à les regarder monter :

— Tu ne lui donnes pas congé à cause de moi?

— Soit, dit Malhyver. D'ailleurs, comme on ne t'attendait pas, il n'y a de feu que dans la bibliothèque, et il y prend ses leçons... Tu t'y tiendras et tu me le garderas, pendant que je vais savoir comment est sa maman... Roger, cours ranimer le feu.

Avec cette pluie, il fait déjà humide. Ah! nous habitons un dur pays, son nom l'indique.

— Ce n'est pas pour longtemps. Tu n'as pas, j'imagine, l'intention de t'enterrer en Auvergne pour toujours.

— Ma foi, si!

— Même l'hiver.

— Même l'hiver... Et en lui-même : « Puisque notre résolution est prise, mieux vaut la lui dire tout de suite, pour qu'il la répète là-bas. C'est le plus sûr moyen de couper court aux mauvais propos, s'il y en a eu. » Il insista : — Nous quittons Paris. Je vais vendre l'hôtel du Faubourg-Saint-Honoré. Il est trop lourd pour nous.

— Mais l'héritage de votre tante de Sailhans?

— Justement. Nous n'avons pas l'intention de l'accepter. Nous avons trouvé dans ses papiers la preuve qu'elle avait d'autres idées, et très arrêtées, sur l'emploi de sa fortune. La pièce légale manque. Ce n'est pas une raison pour ne pas nous conformer à sa volonté...

— Et alors?... demanda Larzac. Était-il possible qu'Odette eût déjà d'elle-même fait le demi-aveu qu'il était venu lui demander? Non. Géraud parlait avec une simplicité si calme. Il devait avoir eu en mains, réellement, les papiers de la tante, et Odette acceptait sa décision par repentir de son crime, par désespoir aussi de leur rupture, qui supprimait tout ce qu'elle avait attendu de ce crime.

— Alors, continua Malhyver, nous redevenons ce que mon père et mon grand-père auraient dû rester : des terriens, bien racinés dans le domaine héréditaire.

Si le libertinage avait diminué chez Larzac la probité sentimentale jusqu'à l'abolir, l'autre probité, celle de l'argent, demeurait intacte chez lui. On a vu sa révolte contre l'idée d'une fortune volée allant à ce loyal Malhyver. Il n'en serait donc rien, et cela par une délicatesse d'honneur si rare que, de tout autre, il l'eût jugée invraisemblable! Un mot lui jaillit du cœur, bien vulgaire, mais ennobli par l'application qu'ils en avaient fait, l'un et l'autre, dans les tranchées devant quelque geste héroïque d'un soldat :

— Ça, c'est chic, mon vieux, c'est vraiment chic... La voix lui manquait presque, et, de nouveau, sa poignée de main, son regard, trahissaient une émotion qui étonna Géraud.

IX. — TOUTE LA VÉRITÉ

« Qu'est-ce qu'il pense ? Qu'est-ce qu'il sait ? » se demandait-il, en gagnant la chambre d'Odette, après avoir installé son camarade et son fils dans cette bibliothèque aux murs tout habillés de vieux livres, qu'il appelait mentalement l'Asile. S'il a reçu ma dépêche, et il est vraiment extraordinaire qu'il ne l'ait pas reçue, pourquoi est-il venu ? »

Redoutable question et qui eût, malgré son audace, fait frémir Larzac, s'il avait pu deviner que cet homme, jusqu'alors si confiant par magnanimité, se la posait, et dans quel moment? Quand il allait apprendre à sa femme, sans préparation, l'arrivée à l'improviste d'un amant quitté sur une telle agonie! Elle-même, aurait-elle supporté, sans un cri de révolte, que ce mari, dont elle avait découvert, la veille, toute la grandeur d'âme, lui annonçât cette présence? Cette épreuve du moins fut épargnée à la malheureuse.

Géraud avait frappé à la porte, doucement d'abord, puis plus fort. Aucune réponse. Odette dormait. Il entra et vint jusqu'au lit, sur la pointe du pied. Là, dans le demi-jour tamisé par les volets fermés et les rideaux baissés, il la contempla longtemps. Elle avait, dans ce sommeil, si profond qu'il entendait à peine son souffle, la tête appuyée sur son bras. Son charmant visage se montrait de trois quarts, avec sa pâleur maladive, ses traits délicats, comme amenuisés par les anxiétés et cependant, si jeunes, presque enfantins. Cette femme de près de trente ans, qui était mère, qui avait traversé des heures si tragiques, avait, ainsi endormie, l'expression d'une petite fille. Le sommeil a de ces singularités révélatrices, comme si notre vie inconsciente était plus nous-même que l'autre, la lucide, la réfléchie. Les méplats dont étaient creusés les joues trop minces n'altéraient pas plus ce caractère d'extrême jeunesse que les plis dessinés à la commissure des lèvres à demi ouvertes. Les longues paupières abaissées cachaient ces yeux qui avaient tant pleuré. Meurtries par ces larmes, elles mettaient sur cette face décolorée deux sceaux plus sombres, deux sceaux de douleur. Et elle dormait, si paisible, si douce, délivrée pour quelques instants de son remords et de son forfait. Était-ce réel qu'elle l'eût commis, ce forfait, de ces doigts détendus dont la finesse se détachait sur

l'oreiller. Ce n'était pas la première fois que Géraud sentait l'effarante dissemblance entre cet acte et cette femme. Elle l'avait commis pourtant, entraînée par quel vertige, par quelle influence et qui avait dévié la gentillesse de sa nature ? Sous le coup de l'effroyable révélation, tout le travail de soupçon ramassé dans le « Qui fuit-elle ? » de son journal avait été suspendu chez Géraud. Voici qu'au chevet du lit de la criminelle, ce travail reprenait. Au « Qui fuit-elle ? » de l'autre jour se substituait cet autre point d'interrogation : « Qui l'a changée ? » Il se rappelait leur conversation au retour de l'enterrement de la victime et de quel âpre accent la meurtrière, — car elle l'était, — lui avait dit : « J'aime Paris, le monde, le théâtre, l'air que je respire aux Champs-Élysées, les gens que je vois... » Elle aurait tué pour garder tout cela ? Ce n'était pas vrai, et la preuve : il y avait toujours un Paris, un monde, des théâtres, des Champs-Élysées. Elle avait toujours ses amies. Et de toute cette vie, — sa vie, — elle éprouvait une horreur, distincte de son remords. Géraud discernait cette nuance, maintenant. Elle ne souffrait pas que de ce remords. De quel accent elle lui avait dit : « Ah ! comme je t'ai peu connu ! » Celui d'une femme qui rencontre chez l'homme qu'elle n'a pas aimé un secours dans une immense détresse, qui comprend tout d'un coup ce qui aurait pu être et qui le compare... à quoi ? A ce qui a été.

Ils continuaient, elle de dormir, Géraud de la regarder. Lui aussi, qu'il avait peu connu sa compagne, celle qui cependant portait son nom et qui pouvait le déshonorer ! La fièvre d'imagination, provoquée en lui par la secousse de ces derniers jours, se développait dans un accès plus fort. Elle aboutissait à une de ces crises d'intuition rétrospective, où les caractères qui nous sont les plus familiers se reconstruisent subitement dans notre esprit, sous un angle nouveau. La grâce enfantine de ce fin visage, il l'avait interprétée depuis des années, comme le signe d'une âme légère, superficielle, inconsistante. Il y voyait en ce moment la révélation d'une âme simple, demeurée primitive dans un train de vie compliqué, mais au dehors, mais d'apparence. Il suffisait qu'une passion se fût emparée d'elle pour que la grande dame eût réagi comme une fille du peuple, une paysanne, comme cette Miette Coubret, en qui elle avait aussitôt reconnu une sœur de misère. Cette passion, si Odette en avait subi l'envahissement, expliquait tout, et ce qu'elle avait osé pour

ne pas perdre celui qui en était l'objet. Comme une grille, appliquée sur un cryptogramme, donne un sens à une suite de mots incohérents jusque là et indéchiffrables, cette hypothèse emportait avec elle une évidence qui en rejoignait une autre soudain apparue dans la pensée de Géraud : c'était à cause d'Odette que Larzac était venu à Malhyver, passant outre à la dépêche reçue. Vingt petits faits, à peine remarqués sur le moment, surgissaient devant sa mémoire, éclairés par cette fulguration de vérité, contre laquelle on ne raisonne pas. Elle s'impose. Depuis son arrivée à Malhyver, pas une fois, Géraud se le rappelait, Odette n'avait prononcé le nom de cet intime ami de leur ménage. Quand il lui en avait parlé, elle n'avait pas répondu. Il n'y avait pas pris garde, incapable d'imaginer qu'un mystère coupable pût exister entre ces deux êtres, elle qu'il considérait comme si frivole mais si loyale, l'autre dont l'enfance avait été mêlée à son enfance, la jeunesse à sa jeunesse, qui s'était battu si bravement à côté de lui. Il les revoyait, la veille de son départ pour l'Auvergne, tels qu'il les avait retrouvés, assis devant leurs verres de porto et fumant leurs cigarettes. De ce spectacle il avait été attristé comme d'un indice de mauvais ton parisien. Et voici que cette petite scène d'équivoque intimité se représentait, et tant d'autres! Le « Pourquoi est-il venu? » de tout à l'heure avait sa réponse : « Pour voir Odette » et le « Qui fuit-elle? » du journal avait aussi la sienne: « Larzac. » Oui. C'était Larzac qu'elle avait fui, pour quel motif? Par remords d'avoir fait ce qu'elle avait fait? Sans doute, mais ce remords, elle l'avait eu dès les premières minutes, — témoin son évanouissement quand le médecin avait annoncé l'agonie de sa victime, et elle avait attendu quinze jours avant de s'en aller de Paris. Il y avait donc eu autre chose. Une intelligence jusqu'alors aveuglée, dès qu'elle est enflammée par des sentiments intenses, — ici l'honneur conjugal et l'amitié, — développe, une fois lancée sur une voie de réalité, une énergie de logique dont les extraordinaires divinations ressemblent à celles du génie. La poignée de main pitoyable de Larzac, l'émotion de son regard et de sa voix quand il avait appris le renoncement à la succession... Mais c'est qu'il savait le crime et qu'un dernier respect pour le caractère de son ami de tant d'années, lui rendait horrible cette tromperie-là! Et par qui avait-il pu le savoir, ce crime? Par Odette qui avait crié son

remords à son amant, avant de le crier à son mari... Son amant? L'assaut du soupçon était si furieux, à cet instant, chez cet homme, enfin lucide, que la tentation le saisit de réveiller Odette brutalement, de lui apprendre à l'improviste, là, que Larzac était arrivé. Dans le sursaut de la surprise, elle se trahirait. Il aurait la preuve, un autre aveu, toute la vérité. Il vint plus près du lit. Quelle lassitude sur le pauvre visage, quelle absence de défense dans cette enfant endormie ! Lui porter ce coup, si l'affreux soupçon était vrai, il n'en avait pas la force... Et puis, de quel droit l'avait-il, ce soupçon ? Sur quels indices? L'édifice mental qu'il venait de dresser dans un spasme de cette fièvre imaginative tombait avec l'accès.

« Je suis fou, se dit-il, Larzac ne peut pas être son amant. Ou bien, tout n'est que mensonge en ce monde... »

Combien de sensibilités généreuses se sont ainsi rejetées en arrière, au premier heurt avec une trop dure certitude qui les blessait au vif d'une chère illusion! A quoi bon? A chaque nouvel incident la certitude se retrouve, entière, implacable, et il faut bien l'accepter. Géraud était sorti de la chambre de sa femme, toujours sur la pointe du pied. Quand il entra dans la bibliothèque, Roger et Larzac se tenaient au coin du feu, celui-ci tisonnant d'une pincette nerveuse et fumant son éternelle cigarette, le jeune garçon occupé à jouer avec un bilboquet. Il en avait trouvé un qui, d'après sa forme, avait dû appartenir à un petit Malhyver de l'ancien régime. En quelques jours, il était devenu habile à cet exercice démodé, et il était très fier de montrer son adresse au visiteur. Un rayonnement de cette puérile vanité, que son père s'appliquait à combattre chez lui, illuminait son visage, si pareil à celui de sa mère. C'était d'elle qu'il parlait, si attentif à bien rattraper la boule sur la pointe de l'instrument qu'il n'entendit pas la porte s'ouvrir, non plus que Larzac, trop intéressé par la réponse de l'enfant à ses questions :

— Alors, elle ne mange pas? questionnait-il.

— Si peu, disait Roger. Encore quand elle descend à table!

— Elle reste couchée?

— Toute la journée quelquefois.

— Elle se plaint de la tête?

— Oui, et de si mal dormir.

« Il lui parle d'Odette, » pensa Malhyver. « A moi, il ne m'a

quasi rien demandé. » C'en était assez pour que le soupçon revînt, plus poignant. Mais comment Larzac eût-il deviné la véritable cause qui assombrissait ce masque rendu si sévère déjà par sa cicatrice? La santé de sa femme n'expliquait-elle pas cette gravité d'expression?

— Comment va Odette? interrogea-t-il. Tu lui as dit que j'étais là?

— Elle dormait, répondit Malhyver.

L'autre n'insista pas. Il eût été naturel qu'il demandât s'il pouvait voir la malade. Visiblement il attendait. Sa conversation avec Roger trahissait un intérêt, qu'il ne voulait pas, qu'il n'osait pas montrer tout entier devant le mari. Du moins, c'est ainsi que Géraud interpréta ces deux attitudes contradictoires. Il cessait ici d'y voir juste. Ce qui dominait en ce moment chez Larzac, c'était le passionné désir d'un tête-à-tête avec Odette et une appréhension presque angoissée qu'elle le lui refusât. Il continuait de croire que le télégramme envoyé par Géraud avait été dicté par elle. En arrivant comme il avait fait, il avait compté la trouver debout et qu'il l'obligerait de gré ou de force à cet entretien. Il était certain, l'ayant toujours vue si sûre d'elle-même dans le monde, qu'elle ne montrerait pas devant son mari une émotion qui pût la trahir. Ce calcul était déjoué. Une fois prononcée cette phrase : « Me recevra-t-elle? » si Mme de Malhyver faisait répondre qu'elle était trop souffrante, aucun moyen de passer outre. Il se demandait s'il ne valait pas mieux ne pas courir ce risque. C'était son motif pour ne plus parler d'elle. Un autre plan se dessinait déjà dans sa pensée. La course à Clermont pour ramener le médecin lui offrait une raison plausible de revenir au château le même soir. Il serait tard. Géraud les hospitaliserait sans doute pour la nuit, lui et le docteur. Odette saurait son dévouement. Elle serait touchée. Il ne doutait pas qu'elle ne l'aimât toujours. Cette entrevue, à laquelle sa rancune de maîtresse brutalisée se refusait peut-être aujourd'hui, elle l'accepterait le lendemain. Larzac ruminait ces possibilités, assis maintenant à la table du déjeuner, sans observer, lui si fin d'habitude, l'attention avec laquelle son hôte l'écoutait, l'étudiait. Le naïf à cette minute et qui ne se défiait pas, c'était lui. Le dissimulé et qui ne livrait rien de ses réflexions, c'était Géraud. Ces chassé-croisés sont fréquents entre un mari qui voit enfin clair et un amant qui ne se sait pas deviné. C'est ainsi que

des adultères, prolongés pendant des années en pleine sécurité, se dénouent soudain dans la tragédie. Larzac cependant causait, causait, afin de tromper son persistant malaise et de mettre Géraud à un diapason de cordialité. Il le sentait, malgré tout, plus fermé qu'à l'ordinaire, ce qu'il continuait d'attribuer à ses inquiétudes sur sa femme. Prenant occasion du *lunch* offert par le général Brissonnet, il lui avait rapporté d'abord les termes par lesquels cet admirable chef avait parlé de lui. Il avait énuméré ensuite les camarades présents au repas et multiplié à leur propos les « te rappelles-tu? » Sous cette suggestion, Géraud en effet s'était laissé aller à son tour aux visions de sa mémoire. Dans cette paisible salle à manger dont les vitres frémissaient sous le fouettement de la pluie, les tranchées s'évoquaient, les bombardements, les avions, les gaz asphyxiants, les grenades, toute l'horreur de la guerre, si voisine, si lointaine déjà. Les deux compagnons revivaient ces heures d'un suprême péril, affronté fraternellement. Le petit garçon les écoutait, bouche bée, avec des exclamations qui, à tout autre moment, eussent réjoui Malhyver. Mais l'anxiété du soupçon paralysait le père en lui.

— « Était-il possible, se disait-il, que Xavier eût ce secret sur le cœur en montant à l'assaut avec moi? »

Tout devient sujet de remarque à celui qui doute. Pourquoi cette insistance de Larzac à maintenir leur conversation dans cet unique domaine de leur action militaire? Pourquoi cette hâte dans la parole, ces sautes subites dans ses souvenirs? Pourquoi cet énervement, si impatient de toute contrainte qu'il avait demandé à Géraud la permission de fumer à table même?

— « Comme à Verdun »... avait-il dit en riant. Pourquoi ce rire avait-il sonné non pas faux, mais forcé? Pourquoi surtout ce frémissement de ses paupières sur ses yeux, cette crispation de ses doigts sur sa cigarette, quand, après le déjeuner et comme, revenus dans la bibliothèque, ils y prenaient le café, un incident s'était produit inattendu, mais d'un ordre si simple? On avait frappé un coup à la porte et la femme de chambre, Élise, était entrée. Pourquoi le regard de cette fille au visage impénétrable s'était-il posé sur Larzac, avec cette fixité propre aux gens du peuple lorsque leur attention est prodigieusement appliquée? Elle avait dit, avec son accent de l'Est qui reparaissait plus fort dans les instants où un intérêt distinct de son service la rendait à son automatisme :

— Mme la comtesse est mieux. Elle a pu se lever. Elle fait dire à M. de Larzac qu'elle sera contente de le *voère*. — Et, se tournant vers Malhyver : — C'est *moué* qui ai dit à Mme la comtesse que M. de Larzac était arrivé

Pourquoi s'excusait-elle presque d'un bavardage dans son service, si naturel ? Que savait-elle, que pensait-elle donc, elle aussi ? Il y eut dans la pièce un étrange passage de silence. Élise attendait. Larzac regardait Malhyver, qui regardait maintenant la caméristе, complice sans doute. Roger, se rapprochant de son père, parla le premier :

— Vous me permettez d'aller dire bonjour à maman, papa? interrogea-t-il.

— Plus tard, dit le père. En ce moment, il ne faut pas la fatiguer.

Et, s'adressant à Larzac : — Je vais te conduire chez Odette...

Puis à Élise : — Avertissez Mme la comtesse. Nous vous suivons...

C'est dans les crises de défiance que les natures généreuses se distinguent le plus des autres, de celles pour qui les Anglais ont créé cet admirable adjectif de *mean*. Un jaloux magnanime n'ouvrira pas une enveloppe qui n'est pas à son nom. Il ne forcera pas une serrure. Il n'achètera pas un domestique. Il ne mettra pas en chasse un policier. Ces dégradantes enquêtes lui répugnent trop. Mais comment ne le tenteraient-elles pas, obsédé qu'il est par un torturant besoin d'étreindre une indiscutable preuve? Tandis que Géraud guidait Larzac dans le corridor en le précédant, il se demandait : « Vais-je rester là pour les observer?... » Il ne fut pas plus tôt entré dans la chambre qu'il en sortait, sous le prétexte de surveiller Roger, les laissant seuls, cette femme, — sa femme, — et cet homme, l'amant peut-être? Il ne s'était pas senti la force de les voir l'un en face de l'autre, sans leur crier son soupçon, sans les interroger, là, brutalement, pour savoir enfin... Que saurait-il? Et puis comment soumettre à cette inquisition par trop outrageante pour une innocente, et bien cruelle pour une coupable, cette créature brisée ? Elle avait l'air si misérable, si vaincue, à demi couchée sur sa chaise-longue, son pauvre visage tout pâle sous la dentelle jetée sur ses cheveux ! Elle s'enveloppait frileusement de son ample cape de loutre, ses jambes protégées par un couvre-pieds de martre. Quelle image de détresse, à paralyser la plus juste vengeance !

— Odette!... osa dire Larzac, après que les deux amants, Géraud parti, furent demeurés quelques instants sans se parler. Elle tenait ses yeux à demi clos, comme ramassant toute son énergie pour cette conversation, qu'elle avait voulue et qui lui faisait trop de mal à seulement engager. Lui considérait cette malade, — malade de son crime, malade de lui, — avec une profondeur d'émotion qu'il n'avait jamais éprouvée devant l'ardente, l'heureuse, la brillante maîtresse d'autrefois. Il répéta : — Chère, chère Odette!

Elle tressaillit et, l'arrêtant d'un geste, elle se redressa :

— Ne me parlez pas ainsi, Xavier, dit-elle, tout cela est fini, entendez-vous, fini!

— Qu'est-ce qui est fini? répondit-il en hochant les épaules et en essayant de lui prendre la main, avec ce sourire caressant dont il avait si souvent constaté le pouvoir souverain sur elle. Notre amour? Parce que j'ai été injuste avec toi?...

— Avec toi!... répéta-t-elle, et une terreur décomposant ses traits : — Par pitié, Xavier, plus de ces mots-là!... — Elle avait dégagé sa main et l'avançant vers un bouton d'appel placé contre la cheminée à portée. — Ou bien je sonne. Je dis que je suis souffrante... Pourtant, ajouta-t-elle douloureusement, j'ai besoin de vous parler. Il m'est trop dur que vous pensiez de moi ce que vous en avez pensé. J'ai besoin que vous sachiez...

— Que vous ne gardez pas cette fortune? Je le sais, interrompit-il, voyant qu'elle hésitait.

Au moment de prononcer une phrase où elle allait évoquer le crime, son cœur défaillait. Et lui, bien ému à son tour, mais indulgent comme à une enfant malade et sans comprendre ce qu'il y avait de repentir total déjà dans cette souffrance :

— Oui, continuait-il, vous avez trouvé des papiers de votre tante, l'ébauche d'un testament, Géraud me l'a dit...

— Ah! qu'il est généreux! Qu'il est bon!... gémit-elle. Il a voulu que vous colportiez à Paris cette explication, pour le monde, quand on saura que nous n'héritons plus. Ce n'est pas vrai, Xavier. La vérité, c'est que nous avons décidé cette restitution d'un commun accord, mais après que je lui ai tout confessé...

— Alors, il sait que?...

— Que j'ai assassiné, oui, insista-t-elle, et s'exaltant encore : Vous n'osez pas dire le mot. Mais dites-le donc. Je le dis bien,

moi... Ce que je lui ai caché, c'est la cause pour laquelle j'ai assassiné... Et, secouant sa tête avec accablement : — Je n'ai pas pu.

— Mais lui ? interrogea Xavier.

— Lui ? Il a été si bon pour moi, il m'a témoigné tant de pitié ! Il a su trouver et me dire des paroles si tendres, celles dont j'avais besoin ! Il m'a montré tant de cœur, que le remords d'avoir commis l'abominable action est devenu moins fort que l'autre, celui d'avoir trahi un homme tel que lui. Voilà pourquoi je vous ai dit que tout est fini entre nous, Xavier. Quand j'ai su par Élise que vous étiez venu, j'ai compris que vous regrettiez votre dureté. J'ai pensé : il va m'en demander pardon, vouloir que ce qui a été soit encore. Et j'ai tenu à vous voir pour que vous sachiez tout, vous aussi, pour vous demander ce que je vous demande : — que vous vous en alliez, que vous ne reveniez jamais, que vous me laissiez refaire de ma vie ce qui peut en être refait. Adieu, Xavier, quittez-moi... Ma force est à bout...

Elle s'était renversée en arrière de nouveau, les yeux presque fermés comme tout à l'heure. La flamme de la fièvre mettait un éclat dans ses prunelles et une rougeur à ses joues, tandis qu'elle prononçait ces paroles dont chacune avait une résonance qu'elle ne soupçonnait pas dans la sensibilité ambiguë et blasée de celui qui l'écoutait. On l'a dit, l'ami félon avait toujours respecté dans Géraud la haute valeur morale, plutôt devinée que connue, à laquelle Odette rendait, du fond de son chagrin, un émouvant témoignage. Toujours aussi, sans bien s'en rendre compte, il en avait été secrètement humilié dans l'arrière-fond de sa conscience. Quand il avait quitté Paris, en se donnant comme motif avoué d'épargner à cet honnête homme la souillure d'un infâme héritage, il avait surtout obéi au désir de lui rendre un service qui les remît, vis-à-vis l'un de l'autre, sur un pied d'égalité. C'était sa fierté qui l'avait poussé, un besoin de ne plus se sentir inférieur. Pour un de ces libertins orgueilleux, comme lui, qui satisfont dans la conquête de la femme des appétits d'ambitieux plus que d'amoureux, c'est une impression pénible, obsédante et trop voisine de l'envie, de tous nos vices, le plus obscur, le plus dissimulé dans les ténèbres intérieures où si peu d'entre nous osent descendre. Pour l'amant qui n'avait trouvé avenue d'Antin, devant le douloureux aveu de sa maîtresse, qu'une réaction d'implacable et féroce rigueur, quelle leçon que cette

compassion du mari, ce geste miséricordieux, si humain qu'il avait retourné du coup tout ce pauvre cœur! Il avait fait plus que le retourner, il l'avait repris à l'amant cruel. La femme que Larzac avait devant lui et qui le suppliait de partir, de l'abandonner, si tristement, mais si fermement, n'était plus celle qu'il avait tenue des années, enivrée et palpitante, sous sa volonté de dominateur. Pour la première fois, entre elle et lui, il rencontrait une personnalité d'homme, — de quel homme, et dont la douloureuse épreuve aurait dû le toucher, lui surtout, qui savait dans quelle atmosphère d'idées l'horrible révélation du crime avait surpris Géraud ! Mais il est des crises mentales où l'émotion se tourne aussitôt en irritabilité, et, Larzac, depuis ces dernières semaines, en traversait une, portée à son plus haut degré d'acuité par la présence de sa maîtresse, cette grâce meurtrie, ce frémissement passionné, cet effort pour se libérer de leur amour, son crime même commis pour lui et les souvenirs de la volupté partagée. La mémoire des sens avait tressailli au plus profond de son être, envahissante, violente, irrésistible, dès la seconde où il avait franchi le seuil de cette chambre à coucher. Elle le travaillait, le possédait. Elle allait déchaîner en lui une de ces impulsions aberrantes qui ne tiennent plus compte de rien. Elles sont comme le déclenchement automatique d'un réflexe. Leur transport ressemble à cette aura brusque et frénétique des accès comitiaux. Cette femme était une âme si atteinte, si repentante! Il lui avait déjà fait tant de mal ! Il n'y pensait plus, et pas davantage au danger tout proche, au mari qui pouvait entrer. Il s'était levé, et, avant qu'Odette eût dû s'élancer de sa chaise-longue, il s'était mis à genoux devant elle, comme dans leur dernière entrevue avenue d'Antin, en lui saisissant les mains, en la forçant de rester là, de l'écouter. Et il lui disait, ne mesurant plus ses mots, ne réfléchissant pas au caractère insensé de l'offre qu'il faisait, pire encore, à sa déloyauté, car c'était lui proposer de prendre toute sa vie, et lui-même, pouvait-il promettre de donner la sienne?

— Hé! bien, non! Ne me demande pas de te quitter. Je ne peux pas. Je ne veux pas... Ce que j'ai senti depuis ces quinze jours, c'est que je t'aime passionnément, absolument. Ah ! oui, je l'ai senti, quand j'ai voulu revoir Cécile et qu'elle m'a fait horreur à cause de toi... Tu dis que tu souffres trop de trahir?...

Il montra la porte d'un geste de tête sans nommer Géraud : Hé bien! Ne trahissons plus. Ne mentons plus. Partons ensemble. Laissons tout. C'est toi qui avais raison avenue d'Antin. J'en suis le complice, de ton crime. Tu l'as commis pour moi. J'accepte cette complicité. Dis que tu consens, que tu vas me suivre, tout de suite, maintenant, si tu veux. Mais dis-moi que tu m'aimes toujours, dis-le et que tu n'as rien oublié, rien, rien...

Abandonnant ses mains pour lui prendre la tête, il appuya de force sur cette bouche amère et haletante un baiser dont elle faillit s'évanouir. Avait-elle auprès de cet amant qu'elle avait tant chéri, entre les bras de qui la femme s'était éveillée en elle, éprouvé un renouveau, elle aussi, de cette mémoire des sens dont le délire passait dans cette voix tentatrice? Était-ce, au contraire, un sursaut d'horreur contre le désir avoué dans cette brutale caresse? Tout d'un coup, elle s'arracha de cette étreinte, en poussant un cri d'animal blessé, si aigu, si sauvage, que Larzac en demeura épouvanté. La conscience lui revint de l'endroit, et de Géraud tout proche qui pouvait l'avoir écouté, ce cri. Il tendit l'oreille et lui qui n'avait pas tremblé sous le feu des mitrailleuses allemandes, une inexprimable sensation de terreur lui glaca les veines. — Un pas s'approchait. — La porte s'ouvrait. Malhyver entrait. Il s'arrêta une minute à regarder sa femme, accotée là-bas contre le mur, son manteau glissé sur le parquet, la dentelle de sa tête défaite, la grosse natte de ses cheveux déroulée, défaillante, les yeux fous. Elle le vit, et d'un élan, courut se jeter sur sa poitrine, s'y serrer, s'y tapir, en lui disant dans une supplication éperdue :

— Sauve-moi de lui, Géraud! Ah! Sauve-moi de lui! Je ne veux plus retomber. Je ne veux pas!...

Puis, comme si d'entendre sa propre voix et ces terribles mots dénonciateurs l'épouvantait elle-même, ses prunelles hagardes fixèrent son mari, Larzac, et elle s'échappa hors de la chambre, sans qu'aucun des deux hommes pensât à la suivre.

Le cri perçant d'Odette était arrivé à Géraud, tandis qu'il attendait dans le corridor, toujours en proie à l'agonie du soupçon. Son fils lui avait demandé qu'il le laissât descendre au garage, où le chauffeur de Larzac préparait l'automobile. Le père y avait consenti et il n'avait pas cessé depuis lors de marcher ainsi, entre la bibliothèque et cette porte, dévoré d'un torturant

besoin de savoir ce que sa femme et son ami se disaient, là, derrière ce battant. Tourner ce bouton de serrure, les surprendre. Ah! qu'il en était tenté! Le respect de soi l'avait retenu, jusqu'à la minute où ce déchirant appel l'avait fait se précipiter. Et maintenant, le soupçon était fini. Le doute n'était plus possible. Ce cri, l'aspect de sa femme, cette imploration, ce « sauve-moi de lui! » ce « je ne veux pas retomber » répété, avec cet accent, cette fuite, la physionomie de l'ami perfide, se relevant de son agenouillement, le visage contracté, — quelles preuves plus saisissantes pouvait-il chercher? Lui-même avait pâli jusqu'à la lividité. Il fit quelques pas vers Larzac. Celui-ci, devant cette menace, s'était repris. Les bras croisés, il attendait. Il vit les poings de Malhyver se lever pour un geste de violence, puis s'abaisser sans frapper. Une lutte tragique, entre sa vengeance et son devoir sacré de père, se livrait dans le cœur de l'outragé, qui dit enfin, d'une voix devenue rauque par l'étranglement de la colère domptée :

— Partez. Votre automobile doit être prêt. Partez.

— Géraud!... voulut commencer Larzac.

— Je vous dis de partir! fit Malhyver. Le sang lui remontait à la face, si fortement que la profonde cicatrice dont sa joue était couturée en devenait noire. Et terrible : — Ne me parlez pas! Ne m'approchez pas! Que je ne vous entende pas! Que je ne vous voie pas!... En ce moment je suis encore maître de moi... — Et comme un autre appel, poussé par Roger, montait à travers la porte, restée entr'ouverte après le départ d'Odette : — Et puis il y a celui-là...

Le petit garçon accourait en effet, la physionomie si bouleversée qu'une même angoisse étreignit les deux hommes. Un seul avait le droit d'interroger :

— Qu'y a-t-il?... Ta maman?...

— Oui, papa, disait l'enfant. Venez vite. Maman est partie en courant, par la pluie. Elle n'a pas de chapeau, elle n'a pas de manteau, elle va avoir si froid!... Venez vite. Il faut que nous la trouvions pour la faire rentrer.

Géraud, soulevant son fils de terre, l'embrassa passionnément. — Allons!... dit-il, et, s'adressant à Larzac sans le regarder : — Tu m'excuses, n'est-ce pas, de ne pas te mettre dans ton automobile?

Quel pathétique dans ce tutoiement, succédant aussitôt à

l'éclat de tout à l'heure, à cause de l'enfant et pour que cette précoce intelligence ne soupçonnât aucun mystère dans leurs relations! Une fois de plus, Larzac sentit la grandeur d'âme de celui qu'il avait bafoué et sa supériorité. Il descendait l'escalier, chassé à son tour comme il avait chassé Odette avenue d'Antin, et, comme elle, la tête baissée. Il ne lui était même pas permis de suivre, pour les aider dans leur recherche, ce père et ce fils qui le précédaient et qui disparurent à travers l'orage dans une des allées du parc, celle où Roger avait vu s'enfoncer sa mère.

— Faites avancer l'automobile... avait crié Géraud au chauffeur, en passant devant la remise où était garée la voiture. Même dans ce paroxysme d'anxiété, il avait voulu répéter sous une autre forme cet impératif : « Partez » auquel il fallait bien qu'obéît l'amant, qui n'était plus que l'intrus et qui devait, outre cette humiliation, supporter cette mortelle inquiétude : « Et si elle est allée se tuer?.. »

L'inquiétude allait être dissipée bien vite, mais l'humiliation aggravée encore. Dix minutes ne s'étaient pas écoulées que Roger revenait en courant :

— Maman est par terre, dit-il fébrilement à Larzac qui s'avançait. — Elle est tombée dans le parc. Papa est avec elle. Il faut quelqu'un pour aider à la ramener. Mais voilà Pierre. Venez vite, Pierre... Courons, courons...

Pierre était le jardinier chargé de garder le château, que la badauderie avait attiré auprès du somptueux automobile. Larzac le regarda s'éloigner en courant, guidé par le petit garçon.

— Faut-il mettre en marche, Monsieur?... avait demandé le chauffeur.

S'en aller sans en savoir davantage sur l'état de la malheureuse femme lui était impossible, impossible également de se retrouver en face de Géraud et en face d'elle... Et il fouillait d'un regard éperdu la longue allée sinueuse du parc. Des trombes d'eau s'abattaient sur les bourgeons des hêtres et des chênes. Elles voilaient les jeunes feuillages d'un rideau mouvant, au travers duquel il aperçut enfin venir un groupe, composé de quatre personnes. C'était l'enfant d'abord, puis Géraud avec le jardinier, et, entre eux, une forme blanche dont ils aidaient la marche

défaillante. Sur la tête penchée de la pauvre Odette, à peine capable d'avancer, Géraud, de sa main libre, soutenait un parapluie ouvert que la pluie fouettait par larges rafales. Larzac se retira d'instinct dans l'ombre de la limousine, tandis que le triste cortège passait. Il put voir que la misérable créature, ramenée ainsi, claquait des dents et frissonnait de tout son corps sous son léger vêtement d'appartement, collé à ses membres et ruisselant d'eau. Elle gravit pourtant les degrés du perron, portée par les deux hommes auxquels s'était adjointe Élise, et elle entra dans le château. Le petit garçon restait en arrière, Larzac l'appela, en étouffant sa voix pour n'être pas entendu de Géraud, comme si les cascades qui dégoulinaient des cheneaux ne couvraient pas tous les bruits !

— Roger, fit-il, demande à ton père s'il ne veut pas que j'aille à Clermont tout de suite, avec l'auto, chercher le docteur Pacotte ?

— Oh ! oui ! fit l'enfant. Allez-y ! Allez-y ! J'ai entendu qu'il en parlait avec Pierre. Je cours lui demander...

Il avait à peine passé la porte que Larzac, remonté dans la voiture, ordonnait au chauffeur :

— A Clermont, et vite.

Et en lui-même, tandis que le moteur commençait de ronfler et les roues de tourner !

— Géraud va me faire répondre que non. Mais quand le petit reviendra, je serai loin et j'aurai toujours fait cela pour elle.

Il devait, en arrivant à Clermont et sonnant à la porte du médecin, apprendre aussitôt que sa divination ne l'avait pas trompé. Le mari d'Odette n'avait pas voulu lui devoir même cet humble service. Il avait trouvé le moyen d'obtenir par une autre voie le secours nécessaire.

— M. Pacotte vient de partir en automobile pour la montagne, il y a trois quarts d'heure, dit la servante du docteur, accourue à l'appel du timbre.

— Est-ce au château de Malhyver qu'il est allé? Le savez-vous? interrogea Larzac.

— Oui, c'est bien le nom. Il a été appelé par téléphone.

— Comme Géraud me hait !... pensa Larzac. S'il ne m'a pas frappé, c'est à cause du petit... S'il l'avait fait, pourtant, que

serait-il arrivé? Nous nous serions battus. Nous serions quittes. Au lieu que maintenant... Pauvre Odette! A cause du petit, il la gardera... Mais quelle pitié que leur vie!...

Et voici qu'une sorte de tristesse de lui inconnue jusqu'alors serrait son cœur. C'était le remords, malgré tout, de l'amitié profanée. C'était le sentiment d'avoir méconnu un amour si vrai. C'était la peur aussi de la passion qu'il se découvrait en ce moment pour cette femme, perdue à jamais, et en descendant l'escalier du médecin, il répéta tout haut : « Oui, quelle pitié que leur vie, » en ajoutant : « et que la mienne maintenant! »

X. — *VIA LUCIS*

Moins d'une heure après le moment où Larzac se formulait ce pronostic, pour lui-même et pour les victimes du drame moral dont il était le premier responsable, le médecin vers lequel il s'était hâté en vain, arrivait au château de Malhyver. Géraud avait trop fréquenté les hôpitaux à une époque pour ne pas discerner, quand celui-ci sortit de la chambre d'Odette, une gravité inquiétante, sur son visage d'ailleurs en accord avec ses premières paroles :

— Je reviendrai demain matin, monsieur le comte. S'il y avait quelque complication, vous me téléphoneriez, comme vous avez fait.

— Quelles complications? Vous en craignez donc?...

— Aucune que je puisse préciser, mais l'état nerveux de madame la comtesse en est une à lui tout seul. Le frisson, le claquement des dents s'expliquent par le terrible coup de froid qu'elle vient de subir. Nous allons le combattre par les procédés classiques, des enveloppements brûlants, des sinapismes, des boissons chaudes et alcoolisées. J'avais apporté de quoi faire une piqûre de caféine. Mais devant son agitation, je n'ose pas... — Et, après un temps de silence : — Et à ce propos, monsieur le comte, madame la comtesse m'a chargé de vous adresser une demande...

Malhyver s'était tenu en effet hors de la pièce, tandis que le praticien interrogeait sa malade. Il avait appréhendé que sa présence n'augmentât cette agitation justement, dont les symptômes évidents l'effrayaient d'autant plus qu'il en connaissait trop les causes. Il n'était cependant pas possible que ce boule-

versement physique et moral d'Odette fût allé jusqu'à mêler un étranger, même de loin, par une confidence quelconque, à la tragédie de leur foyer ! Quel message avait-elle pu donner au docteur, qui l'embarrassait visiblement, — embarras d'autant plus significatif que Pacotte portait répandu sur toute sa personne un air d'autorité justifiée ? C'était un homme d'environ quarante-cinq ans, trapu comme un Auvergnat d'origine, avec un visage rougeaud qu'éclairaient deux yeux bleus derrière des lunettes cerclées d'or. Ses cheveux, très blonds et très drus sur son front large, disaient la vitalité d'une physiologie qui suffisait à une activité, célèbre dans tout le centre de la France. Pacotte avait été, à Montpellier, l'élève de l'admirable et regretté professeur Grasset. Ces lunettes et la coupe de sa barbe fauve lui donnaient une ressemblance lointaine et sans doute cherchée, avec ce maître. D'autres détails, de costume ceux-là : sa cravate blanche, ses grosses bottes, sa redingote à col de velours, évoquaient son oncle, le premier docteur Pacotte, une des originales physionomies du Clermont de l'autre siècle. Tout enfant, Malhyver avait connu ce vieux thérapeute au chevet de son grand-père. Il savait quelle tradition d'honneur professionnel représentait le nom de cet homme de bien. Ce souvenir le soutenait un peu dans sa nouvelle angoisse de cette minute :

— Une demande ? répondit-il. Mais laquelle ?

— Madame la comtesse voudrait que l'on allât chercher tout de suite M. l'abbé Taravant, dit Pacotte. Et, gêné : — Je peux me charger de la commission, monsieur le comte. Je le connais bien, lui, son église et son miel... Pour revenir à madame la comtesse, je lui ai fait les objections que je devais, comme vous pensez. J'ai vu dans son désir la preuve qu'elle se croit très malade. — Vous n'êtes en danger ni de près ni de loin, Madame, lui ai-je assuré. — Elle a insisté. Je lui tenais le pouls, pendant ce temps-là, sans qu'elle s'en aperçût, absorbée dans son idée : faire appeler ce prêtre. Quel pouls ! Des bondissements et des irrégularités à faire peur. Quand je lui ai promis que je vous parlerais, l'orage cardiaque s'est un peu apaisé. C'est à titre de médecin, monsieur le comte, que je vous dis : ne la contrariez pas. Encore une fois, je ne la crois pas en danger, mais elle peut y être demain, si ce refroidissement aboutit à une fluxion de poitrine par exemple. J'espère que non, mais ce n'est pas impossible, et, ce qu'il lui faut aujourd'hui, avec les

soins que j'indiquerai, c'est du calme, à tout prix, par tous les moyens, du calme et encore du calme...

Pacotte avait dans les yeux, tandis qu'il parlait, un étonnement grandissant devant le silence de Malhyver. Ce dernier le comprenait trop bien : cet emploi d'un intermédiaire pour une demande si simple était déjà très singulier de la part de la malade. Elle avouait ainsi à un étranger la peur qu'elle avait de son mari. La chose pouvait s'expliquer par le désarroi d'un organisme très ébranlé, ou encore, hypothèse exceptionnelle dans leur monde, admissible pourtant, par une hostilité déclarée de ce mari contre les pratiques religieuses. Mais ce silence? Certes Géraud avait fait sur lui-même un douloureux effort, quand, marchant vers l'amant de sa femme, il avait arrêté net l'élan légitime de sa colère et de sa vengeance, — pour son fils. Quel autre effort, quand il avait, toujours pour son fils, tutoyé cet homme, afin que l'enfant ne soupçonnât rien ! Et maintenant, allait-il accepter que sa femme se confessât ? — Car cet appel à un prêtre signifiait cela. — Se confesser ? Mais c'était dire et son crime et le reste. A qui ? A ce rustique et fruste curé qu'il devrait ensuite, lui Malhyver, fréquenter des années durant, s'il réalisait son projet de rester dans son château. Affreuse épreuve et dont Odette savait ce qu'elle représenterait pour son juste orgueil d'homme! Elle n'osait pas lui en parler elle-même. Fallait-il qu'elle se sentît atteinte, en dépit des affirmations du médecin, pour qu'elle eût passé outre! Et lui, avait-il le droit de dire non à ce timide désir, énoncé par une mourante peut-être. Une fluxion de poitrine est une maladie redoutable, et Pacotte n'en excluait pas la menace. Géraud se taisait toujours. Il revoyait, lors de sa rentrée de promenade, la veille, le petit livre de prières glissé sous l'oreiller d'Odette. Il avait été touché alors, de cette conformité entre leurs préoccupations. Lui aussi, dans sa détresse, n'avait-il pas rêvé de s'appuyer sur la foi religieuse ? Et, maintenant?...

— Hé bien ! docteur, dit-il tout d'un coup, retournez auprès d'elle. C'est moi qui avertirai M. l'abbé Taravant. Si vous permettez, je prends votre voiture, à cause de la pluie, et je le ramène. Pendant ce temps, vous aurez commencé le traitement et donné toutes les indications...

— Je vais faire de mon mieux, dit Pacotte. Mais l'autre médecin, celui de l'âme, m'aidera beaucoup... Cela vous étonne,

monsieur le comte, continua-t-il, en se retournant sur le pas de la porte, d'entendre un ancien carabin parler de la sorte. Je viens de faire cinq ans d'ambulance, — Malhyver remarqua en effet qu'un mince ruban de croix de guerre se nouait à la boutonnière du médecin, — j'ai toujours constaté qu'une bonne confession mettait mes blessés dans un état de meilleure résistance. Je sais bien qu'ils en avaient sur la conscience plus que Mme de Malhyver. Mais ce n'est pas l'avant qui importe, c'est l'après. Et quand je pansais mes pauvres poilus bien en règle avec le bon Dieu, je me récitais à moi-même une phrase de mon vieux maître Grasset que j'ai apprise par cœur. Écoutez-la, elle est si belle et si vraie : « Le laboratoire et l'oratoire adossés l'un à l'autre, comme deux monuments alliés, s'étayant mutuellement et se complétant pour accroître le plus possible le bonheur et la consolation de l'homme, et spécialement de l'homme qui souffre, dans son âme et dans son corps. » J'ai été cruellement éprouvé dans cette guerre, monsieur le comte. Deux de mes frères ont été tués. Ma femme est morte sans que je l'aie revue pendant que j'étais aux armées, laissant quatre enfants en bas âge dont je ne peux m'occuper que depuis mon retour. J'ai tenu, moi aussi, parce que j'ai *cru*. Mais je bavarde au lieu d'aller sinapiser notre malade. J'y cours...

Qu'est-ce que le hasard? Faut-il le définir, avec les déterministes, l'ensemble des éléments inconnus? Faut-il croire qu'il n'y a pas de hasard, mais que nous vivons, comme a dit l'apôtre, dans un système de choses invisibles, manifestées visiblement : *Fide intelligimus aptata esse sæcula verbo Dei, ut ex invisibilibus visibilia fierent*. Qui discernera la part d'intention agissante dans des concordances d'événements toutes naturelles et dont l'effet donne l'impression d'une direction cachée? A considérer ce qui se passait à cette heure autour du désespoir de Malhyver, il était naturel qu'il se fût adressé à Clermont au médecin le plus réputé, — naturel que ce médecin eût été envoyé jadis par son oncle, ancien élève de Montpellier, à cette Faculté, — naturel qu'il y eût étudié dans le service du professeur le plus renommé, — naturel qu'il eût accepté l'influence de ce savant et adopté ses idées. Il n'était pas moins naturel qu'Odette, dans l'extrémité de sa misère, eût subi un intense et subit retour de sa sensibilité religieuse de jeune fille, et que

malade, ayant peur de la mort sans doute, elle eût pensé à se confesser. Il était naturel toujours qu'elle eût prié le médecin de transmettre sa requête à son mari dont elle avait peur aussi. Il était naturel enfin qu'interprétant les hésitations de ce mari comme un indice d'incrédulité fanatique, ce médecin, qui était en même temps un chrétien déclaré, affirmât sa foi, non pas même dans une pensée d'apostolat, mais par ce besoin de parler sa vraie pensée sur les choses profondes quand elles sont en jeu, qui faisait dire à ce même saint Paul : *Credidi, propter quod locutus sum.* Oui, tous ces petits faits étaient dans la logique des situations et des caractères. La même logique voulait que ces incidents si simples prissent, pour l'homme malheureux autour de la souffrance duquel ils se produisaient, une signification bouleversante... Mais son propre témoignage en dira plus long que toutes les analyses sur le travail accompli dans son esprit et dans son cœur, à la suite de cet entretien et pendant les semaines qui s'écoulèrent entre le moment où il montait dans l'automobile du médecin pour aller chercher le prêtre, et un autre moment, celui où, assis à sa table, quatre mois plus tard, il reprenait son Journal. Il y écrivait les pages que voici. Le titre seul révélera dans quelle atmosphère de hautes pensées il continuait de se mouvoir, démentant ainsi, pour ce qui le concernait, la prédiction désespérée de Larzac : « Quelle pitié que leur vie maintenant ! »

EXAMEN DE CONSCIENCE

24 septembre 1919.

Il y aura demain quatre ans, jour pour jour, qu'était tué à Souain en Champagne mon très cher ami Léon de M... Je viens de regarder de nouveau son *memento* mortuaire, pour y relire les lignes qu'il traçait de sa main dans une lettre intime, le 23. Elles résument tant de nos conversations de guerre : « Dans une circonstance où j'avais besoin de toutes mes forces morales, j'ai recouru à la confession et j'ai été jusqu'à la communion. » Combien de fois je les ai méditées, ces lignes, ce cahier l'atteste. Au moment où je vais imiter celui qui les écrivit et revenir, comme lui, à cette pratique religieuse, devant laquelle j'ai tant reculé, je veux, comme lui, être descendu au tréfonds de ma

conscience, y avoir vu bien clair, m'être prouvé que j'obéis non point à des émotions, mais à une conviction raisonnée, justifiée, que mon acte de retour exprime ma plus intime pensée, que je suis dans la vérité en l'accomplissant, qu'il est *définitif.* J'ai choisi cette date du 25, à cause de cet ami. Il acceptait de penser que le dogme de la communion des saints, inscrit dans le *Credo,* enveloppe la réversibilité des âmes les unes sur les autres et de leurs mérites, lui qui écrivait dans une autre lettre, — je trouve encore ces lignes sur ce *memento* : « S'il y a de la douceur, de la bonté, de la tendresse dans un cœur, c'est surtout parce que des générations et des générations se sont agenouillées dans les églises devant le Christ crucifié, ont médité sa vie et cherché à s'inspirer de son exemple?... »

Son exemple? Même dans mes périodes de totale négation, quand j'avais adopté le grand principe moniste : « Il ne se passe rien de connaissable à l'homme sans que soit modifié quelque chose qui est susceptible de mesure, » — oui, même alors, je considérais la figure morale du Christ comme le plus haut type d'humanité sur lequel se modeler. Plus tard, quand j'eus compris l'erreur fondamentale du monisme, la prétendue explication du problème psychique par sa suppression, c'est vers le Christianisme que je me suis tourné. Où pouvais-je aller? *Domine ad quem ibimus?* disait déjà Simon Pierre. *Verba vitæ æternæ habes.* — Ces paroles de l'Église, je les entendais par mon intelligence, je les goûtais par mon cœur, j'étais prêt à en pratiquer les enseignements par ma volonté. Je ne les sentais pas vivre, comme une force en dehors de ma vie. J'ai si présente, à cette minute, ma promenade au lac de Servières, après la nuit du terrible premier aveu, mes réflexions anxieuses autour de cette idée du rachat, puis mon saisissement à rencontrer, au bas de *l'ex-voto,* dans la chapelle de l'abbé Taravant, le verset : *Nos credidimus caritati quam habet Deus in nobis.* Cet amour de Dieu, où le toucher, où en surprendre l'action réelle? Qui m'eût dit, quand l'automobile du docteur Pacotte me déposait sous la pluie à la porte de la « pauvre et belle église » que je venais chercher là l'homme qui me ferait, pour la première fois, saisir cette réalité, — lui que je jugeais si rustre, et il l'est; — si simple, et il l'est;—si peu *spirituel* au sens mystique du mot. Et c'est vrai qu'il ne l'est pas. Lui, l'homme, non, — mais le prêtre?

Je vivrais cent ans que je n'oublierai jamais, j'en suis sûr, mon agonie morale pendant l'heure, où, le confesseur une fois introduit dans la chambre d'Odette, j'attendais sa sortie. L'excellent Pacotte m'avait quitté en ne me rassurant qu'à moitié sur des symptômes qui, déjà, s'aggravaient : fièvre ardente, douleur dans le côté. — Prenez bien sa température, monsieur le comte, m'avait-il recommandé. S'il arrive quoi que ce soit qui vous inquiète, un coup de téléphone, encore une fois, même au milieu de la nuit. En tout cas, comptez sur moi demain, vers la fin de la matinée. J'ai mon service de l'Hôtel-Dieu. Les pauvres d'abord, n'est-ce pas?... Surtout, autour de Mme la comtesse du calme, du calme, du calme...

Il répétait ces derniers mots avec une insistance qui révélait chez lui, — j'en ai eu depuis tant de preuves, — un diagnostic moral aussi pénétrant que son diagnostic physique est sûr. J'avais cru pourtant bien me dominer, en accompagnant le curé jusqu'à la porte de la malade. L'accent du médecin me démontrait qu'il fallait me surveiller davantage, pour l'enfant d'abord. Roger était là, auprès de moi, dans la bibliothèque, tout vibrant d'anxiété. J'eus l'énergie de lui dire :

— Ne sois pas inquiet. Ta maman n'aura rien, et nous, reprenons notre leçon.

Nous recommençâmes donc la lecture de sa fable. Arrivé au « Nos arrière-neveux, » je faillis m'arrêter. J'entendais une autre voix, qui m'a tant menti, achever ce vers. Et voici qu'un mouvement de haine me soulevait, que je n'avais jamais connu, un appétit de vengeance, à me donner envie de partir là, tout de suite, d'aller droit où je savais que je trouverais l'infâme, de le tuer comme un chien. Affreux vertige qu'exorcisait la voix de mon petit continuant :

...Eh bien, défendez-vous au sage
De se donner des soins pour le plaisir d'autrui ?

— Ah ! ce ne sont pas des soins que je t'aurai donnés, cher petit, me disais-je. C'est une immolation dont j'aurai eu la force pour toi. Ce n'est pas de ton plaisir qu'il s'agit, c'est de t'épargner la plus cruelle des douleurs... — Je pensais encore : « Si Odette s'est confessée, et elle se confesse, — sinon l'abbé Taravent l'aurait quittée déjà, — rien de moi ne doit révéler que

je sais aussi. Mais elle le lui aura révélé, que je sais !... » Et cette certitude me suppliciait.

Enfin le prêtre parut. C'était bien le même paysan auvergnat avec sa lourde carrure, ses manières rudes, sa personnalité vulgaire par tant de côtés. Mais il y avait aussi en lui, à cet instant, un je ne sais quoi de digne, de grave, une autorité *qui lui venait d'ailleurs*. Impossible de lire sur son large visage hâlé, si animalement expressif d'ordinaire, un seul des sentiments que les aveux de sa pénitente avaient dû éveiller dans sa nature si peu complexe, si primitive. Ce qu'il y a dans le secret de la confession, je ne dirai pas de surhumain, mais d'extra-humain, j'en eus l'évidence alors. Je réclamais une action réelle, une force vivante pour croire à cet amour de Dieu envers les hommes, affirmé par le verset de Saint Jean. Qu'était-ce d'autre, cette vertu du Sacrement, dont ce prêtre m'était une preuve, par sa seule façon d'être vis-à-vis de moi ? Nos yeux se rencontrèrent. Les siens n'avaient pas une défense contre ma curiosité. Leur regard ignorait ce que le ministre de Dieu avait entendu. Après quelques phrases, dites du ton cordial qui lui était familier, sur la fragilité de la santé d'Odette, et son espérance que l'accès de fièvre d'aujourd'hui n'aurait pas de suite, il se mit à parler de ses abeilles avec Roger :

— Apprend-il le latin, monsieur le comte ? demanda-t-il, — et sur ma réponse que nous en étions au tout premier commencement, il ajouta. — Quand il arrivera à l'admirable quatrième livre des Géorgiques et qu'il traduira :

Protinùs aerii mellis cœlestia dona
Exsequar...

il se souviendra du vieux curé de Malhyver... »

Il flattait les cheveux du petit garçon en faisant sa citation, de la même main qui venait d'absoudre la mère, d'un geste qu'il suspendit tout d'un coup, comme si de montrer, même par cette caresse affectueuse, la pitié que lui inspirait le fils de la criminelle, c'était manquer un peu au devoir sacerdotal, et il se prit à raconter, avec un gros rire, de nouveau, les ruses de ses pensionnaires les abeilles contre leurs ennemis :

— Le pire, disait-il, c'est ce beau sphinx tête de mort, avec son corselet si robuste qu'il est impénétrable à leurs dards. Et friand de miel !... Sa larve se développe sur les feuilles des

pommes de terre. Je me suis amusé à en planter, de ces pommes de terre, dans mon jardin. On m'avait raconté que les abeilles resserraient aussitôt les trous d'accès de leur ruche, dès qu'elles avaient constaté le voisinage de ces tubercules. Elles l'ont fait, monsieur le comte, avant l'éclosion de ces papillons — qu'elles n'avaient jamais vus! Comme Virgile a raison de prétendre qu'il y a quelque chose de *céleste* dans ce travail de ces insectes. Qui leur a donné un tel instinct, sinon l'intelligence de leur Créateur? C'est moi qui avais tort hier, et Saint François qui a raison. Il faut dire : Nos sœurs les abeilles... Puis, bonhomme : — Je me permettrai, monsieur le comte, de vous envoyer pour notre malade, un peu du miel qu'a recueilli M. Roger avec moi, hier. Ces récoltes de la fin de l'hiver ne sont pas les meilleures. Tout de même, — il faisait sa lippe, — le docteur Pacotte le permettra à Madame... Puis, grave comme en arrivant : — C'est par une inspiration du bon Dieu, monsieur le comte, que vous avez choisi ce médecin-là. Si le bon Dieu s'occupe des abeilles, — leur instinct le témoigne, — à plus forte raison s'occupe-t-il des hommes...

J'aurais souri autrefois de ce raisonnement. Sa rédaction naïve n'empêche pas, je m'en rendais compte en l'écoutant, qu'il ramasse en lui le dilemne le plus poignant de la vie humaine : Ou bien il n'y a pas de Dieu, ou bien un Dieu qui est pensée, amour et force, qui est conscience, — car sans conscience ni pensée complète, ni amour, — donc qui est personnel, s'occupe en effet de tout ce qu'il a créé, du monde et de l'homme. Et d'où, sinon de lui, ces inspirations, à la suite desquelles toute notre destinée se trouve aiguillée sur une voie de progrès et de salut? D'où, sinon de lui, cette vertu du sacrement que je devais constater au chevet de ma pauvre Odette, après l'avoir constatée chez ce prêtre?

A peine était-il sorti de la chambre qu'elle me faisait demander. Je la trouvai plus souffrante encore, son fin visage tout creusé et pourpre de fièvre. Elle respirait si difficilement et se plaignait d'une forte douleur au côté. Cet envahissement foudroyant l'indiquait trop : le coup de froid avait déclenché, en l'exaspérant, une maladie latente, contractée un des jours précédents. Oui, elle était bien souffrante, mais elle aussi, comme le prêtre, avait dans les yeux une expression que je ne lui connaissais pas. Ce n'était plus la détresse de la veille,

écrasée et sans espérance, l'accablement de l'irrémédiable. Une énergie venait de renaître en elle. Brisée comme la veille, humiliée, ce brisement, cette humiliation avaient maintenant un sens pour cette âme. Que s'était-il passé ? Simplement qu'elle s'était confessée en se repentant et qu'elle avait reçu l'absolution. L'horreur de ce qu'elle avait dû avouer, elle ne l'éprouvait pas moins fortement. — Au contraire. — Mais un pardon était descendu sur elle, qui mettait au fond de son être comme un apaisement mortifié, et je l'écoutais qui parlait, de sa voix si faible :

— Tu sais tout maintenant, Géraud. Ce que j'avais voulu te cacher, pour ne pas ajouter ce poids à l'autre, il a bien fallu que je te le crie, pour que tu me secoures. Si j'étais retombée, c'était la fin, et je m'étais juré de ne pas retomber, après que tu avais été si bon, si bon!... J'aurais dû avoir plus de force, t'épargner, me défendre toute seule. Je n'ai pas pu... Ensuite quand je vous ai vus l'un en face de l'autre, toi et... je n'ai pas pu supporter cela non plus... Je me suis enfuie, où, comment? Je ne savais pas. — Ce que je savais, c'est que j'avais si froid sous cette pluie. Elle me glaçait. Je me suis couchée par terre, comme une bête tuée... Et quand tu m'as ramassée avec le petit, tu as été si bon encore. Tu n'avais pas fait ce que tu avais le droit de faire, ce que j'avais tant craint... Alors il m'est venu dans le cœur pour toi quelque chose que je ne puis pas te dire. Il n'y a pas de mots pour le dire... Il n'y en a pas... Il n'y a que ça.

Elle pleurait et montrait ses larmes.

— Oh! oui, comme j'ai eu chaud dans le cœur, mais si froid dans mon corps, un frisson si profond. J'en ai eu tous ces jours, de ces frissons, mais pas comme celui-là. J'ai senti que j'allais être bien malade, — qui sait? mourir. Alors j'ai demandé le prêtre. Hier matin, tu n'as pas su, quand je me suis réveillée après cette autre honte, j'ai revu la tante, sa chambre de la rue de l'Université et, au fond de son lit, son crucifix. Et j'ai pensé : Si c'était vrai pourtant, s'il y avait un bon Dieu, et c'était comme si une voix au-dedans, *sa voix*, me disait : « Mais il y en a un. » Je me suis mise à genoux sur mon lit. J'ai récité « *Notre Père* et *Je vous salue Marie*, comme quand j'étais une petite fille... D'avoir dit ces prières, m'a fait un peu de bien. Alors j'ai pris mon paroissien de mariage que je n'ouvrais plus jamais. J'ai encore prié avec ce livre. Et puis

tu es venu, je t'ai vu me plaindre. Ce que tu as été pour moi à cette minute, tu ne le sauras jamais. Je me suis dit : c'est parce que j'ai prié. Et j'ai prié, encore, pour remercier Dieu... Le reste est arrivé... Quand le médecin a été là, j'ai compris à sa figure qu'il était inquiet. Je te répète, je me sentais, je me sens si malade. Alors je lui ai dit : je veux me confesser. Je n'ai pas osé te le demander à toi. Tu comprends pourquoi... Dis que tu ne m'en veux pas... Ce prêtre a été si bon, lui aussi. A présent, j'accepte tout. J'ai offert ma mort à Dieu pour expier, s'il veut que je meure. S'il me prend, je l'accepte. S'il veut que je vive, je l'accepte. Ce sera comme tu m'ordonneras, pour expier, pour payer. Je ne te demande pas un autre pardon, mais que tu me punisses comme tu voudras. Tu connais toute ma misère, elle est grande. Tu ne connais pas tout mon repentir.

Elle parlait ainsi, et c'était de nouveau chez moi une inexprimable émotion devant sa douleur. Ah ! Elle n'avait pas besoin de me demander mon pardon pour elle. Ce pardon, elle l'avait, mais, à mesure qu'elle me découvrait dans son cœur des profondeurs de sensibilité que je n'avais pas soupçonnées, elle réveillait, elle ravivait le mouvement de haine et de vengeance pour celui dont elle n'osait pas prononcer le nom. L'accès de colère intérieure qui m'avait saisi quelques instants plus tôt, quand mon fils récitait le vers de La Fontaine, me ressaisissait plus violent. Elle le sentit, à quel indice? Et, comme je lui prenais la main en lui redisant la même parole, quelle autre aurais-je trouvée? — « Ma pauvre enfant ! » elle me dit :

— Ah ! Géraud. Ce n'est plus ta pitié d'hier. Mais je ne la méritais pas !...

J'essayai de la rassurer pour qu'elle retrouvât un peu du calme ordonné par le médecin, mais son effort pour m'entretenir l'avait épuisée. La fièvre montait. Sa gêne à respirer augmentait. Quelle soirée et quelle nuit nous passâmes, Élise et moi, à la veiller ! Nous lui donnions les soins indiqués par le docteur, sans que les frissons diminuassent, ni son point de côté, rendu plus douloureux par des quintes d'une toux sèche, à laquelle je ne me trompais pas. J'en savais assez pour redouter ce que Pacotte devait m'apprendre dès sa seconde visite : elle avait une pleurésie avec une congestion pulmonaire. Elle était en danger de mort. Nous étions le 29 avril, et elle peut sortir du château depuis dix jours seulement !

Ah! longues, longues semaines, durant lesquelles j'ai cruellement souffert! Je me disais chaque matin : Sera-t-elle vivante ce soir? Et chaque soir : La retrouverai-je demain matin? Je voyais mon cher Roger dépérir lui-même, dévoré d'une inquiétude au-dessus de son âge, qui me prouvait combien sa mère lui est nécessaire. Si elle allait lui manquer!... Mais ce n'était pas pour lui seulement que j'avais peur, c'était pour moi. Ce qui se passait dans mon cœur, — à regarder les faits, par le dehors, — eût paru étrange jusqu'à l'anomalie. Jamais je n'avais éprouvé pour Odette un attachement plus indulgent, plus attendri, que depuis ce double et sinistre aveu qui aurait dû me la rendre un tel objet d'aversion. C'est que je la sentais si vraie maintenant! Je la découvrais enfin, avec une infinie tristesse de l'avoir ignorée si longtemps, et avec une telle impression de ma responsabilité dans des actes bien coupables, mais que je ne pouvais condamner sans me condamner aussi moi-même, qui n'avais su rien prévoir, rien voir, qui avais eu entre les mains, toute jeune, toute naïve, cette créature de grâce et de passion, et je n'avais su ni l'aimer, ni la défendre. Plus je la voyais patiente dans sa cruelle maladie, dominant ses souffrances, épiant chaque occasion de me prouver sa gratitude, son immense et douloureux regret de l'irréparable, plus ce remords grandissait en moi, et plus aussi, par une suppliciante association d'images, le féroce mouvement de haine contre l'infâme que j'ai laissé partir, sans l'avoir seulement frappé de mes mains ou souffleté. Cet appétit de vengeance s'exaltait en moi par tous les aspects de cette chambre où j'ai appris l'outrage. La tentation me reprenait de tout quitter, de courir à Paris, de l'y chercher, de l'abattre, de faire justice — comme Coubret... Et puis?... Et puis j'étreignais mon petit garçon, quand il était là, dans un de ces moments de crise. Je refaisais le geste du premier jour. Je le mettais entre ma vengeance et moi. Et, en l'embrassant, j'évitais les yeux de sa mère dont je savais qu'ils lisaient en moi et qu'ils me diraient dans un regard trop lucide :

— Je vois bien que tu ne peux pas me donner *l'autre pardon.*

J'ai pris ce journal pour y rédiger un examen de conscience, et au lieu de méditer, je me suis laissé emporter. Je veux me prouver que je suis dans la conviction raisonnée et

non pas dans l'émotion, et ce sont des émotions que j'évoque, pour les revivre ! J'en reviens à la phrase du memento de M..., que je copiais en commençant : « Dans une circonstance *où j'avais besoin de toutes mes forces morales*, j'ai recouru à la confession et j'ai été jusqu'à la communion. » Que me disais-je à moi-même dans ma méditation solennelle du lac de Servières? Pour qu'il y ait rachat d'une faute, une régénération de l'âme est nécessaire, et une régénération suppose un foyer d'énergie spirituelle où renouveler notre énergie à nous. Un tel foyer existe-t-il? Comment le savoir ? Mais comment savons-nous qu'il y a de l'énergie électrique dans un fil? En branchant une ampoule sur la prise et en voyant la lumière. La comparaison est bien vulgaire. Qu'importe, si elle montre ce qu'elle doit montrer? Pourquoi ce qui est vrai des énergies qui tombent sous nos sens, serait-il faux des énergies que nous percevons seulement par la conscience? Si la confession et la communion rendent à un soldat qui va se battre toutes ses forces morales, de quel droit nierons-nous cette humble expérience, alors qu'elle ne fait que vérifier la vue du monde et de l'homme qui résulte de ce simple, et pour moi indiscutable principe : « Il ne saurait y avoir dans le conséquent ce qui n'était pas virtuellement dans l'antécédent? » Cette expérience, ce n'est pas une fois, ce n'est pas une heure, c'est tous les jours, toutes les minutes que je l'ai rencontrée au cours de cette maladie d'Odette. Le prêtre n'est jamais venu, — et ses visites étaient quotidiennes, — sans que j'aie constaté le même phénomène de son ennoblissement à lui par la fonction sacerdotale, d'un surcroît de force intérieure en elle. Le médecin, qui venait tous les jours, m'apportait, lui aussi, une autre preuve expérimentale, c'est le seul mot qui convienne, de cette efficacité de la pratique religieuse. Comme je le complimentais sur son exactitude et sa patience :

— Moi ?... dit-il. Je ne connais pas d'homme plus capricieux de nature et plus coléreux. Savez-vous ce qui m'a un peu corrigé et ce qui me maintient? C'est de faire ce que M. Renan reprochait à M. Clemenceau de ne pas faire : oraison, tout simplement, un quart d'heure par jour...

Une autre fois qu'il était arrivé tard, et que je l'avais retenu à déjeuner, je vis qu'il ne touchait pas au plat de viande qu'on lui présentait. Je me rappelai, alors seulement, que c'était un

vendredi. Comme j'insistais, en lui disant sur un ton d'amical badinage que je prenais tout sur moi, et que d'ailleurs...

— Que d'ailleurs ça n'a pas d'importance ?... interrompit-il. Qu'en savons-nous? Est-ce que je permets à mes malades de juger mes ordonnances? Les commandements de l'Église, ce sont ses ordonnances : je leur obéis aveuglément, et, le *tonus moral* que ça vous donne, cette obéissance!

Ainsi le foyer d'énergie spirituelle est bien là, toujours le même, prêt à fournir au soldat de quoi braver le mortel danger, au pauvre prêtre de campagne de quoi soulever la rusticité de sa nature et dominer l'abêtissement de la routine, au médecin de quoi se discipliner pour suffire à un magnifique labeur de science et de charité, à l'âme coupable enfin, de quoi racheter sa faute, si grave soit-elle, et, pour les hommes, inexpiable. Pensant cela, le touchant, le voyant, pourquoi ai-je passé plus de trois mois sans m'y réchauffer moi-même, à ce foyer? Pourquoi ai-je reculé jusque dans ces derniers temps, à faire, moi aussi, le geste dont ma faiblesse a besoin, autant et plus qu'un dévoué comme Pacotte dont la vie n'a été qu'un long altruisme? Ce qui m'a retenu, c'est précisément ce qui aurait dû me pousser : mon impuissance à dominer cette haine pour celui dont je n'écrirai pas le nom ici. — Ma main n'en aurait pas le sang-froid, même à la veille de cette confession. — Depuis ces trois mois, je me suis bien souvent réveillé en me disant : « Je vais prier. » Je commençais, comme Odette avait fait elle-même, à réciter le *Pater*. Quand j'arrivais à la phrase : « Et pardonnez-nous nos offenses comme nous pardonnons à ceux qui nous ont offensés, » je m'arrêtais court. Résolu comme je suis à vivre dans le réel, à ne plus jamais faire un acte que je ne le croie bon, de ne jamais accepter une idée que je ne l'aie éprouvée vraie, à ne jamais prononcer une parole que je ne la pense, je ne pouvais pas prononcer cette parole-là.

Je *dois* cependant trouver la force de la prononcer. Cette force je la demanderai demain *où je sais* qu'elle est, je répète *où je sais*, et non pas *où j'imagine* qu'elle est. La conversation que j'ai eue avec Odette l'autre semaine, m'aurait décidé plus tôt encore, si ce 25 n'était un anniversaire auquel j'ai voulu associer mon retour. Pendant que se déroulaient ces événements d'ordre intime, d'autres suivaient leurs cours. Maître Métivier

mettait en ordre cette succession que nous entendions ne pas garder. Il me dressait, également sur documents bien vérifiés, le tableau de notre actif et de notre passif personnels. Grâce à une hausse inattendue sur des valeurs américaines, achetées bien par hasard, nous resterons avec des revenus plus larges que mon premier calcul ne les prévoyait, surtout si l'hôtel du faubourg Saint-Honoré trouve un acquéreur. Métivier en connaît un. Ces règlements : et celui de la succession à liquider pour la rendre à qui de droit, et celui de notre propre fortune, exigent ma présence à Paris. Ce n'est pas sans hésitation que j'ai annoncé à Odette la nécessité de ce départ et son urgence. J'appréhendais, non pas une objection, mais un saisissement, que j'ai rencontré en effet. Ni elle ni moi n'avons prononcé, depuis ces trois mois, un nom qui n'a pas cessé d'être dans ma pensée et dans la sienne. Ma crainte était que ce voyage à Paris, qui suppose de certaines possibilités, ne l'amenât, ne nous amenât, à toucher un sujet si douloureux qu'il exige le silence. Mais elle s'était promenée l'avant-veille avec son fils presque gaiement, et la veille elle m'avait parlé avec tant de courage, une vue si nette et si haute de notre avenir, — car enfin nous en avons un, et il faut, pour notre fils, que nous en ayons un et qui nous soit commun, — oui, elle s'était montrée si lucide et si vraie, si pareille à ce que je souhaite qu'elle soit pour m'estimer de la garder! Nous étions dans le parc, et je lui racontais que le brave Coubret avait cru devoir me prévenir d'une campagne d'Ambroise Bœuf, le maire, contre mon séjour ici :

— Il paraît, disais-je, que tout un pan du mur du parc est construit sur un terrain qui appartiendrait à la commune. Bœuf prétend en avoir trouvé la preuve. Il s'agirait de me forcer à le démolir. « C'est à cause de ce que vous avez fait pour moi, monsieur le comte, m'a dit Coubret, et madame la comtesse pour ma fille...

J'ai négligé de noter ce détail. Pacotte ayant désiré une garde-malade pour relayer Élise et moi-même, Odette a demandé que je misse auprès d'elle la pauvre Miette, et, depuis qu'elle l'a prise ainsi, grâce à son influence, cette fille a cessé de boire.

— Le sieur Bœuf va nous en vouloir bien davantage, répondit-elle, si tu me permets de faire ce que je médite : avoir Miette tout à fait chez moi, pour me servir. Élise est comme

Darré, elle ne resterait pas à la campagne. J'aime mieux prendre les devants. Elle mettra Miette au courant et s'en ira. — Je ne comprenais que trop pourquoi elle désirait se séparer de cette femme de chambre, dont les yeux, moi aussi, me gênent par moments. — Elle continua : C'est une bien petite charité, je l'empêcherai de retomber, elle aussi. — Oh! son accent pour dire ces mots qui rappelaient une minute si dure! — Elle m'a tant aidée, sans le savoir. Sans elle, je ne t'aurais jamais dit l'affreux secret, et j'étais perdue. Tout ce qui est mêlé à cet aveu, même inconsciemment, m'est sacré. J'étais si seule, si seule! Je ne te le répéterai jamais assez. Tu ne sais pas ce que tu m'as mis dans le cœur, quand je t'ai entendu, quand je t'ai vu me plaindre. Tu m'as donné une raison de vivre pour toi, si tu ne me chassais pas. Et tu ne me chasses pas!... Tu ne peux pas t'en rendre compte, ni toi, ni personne, il y a des actions après lesquelles on n'a plus d'âge, quand on les a commises. On n'espère plus rien, on n'attend plus rien. C'est la foudre tombée sur la maison... On existe cependant. Alors on peut encore se dévouer. Pendant ma maladie, j'ai tant pensé à ce que je pouvais faire pour toi, pour m'associer à ton œuvre ici. Je m'y suis un peu associée, n'est-ce pas, en prenant Miette Coubret?... Tu auras des tracas à Malhyver. Les Ambroise Bœuf et d'autres essaieront de t'écœurer. Pour mon humble part, je travaillerai avec toi. Tenir un ouvroir, surveiller une école, m'occuper des enfants, des pauvres, j'apprendrai mon métier de châtelaine. Être ta servante, ta pauvre servante, tant que tu voudras et pourras m'accepter, c'est tout mon rêve, et je ne t'aurai payé qu'une bien faible partie de ma dette... Sans toi, sans cette pitié qui m'a rendu la force de vouloir vivre, je serais morte damnée... Comme je voulais vivre, j'ai cherché l'appui là où *elle* l'avait trouvé toute sa vie... Elle... Tu as compris qui. Si elle peut me voir maintenant d'où elle est, que me dirait-elle? Le mot que tu m'as dit : racheter! C'est ce que m'a répété tous les jours ce prêtre qui sait parler aux âmes. Toute la religion catholique est dans le rachat. Le Christ, c'est la rédemption. Je l'ai tant senti!... Et toi-même?...

Elle n'avait pas achevé. J'avais deviné le si timide, le si humble vœu de sa dévotion naissante. Je ne lui avais pas répondu pour le motif que j'ai marqué déjà. — Un retour à la foi religieuse, si cette vérité existe, ne doit pas être d'ordre émotif. Mais

j'avais retiré de cet entretien la persuasion que je trouverais désormais Odette à la hauteur de toutes les résolutions nécessaires à ce qu'elle appelait bien solennellement mon œuvre, c'est-à-dire mon métier de chef terrien. Ce voyage à Paris en était une condition *sine qua non*. Quand je lui eus communiqué les documents de Métivier et annoncé mon départ, dans la bibliothèque, d'où nous pouvions entendre Roger jouer sous la fenêtre, je vis une angoisse passer dans ses yeux, celle des pires jours, ses traits se décomposer et une épouvante qu'elle ne dominait plus.

— Tu vas à Paris?... Elle répéta deux fois : A Paris, à Paris? Et, la tête penchée, avec accablement : — Il faut que tu y ailles, c'est trop évident... Qu'il arrive ce qui doit arriver. Ce que j'espérais, je n'y avais pas droit. Ce n'était pas racheter. Pour racheter, il faut souffrir...

Nous nous tûmes. Je la comprenais trop. Elle avait lu ma haine en moi, et elle me voyait, ne pouvant pas me contenir, si le hasard me mettait devant une certaine personne, un éclat, dans une rue, au club, dans un coin de salon, et les suites. — Qu'elle était pâle de nouveau et que sa détresse me perçait le cœur!

— Tu as peur que je ne *le* rencontre?... lui dis-je, évoquant pour la première fois par la parole notre bourreau à tous deux.

— Oui, fit-elle.

— Hé bien! si je le rencontre je ne le verrai pas. Je t'en donne ma parole d'honneur. J'aurai demandé la force où tu as trouvé la tienne.

Je montrai le clocher de la « pauvre et belle église » aperçu par delà les arbres. Elle me regardait, de quel regard! Elle voulut prendre ma main et y appuyer ses lèvres. Je la relevai et la serrai sur mon cœur. J'ai senti alors qu'enfin j'avais pardonné complètement et que je pouvais dire toute la prière que l'homme de douleur et de rachat nous a laissée, comme son testament.

. . . .

— Vous savez la nouvelle? disait Gorrevod à Cécile Machault quinze jours plus tard. C'était de nouveau dans le *dancing* de la rue de Ponthieu, où il prenait décidément ses habitudes. Le contraste certes était grand entre l'air salubre et pur qui cou-

rait sur les hauts plateaux volcaniques du Mont-Dore et les relents de tabac et d'alcool, de sueur et de parfums, qui remplissaient cette salle où tournaient des couples et des couples dans le vacarme du *jazz-band* toujours mené par le nègre hurleur. Quel autre contraste, et plus grand, entre l'état d'âme d'un Malhyver écrivant cet « examen de conscience » sur son journal intime, et les propos que l'héroïque mais puéril mutilé échangeait à son occasion avec la femme à la mode! Celle-ci s'était laissé faire la cour à Deauville, tout cet été, par Gorrevod. Elle continuait à Paris, en automne. Elle croyait ainsi agacer et aguicher Larzac, avec qui elle avait, depuis que le jeune homme était revenu d'Auvergne, les plus étranges rapports. Ils s'étaient dix fois réconciliés et brouillés, quittés et repris. Encore le triste jeu de l'amour sans cœur! La coquette s'y était piquée. Ils en étaient, depuis cette semaine, à une période de rupture. Elle n'avait accepté cette invitation de Gorrevod au *Lotos*, qu'avec l'espérance d'y revoir Xavier, et Gorrevod, lui, ne l'avait priée, qu'avec la certitude que Xavier s'y trouverait en effet, mais avec une autre femme, — du demi-monde, celle-là, dont il le savait engoué, pour quelques jours.

— Quelle nouvelle?... répondit Cécile à sa question, en s'asseyant à la table près de laquelle le maître d'hôtel, dont le regard curieux, cinq mois auparavant, avait importuné Odette, attendait les ordres, avec la déférence due à des habitués, généreux en pourboire.

— Du thé, n'est-ce pas et nos gâteaux?... — Et, quand, sur un geste d'acquiescement, l'autre fut parti : — Hé bien! continua Gorrevod, c'est que l'hôtel Malhyver est vendu.

— A un Américain sans doute, dit Cécile.

— Non, à une banque.

— C'est la même chose.

— Au *Grand Comptoir*. Ce que ces gens de la basse finance ont gagné depuis 1914! Ah! c'est du propre, la guerre!...

Et, pour commenter sa déclaration antimilitariste, il tapa de la pointe de sa canne son pied de bois, en ricanant. Puis, étudiant Mme Machault d'un œil narquois et mauvais :

— Et une autre nouvelle : Géraud de Malhyver est à Paris.

— Sans Odette, j'imagine? fit Cécile.

— Sans Odette, naturellement. Ah! pour un jaloux, c'est un jaloux...

— Laisse-moi donc tranquille. S'il reste en Auvergne comme elle, c'est qu'il veut se faire nommer député, tout bonnement.

— Je l'ai cru aussi, dit Gorrevod. Et, filant son effet : — Mais depuis que je l'ai vu avec Larzac...

— Avec Larzac?... interrogea Cécile, soudain vivement intéressée et cessant pour une minute de fouiller la salle du regard, comme Odette encore, il y a cinq mois. — Oh! l'ironie de ces identités d'enquête, dans le même décor, de deux jalousies de femme, si différentes!

— Avec Larzac, répéta Gorrevod. Nous descendions, Xavier et moi, la rue de Bourgogne. Je sortais du ministère de la Guerre, où j'étais allé recommander un de mes pauvres poilus. Il venait, lui, de la rue de Verneuil, où habite son oncle de Jardes, qui est plus malade. Nous nous étions rencontrés à l'angle de la rue de l'Université, et nous cheminions de compagnie. Je reconnais Géraud à vingt pas. — Tiens! m'écriai-je, Malhyver... — Et je vais à lui... Plus de Larzac, à côté de moi. Il était resté immobile à contempler la devanture d'un marchand d'antiquités! Vous me voyez, serrant la main à Géraud et me demandant : Que va-t-il se passer?

— Et alors?

— Alors; bonjour, bonsoir... Comment va ta femme? — Très bien. Je suis un peu pressé. — Tu retournes là-bas? — Oui, je suis venu pour mes affaires. — C'est vrai. Tu vends ton hôtel?.. — Lendemain de guerre. On est un peu ruiné, comme l'Europe. — Mais je croyais que votre tante... — Une légende, a-t-il répondu... Vous pensez bien que, pendant ce temps-là, je n'avais pas un fil de sec, comme on dit dans le peuple, entre Larzac, à deux pas, toujours hypnotisé devant sa vitrine, et l'autre, qui ne pouvait pas ne pas le voir. Et rien, pas un éclair dans son regard, pas une nuance de trouble dans sa voix... Il m'a quitté. Il a continué, sur le même trottoir. Vous m'entendez, sur le même trottoir. Ils ont été à ça l'un de l'autre. — Il montrait la table de sa canne. — Et rien, rien, rien!... Est-ce assez clair?...

— Et Larzac ensuite?

— Il était si pâle qu'il m'a fait pitié. Il ne m'a pas dit un mot sur ce qui venait de se passer. Je ne lui ai pas posé une question... Mais comme tout ça se tient : le départ d'Odette ; le voyage de Larzac là-bas, et ses loufoqueries depuis : ses banques stupides, deux cent mille francs à Deauville sur une carte. — Il a gagné,

mais à ce train-là ! — Et cette collection de poules... Tenez. Il est là, avec la nouvelle...

Et, l'expression plus méchante que jamais, il forçait Cécile de regarder, — toujours comme Odette autrefois ! — l'élégant Xavier, arrivé enfin et dansant avec une rivale : une jeune et jolie créature, habillée, ou mieux, déshabillée à la dernière mode, avec un visage de vingt ans, plus maquillé que celui d'une vieille beauté de soixante qui s'obstine à ne pas se rendre, et elle dansait avec une grâce aussi souple que celle de son cavalier, dont le masque, maigre et creusé, ne justifiait que trop cette hypothèse d'un secret chagrin, soulignée malicieusement par Gorrevod.

— Mais oui... continuait-il. C'est si simple ! Géraud a surpris le paquet. Il a pardonné, à condition que sa femme ne revoie plus Xavier. Et Xavier est très malheureux. Il cherche à oublier... ou à se souvenir. Ne trouvez-vous pas que cette petite grue, — elle joue des pannes à l'Odéon, — ressemble à Odette? Ah ! Il est dans la grande passion, Malhyver aussi !...

— Ils ne sont pas fiers tout de même, dit Cécile Machault sans répondre directement. Quand on joue à la grande passion, il faut être logique. Un mari qui tue, un amant qui enlève, un duel à mort... c'est ça la grande passion. Malhyver est un jobard, qui n'y a vu que du feu, soyez-en sûr. Il a trouvé des lettres, et on lui a servi une comédie d'amour platonique, à laquelle il a cru. J'en tiens pour ma petite idée : il veut être député, et Odette en avait soupé de Larzac, tout bonnement... Quant à lui... Il n'y a que lui dont je m'étonne, d'avoir supporté que Malhyver ne le salue pas. Il est si brave !...

— Malhyver aussi est brave, dit Gorrevod. Puis, comme il a des prétentions à une certaine misanthropie supérieure, il ajouta :
— Mais voilà. Ce sont des gens du monde, et il n'y a pas de drames dans le monde. Il n'y a que de la figuration.

Ce n'est pas toujours vrai.

PAUL BOURGET.

LE GRAND CONTI

I

Conti, le Grand Conti que la gloire environne,
Plus orné par son nom que par une couronne.
(Regnard).

ÉDUCATION DE PRINCES

Vers la fin du XVII[e] siècle, on voyait, au numéro 11 du quai Malaquais, un hôtel de construction récente. Bâti par le financier Le Barbier en 1630, cédé en 1632 à Loménie de Brienne, il fut acheté, vingt-huit ans plus tard, par Armand de Bourbon, prince de Conti. Avant de disparaître en 1845, il devait abriter, après les Contis, bien des maitres différents; s'appeler tour à tour l'hôtel du Plessis-Guénégaud, de Créqui, de Lauzun, de La Roche-sur-Yon, de Mazarin, de Juigné; devenir, sous le Directoire, le Consulat et l'Empire, le ministère de la Police générale, et, sous la Restauration, la résidence du fondateur des Messageries nationales, Caillard. Aujourd'hui, sur l'emplacement de cette maison, où mourut le mari de la Grande Mademoiselle, où Fouché tendait les innombrables fils de la police impériale, s'élève l'École des Beaux-Arts.

Mais, il y a deux siècles et demi, le mur qui séparait l'hôtel du quai et joignait à droite un pavillon en retour, était neuf. Une porte cochère s'ouvrait au milieu. Elle laissait voir au fond d'une cour assez triste, un corps de logis à deux étages, dont l'autre façade regardait les parterres d'un petit jardin. C'est là que naquit, le 30 avril 1664, François-Louis de Bourbon. Son père, Armand de Bourbon, prince de Conti, était le

frère cadet du Grand Condé, et sa mère, Anne-Marie Martinozzi, une de ces charmantes nièces de Mazarin, qui arrivèrent à de si hautes fortunes. L'enfant, leur second fils, — l'aîné Louis-Armand avait alors trois ans, — fut baptisé à Saint-Sulpice le jour même de sa naissance. Il eut son oncle Condé pour parrain, et, pour marraine, sa tante, la duchesse de Longueville. On lui donna d'abord le titre de comte de La Marche, puis de comte de Clermont, et bientôt de prince de La Roche-sur-Yon. La mort de son père et de son frère aîné devait lui permettre de s'appeler à son tour le prince de Conti.

Rien de plus austère que le milieu où la Providence le plaçait à son entrée en ce monde. Les parents, jansénistes convaincus, étaient rigides comme Port-Royal. Qu'ils fussent dans leur hôtel du quai ou dans un de leurs châteaux, à Noisy près de Versailles, à l'Isle-Adam près de Pontoise, au Bouchet non loin de Corbeil, à l'Isle-Jourdain en Armagnac, en Languedoc, à la Grange des Prés, leur maison était un véritable couvent. La règle obligeait les maîtres d'hôtel d'assister aux exercices de piété, couchait les valets de pied à sept heures, les faisait surveiller dans leurs chambres, les forçait, le soir, d'aller à la prière, le matin, d'entendre la messe, d'apprendre à lire et à écrire; avertissait les cochers de se retirer à huit heures en été, à sept heures en hiver, et, s'ils étaient célibataires, de ne jamais découcher.

Le prince lui-même, qui avait encouragé les débuts de Molière à Pézenas, s'interdisait le plaisir du théâtre, et enlevait à la troupe du poète le titre de comédiens ordinaires du prince de Conti. Molière n'était pas homme à ne pas se venger. A Don Juan il donna plus d'un trait de ressemblance avec son ancien protecteur.

Ce Conti, si dévot à trente-quatre ans, avait-il donc été, selon les fortes expressions du valet de Don Juan, « le plus grand scélérat que la terre ait jamais porté, un enragé, un chien, un turc, un diable, un hérétique qui ne croit ni ciel, ni saint, ni dieu, ni loup-garou ? » Fallait-il voir en lui le meurtrier du Commandeur, « l'épouseur à toutes mains ? » Non sans doute; mais, destiné dès l'enfance aux ordres sacrés, fort séduisant quoique bossu, avec sa magnifique chevelure, son joli visage, des yeux qui reflétaient une âme spirituelle, mobile et légère, il s'était montré débauché et libertin. « Enfin,

dit Don Juan à Sganarelle, il n'est rien de si doux que de triompher de la résistance d'une belle personne; et j'ai, sur ce sujet, l'ambition des conquérants, qui volent perpétuellement de victoire en victoire. » « Cela ne m'empêche pas, écrivait Conti au duc de Candale, d'espérer de faire quelques conquêtes à Paris, après avoir été de province en province rangeant des dames sous mes lois. » On l'avait vu à la cour tantôt en « habits éclatants, tantôt vêtu du costume des clercs; » puis il avait quitté l'élégante soutane d'abbé mondain qu'il avait d'abord espéré couvrir de la pourpre. Pendant la Fronde, ses injustices et ses violences, non moins que ses autres excès, avaient scandalisé le Royaume. Ayant accepté, pour rentrer en grâce, le plus intéressé des mariages avec la nièce de Mazarin, (il épousait, assurait-il, le cardinal et point du tout une femme), le prince avait continué ses folies amoureuses, apporté à sa fiancée une santé à jamais perdue. Comme Don Juan il s'était converti tout à coup; mais, contrairement au personnage de Molière, avec une sincérité parfaite.

C'était Pavillon, le saint évêque d'Alet, qui avait été l'instrument de la grâce. Pavillon avait changé ce prince si gâté de vices en un rude pénitent, porteur du cilice, jeûneur rigoureux, entendant la messe chaque jour, et tout entière à genoux. Conti avait commencé à réparer les dommages causés en France par ses troupes. Les conseils de son confesseur, l'abbé de Ciron, l'avaient fait renoncer à quarante mille écus de pensions qu'il s'était réservés sur ses anciennes abbayes, et son oncle Mazarin, effrayé d'un aussi dangereux désintéressement, avait songé à mettre le confesseur à la Bastille.

Conti ne s'était pas arrêté dans sa pénitence. Il avait payé ses dettes, retranché de son domestique le superflu, « chose si nécessaire, » et, dans une lettre d'une humilité extrême, demandé pardon à M. de Calvimont de lui avoir pris sa femme. Zélé comme un apôtre, intolérant comme un néophyte, il composait un traité sur *les Devoirs des Grands*, et cet ouvrage contre la comédie et les spectacles qui prend à partie les pièces de Corneille et condamne même *Polyeucte*. « Il aurait mieux fait, dit Voltaire, d'écrire contre les guerres civiles. »

Devant de tels exemples, la princesse de Conti, longtemps « honnête païenne, » s'était sentie transformée jusqu'au fond de l'âme. Il est vrai que la douce créature dont les contempo-

rains ont admiré les cheveux blonds, célébré la raison et l'esprit, adorait son bizarre époux. Les lettres qu'elle lui adressait en 1654, au lendemain de son mariage, alors qu'il commandait l'armée du Roi en Catalogne, se terminaient fort tendrement, et il s'y ajoutait quelquefois des *post-scriptum* passionnés : « Adieu, mon très cher : je t'aime plus que ma vie et je t'embrasse de tout mon cœur, mon tout et mon aimable enfant. — *P.-S.* Il faut que je vous dise encore que je vous aime de tout mon cœur et que je me meurs d'envie de te voir, mon cher mari. »

Le couple converti multipliait les bonnes œuvres. En 1662, pour secourir les pauvres pendant le rigoureux hiver, la princesse donnait deux cent mille livres de pierreries et un collier de quarante mille livres. Sacrifice cruel ! Malgré sa sainteté, elle n'avait pu s'empêcher, en jetant un dernier regard sur le beau collier, de pousser un soupir.

Il arrivait même au prince et à la princesse de Conti de faire des retraites dans la ville d'Alet en Languedoc : petite ville épiscopale bâtie à l'entrée d'un pays rude, presque sans routes, dans une haute plaine entourée de montagnes s'étageant vers le Midi par delà la frontière espagnole, un de ces évêchés « crottés et maudits, » dont on disait alors : *Beati qui habitant urbes, exceptis Saint-Papoul, Alet et Lombez !*

La dernière de ces retraites eut lieu un an après la naissance de François-Louis, au printemps de l'année 1665. Ils passèrent l'été à Noisy; puis, en novembre, se rendirent à Béziers, car le prince devait présider les États du Languedoc dont il était gouverneur. De santé toujours chétive, très malade à Paris l'année précédente, Conti avait médiocrement supporté les fatigues du voyage ; il ne supporta pas mieux celles des États, et alla se reposer chez lui, à côté de Pézenas, à la Grange des Prés. Le château était une des beautés du Languedoc. On admirait ses magnifiques appartements, ses grandes cours, ses jardins, ses parterres, ses orangers, ses palissades de grenadiers, de lauriers, de cyprès, de pins, d'arbres rares, ses bassins de marbre, ses eaux jaillissantes et sa situation délicieuse. Bâti en 1588 par Henri Ier, duc de Montmorency, passé en 1614 au duc Henri II, confisqué après la révolte et l'exécution de celui-ci, dix-huit ans plus tard, il avait été laissé en 1633 par Louis XIII à l'une de ses sœurs, Charlotte, princesse de Condé, mère du Grand Condé et du prince de Conti.

Dans l'élégante demeure, théâtre de tant de fêtes, qui avait retenti du rire de Molière, aux jours déjà lointains de 1653, où Mme de Calvimont goûtait, auprès de son amant, le plaisir de la comédie, le prince de Conti rentrait pour mourir. Il y expira le 21 février 1666, avec les sentiments de la piété la plus vive, à l'âge de trente-six ans. Ses restes furent portés en grande pompe aux Cordeliers de Pézenas, en attendant d'être inhumés à la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon.

La princesse de Conti s'était retirée au couvent des Carmélites de Narbonne. Elle se préparait à revenir à Paris.

Cette veuve, jeune et belle, n'allait plus vivre que pour ses enfants. Elle leur donna, pour les élever, deux ecclésiastiques : du Trouillas, ancien précepteur du comte de Saint-Paul, fils de Mme de Longueville, au prince de Conti ; Lancelot, au prince de La Roche-sur-Yon. Mais très vite, du Trouillas, torturé par de violents maux de tête, avait entrevu le moment où il serait obligé de renoncer à sa mission. Vers la fin du printemps 1671, alors que François-Louis entrait dans sa huitième année, les enfants étaient confiés à Lancelot, sous l'autorité d'un gouverneur, Montfaucon, sieur de Lapejan, et du Trouillas suppléait seulement, à de certains jours et à de certaines heures, le professeur en titre. Des deux frères, Louis-Armand de Bourbon, prince de Conti, et François-Louis de Bourbon, prince de La Roche-sur-Yon, c'est le second qui nous intéresse. Encore quelque vingt ans, le prince de Conti d'aujourd'hui mourra, et La Roche-sur-Yon s'appellera à son tour le prince de Conti.

*
* *

Le gouverneur, choisi par la princesse, était un gentilhomme de vieille race gasconne, demi-frère de l'illustre bénédictin Bernard de Montfaucon. Ils avaient l'un et l'autre pour père ce Timoléon de Montfaucon, dont on citait la noble réponse au duc de Montmorency qui le pressait de le suivre dans sa rébellion : « Monseigneur, mon âme est à Dieu et mon épée au Roi. » Quant à Lancelot, l'un des solitaires de Port-Royal, demeuré diacre par humilité, il était âgé, en 1671, de cinquante-six ans, et connu comme le maître des fameuses Petites-Écoles. De plus, ayant été précepteur du duc de Chevreuse, il avait l'expérience de l'enseignement particulier. C'était un grammairien

remarquable et novateur. Il avait publié, outre le *Jardin des racines grecques* et la *Grammaire générale*, les méthodes pour apprendre rapidement le latin, le grec, l'italien, l'espagnol, les traités de poésie de ces différentes langues, les *Éléments de géométrie*, etc.

Le Jardin des racines grecques, recueil de racines grecques mises en petits vers français, afin d'être retenues plus facilement et de soulager la mémoire pour la connaissance des mots, est plein d'erreurs, de faux radicaux, d'étymologies absurdes, même d'omissions, de contresens et de barbarismes; mais il a rendu d'incontestables services à des générations d'écoliers. Il a résisté deux cents ans. Duruy ne le supprima qu'en 1863, et il ne fut pas remplacé. Où est-il, le livre pédagogique qui ait ainsi vécu deux siècles? La Méthode latine avait eu l'honneur de servir aux études de Louis XIV, sous la direction de Péréfixe. Elle était en français, au lieu d'être en latin, selon la coutume du temps. Il espérait, le bon Lancelot, que « les enfants lui sauraient quelque gré d'avoir travaillé pour les exempter de tant de peine et d'inquiétudes qu'ils avaient à apprendre Despautère, » car il avait la passion, la dévotion de l'enfance.

Par une lettre pleine de bonhomie qu'il écrivit en juin 1671 à M. de Saci, au moment où il venait d'arriver au château de l'Isle-Adam, nous savons quel était, heure par heure, l'emploi du temps de ses élèves. « Pour ce qui regarde Messeigneurs en particulier, voici, Monsieur, disait-il, l'ordre que je garde, qui n'est pas si stable qu'on ne le change quelquefois... Comme ils sont fort jeunes et d'une complexion faible, on les laisse dormir autant qu'ils le peuvent; mais, dès qu'ils sont éveillés, sans les laisser rendormir, on les lève, de peur qu'ils ne badinent dans leur lit. Ainsi, quoique l'heure du coucher soit marquée, celle du lever ne l'est pas. Il va bien à une heure de différence, c'est-à-dire à six ou sept heures environ. Dès qu'ils sont levés, ils prient Dieu, et ensuite, pendant qu'on les habille, ils déjeunent et on leur lit l'histoire. Ils vont ensuite chez Madame lui donner le bonjour, où ils sont quelquefois quelque temps à faire leur petite cour. Je leur fais faire après quatre ou cinq tours de jardin ou monter même les montagnes pour les fortifier et les mettre en belle humeur; après quoi, nous venons étudier. »

Il est neuf heures alors, et l'on prend, dès que la prière est

récitée, le *Bongars*. C'est un recueil de « lettres latines de M. de Bongars, résident et ambassadeur sous le roi Henri IV en diverses négociations importantes, » et il a cet avantage, si l'on en croit son traducteur, que l'on ne sort pas « de France pour apprendre ce qu'il y a de plus pur dans le langage de Rome, » « la brièveté de Tacite et l'éloquence du siècle d'Auguste. » Détail important, à une époque où l'on aime si peu à sortir de France en traduisant un auteur latin, que Trebatius et Pomponius deviennent M. de Trébace et M. de Pomponne. Lancelot prend le *Bongars* phrase à phrase en latin, puis il répète sa phrase en français, celle-ci par exemple : « Le duc de Nemours a fait passer de Paris à Lyon environ trois cents chariots chargés de meubles très précieux. Les duchesses de Guise et de Nemours ont fait la même chose ; mais on dit que ces dames ont eu l'agrément du Roi pour sortir de Paris, qui ne me paraît plus une ville, mais *un reste affreux de ce qu'elle était.* » On croit entendre les deux enfants traduire ensemble, à haute voix. Lancelot, ainsi qu'il le dit lui-même à M. de Saci, relève les fautes ; il force ses élèves à trouver le mot propre, et, si le mot et le tour de l'auteur leur échappent, à mettre des équivalents. Ce qui, chaque fois, leur apprend trois ou quatre mots au lieu d'un. Puis il dicte la phrase, et, comme La Roche-sur-Yon est encore trop petit, c'est Conti qui tient la plume et qui écrit : « *Nemursius ad 300 currus pretiosissimis rebus refertos Lutetia Lugdunum versus amendavit. Idem Guisia et Nemursia feminæ fecerunt. Sed has aiunt cum bona Regis venia excessisse urbe : quæ mihi sane non urbs, sed cadaver urbis videtur.* »

Si Lancelot, qui admire la « brièveté » de Bongars, a jamais fait traduire ce passage à ses élèves, il n'a pas dû manquer de louer la concision de son auteur, dont on a rendu le pittoresque et bref *cadaver urbis* par la longue et noble périphrase *un reste affreux de ce qu'elle était.*

Le maître passe alors à une autre phrase ; les enfants l'appliquent à d'autres sujets, par une sorte de thème d'imitation, et apprennent par cœur le latin de M. de Bongars. On se délasse de cet exercice, qui dura environ une heure, en écrivant un exemple. « Après l'exemple, M. le prince de Conti apprend quinze ou vingt vers de Virgile par cœur, car on ne le contraint point. Quand il est de bonne humeur, il en apprend trente et

s'y plaît fort. Monsieur son frère n'en apprend que huit ou dix, mais il y trouve tant de plaisir qu'il les déclame avec un petit geste qui vous ferait rire. Il commence toujours au même endroit que M. de Conti et nous reprenons les entre-deux certains jours qu'il prend médecine, car le cadet a beaucoup plus de santé. »

Conti explique ensuite deux chapitres du sixième livre de Tite-Live, à livre ouvert et sans aucune aide du français, La Roche-sur-Yon, une demi-page de Justin, mais en s'aidant du français dont il ne peut encore se passer (il a sept ans !), et l'on inscrit sur le papier « les mots et les phrases difficiles ou les expressions remarquables dont on peut avoir besoin pour parler latin. »

Pendant l'heure de récréation qui leur est donnée avant le dîner de midi, ils se divertissent aux armes, à l'escarpolette, ou se promènent dans le jardin. Comme ils ne se remettront au travail qu'un peu avant quatre heures, voici que survient le maître à danser, mais non un de ces frivoles maîtres à danser qui arrivent avec des violons et vous enseignent des danses figurées. Celui-là, quoiqu'il soit l'un des meilleurs de Paris, est sans musique. Les enfants n'apprennent de lui qu'à « bien porter le corps, » à bien marcher, à faire la révérence, ce qui est indispensable pour former un honnête homme. L'austère princesse de Conti admet à grand peine ce maître d'un art si vain; et, malgré les représentations du prince de Condé, son beau-frère, bien que l'affaire ait été portée jusqu'au Roi, elle finit par proscrire la danse.

Tous les deux jours, les princes font des visites pour se former et s'accoutumer à « voir le monde, » « visites choisies, s'empresse de dire Lancelot, et qui ne se font qu'à des personnes sages et de mérite. » Les autres jours, on demeure dans le jardin, ou, si l'on est à la campagne, comme c'est le cas à l'Isle-Adam, on monte à cheval et on chasse.

La classe recommence vers quatre heures, après la collation. Du Trouillas donne une leçon d'histoire, et insiste particulièrement sur la morale et sur la politique. Quand la leçon est donnée par Lancelot, elle a pour sujet l'histoire ancienne, car, « si Messeigneurs ne l'apprennent pas présentement, ils ne l'apprendront jamais. » Ils ont déjà lu Josèphe, Hérodote et une partie de Xénophon. Le latin succède à l'histoire, enseigné sui-

vant les méthodes employés déjà dans la matinée, mais plus brièvement, parce qu'on a moins de temps. Lancelot ne nous parle pas du grec. On aimerait cependant à savoir si les petits princes se jetaient à sa suite dans le *Jardin des racines grecques*, répétant en chœur et sans rire :

'Αμίς, pot qu'en chambre on demande;
"Ανεμος, en France est le vent;
'Αριστερός, gauche et non droit;
Βήξ, toux, a besoin de tisane;
Δάκνω, mord, comme une matine;
Δεῖσα, fumier, aux champs a vogue;
'Ερεύγω, roter en infâme;
Κλύζω, laver et clystère exprime;
Μῦς, souris, au lard formidable;
"Ονος, l'âne, qui si bien chante;
Πέλαγος, mer, des poissons mère.

Vers saugrenus, dont Lancelot avait eu l'idée, que Saci avait composés, et qui sont encore dans bien des mémoires.

Mais bientôt le moment du souper approche. Le maître et les deux enfants se lèvent, car « on ménage toujours un bon quart d'heure pour les divertir. » Avant sept heures, ils soupent et ils doivent se retirer, à neuf heures l'hiver, à neuf heures et demie l'été. Après avoir dit leur prière, qui est courte, ils vont se coucher, et, tandis qu'on les déshabille, on leur fait réciter leurs mots et leurs phrases. Nul n'ignore en effet que, par suite du travail inconscient de la nuit, la mémoire retient plus solidement ce qu'on lui a confié avant de s'endormir. Fidèle à ses méthodes, Lancelot cherche à leur rendre le travail facile. Heureux enfants ! Ils ont travaillé, dans leur journée, trois heures le matin, deux heures et demie l'après-midi, et tout cela presque en se divertissant, parce qu'ils ne cherchent rien dans les livres, « qu'on est leur dictionnaire vivant, leur règle, leur commentaire. »

Ce sage programme d'études était modifié le samedi en ce que les princes disaient quatre ou cinq cents vers de Virgile, — ils en étaient à la fin du second livre de l'Énéide, — apprenaient la chronologie et l'arithmétique. Il était modifié également l'été, où la soirée commençait par le travail au lieu de commencer par la récréation. Il était encore modifié les jours

où l'on allait à la messe, et l'on y allait le jeudi et le samedi, ou lorsqu'il arrivait quelque fête de dévotion, ou enfin lorsque Messeigneurs le désiraient. « On est bien aise, explique Lancelot, de donner lieu au Saint-Esprit d'agir sur leurs petits cœurs, et que leur dévotion ne soit point forcée. »

Les dimanches et les grandes fêtes, l'explication de l'épître et de l'évangile, la messe de paroisse, le catéchisme qui consistait, non en leçons apprises par cœur, mais en un exposé des mystères qui plaisait beaucoup aux enfants, occupaient la journée. Les fêtes non solennelles, quelques heures de récréation suivaient la messe et les vêpres, et l'on expliquait des auteurs chrétiens. Conti prenait Sulpice-Sévère et La Roche-sur-Yon quelques hymnes ou quelques homélies des Pères de l'Église, « car on les rompait dans toute sorte de latin, » à moins qu'il ne leur fût plus agréable de lire un livre de piété en français.

Lancelot semble avoir oublié les congés. Il ne les a pas oubliés, il les a jugés inutiles. Il craignait d'entretenir ses élèves dans une certaine oisiveté, où « ni eux, ni ceux qui les regardent, pensait-il, ne sauraient que faire pour attraper la fin de la journée. » Les Grands d'ailleurs selon lui avaient assez de temps chaque jour pour se divertir. Les voyages à Saint-Germain, tels et tels événements extraordinaires remplaçaient les congés. Les princes de Conti eurent ainsi la distraction, le 2 juillet 1671, au château de Saint-Germain, d'assister à l'étude du Dauphin, qui avait alors dix ans, et dont Bossuet était le précepteur. Leur cousin était assis sur sa chaise, et, derrière lui, se tenait debout le bon valet de chambre Dubois, tout fier de pouvoir, malgré ses soixante-douze ans, demeurer sur ses jambes trois heures le matin et trois heures le soir, comme il l'avait fait, jadis, pendant les leçons de M. de Péréfixe à Louis XIV enfant. Le vieux serviteur ne devait pas perdre un mot de ce que disaient le maître et l'élève, car il a noté, avec beaucoup de soin, dans son journal, que « Monseigneur expliqua en latin et en français la chute de David et de Bethsabée, la mort d'Uri, comme Absalon tua son frère et la raison du viol de sa sœur Thamar, la révolte d'Absalon, la vanité de David dans le dénombrement de ses troupes, sa pénitence ». Espérons que, ce jour-là, le Dauphin ne fut pas, ainsi que cela lui arriva le 22 août suivant, au grand désespoir de Dubois, frappé de coups de férule par son gouverneur, l'austère duc de Mon-

tausier, traité de *fripon* et de *galopin!* Les trois enfants entendirent ensuite la messe, dînèrent ensemble et demeurèrent longtemps nu-tête sur la terrasse.

De tels plaisirs recevaient l'approbation entière de la princesse de Conti. Elle avait certainement trouvé en Lancelot le parfait précepteur dont Nicole nous a laissé le portrait, dans son traité *De l'éducation d'un prince*. Lancelot, n'en doutons pas, était l'homme qui « juge sagement et équitablement de tout, » qui « propose ses jugements d'une manière agréable et proportionnée à ceux à qui il parle. » Sans en avoir l'air, et sans ennuyer jamais son disciple, il savait lui faire « une leçon à toute heure » et souvent l'instruire « autant dans le jeu, dans les visites, dans les conversations, dans les entretiens qu'on a à table avec ceux qui y sont présents, » que dans les livres.

Au-dessus des maîtres, la princesse conduisait toute chose. La sagesse, la piété, la tendresse, la fermeté « vraiment chrétienne, » de Mme de Conti qui « joignait l'autorité à la douceur, » et savait se faire craindre sans bruit et aimer sans affectation » émerveillaient Lancelot. C'était Blanche de Castille, avec plus de « lumières » et d' « exactitude. » Désireuse avant tout de conserver l'innocence de ses fils, elle les faisait châtier à la moindre faute, ne mettait auprès d'eux que des valets de chambre très sûrs, formés et éprouvés chez elle, et choisissait les valets de pied, qui cependant n'approchaient presque pas des princes, « avec plus de précaution que beaucoup d'évêques n'en apportent pour donner un prêtre à l'Église. »

Cette « mère de l'Église, » comme l'appelle Mme de Sévigné, qui l'apercevait au sermon avec Mme de Longueville, quand elle allait « en Bourdaloue, » veilla bien peu d'années sur ses enfants. Elle leur fut enlevée dès l'âge de trente-cinq ans. Le 4 février 1672, à quatre heures du matin, depuis longtemps malade, elle mourait subitement dans l'hôtel qu'elle venait d'acquérir sur le quai, entre la rue Guénégaud et le Collège des Quatre-Nations. Mme de Sévigné a décrit, non sans émotion, « la désolation de la chambre, » la pauvre morte défigurée par l'apoplexie et par les remèdes, les larmes, les cris et les évanouissements des assistants, et, devant le cadavre de leur mère, deux petits garçons pleurant de tout leur cœur.

Que devinrent les malheureux orphelins? « Il n'y a que le

diable qui gagne à cette mort, avait d'abord dit Mme de Sévigné, il va reprendre les petits princes. » Ces craintes n'étaient pas fondées, car on connut très vite les dernières volontés de la princesse. La tutelle des enfants était confiée à leur tante la duchesse de Longueville. La défunte insistait, dans son testament, pour que l'on ne congédiât pas ceux qu'elle avait placés elle-même auprès de ses fils, surtout du Trouillas, Lancelot, Lapejan, l'écuyer Tury, le trésorier Jasse, l'aumônier Vidone et le maître d'hôtel Arnaud.

Sur l'ordre du Roi, Lapejan et Lancelot conduisirent les princes à la cour, où ils devaient être élevés auprès du Dauphin. Mais, lorsque, le 26 avril 1672, M. de Roquette, évêque d'Autun, prononçant, dans l'église Saint-André-des-Arcs, l'oraison funèbre de la princesse de Conti, rappela avec quel soin admirable la pieuse femme avait toujours choisi ceux qui approchaient de ses enfants, il y avait déjà deux mois que toutes les dispositions de la morte se trouvaient renversées. La tutelle passait de Mme de Longueville, suspecte de jansénisme, à son frère le prince de Condé. Quant à Lapejan et à Lancelot, suspects bien davantage, et qui avaient refusé de conduire leurs élèves à la comédie, ils étaient remplacés, l'un par Alexandre de Piédefer, marquis de Saint-Mard, premier gentilhomme de Monsieur le Prince, l'autre par l'abbé Fleury, et deux jésuites, les Pères du Cerceau et de la Tour, avaient mission de donner l'instruction religieuse.

***

A défaut d'un homme de génie comme Bossuet, ou d'un grand écrivain comme Fénelon, précepteur vingt ans plus tard, du Duc de Bourgogne, c'était un prêtre remarquable que Louis XIV donnait aux princes de Conti orphelins. Claude Fleury n'avait pas encore la réputation qu'il eut depuis et qui s'est un peu effacée. Elle semble pâle aujourd'hui, comme le joli style très pur dont il enveloppait une pensée originale. En 1672, l'auteur des vingt volumes de l'*Histoire ecclésiastique*, la meilleure, selon Voltaire, qu'on eût jamais faite, n'avait publié aucun de ses nombreux ouvrages. Il était d'ailleurs très jeune. Né en 1640, fils d'un avocat au conseil originaire de Rouen, élève du Père Cossart, l'élégant latiniste, chez les Jésuites du collège de Clermont, aujourd'hui Louis-le-Grand, il avait été reçu avocat

au Parlement de Paris, dès l'âge de dix-huit ans. Depuis lors, il vivait au milieu de ce qu'il y avait de plus savant et de plus cultivé dans la noblesse de robe.

C'était Bossuet qui l'avait encouragé à suivre sa vocation ecclésiastique. Lorsque le Roi le préféra à Fléchier pour lui confier l'éducation des princes de Conti, Bossuet consulté rendit le témoignage le plus favorable. Fleury logeait à ce moment chez Olivier d'Ormesson, dont il guidait le fils André dans ses études juridiques. Le père, apprenant que le Roi avait jeté les yeux sur l'abbé Fleury, se montra trop heureux « qu'il y eût dans la maison quelque chose qui fût agréable » à Sa Majesté, et se hâta de l'offrir.

Fleury fut retenu le 21 février 1672, et on lui promit mille livres d'appointements. Chaque mois, le trésorier des princes devait lui remettre vingt-quatre livres ou vingt-quatre livres seize sous, les mois de trente et un jours, pour la nourriture de son valet, trente sous pour son ordinaire de chandelle, et, pendant l'hiver, douze livres pour son ordinaire de bois. Le valet payait les frais de blanchissage, quatre livres par mois pour lui et pour son maître; il achetait le bois et la chandelle, était chargé des menues dépenses, bas, gants, calottes, papier, etc., et recevait trente écus de gages.

Ce fut le 23 février que Fleury assista pour la première fois à la classe du vieux Lancelot. Nous ne savons ce que les enfants pensèrent de ce nouveau précepteur de trente-deux ans. On peut croire qu'il ne déplut pas. La tête petite, les joues rondes, le nez long entre les grands yeux pensifs, les cheveux sortant en boucles de la calotte noire, tel il se présente à nous dans ses portraits le plus sympathiquement du monde. Qu'il soit gravé par Gobert en soutane à vaste rabat, ou par Roussel en surplis à jabot, c'est toujours la même modestie dans l'attitude, et, sur le visage, le même air de bonté. On reconnaît bien l'homme dont Saint-Simon admirait « la douceur et la conversation charmantes, » le « désintéressement peu commun. » Olivier d'Ormesson vint, à la fin de la classe, chercher le précepteur dont il était l'ami; il trouva aux princes « bien de l'esprit. »

Quelle impression Fleury garda-t-il de sa première entrevue avec le plus jeune de ses élèves? La meilleure et la plus heureuse : « Le prince de La Roche-sur-Yon, qui n'avait pas encore huit ans, était le plus agréable enfant qu'on pût voir.

La physionomie noble, douce, spirituelle, les yeux vifs et riants qui me faisaient un plaisir singulier toutes les fois que je les rencontrais. Il entendait dès lors finement des vers qui paraissaient au-dessus de la portée de son âge. En travaillant à son instruction, je reconnus bientôt un esprit pénétrant, solide et suivi. Si je lui racontais une histoire, il voulait en voir la fin. Si je commençais un raisonnement, il demandait la conclusion et ne se payait que de bonnes raisons. Quoique son corps fût dans un continuel mouvement par la vivacité de l'âge et du tempérament, l'esprit ne laissait pas d'être attentif. Il comprenait et retenait ce que je lui avais dit dans le temps où ceux qui ne le voyaient qu'en passant l'auraient cru le plus distrait. »

Quatre jours après cette classe de Lancelot, le 27 février, Fleury, ayant pris le deuil de la princesse de Conti, et l'ayant fait prendre à son valet Pierre-Michel, « alla à Saint-Germain avec Leurs Altesses et entra en exercice. »

Nous n'avons trouvé nulle part le règlement que suivirent alors les princes; mais une lettre de Fleury à l'abbé Cassagne (une des victimes de Boileau), qui le remplaça quelque temps, au mois de juillet 1676, permet de se rendre compte du programme de leurs études. Le latin, le catéchisme et l'histoire en étaient toujours le fond. Ils y ajoutaient le droit. Tandis que Conti lisait Tite-Live, expliquait Juvénal, La Roche-sur-Yon traduisait le *De amicitia* de Cicéron, et goûtait merveilleusement la finesse des odes d'Horace (il avait douze ans). Comme à son frère, on lui donnait des thèmes de la vie des Pères; avec lui, il apprenait la logique et lisait Froissard, si amusant dans ses chroniques pareilles, suivant l'expression de Taine, « à une tapisserie du temps éclatante et variée, pleine de chasses, de tournois, de batailles, de processions, » où défilait devant lui un siècle d'histoire de France. « On voyait, raconte Fleury, un grand courage dans cet enfant. Il voulait faire tout ce que faisait le prince de Conti plus âgé de trois ans. » Fleury nous a conservé plusieurs traits qui prouvent quelles étaient, dès l'enfance, la fermeté et la valeur du prince de La Roche-sur-Yon.

Il arrivait que le jeune prince étudiât avec le Dauphin, fit le même thème, et le fit bien, à la grande joie de Bossuet, dont l'indolent élève avait besoin d'émulation. Lorsque la cour était à Saint-Germain, le théâtre de ces luttes scolaires devait être l'appartement du Dauphin, au premier étage du château

actuel, donnant sur le parterre du Nord, belle enfilade de pièces sur les fenêtres desquelles se croisaient presque partout des rideaux de damas blanc et or. On entrait par la salle des gardes, par l'antichambre; on pénétrait dans le cabinet décoré d'une tapisserie, clos de portières. Un velours vert et or descendait en rideaux de chaque côté de la fenêtre, recouvrait le lit de repos, les deux fauteuils, les six pliants. Plus loin, la grande chambre était séparée par un vestibule triangulaire de la chambre du donjon, où tenait garnison le terrible duc de Montausier.

Sans cesse, les princes de Conti se trouvaient auprès de leur cousin. En 1674, au moment de la seconde conquête de la Franche-Comté, ils jouent avec lui dans le jardin d'un maître des requêtes, près de Dijon. Trois mois plus tard, Monseigneur fait sa première communion à Saint-Germain, le 25 décembre, et La Roche-sur-Yon, ainsi que le veut le cérémonial, tient un bout de la nappe. Le 22 mars 1677, avec Bossuet et Montausier, accompagnés des pages, des enfants d'honneur et de quelques jeunes gentilshommes, le Dauphin et les princes de Conti vont à la Bibliothèque du Roi admirer les livres rares et les manuscrits enluminés, et Colbert, suivi de l'Académie des Sciences, se rend au-devant d'eux. Pendant le carnaval de 1679, nous les voyons déguisés en mages chez Monsieur; les trois princes, dont le plus vieux a dix-huit ans, représentent les trois rois; c'est La Roche-sur-Yon, le plus jeune, qui est le More. Soyons assurés que François-Louis se montre alors, comme il le sera toute sa vie, plein de déférence pour le Dauphin, dont il est le camarade, car il sait « allier le respect avec les manières les plus nobles et les plus aisées. »

Pour juger de l'intimité des précepteurs, Bossuet et Fleury, il suffit de jeter les yeux sur le livre de comptes de Fleury. C'est plus qu'un livre de comptes, c'est une sorte de journal impassible et naïf, où figurent, à côté des dépenses, les mentions les plus disparates. On lit, par exemple : « 1679, 11 novembre, Marie Citolle, ma mère, décéda le samedi, jour de saint Martin, à cinq heures du soir, âgée de quatre-vingt-deux ans et neuf jours, étant née le 2 novembre 1597. » Et plus loin : « 1682, 6 janvier, je perdis ma montre de dix écus. Le même jour, le feu prit à ma chambre; la plupart de mon linge fut brûlé, entre autres une aube. »

A regarder de près ce curieux document, on constate que

Fleury usait parfois des gens, de la chaise à porteurs et du carrosse de Bossuet. Ainsi, en janvier 1693, la main de l'abbé a noté, de sa fine écriture, dans la colonne des dépenses : « Aux trois laquais de M. de Condom (Bossuet, alors évêque de Condom), quatre livres dix sols; à son cocher, trois livres; » en 1681 : Aux porteurs de M. de Condom, trente sols. » Faut-il s'étonner, quand on sait qu'il traduisait en latin l'*Exposition de la doctrine de l'Église catholique*, de son illustre ami, et toute sa vie « côtoya » Bossuet?



Si l'on veut se donner une juste idée de la manière dont fut conduite l'éducation du prince de La Roche-sur-Yon, il n'est pas inutile de feuilleter le *Traité du choix et de la méthode des études*, que Fleury commença tandis qu'il élevait l'enfant. Ce petit livre, plein d'idées originales, fait songer quelquefois à l'une des œuvres les plus populaires de Fénelon, *l'Éducation des filles*. Fleury, d'ailleurs, fut l'ami de Fénelon. Il se rendit avec lui en Saintonge pour convertir les protestants, et, plus tard, lorsque Fénelon dirigea l'éducation du duc de Bourgogne, Fleury fut le sous-précepteur. N'allons pas croire cependant que l'excellent abbé ait l'imagination riante, la grâce tendre de l'archevêque de Cambrai. Un ferme bon sens, une solidité admirable, revêtus de style clair, habillés d'une jolie langue, imprégnés de la bonhomie affectueuse qu'aimait en lui La Harpe, voilà ses qualités. L'auteur du *Traité des Études*, de *l'Institution du droit français* (composé pour les princes de Conti), des *Mœurs des Israélites* (où se trouvent de poétiques descriptions de la vie pastorale), des *Devoirs des maîtres et des domestiques*, demeure fort loin des *Fables*, des *Dialogues* et du *Télémaque*.

Ce que Fleury désirait ne pas produire, c'est un soi-disant savant comme il en voyait éclore une foule autour de lui, dans les écoles, jeunes gens à qui il ne restait, au sortir du collège, qu'une compréhension médiocre du latin, quelques principes de grammaire, « une teinture de la fable, des histoires grecques et de l'histoire romaine, » de très confuses notions de philosophie, et qui croyaient n'avoir plus rien à apprendre, puisque, tels nos bacheliers d'aujourd'hui, « ils avaient fait leurs études. » Fleury ne redoutait pas moins les brillants élèves arrivés aux

couronnes et aux prix grâce à une prodigieuse mémoire, doués de beaucoup d'imagination et de peu de jugement. C'est une de ses maximes « qu'il n'y a que trop de bel esprit dans le monde, mais qu'il n'y aura jamais assez de bon sens. » Pour lui, l'éducation est l'apprentissage de la vie ; le disciple doit devenir « honnête homme » et « habile homme, » selon la profession qu'il embrassera.

Cet apprentissage, Fleury le commence en essayant de donner à l'enfant de l'attention, et, pour cela, de rendre le travail attrayant. Il veut engager par le plaisir et retenir par la crainte ; mais la page délicieuse, où il explique sa méthode, ne permet pas d'imaginer que la salle d'études du prince de La Roche-sur-Yon retentît souvent du bruit des férules. Je voudrais, dit le bon Fleury, qu'on instruisît plus volontiers l'enfant « dans un beau jardin ou à la vue d'une belle campagne, par un beau temps, et quand il serait lui-même dans la plus belle humeur. Je voudrais que les premiers livres dont il se servirait fussent bien imprimés et bien reliés; que le maître lui-même, s'il était possible, fût bien fait de sa personne, propre, parlant bien, d'un beau son de voix, d'un visage ouvert, agréable en toutes ses manières. »

Fleury, de figure sympathique, de caractère facile, et qui avait une éloquence simple et douce, n'était pas loin de ressembler à ce maître idéal. Quand il causait avec son élève, « en hors-d'œuvre et comme sans dessein, » ce qui, selon lui, formait une partie très importante de l'étude, un esprit aussi fin et aussi bien doué que celui de La Roche-sur-Yon ne pouvait pas rester insensible à tant de bon sens et de charme. Le prince entendit sans doute développer indirectement plus d'une fois les idées que nous retrouvons aujourd'hui dans le livre de Fleury.

Fleury dut aussi, comme il le conseille dans le *Traité des études*, apprendre à son élève par la conversation et la promenade, ce qu'il appelle *l'Économique*, lui montrer à la maison ou ailleurs la manière de faire « le pain, la toile, les étoffes, » le mener voir travailler les ouvriers, lui enseigner le prix des choses et l'art de voyager. Et ici l'honnête Fleury, si inattendu que cela paraisse, ressemble à l'étincelant, au truculent Rabelais, car le précepteur Ponocrates lui aussi voulait que son élève Gargantua profitât de pareilles leçons. Et il annonçait Rousseau, qui voudra

qu'Émile sache un métier; et Mme de Genlis, dont l'élève (le futur roi Louis-Philippe) sera capable d'être tour à tour menuisier, palefrenier, maçon, forgeron, *frater* même et « saignant son homme comme *Figaro*. »

Cet enseignement oral de chaque minute et à propos de tout venait, n'en doutons pas, compléter le programme exposé plus haut dans la lettre à l'abbé Cassagne. Il s'ajoutait à celui du latin « nécessaire pour entendre les livres » et pour la commodité des voyages; car « cette seule langue peut conduire dans tout le Nord et tient lieu de plusieurs autres; » du droit privé et surtout du droit public, si utile aux enfants destinés à occuper de grandes places; de l'histoire, dont « un prince ne pouvait trop savoir; » de l'espagnol que La Roche-sur-Yon comprenait; de l'italien qu'il possédait à fond et qui était pour lui sa véritable langue maternelle, de l'allemand qu'il parlait ainsi que le devait un futur homme d'épée; probablement des sciences, l'arithmétique, la géométrie, la mécanique dont Fleury recommande l'étude aux gens de guerre, mais qu'il ne devait pas enseigner lui-même.

Que pouvait devenir, soumis à une telle éducation, un prince admirablement doué? Saint-Simon va nous le dire : « Un très bel esprit, lumineux, juste, exact, vaste, étendu, d'une lecture infinie, qui n'oubliait rien, qui possédait les histoires générales et particulières, qui connaissait les généalogies, leurs chimères et leurs réalités, qui savait où il avait appris chaque chose et chaque fait, qui en discernait les sources, et qui retenait et jugeait de même tout ce que la conversation lui avait appris, sans confusion, sans mélange, sans méprise, avec une singulière netteté, » « les constantes délices du monde, de la cour, des armées, la divinité du peuple, l'idole des soldats, le héros des officiers, l'espérance de ce qu'il y avait de plus distingué, l'amour du Parlement, l'ami avec discernement des savants, et souvent l'admiration de la Sorbonne, des jurisconsultes, des astronomes et des mathématiciens les plus profonds. » Et si le ton enthousiaste de Saint-Simon inspire quelque défiance, écoutons la voix calme du sage Fleury lui-même : « Cette étendue de connaissances lui donnait la facilité de s'entretenir avec toutes sortes de personnes et d'accommoder la conversation à la portée de chacun. Gens de guerre, gens de robe, ecclésiastiques, savants, ignorants, tous lui convenaient, et il convenait à tous. Il raisonnait avec

ceux qui en étaient capables; il mettait les autres sur les faits de leur connaissance. On se trouvait à son aise avec lui et on en sortait satisfait. Sa conversation était délicieuse pour ceux qui savaient la goûter. Au fond, les pensées justes et solides, le jugement droit, les sentiments élevés; au dehors, l'expression facile et noble, les tours ingénieux et délicats, souvent des traits vifs et des railleries fines, quelquefois un peu mordantes, un agrément singulier répandu sur son visage et toute sa personne. »



Vers 1678, les deux élèves de l'abbé Fleury touchaient presque à la fin de leurs études. Déjà le Dauphin, leur camarade, n'étudiait plus et « faisait figure d'un homme. » Mlle de Scudéry l'annonçait à Bussy le 24 juin 1678, et elle ajoutait que les princes de Conti allaient voyager. Voyager! La princesse de Conti et ses amis de Port-Royal n'eussent guère recommandé pareille aventure à des enfants. M. de Saci n'avait-il pas coutume de répéter que « voyager, c'était voir le diable habillé en toutes sortes de façons : à l'allemande, à l'anglaise, à l'italienne, à l'espagnole, mais que c'était toujours le diable, *crudelis ubique,* » cruel partout et toujours. Madeleine de Scudéry se trompait. Un peu plus tard, elle mandait au même Bussy que le mariage de Mlle de Bourbon était « assuré avec M. le prince de Conti, qu'on dit, remarquait-elle, qui écrit comme vous, monsieur, c'est-à-dire mieux qu'homme du monde. J'ai vu de ses lettres entre les mains du grand prévôt (le marquis de Sourches), qui est de mes amis : elles sont surprenantes, il y a beaucoup d'esprit et de bon sens. »

Ce nouveau bruit était prématuré. Le 31 août 1679, le prince de Conti, celui qui devait mourir si jeune et n'avait pas alors dix ans devant lui, figurait bien dans un mariage, à la place du marié, mais, ce jour-là, c'était au nom du roi d'Espagne Charles II qu'il épousait à Fontainebleau Mlle d'Orléans. Il ne se maria pour son propre compte que l'année suivante, le 16 janvier 1680, avec Mlle de Blois, fille légitimée de Louis XIV et de Mlle de La Vallière.

Dix mois ne s'étaient pas écoulés depuis ce grand événement, que Fleury se retirait. Le 11 novembre 1680, il commençait l'éducation du comte de Vermandois âgé de treize ans et frère de la nouvelle princesse de Conti. Les noces du prince de Conti

avaient en effet produit une impression fâcheuse sur le prince de La Roche-sur-Yon. Notre cadet « ne voulut plus s'assujettir aux leçons dont son frère était délivré; j'en parlai, dit l'abbé Fleury, à Monsieur le Prince qui n'appuya pas le dessein que j'avais de le faire continuer et je me tins en repos. Le jeune prince n'eut plus d'occupation réglée que les exercices du cheval et des armes et demeura sous la conduite d'un gouverneur peu capable de prendre autorité sur lui. Ainsi, avant l'âge de seize ans, il se trouva livré à ses passions et aux tentations les plus dangereuses de la cour dont il était les délices. »

LA VIE ET LES DÉPENSES DU PRINCE DE LA ROCHE-SUR-YON

Grand et bien proportionné, quoiqu'on vît à sa taille qu'il était fils d'un bossu, la tête charmante sous une forêt de cheveux châtains qui, fort avantageusement, remplaçaient la perruque à la mode, et dont les boucles sombres encadraient un visage d'un joli tour et d'un joli teint, « blanc, mêlé d'incarnat, » tel apparaissait, en 1680, le jeune prince de La Roche-sur-Yon, tel il enchanta toujours tous ceux qui l'approchèrent. Le nez était grand, mais régulier, la bouche bien dessinée. Des yeux bleus fort vifs éclairaient cette physionomie d'un regard doux et riant. Qu'ils soient du marquis de Sourches, de La Fare ou de Mme de Caylus, les Mémoires sont unanimes sur l'agrément extraordinaire de toute la personne. « Jusqu'aux défauts de son corps et de son esprit, s'écrie Saint-Simon, émerveillé d'une pareille séduction, avaient des grâces infinies : des épaules trop hautes, la tête un peu penchée de côté, un rire qui eût tenu du braire dans un autre, enfin une distraction étrange. Galant avec toutes les femmes, amoureux de plusieurs, bien traité de beaucoup, il était encore coquet avec tous les hommes : il prenait à tâche de plaire au cordonnier, au laquais, au porteur de chaise, comme au ministre d'État, au grand seigneur, au général d'armée, et si naturellement que le succès en était certain. »

Dès 1680, et bien que Saint-Simon ne nous ait pas donné un portrait du prince de La Roche-sur-Yon à seize ans, mais qu'il ait peint son modèle vers la quarantaine, on devinait certainement les prémices de tant de belles qualités, la complaisance, la politesse « distinguée selon le rang, l'âge, le mérite, » cette faculté si rare de placer « avec un art imperceptible ce qu'il

pouvait de plus obligeant sur la naissance, les emplois, les actions, » le don des « réparties promptes, plaisantes, jamais blessantes, le gracieux répandu partout, sans affectation ; avec toute la futilité du monde, de la cour, des femmes, et leur langage avec elles, l'esprit solide et infiniment sensé. » De graves défauts jetaient une ombre sur cette brillante figure. Au dire de Saint-Simon, le prince de Conti était « bas courtisan, » « avide de biens, ardent, injuste. » Il avait, de plus, un goût prononcé pour les plaisirs, et même pour la débauche.

Ces fâcheuses inclinations devaient lui attirer bientôt une première disgrâce. En attendant, le 8 février 1680, il est le parrain de Mlle de Clermont, petite-fille de Monsieur le Prince, et la princesse de Conti est la marraine. On les voit à la collation servie après le baptême, et à l'opéra, *Proserpine*, de Quinault, que l'on joue à l'hôtel de Condé, « sur un théâtre bâti par les fées, » au milieu des « enfoncements, des orangers tout chargés de fleurs et de fruits, des festons, des perspectives, des pilastres. » Rien n'égale la grâce légère de cette princesse de Conti, que La Fontaine a si bien rendue en deux vers délicieux :

L'herbe l'aurait portée, une fleur n'aurait pas
Reçu l'empreinte de ses pas.

Son mariage avec le prince de Conti, couronnement de fiançailles qui ont été le plus joli des romans, est vieux de deux mois à peine, et très vite, des bruits désobligeants courent sur le mari, et le prince de La Roche-sur-Yon semble les confirmer en disant tout haut un soir, au bal, pendant que sa belle-sœur danse : « Vraiment, voilà une fille qui danse bien ! » « Folie toute simple et toute brusque, raconte Mme de Sévigné, qui fait rougir le pauvre frère aîné et le défait à plate couture. »

Les mauvaises langues ajoutaient de scabreux détails. La princesse de Conti regardait d'un œil favorable son beau-frère La Roche-sur-Yon; Conti avait trouvé sous l'oreiller de sa femme certaine lettre qui n'était pas pour lui ; et, quand le Roi avait voulu savoir comment cette lettre était arrivée là, on avait découvert que c'était par les soins de la marquise de Nangis. Or, la marquise de Nangis était amoureuse du marquis de Créqui, et le marquis de Créqui avait toute la confiance du prince de La Roche-sur-Yon.

Sur ces entrefaites, éclatait une fâcheuse affaire de mœurs où La Roche-sur-Yon était compromis avec le comte de Vermandois, le prince de Turenne, neveu du maréchal de Turenne, le brave et spirituel marquis de Créqui et quelques autres jeunes gens. La Roche-sur-Yon fut chassé de la cour vers la fin de mai, envoyé à Chantilly auprès de Monsieur le Prince.

Nous avons peu de détails sur le séjour de La Roche-sur-Yon à Chantilly. Le prince fut mal reçu par son oncle, et celui-ci, vers le milieu de juillet, l'éloigna « à cause du mauvais air. » La Roche-sur-Yon se rendit alors à l'abbaye de La Victoire, auprès de Senlis, ainsi nommée en souvenir de la bataille de Bouvines, et dont Bernard Lenet, frère de l'auteur des *Mémoires*, était commendataire.

Cet exil devait durer un peu plus de deux mois. Le 8 août 1682, une lettre de Louis XIV à Condé laissait espérer que la grâce était proche : « Pour ce qui est de mon cousin le prince de La Roche-sur-Yon, répondait le Roi, vous savez ce que je vous ai dit ; j'en ai parlé aussi avec mon cousin le duc d'Enghien, et, aussitôt que les choses seront au point qu'elles doivent être, personne n'aura plus de joie que moi de faire ce que vous désirez. » En effet, La Roche-sur-Yon revint à la cour au mois de septembre, et Louis XIV « lui fit seulement une réprimande dans son cabinet. »

***

Il faisait bon être pardonné, au moment où Louis XIV, installé pour toujours à Versailles, y recevait royalement les courtisans, ses hôtes : d'octobre à Pâques-fleuries, la comédie trois fois la semaine ; le samedi, le bal ; le lundi, le mercredi et le jeudi, l'appartement. Ce qu'on appelait l'appartement était la réunion de toute la cour « depuis sept heures du soir jusqu'à dix que le Roi se mettait à table, » dans le grand appartement qui s'étend en façade sur les jardins, du vestibule de la chapelle à la galerie des glaces, alors récemment achevée. Les salons, avec leur décoration d'or et de marbre, les fauteuils, les tabourets, les portières de velours vert ou couleur de feu garni de crépines et de galons d'or, qui y mettaient du confort et de la gaieté, les caisses d'orangers d'argent de la salle de billard, les statues d'argent de la salle des concerts, la balustrade et le grand lustre d'argent de la chambre du lit, le trône d'argent du

salon d'Apollon, les tableaux du Dominiquin, de Rubens, de Titien, de Carrache, de Véronèse, de Van Dyck, qui ajoutaient en ce temps-là aux splendeurs des plafonds peints, étincelaient de lumières. La cour s'y divertissait, et, comme le respect faisait que personne ne haussait la voix, « le bruit qu'on entendait n'était point incommode. »

Parfois, les chants des musiciens s'élevaient dans l'un des salons, et l'on pouvait danser au son du violon ou du hautbois. Un peu plus loin, la Reine était fort occupée au reversis. Dans un autre salon, des tables recouvertes de tapis magnifiques attendaient ; et, tandis que Madame la Dauphine jouait de son côté avec des dames, Monseigneur du sien, Monsieur et Madame du leur, « chacun y jouait au jeu qui lui plaisait le plus, et l'on y était servi par un grand nombre de domestiques » en justaucorps bleus galonnés d'or et d'argent, « qui ne songeaient pas à autre chose, nous explique complaisamment le marquis de Sourches, qu'à prévenir l'intention des joueurs. » Le troisième salon, où se trouvait un billard, était fort apprécié du Roi et de maint seigneur de la cour. Le deuxième, qui offrait aux regards une table chargée d'une somptueuse collation de fruits, de pâtes et de confitures, et le premier dont les trois buffets portaient du café, du thé, du chocolat, du vin, des liqueurs, des sorbets et des « eaux de toutes sortes de fruits, » n'avaient pas moins d'attraits. Une liberté charmante remplaçait partout la cérémonie. Le Roi ne voulait pas qu'on se levât des tables de jeu à son approche. Suivi seulement de son capitaine des gardes, il se promenait, parmi ses invités, avec la bonne grâce d'un maître de maison parfait.

Tout cela qui enchantait un Sourches ou un Dangeau, qui à distance, avec la lointaine perspective des siècles, peut sembler très agréable, pas plus que l'opéra ou le bal de notre temps, ne plaisait à tout le monde. La seconde femme de Monsieur, l'Allemande, Madame, nous a dit brutalement son avis : « L'appartement est une chose bien insupportable. On va au billard et l'on se met sur le ventre, sans que personne dise un mot à l'autre ; l'on reste ainsi accroupi, jusqu'à ce que le Roi ait joué une partie. Alors tout le monde se lève et l'on va à la musique : là, on chante un acte de vieil opéra qu'on a entendu cent fois. Ensuite, nous allons au bal qui dure de huit à dix heures ; ceux qui comme moi ne dansent pas restent là, les deux

heures, assis sans quitter une seconde leur place et ne voient, ni n'entendent rien qu'un interminable menuet. A dix heures moins le quart, on danse la contre-danse les uns après les autres comme les enfants récitent le catéchisme, et alors le bal prend fin. »

La Roche-sur-Yon ne voyait sans doute pas l'appartement ainsi, d'un œil de caricaturiste. Le plus aimable et le plus sociable des princes, « qui avait toutes les dames à son commandement par l'agrément de sa politesse et la discrétion de sa galanterie, » ne pouvait partager le violent dégoût de la Palatine.

Était-il depuis son retour un modèle de vertu? Hélas! non. Bien qu'il se fût amendé, il était loin encore d'être irréprochable. Cependant, il eut un rôle, dans une affaire d'amour, non parmi les jeunes premiers, mais parmi les pères nobles. Les jeunes premiers étaient le marquis de Richelieu et la future marquise, une fille du duc de Mazarin, « belle comme le jour » et qui devait se rendre « fameuse par les désordres et les courses de sa vie errante. » Au couvent de Sainte-Marie de Chaillot, sur le bord de la Seine, une petite porte du jardin s'ouvre un jour subitement. Mlle de Mazarin, accompagnée d'une religieuse, Mme de Beauvais, reconduit sa sœur cadette la marquise de Bellefonds. Tandis que Mme de Bellefonds embrasse Mme de Beauvais, la jeune fille s'échappe par la porte ouverte, est reçue par le marquis de Richelieu, trouve un carrosse à six chevaux, gagne les Pays-Bas espagnols, passe bientôt à Courtrai, à Bruxelles; et, dans le diocèse d'Anvers, s'empresse d'épouser son ravisseur. Cette aventure avait suffi, vers le 15 décembre 1682, pour forcer La Roche-sur-Yon, malgré ses dix-huit ans, de siéger comme juge d'abord à Versailles chez Colbert, puis à Paris, chez le prince de Conti, avec tout ce qui touchait aux Mazarin, le comte de Soissons, le duc de Vendôme et son frère le Grand Prieur, la duchesse de Bouillon. La Roche-sur-Yon opina à l'instar de tant de vertueux personnages. Comme tous ces gens qui avaient eux-mêmes besoin d'indulgence, il ne voulut pas prendre « le parti de rigueur, » que les agents du duc de Mazarin absent de Paris proposaient.



Quel était en 1684 le train de M. de La Roche-sur-Yon? Quelles ressources permettaient à ce jeune homme, à peine

âgé de vingt ans, de figurer d'une manière digne de sa naissance? Ouvrons le registre conservé à Chantilly dans sa vieille reliure de maroquin rouge armoriée et parcourons rapidement le compte que rend au prince, Pierre Bauger, son trésorier général.

Il fallut en 1684, — arrêtons-nous seulement aux articles les plus intéressants et négligeons les sols et les deniers, — 58 858 livres pour la dépense des maison et écuries, 680 pour les maladies des domestiques; 23 005 pour les menus plaisirs, chambre et garde-robe (on a payé notamment 360 livres pour 240 livres de bougie « pour la chambre de S. A. S. en janvier et avril 1683; » 60 pour blanchir son linge et celui de ses valets en janvier et février 1683; 28 pour le papier, les plumes, l'encre, la cire, etc., de la même année; 426 « pour façons d'habits et menues fournitures du 13 janvier au 30 juin 1681; » et Subtil, portier de la Comédie de l'hôtel de Guénégaud, a reçu 132 livres « pour deux loges et plusieurs places que S. A. S. a louées du 21 avril au 20 septembre 1684). » Il fallut 1 839 livres pour les meubles du prince et de ses domestiques; 8 306 pour les achats de chevaux et d'armes; 8 160 pour les selliers, bourreliers, charrons, peintres, etc.; 13 223 pour les voitures et voyages; 657 pour les loyers de maisons et écuries; 3 803 pour les livrées; 1997 pour les gratifications aux serviteurs; 496 pour les menues parties (aumône annuelle au grand bureau des pauvres de Paris, taxe des boues et lanternes, blanchissage de draps, serviettes et autres linges, frottage des appartements par le ramoneur Charles Soignard qui le fait à raison de 10 livres par mois); 14 039 pour les gages et appointements; 8 936 pour les pensions viagères des anciens domestiques, nourrices et aumôniers; 224 pour les ports de lettres et paquets : en tout 340 022 livres.

C'est que la vie d'un prince du sang coûte cher. En 1683 et 1684, La Roche-sur-Yon et son frère ont paru aux sièges de Courtrai et de Luxembourg. Rappelons que, pendant ces campagnes, les premières de leur vie, ils ont mérité les compliments de leur oncle. Le Grand Condé leur a fait dire qu'ils s'exposaient trop et ne devaient pas aller au delà de leur devoir. La Roche-sur-Yon a emporté à la guerre une tente de dix-huit pieds de long, douze de large et douze de haut en coutil de Bruxelles doublé d'indienne; trois autres qui lui serviront de

cuisine, où travailleront trois garçons rôtisseurs, de garde-robe et de larderie pour larder les viandes à l'armée; des coffres à mettre le bois de lit, — un lit de damas, — et les matelas. Son carrosse de campagne a des rideaux de damas de Gênes cramoisi. Durant cent quarante-quatre jours, de la fin d'avril au début de septembre 1684, six chevaux de louage ont traîné son chariot, ce qui a occasionné une dépense de 2160 livres. A raison de 11 livres chacune par jour, trois charrettes attelées chacune de quatre chevaux ont emmené ses bagages en Flandre et en Allemagne.

Le prince aime les chevaux de selle et de carrosse. Il en a acheté neuf dont trois d'Espagne gris et deux anglais, l'un gris et l'autre isabelle. A Versailles, il a dû louer une écurie de l'hôtel de l'Écu pour dix-huit de ses chevaux de selle. Il en a loué une autre à Fontainebleau au mois d'octobre 1684, et même, du 26 janvier au 20 avril, à Paris, rue des Marais, car celles de son hôtel ne pouvaient suffire.

Une source de dépenses, c'est le régiment de cavalerie que le Roi a donné en février 1684 au prince de La Roche-sur-Yon, et que celui-ci a acheté 16500 livres. On voit au compte chevaux, étriers, selles, mors, brides, casaques, ceinturons, manteaux, chapeaux, étendards, etc., les cravates de taffetas noir, les rubans de laine des simples cavaliers, les galons de soie et d'argent des trompettes.

Un « très haut, très excellent et puissant prince » comme M. de La Roche-sur-Yon ne saurait se passer d'une nombreuse maison. Il a le chevalier d'Angoulême à 2000 livres d'appointements annuels; M. de Marège, écuyer, à 2000; l'intendant Jasse à 3000; le trésorier Pierre Bauger à 1000; le procureur Prioux à 200; le médecin ordinaire Dodart à 1000; le contrôleur Pellu à 600; le chirurgien ordinaire Roger à 200; Reine Delacour, concierge de l'hôtel de Paris, à 500; les valets de chambre Dhostel, Berthon et Lassale à 200 chacun; le valet de garde-robe Alexandre à 150; le portefaix Hanriot à 36; le chef de cuisine Thibierge à 400; les aides de cuisine Rémond et Varlet à 200 chacun, le laveur de vaisselle Baraton à 100; le chef de fruiterie Marie à 300; le jardinier Claude Maréchal à 60; le suisse Gillier à 72; les porteurs de chaise Nicolas Lempereur et Jean Brisset ensemble à 352; les cochers Lemarié et Dauphiné ensemble à 150; deux postillons à 48 chacun; le garçon de car-

rosse Lafleur à 36; un maître palefrenier à 75 et sept palefreniers à 36 chacun; un huissier de salle à 72. Et j'en passe, ne serait-ce que les pages Béroulte et Barriac dont il n'y a nulle mention au chapitre des gages et appointements, mais qui ont leur place à celui des maison et écurie.

Aussi ne faut-il pas s'étonner si le prince de La Roche-sur-Yon, faisant avec la cour le voyage de Fontainebleau, loue, pour l'hôtel qu'il possède dans la ville, vingt-huit lits par jour du 2 au 30 août 1683; et si, faisant celui de Chambord, il entasse ses officiers, pages et valets de pied, dans la maison qu'il a louée à un serrurier du pays.

Pour couvrir les 340 022 livres dépensées en 1684, il y a d'abondantes recettes; la pension accordée par le Roi (60 000 livres), les nombreuses terres, les rentes sur la Ville, sur les gabelles de Languedoc, etc., enfin deux emprunts, l'un de 27 500 livres, l'autre de 15 000 (celui-ci destiné à payer les frais du voyage de Flandre et de Luxembourg). Malheureusement, la recette n'est que de 322 896 livres, y compris les reprises du compte précédent, qui se montent à plus de 121 000 livres, assez sensiblement inférieure à la dépense, 340 022 livres. Ne craignons pas pour cela que le prince de La Roche-sur-Yon mange jamais son bien : il est loin d'être prodigue. Ne croyons pas non plus, en songeant au lit de damas qu'il emporte, quand il fait la guerre, qu'il soit esclave de ses aises : il est capable de partir à l'improviste pour l'autre bout de l'Europe, — on le verra tout à l'heure, — sans autre rechange que la chemise qu'il a sur le corps.

LA DISGRÂCE

A la fin du mois d'août 1685, les princes revenaient de combattre le Turc aux côtés de Charles V de Lorraine. Un effroyable scandale mêlait alors ses derniers échos à ce qu'on disait de leur vaillance. Le Roi venait de faire arrêter un courrier retournant auprès des princes de Conti avec des lettres de quelques dames et des courtisans les plus qualifiés, entre autres un Villeroy et deux La Rochefoucauld, dont l'un était justement le gendre du ministre Louvois. Et quelles lettres! Et il y en avait plus de quatre cents! Parmi « beaucoup d'ordures » et des « moqueries, » le Roi était traité de « gentilhomme campagnard affainéanti auprès de sa vieille maîtresse. »

Toute cette littérature saisie à Strasbourg sur le page Mercy, entre le fond et la coiffe de son chapeau ou dans la doublure de son justaucorps, et un peu plus tard sur un second courrier, n'avait pas valu à tous les criminels le châtiment qu'ils méritaient. Beaucoup de lettres n'étaient pas signées, et l'on n'avait pu reconnaître toutes les écritures; mais l'exil de deux fils du duc de La Rochefoucauld, — le duc de La Roche-Guyon envoyé à Verteuil près de Ruffec, le marquis de Liancourt relégué à Oléron, — en étaient des conséquences. Le marquis d'Alincourt avait dû partir pour une petite terre que le maréchal de Villeroy, son aïeul, possédait en Berri. Bien que Louis XIV eût déclaré qu'il « avait beaucoup de mépris pour les choses qui le regardaient dans ces lettres; » « que, pour ce qui regardait les intérêts de Dieu et les impiétés, il en ferait assurément justice, » on citait ce mot du maréchal : « Mon petit-fils n'a médit que de Dieu et il pardonne; mais les deux autres sont de grands impertinents : ils ont osé s'en prendre au Roi et à Mme de Maintenon ! »

Toujours chevaleresque avec les dames, Louis XIV avait annoncé qu'il « garderait le secret » à celles qui étaient compromises, et le nom d'aucune d'entre elles ne nous est parvenu. Nous savons seulement que la princesse de Conti était coupable, — de simples enfantillages, il est vrai. Elle avait écrit à son mari qu'elle s'ennuyait mortellement aux fêtes de la cour, qu'elle avait choisi une dame d'honneur sans consulter le Roi son père, de peur d'en recevoir une de Mme de Maintenon; elle avait à répondre de cette phrase irrévérencieuse : « Le Roi se promène souvent et je me trouve entre Mme de Maintenon et Mme d'Harcourt (Mlle de Brancas, mariée à un Lorrain, le prince d'Harcourt), jugez si je me divertis. » La fondatrice de Saint-Cyr ne se laissa pas affecter par cette plaisanterie de pensionnaire, qui faisait voir au Roi, disait-elle, « quelque petite ingratitude pour lui et beaucoup de crainte de moi. » Elle ajoutait : « Cela ne m'empêchera pas d'aller toujours mon train ordinaire. » La pauvre princesse de Conti n'en dut pas moins obtenir son pardon par l'intermédiaire de celle qu'elle avait offensée, et s'entendre dire au milieu de ses larmes : « Pleurez, Madame, pleurez, car il n'y a point de plus grand malheur que de n'avoir pas un bon cœur. »

Dès le lendemain de la bataille de Gran (16 août 1685), le page

Mercy avait remis aux princes de Conti et de La Roche-sur-Yon un reçu des lettres saisies sur lui, pièce parfaitement en règle, signée de M. de Bissy, par ordre du Roi. Voilà ce qui les talonnait sur la route de France. Conti surtout avait hâte d'arriver. La Roche-sur-Yon, par complaisance pour son frère, fit avec lui « en six jours la route de douze. »

Le 30, à six heures du soir, ils arrivaient à Strasbourg et descendaient à l'hôtel du gouverneur de la ville, M. de Chamilly, qui fut fort étonné de les voir entrer dans son cabinet. Ils lui dirent qu'ils s'étaient privés du plaisir de finir la campagne pour ne pas déplaire au Roi plus longtemps, et qu'ils allaient attendre ses ordres à Meaux. C'était un conseil que leur avait donné M. de Xaintrailles, secrètement dépêché à leur rencontre par Monsieur le Prince.

Le lendemain, ils repartirent en poste, et leur mince équipage surprit le gouverneur qui écrivit à Louvois : « Ils ne se sont pas enrichis des dépouilles des Turcs, car ils n'avaient que la chemise qu'ils avaient sur le dos. » Cette réflexion allait passer sous les yeux du Roi avec le rapport de M. de Chamilly. Elle ne pouvait que l'attendrir sur le sort des deux coupables. En même temps, Monsieur le Prince s'efforçait d'obtenir les conditions les plus douces.

Ce ne fut pas chose facile, car le mécontentement du Roi n'était nullement apaisé. Le Roi finit cependant par dire qu'il leur permettait de se présenter devant lui, mais avant d'avoir vu personne, afin d'implorer eux-mêmes leur pardon. Il ajouta que l'aîné des princes perdrait les grandes entrées, et qu'il le lui ferait savoir par la princesse de Conti. Condé répondit qu'il fallait laisser à sa nièce « l'emploi de porter de bonnes nouvelles, quand il y en aurait; c'était à lui de porter les mauvaises et il s'en chargeait. »

Louvois annonça à Mme de Conti le 1er septembre que les princes revenaient. Un courrier était allé les assurer de la part du Roi qu'ils seraient les bienvenus. Le même courrier, qui apportait leur grâce à Conti et à La Roche-sur-Yon, signifia à M. de Turenne, qu'il atteignit à Château-Thierry, l'ordre de sortir du Royaume. Châtiment mérité de son outrecuidance! Ne se souvenait-il plus que, si le Roi lui avait accordé l'autorisation de servir en Pologne, cette autorisation n'était qu'un exil déguisé? N'avait-il pas cru « raccommoder ses affaires » avec la

même facilité que les princes du sang, ce qui était fort maladroit? Rien en effet n'exaspérait autant Louis XIV que les prétentions de la maison de Bouillon. Il n'y avait pas deux mois qu'un gazetier hollandais ayant cité dans un article : « MM. les princes de Conti, de la Roche-sur-Yon et de Turenne, » la *Gazette de France* avait riposté bientôt en parlant de « MM. les princes de Conti et de La Roche-sur-Yon » qui avaient « à leur suite MM. de Turenne, de Sillery, le chevalier d'Angoulême, etc. »

Laissant M. de Turenne s'acheminer vers la frontière, et devançant Conti mal remis des fatigues du voyage, qui se reposa quelques heures à Château-Thierry, La Roche-sur-Yon gagna Paris le jour même, descendit à l'hôtel de Condé. Il en repartit vers deux heures du matin, avec son frère, et prit la route de Chartres, pour rejoindre le Roi à Gallardon. Louis XIV allait à Chambord, mais en passant par Maintenon et Chartres; car il tenait à visiter les travaux de l'aqueduc qui devait amener les eaux de l'Eure à Versailles, qui ne fut jamais achevé, et dont on voit les ruines aujourd'hui.

Les princes arrivèrent sur les dix heures à Gallardon. Le Roi n'y était déjà plus. Ils coururent l'attendre à Chartres. Le soir, ils le virent enfin, « se jetèrent à ses pieds, lui demandèrent pardon de lui avoir déplu, et Sa Majesté leur répondit qu'il était bien aise de leur retour et que des princes du sang étaient mieux auprès de lui que partout ailleurs. » « Accueil assez doux, » si l'on songe que le Roi connaissait probablement de certains lardons attribués à La Roche-sur-Yon, celui-ci en particulier : « Roi de théâtre pour représenter, roi d'échecs quand il faut se battre. » Par malheur, sous cette magnanimité apparente, Louis XIV cachait un ineffaçable ressentiment, et « les lettres interceptées qui lui avaient été écrites et qui avaient perdu les écrivains, » avaient aliéné pour toujours à l'imprudent jeune homme la bienveillance du maître.

L'après-dîner du 7 septembre 1685, le Roi arriva au château de Chambord, et les courtisans se dirent bientôt les uns aux autres que le prince de Conti avait perdu les grandes entrées. Le châtiment était plus grave qu'il ne nous paraît au premier abord. Il privait Conti d'une faveur insigne, celle d'entrer à certaines heures, « dans tous les lieux retirés des appartements du Roi, » et de parler à Sa Majesté en tête-à-tête, sans solliciter une audience difficile à obtenir et toujours remarquée.

Avaient ces entrées les enfants du Roi; les avaient également, le grand chambellan et les quatre premiers gentilshommes de la chambre, le grand-maître et les maîtres de la garde-robe, les quatre premiers valets de chambre et le premier valet de garde-robe en quartier, les valets de la chambre et de la garde-robe pour leur service, le premier médecin et le premier chirurgien, ainsi que tous les anciens possesseurs et les survivanciers de toutes ces charges. Le Roi les donnait quelquefois aux princes du sang ou à de très rares privilégiés, Lauzun par exemple, à qui elles furent rendues quand il eut amené en France la reine d'Angleterre. Conti perdait ce que Saint-Simon appelle « le comble des grâces! » Il eut de plus l'amertume de voir son neveu à la mode de Bretagne, le duc de Bourbon, petit-fils de Condé, mari d'une fille cadette du Roi, entrer sans demander, tandis que lui, mari de l'aînée, il devait attendre à la porte.

La Roche-sur-Yon ne peut perdre les grandes entrées, car il ne les a jamais eues; mais le Roi lui témoigne une indifférence glaciale et persistante. A Fontainebleau, le 12 octobre, le Roi descend chez la princesse de Conti subitement atteinte de la petite vérole, et fait à sa fille et à son gendre « toutes les amitiés imaginables. » Mais le 9, lorsque La Roche-sur-Yon, jeté à bas de son cheval par un cerf surpris « à la reposée, » se releva avec une blessure que le chirurgien Félix dut recoudre entre l'œil droit et la tempe, Louis XIV ne demanda pas même de ses nouvelles. L'infortuné prince est en butte aux mauvais offices; on le surveille, on le critique, on le dessert : « Il est gai, il ne perd aucun divertissement; » il est d'un air trop libre avec Monseigneur, étant si mal avec le Roi dont « le chagrin » augmente de jour en jour.

Malgré les apparences, l'embarras du coupable est extrême. De Chantilly, Condé essaye de diriger son neveu, mais il est trop loin de la cour, pour « conseiller bien juste. » Il indique trois partis à prendre. Que La Roche-sur-Yon décide avec le duc d'Enghien, Gourville, le factotum de la Maison de Condé et le maréchal de Bellefonds, lequel est le meilleur. « Je crois donc, pour vous parler avec la dernière franchise, qu'il faut ou que mon fils (le duc d'Enghien) parle au Roi de votre part et lui dise que vous avez été sur le point d'exécuter ce que vous aviez prémédité, mais que vous avez eu peur que cela lui déplût; que vous êtes si touché d'avoir déplu à Sa Majesté, que vous êtes prêt

d'aller non à l'Isle-Adam, comme vous l'aviez résolu, mais à la Bastille, et partout ailleurs où vous croirez que Sa Majesté aimera mieux que vous soyez, et où vous pourrez réparer les choses qui peuvent avoir déplu dans votre conduite; ou bien continuer dans votre résolution, et j'écrirai tout cela au Roi, quand vous serez ici, et tout ce que vous croirez avec vos amis que je lui doive écrire; ou bien, si vous le jugez à propos, j'irai à Fontainebleau et je dirai moi-même au Roi tout ce qu'il faudra lui dire là-dessus. »

Le 20 octobre, La Roche-sur-Yon arrive à Chantilly, semble animé d'un grand esprit de soumission, puis retourne à la cour, malgré les représentations de son oncle qui écrit à Louis XIV et colore de son mieux un retour aussi imprudent. La Roche-sur-Yon a cru plus respectueux d'aller recevoir les ordres de Sa Majesté. Le 25, on remarque le jeune prince à Fontainebleau, à la messe du Roi. Mais, le matin du 1er novembre, il part pour Paris et laisse une lettre très humble annonçant à Louis XIV qu'il se retire à l'Isle-Adam. Le 3, il revient à Chantilly, entre dans la chambre de son oncle, « d'un air dégagé, » prétend qu'il n'a pas consulté les princes de la maison de Lorraine, et se garde bien de nommer, écrit Condé à son fils, « les autres que nous savons qui lui ont donné les conseils. » Il est décidé maintenant. Il fera son principal séjour de l'Isle-Adam et viendra de temps en temps demander des avis.

Le surlendemain, le voici encore à Fontainebleau, étrange palinodie dont on rit à la table de Monseigneur. Et cependant La Roche-sur-Yon ne reparaît pas afin de se montrer au Roi et aux courtisans; il vient s'enfermer avec son frère, atteint de la petite vérole, alors si redoutable, dans l'hôtel que les Contis possèdent à Fontainebleau depuis 1651. Avant de se mettre en route, il dit à Condé que, n'ayant point d'ordre qui lui défende de revenir à Fontainebleau, il ne peut s'empêcher d'aller servir son frère, quand il le sait en péril.

Le malade ne l'y retient guère. Le 9 novembre, il s'éveille à cinq heures du matin en gémissant : « O ma tête, ma tête, que je souffre! » A huit heures, il perd connaissance; à neuf, il est mort.

« Quelle mort que celle de M. le prince de Conti! s'écriait deux semaines plus tard, en rappelant cette fin tragique, Mme de Sévigné. Après avoir essuyé tous les périls infinis de la guerre de Hongrie, il vient mourir ici d'un mal qu'il n'a quasi pas! Il est le fils d'un saint et d'une sainte, il est sage naturellement,

et, par une suite de pensées emmanchées à gauche, il joue le fou et le débauché, et meurt sans confession et sans avoir eu un seul moment, non seulement pour Dieu, mais pour lui, car il n'a pas eu la moindre connaissance. Sa belle veuve l'a fort pleuré : elle a cent mille écus de rente et a reçu tant de marques de l'amitié du Roi et de son inclination naturelle pour elle, que, avec de tels secours, personne ne doute qu'elle ne se console. Le prince de La Roche-sur-Yon, qui n'a pas les mêmes raisons, est encore très affligé. »

Mme de Sévigné ne se trompait pas. L'abbé Fleury nous montre le pauvre La Roche-sur-Yon « inconsolable, » ne pouvant se résoudre à survivre, « malgré sa modération, » frappant de sa tête contre les murailles et voulant se jeter par les fenêtres. Il est certain que son aîné lui inspirait « un respect et une affection singulière. »

Le bon La Fontaine écrivait, en ces douloureuses circonstances, au cadet désemparé :

Conti dès l'abord nous fit voir
Une âme aussi grande que belle.
Le ciel y mit tout son pouvoir,
Puis vous forma sur ce modèle.

Condé, le véritable modèle du prince de La Roche-sur-Yon, et qui se consolait sans doute en pensant que la mort lui laissait son neveu préféré, cherchait à le faire rentrer en grâce auprès du Roi. Le corps du défunt était à peine au fond du caveau familial, que M. le Prince s'installait pour quelques jours dans son hôtel de Versailles. Louis XIV était revenu à Versailles depuis le 14 décembre, et Condé voulait se mettre plus à portée de la clémence royale. Tout ce qu'il obtint fut que La Roche-sur-Yon, qui allait hériter au moins cent mille livres de rente, car son frère n'avait pas d'enfant, prit aussi le nom de Conti. Le nouveau prince de Conti, arrivé le 2 décembre à l'Isle-Adam, d'où il s'était empressé de demander des faisans et des lapereaux à M. de La Rue, capitaine des chasses de son oncle, ne tarda pas à rejoindre Condé à Chantilly.

LA FORCE.

(A suivre.)

LA RUSSIE DES TSARS

PENDANT LA GRANDE GUERRE

V [1]

XIV. — AUTOCRATISME ET ORTHODOXIE

Jeudi, 14 janvier 1915.

C'est aujourd'hui que s'ouvre l'année 1915, selon le calendrier orthodoxe. A deux heures, sous un soleil pâle et un ciel gris-perle qui projettent çà et là sur la neige des reflets de vif-argent, le corps diplomatique se rend à Tsarskoïé-Sélo pour offrir ses vœux à l'Empereur.

On a déployé, comme d'habitude, la pompe des grandes cérémonies, une richesse de décor, un appareil de puissance et de faste où la Cour de Russie n'a pas d'égale.

Les voitures s'arrêtent au perron de l'immense palais que fit construire l'impératrice Élisabeth, jalouse d'éclipser la Cour de Louis XV. Nous sommes introduits dans la Galerie des glaces, étincelante de dorures, de cristaux, de luminaire. Les missions se rangent par ordre d'ancienneté, chaque ambassadeur ou ministre ayant son personnel derrière soi.

Presque aussitôt, l'Empereur entre, suivi de son brillant cortège. Il a bonne mine, le regard ouvert et calme.

Devant chaque mission, il s'arrête quelques minutes.

Lorsqu'il arrive à moi, je lui présente mes souhaits, en les commentant par les assurances réconfortantes que le général

(1) Voyez la *Revue* des 15 janvier, 1er, 15 février et 15 mars.

Joffre m'a prié de transmettre au Grand-Duc Nicolas. J'ajoute que, dans sa récente déclaration aux Chambres, le gouvernement de la République a solennellement proclamé sa résolution de poursuivre la guerre à outrance et que cette résolution nous garantit la victoire finale. L'Empereur me répond :

— J'ai lu cette déclaration de votre Gouvernement et j'y ai applaudi de tout mon cœur. Ma résolution à moi n'est pas moins ferme. Je poursuivrai la guerre aussi longtemps qu'il faudra pour nous assurer une pleine victoire... Vous savez que je viens de visiter mon armée ; je l'ai trouvée superbe d'ardeur et d'élan ; elle ne demande qu'à se battre ; elle est sûre de vaincre. Malheureusement, le défaut de munitions arrête nos opérations. Il va falloir patienter quelque temps. Mais ce n'est là qu'un arrêt passager et le plan général du Grand-Duc Nicolas n'en sera aucunement modifié. Aussitôt que possible, mon armée reprendra l'offensive, et, tant que nos ennemis ne demanderont pas grâce, elle continuera la lutte... Le voyage que je viens de faire à travers toute la Russie m'a prouvé que je suis en intime communion avec mon peuple.

Je le remercie de ces paroles. Après un instant de silence, il redresse sa taille et, d'une voix vibrante, martelée, que je ne lui connaissais pas, il prononce :

— Je tiens encore à vous dire, monsieur l'ambassadeur, que je n'ignore pas certaines tentatives qu'on a faites, à Pétrograd même, pour accréditer l'idée que je suis découragé, que je ne crois plus à la possibilité d'écraser l'Allemagne, enfin que je songe à négocier la paix. Ce sont des misérables, ce sont des agents allemands, qui ont répandu ces bruits. Mais tout ce qu'ils ont pu inventer ou machiner n'a aucune importance. C'est ma volonté seule qui compte et vous pouvez être sûr qu'elle ne changera pas.

— Le Gouvernement de la République a dans les sentiments de Votre Majesté une confiance absolue. Il n'a donc pu que dédaigner les misérables intrigues auxquelles vous voulez bien faire allusion. Il n'en sera pas moins touché des affirmations que je vais lui rapporter au nom de Votre Majesté.

Sur quoi, me serrant la main, il reprend :

— Je vous exprime, pour vous personnellement, mon cher ambassadeur, mes vœux très amicaux.

***

Vendredi, 15 janvier.

Temps radieux ; c'est une joie si rare dans ces interminables hivers! Malgré le froid très vif, je vais me promener seul aux Iles, où le soleil boréal déploie sa magie sur la nappe glacée du Golfe de Finlande. Quelques nuages roses, émaillés de feu, parcourent l'azur argenté du ciel ; des lueurs de météore baignent l'horizon. Les cristaux de givre qui couvrent les arbres, la neige immaculée qui tapisse le sol scintillent par instants comme si l'on y avait semé de la poussière de diamant.

Je réfléchis au langage que l'Empereur m'a tenu hier et qui grave une fois de plus dans mon souvenir la belle attitude morale, dont il ne s'est jamais départi depuis le début de la guerre. La conscience qu'il a de ses devoirs est certes aussi haute et pleine que possible, puisqu'elle est sans cesse entretenue, vivifiée, illuminée en lui par le sentiment religieux. Pour le reste, je veux dire : pour la science positive et l'exercice pratique du pouvoir suprême, il est manifestement inférieur à sa tâche. Je m'empresse d'ajouter que nul ne pourrait suffire à une pareille tâche; car elle est *ultrà vires*, au-dessus des forces humaines. L'autocratisme correspond-il encore au caractère du peuple russe et à son état de civilisation? C'est un problème sur lequel de très bons esprits hésitent à se prononcer; mais ce qui ne fait pas doute, c'est qu'il n'est plus compatible avec l'extension territoriale de la Russie, avec la diversité de ses races, avec le développement de sa puissance économique. Auprès de l'Empire actuel qui ne compte pas moins de cent quatre-vingts millions d'habitants répartis sur vingt-deux millions de kilomètres carrés, qu'était la Russie d'Ivan le Terrible, de Pierre le Grand, de Catherine II, même de Nicolas Ier?... Pour diriger un État devenu aussi colossal, pour commander tous les moteurs et tous les engrenages d'un système aussi énorme, pour unir et mettre en œuvre des éléments aussi complexes, hétérogènes, et disparates, il ne faudrait pas moins que le génie de Napoléon. Quelles que puissent être les vertus intrinsèques du tsarisme autocratique, il est un anachronisme géographique.

***

Dimanche, 17 janvier.

Le commandant Langlois, qui est agent de liaison entre le G. Q. G. français et le G. Q. G. russe, arrive de Baranovitchi et repart demain pour Paris par la Suède.

Il a laissé le Grand-Duc Nicolas « plein d'entrain et résolu à reprendre l'offensive aussitôt que son armée aura reçu des munitions. » L'état moral des troupes est bon; les effectifs sont faibles à cause des pertes récentes.

***

Lundi, 18 janvier.

Je parle du paysan russe avec la comtesse P... qui fait chaque année de longs séjours sur ses terres, où elle remplit très noblement son rôle de *barina*. D'ailleurs, par inclination morale, par instinct de droiture et de charité, elle n'aime rien tant que la société des simples.

— En Occident, me dit-elle, on ne comprend pas nos *moujiks*. Parce qu'un très grand nombre d'entre eux ne savent ni lire ni écrire, on les croit bornés, abrutis, presque barbares. Quelle erreur!... Ils sont *ignorants;* c'est-à-dire qu'*ils ne savent pas, ils ne connaissent pas;* ils manquent de notions positives; leur instruction scolaire est très faible, souvent nulle... Mais, pour être inculte, leur intelligence n'est pas moins remarquable de compréhension, de souplesse et même d'activité.

— D'activité, vraiment?

— Oui certes. Leur esprit est toujours en travail. Les *moujiks* ne parlent pas beaucoup; mais ils pensent, ils réfléchissent, ils méditent, ils rêvent continuellement.

— A quoi pensent-ils? A quoi rêvent-ils?

— D'abord à leurs intérêts matériels, à leur récolte, à leur bétail, à la misère qui les étreint ou qui les menace, au prix des vêtements et du thé, au poids des impôts et des corvées, à la prochaine réforme agraire, etc. Mais des pensées beaucoup plus hautes les occupent aussi, avec des résonances bien plus profondes dans leur être intime. C'est en hiver surtout, pendant les interminables veillées de l'*isba* ou les monotones parcours sur la neige. Une lente et mélancolique rêverie les absorbe alors tout entiers : ils songent à la destinée humaine, au sens de la

vie, aux paraboles de l'Évangile, au devoir de l'aumône, au rachat des fautes par la souffrance, à la justice qui finira par triompher sur la terre de Dieu. Vous n'imaginez pas combien il y a parfois de puissance méditative et de sensibilité poétique dans l'âme de nos *moujiks*... Ajoutez enfin qu'ils se servent très habilement de leur intelligence. Ils sont de première force dans la discussion : ils argumentent avec beaucoup d'adresse et de subtilité; ils ont souvent des réparties très spirituelles, des insinuations très malicieuses, des ironies très fines...

***

Mardi, 18 janvier.

Le ministre de la Justice, Stchéglovitow, chef de l'Extrême droite au Conseil de l'Empire, le plus radical et le plus intransigeant des réactionnaires, vient me voir pour me remercier d'un service insignifiant que j'ai pu lui rendre. Nous parlons de la guerre, dont je lui fais prévoir l'énorme longueur :

— Les illusions, dis-je, ne nous sont plus permises. L'épreuve, telle qu'elle se dessine, commence à peine et sera de plus en plus dure. Il nous faut donc faire une ample provision de forces matérielles et morales, comme on équipe un navire pour une traversée très dangereuse et très longue.

— Oui certes! L'épreuve qu'il a plu à la Providence de nous infliger s'annonce terrible et nous n'en sommes évidemment qu'au début. Mais, Dieu aidant et avec le concours de nos bons alliés, nous la surmonterons. Je ne doute pas de notre victoire finale... Permettez-moi, cependant, Monsieur l'ambassadeur, d'insister sur un mot que vous venez de prononcer. Vous estimez avec raison que nous devons nous approvisionner de forces morales autant que de canons, de fusils et d'obus, car il est apparent que cette guerre nous réserve de grandes souffrances, des sacrifices terribles. J'en frémis d'horreur! Mais, pour ce qui est de la Russie, ce problème des forces morales est relativement simple. Que le peuple russe ne soit pas troublé dans sa foi monarchique et il supportera tout, il accomplira des prodiges d'héroïsme et d'abnégation. N'oubliez pas que, aux yeux des Russes, — je veux dire des vrais Russes, — Sa Majesté l'Empereur incarne non seulement le pouvoir suprême, mais encore la religion et la patrie. Croyez-moi : en dehors du tsarisme, il n'y a pas de salut, parce qu'il n'y a plus de Russie...

Avec une chaleur, où l'on sent vibrer le patriotisme et la colère, il ajoute :

— Le Tsar est l'oint du Seigneur, l'envoyé de Dieu pour être le tuteur suprême de l'Église et le chef tout-puissant de l'Empire (1). Dans la foi populaire, il est même l'image du Christ sur la terre, le *Christ russe*. Et puisqu'il tient son pouvoir de Dieu, il n'en doit compte qu'à Dieu... L'essence divine de son autorité a cette autre conséquence que l'autocratisme et le nationalisme sont inséparables... Anathème donc aux insensés qui osent porter la main sur ces dogmes ! Le libéralisme constitutionnel est une hérésie avant d'être une chimère et une stupidité. Il n'y a de vie nationale que dans le cadre de l'autocratisme et de l'orthodoxie. Si des réformes politiques sont nécessaires, elles ne peuvent s'accomplir que dans l'esprit de l'autocratisme et de l'orthodoxie.

Je réponds :

— De tout ce que vous venez de me dire, Excellence, je retiens principalement que la force de la Russie a comme condition essentielle une étroite union de l'Empereur et du peuple. Pour des motifs différents des vôtres, j'arrive à la même conclusion. Je ne cesse donc pas de prêcher cette union.

Lorsqu'il s'est retiré, je réfléchis que je viens d'entendre exposer la doctrine du tsarisme intégral, telle que le fameux Procureur du Saint-Synode, Pobédonostsew, l'enseignait, il y a vingt ans, à son jeune élève Nicolas II, telle aussi que le grand écrivain Mérejkowsky la définissait naguère dans une magistrale étude sur les troubles insurrectionnels de 1905.



Jeudi, 21 janvier.

La propagande de pacifisme, que l'Allemagne poursuit si activement à Pétrograd, sévit aussi dans les armées du front. Sur plusieurs points, on a saisi des proclamations rédigées en russe, incitant les soldats à ne plus se battre et affirmant que l'empereur Nicolas, dans son cœur paternel, est déjà tout acquis à l'idée de la paix. Les troupes restent indifférentes à ces appels. Le Grand-Duc Nicolas a cru pourtant nécessaire de protester

(1) Le Tsar n'est pas, comme on l'écrit souvent, le *chef* de l'Église : il n'en est que le *tuteur suprême*. Au point de vue religieux, il n'a d'autre prérogative que de communier en prenant lui-même, sur l'autel, le calice et le pain.

contre les allusions au Tsar. Dans un ordre à l'armée, il dénonce comme *un crime abject* ce procédé insidieux de l'ennemi et il termine ainsi : *Tout sujet féal sait qu'en Russie, chacun, depuis le généralissime jusqu'au simple soldat, n'obéit qu'à la volonté sacrée et auguste de l'Oint de Dieu, notre Empereur hautement révéré, qui seul possède le pouvoir d'engager et de terminer la guerre.*

***

Lundi, 25 janvier.

Quelques emplettes m'attirent cet après-midi à Wassily-Ostrow, l'île où se concentre la vie intellectuelle de Pétrograd, où sont groupés l'Académie des Sciences, l'Académie des Beaux-Arts, l'École des Mines, l'École navale, le Muséum de Zoologie, l'Institut d'Histoire et de Philologie, plusieurs gymnases, les Laboratoires de Physique et de Chimie, tous les grands établissements pédagogiques.

Profitant d'une éclaircie dans le ciel, je laisse là mon auto et je me promène à l'aventure dans les rues. Je croise, à chaque pas, des étudiants. Combien leurs physionomies diffèrent de celles qu'on observe dans le Quartier Latin de Paris ou dans les rues d'Oxford et de Cambridge! Chez les étudiants français, le regard, le geste, la voix, toute la personne exprime habituellement la jeunesse, l'animation, l'insouciance, une joie légère de vivre et de comprendre; même ceux dont le masque est fatigué laissent transparaître dans leurs prunelles une intelligence lucide et ouverte. Chez les étudiants anglais, au teint clair, aux membres découplés, ce qui prédomine, c'est l'air résolu, l'esprit positif, la raison froide, ferme, équilibrée. Ici, rien de tel. D'abord, l'extérieur est le plus souvent minable : les visages hâves, les traits tirés, les joues creuses, les torses émaciés, les bras grêles, les échines incurvées. Ces corps malingres, qu'enveloppent des vêtements avachis, loqueteux, attestent la condition misérable du prolétariat universitaire en Russie. Beaucoup d'étudiants n'ont pas plus de vingt-cinq roubles, soixante francs, à dépenser par mois, c'est-à-dire le tiers de ce qu'il faut strictement pour subvenir à une existence normale dans un climat si rude. L'insuffisance de la réparation physiologique n'a pas seulement pour effet de débiliter l'organisme; combinée avec l'effort cérébral et les soucis moraux, elle entretient le système

nerveux dans un éréthisme continu. De là, tant de figures sombres ou fébriles, anxieuses ou hagardes, fanatiques ou consumées, figures d'ascètes, de visionnaires, d'anarchistes. Je songe à la déclaration que Dostoïewsky attribue au juge Porphyre, dans *Crime et Châtiment* : « Le crime de Raskolnikow est l'œuvre d'un cœur surexcité par des théories. »

Les étudiantes, très nombreuses, ne sont pas moins instructives à observer. J'en remarque une qui sort d'un café, accompagnée de quatre jeunes gens, et qui s'arrête avec eux sur le trottoir pour continuer la discussion. Grande, assez jolie, les yeux vifs et durs sous la toque d'astrakan, elle pérore d'un air impératif. Deux autres étudiants, qui sortent peu après du *traktir*, viennent aussi se grouper autour d'elle J'ai peut-être là devant moi un des types les plus originaux de la femme russe : une propagandiste de la foi révolutionnaire.

Les romanciers russes, Tourguéniew en particulier, ont souvent observé que les femmes de leur pays sont très supérieures aux hommes pour l'énergie du caractère, l'assurance de la conduite et la trempe de la volonté. Dans le domaine de la vie sentimentale, ce sont presque toujours elles qui attaquent et qui entraînent, qui attisent et qui harcèlent, qui affirment et qui décident, qui ordonnent et qui imposent. Elles se montrent toutes pareilles dans un emploi très différent de leur activité morale, dans le domaine de l'action politique et subversive.

Aux temps déjà lointains du nihilisme, à l'époque héroïque de la *Narodnaïa volia*, les femmes et surtout les jeunes filles se distinguèrent immédiatement parmi les plus redoutables protagonistes. Elles excellèrent tout de suite dans leur rôle tragique. Dès leurs premiers coups, elles se dessinèrent comme de superbes Euménides.

Le 24 janvier 1878, Véra Zassoulitch ouvre le cortège en tirant à bout portant sur le Préfet de police de Saint-Pétersbourg, le général Trépow. Le 13 mars 1881, Sophie Pérovsky participe directement à l'assassinat d'Alexandre II. L'année suivante, Véra Figner fomente une sédition militaire à Kharkow. En 1887, Sophie Gunsbourg organise un attentat contre Alexandre III. Peu après, Catherine Brechkowsky entreprend avec Tchernow son inlassable propagande qui fait scintiller jusque dans l'âme obscure des *moujiks* les mirages de l'Évangile socialiste. En

1897, la très belle Marie Viétrow, incarcérée à la forteresse de Pétropavlosk et violée dans sa cellule par un officier de gendarmerie, verse sur elle-même le pétrole de sa lampe et meurt incendiée. En 1901, Dora Brylliant fonde avec Guerchouny, Savinkow et Bourtzew la *Voïennaïa Organizatsya*, l' « Organisation de combat, » et, le 17 février 1905, elle fait le guet au Kremlin de Moscou, afin que son camarade Kalaïew puisse lancer d'une main sûre la bombe qui va mettre en pièces le grand-duc Serge.

Il est naturellement très difficile d'être renseigné sur l'action répressive de la police et de la justice russes en matière politique. Les procès que le public apprend, de temps à autre, sont toujours enveloppés d'ombre ; le huis-clos est appliqué avec rigueur et la censure n'admet dans les journaux qu'une mention sommaire. Je pourrais néanmoins citer une vingtaine de femmes qui, au cours de ces dernières années, se sont signalées dans les complots et les attentats : Sophie Ragozinnikow, Tatiana Léontiew, Marie Spiridonow, Séraphima Klitchoglou, Zynaïde Konopliannikow, Lydia Stouré, Nathalie Klimow, Maroussia Binewsky, Lydia Ezersky, Sophie Vénédiktow, Catherine Ismaïlowitch, Hélène Ivanow, Anastasie Bitzenko, Marie Chkolnik, etc. Le rôle de l'élément féminin dans les conjurations terroristes est donc très important et souvent même décisif.

D'où vient l'attrait que l'action révolutionnaire exerce sur les femmes russes ? Elles y trouvent évidemment de quoi satisfaire les instincts profonds de leur âme et de leur tempérament, — leur besoin d'exaltation, leur pitié pour la souffrance des humbles, leur aptitude au dévouement et au sacrifice, leur culte de l'héroïsme, leur mépris du danger, leur soif d'émotions fortes, leur appétit d'indépendance, leur goût du mystère et de l'aventure, de la vie fiévreuse, excessive et insurgée.



Mardi, 26 janvier.

B... qui a la curiosité des simples et qui a beaucoup vécu à la campagne, me cite un mot expressif d'une paysanne, rencontrée naguère :

— C'était, me dit-il, à la grande *Lavra* de Kiew, un jour de pèlerinage. Devant la Porte sainte, j'avise une vieille femme, qui avait pour le moins quatre-vingts ans. Elle était toute

voûtée, toute brisée ; elle se traînait à peine. Je lui donne quelques kopecks pour entrer en conversation et je l'interroge : — « Tu as l'air bien fatiguée, ma pauvre vieille ! D'où viens-tu donc? » — « Je viens de Tabinsk, là-bas, dans l'Oural. » — « Comme c'est loin ! » — « Oui, c'est très loin. » — « Mais tu es venue en chemin de fer ? » — « Non, je n'ai pas de quoi me payer le chemin de fer. Je suis venue à pied. » — « A pied, de l'Oural à Kiew?... Mais combien as-tu mis de temps ? » — « Des mois!... Je ne sais plus. » — « Au moins, tu avais des compagnons de route ? » — « Non, j'étais seule. » — « Seule !... » Je la regarde d'un œil étonné. Elle reprend : — « Oui, seule... *avec mon âme...* » Je lui ai glissé dans la main un billet de vingt roubles. C'était beaucoup pour elle; mais le mot valait bien davantage.

* * *

Mercredi, 27 janvier.

Un remerciement pour l'envoi d'une brochure m'amène à la Sergüievskaïa, chez le vénérable et sympathique Koulomzine, secrétaire d'État, membre du Conseil de l'Empire, chevalier de l'Ordre insigne de Saint-André. Il touche à ses quatre-vingts ans. Vieilli dans les plus hautes fonctions, il a conservé toute sa lucidité; j'aime à m'entretenir avec lui, car il est plein d'expérience, de sagesse et de bonté.

Au sujet de la guerre, il me tient un langage excellent :

— Quelles que soient nos difficultés actuelles, la Russie est obligée d'honneur à les surmonter. Elle doit à ses alliés, elle se doit à elle-même de poursuivre la lutte, coûte que coûte, jusqu'à la défaite complète de l'Allemagne... Que nos alliés aient seulement un peu de patience ! D'ailleurs, la poursuite de la guerre ne dépend que de Sa Majesté l'Empereur et vous connaissez ses idées...

Puis, nous parlons de la politique intérieure. Je ne lui cache pas que je suis inquiet du mécontentement qui se manifeste de toutes parts, dans toutes les classes de la société. Il me concède que l'état de l'opinion publique le préoccupe aussi et que des réformes s'imposent ; mais il ajoute, avec un accent de fermeté qui me frappe :

— Les réformes, auxquelles je pense et qu'il serait trop long de vous exposer, n'ont rien de commun avec celles que réclament nos constitutionnels-démocrates de la Douma et

moins encore, — excusez ma franchise, — avec celles que nous recommandent si instamment certains publicistes d'Occident. La Russie n'est pas un pays occidental et ne le sera jamais. Tout notre tempérament national répugne à vos méthodes politiques. Les réformes que je conçois s'inspirent, au contraire, des deux principes qui sont les piliers de notre régime actuel et qu'il faut maintenir à tout prix : l'autocratisme et l'orthodoxie... Ne perdez jamais de vue que l'Empereur a reçu sa puissance de Dieu même, par l'onction du sacre, et qu'il est non seulement le chef de l'État russe, mais encore le tuteur suprême de l'Église orthodoxe, l'arbitre suréminent du Saint-Synode. La séparation du pouvoir civil et du pouvoir religieux, qui vous paraît naturelle en France, est impossible chez nous : elle irait à l'inverse de toute notre évolution historique. Le tsarisme et l'orthodoxie sont enchaînés l'un à l'autre par un lien indissoluble, par un lien de droit divin. Le Tsar n'est pas plus libre de renoncer à l'absolutisme que d'abjurer la foi orthodoxe... En dehors de l'autocratisme et de l'orthodoxie, il n'y a place que pour la révolution. Et, par révolution, j'entends l'anarchie, la subversion totale de la Russie. Chez nous, la révolution ne peut être que destructive et anarchique. Voyez ce qui est arrivé à Tolstoï ! D'erreur en erreur, il a renié l'orthodoxie. Aussitôt, il est tombé dans l'anarchie. Sa rupture avec l'Église l'a conduit fatalement à la négation de l'État.

— Si je comprends bien votre pensée, la réforme politique devrait avoir comme corollaire ou même comme préface la réforme ecclésiastique, par exemple : la suppression du Saint-Synode, le rétablissement du Patriarcat...

Il me répond avec un visible embarras :

— Vous touchez là, Monsieur l'ambassadeur, à de graves questions, sur lesquelles les meilleurs esprits sont malheureusement partagés. Mais il y a beaucoup à faire dans cet ordre d'idées...

Après s'être dérobé par quelques phrases, il fait dévier la conversation vers l'éternel problème russe, qui implique tous les autres, le problème agraire. Nul n'est plus compétent à traiter cette grave question, puisqu'il a pris, en 1861, une part active à l'émancipation des serfs et qu'il a participé, depuis lors, à toutes les réformes successives. Il aura été l'un des premiers à découvrir l'erreur de la conception initiale et à professer qu'on aurait dû conférer immédiatement au *moujik* la

propriété personnelle, la pleine et entière propriété de son lot. L'assujettissement de la terre au *mir* a entretenu en effet, chez le paysan russe, l'idée essentiellement communiste que la terre appartient, de droit exclusif, à ceux qui la cultivent. Les fameuses ordonnances, promulguées par Stolypine en 1906 et conçues dans un esprit si libéral, n'ont pas eu de plus chaleureux défenseur que Koulomzine. Il achève par ces mots :

— Transférer aux paysans la plus grande surface possible de terres, organiser fortement la propriété individuelle dans les masses rurales, c'est de là que dépend selon moi tout l'avenir de la Russie. Les résultats qu'on doit à la réforme de 1906 sont déjà très importants. Si Dieu nous préserve des folles aventures, j'estime que, dans quinze ou vingt ans, le régime de la propriété personnelle aura complètement remplacé, pour les paysans, le régime de la propriété communale.

***

Vendredi, 29 janvier.

Cet après-midi, passant près du Jardin de Tauride, je croise quatre soldats du service pénitentiaire qui, le sabre au poing, encadrent un pauvre diable de *moujik*, loqueteux, hâve, la figure contrite et résignée, traînant avec peine ses bottes avachies dans la neige. Le petit convoi se dirige vers la prison de la Chpalernaïa.

Sur leur passage, une femme s'arrête, une femme du peuple, engoncée dans un gros manteau de laine verdâtre et fourrée. Elle enlève ses gants, dégrafe sa pelisse, fouille dans ses jupes épaisses, tire une bourse, y prend une piécette et la donne au captif, en esquissant un signe de croix. Les soldats de l'escorte ralentissent le pas et s'écartent pour la laisser faire.

Je viens d'avoir sous les yeux la scène de *Résurrection*, où Tolstoï nous montre la Maslowa, transférée de la prison au tribunal entre deux gendarmes et recevant l'aumône d'un *moujik* qui l'aborde aussi en faisant le signe de la croix.

La pitié pour les prisonniers, pour les forçats, pour tous ceux qui tombent sous la griffe redoutable de la justice, est innée dans le peuple russe. Aux yeux du *moujik*, l'infraction aux lois pénales n'est pas une faute, encore moins une infamie ; c'est un malheur, une malchance, une fatalité, dont nous-mêmes peut-être nous serons demain la victime, s'il plaît à Dieu.

XV. — UN TÉLÉGRAMME OUBLIÉ DU TSAR A L'EMPEREUR GUILLAUME

Dimanche, 31 janvier.

Le *Messager officiel* de Pétrograd publie le texte d'un télégramme, en date du 29 juillet dernier, par lequel l'empereur Nicolas a proposé à l'empereur Guillaume de soumettre le litige austro-serbe au Tribunal de la Haye. Voici le texte de ce document :

Je te remercie de ton télégramme conciliant et amical, alors que les communications faites aujourd'hui par ton ambassadeur à mon ministre étaient d'un tout autre ton. Je te prie de tirer au clair cette différence. Il faudrait soumettre le problème austro-serbe à la Conférence de la Haye. J'ai confiance dans ta sagesse et ton amitié.

NICOLAS.

Le Gouvernement allemand n'a eu garde de publier ce télégramme dans la série des messages directement échangés entre les deux souverains pendant la crise qui a précédé la guerre.

Je demande à Sazonow :

— Comment se fait-il que, ni Buchanan ni moi, nous n'ayons connu un document de cette importance?

— Je ne le connaissais pas plus que vous!... L'Empereur l'a rédigé spontanément, sans demander l'avis de personne. Dans sa pensée, c'était un appel direct, un appel de confiance et d'amitié à l'empereur Guillaume; il aurait repris sa proposition sous la forme officielle, si la réponse du Kaiser avait été favorable. Or, le Kaiser n'a même pas répondu... En classant, l'autre jour, les papiers de Sa Majesté, on a retrouvé la minute du télégramme. J'ai fait vérifier par l'Administration des télégraphes que le message est exactement parvenu à Berlin.

— C'est consternant de penser que nos gouvernements n'aient pas connu ce télégramme. Ç'aurait été d'un si grand effet sur l'opinion publique de tous les pays!... Songez donc : le 29 juillet, au moment où la Triple Entente redoublait d'efforts pour sauver la paix!

— Oui, c'est consternant.

— Et quelle effroyable responsabilité l'empereur Guillaume

a assumée, en laissant tomber sans un mot de réponse la proposition de l'empereur Nicolas!

— Il ne pouvait répondre à une telle proposition qu'en l'acceptant. Et c'est parce qu'il voulait la guerre qu'il n'a pas répondu.

— Cela lui sera compté par l'histoire. Car enfin il est maintenant établi que, dans cette journée du 29 juillet, l'empereur Nicolas a offert de soumettre à un arbitrage international le litige austro-serbe; que, ce même jour, l'empereur François-Joseph a mis le feu aux poudres en ordonnant le bombardement de Belgrade et que, ce même jour encore, l'empereur Guillaume a présidé le fameux conseil de Potsdam qui a décidé la guerre générale.

XVI. — RÉOUVERTURE DE LA DOUMA

Lundi, 1er février.

Sur la rive gauche de la Vistule, dans la région de Sochaczew, les Russes procèdent à une série d'attaques partielles et courtes, qui correspondent bien à ce que le Grand-Duc Nicolas appelait « une défensive aussi active que possible. » En Bukovine, faute de munitions, ils rétrogradent lentement.

***

Vendredi, 5 février.

Je reçois la visite du Ministre de l'Agriculture, Krivochéïne. Parmi tous les membres du cabinet Gorémykine, il est, avec Sazonow, le plus libéral et le plus dévoué à l'Alliance.

Le Département de l'Agriculture est d'une importance capitale en Russie; on peut dire qu'il régit toute la vie économique et sociale. Krivochéïne déploie dans sa tâche immense des qualités assez rares chez les Russes : une intelligence lucide et méthodique, le goût des faits exacts, la conception des principes directeurs et des cadres généraux, l'esprit d'initiative, de suite et d'organisation. L'œuvre colonisatrice qu'il a entreprise en Sibérie, au Turkestan, au Ferghana, dans la Mongolie extérieure, dans la Steppe kirghize, enregistre chaque année des résultats surprenants.

Je l'interroge sur les impressions qu'il a rapportées du Grand-Quartier général, où il s'est rendu récemment :

— Excellentes, me dit-il, excellentes!... Le Grand-Duc Nicolas est plein de confiance et de chaleur. Aussitôt que son artillerie aura des munitions, il reprendra l'offensive ; il est toujours résolu à marcher sur Berlin...

Il me parle ensuite de la Déclaration que le Gouvernement lira, mardi prochain, à la réouverture de la Douma.

— Cette déclaration produira, j'espère, un grand effet en Allemagne et en Autriche ; elle est, pour le moins, aussi énergique et péremptoire que celle dont votre Gouvernement a donné lecture naguère aux Chambres françaises. Je vous affirme qu'après cela on ne se demandera plus si la Russie veut ou non poursuivre la guerre jusqu'à la victoire...

Il me raconte enfin que l'Empereur lui a longuement exposé avant-hier ses idées sur les bases générales de la paix future et qu'il lui a plusieurs fois déclaré sa volonté d'abolir l'Empire d'Allemagne : « Je ne laisserai plus, a dit le Tsar d'un ton ferme, je ne laisserai plus jamais accréditer auprès de moi un ambassadeur du Kaiser allemand. »

M'autorisant de l'amicale franchise qui préside à nos rapports, je demande à Krivochéïne s'il ne craint pas que la conduite de la guerre ne soit bientôt gênée, peut-être même paralysée, par les difficultés de la politique intérieure. Après un instant d'hésitation, il me répond :

— J'ai confiance en vous, monsieur l'ambassadeur ; je vous parlerai librement... La victoire de nos armées ne me laisse aucun doute, à une seule condition : c'est qu'il y ait un accord intime entre le Gouvernement et l'esprit public. Cet accord fut parfait, au début de la guerre ; je dois reconnaître malheureusement qu'il est menacé. J'en ai parlé avant-hier encore à l'Empereur... Hélas! la question ne date pas d'aujourd'hui. L'antagonisme entre le pouvoir impérial et la société civile est le plus grand fléau de notre vie politique. Je l'observe avec douleur depuis longtemps. Et, il y a quelques années, j'ai exprimé toute mon amertume dans une phrase qui eut alors un certain retentissement; je disais : *L'avenir de la Russie restera précaire tant que le Gouvernement et la société persisteront à se regarder comme deux camps adverses, tant que chacun des deux désignera l'autre par le mot « eux » et qu'ils n'emploieront pas le mot « nous » pour désigner la collectivité russe.* A qui la faute? Comme toujours, à personne et à tous!... Les abus et les

anachronismes du tsarisme vous inquiètent. Vous n'avez pas tort. Mais peut-on entreprendre une réforme de quelque importance, pendant la guerre? Non, certes! car enfin, si le tsarisme a de graves défauts, il a aussi des qualités de premier ordre, des vertus irremplaçables : il est le lien puissant de tous les éléments hétérogènes que le travail des siècles a peu à peu groupés autour de l'ancienne Moscovie. C'est le tsarisme seul qui fait notre unité nationale. Rejetez ce principe vigoureux et vous verrez aussitôt la Russie se démembrer, tomber en déliquescence. Qui en profiterait? Ce ne serait pas la France assurément... Un des motifs qui m'attachent le plus fortement au tsarisme, c'est que je le crois capable d'évolution. Il a déjà si souvent évolué! L'institution de la Douma en 1905 est un fait énorme qui a changé toute notre psychologie politique. Je considère qu'une limitation plus précise du pouvoir impérial est encore nécessaire et qu'il faudra étendre aussi le contrôle de la Douma sur l'administration; j'estime enfin qu'il faudra opérer, dans tous nos services publics, une large décentralisation. Mais, je vous le répète, monsieur l'ambassadeur, cela ne pourra se faire qu'après la guerre... Pour l'instant, comme je le disais l'autre jour à Sa Majesté, le devoir essentiel des ministres est de dissiper la mésintelligence qui se manifeste depuis quelques mois entre le Gouvernement et l'opinion publique : c'est la condition *sine quâ non* de notre victoire...

*
* *

Mardi, 9 février.

Aujourd'hui, vive animation au Palais de Tauride, où la Douma rouvre sa session.

La Déclaration du Gouvernement est bien telle que Krivochéïne me l'avait annoncée : je ne pouvais souhaiter un langage plus résolu. Tonnerre d'applaudissements, lorsque Gorémykine enfle autant qu'il peut sa faible voix pour lancer cette phrase :

— *La Turquie s'est ralliée à nos ennemis : mais ses forces militaires sont déjà ébranlées par nos glorieuses troupes du Caucase et, de plus en plus nettement, se dessine devant nous l'avenir radieux de la Russie, là-bas, sur les rives de la mer qui baigne les murs de Constantinople.*

Puis, discours chaleureux de Sazonow qui, très prudem-

ment, ne fait qu'une brève allusion à la question des Détroits :

« Le jour approche où seront résolus les problèmes d'ordre économique et politique que pose désormais la nécessité d'assurer à la Russie l'accès de la mer libre. »

Les orateurs qui montent ensuite à la tribune précisent les aspirations nationales. Le député de Moscou, Evgraf Kovalewsky, affirme que la guerre doit mettre fin au conflit séculaire de la Russie et de la Turquie. On l'applaudit à tout rompre, lorsqu'il prononce :

« Les Détroits sont la clef de notre maison ; ils doivent donc passer dans nos mains avec les territoires des rives. »

De même, le leader des « cadets, » Milioukow, soulève l'enthousiasme de la salle quand il remercie Sazonow de ses déclarations :

« Nous sommes heureux d'apprendre que la réalisation de notre tâche nationale est en bonne voie. Nous sommes maintenant assurés que l'acquisition de Constantinople et des Détroits s'accomplira, au moment opportun, par des mesures diplomatiques et militaires. »

Pendant une sorte d'entracte, je cause avec le Président Rodzianko et quelques députés, Milioukow, Chingariew, Protopopow, Kovalewsky, Basile Maklakow, le prince Boris Galitzine, Tchikhatchow, etc. Ils rapportent tous de leurs provinces la même impression : ils m'affirment tous que la guerre a profondément ému la conscience nationale et que le peuple russe s'insurgerait contre une paix qui ne serait pas victorieuse, qui ne donnerait pas Constantinople à la Russie. Chingariew me prend à part et me dit :

— Ce que vous venez de voir et d'entendre, monsieur l'ambassadeur, c'est la vraie Russie et je vous certifie que la France a en elle une alliée sûre, une alliée qui dépensera jusqu'à son dernier soldat et à son dernier *kopeck* pour remporter la victoire. Mais encore faut-il que la Russie elle-même ne soit pas trahie par certaines cabales occultes,... qui deviennent dangereuses. Vous êtes mieux placé que nous, monsieur l'ambassadeur, pour voir beaucoup de choses dont nous n'avons que le soupçon... Vous ne sauriez être trop vigilant.

Chingariew, député de Moscou, membre du parti « cadet, » médecin de profession, est un esprit distingué, un caractère

loyal; il vient de traduire assez exactement ce que pense le public russe dans ses parties les plus saines (1).



Lundi, 15 février.

Dans la région de Tilsitt sur le bas Niémen, jusqu'à celle de Plotzk sur la Vistule, c'est-à-dire sur un front de 450 kilomètres, l'armée russe recule. Elle a perdu ses retranchements de l'Angerap et tous les défilés des lacs de Mazurie, qui étaient si favorables à la défense; elle se retire précipitamment vers Kowno, Grodno, Ossowetz et la Narew.

Je parle de la Pologne avec le comte R..., qui est un fougueux nationaliste.

— Avouez, dis-je, que les Polonais ont quelques motifs de ne pas porter la Russie dans leur cœur.

— C'est vrai; nous avons eu parfois la main un peu dure avec la Pologne... Mais la Pologne nous l'a bien rendu.

— Et comment cela?

— En nous donnant les Juifs.

Il est exact que la question juive n'existe pour la Russie que depuis les partages de la Pologne.

Jusqu'alors, le tsarisme n'avait eu d'autre politique envers les Juifs que de les expulser ou de les supprimer. Il fallut renoncer à ces procédés sommaires, quand on eut à régler le sort des grandes communautés israélites établies sur les territoires annexés. On leur assigna une zone de résidence aux confins occidentaux de l'empire et on les soumit à quelques prescriptions de police qui n'étaient pas trop vexatoires.

Mais, pendant que se préparait le second partage, Catherine II inaugura brusquement à l'égard des Juifs le régime de rigueur et d'asservissement dont ils ne sont pas encore affranchis Par un ukaze en date du 23 décembre 1791, elle restreignit leur zone de résidence; elle leur interdit le travail agricole; elle les séquestra dans les villes comme dans des *ghettos;* enfin, elle posa l'odieux principe qui n'a pas cessé de prévaloir et d'après lequel ce qui n'est pas expressément permis aux Juifs leur est défendu.

(1) Le docteur Chingariew a fait partie du Gouvernement provisoire en mars 1917; les Bolchévistes l'ont assassiné, le 20 janvier 1918.

Cette manifestation de despotisme et d'iniquité a lieu de surprendre chez l'Impératrice-philosophe, chez l'amie de Voltaire, de d'Alembert et de Diderot, chez la souveraine qui prétendait puiser ses inspirations politiques dans l'*Esprit des Lois*. Mais un grief puissant, quoique indirect, la soulevait de colère contre les Juifs. Elle détestait la Révolution française; elle la poursuivait de sa haine et de ses invectives; elle y voyait une menace terrible pour tous les trônes, une entreprise criminelle et diabolique. Or, le 27 septembre 1791, l'Assemblée constituante avait émancipé les Juifs, en leur reconnaissant l'égalité des droits civils. Catherine II riposta par son ukase du 23 décembre, que des mesures postérieures aggravèrent encore.

Ainsi, par un contre-coup ironique du destin, l'initiative généreuse de la Révolution française ouvrit, à l'autre bout de l'Europe, une ère de persécutions qui comptera parmi les plus longues et les plus pénibles qu'Israël ait connues à travers les âges.

***

Mardi, 16 février.

La 9e armée a grand'peine à se dégager de la région forestière qui s'étend à l'Est d'Augustow et de Suwalki. Plus au Sud, à Kolno, sur la route de Lomza, une de ses colonnes a été cernée et anéantie. Les « communiqués » de la *Stavka* se bornent à déclarer que, *sous la pression de forces importantes, les troupes russes se retirent vers la ligne fortifiée du Niémen*. Mais le public comprend...

Cet après-midi, traversant le quartier industriel de Kolomna, je passe devant l'église de la Résurrection. Un convoi funèbre s'y arrête au même instant. Le cortège, assez nombreux, est uniquement composé d'ouvriers et de *moujiks*.

Je fais stopper mon automobile à l'angle de la Torgovaïa et, sous le regard scandalisé de mon chasseur, je vais me mêler à la foule populaire qui suit le cercueil.

Combien de fois l'ai-je observé! Nulle part les visages russes ne sont aussi expressifs que dans les églises. La pénombre mystérieuse des nefs, le scintillement des cierges, l'irradiation des icônes et des reliquaires, le parfum de l'encens, l'émouvante beauté des chants, le hiératisme imposant des costumes sacerdotaux, la magnificence de tout l'appareil liturgique, la

longueur même des offices ont comme une vertu d'incantation qui évoque les âmes et les extériorise.

Dans les physionomies que j'ai là devant moi, deux impressions se dégagent bientôt : la foi et la résignation, une foi simple, contemplative et sentimentale, une résignation muette, passive et endolorie.

Fatalisme et piété, c'est le fond de toutes les âmes russes. Pour la plupart d'entre elles, Dieu n'est que le synonyme théologique du Destin.

***

Jeudi, 18 février 1915.

La 10e armée n'a pas encore réussi à se dégager entièrement de l'étreinte allemande. Forte de quatre corps, soit une douzaine de divisions, elle aurait déjà laissé entre les mains de l'ennemi 50 000 prisonniers et 60 canons.

Je dîne à Tsarskoïé-Sélo, chez le Grand-Duc Paul, dans l'intimité.

Le Grand-Duc me questionne anxieusement sur les opérations qui viennent de faire perdre à la Russie l'inappréciable gage de la Prusse orientale, et chaque détail qu'il apprend de moi lui arrache un profond soupir :

— Où cela nous mène-t-il, grand Dieu !...

Puis, se ressaisissant avec un beau geste de résolution, il reprend :

— N'importe ! Nous irons jusqu'au bout. S'il faut reculer encore, nous reculerons; mais je vous garantis que nous poursuivrons la guerre jusqu'à la victoire... Je ne fais d'ailleurs que vous répéter là ce que l'Empereur et l'Impératrice me disaient avant-hier. Ils sont admirables de vaillance, tous les deux. Jamais un mot de plainte, jamais un mot de découragement. Ils ne cherchent qu'à se soutenir l'un l'autre. Aussi, personne dans leur entourage, *personne* n'ose plus leur parler de la paix.

***

Dimanche, 21 février.

Le Communiqué de la *Stavka* annonce et explique sans trop de réticences l'évacuation de la Prusse orientale. Ce qui frappe surtout le public, c'est l'insistance de l'État-major russe à signaler la supériorité que les Allemands doivent à leur réseau

ferré. Aussi, les pessimistes vont partout répétant : « Alors, nous ne battrons jamais les Allemands ! »

Au début de ce mois, le Duc de Guise (fils du Duc de Chartres) est arrivé incognito à Sofia, ayant accepté de Delcassé la mission d'agir sur le tsar Ferdinand pour le rallier à notre cause.

Ferdinand n'a mis aucun empressement à recevoir son neveu. Sous des prétextes divers, il ne lui a donné audience qu'après lui avoir infligé six jours d'attente. Introduit enfin au palais, le Duc de Guise a fait valoir fortement les raisons politiques qui devraient déterminer la Bulgarie à s'engager dans notre coalition; il a invoqué avec plus de chaleur encore les « arguments de famille » qui imposent au petit-fils du roi Louis-Philippe le devoir de secourir la France. Le tsar Ferdinand l'a écouté de son air le plus attentif et le plus aimable; mais il lui a déclaré sans ambages qu'il était résolu à garder sa liberté d'action. Puis, brusquement, avec un mauvais sourire, comme j'en ai tant vu se dessiner sur sa bouche, il a poursuivi : — « Maintenant que la mission dont tu t'es chargé est finie, redeviens mon neveu. » Et il n'a plus parlé que de choses banales.

Le Duc de Guise a été reçu trois fois au Palais pendant les jours suivants, mais sans pouvoir ramener la conversation sur le terrain politique. Il est parti le 13 février pour Salonique.

L'échec de sa mission est significatif.

***

Mardi, 23 février.

Les Allemands continuent de progresser entre le Niémen et la Vistule.

Constatant la fatigue de ses troupes et l'épuisement de ses munitions, le Grand-Duc Nicolas m'avait fait savoir discrètement, il y a quelques jours, qu'il serait heureux de voir l'armée française prendre l'offensive, afin d'arrêter le transport des forces allemandes vers le front oriental.

En communiquant ce désir au Gouvernement français, j'avais eu soin de rappeler que le Grand-Duc Nicolas n'avait pas hésité à sacrifier l'armée du général Samsonow, le 29 août der-

nier, pour répondre à notre demande de secours. La réponse est telle que je l'attendais : le général Joffre vient d'ordonner une attaque vigoureuse en Champagne.

XVII. — RENCONTRE DE RASPOUTINE

Mercredi, 24 février.

Cet après-midi, comme je fais visite à Mme O..., qui s'occupe activement d'œuvres hospitalières, la porte du salon s'ouvre tout à coup, avec fracas. Un homme de haute stature, habillé du long caftan noir que les *moujiks* aisés portent les jours de fête, chaussé de lourdes bottes, s'avance à grandes enjambées vers Mme O..., qu'il embrasse bruyamment. C'est Raspoutine.

Jetant sur moi un regard rapide, il demande :

— Qui est-ce?

Mme O... me nomme. Il reprend :

— Ah! c'est l'ambassadeur de France! Je suis content de le connaître; j'ai précisément quelque chose à lui dire.

Et il commence à parler avec volubilité. Mme O..., qui nous sert d'interprète, n'a même pas le temps de traduire.

J'ai ainsi le loisir de l'examiner. Cheveux bruns, longs et mal peignés; barbe noire et drue; front haut; nez large et saillant; bouche musclée. Mais toute l'expression de la figure se concentre dans les yeux, — des yeux bleu de lin, d'un éclat, d'une profondeur, d'une attirance étranges. Le regard est à la fois aigu et caressant, ingénu et astucieux, direct et lointain. Quand sa parole s'anime, on dirait que ses pupilles se chargent de magnétisme.

En phrases brèves et heurtées, avec beaucoup de gestes, il esquisse devant moi un pathétique tableau des souffrances que la guerre inflige au peuple russe :

— Il y a trop de morts, trop de blessés, trop de veuves, trop d'orphelins, trop de ruines, trop de larmes!... Songe à tous les malheureux qui ne reviendront plus et dis-toi que chacun d'eux laisse derrière lui cinq, six..., dix personnes qui pleurent! Je connais des villages, de grands villages, où tout le monde est en deuil... Et ceux qui reviennent de la guerre, dans quel état, Seigneur Dieu!... Des estropiés, des manchots, des aveugles!...

C'est effroyable!... Pendant plus de vingt ans, on ne moissonnera que de la douleur sur la terre russe!

— Oui, certes, dis-je, c'est affreux; mais ce serait bien pire encore si de pareils sacrifices devaient rester vains. Une paix indécise, une paix de lassitude ne serait pas seulement un crime envers nos morts : elle entraînerait des catastrophes intérieures dont nos pays ne se relèveraient peut-être jamais.

— Tu as raison... Nous devons nous battre jusqu'à la victoire.

— Je suis heureux de te l'entendre dire, car je connais plusieurs personnes haut placées qui comptent sur toi pour amener l'Empereur à ne plus continuer la guerre.

Il me dévisage d'un œil méfiant et se gratte la barbe. Puis, brusquement :

— Il y a des imbéciles partout.

— Ce qui est fâcheux, c'est que ces imbéciles ont trouvé du crédit à Berlin. L'empereur Guillaume est convaincu que tes amis et toi, vous travaillez de toute votre influence pour la paix.

— L'empereur Guillaume... Mais tu ne sais donc pas que c'est le Diable qui l'inspire? Toutes ses paroles, tous ses gestes lui sont commandés par le Diable. Je sais ce que je dis; je m'y connais... C'est le Diable seul qui le soutient. Mais un beau jour, subitement, le Diable se retirera de lui, parce que Dieu en aura décidé ainsi. Et Guillaume tombera à plat, comme une vieille chemise qu'on jette au fumier.

— Alors, notre victoire est certaine. Le Diable ne peut évidemment pas être vainqueur.

— Oui, nous aurons la victoire. Mais je ne sais quand... Dieu choisit comme il lui plaît l'heure de ses miracles. Aussi nous ne sommes pas au bout de nos peines; nous verrons couler encore beaucoup de sang et beaucoup de larmes...

Il revient à son thème initial, à la nécessité d'alléger les souffrances populaires :

— Cela coûtera des sommes énormes, des millions et des millions de roubles. Mais il ne faut pas regarder à la dépense... Car, vois-tu, quand le peuple souffre trop, il devient mauvais; il peut être terrible; il va même quelquefois jusqu'à parler de république... Tu devrais dire tout cela à l'Empereur.

— Je ne peux pourtant pas dire à l'Empereur du mal de la république!

— Non certes! Mais tu peux lui dire que le bonheur du peuple ne se paie jamais trop cher et que la France lui donnera tout l'argent nécessaire... La France est si riche!

— La France est riche, parce qu'elle est très laborieuse et très économe... Tout dernièrement encore, elle a fait de grandes avances à la Russie.

— Des avances?... Quelles avances?... Je suis sûr que c'est encore une fois de l'argent pour les *tchinovniks*. Il n'en reviendra pas un *kopeck* aux paysans. Non, crois-moi! Parle à l'Empereur comme je t'ai dit.

— Parle-lui toi-même! Tu le vois beaucoup plus souvent que moi.

Ma résistance ne lui plaît pas. Relevant la tête et crispant la bouche, il réplique d'un ton presque insolent :

— Ça ne me regarde pas, ces affaires-là. Je ne suis pas le ministre des Finances de l'Empereur; je suis le ministre de son âme!

— Eh bien! soit!... A ma prochaine audience, je parlerai à l'Empereur dans le sens que tu désires.

— Merci! Merci!... Un dernier mot. Est-ce que la Russie aura Constantinople?

— Oui, si nous sommes vainqueurs.

— C'est sûr?

— Je le crois fermement.

— Alors, le peuple russe ne regrettera pas d'avoir tant souffert et il acceptera de souffrir beaucoup encore.

Là-dessus, il embrasse Mme O..., me serre contre sa poitrine et sort à grands pas, en faisant claquer la porte.

XVIII. — LA QUESTION D'ORIENT

Samedi, 27 février.

La flotte anglo-française poursuit vigoureusement l'attaque des Dardanelles; tous les forts extérieurs sont déjà réduits au silence. D'où un vif émoi dans le public russe qui s'attend à voir, d'un jour à l'autre, les navires alliés paraître devant la Corne d'or.

Le mirage byzantin fascine de plus en plus l'opinion, au point de la rendre presque indifférente à la perte de la Prusse orientale, comme si l'accomplissement du rêve byzantin n'avait pas, pour condition préalable, la défaite de l'Allemagne!

***

Lundi, 1er mars.

Ce matin, Sazonow nous prend à témoins, Buchanan et moi, de l'émotion que la question de Constantinople soulève dans toutes les classes du peuple russe :

— Il y a quelques semaines, nous dit-il, je pouvais croire encore que l'ouverture des Détroits n'impliquerait pas nécessairement l'occupation définitive de Constantinople. Aujourd'hui, je dois constater que le pays tout entier exige cette solution radicale... Or, jusqu'ici, Sir Edward Grey s'est borné à nous faire savoir que la question des Détroits devra être réglée conformément au vœu de la Russie. Mais l'heure est venue d'être plus explicite. Le peuple russe ne doit plus ignorer qu'il peut compter sur ses alliés pour la réalisation de sa tâche nationale. L'Angleterre et la France doivent déclarer hautement qu'elles accepteront, au jour de la paix, l'annexion de Constantinople à la Russie.

Le général Pau, qui, au début de la guerre, commandait l'armée d'Alsace et s'empara de Mulhouse, est arrivé à Pétrograd *viâ* Salonique, Sofia et Bucarest; il est chargé de remettre des décorations françaises, à l'armée russe. Les impressions qu'il m'apporte de France sont excellentes.

J'offre ce soir un dîner en son honneur; il communique à tous la confiance que respirent ses paroles et sa physionomie.

***

Mercredi, 3 mars.

Je présente aujourd'hui le général Pau à l'Empereur; le général de Laguiche nous accompagne.

A une heure moins dix, le comte Benckendorff, Grand-Maréchal de la Cour, nous introduit auprès de Sa Majesté, dans un des petits salons de Tsarskoïé-Sélo. L'Empereur se montre, à son habitude, simple et cordial; mais les questions qu'il pose au général Pau sur notre armée, sur nos approvisionnements, sur nos opérations, sont comme toujours banales et vagues. D'ailleurs, presque aussitôt, l'Impératrice, les quatre jeunes Grandes-Duchesses et le Césaréwitch font leur entrée avec la

Grande-Maîtresse de la Cour, Mme Narischkine. Quelques mots de présentation et l'on passe à table.

Selon le vieil usage russe, il n'y a pas de salle à manger au Palais Alexandre. Suivant les circonstances, le couvert est mis tantôt dans une pièce, tantôt dans une autre. Aujourd'hui, la table, une table ronde, une vraie table de famille, est dressée dans la bibliothèque, où le soleil, les reflets diamantés de la neige et les perspectives lumineuses du jardin répandent la gaîté.

Je suis placé à la droite de l'Impératrice et le général Pau à sa gauche. Mme Narischkine est assise à la droite de l'Empereur et le général de Laguiche à sa gauche. J'ai à ma droite l'aînée des Grandes-duchesses, Olga-Nicolaïewna, qui a dix-neuf ans et demi. Ses trois sœurs, le Césaréwitch et le comte Benckendorff occupent les autres places.

Aucune gêne, aucun apprêt dans la conversation, qui néanmoins traîne un peu.

L'Impératrice a bonne mine : il y a en elle un effort visible de grâce et de sourire. Elle revient à plusieurs reprises sur le sujet même que Raspoutine a si chaleureusement développé devant moi : la répercussion infinie de souffrance que la guerre aura pour les humbles, le devoir politique et moral de leur venir en aide.

Par instants, le Césaréwitch, qui trouve le repas long, fait une farce, au grand désespoir de ses sœurs, qui le regardent sévèrement. L'Empereur et l'Impératrice sourient, en feignant de ne pas voir.

Le général Pau produit une excellente impression par sa dignité naturelle, par sa belle figure de loyal soldat, par son renom de talent, d'honneur et de piété.

Dès qu'on est sorti de table, l'Empereur m'attire au fond du salon, m'offre une cigarette et, prenant son air grave, il me dit :

— Vous vous rappelez la conversation que j'ai eue avec vous au mois de novembre dernier. Depuis lors, mes idées n'ont pas changé. Il est cependant un point que les événements m'obligent à préciser : je veux parler de Constantinople. La question des Détroits passionne au plus haut degré l'opinion russe. C'est un courant chaque jour plus puissant. Je ne me reconnaîtrais pas le droit d'imposer à mon peuple les terribles sacrifices de la guerre actuelle sans lui accorder comme récompense la réalisa-

tion de son rêve séculaire. Aussi, ma décision est prise, monsieur l'ambassadeur. Je résoudrai radicalement le problème de Constantinople et des Détroits. La solution que je vous ai indiquée au mois de novembre est la seule possible, la seule pratique. La ville de Constantinople et la Thrace méridionale devront être incorporées à mon Empire. J'admettrais d'ailleurs, pour l'administration de la ville, un régime spécial qui tînt compte des intérêts étrangers... Vous savez que l'Angleterre m'a déjà fait connaître son acquiescement. Si toutefois quelque difficulté de détail surgissait, je compte sur votre Gouvernement pour m'aider à l'aplanir.

— Puis-je affirmer à mon Gouvernement, Sire, que, pour les problèmes qui intéressent directement la France, les intentions de Votre Majesté n'ont pas changé non plus ?

— Assurément !... Je souhaite que la France sorte de cette guerre aussi grande et aussi forte que possible. Je souscris par avance à tout ce que votre Gouvernement peut désirer et notamment à toutes les sauvegardes politiques ou militaires qu'il croirait devoir s'assurer dans les pays rhénans.

Puis il me ramène près de l'Impératrice qui cause avec le général Pau et le général de Laguiche. Cinq minutes plus tard, les souverains se retirent.



Lundi, 8 mars.

D'après un télégramme que j'ai reçu cette nuit de Delcassé, je déclare à Sazonow qu'il peut compter sur le bon vouloir du Gouvernement français pour que la question de Constantinople et celle des Détroits soient résolues conformément aux vœux de la Russie.

Sazonow me remercie avec effusion :

— Votre Gouvernement, me dit-il, vient de rendre à l'alliance un service inappréciable... un service dont vous ne vous doutez peut-être pas...



Samedi, 13 mars.

Le comte Witte est mort ce matin, presque subitement, d'une tumeur cérébrale. En télégraphiant la nouvelle à Delcassé, j'ajoute : *Un grand foyer d'intrigues s'éteint avec lui.*

Le comte Witte achevait sa soixante-sixième année.

*
* *

Lundi, 15 mars.

Le Gouvernement français, ayant délibéré sur les conditions de paix que les Alliés devront imposer à la Turquie, me charge de faire connaître au Gouvernement russe les compensations que la France entend se réserver dans la région syrienne.

L'Empereur, qui se trouve au Grand-Quartier général, m'invite à l'y rejoindre pour traiter la question avec lui; il convoque également Sazonow.

*
* *

Mardi, 16 mars.

Parti de Pétrograd hier soir à sept heures, dans un wagon de la Cour attelé à l'express de Varsovie, je m'éveille ce matin à Wilna, d'où un train spécial me conduit à Baranovitchi. Jusqu'à midi et demi, je traverse de vastes plaines, presque désertes, qui déroulent au loin leurs ondulations neigeuses, comme un tapis d'hermine.

Baranovitchi est une pauvre bourgade, située sur la grande voie ferrée qui relie Varsovie à Moscou par Brest-Litovsk, Minsk et Smolensk.

Le Grand-Quartier Général est installé à quelques verstes du bourg, dans la clairière d'une forêt de sapins et de bouleaux. Tous les services de l'État-Major occupent une dizaine de trains, disposés en éventail au milieu des arbres. Çà et là, dans l'intervalle, on aperçoit quelques baraques militaires, quelques postes de Cosaques et de gendarmes.

On me mène directement au train impérial qui allonge, sous la futaie ensoleillée, l'interminable file de ses immenses voitures écussonnées d'or.

L'Empereur me reçoit immédiatement dans son wagon-salon :

— Je suis heureux, me dit-il, de vous recevoir ici, au Grand-Quartier Général de mes armées. Ce sera un souvenir de plus entre nous, mon cher ambassadeur.

— Je dois déjà à Votre Majesté le radieux souvenir de Moscou. Ce n'est pas sans émotion que je me trouve en votre présence ici, au centre vital de vos armées.

— Allons déjeuner !... Nous causerons après... Vous devez avoir grand faim !

Nous passons dans le wagon suivant, qui est composé d'un fumoir et d'une longue salle à manger. Le couvert est dressé pour vingt convives. Le Grand-Duc Nicolas-Nicolaïévitch s'assied à la droite de l'Empereur, le Grand-Duc Pierre-Nicolaïévitch à sa gauche. La place qui est en face de Sa Majesté est occupée, selon les rites, par le prince Dolgoroukow, maréchal de la Cour ; je suis à sa droite et j'ai moi-même à ma droite le général Yanouschkévitch, chef d'État-Major du commandement suprême. L'étroitesse de la table permet que l'on cause d'un bord à l'autre.

Les conversations sont libres et animées. Nulle contrainte. L'Empereur, très gai, m'interroge sur mon voyage, sur les succès que l'armée française vient de remporter en Argonne, sur les opérations des escadres alliées à l'entrée des Dardanelles, etc. Puis, subitement, avec un éclair de joie ironique dans les yeux :

— Et ce pauvre comte Witte, dont nous ne parlons pas ! J'espère, mon cher ambassadeur, que vous n'avez pas été trop affligé de sa disparition.

— Non certes, Sire !... Et quand j'ai annoncé sa mort à mon Gouvernement, j'ai résumé son oraison funèbre dans cette simple phrase : *Un grand foyer d'intrigues s'éteint avec lui.*

— Mais c'est ma pensée même que vous avez traduite là ! Écoutez, Messieurs...

Il répète par deux fois ma formule. Enfin, d'un ton grave, avec un air d'autorité, il prononce :

— La mort du comte Witte a été pour moi un profond soulagement. J'y ai vu aussi un signe de Dieu.

Je constate par ces mots combien Witte l'inquiétait.

Aussitôt le déjeuner fini, l'Empereur me conduit dans son cabinet de travail. C'est une pièce oblongue, occupant toute la largeur du wagon avec des meubles sombres et de grands fauteuils de cuir.

Sur une table se dresse une haute pile d'énormes enveloppes.

— Tenez, me dit l'Empereur... Voici mon rapport quotidien Il va falloir que je lise tout cela aujourd'hui.

Je sais par Sazonow qu'il ne manque jamais à cette tâche

journalière ; qu'il accomplit scrupuleusement son lourd travail de souverain.

M'ayant fait asseoir près de lui, il tourne vers moi un regard d'attention sympathique :

— Maintenant, je vous écoute.

Je lui expose alors tout le programme de l'œuvre civilisatrice que la France a le dessein d'entreprendre en Syrie, en Cilicie et en Palestine.

Après s'être fait montrer minutieusement sur la carte les régions qui seraient ainsi dévolues à l'influence française, il me déclare :

— J'acquiesce à toutes vos demandes.

L'examen des questions politiques est terminé. L'Empereur se lève alors et me mène à l'autre bout de son cabinet, devant une longue table où s'étalent des cartes de Pologne et de Galicie. M'ayant indiqué la répartition générale de ses armées, il me dit :

— Du côté de la Narew et du Niémen, le péril est conjuré. Mais j'attache plus d'importance encore aux opérations qui sont engagées dans la région des Carpathes. Si nos succès continuent, nous serons bientôt maîtres des principaux cols, ce qui nous permettra de déboucher dans la plaine hongroise. Dès lors, notre action prendra une allure plus rapide. En longeant les Carpathes au Sud, nous atteindrons les défilés de l'Oder et de la Neisse. Nous pénétrerons par là en Silésie...

Sur ces paroles de bon augure, l'Empereur me congédie :

— Je sais que vous repartez ce soir. Mais nous nous reverrons à l'heure du thé. Si même vous n'avez rien de mieux à faire, je vous mènerai voir des tableaux cinématographiques qui représentent nos opérations d'Arménie et qui sont très curieux.

Il est deux heures et demie quand je quitte l'Empereur.

Après un bref entretien avec Sazonow, je me rends chez le généralissime, dont le train s'allonge à quelques mètres de là.

Le Grand-Duc me reçoit dans un cabinet spacieux et confortable, couvert de peaux d'ours et de tapis d'Orient. Avec sa franchise et sa décision habituelles, il me dit :

— J'ai à vous entretenir de choses graves. Ce n'est pas le Grand-Duc Nicolas qui parle à M. Paléologue, c'est le général en

chef des armées russes qui s'adresse officiellement à l'ambassadeur de France. En cette qualité, j'ai le devoir de vous déclarer que la coopération immédiate de l'Italie et de la Roumanie est d'une impérieuse nécessité. N'interprétez pas toutefois ces mots comme un cri de détresse. Je reste convaincu que, Dieu aidant, nous aurons la victoire. Mais, sans la coopération *immédiate* de l'Italie et de la Roumanie, la guerre se prolongera pendant de longs mois encore avec des risques terribles.

Je réponds alors au Grand-Duc que le Gouvernement français n'a cessé de multiplier ses efforts pour nous acquérir des concours :

— Japon, Grèce, Bulgarie, Roumanie, Italie, M. Delcassé a frappé à toutes les portes. En ce moment même, il s'ingénie à entraîner les Gouvernements roumain et italien. Mais je ne vous cacherai pas que les prétentions de la Russie sur Constantinople et les Détroits rendront peut-être impossible l'accession de ces deux Gouvernements à notre alliance.

— Oh ! cela, c'est l'affaire de la diplomatie... Je n'en veux rien savoir... Maintenant, causons intimement.

Il m'offre une cigarette, m'installe auprès de lui sur un divan et me pose mille questions au sujet de la France. A deux reprises, il me dit :

— Je ne trouve pas de mot pour exprimer l'admiration que m'inspire la France !

Le cours de l'entretien nous ramène à la conduite de la guerre. Je rapporte au Grand-Duc ce que l'Empereur m'a confié tout à l'heure sur le projet d'une offensive générale vers la Silésie par les défilés de l'Oder et de la Neisse :

— Je vous avoue que j'ai quelque peine à concilier ce projet avec les perspectives inquiétantes que m'a ouvertes votre déclaration.

La figure du Grand-Duc se rembrunit subitement :

— Je ne me permettrai jamais de discuter une opinion de Sa Majesté, sauf quand Elle me fait l'honneur de me demander mon avis.

On vient nous avertir que l'Empereur nous attend pour le thé.

Le Grand-Duc m'emmène avec lui. Au passage, il me montre son wagon, dont l'installation est aussi ingénieuse que confortable. Sa chambre à coucher, éclairée par quatre fenêtres sur

un des côtés de la voiture, ne renferme que des meubles très simples; mais les parois sont entièrement couvertes d'icônes : il y en a pour le moins deux cents!

Après le thé, l'Empereur me conduit à un cinématographe improvisé dans une baraque. Longue suite de tableaux pittoresques, représentant les récentes opérations de l'armée russe dans les régions du Tchorokh et de l'Aghri-Dag. En regardant ces gigantesques murailles de l'Arménie orientale, ce chaos de montagnes énormes, de crêtes aiguës et déchiquetées, je mesure ce qu'il faut de valeur au soldat russe pour avancer en un pareil pays, par trente degrés de froid et sous une continuelle tourmente de neige. La séance finie, l'Empereur me ramène à son wagon, où je prends congé de lui.

A sept heures et demie, je pars pour Pétrograd avec Sazonow.

XIX. — LA MUSIQUE RUSSE ET L'AME RUSSE

Mercredi, 24 mars.

Si intéressant que soit le roman russe comme expression de l'âme et de la pensée nationales, si révélatrice que soit à cet égard l'œuvre d'un Tourgénief, d'un Tolstoï, d'un Dostoïewsky, d'un Tchékow, d'un Korolenko, d'un Gorky, la musique russe nous fait pénétrer encore plus avant dans les profondeurs de la conscience et de la sensibilité populaires. Renan a dit de Tourguénief : « Aucun homme n'a été à ce point l'incarnation d'une race entière. Un monde vivait en lui, parlait par sa bouche; des générations d'ancêtres, perdues dans le sommeil des siècles, sans paroles, arrivaient par lui à la vie et à la voix... » N'est-ce pas encore plus vrai de Borodine, de Moussorgsky, de Rimsky-Korsakow, de Tchaïkowsky, de Glazounow, de Balakirew, de Liadow? Romances, opéras, ballets, symphonies, morceaux d'orchestre et de piano, chaque œuvre porte l'empreinte du pays et de la race. On y retrouve, sous la forme la plus séduisante, la plus captivante, la plus persuasive, tout le tempérament et tout le caractère des Russes : leur inquiétude perpétuelle; leurs impulsions irrésistibles et précipitées; leurs aspirations confuses et douloureuses, impuissantes et contradictoires; leur penchant à la mélancolie; leur hantise du mystère et de la mort; leur besoin d'effusion et de rêve; leur promptitude aux émotions extrêmes; leur instinct de volupté, sus-

ceptible de toutes les délicatesses et de toutes les frénésies; leur faculté de souffrance et de résignation comme aussi de révolte et de sauvagerie; leur sensibilité aux spectacles de la nature, à ses voix éparses, à sa magie endormeuse ou terrifiante; l'intuition vague de tout ce qui pèse de fatal et de ténébreux, de tragique et de démesuré sur le paysage russe, sur l'histoire russe, sur l'âme russe.

J'en avais l'impression forte, cet après-midi, chez M[me] S... qui, pendant deux heures, m'a chanté des fragments de Moussorgsky, la *Berceuse d'Erémouchka*, l'*Elégie*, le *Hopak*, l'*Intermezzo*, les *Danses de la Mort*, etc..., — œuvres admirables de réalisme et de sensibilité. La puissance de l'évocation musicale, l'intensité de la suggestion par le rythme et la mélodie semblent atteindre là leur dernier terme.

Pourtant, comme interprète de la conscience populaire, Moussorgsky est allé plus loin encore. Ses deux drames lyriques, *Boris Godounow* et la *Kovantchina*, d'une si éclatante beauté, constituent un document de premier ordre pour l'intelligence de l'âme russe.

J'assistais, l'autre soir, à une représentation de la *Kovantchina*. L'action se déroule à la fin du XVII[e] siècle : elle résume la lutte implacable que Pierre le Grand poursuivra durant tout son règne contre le vieil esprit moscovite, contre la Russie inculte, sombre et fanatique des boïars et des moines, des *Raskolniks* et des *Streltsy*. Toutes les passions de cette période sinistre sont projetées tour à tour sur la scène avec un relief extraordinaire. De même que dans *Boris Godounow*, c'est le peuple qui est le personnage principal, le protagoniste du drame. On assiste ainsi à une grande crise de la vie nationale. Sous ce rapport, le dernier acte est d'une grandeur qui touche au sublime. Traqués par les milices du Tsar, les *Raskolniks* ou « Vieux Croyants » se sont réfugiés dans une *isba* perdue au fond des bois. Leur chef, le vieillard Dosithée, les exhorte à mourir plutôt que d'abjurer leurs dogmes : il leur prêche la mort par le feu, « la mort rouge. » Après quelques épisodes enthousiastes ou déchirants, tous les *Raskolniks*, hommes, femmes, jeunes filles, enfants, acquiescent au suicide; tous invoquent le martyre. On dresse le bûcher dans une grange. Le vieillard Dosithée récite l'Évangile; des cantiques lui répondent. Soudain, le bûcher s'allume; on ferme l'*isba*. Des

tourbillons de fumée semblent porter jusqu'au ciel les chants qui s'affaiblissent. A l'instant où la masure s'écroule sur un monceau de cadavres, les soldats du Tsar envahissent la scène.

Pendant plus d'un siècle, le suicide par le feu, « la mort rouge » a sévi dans la secte du *Raskol*, en y consumant des milliers et des milliers de victimes. Le premier apôtre de la terrible doctrine fut un simple *moujik*, Basile Volosaty, né vers 1630 à Sokolsk, près de Wladimir. Il allait partout, répétant : « L'Antéchrist règne sur la terre et les prêtres de l'Église officielle subissent honteusement sa domination. Recevoir d'eux un sacrement, baptême, communion, mariage, extrême-onction, c'est recevoir le sceau de l'Antéchrist. Et celui qui se sera laissé infliger ce sceau, celui-là ne pourra plus jamais racheter ses péchés... Alors, comment faire son salut? — Par le suicide. Il n'y a pas d'autre moyen. D'ailleurs, pour peu que l'on y songe, est-il possible d'hésiter? En se faisant brûler, on échappe aussitôt à la puissance de l'Antéchrist; on se nettoie de toutes ses souillures; on meurt avec une foi intacte et une âme purifiée. Pour quelques minutes de souffrance, on acquiert la béatitude éternelle; on est immédiatement accueilli dans la phalange des saints... »

La *Volosatovchtchina* se répandit avec une prodigieuse rapidité à travers la Russie; elle s'accrédita surtout parmi les paysans et les moines. Ses foyers principaux étaient dans les régions de Wladimir, de Kostrama, de Souzdal, de Iaroslavl, de Novgorod, d'Onéga, de Viatka, de Perm et de la Sibérie occidentale. On comptait chaque année plusieurs milliers de victimes. En 1685, à Potchékonié, un seul autodafé consuma sept cents personnes. Il ne fallut pas moins que la féroce énergie de Pierre le Grand pour mettre un terme à cette démence.

Mais, de temps à autre, on a vu les mêmes aberrations reparaître. En 1860, dans la province d'Olonetz, les suicides par le feu se propagèrent subitement. Pour maîtriser l'épidémie, la police impériale dut agir avec une rigueur extrême.

De nos jours encore, les annales des sectes russes ont eu à enregistrer plusieurs cas d'autodafés volontaires et collectifs. En 1897, le village *raskolnik* de Ternow, sur le Dniester, fut terrorisé par la prédication d'une vieille femme délirante, Vitalia, qui annonçait l'arrivée imminente de l'Antéchrist; elle le voyait

venir sous la forme étrange du recensement général que l'autorité administrative opérait à cette époque. Lorsque les recenseurs se présentèrent à Tarnow, ils trouvèrent toutes les rues désertes et toutes les portes barricadées. Par une fenêtre entr'ouverte, une main leur tendit cette protestation : « *Nous sommes de véritables chrétiens. Or, l'acte que vous venez accomplir ici nous éloignerait du Christ, qui est notre patrie céleste, notre seule patrie. Nous n'obéirons donc pas à vos ordres; nous ne vous livrerons pas nos noms. Nous préférons mourir pour le Christ.* »

Les recenseurs partirent, annonçant qu'ils reviendraient sous peu, avec des gendarmes.

Tous les *moujiks* du village se réunissent aussitôt chez Vitalia et tiennent conseil. A tout prix, il faut éviter le recensement, qui équivaut à la damnation éternelle. Après une courte délibération, hommes et femmes décident de s'enterrer vifs, avec leurs enfants. Animés d'une sombre ardeur, ils creusent fiévreusement quatre cryptes souterraines. Puis, s'étant revêtus de linceuls et tenant des cierges à la main, ils récitent sur eux-mêmes les prières des morts. Une dernière fois, Vitalia les exhorte sans leur cacher les souffrances effroyables qui les attendent, mais qui leur ouvriront directement le Royaume du ciel. Alors, avec des chants d'allégresse, tous se précipitent dans les fosses, qu'ils maçonnent au dedans. Lorsque les autorités enfin prévenues, procèdent à l'exhumation, il est établi que l'agonie des malheureux a duré plus d'un jour.

Ces épisodes tragiques sont rares. Mais les sectes religieuses, qui pullulent à l'ombre de l'orthodoxie, produisent continuellement des phénomènes d'exaltation collective. Tantôt, une crise de possession démoniaque éclate dans un village et s'étend de proche en proche. Tantôt, un ermitage ou un monastère devient le centre d'un mouvement prophétique. D'autres fois, un souffle de mysticisme idéaliste ou sensuel parcourt et affole tout un district.

Une des crises les plus bizarres, qu'on ait vues ces dernières années, est celle qui se produisit, aux environs de Kiew, dans la secte des Maliovannistes et qui se manifestait par des hallucinations de l'odorat. Au milieu de leurs extases, les adeptes, de simples paysans, croyaient soudain percevoir des parfums d'une ineffable suavité. Le visage illuminé, ils couraient çà et là, se

flairant et se bénissant les uns les autres, convaincus qu'ils respiraient « l'odeur du Saint-Esprit. »

Des faits de ce genre, qui sont innombrables dans l'histoire intérieure de la Russie, accusent un des traits les plus caractéristiques du tempérament national. Aucune race n'est plus malléable aux prédications et aux apostolats. En nul autre pays, sauf peut-être dans l'Orient islamique, les foules ne sont aussi suggestibles, n'offrent moins de résistance à la contagion mentale. Nulle part, les ondes psychiques ne se propagent aussi rapidement et aussi loin dans les masses. Toute l'évolution du peuple russe est ainsi jalonnée par de grandes épidémies religieuses, morales ou politiques.

A cet égard, les troubles anarchiques de 1905 constituent un témoignage des plus expressifs et des plus inquiétants. Les mutineries sanguinaires de la flotte et de l'armée, les exploits des Bandes noires, la dévastation des Provinces baltiques, les *pogroms* d'Arméniens et de Juifs n'ont été, à vrai dire, que des épidémies de massacre, de pillage et d'incendie. Dans chacun de ces drames, la contamination mentale des acteurs fut presque immédiate. Par sa docilité à tous les prosélytismes, par la faiblesse de ses réactions individuelles, le *moujik* a révélé, une fois de plus, comme il est encore arriéré, esclave de l'instinct, près de la nature primitive.

MAURICE PALÉOLOGUE.

(A suivre.)

LA PENSÉE RELIGIEUSE

DE

JOSEPH DE MAISTRE

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

II (1)

1792-1821

A la date du 22 septembre 1792, on lit au *Journal* de Maistre (2) :

Samedi, invasion des Français; pluie horrible, fuite infâme de la troupe, trahison ou bêtise des généraux, déroute incroyable et même un peu mystérieuse, suivant quelques personnes. C'est la honte éternelle du gouvernement et peut-être l'anéantissement de l'état militaire.

Maistre émigre, puis rentre quelques semaines en Savoie. Il note, le 15 février 1793 : « Naissance du schisme, défense aux prêtres de confesser; » et puis, le 16 : « Serment civique de dix-sept prêtres. » Suspect et menacé, il garde assez de liberté d'esprit pour achever, le 21, « la lecture de *l'Homme nouveau*

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars.

(2) En renouvelant mes remerciements à M. le commandant R. de Maistre, pour les documents inédits dont je lui dois la très obligeante communication, je tiens, sur sa demande, à faire une rectification : le titre de « comte de Maistre, » que je lui donnais dans mon premier article, n'appartient qu'à son cousin-germain, chef de la famille, qui habite en Savoie où « il maintient le nom et les traditions Maistre. »

par M. de Saint-Martin. » Et le 22, le *Journal* porte : « Je pars de Chambéry avec MM. les chanoines Bain et Chevalier. »

Dans la vie de Maistre, une nouvelle période s'inaugure; elle s'ouvre sur des ruines. Détruit, l'établissement religieux qu'encadrait correctement l'État sarde, et qui représentait en face du philosophisme la révélation chrétienne. Détruites ou dispersées, ces sociétés d'illuminés qui se flattaient de dévoiler aux amateurs de mystères d'autres avances de la générosité divine. Maistre s'en allait avec deux chanoines, comme lui déracinés : ce cortège était un symbole.

Sur ces mêmes routes où il commençait de vagabonder, et dont Aoste, Genève, Lausanne, allaient être les étapes, flottaient, en quête d'un abri, les épaves de deux Églises : épaves de l'Église de France, qui, naguère réfugiées en Savoie, s'effaçaient devant les armées révolutionnaires; épaves de l'Église de Savoie, qui préféraient l'exil à la nécessité de prêter serment. Du seul « diocèse de Genève, » dont Annecy était le centre, six cent trente-deux prêtres émigraient en Piémont (1). Et sous les regards de Maistre ambulant, deux Églises sans terre promenaient elles-mêmes leur virile détresse.

I. — LE SÉJOUR DE LAUSANNE : UN APPRENTISSAGE POUR L'AVOCAT DE LA PAPAUTÉ, UNE « ILLUMINATION » POUR L'AVOCAT DE LA PROVIDENCE

Lausanne fixa Maistre, pour un temps. Sa plume s'acérait, pour lancer au delà des Alpes les *Lettres savoisiennes*. Discrètement, il organisait un service de renseignements sur les faits et gestes des révolutionnaires en Savoie, puis entrait en relations avec les insurgés lyonnais. Les agents de la Révolution le surveillaient, et l'un d'eux, Venet, dans une railleuse dépêche, montrait Maistre « faisant gravement subir des interrogatoires, dans sa salle d'audience qui est en même temps la cuisine, » aux émigrés qui sollicitaient des passeports pour le Piémont (2). Nombreux étaient les prêtres qui savaient le chemin de cette « cuisine : » ils trouvaient, auprès de Maistre, des secrétaires-prêtres, Noirot, Saunier. Les uns apportaient des

(1) Victor Pierre, *Revue des Questions historiques*, 1er juillet 1898, p. 123 et 134.

(2) Vermale, *Annales révolutionnaires*, septembre-octobre 1920, p. 383-388. — Descostes, *Joseph de Maistre pendant la Révolution*, p. 471-490. — Mandoul, *Joseph de Maistre et la politique de la maison de Savoie*, p. 39, n. 4 (Paris, Alcan, 1899).

nouvelles, d'autres demandaient des secours, d'autres venaient causer. La vie douloureuse de Maistre se mêlait désormais, quotidiennement, à la vie douloureuse de l'Église. « Il se charge de faire des collectes pour les prêtres déportés, » écrivait Venet.

On a calculé que, de 1794 à 1797, parmi les 1212 émigrés blottis à Lausanne, il y avait 128 prêtres, dont 67 venaient de France et 61 de Savoie (1) : trois d'entre eux, Thiollaz, Besson, Bigex, devaient plus tard porter la mitre. Pour la première fois depuis la Réforme, la messe se célébrait au grand jour, dans l'oratoire de la baronne d'Holca : la Révolution française, là-bas, réintégrait le catholicisme. Dans ce terroir calviniste, Maistre était comme environné d'une vaste colonie sacerdotale que le malheur même des temps rendait fervente. L'abbé de Thiollaz y jouait le rôle d'un éveilleur d'âmes : il organisait des retraites pour « évangéliser les nobles victimes de l'honneur qui avaient préféré la terre étrangère à la trahison. » Vainement, Albitte, le proconsul révolutionnaire, se flattait-il de déchristianiser la Savoie : Thiollaz faisait école de missionnaires qui s'en iraient furtivement, en terre savoyarde, confesser, prêcher, trancher les cas de conscience créés par les lois de la Convention, immoler Dieu et peut-être s'immoler. Maistre admirait cette campagne de zèle : « Depuis quinze siècles, écrivait-il, on ne demandait que la sainteté à cette classe d'hommes; aujourd'hui, l'héroïsme qui fait braver la mort est encore leur apanage, comme au siècle de Dèce et de Dioclétien. » (2) L'Église savoyarde, qui n'avait plus d'autre force que ses vertus mêmes de prosélytisme, semblait plus riche de sève, plus allègre en son élan, qu'au temps où pesait sur elle la protectrice hégémonie de la dynastie et du Sénat. Et ce spectacle attachait Maistre à l'âme apostolique de Thiollaz.

Au surplus, leurs intelligences devaient se comprendre. Un jour que Vuarin, futur curé de Genève, demandait si l'Église ne devrait pas suivre, à l'égard de la Révolution, la même politique que jadis à l'égard des Barbares, Thiollaz ripostait : « Il y a une nature et tôt ou tard elle revient à son but... Il y a des lois invariables qui règlent le sort des sociétés... Je n'ai pas le

(1) Descostes, *Joseph de Maistre pendant la Révolution*, p. 321.

(2) *Œuvres*, VII, p. 216. — Nestor Albert, *Vie de Mgr de Thiollaz*, I, p. 127; 185-193, 214 (Paris, Champion, 1907). — Nous sommes très redevables, pour l'étude de ce séjour de Lausanne, à un travail inédit de M. Vermale,

plus léger doute sur le terme de la Révolution, sur la réintégration de ce que les ignorants présomptueux de la fin de ce siècle ont regardé comme des préjugés et des erreurs (1). »

Ces lignes, qui sont du 27 août 1793, pourraient être signées Maistre. Or ce prêtre, dans une heure tragique, avait proclamé, au nom du chapitre d'Annecy, que le Christ lui-même avait institué la hiérarchie, et que le Pape avait, de droit divin, une primauté de juridiction (2) : Maistre savait que ce confesseur de ce qu'on appelait alors l'ultramontanisme avait failli en devenir le martyr. Dans son contact avec Thiollaz, Maistre apprit à connaître cette Rome dont plus tard il écrira dans son *Journal* : « Il faut faire un livre sur Rome ou n'en pas parler (3). » L'élève bientôt dépassera le maître : lorsque Thiollaz, en 1796, rédigera l'acte de rétractation qui devait être signé par l'évêque constitutionnel Panisset, Maistre trouvera que « ce n'est pas assez fort, » et libellera la formule en termes plus durs (4) ; et lorsque en 1820 s'imprimera le livre du *Pape*, un lecteur surgira, pour « attribuer aux conciles le pouvoir de déclarer le Pape hérétique, *s'il y échoit*, » et cette proposition, sur laquelle Maistre aura « de grands doutes, » (5) sera signée Thiollaz.

Lausanne fut une école, non seulement pour le futur avocat de la Papauté, mais pour l'apologiste de la Providence. Car au début de son séjour, dans les *Lettres Savoisiennes*, il ne considérait encore la Révolution que comme une sorte de conjuration politique et ne visait qu'à soustraire au « tintamarre révolutionnaire » le « ci-devant bon sens » des Savoyards. Mais cinq ans plus tard il brûlera le manuscrit de ces *Lettres*, en notant, dans son *Journal*, qu'il les a « prises en aversion comme le fruit de l'ignorance, » et qu'au moment où il les avait écrites, il n'avait pas « la moindre illumination sur la révolution française ou, pour mieux dire, européenne (6). »

L'« illumination, » — pour reprendre le mot de Maistre, — s'accomplit à Lausanne, dans l'été de 1794. La marquise de Costa venait de perdre son fils. Maistre adressait à cette mère un

(1) Martin et Fleury, *Histoire de M. Vuarin*, I, p. 43 (Genève, 1861).
(2) Albert. *op. cit.*, I, p. 125 (déclaration du 25 février 1793).
(3) *Journal inédit*, 2 mars 1803.
(4) *Œuvres*, XIV, p. 203. — Latreille, *Joseph de Maistre et la papauté*, p. 101 (Paris, Hachette, 1906.) — Albert, *op. cit.*, I, p. 210-211.
(5) *Œuvres*, XIV, p. 203.
(6) *Œuvres*, VII, p. 118. — *Journal* inédit, février 1798.

Discours de consolation, dont beaucoup d'exemplaires, — le *Journal* nous en est témoin, — furent distribués à ses amis et aux libraires ; et dans ce discours on lisait que la Révolution « n'était pas un *événement*, mais une *époque*, et que « mille fois heureux étaient les hommes qui n'étaient appelés à contempler que dans l'histoire les grandes révolutions. »

Maistre, destiné à vivre parmi les convulsions, se refusait à récriminer contre « l'Être très-bon et très-grand... Tous les maux dont nous sommes les témoins et les victimes, déclarait-il, ne peuvent être que des actes de justice, ou des moyens de régénération également nécessaires. N'est-ce pas Lui qui a dit, par la bouche d'un de ses envoyés : je vous aime d'un amour éternel ? Cette parole doit nous servir de solution générale pour toutes les énigmes qui pourraient scandaliser notre ignorance. Attachés à un point de l'espace et du temps, nous avons la manie de rapporter tout à ce point ; nous sommes tout à la fois ridicules et coupables (1). »

Ces deux textes décisifs, qui pourraient servir d'exergue aux prochaines *Considérations sur la France* et aux lointaines *Soirées de Saint-Pétersbourg*, témoignent que Maistre, dès 1794, insérait la Révolution française dans le plan divin, et qu'il adhérait à toutes les rigueurs de ce plan, comme à tous ses mystères. Saint-Martin, en 1795, dans sa *Lettre à un ami*, dira de la Révolution qu'elle est « un événement surnaturel et universel ; » et Adolphe Franck, de s'écrier plus tard : Voilà où Maistre a puisé la doctrine de ses *Considérations !* Mais cette doctrine, elle pointait déjà dans le *Discours à Madame de Costa*. Et le manuscrit de Maistre : *Etude sur la souveraineté*, qui remonte aussi à 1794, précède de trois ans l'*Eclair sur l'association humaine*, où Saint-Martin expliquera que la souveraineté des peuples est leur impuissance, et qu'elle consiste à laisser faire la Providence. Le penseur catholique et l'illuminé philosophe n'avaient point à se faire l'un à l'autre des emprunts : une certaine atmosphère commune continuait de les imprégner, à travers laquelle ils observaient ciel et terre, et

(1) *Œuvres*, VII, p. 273-275. — Voir, dans le même ordre d'idées, au sujet du fonctionnement de la justice divine, le curieux morceau anonyme : *Vision dans une nuit du mois de mai*, publié en 1794 dans le *Journal littéraire de Lausanne*, et que M. Baldensperger reproduit dans la *Revue de littérature comparée*, janvier-mars 1921, p. 142-150, comme étant peut-être une page inédite de Maistre.

la communauté du prisme amenait l'analogie des conclusions.

Une époque donc commençait : c'est en plongeant son regard dans les conseils de l'Éternel que Maistre interprétait les cinq dernières années vécues par l'humanité. Elles n'étaient pas un accident ; elles étaient un prologue, une préparation, le sanguinaire avènement de quelque chose d'inconnu, de lointain. A l'arrière-plan de l'attentat commis par l'*Homme* révolutionnaire contre Dieu son souverain, Maistre pressentait des fins providentielles, inconnues de cet Homme, et pour lesquelles, sans le vouloir, cet Homme travaillait ; et le caractère « satanique » de la Révolution n'en excluait nullement la prédestination divine, puisque Dieu, pour une échéance incertaine, faisait de Satan, — de Satan vaincu d'avance, — son involontaire collaborateur. Il est libre, ce Satan, et l'Homme aussi est libre ; et cependant le Dieu de Maistre demeure le Tout-Puissant, et connaît et concerte les fins suprêmes que réalisera, sans le savoir, l'humaine folie. Maistre, dès 1793, avait écrit à Mme de Costa : « La sottise et la scélératesse humaines sont deux immenses aveugles dont Madame la Providence se sert pour arriver à ses fins, comme l'artiste se sert d'un outil pour exécuter ses ouvrages. La lime sait-elle qu'elle fait une clef (1) ? »

Dans les *Considérations*, qui se seraient intitulées, si l'éditeur n'eût pas « craint de scandaliser le XVIIIe siècle (2), » *Considérations religieuses sur la France*, Maistre diagnostiquera : « Si la Providence *efface*, c'est sans doute pour *écrire*. » Bossuet, lui, avait lu dans le passé, pour montrer la Providence « effaçant » les Empires, et puis écrivant ; et cette écriture, c'était l'Évangile s'inscrivant dans les âmes des gentils, et le monogramme du Christ se dessinant sur les drapeaux de Constantin. Maistre osera davantage : après ce « délire indéfinissable et surnaturel qui s'était emparé de l'Assemblée à l'époque du jugement de Louis XVI, » il entreprendra, lui, dans les *Considérations*, puis dans sa *Correspondance*, si fourmillante d'idées, si prodigieuse de vie, une sorte d'histoire contemporaine de la Providence, une histoire qui dira comment les efforts des hommes « pour atteindre un objet, » — en l'espèce, « la destruction du christianisme et

(1) *Œuvres*, IX, p. 37.

(2) Ce détail a été révélé par une lettre de Maistre à d'Avaray, qu'a publiée M. Ernest Daudet (*Joseph de Maistre et le comte de Blacas*, p. 21-22).

de la monarchie, » — sont précisément « les moyens » qu'emploie Dieu « pour les en éloigner (1). »

De journée en journée, Maistre avait vu la Providence punir tous les révolutionnaires « comme un tribunal humain, en faisant tomber les grands coupables sous les coups de leurs complices; » il l'avait vue, par leur bras criminel, châtier un sacerdoce qui avait « besoin d'être régénéré, » et châtier « la dégradation morale de la noblesse. » « Il est doux, disait-il, au milieu du renversement général, de pressentir les plans de la Divinité (2). » Et durant le quart de siècle qui lui restait à vivre, cette douceur allait atténuer les amertumes de sa vie.

II. — LA PRATIQUE RELIGIEUSE DE MAISTRE ÉMIGRÉ

Mais ces amertumes trouvaient un autre apaisement dans sa pratique religieuse. Ceux-là mêmes qui se refuseraient à sentir que les pages des *Soirées* sur la prière émanent d'une âme qui priait, doivent désormais s'incliner devant le *Journal* inédit.

« J'apprends que mon fils est arrivé sain et sauf à Genève, y lisons-nous à la date du 9 mai 1793 : j'en rends de vives et humbles actions de grâces à Dieu. » A certaines étapes de ses déplacements, — 13 juillet 1794, 17 mai 1798, 1er janvier 1799, — Maistre note les endroits où il entendit la messe. La première confession de son fils (12 février 1797), la première communion de sa fille et de son fils (21 décembre 1798, 25 mars 1801), sont mentionnées. De temps à autre, dans les pages consacrées au séjour en Russie, de mystérieuses petites croix s'ajoutent à la mention de certaines fêtes : elles commémorent vraisemblablement des communions. Xavier de Maistre, à son arrivée à Pétersbourg, fut tellement prêché et pressé par Joseph, qu'il finit par grouper sur une grande feuille de papier, « en têtes de colonnes, » comme il disait, ses péchés fondamentaux et par s'en aller à confesse, après de longues années de négligence (3).

Sur la première et la dernière Pâques que célébra Maistre en Russie, nous avons deux textes curieux. En 1804, il note :

(1) *Œuvres*, I, p. 24 ; I, p. 143 ; I, p. 117.
(2) *Œuvres*, I, p. 13-15, 21, 148 et 40.
(3) Voir à ce sujet dans Descostes, *Joseph de Maistre avant la Révolution*, II, p. 319-321, le curieux récit de l'humoriste genevois Petit-Senn.

Pâques dans ce pays: j'ai communié de la main du général des Jésuites. Qui m'eût prédit cela il y a vingt ans m'aurait un peu surpris.

En 1816, le voilà mis en demeure de choisir, pour le matin de Pâques, entre Sa Majesté Dieu, dont sa conscience avait préparé l'audience, et Sa Majesté le Tsar, qui l'appelait à une revue. Allait-il, pour le Tsar, remettre un rendez-vous avec Dieu? Voici dans quels termes Maistre fit connaître son option : « Le ministre de Sardaigne, qui ne pouvait prévoir l'honneur qui lui est annoncé par le billet de Son Excellence M. le grand-maître des cérémonies, écrit aujourd'hui, se trouve avoir tout disposé pour remplir demain (jour de Pâques) des devoirs qui ne sauraient s'accorder avec le plus grand plaisir dont il puisse jouir dans cette capitale, — celui de voir Sa Majesté Impériale à la tête de ses braves, fidèles et brillantes troupes. Il prie donc Son Excellence M. le grand-maître des cérémonies de vouloir bien se charger de ses excuses, et il attend de la religieuse bonté de Sa Majesté Impériale qu'elle daignera les agréer (1). »

Ainsi s'encadre entre deux témoignages de dévotion pascale le séjour de Maistre à la Cour de Russie. Il était le contemporain de cette religiosité romantique dont nous avons dans *l'Allemagne* de Mme de Staël une description si vivante, et qui, plus éprise de sons que de vérités, croyait, en s'abandonnant au vague bercement des musiques d'Église, rendre hommage au divin; la piété de Maistre, esprit assez indépendant pour oser confesser que la musique l' « assassinait (2), » ne pouvait avoir rien de commun avec cette religiosité-là. Elle était, en son principe, l'hommage lige d'une pensée, l'adhésion féale d'une conscience : c'est en chevalier que cet homme s'agenouillait. Mme Swetchine a écrit de lui : « La foi était tellement devenue la propre nature de son esprit, que hors d'elle il ne pouvait consciencieusement admettre qu'ignorance, limites étroites, mauvais vouloir ou mystérieux châtiment. L'idée en lui réglait tout, et soumettait son cœur plus honnête et plus droit que naturellement pieux (3). »

Une intelligence et une volonté fermement attachées au ser-

(1) *Correspondance diplomatique*, éd. Blanc, II, p. 358.
(2) Descostes, *op. cit.*, II, p. 183.
(3) Falloux, *Mme Swetchine*, I, p. 400.

vice personnel de Dieu ; et puis, à l'arrière-plan, un cœur ardent, mais rigidement discipliné; spontané, mais se défiant de ses élans; également prompt à s'épanouir et à se surveiller; un cœur qui, lorsqu'il songe aux siens, ne se gonfle de tendresse que pour la mortifier: un cœur qui lorsqu'il monte vers Dieu se laisse trop tenir en respect par la vision de l'incommensurable distance, pour s'abandonner pleinement à la mystique jouissance du contact divin : tel nous apparaît Maistre devant la table eucharistique. Il s'y présente pour « remplir des devoirs. » Nul pharisaïsme, d'ailleurs, dans cette inféodation de tout son être : l'étiquette une fois observée, sa conscience ne se croit pas quitte, et la voici qui se met à nu, dans une lettre au jésuite Rosaven, comme une conscience de publicain : « Je ne vois jamais mourir nos véritables prêtres sans être tenté de désespérer de la canaille mondaine, *et quorum pars magna fui*. Ainsi, mon Révérend Père, je me recommande fortement à vos bonnes prières, pour cette bienheureuse fin (1). »

Nulle aridité, non plus, dans cette religion : croyons-en Xavier, écrivant en 1810 : « Rien ne détourne jamais mon frère de ses habitudes religieuses, non plus que de ses heures de travail. Cela va comme un chronomètre le plus parfait. Cet ordre et cette règle paraîtraient devoir entraîner de la sécheresse. Mais non, son cœur et son esprit ont toute leur fraîcheur (2). » Constance fait écho, lorsque, après la mort de son père, elle écrit à Guy de Place : « Tout ce qui était beau, noble, naturel, religieux, l'attendrissait et l'exaltait; il y avait tels psaumes, tels chapitres de l'Évangile, qu'il ne pouvait lire sans pleurer d'admiration (3). »

Devant un tel faisceau de témoignages, pourrait-on ne voir en Maistre qu'un gentilhomme policé, qui multiplie devant Dieu les révérences de civilité, et qui veut, par système politique, les imposer aux peuples? Le portrait d'une âme devient une offense, lorsqu'il se transforme en caricature.

(1) *Œuvres*, XIV, p. 86.
(2) Klein, *Correspondant*, 10 décembre 1902, p. 918.
(3) Constance à De Place, 28 mai 1821 (publié par M. Latreille, dans *la Quinzaine*, 16 juillet 1905, p. 156.)

III. — UN QUESTIONNAIRE AUX CONFESSIONS CHRÉTIENNES SUR LA RÉVOLUTION : LES RÉFLEXIONS SUR LE PROTESTANTISME

A Genève, puis à Lausanne, Maistre avait eu l'occasion d'observer le protestantisme et de méditer, mais les événements du jour l'obsédaient; en étudiant la Réforme, c'est à la Révolution qu'il songeait. Le 18 septembre 1797, il notait dans son *Journal* :

Il s'est fait en moi un changement extraordinaire : d'anciens goûts se fortifient, des idées vagues prennent de l'assise, des conjectures se tournent en certitudes. Aujourd'hui 18 septembre, je commence un ouvrage dont je ne connais pas encore le titre. Il me semble que je commence à entrevoir ma vocation.

Nous avons eu sous les yeux un attachant témoignage de cette vocation : c'est le volume : *Religion E*, dont les 810 pages manuscrites s'intitulent : *Fragments sur la religion, ou recueil d'extraits et de réflexions relatives à un ouvrage projeté, où le système catholique serait envisagé sous un point de vue nouveau. 1798-18...* » Maistre caressait donc dès 1798 l'idée d'une œuvre d'apologétique dont le « point de vue » serait « nouveau. » C'était le moment où nos armées contraignaient Charles-Emmanuel à l'abdication; c'était l'heure de crise dont Maistre écrira : « Dans le vrai, je suis mort en 1798, les funérailles seules sont retardées (1). » Mais non, il n'était pas mort; l'activité de sa pensée religieuse lui devenait garante d'une *Vita nuova*.

Les pages commencées en septembre 1797 furent probablement ces *Réflexions sur le protestantisme dans son rapport avec la souveraineté*, qui portent la date : « Turin, 1798. » Maistre interpellait sur le chaos révolutionnaire les deux confessions chrétiennes. Or il lui semblait que Rome répondait : La révolte n'est jamais permise, et que la nature même du catholicisme le rendait « l'ami, le conservateur, le défenseur le plus ardent, de tous les gouvernements. » Mais tout au contraire, il considérait que la Réforme, « née rebelle, était l'ennemie mortelle de toute espèce de souveraineté, » qu'elle cousinait avec le jacobinisme, et qu'elle n'était que « le sans-culottisme de la religion (2). »

M. Ernest Seillière définit la philosophie politique de

(1) *Œuvres*, X, p. 415.
(2) *Œuvres*, VIII, p. 90-97.

Maistre « un mysticisme aristocratico-monarchique (1), » et cette définition répond bien à la doctrine qu'esquissait dès 1794 l'*Étude sur la souveraineté* : puisque la souveraineté politique, comme la souveraineté ecclésiastique, est un fait d'origine religieuse et d'ordre religieux, un système logique s'édifiait dans la pensée de Maistre, d'après lequel l'une et l'autre devaient trouver les mêmes défenseurs et redouter les mêmes détracteurs; et plus tard il pronostiquera que si les princes du XVIe siècle avaient « établi le protestantisme pour voler l'Église, » on verrait ceux du XIXe rétablir l'Église pour « raffermir leurs trônes, mis en l'air par les principes protestants, » et que la conversion des protestants commencerait par les princes (2).

Imaginez un diptyque : d'une part, un pape, dressant devant les trônes sa silhouette protectrice; d'autre part, derrière Luther et Calvin qui prêchent, des trônes effondrés, des couronnes gisantes. Maistre s'éprend de ce parallèle, il s'y complaira toujours. Eh bien oui! proclame depuis cent ans une certaine apologétique protestante, la Réforme fut effectivement la mère légitime des libertés modernes. Et cette apologétique cite Théodore de Bèze, et Jurieu, et les Genevois du XVIIIe siècle; elle arbore le pavillon du *Mayflower* portant jusqu'en Amérique des âmes dites rebelles parce que libres; et puis, acceptant ainsi comme un honneur ce que Maistre alléguait comme une flétrissure, elle se retourne contre le catholicisme pour dénoncer en lui l'auxiliaire systématique des tyrannies.

Mais voilà retentir, en plein XIIIe siècle catholique, dans un livre qui n'est rien de moins que la *Somme*, la voix de saint Thomas d'Aquin, proclamant tyrannique le gouvernement qui sert les intérêts du chef au détriment de la nation, et déclarant que renverser un tel gouvernement n'est pas une sédition, à moins que de cette révolution faite à contretemps ou mal conduite il ne résulte plus de mal que de bien pour la nation. Le Jésuite Suarez, au début du XVIIe siècle, autorise la nation à déposer et à chasser, « sur l'avis conforme des cités et des grands, » le Roi légitime qui gouverne tyranniquement : car le droit naturel, explique-t-il, permet de repousser la violence par la violence; et puis le cas de résistance légitime, indispensable au salut de la société, est toujours inclus dans le

(1) Lecture à l'Académie des sciences morales et politiques, 1920.
(2) *Œuvres*, XIII, p. 189, et II, p. 525.

contrat par lequel la nation a transféré son pouvoir au Roi (1).

Or en face de ce Jésuite un théologien se dressa, pour représenter dans sa plus abrupte rigueur la doctrine de l'absolutisme royal : c'était un fils spirituel de la Réforme, le roi d'Angleterre Jacques Iᵉʳ. Et l'on se tromperait en prêtant à tout le protestantisme français du XVIIᵉ siècle les doctrines d'un Jurieu sur la souveraineté du peuple : ce serait oublier les déclarations théologiques sur le droit divin des rois, faites en 1659 au synode national de Loudun, et le *Traité du pouvoir absolu des souverains*, que publiait, l'année même de la Révocation de l'édit de Nantes, le pasteur Merlat (2).

Au demeurant, par une construction de l'esprit, analogue à celle que sous nos regards Maistre édifie, on pourrait soutenir, au rebours de Maistre, que les réformateurs du XVIᵉ siècle, ayant trop souvent favorisé la dictature des princes sur leurs Églises, laissèrent ainsi s'éclipser la distinction même entre César et Dieu, apportée dans le monde par le christianisme, et que sur les ruines de cette distinction devaient nécessairement s'épanouir des absolutismes religieux tels que celui de la vieille cité genevoise, des absolutismes politiques tels que celui des Hohenzollern. Et dans ces conclusions, comme dans celles de Maistre, il y aurait une part de vérité, mais rien qu'une part. Car les exactes nuances de l'histoire ne s'asservissent pas forcément aux conclusions du raisonnement; elle ne serait pas ondoyante et diverse, comme l'homme lui-même, si le jeu des libres volontés y était passivement gouverné par le jeu de la dialectique, tel le corollaire qu'un théorème commande.

Maistre cite parfois Suarez et souvent Bellarmin (3); mais par son insistance à présenter le catholicisme comme le champion systématique de la souveraineté politique, il s'apparente

(1) Voir les textes dans Féret, *Le pouvoir civil devant l'enseignement catholique* (Paris, Perrin, 1888), et l'épilogue de notre livre : *Une ville Église : Genève*, (Paris, Perrin, 1919). Dès le onzième siècle, le théologien alsacien Manegold, commentateur de la pensée de Grégoire VII, frappe de déchéance le roi qui devient tyran (Fliche, *Saint Grégoire VII*, p. 105-107. Paris, Gabalda, 1921).

(2) Frank Puaux, *Les défenseurs de la souveraineté du peuple sous le règne de Louis XIV*, p. 13-14 et 23-25 (Paris, Fischbacher, 1917).

(3) Bellarmin est déjà cité dans l'*Étude sur la souveraineté* (*Œuvres*, I, p. 389), et dans une lettre à Blacas, au début de 1812, Maistre dit de lui qu'il « n'a point de supérieur, pas même Bossuet. » (Daudet, *Joseph de Maistre et Blacas*, p. 154.) Pour Suarès, voir *Œuvres*, VIII, p. 216.

sans le vouloir aux théologiens gallicans qui soutinrent le droit divin des rois. Une familiarité plus intime avec l'institution de la Papauté l'amènera, dans le livre du *Pape*, à glorifier la Papauté du moyen âge comme faisant équilibre aux souverainetés temporelles et leur servant de « frein (1) ; » il aimera marquer les limites imposées à l'absolutisme humain par ce vicariat de l'absolutisme divin. Mais tout en même temps il continuera de vouloir arc-bouter contre l'édifice séculaire de l'Église la fragilité branlante des trônes : « Il faut que la religion refasse la monarchie, écrira-t-il à Bonald, et c'est ce qui arrivera, malgré toutes les apparences contraires (2). » Passer outre aux « apparences contraires, » ce sera, d'un bout à l'autre du XIXe siècle, l'erreur des *ultras*.

Un jour Léon XIII constatera que par leur prolongation, par leur constante récidive, ces « apparences contraires » ont pris l'éclat d'évidences ; et l'archaïsme politique qui voulait lier la religion et la « légitimité » sera définitivement disgracié. Mais la pensée de Maistre avait une telle richesse de nuances, une telle ampleur d'horizons, que ces *ultras* mêmes qui le citaient comme leur père intellectuel eussent pu prévoir, en le lisant, l'échec de leurs illusions. N'avait-il pas écrit en 1809 : « Tous nos projets nous échappent comme des songes... J'ai conservé, tant que j'ai pu, l'espoir que les fidèles seraient appelés à rebâtir l'édifice, mais il me semble que de nouveaux ouvriers s'avancent dans la profonde obscurité de l'avenir, et que S. M. la Providence dit : *Ecce nova facio omnia* (3). » Et si Dieu se montrait plus novateur que Maistre, comment Maistre, à l'avance, n'eût-il pas été soumis ?

IV. — COMMENT PIE VII RÉVOLTA MAISTRE ET COMMENT LES JÉSUITES L'APAISÈRENT

Maistre, en 1804, eut une atroce secousse. On annonçait que Pie VII allait sacrer Napoléon; on concluait que religion et légitimité divorçaient; l'Église, protectrice des souverainetés, allait couronner celui qui les bousculait toutes. Une lettre latine, partie de Pétersbourg avec l'approbation du Tsar, représentait

(1) *Œuvres*, II, p. 253-257.
(2) *Œuvres*, XIV, p. 111, cf. XII, p. 433.
(3) *Œuvres*, X, p. 405-406.

au Pape que sa résistance aux avances de Bonaparte serait avantageuse, en Russie, à l'Église catholique : elle était signée, nous dit Maistre, de « l'homme du monde catholique qui était le plus dévoué au Pape par son serment, » — apparemment le Père Gruber, général des Jésuites. L'auteur de cette épître n'en reçut aucunes nouvelles et ne sut que plus tard qu'elle n'était point parvenue à destination (1). Cependant les échos de Rome, ceux de Paris soulevaient dans l'âme de Maistre des colères que certainement il croyait saintes. « Je souhaite au Pape de tout mon cœur la mort, de la même manière et par la même raison que je la souhaiterais aujourd'hui à mon père, s'il devait se déshonorer demain. » Les « forfaits d'un Alexandre VI » lui paraissaient « moins révoltants que cette hideuse apostasie de son faible successeur. » Il parlait de l' « ivresse » du Pape ; et « de tout son cœur » il eût voulu, — c'est au roi de Sardaigne qu'il l'écrivait, — « que le malheureux pontife s'en allât à Saint-Domingue pour sacrer Dessalines, et qu'il « se dégradât jusqu'à n'être plus qu'un polichinelle sans conséquence (2). »

Mais dans une lettre de 1806 les sévérités s'atténuaient ; et lorsque en 1808 résonnait partout cette grande phrase : « Le Pape fera tout ce que Bonaparte voudra, » Maistre déclarait « penser bien autrement, » et croire le Pape « inébranlable. » Le détracteur de Pie VII était devenu son avocat ; l'avocat, en 1809, devint un admirateur, qui célébrait « l'intrépide conduite » du pontife. Quelle audace avaient eue les Anglais, de traiter Pie VII de marionnette ! Maistre protestait, oubliant son propre mot de polichinelle. Quant au sacre, il ne cachait plus désormais qu'à cet égard même il commençait d'excuser Pie VII comme le faisaient « les janissaires du Saint-Père (3). »

Ces « janissaires, » c'étaient les Jésuites, maîtres de son adolescence, amis de son exil. « Eux seuls, avait-il écrit dès 1794, auraient pu empêcher la Révolution. » Et les voyant survivre à la ruine de leur ordre et fournir vingt et une victimes aux massacres de septembre, il les avait comparés à « ces animaux vivaces dont les membres, divisés par le couteau du physiologiste, semblent se partager la vie qu'ils possédaient en commun,

(1) *Œuvres*, IX, p. 346.
(2) *Œuvres*, IX, p. 250, 290-291, 328-329.
(3) *Œuvres*, X, p. 193 ; XI, p. 44 et 283-285.

et présentent encore à l'œil étonné les phénomènes de la nature vivante (1). »

Or voilà qu'il retrouvait les Jésuites, et qu'il les retrouvait associés, dans le seul point du monde où grâce à Catherine II et à Paul Ier ils eussent pu survivre comme membres d'un corps organisé : la Russie. Et ceux-ci « faisaient pour lui l'impossible, » lui prodiguaient toute « politesse imaginable, » et souvent il prenait « le *caffé* » avec leur général (2). »

« Mon grand-père les aimait, mon père les aimait, ma sublime mère les aimait, je les aime, mon fils les aime, son fils les aimera, si le Roi lui permet d'en avoir un. » Ainsi Maistre parlait-il des Jésuites à son beau-frère Saint-Réal, qui, lui, ne les aimait pas (3). « Sans cette dame qui est là à côté de moi, dira-t-il plaisamment en 1818 à l'abbé Vuarin, je me ferais Jésuite, mais elle ne veut pas se faire religieuse (4). » Une autre fois, se rappelant apparemment ses complaisances de jeunesse pour la pensée de Rousseau, il écrivait : « Je dois aux Jésuites de n'avoir point été un orateur de l'Assemblée constituante (5). » Et dans l'*Essai sur le principe générateur*, qui est de 1809, Maistre rêvait d'une statue de saint Ignace, dressée « dans quelque ville opulente assise sur une antique savane, » et libellait l'inscription du piédestal : *A l'Osiris chrétien* (6).

Pouvait-il mieux témoigner à ces Jésuites sa déférence intellectuelle, qu'en adhérant finalement à toutes les nuances de leur jugement sur le sacre de 1804, sur ce geste papal qui avait offusqué, à vif, toutes les susceptibilités de Maistre, comme si tout un pan de sa doctrine politique s'était senti sapé ?

V. — MAISTRE EN CHASSE DE DOCUMENTS : L'APPEL INÉDIT DE 1805 AU CHEVALIER DE H...

Au demeurant, même en ses heures de grande colère contre le Pape, Maistre n'avait nullement abdiqué ses desseins d'apo-

(1) *Œuvres*, I, p. 392-393.
(2) *Œuvres*, XII, p. 138. — Descostes, *Correspondant*, 25 juillet 1899, p. 249.
(3) *Œuvres*, XIII, p. 426. De fait, Rodolphe de Maistre, dont l'éducation religieuse avait jadis été confiée par Maistre à un ancien Jésuite (*Journal*, 23 janvier 1800), aima beaucoup les Jésuites à son tour, puisqu'une manifestation qu'il risqua dans la presse en leur faveur le fit révoquer, en 1848, de ses fonctions de gouverneur de Nice (Margerie, *Joseph de Maistre*, p. 422-425).
(4) *Œuvres*, XIV, p. 124.
(5) *Œuvres*, XIII, p. 204.
(6) *Œuvres*, I, p. 272.

logiste. Le volume : *Religion E*, en 1805, nous le montre, préoccupé de battre les protestants avec leurs propres armes, c'est-à-dire avec des citations de leurs auteurs. Nous y trouvons un Mémoire que le 7 décembre 1805 Maistre remit à « M. le chevalier de H... » en vue de ce travail. Il sollicitait l'aide d'un catholique allemand, pour obtenir des citations de textes allemands; il voulait des originaux « fidèlement transcrits, » et que le titre de l'ouvrage, le format, le chapitre et la page fussent cités avec une « exactitude superstitieuse ; » et ces exigences dénotent, chez l'auteur du *Pape*, une sévère méthode (1). Il lui fallait, d'abord, des textes protestants favorables au catholicisme, et puis des textes « montrant l'embarras où se trouvent les Églises protestantes, faute d'avoir un point fixe. » Une autre série de citations devait avoir trait aux conséquences du protestantisme. Que devenait, en pays de Réforme, l'éducation? Maistre réclamait des détails sur l'état de la moralité dans les universités; et certains passages de ses écrits sur la Russie attestent qu'il les obtint (2). Que devenait, en pays de Réforme, l'unité de la société civile ? Maistre ici, construisant une théorie, demandait des preuves empiriques :

L'effort inévitable du système protestant est de faire diverger l'opinion, et par conséquent de s'opposer à l'unité nationale, même dans les lettres et la philosophie. Dans un pays livré à ce système, on dira le pour et le contre sur des objets qui réunissent ailleurs les opinions. Les principes seront dans une fluctuation sensible; un auteur, porté aux nues il y a vingt ans, aujourd'hui sera oublié, etc., etc. Si l'effet existe on doit s'en apercevoir, et si l'on s'en aperçoit on doit s'en plaindre. Il faudrait voir sur les lieux mêmes si cette mine mérite d'être creusée.

Et Maistre, enfin, voulait faire interpeller, sur les bords de la Sprée, philosophes et théologiens.

Les philosophes de l'Allemagne protestante ayant ouvertement attaqué le christianisme dans ces derniers temps, on désirerait dans ce genre une collection des traits les plus frappants. On désirerait surtout mettre dans tout son jour la secte de Kant et n'avoir à citer que les écrivains les plus marquants.

Mais les théologiens protestants sont bien autrement importants

(1) Voir à ce sujet Dudon, *Études*, 20 octobre 1906, p. 147-150.
(2) *Œuvres*, VIII, p. 192 et 271.

que les philosophes. On peut dire de ceux-ci qu'ils ont suivi l'impulsion générale de leur siècle, et que ceux de France ou d'Angleterre ont tout aussi mal fait. Il n'en est pas de même des théologiens dont les erreurs sont une suite naturelle et *prédite* du système protestant. Il faut donc montrer la corruption de la théologie protestante devenue tout à fait socinienne et déiste. Il faut signaler ces exégèses allemandes qui font disparaître entièrement l'inspiration des Livres saints et mesurent tout au compas écrit de la raison humaine. Un théologien allemand a fait un livre intitulé : *Mythologie hébraïque de l'Ancien et du Nouveau Testament, comparée à celle des autres peuples.* C'est un étrange livre de la part d'un théologien, et peut-être il fournirait quelques lignes *brillantes*. On recommande par-dessus tout Herder, et parmi ses ouvrages les *Lettres orientales*.

Le regard inquisiteur que, dans cette lettre, Maistre jetait sur la pensée germanique, ne devait plus s'en détacher. Il y avait un coin d'Allemagne vers lequel s'envolait volontiers son imagination curieuse : c'était cette bibliothèque de Hanovre qui conservait, — Maistre le savait depuis 1796, — un manuscrit de Leibnitz, où s'exprimait l'adhésion du philosophe à la notion catholique de l'Eucharistie. Maistre, en 1810, essayait, vainement d'ailleurs, de se le faire communiquer, et se berçait de l'espoir que ces pages du « plus grand des protestants » rapprocheraient peut-être du catholicisme l'orthodoxie luthérienne (1).

VI. — L'ÉVOLUTION DES JUGEMENTS DE MAISTRE AU SUJET DE L'ILLUMINISME

L'influence des Jésuites et sa familiarité croissante avec les courants intellectuels de l'Allemagne modifièrent les jugements de Maistre sur l'illuminisme. Lorsqu'étaient parus les *Mémoires* de l'ancien Jésuite Barruel *pour servir à l'histoire du Jacobinisme*, Maistre, à Cagliari, les avait lus : un manuscrit de six grandes pages, très denses, nous le montre, en 1801, courbé sur ce livre, en copiant certaines phrases qui lui déplaisent, et débridant sa mauvaise humeur. Barruel insinuant que les maçons avaient raison de se réclamer des Templiers puisqu'ils étaient « leurs pareils par l'impiété, leurs pareils par les com-

(1) *Œuvres*, XII, p. 474 et 486; XIII, p. 27; XIV, p. 115. Sur ce manuscrit, qui faillit un instant être publié par Bonald et qui fut finalement publié par les Sulpiciens, voir Méric, *Histoire de M. Emery*, II, p. 367-369 (Paris, Poussielgue, 1895).

plots, » Maistre évoquait le souvenir de tant de maçons « exilés et ruinés pour le Roi ». Barruel accusant le « maçon martiniste » de « copier Manès et les Albigeois, » Maistre commentait :

Jamais un homme d'esprit n'a rien écrit de plus sot : tout ce que l'auteur dit de M. de Saint-Martin est si faux, si calomnieux, qu'on a droit d'en être étonné. Quant à l'accusation de manichéisme, faite à cet écrivain, elle cesse d'être calomnieuse à force d'être ridicule.

Barruel imputant à la maçonnerie et à l'illuminisme les crimes des révolutionnaires, Maistre, dans les *Mélanges B*, se déclarait d'accord avec tous ceux qui avaient écrit contre ces « coquins ; » mais c'est parce que révolutionnaires, et non parce qu'illuministes, qu'il les réputait malfaisants, et il continuait de nier que l'esprit révolutionnaire fût fils de l'illuminisme.

Le germe des maladies morales est dans l'âme comme celui des maux physiques dans le corps, sans se montrer. A voir un malheureux couvert d'une petite vérole confluente, on a peine à croire que ce soit le même homme qu'on a vu quelques jours auparavant brillant de santé. Quand on voit les exploits de Robespierre ou de Carrier, on dit : il faut que ces âmes aient été préparées de loin dans les loges secrètes. Point du tout : c'est la petite vérole.

Enfin, non sans quelque dédain, Maistre écartait certaines suspicions de Barruel :

Si ces gens étaient si redoutables avec leur *aqua tophana*, comment le docteur Zimmermann, comment Barruel et tant d'autres ont-ils pu écrire impunément contre ces Messieurs ?

Mais huit ans se passaient, et dans le onzième entretien des *Soirées de Saint-Pétersbourg*, dont le premier jet paraît remonter à 1809, Maistre parlait de « ces hommes coupables qui osèrent de nos jours concevoir et même organiser en Allemagne, par la plus criminelle association, l'affreux projet d'éteindre en Europe le christianisme et la souveraineté. » « L'illuminisme d'Allemagne n'est pas autre que le calvinisme conséquent (1), » redisait-il en 1810 ; et puis, en 1811, dans les *Quatre chapitres sur la Russie*, c'est vers le gouvernement même du Tsar que montait sa voix, pour dénoncer, à l'écart de la maçonnerie anglaise, à l'écart du martinisme, « une troisième classe d'illu-

(1) *Œuvres*, V, p. 229, et VIII, p. 215.

minés, très mauvaise, très dangereuse, très active, et sur laquelle on ne saurait trop appeler l'attention des gouvernements, » secte « beaucoup plus féroce en Allemagne qu'ailleurs, parce que le venin protestant a son principal foyer dans ces contrées. » Insistant sur l'illuminisme bavarois, il expliquait :

Son chef est connu, ses crimes, ses projets, ses complices et ses premiers succès le sont aussi; les règlements de la secte ont été saisis, publiés par le gouvernement, et imprimés de nouveau par l'abbé Barruel dans son intéressante *Histoire du Jacobinisme.*

Et tout comme Barruel, Maistre accusait maintenant cet illuminisme d'avoir « déclaré une guerre à mort à tout ce que nous avons cru et respecté jusqu'à présent, » et lui imputait « certains crimes commis depuis quelque temps (1). »

A Cagliari, tout en se rendant compte, — comme l'avouait dès 1793 son mémoire à Vignet des Étoles, — qu'il « ignorait » les « sociétés mystérieuses » de l'Allemagne, Maistre avait dédaigné les renseignements de Barruel; à Pétersbourg, il leur accordait créance. Parmi les 284 Jésuites qu'abritait en 1805 la Russie, un certain nombre étaient d'origine allemande (2) : ils purent raconter à Maistre le procès qui s'était déroulé, en 1786, contre l'illuminisme bavarois, et dont Weishaupt avait alors accusé les « anciens Jésuites » d'être les instigateurs (3); ils le persuadèrent, sur le tard, du crédit mérité par Barruel.

Mais à l'égard même du martinisme, le Maistre qui dans les dixième et onzième entretien des *Soirées* « fait entrer un cours complet d'illuminisme moderne (4) » diffère notablement de celui qu'un premier article nous a fait connaître. Le profès de la loge de Chambéry, l'interlocuteur et lecteur de Saint-Martin, s'était longtemps figuré pouvoir, dans la maçonnerie même, apprendre quelque chose sur le christianisme. Il pensait alors, comme le Sénateur des *Soirées*, que les obscurités de l'Écriture invitent l'illuminisme à creuser ces abîmes de la grâce

(1) *Œuvres*, VIII, p. 330-332.

(2) Zalenski, *Les Jésuites de la Russie Blanche*, trad. Vivier, I, p. 423 et II. p. 449-476 (Paris, Letouzey).

(3) Sur l'autorité de Barruel, voir, à l'encontre des critiques de M. Le Forestier, *les Illuminés de Bavière*, p. 488, les observations du P. Dudon, *Études*, 20 janvier 1919, p. 178-195. Dès 1786, notre ministre en Bavière et son secrétaire divergeaient d'avis au sujet de la portée politique de l'illuminisme.

(4) Maistre à De Place, 11 déc. 1820 (Latreille, *Revue Bleue*, 30 mars 1912, p. 396).

et de la bonté divine, et que l'attente d'un événement extraordinaire, dans laquelle vit le monde, suscite tout naturellement l'esprit prophétique. Il n'aurait pas protesté en entendant le Chevalier observer que « l'homme semble de nos jours ne pouvoir plus respirer dans le cercle antique des facultés humaines, » en l'entendant demander pourquoi dès lors l'objet le plus important pour l'homme demeurerait interdit à l'audace de sa pensée. Mais le Maistre de l'an 1809 s'incarne personnellement dans un troisième interlocuteur : le Comte.

Au Chevalier qui, pour cesser de balancer entre illuminisme et scepticisme, veut « une règle, » le Comte répond :

« Vous ressemblez à un homme plongé dans l'eau, qui demanderait à boire. Cette règle existe, elle vous touche, elle est universelle. Sans elle, impossible de marcher ferme, à égale distance de l'illuminisme et du scepticisme. » Et puisque cette règle existe, le Comte s'élève contre toute « recherche téméraire, capable de produire des maux infinis. » C'est ce qui m'a, continue-t-il, « rendu toujours suspects et même odieux, je l'avoue, tous les élans spirituels des illuminés... » Mais à mesure que parle le Sénateur, à mesure qu'il parle comme jadis avait pensé Maistre, le Comte à son tour, apparemment remué par ses propres souvenirs, devient moins sévère qu'au commencement de la causerie; et le voici qui relève, dans les écrits martinistes, des « choses vraies, raisonnables et touchantes, » et qui rappelle l'instruction, et la sagesse, et l'élégance de Saint-Martin, et puis il confesse : « Ces hommes, parmi lesquels j'ai eu des amis, m'ont souvent édifié; souvent ils m'ont amusé, et souvent aussi... Mais je ne veux point me rappeler certaines choses. Je cherche au contraire à ne voir que les côtés favorables. »

D'un quart d'heure à l'autre, l'accent du Comte a changé. Il peut se passer, lui, de l'illuminisme, et volontiers dirait-il qu'étant catholique il sait sur l'au-delà tout ce qu'on doit savoir. « Tandis que les pieux disciples de Saint-Martin, dirigés, suivant la doctrine de leur maître, par les véritables principes, entreprennent de traverser les flots à la nage, je dormirai en paix dans cette barque qui cingle heureusement à travers les écueils et les tempêtes depuis mille huit cent neuf ans. »

Mais songeant à tous ceux qui n'étaient pas les passagers de cette barque, il ajoute :

« Cette secte peut être utile dans les pays séparés de l'Église,

parce qu'elle maintient le sentiment religieux, accoutume l'esprit au dogme, le soustrait à l'action délétère de la Réforme, qui n'a plus de bornes, et le prépare pour la réunion. »

Ainsi se formulait, au sujet de l'illuminisme, le jugement final de Maistre. « En pays non catholiques, redisait-il dans son quatrième *Chapitre sur la Russie*, l'illuminisme préserve les hommes d'une sorte de matérialisme pratique très remarquable à l'époque où nous vivons, et de la glace protestante, qui ne tend à rien moins qu'à geler le cœur humain. » — « Les sociétés secrètes, expliquait-il en 1815 au comte de Bray, sont détestables chez nous, parce qu'elles attaquent notre principe fondamental de l'autorité; mais chez toutes les nations séparées, je les tiens pour infiniment utiles, parce qu'elles maintiennent la fibre religieuse de l'homme dans toute sa fraicheur, et qu'elles tiennent l'esprit en garde contre le *riénisme* protestant. » (1)

Maistre parlait des « nations séparées. » Mais l'humanité du XVIIIe siècle ne s'était-elle pas comportée, en face de l'Église, comme une humanité « séparée? » De Bayle à d'Holbach, les négations religieuses avaient familiarisé les âmes, même en terres catholiques, avec un certain « matérialisme pratique, » avec un certain « riénisme. » Le martinisme, dès lors, n'avait-il pu exercer sur elles une influence heureuse? On avait d'ailleurs entendu, aux alentours de 1780, certaines voix maçonniques dénoncer le rite écossais comme servant d'instrument à des jésuites déguisés (2). Sans adhérer à cette bouffonne hypothèse, Maistre avait du moins le droit de penser qu'à un certain moment du siècle, les illuminés martinistes avaient pu rendre à la génération que les philosophes avaient voulu éloigner du christianisme les mêmes services que, sous d'autres latitudes, l'illuminisme rendait aux chrétiens détachés de Rome.

Il se ressouvenait, en fait, de sa propre histoire intellectuelle. « J'en suis demeuré à l'Église catholique romaine, écrira-t-il en 1816, non cependant sans avoir acquis (dans l'illuminisme) une foule d'idées dont j'ai fait mon profit. » (3) Il savait toujours gré au martinisme d'avoir contribué à le mettre en garde contre le pyrrhonisme du XVIIIe siècle; mais on ne

(1) *Œuvres*, VIII, p. 330; XIII, p. 28 et 291.
(2) Le Forestier, *op. cit.*, p. 186. On retrouvera cette allégation, en 1797, dans le livre du maçon anglais Robison. (Le Forestier, *op. cit.*, p. 678.)
(3) Margerie, *Le comte Joseph de Maistre*, p. 431.

discernait plus, en lui, ces élans de curiosité qui jadis cherchaient en marge de l'Église, en dehors d'elle, un surcroît de lumières sur l'âme et sur Dieu ; il avait cessé de croire que la gnose illuministe, même élaborée par des adversaires du sacerdoce, pouvait ajouter au *Credo* quelques richesses.

Une évolution s'était faite, dont le point de départ pourrait bien être cette ligne que nous avons relevée dans les *Mélanges B* : « Le premier caractère d'une religion vraie est de reposer sur l'autorité, » ligne datée du 15 juillet 1798, c'est-à-dire d'une année qui fut, l'on s'en souvient, décisive pour Maistre. Douze ans plus tard, il confiait à une dame russe que, s'il était permis d'établir des degrés d'importance parmi les choses d'institution divine, il placerait la hiérarchie avant le dogme, tant elle est indispensable au maintien de la foi (1). » La hiérarchie avant le dogme ! Donc, à plus forte raison, la hiérarchie avant l'illuminisme ! Le souci des droits de l'autorité avait définitivement mortifié le long attrait de Maistre pour la spéculation religieuse. Pour accroître de quelques rayons cette lumière naturelle qui éclaire tout homme venant en ce monde, Maistre ne recourait plus qu'à l'Évangile souverainement interprété par l'Église. Et toutes ses aspirations catholiques, celle qui de tout temps l'avait porté vers la réunion des Églises, et celle qui s'attachait, maintenant, à l'affermissement du Siège de Pierre, allaient s'exalter dans le spectacle de la Russie, de ses misères spirituelles, de ses germes apparents de renouveau.

VII. — UN COUP D'ŒIL DE MAISTRE SUR LA RUSSIE RELIGIEUSE

L'horizon russe, dès 1803, lui fut éclairé par un « homme véritablement extraordinaire, théologien, médecin, chimiste, mécanicien, opticien, etc., homme d'État de plus, et fait pour être le ministre d'un grand prince (2), » le Père Gruber, général des Jésuites. Paul Ier, « pour arrêter le flot de l'impiété, de l'illuminisme et du jacobinisme, » avait, à l'automne de 1800, installé Gruber et ses confrères à l'université de Vilna. « Je suis catholique de cœur, lui avait-il dit, tâchez par vos discours de

(1) *Œuvres*, VIII, p. 142.

(2) *Œuvres*, XIII, p. 337. Pour l'intelligence des écrits de Maistre au sujet de la Russie, le tome V de la grande œuvre historique du P. Pierling : *la Russie et le Saint-Siège* (Paris, Plon, 1912), rend les plus précieux services.

persuader mes évêques. » Mais au moment même où Pie VII, parlant au diplomate russe Lizakewicz, se déclarait prêt à se rendre lui-même à Saint-Pétersbourg pour conférer avec le Tsar, Paul I[er] n'était plus qu'un cadavre déchiqueté (1).

Que fût-il advenu s'il eût vécu? On a peine à se représenter sous les traits d'un néophyte de Rome ce tyranneau libertin qui avait un jour eu la lubie de vouloir lui-même célébrer la messe et « se croyait sûr de s'établir le confesseur de sa famille et de ses ministres (2). » Mais en écoutant Gruber, en écoutant Serracapriola, le ministre du roi de Naples, qui avait été mêlé, lui aussi, aux négociations entre le Tsar et Rome (3), en écoutant l'ambassadeur papal Arezzo (4), Maistre devait garder l'impression qu'il y avait eu, sur le trône de Russie, un catholique de désir, et que dans la société russe, même dans le clergé, certains regards se portaient vers Rome. Et tous ces interlocuteurs de Maistre ignoraient d'ailleurs que le ministre de Russie à Rome, Boutourline, dans une dépêche à son gouvernement, raillait « le chimérique de la réunion des deux Églises » et cherchait le moyen de tirer parti de « cette marotte du Saint-Siège » pour obtenir du Pape des concessions (5).

Maistre, en 1797, avait écrit, dans les *Considérations*, que tout vrai philosophe, suivant le parti qu'il aurait pris sur la vérité du christianisme, devrait « opter entre ces deux hypothèses, ou qu'il va se former une nouvelle religion, ou que le christianisme sera rajeuni de quelque manière extraordinaire (6). »

Ayant opté, lui, pour la seconde supposition, et cherchant dès lors les symptômes d'un « rajeunissement » chrétien, cause finale de la Révolution, il lui plaisait d'entendre dire que, sans l'assassinat d'un Tsar, le siècle naissant aurait peut-être, déjà, restitué l'âme russe au bercail romain. Était-ce là l'épisode « extraordinaire » que tôt ou tard Dieu montrerait au monde?

(1) Pierling, *op. cit.*, V, p. 289-334.

(2) Comte Fédor Golovkine, *La Cour et le règne de Paul I[er]*, p. 149 (Paris, Plon, 1905). — Gagarin, *Religion et mœurs des Russes : Anecdotes recueillies par le comte Joseph de Maistre et le P. Grivel, S. J.*, p. 99 (Paris, Leroux, 1879).

(3) Pierling, *op. cit.*, V, p. 188 et suiv.

(4) Pierling, *op. cit.*, V, p. 319 (note d'Arezzo, qui trouvait Maistre « plein de connaissances, mais plein aussi de vanité et d'idées fausses. » V. p. 364).

(5) Pierling, *op. cit.*, V, p. 398.

(6) *Œuvres*, I, p. 61.

Il était, à son arrivée à Pétersbourg, politiquement découragé, écrivant à l'évêque La Fare qu'il n'y avait « plus moyen de se fier même à une espérance déterminée, » que « pour bâtir il fallait des pierres et qu'il n'y en avait plus (1). » Mais le catholique, en Maistre, allait consoler les déceptions du légitimiste : Maistre allait prêter aide à Dieu, pour accélérer ainsi la clôture providentielle de l'« époque » révolutionnaire.

Quel chaos que cette Russie ! A la tête de onze millions de catholiques romains, un métropolitain qui depuis trente ans trompait le Pape, Siestrzencewicz : il déduisait de certains textes de saint Paul la suprématie du Tsar sur toutes les Églises de son empire, et s'accordait à merveille avec l'esprit joséphiste de la haute chancellerie impériale. Maistre, en face de l'établissement catholique, apercevait une vaste « tribu de Lévi, un peu moins considérée que l'ancienne, fils d'esclaves ou fils de prêtres. » C'était le clergé de l'Église orthodoxe, — de l'Église photienne, comme il aimait à dire, pour que cette Église, « continuellement rappelée à son origine, y lût constamment sa nullité. » Sur l'ignorance de ces prêtres, sur leur ébriété, sur les sacrements bâclés ou profanés, sur les railleries, parfois accompagnées de corrections, qu'infligeaient à ce clergé les fidèles des hautes classes, Maistre collectionnait les anecdotes. En façade, l'État se targuait d'être chrétien; en fait, Maistre constatait que les soldats, le jour de Pâques, étaient, au nombre de trente mille, écartés de la messe par des parades militaires, et qu'on les traînait ivres, quelque autre jour, vers la table eucharistique. Faute de courage ou de foi, les métropolitains toléraient ce laisser-aller : celui de Pétersbourg, Ambroise, faisait l'effet à Maistre d'être homme à « donner les quatre Évangiles pour un dîner chez l'Empereur (2). » A mesure qu'il observait la Russie religieuse, « la plus mystérieuse des nations (3), » Maistre se pénétrait de cette idée que « le principe chrétien y était trop faible, trop défiguré, pour avoir pu pénétrer la pâte asiatique, » et que le « caractère européen, résultant du mélange de la chevalerie avec le christianisme, n'avait jamais traversé la

(1) Lettre du 20 juillet/2 août 1803, publiée par M. Louis Arnould dans son livre : *La Providence et le bonheur d'après Bossuet et Joseph de Maistre*, p. 192-193 (Société française d'imprimerie, 1917), qui est une excellente interprétation du « providentialisme » de Maistre.

(2) *Religion et mœurs des Russes*, p. 12 et 21-27; *Œuvres*, II, p. 464 et XI, p. 236.

(3) Note supprimée dans le livre du *Pape* (Latreille, *op. cit.*, p. 78).

Dwina (1). » Cette Russie l'effrayait : elle était l'œuvre de Pierre le Grand, donc une improvisation humaine. Où donc était son Coran, où donc son Confucius? Elle se trouvait être la seule nation dont l'éducation n'eût pas commencé dans les temples (2).

Luthéranisme et philosophisme avaient su, eux, traverser la Dwina. Maistre retrouvait, à Pétersbourg, « la lèpre du XVIIIe siècle, rongeant les âmes. » Et puis un « serpent » s'y glissait, que les gouvernants « prenaient tout au plus pour une anguille, » le protestantisme germanique. Maistre détestait ces immigrants dont au moins 99 pour 100 étaient des « acquisitions funestes, » « balayures de l'Europe (3). » Il connut le programme élaboré pour le séminaire de Newsky par le Hongrois Fessler, un ancien capucin, disait-on, devenu plus tard protestant, et qui maintenant se donnait pour catholique : christianisme, platonisme, kantisme, voisinaient dans cette tête nomade. « C'est le mal allemand, criait Maistre ; il faut le traiter d'abord par le mercure parisien, autrement nommé le ridicule. » Le clergé russe, alarmé, songeait à un jésuite pour occuper la chaire de Fessler ; et puis on s'adressait, finalement, à un protestant allemand nommé Horn (4). Un livre latin de l'archevêque Méthode : *Des choses accomplies dans la primitive Église,* apportait à Maistre une nouvelle preuve des infiltrations protestantes dans l'Église russe : il rédigeait en latin, contre ce livre, les *Réflexions critiques d'un chrétien dévoué à la Russie* (5). Et ces coquetteries du clergé russe à l'endroit du clergé luthérien révélaient à Maistre leur accord « sur deux grands dogmes : l'amour des femmes et la haine du Pape (6). »

Mais qu'adviendrait-il du dialogue avec Rome, ébauché sous Paul Ier, si Pétersbourg devenait une colonie intellectuelle du luthéranisme? Maistre, un jour de 1807, devisait de la réunion des Églises avec trois hauts personnages de l'Empire, Soltykof, Tatitscheff, Pierre Tolstoï. « Tout ce que Pierre le Grand en faisait, disait le premier, n'était que pour plaire à la cour de France; il n'était pas capable de songer sérieusement à quelque chose d'aussi impolitique. » Et le second dogmatisait : « La

(1) Maistre, *Correspondance diplomatique,* I, p. 12; et *Œuvres,* XI, p. 514.
(2) *Œuvres,* XI, p. 519, et VIII, p. 290-291.
(3) *Œuvres,* IX, p. 247 ; XIII, p. 170; VIII, p. 170-171.
(4) *Œuvres,* XI, p. 521-523 et VIII, p. 263-265.
(5) *Œuvres,* VIII, p. 363-450.
(6) *Œuvres,* VIII, p. 314-315.

seule idée de célébrer la Pâque avec les Latins serait capable d'exciter un soulèvement général. » Mais Tolstoï laissait tomber ces mots : « L'Empereur peut tout ce qu'il veut (1). »

VIII. — UN PLAN DE MAISTRE : L'ALLIANCE ENTRE ALEXANDRE Ier ET LE CATHOLICISME RUSSE. — MAISTRE ET LE MOUVEMENT DE CONVERSIONS.

Que voulait donc l'omnipotence d'Alexandre? Elle avait une limite dans son impuissance de vouloir. « Chez lui, raillera Metternich, une idée met deux ans à se développer, passe à l'état de système pendant la troisième année, est altérée durant la quatrième et mise en pièces au cours de la cinquième (2). »

Maistre, sans prétendre convertir à sa philosophie politique ce « républicain » couronné, ce disciple impénitent du révolutionnaire Laharpe, voulait cependant l'aider à sauvegarder cette suprême assise de l'édifice russe qu'il appelait le dogme national. « Pour le maintien de cette religion, disait-il, le plus fidèle et le plus puissant allié de Sa Majesté Impériale, c'est l'action et la fraternité de l'Église catholique dans ses États. » Écrivant aux ministres du Tsar en 1811, parlant au Tsar lui-même en 1812, il précisait que « le véritable ennemi de l'exécrable illuminé, c'est le Jésuite ; qu'une secte ne peut être combattue avantageusement que par un corps ; » et qu'il n'en connaissait « pas de meilleur que celui-là (3). » Le dogme national comprenait tous les articles du *Credo* romain, moins un ou deux, et les mettait sous la garde de ce « bras de chair » (4) dont avait besoin, aux yeux de Maistre, toute religion « qui n'était pas la religion vraie. » Pour défendre ces articles, pour aider ce bras, Maistre faisait appel aux Jésuites : il escomptait que leur action théologique amènerait l'âme russe à maintenir l'intégrité du *Credo*, et que leur influence d'éducateurs dissiperait dans la haute société certaines idées préconçues, barrière traditionnelle entre Rome et l'âme slave.

Il fallait donc que la Russie les employât comme pédagogues : en plusieurs écrits, il le demandait formellement, et la permission qui leur fut donnée, en 1812, d'ouvrir à Polotsk

(1) *Religion et mœurs des Russes : anecdotes*, p. 38-40.
(2) Metternich, *Mémoires*, I, p. 315-319.
(3) *Œuvres*, VIII, p. 491.
(4) *Œuvres*, XIII, p. 208 et 204.

une Académie, fut une victoire pour Maistre, et une défaite pour le protestantisme allemand, représenté dans le conseil des ministres par le baron de Campenhausen (1). Il rêvait que Polotsk devînt un grand centre de publications, d'où sortiraient « les grands in-folios de Petau, de Bellarmin et des autres héros de la même école (2). » Il fallait, aussi, se servir d'eux comme missionnaires. Ils évangélisaient depuis 1803 les catholiques des colonies allemandes de Saratow, et, bientôt après, la ville d'Astrakhan. En 1809, c'est en Sibérie qu'on les appelait, pour organiser trois postes; et Maistre était en tiers dans les colloques préparatoires entre le gouverneur et le général des Jésuites (3). En 1811, la Crimée, Odessa, s'ouvraient à la Compagnie : « En tout cela, triomphait Maistre, il y a un grand et remarquable changement d'opinion, qui a une cause comme tout le reste (4). » De Tiflis, Xavier écrivait qu'il était question d'installer les Jésuites dans la région de Vladicaucase : on se disait « que leur action pourrait donner à la religion et à l'Empire une quantité innombrable d'hommes courageux et industrieux qui jusque-là étaient des ennemis; que les prêtres grecs n'avaient jamais augmenté le nombre des chrétiens; et qu'il valait encore mieux avoir des catholiques pour sujets que des musulmans ou des idolâtres (5). »

Ainsi travaillait sur les bords de la Néva, pour l'Église d'un Pape alors captif, ce ministre d'un roi détrôné. Ce n'était plus à la maçonnerie, c'était aux Jésuites qu'il songeait, pour préparer le rapprochement entre l'Orient et l'Occident. Pas de hâte, d'ailleurs ; pas de coups d'État dans le domaine des âmes ! Maistre continuait de détester toute brusquerie, s'agît-il, même, de l'avènement du règne de Dieu :

« La réunion brusque et solennelle, telle qu'on l'a annoncée dans les papiers, serait un moyen sûr de renverser la Russie... Les meilleurs apôtres pour la réunion seraient une

(1) *Journal inédit*, 1/12 novembre 1811. Il est curieux de constater, dans le *Journal*, qu'en octobre 1805, après avoir assisté à deux examens au collège des Jésuites, Maistre avait eu, tout d'abord, une impression médiocre, « ne retrouvant plus le talent inné de cet ordre pour l'éducation de la jeunesse. »

(2) Correspondance entre Maistre et le P. Brzozowski, général des Jésuites (janvier 1814), publiée par Margerie, *op. cit.*, pp. 53-55.

(3) *Œuvres*, XI, p. 349.

(4) Maistre, *Correspondance diplomatique*, I, p. 18.

(5) *Correspondant*, 10 décembre 1902, p. 925.

douzaine de dames de qualité qui la désirent vivement. (1) »

C'est en 1808 que Maistre émettait ce diagnostic : en cette même année mourait à Pétersbourg le chevalier d'Augard, ancien bibliothécaire de Catherine II, qui, depuis de longues années, familiarisait avec la foi romaine, — jusqu'à la conversion inclusivement, — plusieurs femmes de la haute société (2). Maistre, qui, la veille même de sa mort, avait eu un entretien avec lui (3), lui succéda dans cet office d'apôtre. On colporta dans Pétersbourg, en 1809 et 1810, une *Lettre à une dame protestante sur la maxime qu'un honnête homme ne change jamais de religion*, et une *Lettre à une dame russe* — la comtesse Tolstoï — *sur la nature et les effets du schisme et sur l'unité catholique :* l'épistolier s'appelait Maistre. Ces deux écrits, joints à deux lettres du Jésuite Rozaven, formeront plus tard un petit bréviaire manuscrit, dont certaines converties se serviront pour amener de nouvelles recrues à leur nouveau bercail (4). Et lorsque en 1844, à Chambéry, le futur Père Martinow passera de l'Église russe à l'Église romaine, Mme Swetchine écrira qu'à cette « admirable solennité, » elle avait « pensé au comte de Maistre, » ce « grand semeur. »

Semeur aux gestes discrets, hostile aux « publicités inutiles et dangereuses (5). » Tout ce qu'il souhaitait de la dame protestante, c'était qu'elle se fît catholique en secret; et l'idée qu'« on doit quelque chose à l'autorité politique » amenait Maistre à ne pas trop presser la dame russe. Il lui rappelait l'histoire de Naaman, général du roi de Syrie, disant à Élisée qui venait de le convertir : « Jamais je ne sacrifierai à un autre Dieu que le vôtre, mais lorsque le Roi mon Seigneur entre dans le Temple de Remmon pour adorer en s'appuyant sur mon bras, si je m'incline lorsqu'il s'inclinera lui-même, que le Seigneur me pardonne! » — « Allez en paix, » avait répondu Élisée. Maistre estimait que ce prophète avait été très sage, et qu'en « se donnant en spectacle » les dames russes converties à Rome risqueraient d'« affaiblir une opinion dont elles avaient besoin (6). »

(1) *Œuvres*, XI, p. 44-45.
(2) Gagarin, *Contemporain*, octobre 1877, p. 583-591.
(3) *Journal*, 27 octobre/8 novembre 1808.
(4) Rozaven, *L'Église russe et l'Église catholique*, éd. Gagarin. Paris, 1876.
(5) *Œuvres*, VIII, p. 136.
(6) *Œuvres*, VIII, p. 156-157.

Ainsi comptait-il sur elles et sur les Jésuites pour modifier l'opinion, et puis sur le Tsar pour tirer un jour les conclusions, d'accord avec le Pape...

IX. — LES ESPOIRS DE 1812 ET LES DÉCEPTIONS DE 1815; L'ÉLOIGNEMENT DE MAISTRE

Vers 1812, une brève période s'ouvrit, qui parut autoriser beaucoup d'espoirs. Alexandre lisait la Bible et des livres de piété; et si nous en jugeons par son petit écrit : *De la littérature mystique*, adressé à sa sœur Catherine Paulowna, il rangeait saint François de Sales et sainte Thérèse, l'Imitation et Tauler, à côté d'ouvrages illuministes, parmi les livres « les plus dignes de confiance et les plus sûrs. » Théologiquement même, — Maistre le sut-il? — le Tsar admettait, dans une lettre datant de 1813, que le Saint-Esprit procédait du Fils aussi bien que du Père (1) : il n'était pas sans importance que les sentiments intimes du chef de l'Église russe abolissent ainsi la divergence séculaire entre l'Orient et l'Occident.

Mais il apparut bientôt que Mme de Krudner et autres illuminés poussaient Alexandre, non point vers le catholicisme, mais vers une sorte de syncrétisme religieux qui, sous le nom de christianisme universel, distinguait arbitrairement entre dogmes fondamentaux et non fondamentaux : la convention de la Sainte-Alliance exprima cette tendance. Maistre l'épluchait, diagnostiquait que l'esprit qui l'avait dictée était « aussi bon dans les communions séparées que mauvais dans la confession catholique, » et finissait par croire que cette promiscuité profiterait au catholicisme, puisque aucune autre confession chrétienne n'avait une pareille force de prosélytisme (2).

Or, à ce même moment, avec ses Bibles et ses livres sterling, la succursale ouverte à Pétersbourg, en 1811, par la Société biblique de Londres, visait à la conquête spirituelle de la Russie, et même du catholique duché de Varsovie (3). C'est une machine socinienne, disait Maistre (4); et les prohibitions papales étaient formelles. Alexandre voulait enrôler les Jésuites

(1) Pierling, *Alexandre Ier est-il mort catholique?* (Paris, Beauchesne, 1913.)
(2) *Œuvres*, XIII, pp. 162-163 et 222-223, et II, pp. 319-337.
(3) Latreille, *op. cit.*, pp. 23-26.
(4) *Œuvres*, XIII, p. 149.

dans la Société biblique. Ils durent refuser. Maistre, alors, sentit leur prestige pâlir; bien qu'ils n'eussent jamais tenté d'insinuer à leurs élèves, — nous en avons pour témoin l'historien Viazemski (1), — « que l'Église romaine fût plus élevée et plus propice au salut de l'âme que l'Église orthodoxe, » la conversion d'un jeune Galitzin fut imputée à leur influence (2); et cette Société de Jésus que Pie VII venait de rétablir dans le reste du monde était, en décembre 1815, expulsée de Saint-Pétersbourg, et quatre ans plus tard, de tout l'Empire.

Maistre, endolori, méditait. L'entente des trois Mages, — ainsi désignait-il les augustes signataires de la Sainte-Alliance, — cette entente, qui s'opérait par-dessus la tête du Pape, acheminait-elle la chrétienté vers l'union, ou bien vers la confusion? Que signifiait l'impertinent parallèle du métropolitain Philarète entre l'Église orientale, « vraie et pure, » et l'Église romaine, « vraie et mélangée (3)? » Pourquoi la Russie, en préférant la Société biblique aux Jésuites, « bataillon renvoyé pour cause de valeur, » préférait-elle le protestantisme, « qui renversait presque tous les dogmes nationaux, au catholicisme, qui les maintenait tous en proposant seulement d'y en ajouter un? » Maistre regardait le culte catholique « comme suspendu et même comme supprimé, » et gémissait : « Il y a longtemps que le philosophisme n'aura pas remporté une si grande victoire sur la religion (4). »

Et puis il se rassérénait un peu, en songeant que les Jésuites n'eussent pas été frappés si l'on n'avait pas senti se dessiner un mouvement de conversion vers la grande unité.

Le 6 février 1816, Alexandre recevait Maistre. Le Tsar parlait des différentes confessions chrétiennes; et peu à peu, « élevant la main et la promenant en rond, comme s'il avait bâti le dôme de l'Église universelle, » il disait à son visiteur : « Il y a dans le christianisme quelque chose de plus grand que tout cela : voilà l'essentiel. Commençons par attaquer l'incrédulité; c'est là le grand mal dont il faut s'occuper. Pratiquons l'Évangile : c'est un assez grand point. Je crois bien que toutes les

(1) Pierling, *Revue pratique d'apologétique*, 1er août 1920, pp. 399-415.
(2) Maistre, *Correspondance diplomatique*, II, pp. 57 et suiv. — Burnichon, *La Compagnie de Jésus en France*, I, pp. 183-192. (Paris, Beauchesne, 1914.)
(3) *Entretiens d'un sceptique et d'un croyant sur l'orthodoxie de l'Église orientale*, par Mgr Philarète, trad. Soudakoff. (Paris, 1862.)
(4) *Œuvres*, XIII, pp. 216, 166, 203-204.

communions se réuniront un jour. Je le tiens pour sûr, mais le moment n'est pas venu. Quant à ceux qui changent de religion, j'avoue que je ne puis les estimer (1). »

Maistre sentait que les actes de propagande catholique devenaient odieux au Tsar, et que « les catholiques qui avaient des liaisons même de simple estime avec les Jésuites » étaient « une espèce de caste suspecte. » « Je ne voudrais pas jurer, écrivait-il en février 1816, qu'il n'y eût encore un peu de mécontentement sur le tapis (2). » Il aurait eu tort de jurer, car, quelques mois plus tard, Alexandre en personne, invitant son ambassadeur à Turin à réclamer de la Cour sarde le rappel de Maistre, s'élevait « en plaintes amères contre le zèle de prosélytisme du comte, contre son langage au sujet des Jésuites, contre sa partialité et son acharnement à l'endroit des idées libérales du siècle. » Un « orateur de salon, » voilà tout ce qu'était Maistre, en cette heure de crise, pour le tsar Alexandre; et la plume impériale ajoutait : « Sa réputation de talent est usurpée en grande partie, et il la doit plus à sa mémoire et à sa loyauté qu'à la profondeur de ses vues (3). »

Cependant, sur les ruines de la Société de Jésus, Maistre voyait la Société biblique triompher. Il notait, à la fin de 1816, que le métropolitain catholique en personne, Siestrzencewicz, avait osé, presque nonagénaire, se traîner à l'une de ses séances, bravant les condamnations portées par le Pape; il le voyait supporter allègrement l'accusation très grave d'avoir falsifié les lettres pontificales, falsifié les décrets du Concile de Trente. « C'est un félon, un protestant masqué, disait Maistre; s'il fallait absolument toucher la main à cet homme, je mettrais un gant de buffle... Les plus terribles ennemis de la religion sont à la tête des choses (4). »

Mais il semble que le propos jadis tenu par Pierre Tolstoï : « Le Tsar peut tout ce qu'il veut, » retentissait toujours aux oreilles de Maistre, et derechef, au début de 1817, dans une lettre au comte de Vallaise, il s'abandonnait à l'espérance, « per-

(1) *Œuvres*, XIII, p. 282.
(2) *Œuvres*, XIII, pp. 294 et 444.
(3) Dépêche de Gabriac, chargé d'affaires de France, dans Mandoul, *op. cit.*, pp. 96-98. D'ailleurs Gabriac notera, lors du départ de Maistre, les « expressions d'estime particulière » pour Maistre que contenait une lettre du Tsar au roi de Sardaigne et qui « sortaient même du langage accoutumé dans ces sortes de lettres. »
(4) *Œuvres*, XIII, pp. 466-467; XIV, p. 5; *Corresp. diplomatique*, II, p. 305.

suadé qu'il ne tiendrait qu'à l'Empereur de Russie de réunir les deux Églises... Il peut tout ce qu'il veut, insistait-il. La suprématie du souverain l'ayant débarrassé de l'ignorante pédanterie des patriarches orientaux, c'est déjà un grand obstacle de moins. Ce ne serait pas sans doute l'affaire d'un jour; mais l'Empereur n'a que trente-neuf ans, il a beau jeu; *il suffirait de traiter la chose dans le centre*. Si après avoir gagné la bataille de Leipsig et signé la Paix des Nations à Paris, l'Empereur venait encore à signer celle des Églises, quel nom dans l'histoire serait comparable au sien? » (1).

Maistre apprenait, bientôt, qu'Alexandre envoyait à Rome le jeune comte Léon Potocki, « catholique, homme distingué, mais manquant d'instruction sur le fond des plus grandes questions. » Maistre s'inquiétait, et puis constatait que c'était là, du moins, une « relation directe » entre le Tsar et le Saint-Siège. Il aimait mieux « ne pas se presser de juger (2) » que de porter un jugement qui contristerait ses tenaces désirs.

Mais ce jugement pourrait-il toujours être ajourné? On annonçait, depuis un mois, l'imminente publication d'un livre signé d'un jeune Moldave, Stourdza, et intitulé : *Considérations sur la doctrine et l'esprit de l'Église orthodoxe*. Une « agression » était « ouvertement dirigée contre la religion de l'État. » Stourdza ripostait. Il glorifiait l'orthodoxie russe pour « la parfaite conformité qui la rapprochait de sa céleste origine, » et pour sa fidélité à cette vertu chrétienne, politique et sociale, qui s'appelait la tolérance (3); elle apparaissait plus jalousement proche du vieux passé chrétien, et plus largement ouverte aux maximes modernes, que ne l'était l'Église de Rome. Stourdza s'emportait contre cette Église, contre ses missionnaires, qu'il nommait les satellites de la papauté et qu'il disait être « en horreur dans toute la Grèce. » Imprégné d'un certain illuminisme, il lui semblait que la séparation de la « chrétienneté » (*sic*) n'était que le prolongement de la crucifixion perpétuelle

(1) *Œuvres*, XIV, p. 6.
(2) *Œuvres*, XIV, p. 57 et 72.
(3) En fait, comme le rappellera plus tard le Père Rozaven, si les étrangers pouvaient en Russie exercer leur culte, il existait des lois très sévères contre tout Russe qui voudrait professer un des cultes tolérés en Russie; et le premier dimanche du carême, du haut des chaires russes, l'anathème était brandi contre ces cultes. (Rozaven, *De la réunion de l'Église russe avec l'Église catholique*, p. 257 et 281. Paris, 1864.)

du Rédempteur, et qu'elle rentrait, dès lors, dans le plan divin; mais il rejetait sur l'obstination, sur la mauvaise foi de l'Église de Rome, et sur la façon dont sans honte elle profanait les dons inamovibles de Dieu, la responsabilité du schisme. En face de cette Église coupable, Stourdza dressait l'Église russe, miraculeusement préservée de la persécution ottomane par la même Providence impénétrable. On devait conclure, en fermant le volume, que Dieu, dans l'histoire, s'était prononcé contre l'Église romaine, et que les projets d'union entre l'Église grecque et Rome étaient contraires au vouloir même de Dieu.

« Chef-d'œuvre d'ignorance, de mauvaise foi et même de mauvais ton, » pensait Maistre. Mais pour faire imprimer ce « chef-d'œuvre » où se déchaînait une « colère de professeur irrité (1), » le Tsar, sur sa cassette, avait donné vingt mille roubles. Et Maistre, quittant la Russie en mai 1817, emportait avec lui, comme une déception cuisante, le souvenir de ces roubles dépensés par Alexandre, dépensés contre Rome.

X. — LE « POINT DE VUE NOUVEAU » DU LIVRE DU *PAPE*

Le contact de Maistre avec l'âme russe a laissé son empreinte dans le livre du *Pape*. Maistre y visait, surtout, la France de Louis XVIII (2); mais c'est en Russie que le livre fut conçu. Il plaisait à Maistre de le jeter, comme un cartel, à la face de Stourdza, et de donner ainsi le spectacle de « deux athlètes laïques, l'un ministre et l'autre chambellan, l'un Moldave et l'autre Allobroge, luttant à la face de l'Europe, en français (3). » Pierre le Grand, autrefois, avait été invité, par les docteurs de Sorbonne, à une façon de réunion des Églises qui n'aurait pas tenu compte des prérogatives de Rome : Maistre savait cela, il savait même qu'en 1808 l'abbé Grégoire s'était mis à l'affût de cette histoire (4); ce même Grégoire faisait imprimer, en 1819, une lettre de Siestrzencewicz, où s'esquissait la possibilité d'un rapprochement entre l'Église russe et les fractions gallicanes

(1) Falloux, *Mme Swetchine*, I, p. 199. — *Œuvres*, XIV, p. 82.
(2) La précieuse publication de la correspondance entre Maistre et Blacas par M. Ernest Daudet a montré comment il faut chercher dans cette correspondance la première ébauche du livre du *Pape*. Voir Germain Breton, *Bulletin de littérature ecclésiastique*, mars-avril 1920, p. 81-111.
(3) *Œuvres*, XIV, p. 58-59.
(4) *Œuvres*, XI, p. 44. Voir Pierling, *La Russie et le Saint-Siège*, IV, p. 250.

de la catholicité romaine (1). A l'encontre de ces velléités, le livre du *Pape* nous apparaît comme la consécration de la forme définitive qu'avait prise, en terre russe, l'aspiration de Maistre vers la réunion des Églises; c'est l'hommage à cette cime souveraine à laquelle les Églises devaient s'unir, de plus en plus étroitement, en vue même de leur unité.

L'hommage était rendu « sous un point de vue nouveau : » les exigences de la primauté pontificale se révélaient conformes aux données universelles de l'expérience sociale et politique. Quelques années auparavant, Maistre avait écrit : « La nature et l'essence du pouvoir sont les mêmes dans les deux sociétés (2). » Halte-là! auraient sans doute interrompu Suarez et Bellarmin, qui avaient au contraire établi la distinction de nature et d'essence des deux pouvoirs (3). Maistre en continuant les eût rassurés : « Dans l'une comme dans l'autre (de ces deux sociétés), le pouvoir ne peut cesser d'être un sans cesser d'exister... Si telle ou telle Église particulière a le droit d'accuser d'erreur ou d'innovation le chef de l'Église, pourquoi le gouverneur de Twer ou d'Astrakan n'aurait-il pas aussi le droit d'accuser l'Empereur? »

Dès lors que Maistre ne visait à rien de plus qu'à faire ressortir l'absurdité de l'idée de schisme en la transplantant par hypothèse dans le domaine politique, Suarez et Bellarmin eussent renoncé à le chicaner Le livre du *Pape*, poursuivant le parallèle entre les deux sociétés, confrontait l'infaillibilité de la Souveraineté politique, « humainement supposée, » et l'infaillibilité du Souverain spirituel, « divinement promise. » (4) A Rome, un théologien anonyme s'étonna, s'inquiéta (5). Maistre ne visait pas les théologiens romains, pour qui les promesses divines fondaient l'infaillibilité; il écrivait pour les dissidents, et puis pour ces demi-dissidents qui s'appelaient les gallicans, et il leur disait : Puisque les actes de toute souveraineté, pour qu'elle demeure vraiment une souveraineté, doivent être réputés sans appel, c'est là, pratiquement, la réputer infaillible : il y a là un

(1) Pierling, *op. cit.*, V, p. 449.
(2) *Œuvres*, VIII, p. 411.
(3) Féret, *op. cit.*, p. 86, 96 et 97.
(4) *Œuvres*, II, p. 157.
(5) *Amica collatio ou échange d'observations sur le livre français intitulé: Du Pape* (manuscrit de Maistre publié dans les *Études*, 5 octobre 1897, p. 5-32, par le P. Dominique de Maistre).

postulat de la vie sociale, une loi du monde ; pourquoi donc contester, dans la société religieuse, l'infaillibilité du souverain spirituel, résultat logique de cette même loi du monde? Le plaidoyer pour le Pape infaillible n'était qu'un épisode du grand ouvrage de controverse dont l'idée le hantait, et qui eût montré, dans le catholicisme, « des lois du monde divinisées, » et qui eût exposé « l'analogie des dogmes et des usages catholiques avec les croyances, les traditions et les pratiques de tout l'univers » (1). En dernière analyse, Maistre, en prouvant la conformité de la constitution surnaturelle de l'Église avec les principes qui d'après lui régissent la souveraineté politique, illuminait l'harmonie même du surnaturel avec le naturel. Pour lui, il n'y avait pas de dogme, pas d'usage disciplinaire, « qui n'eût ses racines dans les dernières profondeurs de la nature humaine, et par conséquent dans quelque opinion universelle plus ou moins altérée. » (2) Direz-vous cela, lui demandait le théologien romain, du dogme de la Trinité? Je le dirai, répondait Maistre, et même je le montrerai ; et c'est ce qui fut fait, effectivement, dans une page des *Soirées* (3).

Un point d'interrogation, posé par Maistre, alarmait également son pointilleux éplucheur. « Saint Pierre, disait l'auteur du *Pape*, avait-il une connaissance distincte de l'étendue de sa prérogative? Agissait-il avec ou en vertu d'une telle connaissance, ou n'agissait-il que par un mouvement intérieur séparé de toute contemplation rationnelle? » Maistre avait répondu : « J'ignore. » (4) En fait, il pensait que « tout pouvoir constitué immédiatement dans toute la plénitude de ses forces et de ses attributs est, par cela même, faux, éphémère et ridicule ; » que « le christianisme avait été, comme toutes les grandes choses du monde, soumis à la loi universelle du développement, » mais que ce développement même n'était que l'épanouissement d'un germe primitif, et qu' « il n'y a rien de nouveau dans l'Église, » et que « jamais elle ne croira que ce qu'elle a toujours cru. » (5) Et précisant sa pensée, Maistre expliquait au théologien romain qu'il n'y avait pas, dans l'Église,

(1) *Œuvres*, II, p. X et XII (préface de 1820 à la seconde édition du *Pape*). — Cf. Germain Breton, *loc. cit.*, juillet-octobre 1920, p. 242-268.

(2) *Œuvres*, II, p. 348.

(3) *Amica collatio*, p. 20. — *Œuvres*, V, p. 97.

(4) *Œuvres*, II, p. 106.

(5) *Œuvres*, II, p. 274 et 12. — *Amica collatio*, p. 14.

« des nouveautés, c'est-à-dire des dogmes promulgués sans antécédents, » mais « des développements, c'est-à-dire des éclaircissements et des décisions sur des points d'abord incertains, ou que l'on n'avait pas étudiés, » et que sans doute « le pape Anaclet n'avait pas été, dans l'opinion générale et dans la sienne, le même personnage que Léon X ou Benoît XIV, » mais que la puissance pontificale avait été « établie par Jésus-Christ lui-même, » et qu'elle « fut toujours la même : César, au berceau, n'était-il pas, par hasard, le même qui vainquit à Pharsale? (1) »

Maistre aimait ces comparaisons, qui assimilaient la croissance de l'Église à la croissance même de l'être humain. Les croyances de la primitive Église, exprimées ou implicites, lui apparaissaient comme le germe d'où sortiraient plus tard, au gré des besoins des âmes et sous les assauts de l'hérésie, les formules dogmatiques. Et voilà que se dessinait une nouvelle ressemblance entre les phénomènes de la société religieuse et les phénomènes de la société politique : Maistre n'avait-il pas indiqué, dès 1795, dans son *Étude sur la souveraineté*, que les dogmes écrits et les constitutions écrites succédaient à des périodes où ni les âmes pour croire ni les sociétés pour vivre n'avaient eu besoin que leur croyance fût « déclarée » ou leurs lois fondamentales rédigées ? Et pour établir qu'à mesure qu'une institution est parfaite, elle écrit moins, n'avait-il pas, en 1809, dans son *Essai sur le principe générateur*, allégué que le Christ n'avait pas laissé un seul écrit à ses apôtres, et que, si jamais la foi chrétienne n'avait été attaquée, jamais elle n'aurait écrit pour fixer le dogme? Derechef, dès le début du livre du *Pape*, il expliquait comment l'hérésie provoquait au cours des siècles la rédaction de la formule d'orthodoxie, et comment « il faut bien se garder de prendre le commencement d'une erreur pour le commencement d'un dogme (2). »

Le catholicisme, tel que le présentait Maistre, n'avait pas l'aspect d'un absolutisme imposant aux passivités humaines un joug tout extérieur, forgé une fois pour toutes. Les formules dogmatiques résultaient d'un mouvement de défensive

(1) *Amica collatio*, p. 15-16 — Cf. *Œuvres*, I, p. 260 : « Cherchez-vous donc, dans un enfant au maillot, les véritables dimensions de l'homme fait? C'est une pitié de voir d'excellents esprits se tuer à vouloir prouver par l'enfance que la virilité est un abus.

(2) *Œuvres*, I, p. 374 ; I, p. 249-252 et 257-258 ; II, p. 11.

de l'humanité religieuse, sanctionné par l'organisme spirituel; le fonctionnement même de cet organisme apparaissait comme une sorte d'application surnaturelle et comme une divinisation des lois mêmes de la société. Et c'était Maistre tout entier, avec toute sa philosophie politique et sociale, avec toute son expérience humaine, qui, pour « aider à casser le cou au protestantisme (1), » se mettait au service de la Papauté, et qui montrait le dogme, la hiérarchie, comme des phénomènes de vie.

XI. — DERNIERS REGARDS DE MAISTRE SUR L'EUROPE RELIGIEUSE, ET DERNIERS GESTES RELIGIEUX D'UN MORIBOND.

La *Lettre sur l'état du christianisme en Europe*, écrite à Turin en 1819, fut un gémissement. « Nul souverain dans l'univers, écrivait Maistre, n'a pu rendre (encore aujourd'hui) autant de services à la religion, et bien peu de souverains lui font autant de mal, que l'empereur de Russie. » Il notait avec amertume le « mouvement intérieur qui écarte Alexandre des catholiques. » Il ajoutait, faisant peut-être retour sur lui-même : « Une grande tête catholique ne l'a jamais approché, et par conséquent il ne l'a jamais recherchée. Quand on se demande par quels organes la vérité peut arriver jusqu'à l'empereur de Russie, on ne sait en imaginer que deux parmi les créatures : *un ange* ou *une dame* (2). »

D'autres spectacles consolaient Maistre de ses déceptions russes. Il apercevait évoluer dans Genève les surplis et les

(1) Maistre à De Place, 10 mai 1819 (Latreille, *Revue Bleue*, 16 mars 1912, p. 328). M. Latreille a étudié, avec une grande richesse de détails, l'accueil qui fut fait au livre du *Pape* par l'opinion européenne; quant aux dispositions du Saint-Siège à l'endroit du livre, la question ne sera complètement élucidée que lorsqu'on aura fouillé les archives mêmes du Vatican. Les réserves informées qu'a faites le P. Dudon (*Études*, 20 novembre 1910, p. 307) au sujet de certaines suppositions de la duchesse de Laval-Montmorency doivent dès maintenant être retenues.

(2) *Œuvres*, VIII, p. 517-519; cf. XIV, p. 342. Sera-ce un ange, sera-ce une dame, qui déterminera, six ans plus tard, une mystérieuse démarche d'Alexandre? Sera-ce peut-être le souvenir même de ces pages de Maistre, dont des extraits (voir Latreille. *op. cit.*, p. 289) furent remis au Tsar à l'instigation de l'abbé Vuarin? A l'automne de 1825, un compatriote de Maistre, le savoyard Michaud de Beauretour, viendra dire au Pape la volonté du Tsar de ramener ses peuples à l'Église romaine et demander l'envoi à Pétersbourg d'un théologien romain ; et sur ces entrefaites Alexandre mourra. Voir Pierling, *Alexandre Ier est-il mort catholique* ? Les recherches faites aux Archives vaticanes ont confirmé la réalité de la mission de Michaud.

bonnets carrés des prêtres catholiques (1); il regardait fraterniser luthériens et calvinistes, à la faveur d'un indifférentisme absolu sur la question de dogme, et se demandait si la réunion des protestants entre eux ne faciliterait pas leur réunion à l'Église romaine; dans cette Angleterre que nos prêtres émigrés avaient familiarisée avec le catholicisme, il voyait, vingt ans avant le mouvement d'Oxford, « un grand œuvre se préparer, » et le « catholicisme lever déjà un pied respectueux pour franchir le seuil du Parlement; » et du jour où l'Église anglicane, « la plus raisonnable parmi celles qui n'ont pas raison, » s'unirait avec l'Église de France dans la profession du même *Credo* romain, Maistre augurait des merveilles (2). Lamennais, lui aussi, interrogeait l'horizon du monde, mais c'était pour sonner la trompette du jugement dernier : « Tout se prépare pour la grande et dernière catastrophe... Il n'y aura plus de milieu entre la foi et le néant... Plus de demeure mitoyenne, plus de terre!... Oh! Monsieur, que le spectacle que nous avons sous les yeux est grand (3)! »

Maistre, plus optimiste, persistait à demander à la terre les symptômes du prochain règne terrestre de Dieu; et tandis que Lamennais semblait refaire l'*Apocalypse*, Maistre rêvait d'un Virgile refaisant une *Quatrième Eglogue* (4). Bonald un jour lui écrivait : « Les hommes qui par leurs sentiments appartiennent au passé, et par leurs pensées à l'avenir, trouvent difficilement leur place dans le présent (5). » On ne pouvait mieux définir en son douloureux mystère la destinée de Maistre, qui achevait alors de traverser la terre sans y avoir jamais été installé. Mais philosophiquement, au jour le jour, Maistre s'était accommodé de sa perpétuelle instabilité, en pronostiquant, avec une magnifique fixité de regard, le « mouvement divin, la grande révolution religieuse inévitable en Europe, » et en y coopérant (6).

A la fin de 1820, la maladie commença de prévenir Maistre que bientôt il n'aurait plus à chercher « sa place dans le présent. » Il avait, pour la Noël, communié, et de nouveau com-,

(1) *Œuvres*, XIV, p. 232.

(2) *Œuvres*, VIII, p. 477-481; II, p. 398-399; IV, p. 125; XIV, p. 232; VIII, p. 481; IV, p. 361; XIV, p. 157 et II, p. 521.

(3) *Œuvres*, XIV, p. 371-372 (Lamennais à Maistre, 2 janvier 1821).

(4) *Œuvres*, XIII, p. 469.

(5) *Œuvres*, XIV, p. 315 (Bonald à Maistre, 22 mars 1817).

(6) Daudet, *op. cit.*, p. 125-126; *Œuvres*, VIII, p. 442; XIII, p. 27.

munia le 29 janvier (1). On lui lisait, chaque jour, l'*Évangile de saint Jean*, l'*Imitation*. Un jour Constance l'entendit « répéter avec enthousiasme ce passage de l'Apocalypse : « A celui qui m'aura confessé devant les hommes, je lui ouvrirai une porte que nul ne pourra fermer; » et, en disant cela, ses yeux brillaient d'un feu qui n'était plus de la terre; il savait qu'il parlait pour lui (2).

Le *Registre des lettres* porte, au 5 février 1821, l'indication que voici : « Au comte de Balbe pour l'établissement des Jésuites à Chambéry : confidentielle (3). » Le 24 février, Maistre consignait encore, de sa propre main : « A M. l'abbé de Lamennais, chez M. de Saint-Victor, rue du Cherche-Midi, numéro 15. » Au-dessous de cette mention, une main, — peut-être la sienne, — tirait à l'avance, sur le feuillet blanc du registre, trois ou quatre traits, en vue des mentions ultérieures ; mais ces lignes devaient demeurer vides.

Cette lettre à Lamennais, — la dernière lettre qu'ait écrite Maistre, — ne figure pas dans les *Œuvres ;* mais elle se trouve publiée, sans date, dans le volume du regretté Clément de Paillette : *Livres d'hier et d'autrefois*. Le second tome de l'*Essai sur l'indifférence* était récemment paru, et Maistre, en le lisant, s'était souvenu, non sans inquiétude, qu'autrefois les détracteurs de l'évêque Huet, pour affaiblir l'autorité de sa *Démonstration évangélique*, avaient tiré parti d'un autre de ses livres, sur *la Faiblesse de l'esprit humain* (4). Sur son lit d'agonie, Maistre revenait à la charge, en écrivant à Lamennais : « Vous voulez saisir la *raison sur son trône* et la forcer de faire une belle révérence, mais avec quelle main saisirons-nous cette insolente? Avec celle de l'autorité sans doute, je n'en connais pas d'autre que nous puissions employer : nous voilà donc à Rome, réduits au système romain et à ces mêmes arguments qui ne vous semblent plus rien... Prenez garde, monsieur l'abbé, allons doucement, j'ai peur, et c'est tout ce que je puis dire (5). »

(1) Constance à M. l'abbé Rey, 21 janvier 1821 (lettre inédite communiquée par le P. Dom. de Maistre). — Constance à M. l'abbé Rey, 29 janvier 1821 (publiée par M. Latreille, *Quinzaine*, 16 juillet 1905, pp. 151-153).

(2) Constance à De Place, 28 mai 1821 (Latreille, *loc. cit.*, p. 158).

(3) Il s'agissait de l'affectation de la somme laissée par le général de Boigne pour fonder un collège à Chambéry; voir une lettre de la duchesse de Laval-Montmorency (Constance) du 2 mars 1881 (*Études*, 20 novembre 1910, p. 506).

(4) *Œuvres*, XIV, p. 236.

(5) Clément de Paillette, *Livres d'hier et d'autrefois*, p. 324.

L'acte suprême de la pensée religieuse de Maistre fut cet élan d'anxiété au sujet du traditionalisme de Lamennais, que, treize ans plus tard, Rome condamnera.

Maistre avait encore quarante-huit heures à vivre ; et ses mains affaiblies continuaient de manier la plume. Car il avait des signatures à mettre au bas de quelques mandements d'évêques. « N'ayant pu obtenir, raconte sa fille Constance, que ces sortes d'écrits fussent exempts de la censure, il ne permettait pas du moins que les pasteurs de l'Église y vissent le nom d'un reviseur subalterne (1). » Ce fut là le dernier geste religieux de Maistre, la veille même de sa mort. De par ses fonctions administratives, qui lui imposaient une besogne de magistrat gallican, il devait veiller à ce que l'estampille de l'État sarde fût apposée sur les écrits pastoraux. Il lui répugnait de laisser à des fonctionnaires inférieurs le soin d'attester par leurs visas, par leur censure, cette indiscrète insolence de l'État, contre laquelle les livres du *Pape* et de *l'Église gallicane* inauguraient une réaction décisive. Il sentait que le nom de Maistre avait désormais une vertu, et qu'au bas des documents épiscopaux, la signature de ce moribond : Maistre, au lieu d'apparaître aux hommes d'Église comme le sceau d'une servitude, leur rappellerait les livres émancipateurs auxquels cette même signature devait une gloire. Et les évêques sardes apprirent bientôt que l'archaïque gallicanisme sarde, fortuitement incarné dans Maistre, avait délicatement paraphé leurs mandements, et que, tout de suite après, le grand apologiste de l'Église libre et de la Papauté souveraine était mort.

GEORGES GOYAU.

(1) Constance à De Place, 28 mai 1821 (Latreille, *loc. cit.*, p. 158). — Sur les derniers jours de Joseph de Maistre, voir l'article du comte Rodolphe de Maistre, *Revue universelle*, 15 février 1921, p. 413-419.

L'AMÉNAGEMENT DU RHÔNE

APRÈS LE VOYAGE DE M. MILLERAND

Le 9 août dernier, un projet de loi relatif à l'aménagement du Rhône a été déposé sur le bureau de la Chambre, qui l'a voté le 16 octobre. Il est actuellement soumis au Sénat. D'après l'exposé des motifs de ce projet, « l'ordre de grandeur » de la dépense à prévoir est de deux milliards et demi. Cette dépense serait faite, non par l'État, mais par une Compagnie privée; selon les prévisions, l'affaire doit rapporter l'intérêt du capital engagé et amortir ce capital.

Un milliard d'aujourd'hui n'est pas un milliard d'avant la guerre. Nous avons perdu l'habitude de nous étonner en présence de chiffres qui naguère eussent fait reculer le plus hardi des financiers. Cependant, même aujourd'hui, il y a de quoi réfléchir quand il s'agit de deux milliards. L'aménagement du Rhône présente-t-il tant d'importance qu'il justifie une pareille dépense? Est-il possible que ce capital puisse recevoir son intérêt et être amorti en 75 ans? Ce sont là des questions qui, si graves qu'elles soient, ne font pas l'objet essentiel de cet article. Sans les négliger cependant, nous rechercherons surtout quelle importance économique pourra présenter l'aménagement du Rhône.

M. Millerand, président de la République, vient de montrer l'intérêt national qui s'attache à la réalisation du projet. Le 13 mars dernier, avant de descendre le Rhône de Lyon à Avignon, il s'est rendu à Bellegarde, où il a été reçu par M. de Sancey, maire, président de la Société générale d'entreprise des travaux d'aménagement du Rhône. Il a fait connaître que le projet de loi serait vraisemblablement discuté et voté très

prochainement par le Sénat. Il a ajouté : « Nous verrons enfin ce projet admirable, depuis si longtemps étudié, entrer dans la voie de la réalisation. Ce sera une date nouvelle pour votre région et pour la France entière. »

Qu'est-ce que l'aménagement du Rhône? C'est l'exécution des travaux propres à rendre le fleuve commodément navigable de la Méditerranée au lac Léman, et à capter, en même temps, la puissance hydraulique du fleuve pour que cette puissance, transformée en électricité, soit utilisée par l'industrie et par le commerce. En outre, les travaux doivent permettre l'irrigation de vastes plaines infertiles.

C'est l'importance économique de ce travail que nous désirons faire connaître. Nous chercherons à montrer ce que sera le fleuve comme voie navigable française, comme voie navigable internationale jointe au Rhin, au Danube et au grand réseau européen, comme source de puissance hydraulique et aussi comme moyen de fécondation de terres françaises.

Le Rhône voie commerciale française. — Le Rhône est, actuellement, une voie navigable d'une certaine importance. Cette importance croîtra, lorsque sera achevé le nouveau canal d'Arles à la Mer, dont les travaux sont très avancés. Mais il suffit de citer quelques chiffres pour montrer que le Rhône n'est pas ce qu'il devrait être, et que, malgré les travaux exécutés vers 1880, et bien qu'il puisse recevoir des chalands de fort tonnage, les conditions de la navigation et les jonctions du fleuve aux autres artères navigables sont trop défectueuses pour que la voie du Rhône soit considérée comme pratique par le commerce. Alors qu'en 1852, avant la construction des chemins de fer parallèles au Rhône, le fleuve, de Lyon à Arles, recevait un tonnage de 634 000 tonnes (1) et cela bien que la

(1) Il s'agit de *tonnage ramené à la distance entière*, obtenu de la manière que voici : on prend le tonnage kilométrique, c'est-à-dire le poids de toutes les marchandises transportées multiplié par le nombre de kilomètres que fait chacune d'elles. On divise ce *tonnage kilométrique* par la longueur de la voie navigable, et le « tonnage ramené à distance entière » ainsi obtenu représente le chargement de bateaux qui auraient tous parcouru tout le fleuve; il donne donc bien une idée exacte de l'intensité de la navigation. Le tonnage kilométrique peut être plus important sur un long fleuve que sur un fleuve court où cependant la navigation est plus intense proportionnellement à sa longueur. Le *mouvement de la batellerie*, représenté par le poids de toutes les marchandises chargées, peut être intense entre deux villes voisines alors que le reste du fleuve est désert. Ces deux éléments ne permettent donc pas de comparer la navigation de deux fleuves.

navigation fût très difficile, ce tonnage tombait, en 1859, après la construction des chemins de fer, à 273 000 tonnes. En 1880, le tonnage était descendu à 173 000 tonnes. Les travaux faits en exécution d'une loi du 13 mai 1878 améliorèrent la situation, et, en 1913, le fleuve recevait 281 000 tonnes.

Or, sans comparer le Rhône à certains fleuves du Nord, au Rhin notamment, qui reçoivent un tonnage colossal, il suffit d'observer que, pendant la même année 1913, la Seine, de Conflans à Rouen, recevait 3 803 000 tonnes, treize fois plus que le Rhône.

Il est certain que le Rhône, mis en bon état de navigabilité, et considéré comme voie navigable française et non pas, pour le moment, comme voie internationale, rendra au commerce français des services très importants.

En prenant le fleuve isolément, tel qu'il est actuellement, et en le supposant simplement mis en bon état de navigabilité entre Lyon et Marseille, par le nouveau canal d'Arles et par l'aménagement du fleuve de Lyon à Arles, il est facile de voir quels avantages en retireront, outre les ports fluviaux, Lyon particulièrement, les ports de mer de Marseille et de Cette, celui-ci joint au Rhône par le canal actuel en voie d'amélioration.

La carte économique du Sud-Est montre aisément l'importance des produits qui auront intérêt à emprunter la voie du Rhône : marchandises manipulées ou produites par le commerce et l'industrie de Cette et de Marseille, produits de la viticulture du Midi et des bords du Rhône, produits miniers et industriels du Gard, produits miniers et industriels, produits agricoles, matériaux de construction, bois de construction et de chauffage de la Savoie et du Dauphiné, produits miniers et industriels des régions de Saint-Étienne et de Lyon. Enfin, puisque le Rhône aménagé doit fertiliser de vastes espaces stériles, ce seront encore des produits agricoles qui auront avantage à prendre la voie fluviale.

Voici donc, en ne prenant qu'un côté de la question, en ne considérant que le Rhône de Lyon à la mer, avec son prolongement naturel la Saône, la preuve que cette voie fluviale, à elle seule, présente un très grand intérêt économique, par son action sur les transports intérieurs, et en donnant à nos ports méditerranéens l'arrière-pays qui leur manque.

Enfin, sans parler des marchandises venant de pays loin-

tains, le Rhône sera une voie de pénétration pour d'importants produits de l'Algérie, de la Tunisie et du Maroc. Des minerais, par exemple, emprunteront la voie fluviale pour être conduits dans des usines de Savoie ou du Dauphiné, où l'énergie hydraulique du fleuve et des autres cours d'eau permettra de les transformer en produits métallurgiques. Ce transport ne nuira en rien au chemin de fer, et lui profitera en lui faisant transporter une partie des produits manufacturés.

En cessant de considérer le seul Rhône de la mer à Lyon, avec la Saône qui le prolonge, nous constatons que le fleuve est destiné à prendre une importance bien plus grande encore s'il devient une artère d'un vaste réseau de voies navigables françaises auxquelles il serait réuni par de bonnes communications, ce qui est très différent de la situation présente.

Actuellement, disait-on (1), une diagonale de Rouen à Lyon sépare la France en deux régions : au-dessus de la ligne, les régions industrielles; au-dessous, les régions agricoles. Au-dessus, les canaux; au-dessous, rien. Ce n'est pas absolument exact. L'agriculture existe au Nord de la ligne, l'industrie au Midi. Il y a des canaux au Sud de la ligne. Surtout, cette division laisse à l'écart les régions du Dauphiné et de la Savoie, les unes très industrielles, les autres qui commencent à l'être. Mais il est exact qu'au Nord de la diagonale, il existe de bonnes communications par eau qui manquent au Sud. La création d'un réseau complet des voies navigables françaises donnerait au pays un instrument économique dont la crise des transports suffit à démontrer l'utilité.

Ce réseau, une fois créé, complété et rendu propre à une navigation sérieuse, serait ainsi constitué :

1° Ligne Nord-Est, de la frontière à la Saône, par le canal du Rhône au Rhin.

2° Ligne Nord, de Givet à la Saône, par le canal de l'Est.

3° Ligne Nord-Nord-Ouest, de la mer du Nord à la Saône, par les canaux du Nord, de la Somme, de Saint-Quentin, de l'Oise à l'Aisne, de l'Aisne à la Marne, de la Marne à la Saône.

4° Ligne Nord-Ouest, de la Manche à la Saône, par la Seine, l'Yonne, le canal de Bourgogne.

5° Ligne Ouest, de l'Océan à la Saône et au Rhône, par la

(1) Chambre des députés, 7 juin 1912, M. Paul Boncour.

Loire, le canal du Centre et un nouveau raccordement de la Loire au Rhône.

6° Transversale Sud, par la Garonne, le canal du Midi, le canal de Cette au Rhône.

7° Ligne Nord-Sud, par la Saône et le Rhône jusqu'à la Méditerranée.

Ce réseau s'appuie tout entier sur la ligne Saône-Rhône. Nous le prolongerons plus loin par la grande artère du Rhône, de Lyon au lac Léman, suivi de la jonction du Léman au Rhin par le lac de Neuchâtel, et de la jonction du Rhin au Danube.

Non seulement le réseau français est actuellement incomplet, mais il ne peut recevoir que très rarement le chaland moderne de 1200 tonnes. Le canal actuel du Rhône au Rhin ne pouvait même pas jusqu'à présent recevoir de bateaux de 300 tonnes. Quant au Rhône, s'il est capable de recevoir de grands chalands, la navigation y est difficile, malgré les travaux exécutés vers 1880.

Il y a longtemps que la nécessité d'organiser un bon réseau de navigation intérieure a frappé les économistes, les industriels, les commerçants, les hommes d'État. Rendons hommage à M. de Freycinet qui a compris cette nécessité à une époque où les chemins de fer paraissaient devoir rendre inutiles les voies navigables.

Quels services ne rendra pas un réseau complet de voies navigables françaises permettant le transport régulier et à bas prix des marchandises de faible densité commerciale et n'exigeant pas un transport rapide ! Un tel moyen de transport ne nécessite ni matériel coûteux et compliqué, ni personnel nombreux et exigeant un long apprentissage ; quant à son utilité pratique, les personnes le moins au courant de la question la sentiront aisément quand elles considéreront qu'un seul chaland moderne transporte le contenu de trois trains de marchandises à pleine charge.

L'art de l'ingénieur permet de résoudre les difficultés qui eussent auparavant empêché l'exécution du travail. L'exploitation de la puissance des fleuves transformée en force électrique permet de résoudre le problème financier.

Le Rhône voie internationale jointe au Rhin. — Nous n'avons abordé qu'un côté peu important de la question. C'est, en

effet, comme voie internationale que le Rhône aménagé sera surtout utile, en permettant de réduire les frais de transport qui sont un des principaux éléments du coût des marchandises. Un seul exemple suffit à démontrer quels services peut rendre une voie de navigation prolongeant un port de mer vers l'intérieur du pays. Une très grande quantité de marchandises qui devraient normalement débarquer dans les ports de la Méditerranée, surtout à Marseille et à Gênes, allaient débarquer dans les ports de la mer du Nord, à Anvers, à Rotterdam, à Hambourg. De plus, ces ports conduisent les marchandises qui ont ainsi effectué ce long trajet maritime jusque dans des régions plus rapprochées de la Méditerranée que de la mer du Nord, par exemple en Suisse. En 1904, la Suisse recevait son blé d'importation de provenance lointaine :

1° Des Balkans et de Russie, à concurrence de 350 000 tonnes;

2° Des États-Unis, à concurrence de 90 000 tonnes;

3° De l'Amérique du Sud, à concurrence de 55 000 tonnes.

Or, le port de Rotterdam, à lui seul, en expédiait 180 000 tonnes, c'est-à-dire plus qu'il n'en arrivait des États-Unis et de l'Amérique du Sud. Il en résulte à l'évidence que des blés russes et balkaniques, au lieu d'emprunter la voie de terre, ou de débarquer à Marseille ou à Gênes, pour être conduits en Suisse, à quelques centaines de kilomètres de ces derniers ports, passaient par le détroit de Gibraltar, remontaient jusqu'à Rotterdam, et de là étaient dirigés sur la Suisse.

Cette anomalie, qui fait que des marchandises, dont Marseille serait le port de débarquement naturel, font un long parcours de mer par Gibraltar pour effectuer ensuite dans les terres un trajet plus long qu'il n'aurait à l'être depuis Marseille, ne peut s'expliquer que par l'existence d'excellentes voies de pénétration prolongeant vers l'intérieur des terres les ports de la mer du Nord. Les principales de ces voies sont le Rhin pour Anvers et Rotterdam, l'Elbe pour Hambourg. La situation changerait si les ports méditerranéens avaient, eux aussi, une bonne voie de pénétration vers l'intérieur pour les marchandises lourdes. Marseille et Cette deviendraient alors les ports de débarquement de la plus grande partie des marchandises de cette nature en provenance ou à destination de Suez, ce qui comprend tout l'Extrême-Orient et toute l'Afrique

orientale, de celles en provenance ou à destination des ports de la mer Noire et de la Méditerranée, et même de nombreux ports des Amériques et de l'Afrique occidentale. Ceci suppose naturellement le Rhône joint dans de bonnes conditions au Rhin, soit par le canal actuel agrandi, soit par le lac de Neuchâtel. Il est même probable que cette grande artère fluviale joignant la Méditerranée à la mer du Nord prendra une telle importance que, non seulement la navigation du Rhin n'en sera pas atteinte, mais en sera accrue.

C'est ici le moment d'examiner une étrange objection qui a été formulée par plusieurs parlementaires. La jonction du Rhône au Rhin, spécialement par la Suisse, aboutirait à prolonger jusqu'à Lyon les canaux du Rhin au bénéfice de Hambourg. N'insistons pas sur la situation de Hambourg, fort éloignée du Rhin. Si l'objection était sérieuse, il faudrait supprimer toutes les voies ferrées internationales et clore le pays par une muraille. Il faudrait que les importations fussent toujours nuisibles ; or, personne ne contestera qu'elles sont souvent nécessaires. En outre, les importations de produits qui se réexportent après avoir été manufacturés sont toujours utiles. Enfin, la grande voie d'une mer à l'autre recevra un fort transit qui ne s'arrêtera pas en France, mais qui y laissera un bénéfice net.

La vérité, c'est que la France doit développer puissamment son commerce et son industrie, soit à l'intérieur, soit dans ses rapports avec l'étranger, et que, pour atteindre ce but, de bonnes voies commerciales intérieures et internationales sont indispensables.

Puisque nous parlons du Rhin, une comparaison du Rhône avec lui s'impose.

Les deux fleuves présentent de nombreux points de ressemblance. Tous deux proviennent de glaciers voisins, sont régularisés et épurés par de grands lacs, ont, dans leur cours supérieur, leurs hautes eaux à la fonte des glaciers, reçoivent ensuite des affluents provenant des régions tempérées, et dont les hautes eaux se produisent en d'autres saisons, ce qui régularise le cours inférieur du fleuve. En revanche, il faut noter que le Rhin, né au même niveau que le Rhône, présente un cours deux fois plus long, donc une pente deux fois moins rapide, et que ses eaux sont beaucoup plus abondantes. Pour ces deux motifs, le Rhin s'est prêté plus facilement à la navigation que

le Rhône. En revanche, la pente plus rapide du Rhône permettra de capter plus aisément sa puissance hydraulique.

C'est vers 1879, alors qu'en France les pouvoirs publics commençaient à préparer les grands travaux de chemins de fer et de voies navigables, que le Rhin a commencé à être l'objet de vastes travaux pour son aménagement et pour l'organisation de grands ports fluviaux. Peu à peu, les chalands de 300 à 600 tonnes faisaient place à des bâtiments de 1 000 à 1 200 tonnes, puis à des porteurs de minerais de plus de 2000 tonnes. Le fleuve recevait aussi de légers navires de mer et des allèges ou chalands pontés pouvant être remorqués en mer, ce qui permettait d'éviter la rupture de charge entre les ports de mer et les ports du Rhin. Le trafic, de la frontière suisse à la frontière hollandaise, faisait plus que de quadrupler, de 1885 à 1910. Le tonnage, ramené à la distance entière, était alors de 12 millions de tonnes, soit plus de quarante fois le trafic du Rhône. Dès 1903, le port de Duisbourg-Ruhrort présentait des bassins de 113 hectares; ceux de Mannheim-Ludwigshafen couvraient 278 hectares alors que les surfaces d'eau de Marseille étaient de 150 hectares seulement. La progression des fortunes dans les villes prospères riveraines du Rhin, attestée par les déclarations pour l'impôt sur le revenu, et la progression des impôts perçus suivent une marche parallèle à celle de la navigation.

Sans prétendre que le Rhône puisse arriver, dès qu'il sera aménagé, à une semblable prospérité, il est certain que, s'il est joint au Rhin, il formera une moitié de la grande artère navigable unissant les deux mers, et qu'il recevra un tonnage incomparablement supérieur à son tonnage actuel.

Le transport vers le Midi des potasses et des autres produits de l'Alsace et de la Sarre, ainsi que le transport des marchandises de Marseille et de Cette vers la Suisse, pays d'importation et d'industrie, fourniront rapidement à la voie du Rhône un trafic important, dont une partie notable sera nouvelle et ne sera pas prise au chemin de fer.

Le Rhin lui-même, ainsi raccordé à la Méditerranée par le Rhône, s'il voit échapper le tonnage qui lui venait de la mer du Nord dans les conditions paradoxales que nous avons indiquées, profitera certainement de sa nouvelle situation d'artère de jonction entre deux mers, artère qui, sur toute sa longueur, traverse des pays extrêmement prospères ou appelés à le devenir.

Le Rhône voie internationale jointe au Danube et au réseau navigable européen. — Quelle que soit l'importance qu'aura le Rhône aménagé comme voie navigable conduisant à la Méditerranée le réseau des voies fluviales françaises, quelle que soit son importance comme voie navigable jointe au Rhin et unissant la Mer du Nord à la Méditerranée, le fleuve présentera dans l'avenir une importance bien plus grande encore, si, uni au Rhin par le lac de Neuchâtel, il est en outre uni au Danube par la création d'une voie navigable du lac de Constance à Ulm, après que le Rhin aura lui-même été aménagé dans tout son parcours.

Ce n'est pas tout : les Empires centraux, avant la guerre, avaient préparé un vaste projet de jonction du Danube au Weser, à l'Elbe, à l'Oder, à la Vistule, et de la Vistule au Dniester. Cet immense réseau raccordé au Rhin, à la Seine, au réseau français complété, comme nous l'avons dit, au Rhône, unirait la Baltique, la mer du Nord, la Manche, l'Océan, la Méditerranée et la Mer Noire. Il couvrirait toute la partie dense de l'Europe. Sans entrer dans les détails, il suffit de consulter la carte pour voir que la plupart des grands centres maritimes et intérieurs, que presque toutes les régions industrielles et agricoles communiqueraient par ce réseau dont la partie orientale serait en outre une voie de communication pour une grande partie de l'Europe avec le Nord de l'Asie-Mineure, l'Arménie et la Caucasie du Nord et du Sud.

A vrai dire, le travail à exécuter serait immense : non seulement il y aurait à faire les jonctions des fleuves, mais ceux-ci devraient être aménagés sur certains parcours, par exemple le Rhin de Strasbourg à Constance, l'Oder supérieur, le Danube, aux Portes-de-Fer et dans le parcours Bratislava-Devin-Gonye qui lui donne l'accès de la Tchéco-Slovaquie. Même tel qu'il est, le Danube, avant la guerre, était loin d'avoir l'importance qu'il aurait pu avoir; la voie de terre, imposée par la Russie, lui enlevait beaucoup de son utilité; la rivalité des États voisins lui nuisait.

En pleine guerre, les Empires centraux préparaient ce que l'on a appelé « l'offensive des canaux. » A Nuremberg, le 13 février 1917, un congrès d'économistes et d'ingénieurs allemands prévoyait, avec la jonction des canaux bavarois, la création de la voie Rhin-Main-Danube. Une société, favorisée par le gouvernement impérial, se constituait, au capital de 5 mil-

lions de marks, pour les études techniques et financières. Le 5 septembre 1917, fut réuni le « Congrès du Danube » entre délégués allemands, austro-hongrois et bulgares. En pleine guerre, et sans doute avec le travail de nos prisonniers, l'Allemagne résolvait un irritant problème en achevant le *Mittellandkanal* qui unit le Rhin au Weser et à l'Elbe. Ce travail s'était heurté à l'opposition des agrariens allemands, qui admettaient volontiers que la nouvelle voie emportât vers l'Est les produits industriels de la Westphalie, mais n'admettaient pas qu'elle amenât de l'Est les produits agricoles. En même temps, l'Allemagne étudiait l'aménagement du Rhin jusqu'au lac de Constance.

Quant à l'Autriche, une loi de 1901 avait décidé la construction, aux frais de l'État, d'un réseau comprenant :

1° Un canal du Danube à l'Oder, prolongé par la Galicie, jusqu'à la Vistule et au Dniester;

2° Un canal, relié au précédent à Prerau, et rejoignant l'Elbe par Pardubitz et Melnik;

3° Une voie navigable rattachant le Danube, vers Vienne, par un canal et la Moldau aménagée, à l'Elbe, par Prague ;

4° Une jonction de Bâle au lac de Constance, et de là, au Danube par Ulm et Ratisbonne.

Non seulement la défaite des Empires centraux n'enlève rien à l'utilité de ce programme, mais elle fait de son exécution une nécessité vitale pour les États créés dans l'Autriche-Hongrie morcelée.

Traçons ce réseau complet sur une carte d'Europe. Nous voyons qu'à part trois transversales, le Mittellandkanal, la ligne Rhin-Main-Danube, et la ligne Vistule-Dniester, le réseau tout entier s'appuie au Sud sur une grande artère formée par le Danube, la jonction du Danube au Rhin par Ulm et le lac de Constance, la jonction du Rhin au Rhône par le lac de Neuchâtel, enfin le Rhône jusqu'à la Méditerranée. Le Rhône est donc une partie essentielle de l'ensemble, d'autant plus essentielle qu'il en est le seul accès à la Méditerranée.

Prenant la question en sens contraire, si nous supposons le Rhône isolé du réseau, la grande artère du Danube se prolongera par le Rhin seul, n'aura pas d'accès à la Méditerranée, et la France se trouvera, comme l'Espagne, séparée des grands courants commerciaux.

Nous avons dit que ce réseau navigable recevrait son trafic de toutes les régions industrielles et agricoles de l'Europe centrale et de la France. N'oublions pas qu'il doit être uni aux ports de mer, et recevra aussi les marchandises propres à prendre la voie navigable en provenance et à destination des Amériques, de tous les ports de la Méditerranée, de Suez et de l'Extrême-Orient, d'une grande partie de l'Afrique. Outre les importations en France, une grande partie du transit passera par notre pays.

Il est vrai que les exportations françaises, produits manufacturés et articles de luxe, prendront plutôt la voie ferrée. Mais une partie notable de ces exportations auront été obtenues avec des matières premières amenées par la voie navigable, de sorte que celle-ci servira, tout au moins indirectement, à favoriser les exportations.

La puissance hydraulique du Rhône (1). — Non seulement, dans l'état actuel de la science de l'ingénieur, l'aménagement d'un fleuve pour le captage de la puissance hydraulique ne nuit pas à son aménagement pour la navigation, mais encore il est souvent possible d'exécuter des travaux qui servent à la fois aux deux fins. De plus, il est permis de dire que, plus un fleuve, par sa pente rapide, était autrefois difficile à rendre navigable, plus il est facile maintenant de résoudre le problème, puisque, par sa pente même, le fleuve se prête aisément au captage de sa puissance, et que la facilité de vendre cette puissance transformée en électricité permet de trouver les ressources nécessaires pour le rendre navigable. Le captage de la puissance aide même à la navigation, en permettant commodément et à peu de frais d'organiser la traction des bateaux, la manœuvre des vannes et celle de l'outillage des ports. Inversement, la création de la voie navigable place, à proximité des usines qui emploient la puissance hydraulique, une voie et un port pour amener leurs matières premières et emmener leurs produits.

Avant la guerre, la France était, avec la Norvège, le pays

(1) Nous emploierons tantôt le mot « puissance, » tantôt le mot « énergie. » Ils ne sont pas synonymes; la puissance est, peut-on dire, « de l'énergie par seconde. » Dans certains cas, les deux termes peuvent être employés indifféremment.

qui avait capté la plus grande puissance hydraulique. Elle avait aménagé 750 000 à 1 000 000 de chevaux (1). Pendant la guerre, selon M. le commandant Cahen, dans son rapport général sur l'industrie française pour 1919, la France a encore installé 850 000 chevaux, en y comprenant les installations en cours destinées à être achevées en 1920. Le total des installations serait donc de 1 600 000 chevaux. C'est déjà beaucoup, mais il y a encore plus à faire, car, selon M. l'inspecteur général de la Brosse, qui dirigeait le service d'étude des forces hydrauliques au Ministère de l'Agriculture, la France peut aménager de 9 à 10 millions de chevaux dont le tiers environ pour la région des Alpes, en y comprenant le Rhône. Pour ce fleuve, un mémoire publié en 1919 par le Conseil supérieur des Travaux Publics évalue sa puissance pouvant être aménagée à 784 000 chevaux en eaux moyennes.

Or, il n'existe sur le Rhône qu'un très petit nombre d'usines génératrices : la Coulouvrenière et Chèvres en Suisse, Bellegarde et Jonage en France. La plus importante emploie au maximum 20 000 chevaux.

L'importance du captage de l'énergie hydraulique, de la « houille blanche, » est facile à saisir. En effet, la houille blanche et la houille noire se remplacent l'une l'autre dans beaucoup de cas. L'électricité provenant d'une chute d'eau peut être transformée en chaleur. Surtout, cette électricité, de même que la houille noire brûlée dans une machine à vapeur, peut se transformer en force mécanique. Il est donc possible de comparer l'énergie d'un fleuve à celle que peut produire le charbon d'une mine de houille. Voici, à cet égard, les résultats auxquels arrive M. l'inspecteur général Tavernier.

En 1912, la France a consommé environ 40 millions de tonnes de charbon français et 20 millions de tonnes de charbon étranger, au total 60 millions de tonnes. En ne prenant que le charbon employé à donner de la force (machines à vapeur industrielles, chemins de fer), il a été consommé 9 millions de tonnes par les chemins de fer, et 18 millions par l'industrie, soit au total 27 millions de tonnes.

Or, à eux seuls, les cours d'eau des Alpes permettraient de

(1) Le chiffre le plus fort est cité par M. Marius Richard, le plus faible par M. le commandant Cahen. Les divergences proviennent de la difficulté de procéder aux évaluations, et des méthodes différentes employées.

remplacer ces 27 millions de tonnes de houille par l'énergie hydraulique. Et la France entière permettrait facilement de capter le triple de cette énergie.

Pour ne prendre qu'une partie du Rhône, la partie située entre la frontière franco-suisse et Seyssel, où le fleuve devient théoriquement navigable, l'énergie pouvant être captée annuellement équivaudrait à la production de tout le bassin houiller de Blanzy, à la moitié de celle des bassins de Lens ou d'Anzin. Et la houille noire s'épuise, tandis que la houille blanche est éternelle.

Il faut reconnaître cependant que l'électricité obtenue en aménageant les chutes d'eau, si elle remplace avantageusement la houille quand il s'agit d'obtenir un travail mécanique, ou certains effets chimiques nécessitant un courant électrique, ne peut en général la remplacer quand il s'agit d'obtenir de la chaleur ou certaines réactions chimiques nécessitant la présence du carbone.

L'importance du captage de la puissance des cours d'eau n'est donc plus à démontrer. Cependant une objection a été formulée : si l'on capte trop de puissance hydraulique, il sera impossible d'en trouver l'emploi. Il est exact qu'il y a eu des crises de surproduction de la houille blanche. En revanche, pendant la guerre, il y a eu un énorme déficit, manifesté par la nécessité d'aménager hâtivement un grand nombre de chutes.

La crise de surproduction sera facilement évitée en répartissant l'aménagement du Rhône sur une assez longue période. Les travaux généraux pour la navigation et pour le captage de la puissance hydraulique dureront un bon nombre d'années, de sorte que la puissance captée ne se placera que peu à peu. Les débouchés ne manqueront pas : la métallurgie du fer, qui emploiera les minerais de l'Afrique du Nord, occupera de nombreuses usines des bords du Rhône. Il en est de même de la métallurgie de l'aluminium et de l'industrie électro-chimique, produits azotés, soude, etc. Les Chambres de Commerce de l'Isère, de la Savoie et de la Haute-Savoie ont dressé un important tableau des industries ayant intérêt au captage de la puissance hydraulique, particulièrement dans le Sud-Est.

La possibilité de diviser à l'infini la puissance d'un fleuve transformée en électricité permettra de l'employer à actionner

de petits moteurs dans les fermes, dans les familles, ce qui contribuera à restaurer la vie familiale.

L'éclairage et le service hydraulique des villes fournira aussi un débouché. La puissance captée servira encore, nous l'avons dit, à la traction des bateaux, à la manœuvre des vannes et des appareils de ports. Enfin, un emploi très important est réservé à la houille blanche, c'est la traction des trains de chemins de fer et des tramways, ceux-ci extrêmement utiles pour le développement de l'industrie touristique et hôtelière. Quant aux chemins de fer, ils seront rendus incomparablement plus pratiques quand il sera possible de composer d'énormes trains de marchandises qui se subdiviseront à chaque bifurcation sans que les tronçons aient besoin de locomotives. Les trains de voyageurs pourront être, en revanche, rendus plus nombreux et plus légers. En somme, les chemins de fer finiront par trouver dans les grands cours d'eau, leurs rivaux depuis de longues années, un puissant auxiliaire.

Une question brûlante s'est posée au sujet de l'emploi de l'énergie du Rhône. Cette énergie, transformée en électricité, doit-elle être consommée près du Rhône, ou convient-il de la conduire à Paris, qui le demande? La réponse est facile à trouver, et la solution probable de la question sera favorable à tous. Si les régions voisines du Rhône reçoivent une quantité de puissance électrique suffisante, il est parfaitement légitime que Paris ou d'autres villes éloignées reçoivent le reste. Mais nous considérons que les pays riverains d'un fleuve ont un droit de priorité sur l'énergie de ce fleuve. L'État, qui est formé de l'ensemble des provinces, n'a pas le droit d'envoyer dans des directions arbitraires les richesses d'une région, particulièrement la houille blanche, qui ne laisserait à proximité du lieu du captage qu'une usine employant un nombre très faible d'ouvriers et n'apporterait autour d'elle aucune prospérité. Il y a encore un danger social, particulièrement redoutable avec la force électrique qui se dirige aisément où l'on veut; c'est que cette force ne se concentre sur certains points, en y groupant capitaux, capitalistes et ouvriers. Agglomérations excessives, avec la crise inévitable du logement, insalubrité, mauvaise moralité, alcoolisme et tuberculose, telles seraient les conséquences de la centralisation excessive dans l'emploi de la force électrique d'un pays.

Il faut ajouter à ce motif celui de l'économie. Le transport de l'énergie à longue distance nécessite des conducteurs très coûteux, qui immobilisent inutilement un capital. En outre, il se perd en route une quantité considérable d'énergie, qui ne profite à personne.

Enfin, pour les fleuves en général, et pour le Rhône en particulier, il y a un argument puissant en faveur de l'utilisation de la puissance hydraulique à proximité de son captage. Les usines placées près du fleuve aménagé auront leur voie navigable et leur gare d'eau à leur portée immédiate, de telle sorte que, les travaux de captage de la puissance hydraulique ayant permis l'aménagement de la navigation, la navigation, de son côté, facilitera l'emploi de cette puissance.

L'aménagement du Rhône et l'agriculture. — Les projets d'aménagement du Rhône prévoient l'irrigation de vastes espaces infertiles du Sud-Est. Bien que ce soit là une affaire d'importance, nous ne ferons que la mentionner sommairement, car elle est d'un intérêt plutôt régional.

Dès 1847, l'irrigation de ces espaces, au moyen du Rhône, était à l'étude. Des projets très détaillés avaient été établis par les ingénieurs Dumont, Chambrelent, Léger et d'autres encore. Si ces projets avaient été réalisés, de quelle utilité ne serait pas maintenant la production agricole des régions irriguées!

Ces anciens projets tendent tous à prélever les eaux d'irrigation sur le Rhône, ou sur certains affluents, au moyen de canaux, et parfois au moyen de siphons. Actuellement, avec la possibilité de transporter à distance l'énergie des cours d'eau transformée en électricité, une nouvelle solution est envisagée. Le Rhône, ou certaines rivières, donnerait la force nécessaire à des usines qui pomperaient l'eau d'irrigation, ce qui permettrait de prendre cette eau dans le cours inférieur et d'éviter que le débit du fleuve ne fût diminué au préjudice de la navigation pendant les basses eaux.

Procédés techniques proposés pour l'aménagement du Rhône. — Lorsqu'il s'agit, non pas d'ouvrir une nouvelle voie navigable, comme un canal de jonction, mais de rendre possible ou commode la navigation sur un fleuve, trois procédés peuvent être employés.

Le fleuve peut être régularisé; ou bien il peut être canalisé dans son propre lit; ou bien encore le fleuve sera abandonné par la navigation et servira à alimenter un canal latéral navigable.

Le Rhône présente, pour la canalisation dans le lit même, des difficultés qui en avaient fait rejeter l'idée. En effet, la méthode consiste à établir dans le fleuve une série de barrages qui remplacent la pente par un escalier dont les bateaux franchissent les degrés par des écluses. Or, la forte pente du Rhône, sa vitesse, ses berges parfois basses rendent les barrages difficiles à placer; les barrages risquent d'étendre les inondations, s'ensableront, nécessiteront de puissantes digues. Ces difficultés n'ont cependant pas arrêté les auteurs de certains projets. D'autre part, le canal latéral, très sûr pour la navigation, est coûteux et ne permet pas le captage de l'énergie hydraulique du fleuve, au moins dans une proportion importante.

Avant de décrire sommairement les procédés proposés pour aménager le Rhône, nous aborderons certaines questions qui se posent, quel que soit le procédé adopté.

Quel est le type de bateau pour lequel il faut prévoir les écluses et autres ouvrages? Car il faut construire la voie pour les bateaux qui rendront le plus de services, et non pas pour des bateaux trop petits, qui ne permettraient pas un trafic sérieux, ou trop grands, nécessitant de vastes et coûteuses écluses et un large canal, alors que ces grands bateaux ne devront jamais exister. Il n'est pas actuellement question de faire porter au Rhône les grands chalands de 2 000 tonnes et plus qui naviguent sur le Rhin. Les conditions de la navigation sont trop différentes.

La discussion porte sur le point de savoir si le Rhône doit être propre à recevoir des bateaux de 600 tonnes ou des bateaux de 1 000 à 1 200 tonnes. Les projets récents prévoient le bateau de 1 000 à 1 200 tonnes. Un maximum est, dès à présent, fixé par les dimensions de l'écluse du nouveau canal d'Arles à Marseille, longue de 160 mètres, large de 16 mètres, profonde de 2 m. 50, pouvant être approfondi à 3 mètres, ce qui permettra l'accès de bateaux dépassant largement les 1 200 tonnes.

S'il convient d'aménager le fleuve lui-même, et aussi dans le cas où il serait décidé de construire un canal latéral, la

question se pose de savoir si le mieux est de faire des biefs courts séparés par de faibles chutes, ou de longs biefs séparés par de grandes chutes. Le grand bief et la haute chute permettent mieux le captage de l'énergie du fleuve, mais rendent difficile le passage des bateaux. Cependant, cette dernière solution est en faveur auprès d'éminents ingénieurs, comme M. l'inspecteur général Tavernier et M. le commandant Le Vallois. Celui-ci préconise le passage des grandes dénivellations en faisant entrer les bateaux dans un bassin mobile porté par des roues et pouvant parcourir un plan incliné. Ce bassin, ce *sas-chariot*, serait mû par l'électricité ou par un moyen mécanique quelconque. Il viendrait se plaquer à l'extrémité du plan incliné contre le bief supérieur ou contre le bief inférieur et, en ouvrant les portes étanches du bief et du bassin mobile, le bateau n'aurait qu'à passer du bief dans le bassin, ou inversement. Ce système évite les pertes d'eau nécessitées par les écluses.

Comme il faut prévoir la jonction du lac Léman au Rhin, et la traversée de ce lac sur 40 kilomètres, les chalands, pour n'être pas arrêtés par les gros temps, devront être toujours pontés, et les remorqueurs devront être munis de machines bien abritées.

Enfin, il faut dire quelques mots d'une question qui, sans être essentielle, est cependant importante. Il serait très utile, pour la réalisation des divers projets, de pouvoir mieux régulariser le débit du Rhône en augmentant la tranche d'eau réglable du lac Léman. Actuellement, ce lac est fermé, à Genève, par un barrage qui permet normalement de disposer d'une tranche d'eau de 0 m. 60, ce qui donne une réserve disponible de 349 368 000 mètres cubes. Cette réserve est accumulée à l'époque où la fonte des glaciers alimente largement le Haut-Rhône valaisan, qui forme le lac. Pendant les basses eaux, en hiver, quand les glaciers ne fondent plus, cette réserve est employée pour ajouter au fleuve, à sa sortie du lac, 100 à 150 mètres cubes à la seconde, au grand avantage des usines hydrauliques existantes et de la navigation. Des pourparlers avec la Suisse pour l'augmentation de la tranche réglable se sont heurtés à certaines objections, surtout de la part du canton du Valais. Ces pourparlers seront vraisemblablement repris prochainement.

Examinons maintenant, très brièvement, les solutions qui ont été proposées pour l'aménagement du Rhône, depuis le lac Léman jusqu'à la mer.

La traversée de Genève présente une première difficulté. Les quais de la ville, et par suite les ponts, sont trop bas pour permettre aux bateaux de passer du lac dans le Rhône sans de grands travaux. Certains projets abandonnent franchement le Rhône et comportent des canaux, des tunnels, des écluses ou des ascenseurs à bateaux. Ces projets ont été soumis à l'arbitrage de M. Le Vallois; celui-ci a indiqué sa préférence pour le projet de M. l'ingénieur Autran, qui comporte le passage par la rive droite. D'autres projets suivent le Rhône sur une certaine longueur et traversent Genève en tunnel, avec une ou plusieurs écluses. Un projet tout récent consisterait à approfondir le Rhône sous les ponts, de manière à permettre aux bateaux de passer. En ce cas, le Rhône cesserait de remplir sa fonction d'exutoire du lac, et serait remplacé dans cette fonction par un tunnel.

En aval de Genève se pose le grand problème. C'est là que le Rhône, du fort de l'Écluse à Seyssel, est un torrent violent plutôt qu'un fleuve. Dans la plus grande partie de ce parcours, il traverse une gorge profonde, un canon, et même, vers Bellegarde, un peu en amont de cette ville, il coule au fond d'une très étroite fissure, et passe parfois, lors des basses eaux, au fond de cette fissure dont le haut est obstrué par des rochers, de sorte que le fleuve est invisible. C'est la « Perte du Rhône. »

Cette difficulté, insurmontable aux yeux d'un profane, appelle cependant d'elle-même sa solution, qui a été vue, dès 1774, par l'ingénieur Céard. Puisque le Rhône est encaissé entre des parois rocheuses, il n'y a qu'à appuyer contre ces parois un grand barrage qui créera un lac dont les eaux tranquilles iront en amont jusqu'à la frontière suisse. Des écluses, des ascenseurs ou d'autres appareils permettront aux bateaux de passer des eaux du fleuve en aval jusque dans ce lac.

L'idée a été reprise et transformée en un projet sérieux par MM. les ingénieurs Blondel, Harlé et Mähl. Le barrage, placé à Génissiat, aurait une hauteur de 69 à 72 mètres. La chute ainsi créée serait de pareille hauteur et pourrait même atteindre 85 mètres en approfondissant le fleuve en aval. Une puissante

usine électrique capterait 324 000 chevaux. Un ascenseur ferait monter les bateaux jusqu'au lac artificiel.

Un autre projet consisterait à établir deux barrages, de 45 mètres et 30 mètres, l'un à Bellegarde, l'autre à Malpertuis, un peu en amont de Génissiat. La chute totale serait sensiblement la même qu'avec le barrage unique, mais elle serait fractionnée en deux. Avec ce projet, la navigation, étudiée par M. Armand, ingénieur en chef du service du Rhône, aurait encore à parcourir des gorges profondes, et nécessiterait des coupes de falaises, des tunnels, outre des écluses et des ascenseurs.

M. Maillet, de Grenoble, propose un canal, partie à ciel ouvert, partie en tunnel. Le canal et les tunnels seraient divisés dans leur longueur par un plancher horizontal de béton armé. La navigation passerait au-dessus du plancher, les eaux destinées au captage de l'énergie passeraient au-dessous. Des ascenseurs permettraient aux bateaux de passer du Rhône situé en aval jusque dans le canal qui, commençant près de la frontière suisse, aboutirait près de Seyssel, à 70 mètres environ plus haut que le niveau actuel du Rhône.

Ces divers projets prévoient le passage de bateaux de 1000 tonnes environ. La puissance captée varie naturellement avec la partie des eaux du fleuve utilisée, mais elle est du même ordre dans les divers projets. Nous avons dit que celui de M. Mähl prévoyait 324 000 chevaux.

Plusieurs objections ont été présentées contre le projet du grand barrage. Cependant des barrages plus élevés encore existent : aux États-Unis, le barrage Roosevelt a 79 mètres, celui de la Shoshone 100 mètres. Quant à la grave question de la solidité de l'appui que les parois offriraient au barrage, et à celle de l'étanchéité des rochers retenant le lac formé par le barrage, elles sont, en ce moment, soumises à l'étude d'une commission de spécialistes.

A partir de Seyssel, l'aménagement du Rhône cesse d'exiger de si grandioses efforts d'imagination. Ce parcours a été étudié par le service spécial du Rhône et en particulier par M. l'ingénieur en chef Armand, qui dirige ce service. La solution proposée consisterait à couper le fleuve par une série de barrages d'où partiraient des dérivations navigables quittant le fleuve pour le rejoindre plus bas. En plusieurs endroits, le Rhône lui-

même servirait à la navigation. Les chutes obtenues aux barrages donneraient 171 350 chevaux recueillis par des usines génératrices d'électricité.

M. Autran, de Genève, propose, pour cette partie du fleuve, de régulariser simplement le fleuve et de le mettre en bon état de navigabilité par des travaux de dragage et de colmatage. M. Mähl propose aussi d'utiliser le fleuve lui-même sur ce parcours, sans faire de dérivations, mais en faisant une série de barrages réunis par des écluses et donnant des chutes dont la puissance serait captée par des usines électriques. Dans son dernier projet, il propose de diviser cette partie du fleuve en huit biefs, et pense capter, en eaux moyennes, 310 000 chevaux.

Avant de poursuivre, nous devons aborder rapidement une question intimement liée à celle de l'aménagement du Rhône. C'est la question de l'aménagement de l'Isère, pour la navigation et pour le captage de la puissance hydraulique. L'Isère, réunie au Rhône par le lac du Bourget, rendue navigable jusqu'à Valence, établirait une communication par eau entre la grande voie du Rhône et les régions du Dauphiné et de la Savoie. Le Dauphiné est le pays natal de la houille blanche. Grenoble est devenu une véritable capitale industrielle, rachetant sa situation désavantageuse, à l'écart des routes commerciales, par l'initiative de ses habitants et par les trésors naturels de sa région. Le Dauphiné est déjà un pays de grande industrie ; la Savoie est appelée à le devenir.

Plusieurs projets d'aménagement de l'Isère ont été étudiés ou esquissés par MM. Mähl, Bouchayer et Viallet, Frédet, Charpenay.

Revenons au Rhône, qui nous présente la grande difficulté de la traversée de Lyon. Plusieurs projets ont été élaborés, sur la demande de la Chambre de commerce de cette ville. Le dernier de ces projets, étudié par M. l'ingénieur en chef Armand, consiste à brancher sur le canal de l'usine électrique de Jonage un canal de 22 kilomètres, contournant la ville à l'Est, et aboutissant à un grand port industriel placé à 2 kilomères en aval du confluent de la Saône.

La section du Rhône entre Lyon et la mer, à laquelle nous arrivons, est la seule qui, à la date actuelle, soit parcourue par une navigation sérieuse. C'est celle pour laquelle l'aménage-

ment du fleuve pour la navigation donnera des résultats immédiats, en diminuant considérablement le coût des transports par eau, et en développant par là le tonnage transporté. Des calculs de prévisions très sérieux ont été faits à ce sujet par la Chambre de commerce de Lyon et par les Ponts-et-Chaussées. Le canal d'Arles à Marseille, en voie d'achèvement, présentera déjà de sérieux avantages pour la navigation dans ce parcours.

Voici plus d'un siècle que les ingénieurs étudient cette partie du Rhône pour la mettre en bon état de navigabilité. Citons les travaux de François de Neufchâteau en 1779, de Céard en 1808, de Cavenne en 1821, des ingénieurs des Ponts-et-Chaussées Josserand, Surell, Bouvier en 1843, plus tard des ingénieurs en chef Kleitz, puis Tavernier ; citons encore le projet de l'ingénieur Dumont en 1877, de l'ingénieur en chef Jacquet en 1878, le projet de Douhet et Pech en 1888, celui-ci tendant à créer un grand canal latéral accessible à des bâtiments de mer, le projet Souleyre, le projet Perre en 1898, le projet Denèfle, en 1900. Les travaux préparatoires n'auront pas manqué.

Plus récemment, des études très complètes ont été faites par les Ponts-et-Chaussées, sous la direction de MM. Barlatier de Mas, Girardon, Armand. L'administration n'a pas prétendu présenter un projet dont elle tenait à voir l'exécution, mais bien une étude d'un canal latéral de 19 m,50 de largeur au plafond, 27 mètres au plan d'eau, 2 m,50 de profondeur. En 1909, la dépense prévue était d'environ 500 millions.

A la même époque, M. Chambaud de la Bruyère, ingénieur, conseiller général du Rhône, présenta un autre projet, moins coûteux selon lui, de canal latéral traversant à plusieurs reprises le Rhône par des ponts-canaux. De son côté, M. le commandant Le Vallois proposait de faire le canal latéral avec de très longs biefs, séparés par de hautes chutes franchies au moyen des plans inclinés à bateaux que nous avons décrits.

M. Mähl, dans cette section comme dans les autres, propose de couper le fleuve par des barrages éclusés, chaque barrage captant la puissance hydraulique. Il compte couper le fleuve en quinze biefs et capter plus de 1 million 400 mille chevaux.

Tous ces projets attribuent une part de l'eau à l'irrigation.

En résumé, il y a trois solutions : le canal latéral des Ponts-et-Chaussées, de M. Chambaud de la Bruyère ou de M. Le Vallois, les dérivations de M. Armand, avec utilisation de certaines parties du fleuve lui-même, enfin l'utilisation du fleuve tout entier de M. Mähl.

Le canal latéral présente pour la navigation une solution de tout repos, mais il laisse le fleuve abandonné à lui-même, de telle sorte qu'il faudrait des travaux entièrement distincts pour le captage intégral de l'énergie hydraulique. L'aménagement intégral du fleuve lui-même, proposé par M. Mähl, est une solution théoriquement excellente. Il reste à savoir si, en pratique, les conditions de la navigation seront bonnes et si les difficultés techniques pourront être vaincues. Un argument sérieux que fait valoir cet ingénieur, c'est qu'avec sa méthode, les deux rives bénéficieront également des avantages de la voie navigable et que les barrages pourront être établis de manière à constituer des ponts carrossables.

Nous n'avons pu examiner tous les projets, notamment ceux qui ont été présentés, en 1911, au concours de l'Office des Transports. Et les indications que nous avons données sont nécessairement très sommaires. Il est impossible de se former une opinion au sujet des avantages et des défauts des divers projets d'aménagement du Rhône dans ses diverses sections sans procéder à une étude approfondie des travaux de leurs auteurs.

La réalisation de l'œuvre. Efforts tendant à cette réalisation. — Les ingénieurs ont terminé leur travail de préparation. Ils auront à mettre au point ce travail quand, parmi les projets, un choix définitif aura été fait. Même si un projet entièrement différent des leurs vient à être adopté, leurs travaux en auront été la préparation. Mais, il manque une étude d'ensemble de la question économique. Une vaste enquête s'impose pour rechercher l'origine et la destination, ainsi que le tonnage des marchandises que le Rhône aménagé est destiné à transporter, et quelle est l'utilité économique probable du placement de la puissance hydraulique du fleuve. Nous avons cherché, ailleurs (1), à donner quelques indications propres à faciliter ce grand travail.

(1) *La Question du Rhône*, Payot éd.

Les ingénieurs n'ont pas été les seuls à préparer les voies. Il faut rendre hommage à ceux qui ont uni leurs efforts pour faire connaître l'importance de la question du Rhône et en chercher la solution pratique. Dès le 1er septembre 1899, M. Gourju, sénateur et conseiller général du département du Rhône, proposait à son Conseil général de constituer, conformément à la loi du 10 août 1871, une Commission interdépartementale entre les Conseils généraux des onze départements riverains du fleuve. La Commission fut constituée, non sans de longs et méritoires efforts, et commença à fonctionner le 2 février 1901. Depuis lors, son activité ne se ralentit point. Elle tient ses assises tantôt dans l'un, tantôt dans l'autre des chefs-lieux des départements. La dernière assemblée s'est tenue à Grenoble le 2 juin 1919. Présidée jusqu'à cette date par M. Gourju, qui s'est volontairement retiré, elle l'est depuis lors par M. Léon Perrier, député de l'Isère. La Commission interdépartementale a nommé, pour simplifier le travail, une commission exécutive de onze membres, un par département. Lors de ses assemblées générales, elle s'adjoint des délégués des villes, de plusieurs autres départements, de la Suisse, ainsi que des personnes compétentes, économistes, géographes, géologues, ingénieurs, de telle sorte que les assemblées générales sont précédées d'un véritable congrès, procédé absolument légal, bien qu'il se soit heurté d'abord à l'opposition de quelques hommes politiques. Quand l'œuvre sera achevée, le mérite en reviendra en grande partie aux membres de la Commission, parmi lesquels il convient de citer M. Herriot, maire de Lyon.

De leur côté, les Chambres de commerce du Sud-Est ont étudié attentivement la question; plusieurs d'entre elles ont organisé des concours de projets. Elles ont créé, pour coordonner leurs efforts, « l'Office des Transports du Sud-Est. »

En Suisse, outre les Pouvoirs publics, plusieurs associations ont étudié l'aménagement du Rhône. Il faut citer la Commission centrale de navigation de Bâle, l'Association romande pour la navigation intérieure, et surtout l'Association suisse pour la navigation du Rhône au Rhin, qui a procédé à des études techniques et économiques remarquables sur la jonction des deux fleuves par les lacs de Neuchâtel et de Bienne.

Indépendamment des diplomates officiels, la question de la

jonction des efforts entre la France et la Suisse a été étudiée par la Chambre de commerce française de Genève et par le Comité franco-suisse du Haut-Rhône.

Il y a cent vingt ans qu'un accord diplomatique est intervenu entre la France et la Suisse pour l'aménagement du Rhône. L'article VI du traité du 4 fructidor an VI engageait les deux États à faire, chacun sur son territoire, les travaux nécessaires pour assurer une communication par eau entre le lac de Genève et la partie navigable du Rhône. Récemment, des conversations ont été engagées dans le même sens. Elles ont été arrêtées par l'opposition d'une partie de la Suisse à l'augmentation de la tranche réglable du lac Léman, mais seront sans doute prochainement reprises. Le Conseil supérieur des Travaux publics a préparé un projet d'accord franco-suisse prévoyant l'aménagement du Rhône simultanément dans les deux pays, avec des écluses permettant le passage de bateaux de 1000 tonnes. Il faut que le traité oblige la Suisse à procéder à la jonction du Rhône au Rhin, avec des ouvrages du même type, de même que la France s'engagera à aménager le Rhône jusqu'à la mer, car la jonction des deux fleuves par la Suisse est un élément essentiel du problème.

La question financière. — Avant la guerre, des études très sérieuses ont été faites pour rechercher quelle était la dépense à effectuer pour l'aménagement du Rhône. Il y a lieu, naturellement, de majorer considérablement les prévisions ainsi faites.

De nouvelles prévisions ont été faites plus récemment. Nous ne donnerons que les résultats généraux obtenus. M. Jean Maître, ingénieur au corps des Mines, conseiller général du Haut-Rhin, prévoit, pour l'aménagement intégral du Rhône jusqu'à la mer, avec le grand barrage de Génissiat et des dérivations du type Armand, une dépense de 1 600 millions, en y comprenant les frais de constitution d'une société, le fonds de roulement, les intérêts intercalaires et une somme pour l'imprévu. M. Armand, ingénieur en chef du Service du Rhône, et M. l'inspecteur général de la Brosse arrivent, en majorant les chiffres pour tenir compte de l'augmentation des prix, à 1 430 millions. M. Mähl, dont nous avons examiné les projets, arrive à 1 300 millions, chiffre qu'il porte à deux milliards pour

tenir compte des nouvelles augmentations des prix. Enfin, l'exposé des motifs du projet de loi déposé par le gouvernement le 9 août 1919, certainement rédigé d'accord avec l'administration des Ponts et Chaussées, indique que « l'ordre de grandeur » de la dépense à envisager est de deux milliards et demi. Les prévisions sont complètes et comportent un ou deux barrages et une dérivation éclusée entre la frontière suisse et Seyssel, cinq dérivations éclusées en amont de Lyon, douze de là à la mer, des usines électriques à chaque dérivation, des ouvrages permettant le passage de bateaux de 1 200 tonnes, les travaux nécessaires pour l'irrigation de 260 000 hectares, un collecteur d'énergie unissant les usines et une ligne de transport de la force à Paris. Le total, en majorant les prix en raison de leur récente augmentation, est de deux milliards 270 millions, soit deux milliards et demi avec les frais accessoires et les intérêts intercalaires.

Quant aux recettes, celles de la navigation sont difficiles à prévoir, et seront toujours faibles, car il ne faut pas décourager le commerce par des droits de navigation élevés. L'exposé des motifs du projet de loi ne les prévoit que comme devant couvrir les frais d'exploitation, l'aménagement des ports et du halage, la fourniture d'eau aux canaux primaires d'irrigation et la fourniture d'eau aux stations de pompage pour l'agriculture.

M. Jean Maître, en comptant sur la vente de 750 000 chevaux seulement, et en établissant des tarifs différents suivant la nature de la force placée et les divers types de clientèle, estime la recette à 99 818 000 francs, chiffre qui peut être majoré de 20 pour 100 pour couvrir les frais généraux. La recette serait alors de 120 millions, ce qui correspond, selon lui, au prix de 37 fr. 50 la tonne de charbon, évaluation incontestablement modérée. M. Mähl évalue, lui aussi, les recettes à 120 millions, dont 8 millions seulement fournis par la navigation et l'irrigation, et cela en minorant fortement les prévisions, par prudence. Plus récemment, il escompte une recette de 160 millions, en augmentant la quantité de force qu'il espère placer.

L'exposé des motifs du projet de loi du 9 août 1919 considère comme raisonnable et modéré le prix de 10 centimes pour la vente du kilowatt-heure. Le bénéfice net est réduit de

moitié, soit 5 centimes. En ne plaçant que 3 milliards 750 millions de kilowatts-heure, ce qui est de beaucoup inférieur à ce que peut donner le fleuve d'après divers projets, la recette nette serait de 148 millions.

Le projet de loi du 9 août 1919 sur l'aménagement du Rhône. — Avec une prévision de dépense de deux milliards et demi et une prévision de recettes de 148 millions, l'aménagement du Rhône apparaît comme une affaire réalisable financièrement. Selon les prévisions, l'intérêt et l'amortissement du capital ne dépasseraient pas 132 millions par an.

Le projet prévoit une avance de 300 millions à faire par le Trésor pendant l'époque des travaux, où il n'y aura pas de recettes. Cette avance est comprise dans les deux milliards et demi. Le projet prévoit le remboursement de cette somme, ainsi qu'une participation de l'État aux bénéfices. Il faut ajouter ceci que l'État bénéficiera encore des impôts ordinaires qu'il percevra, et que toute augmentation de l'industrie et du commerce se traduira par un bénéfice pour lui.

Le projet de loi prévoit l'aménagement du Rhône, de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue de la navigation, de l'utilisation de la puissance hydraulique, de l'irrigation et autres emplois agricoles. L'ensemble des opérations fera l'objet, autant que possible, d'une concession unique. La durée de la concession sera de soixante-quinze ans. La concession sera accordée à l'ensemble des collectivités riveraines, qui se substitueront une société. Le capital sera souscrit par les départements, villes, établissements publics intéressés, par les industries régionales et par les particuliers. Le capital-obligations pourra atteindre les neuf dixièmes du capital total. L'intérêt et l'amortissement des obligations sont garantis par l'État. Les actions recevront un intérêt maximum égal à celui de la rente française majoré de deux points. Les « superbénéfices, » c'est-à-dire les bénéfices nets après déduction de l'intérêt et de l'amortissement des obligations, et de l'intérêt des actions, sont attribués 20 pour 100 aux actions et 80 pour 100 à l'État, jusqu'à ce que celui-ci soit remboursé de la dette de garantie, après quoi ces superbénéfices seront partagés par moitié. Des délais et des clauses de déchéance sanctionnent les obligations de la société concessionnaire. Les régions riveraines du Rhône

auront un droit de priorité sur une partie de la puissance captée. Un droit d'option est prévu pour le département de la Seine.

Sans entrer dans les détails, ce projet appelle quelques remarques. Le capital-obligations peut être très important, puisqu'il peut atteindre les neuf dixièmes du total. Ce n'est pas une anomalie, car il s'agit d'un capital garanti par l'État, et gagé sur une valeur dont les revenus sont sensiblement fixes, et peuvent être prévus avec assurance. Les actions doivent se placer facilement, car elles seront, en général, souscrites par des personnes intéressées personnellement à l'entreprise. Les superbénéfices donnent aux actions une marge sérieuse d'espérances, alors surtout que le capital-actions est relativement faible.

La participation à la société de collectivités publiques, départements, villes, Chambres de commerce, est presque une nouveauté en droit français. Il en est autrement à l'étranger, en Suisse et en Belgique notamment.

Une disposition du projet que nous considérons comme très regrettable est celle qui donne à l'État, en cette qualité, et non comme actionnaire, car, en principe, il ne le sera pas, le droit de nommer un certain nombre d'administrateurs qui, déclare l'exposé des motifs, auront une « action déterminante, » « sans, cependant, que l'État ait la gestion de l'entreprise. » La contradiction est flagrante. En réalité, il s'agit de donner à l'Etat la gestion de l'affaire. Le motif indiqué est que l'État apporte son crédit, indispensable à la Société. C'est bien exact; mais l'État donne son crédit, non comme associé, mais comme un prêteur faisant une avance remboursable. Et s'il reçoit une part de bénéfices, c'est comme souverain et comme auteur de la concession. La concession n'est pas un apport d'associé, mais un acte de souveraineté.

Nous rejetons cette idée de l'intervention de l'État dans le Conseil d'administration pour deux motifs. D'abord, il est à craindre que la politique ne dicte le choix des représentants de l'État. De plus, et surtout, l'État ne doit pas être, *à la fois*, souverain et industriel. L'État souverain a un droit de contrôle et de surveillance que personne ne conteste, et qui est très nécessaire et très large. Surveillance de la constitution et du fonctionnement de la société, contrôle des travaux, contrôle de

la situation financière, application des clauses de déchéances et des autres sanctions, exercice des poursuites au criminel, perception des impôts, prélèvement d'une part importante des bénéfices, c'est beaucoup et c'est suffisant. Tous ces droits qu'a l'État souverain seront gênés, paralysés par la présence dans l'administration de l'affaire de représentants de l'État industriel. Et c'est à l'État souverain seul qu'il appartient de veiller à l'intérêt général, en établissant un bon cahier des charges, et en le faisant appliquer rigoureusement.

Si ce grave défaut est corrigé, le projet de loi apparaît comme très sérieux, surtout lorsqu'on rappelle qu'il a pour base des études techniques approfondies faites par l'Administration des Ponts-et-Chaussées et par des ingénieurs d'une grande compétence.

Certes, avant que l'œuvre soit menée à bonne fin, avant même que les travaux ne puissent être commencés, il y a encore à faire beaucoup d'études scientifiques, industrielles et économiques. Mais, dès maintenant, nous croyons, et nous espérons avoir démontré que l'aménagement du Rhône donnera à la France une voie commerciale de la plus haute importance et sera pour elle une source de prospérité.

Louis Bordeaux.

FIUME, L'ADRIATIQUE

ET

LES RAPPORTS FRANCO-ITALIENS

III[1]

L'ÉPILOGUE D'UNE DICTATURE

X. — LE MEMORANDUM DU 9 DÉCEMBRE 1919 LES NÉGOCIATIONS AVEC D'ANNUNZIO

Dès l'instant qu'Italiens et Américains n'ont pas pu se mettre d'accord deux à deux, il ne reste, pour le moment, qu'à reprendre les conversations à quatre, entre Italiens, Français, Anglais et Américains. C'est la conclusion naturelle à laquelle on en arrive à Londres et à Paris. M. Scialoja, s'étant rendu à Londres au début de décembre 1919, y reçoit de MM. Lloyd George, Clemenceau et Polk un mémorandum, daté du 9. C'est une consciencieuse et minutieuse mise à jour de la question ; une récapitulation des points sur lesquels l'accord est unanime, de ceux sur lesquels subsiste une divergence; une discussion technique des demandes italiennes encore en litige; une énumération, empruntée à un télégramme de M. Lansing, des concessions antérieurement faites aux vœux de l'Italie; une démonstration de l'intérêt qu'elle trouvera à ne pas englober un plus grand nombre de Yougo-Slaves; enfin, un pressant et très amical appel à l'esprit de conciliation de son gouvernement : le

(1) Voyez la *Revue* du 1er janvier et du 1er mars.

tout destiné à servir de point de départ et de base à un nouvel examen.

Du mémorandum du 9 décembre, le public italien n'a d'abord connu que la remise à M. Scialoja. De la teneur du document, il n'a su que ce que peut contenir une analyse de quelques lignes, n'insistant que sur la partie négative. Aussi l'a-t-il mal accueilli. Il y a vu une mise en demeure, presque une intimidation; et, de nouveau, alliés anglais et français ont eu, en Italie, une mauvaise presse, accusés qu'ils furent de se solidariser avec l'associé américain et de se joindre à lui pour un acte de pression. Quand le texte a été intégralement publié, en février suivant, avec celui d'autres pièces du débat, quelques journaux ont convenu qu'il n'y avait pas eu de quoi tant s'offusquer et s'alarmer et que, en tout cas, toute intention de mise en demeure était étrangère à cet acte de courtoise et calme discussion. Mais l'impression première n'a pas été complètement effacée, et, même parmi les Italiens chez qui elle l'a été, il y en a encore beaucoup qui pensent que M. Scialoja aurait mieux fait de se refuser à recevoir ce mémorandum.

Les points sur lesquels l'accord n'apparait pas réalisé sont la représentation diplomatique de Zara, demandée par l'Italie; l'indépendance totale de Fiume-ville, détachée de l'État-tampon; le contact direct entre la ville et le territoire italien par une langue de terre le long de la mer; l'annexion à l'Italie de l'ile de Lagosta. Comme le mémorandum ne laisse entrevoir de concession possible que sur le premier de ces points, la conversation en reste là, et l'affaire n'a pas fait un pas quand M. Scialoja rentre à Rome.

Faute d'une solution diplomatique, à la suite de laquelle il devienne possible de faire sortir d'Annunzio de Fiume, le gouvernement italien cherche à obtenir le départ du dictateur sans attendre cette solution. Mettant de côté toute considération d'amour-propre, il accepte la conversation avec celui qui l'a si copieusement vilipendé. Rien ne démontre mieux à quel point il est troublé par l'affaire de Fiume et désireux de l'acheminer vers un dénouement. En décembre viennent à Rome le major Giuriati, « chef d'État-major » de d'Annunzio, et le commandant Rizzo, commandant l'« escadre du Quarnero. » Ils ont des pourparlers avec des membres du Cabinet et, quand ils repartent de Rome, l'entente est considérée comme en bonne voie. La

négociation se poursuit, après leur départ, entre d'Annunzio et le général Badoglio, commandant l'armée de la zone d'armistice, par l'intermédiaire du chef d'État-major de cette armée, le colonel Siciliani. Le 15 décembre, la grosse cloche de Fiume appelle le peuple sur la place du palais du gouvernement et, de la *loggia*, d'Annunzio donne lecture des conditions acceptées par le général Badoglio, moyennant lesquelles le dictateur et ses volontaires pourraient quitter la ville. Aucun des textes de ce document, qui ont circulé en Italie et dont certains ont même paru dans la presse, n'est d'une authenticité établie ; il est donc préférable de n'en citer aucun. Tout ce que l'on peut affirmer, c'est que le gouvernement s'est engagé à ne pas accepter, pour la question de Fiume, de solution inférieure à un *minimum*, considéré par d'Annunzio comme suffisant pour lui permettre d'évacuer et de céder la place à des troupes régulières. Et cet engagement a dû être, pour le gouvernement, une raison de plus de ne pas céder au delà d'un certain point, dans les négociations qu'il a poursuivies depuis avec les alliés. Il est très probable en outre que, en définissant la solution *minima* au-dessous de laquelle le gouvernement s'engageait à ne pas descendre, le général Badoglio a dépassé les intentions du gouvernement lui-même, celui-ci n'ayant pas dû promettre plus que la solution Tittoni. Quoi qu'il en soit, sur la base des principes énoncés dans la déclaration lue aux Fiumains le 15 décembre, d'Annunzio est prêt à s'effacer, et le Conseil National, dans un ordre du jour également communiqué au peuple, approuve son départ. Mais un groupe d'intransigeants, résolus à ne le laiser, à aucun prix, partir vivant, réussit à lui en imposer, travaille la population et parvient à ce qu'un *referendum*, ordonné par le dictãteur et favorable à l'acceptation de l'accord, soit tenu pour nul et non avenu. Les choses en sont, depuis lors, restées là.

XI. — LE COMPROMIS NITTI. — L'ACCORD DU 14 JANVIER ET LA NOTE DU 20 JANVIER 1920.

Au début de janvier 1920, M. Nitti et M. Scialoja se rendent à Paris, à Londres et de nouveau à Paris. Les États-Unis se sont alors de plus en plus désintéressés des affaires encore en suspens. Après M. Wilson et M. Lansing, M. Polk a regagné

Washington. Le Gouvernement américain ne se fait plus représenter au Conseil suprême, comme à la conférence des Ambassadeurs, que par un délégué chargé d'écouter et de rendre compte. Il semble donc normal de reprendre à trois, entre Français, Anglais et Italiens, l'examen de la question adriatique, au même titre que celui des autres questions non résolues. La réunion des trois Présidents du Conseil en fournit l'occasion, et la présence, à côté d'eux, de la délégation serbe-croate-slovène permet des conversations simultanées avec elle. Aussi est-il procédé de la sorte.

M. Nitti est parti de Rome, ayant arrêté les grandes lignes des propositions nouvelles, d'un « *compromis* » sur des bases sensiblement différentes des projets antérieurs. Les délégués yougo-slaves, M. Pachitch et M. Trumbitch, en reçoivent connaissance dès l'arrivée à Paris du premier ministre italien et avant le retour à Belgrade du Prince Régent, qui est venu en visite en France. Bien qu'ils répugnent à s'en accommoder, l'accueil qu'ils y font laisse espérer qu'ils tiendront compte de l'extrême et légitime désir des Puissances d'en finir avec cette affaire. Dans les entrevues de M. Nitti avec M. Lloyd George et M. Clemenceau, l'entente se fait, le 14 janvier, entre les trois chefs de gouvernement sur les bases suivantes : Fiume sous la souveraineté italienne, sans Sussak remis aux Slaves, sans le port ni le chemin de fer régis par la Société des Nations; une bande de territoire reliant Fiume à l'Italie ; une rectification vers Senosecchia à la frontière d'Istrie ; les îles de Lissa, Lussin et Pelagosa à l'Italie, mais démilitarisées ; Zara indépendant, avec droit de choisir sa représentation diplomatique ; mandat italien sur l'Albanie diminuée au Nord d'une région remise aux Yougo-Slaves et au Sud d'une région attribuée aux Grecs; Vallona à l'Italie. A la communication officielle de ces propositions, la délégation yougo-slave répond par des objections sur tous les points. M. Nitti fait alors une concession importante, en renonçant à la souveraineté italienne sur Fiume, qui deviendrait ville indépendante dans les mêmes conditions que Zara. Cette concession laisse la délégation yougo-slave indifférente. Aussi bien n'est-ce pas à elle, M. Pachitch n'étant plus président du Conseil, mais au gouvernement de Belgrade qu'appartient la décision. Car ce qu'on a appelé le *compromis Nitti* lui est soumis le 20 janvier par les gouvernements français et anglais dans

une note, qui lui laisse le choix entre cette solution et l'exécution pure et simple de la Convention de Londres.

A cette alternative, le gouvernement yougo-slave tente de se soustraire en entamant un marchandage : il lui est répondu que le compromis est à prendre ou à laisser, non à discuter. Il demande alors une prolongation du délai qui lui a été imparti pour répondre par oui ou par non : on la lui accorde. Il allègue ensuite qu'il ne connait pas la Convention de Londres, pourtant publiée par les journaux : on lui en télégraphie le texte. Il répond enfin, le 28 janvier, mais ni par oui, ni par non. S'empressant de ne pas considérer sa réponse comme un refus définitif, les gouvernements français et anglais, par une démarche conjointe de leurs ministres à Belgrade le 8 février, par une lettre à M. Trumbitch le 13, lui rappellent qu'il s'agit d'une option et insistent pour connaître sa décision : nouveaux atermoiements ; une crise ministérielle, longue à résoudre, survient à propos ; on laisse prévoir qu'on optera pour le traité de Londres, parce qu'inexécutable par l'Italie, mais aucun parti n'est pris ; ainsi est laissé à une intervention américaine, qui se dessine depuis une quinzaine de jours, le temps de se produire. Il serait injuste de contester la réalité des difficultés, où l'alternative franco-anglaise a plongé le gouvernement serbe-croate-slovène. Force lui a été de tenir compte, dans cette affaire, des dispositions des Croates et des Slovènes, plus directement intéressés et plus intransigeants que les Serbes. Mais ce n'est pas s'aventurer beaucoup que de conjecturer qu'il a habilement gagné du temps pour attendre le secours de M. Wilson.

Dès que M. Wilson a connu l'option offerte par les Alliés à Belgrade, entre le compromis Nitti et la Convention de Londres, il est sorti de sa retraite pour formuler des observations. M. Lloyd George et M. Clemenceau lui ont répondu, en expliquant les raisons de leur initiative, se défendant d'avoir voulu agir à l'insu des États-Unis, et faisant valoir l'avantage, pour les Yougo-Slaves, de cette sorte de cote mal taillée qu'est le *compromis Nitti*.

Ces explications ne satisfont pas le président Wilson qui, le 13 février, adresse à Londres et à Paris une note, rétorquant tous les arguments de M. Clemenceau et de M. Lloyd George, critiquant sur tous les points la solution soumise à Belgrade, déclarant ne

pouvoir l'accepter, et se terminant par la menace de retirer, si les gouvernements français et anglais persistent dans leur décision, le traité de paix avec l'Allemagne et le traité de garantie franco-américain. La réponse de M. Lloyd George et de M. Millerand, qui vient de succéder à M. Clemenceau, est d'une dignité et d'une fermeté parfaites. Après avoir discuté une fois de plus la solution proposée pour l'Adriatique, elle maintient très nettement l'obligation, pour la France et l'Angleterre, de respecter le traité de Londres, après une guerre qui a eu son origine dans la violation d'un traité signé près de cent ans auparavant ; elle remarque qu'aucune nation n'a le monopole de la moralité, en ce qui concerne les rapports européens et les conditions de la paix ; elle fait enfin ressortir la disproportion entre la question en litige et la menace de M. Wilson de détruire tout l'édifice des traités sortis de la Conférence de Paris. A cette réponse, M. Wilson réplique sur un ton plus modéré, mais sans se départir de son opposition au *compromis Nitti* ; il déclare toutefois ne pas mettre obstacle à un arrangement italo-yougo-slave, conclu en dehors de toute pression de tierces Puissances. Cette communication clôt l'échange de notes.

XII. — DE LA CONFÉRENCE DE SAN-REMO A LA CONFÉRENCE DE SANTA-MARGHERITA-LIGURE

Après l'échec de la campagne diplomatique de janvier-février 1920, la ressource indiquée par les circonstances, et la seule subsistante, ou peu s'en faut. est une entente directe avec les Yougo-Slaves : une entente recherchée non plus par des voies officieuses, mais par la voie officielle. C'est vers quoi s'oriente le cabinet de M. Nitti, à partir de mars 1920.

A diverses reprises, dans le cours de ce mois que M. Scialoja passe à Londres et à Paris, les journaux annoncent qu'il a rencontré M. Trumbitch et causé avec lui. Vraie ou fausse, la nouvelle prouve que l'idée est dans l'air. Et, en effet, des deux parts on s'y accoutume et l'on se prépare à aborder en tête-à-tête le redoutable problème.

A ce moment prennent un caractère aigu les difficultés surgies entre l'Allemagne et les Alliés, au sujet de l'exécution, ou plutôt de la non-exécution du traité de Versailles et, au début d'avril, la France procède à l'occupation de trois villes de la rive

droite du Rhin. C'est alors qu'on a pu mesurer le tort fait en Italie par l'affaire de Fiume à la cause française. Une opération, qui, en d'autres temps, n'aurait soulevé aucune objection, étant donné les impérieuses raisons qui la justifiaient, non seulement ne rencontra aucune approbation au delà des Alpes, mais suscita une désapprobation, qui, même quand elle fut exprimée modérément et amicalement, n'en fut pas moins explicite. Beaucoup jugèrent la question en soi, sans y faire intervenir les désillusions nationales, ce qui ne veut pas dire sans en subir l'influence. Mais beaucoup aussi les y firent intervenir et pensèrent ou dirent : « Chacun son tour, chacun pour soi. » Sentiment peu équitable à quelques semaines de la menace encourue par la France de la part des États-Unis, pour son attitude envers la Yougo-Slavie.

L'opinion publique italienne aurait pu, alors, être redressée, dirigée dans une meilleure voie, et il faut reconnaître que malheureusement elle ne l'a pas été.

A la Conférence de San Remo, du 17 au 28 avril, la question de l'Adriatique n'a tenu qu'une petite place, tout à fait à la fin. M. Nitti, dans la dernière séance, a annoncé qu'il était prêt à se rallier à la solution de M. Wilson, moyennant quelques modifications. M. Millerand lui a répondu que le gouvernement français se considérait toujours comme lié par la Convention de Londres ; si le gouvernement italien se ralliait à la solution Wilson, il n'y avait qu'à en prendre acte; mais s'il y proposait des modifications, on se trouvait en présence de nouvelles propositions, qui demandaient à être examinées. M. Lloyd George s'est associé à cette réponse. Elle venait d'être formulée, quand est parvenu à M. Nitti un télégramme de M. Trumbitch, s'excusant sur sa santé de n'avoir pu se rendre à San Remo, se déclarant disposé à chercher avec lui les bases d'une entente directe, et lui demandant une entrevue.

Cette ouverture a été accueillie. L'entrevue a été fixée à Pallanza. M. Scialoja venait d'y arriver et d'y prendre contact avec M. Trumbitch, quand la chute du Cabinet Nitti a coupé court aux pourparlers.

Il n'a presque rien été su de l'entrevue de Pallanza. La chute du cabinet dont faisait partie le négociateur italien, M. Scialoja, a presque tout de suite suspendu les négociations. La crise ministérielle et la constitution d'un nouveau ministère

Nitti, réduit à démissionner le jour de sa présentation devant les Chambres, ont fait diversion à l'entrevue interrompue et détourné d'elle l'attention. M. Trumbitch et M. Scialoja n'en avaient pas moins été en contact un ou deux jours. Leurs conversations n'avaient pu dépasser la phase initiale où chacun expose son point de vue. Mais, dans cet exposé même, des négociateurs tant soit peu experts savent bien discerner les points sur lesquels chacun est prêt à des concessions. Et par là la fugitive rencontre de Pallanza n'a pas été tout à fait inutile. De ce jour, on a eu lieu de penser en Italie qu'il y avait moyen, notamment, de s'entendre avec M. Trumbitch sur l'autonomie de Fiume.

Au ministère Nitti succéda le cabinet de M. Giolitti, où le portefeuille des Affaires étrangères fut confié au comte Sforza. Diplomate de carrière, partisan déclaré de l'alliance avec la France et l'Angleterre, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères sous le précédent gouvernement, le comte Sforza avait été ministre d'Italie auprès du gouvernement serbe pendant la guerre. Il avait toujours cherché à concilier les intérêts des deux pays; il était favorable à l'établissement entre eux de rapports de bon voisinage et de collaboration, à condition d'assurer pleinement la sécurité de l'Italie, en obtenant pour elle sa frontière naturelle, et de sauvegarder la nationalité des principales agglomérations italiennes d'outre-Adriatique. C'est dire qu'il était acquis d'avance à la recherche directe d'un terrain d'entente avec les Yougo-Slaves, à la reprise des négociations interrompues à Pallanza ; en quoi il était d'ailleurs pleinement d'accord avec le nouveau président du Conseil.

Mais des difficultés extérieures et intérieures ont d'abord retenu l'attention du cabinet Giolitti. En Albanie a éclaté une insurrection générale. En Italie, des obstacles inattendus ont retardé ou empêché l'envoi à Vallona de renforts déjà tardifs. Cette situation a hâté une conversion qui était dans les intentions du président du Conseil italien. M. Giolitti tenait en effet pour la conception qu'il avait défendue au temps de la Triplice : l'Albanie aux Albanais. Cette politique, il ne la trouvait pas démodée dans les circonstances présentes et, si elle obligeait à renoncer au protectorat proclamé pendant la guerre et au droit à l'occupation militaire, il estimait que l'Albanie avait déjà coûté à l'Italie assez de milliards en pure perte. Son avis était

partagé par le comte Sforza. Des négociations furent entreprises sans délai avec le gouvernement albanais, l'Italie reconnaissant l'indépendance de l'Albanie et obtenant la concession de l'île de Sazzeno, avec les deux pointes de la baie de Vallona. Ces négociations ont abouti à un accord de principe qui a conduit les deux parties à des relations diplomatiques suivies.

Les Yougo-Slaves ne s'étaient pas d'abord apitoyés outre mesure sur l'échec de la politique de protectorat et d'occupation militaire italienne en Albanie centrale. Mais, quand ils virent que cet échec conduisait l'Italie à l'adoption d'une politique diamétralement opposée, qui mettait en péril leurs propres prétentions sur l'Albanie du Nord, notamment sur Scutari, ils commencèrent à trouver l'aventure infiniment moins plaisante. Leur intérêt s'accrut à déblayer le terrain de la question essentielle, celle des frontières, avec ces voisins italiens qui jouaient serré, parvenaient à rétablir tant bien que mal une partie aussi compromise que la partie albanaise, n'avaient pas encore reconnu l'unité imparfaitement cimentée du royaume serbe-croate-slovène, et pouvaient être tentés de faire au Montenegro l'application du même principe d'indépendance qu'à l'Albanie. Aussitôt constitué le Cabinet Giolitti, le gouvernement de Belgrade avait fait savoir à Rome qu'il était prêt à rouvrir les négociations directes sur la question adriatique. Une certaine impatience de les reprendre effectivement devint sensible de sa part au fur et à mesure que le temps passa.

M. Giolitti et le comte Sforza déclarèrent, dès la première ouverture, qu'ils étaient décidés à les reprendre et n'attendaient que de le pouvoir. Le président du Conseil voulut toutefois se donner le temps d'étudier l'affaire, à laquelle il n'avait pas encore été personnellement mêlé, et de mettre sur pied un projet définitif de solution. Il voulut aussi obtenir d'avance l'assentiment des premiers ministres anglais et français à la solution de son choix. Ce fut un des objets de ses entrevues avec M. Lloyd George à Lucerne et avec M. Millerand à Aix-les-Bains. Après ces deux rencontres, M. Giolitti était assuré que tout règlement sur lequel il se mettrait directement d'accord avec les Yougo-Slaves aurait l'adhésion des gouvernements de Londres et de Paris. Après les conférences d'Aix-les-Bains, le 14 septembre, parut un communiqué où l'on relevait le passage suivant, relatif à l'Adriatique :

« M. Millerand a marqué tout le prix qu'il attachait au prompt règlement de la question de l'Adriatique par l'entente directe entre les intéressés envisagée par le gouvernement italien et de nature à sauvegarder les légitimes aspirations de l'Italie ainsi que tous les intérêts en cause afin d'établir entre les nationalités voisines un état politique propre à développer entre celles-ci des rapports d'intérêts et d'amitié. La France accueillera un tel accord avec une profonde sympathie et y donnera d'avance sa pleine adhésion. »

Les délais subis par la reprise des négociations directes donnèrent le temps de se produire à une autre circonstance digne d'être notée. D'Annunzio et le Conseil National de Fiume proclamèrent l'indépendance de la ville. Comme l'indépendance, et non pas l'annexion à l'Italie, était précisément ce que le gouvernement italien avait l'intention de demander, cette proclamation facilitait sa tâche. Elle le justifiait aux yeux des plus ardents nationalistes d'Italie de ne pas demander l'annexion. Malheureusement, d'Annunzio gâta une mesure judicieuse en y mettant son cachet personnel d'outrance et de fantaisie. Il institua, sous le nom de *Régence Italienne du Quarnero*, un État dont les frontières mal définies pouvaient être étendues ultérieurement par décision du gouvernement de la Régence. Il le dota d'une constitution, qui est plutôt la reconstitution archéologique et artistique d'une République italienne de l'époque de la Renaissance. Le gouvernement de Fiume se composa désormais d'un *Conseil des Illustres*, d'un *Conseil des Recteurs*, d'une Assemblée dénommée *Arengo*. Encore les dénominations eussent-elles importé peu, si cette savante restitution du passé avait été pratique, et surtout si l'on avait su avec précision à quel territoire devait s'étendre la juridiction du gouvernement de la Régence. Mais ce point restait dans le vague.

En octobre, le comte Sforza acheva d'arrêter avec M. Giolitti, qui villégiaturait à Cavour, tous les articles du programme à présenter aux Yougo-Slaves. L'amiral Millo, gouverneur de la Dalmatie, fut mandé de Zara à Rome pour s'entendre avec le Gouvernement. Le général Caviglia, commandant l'armée de la zone d'armistice, vint également s'entretenir avec les ministres. Dans les deux hypothèses du succès comme de l'échec des négociations, il convenait de coordonner d'avance l'action militaire avec l'action diplomatique. Les chefs de l'armée et de la marine

devaient être informés de ce qu'ils auraient à tenir et à évacuer. En même temps, les communications d'usage furent échangées entre Belgrade et Rome pour s'inviter les uns les autres dans toutes les formes, fixer le lieu et la date de la rencontre. Enfin, après beaucoup de précautions, sans doute nécessaires pour ménager, dans les deux pays, les partis contraires à la conciliation, le comte Sforza et M. Bonomi, ministre de la Guerre, se trouvèrent, le 8 novembre, en présence de M. Vesnitch, président du Conseil, de M. Trumbitch, ministre des Affaires étrangères, et de M. Stojanovitch, ministre des Finances, à Santa-Margherita-Ligure. Il avait été annoncé que M. Giolitti, premier plénipotentiaire italien, se rendrait à la Conférence quand le besoin s'en ferait sentir.

Le comte Sforza était résolu à ne pas laisser la discussion s'éterniser. Toutes les données du problème étaient plus que connues, rebattues. Toutes les cartes du jeu l'étaient aussi. Italiens et Serbes savaient que même M. Wilson s'était déclaré, en février 1920, prêt à souscrire à tout accord librement établi entre eux et qu'au surplus l'élection de M. Harding à la succession du Président en exercice ne laissait guère à la Yougo-Slavie l'espoir d'un appui américain, si elle repoussait des conditions italiennes modérées et équitables. Serbes et Italiens savaient que la France et l'Angleterre éprouvaient un vif désir de voir clore le litige; que le gouvernement français avait instamment conseillé la conciliation à Belgrade, ce qu'il pouvait faire en se prévalant d'une amitié cimentée par une glorieuse confraternité d'armes et d'une assistance prêtée fidèlement à la vaillante nation yougo-slave, aussi bien pendant les héroïques épreuves de la guerre qu'autour des tables de la Conférence de la Paix.

Il s'agissait donc moins de discuter que de constater si l'on était disposé à en finir.

Aussi la conférence fut-elle rapide. Saisis des propositions italiennes, les négociateurs yougo-slaves manifestèrent d'abord une hésitation à les accepter, qui fit craindre une rupture. Mais ils avaient trop de bon sens pour renouveler la faute de janvier 1920; et il se résolurent à souscrire à l'essentiel de ce qui leur était soumis. Ramassée en quelques jours, la négociation aboutit, le 12 novembre, à un traité que M. Giolitti vint signer et qui règle enfin, par un accord direct entre les intéressés, la ques-

tion adriatique. L'Italie obtient, à l'Est, sa frontière naturelle, passant par le Monte Nevoso, couvrant efficacement Trieste et lui laissant la totalité de l'Istrie, avec la voie ferrée qui relie Fiume par Saint-Pierre à Laybach (Lubiana). Elle acquiert les îles de Cherso, Lussin, Lagosta et Pelagosa. Zara lui est attribuée en toute souveraineté avec un petit hinterland. Fiume est érigée en État indépendant, formé du *corpus separatum* et d'une bande de territoire établissant la contiguïté territoriale avec le royaume. Toute la partie de la Dalmatie que la convention de Londres réservait à l'Italie et toutes les îles dalmates autres que les quatre îles citées plus haut sont dévolues à la Yougo-Slavie. Des garanties spéciales sont stipulées en faveur des Italiens englobés dans les limites de l'État serbe-croate-slovène et des Yougo-Slaves englobés dans celles de l'Italie.

Ce traité termine le différend à des conditions plus avantageuses pour l'Italie qu'aucun des projets de transaction discutés auparavant. Il le termine néanmoins à des conditions dont les Yougo-Slaves n'ont pas à se repentir. Chacun des deux peuples, dont certaines aspirations restent insatisfaites, doit et peut raisonnablement attendre d'une amélioration de leurs rapports la récompense de ses concessions. Pareille amélioration, dont les négociateurs se sont immédiatement appliqués à donner l'impression, peut être pour les deux pays d'un prix inestimable. Elle est le complément logique du traité, qui prévoit entre eux des accords économiques et qui a donné lieu entre les signataires à des déclarations du plus heureux augure.

XIII. — L'ÉPILOGUE DE LA DICTATURE DE GABRIEL D'ANNUNZIO.

Italiens et Yougo-Slaves d'accord; alliés des uns et des autres consentant d'avance à leur arrangement direct et empressés à s'en féliciter: la question de l'Adriatique pouvait être considérée comme réglée. C'était compter sans M. d'Annunzio.

A peine le soupir de soulagement qui a salué le traité de Rapallo (1) a-t-il eu le temps de s'exhaler des poitrines italiennes et alliées, qu'un souci est venu s'y mêler et, pour ainsi dire, le comprimer: que fera d'Annunzio? Et, faute d'une

(1) Le traité italo-yougo-slave a pris le nom de Rapallo, localité voisine de Santa-Margherita-Ligure.

réponse à cette troublante question, un vœu général s'est exprimé : pourvu qu'il ne fasse pas des siennes!

S'il a entendu ce vœu, le poète dictateur ne l'a, en tout cas, pas exaucé. Fiume n'ayant pas été partie au traité de Rapallo, il a prétendu ne pas le reconnaître. Fiume, c'est-à-dire lui. Car il est hors de doute que, si la population de Fiume eût été libre de ses décisions, elle eût accepté l'accord italo-yougo-slave dans le même esprit de conciliation où il avait été conclu. Mais, de la Régence qu'il avait créée M. d'Annunzio pouvait dire : l'État c'est moi. Maître de la ville par ses légionnaires, sa volonté faisait loi ; et sa volonté ne s'est pas inclinée devant un règlement intervenu en dehors de lui.

Son refus s'est manifesté sans délai par l'occupation des îles de Veglia et d'Arbe et de la position de Castua, laissées par le traité en dehors des limites de l'État de Fiume. Le gouvernement italien s'est ainsi trouvé mis au défi d'exécuter l'accord qu'il venait de signer, autrement dit de faire honneur à sa signature.

Le gouvernement royal a judicieusement mis à profit la période de réflexion qu'il avait laissée à M. d'Annunzio, pour s'assurer de la parfaite discipline du contingent italien d'occupation en Dalmatie et pour faire ratifier à Rome le traité de Rapallo. La discussion à laquelle cette ratification a donné lieu dans les deux Chambres a été pour le comte Sforza l'occasion de justifier son œuvre diplomatique et de rendre hommage à l'appui des Alliés. Le Ministre des Affaires étrangères n'a pas eu de peine à prouver que le traité donnait à l'Italie, entre le Brenner et la mer, une frontière alpestre qui complétait entièrement son unité géographique. Il a justement mis en lumière le danger qu'il y aurait eu à englober un plus grand nombre de Slaves dans les limites italiennes et a insisté sur les rapports de bon voisinage que l'arrangement conclu rendait possibles entre l'Italie et l'État serbe-croate-slovène. Quant aux concours des Alliés, « l'œuvre accomplie à Rapallo fut, dit-il, rendue moins ardue par l'appui cordial des gouvernements de France et de Grande-Bretagne, qui, jusqu'à la rivière ligure, firent parvenir aux Ministres serbes-croates-slovènes les recommandations les plus vives, dans l'intérêt même, d'ailleurs, du jeune royaume. C'est pour nous un agréable devoir d'en porter témoignage au Parlement et au pays : il est bon que ceux-ci le sachent, comme ils savent que, dans la crise adriatique mainte-

nant heureusement résolue, la cause italienne a été servie par diverses voies. »

La ratification du traité acquise à une grande majorité et approuvée par le Roi, cet acte est devenu loi de l'État. Il a eu pour lui la volonté nationale et l'approbation royale, qui avaient sanctionné l'initiative gouvernementale. C'est le moment qu'attendait pour en finir le gouvernement italien. Un ultimatum fut alors adressé en son nom par le général Caviglia à M. d'Annunzio, lui enjoignant de souscrire, dans le délai de 24 heures, à l'évacuation des îles et positions indûment occupées, au libre départ de Fiume des bâtiments de la Marine Royale arbitrairement retenus dans ce port, à la restitution des autos blindées séquestrées, au licenciement de tous les légionnaires natifs d'ailleurs que Fiume et son territoire. Dédaignant les éclaboussures dont la colère du poète l'avait gratifié, le général Caviglia avait joint à cet ultimatum une lettre où il l'exhortait encore fraternellement à prononcer la parole d'obéissance aux ordres du Roi et à la volonté de la Patrie. A l'expiration du délai fixé lui parvint une réponse de M. d'Annunzio, qui ne laissait aucune espérance de voir celui-ci s'incliner devant la loi.

Alors a suivi son cours l'application de mesures de coercition concertées entre l'autorité militaire et le Gouvernement, mesures efficaces, mais encore sagement graduées. D'abord, un resserrement du blocus, qui le rend effectif et l'applique à l'approvisionnement de vivres. Ensuite, en raison de l'attitude de plus en plus menaçante que prenait M. d'Annunzio et de divers actes offensifs accomplis par ses légionnaires, une avance des forces royales sur Fiume. Bien que destinée à continuer jusque dans la ville même, si c'était nécessaire, cette avance a été conduite par le général Ferrario, commandant la 45e division, avec toute la prudence et la lenteur voulues pour diminuer les risques d'effusion de sang. Ce n'est pas sans avoir essayé d'abord de la persuasion qu'il s'est résolu, ou plutôt résigné à employer la force. Des négociations ont été entamées et poursuivies par l'intermédiaire du général Caviglia, commandant en chef l'armée de la Vénétie Julienne. Des conférences ont été tenues entre ce général et le dictateur. Le traité de Rapallo a été officiellement communiqué à M. d'Annunzio, des éclaircissements, des apaisements, des assurances lui ont été données. Rien n'y fit et rien n'y pouvait faire, dès l'instant qu'il émettait

la prétention de faire modifier le traité. A défaut d'autres prétentions inacceptables, celle-là suffisait à rendre stérile ce suprême effort de conciliation, le gouvernement italien ne pouvant évidemment laisser remettre en question, fût-ce sur les limites de l'État de Fiume, ce dont il avait convenu avec le gouvernement serbe-croate-slovène.

A la patience méritoire du Gouvernement de sa patrie, M. d'Annunzio ne s'est pas contenté d'opposer l'intransigeance la plus absolue. Il a répondu par l'insolence la plus cinglante et parfois par l'insulte, répliquant à des communications courtoises par de sèches fins de non-recevoir, n'épargnant même pas le général unanimement respecté, qui, jusqu'au bout, s'astreignait envers lui à la déférence. Hanté, comme toujours, par des réminiscences historiques ou littéraires, il a, quand la fermeté de son contradicteur ne lui a plus laissé d'espoir d'obtenir gain de cause, paraphrasé le *Ave Cesar, morituri te salutant,* dans un manifeste où il criblait de sarcasmes M. Giolitti et le général Caviglia. Après pareille apostrophe, l'insuccès de la tentative d'accommodement était patent. Le dictateur s'était coupé les ponts en annonçant son sacrifice et celui de ses fidèles. Répugnant à le consommer et décidé à épuiser toutes les ressources avant d'en venir là, le gouvernement italien a encore procédé par étapes. Son premier pas dans la voie de la répression matérielle a été de proclamer et d'établir le blocus de Fiume. En même temps, le général Caviglia, qui avait déjà sommé M. d'Annunizo de ramener ses troupes dans les limites fixées par le traité, intimait aux légionnaires du poète l'ordre de rentrer dans la légalité. La flotte de Pola allait faire une démonstration navale devant le port du Quarnero.

A ce moment est parti de toute l'Italie, à l'adresse de M. d'Annunzio, un appel à la soumission. De toutes parts et de tous les partis, sans en exclure les nationalistes, les voix les plus autorisées se sont élevées pour l'exhorter à céder et à lui rappeler la noble réponse de Garibaldi, lui aussi invité à obéir à sa patrie et à son Roi : *Obbedisco* , « j'obéis. » Sensible comme il l'est aux souvenirs historiques, M. d'Annunzio n'a pas manqué de s'inspirer de ce mémorable précédent. Mais ce fut pour en prendre le contre-pied et répondre : *Desobbedisco,* « je désobéis. » En vain une commission de sénateurs et de députés, choisis dans tous les groupes des deux Chambres, se rendit-elle auprès

de lui pour lui transmettre le vœu de la nation. Elle ne put le faire démordre de son parti pris de résistance. En vain aussi quelques-uns de ses plus notables collaborateurs, le général Ceccherini, M. Pantaleoni, l'ont-ils quitté, désapprouvant son obstination et ne voulant pas entrer en lutte contre leur pays. Leur exemple n'a pas éclairé sa conscience aveuglée par une conception différente et certainement fausse de son devoir.

Aux premières mesures prises pour le réduire, il a riposté en déclarant « l'état de guerre avec le Roi d'Italie, » — (comment cette énormité n'a-t-elle pas fait reculer l'ancien commandant d'escadrille aérienne?); en malmenant le général Caviglia dans de nouveaux manifestes qu'on hésite à croire authentiques et où il déclarait lui répondre par le « mot de Cambronne; » enfin en opposant la force à la force. En tentant de s'opposer à la marche des troupes régulières, il a rendu inévitables des engagements, au cours desquels les deux partis eurent à déplorer des pertes, heureusement peu nombreuses, mais dont le seul fait devait forcément importer plus que les proportions. La responsabilité qu'il crut devoir prendre d'une lutte fratricide rend totalement inexplicable une assurance que, selon toute la presse italienne, il venait de donner solennellement : « Le sang fraternel ne sera pas versé. »

L'Italie a été profondément émue par ce qui n'était matériellement que des escarmouches et moralement beaucoup plus. Elle les a ressenties comme une épreuve douloureuse à tous sans exception. Cette douleur s'est manifestée plus particulièrement chez ceux que la participation à la politique ou les habitudes d'esprit rendent plus vibrants aux épisodes de la vie nationale : parlementaires, édiles, journalistes, universitaires et étudiants. Des pavillons furent mis en berne; des discours prononcés, des proclamations affichées, des articles publiés, qui interprétaient l'émotion générale et le deuil public. Le pénible conflit fut assimilé à une tragédie cornélienne, où la passion lutte contre le devoir. Mais, à l'exception de quelques nationalistes exaltés, l'opinion publique italienne n'a pas considéré un seul instant que la tragédie fût et dût se terminer autrement que par le triomphe du devoir sur la passion. Elle est restée, en somme, parfaitement sereine dans son émotion. Il n'y a pas eu à enregistrer la moindre hésitation à cet égard, ni chez les civils qui ont regardé appliquer la douloureuse consigne, ni

chez les militaires qui l'ont exécutée. Et c'est avec justesse qu'un journaliste en vue, raillant l'inutilité des conseils de sagesse et des appels à la raison multipliés par certains de ses confrères, a pu dire que la nation n'en avait nul besoin, étant assez grande pour se passer de bonne d'enfant et de nourrice.

Est-ce la constatation de ce fait qui a enfin eu raison de l'intransigeance de M. d'Annunzio? Il est infiniment probable qu'elle y est pour quelque chose. Sans doute s'était-il imaginé qu'il pourrait soulever l'Italie dans un élan d'indignation contre la violence dont il était l'objet et raidir Fiume dans un effort de résistance à outrance. L'attitude de la population italienne et de la population fiumaine, qui lui ont l'une et l'autre signifié qu'elles ne le suivraient pas, parce que l'une et l'autre étaient satisfaites par la solution du traité, lui a enlevé cette double illusion. Et en la lui enlevant, elle a fait s'écrouler son rêve. Persister à être indéfiniment plus exigeant pour eux-mêmes que les Fiumains et que les Italiens eût été d'un illogisme passant les bornes, en admettant que ce fût matériellement possible. Pour faire le bonheur des gens, il faut tout de même tenir compte un peu de leurs vœux.

C'est le 30 décembre que M. d'Annunzio s'est résolu à en tenir compte, en autorisant ses plénipotentiaires, le Syndic de Fiume et le ministre de la Guerre de la Régence, à souscrire aux conditions de soumission posées par le général Caviglia. Par le fait même il renonçait à mourir, ce qui est fort heureux, et à faire tuer les autres, ce qui ne l'est pas moins. Il a ratifié cette sage mais tardive résolution en termes peu courtois pour ses compatriotes. L'Italie ne méritait pas qu'il fît pour elle « la dépense de mourir. » Ce n'était pas la peine qu'il « sacrifiât sa vie au service d'un peuple qui ne se souciait pas de distraire même un instant sa gloutonnerie des ripailles de Noël. » Mauvais mot de la fin ; triste désaveu à des actes de bravoure, en considération desquels ses compatriotes ne lui tiennent pas rigueur d'une parole amère.

Les conditions de la convention intervenue entre ses mandataires et le commandant des troupes régulières sont en train de s'exécuter. M. d'Annunzio a abdiqué ses pouvoirs civils et militaires et dissous ses légionnaires, salués par lui d'une dernière proclamation qu'il a appelée un « *Alala* funèbre. » Tout permet d'espérer que le point final est mis à l'aventure de Fiume.

***

Nous avons suivi depuis l'origine jusqu'à son terme la laborieuse négociation du règlement de la question adriatique. Nous nous sommes attaché à en montrer, au fur et à mesure, le contre-coup sur les rapports franco-italiens. Ce contre-coup a longtemps, en dépit des efforts du gouvernement français, été préjudiciable aux intérêts de la France en Italie.

La dernière phase de l'affaire a été plus propice à la bonne entente des deux côtés des Alpes. Cela est fort heureux, car cette harmonie des rapports franco-italiens est éminemment désirable.

A ce point de vue, on ne saurait mieux conclure cette étude qu'en rappelant les paroles prononcées par un des meilleurs juges des questions franco-italiennes, notre éminent ambassadeur à Rome, M. Barrère, au cours d'un discours prononcé devant la colonie française, le 14 juillet 1919 (1) :

« La liquidation du défunt empire austro-hongrois est en cours. Personne ne saurait mettre en doute la sympathie qui correspond, de notre part, à l'intérêt si légitime avec lequel nos alliés italiens en attendent la suite et la fin, derrière la frontière naturelle, la barrière stratégique inviolable, dont elle leur assure déjà, dans l'avenir, le bénéfice inappréciable : bénéfice qu'on n'estime à sa juste valeur que lorsqu'on ne l'a pas soi-même ! Un jour prochain viendra, j'en ai la confiance, où, dans leur unité réalisée, en présence de leurs destinées nationales accomplies, nos alliés italiens d'hier, d'aujourd'hui et de demain, prononceront, sur le rôle de chacun, le jugement serein, équitable et pratique, dont nous répond leur haut sens national. En attendant, aucune difficulté passagère, encore moins aucune rancœur ne doivent nous détourner de maintenir unis, dans cet après-guerre que nous pourrons bientôt appeler la paix, les deux peuples généreux qui l'ont été dans la guerre. »

XXX.

(1) *Nouvelle Revue d'Italie* du 15 janvier 1920. Discours à la Colonie française, par M. Camille Barrère.

REVUE LITTÉRAIRE

LA MUSE AU CABARET (1)

La muse est bonne fille et va où on la mène. M. Raoul Ponchon la mène au cabaret, où il rencontre Saint-Amant son maître et le doux bonhomme Faret qui, sans doute, n'eût pas laissé le souvenir d'un ivrogne, qu'il n'était pas, si ne rimait avec le cabaret son nom trop facilement.

Il ne faut pas reprocher à la muse d'aller au cabaret, ni aux poètes de l'y mener. Cette démarche a quelque chose de modeste qui, pour ainsi parler, compense le sublime de son allure extraordinaire. Par ailleurs, elle chante les dieux, les interpelle et invective contre leur souveraineté. Elle sait tous les secrets d'ici-bas et des autres mondes; elle connaît le passé, l'avenir même, et aussi le présent qui n'est pas beaucoup moins mystérieux. Homère l'interroge et apprend d'elle comment Zeus gouverne la querelle universelle, comment on vit aux Iles fortunées et combien les Achéens ont de vaisseaux. Elle est une divinité. Elle dépasse tellement notre humanité que toute familiarité avec elle nous serait impossible et que notre amitié pour elle tomberait à n'être plus rien qu'une sorte de vague déférence, émerveillée d'abord, et puis distraite, si parfois elle ne s'approchait de nous, bienveillante, et, afin de nous rassurer, ne prenait un peu nos manières, fût-ce les plus anodines, ou badines, ou folâtres. C'est pour cela qu'elle ne refuse pas d'aller au cabaret, quitte à ce qu'on dise qu'elle va un peu loin : le qu'en-dira-t-on ne la tourmente pas; elle aurait plutôt alors la gentille effronterie de sa complaisance.

(1) Raoul Ponchon, *La Muse au cabaret*, Fasquelle.

Quelques poètes ne l'accompagnent que dans ses grandes envolées. D'autres ont grand'peine à la suivre ou à l'entraîner vers les sommets. Parfois, ils ne manquent pas de l'ennuyer, s'ils ne sont pas les compagnons qu'elle préfère. Elle les voit bientôt essoufflés. Elle leur dit : *Paulo minora canamus!* Mais ils ne consentent pas à descendre, étant animés d'orgueil ou de très imprudente vanité. Elle les abandonne : et ils sont pitoyables ou ridicules. Elle vient doucement à ses camarades plus simples qui, dans la plaine, sur la route, à l'ombre des arbres ou à l'auberge, lui font grand accueil et l'attendaient pour la joie ou la consolation de rire. Elle se mêle à leurs ébats, à leurs paresses et à leur activité innocente. Elle n'est ni prude ni hautaine ; et, comme elle est pourtant la muse et à peu près divine, elle répand un charme singulier qui embellit les alentours et qui ressemble aux merveilleux prestiges du soleil sur le plus humble paysage.

Il y a bien des années qu'on lit et qu'on se rappelle maints poèmes de cet ami intime de la muse, M. Ponchon. Mais il ne les avait pas réunis en un volume. Il n'était pas un jeune homme pressé. En devenant moins jeune, il n'éprouvait pas plus de hâte; il gardait sa nonchalance. Il aime cependant les livres et est curieux des beaux exemplaires, si l'on se fie au rêve qu'il a fait un jour de posséder un Malherbe sans pareil, « tout habillé de pourpre » et les plats étoilés de fleurs de lys d'or, un papier parfait, « l'impression superbe, » comme au temps où les éditeurs soignaient « le décor qui faisait ressortir et resplendir le verbe. » Ce temps est-il passé? Le costume qu'on donne aujourd'hui à l'œuvre des poètes n'a-t-il point tenté M. Ponchon? Principalement, il ne songeait pas à rivaliser avec Malherbe et ne croyait pas que son génie dût aborder aux plages futures. Il éparpillait au jour le jour ses « gazettes rimées » et ne semblait pas savoir qu'elles fussent dignes de durée. Les voici enfin : le recueil en est tout plein de délices.

Le préambule expose une philosophie aux termes de laquelle on aurait tort de mépriser les plaisirs de la table... Eh! oui, l'on aurait tort; qui les méprise commet le péché d'insolence présomptueuse et a probablement d'autres plaisirs moins dénués de vif inconvénient... Mais la philosophie de M. Ponchon n'est pas tout uniment une morale ou une aimable entente de la vie : elle est, en quelque sorte, une biologie, une synthèse de l'histoire humaine et le conseil de continuer cette longue histoire selon l'exacte vérité des faits et leur leçon. Bref, ce que les plaisirs de la table ont élaboré au cours

des siècles s'appelle, d'un vénérable mot, la civilisation. Quand nos ancêtres des premiers âges reçurent la révélation du vin suave et du blé, leur joie les fit inventer Bacchus le rouge et la blonde Cérès : ils eurent des dieux et organisèrent un culte; leur religion les améliora. Et puis, les hommes allèrent à la chasse. Quant à la cuisine, ce fut l'affaire des femmes. Une femme qui se montrait habile à préparer les aliments devint une personne précieuse et recherchée : on l'épousa; et c'est le commencement du mariage. Les hommes, de jour en jour plus friands, s'avisèrent d'avoir des caves pour conserver le vin frais; par la bâtisse du cellier, l'architecture préluda. C'est l'origine des beaux-arts. Le bon vin, qui dans le cellier prend de la bouteille, souleva l'enthousiasme des buveurs, inspira le chant, l'éloquence, la poésie et la danse. Pour le vin, l'on creusa des coupes, de forme bientôt jolie. Et, comme l'heure des repas était la plus agréable, on voulut en prévoir le retour. Il fallut évaluer le temps; c'est aux astres et à leur cheminement régulier qu'on demanda la mesure des jours, de la saison, de l'année : « d'où, l'astronomie. » Par le progrès de la gourmandise, les hommes souhaitèrent de varier leur nourriture et, à cette fin, parcoururent le monde. Sans compter que la première indigestion nous valut la médecine. Voilà comme toute la civilisation dérive très évidemment du plaisir de boire et manger.

L'excellente caricature des systèmes qu'arrangent au gré de leur fantaisie moins gaie les philosophes de l'histoire et leurs aventureux camarades les biologistes ! L'on aboutit à un roman ; l'on vous compose un facile roman de l'évolution. Le triomphe est de réduire à l'unité la multiplicité des phénomènes. Et l'on part de ce principe que l'unité est dans la nature des choses : on n'en sait rien. Mais l'unité paraît plus intelligible que la multiplicité. Cette unité, on la choisit d'une façon tout arbitraire. Ne voulez-vous pas que ce soit le plaisir de la table, cette unité qui ordonne et qui meut l'humanité depuis le temps de la préhistoire ? Pourquoi ne le voudriez-vous pas, si M. Ponchon vous invite à le vouloir ? Cette unité en vaut une autre; elle est plus aimable qu'une autre et consacre vos gourmandises.

Conséquemment, M. Ponchon célèbre la cuisine et le fait en gourmand, gourmet aussi, mais sage gourmet qui ne va point à la subtilité sotte et qui préfère les plats de France les plus simples. Il parle bien du gigot, des haricots ; et l'on n'a jamais si bien parlé de la soupe à l'oignon. La soupe à l'oignon, si charmante, a le mérite de vous amuser le goût, tandis qu'on la prépare : son bruit sent bon,

vous met en appétit. Vous la mangez : c'est le meilleur moment. Vous en voulez encore?

Allons, bon ! Il n'en reste plus !
Eh! bien, alors, il n'en faut plus.
Ayons quelque philosophie.
Une soupe se trouvait là...
Elle n'est plus là... C'est la vie !
Que voulez-vous faire à cela ?
La soupe la plus innombrable
Finit tôt par nous dire adieu.
Et je ne vois guère que Dieu,
Finalement, de perdurable.

La muse, avec tant de poètes, et depuis tant de siècles, déplore la décevante rapidité des jours! Elle a inspiré au vieil Héraclite un chagrin de pensée qu'il résumait en disant qu'on ne se baigne pas deux fois dans le même fleuve : le fleuve coule et est l'image du perpétuel changement. Le fleuve, incessamment futile, abandonne à tout instant ses rives; et ses rives, malgré leur apparence d'être immobiles, changent de fleurs, d'herbe et de dessin. Le poète du *Lac* et le poète de *la Tristesse d'Olympio*, le poète du *Souvenir* aussi, plaignent la brièveté du bonheur. L'amour est analogue à l'eau courante; et nos cœurs ne sont pas plus longuement fidèles que les rives, longuement pareilles. L'amour ne dure pas. Et ni la soupe à l'oignon ne dure! Si vous jugez la seconde image moins belle et moins digne de votre rêverie, c'est possible. Mais enfin, la seconde image ne s'envole pas dans les nuées où ne l'atteignent bientôt plus vos regards ni votre amitié. Elle vous reconduit chez vous et ne vous laisse pas dissiper votre méditation : c'est trop dire? votre sentiment.

Un jour, les savants annoncèrent que l'humble salade était le véhicule des plus redoutables microbes. L'on ne s'en doutait pas ; et le cresson, fils des fontaines qui sont des fées avenantes, passait pour la santé du corps. Il faut dire adieu aux salades : c'est la science qui l'exige !... La science n'a guère de crédit auprès des poètes du cabaret. Ce qu'ils lui reprochent est de déranger l'ordre des choses, la combinaison des idées et la coutume où l'on a installé son aise. Ennemie de l'habitude, elle mérite qu'on l'appelle ennemie du repos. Elle, qui s'acharne à tout savoir, ignore la sagesse et la douceur d'une tranquillité philosophique. La science est le symbole de l'inquiétude : imaginez-vous calamité pire? Les poètes de cabaret sont, je ne dis pas, réactionnaires, du moins résolument conservateurs. La réaction

leur paraîtrait une aventure périlleuse et, en tout cas, un changement. Ce qu'ils demandent, c'est de conserver ce qui existe et qui, par son existence même, prouve que l'on s'en peut accommoder. Ils ne comptent pas beaucoup sur l'avenir et plutôt regretteraient le passé.

La science est tendue vers l'avenir : elle l'invente, voudrait l'arranger à sa guise et voudrait en hâter la venue. Et elle l'invente au rebours de ce qu'on voit présentement, de ce qu'on aime et que le passé jusqu'à nous a rendu aimable. Ainsi, un chimiste allemand fait connaître à l'univers qu'il a trouvé le moyen d'emprunter à la houille un aliment qui rappelle, à s'y méprendre, la viande... Cette absurde chimie a son excuse toute prête, disant qu'elle prépare aux petites gens une excellente économie. Voilà résolue, n'est-ce pas, la question sociale? C'est bientôt dit. M. Ponchon ne veut pas laisser à la chimie allemande l'excuse de résoudre la question sociale ; et il raisonne ainsi que suit, le mieux du monde. Cette houille qui prévaudra, en qualité de comestible, sur les moutons, les veaux et les bœufs, coûtera vite fort cher. Et vous manquerez de combustible. Alors, il faudra que survienne encore un chimiste allemand qui, des veaux, des bœufs et moutons, trouve le moyen d'extraire de la houille !... Autant vaut, somme toute, brûler la houille dans les fourneaux, comme devant, et manger le rôti.

Le grand méfait serait de supprimer le plaisir de la table, si d'une pilule avalée dès le matin vous étiez nourri pour un jour. Que de gentillesse perdue, mal compensée par le triomphe de la science ! Un art perdu, l'art de l'amphitryon. Un art ? Oui ; et une vertu. Mais aujourd'hui, l'on a des idées emphatiques. L'on traite comme de rien du tout l'art de manger, sous prétexte qu'on est sensible à d'autres satisfactions de rêverie ou de pensée. L'on renchérit sur la frivolité : on la met où elle est morose. Puis, conséquence d'une alarme imprudemment spirituelle, on a trop souvent l'esprit en désordre. On n'est plus à l'heure. On s'égare dans le temps comme ferait dans l'espace, ou le désert, un promeneur étourdi. Peu importe, s'il ne s'agit que des tracas de vos journées ; mais le dommage, aux repas, est horrible : vous aurez le potage tiède et le gigot, parmi ses haricots en bouillie, trop cuit.

Où l'on voit les opinions très hardiment conservatrices de M. Ponchon, c'est dans le chagrin que lui donne le nouvel embellissement des cafés. Il ne le peut souffrir. Quel excès de lumière ! Et des musiques ! L'honnête homme qui dîne a besoin de quelque silence et a besoin d'une douce pénombre. Un vin, même recommandable, n'est que piquette si l'atmosphère, aux alentours de lui et du paisible

buveur, frissonne d'un charivari appelé *Veuve joyeuse* ou *Beau Danube bleu...*

Ah! les bons cabarets d'autrefois, si plaisants,
Combien je les regrette!
Avec leur peu de bruit, leurs lambris reposants,
Leur lumière discrète.

Il y a, dans les poèmes de M. Ponchon, toute une poésie du petit café, qui certes ne donne rien de ce qu'on nomme *Élévations* ou *Méditations*, et qui ne contient pas une morale qu'on ait envie de répandre, mais qui, avec beaucoup de grâce et de courtoisie, enseigne pourtant quelques vertus, modestie ou modération, goût du silence et ponctualité.

Le ton s'élève, pour chanter le vin, le beau vin qui somnolait dans la grappe et qui s'éveille, comme une joie. Le ton s'élève rarement; et la poésie de M. Ponchon, la plus jolie, a soin de voleter à demi-hauteur, tout près de nous.

Connaissez-vous M. Ponchon? Vous aurez peut-être vu son portrait. M. Cappiello l'a représenté à la terrasse d'un café. M. Ponchon corrige ce portrait, qu'il n'approuve pas tout à fait, « bien que le génie y palpite. » Suis-je si gras? demande-t-il; et il ajoute qu'il n'en serait pas content. Il n'est pas maigre comme un loup, mais n'a point ce cou d'un taureau.

Et, qui m'a le plus contristé,
Vois-tu? dans ta caricature,
C'est l'air dur que tu m'as prêté;
Il n'est du tout dans ma nature...

Ces moustaches en croc, non pas; cette mine si provocante, non pas!

C'est de moi beaucoup présumer,
Qu'un vol d'abeilles effarouche
Et qu'une rose fait pâmer.
Je n'ai pas non plus cette bouche
Dédaigneuse, je te promets!...
Et je n'ai pas non plus cet œil
De magistrat dans le prétoire.
Il est de bien meilleur accueil :
Viens y voir, si tu n'y veux croire!

Le portrait physique, insensiblement, devient un portrait moral; et vous y remarquez ce caractère dominant, la bonhomie.

La bonhomie dans la manière et dans le ton, la bonhomie de l'in-

telligence et de l'âme, c'est le caractère de l'homme, à ce qu'il semble, et du poète sans nul doute, le caractère de son œuvre et de son art. C'est aussi, par excellence, la qualité française. On peut la trouver ailleurs que chez nous, quelquefois : le plus souvent, on s'apercevra qu'elle y vient de chez nous : elle signale un écrivain qui a subi l'influence de notre littérature. Quant aux livres écrits en notre langue — ou à peu près — et qui manquent de bonhomie, on les dirait traduits d'une langue étrangère : il y a en eux, malgré tous leurs mérites, quelque chose qui est l'influence d'un autre pays.

Qu'est-ce que la bonhomie ? Une intelligente façon de n'être dupe ni du prochain ni de soi-même ; une gentille façon de n'être ni sot ni infatué, l'air de ne pas avoir tout récemment découvert sa vérité; le contraire enfin de l'air parvenu. C'est une amabilité qui vient de modestie et de ce qu'on ne met ni très haut son opinion, ni très bas l'opinion d'autrui. L'on apprécie avec une justesse enjouée le privilège de l'idée que l'on possède. Les nouveaux riches de la philosophie et de la science ont un zèle qui n'attend pas qu'on l'approuve et qui se manifeste sans précaution. Les poètes lyriques ont par mégarde une fureur d'enthousiasme qui prend le lecteur au dépourvu et qui le déconcerte. Un peu de scepticisme rend la bonhomie plus facile ; mais il ne lui est pas indispensable : un esprit bien fait, et que n'entache nul pharisaïsme, sépare ses croyances principales et toute l'inévitable incertitude. Ses croyances le consolent de son incertitude et lui permettent de s'y jouer ; elles ne le conduisent pas à être vaniteux, mais content et bien obligé. Une croyance est une opinion qui date de loin, de sorte qu'elle a perdu son acidité.

La bonhomie ne s'improvise pas : elle a besoin de passé. Notre littérature en a, du passé. Elle en avait déjà anciennement. Elle en avait déjà au XVIe siècle et au XVIIe. Et voyez la bonhomie de Marot, celle de la Fontaine. Si vous ne sentez pas la bonhomie de Ronsard même et de Racine, eh! bien, vous ne vous connaissez pas en bonhomie. Notre littérature, depuis lors, a, pour ainsi parler, pris du passé, en vieillissant. Mais, à la suite de quelques tribulations, elle a perdu beaucoup de son ancienne bonhomie. Ses tribulations : elle a dû se mêler de maintes affaires où l'usage n'est pas toujours celui de la meilleure compagnie ; elle a roulé dans la politique et a reçu de très fâcheuses contagions d'éloquence. Elle a voyagé, s'est éprise de modes qui ne sont pas les nôtres. Elle a connu des Allemands, des Slaves et des Scandinaves qui l'ont par moments dépravée. Or, l'on dira que, de tout temps et dès la Renaissance, nos écrivains accueillaient

volontiers la poésie et les idées étrangères, italiennes ou espagnoles, et anglaises un peu plus tard. C'est la vérité. Seulement, les influences étrangères ne sont dangereuses (et le sont alors à l'extrême) que si elles coïncident avec un fléchissement de l'énergie nationale. Au XVII° siècle, par exemple, il y avait une belle suprématie de la France et une ardeur française qui rendait inoffensive l'intrusion de la poésie espagnole ou italienne. A d'autres époques, moins éloignées, Slaves et Scandinaves nous ont nui davantage ; et quelques Germains les avaient précédés. Notre bonhomie en a souffert.

La question n'est pas de savoir si vous admirez le théâtre d'Henrik Ibsen; mais, au demeurant, l' « ibsénisme » ne nous a rien valu. Et j'aime le théâtre de cet Ibsen : j'aime encore mieux, s'il faut l'avouer, que M. Ponchon ne l'aime pas. Il enterre Ibsen comme ceci, et sans piété ni déférence :

Ibsen n'est plus. Sa mort évoque
En moi cette bizarre époque,
Voilà bien des ans, quelque vingt,
Où la plupart de nos critiques
Firent à son art dramatique
Le succès que l'on sait. Enfin,
Disaient-ils, voici du théâtre
Profond tour à tour et folâtre
Et lumineux comme l'été ;
Alors que c'était, au contraire,
Un vrai magma d'ennui polaire
Et d'impénétrabilité...

Mais, Ibsen a du génie ?

Quoi qu'il en soit, ce vieux burgrave
Brille au firmament scandinave.
Mais si, pour nous, Français, il luit
Comme un soleil, et nous transporte,
Ce ne doit être, en quelque sorte,
Que comme un soleil de minuit !...

Pour nous Français : voilà qui est bien dit, et dit comme on n'osait pas le dire au temps d'une abnégation française qui a fait beaucoup de tort à la France. L'esprit de chez nous, en ce temps-là, ne se défendait pas.

C'est ainsi que la bonhomie fut en péril : non pas seulement à cause d'Ibsen, qui n'apparaît ici qu'à titre de symbole (et c'est bien

son tour), le symbole ou l'échantillon de nos folies ou de nos imprudences.

M. Ponchon nous avertit de nos torts : nous avons suivi très étourdiment beaucoup de maîtres dangereux, qui n'étaient pas les nôtres et qui nous ont éloignés de nos maîtres véritables. Quant à lui, plus sage, il écarte ce qui le détournerait de suivre La Fontaine. Comme il aime le fabuliste, « son esprit, sa clarté, sa grâce! » Le fabuliste, et aussi le conteur. Le petit poème intitulé *Le premier moutardier du pape*, La Fontaine l'eût approuvé. Le poème intitulé *La mort* est en souvenir de La Fontaine, et puis de François Villon :

> Un vieillard râlait sur sa couche,
> Souffrant tous les maux d'ici-bas;
> Déjà bleuissaient sur sa bouche
> Les violettes du trépas...

La mort était nonchalante à le délivrer de ses maux. Il la priait, la suppliait de lui abréger son martyre : et le temps de vie que lui ôterait la mort, elle l'accorderait en délai à la jeunesse charmante et menacée. Elle vint et, comme à une madone, il tendait à cette camarde ses maigres bras :

> Mais elle éperonna sa bête
> Et continua son chemin
> Sans seulement tourner la tête
> Vers ce vieillard en parchemin...

Que fit-elle ? Dans une prairie, deux amants allaient joyeux, parmi l'herbe et les fleurs,

> Souriant de leurs yeux d'avril;
> Le vent retenait son haleine
> Pour ne point troubler leur babil...

La Mort fondit sur eux et, dans les bras de l'amant, saisit l'amante.

L'un des plus beaux poèmes de Villon, et qui contient tout le secret de son génie, est le débat du Corps et de l'Ame. Et le dernier poème du recueil de M. Ponchon est ce rondel où son âme est une marquise, son corps un monstre hideux.

La Fontaine et François Villon, ajoutons Clément Marot, voilà les maîtres de M. Ponchon : maîtres d'une poésie la plus naïve et naturelle; savante aussi, mais habile à être simple. Et, dans l'art de M. Ponchon, ce qu'on ne trouve absolument pas, c'est la trace d'aucune influence étrangère. Nous n'avons pas aujourd'hui de poète mieux préservé.

Le naturel est ce qui manque le plus à la littérature contemporaine, poésie et prose. La poésie garde — et, si elle le garde piètrement, ce n'est pas son excuse — le souvenir d'un romantisme fastueux, où les mots dépassent l'idée et, quelquefois, la remplacent. On a grand tort de dénigrer le romantisme, qui a été l'un des plus magnifiques épanouissements de poésie que nulle époque et nul pays ait connus. Mais, faute de génie, la plupart de nos poètes sont réduits à n'imiter, du romantisme, que les dehors de somptuosité assez vaine. L'on imite un bavardage qui, détaché du génie romantique, ne vaut rien. L'on emprunte au romantisme son costume ; et ce n'est qu'un déguisement. La prose, de nos jours, imite la poésie ; elle n'a pas de modestie : elle s'attife d'oripeaux. Et combien y a-t-il de nos auteurs qui soient avec honnêteté de bonnes gens tâchant de dire ce qu'ils pensent ? L'on va chercher midi à quatorze heures.

Il en est de presque toutes les idées contemporaines comme des mots. On ne sent pas qu'elles soient nées de la méditation d'un brave homme qui, les ayant trouvées justes, vous les propose. Elles viennent l'on ne sait d'où et se répandent par une sorte de contagion. Ce n'est pas la santé qui se propage de cette façon, mais la maladie : ce n'est pas la raison, mais l'absurdité.

L'œuvre de M. Ponchon, sans bruit, sans éclat de colère et sans fureur démonstrative, proteste contre les toquades les plus fâcheuses de notre temps et qui gâteraient bientôt notre littérature, signe de notre pensée.

Or, dira-t-on, c'est bien ! Mais fallait-il, pour cela, mener la muse au cabaret ?

J'avoue que ce n'était pas indispensable, et que ni le cabaret, ni le petit café, ni le « bistro » ne sont les plus jolis endroits où l'on pouvait mener la muse. J'avoue aussi que la poésie des mangeailles, ripailles et buveries est assez étroitement limitée et qu'on trouvera des redites dans les poèmes que M. Ponchon leur consacre.

Mais, quoi ! tant d'autres poètes avaient endimanché la muse ! Elle faisait la mijaurée, ou la précieuse, ou la sublime. M. Ponchon la traite un peu comme, le bonhomme Chrysale, ces péronnelles de Philaminte et de Bélise. Le bonhomme Chrysale dit qu'une femme en sait toujours assez quand la capacité de son esprit se hausse à connaître un pourpoint d'avec un haut-de-chausse ; et M. Ponchon dit qu'une muse n'est point sotte si elle sait distinguer le bon vin de la piquette.

Chrysale exagère la vérité. On lui en veut de rabaisser à de viles

besognes l'esprit des femmes et leur étude. Et M. Ponchon, ne rabaisse-t-il pas le génie de la muse? Peut-être! Mais elle était sur le point de se monter la tête et perdait le sens commun. Distinguer le bon vin de la piquette, veuille-t-elle ne pas s'y tromper, est une école excellente, si elle s'accoutume par là, de jour en jour, à distinguer les mots vrais et les mots frelatés, les idées pleines et les idées vides. Parmi les idées pleines, ensuite, elle choisira les plus belles et les meilleures; les idées vides, elle ne les choisira jamais, en dépit de leurs mines et de leurs singeries.

Socrate se vantait de ramener la philosophie du ciel sur la terre. Non qu'il se fût promis de ne point regarder le ciel; mais il détestait une rêverie vague et analogue aux nuages perdus dans le vent.

Une année, le prix de Rome pour la peinture ne fut pas décerné, les candidats n'ayant donné rien qui parût digne de récompense. On les avait priés de peindre le vieux Silène un peu gris et la nymphe Eglé: celle-ci barbouille de raisin le visage de l'ivrogne; et des bergers maintiennent gaiement les bras et les jambes de Silène. Joli sujet! Nos jeunes peintres n'ont pas su tirer d'un sujet si joli autre chose que niaiserie laborieuse et ennuyeuse:

C'est à supposer que jamais
Ils n'ont rencontré ce Silène
Ni de nymphes dans les forêts,
Alors que la France en est pleine!
Que dis-je? Il semblerait encor
Qu'ils n'ont jamais vu davantage
Le moindre raisin pourpre et or
Ni musé dans un paysage!

Il faut avoir musé dans le paysage et avoir longuement regardé l'humble réalité, l'avoir regardée humblement: alors, vous apercevrez et verrez bientôt ce qui vous échappait d'abord et qui est l'âme de la réalité. Mais vous ne verrez jamais la réalité ni son âme, si vous placez entre cela et vous une ambitieuse rêverie ou ne fût-ce que la rêverie du voisin. Sans hâte et sans préoccupation de l'esprit, sans fatuité ni orgueil, regardez: et voici les nymphes; elles étaient dans le paysage à votre insu. Elles ne seraient pas sorties de leurs cachettes si vous les aviez effarouchées.

La plupart de nos poètes vont trop vite et, pour aller plus vite, ne prennent pas le temps de regarder autour d'eux ou en eux par le lent regard que l'on appelle songerie. Et les prosateurs font de même. Poètes et prosateurs sont généralement dépourvus de nonchalance à

un point tel que la muse ne peut les suivre. M. Ponchon leur donne un conseil de flânerie. Un camarade lui demande : « Qu'est-ce que tu fais, cette année ? » Une année « est aussitôt morte que née ; » que faire en un si court délai ? Le mois de janvier, n'en parlons pas : c'est une sorte de dimanche. Et février, qui n'a même pas ses trente jours, il passe et l'on ne s'en est point aperçu.

En mars, si je bouge d'un pouce,
C'est bien par curiosité ;
Je vais voir si la feuille pousse
A l'arbre de la liberté !

Au mois d'avril, on attend les premiers lilas, on les guette. Ils ne viennent qu'au mois de mai : l'on va leur rendre visite à la campagne. En juin, l'on se repose. De mois en mois l'année s'en va, jusqu'en décembre qui ne sert qu'aux projets de l'année qui vient.

C'est un conseil de paresse ? Mais oui ! L'on a médit de la paresse. D'ailleurs, elle mérite des reproches. Cependant, il est bon que la poésie, toute littérature aussi, ait du loisir et ne ressemble pas au travail que fournit une machine.

Et, pour entendre bien les conseils de M. Ponchon, prenez garde surtout d'en omettre l'ironie. Elle les adoucit et adoucit la véritable satire qu'est toute son œuvre, et opportunément, contre la plupart des travers de nos écrivains. M. Ponchon feint de n'y point toucher et de vivre à l'écart dans la bonne humeur de l'indifférence, au cabaret. Méfiez-vous : il se moque de vous. Très gentiment : il se moque de vous, pourtant, d'une manière que vous auriez envie de rire avec lui ; et vous ririez à vos dépens. Riez tout de même, et pour le plaisir, et pour la leçon que vous avez reçue, dont vous profiterez si vous n'êtes pas fols.

L'exemple qu'il donne est de bien écrire, à la façon des bons auteurs qui florissaient avant l'invasion des pires folies, de n'employer que les mots qui ont de l'usage, d'obéir à la syntaxe qui est une logique, et à la syntaxe française, notre logique. Il vous engage à ne pas dire ce qui demande le galimatias. Il vous montre que, sans galimatias, sans prétention ni absurdité, l'on dit, en notre langue, et avec grâce, tout ce qui vaut la peine d'être dit.

ANDRÉ BEAUNIER.

REVUE MUSICALE

Théâtre de l'Opéra : *Antar*, conte héroïque en quatre actes et cinq tableaux; poème de M. Chekri-Ganem, musique de Gabriel Dupont. Vieille musique italienne. — Au Trianon-Lyrique.

De la musique, enfin de la musique! Il y a de la musique, et beaucoup, et de l'excellente, dans l'opéra (pourquoi l'appeler « conte héroïque? ») du regrettable et regretté Gabriel Dupont. Et par ce mot, ou sous ce mot de « musique, » quoi qu'on entende ou qu'on nous fasse entendre aujourd'hui, vous savez très bien ce que nous voulons dire.

Le poème, en un style qui n'est pas toujours irréprochable, raconte l'histoire que voici. Antar est un berger d'Orient, de la tribu des Beni-Abs. Non seulement un berger, mais un soldat, un amoureux, et, nous le verrons tout à l'heure, bien autre chose encore. Pour le moment, il vient de sauver sa tribu de l'attaque d'une tribu voisine et d'arracher aux bras d'un farouche ravisseur la belle Abla (oh! le vilain nom pour une jolie personne!), Abla qu'il aime et dont, pour sa récompense, il sollicite la main. Mais un autre, l'émir Amarat, y prétend aussi. Alors on transige, on diffère. D'accord avec Amarat, le père d'Abla, Malek, exige d'Antar un supplément d'héroïsme et de gloire. Qu'il aille combattre les Persans. S'il en revient vainqueur après six ans accomplis, Abla sera sa femme.

Il revient plus tôt, sa valeur n'ayant pas attendu le nombre des années. Hélas! anticipation vaine. On célèbre, il est vrai, son hyménée. Mais Amarat a juré sa perte. Et, craignant de s'y employer en personne, il charge de ce soin un archer sans pareil, autrefois le ravisseur d'Abla, prisonnier d'Antar et qui le hait, ayant eu les yeux crevés par ses soldats. Il faut croire, et nous le croyons parce qu'on nous l'affirme, que la cécité de l'étonnant tireur ne nuit aucunement

à la sûreté de son tir. En effet, il tire Antar, au jugé, et le blesse à l'épaule. Blessure légère, mais, la flèche étant empoisonnée, mortelle. Antar, qui l'ignorait, l'apprend sans s'émouvoir. Magnanime, il pardonne même à son meurtrier, lequel au surplus, pris de remords, se frappe à son tour et meurt le premier. Pendant un moment alors, un seul, et très court, Antar souhaite de vivre. A sa requête, son fidèle compagnon, son frère, applique sur sa plaie un fer rouge. Faiblesse passagère, inutile médication. La mort est dans ses veines, il n'a plus qu'à l'attendre. Il l'attendra donc, assez longtemps pour s'y préparer et pour y procéder « en beauté : » c'est-à-dire à cheval, appuyé sur sa lance, et si fier, si terrible jusqu'à la fin, et même après, que, devant le héros expiré, ses ennemis, frappés de stupeur, s'arrêtent.

Voilà toute la pièce, mais non tout le personnage. A celui que nous venons de vous présenter, et qui pouvait suffire, le librettiste a cru bon d'en superposer un autre, deux autres. Un poète d'abord. Et lequel! Nous apprenons, (acte second), avec une certaine surprise, qu'Antar a vaincu les Persans non par ses armes, mais par ses vers, par la lyre et non par le glaive. Rare et glorieux succès pour la littérature. Et peu à peu voici que le poète « se double, » — au point que la doublure emporte l'étoffe, — d'un prophète à la fois politique et religieux, d'une sorte de Messie, annonciateur des temps nouveaux et de la paix universelle. Après une apologie anticipée autant que chaleureuse du mahométisme, — car, à la Mecque, il a connu Mahomet, — Antar prévoit « une Arabie unie aux mains d'un maître unique. » Et de là, portant toujours plus loin ses vaticinations et ses promesses, il finit par les étendre à tout l'univers. Ainsi dans la pensée et dans les discours du Bédouin patriote et philosophe, les desseins nationalistes d'un émir Fayçal se mêlent à l'idéologie humanitaire d'un président Wilson. Et cela nous induit à nous demander si peut-être le trop ambitieux librettiste d'*Antar*, se flattant de faire plus grand, n'aurait pas fait seulement plus vide.

Ce n'est pas de cette enflure et de cette emphase que la musique s'est trouvée le mieux. L'ascension politique et sociale du héros ne fit point son affaire. La dernière scène même nous parut très honorable seulement. A vrai dire, elle l'est de toute manière, comme pensée et comme style. Sans être fort originale, (le thème de la marche funèbre évoquant un motif également funéraire de Grieg, la Mort d'Aase), l'inspiration de ce long monologue échappe à la vulgarité. Sachez, au cas où la chose vous intéresserait encore aujour-

d'hui, que le *leit motiv* joue ici fort honnêtement son rôle. Ailleurs même on pourrait noter l'emploi du procédé, qui, soit dit en passant, commence de tourner au poncif. Je vous signalerais sans peine les passages où le motif héroïque d'Antar tantôt s'exalte plus encore et s'avive, tantôt s'apaise au contraire et s'imprègne de tendresse et de mélancolie. Aussi bien tout cela, retour, ou rappel, ou métamorphose thématique, est secondaire. Au-dessus de telle ou telle formule musicale, il y a la musique. Et dans *Antar*, encore une fois, elle ne manque pas. Musique orientale d'abord. Celle-ci n'est peut-être pas la plus difficile à faire, ou à contrefaire. On altère une note sensible, on augmente une quarte juste, on termine une phrase sur la dominante, ou la médiante, plutôt que sur la tonique, on use du chromatique, on enjolive le chant de broderies et de festons sonores. On obtient ainsi quelqu'une de ces mélopées où se complaisait le cher et regretté Bourgault-Ducoudray, l'auteur de la *Rapsodie cambodgienne* et de *Thamara*, le plus exotique de nos musiciens, j'entends le plus épris d'exotisme, celui dont on a pu dire qu'il fut en musique quelque chose comme le ministre des Colonies et même, (témoin son puissant *Hippopotame*), le directeur du Jardin d'acclimatation.

Tendre, amoureuse, douloureuse aussi, une cantilène de ce genre passe et repasse à travers la partition d'*Antar*. D'autres, de moindre importance, mais de même goût, de même couleur, lui font un cortège pittoresque. Et puis, et surtout, à côté de la musique orientale ou s'y mêlant, on est heureux de rencontrer en abondance ici la musique tout court. Musique spontanée, musique généreuse, plutôt que de se restreindre et de se contraindre, il lui plaît de s'abandonner et de s'épanouir, elle n'a pas honte de s'émouvoir. Son plus grand charme, lorsqu'elle est charmante, vient d'une pure et profonde sensibilité qui jamais ne dégénère en fadeur, mais qui, s'il le faut, s'élève au pathétique, sans effort comme sans emphase. Je vous recommande, au premier acte, la longue, l'éloquente profession, non pas de foi, mais d'amour, du héros. Écoutez surtout (avant-dernière scène) le duo, d'amour également, surtout l'épisode ou la partie assise, (telle étant l'attitude des amants), de ce duo. Par la sincérité, la chaleur du sentiment, par l'enchaînement des thèmes, des harmonies, des modulations et des timbres, par la richesse et par la souplesse aussi de la trame sonore, ces pages-là nous parurent vraiment belles. D'autres, plus intimes, sont excellentes encore, et çà et là moins que des pages : des phrases brèves, des intonations, des accents, dont la justesse nous ravit. A chaque instant on trouve en cette œuvre, comme disait

Gounod, des « coins, » où l'on prend plaisir à se reposer. Mais il y a de l'espace aussi, témoin certaine scène où la jeune fille entend accourir de loin, au galop de son cheval, Antar victorieux. L'arrivée du héros, et surtout son approche, est rendue avec une singulière puissance et pourtant ne doit rien à celle de Tristan, non plus qu'à celle d'Armand dans la *Traviata*.

En résumé nous ne prétendons pas qu'*Antar* ait été pour les musiciens la cause d'une joie que d'aucuns estimèrent parfaite. Mais ils en ont du moins éprouvé ce qui, dans le langage de la piété, s'appelle une très grande « consolation. »

La voix de M[lle] Fanny Heldy (Abla) parut trois fois inégale à son rôle : en puissance, en ampleur et même en hauteur. Il se pourrait que l'emploi de « grand soprano dramatique » dépassât les forces, vocales et autres, de la gracieuse artiste. Il y a dans *Antar* deux autres figures féminines : d'abord une suivante d'Abla, qui ne chante pas mal et qui même prononça mieux que sa maîtresse. L'autre dame est la mère d'Antar. Elle ne paraît qu'un moment, à la fin du premier acte. Ce moment, en musique ou par la musique, est délicieux. Il l'est surtout à la lecture, parce qu'une interprète insuffisante nous l'a gâté, nous l'a fait perdre. Qu'importe, messieurs les directeurs de théâtre, qu'un tel rôle ne soit que de quelques pages, de quelques lignes, et pourquoi ne pas le mettre en valeur ? Dans le personnage de l'ami, je crois même du frère ou demi-frère d'Antar, M. Rouard a montré beaucoup d'intelligence, de goût, et l'on dirait, si le mot était plus distingué, de distinction. Voilà trente-cinq ans tout juste que M. Delmas débutait à l'Opéra. L'éminent artiste soutient sans défaillir ce long et beau passé. Quant à M. Franz, (Antar), il ne me souvenait pas que sa voix magnifique unît à cet éclat cette égalité, cette douceur ; encore moins qu'au lieu de pousser et de hacher les sons, elle les liât ainsi. Au chanteur, à l'artiste, je ne connaissais pas cette délicatesse, ces demi-teintes, cette poésie. Mais je connaissais, dès avant *Antar*, la laideur, la lourdeur des décors qu'on nous « plante » aujourd'hui. Le style en est moderne peut-être et sûrement affreux. Et d'où vient que les cinq tableaux d'un drame qui se passe en Orient nous sont présentés dans les demi-ténèbres d'une éternelle nuit ? Enfin, au lieu d'un cheval de bois ou de carton, un vivant, à la condition d'être sage, eût fait plus d'honneur, sans la troubler, à l'agonie équestre du héros.

Salve, magna parens! Un professeur à l'Institut royal de musique de Florence, M. Félix Boghen, vient de réunir en deux volumes un certain nombre de *toccatas* et de fugues pour piano, (à l'origine pour

clavecin), des XVII[e] et XVIII[e] siècles italiens (1). C'est un admirable bréviaire, digne de prendre place en toute bibliothèque des chefs-d'œuvre classiques, à côté du *Clavecin bien tempéré*. A l'heure trouble où nous sommes et par ce « temps malade, » comme disent les bonnes gens, que traverse la musique, l'italienne aussi bien que la nôtre, il n'est que d'ouvrir ce recueil pour y faire provision de lumière et de santé.

La collection de M. Boghen s'ajoute fort heureusement au recueil de sonates, également anciennes et pour la plupart italiennes aussi, réunies par M. Joseph Salmon (2). Nous en avons naguère entretenu les lecteurs de la *Revue*. L'une et l'autre publication forment comme une riche galerie de primitifs sonores, un véritable trésor de musique de chambre. Pour leur bien et le nôtre, nos virtuoses ne feraient pas mal d'y puiser, à pleines mains.

Entre la *toccata* et la fugue, je ne vous apprendrai pas la différence. Tout le monde est censé savoir que la première est plus libre, qu'elle se permet la fantaisie et jusqu'à l'apparence de l'improvisation. Des lois plus rigoureuses régissent la seconde. En l'un et l'autre genre, deux siècles italiens ont été grands. Les nombreuses pièces que nous venons de lire témoignent de leur grandeur. Des maîtres même ignorés l'attestent. Qui savait seulement le nom, le joli nom, tout en diminutifs, d'un Azzolino Bernardino della Ciaja? Et de Stradella connaissiez-vous autre chose que le fameux « air d'église, » dont il n'est pas l'auteur? Je ne saurais trop vous engager à faire connaissance avec sa *toccata* — oui, celle-là vraiment sienne — en *la* mineur. Elle commence par des arpèges descendants, qui sont d'une rare magnificence. Assurément les deux Scarlatti, Alessandro et Domenico, le père et le fils, et le fils plus grand que le père, ne nous étaient point étrangers. Mais jusqu'ici n'aimions-nous pas seulement Domenico pour la finesse, l'élégance et l'esprit, pour la concision aussi de ses œuvres, pour un art qui consiste, — on l'a remarqué justement, — « à fixer dans une courte figure sonore un court moment sentimental? » (3) A ces qualités un peu superficielles, d'Annunzio, déjà plus pénétrant, le d'Annunzio de la *Léda sans le cygne*, ajoutait la vigueur et la hardiesse. Que penserait-il de certaine fugue en *sol* mineur, avec son

(1) Chez Ricordi.
(2) Chez Ricordi.
(3) M. Luigi Alberto Villanis, dans *L'Arte del Clavicembalo*; 1 vol. Torino, Fratelli Bocca.

thème escarpé, tout en notes montantes, et par quel rude chemin! Une autre, encore plus belle, en *ut* mineur et du genre chromatique, n'est pas d'un accent moins douloureux et moins âpre que le célèbre *Weinen, Klagen*, de Jean-Sébastien. (C'est ainsi, vous le savez, qu'on appelle Bach, lorsqu'on veut se donner des airs.) En vérité, ce royaume, cet univers latin ne le cède guère à l'autre, le germanique, celui que les Bach et les Haendel ont créé. Avec moins d'étendue, il l'égale peut-être en profondeur. Il y règne parfois une lumière plus azurée, qui nous émeut encore davantage. Les formes sonores dont il est peuplé sont les sœurs, plus jeunes, mais aussi pures, des formes plastiques de la Renaissance italienne. Elles ont même caractère, même précision et même relief, la fermeté des lignes et la sûreté des traits, l'élégance et la force, ou la *virtù*, comme on disait alors, tour à tour quand ce n'est pas ensemble. Oh! les formes, ou la forme, nous faut-il donc aller la chercher, l'aimer, l'adorer si loin derrière nous, parce que devant nous, de jour en jour, elle s'efface et s'évanouit? Jusques à quand devrons-nous marchander notre admiration et notre tendresse au progrès pour les réserver au commencement? Lisez les Durante, les Porpora, les Marcello. Surtout, de Frescobaldi, le plus ancien maître cité dans le recueil dont nous parlons, lisez une certaine *Toccata di durezze e ligature*. Elle est faite, comme le titre l'indique, de notes dures et liées, de notes plutôt que de phrases; d'accords aussi, de lents accords, admirables d'énergie, d'audace et de rudesse. « Harmonie, harmonie! » dit Musset, et lorsqu'il ajoute : « Qui nous vins d'Italie, » nous doutons parfois s'il ne se trompe pas et si plutôt ce n'est point la mélodie qu'il devrait invoquer. Mais une telle page « qui nous vint d'Italie » en effet, donnerait raison au poète. C'est d'harmonie, encore plus que de mélodie, qu'une œuvre de ce genre est un chef-d'œuvre. Trois fugues, également du vieux maître romain, ne sont pas de moindres merveilles. La dernière est une chose splendide. Ah! dame, ce n'est pas « le caractère enjoué. » Très longue, toute en valeurs lentes, elle est d'une sévérité terrible. Mais de quelle hardiesse, de quelle étonnante, et chromatique et prophétique nouveauté! Je me demande si *Tristan* a rien de plus téméraire. On rapporte qu'un de nos « jeunes, » — ou se croyant tel, — musicien polyphonique, sinon polytonique à l'excès, aurait déclaré dernièrement que la musique devenait impossible, les sept notes de la gamme n'y suffisant plus désormais. S'il a parlé de sa musique à lui, c'est tant mieux. Et puis il reste assez de compositeurs dans le passé et, dans le présent, d'auditeurs, à qui le vieil heptacorde a pu suffire et suffit encore.

Savez-vous que celui de nos théâtres de musique où l'on passe les meilleurs moments pourrait bien être le petit, le lointain, le modeste Trianon-Lyrique. Lyrique, il l'est en effet avec modestie, mais avec autant de soin que de goût. L'artiste qui le dirige s'est promis de rendre la vie et l'âme, leur âme légère, aux chefs-d'œuvre, par d'autres oubliés, ignorés peut-être, d'un genre toujours aimable et souvent exquis. M. Louis Masson tient sa promesse. Nous lui devons des plaisirs délicats. Il nous a rappelé Montigny, Grétry, Nicolo, Boieldieu, Dalayrac. Il nous a révélé le grand Philidor. Il a repris la *Servante maîtresse* et *Philémon et Baucis*. Enfin il vient de nous donner le *Mariage secret*. Tout cela sans parler de *la Chanson de Fortunio*.

Mais pourquoi n'en parlerions-nous pas? C'est une charmante chose, paroles et musique, que cette suite brève, en un petit acte, du *Chandelier*. Offenbach, si je ne me trompe, en demanda le livret à Ludovic Halévy pour y insérer la chanson destinée au Fortunio de la Comédie-Française, et que celui-ci, mieux disant que chantant, n'avait pu chanter. Elle est ainsi deux fois le « motif, » en étant d'abord la cause et puis le thème poétique et musical, de cet aimable *Trente ans après*, ou trente-cinq.

Fortunio, devenu quinquagénaire, a pris non seulement l'étude, mais le personnage de Mᵉ André. Sa femme, Laurette, est une seconde Jacqueline, dont Valentin, l'un des clercs, devient à son tour, avec moins de peine que l'autre, n'y ayant point ici de Clavaroche, l'heureux Fortunio. Et l'ouvrière de son bonheur, c'est encore la chanson, la fameuse, l'irrésistible chanson, que le patron croyait avoir détruite et qui se retrouve parmi les paperasses d'un vieux dossier. « Motif-conducteur » à sa manière, elle conduit ou se conduit avec bien de l'esprit, de la gentillesse et de la sensibilité. Surprise par Valentin et l'un de ses camarades entre les feuillets jaunis d'un grimoire, mêlée d'abord à des formules de droit ou de procédure, la mélodie s'en dégage peu à peu, s'en exhale comme un parfum de jeunesse et d'amour. Valentin, puis les autres petits, appelés en hâte, la respirent longuement. Elle leur monte à la tête, elle leur descend au cœur. Valentin surtout ne chante plus qu'à peine. Il murmure à mi-voix :

C'est le brouillon,
C'est le brouillon
De la chanson
Du patron.

Prosaïques et familières sont les paroles. Mais c'est de la musique

même que tous ces beaux quinze ans s'enivrent et s'attendrissent, gagnés par un juvénile et mystérieux émoi.

D'autres pages, d'un autre caractère, sont lestes, pimpantes et spirituelles, à demi bouffonnes parfois, sans aucune trivialité. Mais partout la grâce de la chanson demeure la plus forte : soit que Valentin la soupire enfin tout entière à sa jolie patronne, soit qu'au dénouement, en guise de plaisante moralité, elle revienne une dernière fois. Alors combien changée ! Non plus timide et solitaire, mais joyeuse, triomphale et quasi vengeresse. Tous les clercs accourus, chacun tenant sous le bras sa chacune, l'entonnent en chœur, la dansent en ronde autour de Fortunio consterné. Victorieux par elle naguère, le voilà puni par elle. Elle passe à des lèvres plus fraîches, ainsi que l'amour à de plus jeunes cœurs, et c'est en plus petit, surtout en plus gai, — le mot est de M. Robert de Flers, — la Course du flambeau, ou du chandelier.

Si le dernier acte de la *Sapho* de Gounod a la beauté, la noblesse d'une statue, le premier acte de *Philémon et Baucis*, le seul agréable des deux, formerait autour du socle un gracieux bas-relief. Le style en est attique, et quelquefois le sel aussi. L'opérette y affleure çà et là. Gounod avait de l'esprit. Deux années avant *Philémon*, il s'était déjà montré, dans *le Médecin malgré lui*, capable de mettre Molière en musique. Dans *Philémon* par moments il s'égaie, au lieu de s'émouvoir comme dans *Sapho*, dans *Ulysse*, au souvenir des Olympiens. Ainsi les couplets de Vulcain : *Au bruit des lourds marteaux d'airain*, commencent, ou mieux éclatent avec une puissance, un lyrisme, où se révèle tout de suite le forgeron divin. Mais celui-ci, dès le refrain, et même un peu plus tôt, à certain tournant de la phrase, fait place à l'époux humain et ridicule, et la chanson n'est pas loin de s'achever sur le ton de la parodie, presque de la charge. Sans arriver encore à la *Belle Hélène*, la musique en prend, ou du moins en montre le chemin. Écoutez aussi la réponse de Jupiter à Vulcain :

Si Vénus à la légère
S'enflamme un peu trop souvent,
Faut-il s'en étonner, quand, sur le flot mouvant,
J'ai fait éclore un jour la reine de Cythère
Dans un flocon d'écume emporté par le vent.

Flocon mélodique lui-même, le couplet a bien de la grâce et de la poésie, mais une poésie piquante, un peu cavalière, avec un soupçon d'ironie.

Ailleurs, et le plus souvent, devant l'antique toujours, Gounod cesse de sourire. En des pages telles que le chœur lointain des Bacchantes, on reconnaît l'inspiration grecque et comme les veines du marbre. Ce chœur, écrivait naguère Scudo, « n'a rien de remarquable, si ce n'est la persistance de deux notes de cor qui vous taquinent l'oreille. » J'avoue que ces deux notes aujourd'hui me produisent un autre effet. Leur battement continu, le branle obstiné qu'elles impriment au rythme évoquerait plutôt la troupe des vierges dansantes sur les sommets laconiens. *Bacchata lacœnis*. Comme en ce peu de mots la poésie, la musique enferme en ce raccourci sonore une image, une vision de l'antiquité. Supérieur et prochain, tel était, suivant Gounod, le double caractère de l'art ou de l'idéal. Il y a dans *Philémon* des choses familières, d'une familiarité que relève l'élégance, la pureté d'un style comparable à celui de Mozart. Et dans *Philémon* encore, la scène finale du premier acte, où Jupiter endort ses hôtes du sommeil qui va les protéger et les rajeunir, cette scène est une chose auguste et digne des dieux.

Les dieux, « *les dieux ouraniens.* » Ainsi commence, — ailleurs, — une cantilène où Pénélope, la Pénélope de M. Gabriel Fauré, donnant asile au mendiant qui l'implore, évoque en sa faveur d'autres passants comme lui misérables, et dont la misère, à dessein et pour éprouver les mortels, cache peut-être la divinité. Tandis que la musique de Gounod accompagne et représente une de ces visites sacrées et qu'il convient de pieusement recevoir, la musique de M. Fauré nous y fait seulement penser, ou rêver. Elle n'est qu'une allusion au même sujet, et, si l'on veut, une esquisse, mais délicieuse. Et dans le sentiment, dans le style, en un mot, dans le génie, tout, de l'un des maîtres à l'autre, s'est transformé. Mélodie, harmonie, modulation, pas un signe sonore qui soit demeuré le même. Naguère arrêtées et définies, les formes, toutes les formes sont devenues plus vagues, plus flottantes. Par des nuances à peine discernables, par d'exquises dégradations, elles se fondent les unes dans les autres. Intime, recueillie et comme retirée en soi, la musique s'est inclinée insensiblement du côté du mystère.

Il n'existe pas de musique moins mystérieuse que celle de la *Servante Maîtresse*. Sans une ombre de poésie, à peine de sensibilité, le célèbre *intermezzo* de Pergolèse n'est un chef-d'œuvre que de malice. Et cela permet aux amateurs d'antithèses, qui ne s'en privent point, le facile plaisir d'opposer le *Stabat Mater* à la *Serva padrona*. Une verve moqueuse et rude, un esprit d'ironie et de sécheresse

anime cette œuvre de rigueur plutôt encore que de grâce, cette musique aux angles aigus, aux arêtes vives. Des notes pointées hérissent le rôle de Zerbine, des rythmes tranchants le découpent. Avant de l'élever sur les hauteurs divines du *Stabat*, — allons, nous n'échapperons pas au parallèle! — Pergolèse l'a-t-il assez rabaissé, l'éternel féminin! On ne railla jamais plus durement la pitoyable histoire des ancillaires amours. Zerbine, ce n'est pas la soubrette; dans la réalité, dans le réalisme du mot, c'est la servante. A son duo, j'allais dire à son duel avec son maître, comparez seulement un autre duo, d'un autre maître, avec une soubrette cette fois, celui du comte avec Suzanne, dans les *Noces de Figaro*. Les *si*, les *no*, s'y répondent également. Là, comme ici, la femme mène le jeu, commande et triomphe, elle se moque et rit; là comme ici, comme partout, l'homme est sa dupe. Mais pour tous les deux il y a la manière. Si « verdissante » que soit Suzon, elle est moins haute en couleur que Zerbine. Elle aussi veut se faire épouser, mais non par son maître. Sans compter que le bel Almaviva ne ressemble guère au bonhomme Pandolphe et qu'avec lui ce soir, sous les grands marronniers, Suzette serait moins à plaindre que Zerbine en l'alcôve de son barbon. Lisez, lisez l'un et l'autre dialogue. Après la vivacité de l'un, vous goûterez la langueur de l'autre. Vous reconnaîtrez qu'entre Pergolèse et Mozart un souffle d'une douceur enchanteresse, divine, a passé et qu'il s'est insinué dans l'âme de la musique pour la renouveler et l'attendrir.

« Je ne connais de gens heureux que parmi les abondants. » Ce mot de Boito nous revient toujours en mémoire devant le portrait et devant le chef-d'œuvre de Cimarosa. La musique de ce gros homme, en qui tout abondait, la chair et l'esprit, est l'une des sources du bonheur musical. Pour la perfection de notre bonheur en écoutant *le Mariage secret*, il faudrait six chanteurs et chanteuses admirables. Qu'ils soient agréables au moins, c'est déjà beaucoup. Au Trianon-Lyrique, ils l'ont été.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

A son retour de Londres, M. Aristide Briand a reçu de la Chambre un excellent accueil et le talent incomparable avec lequel il a expliqué les résultats obtenus n'a pu que fortifier la grande majorité de ses auditeurs dans les dispositions favorables où les événements les avaient mis. Les députés ont appris notamment avec plaisir que le traité de Sèvres allait, sans doute, subir quelques retouches et qu'en attendant, un armistice était sur le point d'entrer en vigueur entre la France et la Turquie. La politique anglaise dans le Levant a, en effet, sensiblement évolué sous l'influence des préoccupations que donnent à l'Empire les affaires de Perse, de Mésopotamie, d'Égypte, et le maintien de l'ordre dans les Indes. Malgré l'intervention officieuse de M. Vénizélos, le cabinet britannique n'a plus eu, dans la question d'Orient, les yeux de la Grèce. Les Grecs, au contraire, sont partis de Londres fort déçus. Envoyés par Constantin, qui nous appelle maintenant, avec ostentation, ses grands alliés, ils espéraient trouver en Angleterre le même accueil que l'homme d'État qu'ils avaient renversé et remplacé. Ils ont été courtoisement reçus et attentivement écoutés ; rien de plus. Ils ont, du reste, plaidé avec quelque maladresse le procès que M. Vénizélos avait défendu avec une habileté supérieure et qu'il avait momentanément gagné. Il avait apporté des statistiques, invoqué des considérations ethniques, insisté sur les vœux des populations. Les nouveaux représentants de la Grèce ont cru bon, pour établir avec plus de force les droits de leur pays sur Smyrne, d'évoquer sérieusement les ombres d'Homère et de Sapho. Des sept villes grecques qui se disputaient la gloire d'avoir été le berceau d'Homère, il n'y en a décidément qu'une dont les titres soient certains, et c'est Smyrne. Lorsqu'Anatole France nous

peint le chanteur de Kymé retrouvant à son foyer la vieille Mélantho, il fait à Kymé, qui est aujourd'hui Sandarli, un honneur immérité. Quant à Sapho, on vous a peut-être dit qu'elle était née à Eresos, dans l'île de Lesbos, et qu'elle avait surtout vécu à Mitylène et en Sicile. Erreur grossière. Elle était fille de Smyrne. Voilà deux raisons décisives pour que Smyrne ne demeure pas sous la domination ottomane... Nos amis anglais, qui ne se laissent pas prendre aux jeux de l'imagination méditerranéenne, n'ont pas, semble-t-il, beaucoup apprécié ce genre de démonstration historique.

Les Alliés se sont donc mis d'accord pour dire aux Turcs : « Nous allons, d'abord, vous donner une preuve de bonne volonté. Si vous acceptez les modifications que nous sommes prêts à introduire dans le traité de Sèvres, nous favoriserons de notre mieux votre admission dans la Société des Nations. Vous y entrerez avant l'Allemagne, qui vous a entraînés dans la guerre et que vous avez eu le tort de suivre. Le traité contient une clause qui fait peser sur vous la menace éventuelle d'être expulsés de Constantinople : nous sommes prêts à supprimer cette disposition. Mieux encore. Nous vous céderons la présidence de la Commission des Détroits et, dans cette Commission, vous aurez deux voix, au lieu d'une que nous vous avions seulement réservée. Nous voulons constituer une autre Commission, pour préparer la réforme judiciaire que nécessitera la suppression prochaine du régime des Capitulations. Nous vous admettrons également dans cette assemblée. Vous trouvez que nous avons exagérément réduit vos forces militaires : nous vous laisserons trente mille hommes pour les armes spéciales et quarante-cinq mille pour la gendarmerie. Vous dites qu'autour des Détroits, la zone démilitarisée est trop vaste : nous la limiterons à la péninsule de Gallipoli et à la rive de la mer de Marmara jusqu'à Rodosto, à la rive asiatique des Dardanelles, de Tenedos à Karaliga, à une bande d'une longueur d'une vingtaine de kilomètres sur les deux rives du Bosphore, et aux îles qui, dans la mer Egée ou dans la mer de Marmara, commandent les Dardanelles. Nous irons même plus loin. Nous consentirons à évacuer rapidement Constantinople et la péninsule d'Ismid et à n'occuper, avec les troupes alliées, que Gallipoli et Chanak. En ce cas, vous pourriez maintenir vos troupes à Constantinople et vous auriez un droit de libre passage entre l'Asie et l'Europe dans la zone démilitarisée du Bosphore. Ce n'est pas tout. Nous sommes encore disposés à examiner la possibilité de vous accorder l'augmentation de vos forces navales, à vous faire de larges avantages dans le domaine financier, à introduire, par exemple, un de

vos délégués dans la Commission financière, à laisser à votre Parlement le droit de modifier, dans une certaine mesure, le budget préparé par cette Commission, à vous rendre, sous certaines conditions, la liberté d'octroyer des concessions, à vous reconnaître le monopole postal dans tout l'Empire ottoman. Pour le Kurdistan, si nous arrivons à nous entendre sur la protection des intérêts kurdes et assyro-chaldéens, et si vous acceptez de donner aux populations une certaine autonomie, nous ne repousserons pas l'idée de remanier le traité. De même pour l'Arménie, à la condition que vous reconnaissiez les droits des Arméniens turcs à posséder un foyer national sur les frontières orientales de la Turquie d'Asie et que vous promettiez d'adhérer à la décision, quelle qu'elle soit, d'une Commission que la Société des nations sera priée de nommer, pour déterminer sur place le territoire dont l'équité commanderait la remise à l'Arménie. Reste Smyrne. Là, nous vous proposerons une transaction que nous croyons raisonnable et qui peut, à notre avis, assurer le retour de la paix. Le vilayet de Smyrne resterait sous votre souveraineté. Une force grecque continuerait à tenir garnison dans la ville, mais, dans le reste du Sandjak, l'ordre serait maintenu par une gendarmerie encadrée d'officiers alliés et recrutés proportionnellement au nombre et à la nature de la population. La même répartition proportionnelle s'appliquerait à l'administration. Un gouverneur chrétien serait nommé par la Société des nations. Il serait assisté d'une assemblée élue et d'un conseil élu. Cet arrangement, du reste, ne serait que provisoire. Au bout de cinq ans, il pourrait être, sur la demande de l'une ou de l'autre des parties, soumis à revision devant la Société des nations. »

Telles sont, dans leur ensemble, les propositions que les Alliés ont faites aux délégués turcs. Elles sont, sur bien des points, assez imprécises ; elles ajournent plusieurs difficultés au lieu de les résoudre ; et elles ne font, d'autre part, aucune allusion à la Thrace. Au début de la Conférence de Londres, les Alliés avaient décidé qu'une Commission irait procéder à une enquête sur la composition ethnique et religieuse de la province que se disputent, à soixante-dix kilomètres de Constantinople, la Grèce et la Turquie. La Grèce ne s'étant pas ralliée à cette procédure, les choses sont restées en suspens, mais aucun des deux pays n'a renoncé à ses revendications. Les Turcs ont même réussi à faire appuyer les leurs, à Londres, par des musulmans indiens. Après la clôture de la Conférence, la communauté indienne de Londres a offert un dîner aux délégués ottomans. A cette réunion, un discours fut prononcé par un distingué mahométan,

membre de la délégation indienne musulmane invitée par le gouvernement britannique à donner des avis sur la revision du traité de Sèvres. Au cours de ses observations, M. Hasan Imam aborda la question de la Thrace. Il prétendit qu'il parlait au nom de toute la population musulmane de l'Inde et il alla jusqu'à dire que ses compatriotes demanderaient à se séparer de l'Empire britannique, si la Thrace n'était pas laissée à la Turquie. Il allégua même que l'Inde n'avait donné son argent et ses recrues dans la guerre contre la Turquie que sur l'engagement public, pris le 5 janvier 1918, par M. Lloyd George, qu'après la paix la Turquie conserverait cette région européenne. Les journaux anglais répondent à M. Hasan Imam qu'il commet, à cet égard, une grave erreur et que M. Lloyd George n'a jamais fait la moindre promesse aux musulmans indiens. Mais ce petit incident est significatif. Il nous montre que le traité de Sèvres n'est pas encore définitivement revisé et que nous ne sommes pas au bout de notre tâche.

Les délégués d'Angora, Bekir Samy Coundoukh et Husrew Bey, retournent chez eux avec l'espoir que leur Parlement ne les désavouera point et qu'on pourra bientôt aboutir à des préliminaires de paix. Mais, d'autre part, la Grèce appelle sous les drapeaux les classes 1913, 1914, 1915, et Constantin se place sous le patronage de ses « grands alliés, » pour assurer, dit-il, la pacification de l'Orient par la défense du traité de Sèvres. A une reprise des hostilités, nous ne prêterons cependant ni nos troupes, ni notre argent, ni nos encouragements, ni notre nom. Dans le délai d'un mois après la suspension d'armes qui a été décidée entre la Turquie et nous, nous devons évacuer la Cilicie. Nous n'y resterons pas pour y appuyer le roi de Grèce.

Cette évacuation n'est pas, d'ailleurs, une conséquence des accords de Londres; elle était déjà prévue par le traité de Sèvres lui-même. La Cilicie est en dehors de notre mandat. Elle fait seulement partie de notre zone d'influence économique. Nous devons donc nous entendre avec les Turcs sur le parti que nous tirerons de ce privilège et restituer la province à leur souveraineté. Nous libérerons ainsi deux divisions françaises qui, pour le moment, nous seront plus utiles sur le Rhin.

Comme l'ont remarqué, aux applaudissements de la Chambre, M. Briand et M. Lenail, ce règlement pacifique n'est devenu possible que grâce à la vaillance des troupes françaises, qui ont si longtemps combattu, dans des conditions souvent inégales, sur le front cilicien et qui s'y sont si énergiquement maintenues. En se retirant, elles laisseront dans l'esprit des populations le souvenir d'un courage indomp-

table et d'une magnifique discipline. Leur départ volontaire n'aura rien d'une retraite et ne portera aucune atteinte à notre prestige.

Nous ne devons pas nous dissimuler cependant que l'opération n'ira pas sans quelques difficultés. Le gouvernement turc est maître de ses troupes régulières, mais, en dehors d'elles, il y a, dans tout le pays, des bandes armées, qui n'obéissent guère à personne et qui peuvent harceler nos troupes. En outre, des conflits violents entre Arméniens et Turcs sont toujours à redouter. Il nous faudra donc beaucoup de prudence dans le retrait de nos divisions, si nous ne voulons pas laisser derrière nous le désordre et l'anarchie. Au surplus, la gendarmerie locale restera constituée par des instructeurs français.

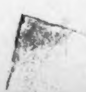
A mesure que le calme se rétablira, nous devrons, d'après les décisions de Londres, abandonner, en outre, certains territoires turcs qui rentraient précédemment dans notre mandat et qui étaient considérés comme rattachés à la Syrie. C'est le prix, un peu lourd peut-être, de notre réconciliation avec les Turcs. Lorsque les conditions de ce rapprochement seront définitives, nous mesurerons nos sacrifices et les avantages que nous conserverons. Pour le moment, ne retenons qu'une chose, le soulagement qu'apporte à nos troupes la fin d'une campagne militaire dont nous n'avions à tirer aucun profit sérieux. Quoi que dise et fasse la Grèce, nous n'oublierons pas, bien entendu, qu'elle a combattu à nos côtés et nous souhaitons vivement que, malgré ses erreurs, elle utilise maintenant, pour sa prospérité future, les résultats de notre commune victoire. Mais il nous était impossible de supporter plus longtemps, par égard pour elle, l'effort considérable que nous nous étions imposé en Orient. Si une entente définitive s'établit entre la Turquie et nous, nous serons enfin délivrés d'une préoccupation obsédante et notre politique orientale se trouvera, du même coup, très simplifiée. En Cilicie, ainsi que dans les vilayets de Sivas, de Harpout et de Diarbékir, nous pourrons reprendre avec les Turcs une collaboration paisible. En Syrie, nous resterons libres d'exercer tranquillement notre mandat, aussi bien sur Damas, sur Alep et sur Alexandrette que sur Beyrouth et sur le Liban, et aux musulmans comme aux chrétiens, nous saurons donner l'ordre et la paix.

Nous sommes, pour l'instant, à l'abri des intrigues que l'émir Feyçal avait essayé de fomenter parmi les Arabes. Il faut espérer que les dangereux émissaires du subtil Bédouin ne parviendront pas à tromper M. Winston Churchill, qui va les rencontrer en Égypte et qui sera très vivement pressé par eux d'offrir au fils du roi du Hedjaz le

trône de Mésopotamie. Les organisateurs de cette machination tentent de convaincre l'Angleterre qu'elle trouverait en Feyçal un auxiliaire précieux, l'homme providentiel qui lui permettrait de vider des troupes britanniques les vallées du Tigre et de l'Euphrate et qui rétablirait le calme dans les avancées des Indes. M. Winston Churchill, qui n'est pas seulement un grand ami de la France, mais qui est une des intelligences les plus pénétrantes de son pays, ne se laissera pas circonvenir par une poignée d'enfants du désert, qui se sont juré de réveiller en Asie-Mineure des troubles heureusement apaisés.

Quant à nous, nons devons veiller à l'organisation rapide de notre mandat. Nous sommes assurés que le grand et noble soldat qui représente la France en Syrie et qui, après avoir participé aux négociations de Londres, a reçu à Paris les directions du gouvernement français, réalisera dans l'accomplissement de cette œuvre délicate les économies qu'ont réclamées le Gouvernement et les Commissions parlementaires. Certes, ce n'est point la faute du général Gouraud, si nous avons commis jusqu'ici dans notre rôle un peu nouveau de « mandataires, » des erreurs assez fâcheuses. On dirait que certains ministères ont pris plaisir à envoyer en Syrie des fonctionnaires de rebut et que l'Orient est devenu un Paradis réservé aux agents qui ont eu la mauvaise chance de ne pas réussir dans la métropole. Il y a des exceptions, Dieu merci! Mais, en règle générale, les employés de tous grades sont trop nombreux et mal choisis. Il faudrait en Syrie une élite de contrôleurs et de conseillers, chargés de mettre en mouvement, pour le bien des populations, une administration locale. Autrefois, cinq Français, dont M. Maurice Bompard, depuis ambassadeur, ont suffi pour installer notre protectorat en Tunisie; et, ces jours-ci, au contraire, lorsque M. Jonnart, qui est, de longue date, un fervent ami de la Syrie et du Liban, est allé se rendre compte sur place de la manière dont s'exerçait notre mandat, il a eu nettement l'impression que nous faisions fausse route, qu'au lieu de nous associer les habitants, nous employions des méthodes de colonisation et d'administration directe, que certains de nos fonctionnaires, civils et militaires, se méprenaient entièrement sur leur mission, bref qu'il était temps d'apporter au régime pratiqué en Syrie des réformes profondes.

Les Commissions des Chambres ont taillé dans le vif. Elles ont sévèrement comprimé les dépenses et elles ont réduit les crédits par dizaines de millions. Ces amputations sont peut-être un peu



fortes, mais, à la suite des abus dénoncés, elles étaient inévitables. Si nous voulons que notre situation s'affermisse en Orient, nous devons, je l'ai souvent répété depuis plusieurs mois, nous y conduire comme des libérateurs et comme des guides, non comme des occupants et comme des maîtres. Le général Gouraud ne manquera pas de corriger les mauvaises habitudes que paraissent avoir contractées quelques-uns de ses subordonnés ; il se débarrassera sans peine du trop-plein de son personnel ; il ne gardera auprès de lui que les collaborateurs dont il aura éprouvé le mérite et dont les services lui auront été démontrés nécessaires ; il fera comprendre à tous que nous n'avons à établir en Syrie, ni notre protectorat, ni, à plus forte raison, notre souveraineté. Nous avons à nous y faire connaître, estimer et aimer. Plus que personne, le général Gouraud personnifie les vertus qui doivent gagner à la France le cœur des habitants.

A l'autre extrémité du monde, en Amérique, paraît également souffler un vent plus favorable. L'installation du Président et de la nouvelle administration a mis fin à l'accès de fièvre politique qui s'empare, tous les quatre ans, des États-Unis. Non seulement M. Harding n'a pas retiré les troupes américaines de la rive gauche du Rhin, mais il a donné aux Alliés toutes facilités pour l'application des sanctions adoptées par la Conférence de Londres. A New-York ont eu lieu d'importantes manifestations. Le général Pershing, qui y assistait, a prononcé un discours où il a flétri les manœuvres allemandes et il s'est écrié : « Allons-nous pardonner la destruction de la France et de la Belgique et les flots de sang répandus? Est-ce qu'une astucieuse propagande faite dans notre Amérique va affaiblir notre amitié pour la France et pour les Alliés ? La réponse, la voici : les principes pour lesquels l'Amérique a fait la guerre sont toujours debout et les Alliés demeureront nos amis. L'Amérique se dressera contre une agression. Elle doit insister pour que les nations qui se sont mises hors la loi soient regardées comme responsables et, en conséquence, contraintes de payer complètement les méfaits qu'elles ont commis. » Les Américains les plus sympathiques à la France disent très haut que la meilleure manière de retenir leur pays à nos côtés, c'est de montrer nous-mêmes de l'énergie dans l'exécution du Traité. Si nous nous abandonnons, l'Amérique se désintéressera de nous. Elle ne comprendrait pas qu'ayant obtenu des conditions de paix déterminées, nous n'eussions pas la volonté persévérante de les faire respecter. Des concessions à l'Allemagne lui apparaîtraient comme une preuve de faiblesse et comme le signe d'une incer-

titude incompréhensible sur le fondement de nos droits. Plus nous serons fermes, moins elle sera portée à oublier que nous avons raison. Mieux que tout autre, du reste, M. Viviani saura, au cours de la mission qu'il a reçue du Gouvernement, représenter à l'Amérique que la France continue à mériter l'estime et l'admiration du monde entier, qu'elle n'est pas plus impérialiste aujourd'hui qu'hier, et qu'elle ne peut, sans un véritable déni de justice, être privée des dédommagements qui lui ont été promis.

Mais il est temps que les Alliés ouvrent les yeux à l'évidence, s'ils ne veulent pas laisser pourrir entre leurs mains les derniers fruits de la victoire ; car l'Allemagne, accoutumée, depuis plus d'un an, à notre timidité et à notre candeur, affecte de ne pas encore prendre au sérieux la conduite nouvelle à laquelle MM. Briand et Lloyd George se sont très heureusement décidés. Le Reich s'imagine qu'en multipliant contre nous les défis et les provocations, il dissociera les Alliés et nous ramènera, malgré nous, au régime des transactions bâtardes. Il se trompe. Il a mis notre patience à une trop rude épreuve, et elle est vraiment à bout. Que dire d'une Allemagne qui n'est en règle avec aucun des articles du Traité, qui ne désarme pas, qui ne nous paie pas ce qu'elle nous doit, qui assure l'impunité aux incendiaires et aux meurtriers, et qui cherche maintenant à protester, devant la Société des nations, contre les mesures, encore fort insuffisantes, que nous avons adoptées, pour la contraindre à exécuter ses obligations ? Que dire de ce Gouvernement, prétendu républicain, qui prend avec passion la défense de l'Empire, qui ne reconnaît aucune des fautes commises par Guillaume II et par son entourage et qui cherche à rejeter sur les victimes de l'agression la responsabilité des crimes commis par les agresseurs ? Que dire de cet Empereur lui-même qui, du fond d'un charmant exil, reste en relations constantes avec ses fidèles, dirige des groupes de conspirateurs et fait distribuer des brochures et des tracts pour essayer de démontrer son innocence et pour préparer son retour ?

Cette arrogance de l'Allemagne a naturellement été encore accrue par les résultats inégaux du plébiscite en Haute-Silésie. Là aussi, les Alliés paient maintenant les fautes qu'ils ont commises. Lorsqu'avant la signature du Traité de Versailles, ils ont, malgré l'avis du Président Wilson, consenti à organiser, par l'article 88, une consultation des habitants, au lieu de procéder immédiatement à une délimitation dont les statistiques allemandes leur fournissaient elles-mêmes tous les éléments, ils ont eu l'imprudence d'insérer dans le paragraphe 4

de l'annexe ces mots qui donnaient au Reich un avantage inappréciable : « Le droit de suffrage sera accordé à toutes personnes, sans distinction de sexe, satisfaisant aux conditions suivantes : *a*) avoir vingt ans révolus au 1er janvier de l'année dans laquelle aura lieu le plébiscite; *b*) être né dans la zone soumise au plébiscite ou y avoir son domicile depuis une date à fixer par la Commission. » Ce texte autorisait les Prussiens, fils de Prussiens et nés en Haute-Silésie de fonctionnaires de passage, à se prononcer sur le sort d'une région qu'ils avaient, depuis longtemps, quittée sans esprit de retour et c'est ainsi, en effet, que près de deux cent mille émigrés sont venus, en bataillons compacts, prendre part au plébiscite. Ils ont été les ouvriers les plus cyniques de la pression allemande. La Conférence de Londres a elle-même doublé leurs moyens d'action en revenant sur la décision prise par MM. Leygues et Lloyd George et en acceptant que le vote des émigrés eût lieu le 20 mars, jour du plébiscite général. Nous récoltons aujourd'hui ce que nous avons semé. Les résultats du scrutin ne justifient assurément pas les manifestations berlinoises, discours triomphants, drapeaux et pétards; mais ils ne correspondent pas exactement à la répartition ethnographique, et ils donnent, dans l'ensemble, à l'Allemagne une majorité qu'elle n'aurait pas obtenue d'une consultation plus libre et plus sincère. Il n'en reste pas moins que, si l'Allemagne a eu le plus grand nombre des voix dans sept districts, neuf districts se sont déclarés pour la Pologne; que plus des quatre cinquièmes des communes ont exprimé la volonté d'être Polonaises et que, si les Allemands l'ont emporté dans le Nord et à l'Ouest, toute la région industrielle du Sud a nettement pris parti contre eux. Lorsque les détails du vote ont été connus à Berlin, les cris de rage ont succédé aux cris de joie. Et tous les journaux ont réclamé soit qu'il ne fût tenu aucun compte du vote, là où il n'avait pas été favorable à l'Allemagne, soit que la Haute-Silésie fût considérée comme indivisible et fût, par conséquent, tout entière incorporée dans le Reich.

Cette dernière thèse est en contradiction flagrante avec le paragraphe 5 de l'annexe, qui prévoit qu'à la clôture du vote, la Commission interalliée devra communiquer aux Puissances alliées le chiffre des suffrages, commune par commune, et proposer elle-même le tracé de la frontière, en tenant compte, est-il dit, du vœu exprimé par les habitants, ainsi que de la situation géographique et économique des localités. L'Allemagne n'a pas seulement, en juin 1919, adhéré à cette disposition; c'est elle qui l'a arrachée alors à la condescen-

dance des Alliés. Il est donc plaisant qu'elle essaie maintenant de l'anéantir. Elle va certainement faire flèche de tout bois pour arriver à garder une province qui ne serait pas seulement pour elle une riche réserve industrielle, mais qui resterait sa principale usine de guerre. Si elle y réussissait, elle amoindrirait à tel point la vitalité de la Pologne renaissante qu'au lendemain même de sa reconstitution, ce malheureux État ne trouverait pas en lui les forces nécessaires pour maintenir son indépendance et qu'il serait condamné, tôt ou tard, à choisir entre la subordination à la Russie et la subordination à l'Allemagne. Il y a donc, pour la solidité de la paix et pour la sécurité des pays alliés, un intérêt capital à ce que les communes polonaises de Haute-Silésie ne soient pas livrées au Reich et à ce que soit respectée la volonté des populations. L'Allemagne nous répétera certainement que, sans le bassin minier, elle ne pourra pas nous payer les réparations qu'elle nous doit. Espérons que ni la conférence des Ambassadeurs, ni les Gouvernements alliés, ne se laisseront impressionner par une manœuvre aussi grossière. M. Briand en a déjà montré la perfidie et la vanité. Même privée de la Haute-Silésie, l'Allemagne a une capacité de paiement suffisante pour s'acquitter, si elle le veut, de la totalité de sa dette. Elle n'en restera pas moins le pays le plus riche en charbon de toute l'Europe; elle n'en conservera pas moins une force de production industrielle qui la maintiendra au premier rang des nations; et lorsqu'elle prend prétexte du plébiscite pour recommencer à nous parler de sa pauvreté, elle veut, une fois de plus, se jouer de notre crédulité.

Défions-nous donc des propositions insidieuses, des marchandages et des mauvais compromis. Tenons-nous en à la politique de fermeté que M. Briand a pratiquée à Londres. Ne revenons pas aux pitoyables tractations au cours desquelles nous avions, comme à plaisir, émoussé le Traité et amenuisé nos droits. La résolution des Chambres vient encore de s'affirmer clairement au Sénat, dans la discussion du budget. Après avoir insisté sur la gravité de la situation financière, le nouveau rapporteur général, M. Henry Chéron, s'est écrié : « Il faut que l'Allemagne paye ce qu'elle nous doit; sinon le problème est insoluble. » Et il a ajouté, aux applaudissements unanimes de l'Assemblée: « Nous ne sommes pas animés d'un sentiment de haine implacable, mais nous ne voulons pas que les contribuables français soient exposés à payer eux-mêmes ce qui est dû par l'Allemagne. » C'est bien en ces termes très simples que se pose, en effet, toute la question. Qui paiera les réparations, dans nos départements dévastés?

Sera-ce la France? Sera-ce l'Allemagne? Aux termes du Traité de Versailles, les frais de guerre proprement dits ont été laissés à la charge de chacun des pays belligérants. Les vainqueurs ont à supporter les leurs aussi bien que les vaincus. Ils ne reçoivent aucune indemnité. C'est déjà là une criante injustice. La France et la Belgique, qui n'ont pris les armes que pour se défendre, qui ont été odieusement attaquées sans avoir dit un mot ou fait un geste qui pût servir de prétexte à cette agression, gardent l'effroyable charge de tout ce qu'elles ont eu à dépenser pour sauver leur liberté. Ne serait-il pas inique qu'elles fussent, en outre, obligées de relever de leurs propres deniers leurs villes détruites et d'imposer à leurs contribuables le poids des pensions qu'elles doivent aux veuves et aux mutilés? Le Traité ne condamne l'Allemagne à subir aucune pénalité; il ne lui demande que le prix des réparations; c'est bien le moins que ces réparations soient totales. M. Briand a, d'ailleurs, nettement déclaré que, l'Allemagne ayant repoussé le concordat qui lui avait été offert, nous en revenions maintenant à l'application du Traité. Il a ajouté, sur un ton plaisant, qu'il avait été forcé par les événements de se placer un instant sur la branche du forfait, mais qu'il y avait été très secoué par le vent et qu'il n'avait aucun désir d'y remonter. La Commission des Réparations va donc évaluer notre créance pour le 1er mai; et, dès que les chiffres seront fixés, il s'agira de les traduire en réalités tangibles.

Les mesures actuellement prises ne suffiront, sans doute, ni comme astreintes coercitives, ni comme gages et garanties. Mais c'est beaucoup qu'elles aient été adoptées d'accord avec les Alliés et que le Gouvernement français en ait fait reconnaître la nécessité. L'Allemagne nous a déjà informés qu'elle ne se reconnaissait pas débitrice, pour le 1er mai, des douze milliards qui lui sont réclamés par la Commission des Réparations; elle n'a pas versé, le 23 mars, le milliard marks or qui lui avait été demandé; elle se met donc, de nouveau, dans son tort, et les Alliés vont être tout naturellement amenés à prendre des sanctions complémentaires. Ils les ont étudiées d'avance et ils sauront les choisir plus efficaces.

Il se peut que, dans l'intervalle, l'Allemagne essaie de recommencer la conversation. Les injures qu'elle nous prodigue, le tapage qu'elle mène autour de l'affaire de Haute-Silésie, les violences quotidiennes de sa presse, tout cela semble destiné à préparer, par un lever de rideau mélodramatique, une reprise des comédies que nous connaissons déjà. On va, d'une part, nous demander les mines polonaises

et, d'autre part, nous proposer des plans de reconstitution où les industriels et les ouvriers allemands trouveront leur profit. J'ai déjà eu plusieurs fois l'occasion de dire que je ne croirais pas prudent de refuser, d'une manière absolue, la main-d'œuvre, les matières premières, et même les produits fabriqués de l'Allemagne. Mais il y faut deux conditions : une limitation prudente et un contrôle sévère. M. Jean Hennessy, qui a soutenu, devant la Chambre, l'idée d'une collaboration plus générale avec le Reich, a rencontré, chez les représentants des pays dévastés, une très vive opposition, dont il ne pouvait être surpris. Si l'Allemagne prétend s'acquitter entièrement en nature, et à sa façon, nous resterons donc très loin de la solution. Nous ne nous en rapprocherons que le jour où notre débiteur nous verra prendre des hypothèques, des nantissements ou des gages. Nous sommes entrés dans cette voie ; la pire des fautes serait maintenant de reculer ou de nous arrêter devant la mauvaise volonté allemande. Nous avons sous la main ou à portée de la main des garanties que nous n'avons pas encore prises et des ressources auxquelles nous n'avons pas touché : impôts, biens domaniaux, mines, chemins de fer. Si l'Allemagne ne veut pas nous remettre de bonne grâce ce qui nous est dû, nous serons bien forcés de nous servir nous-mêmes. Et, en attendant, nous resterons où nous sommes. Nos alliés, à qui M. Simons s'est chargé de faire perdre leurs illusions sur la bonne foi de son Gouvernement, ont compris que, si nous demandions la prolongation des délais d'occupation, ce n'était pas avec je ne sais quelles arrière-pensées impérialistes, mais simplement avec le désir de ne pas nous dessaisir, avant d'être payés, du seul gage que nous ayons. Le grand mérite des décisions de Londres, c'est d'avoir accordé les instruments de l'Angleterre, de l'Italie, du Japon, de la Belgique et de la France. Il reste à jouer le morceau.

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

les
éjà
de
pre-
fant
ère.
une
pré-
pou-
t en
ion.
nous
ges.
ain-
alle-
nties
nous
s de
e qui
s. Et,
à qui
ne foi
a pro-
uelles
ne pas
ns. Le
é les
et de

LE CHEMIN DU SALUT

II [1]

GAUDIAS

PREMIÈRE PARTIE

PANTEAU REPARAIT

I. — FAUX DÉPART

Panteau se trouvait, — ce soir de mars 1914, — après sa violente rupture avec Irène, place du Carrousel, dans un de ces moments supérieurs où tout l'être, labouré jusque dans ses couches profondes, atteint le paroxysme de sa clairvoyance et de sa vitalité. Tandis qu'en une ruée de bête féroce il s'enfonçait, agile et fougueux, dans la nuit, il ne cessait, — quoiqu'en se gardant bien de se retourner, — d'avoir pourtant toujours Irène devant lui, cette adorable et détestable fille à laquelle il demeurait, malgré tout, reconnaissant de la joie mauvaise et du capiteux orgueil qu'il goûtait à la dédaigner si belle! à la rejeter, à la laisser là, seule sur le trottoir, inconsolable, ayant tout perdu en le perdant! Avide et curieux comme la cruauté, il s'interrogeait. Les questions, une par une ou toutes ensemble, partaient, jaillissaient en lui : « A cette minute où il portait à Irène un coup si dur et la punissait en l'humiliant, quels étaient son maintien, son geste et son visage? *Quelle tête*

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1919 au 15 mars 1920.

faisait-elle? Oui!... A présent que, rendue à elle-même, elle n'avait plus à s'observer et à se roidir dans sa dignité, quelle était son attitude en face de la catastrophe? »

Il tâchait ardemment à se le figurer. A peine eut-il donc tourné l'angle du pavillon Turgot, après avoir, en passant, nargué d'un entrechat de bal musette le soldat qui, à cet endroit, montait sa faction, que, rompant soudain sa fuite par un crochet de lièvre, il revint sur ses pas en décrivant un large cercle qui le ramena au milieu de la place, devant le monument de Gambetta. Une fois là et arrêté, il plongea du regard dans le vaste espace découvert où ne pouvait manquer de lui apparaître la pitoyable Irène... Mais ce qu'il vit alors le cloua...

Du sympathique et indifférent *taxi* qui s'était tenu près d'eux au ras du trottoir tout le temps de leur entretien et qu'ils avaient croisé sans cesse au cours de leurs nombreuses allées et venues... un homme sortait, qui saluait la jeune fille en l'invitant du geste à monter près de lui, dans la voiture... et elle y montait!...

Panteau vit cela, de ses propres yeux, qu'il avait perçants et sûrs comme ceux des faucons. La commotion qu'il ressentit fut si profonde qu'elle suspendit en lui momentanément tout mécanisme cérébral. Incapable de se livrer à l'étendue des pensées nouvelles que précipitait en son esprit ce spectacle affreux, il ne s'employait d'abord qu'à *regarder...* de toute sa force et de façon à ne rien perdre, afin de ne rien oublier... « La portière refermée sur eux, les misérables, se disait-il, étaient à présent, — l'un contre l'autre, — serrés et réunis... et ils se couvraient de baisers brûlants, tête renversée... Ils riaient! Ils riaient peut-être de lui, Panteau!... » Des vagues de sang déferlaient aux tempes d'Isidore. Mais, comme le taxi, — contre son attente et sa crainte, — ne partait pas, il conçut aussitôt l'idée de s'en rapprocher pour tâcher de voir mieux, de plus près, d'en savoir davantage; et sur ces entrefaites, le véhicule démarra.

De quel côté allait-il se diriger? Vers la rue de Rivoli? ou vers le quai? Il était évident que le séducteur emmenait Irène *chez lui,* ou dans quelque hôtel... Comment s'en assurer? Ah! les filer, à leur insu, et découvrir cette adresse! Mais le moyen? Pas une voiture libre en vue et quelques gouttes d'eau commençaient à tomber.

Cependant, le taxi, débouchant sur la place, avait pris à droite. Une minute de plus... il disparaîtrait... et jamais une

occasion pareille ne se retrouverait! Isidore avait des jarrets et des poumons solides; il s'élança, — quoiqu'elle eût bien quarante mètres d'avance, — à la poursuite de la voiture, mais celle-ci s'éloignait de plus en plus et son numéro, le 654, éclairé sous la caisse, était devenu illisible; aussi Panteau s'énervait déjà quand, à sa joyeuse surprise, le taxi, au lieu de s'engager dans un des passages voûtés conduisant à la rue de Rivoli, tourna à gauche pour faire le grand tour et revenir vers la Seine. A l'instant, le jeune homme se rendit compte, en un éclair, que s'il coupait à travers les jardins interdits aux piétons, il pourrait rejoindre la voiture. Ayant donc, en quelques bonds, traversé les plates-bandes du terre-plein, il arriva juste à temps pour tomber droit sur l'auto, et l'attrapant au vol, il se hissa, élastique et léger, sur les ressorts des roues d'arrière. Ce ne fut pour lui qu'un jeu. Pendant plus de quinze ans de son enfance et même de sa jeunesse, il n'avait jamais voyagé autrement dans Paris. Sans doute il se fût jugé en plein jour un peu trop grand garçon pour se livrer à cet exercice, mais il faisait nuit; et puis c'était le seul expédient auquel il pût recourir. Une fois là, collé contre le fond de la voiture en même temps que bien ramassé dans sa fièvre, il respira largement. Sur la bande de fer qui le coupait, il se trouvait mieux assis que sur le fauteuil le plus moelleux, et la véhémence de ses sentiments ne l'empêchait pourtant pas de goûter un âpre plaisir. Il s'amusait à anticiper déjà sur des émotions pleines de promesses. Où allait-on? Peu lui importait! Il était « installé » pour accompagner, — s'il le fallait, — Irène et son galant, jusqu'à la Belgique... et plus loin encore! Il ne descendrait qu'avec eux...

L'auto cependant, après avoir passé le pont et pris la rue des Saints-Pères jusqu'à la Croix-Rouge, était maintenant rue de Sèvres. — « Ah! ça, se demandait Panteau, *la* ramènerait-*il* tout bonnement chez elle, à l'hôtel Pommelé? » Cette idée le gênait. Il s'était promis de mettre la main sur le domicile du rival ou tout au moins sur une retraite cachée, sur le « nid d'amour, » et *cela*, qui existait, — il en avait la certitude — lui échappait au plus beau moment! Il était déçu.

Comme on arrivait au *Bon Marché*, le taxi ralentit soudain et obliqua pour venir se ranger au bord du trottoir. N'attendant pas qu'il fût arrêté, le bouillant garçon sauta à terre, et noyé

sur le champ dans la foule qui, en cet endroit, encombre toujours l'entrée des magasins, il se posta à petite distance. Il vit alors Irène descendre très calme et partir de son côté, sans le moindre adieu démonstratif à son compagnon. Celui-là seul et tout entier occupait d'ailleurs Isidore qui le mangeait des yeux. Tout à l'heure, au Carrousel, il l'avait mal vu. Il n'avait aperçu, de loin, qu'une silhouette, coiffée d'un chapeau melon. Maintenant il le voyait, il le tenait, à dix pas; et tandis que l'autre, immobile et bien posé, était en train de payer le chauffeur, Panteau pouvait le réaliser et le *prendre* à son aise. Des regards et de la pensée il l'évaluait, le pesait en s'efforçant de rester froid et même d'être impartial, mais les battements redoublés de son cœur lui sonnaient un tocsin de colère et de haine. Il avait en effet deux raisons spontanées et fondamentales, — souveraines et formidables toutes les deux, — d'exécrer cet homme à l'instant même : il était beau, et c'était un « monsieur. » L'outrageante supériorité de son physique et de sa classe le condamnait irrévocablement dans l'esprit de Panteau. A tout prix, il fallait qu'il disparût de son chemin et de celui d'Irène. Il se le jura, en fermant la bouche si fort qu'il se mordit la langue.

Le bel homme, ayant *réglé* sa course, avait traversé la chaussée et gagné le trottoir d'en face; il allait vers le boulevard Raspail. Isidore le suivit, de biais, et de telle façon qu'il pouvait, tout en marchant, surveiller son visage.

Pourpre et brun, tête au vent, et carré d'épaules, avec un teint du Midi gaufré par le soleil, l'inconnu s'avançait d'un pied victorieux comme un toréador après la *corrida;* et, par instants, il souriait...

Ce sourire intermittent et significatif, Panteau, blafard et le nez pincé, le guettait, et ne le recevait qu'avec une grimace de hyène... Ces lèvres charnues et trop rouges, encore humides de passion et gonflées par le souvenir, ces lèvres qui s'étaient certainement moquées de lui, qui avaient prononcé et raillé son nom, et qui avaient dû se poser sans rencontrer de résistance et comme elles le voulaient sur celles d'Irène pâmée..., il aurait aimé les broyer à coups de talons à clous, ou les écraser sous un pavé! Il ne pouvait en tolérer l'aspect, la joie, l'éclat, la vantardise et le défi... Il préférait ne pas les regarder...

Ils étaient arrivés ainsi devant l'Hôtel Lutetia, où vivement et sans qu'Isidore s'y attendît, le bel homme entra.

Panteau, surpris, n'eut que le temps de le voir disparaître comme par une trappe dans la porte tournante, tandis qu'il lançait au passage un bonjour amical au groom campé sur le seuil et qui l'avait salué.

Panteau, figé, froncé, se ramassait dans son idée fixe.

Il inspecta le groom.

Sanglé dans son dolman écarlate, c'était, de huit à douze ans, le blondin classique aux joues de papier mâché, retenant par le bout de son petit nez la jugulaire du calot à la *horse-guard* qui lui « bouffait » une oreille; il sifflait, les mains dans les poches, en se donnant avec dédain, des hauteurs du perron, le spectacle, — sur lequel il était déjà blasé, — des agitations de l'univers.

Isidore savait comme on s'adresse aux grooms.

Il aborda celui-ci rondement, et plaidant le faux pour le vrai :

— Dis-moi, Bristol? Un mot? C'est bien le capitaine Benoît, ce bel acajou qui vient d'entrer?

— Non, fit le gamin, c'est rien de ça.

— Tu es sûr?

— Un médecin.

— Bah! s'étonna Isidore avec un immense intérêt. Un docteur! (Il risqua le tout.) Et... que tu l'appelles?

Il pantelait.

— Gaudias.

Ça y était! Il avait le nom. Il le dit à haute voix pour se le placer dans la bouche :

— Gaudias! Comment t'écris ça?

— Là, tenez?

Et le groom montrait de loin, dans le vestibule, le tableau où étaient affichés les noms des voyageurs.

Sur ce geste, Isidore entrait, sans broncher, et allait droit au tableau, où il avait l'enivrement de lire : *Docteur Gaudias* (*de Boulouris, Alpes-Maritimes*), n° 77.

Il revint tout de suite vers le petit, et lui offrant une cigarette :

— Mon fils, tu avais raison, ça n'est pas le capitaine Benoît.

— Quand je te le disais, papa! déclarait l'autre en rangeant la cigarette au pli de son oreille.

— Au revoir, enfant de Palace!

— Au revoir, Benoît!

Et ils se quittèrent comme ils s'étaient parlé, d'homme à homme, sans rire.

Ainsi qu'à travers les taillis d'une forêt familière et de lui connue, Panteau s'était à présent rejeté dans les broussailles de la foule. Il s'y enfonçait, — en s'en retournant à ses Batignolles, — avec la vivacité ombrageuse d'un fauve qui revient de la chasse et balance à ses dents, chaude encore, une proie. Ce nom seul de Gaudias personnifiait si puissamment le rival exécré qu'il semblait déjà lui-même à Isidore un morceau de son ennemi, un lambeau succulent, arraché de sa chair. Ce nom, il y goûtait, il en apprenait la saveur. Il suffisait qu'il le prononçât pour qu'aussitôt l'homme superbe qui l'incarnait se dressât devant lui, tel qu'il en avait reçu tout à l'heure et pour toujours l'irrésistible image : « Alors, ruminait-il dans sa fureur, c'était ça, Gaudias? ce grand sacripant brun, splendide, et bien nourri? si glorieux de son corps admirable qu'il avait l'air de dire à chacun de ceux qui le regardaient : « Tu t'extasies! Ça n'est rien. Si tu me voyais nu! » C'était celui-là qu'Irène aimait! son Irène à lui, Panteau! Ah! la fourbe! la honteuse! avec cette voix! ce sourire! avec ce front à l'ange et ces yeux qui remplaçaient le ciel! Mais quelle femme était-ce? Et pourtant c'était... c'était justement une « distinguée! » une de ces poupées « à la pose » et « à la pudeur » qui ne s'accordait que de la main droite et toute habillée, par devant la loi! Il lui fallait le mariage en blanc et au grand complet, aux bougies! Et c'était celle-là, — pourtant la même, — qui s'était livrée à l'homme odieux! »

Isidore, en route pour la *Sortie des Bains*, agitait ces sombres pensées avec une rage croissante.

Il pleuvait maintenant à flots. C'était une pluie qui ne se bornait pas à tomber, indifférente, mais qui frappait, cognait, piquait, lardait, giflait, qui visait, et s'ingéniait, féroce, à traquer l'homme, — et surtout le pauvre homme désarmé par elle! — qui s'acharnait à le battre, à le courber, le flageller; une pluie méchante à plaisir et qui voulait rendre méchant, faire la vie rétrécie, désolée et hideuse. Elle ne vous mouillait pas qu'à la surface en vous mettant aux mains des gants d'eau froide et en baignant, comme s'ils étaient nus, les pieds dans la cuvette des chaussures; elle allait, au delà de la peau et plus loin que le tuyau des os, s'infiltrer dans l'âme transie où elle

éteignait la bonté, dissolvait le courage et noyait l'espérance. Et en vous inondant... elle vous *desséchait*. Sous ses torrents, qui faisaient tout fondre, le cœur, au contraire, se durcissait comme un roc, et l'esprit roidi prenait la rudesse étroite du fer. Aussi, — à travers les milliers de barreaux qu'entrecroisait incessamment sur eux, pour les emprisonner, la grille énorme de cette averse maudite, — voyait-on se hâter plus pressés que d'habitude et se sauver, comme s'ils étaient poursuivis, les piétons forcés de la rue, les fuyards toujours mouillés et dégoulinants de chagrin, véritables gouttières de pluie et de pleurs, gargouilles d'angoisse humaine; ceux qui, dans les ouates glacées du brouillard, sous l'ondée, la grêle et la neige, ont le nez si mince, la joue si blême et les cheveux collés, qui respirent moins bien et toussent plus fort, dont les genoux plient davantage et qui vont, pourtant, les coudes ramassés, le dos rond, l'estomac vide et la poitrine creuse, en serrant avec des doigts crispés et violets leur petit col d'habit relevé jusqu'au menton, — comme si, eux-mêmes, de désespoir, ils s'empoignaient à la gorge!

Insensible, — dans l'état de fièvre où il se trouvait, — aux affronts de l'orage, Panteau n'en observait et n'en subissait pas moins les transformations sinistres et instantanées que créait partout autour de lui ce déluge en délayant et faisant remonter au miroir terni des visages toutes les fanges qui reposaient auparavant dans le lit des pensées; et à mesure qu'ayant franchi la Seine et dépassé les riches quartiers de ses deux rives, il s'engageait dans les régions populeuses qui étaient son élément naturel et quotidien, il recevait à chaque minute, avec une vivacité plus communicative et plus malfaisante, le soufflet de cette impression. Non seulement l'extérieur et la façon d'être vêtu n'étaient plus ici les mêmes et accentuaient à présent une plus grande détresse : étalage offensif de minables hardes pendantes sur les épaules des malheureux, assommés par la cataracte; assauts, contre le vent, de vieux parapluies dont les fausses baleines cassées sortaient, comme des aiguilles à tricoter, de l'étoffe en lambeaux; et jupes tordues et plaquées, — ainsi qu'au baquet des lavoirs, — contre les jambes des ménagères; mais c'était surtout l'esprit des individus composant la foule opprimée qui se révélait jusqu'au dehors avec un changement immédiat et funèbre. Tous les traits intimes de la physionomie morale, irrités sur le champ, venaient tendre ceux de

la physionomie physique et les dépraver. Les regards, chargés de colère ou de morne lassitude, étaient méfiants ou farouches; ils jetaient au passage un mauvais sort, décochaient la menace et prêchaient la révolte; et tandis qu'ils se rencontraient à dessein, un courant s'établissait entre eux à ce contact électrique et rapide; et de désir à désir, de souffrance à souffrance et de haine à haine se frôlant, s'accrochant, des étincelles jaillissaient. Chaque animosité se ranimait et se répercutait à celle du voisin... Toutes ces violences diverses qui s'ignoraient, mais qui s'approuvaient et s'encourageaient d'un lugubre clin d'œil, toutes ces rancœurs humaines et sociales exaspérées une innombrable fois de plus par la tyrannie de la saison, les traîtrises du froid et de l'eau et l'inclémence du ciel, sentaient tout à coup qu'un lien solide et mystérieux les rattachait pour les utiliser. C'était, éparse et rassemblée, fugitive et groupée, aveugle et réfléchie, et terrible et douce aussi, effrayante autant qu'émouvante, une espèce de fraternité de détresse, d'envie, de convoitises, de rage et de regrets, une formidable complicité des pires passions, fouettées et jetées les unes contre les autres par la tempête...

Au voisinage et à la vue des réprouvés dont la rafale, en dépit de ses efforts, n'interrompait pas la marche tranquille et résignée ou la course folle, Panteau puisait en lui un redoublement de fureur agressive. Il éprouvait que tout lui criait vengeance : le lieu, l'instant, les ténèbres, les êtres persécutés, et les animaux eux-mêmes, les chevaux rossés, les petits ânes ratatinés et réduits à rien, les chats faméliques, les chiens perdus, la vase du pavé glissant, les hoquets du ruisseau, les arbres éplorés, les lumières clignotant « rouge » à travers la brume glauque, et les grands murs des maisons noires, que toute cette eau du ciel ne pourrait jamais rincer, jamais laver, jamais blanchir! Tout cela savait son aventure et prenait son parti, lui disait : « Vas-y! Venge-toi! » Il voyait danser le nom de Gaudias à la lueur brouillée des réverbères. Il l'entendait clapoter. La tourmente le lui jetait ainsi qu'un crachat en pleine figure... et alors, pour l'essuyer, il se passait rudement la main sur son visage qui ruisselait. Un goût de sel lui brûlait la bouche, comme s'il avait avalé de l'eau de mer; les yeux lui piquaient, ses oreilles bourdonnaient. L'échine en cerceau, les mains dans les poches, la goutte au nez, il allongeait maintenant le pas,

ayant enfoncé sur son crâne, rapetissé, sa casquette à carreaux dont la visière démesurée pointait, ainsi qu'un bec affreux. Comme il arrivait au boulevard extérieur, et qu'il allait le traverser, une opulente limousine, toute vernie, qui fendait la chaussée en soulevant ainsi qu'un char de dieu marin des brassées de gerbes liquides, l'inonda des pieds à la tête. Il en fut suffoqué; et néanmoins, ainsi moucheté et tacheté comme une bête, il se redressait dans sa souillure avec l'orgueil d'être grandi par ce baptême de la boue.

Il touchait à la fin de sa pénible course. En face, et quoique la lumière ne brillât que faiblement à travers les carreaux obscurcis de buée, apparaissait, de l'autre côté du boulevard, la devanture de la *Sortie des bains*. La salle devait à cette heure être pleine de clients, car c'était le coup de feu du dîner, et cependant Isidore décida que, malgré la nécessité du service et l'incroyable longueur de son absence illicite, il n'irait pas ce soir-là, au restaurant. « Le Bain! Ah! là là! Il en sortait! Et pour de bon! Trop tôt pour y rentrer! Non. D'abord il fallait, trempé comme il l'était, qu'il se changeât, tout de suite. »

La pluie avait cessé, mais maintenant qu'elle ne le touchait plus, Panteau la sentait le pénétrer. Un frisson le parcourut.

— Saleté d'aquarium! grogna-t-il en grelottant.

Il prévoyait bien pour le lendemain une forte scène avec Mme l'Honneur; mais accoutumé aux fréquents accès de sa colère, il ne s'en émouvait pas. Il savait d'ailleurs qu'il ne risquait absolument rien à n'en faire qu'à sa guise, ayant depuis longtemps perçu avec une joie de cannibale que la patronne avait sur lui, — pour des raisons de cœur et d'intérêt, — des vues secrètes et profondes. En effet, troublée par la vigoureuse jeunesse du limonadier et rendant hommage à certaines de ses qualités professionnelles, elle ne rêvait pas moins que de l'épouser et de s'attacher ainsi un « patron » qu'ensuite elle se flattait d'assouplir et de dominer, car, en attendant, elle le craignait autant qu'elle le désirait, et la constance de son humeur irascible envers lui ne s'exerçait que pour mieux lui cacher, — se figurait-elle, — la faiblesse des sentiments et l'étendue de la terreur qu'il lui inspirait à la fois. Mais le fin garçon ne s'y trompait pas, et ayant déjoué cette comédie, c'était lui dès lors qui la réglait et en tenait les fils. Enfin il éprouvait un grand besoin de solitude, et l'idée de reprendre en ce moment son

travail fastidieux lui donnait la nausée; il n'hésita donc pas à « lâcher la boîte » et à rentrer chez lui.

Dès qu'il y fut, il se dépouilla à la hâte de ses habits et de son linge trempés, et tout en se frictionnant le torse avec une admiration qui ne pouvait décroître, il en revenait toujours à ce point noir où se butaient ses réflexions obstinées : « Comment, au plus vite et à fond, se renseigner sur Gaudias? »

Et tout à coup, il se rua sur son lit qu'il défonçait en hennissant de joie :

— Par Pootius! s'écriait-il. Le crétin du Louvre! Ah! mes enfants!

II. — RETOUR AU MUSÉE

On n'a probablement pas oublié la manière habile et comique dont Panteau, plusieurs semaines auparavant, et le matin de sa démarche auprès de M. Brocatel pour lui rapporter le porte-monnaie de Valérie, avait opéré la connaissance du vieux peintre, ni comment, après l'avoir reluqué et suivi, — tandis que l'un derrière l'autre, ils sortaient de l'hôtel Pommelé, — il avait eu la bonne fortune de pouvoir, un instant plus tard, au coin de la rue Bonaparte et de la rue Visconti, lui ramasser ses pinceaux et ses tubes de couleurs qui étaient tombés à terre. Et l'on se rappelle également que, s'il n'avait pas mis ensuite à complète exécution la promesse faite à M. Guillaume de l'aller voir « travailler » au Louvre, c'est qu'y ayant, par le plus étourdissant des hasards, retrouvé Irène Olette l'après-midi même qu'il se dirigeait vers le cabinet 7, pour rendre visite au copiste, il avait dû, arrêté en chemin et détourné aussitôt de son but par la béatitude où le plongeait sa rencontre avec la jeune fille, jurer à celle-ci, sur sa demande expresse, non seulement de ne pas aborder le bonhomme ce jour-là, mais de renoncer à jamais, de ce côté, à toute tentative de relations.

Naturellement, il avait tenu sa parole, et sans le moindre mérite; et les jours avaient passé, effaçant déjà la pittoresque vision du placide original.

Mais il avait suffi que son nom lui traversât l'esprit en ce moment pour que l'étrange silhouette revînt se fixer en lui avec la couleur et le relief de naguère.

Il avait gardé dans son portefeuille la carte de visite que

le Hollandais lui avait remise. Il voulut la revoir, et la lecture lui en causa aussitôt un regain de gaîté. *Civilis, Guillaume, Pootius, Membre d'honneur de l'Académie néerlandaise,* énonçait le morceau de carton épais, doré sur tranche et plus large que haut. Et de sa propre main, le peintre « *qui restaurait tous les maîtres* » avait ajouté cet avis charmant redevenu d'une actualité merveilleuse : « *On le trouve le mercredi et le vendredi au Louvre, cabinet 7, devant le « Moulin à Eau, » d'Hobbema, qu'il copie depuis vingt-sept ans.* »

Justement le lendemain était un mercredi... Panteau se dit qu'il n'aurait pas à attendre pour satisfaire son impatience. Et en même temps les simples lignes du savant vieillard venaient lui remettre en mémoire tout ce dont il avait un besoin spécial pour l'aborder avec succès et le conquérir. Les mots nécessaires et difficiles qu'il avait oubliés : *le Moulin à Eau... Hobbema...* les mots essentiels qui devaient être la clef de son entretien, lui servir à la fois d'ouverture et de fond, il les retrouvait à la minute voulue! Quelle chance! Aussi Panteau, rentré de bonne heure après un dîner copieux arrosé d'un sombre Mâcon dans un petit restaurant de la rue Biot, passa-t-il, en bouclant presque le tour du cadran, une nuit excellente.

Du premier regard, quand il arriva le lendemain au cabinet 7, il reconnut de loin le bonhomme à son chapeau et à son manteau particuliers qui le signalaient à cent pas.

Le peintre n'était pas encore au travail. A l'aide de la clef qui ne quittait jamais sa poche, il venait seulement de délivrer son chevalet et son tabouret de la lourde chaîne à cadenas qui, en faisant plusieurs fois le tour des montants de l'un et des pieds de l'autre, les attachait en son absence avec un luxe d'anneaux aussi grand que s'il se fût agi d'amarrer une barque aux bords d'un fleuve. Ainsi que d'habitude, il avait savamment disposé, devant le *Moulin à Eau,...* d'Hobbema,... ces deux meubles qui le barraient et l'interdisaient à qui que ce fût, — en dehors de lui. La toile en cours d'exécution était placée au bon cran, bien visible pour les admirateurs auxquels le vieil artiste permettait derrière lui, en la comparant autant qu'il leur était possible avec « l'original, » de se passionner... *pourvu que ce fût en silence.*

Ayant enfin au pouce et aux doigts de la main gauche la palette et le jeu de brosses en éventail ainsi que l'appuie-main,

il s'apprêtait à se hisser sur son tabouret escarpé, à la minute même où, planté devant lui, nu-tête et bon enfant, le garçon limonadier apparut, claironnant :

— C'est moi !

Dès qu'il était en contact avec son dieu, — c'est Hobbema que nous voulons dire, — l'amène M. Guillaume devenait de méchante humeur et absolument inabordable. Il ne souffrait pas d'être dérangé ni même distrait dans l'exercice de son culte. Il fronça donc d'abord les sourcils, tandis qu'une grimace altérait sa paterne figure.

Mais à peine eut-il, par-dessus les lunettes d'écaille qu'il employait pour travailler, levé les yeux sur Isidore qu'il le reconnut :

— Monsieur Panteau !

— Vous me remettez ? s'étonnait le jeune homme, agréablement saisi.

— Pouvais-je vous oublier? — répliqua le vieillard, — j'étais bien un peu surpris, et peiné aussi, je vous l'avoue, de ne pas vous avoir encore vu, comme vous me l'aviez promis.

Panteau se dandinait.

— Pas ma faute. Je voulais. Et puis, patatras !... malade.

Pootius s'affecta.

— Oh ! Et quoi donc ?

Comme s'il cognait sur un bœuf, Panteau se battit du poing le torse, à l'endroit de la poche gauche où pendait un foulard groseille et dit tout bas :

— Le cœur.

— Pas gravement ?

— Hé... hé ! fit Panteau solennel, n'osant pas se prononcer. Mais il ajouta :

— C'est fini. Ça va mieux... Aussi me voilà.

— Oui... comprenait aussitôt Pootius avec majesté : « Afin de vous rétablir vous venez me *voir peindre ?* »

— Je viens. Oui. Afin, confirmait Panteau avec un menton qui multipliait les saccades... Et aussi pour causer, causer d'amitié, comprenez-vous? C'est un besoin. Comme une gourmandise.

Pootius s'était assis et commençait à faire sa palette.

Il se retourna.

— Eh bien ! c'est avec joie, soyez-en certain, délicat jeune homme, que je converserai avec vous, aussi souvent et aussi

longuement que vous le voudrez... mais, — il leva l'index, — une fois pour toutes, sachez-le ; *jamais ici, pendant les séances! Jamais devant « le Moulin! » Jamais!* Sinon, je ne pourrais pas peindre. La peinture est un art muet. Ici je me tais et j'admire, en proie au sublime silence ; ou, si je parle, c'est tout seul, pour moi et rien qu'à moi. Ici enfin je ne m'appartiens pas, je suis au Maître que je sers, et à lui tout entier. Après et ailleurs, ajouta-t-il devant la figure déconfite d'Isidore, je suis à vous.

— Bien pardon, monsieur! Excusez! C'était le plaisir que j'avais... balbutiait Panteau, exagérant un embarras qu'il devinait lui être favorable. Et alors? interrogea-t-il, frémissant.

— Revenez à la fermeture, commanda Pootius. Vous serez avisé qu'on ferme, à quatre heures, par des coups de sifflet...

— Je sais, je sais... ne put s'empêcher de dire Isidore, en se rappelant...

— A ce moment, vous pourrez me rejoindre et nous sortirons ensemble.

— Entendu! s'écria Panteau, redevenu guilleret. D'ici là, je vais visiter et bricoler dans la maison.

— C'est cela, mon ami.

Le vieillard s'énervait.

— Qu'est-ce que vous me conseillez plutôt d'aller voir? demandait encore le garçon *collant*.

— Tout, dit Pootius exténué.

— Merci. J'y vole.

Et il ne bougeait pas.

— ...Maintenant, geignait le bonhomme, laissez-moi, partez vite, parce que pendant ce temps là, le jour baisse... et...

— Oui, oui!

Et Isidore s'éloigna enfin, d'un pas vif et rapide, où l'on sentait, malgré tout, de l'ennui.

Cependant Pootius, à présent libéré, au lieu de se remettre au travail avec un redoublement de béatitude, comme on serait en droit de se l'imaginer, restait immobile et orienté soudain dans la direction qu'avait prise le jeune homme. Bien que celui-ci fût déjà disparu, le vieillard continuait de le suivre en pensée, semblait-il, comme s'il le voyait effectivement.

Tête renversée, promenant des yeux dans le vague, il eut l'air de rêver d'abord et puis de réfléchir, avec beaucoup de force, ainsi qu'en témoignaient les traits de son visage aux

muscles contractés. Son regard allait devant lui vers une *idée*, importante et fixe évidemment, dans laquelle on la sentait s'enfoncer, tour à tour tout droit comme un clou ou en tournant comme une vrille, et parfois, il glissait oblique, au coin des paupières qu'il faisait cligner dans une sorte de sourire tout pétri d'expérience...

Un assez long temps, M. Guillaume demeura ainsi ramassé, donnant l'invraisemblable et sacrilège impression d'avoir en ce moment quitté, oublié, peut-être trahi Hobbema! et quand ensuite il se fut remis à contempler la toile où son esprit paraissait ramené, il n'était pas encore certain que ce fût elle qui l'absorbât.

Enfin, comme quelqu'un qui, soit impuissance ou fatigue, abandonne une méditation illimitée ou un problème trop ardu, le vieillard se *réintégra* et consentit à reprendre, avec son humble visage habituel, le fil de sa tâche mystique.

Mais il avait été troublé.

Cependant, à peine sorti du cabinet 7, et gagnant le large, Panteau se dit : « Où vais-je aller? »

Et se répondant avec énergie:

— N'importe où, excepté au *Musée Turc!*

On se souvient que c'est ainsi qu'il avait jugé préférable de nommer le Musée de l'*Art étrusque*.

Mais il n'eut pas plus tôt pris ce courageux parti qu'il fut empêché de le suivre. Accident naturel. En voulant éviter le pénible lieu qu'il s'interdisait, il y alla tout droit. Son esprit et son cœur, maîtres souverains de ses pas, l'y portèrent malgré lui. Tout à coup, sans qu'il s'expliquât comment c'était arrivé, il se trouva dans la salle des Colonnes.

Ainsi qu'à l'ordinaire elle était déserte; et plus que jamais elle semblait vide. C'est qu'il était *seul* aujourd'hui, là où la veille encore après plusieurs autres fois, il avait goûté en compagnie « de la vilaine » les heures les plus belles de sa vie passée...

Il s'était affalé sur la banquette, placée le long du mur et derrière deux grosses colonnes, où il avait coutume de faire asseoir près de lui Irène Olette.

Irène Olette!...

Ces deux noms flottants, légers, qui avaient à la fois la grâce immatérielle d'un duvet d'oiseau et d'un flocon de neige,

et l'arome indéfini d'un parfum matinal, qui s'appareillaient si bien et s'affirmaient inséparables, ces deux noms dont le second n'avait pas cessé d'offrir à la crédule ignorance d'Isidore, la nuance, le son et l'intime attrait d'un nom de baptême... ils voltigeaient en ce moment partout, l'un près de l'autre, unis et détachés, ainsi qu'un couple de papillons blancs, dans la vaste salle aux lambris d'or, aux plafonds peints et fastueux, et plus fréquemment contre les parois des cercueils de verre pleins des vestiges des vieux âges, et d'où ils semblaient échappés...

Assis donc, le dos au mur, le menton en l'air et les yeux tendus à percer l'espace et le temps, il se creusait l'esprit. Il cherchait le moyen le plus rapide et le plus sûr d'obtenir de Pootius les renseignements essentiels qu'il se flattait d'en extraire... à *la tire*, comme un foulard. Il n'avait plus, pour cela, que la soirée, car il était incapable d'attendre au lendemain. Il fallait qu'aujourd'hui même en se mettant au lit, il eût « son affaire, » afin de pouvoir coucher dessus, s'y vautrer et y réfléchir brutalement toute la nuit.

Était-il possible d'arranger avec le vieillard un entretien assez long,... dans un délai si court ?

A supposer qu'il eût l'adresse d'amener M. Guillaume à l'inviter, le soir même, chez lui, soit avant le dîner, soit après, Isidore se disait que la plus élémentaire prudence lui défendait de se montrer à l'hôtel Pommelé. Qu'il eût le malheur, en entrant ou en sortant, d'être aperçu par Irène, ou par sa mère... par M. Brocatel ou même une des autres bonnes personnes qui habitaient si étroitement cette tranquille maison, tout était perdu ! Sans compter qu'il avait dans la portière, Mme Précipice, une ennemie déclarée qui ne manquerait pas de le reconnaître !

Alors ? La nécessité s'imposait de voir Pootius hors de l'hôtel ? Évidemment.

Mais, à cette idée surgissaient aussitôt d'autres obstacles encore plus insurmontables. « Faire sortir de chez lui tout à coup, la nuit, en hiver, par le froid, un homme âgé, fragile, et qui paraissait si craintif ?... un maniaque, un sédentaire, qui devait tous les jours, à peine son dernier repas savouré au coin du feu, aller s'enfouir sous ses couvertures ? Prétention insensée ! Et, en admettant que sous un prétexte à la fois urgent et naturel, — qui restait à trouver ! — l'on parvînt,

à une pareille heure, à arracher le bonhomme à sa chambre chaude, est-ce que cette absence extraordinaire ne serait pas forcément suspectée dans la maison, au moins par la terrible concierge, et ne ferait pas scandale? Et si le propriétaire ou un des locataires, instruit de cette bizarre dérogation de M. Guillaume à ses habitudes, lui en demandait la raison... et que celui-ci naïf, et ne pensant rien avoir à cacher, la dit, tout bonnement... le danger n'était-il pas aussi grand pour lui, Panteau ? Et d'autre part, recommander au Hollandais de garder à tout prix le secret sur une chose d'une telle innocence, n'était-ce pas l'inquiéter sur le champ, et le remplir alors de soupçons capables sinon de l'éloigner de lui, tout au moins de le renfermer dans une réserve désastreuse ? Ah! que c'était donc pas commode! »

Pourtant, loin de le démonter, toutes ces complications fouettaient Isidore, et n'arrivaient qu'à l'enhardir jusqu'à l'ivresse.

— Y a pas! Y a pas! s'affirmait-il, en se martelant les genoux, j'aurai ce soir le vieux, à moi tout seul. Ce soir!

Où ? Comment? Il n'en savait rien, mais il en était sûr ; car il apportait dans ses passions la témérité de l'enfant, l'orgueil du paresseux et l'impatience du sauvage.

Quand on pense ainsi à poings fermés, le temps, de son côté, se serre et va plus vite. Les deux heures d'attente qui tout d'abord avaient effaré Panteau passèrent en quelques secondes comme dans la gorge et l'estomac du buveur altéré coule et tombe une absinthe... Au premier coup de sifflet annonçant la fermeture, Isidore fut debout, remis sur pattes et prêt pour le combat.

Pootius, quand il le rejoignit, achevait de ranger son matériel. Il paraissait d'excellente humeur.

— A présent, jeune homme, je suis tout à vous. De quoi s'agit-il?

— Dehors, dit Panteau, laconique.

M. Guillaume acquiesça ; et ils descendirent en silence.

Aussitôt qu'ayant franchi le seuil du pavillon Sully ils se trouvèrent sur le trottoir, le bonhomme, indiquant devant lui la place du Carrousel où il se dirigeait, demanda courtoisement au garçon :

— Me faites-vous l'honneur de m'accompagner ?

— Un bout.

— Je vous écoute.

Il faisait calme, et l'air avait autant de douceur que la minute de solennité. Panteau, malgré lui, jetait à droite un long regard vers le trottoir opposé où la veille s'était déroulé le drame de sa rupture avec Irène. Mais il n'y avait plus à reculer. Il se lança.

— Tout à l'heure, Monsieur, je vous disais là-haut que j'aurais plaisir à vous voir de près, mieux qu'en public et dans la rue...

— Et où donc ça? demandait Pootius.

— Oh! peu importe! pourvu que ça soit à l'abri, dans un endroit clos, et gentil, où il y ait des fauteuils, une table de salle à manger, une pendule qui marche, et où on se trouve à l'aise pour causer loin des voitures, parce qu'il n'y a que cette façon-là de se connaître et s'attacher.

Le bonhomme ouvrait la bouche pour répondre; Isidore la lui ferma.

— Ne dites pas oui, ne dites pas non! Dites rien avant que j'aie tout dit. Et ce qui me donne ce grand désir, eh! bien, c'est que je suis tout seul. Ni parents, ni femme, ni enfants. Pas d'amis non plus. Moi sans rien autour. C'est immense, allez! Des relations? Oui, j'entends. Me lier? Avec qui? Les hommes? bonjour! C'est moins que rien. Et les femmes, bonsoir! C'est pire que tout! Des hommes, j'en ai, dans ma vie, croisé que deux de sympathiques : mon père, et vous... Pas un de plus! Et les femmes, j'en ai connu qu'une, que j'estimais, même pour qui j'avais de l'incline!... et c'était « une perdition! » Alors? vous vous figurez si ça m'a replié, et rendu barbare? Aussi, plus d'une fois par jour, quand il m'arrivait de me souhaiter du bien, je me disais : « Il te faudrait, mon fils, faire connaissance avec un homme d'âge, instruit, ganté, qui ait de l'ornement, un artiste enfin!... et puis que tu lui plaises... que de son côté il t'approfondisse et qu'il découvre ta nature... Alors ça irait, vous deux. T'aurais là, un guide, un patron, un honorable à qui parler le soir après ton travail, en sucrant du tilleul... Et puis voilà que tout d'un coup, tout ça s'est fait, et emmanché, comme dans un livre! On s'est rencontré... Deux mots d'abord, un petit service, on s'est vu les yeux et touché la main, on s'est salué, donné rendez-vous, au *Moulin* du Louvre... on a potassé ensemble Hobbema... il semble bien qu'on se convienne en se

trouvant des goûts pareils... Est-ce qu'on va en rester là? Oh! non! Ça serait trop dommage! Il faut suivre, sans ralentir. Et tenez? j'ai une idée... plus qu'une idée, car c'est un rêve! Et pourtant je l'ai fait!

— Qu'est-ce que c'est? détacha le vieillard.

Il avait prononcé ces mots d'une voix égale, sans la moindre inflexion de mécontentement, de surprise ou de crainte.

— Eh bien! je rêve... après cette bonne après-midi... de finir la journée... *en dînant avec vous!* Oui, Monsieur! s'écria Panteau souverain, fascinateur, pimpant, magnifique d'audace et de sécurité.

Bousculant tout à l'avance, il allait :

— Je vous invite. Oui! moi-même! J'ose vous inviter! C'est du toupet? Vous êtes bon. Ça ne vous fâche pas. Vous n'avez pas dit oui! Vous n'avez pas dit non!

Pootius écartait les bras, il voulait à tout prix parler et Panteau le terrassait.

— Ne dites rien! Je le sais par cœur : Vous mangez peu. Mauvais estomac. Vous ne sortez jamais le soir. Vous n'aimez guère à flâner seul la nuit. Vous vous couchez comme les poules. Votre absence ferait des anecdotes dans la maison... Et patati!... Tout ça, parbleu, je m'en doutais! Eh! bien, non, monsieur! Écoutez-moi. Je vous arrangerai un petit « régalant » tout fin, tout mignon, comme pour un malade. Justement ce soir l'air est doux; du miel. Impossible de s'enrhumer, même en se découvrant. Et, pour le reste, du moment que je vous invite, il n'y a pas un cheveu blanc qui tombera de votre tête vénérée. Vous êtes sous mon coude. Je ne vous quitterai pas une minute. Nous n'avez à penser à rien, qu'à vous laisser glisser. Je vous prends et je vous ramène. En voiture, bien entendu. Et pas tard. Quand vous voudrez. Foi de Panteau! Tout ira! Vous verrez! Allons? dites oui... Sinon, je me figurerai, — il fronça les sourcils, — que vous avez honte de vous montrer dans le monde avec moi? et dame, — ajouta-t-il lentement, — *ça ne me fera pas plaisir.*

Il avait articulé ces derniers mots, d'une voix sourde et d'un air si profond que l'on pouvait presque y sentir, sous le ton du chagrin, celui de la menace.

Mais Pootius ne parut pas avoir observé cette nuance fâcheuse.

Loin de bondir, ainsi que l'appréhendait Isidore, il restait calme et souriant.

Et aussitôt s'arrêtant sur le trottoir, au coin du pavillon Mollien :

— Monsieur, dit-il, ne vous donnez pas tant de peine. Sans savoir qui j'étais, vous m'avez obligé naguère et vous admirez Hobbema. Il suffit. Je n'oublie rien. Je paierai de grand cœur ma dette en dînant ce soir avec vous.

— Ah ! Monsieur ! monsieur !

Panteau s'était jeté sur ses mains dans un tel transport que le bonhomme crut qu'il allait les lui baiser.

— C'est bon ! C'est bon ! grommelait celui-ci gaiement, tandis qu'il se dégageait.

Et poursuivant aussitôt :

— Ne vous imaginez pas, surtout, que je vous fais là un gros sacrifice. Ah ça ? Me supposez-vous donc infirme, ou prisonnier ? Je suis libre, monsieur ! seul et indépendant ! Sans doute je ne suis pas un ogre, mais j'ai bel appétit et bon estomac. Sans doute, je sors rarement le soir, mais cependant, je vais bien encore deux ou trois fois l'an au théâtre...

— Oh ! Oh !

Il corrigea :

—... Dans un théâtre de musique ! Sans doute, je n'aime pas me coucher tard, mais je peux, s'il le faut, veiller jusqu'à dix heures ! Enfin, resterais-je même dehors... passé minuit, — ce qui ne m'est pas arrivé depuis... je ne sais plus quand ! — que je suis à l'abri, — hélas ! — de tout soupçon pour mes amis de l'hôtel Pommelé... Et d'ailleurs je m'en moque ! En revanche, il est vrai que je ne suis pas brave, surtout dans les ténèbres. Mais avec vous, j'ai du courage ! Et puisque vous m'offrez ce soir votre bras, je le prends sans trembler, tant que je le tiens !

— Monsieur, lui murmura Panteau, — qui le léchait avec des yeux mouillés, — si nous n'étions pas dans la rue, je vous embrasserais ! Mais, vite, organisons-nous.

— Oui. Venez donc jusque chez moi, s'écria le vieillard.

— Impossible.

— Pourquoi ?

— J'ai à voir une dame, madame l'Honneur.

— Un beau nom !

— Et bien porté ! C'est ma patronne. Il faut que je la prévienne, pour qu'elle ne m'attende pas à mon café, à la *Sortie des Bains*. Mais vous ? Pourquoi rentrez-vous ?

— Pour prévenir également une dame, madame Précipice.

— Un sacré nom ! fit Panteau rancunier.

— Bien porté aussi, opina Pootius. C'est ma concierge et ma cuisinière... Il faut que je lui dise qu'elle ne me fasse pas à dîner.

Ils avaient repris leur marche vers le quai, et Panteau, tout d'un coup, se montrait soucieux.

En effet, il lui était interdit non seulement d'aller chez M. Guillaume, mais de l'accompagner jusqu'aux abords de sa maison, puisqu'il ne voulait être vu en sa compagnie par aucun des habitants de l'hôtel Pommelé ; et il ne pouvait non plus se résoudre à se déposséder du précieux bonhomme, surtout depuis qu'il avait obtenu son acceptation. A l'idée d'un incident imprévu, ou d'un accroc survenant d'ici le soir... il perdait pied.

Et pourtant il était obligé de quitter momentanément Pootius.

Il en prit donc son parti.

— Voici. Nous rentrons chacun chez nous, prévenir nos femmes. A ce propos, quand vous sortez, est-ce que vous racontez, vous, à votre Précipice, où vous allez, et avec qui ? Moi, à madame l'Honneur, jamais !

— Mais moi non plus ! renchérit Pootius.

— N'est-ce pas? appuyait Isidore. Ces gens-là n'ont pas besoin de savoir nos affaires.

— Ils en savent déjà, sans ça, bien assez sur nous ! ajoutait M. Guillaume, important et secret.

— Mais oui, achevait Panteau soulagé.

— D'ailleurs, déclara le bonhomme, je ne dis jamais rien, moi, à personne. A quoi bon? Alors, continuez.

Ils venaient de passer le pont, et tournant à droite, ils se trouvaient, après avoir fait quelques pas, contre le parapet qui borde le quai Voltaire.

— Eh bien? demanda vivement Panteau, où voulez-vous dîner ?

— Où vous voudrez, consentit Pootius.

— Ça n'a l'air de rien, pérorait le garçon, et pourtant ça c'est pas des choses à traiter à la légère. Ça ne se tranche pas

comme une tête. Les endroits, — et j'entends les bons! — c'est pas ça qui manque. Ça vous plairait-il *au Vésuve?* à *l'Œil?* à *la Fiancée? Aux deux Jumeaux?* Dans tous les quartiers on a son couvert. A Ménimontant y a *le Chat Doré, Le Furet* et la *Belle Anglaise;* au faubourg Antoine le *Vélocipède,* une vieille maison, et la *Noix de Coco;* à Grenelle, on va au *Gorêt,* à *l'Ange*... ou à *l'Étoile;* c'est le *Gorêt* qui est le plus délicat, mais à *l'Étoile,* la boucherie est meilleure. Ça se balance. A la Glacière, c'est la *Dame en Chemise* et *l'Enfant de Chœur;* à la Villette, on se rend au *Jet d'Eau,* et à la *Bonne Compagnie;* à Belleville, au *Chapeau de l'Empereur,* à la *Petite Cayenne*... Et je ne les dis pas tous... quoique je les connaisse! Pas loin d'une centaine! Choisissez.

— Mon Dieu! monsieur, confessait le bonhomme, aplati par cette avalanche, comment voulez-vous que je sache? Tous ces endroits me semblent séduisants. A vous de décider. Si j'émettais un simple avis,... risqua-t-il, timide.

Panteau le mettait à l'aise :

— Allez! ne vous gênez pas.

—... Je crois qu'il vaudrait mieux ne pas trop s'éloigner et ne pas rechercher les quartiers excentriques.

— C'est bien mon idée.

—... et donner la préférence, — achevait le vieillard malgré tout un peu alarmé, — à une maison tranquille et de bon aloi!

— Mais videmment! Vous torturez pas! recommandait avec amitié le jeune homme. Pensez-vous que je vais vous traîner dans une grotte? ou dans un nid de malfaiteurs? Mais non! Tous ces abris-là que je vous ai nommés, c'est la paix. Sagesse et famille. On est comme chez soi avec ses parents. Pas de mots, pas de disputes, pas de carafes qui volent! Vous pouvez me suivre les yeux fermés. Je viendrai vous prendre à sept heures.

— Sept heures, répétait le vieillard, plissant son front laborieux. Et où ça?

— Boulevard Germain, devant la statue de Chappe. Vous sentez-vous capable d'aller jusque là sans être protégé? C'est pas trop loin? pas trop tard? pas trop noir? pas trop désert?

Il blaguait, mais si gentiment que le bon Pootius, qui d'ailleurs n'était pas chatouilleux, fut le premier à rire.

— Allons! allons! Je suis peureux, d'accord, mais pas à ce point-là!

— Je le sais bien, monsieur ! rectifiait Panteau pince-sans-rire. Je vous connais mieux que vous ne croyez. Vous êtes brave !... Si ! Sans vous en douter ! Et vous traverseriez le bois de Vincennes à minuit ! Alors... rentrez sans faire de grands pas, en ne pensant qu'à vos *Moulins*... pour avoir le cerveau rose. Et à sept heures, exact, aux pieds de Chappe ! Y a toujours un agent. Moi, d'ici là, je vais creuser le menu. (Il lui broyait la main). Et puis merci ! pour la vie !

Et en repassant le pont, il se retournait encore, à plusieurs reprises, pour garder sous son charme et sa coupe, jusqu'à l'extrême limite, le bonhomme béat, cloué.

Il n'en revenait pas de la facilité avec laquelle il avait obtenu de lui tout ce qu'il désirait. Aussi filait-il, allègre et fiévreux.

Il n'alla point, comme il l'avait dit, à la *Sortie des Bains.* Cela, c'était le prétexte donné à Pootius pour lui prouver son empêchement de l'accompagner à l'hôtel Pommelé. Prévenir la Patronne ? Ah ! là, là !... Il avait depuis longtemps découvert qu'il ne s'en faisait respecter qu'en lui manquant d'égards.

Il se rendit tout bonnement chez lui, 167, rue de Rome.

Ainsi que nous l'avons dit ailleurs, il occupait là, dans une grande maison lourde et banale qui fait le coin de ladite rue et de la rue Cardinet, une petite chambre en longueur au sixième étage, éclairée par une fenêtre à balcon, découpée comme au ciseau à froid dans les tôles de la toiture.

Glacée l'hiver, et torride l'été, et sans cheminée ni persiennes, cette chambre était pourtant bien plaisante, à cause d'abord de la lumière qui l'inondait et ensuite de la vue, spéciale et illimitée, dont elle procurait, du matin au soir, et sans cesse variée, l'incomparable jouissance.

III. — UNE PAIRE D'AMIS

L'horloge lumineuse du chemin de fer marquait six heures et demie comme Isidore descendait dans la rue ; et une demi-heure après, grâce à des combinaisons d'autobus où il excellait, il débarquait exactement « boulevard Germain » au carrefour de la rue du Bac.

Pootius était là.

Dès qu'il aperçut, de loin, le jeune homme qu'il guettait, il lui fit, avec son parapluie, de grands signes d'appel.

Mais l'autre l'avait déjà reconnu et aussitôt rejoint.

— Voilà, — voilà ! s'écriait-il, cessez le télégraphe. J'ai cru d'abord, en vous voyant, que c'était Chappe, qui avait lâché son socle et qui faisait marcher pour moi sa mécanique ! Et c'était vous ! Vive la Hollande !

Il rayonnait.

A vrai dire, il n'avait pas un instant douté de la parole de l'honnête homme, mais tout de même à présent, c'était acquis !

Il le tenait. Il n'y avait plus qu'à travailler.

Il était décidé, pour atteindre son but, à faire dans le grand sans regarder à la dépense.

En moyenne, son gain quotidien était de dix francs, tout compris : paye régulière et pourboires. Or il avait résolu de consacrer vingt francs, oui, un louis, à régaler en même temps qu'à « cuisiner » le considérable vieillard, dont il espérait tant de choses.

Et même, au besoin, il irait jusqu'à trente francs !

Pour être à ce point prodigue et fou, il faut appartenir tout entier à l'amour, ou à la vengeance. Isidore Panteau était la proie des deux.

Il avait hélé un taxi, donné tout bas l'adresse et poussé avec respect le bonhomme dans la voiture. Une fois bien assis à côté de lui, les glaces levées, il lui tapa cordialement le genou de sa large paume.

— Ah ! je suis content, oui !

— Moi aussi, accordait, moins expansif, M. Guillaume. Et... où volons-nous ?.. de ce train d'enfer ?

Car il trouvait qu'on allait vite.

— Aucun danger, assurait le garçon... Monsieur, j'ai réfléchi depuis tantôt. Tout compte fait, ça n'est à aucun des endroits dont je vous avais parlé que je vous emmène.

— Ah ?

— Non. C'est mieux encore.

— Où donc ?

— Au *Rendez-vous des Aiguilleurs*.

— Loin ?

— Tout près. Rue de Rome.

— Votre rue ?

— A ma porte.

Alors il expliqua :

— Un patelin. Des amis. Table parfaite. Au chaud. Pas foule, et du bon monde. Des aiguilleurs... vous pourriez supposer que vous allez vous trouver à côté de gens tout noirs de charbon qui agitent des drapeaux rouges? Erreur! Il en vient bien... mais débarbouillés, avec des cols blancs comme neige. Enfin, pour causer à deux, dérouler des idées... ou même, si on veut, ne rien dire en ne pensant qu'à ce qu'on mange... c'est la pure tranquillité. Vous croiriez dîner à la Sainte-Chapelle.

En dix minutes ils furent déposés au restaurant.

Ils entrèrent; et Isidore, précédant Pootius, alla tout droit au fond de la salle où s'étalait au comptoir, en largeur et en hauteur, une gaillarde dame de cinquante ans environ, qui donnait au premier abord l'impression d'un déménageur ou d'un porteur de pianos accoutré en femme espagnole.

Cela tenait à sa carrure, à son teint bistré, aux excessives dimensions de ses bras, au velours usé de son corsage à boutons de jais, à son double menton ayant les bourgeonnements et le vernis de la tomate et que perçaient, dans le creux des plis, quelques poils de barbe dure, et enfin au trognon de cheveux gris mal teints en noir que clouaient au sommet de sa tête, en y retenant un gros œillet rouge artificiel tout fripé, les dents d'un peigne en fausse écaille brune.

Cette incroyable personne poussa un cri de joie, dès qu'elle aperçut Panteau.

— C'est Pantoche! Comment vas-tu?

Et ils se serrèrent la main à travers les flacons.

— Je vais comme tu vas, lui dit Isidore : à ravir, on peut pas mieux! et nous venons ici, monsieur et moi, pour faire un gentil dîner, et causer en douce.

Il avait désigné M. Guillaume en prononçant ces mots, et celui-ci, se découvrant alors, saluait avec respect l'immense limonadière.

En face l'un de l'autre, elle assise, monumentale et colorée, dominatrice, à son bureau de verreries, de bouteilles, et de vaisselle, et lui, plus bas, debout, nu-tête avec sa belle chevelure bouclée de vieillard, ayant à la main son feutre d'alguazil et drapé jusqu'aux talons de son ample manteau sombre, ils figuraient ainsi, peinte au vif, quelque scène de posada du vieux temps.

Mais Isidore, ayant nommé la duègne à Pootius :

— Madame Carmen, la patronne.

Celle-ci s'écria aussitôt, d'une voix rauque :

— Eh bien! mes enfants, mettez-vous donc là, c'est *la meilleure!*

Et elle indiquait tout près d'elle, à sa gauche, dans le coin, entre le comptoir et le mur qui l'encadraient comme exprès, une petite table où, en effet, on n'était pas en vue et où l'on se trouvait admirablement pour « causer en douce, » et même se taire, si l'on préférait, sans attirer l'attention.

— Je la connais, disait Panteau en l'enjambant, c'est toujours celle-là que je veux!

Ils s'y installèrent.

Le Rendez-vous des Aiguilleurs, dans sa partie réservée au public, ne se composait que d'une seule salle, mais formée de deux qui anciennement se commandaient et dont on avait supprimé la cloison de séparation.

Au fond se trouvait le comptoir, qui n'était pas un *zinc*, mais un brave comptoir en bois, honnête, sans esbrouffe et sur lequel il ne semblait pas que vinssent jamais traîner les manches des malandrins, ni s'échauffer les esprits pour le vol et les mauvais coups, ni se dépenser sans soif l'argent de la femme et des petits, ni se prêter les terribles serments politiques, ni s'oublier les devoirs, ni se noyer les chagrins, ni s'abattre les poings, ni se cogner les fronts et se briser les verres... Non. Bien qu'il fût posé sur un soubassement de trois marches qui l'élevaient et en faisaient une estrade, c'était quand même un comptoir très papa, et qui rassurait; il avait l'air d'avoir bien souvent déménagé, d'avoir beaucoup servi. Avait-il même été primitivement destiné à l'usage auquel on l'employait? Ce n'était pas certain. Il avait quelque chose d'un peu triste et de désaffecté; il tenait de la chaire et du bureau. D'où venait-il? D'un commerce paisible : épicerie? bonneterie? papeterie? d'un commissariat de police ou d'une école primaire? de la laïque ou d'un patronage? On y avait peut-être fait la classe, interrogé des malfaiteurs ou enseigné le catéchisme? Enfin, aujourd'hui il était là, piédestal provisoire et comme définitif de Mme Carmen, ayant à sa droite une petite porte suintante d'humidité par laquelle on allait aux trous de l'office et de la cuisine, et à sa gauche la table n° 1, la meilleure des vingt, rangées autour de la salle et où avaient pris place nos deux amis.

L'endroit, somme toute, était d'une laideur coutumière et banale. Aux murs, peints d'un marbre verdâtre aux tons de roquefort, s'adossaient des banquettes de moleskine rouge, à présent noircies et creusées, aux ressorts rompus, et au-dessus d'elles deux chromos encadrées se faisaient pendant, *le Rêve* de Detaille et *l'Angelus* de Millet, entre des réclames d'apéritifs.

Dans la partie du devant qui, dès l'entrée, s'étendait à gauche, en retrait, il y avait un billard au drap rapiécé, taché, fané, devenu réséda. Rangez en plus, ou dispersez à votre gré, sur le plancher parcimonieusement soupoudré de sable jaune, deux douzaines de chaises de paille gluantes, et vous aurez à peu près la physionomie du restaurant « fameux » qu'avait choisi Panteau pour y amener Pootius. Mais, tel quel et dans le réalisme de sa modestie, *le Rendez-vous des Aiguilleurs* n'avait du moins rien de louche ni de brutal. Devait-il à son nom et au voisinage du chemin de fer le caractère particulier qu'il ne pouvait s'empêcher d'offrir? Peut-être. La chose sûre, c'est qu'il se rapprochait véritablement du *buffet* de petite gare, de celui auquel vont les employés, les stationnaires plus encore que les passants et les voyageurs, et que de *ce buffet-là* il avait les dimensions et les teintes, le mobilier, le délabrement, l'odeur, le genre, et en partie la clientèle.

La salle était à moitié pleine quand Isidore et M. Guillaume étaient arrivés. Leur entrée avait bien occupé un instant l'attention de quelques dîneurs, mais ce n'avait été que l'affaire d'une à deux minutes; et quand on avait vu Panteau, — que l'on savait demeurer dans la maison voisine et dont le visage n'était pas inconnu, — donner des poignées de mains à la patronne, on l'avait accepté sans réserve. Pootius, à vrai dire, aurait un peu intrigué, s'il avait été seul; le peuple est à la fois méfiant et confiant; mais, par bonheur ou par malheur, selon la circonstance, il a des impressions aussi fugitives que vives, il se tranquillise avec autant de facilité qu'il s'émeut, et l'étonnement, dont il se montre d'ailleurs peu prodigue, dure à peine chez lui. Il en voit tellement, et de « toutes les couleurs » qu'en demeurant la naïveté même, il paraît cependant blasé. Si pittoresque qu'elle était, la tenue de M. Guillaume ne suffisait pas à remuer les lourds ouvriers appuyés sur leur repas comme à un autre ouvrage. Aussi, quand ils se furent divertis un moment, — histoire de rire, — à se demander entre eux si le

bonhomme « tout en étoffe » n'était pas un de ces « physiciens » qui vous font sortir de dessous leur paletot magique des poissons rouges dans un bocal ou des tourterelles en cage, ils ne le regardèrent plus.

Isidore s'était bien gardé d'attaquer tout de suite le sujet brûlant.

Dès le potage, il commença, — pour amener l'entretien où il le voulait, — à expliquer la patronne à M. Guillaume.

— Madame Carmen, comme son nom vous l'indique...

— ... Est Espagnole, achevait Pootius.

— Non, est de Paris, de Montmartre.

— Belle femme! évaluait l'artiste; et robuste. Un Jordäens.

Isidore se penchait, la main protégeant la bouche.

— Et encore, tant qu'elle est assise vous ne voyez rien.

— Comment cela?

— Parce qu'elle est toute en jambes, monsieur. Et quelles jambes!

— Les auriez-vous vues? demandait Pootius dont l'œil pudique s'arrondissait sous un front empourpré.

— Un peu. Et y a pas que moi! Tout Paris, et la France entière, et l'étranger, quand elle était femme-géante, en maillot, autrement dite : « Madame Carmen, *la Statue de l'Alhambra.* » C'était dans le temps qu'elle était jeune encore jusque dans son âge mûr. Elle faisait toutes les foires. Moi, c'est à Belleville que je l'ai vue, pour la première fois, avec le père. Il la trouvait bien agréable aussi. J'avais cinq ans; je ne l'ai jamais oubliée! Ah! elle en a eu des feuilletons, celle-là, allez! Si elle les écrivait, ça lui serait payé plus cher qu'à Balzac! On lui a proposé les grands journaux... mais elle n'a jamais voulu. On dit qu'à Londres le fils du roi, pour l'avoir vue boxer, était tombé fou d'elle, qu'il a pu lui parler dans un Tivoli, et qu'il en a eu une petite fille, belle comme le jour, qu'on a expédiée aux Indes, chez les Ravajahs... avec les éléphants... Le roman, la vie, quoi! Et puis, c'était trop enchanteur... ça ne pouvait pas durer toujours! L'amour, les plaisirs, les tréteaux, la fatigue... il a fallu qu'elle renonce à la gloire. Heureusement, au cours de sa carrière, elle avait rencontré un cœur timide, un cœur qui l'aimait d'en bas et qu'a fini par se déclarer, après des années; alors quand elle l'a eu compris, elle lui a répondu, et ils ne se sont plus quittés.

— Elle a donc un mari ? dit Pootius ! ah ! tant mieux !

— Mais non ! *un homme!* répliqua rudement Panteau. Ils ne se sont pas mariés ! Ils ne sont pas si bêtes !

— Un bel homme, en tout cas, pour faire la paire ? induisait le vieillard.

— Mais videmment ! confirmait Isidore. Elle était bien forcée, voyons, par la nature ?

— Et que fait-il ?

— Il est tailleur.

— Tiens ! s'étonnait M. Guillaume. Un métier assis.

— Bon métier ! faisait le garçon. Et dur métier ! On a les jambes croisées, mais pas les bras.

— Et, ils ont, à coup sûr, s'informait Pootius, de superbes enfants ?

— Pas la queue d'un.

— Mais si ! insistait l'autre, voyez !

Et d'un doigt discret il désignait à son ami Mme Carmen en train justement de coudre sans fausse honte, avec des soins tout maternels, une chemise de garçonnet.

— Mais non ! pouffait alors le triomphant Panteau. C'est la bannière de son homme. *C'est un nain!*

Et sans lâcher le vieillard ahuri :

— Bien entendu ! Quoi de curieux ? Géante et nain ! Ça se recherche ! Ça s'accorde et ça se complète. Ça se plaît. Ça se passe du petit au grand, c'est créé l'un pour l'autre. Et la preuve, vous la voyez, avec Carmen et Bijou !

— Bijou ?

— C'est lui. Ils se sont rencontrés « au Trône » où il faisait *les Bouffons des Rois*, avec des souliers en tapisserie et des grelots. A lui aussi, c'était son époque brillante. Il avait la vogue, et il y a plus d'une duchesse qui s'est penchée dessus. Mais à présent, finis les baisers ! Elle et lui... des vieux ! Clôture. Ils s'adorent. Seulement, ils ne sont pas heureux. Pourquoi ? Rapport à leur taille. Trop de différence. Ils ne peuvent pas se montrer ensemble, en public.

— On les regarde ?

— Si ce n'était que ça ? Mais on rigole. On les moque. Alors il faut qu'ils se quittent tout de suite, qu'ils se sauvent chacun de son côté, sans quoi ils ont à la minute une foule autour d'eux. C'est pénible. Il n'y a qu'ici, au restaurant, où ils sont

chez eux, qu'ils aient la tranquillité, et un peu dans le quartier, et encore à la condition de ne pas trop s'éloigner. Il arrive généralement à cette heure-ci. Tenez, le voilà.

Pootius aussitôt jeta les yeux du côté qu'indiquait Panteau et il vit Bijou, qui entrait, venant de la cuisine.

Isidore ne l'avait pas trompé. C'était bien un nain.

Magnifique et formidable, un vrai, digne d'être mieux qu'un nain royal : un nain populaire.

Il était captivant comme un phénomène et repoussant comme un monstre.

Il figurait un être humain qui n'était pas un homme et confinait à l'animal. Il trouvait le moyen, tout en restant nabot, d'atteindre au gigantesque : Goliath par en haut, — et par en bas Tom-Pouce. Il y avait en lui de l'ancêtre et de l'enfant, et il donnait aussi l'impression d'une grande victime mythologique, d'un Atlas démoli; ou bien d'une force transcendante avortée, demeurée en route. Un Titan gringalet. Vulcain marmot.

Il ne se composait pour ainsi dire que d'une énorme tête. Abrupte et bossuée, à la fois boulet et pavé, ronde par endroits et carrée à d'autres, et plantée d'un poil roux et frisé court, elle avait un nez camard et tortu, aux caverneuses narines qui soufflaient du vent, une mâchoire sauvage et tranchante aux dents carrées, et un large menton de granit. On la devinait d'une solidité de fer et d'un poids de plomb.

Elle exerçait une attraction horrible.

Elle effrayait, dégoûtait, et pourtant on avait envie d'y toucher comme aux matières les plus dures qui provoquent la curiosité des doigts : le marbre et le bronze. On était tenté de la prendre, à deux mains, — par les anses des oreilles qui s'en écartaient dans une hideuse complication de cartilages, — et de la soulever un peu, tellement on se figurait qu'elle n'était que posée sur les rogatons d'épaules qu'elle écrasait. Rien qu'au regard, elle pesait. Si on l'eût coupée et qu'elle fût tombée à terre, c'eût été avec un bruit de fonte ; elle eût fendu ou creusé le plancher et fait un trou dans le sol. Mal équarrie et comme taillée par un bûcheron, elle évoquait ces « Têtes de Turc » à turban clouté, ou de Roi Mage à bandeau de fer, que les hercules frappent à la volée avec un maillet pour mesurer leur force dans les foires. Contre la roue d'une voiture ou le « rasant » d'une porte cochère, on eût dit une borne, et près d'une hache un billot.

Et maintenant, si peu que fût le corps, adjoint, comme par aumône, à cette tête colossale et souveraine, il faut bien le définir en quelques mots. Nous l'avons dit, ce n'était pas un corps, il comptait pour presque rien dans la structure de l'hydrocéphale. Deux moignons de bras, terminés par des mains en pommes de terre où se tortillaient, enchevêtrés les uns dans les autres, des doigts bruns semblables à des doigts de pied, et deux bouts de jambes contournées comme des pattes de basset, voilà ce qui, sous l'exorbitante caboche, sortait avec un comique douloureux, des velours noirs défraîchis d'un petit pet-en-l'air et d'une petite culotte de singe habillé.

De toutes ces impressions qu'éveillait inévitablement chez un nouveau venu le prodigieux pygmée, les habitués du *Rendez-vous des Aiguilleurs* ne semblaient pas se douter l'ombre d'un instant. L'avorton paraissait à ces simples « un homme comme tout le monde. » Il était doux et parlait peu. On l'aimait, à la façon d'une mascotte. « Évidemment, se bornaient à juger les plus profonds, il ne dégotait pas la Tour Eiffel?... Mais quoi? Rien que pour la curiosité, il fallait bien qu'il y eût des nains! Bijou en était un. »

Celui-ci, à peine arrivé, avait pris sa place ordinaire au bas du comptoir. Il occupait là, dans les jupes de Carmen, un tabouret fait d'une ancienne caisse à pruneaux rembourrée, qui lui permettait, selon qu'il se baissait ou se redressait, de cacher ou de montrer tout à coup au-dessus du bureau, comme au bord d'un guignol, son effarante boule. Et tranquille aux pieds de sa vieille amie, il passait son temps à se tricoter, — car il était frileux, — des chaussettes de laine qu'on eût dites pour un bébé et des petits gilets qui ressemblaient à des brassières.

Il ne faudrait pas s'imaginer qu'Isidore se fût, *sans une intention sérieuse,* amusé et attardé à s'étendre sur les aventures de Mme Carmen et de Bijou. Il savait ce qu'il faisait et où il allait. Apprivoiser d'abord Pootius et l'amener ensuite à lui révéler tout ce qui pouvait l'intéresser sur Gaudias, Irène Olette et les habitants de l'hôtel Pommelé, en se gardant bien de le lui demander!... voilà ce qu'il voulait. Les récits détaillés, dont il s'était montré si malicieusement prodigue, n'avaient point d'autre but que de provoquer chez son interlocuteur, d'une façon presque mathématique, des confidences analogues. Et puis Panteau, quel que fût l'acte auquel il se livrât, prenait

toujours tout le temps dont il avait besoin. Plus il était impatient, moins il était pressé. Il n'aimait pas bâcler l'ouvrage. Ayant donc bien débagoulé tout ce qu'il avait à dire sur les patrons du restaurant, il se tut, et il attendit que, conformément au plan établi, le Hollandais, cédant à la logique de ses pensées, se lançât, pour amuser à son tour son jeune camarade, à discourir sur les personnes qui formaient son entourage habituel, les seules d'ailleurs, ainsi qu'Isidore s'en rendait compte, que le sauvage bonhomme connût à Paris. Ce ne fut pas long. Comme si l'on eût pressé le ressort qui correspondait, M. Guillaume, aussitôt livré lui-même, était déjà parti.

— Ah! dame, moi, mon cher monsieur, je vous avouerai humblement que je n'ai dans la bonne vieille maison que j'habite, ni géante, ni nain...

— Il ne peut pas y en avoir partout! philosophait Panteau, ça ne serait plus drôle.

— Mais pour être sans doute moins voyantes... moins colorées que Mme Carmen et M. Bijou, ça n'empêche pas les personnes qui constituent le fonds de l'hôtel Pommelé, — où je demeure, — d'offrir bien du charme et même de l'intérêt.

— Bah? faisait Isidore interrogatif, afin d'engager plus encore l'entretien sans cependant l'interrompre.

— Oui, ainsi voilà M. Brocatel... (Panteau, comme s'il l'entendait pour la première fois, lui fit répéter le nom). C'est le propriétaire. Il habite au premier. Ah! la parfaite figure de Français et de Français d'autrefois! Vous qui avez déjà mieux que l'instinct... le sentiment de l'art, vous éprouveriez en face de cet homme, s'il vous parlait, une grande impression de respect et de trouble admiratif. C'est un des personnages les plus émouvants que j'aie jamais rencontrés. Il m'intimide. Vous n'avez pas l'air de me croire?

— Les yeux fermés! dit Panteau.

Et rien qu'à ces mots, il était, en effet, devenu tout pensif, car, au souvenir de la gêne étrange qu'il avait ressentie deux mois auparavant, en face de M. Brocatel, il subissait la justesse d'appréciation de Pootius.

— Il pourrait certes vous être utile! énonça brusquement M. Guillaume. Il ne pense qu'à faire du bien. Ah! je suis sûr que je n'aurais qu'à lui parler de vous...

— Privez-vous-en! déclarait le garçon aussitôt alarmé. Je veux l'ignorer et qu'il me le rende.

— Oh! Et pourquoi? risquait le bonhomme étonné.

Alors, Panteau dit simplement, mais d'un ton qui coupait court à tout :

— J'aime pas les propriétaires.

— Soit! accepta poliment le vieillard, mais les locataires?

— Ça dépend.

— Sans doute! Ainsi, il y a dans ma maison, au deuxième, un noble, M. le vicomte de Paradour, avec sa femme et ses trois demoiselles... ah! monsieur!

— J'aime pas les nobles.

Pootius se raccrochait :

—Attendez!...Ce n'est pas un noble ordinaire, c'est un colonel...

— J'aime pas les officiers.

— Bon, bon... concédait M. Guillaume qui battait en retraite, mais avec méthode.

— Je suis pour la paix, moi, monsieur, expliquait Isidore, et j'abomine la guerre. Les officiers, c'est des conducteurs de tueries, aussi je les évite.

S'interrompant de manger, Pootius avait appliqué ses deux mains délicates sur la serviette étalée contre sa poitrine et enfoncée jusqu'au sternum dans son col de chemise.

— Croyez bien que moi non plus, monsieur, je ne suis pas un buveur de sang, protestait-il. Si nous avions la guerre, la soldatesque volerait les tableaux ou les crèverait... Ce serait horrible! Laissons donc les officiers... puisque vous n'avez pas de goût pour eux. D'ailleurs, c'est de la politique.

Il se recueillit un instant, puis reprit :

— Ce qu'on ne saurait nier, par exemple, en dehors de toute adhésion personnelle, c'est l'excellence et même la nécessité de la religion...

— Pensez-vous? questionnait Panteau, déjà réprobatif.

— Permettez! épiloguait Pootius, qui voulait tout arranger, la religion, oui!... mais je n'ai pas dit laquelle!

— Toutes! décréta Panteau. Toutes sont des blagues.

— Je ne sais pas... Nous ne savons pas... balbutiait le Hollandais visiblement sur les épines. En tout cas, toutes sont respectables. Ainsi, moi je vous l'avoue, je suis catholique, et pratiquant. Je crois au bon Dieu.

Panteau jeta sourdement :

— J'aime pas le bon Dieu.

Et ces mots, comme une pierre qui tombe dans un étang, firent aussitôt autour d'eux de grands cercles dans le silence.

Mais Isidore, à l'instant, s'expliqua.

— Monsieur, à votre âge et dans vos conditions, y a pas de mal à ça ! Au contraire ! Et puis, soit dit sans vous manquer, vous êtes Hollandais, c'est tout différent. Moi, comprenez ?... je ne parle que pour la France et les Français : eh bien ! on n'est plus, chez nous, pour les *giries* d'église. Mais les étrangers ! ils sont libres, c'est leur affaire. Enfin, sans être indiscret, pourquoi entamez-vous ce chapitre-là ?

— Oh ! c'est tout simple, parce que je connais... mais non, je ne veux pas vous choquer.

— Allez ! allez donc ! faisait Panteau, maintenant gracieux et prêt à tout, vous dites que vous connaissez...

— Un ecclésiastique... oui, c'en est un ! M. l'abbé Chamaille, un prêtre d'un cœur, d'un esprit !...

— Qui loge aussi dans votre presbytère ?

— Non, mais qui est un familier de la maison, un intime ami de M. Brocatel.

— ... turellement ! ne put se priver de jeter, en passant, l'incorrigible garçon. Et alors ?

— ... cet homme-là, monsieur, il est si bon, si éclairé, si sûr du Paradis, et si gai, si persuasif... qu'il ferait croire un païen. Il en a converti des centaines.

Panteau paraissait impressionné.

Il choisit avec onction, dans le plat d'étain où ils étaient disposés en rond, un escargot *petit-gris* de Bourgogne et confessa, comme si c'était un malheur...

— J'aime pas les curés.

— Celui-là est un saint ! déterminait Pootius.

— J'aime pas les saints.

Le bonhomme était bousculé. Mais il ne se tenait pourtant pas pour battu. Il s'agissait de son *monde* et de sa société, à lui ; son amour-propre était en jeu. Loin de renoncer, il se cramponnait. Il ne pouvait pas en rester là, sur un échec ; il y mettait un point d'honneur. Le limonadier lui avait servi une géante, un nain, des types extraordinaires, il fallait absolument qu'en échange, et quoique dans un autre ordre d'idées, il lui

fournît, lui Civilis, Guillaume Pootius, membre d'honneur de l'Académie néerlandaise, des personnages de valeur égale. Or, il donnait ce qu'il avait. Pouvait-il faire mieux? Il poursuivit donc, inlassable dans sa douceur :

— Laissons les hommes! Mais les femmes! (Panteau esquissait une moue que Pootius ne voulut pas voir.) C'est là que je vous attends.

— Quoi? Vous en avez? demandait le garçon.

— Si j'en ai! répondait M. Guillaume avec un orgueil ingénu.

— Dites-les. Nous verrons.

A l'espoir de se rattraper, le vieillard se ranimait.

— J'ai d'abord, détaillait-il, comme s'il les proposait, j'ai les demoiselles Dandin, les deux sœurs. Deux toiles de maître.

— Encore des rentières?

— Non pas! des travailleuses!

— En quel genre?

— Tapisseries anciennes.

— Jeunes?

M. Guillaume se balançait de droite à gauche, sans oser, par galanterie, se prononcer.

— Compris, dit Panteau, brutal, comme les tapisseries. Et leurs maris, qu'est-ce qu'ils vendent?

— Elles ne sont pas mariées!

— Tant pis!

— Tant mieux! je vous croyais ennemi du mariage?

— C'est vrai. Mais quand elles n'ont plus leur jeunesse et qu'elles ont gardé leur vertu... j'aime pas les vieilles filles. Et puis?

— Et puis, ajoutait Pootius, ne perdant pas courage, j'ai... voyons... voyons... ah! dame, écoutez, vous m'étourdissez... ah! si! j'ai une pauvre fille, dont je ne devrais même pas, celle-là, vous parler.

— Et pourquoi donc, s'il vous plaît?

— Parce qu'elle est disgraciée de la nature, elle a le visage taché de vin...

— Ça arrive! appuyait Panteau doctoral. Sa mère, en la portant, aura eu peur, ou bien vu du vilain... et allez donc! en voilà pour la vie! Ça ne s'en va jamais.

— On l'appelle à cause de cela Belle-Julie, achevait le vieillard.

— J'entends. Mais, j'aime pas les gens tachés. Et puis? pressait Isidore, au fur et à mesure plus hardi, et commençant tout de même à trouver que « les gros numéros » ne sortaient pas vite.

— Ma foi, disait Pootius, dont la liste s'épuisait... j'ai ma concierge, Mme Précipice...

— Oui, mais, passons le balai! J'aime pas les concierges.

— Et puis... je crois bien que c'est tout.

Et soudain, se frappant le front :

— Mais non! C'est insensé! J'oubliais... ah bien! vous qui parliez de jeunesse, pour le coup en voilà! Quatre jeunes demoiselles!

— Oh! oh! c'est un pensionnat! gouaillait Panteau.

— Non, monsieur. Ce sont, d'abord les trois filles du colonel de Paradour, Brigitte, Françoise, et Thérèse, jolies, comme des petites jacinthes qui vont s'ouvrir.

— Peuh! fit le garçon... J'aime pas la jacinthe.

— ... Et enfin l'autre, la dernière, que j'ai gardée, celle-là, exprès pour la fin, car elle est merveilleuse. Il n'y a pas de mots, pas de couleurs...

Isidore à présent ne respirait plus.

— Et c'est jeune fille idem? De la vraie? demanda-t-il en renillant, d'un air sceptique.

— Aussi vraie que la vérité.

— Et jeune?

— Vingt ans! qui ont l'air de seize.

— Et vous jurez qu'elle n'est pas laide?

—Un chef-d'œuvre de Dieu! Mieux qu'une beauté. La beauté. Blonde et des cils noirs. De la nacre et de l'or. Une perle et un bleuet. Du camélia sur le front et de la rose aux joues. Vénus et Psyché! Un parfum de vertus et un bouquet de charmes. Un regard qui caresse, une voix qui chante, un nez fin qui frémit pour aspirer le bonheur, et sur sa bouche d'enfant le sourire de la Joconde, ou bien les frais ruisseaux du rire de Marguerite... A force d'être belle, elle en est vénérable. On ne pourra pas l'aimer sans l'adorer, sans en être fou. C'est la perfection.

— Mâtin! grimaçait Panteau, vous ne la *chinez* pas! Et vous oubliiez de la produire!

— C'est qu'elle était trop haut! observait Pootius. Elle dépasse tellement le commun des mortels que, par moments, elle échappe à la terre.

— Oui, je la vois d'ici, maugréait Isidore. C'est le type : ange.

— Un ange incarné ! fait femme ! proclamait M. Guillaume. Et quelle femme ! Elle s'appelle Irène.

— Irène quoi ? dit négligemment le garçon.

— Irène Olette.

— Irène Olette quoi ? C'est des petits noms, tout ça.

— Nullement. Olette est son nom de famille.

— Bah ! Tiens ! J'aurais pas cru... Olette... Henriette... Blanchette... ça m'avait l'air calendrier...

— Pas du tout. Irène Olette est son nom complet. Rien d'autre et rien de plus.

— Alors, s'enquérait Panteau captivé, — ses parents, — sont M. et Mme Olette ?

— Elle n'a plus ses parents.

— Bah ? Même pas sa mère ?

— Elle est orpheline.

— Seule au monde en ce cas ?

— Non. Pas seule, parce qu'elle vit avec une brave dame de soixante ans, qui demeure aussi chez nous, au dernier étage où elle occupe, à côté de la mienne, deux chambres communicantes.

Isidore paraissait on ne peut plus attaché par ce récit, ce qui flattait le bonhomme, enfin dédommagé de sa longue peine. Il se sentait maintenant apprécié, en étant instructif. Il entra donc à plein cœur dans le détail. Il dit avec soin tout ce qu'il possédait sur Mme Lesoir : sa situation modeste, à la fois importante et effacée dans la maison, l'estime en laquelle la tenait le propriétaire, et la confiance qu'il lui témoignait ; il dit qu'elle était la marraine de la jeune fille, et que celle-ci, venant sans doute de province, était apparue en grand deuil, un matin, à l'hôtel Pommelé, depuis seulement deux mois et quelques jours ; il dit l'intérêt affectueux qu'elle avait tout de suite éveillé chez M. Brocatel, et chez l'abbé Chamaille ; il dit qu'elle avait opéré par sa grâce et sa séduction la conquête de tout le monde dans la vieille demeure ; il dit que, s'il savait mieux traiter « la figure, » il voudrait la peindre, et que, s'il était sculpteur, il voudrait la tailler et la polir dans le Paros, et que, s'il avait seulement quarante ans de moins, il voudrait l'épouser pour vivre avec elle dans de la faïence bleue à Amsterdam ; il dit qu'elle était

destinée à faire la félicité de celui qu'elle distinguerait et le malheur de ceux qui la rêveraient... sans espérance... et il dit encore bien d'autres choses; il fut éloquent, inspiré, juvénile, et lyrique.

Isidore l'écoutait, le suivait avec une émotion évidente, et le bonhomme, en la constatant, n'y voyait, en dehors du résultat si avantageux obtenu par le charme de sa parole, que cette curiosité sympathique et naturelle, — chez ceux qui en ont l'âge et le goût, — de tout ce qui touche à l'amour.

Et cependant, tout n'était pas réglé pour Panteau. Sur Mme Lesoir et Irène, il avait conscience de savoir maintenant tout ce qu'il pouvait obtenir de M. Guillaume. Aucun doute n'était permis; le vieux bavard n'avait rien sous-entendu, il s'était bien vidé.

Mais restait Gaudias, la mauvaise bête, la plus terrible et la seule de la ménagerie dont Pootius n'avait pas dit un mot. Pourquoi cette abstention ? Était-elle involontaire? ou raisonnée? Bien qu'il lui fût impossible de soupçonner le Hollandais de malice, Isidore s'inquiétait. Le vieillard ne connaissait-il pas Gaudias? Quelle invraisemblance! Et cependant, à cette supposition, Panteau voyait lui échapper l'occasion qu'il croyait tenir. Il cherchait un biais pour la faire naître et la rattraper quand le munificent M. Guillaume vint de lui-même combler ses vœux, en déclarant tout à coup :

— Sans doute, cela est d'un bien moindre intérêt, mais, puisque je me suis étendu tout à l'heure sur la beauté de cette jeune Irène Olette, je croirais manquer à la justice et à l'art, si je ne mentionnais également une autre beauté, celle d'un homme, qui fréquente aussi chez nous, et qui, dans sa réalisation masculine, n'est pas moins admirable.

Isidore eut un éblouissement.

— Un jeune peintre? fit-il, en faisant semblant de deviner, et voulant mettre dans le choix de cette profession un hommage envers le vieil artiste.

— Hélas non! regretta Pootius, ce n'est qu'un médecin, le docteur Gaudias. Mais tout docteur qu'il est, on ne peut rien voir de mieux. Dans l'ensemble et dans le morceau, de la tête aux pieds, c'est un antique. Une académie au crayon noir. Si David l'eût rencontré, il eût voulu le placer au premier plan de *l'Enlèvement des Sabines.* Cette jeune fille et ce jeune homme sont

certainement ce qu'il m'a été donné, dans toute ma carrière de peintre, de contempler de plus rare, et de plus achevé !

Panteau, quoique bien servi, ne cessait pourtant pas d'être supplicié. Il buvait un amer mélange de lait et de vinaigre, cependant que Pootius déclenché « brossait » à présent Gaudias avec le même brio que tout à l'heure Irène Olette et sa marraine. Le temps de battre en brèche une vigoureuse salade au museau de bœuf, il fut renseigné, sinon complètement, du moins sur les points principaux. L'âge du Toulousain, ses capacités, son magnifique avenir, ses fonctions directoriales au sanatorium de Boulouris, son intimité avec M. Brocatel, fondateur dudit établissement, et avec l'abbé Chamaille, aumônier du couvent des Dames de Saint-Maur dont les jardins étaient contigus à l'hôtel Pommelé, l'affection réciproque attachant l'un à l'autre Mme Lesoir et le docteur, les fréquents voyages à Paris de ce dernier, qui descendait alors à *Lutetia*, mais trouvait à deux pas de là, chez M. Brocatel, son foyer familial... Isidore eut toutes ces friandises pour rien, et clairement, sans confusion. Il fut enfin charmé d'apprendre que tous les habitants de l'hôtel Pommelé étaient non seulement les amis du docteur, mais ses clients et que, même, Mademoiselle Irène, ayant eu naguère un rhume dont sa marraine s'était alarmée, il lui avait donné ses soins et l'avait guérie en deux jours. Un médecin de premier ordre !

C'est ainsi, dans les épanchements de cette conversation copieuse mais discrète, et poursuivie à mi-voix, que s'acheva le cordial repas.

Panteau, ferré sur les usages, s'était levé un peu avant la fin, pour aller *régler* lui-même à Mme Carmen, qui, du haut du comptoir, sollicitait un compliment de l'invité.

— Avez-vous été content, monsieur?

Et M. Guillaume s'inclinait :

— Enchanté, madame ! Lucullus !

— Hein? quoi? Madame comment qu'il m'appelle? demandait tout bas la patronne à Isidore.

Mais celui-ci, l'ayant quittée par embarras de lui répondre, arpentait lestement la salle où il distribuait des poignées de mains à des habitués, ouvriers du quartier et employés de ceinture, et Pootius, laissé seul un instant à la petite table sur laquelle, après avoir fini, il avait, par habitude d'ordre et de

propreté, plié en quatre sa serviette, examinait les gens qui l'entouraient.

Certes, Panteau avait dit la vérité : c'était du monde bien sage. Les hommes causaient avec une grande lenteur et pesanteur de pensée, laborieusement, comme ils « mastiquaient. » On ne croyait pas nécessaire, pour lâcher son idée, de lâcher son morceau, et les carrés de pain faisaient fluxion dans les joues où ils demeuraient calés durant les longs monologues. On tirait ferme sur le tuyau des pipes. Les pieds croisés et ramenés sous les chaises montraient, posées sur la pointe, les semelles de leurs fortes chaussures entre les clous brillants desquelles restaient attachés, selon la nature du sol et la profession du travailleur, le sable des tombereaux, le charbon, le plâtre, la glaise des gravats, la boue des chantiers, la poudre rouge des briques, la paille et les tickets d'autobus maculés... Un vieux mendiant des quartiers riches, à belle barbe d'argent qui valait de l'or, et dont la journée fructueuse était terminée, achevait, les poches lourdes de gros sous, sa tasse de moka dont il reniflait le brûlant arome; et une jeune femme, après avoir déplié sur sa gorge nue un mouchoir, marqué au coin du nom de Célestine, allaitait un enfant en le buvant des yeux. Et puis, comme Panteau, « Tyrol » en tête et cigarette au bec, faisait gaiement signe à Pootius :

— « Grand-père, quand vous voudrez? »

Grand-père démarra, presque à regret, du bon coin où il avait pris ses assises, et s'apprêta à suivre son compagnon.

A cette minute alors se produisit une chose étonnante et bien propre, quoiqu'elle n'eût rien que de très naturel, à stupéfier le Hollandais qui n'en avait pas l'habitude.

Mme Carmen, pour lui dire adieu, *se leva.*

Et il sembla, en effet, tout à coup à Pootius qu'elle touchait le plafond.

Sans doute, Isidore l'avait bien prévenu qu'elle était « toute en jambes, » mais jamais, il n'aurait cru cependant que la *Statue de l'Alhambra* pût atteindre debout, une telle hauteur. Pour prendre dignement congé d'elle, il se sentait obligé de se reculer et de se renverser un peu en arrière comme quand il regardait, dans les musées, une colonne.

Mais ce n'était pas tout. En se levant, Mme Carmen avait, d'un geste rapide et familier, empoigné Bijou à la nuque, à pleine main, comme en enlève un chien par la peau du cou, et l'avait

campé au beau milieu du comptoir où il se tenait sur pattes, lui aussi, tout fier de s'admirer, si grand, car étant nain, il aimait dominer. Jamais il n'était si heureux qu'aux jours de fête nationale où Mme Carmen, bravant en cette circonstance la malignité publique, l'installait à califourchon sur ses épaules pour qu'il vit les défilés et les feux d'artifices.

Quand la patronne le tira de ses jupes et le hissa sur le pavois, personne, parmi les clients, n'y fit attention, tellement on était accoutumé à ce qu'il surgît ainsi, « à la polichinelle, » à propos de rien. Vingt fois par heure, Mme Carmen le posait et le déposait comme un objet. Seul, Pootius, en tant qu'artiste et philosophe, était assailli par le pittoresque et les contrastes du vigoureux tableau que formait le groupe inénarrable de la géante et de l'avorton au-dessus des dîneurs indifférents et dans l'atmosphère de tabagie où ils semblaient vivre d'une vie d'apparition, flottante et fantastique.

Empressé à dire au revoir à Isidore et au vieillard, le Pygmée monstrueux, jusqu'à ce qu'ils eussent franchi la porte, agita ses deux bras; et ceux-ci étaient si courts et demeuraient toujours, — en quelque sens qu'il fussent remués, — si près de son visage qu'à chaque geste, ils avaient l'air d'envoyer des baisers...

Une fois dehors, nos deux amis, traversant la rue, s'arrêtèrent, sans rien dire.

Ils subissaient cette irrésistible impression de bien-être qui vous saisit lorsqu'au sortir de table et fuyant l'éclat d'un endroit renfermé où l'air se vicie, on entre, comme en un bain d'eau fraîche, dans la pureté froide de la nuit. Celle-ci s'étendait régulière et sereine. Les passants commençaient à se faire rares; mais au fond des fosses de ténèbres, — creusées d'un côté de la rue de Rome ainsi qu'au bas d'un quai, — grondaient et se croisaient dans un vacarme de ferraille obsédant de monotonie, les trains... les lugubres trains, les longs trains, lourds et noirs, piqués de points de braise et qui couraient s'engouffrer dans la tanière de la gare Saint-Lazare ou bien s'en évadaient vers les stations de la banlieue éteinte, muette... Et quelques-uns, fougueux, rapides, trapus, volaient vers les pays lointains avec des sifflements fous d'oiseaux de mer partis pour l'immensité.

M. Guillaume et Isidore écoutaient, respiraient.

Quoique ce ne pût pas être pour les mêmes raisons ils paraissaient, l'un et l'autre, enchantés.

— Enfin, émit Pootius, à présent nous sommes amis.

Attrapant le mot au vol, Isidore suspendit sa marche et dit, la voix grave, au vieillard :

— Ah ! Vous me faites là, Monsieur, un brigand d'honneur et qui m'éblouit ! mais je l'accepte. Amis, c'est voté. Je parle pour moi. A partir d'aujourd'hui, Panteau est à vous. Si vous avez jamais besoin de n'importe quoi... de faire porter une malle à la consigne, ou une lettre cachetée à une dame... (il clignait de l'œil).

— Oh ! Seigneur ! s'écriait le vieillard offusqué, mais chatouillé quand même.

— ... Est-ce que je sais, moi ? continuait le garçon... ou de suivre quelqu'un dans la rue sans qu'il se doute ; ou des fois, un ennemi, — tout le monde en a, — que vous ne seriez pas fâché... sans l'abîmer, c'est entendu !... qu'on le froisse un peu en passant, le soir, dans une rue vide... Eh bien ! allez-y, vous gênez pas... ça sera fait et proprement, à l'aquarelle !

— Mais non ! Mais non ! Rien du tout ! Voulez-vous bien vous taire ! s'exclamait M. Guillaume effaré... et enorgueilli... A-t-on jamais vu ? Quel enfant terrible !

— Ah ! je suis comme ça, enfonçait « l'enfant. » *Quante* j'aime, j'aime ; (et, la voix sombrée), et *quante* j'aime pas... j'aime pas.

Cette franche déclaration était assénée à Pootius sous un grand bec de gaz en gibet dont la lampe électrique avait de brusques hauts et bas comme si elle haletait... Et elle semblait vraiment ainsi, baissant et remontant tour à tour, accompagner Panteau et dire avec lui : « *Quante* j'aime... j'aime... *quante* j'aime pas... j'aime pas. » Car les choses, fréquemment, parlent à leur façon, singeant le langage et même les gestes de l'homme, à ce point que l'on se demande avec angoisse si elles n'ont pas le pouvoir de pénétrer jusque dans sa pensée...

— Oui... mais, interrogeait alors M. Guillaume, amical et spirituel, c'est que vous ne m'avez pas l'air d'aimer beaucoup de gens, ni beaucoup de choses ?.. Vous n'aimez pas les propriétaires, les officiers, les curés, les vieilles filles, les médecins, les concierges... Aimez-vous au moins les enfants ?

— J'aime pas les enfants.

— Alors, les animaux ?

— J'aime pas les animaux.

— Monsieur Panteau, vous êtes effrayant! Qu'est-ce que vous aimez donc, si vous n'aimez rien? Il faut pourtant bien aimer... quoi que ce soit!

Panteau se rassembla, et solennel, sentencieux :

— J'aime le peuple (il prononçait : *le peupe*). J'aime nous, d'en bas. Je m'aime. Voilà!

— Sans doute, approuva Pootius; et moi aussi je l'aime, le peuple français! et le mien, le hollandais, tous les peuples. Mais ça n'empêche pas les autres amours. Moi, tenez, j'ai la religion et l'art, deux splendides passions, souveraines pour m'occuper; mais vous, je ne vois pas que vous ayez l'équivalent pour vous soutenir. Vous êtes seul, errant, perdu dans l'océan des foules. C'est terrible. Ah! je ne voudrais pas indiscrètement me mêler de vos affaires. Mais je sais bien ce qu'il vous faudrait!

— Quoi? Que me faudrait-il? exigea Panteau presque hargneux.

— Une femme. En mariage.

— Ah! là, là! J'attendais ça!

— Mais oui, appuyait Pootius, une belle jeune fille.

— Votre Irène en perles fines, pendant que vous y êtes?

— Peu importe. Celle-là ou une autre. Une dans son genre. Alors la vie vous sourirait, et vous ne seriez plus amer.

Panteau dit :

— J'aime les *amers*.

Cependant, doux et obstiné, le vieillard persévérait.

— Vous ignorez ce que vous écartez. Cette adorable orpheline, par exemple, qui demeure chez nous... hé! mon Dieu! qu'est-ce qui s'opposerait, — si le hasard... ou une circonstance heureuse vous permettait de vous rencontrer avec elle, — à ce que vous vous plaisiez? Pourquoi pas? Que sait-on?

Panteau, pâle et le nez pincé, blaguait, riant jaune.

— Non. Mais je vous en prie... Continuez. C'est-il pour ce soir?

— Ne raillez pas, jeune homme, dit Pootius, ardent et mélancolique. Si vous l'aviez vue, si vous pouviez la voir, une minute... pas plus!... (il lui avait posé sur l'épaule une main gantée de filoselle et il le regardait, de tout près, dans l'ombre)... vous en perdriez la raison!

— Justement! Je veux la garder! J'en ai trop besoin, d'ici

longtemps ! riposta Panteau avec énergie. Et repoussant le sortilège :

— Inutile, excellent monsieur ! Vous fatiguez pas ! Les femmes, pour le quart d'heure, j'en ai par-dessus mes toits. *J'ai trop souffert d'une.*

— La mienne vous la ferait oublier.

— Croyez pas ça. *Elles se ressembleraient.*

— Impossible.

Panteau hochait la tête d'un air entendu. Puis, féroce et définitif, il trancha :

— J'aime pas les blondes.

Le vieillard ouvrit alors les bras, et prenant à témoin le ciel étoilé :

— Il n'aime rien, décidément ! Le malheureux !

— Si monsieur ! J'aime *vous !* proclamait le garçon, vous qui me comprenez, qui êtes un grand artiste et qui voulez bien pourtant m'offrir votre belle amitié, à moi qui ne suis qu'un Isidore, un ver de terre. Jamais je ne l'oublierai. Ça me suffit. Ne m'en demandez pas plus. Je n'irai pas dans votre hôtel. Ça n'est pas ma place. A part vous, tous ceux qui l'habitent c'est fierté et compagnie. Aussi ne leur parlez même pas de moi, je ne suis pas un article pour eux et ça vous ferait des dommages. Maintenant, soyons gentilhomme, je vais vous reconduire.

M. Guilllaume se défendait.

— Mais non, vous êtes à votre porte.

— Et puis quand même ? Eh ! bien, et vous?

Le bonhomme était tout émoustillé. Il déclara :

— Je rentrerai à pied.

— A pied ! s'esclaffa Panteau, soudain en veine de s'amuser, ah ! ça, vous figurez-vous que je vais vous laisser vous éparpiller tout seul, à cette heure ?

— Il n'est pas dix heures.

— Pas dix heures ! Voilà bien de mes honnêtes gens qui ne croient pas au mal ! Mais à Paris, monsieur, on tue à toute heure ! A ce moment que je vous parle, il y en a, d'ici la rue de Sèvres, plus d'une demi-douzaine « d'Hobbemas, » comme vous, qui pour avoir eu l'imprudence de sortir de chez eux à pied, ou d'y rentrer de même, sont en train de tomber roides, vous m'entendez !... tout le long du chemin, les quatre fers en l'air et la bouche ouverte, en gobelet !

— Mais pourquoi ? Mais comment ? réclamait M. Guillaume, inébranlable encore.

— Pourquoi ? Mais *parce qu'ils font des rencontres!*.. Alors, vous représentez-vous, sans moi, avec ce chapeau d'innocent, qui vous signale à trois cents pas aux « vigoureux? »

— Je me défendrais, vous savez! dit Pootius.

— Pauvre Hollande! Avec quoi ?

— Avec ceci.

Et de dessous son abondant manteau il sortait tranquillement le parapluie de coton violet, renflé comme une quenouille, et don de Mme la Supérieure des Dames de Saint-Maur.

Isidore étouffait de rire.

Alors M. Guillaume lui dit :

— Ah! ne riez pas!

Et se penchant à son oreille :

— *Il est à épée.*

— Hein ? Quoi ? s'ébouriffait de plus en plus Panteau.

Tout de suite l'autre expliqua :

— Comme je suis peureux (il se reprit) non... mais enfin, prudent, je l'ai fait arranger ainsi, en secret! (il mit un doigt sur ses lèvres). Personne au monde ne se doute. Vous êtes le seul...

— Soyez sûr! jura Panteau... C'est sacré!

— Dix pouces d'acier, jeune homme. Et lame quadrangulaire.

— Brrr... Faites voir? On vous attaque... Allons? Partez!

Pootius, qui n'attendait que cette invite et qui tenait à pleine main gauche le parapluie par le milieu, empoigna de la droite le manche de bois noir en forme de béquille, et tira...

Mais rien ne vint.

La lame se défendait, elle aussi, et restait au fourreau...

M. Guillaume rougissait, humilié :

— C'est la première fois que ça m'arrive! La rouille sans doute? Ah! dame! je n'ai pas encore eu beaucoup l'occasion de m'en servir!

— Vous voyez? Hein? vous voyez? exultait Isidore. Votre pistolet ne part pas. Et vous seriez déjà sur le dos, la toile crevée, le châssis en miettes...

Pootius, malgré tout, s'énervait en essayant de dégainer.

Mais le garçon l'en empêcha.

— Assez! vous allez cueillir une *ernie*, ou bien vous estropier avec la « quadrangulaire. » Et alors... finis les *Moulins à eau!*

Cette perspective affreuse glaça instantanément M. Guillaume, qui redevint doux comme une brebis.

— Allons! fit-il, puisque je vous appartiens ce soir, il faut bien vous obéir!

Un auto passait à vide. Isidore l'arrêta, donna l'adresse du peintre, et ils montèrent.

Pendant un bon moment, ils ne dirent rien. Ils pensaient, chacun de son côté. Pootius paraissait las et Panteau réveillé.

Le vieillard, appuyant ses doigts entrelacés sur le parapluie redoutable, déclara à mi-voix :

— C'est tout de même une arme blanche...

Puis élevant la poignée de la béquille à la hauteur de son œil, et l'y appliquant comme une lorgnette, il révéla, souriant et candide :

— A présent il fait trop noir. Mais dans le jour, quand on regarde par là, on voit le Sacré-Cœur.

Et c'était vrai. A l'imitation de ces porte-plumes dans la pointe desquels sont logés des sites connus, l'engin pieux contenait dans son manche une petite photographie de la célèbre basilique.

— ... En sorte, concluait M. Guillaume, que c'est aussi un objet d'art et un souvenir religieux.

— Ma foi, oui! convenait Panteau, déférent, vous n'avez pas là le *pépin* de tout le monde.

— Mais, dites-moi donc, — demanda ensuite Pootius, qui repassait dans sa tête les incidents de la soirée, — cette Mme Carmen, est-ce qu'elle ne vous a pas parlé de moi?

— Ah! ah! monsieur, plaisantait Panteau, en tiendriez-vous pour elle? Eh bien oui, elle m'en a parlé! Elle m'a dit tout bas : « Qui c'est-il, ce type que tu promènes?... » J'ai répondu, sans vous nommer : « C'est un vieil ami. — Qu'est-ce qu'il fait? — Il ne fait rien. » Alors elle a haussé les épaules : « C'est pas vrai. Moi, je le sais. C'est un savant (elle a réfléchi une seconde), ou un diplomate. — Et où ça? — En Russie... Enfin, c'est un homme qui pense avec son cerveau, et qui vit d'idéal. » Voilà ce qu'elle a dit.

— Eh bien! mais ça n'est pas si bête, appréciait Pootius.

— Est-ce pas? Pour une géante.

A peine avaient-ils achevé d'échanger ces menus propos qu'ils se trouvèrent rendus rue de Sèvres.

Comme Panteau avait exprès donné au chauffeur un faux numéro, le taxi s'était arrêté trois maisons avant l'hôtel Pommelé. M. Guillaume allait renouveler ses remerciements. Isidore s'y opposa.

— Non! C'est moi votre obligé. Et maintenant, pour se revoir? Où? Et quand?

— Au Louvre, à mon *Moulin*.

— Et en dehors du *Moulin?*

— Eh bien! puisque vous ne voulez pas venir chez moi, c'est donc moi qui irai chez vous.

— Ah! monsieur! monsieur!

Panteau ne savait comment déployer sa reconnaissance.

— Bonsoir, conclut Pootius. Cette fois, c'est bien dix heures.

En effet, ils commençaient de sonner à l'hôpital Laënnec.

— Alors rentrez vite, et dormez bien, recommandait le garçon, filial (tandis que descendait le vieillard). Jusqu'à ce que maman Précipice vous ait tiré le cordon, je ne bouge pas d'ici.

Le vieux peintre, à pas étroits et rapides, se hâtait vers son gîte. Son feutre étendait sur le trottoir l'ombre d'une petite maison, et le parapluie meurtrier qu'il tenait sous son bras relevait derrière lui son manteau comme une rapière.

Surveillé par Isidore qui lui soufflait gaiement de loin : « Courage! Je suis là! » il atteignit tout de suite la porte de l'hôtel et frappa, trois fois, avec le gros anneau du heurtoir, — ce qui était, *passé neuf heures,* le signal convenu pour les locataires. La porte aussitôt s'ouvrit en claquant, puis se referma, après avoir englouti le bonhomme avec un bruit sourd. On entendit M. Guillaume jeter son nom à la concierge en franchissant la voûte.

Alors seulement, Panteau sortit à son tour de la voiture, paya le chauffeur et fila, à pied, vers le boulevard de Montparnasse, sans même vouloir regarder la maison où reposait la misérable Irène!

Une fois au boulevard, il sauta dans le tramway qui va à l'Étoile, et à l'Étoile, changeant de ligne, il prit la Villette qui le déposerait au coin des Batignolles et de la rue de Rome.

Trop surexcité encore par tout ce qu'il avait appris de Pootius, il remettait, à son retour chez lui, la joie sauvage de se

rouler dans ses pensées. Pour le moment, il était résolu à ne pas réfléchir. Le « tyrolien » à plume de paon, repoussé vers la nuque et le front quêtant la fraîcheur du soir, il fumait avec dévotion, debout sur la plate-forme, un cigare qui, par le nez, l'emplissait de béatitude, et dont l'âcre fumée avait pour lui tous les parfums de l'avenir.

A ses côtés, le receveur du tram était occupé par un récit qu'il s'appliquait à bien faire à un voyageur.

Et voici ce qu'il lui contait.

— ... sans doute, oui, Monsieur, il y a des gens qui disent qu'ils n'ont pas d'argent sur eux, mais qu'ils reviendront sûrement le lendemain donner le prix de leur place, et puis... cours après!... Eh bien, cependant, pas toujours. Ainsi, moi, voici ce qui m'est arrivé, et pas plus tard que cette année. Une dame avec sa fille, en seconde classe, qui s'aperçoit, après avoir fait semblant de chercher dans ses poches, « qu'elle a perdu son porte-monnaie. » L'éternel mensonge... et elle promet de régler, sans faute dans la semaine, ses vingt centimes. A l'arrêt, le contrôleur prend sa déclaration et on la laisse finir son trajet. Trois jours plus tard, le même contrôleur me donne à la station une lettre, cachetée à la cire, qu'on avait remise pour moi à son bureau un matin où il n'était pas de service, alors il n'avait pas pu savoir ensuite par qui elle avait été apportée. Sur la lettre on avait écrit : « Personnelle. Pour M. le receveur du n° 30. » C'est le numéro de ma voiture. En la prenant, je sens, à travers l'enveloppe, qu'il y a des gros sous et alors je me rappelle ma cliente de la semaine en me disant : « A la bonne heure ! celle-là est honnête. »

— En effet ! déclara le voyageur, du ton d'un homme qui ne serait pas sûr d'en avoir fait autant.

— Mais attendez. Et quand j'ouvre l'enveloppe, savez-vous ce que je trouve ?

— Eh bien ! dit le voyageur, vos quatre sous ?

— Oui, mais dans un carré de papier plié, et ce papier, c'était un billet de cent francs !

— Cent francs ! A propos de quoi ? J'y suis ! C'était une folle ?

— Non, monsieur, disait gravement le receveur. Ça n'était pas une folle. En cherchant à me rendre compte, je me suis souvenu que ce même soir-là, où cette dame était montée dans

ma voiture avec sa demoiselle, j'avais un gros ennui de cent francs que j'étais forcé de payer dans la huitaine, quoique ce fût une iniquité ! — et que j'en avais parlé tout haut, sur ma plate-forme, à un voyageur sensible, comme je fais avec vous, parce que je ne pouvais pas me retenir... Alors, comprenez-vous ? Monsieur, cette dame avait sûrement dû m'entendre et elle m'envoyait, avec les quatre sous de sa place, les cent francs de mon chagrin, comme ça... incognito. Avouez que c'est chic ? Et pourtant, c'était une dame de seconde classe, et qui n'avait pas l'air plus riche que ça ! »

Le lecteur a déjà reconnu dans la mystérieuse et généreuse donatrice du tramway, Mme Lesoir.

C'était elle, en effet, qui, fidèle à son système de charité anonyme et pratiquée seulement à coup sûr, avait fait parvenir au contrôleur les cent francs qu'elle savait lui être réclamés à tort et dont le paiement l'affligeait.

Cependant Isidore, le dos tourné, avait entendu cette histoire sans l'écouter, avec un esprit absent. Les mots, selon l'expression familière, lui étaient entrés par une oreille et sortis par l'autre, en ne laissant en lui aucune trace de leur passage... Les deux ou trois minutes, pendant lesquelles seulement aurait pu, peut-être, jaillir dans sa pensée l'étincelle révélatrice et s'établir le courant par où se fût relié, tout à coup, d'une façon foudroyante, le récit du receveur aux événements qui absorbaient Panteau, ces minutes-là, d'un prix inestimable, unique ! tombèrent goutte à goutte et disparurent du temps...

IV. — PANTEAU PASSE EN REVUE SON MONDE

Les bavardages du naïf Pootius, tout en procurant à Panteau une quantité de renseignements plus précieux encore qu'il n'aurait osé les rêver, n'avaient pas manqué pourtant de le plonger dans un trouble extrême.

Ce qui surtout renversait Isidore, c'était qu'Irène ne fût pas la fille de Mme Lesoir.

Il cherchait, sans parvenir à se les expliquer, les raisons de ce mensonge, qui le visait personnellement et uniquement, lui Panteau, puisque la jeune fille ne *l'avait fait qu'à lui...*

Comment aurait-il pu en effet deviner le véritable motif, si

simple cependant, pour lequel Irène, répugnant dans un sentiment de crainte et de préservation, à lui apprendre qu'elle était orpheline et seule au monde, lui avait fait ce mensonge enfantin. Mais plus il s'affirmait : « Non ! Irène n'est décidément pas la fille de Mme Lesoir ! » et plus il en revenait à cette lancinante interrogation : « Alors, pourquoi m'a-t-elle dit qu'elle l'était ? » En conséquence, il eût voulu posséder des notions précises sur la famille Olette, et savoir où et de quelle façon la petite s'était liée avec Valérie assez étroitement pour justifier le nom de marraine qu'elle lui donnait. Il y avait vraiment là, dans la situation respective des deux femmes vis-à-vis l'une de l'autre, et dans leur intimité qui ne paraissait pas devoir être très ancienne, plus d'un point noir dont s'affectait Panteau.

Beaucoup d'autres, d'ailleurs, ne lui semblaient pas clairs. Dès qu'il repassait en imagination tous les habitants de l'hôtel Pommelé, tels que les lui avait décrits et peints le vieil artiste, il ne pouvait s'empêcher de leur trouver, à chacun dans leur genre, une allure bizarre. Il les sentait, — et les souhaitait en même temps, — destinés à concourir, d'une manière plus ou moins directe, à son vaste dessein, les uns pour lui être propices et les autres contraires. En toute occurrence, il n'arrivait pas à les séparer des événements présents et futurs où il se flattait de jouer un rôle grandiose. Aucun d'eux, quelque antipathie ou quelque dédain qu'il eût marqués à leur endroit au fur et à mesure que Pootius les énumérait, ne lui était, au fond, indifférent. Du ménage Précipice à Belle-Julie dont le masque gâté le frappait à l'avance, tous sans exception, devenus attachants, avaient déjà pénétré de force dans sa vie. Ceux qu'il ne connaissait que de nom prenaient aussitôt corps et figure à ses yeux perçants ; et ceux qu'il avait seulement approchés une fois comme M. Brocatel et Mme Lesoir, acquéraient tout à coup une taille et un relief extraordinaires.

Il classait d'un côté « les ennemis déclarés » qui, par la puissance naturelle et sociale des choses, étaient obligés, même à leur insu et en dehors de leur volonté, de lui être violemment hostiles, tels que le propriétaire, le prêtre, le colonel... et le concierge.

Ensuite, il alignait « les douteux : » M. Précipice, les sœurs Dandin, Belle-Julie, et jusqu'à Mme Lesoir, trop effacée encore

pour qu'à cette heure il pût déterminer les sentiments qu'elle serait susceptible de nourrir à son égard pour peu qu'elle le connût davantage, et ceux que lui-même éprouverait pour elle. Actuellement, il ne savait pas, en vérité, s'il fallait qu'il lui fût indulgent ou sévère, aussi la réservait-il. Elle était en *observation*.

Et s'il se demandait chez qui, de l'autre côté, il se croyait fondé à rencontrer, le cas échéant, une sympathie assurée et active, il ne voyait que l'excellent Pootius. Mais celui-là, il pensait du moins le tenir bien et il accumulait en lui les plus mirifiques espoirs.

Restaient, après cela, gardés pour la bonne bouche en fin d'examen, les deux vedettes de la troupe : Irène et Gaudias.

Irène... c'était Irène.

Qu'il redoublât d'amour pour elle ou la chargeât d'une haine irrésistible, Isidore la mettait non seulement à part, mais l'érigeait au-dessus de tout dans le monde. Elle était l'objet unique et le sujet principal du roman profond et houleux dans la pleine eau duquel il nageait avec délices; elle incarnait la souple et impénétrable héroïne de toutes les péripéties, l'amante tour à tour adorée et maudite, enlevée, enfermée, et s'échappant!... et perdue, retrouvée, disputée, de jour et de nuit, et puis reconquise, et puis chassée, et puis recherchée, et puis reprise... Que ce fût pour être à ses pieds ou la tenir sous les siens, pour la rendre joyeuse ou la faire souffrir, il en avait la soif et la faim qui s'exaspéraient d'être inapaisées : il n'aurait pas pu se passer de ses yeux plus que de la lumière et c'étaient eux qui lui faisaient l'éclat du jour. Le bouquet de son visage assemblait toutes les fleurs, mêlait tous leurs parfums. Loin de sa bouche il ne respirait plus, et rien qu'à la voir sourire il était désaltéré. Il appelait ses cheveux d'or « les rayons du soleil. » Pouvait-il donc alors la juger comme une autre? Il osait bien l'accuser, mais non la condamner. Sa beauté l'amnistiait.

Dans sa fureur et se reprochant sa faiblesse, il allait jusqu'à regretter qu'Irène ne fût pas laide, et pour s'entraîner alors à devenir impitoyable il essayait de l'imaginer non seulement moins belle, mais franchement disgraciée ; il tentait de l'avilir en entreprenant, par les outrages de l'esprit, de déformer ses traits ou quelque autre chose en elle ; mais quoi qu'il fît pour

obtenir le résultat dégradant qu'il cherchait il n'y arrivait pas; inattaquables, les traits merveilleux d'Irène étaient à l'abri de toute atteinte, même de la part d'une pensée méchante et déchaînée; ils ne se prêtaient pas à la moindre critique, ils interdisaient la discussion et ne se laissaient pas plus entamer que remplacer, comparer ou corrompre. Même quand Isidore leur appliquait, comme un masque fatal, les flétrissures de la maladie et de la vieillesse, elles demeuraient sans prise sur eux. Rien ne réussissait. Il lui était impossible d'entrevoir une défaillance ou de pressentir un défaut, si lointain fût-il, dans l'ensemble de ce visage et de ce corps parfait. En supposant donc qu'elle ne l'aimât plus (et il se refusait à le croire), il ne pouvait cependant se résoudre à l'inscrire au rang de ses ennemis, de ceux qui lui voudraient du mal. Il était ainsi amené peu à peu, vis-à-vis d'elle, à une espèce d'indolence dans la rancune, et il s'y complaisait : « Je n'aurai d'ailleurs qu'à reparaître, se disait-il, pour qu'elle revienne à moi sans que j'aie besoin d'employer la force. A la première rencontre, avant que j'aie prononcé un mot, elle poussera un cri en tombant dans mes bras. »

Malgré tout, il n'oubliait rien, car en même temps il déclarait : « Je la punirai. »

De quelle manière, il n'en savait rien encore, mais il était certain de la trouver.

Et quand, au bout de ces innombrables réflexions, il se décidait, bien qu'avec ennui, à détacher pour un instant son esprit de la jeune fille, à qui se heurtait-il ? A Gaudias, qui, partout, lui bouchait aussitôt la vue et obstruait son horizon. Toutes les routes que voulait prendre la pensée d'Isidore, instantanément le magnifique et présomptueux Toulousain les barrait de sa haute taille et de sa large poitrine.

Alors, puisque le docteur s'imposait à sa colère avec cette arrogance menaçante, Panteau, qu'un pareil défi rendait enragé, s'accrochait à l'image de son rival et ne la lâchait plus.

Ce qui lui avait été le plus sensible, c'était que le scélérat eût donné ses soins à Irène.

Cette pensée lui causait, entre toutes, une vive souffrance et il ne pouvait tolérer les pénibles tableaux qu'elle lui traçait. Il s'expliquait mieux à présent l'amoureuse intrigue et sa marche si rapide, et les intentions de Gaudias lui apparaissaient de ce

fait, — selon la morale bourgeoise adoptée pour un instant, — relever de la plus vile galanterie : « Bien entendu, raisonnait-il, le roué docteur ne travaillait pas pour le bon motif, sinon il eût opéré au grand jour. Or, il semblait certain que M. Brocatel, l'abbé Chamaille et Valérie Lesoir, ainsi que les autres personnes de la maison n'avaient aucune connaissance des relations secrètes de la jeune fille et de Gaudias, puisque Pootius, si abondant et si complet sur tout le reste, n'en avait rien dit. Du moment donc qu'Irène et le docteur cachaient et avec tant de précautions leur conduite, pouvait-on vraisemblablement la supposer sans reproche? Non. La faute... la *chose* enfin, était déjà commise. Ou si elle ne l'était pas, elle allait l'être, à la première occasion. »

Gaudias étant reparti pour son sanatorium, Isidore convenait bien qu'il n'avait pas lieu de se tourmenter en son absence, mais on l'attendait ici dans une quinzaine au plus tard et la perspective de ce prochain retour agitait déjà notre garçon. Il eût voulu posséder les moyens de retenir le Toulousain pour six mois dans le Midi; il eût voulu surtout aller lui-même à Boulouris et là, épier son homme isolé, dans le pays, sur le terrain, pénétrer les dessous de sa vie privée, et au besoin, manœuvrer pour entrer en rapport avec lui, car il était persuadé que Gaudias ne soupçonnait pas son existence et plus sûr encore qu'Irène avait gardé et garderait à son sujet un silence éternel. Et il eût voulu encore... Mais à quoi bon? Pour exécuter ses inventions merveilleuses, tout, hélas! lui manquait : le temps, la liberté... et l'argent! ce cher et *sale* argent qui nous fuit toujours, sans lequel on ne peut rien!

Et alors il relançait, pour plus de la cent millième fois dans l'année, la phrase qui fait le refrain, le chant et le grognement, l'espérance et le regret, la plainte et l'imprécation des hommes:

— Ah! si j'étais riche! Si j'étais riche!

HENRI LAVEDAN.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

BOLCHÉVISTES DE HONGRIE

II [1]

MICHEL KAROLYI ET BELA KUN

I. — UN MAGNAT AMBITIEUX

Le comte Tisza rappelait volontiers qu'il tirait ses origines de cette petite noblesse sans titre, qui constitue le fonds de l'aristocratie magyare. Le comte Michel Karolyi s'enorgueillit, au contraire, d'appartenir à la plus vieille noblesse titrée de la Hongrie. Un de ses ancêtres s'est battu aux côtés de Rakoczi II, prince de Transylvanie, allié de Louis XIV dans sa lutte contre les Habsbourg. Lorsque le Grand Roi fit sa paix avec la Maison d'Autriche, et que Rakoczi, abandonné à ses seules ressources, dut renoncer à la lutte et se retirer à Versailles, ce fut ce Karolyi qui négocia avec l'Empereur la funeste paix de Szathmar, consacrant la défaite du suprême effort de la Hongrie pour se débarrasser de la souveraineté autrichienne. En reconnaissance de ce service, l'Empereur lui donna le titre héréditaire de comte. Depuis ce temps, cette famille n'a jamais cessé de jouer un grand rôle dans la Double-Monarchie et d'acquérir des biens immenses.

A vingt ans, Michel Karolyi possédait une fortune princière, ayant hérité d'un majorat de quelque cent mille hectares, d'un

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1920.

fideicommis de quatre mille acres, à une heure de Budapest, et, au cœur même de la ville, d'un magnifique hôtel avec un parc inestimable dans cette capitale si dépourvue de verdure et de jardins.

C'était un singulier garçon. Et je crois bien qu'il faut chercher l'origine de ses étrangetés dans une tare physiologique. « Méfiez-vous des hommes marqués, » dit la Bible. Karolyi était un homme marqué. Il avait de naissance une mauvaise conformation de la bouche, et, jusqu'à huit ou dix ans, c'est à peine s'il pouvait articuler quelques sons. On lui mit un palais artificiel, mais sa conversation est toujours demeurée un bredouillement assez confus, qui prenait vite le ton de l'aboiement, pour peu qu'il élevât la voix. De bonne heure, il a dû beaucoup souffrir d'une infirmité si visible. Cela se laisse affreusement entrevoir dans une confidence bizarre sur ses sentiments d'enfant, — d'enfant riche pourtant et comblé : « Dès mon jeune âge, dit-il un jour, mon plus chaud désir a été de faire une révolution. » Cauchemar de petit malade qui prend vite le monde en horreur et n'éprouve que haine et dégoût pour tout ce qui est normal et trop sainement constitué.

Jeune homme, il s'efforçait de dissimuler sa disgrâce sous la passion des sports violents, qui pouvaient donner de lui l'idée d'un homme exceptionnellement vigoureux. Mais dans cette violence elle-même apparaissait la tare fatale. « Ce qui caractérisait Michel, m'a raconté le comte Téléki, — un de ses compagnons de jeunesse, — c'était l'absence de mesure, l'excès en toutes choses et le ridicule insuccès qui suivait tout ce qu'il entreprenait. Allait-il à la chasse, on le voyait arriver vêtu d'habits anglais du goût le plus excentrique, qui étonnaient les invités et faisaient rire à la dérobée gardes-chasse et rabatteurs. Naturellement son fusil était du dernier modèle ; mais il avait beau dépenser les cartouches sans compter, il ratait toujours le gibier. Faisait-il une partie de polo, il s'y montrait un adversaire redoutable, car s'il manquait régulièrement la boule, il lui arrivait souvent de casser les pattes des chevaux. C'était aux cartes le plus effréné joueur du Royaume (et Dieu sait pourtant si en Hongrie il en existe de fameux!) Mais là encore, la chance tournait à l'ordinaire contre lui. On le vit perdre sur un tour de cartes des centaines de mille couronnes; et, si riche qu'il fût, il était profondément endetté. Grand ama-

teur de vitesse, il tenait en automobile le record des accidents. Enfin, un désir maladif de sensations inédites le poussait aux extravagances. « Voyez-vous, disait-il, un jour, à la comtesse Téléki, ce qui fait à mes yeux tout le prix de la vie, c'est de trouver sans cesse devant moi quelque situation nouvelle, inattendue... » Et cette disposition d'esprit, si elle convient à un dandy uniquement occupé de son plaisir, risque de mener loin un grand seigneur qui nourrissait l'ambition de diriger les affaires de son pays.

Cette ambition, comment le Comte ne l'aurait-il pas eue ? A ses yeux, la politique devait nécessairement apparaitre comme le premier des sports auxquels doit se livrer un homme de son rang. De tout temps à Budapest, c'est la haute aristocratie qui a dirigé les affaires. Et si l'étrange maison Orczi peut à bon droit être considérée comme le symbole de l'ascension triomphante de la juiverie de Pest, le Casino National, — le Club de la noblesse, — représente éminemment la puissance de l'aristocratie magyare. C'est dans la Kossuth Lajos-utça, la plus brillante rue de la ville, une maison parfaitement simple, qui repose agréablement la vue au milieu des grands immeubles et de leur terrible cauchemar de brique et de ciment armé. Là, depuis près d'un siècle, dans le bruit des conversations et des parties de cartes, plus encore qu'au Parlement et à la Chambre des Magnats, s'est faite la politique hongroise. Les Magyars de haute lignée, qui s'y rencontraient tous les jours, avaient, à quelques nuances près, les mêmes idées politiques et sociales. Presque tous pouvaient se vanter que leur père ou leur grand-père s'était battu contre l'Autriche en 1848, dans la guerre de l'Indépendance. Mais à l'exemple de Tisza, ils avaient fini par accepter comme une nécessité politique (qui leur valait maints avantages) de vivre en bon accord avec Vienne, et aussi avec Berlin. La Triple-Alliance leur semblait la seule voie de salut contre le danger russe ; et au milieu d'une Europe qui se démocratisait trop vite à leur gré, ils voyaient dans l'Allemagne une alliée providentielle, pour maintenir le plus longtemps possible à la Hongrie ce caractère féodal, qui la fait ressembler d'une façon saisissante à la France d'avant 1789, avec ses immenses domaines seigneuriaux de cinquante à cent mille hectares, tant laïques qu'ecclésiastiques, — biens de mainmorte ou qui paient à l'État des redevances dérisoires, — et

ses assemblées provinciales où dominait l'influence de la noblesse et du clergé.

Naturellement, Michel Karolyi appartenait au Casino National. Il y jouait, il y perdait; et les dettes qu'il accumulait lui retiraient beaucoup du prestige que lui valait son immense fortune. Personne ne prenait au sérieux ce joueur forcené, ce viveur excessif, qui aurait tant voulu briller dans les discussions politiques. Mais l'infirmité de son palais et sa voix aboyante lui faisaient un pauvre instrument. Aussi cherchait-il, comme toujours, à surmonter sa disgrâce en se singularisant, et à se donner de l'importance en s'écartant avec ostentation des opinions communément acceptées autour de lui. Il se disait partisan du suffrage universel, et réclamait une réforme agraire qui aurait partagé entre les paysans les grands domaines seigneuriaux. En politique étrangère, il s'était rallié au programme du vieux parti de 1848. Ce parti, qui ne comptait qu'une dizaine de députés, était résolument hostile à l'Autriche et à l'Allemagne, — en théorie du moins, car dans les faits on le vit souvent faiblir; il voulait rompre la Triplice, manifestait à l'occasion des sympathies pour la France, et repoussait toute idée d'une guerre dont le résultat, quel qu'il fût, ne pouvait que nuire aux Magyars : vainqueurs, ils seraient plus que jamais asservis aux Allemands; vaincus, ils étaient sûrs de voir leur pays diminué et la suprématie des Slaves s'établir sur l'Europe Centrale.

En adhérant à ces idées, Karolyi était d'accord avec le vieil instinct de sa race et ses traditions familiales. Son grand-père Batthyanyi, Président de la République hongroise en 1848, avait été fusillé par les Autrichiens, et sa grand'mère ignoblement fessée sur la place publique par les soldats du maréchal Haynau. Allié aux Dillon, aux Polignac, il était naturel qu'il eût des sympathies françaises. Mais les idées valent beaucoup par les hommes qui les représentent. Et peut-être ne fut-il pas très heureux pour la France elle-même que son champion en Hongrie fût le comte Michel Karolyi.

On imagine aisément qu'une antipathie profonde devait opposer l'un à l'autre deux hommes de nature si contraire : un Karolyi et un Tisza. L'un, parfaitement équilibré, d'une robustesse paysanne, passionné certes de puissance, mais sans mesquine vanité, et défendant non sans grandeur cette sinistre

politique allemande, aussi fatale à son pays qu'à lui-même. L'autre, malsain, tout inquiétude et fou désir de paraître, s'intéressant moins aux idées pour leur mérite et leur justesse, que pour le soutien qu'elles pouvaient lui offrir dans sa recherche du pouvoir. Tisza méprisait dans Karolyi un malheureux inquiet ; Karolyi enviait à Tisza son éloquence naturelle et surtout ce prestige, ce don mystérieux d'autorité, qui vient on ne sait d'où et qu'on ne possède jamais si on ne l'a reçu des dieux, en naissant. Quelques années avant la guerre, une violente altercation à la Chambre les conduisit sur le terrain. Impétueux et frénétique, le jeune Michel Karolyi agitait désordonnément son sabre. Tisza, plus âgé de vingt ans, parait les coups et ripostait avec précision et sang-froid. Trente-cinq fois il s'amusa à toucher du plat de son sabre son adversaire furibond. Et le soir, après le combat, il déclara bonnement à son cercle : « Karolyi s'est très bien battu. » Seulement, quelques années plus tard, dans les derniers jours de sa vie, quand il se rendit compte de la détestable influence que ce garçon sans équilibre allait avoir sur son pays, il dit à son neveu qui me l'a répété : « Je commence à croire que j'ai eu tort de ne pas tuer Michel, ce jour-là... »

Au printemps de 1914, le chef du Parti de 1848, François Kossuth, vint à mourir. C'était un homme assez médiocre, écrasé par le grand nom qu'il portait, et plein de secrète complaisance pour le Gouvernement dont il se disait l'ennemi. Karolyi saisit l'occasion de prendre la tête du Parti. Aussitôt, il élabore un vaste programme d'action pour renverser le système des alliances et détacher la Hongrie de l'Allemagne. Plusieurs députés hongrois devaient se rendre à Pétrograd et à Paris, et nouer là-bas des relations avec les hommes d'État russes et français. Quant à lui, accompagné d'Étienne Friedrich, son secrétaire, et de quelques amis, il se rendit en Amérique, afin de gagner à ses vues les deux millions de Magyars émigrés aux États-Unis et réunir l'argent nécessaire à sa propagande.

Sa tournée achevée, non sans quelque succès, il regagnait l'Europe, lorsqu'il apprit sur le bateau la déclaration de la guerre. A Bordeaux, on l'interna avec sa suite, comme étranger appartenant à une nation ennemie. Mais très vite il obtenait du Gouvernement français sa mise en liberté et l'autorisation de

retourner dans son pays par l'Espagne et par Gênes, sous la condition toutefois de ne pas se battre contre nous.

Aussi longtemps que les victoires de l'Allemagne entretinrent dans les imaginations la certitude de la victoire, son rôle fut des plus effacés. Il se contentait de déplorer la paix qu'il prévoyait alors, — paix de conquêtes qui, disait-il, obligerait la Hongrie à s'entourer de tranchées aussi larges que le Danube, et que toute la population ne suffirait pas à défendre. Mais après Verdun et la Somme, quand le triomphe germanique apparut moins évident, et surtout lorsque la Russie se fut retirée de la lutte, sa popularité grandit vite dans le peuple des campagnes. Les armées de Moscou désormais hors de cause, la guerre cessait d'avoir un sens pour les paysans de Hongrie. A leurs yeux, maintenant on ne se battait plus que pour faire plaisir aux Allemands, — ces Allemands qu'ils détestaient et qu'ils haïssaient plus encore de les obliger aujourd'hui à se faire tuer sans raison. Villageois et soldats savaient gré à Karolyi de s'être toujours montré hostile aux gens de Vienne et de Berlin; et dans ce pays subjugué par la volonté allemande, par les *Généraux* comme on disait, il apparut bientôt le seul homme capable de réaliser cet immense désir de paix qui était au fond de tous les cœurs.

A Budapest, se ralliaient autour de lui quelques intellectuels, radicaux, francs-maçons ou socialistes, Juifs pour la plupart, qui tous collaboraient plus ou moins à deux revues d'avant-garde, dont l'influence depuis une quinzaine d'années était considérable en Hongrie. L'une, toute sociologique, l'*Huszadik Szazad* (*le XXe siècle*), s'était donné pour mission de répandre les idées les plus modernes touchant l'organisation des sociétés. L'autre, toute littéraire, le *Nyugat*, (*l'Occident*), se proposait de faire connaître les dernières modes intellectuelles de l'Europe occidentale. Oscar Iaszi qui, pendant vingt années, non sans intelligence et générosité, défendit les minorités nationales souvent malmenées en Hongrie, dirigeait *le XXe siècle*. Je l'ai bien connu naguère, quand il suivait les cours de l'Université. C'était un fort brave garçon, mais tout livresque et lunatique, fumeux et à cent lieues du monde de la réalité. L'anecdote suivante me semble le peindre de pied en cap. Il venait d'être père. Apercevant, un jour, son fils au sein d'une nourrice, et remontant aussitôt des faits aux causes, il se dit que cette belle paysanne

enrubannée devait avoir, elle aussi, un enfant. Il lui demande ce qu'elle en a fait. Elle lui répond qu'elle l'a laissé au village. Notre sociologue humanitaire pouvait-il accepter une iniquité pareille ? Sur le champ Iaszi fait venir l'enfant de la campagne et donne l'ordre à la nourrice de faire têter les deux poupons. Trois mois après, ils étaient morts tous les deux... C'est une erreur du même genre qu'il commit quelque temps plus tard, lorsqu'étant devenu ministre des Nationalités, il donna l'ordre de distribuer équitablement des armes aux paysans magyars et roumains de Transylvanie, pour défendre leurs montagnes. Le résultat ne se fit pas attendre : dans toute la province, entre ces villageois de nationalité différente, ce fut une effroyable tuerie.

Louis Hatvany, d'une riche famille de banquiers et de sucriers israëlites, était l'inspirateur et le bailleur de fonds du *Nyugat*. Quand je l'ai connu, il y a vingt ans, il ne lisait que des livres français et ne mettait personne au-dessus de Sainte-Beuve. Esprit vivant, enthousiaste, toujours prêt à découvrir un génie méconnu et à lui rendre service. Que d'heures charmantes j'ai passées avec lui dans la vieille maison seigneuriale que son père avait achetée à Hatvan, et dont il avait pris le nom, ou bien, à Bude, dans la pâtisserie Directoire aux compotiers dorés et aux victoires ailées ! Quelques années plus tard, je le revis pendant un court séjour qu'il venait faire à Paris. Ses goûts avaient changé. Il conservait encore son enthousiasme juvénile, où l'on retrouvait cette fièvre, ces mouvements neurasthéniques si fréquents chez ceux de sa race. Mais il avait pris en dégoût notre littérature trop raisonnable à son gré, et ne trouvait aujourd'hui d'agrément que dans la plus moderne littérature allemande. Il ne quittait plus guère Berlin, et je me souviens qu'il me cita comme des gaillards de génie une foule de Teutons inconnus qui remplissaient de leur prose et de leurs vers les jeunes revues de là-bas, et dont les œuvres, à l'en croire, faisaient paraître tout à fait ternes nos écrivains français, Charles-Louis Philippe excepté.

Sous couleur de modernisme, Louis Hatvany et ses amis du *Nyugat* avaient délibérément rompu avec toutes les traditions intellectuelles et morales, qui font de la Hongrie agricole et pastorale, un vieux et noble pays auquel le cœur s'attache, comme chez nous à notre Provence. Disparus, effacés de cette

littérature sans racines, tous les personnages typiques, qui animaient hier encore les œuvres des écrivains magyars. On y chercherait en vain les romanesques figures de Jokaï, les lourds seigneurs orgueilleux et entêtés du baron Keményi, les paysans mélancoliques et gais tout ensemble de l'exquis Coloman Mickszath. Ses productions embrumées d'un symbolisme vieillot, qui sent la boutique du fripier, n'ont plus rien de l'accent inimitable, désespéré et joyeux, de la chanson hongroise où le rêve et les pleurs se mêlent au bord de l'ivresse. Nulle part on n'y sent passer les souffles d'air embaumés qui de tous les coins de la plaine font frémir les feuilles d'acacia et emportent la poussière soulevée par les troupeaux. Aucun écho n'y répond au chant d'amour et de guerre de Petöfi ; aucune flûte ne s'accorde à la musique bucolique d'Arany. Et je sais bien qu'il serait déplorable que nos songes d'aujourd'hui ressemblent à ces habits d'enfants taillés dans les hardes des ancêtres ; mais une littérature doit continuer quelque chose, et cette littérature nouvelle ne continuait rien du tout. A part le grand poète Ady, chantre désespéré de la Hongrie crépusculaire, et qui, lui, appartenait à la vieille gentry magyare, ces poètes, ces romanciers, ces essayistes du *Nyugat* étaient non pas à l'image de la vraie, de la rustique Hongrie, mais aux couleurs de Budapest. Pareils à ces immeubles qui affligent la vue et accablent l'esprit, sur le bord du Danube, par leurs proportions ridicules et leurs façades vaines, tous ils reflétaient l'esprit juif, son idéalisme fiévreux, sa révolte instinctive contre des façons de sentir et de penser que, depuis deux mille ans, eux et leurs ancêtres détestent. Et leur effort intellectuel, combiné avec l'activité des gens de bourse et de trafic, aboutissait à faire de Budapest une sorte de vaste entrepôt des intérêts et des idées sémitiques, où la vraie pensée nationale était défigurée, et où les rêveries d'Occident prenaient, par un affreux miracle, la souquenille de la maison Orczi, et parlaient en jargon !

Dans ce milieu, la Révolution russe apparut comme l'aube du Grand Soir qu'Israël attend depuis des siècles. Si timide qu'elle fût encore, la révolution de Kérenski ouvrait de prodigieux horizons à ces imaginations juives qui ne connaissent que le galop. Renseignés comme ils l'étaient, mis en contact direct avec leurs frères de Russie par ce long fleuve de juiverie, qui

depuis Pétrograd, par Bielostock, Vilna, Lemberg, descend jusqu'à Budapest, ils savaient bien que ce n'était qu'un début, que le mouvement ne s'en tiendrait pas là, et que dans les plaines du Nord se préparaient des bouleversements inouïs, dont l'effet, dépassant les frontières de la Russie et s'étendant à l'Europe tout entière, bouleverserait de fond en comble (au moins l'espéraient-ils) le vieil ordre social existant.

Telles étaient les idées qui, au printemps de 1917, emplissaient les salons du palais Karolyi et la tête un peu vide de leur propriétaire. Chez tous ces Orientaux affolés d'Occident, ce grand seigneur admirait une culture qui lui semblait d'autant plus magnifique qu'il était fort ignorant, et une audace de pensée qui flattait son tempérament excessif. De leur côté, ces intellectuels juifs (qui tous n'avaient pas la fortune de Jaszi ou d'Hatvany) se laissaient éblouir par ce magnat richissime, qui voulait bien les accueillir et les traiter en égaux. Les louanges qu'ils lui prodiguaient, venaient renforcer en lui le sentiment déjà outré qu'il avait de son génie politique. Les plus malins en tiraient de l'argent. Et peu à peu se groupaient autour de sa personne tous les espoirs de ceux qui attendaient d'un avenir prochain de grands bouleversements sociaux, ou la paix à tout prix, ou tout simplement une aumône.

Sa femme, la comtesse Michel, comme lui ambitieuse et férue de modernisme, avait elle aussi une cour, dans laquelle se rencontraient une foule de juives exaltées, féministes et pacifistes. Où donc Catherine Karolyi avait-elle pris le goût d'idées et de personnes si étrangères à son milieu? Pas chez son père, assurément! Celui-ci, le comte Jules Andrassy, est le type même du grand seigneur hongrois tel qu'on le voit au Nemzeti Casino, entièrement dévoué aux Habsbourg, très fidèle à l'alliance allemande, et profondément attaché à ses privilèges de noblesse. Elle-même, aristocrate comme on l'est dans l'Europe Orientale, en Hongrie, en Pologne et en Russie, elle offre une image achevée de ces femmes qui, tout en bénéficiant des immenses avantages procurés par la fortune et le nom, trouvent une sorte de volupté à se placer en dehors de leur caste et à jouer avec des opinions destructrices de tout ce qu'elles aiment. Il y a sans doute de la sottise, mais surtout beaucoup d'orgueil dans cet engouement naïf pour des idées dont elles sont d'abord les dupes et dont elles finissent souvent par devenir

les victimes. Nous avons connu, nous aussi, avant 1789, de ces belles étourdies, enthousiastes de principes qui les menèrent à l'échafaud...

Comme Michel Karolyi faisait grand état des relations qu'il avait nouées, au cours de son fameux voyage, avec les principaux personnages politiques de l'Entente, le comte Czernin, ministre des Affaires étrangères de la Double Monarchie, eut l'idée de l'envoyer en Suisse, lorsqu'il commença d'entrevoir la nécessité pour l'Autriche de faire une paix séparée. Le résultat fut piteux. Karolyi avait expédié en avant, comme fourrier chargé de préparer sa mission, un extravagant personnage, qu'il devait prendre plus tard pour ministre des Affaires étrangères, son ami Diéner Denès. Ce Juif, qui tenait, à Budapest, un cabinet de lecture dont il avait dévoré tous les livres, avait une cervelle à l'image de ces bibliothèques de hasard où tous les bouquins se mêlent. Lui-même était l'auteur d'un ouvrage sur Léonard de Vinci, qu'il était resté, disait-il, très longtemps sans comprendre, et dont, un jour enfin, il avait découvert le génie à la lumière de Karl Marx. Sur son crâne il portait une perruque blonde : la perruque était de travers, et les idées de même.

Dès qu'il arriva en Suisse, le premier soin de Diéner Denès fut de se mettre en relation avec Guilbeaux et les plus notoires défaitistes, à quelque nation qu'ils appartinssent, qui s'agitaient alors à Genève. Il était déjà suspect aux représentants de l'Entente, lorsque Karolyi le rejoignit. Ses propos bolchévistes ne purent que fortifier le crédule Magnat dans l'idée que la Révolution mondiale était prochaine. Entre temps, le Comte faisait la fête et courait les tripots qui s'étaient multipliés à l'envi dans la vieille cité de Calvin. Lorsqu'il sollicita une audience du ministre d'Angleterre, celui-ci le fit recevoir par un simple vice-consul. Quant à notre ministre, M. Beau, il demanda, paraît-il : « Est-ce un polichinelle ou bien un homme influent? » — « C'est, lui répondit-on, un polichinelle influent. » Et il refusa de le voir.

Mais à mesure que la guerre se prolongeait et que les Allemands faisaient sentir plus durement à Budapest le poids de leur domination, la popularité du Comte allait sans cesse augmentant, du même mouvement que celle d'Étienne Tisza diminuait. Il apparaissait à Berlin comme un dangereux person-

nage ; et, pour le compromettre, on envoya de là-bas un colonel qui avait fait merveille dans des affaires d'espionnage en Turquie. Celui-ci s'aboucha avec un secrétaire de Karolyi, qu'il savait joueur et besogneux, afin d'obtenir de lui, contre une forte somme d'argent, la correspondance de son patron. Le secrétaire était honnête. Il avertit Karolyi de la machination, et convint avec lui qu'il ferait mine d'accepter les propositions de l'Allemand et lui fixerait un rendez-vous. Les deux hommes se rencontrèrent, en effet, pour arrêter les termes du contrat; mais, à la fin de l'entretien, deux témoins apostés, ouvrant la porte d'une chambre contiguë, déclarèrent au Colonel qu'ils avaient dressé procès-verbal de toute la conversation. Cette affaire qui s'ébruita accrut encore le prestige de Michel Karolyi, au milieu d'une population excédée des façons autoritaires que les Allemands prenaient de plus en plus avec elle, et qui entrevoyait aujourd'hui que la Hongrie était offerte en sacrifice à l'Allemagne.

La rupture du front bulgare, le recul de Ludendorff en France, l'écroulement inévitable du front austro-hongrois, tout semblait lui donner raison. Au Parlement, il déclarait que le salut du pays exigeait qu'on abandonnât l'Allemagne à son destin, qu'il fallait déposer les armes avant d'être envahi, se confier au président Wilson, et réaliser au plus tôt de grandes réformes démocratiques pour attirer sur la Hongrie les sympathies de l'Occident. De telles paroles, dans une Chambre où dominait toujours l'esprit loyaliste de Tisza, apparaissaient sacrilèges. Des députés menacèrent de le gifler; et même, on parla plusieurs fois de le mettre en accusation. Mais en dehors du Parlement, ses discours réveillaient de très profonds échos, que prolongeait dans tous les cœurs l'appréhension d'un formidable inconnu. Maintenant, il faisait figure d'un prophète qui, si on l'avait écouté, aurait détourné de la patrie les malheurs qui tombaient sur elle; et, dans l'effondrement de tout, il apparaissait le seul homme capable de sauver encore ce qui pouvait être sauvé. De jour en jour, d'heure en heure, à mesure que la catastrophe militaire devenait plus imminente, sa popularité s'accroissait de toute la haine qui montait autour du comte Tisza. Et enfin pour le servir et le porter au pouvoir, s'exaspérait dans le pays le vieux désir toujours vivace d'une Hongrie indépendante, à jamais débarrassée de la domination autrichienne.

Le 22 octobre, on apprenait la capitulation des Bulgares. Le lendemain, en pleine séance du Parlement, arrivait la nouvelle que des troupes Croates mutinées venaient de s'emparer de Fiume, le grand port de la Hongrie sur la Mer Adriatique. Karolyi monte à la tribune et déclare que désormais la catastrophe est consommée, tandis que des journalistes juifs (qui devaient, quelques semaines plus tard, se révéler internationalistes ardents) menaient un furieux tapage et réclamaient au nom de la patrie violée la démission du ministère Weckerlé.

Un peu partout, des désordres éclataient dans la province. A Debreczen, où le Roi et la Reine étaient venus inaugurer la nouvelle Université, la population sifflait les régiments de la Garde autrichienne qui assuraient le service d'honneur, et conspuait l'hymne impérial que la musique avait eu la malencontreuse idée de jouer à la place de l'hymne royal. A Kachau, le régiment dont Guillaume II était le colonel, levait la crosse en l'air. A Budapest, le 32e d'infanterie, créé par Marie-Thérèse, se couchait dans la cour de la caserne, car c'est ainsi qu'à l'ordinaire les soldats en Hongrie manifestaient leur rébellion. Déjà, dans la capitale on voyait affluer des milliers de soldats hâves et déguenillés, déserteurs du front italien pour la plupart, qui jetaient leurs armes en criant : « Nous en avons assez de mourir pour ces c..... d'Allemands qui font de nous leurs esclaves! » Impuissante ou complice, la police ne réagissait pas. A l'hôtel Astoria, un des grands hôtels de la ville (dans cette révolution hongroise, comme dans la vie ordinaire de Budapest, l'hôtel et le café sont toujours au premier plan), Karolyi et ses amis constituaient un Conseil National, comme il s'en était formé à Prague, à Lemberg, à Agram, dans toutes les provinces de l'Empire qui, au nom des principes du Président Wilson, aspiraient à devenir des États particuliers. Ce Conseil d'une trentaine de membres avait élu pour président un prêtre, l'abbé Hock, sorte de Jérôme Coignard, avec lequel j'ai vidé autrefois de nombreux pots de bière et des verres de faux Tokay, en écoutant les Tziganes dans les brasseries de Budapest. D'une taille imposante, la figure longue, les traits hardiment dessinés, de magnifiques yeux couleur tabac d'Espagne, une bouche sensuelle, malheureusement abîmée par de vilaines dents, cet amateur de taverne était l'éloquence en personne. Il y a quelque

trente ans, la Cour et tout le monde élégant de Budapest, — sans excepter les riches Juives, — accouraient à ses sermons dans la cathédrale de Bude. Mais des succès féminins, par trop retentissants, interrompirent fâcheusement ses triomphes de prédicateur. Exilé dans une cure de banlieue, il se fit élire député ; et, depuis lors, il partageait ses soins entre ses ouailles de faubourg, les couloirs de la Chambre, la rédaction d'un journal et les cafés de la ville.

Le premier acte de ce Conseil fut de lancer un manifeste exigeant le retour immédiat de l'armée nationale, la fin des hostilités, la signature d'un armistice, la liberté des Nationalités à l'intérieur de l'État hongrois et le maintien du vieux pays dans ses limites millénaires. Le placard était signé Karolyi, et le comte révolutionnaire priait les gouvernements étrangers de s'adresser désormais à lui seul, et non plus au gouvernement défaillant.

Le Roi était rentré à Budapest, ou plutôt à Gödöllö, petit château dans un grand parc à trois quarts d'heure de la ville. Inquiet, désorienté, consultant tout le monde, après beaucoup d'hésitations et malgré les avis de tous ses conseillers, il se décida enfin à convoquer Karolyi. Celui-ci se rendit à Gödöllö, persuadé que son heure avait sonné.

Lorsqu'il s'y présenta, le petit château était rempli d'une foule inusitée. Il y avait là, étrangement mêlés, des magnats, des paysans délégués de la grande plaine, des bourgeois, industriels et commerçants, que le Roi avait appelés pour se faire une idée de l'état d'esprit du pays. On y rencontrait encore le Primat de Hongrie, l'Évêque de Transylvanie, le Curé de Saint-Mathias de Bude, l'Aumônier de la famille impériale, des généraux, des colonels, un amiral, des femmes de la Cour, dames d'honneur et infirmières de la Croix-Rouge. La plupart de ces gens virent arriver sans sympathie l'homme qui représentait l'esprit de la révolution. Mais quand le comte Hunyadi, grand maître de la Cour, s'approcha de Karolyi pour l'introduire chez le Roi, tout ce monde fit avec déférence la haie sur le passage du grand seigneur démocrate, qui pouvait devenir le maître tout-puissant de demain.

Le Roi, qui n'avait jamais eu aucune sympathie pour Tisza et le vieux personnel du Parlement hongrois, ne repoussait pas l'idée de lui confier le ministère. Il s'entretint avec lui

pendant près d'une heure et demie. Mais tandis qu'il parlait, le prince Windischgraetz lui téléphona de Vienne pour l'engager à la méfiance. Charles reposa l'appareil et poursuivit l'entretien. Il retint son hôte à dîner, et Karolyi, ce soir-là, dut bien croire que, le lendemain, il serait le Président du Conseil. Sur les dix heures, dans un salon, il se trouva tout à coup face à face avec la Reine qui, sans autre préambule, lui dit d'une voix altérée : « Comte, il faut nous aider. Il faut aider l'Empereur, mon époux, votre Roi. On m'a dit que vous alliez faire la Révolution, que la Hongrie allait nous renier. Comte, feriez-vous cela? Ce serait trop horrible! Sauvez mon Charles! C'est un si brave homme! Il est si bon, si désireux de faire le bonheur de ses peuples! Il ne voulait que la paix... » Et sur ces mots l'Impératrice-Reine sortit précipitamment, sans que Karolyi étonné ait eu le temps d'ouvrir la bouche.

Quelques instants plus tard, le Roi disait en souriant tristement à Karolyi : « Monsieur le Comte (et il insista sur ce mot de Monsieur tout à fait inhabituel), il faut absolument que je retourne à Vienne où la situation est inquiétante. Venez avec nous. Le train nous attend. Nous arrangerons là-bas les choses de Hongrie, car vous m'aiderez, n'est-ce pas? » Karolyi s'inclina, prit place dans le train; et pendant le trajet il put se rendre compte qu'il n'y avait guère que le Roi qui ne lui fût pas hostile.

En arrivant à Vienne, l'Empereur prit congé de lui avec beaucoup de cordialité et le pria de se tenir à sa disposition. Mais c'est en vain que toute la journée, Karolyi attendit à l'hôtel Bristol la convocation du Souverain. Vers quatre heures, il fit demander au Grand Maître de la Cour ce que signifiait ce silence. Celui-ci lui répondit qu'il n'avait qu'à rentrer à Budapest, et que l'archiduc Joseph, nommé Homo Regius, c'est-à-dire représentant de la personne royale en Hongrie, lui communiquerait les décisions de Sa Majesté. Évidemment les conseils du comte Windischgraetz avaient fini par prévaloir, et la volonté de résistance l'emportait sur les velléités libérales.

Dans la matinée du lendemain, Karolyi revenait à Budapest. Un témoin oculaire, un officier français, prisonnier en Hongrie, m'a fait le tableau de ce retour. « Je n'ai jamais vu, me dit-il, un spectacle comme celui que j'ai contemplé ce jour-là. Une foule immense et silencieuse battait la gare de l'Ouest

où le Comte devait arriver. Cette multitude presque immobile était traversée par instant de lents courants et de remous profonds. Au-dessus de ce silence et de cette lourde houle, se déployaient d'immenses bannières écarlates, brique, sang de bœuf, lie de vin, pourpres, toute une gamme de tons violents qui contrastaient étrangement avec la masse sombre des gens et la grisaille humide du ciel. Soudain cette masse s'entr'ouvrit pour laisser passer les « Amis du Peuple, » Marton de Lovassy, qui, à la Chambre des députés, avait osé crier un jour : « Nous sommes les amis de l'Entente. Vive la France républicaine ! Vive la liberté ! » et qu'on avait voulu pendre; le socialiste Garami, directeur du journal *Nepszava* (*la Voix du Peuple*) ; le social-démocrate Bokanyi ; le colonel Lindner ; d'autres encore dont on acclamait les noms. Enfin, le train arrive. On se rue, on s'écrase avec une sorte de fureur toujours bizzarrement silencieuse. Soudain une clameur énorme, un vrai rugissement. On agite des mouchoirs, des branches de chêne et de sapin, des étoffes aux couleurs nationales. Karolyi vient d'apparaître sur le perron de la gare. On salue en lui follement le libérateur de la Hongrie. Il parle avec des gestes saccadés. Personne n'entend ce qu'il dit, mais on applaudit de confiance. Marton de Lovassy lui crie : « Prends le pouvoir. Tu le tiendras du peuple, sinon du Roi. » « Citoyens, clame une voix puissante, nous avons un ennemi de plus, c'est le roi Charles !... » Naguère une telle parole eût fait charger la police et le sang eût coulé; aujourd'hui elle ne soulève que des applaudissements. Karolyi monte en voiture. Et tout à coup mon cœur se serre, mes yeux se brouillent, l'émotion me prend à la gorge : la foule chante, et malgré les paroles étrangères et la cadence plus lente, je reconnais *la Marseillaise*. Ce qu'elle chante, cette foule, c'est le chant de mon pays, que je n'ai pas entendu depuis plus de quatre ans; c'est le cri sublime de ma race qui pour ces gens veut dire liberté, et qui pour moi crie victoire !... « Ah ! le magnifique instant, Monsieur, qui me hausse une minute, moi, inutile prisonnier de guerre, à la taille de tous mes frères de tranchée, et m'exalte d'une si forte émotion que je crois vivre au-dessus du temps, au-dessus de cette multitude et de moi-même. Alors secoué, bousculé, rudoyé, je me laisse emporter par la marée humaine, et je mêle, moi aussi, ma voix à celle de tous ces Magyars : Le jour de gloire est arrivé !... »

A la place de Karolyi, le Roi choisit le comte Hadik pour former un ministère. L'homme était effacé, sans prestige. Il s'efforça de négocier avec les différents partis du Conseil National, pour y jeter la zizanie et arriver à le dissoudre. Mais l'Assemblée à l'unanimité déclara qu'aucun parti n'entamerait de conversation particulière. Et ce ne fut qu'à grand peine que le Comte réussit à constituer un cabinet avec quelques députés obscurs et des fonctionnaires connus pour leur esprit réactionnaire.

Pendant ce temps, Budapest et le pays tout entier se ralliaient avec transport derrière le Conseil National, qui représentait à cette heure, aux yeux de la nation, l'idée de l'indépendance hongroise et le désir d'une paix immédiate. Tous les grands services de l'État, les industries, les banques, l'université, la police, lui apportaient leur adhésion. L'argent, récolté naguère pendant la tournée d'Amérique (et qui venait fort opportunément d'arriver à Budapest, par l'intermédiaire de la Suisse) était largement distribué aux ouvriers et aux soldats afin d'échauffer leur enthousiasme. Encouragé, peut-être même embarrassé par un succès si rapide, le Conseil délibéra pour décider du jour où l'on établirait un nouveau régime en Hongrie. Quelqu'un proposa le 1er novembre, mais c'était la Toussaint, et il sembla impossible de faire une révolution ce jour-là. Le lendemain, samedi, jour de paye, fut également écarté. Dimanche, jour férié, parut aussi inacceptable. On s'arrêta au lundi, 4 novembre. Mais l'événement n'attendit pas le mot d'ordre du Conseil.

II. — LA RÉVOLUTION DE KAROLYI

« Où et quand la Révolution a-t-elle commencé, je l'ignore. » C'est un mot que Michel Karolyi répète volontiers, quand on l'interroge sur un mouvement auquel son nom restera attaché comme celui de Kérenski au renversement du tsarisme.

Le 29 octobre sur les dix heures du soir, dans la rue Andrassy, plusieurs milliers d'hommes se rassemblaient pour monter sur la colline de Bude jusqu'au palais de l'archiduc Joseph, manifester contre l'Homo Regius, et réclamer Karolyi pour ministre-président. Mais le gouverneur militaire avait fait barrer les ponts. Les gendarmes royaux et la police à cheval tirèrent sur

les assaillants qui durent se disperser, laissant dans la bagarre quatre morts et une quarantaine de blessés.

Le lendemain, sur les murailles, commençaient d'apparaître les énormes affiches imitées de la Russie, qui, sous le régime bolchéviste, allaient couvrir toute la ville d'une couleur sang de bœuf et d'un symbolisme outrancier. Les unes représentaient un formidable ouvrier rouge qui brandissait au-dessus de la couronne royale en morceaux un monstrueux merlin; d'autres montraient un soldat étranglant dans ses mains l'aigle bicéphale des Habsbourg; d'autres développaient en lettres de feu une véhémente ballade invitant l'armée à pactiser avec le peuple et qui disait au renvoi : « Ne tire pas, ô mon fils, car je suis là, dans la foule... »

La nuit, vers une heure du matin, quelqu'un, on ne sait qui, mais vraisemblablement le journaliste Göndör, de son vrai nom Nathan Krauss, ancien apprenti fourreur en Amérique, d'un naturel violent et toujours l'injure à la bouche, jetait je ne sais où l'idée de s'emparer de la Place militaire. Bien qu'il plût à verse, des gens qui se trouvaient dans la rue se mirent en marche à la lueur des torches qui grésillaient sous la pluie. Devant le bâtiment, la garde de police leva la crosse en l'air. Accompagné de quelques inconnus, un danseur Juif, un escroc au surplus (il s'appelait Heltaï) se présentait en souliers de tennis, avec quelques soldats, chez le Commandant de la Place. Celui-ci, vieux général autrichien, presque seul dans la caserne, ne fit aucune résistance et céda son poste au danseur. Pendant ce temps, un autre Juif, nommé Jetvaï celui-là, s'emparait avec dix hommes du central téléphonique. A l'annonce de ces événements, le général Lucasics, qui commandait la garnison, téléphona au Grand Quartier, à Baden, près de Vienne, demandant à parler au Roi. Il était trois heures onze du matin. Un aide de camp lui répondit que Sa Majesté dormait. — « Qu'on la réveille! » dit le Général. Le Roi se lève, arrive au téléphone, et Lukasics lui explique qu'il peut venir à bout de l'émeute, mais que cela n'ira pas sans verser un peu de sang, et qu'il demande des ordres. « Non, non! dit vivement le Roi, je ne veux pas qu'on tire sur le peuple! » Sans doute, en parlant ainsi, obéissait-il à ce même sentiment qui, quelques jours plus tôt (il s'agissait alors de savoir si l'on mettrait à la tête de la garnison de Vienne un général énergique), lui avait fait

répondre : « Je n'en veux pas de votre Général! La pression, la contrainte doivent aujourd'hui disparaître. On a versé assez de sang; je n'entends pas recommencer la guerre avec mes peuples à l'arrière. Qu'ils s'organisent à leur gré... » Peut-être aussi craignait-il pour la vie de ses enfants, restés au château de Gödöllö, car trois minutes après cet entretien, le Grand Maître de la Cour téléphonait de les ramener à Vienne.

En rentrant chez lui au petit jour, Karolyi rencontra devant sa porte une troupe de matelots qui se mirent à l'acclamer. Constatant, non sans surprise, qu'il n'y avait pas de Magyars parmi eux, mais qu'ils étaient tous Dalmates, Croates, Istriens, il leur demanda s'ils étaient venus à Budapest se battre pour l'indépendance hongroise. A quoi ceux-ci répondirent que c'était le dernier de leur souci, qu'ils étaient là pour la Révolution, « parce que la Révolution, disaient-ils, c'est l'essentiel pour un matelot! »

Au cours de cette matinée, le Roi confiait à Karolyi le soin de former un ministère. Karolyi y fit entrer quelques membres du parti de 48, des radicaux, deux socialistes. Puis il prêta par téléphone le serment de fidélité, et une fois de plus il assura le Roi de son dévouement à la Couronne.

Dans la rue, les soldats, de plus en plus nombreux, qui affluaient du front, acclamaient la République Montés sur des auto-camions fleuris de chrysanthèmes, de roses d'automne, comme on dit à Budapest, leurs képis décorés de fleurs, une cocarde rouge sur la poitrine, ils tiraient en l'air des coups de feu et chantaient des refrains populaires. C'était idyllique et guerrier, cela tenait du drame et de l'opéra-comique, de l'émeute et du carnaval. On dansait, on buvait, — moins pourtant qu'on pourrait croire, car le Conseil National avait interdit la vente du vin et de l'alcool. Au-dessus de la foule, beaucoup de bannières rouges, et aussi des drapeaux où un bouquet de chrysanthèmes attaché au bout de la hampe remplaçait l'aigle autrichienne. On en voyait partout de ces fleurs endeuillées, qui ont fait donner à ces jours où sombrait tout un passé, ce nom d'assez mauvais présage : la révolution des roses d'automne. Des groupes se dirigeaient vers les gares et prenaient les trains d'assaut pour se rendre chez eux; d'autres s'emparaient des barques amarrées au bord du Danube, afin de regagner par eau leurs villages; tous emportaient leurs armes en disant : « Ce

sera bon contre les Juifs et les notaires à l'occasion... » Des jeunes filles arrachaient les écussons des officiers, les déchiraient ou posément les coupaient avec des ciseaux. Les officiers se laissaient faire : l'un d'eux qui résista fut tué. Des bandes de pillards se jetaient sur les dépôts militaires. La foule envahit la gare de l'Est, arrache les pancartes allemandes et s'oppose au départ d'une compagnie envoyée en renfort sur le front. Le soir, au crépuscule, dans un coin de la ville, entre sa femme et sa nièce, on assassinait Tisza.

Le Roi était à ce moment à Schönbrunn. Sur les onze heures du soir, le prince Louis de Windischgraetz se rendit de Vienne au château. Malgré l'heure tardive, aucune lumière ne brillait aux fenêtres. L'immense demeure, plongée dans les ténèbres, paraissait inhabitée. Le Prince raconte dans ses Souvenirs, — qui ne datent que d'hier et qu'on dirait vieux d'un siècle ! — qu'il monta jusqu'à l'antichambre du cabinet impérial sans rencontrer âme qui vive. Pas un soldat de garde, pas un seul laquais de service. Les grandes salles de gala étaient désertes. L'appareil luxueux, qui d'ordinaire entourait l'Empereur, s'était évanoui. Les généraux, les maréchaux, les membres du haut clergé et de l'aristocratie, à l'exemple des domestiques, avaient abandonné leur maître. Conrad de Hœtzendorf, qui avait accepté récemment la prébende grassement payée de Commandant des gardes du corps, avait fui à l'heure du danger. Sans doute dormait-il paisiblement, à cette heure, dans son château de Villach en Karinthie. Et tout en traversant cette étrange solitude, le Prince se disait en lui-même : « Où donc sont-ils aujourd'hui, les Lobkowitz et les Auersperg, les Clam et les Schwarzenberg, les Czernin, les Esterhazy? Où sont les Zichy, les Batthyani, les Festetics, les Kinski, tous ces nobles seigneurs d'Autriche et de Hongrie, qui depuis des siècles s'agenouillaient sur les marches du trône et vivaient des faveurs royales !... » Et le souvenir lui revenait aussi de la dernière fête donnée pour l'anniversaire du Roi. C'était le 17 août dernier, à Reichenau, il y avait trois mois à peine, dans la villa Wartholz. Les chevaliers de l'Ordre de Marie-Thérèse étaient assis autour de la table d'honneur. Conrad de Hœtzendorf glorifia en termes pompeux les vertus de Sa Majesté. Puis tout à coup, les chevaliers s'étaient levés tous ensemble, faisant sonner leurs éperons et tirant leurs sabres du fourreau. Et

tandis qu'ils juraient fidélité au Roi jusqu'à la mort, la musique faisait retentir les accents du *Gott erhalte*... Ce soir tout était solitude et silence. Dans son palais de Schönbrunn, l'Empereur-Roi était seul, complètement seul.

Le prince de Windischgraetz atteignit enfin l'antichambre qui donnait accès chez l'Empereur. Dans l'immense pièce vide, il n'y avait qu'un aide de camp qui lisait : « Sa Majesté vous attend, » dit-il au Prince. Et il introduisit Windischsgraetz dans le cabinet qu'on appelle le Salon des Gobelins. Après quelques mots échangés sur la situation diplomatique : « Eh bien, dit l'Empereur, vous savez qu'on vient d'assassiner Tisza ! C'est une chose épouvantable ! » Il prononça ces paroles sans chaleur, n'ayant jamais beaucoup aimé le premier ministre hongrois. — « Permettez-moi, dit Windischgraetz, de vous mettre une fois de plus en garde contre Michel Karolyi. » — « Non, interrompit l'Empereur, Karolyi est un honnête homme. Le peuple, en Hongrie, est avec lui. Nous devons le seconder de toutes nos forces. Il est maintenant premier ministre, et j'ai ordonné que les troupes se mettent à sa disposition. » Le Prince s'informa alors si Karolyi avait prêté le serment de fidélité. — « Oui, répondit Charles en riant, et je crois bien que c'est la première fois qu'un ministre a prêté serment par téléphone. »

Mais dès le lendemain, Karolyi, exagérant à dessein l'agitation qui régnait à Budapest, et la présentant au Roi comme une révolution nouvelle, lui demandait d'être relevé de son serment. L'archiduc Joseph m'a raconté qu'il était, à ce moment-là, dans la pièce ou téléphonait Karolyi. Au bout de quelques instants, celui-ci posa l'appareil, en disant que Sa Majesté l'avait délié de sa parole. C'était reconnaître d'un mot l'indépendance de la Hongrie. Le pacte qui unissait le royaume de saint Étienne à l'empire des Habsbourg était désormais aboli. Ce que n'avaient pu réaliser plusieurs siècles de lutte venait de s'accomplir le plus simplement du monde, banalement, au téléphone.

Deux heures plus tard, à Schönbrunn, Windischgraetz et Jules Andrassy, ministre des Affaires étrangères et beau-père de Karolyi, se présentaient vers midi chez l'Empereur. La porte de son cabinet était ouverte, et ils le virent qui parlait au téléphone et semblait fort agité. L'Impératrice, immobile, se tenait debout près de lui. Apercevant ses visiteurs, Charles

leur fit signe d'entrer : « Je cause avec Budapest, dit-il nerveusement. Voici maintenant qu'ils me demandent d'abdiquer en mon nom et au nom de mes successeurs ! » A ces mots, Windischgraetz lui retira vivement l'appareil pour l'empêcher de poursuivre plus longtemps la conversation. Charles le laissa faire. « Que répondre? Quel parti prendre? dit-il. Ce matin même, j'ai délié Karolyi de son serment. C'est ma dernière concession. Maintenant, ils veulent que j'abdique. Ce sont des lâches qui m'abandonnent. Mais je n'abdiquerai pas ! Je n'en ai pas le droit. Ce que ces messieurs feront de la parole qu'ils m'ont donnée, cela les regarde. Quant à moi, je ne veux pas rompre le serment que j'ai prêté. »

Consterné de voir son gendre trahir son souverain, Jules Andrassy murmura : « Est-il possible qu'il en soit arrivé là ! » Tandis que Windischgraetz s'efforçait de prouver à l'Empereur que cette révolution hongroise était tout artificielle et qu'il ne fallait pas lui céder : « Je ne suis pas de votre avis, » dit le Roi. Et toujours indulgent, il ajouta : « La révolution a débordé Karolyi. »

Andrassy prit alors le téléphone, posé sur cette même table où jadis s'asseyait Napoléon, et sur laquelle, pendant ces quatre années de guerre, avaient été signés tant de papiers considérables : « Es-tu fou de demander l'abdication du Roi ! » cria-t-il dans l'appareil, en s'adressant au comte Batthyani, ministre de l'Intérieur du cabinet Karolyi, et tout récemment encore ministre de la Maison impériale. Batthyani lui répondit : « S'il n'abdique pas, nous le chasserons comme un mauvais domestique. »

La révolution en Hongrie, la révolution à Vienne, l'Empereur-Roi n'était plus en sécurité nulle part. Windischgraetz lui proposa de se retirer en Tyrol avec sa femme et ses enfants. Mais l'impératrice Zita, qui gardait tout son sang-froid, s'y opposa en disant : « Nous devons montrer aux gens que nous restons là où est notre devoir de rester. Notre place n'est pas même ici, à Schönbrunn, elle est à Vienne. C'est là que nous devons aller et attendre les événements avec calme, sans plus nous occuper de rien. »

A ce moment survint le chef d'État-major, général Arzt. Sur le ton d'indifférence polie qui lui était habituel, il annonça que les négociations d'armistice venaient d'être entamées avec le Haut Commandement italien. « Reste-t-il encore des troupes

sûres? » lui demanda le Roi. Arzt fit signe que non de la tête; et de son air fataliste il ajouta : « Sire, il n'y a plus rien à faire. Maintenant, tout est perdu... »

A quelques jours de là, les Viennois proclamaient la République. Les Magyars, à leur tour, exigeaient l'abdication du roi Charles. Accompagné de cinq autres délégués, le Primat de Hongrie, Mgr Csernosch (ce même prélat qui, quelques mois auparavant, avait posé sur sa tête la couronne de saint Étienne) se rendit, le 12 novembre, à Vienne, pour présenter à Sa Majesté un message où le gouvernement provisoire lui déclarait sa résolution de changer la forme de l'État. Le Roi en écouta la lecture, debout, très pâle, et des larmes dans les yeux. « Monseigneur, dit-il enfin, la Hongrie me hait donc bien? — Non, Sire, murmura le Prélat, mais elle entend assurer elle-même ses destinées. » Le Roi reprit avec mélancolie : « Je n'ai rien pu réaliser de ce que je désirais si ardemment. Je voulais la paix, la prospérité, le bonheur de mes peuples, et j'ai dû continuer la guerre. J'ai vu la ruine, l'effondrement de tout. Monseigneur, mon père, c'est trop d'épreuves! Je ne vois que fureur et que haine autour de moi. Me réserve-t-on le sort de Louis XVI et de Nicolas II? Ou va-t-on me jeter comme un simple malfaiteur à la porte de ma patrie? — Sire, dit le Primat de Hongrie, il faut tout espérer de la miséricorde divine. — Oui, fit le Roi, en qui donc aurais-je espoir maintenant, sinon en Dieu? » Et il ajouta : « Monseigneur, dites au comte Karolyi que je reconnaîtrai, quelle qu'elle soit, la décision prise par la nation. Je ne veux pas être un obstacle au bonheur de mes peuples, si ma disparition doit assurer ce bonheur. » L'entretien prit fin sur ces mots (1).

Quatre jours plus tard, samedi, 16 novembre, la République était proclamée à Budapest. Dans la matinée, la Chambre des députés et celle des magnats tenaient leur dernière séance. Elles furent lugubres. Peu de voix s'élevèrent pour jeter un timide adieu au régime déchu. Dans aucune des deux assemblées qu'il dominait de son autorité depuis plus de vingt ans, pas une parole de regret ne fut adressée à la mémoire de Tisza. Moins courageux que leur chef, la plupart de ses partisans s'étaient abstenus de paraître, redoutant peut-être son sort.

(1) Ces détails m'ont été fournis par un familier du prélat.

Après quelques vagues discours, députés et magnats ramassèrent dans leurs pupitres et au vestiaire leurs papiers et leurs objets personnels. Des fiacres qui attendaient dans la rue emportèrent tout cela...

L'après-midi, les Conseils provinciaux qui s'étaient substitués partout aux autorités régionales, se rassemblaient dans le même Parlement. Quarante mille personnes, avec drapeaux et bannières, s'étaient massées autour du bâtiment tout neuf, construit au bord du Danube, sur le modèle de Westminster, par ces architectes hongrois toujours bizarrement passionnés d'un moyen âge sans raison. Officiers et soldats formaient un groupe à part ; les prêtres des deux confessions s'étaient réunis ensemble. Au-dessus de la foule muette, assez morne et sans couleur, un petit vent aigre agitait dans l'air mat et gris les grandes bannières rouges et les drapeaux, où déjà les chrysanthèmes commençaient de se faner. Enfin, sous le haut porche gothique, apparut Michel Karolyi.

Près de lui, Marton de Lovassy, reconnaissable à sa haute stature, Bouza Barna, minuscule, Garami, l'abbé Hock, Iassy, Diéner Denès, Szendé, le comte Batthyani, Böhm, Bokanyi, Bela Lindner, Kunfi, tous les principaux membres du Conseil National. Karolyi prit la parole, mais sa voix ne portait pas. Après le grand seigneur, Bokanyi, le délégué des ouvriers, s'avança, pauvrement habillé, son feutre mou dans la main droite, sa tête rude, aux épais cheveux encore noirs, à la forte moustache, éclairée par un jour cru. D'une voix habituée à dominer les réunions publiques, il lança ce mot : « Citoyens... » A ce mot la foule fit un pas en avant, comme fascinée, avec un Ah ! sourd, une sorte de gémissement de joie, et puis elle éclata en une clameur folle par où elle exprimait que son profond désir de liberté était rempli... Quand Bokanyi eut fini sa harangue, Karolyi, la main levée, jura le premier fidélité à la République populaire. Les autres ministres l'imitèrent. Puis des milliers de bras se tendirent au-dessus des têtes dans le geste sacramentel si souvent reproduit par nos estampes de la Révolution. Et pour achever la ressemblance avec des scènes qui jadis se sont déroulées chez nous, on vit, le même jour, l'archiduc Joseph, l'Homme du Roi, renonçant à tous ses titres et à son nom même de Habsbourg, venir jurer fidélité devant le Conseil National, entre les mains de l'abbé Hock.

*
* *

A Budapest, dans l'allégresse de l'indépendance reconquise, on oubliait le désastre militaire, et l'on s'abandonnait aux illusions les plus folles sur le sort que les Alliés réservaient à la Hongrie. Au fond de l'esprit du plus simple des paysans magyars, il existe un fort sentiment qui lui représente sa nation, avec tous ses peuples divers, comme un corps indestructible, d'une vitalité supérieure à toutes les atteintes du sort. Cela, c'est la patrie hongroise, un organisme vivant, bien lié dans toutes ses parties, dont rien ne saurait être distrait sans que tout le reste périsse. Que deviendrait la plaine sans le bois, le fer, le charbon des montagnes? Que deviendrait la montagne privée du blé et des fruits de la plaine?... Bien qu'assez illettré, ce peuple paysan se fait de son histoire une idée infiniment plus vivante que n'en ont de la leur des peuples beaucoup plus instruits. Les chansons populaires, que tout le monde là-bas sait par cœur, représentent sans cesse aux imaginations le plus romantique passé, et grâce à elles s'est conservée une aspiration profonde à la liberté d'autrefois. Et voilà qu'après trois siècles, ce vieux rêve de l'indépendance se réalisait tout à coup! La Hongrie venait enfin de s'affranchir de l'Autriche! Comment se résigner à croire que, juste à ce moment si longtemps espéré, la couronne de saint Étienne allait être disloquée... On disait couramment : « C'est la crainte des Russes qui nous a jetés vers l'Allemagne. Ce danger, désormais, n'existe plus. Rien ne nous empêche maintenant de reprendre avec la France la vieille amitié de jadis. Si nous nous sommes tenus fermement aux côtés de nos alliés, il ne faut voir là que la preuve de notre fidélité à la parole donnée. Mais nous avons toujours détesté les Allemands, et dans le cœur d'un paysan magyar il n'y a jamais eu, au contraire, la moindre haine pour les Français. Enfin, rappelez-vous que de toutes les nations en guerre, la Hongrie est la seule qui n'ait pas voulu chez elle de camp de concentration, et où les étrangers ont été laissés libres d'aller et de venir à leur guise... Aujourd'hui, nous déposons les armes avant que notre armée soit détruite et notre territoire envahi. De notre pleine volonté, nous cessons d'être des belligérants pour devenir des neutres. Aussi est-ce en égaux et non pas en vaincus que nous devons être traités. L'Entente a fait la guerre à une

Hongrie du passé, asservie malgré elle à la politique germanique. Cette Hongrie-là est bien morte. Affranchie de l'Autriche et maîtresse de ses destinées, elle aspire à devenir un État démocratique, comme la France ou l'Angleterre. Que ces libres nations nous accueillent, et que l'Occident nous protège, nous qui pendant tant de siècles avons défendu l'Occident !... »

J'ai assez vécu là-bas pour me rendre compte que ces paroles étaient sincères, du moins à la campagne et dans la profonde masse paysanne. L'Allemand autant que l'Autrichien y est profondément détesté, et on les confond l'un et l'autre sous le même vocable, assez méprisant, de Német. En parlant de ces Német, on dit couramment en Hongrie : « Avec du chien, on ne fait pas du lard ! » Et Bismarck voyageant dans la puszta, fut si frappé par le ton injurieux pour son pays d'une foule de chansons hongroises, qu'il désespéra, un moment, d'amener jamais les Magyars à s'entendre avec Berlin. Tout au contraire, la France a laissé dans l'imagination populaire le souvenir des grandes luttes menées jadis en commun ; elle plaît aussi aux paysans pour les idées libérales qu'elle a répandues dans le monde, et qu'eux-mêmes ont défendues, les armes à la main, en 1848. Mais s'il est juste de dire qu'au cœur d'un paysan hongrois, il n'y a jamais eu de sympathie pour l'Allemagne et de haine à l'égard de la France, comment les journalistes et les politiciens, qui depuis cinquante ans défendaient avec passion la politique allemande, osaient-ils se réclamer de ces sentiments populaires, et les fortifier encore en exprimant en idées claires ce qui, dans la foule hongroise, demeurait à l'état confus ? Comment pouvaient-ils oublier que depuis cinquante ans l'aristocratie, la finance, le monde de l'industrie, du commerce, tout ce qui comptait dans le pays s'était dévoué corps et âme à Berlin ? Par quel aveuglement ne se disaient-ils pas que l'Entente même n'était plus libre, qu'elle avait pris des engagements envers d'autres États qui, dans des circonstances particulièrement difficiles, s'étaient rangés à ses côtés, et que l'heure était venue pour elle de tenir ses promesses ! Enfin pouvaient-ils se flatter d'avoir créé l'unité sentimentale de leur pays, et fait de toutes les races qui l'habitent une nation unie par le cœur ? Tous ces peuples divers étaient-ils aussi convaincus que les Magyars de l'indestructibilité de la Hongrie millénaire ? Serbes, Roumains, Ruthènes et Slovaques n'allaient-ils pas réclamer

pour eux-mêmes l'indépendance dont les Hongrois s'enthousiasmaient aujourd'hui, et profiter de la victoire pour s'émanciper à leur tour?

Évidemment, ces objections n'échappaient pas aux journalistes de Pest. Mais en se montrant tout à coup aussi follement ententophiles qu'ils étaient hier encore serviles à l'égard de Berlin, ils comptaient, j'imagine, faire illusion aux Alliés, et dans le cas contraire soulever contre l'Entente l'irrésistible rancune d'un immense espoir déçu. Quant à Michel Karolyi, à force de répéter à lui-même et aux autres qu'il était *persona grata* en Angleterre, en Amérique et en France, sans doute cet esprit vaniteux et puéril avait-il fini par le croire. Et c'est presque avec allégresse que ses compatriotes, échauffés par la Presse et leurs propres illusions, le virent partir pour Belgrade, où il allait discuter avec le général Franchet d'Espérey les conditions de l'armistice.

Pour l'escorter dans ce voyage, il avait choisi des personnes dont le caractère, pensait-il, ne pouvait qu'impressionner d'une façon favorable un général républicain. Le socialiste Bokanyi et le capitaine Csermak, délégués du conseil des ouvriers et des soldats, devaient symboliser la nature pacifique et révolutionnaire de la nouvelle Hongrie. Oscar Iaszi représentait la bonne volonté du nouveau gouvernement envers les Nationalités. Louis Hatvany était, pour ainsi dire, l'image de cet esprit européen dont se réclamaient les membres du Conseil national. Et Karolyi lui-même avait tenu à exprimer par un accoutrement d'une simplicité désinvolte (culotte de sport et veston) ses sentiments démocratiques. Quelques conseillers techniques accompagnaient la mission.

Le soir, en quittant leur hôtel pour se rendre à la maison où Franchet d'Espérey les avait convoqués, ces messieurs étaient tellement persuadés de recevoir un bon accueil qu'ils pensaient être retenus à dîner. Détail tout à fait révélateur : ils avaient tous en poche quelques cartes postales, pour les faire signer au dessert.

Or l'entrevue ne fut pas le moins du monde ce qu'ils avaient espéré. On les introduisit dans une pièce qu'éclairaient assez mal deux méchantes lampes à pétrole. Le Général entra, en tenue de campagne, suivi de son chef d'état-major et d'un colonel serbe. Il salua les envoyés d'une légère inclination de la

tête, et debout devant la cheminée, son premier mot fut pour dire : « On y voit mal ici. C'est votre faute. Vous avez coupé l'électricité partout. » Karolyi lui présenta le ministre Iaszi et le baron Hatvany, puis le socialiste Bokanyi, et quand ce fut le tour de Czermak, délégué du soviet des soldats : « Ah! fit le Général, vous en êtes déjà là ! » Karolyi lut ensuite un long mémorandum qu'il avait préparé, et dans lequel il exprimait les sentiments de la Hongrie nouvelle, née de la Révolution d'octobre : « Pour la première fois, disait-il, notre Patrie peut manifester devant l'Entente sa véritable volonté. Cette guerre a été l'œuvre de la monarchie austro-hongroise, féodale et autocratique, qui, d'accord avec le militarisme prussien, a mis l'Europe en feu. Le régime déchu avait paralysé les forces de tous ceux qui chez nous désapprouvaient la guerre et luttaient pour la démocratie et la liberté nationale. La Hongrie de Louis Kossuth était complètement bâillonnée. On n'y entendait plus que la voix des grands seigneurs inféodés à l'impérialisme germanique et adversaires déclarés des nationalités. La révolution populaire qui vient d'éclater à Budapest a changé tout cela. Aujourd'hui, nous paraissons devant vous, non comme les ministres du Roi mais comme les plénipotentiaires du peuple hongrois... (Pardon ! du peuple magyar, interrompit le Général.) Nous déclarons solennellement n'accepter aucune responsabilité pour les actes de la politique intérieure ou extérieure du régime disparu. Nous ne sommes pas des féodaux, nous sommes des démocrates qui allons réaliser dès demain le suffrage universel et partager la terre entre ceux qui la cultivent. Nous sommes des pacifiques, résolument hostiles à l'ancienne alliance allemande, et partisans enthousiastes de la Société des Nations... Depuis le 1er novembre nous avons cessé d'être pour vous des ennemis et nous sommes devenus des neutres... Aidez-nous. Obtenez des Polonais et des Tchéco-Slovaques qu'ils laissent passer le charbon qui nous est indispensable... Écartez de nous la violence, et si vous entrez en Hongrie, n'y laissez pénétrer que des Français, des Anglais, des Italiens ou des Américains, mais épargnez-nous la présence des troupes roumaines, tchèques ou serbes, et aussi de vos soldats coloniaux !... Enfin, mon Général, nous vous prions de soutenir de votre prestige moral, dans sa lourde tâche, le gouvernement populaire hongrois qui se réclame d'un profond désir de paix, de ses sentiments

démocratiques et du droit qu'ont les nations de disposer librement de leur destin! »

Toujours debout devant la cheminée, le général Franchet d'Espérey répondit :

« Thököly, Rakoczi, Kossuth, ces grands héros de la Hongrie en lutte contre la Germanie, ce sont des noms que tout Français prononce avec respect. Au pays qu'ils symbolisent, la France n'a jamais cessé d'accorder sa sympathie. Mais depuis 1867, la Hongrie s'est laissé duper par les Allemands. Elle est devenue la complice de leur rapacité. Et cette Hongrie-là, nous ne pouvons pas l'aimer. Elle subira le sort de l'Allemagne. Vous avez marché avec elle, vous devez être châtiés comme elle. Votre pays expiera et paiera. Et malheureusement, ce sont les pauvres gens qui auront le plus à souffrir des misères de l'invasion, car il restera toujours aux riches la ressource de s'enfuir... Vous disiez tout à l'heure que vous parliez au nom du peuple hongrois. Vous ne représentez que le peuple magyar. Je connais votre histoire. Vous avez opprimé des races qui n'étaient pas de votre sang. A l'heure qu'il est, vous avez contre vous les Tchèques, les Roumains, les Yougo-Slaves. Je tiens ces peuples dans ma main. Je n'ai qu'un signe à faire et vous serez détruits. Pensez-vous que la France puisse oublier de quelle manière vos journaux nous ont insultés?...

— Pas tous, interrompit Iaszi, les organes nationalistes seulement...

— Assez, assez, je sais ce que je dis! continua le Général... Vous arrivez trop tard. Il y a quinze jours encore, la déclaration de votre neutralité aurait pu m'être de quelque utilité. Elle ne me sert plus de rien, maintenant que je suis à Belgrade. Je traite avec vous parce que le comte Michel Karolyi est à la tête de votre délégation. Nous avons appris, pendant la guerre, à le connaître comme un honnête homme. Dans la situation critique de la Hongrie, il est seul à pouvoir adoucir votre sort. Rangez-vous autour de lui.

Là-dessus, le général invita Karolyi et Iaszi à le suivre dans son cabinet. Il leur remit le texte de ses conditions d'armistice, et les laissant en tête-à-tête avec son chef d'État-major, son aide de camp et le colonel serbe, lui-même il s'en alla dîner.

L'armistice que le Général avait rapidement établi, dès qu'il

avait connu l'intention des Hongrois de négocier avec lui, avait à ses yeux pour objet de mettre tout de suite hors de cause l'armée de Mackensen qui occupait toujours la Roumanie et la Transylvanie, et de donner aux Alliés la libre disposition des chemins de fer hongrois pour amener ses divisions à Budapest et à Vienne, et s'il le fallait, à Berlin. Cette convention, élaborée avec l'État-major serbe, précisait nettement les territoires qui devaient être occupés par les soldats du roi Pierre, et prévoyait les quantités de matériel, de vivres et de bétail à livrer à la Serbie. Mais, en ce qui touchait les Roumains, le texte arrêté à Belgrade ne pouvait pas les satisfaire. Par une singulière conception du rôle d'un général en chef, notre gouvernement n'avait pas mis le Commandant des Armées d'Orient au courant du traité passé en 1916 entre la France et Bucarest. Aussi la ligne d'armistice tracée par Franchet d'Espérey ne modifiait-elle qu'assez peu la frontière existante. Ce qui allait soulever aussitôt les protestations des Roumains pressés d'entrer en possession de la Transylvanie. Enfin, du côté tchéco-slovaque, le Général, ignorant tout des intentions de l'Entente, n'avait rien déterminé.

Ces insuffisances d'ailleurs auraient été négligeables si, comme le pensait le Général, l'armistice n'avait été qu'une mesure tout à fait provisoire, destinée à faciliter un nouveau bond de ses armées. Mais le Conseil donna l'ordre suprême aux troupes alliées de ne pas franchir le Danube. La convention de Belgrade se trouva régler en fait; pendant des mois et des mois, la situation respective des Magyars et de leurs voisins; et ses défauts apparurent quand il fallut adapter ce règlement militaire à des circonstances pour lesquelles il n'avait pas été conçu.

Si bénignes qu'elles fussent, ces conditions qui laissaient presque intact le territoire de la Hongrie, semblèrent tout à fait excessives aux délégués magyars. « Nous seront pendus, disaient-ils, si nous acceptons ces clauses! » Et ils revinrent à Budapest avec le sentiment qu'ils avaient été reçus, pour employer l'expression de Louis Hatvany, non pas comme les représentants d'une nation civilisée, mais comme les envoyés d'une tribu nègre d'Afrique.

Malgré les paroles aimables que lui avait personnellement adressées Franchet d'Espérey, le coup était dur pour Karolyi. Il

essaya de sauver la face en disant qu'il ne fallait pas s'étonner outre mesure du manque d'égards d'un Franchet, car c'était un Breton, c'est-à-dire qu'il appartenait à une « sous-race » de la France — ce qui, à tout prendre, était une assez ingénieuse défaite pour des gens habitués à établir entre les races qui peuplaient leur pays, une sévère hiérarchie. Il fit accepter l'armistice, en jetant dans l'opinion l'idée qu'en vertu des principes du président Wilson, les conditions définitives de la paix seraient moins dures. Et déjà dans ses propos commençait d'apparaître une pensée qui devait bientôt s'imposer à son esprit : « Avec un peu de bolchévisme, nous nous en tirerons toujours... »

Une nouvelle désillusion suivit presque aussitôt la déconvenue de Belgrade. Pendant des siècles, ce qu'on appelle le problème des Nationalités n'exista pas en Hongrie. C'était un pays guerrier : l'homme qui se battait bien, à quelque race qu'il appartînt, obtenait une terre, un titre, qui le faisait entrer de plein droit dans la noblesse. Beaucoup des plus grandes familles hongroises sont d'origine slave ou roumaine, voire turque comme celle des Banffi. Mais vers 1830, l'effervescence d'une époque révolutionnaire, le développement des pensées et des littératures nationales, et surtout la politique de Vienne qui trouvait son intérêt à opposer les unes aux autres les diverses races de l'Empire, suscitèrent des inimitiés qui s'ignoraient autrefois, et dont l'effet se fit sentir en 1848. Les Croates de Jelacsic, les bandes serbes de Kara Georgevitch et les paysans roumains soulevés, aidèrent puissamment l'Autriche à réprimer l'effort de la Hongrie pour conquérir l'indépendance. En dépit de ses ressentiments, la génération libérale des Kossuth, des Széchényi, des Deak, se garda de toute violence, et prit pour règle de conduite que la Hongrie ne pouvait vivre sans le bon accord de ses peuples. La génération qui suivit montra beaucoup moins de sagesse. Chose bien inattendue (mais les Juifs ne connaissent que l'excès !) sous l'influence de la presse sémitique, on vit se développer en Hongrie un nationalisme outrancier, qui surexcita la zizanie entre des races qui si longtemps avaient vécu dans une heureuse harmonie. Et sans doute, ce chauvinisme magyar n'eut jamais rien de la brutalité qui déshonora, par exemple, le régime prussien en Pologne. Jamais en Hongrie, on n'a fouetté un enfant serbe ou roumain, coupable d'avoir fait sa prière dans sa langue

maternelle ! Ce fut plutôt une explosion de vanité puérile, qui se traduisit surtout en bavardages de café, en articles de journaux et en manifestations oratoires. Cependant, si le mot d'oppression est trop fort pour caractériser l'attitude des Magyars envers leurs Nationalités, il faut pourtant reconnaître qu'il ne les traitaient pas en égales. Ils ne firent rien, ou presque rien, pour leur développement matériel, intellectuel et moral. Une superbe indifférence, ce fut leur maladresse et leur faute. Comme disait pittoresquement quelqu'un : les populations non magyares ne voyageaient pas à pied ; on les mettait en troisième classe.

La Hongrie qui s'était leurrée sur les intentions des Alliés, avait mis aussi trop d'espoir dans le loyalisme de ces peuples qu'elle avait trop négligés. L'autonomie dans le cadre de l'État hongrois qu'on leur promettait aujourd'hui, ne les satisfaisait plus. Au lendemain même de l'armistice, les Roumains de Transylvanie avaient formé un Comité National et réclamaient leur complète indépendance. Oscar Iaszi s'empresse de se rendre à Arad, pour conférer avec les délégués roumains. Mais c'est en vain qu'il veut les persuader de rester fidèles à la Hongrie et de former avec elle une sorte de Suisse orientale. Les autres ne veulent rien entendre. Alors il fait jouer lui aussi la menace du bolchévisme : « Prenez garde leur dit-il. La paix n'est plus désormais dans la main des Foch et autres généraux de l'Entente qui, comme nous venons de le voir à Belgrade, ne sont en rien différents des Hindenburg et des Ludendorff. La paix sera faite par la République européenne des Soviets. Les promesses que certaines Puissances ont faites aux impérialismes tchèques et autres, cette République n'en tiendra aucun compte. Moscou vient d'accréditer comme représentant à Budapest le camarade Rakowski. Ce sont des hommes comme lui qui dicteront la paix et non les impérialistes... »

Dans ces paroles de Iaszi quelle part convenait-il de faire à la feinte diplomatique et à la sincérité ? Personnellement, ce bourgeois radical répugnait au communisme ; mais dans la débâcle de ses illusions sur l'Entente et sur le loyalisme des Nationalités (ce qu'on voyait en Transylvanie se passait en même temps chez les Ruthènes, les Slovaques et les Serbes) lui aussi, il entrevoyait, comme un vague et dernier espoir, un tel bouleverse-

ment social de l'Europe tout entière qu'il n'y aurait bientôt plus ni vainqueurs ni vaincus (1).

En attendant, un peu partout, des jacqueries éclataient dans la campagne, comme chez nous en quatre-vingt-treize. Les paysans, prenant à la lettre le mot de république, si étranger à leur pensée, et qui signifie « société commune » en hongrois, s'appropriaient les terres, pillaient ou brûlaient les châteaux; et les rancunes entre gens de nationalités diverses ajoutaient au tragique de ces haines sociales. Il y avait aussi dans les villages, les vieux comptes à régler avec les Juifs et les notaires ! Assommer le Juif et se venger du notaire, ç'avait été, pendant quatre ans, entre l'arrière et le front, une des grandes questions agitées dans les conversations et les lettres. On l'avait trop vu à l'œuvre le gros juif de Budapest, ou d'ailleurs, embusqué dans l'Intendance, parcourir le pays sous un bel uniforme, pour faire les achats de l'armée! Et l'on ne pardonnait pas non plus aux petits Juifs campagnards, leurs fortunes si rapidement acquises par des procédés mystérieux, dont l'astuce échappait à la simple rouerie paysanne. Quant aux notaires qui en Hongrie jouent à peu près, dans les villages, le même rôle que les maires chez nous, c'était eux qui pendant la guerre faisaient les réquisitions. Or, en tout pays du monde, aux yeux d'un paysan, une réquisition, c'est toujours une injustice. Et il faut avoir vécu dans la campagne hongroise, pour se représenter la fureur d'un Magyar, qui par le zèle d'un notaire ou la rapacité d'un Juif, connaît cette humiliation : ne plus atteler qu'un seul cheval, au lieu de deux à sa charrette!... La gendarmerie provinciale, hier encore considérable et fortement organisée, comme il était naturel dans un pays toujours menacé de quelque agitation nationale, avait été dissoute. Juifs et notaires passaient de tristes quarts d'heure. Toute la campagne était livrée à ces tragédies locales.

A Budapest, plus de charbon, plus de bois. Les mines et les forêts étaient tombées aux mains des Tchèques, des Roumains et des Serbes, qui arrêtaient tout trafic. L'une après l'autre, les

(1) Une seule nationalité s'est tenue toujours fermement aux côtés des Magyars: les Allemands de Hongrie, nombreux surtout à Budapest et dans l'Ouest du pays. Ils se déclarèrent toujours attachés à l'unité hongroise et à la suprématie des Magyars. Et même ils reprochèrent comme une trahison aux Saxons de Transylvanie d'avoir formé, eux aussi, un Conseil national, et de s'être réclamés des principes de Wilson.

usines de la banlieue se fermaient, jetant sur le pavé des milliers de sans-travail. L'éclairage et le chauffage manquaient : double tristesse, double misère dans ce dur hiver d'Europe centrale. La famine aussi menaçait, car faute de combustible, il arrivait tout juste un train par jour dans la ville.

Pendant ce temps, au mépris de l'armistice, sur toutes les frontières, les troupes tchèques, serbes et roumaines s'avançaient en territoire hongrois, appelées par leurs frères de sang ou s'imposant par la force. Pour résister à l'invasion, il n'y avait qu'une ombre d'armée. Karolyi, en arrivant au pouvoir, avait donné l'ordre de déposer les armes sur tous les fronts. Son ministre de la Guerre, le colonel Lindner, soldat brave mais aigri par quatre ans de campagne, déclarait à des officiers rassemblés pour jurer fidélité au nouveau Gouvernement : « Nous avons cru que l'idéal pour lequel nous nous sommes battus méritait les sacrifices que nous avons faits. Moi, votre ministre responsable, je déclare que cet idéal était faux. Une vie nouvelle victorieuse naît sous l'idéal du pacifisme. Je ne veux plus voir un soldat ! » Aussitôt tous les hommes qui avaient un emploi quelque part, un petit bien à la campagne, ou simplement une famille qu'ils n'avaient pas vue depuis longtemps, s'étaient empressés d'obéir à cet étonnant colonel, laissant là leurs régiments, où bientôt il ne resta plus que de pauvres diables, sans feu ni lieu, et qui trouvaient commode de toucher une paye et d'être nourris sans rien faire.

Effrayé du pacifisme excessif de son ministre de la Guerre, Karolyi l'avait destitué. Mais subissant lui-même les influences destructrices qui agissaient autour de lui, il prenait des résolutions, pour le moins aussi étranges. Quelques troupes rentraient du front en bon ordre, avec leurs officiers et leurs armes, après avoir franchi sans encombre les barrages d'Allemands, de Slovènes et de Ruthènes, qui détroussaient les isolés au passage. A leur arrivée à Budapest, Karolyi les désarmait. Bien plus, il demandait par écrit aux corps d'armée de Lemberg, de Cracovie, de Gratz, d'enlever son fusil à tout soldat hongrois se dirigeant vers son pays, — en sorte qu'il perdait à la fois effectif et matériel, laissant la Hongrie sans défense contre les entreprises de ses impatients voisins.

Pour faire respecter l'armistice, il y avait bien à Budapest une mission militaire interalliée. L'officier français qui la pré-

sidait, le lieutenant-colonel Vix, s'efforçait de son mieux de maintenir les adversaires sur la ligne fixée par Franchet d'Espérey. Mais les Tchèques avaient obtenu du Conseil interallié l'autorisation d'occuper la Slovaquie et de s'avancer sur le Danube à moins de cent kilomètres de Pest. Et cette atteinte à l'armistice qu'il était chargé d'appliquer rendait fort délicate la situation du colonel à l'égard des Hongrois quand il leur reprochait à son tour quelque infraction aux dix-sept points de la Convention de Belgrade. Les Roumains, aussi pressés que les Tchèques d'occuper les territoires que leur accordait le traité de 1916, s'avançaient en Transylvanie, cherchant à se procurer sur place les vivres, le bétail et le matériel de toute sorte, dont ils avaient grand besoin après le sac de leur pays par les armées de Mackensen. Très impartialement, le chef de la mission militaire infligeait aux Hongrois, lorsqu'ils se trouvaient dans leur tort, des amendes en cartouches, qu'on envoyait aux Polonais; il expédiait note sur note aux Serbes, aux Tchèques, aux Roumains, s'il apprenait qu'ils s'étaient avancés au delà des limites prescrites. Mais ceux-ci répondaient par d'autres notes où ils prouvaient leur innocence. Et que pouvaient les foudres de papier de la mission militaire contre la poussée irrésistible de soldats victorieux, avides de réaliser leur conquête?...

Autour de Karolyi, l'accord précaire des partis, qui avait fait, il y avait deux mois à peine, le succès de la révolution d'octobre, n'était déjà plus qu'un souvenir. Entre les ministres bourgeois et les ministres socialistes tout était matière à querelle. Dans cette Hongrie féodale, où les trois quarts du sol appartiennent à quelques centaines de grands seigneurs terriens, tout le monde s'entendait sur la nécessité d'une réforme agraire; mais tandis que les ministres bourgeois auraient voulu créer, comme en France, une classe de petits propriétaires conservateurs, les ministres socialistes prétendaient remettre l'exploitation des grands domaines aux mains des associations paysannes... Les ministres bourgeois soutenaient ouvertement quelques régiments d'officiers qui s'étaient constitués d'eux-mêmes pour remplacer la police et la gendarmerie absentes; mais les ministres socialistes, cédant aux exigences des soldats organisés en soviets, demandaient leur dissolution... Les ministres bourgeois réclamaient des mesures sévères contre le bolchévisme naissant, que favorisaient la misère et la propa-

gande des premiers prisonniers revenus de Russie ; mais les ministres socialistes refusaient d'entrer en conflit avec des gens dont ils partageaient l'idéal, s'ils différaient encore avec eux sur les moyens de le réaliser, et surtout parce qu'ils s'appuyaient sur la menace du communisme pour essayer d'imposer leur programme de transformation sociale.

En tout pays, une bourgeoisie sans armée ni police est une classe impuissante. Elle l'était particulièrement en Hongrie, où elle ne forme dans la nation qu'une infime minorité, en grande partie juive, et qui est bien loin d'avoir les instincts de résistance propres à nos bourgeoisies d'Occident. Les socialistes, au contraire, groupés dans leurs syndicats au nombre de deux cent mille environ, représentaient à Budapest la seule force qui subsistât dans la désorganisation générale. Et par sympathie naturelle Karolyi était entraîné vers eux. Il donne l'ordre de dissoudre les régiments d'officiers; il reconnait le bolchévisme comme un parti politique, et déclare que personne ne pourra être poursuivi pour ses opinions communistes; il se rallie au projet de socialisation du sol, des banques et des grandes industries; bref, tour à tour il abandonne son ministre de la Guerre, son ministre de l'Agriculture, son ministre de l'Intérieur; et à ceux qui lui reprochaient de tout céder aux socialistes, il répondait par ce mot de chauffeur affolé de vitesse : « Je suis monté dans un train rapide. Que ceux qui ne veulent pas me suivre à cette allure descendent. »

Les ministres bourgeois descendirent. Pour former un nouveau gouvernement et mettre au-dessus des partis l'homme qui restait toujours le symbole de la révolution d'octobre, le Conseil National s'empressa de nommer le comte Michel Karolyi Président de la République provisoire, sans même attendre la réunion d'une Assemblée constituante, que le trouble du pays ne permettait pas d'élire. Karolyi remplaça les bourgeois démissionnaires par des ministres socialistes. Lui-même, il alla s'installer dans le palais de Bude à la place du Roi : ses rêves d'enfant étaient comblés.

III. — BELA KUN

La tête ronde, complètement rasée, de vastes oreilles pointues, les yeux gros et saillants, le nez court, les lèvres

énormes, une bouche largement fendue, pas de menton, l'air d'un lézard : tel apparaît Bela Kun. Au moral, un petit employé juif, débrouillard et rusé, comme on en voit des milliers à Budapest.

C'était, avant la guerre, un journaliste obscur qu'on avait vu passer, çà et là, dans les salles de rédaction, faisant d'infimes reportages, et qui avait un jour disparu. On le retrouve en province, à Koloszvar, dans les fonctions de secrétaire d'une mutualité ouvrière. Accusé d'avoir détourné une petite somme de la caisse, ses camarades l'avaient chassé de ce poste de confiance, et il allait passer en jugement lorsque la guerre éclata. Avec son régiment il partit pour les Karpathes, où il fut fait prisonnier au cours de l'année 1916. On l'envoya en Sibérie, au camp de détention de Tomsk. Il y apprit le russe et quelque temps après la révolution de Kerensky, il se lia d'amitié avec le fameux propagandiste Radek, de son vrai nom Zobelsohn, aujourd'hui gros personnage du ministère des Affaires étrangères à Moscou, et qui alors était chargé de la propagande bolchéviste dans les camps de prisonniers. Bela Kun fonda avec lui et un autre juif Perlstein (qui se faisait appeler Ernest Por) une revue hebdomadaire, *Le Socaliste international*, rédigée en hongrois, et pour laquelle ils recevaient à titre de subvention une somme de vingt mille roubles. Un peu plus tard, quand les armées allemandes, pénétrant profondément en Russie, parurent mettre en péril le gouvernement des Soviets, Kun proposa de former avec des prisonniers un bataillon international, pour l'organisation duquel il toucha encore trente mille roubles. Trente prisonniers seulement répondirent à son appel ; vingt-deux décampèrent sitôt qu'ils eurent en poche leur prime de cent cinquante roubles. Avec les huit hommes qui restaient, Bela Kun et Ernest Por marchèrent à la frontière, mais au bout de trois jours ils rentraient à Pétrograd. Là, Bela Kun devint rapidement un des familiers de Lénine.

On le voit, en 1918, fonder à Moscou le congrès des prisonniers de guerre, et toucher 46 000 roubles pour payer les frais généraux. Mais sans doute, une fois encore ses comptes ne furent pas très corrects, car en pleine séance les camarades le traitèrent d'escroc.

C'est à ce congrès que fut votée la création d'un cours d'agitateurs. Ce cours durait quatre semaines; chaque auditeur rece-

vait par jour 50 roubles et sa nourriture en plus. Bela Kun et Perlstein mirent la haute main sur cet enseignement d'une importance capitale dans la pensée de Lénine. Successivement ils fondèrent un groupe hongrois, un groupe roumain avec Pescariu à sa tête, un groupe français avec le capitaine Sadoul, un groupe tchèque, un groupe allemand, un groupe finnois, etc... auxquels Bela Kun remettait 60 000 roubles de subvention pour chacun. En même temps il s'occupait de la Fédération des troupes communistes étrangères, dont il était le président, et qui avait pour but de racoler des soldats.

Je ne sais s'il faut attribuer le succès de Bela Kun à ses talents d'orateur (qui étaient fort médiocres) ou seulement au désir qu'avaient de pauvres diables de s'assurer dans leur misère des conditions de vie un peu plus favorables, le certain c'est que les Magyars furent de tous les prisonniers ceux qui entrèrent le plus volontiers au service de l'armée rouge; et l'on raconte que plusieurs fois, dans des circonstances critiques, les bolchévistes hongrois sauvèrent le régime des Soviets.

Quelques semaines après la révolution de Karolyi, Bela Kun, sous le nom de Major Sebestyen, rentrait à Budapest, avec un groupe de médecins et d'infirmiers. Il avait reçu, à son départ, une somme de trois cent mille roubles, pour commencer l'agitation communiste en Hongrie. La Croix-Rouge russe de Vienne devait lui fournir de l'argent au fur et à mesure de ses besoins. De son aveu, c'est douze millions de roubles qu'il toucha, de novembre 1918 à mars 1919, où s'établit en Hongrie la dictature du prolétariat.

Il eut d'abord peu de succès. Son journal *Vörös Ujsag*, — le journal rouge, — effrayait moins les gens paisibles qu'il ne les amusait par des violences du genre de celle-ci : « Il ne suffit pas de tuer les bourgeois, il faut encore les mettre en pièces. » Les réunions strictement privées où il exposait les méthodes de la révolution russe n'attiraient que quelques intellectuels, étudiants et étudiantes, israélites pour la plupart. Les syndicats ouvriers lui étaient franchement hostiles. Et même parmi les soldats, où le régime des Conseils et des « hommes de confiance » s'était déjà substitué à l'ancienne hiérarchie, il était mal accueilli, comme le prouve l'échauffourée du 1er janvier 1919. Ce jour-là, à la tête d'une bande d'environ six cents hommes, composée de

sans-travail, de démobilisés, de forçats en rupture de ban et de prisonniers russes, il envahit la cour d'une caserne et harangue les soldats, qui s'étaient mis curieusement aux fenêtres. D'une chambrée partit un coup de feu. Ce fut aussitôt le signal d'une assez vive fusillade entre soldats et communistes. Bela Kun abandonna la place et se rendit alors dans une autre caserne, où son échec fut plus piteux encore. Les soldats l'enfermèrent dans le poste de police. Vainement, pour le délivrer, ses partisans essayèrent de forcer l'entrée de la caserne. Il ne fut remis en liberté que sur l'intervention de son coreligionnaire le docteur Joseph Pogany.

Ce Pogany, qui s'attribuait le titre de Président des Soviets de soldats, était le même personnage qui, le soir du 30 octobre, avait pris la tête de la petite troupe qui assassina le comte Tisza. C'était le fils du laveur de cadavres d'une synagogue de Pest. Il avait suivi les cours de l'Université et reçu le grade de docteur — ce qui ne laissait pas de surprendre quand on voyait ses allures de boucher et sa figure brutale, où deux yeux mal éveillés avaient peine à se faire jour dans la graisse. Féru de succès dramatiques, il était l'auteur d'une pièce, refusée d'ailleurs partout, intitulée *Napoléon*, dans laquelle il montrait un Empereur pacifiste, nourrissant dans son cœur des rêves idylliques de vie à la campagne, mais toujours contraint à la guerre par une fatalité malheureuse. Pareil à ces cabotins qui, pour avoir un jour tenu sur les planches d'un théâtre le rôle du Petit Caporal, continuent dans la vie à se croire l'Empereur, le docteur Joseph Pogany, la main gauche dans son gilet et la droite derrière le dos, l'œil plissé comme s'il regardait au loin dans une lunette imaginaire les charges d'Austerlitz, posait à l'homme légendaire, et dans les salles de rédaction ses camarades juifs se montraient, en riant, ce Napoléon de ghetto.

Lorsqu'éclata la guerre il se débrouilla comme il put pour être exempté du service (ce fanatique du dieu des combats, n'aimant dans l'Empereur qu'un petit bourgeois débonnaire). Il collaborait alors au journal socialiste *Nepszava*, (*la Voix du Peuple*.) Chaque grand quotidien de Budapest était autorisé par le ministre de la guerre à conserver les rédacteurs estimés indispensables. Mais le directeur du *Nepszava* ne jugea pas indispensables les services de Pogany, qui se rabattit sur une feuille d'allure bourgeoise et modérée. Grâce au comte Tisza,

il obtint l'autorisation de rester au journal *Az Est* (*le Soir*.) Durant toute la guerre, il se distingua par l'ardeur de son patriotisme verbeux et sa servilité envers le moindre sous-lieutenant, toutes les fois que d'aventure il allait faire un reportage sur le front. Ses camarades se souviennent encore d'un certain toast qu'il prononça lors du passage à Budapest du général Böhm Ermoli, exécré des Hongrois qui l'accusaient de les choisir toujours, de préférence aux Autrichiens, pour les envoyer à la mort. Aucun journaliste de Pest n'ayant voulu prononcer un discours en son honneur, ce fut Pogany qui s'en chargea.

Au moment de la débâcle, il se trouva aussi à l'aise pour insulter les officiers qu'il était empressé naguère à les couvrir de louanges. Le même instinct bizarre qui le poussait à faire de sa personne une caricature abjecte de Napoléon, l'entraînait invinciblement vers les gens et les choses de l'armée. C'est pour plaire aux soldats, en satisfaisant leurs rancunes contre l'ancien premier ministre, qu'il prit sur lui d'assassiner Tisza, avec le même zèle qu'il célébrait Böhm Ermoli. Ce crime lui avait valu une sorte de prestige ignoble sur la lie des casernes et sur le gouvernement même, qui lui témoignait à la fois de la reconnaissance et du dégoût pour l'avoir délivré de son plus redoutable adversaire.

Quinze jours après l'affaire manquée de la caserne Marie-Thérèse, Bela Kun remporta son premier grand succès dans le centre minier de Salgotaryan, à la lisière des Karpathes, où il avait des parents. La population ouvrière, excitée par ses harangues, pilla la ville pendant deux jours. De retour à Budapest, il entraîne sa petite troupe de sans-travail et de démobilisés à l'assaut des imprimeries de deux journaux bourgeois : ici encore succès complet, toutes les machines sont cassées.

Karolyi demanda alors au chef de la mission militaire de faire venir à Budapest quelques régiments français, pour maintenir l'ordre dans la ville. Le lieutenant-colonel Vix, qui avait reçu récemment une pierre dans sa voiture, lui répondit en l'invitant à arrêter Bela Kun. « Rendez-nous le service de l'arrêter vous-même, » répliqua le comte Karolyi. A quoi le Colonel objecta qu'il n'était pas chargé de la police de la ville. Mais à quelques jours de là, l'occasion s'offrit au Président de la République hongroise de faire l'acte d'énergie devant lequel il hésitait.

Au sortir d'une de leurs réunions, les Sans-Travail s'étant portés à l'attaque de la Nepszava, l'organe des social-démocrates, il fit marcher la police, avec l'appui de Garami, ministre du commerce et directeur du journal. Ce fut un vrai combat. Huit agents tués, d'autres blessés. Bela Kun eut beau protester qu'il n'était pour rien dans la bagarre, et que toute la responsabilité en retombait sur le chef du syndicat des Sans-Travail, il n'en fut pas moins emprisonné, et si rudement passé à tabac par les agents de police désireux de venger leurs camarades, qu'on dut le mener à l'hôpital. Le lendemain, plusieurs milliers d'ouvriers, portant à leurs chapeaux et sur leurs bannières corporatives des numéros du journal outragé, organisèrent une manifestation en masse contre les Communistes qu'ils traitaient de déments et de voyous irresponsables Mais dans la presse israélite on représentait Bela Kun comme un martyr, un nouveau Christ; et au Gouvernement même, deux ministres juifs bolchévisants prenaient énergiquement la défense de leur coreligionnaire brutalisé par la police. Ainsi l'on voit, sur la frontière galicienne, un Juif de Hongrie, reconnaissant entre les mains des gendarmes qui le malmènent quelqu'un de ses frères de Pologne arrivé sans papiers, s'empresser de le tirer d'affaire et déclarer : « Je le connais : c'est mon parent, il est mon hôte. Lâchez-le, je le recevrai chez moi. »

L'un de ces ministres bolchévistes était le ministre de la Guerre, Guillaume Böhm, ancien représentant d'une fabrique de machines à écrire et l'un des principaux chefs du syndicat des métallurgistes; l'autre, Sigismond Kunfi, ministre de l'Instruction publique. Le docteur Sigismond Kunfi, de son vrai nom Kunstädter, avait abjuré le judaïsme pour la religion protestante, mieux faite pour favoriser sa carrière universitaire. Il enseigna quelques années au lycée de Temesvar; mais ayant adhéré au parti socialiste, il fut mis en demeure par le comte Apponyi, ministre de l'Instruction publique, de choisir entre l'Université et ses idées politiques. Avec éclat il donna sa démission et vint à Budapest grossir le nombre des journalistes juifs qui pullulent dans la ville. Sa culture et son esprit l'élevaient fort au-dessus de ce médiocre milieu. Mais la crainte maladive de paraître enlizé dans les petites opinions bourgeoises où il avait été élevé, le poussait vers les opinions extrêmes. La seule pensée de se sentir en arrière d'un homme ou d'une

idée lui était insupportable, et ses yeux qui louchaient dans une figure qui d'ailleurs ne manquait pas de finesse, semblaient toujours épier de deux côtés à la fois si quelqu'un ou quelque chose ne l'avait pas dépassé. Avec cela, très jouisseur, et de tous les ministres celui qui se carrait dans son automobile avec le plus de fatuité désinvolte.

Böhm et Kunfi allèrent dans la maison d'arrêt visiter Bela Kun et les autres chefs communistes incarcérés, Laszlo, Korvin-Klein, Rabinovitz, etc... israélites eux aussi. Ils firent nommer des gens à eux à la direction de la prison, en sorte que les détenus s'y trouvaient en fait les maîtres, pouvaient librement communiquer avec leurs amis du dehors, et prenaient dans leurs soi-disant cachots cet air de héros malheureux qui plaît toujours beaucoup à l'imagination populaire. Les imprimeurs, les typographes, le syndicat des cheminots et celui des métallurgistes, deux mille ouvriers qui travaillaient aux usines de munitions de Csepel dans la banlieue de Pest, s'organisaient en soviets. Dans les casernes, Joseph Pogany continuait sa propagande, expulsait du bâtiment où ils étaient logés les officiers de troupe, et décidait qu'à l'avenir les régiments choisiraient leurs chefs. On voyait des soldats déambuler en grand nombre avec des rubans rouges, une tête de mort à leur casquette. D'immenses cortèges de chômeurs parcouraient la ville en chantant des hymnes révolutionnaires. On distribuait ouvertement dans les rues et les tramways des brochures communistes. Quelques étudiants antisémites sont chassés de la salle où ils tenaient leur séance et contraints de défiler entre deux rangs de matelots chantant la *Marseillaise*, qui giflaient au passage ceux qui ne se découvraient pas. Et pour contrebalancer l'effet de l'arrestation de Bela Kun et de ses camarades, le Gouvernement donnait l'ordre d'opérer des perquisitions chez tous les gens suspects d'esprit contre-révolutionnaire, et faisait jeter en prison un général et un évêque.

Pendant ce temps, les troupes roumaines, serbes, tchécoslovaques, pénétraient toujours plus avant sur le territoire hongrois. Karolyi représentait vivement au lieutenant-colonel Vix que si cette invasion continuait, elle rendrait inévitable le triomphe du bolchévisme, en jetant les patriotes magyars aux solutions désespérées. Mais au lieu d'envoyer des régiments à Budapest pour y rétablir un peu de calme, l'État-major français

de Belgrade faisait rentrer de Bude, où il était caserné, le détachement des spahis marocains chargés il y avait quelques semaines d'arrêter Mackensen. Et presqu'en même temps, Vix recevait l'ordre de communiquer au Président de la République hongroise une note du Conseil Suprême autorisant les Roumains à s'avancer d'environ cent kilomètres en Hongrie (1).

Sans aller jusqu'à penser que cette décision de l'Entente pût déchaîner le bolchévisme, le colonel sentait bien qu'elle était inopportune. Il hésitait à la transmettre, essayait de gagner du temps, parlementait avec Belgrade, et demandait à tout le moins, que l'on confiât à un autre qu'à lui le soin de faire connaître aux Hongrois une modification si profonde du texte dont il était chargé d'assurer l'exécution.

Dans une situation pareille, les réponses qu'il pouvait faire au Président de la République hongroise n'étaient guère de nature à lui donner satisfaction. Karolyi en était réduit à épier dans le ciel, du haut de son palais de Bude, les signes annonciateurs d'un cataclysme universel, où la Hongrie pourrait trouver quelque chance de salut. Un jeune Juif qu'il avait envoyé à Berne en mission, entretenait dans son imagination cette sorte d'espoir messianique. Il s'appelait Kéri, de son vrai nom Krammer. Ce n'était pas une vieille perruque dans le genre de Diéner Denès, ni comme Pogany un grotesque méchant. C'était le type, si commun en Israël, du faux talent qui aveugle comme l'entrée d'un cinéma. Un de ses compagnons de jeunesse, M. André Adorian, qui subit longtemps son prestige, m'a rapporté sur lui quelques traits assez frappants. Comme ses origines lui semblaient trop peu reluisantes (Juif et fils d'un marchand de graisse et d'huile), Kéri faisait circuler la fable que sa grand'mère avait été la maîtresse de Petöfi, le grand poète magyar, tombé à Segesvar dans la guerre de l'Indépendance, et qu'il avait du sang de ce héros dans les veines. Il se vantait aussi, par un baroque point d'honneur, d'avoir des vices monstrueux ou des perversités dégradantes. Et d'ailleurs ce n'était pas là imagination toute pure. Il ne pouvait approcher, paraît-il, une femme jolie, ou seulement bien habillée, sans essayer de la salir ou de cracher dessus. A ses yeux le besoin d'argent justi-

(1) La note créait en outre une vaste bande neutre, large de 40 milles, et de 160 milles en longueur, où il était interdit aux soldats roumains et hongrois de pénétrer.

fiait les pires bassesses. Il empruntait à tout le monde, à des gens qu'il connaissait depuis cinq minutes à peine, à tous les garçons de café et de salles de rédaction. Au reste assez cultivé, avec un goût du romanesque qui lui avait fait choisir, pour se loger, les restes d'un vieux cloître perdu dans l'île Marguerite, un des endroits les plus plaisants de Pest sur lequel flotte le souvenir de la sainte reine de Hongrie. Une nonchalance souveraine lui paraissait une élégance indispensable de l'esprit, et l'un de ses bonheurs, c'était de jeter dans l'angoisse le directeur de son journal par les retards qu'il mettait à lui envoyer sa copie. L'insolence du ton et la satisfaction de contredire et de déplaire complétaient cette physionomie de littérateur dandy vers laquelle il s'évertuait. On le voyait par exemple élever l'Allemagne aux nues; mais si son interlocuteur avait la fâcheuse idée d'entrer dans son opinion, changeant aussitôt de point de vue, il dépeignait une Teutonie, qui n'était que platitude, balourdise et brutalité. Tantôt il traînait dans la boue l'aristocratie magyare; tantôt il célébrait en elle une élégance raffinée, qui conservait, disait-il, dans le monde, des germes de pourriture précieux. Et dans tous ces bavardages — qu'il écrivit ou qu'il parlât — il apportait un curieux don de grossir, de déformer, de passionner toute chose au gré de la fantaisie la plus insincère du monde, mais qui semblait à son public ingénu un intéressant effet de la nature et de l'art.

Un tel homme était bien fait pour éblouir Karolyi. Pendant longtemps, Kéri avait tourné autour du magnat naïf et prodigue pour tirer de lui quelque argent. Un jour enfin il avait réussi à se faire envoyer à Berne avec une mission bien payée. Superbement vêtu, logé dans le meilleur hôtel, il menait la vie de grand seigneur qu'il rêvait, en compagnie de bon nombre de ses coreligionnaires. Ce qui faisait dire à un magnat : « Aujourd'hui les Juifs vivent comme des comtes ; et nous, nous vivons comme des Juifs. » Pour justifier sa mission et entretenir son patron dans ses idées illusoires, il lui adressait des rapports d'une truculente fantaisie sur la situation de l'Europe et de la France en particulier. Dans une forme brillante et vide, il lui montrait les tourbillons bolchévistes entraînant le monde dans leur vertige; il amusait son esprit de mirages apocalyptiques, nés de la fumée d'un cigare et des vapeurs d'un bon repas; et quand il était à bout d'inventions et d'arguments, il

recourait à ces mots décisifs : « C'est un fait établi par l'Histoire... » formule qui revenait si souvent dans ses propos que ses amis ne l'abordaient qu'en le saluant par cette phrase dont ils avaient fait une scie.

Le 12 mars, Kéri revint à Budapest, et ses conversations, plus encore que ses lettres, persuadèrent Karolyi qu'une étincelle suffirait à embraser l'Europe, et que, nouvel Attila, il tenait dans ses mains, par la menace du fléau bolchéviste, le sort de l'Occident tout entier. Dans le même temps le bruit courait qu'une armée russe s'avançait sur les Karpathes au secours du communisme hongrois. Un mémoire du colonel Stromfeld, futur commandant de l'armée rouge, présentait à Karolyi ces rumeurs comme des faits véridiques, et ces Russes fantômes comme une force que rien ne pouvait plus arrêter. Et le comique, c'est que, de leur côté, les bolchévistes russes répandaient au milieu de leur population affamée la nouvelle que les Magyars s'avançaient vers la Russie, poussant devant eux, pour la ravitailler, d'immenses troupeaux de cochons !

Juste à ce moment, le colonel Vix reçut l'ordre de remettre sans délai, sous la forme d'un ultimatum exécutable dans les dix jours, la fameuse note dont il appréhendait les suites et qu'il aurait tant souhaité ajourner encore quelque temps. L'ordre était catégorique : il n'avait qu'à obéir. Le 20 mars, il se rendit donc au palais royal de Bude pour porter son message au Président de la République hongroise. Dès qu'il en eut pris connaissance, Karolyi convoqua tous les ministres, en présence du colonel Vix, pour leur demander leur avis. Ils déclarèrent à l'unanimité ne pouvoir prendre sur eux de souscrire à des conditions qui préjugeaient une paix inacceptable pour leur pays. Quelques-uns même (Böhm en particulier) s'exprimèrent si violemment que le colonel dut déclarer qu'il était là pour présenter un ordre et non pour engager des discussions. Et il se retira, laissant le Président et ses ministres à leur délibération.

Quels furent alors les sentiments de Michel Karolyi? Certainement un désespoir sincère de voir s'évanouir la dernière espérance qui pouvait encore rester de conserver dans ses frontières anciennes la Hongrie millénaire; et certainement aussi une rancune personnelle à l'égard des Alliés qui, disait-il, l'avaient trahi et le récompensaient bien mal de la paix séparée qu'il avait faite et du désarmement volontaire de son pays.

Mais ce n'est pas forcer, je crois, la psychologie du personnage d'imaginer que dans ce désarroi il dut connaître une sorte d'ivresse, car cette fois il se trouvait bien devant un de ces événements tragiques, inattendus, dont il parlait jadis à la comtesse Téléki, et qui faisaient pour lui tout le prix de la vie... L'Entente le lâchait ! il allait lui montrer ce qu'il pouvait contre elle à son tour, en déchaînant sur le monde un bolchévisme dont l'Europe entière crèverait — ce sont ses propres paroles. Il y avait en lui la fureur du paysan de la fable hongroise qui, debout sur le seuil de sa maison, voit une tempête de grêle s'abattre sur sa vigne, détruisant tout l'espoir de la récolte. Silencieux, calme en apparence mais le cœur rempli de colère, il contemple la bourrasque. Puis l'orage passé, il murmure : « Maintenant, regarde, bon Dieu, ce que moi aussi je sais faire ! » Il prend sa hache, sort de chez lui, s'élance dans sa vigne, cogne en furieux à droite, à gauche, et saccage en quelques minutes ce que l'orage avait laissé... Ainsi Karolyi s'écriait : « Maintenant l'Europe va voir ce que, moi aussi, je sais faire ! » Il allait décrocher la hache, faire sortir de la prison Bela Kun et ses amis, leur remettre le gouvernement et massacrer, comme un dément, ce qui restait de la Hongrie.

Les Juifs qui l'avaient soutenu jusque-là (car dans cette Hongrie féodale, même pour faire une révolution il faut toujours le grand nom d'un Magnat) les Juifs ne lui laissèrent même pas la satisfaction amère de faire délibérément le geste du paysan hongrois. La révolution bolchéviste du 20 mars, comme naguère celle du 30 octobre qui l'avait porté au pouvoir, se passa presque sans lui, et toujours sur l'initiative d'Israélites audacieux. Dans la journée, tous les ministres avaient démissionné, les uns pour ne pas souscrire au démembrement de la Hongrie, les autres parce qu'ils sentaient l'heure venue de faire triompher des idées pour lesquelles ils travaillaient depuis longtemps en secret. Ces derniers, Böhm et Kunfi, certains maintenant d'entraîner, à la faveur de l'indignation patriotique, la masse jusqu'ici récalcitrante des ouvriers socialistes, allèrent trouver Bela Kun dans sa prison et arrêtèrent avec lui les dernières mesures à prendre pour établir à Budapest la République des Conseils. Toute la nuit, les autos de l'armée, dont disposait Pogany, parcoururent les faubourgs pour rassembler les membres des soviets d'ouvriers et de

soldats. Ceux-ci, dès le lendemain matin, proclamaient la dictature du prolétariat hongrois. Aussitôt Kunfi et Kéri, quittant la réunion, se rendirent chez Karolyi pour lui porter cette nouvelle et lui demander sa démission. Mais au moment de quitter ce pouvoir qu'il avait tant désiré, l'ambitieux Magnat hésitait. Kunfi craignit même un instant qu'il se rendît au Conseil pour faire revenir les Soviets sur la décision qu'ils avaient prise. Alors, de son ton péremptoire Kéri lui représenta que la ville tout entière était acquise au bolchévisme et qu'il devait quitter la place. On croit entendre son discours, ses phrases favorites : « C'est un fait établi... Toute l'Histoire nous enseigne... » Et quel plaisir pour un Kéri d'humilier le grand seigneur dont, hier encore, il quémandait les prébendes! Étourdi sinon convaincu, Karolyi finit par dire : « Soit, faites ce que vous voudrez! » Les deux hommes passèrent dans la pièce voisine et rédigèrent la proclamation qui suit :

« Au peuple hongrois,

« Le gouvernement a démissionné. Ceux qui jusqu'ici ont gouverné par la volonté du peuple et avec l'appui du prolétariat, se rendent compte que la force des événements réclame une nouvelle ligne de conduite. La production ne peut être assurée que si le prolétariat prend le pouvoir. Non seulement l'anarchie économique est critique, mais la situation extérieure l'est également. La Conférence de la paix de Paris a pris en secret la décision d'occuper militairement la presque totalité du territoire hongrois. La mission militaire interalliée a déclaré (1) qu'à partir d'aujourd'hui la ligne de démarcation devait être considérée comme une frontière politique. Le but évident d'une nouvelle occupation du pays est de faire du pays une base d'opération et de marche en avant contre l'armée des Soviets russes qui combat à la frontière roumaine. Le territoire qui nous est dérobé doit être le salaire des troupes roumaines et tchèques, avec lesquelles on veut abattre l'armée des Soviets.

Moi, Président provisoire de la République populaire hongroise, en face de cette décision de la Conférence de Paris, je

(1) Cette assertion était fausse. Elle fut démentie catégoriquement par le colonel Vix.

m'adresse au prolétariat du monde, pour obtenir aide et justice. Je démissionne et je remets le pouvoir au Prolétariat du peuple de Hongrie. »

Quand ils eurent achevé de rédiger ce manifeste, Kéri et Kunfi vinrent retrouver Karolyi, qui avait près de lui ses deux secrétaires particuliers, Simonyi et Oscar Gellert, israélites l'un et l'autre. Par un scrupule de conscience ou un suprême regret du pouvoir, Karolyi n'apposa pas lui-même sa signature au bas du document. Simonyi le signa pour lui. Et ce furent ces quatre Juifs qui mirent fin à la République hongroise et étouffèrent les derniers soubresauts de l'ambition du Magnat.

A peine Kéri et Kunfi avaient-ils quitté la pièce, que l'ancien Président de la République hongroise voulait retirer sa démission. Trop tard! Les choses avaient été rapidement menées. Sa proclamation au peuple était déjà connue des Soviets, et on l'avait communiquée au monde entier par radio. A deux heures Bela Kun et ses amis quittaient triomphalement la prison.

Ce fut seulement le lendemain matin, — car depuis quarante-huit heures les journaux ne paraissaient plus, — que la population de Budapest apprit ce qui s'était passé, en lisant sur les murs la démission de Karolyi et l'affiche qui annonçait la dictature du Prolétariat. D'autres placards proclamaient l'état de siège, défendaient les rassemblements, ordonnaient la fermeture immédiate de tous les magasins, dont on allait dresser l'inventaire, à l'exception des boutiques de denrées alimentaires, des marchands de tabac, des papetiers, des pharmaciens, des droguistes et des bandagistes! La vente de l'alcool était rigoureusement interdite. Et comme refrain à tout cela: peine de mort, exécution sur-le-champ... Stupéfaits de cette révolution plus rapide encore que la première, et qui les inquiétait davantage, les passants s'arrêtaient une seconde, parcouraient des yeux l'affiche et filaient rapidement sans échanger de réflexions. Devant toutes les banques et les édifices publics, seuls quelques gardes-rouges qui n'avaient de militaire qu'un brassard et un fusil, donnaient une physionomie un peu singulière à la rue. Mais déjà dans les tramways les conducteurs vous appelaient camarades, ce qui ne manquait pas de sonner étrangement dans ce pays où le respect du titre et du rang social est, pour ainsi

dire, congénital, et où, la veille encore, on vous donnait du Monseigneur, à tout le moins de l'Excellence, si l'on savait être arrogant et distribuer de généreux pourboires.

Passant, dans le même quart d'heure, du régime de la prison au gouvernement de l'État, Bela Kun et ses amis installaient, à la place de l'ancien Cabinet, un Conseil exécutif dont les membres prenaient le nom de Commissaires du peuple. Bela Kun en donnait la présidence à un personnage assez obscur, Alexandre Garbaï, qui avait à ses yeux l'avantage d'être chrétien et de faire illusion sur le véritable caractère de ce mouvement communiste. Sur vingt-six commissaires du peuple dix-huit étaient des juifs, chiffre inouï si l'on songe que dans la Hongrie d'alors il n'y avait guère plus de quinze cent mille israélites sur vingt et un millions d'habitants. Ce furent ces dix-huit personnages qui prirent en main la direction du gouvernement bolchévique. Les autres n'étaient que des comparses, et l'on disait plaisamment à Budapest qu'ils ne figuraient au Conseil de la République juive que pour expédier les ordres le saint jour du Sabbat, — en cela tout pareils à ces domestiques chrétiens qui, du vendredi au samedi, font dans les maisons d'Israël les besognes domestiques que la loi de Moïse interdit ce jour-là. Bela Kun s'était contenté du titre de Commissaire aux Affaires étrangères. Rouerie naïve qui ne trompait personne. Après la dynastie d'Arpad, après saint Étienne et ses fils, après les Anjou, les Hunyade et les Habsbourg, il y avait aujourd'hui un roi d'Israël en Hongrie.

JÉRÔME et JEAN THARAUD.

(A suivre.)

CHARLES DE FOUCAULD

EXPLORATEUR DU MAROC, ERMITE AU SAHARA (1)

I

I. — JEUNESSE

Le 15 septembre 1858, naissait, à Strasbourg, Charles-Eugène de Foucauld, dont j'essaierai de raconter l'histoire.

L'enfant n'était pas d'origine alsacienne. Son père, François-Édouard, vicomte de Foucauld de Pontbriand, sous-inspecteur des forêts, appartenait à une famille du Périgord, d'ancienne chevalerie, qui donna des saints à l'Église et de bien bons serviteurs à la France, et dont il importe que je dise ici quelque chose; parce que le mérite des ancêtres, même inconnu, même oublié, continue de vivre dans notre sang, et nous porte à l'imitation.

D'après le généalogiste Chabault, le nom de Foucauld est connu depuis 970, époque où Hugues de Foucauld, ayant donné une part de ses biens aux abbayes de Chancelade et de Saint-Pierre d'Uzerches, se retirait du monde, et, afin de se mieux préparer à la mort, entrait au monastère. Un Bertrand de Foucauld, parti pour la croisade avec saint Louis, tombait à la bataille de Mansourah, en défendant son roi contre les musulmans. Un autre, Gabriel, était délégué par le roi François II, pour épouser par procuration la reine Marie Stuart. Jean, chambellan du dauphin, assistait au sacre de Reims, près de

(1) D'un important ouvrage que prépare M. René Bazin sur la vie du P. de Foucauld, nous extrayons quelques chapitres qui nous ont paru devoir intéresser tout particulièrement nos lecteurs.

Jeanne d'Arc. Dans plusieurs lettres, Henri IV appelle Jean III de Foucauld « son bien et bon assuré amy; » pour mieux lui dire encore son amitié, il le nomme gouverneur du comté de Périgord et vicomté de Limoges : « Je puis vous assurer, monsieur de Lardimalie, lui écrit-il, que j'ai en estime vous et votre vertu, et que j'ai autant de contentement de vous que vous sauriez le désirer. » Bel autographe, qui valait un gouvernement, et devait durer davantage.

D'autres Foucauld, en nombre, au cours du temps, s'étaient fait tuer à la tête de leur compagnie ou de leur régiment, en France, en Italie, en Espagne ou dans les Allemagnes : toujours au service de France. Mais l'une de ses plus belles gloires est venue, à cette famille, d'Armand de Foucauld de Pontbriand, chanoine de Meaux, grand-vicaire de son cousin Jean-Marie du Lau, archevêque-prince d'Arles. C'était un homme d'une charité fort grande, qui distribuait aux pauvres la plus large part de son revenu, et « ne fréquentait que son église et les hôpitaux. » Or ces revenus étaient considérables, non qu'il les eût reçus d'héritage, lui, fils d'un cadet et cinquième de onze enfants : mais il avait été pourvu, par le Roi, deux ans avant la Révolution, de la commende de l'abbaye de Solignac, en Limousin.

En 1790, l'archevêque d'Arles adressa à son clergé la célèbre *Exposition des principes de la Constitution civile du clergé*, document où la tentative de schisme, décidée par les hommes de la Révolution, était dénoncée, et que signaient cent vingt-neuf évêques de France, défenseurs de la foi catholique, apostolique et romaine. Le Chapitre d'Arles répondit par une adresse de la plus ferme doctrine, et au bas de laquelle on trouve, parmi celles des autres chanoines, la signature d'Armand de Foucauld. Devenus suspects par leur attachement à l'Église, les prêtres réfractaires furent bientôt condamnés à la déportation par le décret du 26 mai 1792. M. de Foucauld partit alors d'Arles, pour rejoindre, à Paris, Mgr du Lau, qui avait dit : « On veut faire entrer le schisme et l'hérésie dans l'intérieur de l'Église; il ne reste plus qu'à mourir. » C'était se dévouer lui-même à la mort. Le 11 août, il fut arrêté, avec son évêque, et conduit dans l'église confisquée des Carmes, où se trouvaient déjà enfermés de nombreux prêtres. Beaucoup de ces confesseurs de la foi allaient devenir martyrs. Ils le savaient.

Ils s'y préparaient tous, tremblants et fermes, attendant de la grâce de Dieu le courage dont nul n'est assuré. Le 2 septembre, les prisonniers reçoivent l'ordre de se promener dans le jardin des Carmes; même les malades et les infirmes doivent sortir. Ils comprennent qu'ils vont au supplice. M. de Foucauld et l'autre grand-vicaire d'Arles, entourant leur archevêque, se dirigent vers un petit oratoire dédié à la Sainte Vierge, au fond du jardin. Ils s'agenouillent devant la porte. Les fenêtres du couvent sont garnies d'hommes coiffés du bonnet rouge, qui brandissent leurs armes et insultent les victimes enfermées. « Remercions Dieu, messieurs, dit le prélat, de ce qu'il nous appelle à sceller de notre sang la foi que nous professons. » Il fut assassiné le premier, à coups de sabre et de pique. Un moment après M. de Foucauld tombait près du corps de son cousin. Il avait quarante et un ans. La première des noblesses s'ajoutait à l'ancienne.

Le petit Charles de Foucauld trouvait donc dans sa race, à la douzaine, de beaux exemples à suivre.

Il ne les suivit pas d'abord, comme on le verra, mais il y fut ramené, et nul, depuis lors, parmi les soldats, les marins ou les prêtres de sa maison, ne saurait être cité, qui ait surpassé ce Charles de Foucauld en dévouement, en austérité, en bravoure, en piété.

La petite enfance fut pieuse. Beaucoup sont de même, en France, où il y a tant de mères prédestinées. M[me] de Foucauld avait deux enfants, Charles et Marie. Elle n'eut guère que le temps de leur apprendre à joindre les mains et à dire leur prière; elle vit à peine s'entr'ouvrir l'âme passionnée de son fils Charles, sur laquelle elle aurait pleuré, si la mort n'avait prématurément enlevé cette Monique à cet Augustin. Pour former ses enfants à la piété, mais tout autant pour obéir à un attrait divin et à une habitude, elle visitait les églises, tantôt celle-ci, tantôt celle-là, les aimant toutes, à cause de Celui qui les habite toutes. De même elle ornait avec eux, dans sa maison, la Crèche au temps de Noël, une statue de la Vierge au mois de mai; elle donnait à Charles un petit autel qu'on plaçait sur une commode, et devant lequel il s'agenouillait le matin et le soir, relique des premières années, présage encore obscur, dont il dira plus tard : « Je l'ai gardé tant que j'ai eu une chambre à moi, dans ma famille, et il a survécu à ma foi. » Quand ils se

promenaient ensemble, dans les bois en pente de Saverne, où l'on passait le temps des vacances, elle recommandait aux enfants de cueillir des gerbes de fleurs, et de les placer au pied des croix, dans les carrefours. Tendresse d'un cœur français, plus éducatrice en actes qu'en paroles, et dont le souvenir ne s'efface pas.

Mme de Foucauld mourut le 13 mars 1864, à trente-quatre ans; son mari, le 9 août de la même année. Les orphelins furent alors confiés à leur grand-père maternel, M. Charles-Gabriel de Morlet, colonel du génie en retraite, qui avait près de soixante-dix ans. Les hommes n'ont pas souvent cette application passionnée aux devoirs de l'éducation première, ni ce don de divination, qui instruisent si vite les mères et les portent à s'alarmer des défauts de l'enfant et à les corriger. Affectueux, ardent au jeu, travailleur, très doué pour le dessin, d'esprit vif et de physionomie décidée, Charles devait plaire au vieux soldat. On le gâtait. M. de Morlet ne pouvait résister aux larmes de l'enfant. « Quand il pleure, disait-il, il me rappelle ma fille. » Les colères mêmes de Charles rencontraient une indulgence secrète et passaient pour un signe de caractère. Il était violent. La plus innocente moquerie le mettait en fureur. Un jour qu'il avait, dans un tas de sable, taillé et modelé un fort, toute une architecture de fossés et de tours, de ponts et de chemins d'accès, quelqu'un de ses proches, pensant lui être agréable, s'avisa de mettre, sur le sommet, des bougies allumées, et, dans les fossés, des pommes de terre, en guise de boulets. Charles, supposant qu'on se moquait ne lui, entra en grande colère, piétina son œuvre jusqu'à ce qu'il n'en demeurât plus trace, puis, la nuit venue, pour se venger, jeta dans tous les lits de la maison les pommes de terre bien roulées dans le sable.

Nous savons, par ses lettres, qu'il fit, avec ferveur, sa première communion. On l'avait mis à l'école épiscopale de Saint-Arbogast, dirigée par des prêtres du diocèse de Strasbourg, puis au lycée (1). La guerre survint, et chassa d'Alsace le grand-père et les deux enfants, qui se réfugièrent à Berne.

(1) Un des anciens professeurs du lycée de Strasbourg a bien voulu m'écrire à ce sujet : « J'ai eu Charles de Foucauld comme élève, en 1868-1869, dans ma classe de sixième. C'était un enfant intelligent et studieux, mais qui était loin de faire pressentir la nature ardente et primesautière qu'il devait manifester plus tard. D'ailleurs, sa santé délicate ne lui permettait pas de suivre assez régulièrement

En 1872, M. de Morlet, ne pouvant rentrer à Strasbourg, vint habiter Nancy. C'est au lycée de cette ville que Charles commença de perdre l'habitude du travail régulier, ordonné, et perdit bientôt la foi.

Quand on parcourt la correspondance et les notes de Charles de Foucauld, on est saisi par l'amertume du souvenir qu'il a gardé de ses années d'études à Nancy. Ces années-là sont le commencement de la vie coupable, la période sur laquelle, jusqu'à la fin, sa pénitence passera et repassera pour en effacer les fautes de l'esprit et de la chair. Je dois à la vérité de citer ici quelques-unes des confessions de l'homme revenu à Dieu et jugeant le passé.

Il écrira à un ami : « Si je travaillais un peu à Nancy, c'est qu'on me laissait mêler à mes études une foule de lectures qui m'ont donné le goût de l'étude, mais m'ont fait le mal que vous savez. »

Il lui écrira encore que c'est pendant sa rhétorique qu'il a perdu toute foi, « et ce n'était pas le seul mal. »

L'année de philosophie fut pire : « Si vous saviez combien toutes les objections qui m'ont tourmenté, qui écartent les jeunes gens, sont lumineusement et simplement résolues dans une bonne philosophie chrétienne! Il y a eu, pour moi, une vraie révolution quand j'ai vu cela... Mais on jette les enfants dans le monde sans leur donner les armes indispensables pour combattre les ennemis qu'ils trouvent en eux et hors d'eux, et qui les attendent en foule à l'entrée de la jeunesse. Les philosophes chrétiens ont résolu depuis si longtemps, si clairement, tant de questions que chaque jeune homme se pose fiévreusement, sans se douter que la réponse existe, lumineuse et limpide, à deux pas de lui. »

Plus tard encore, dans une lettre à son beau-frère, il demandera instamment que ses neveux soient élevés par des maîtres chrétiens. « Je n'ai eu aucun maître mauvais, — tous au contraire, étaient très respectueux; — même ceux-là font du mal, en ce qu'ils sont neutres, et que la jeunesse a besoin d'être instruite non par des neutres, mais par des âmes croyantes et

les cours, pour se classer toujours aux premiers rangs; je relève cependant à son actif des places de 4e et 3e en version latine, dans une classe de 55 élèves. Il était sous la direction de son grand-père M. de Morlet, vieillard distingué de manières et de langage, adonné à l'archéologie, et passionné pour les lettres classiques. »

saintes, et en outre par des hommes savants dans les choses religieuses, sachant rendre raison de leurs croyances, et inspirant aux jeunes gens une ferme confiance dans la vérité de leur foi. »

Ce collégien sortit du lycée bachelier, comme les autres, curieux de tout, décidé à jouir, et triste. M. de Morlet eût désiré que son petit-fils entrât à l'École polytechnique. Mais Charles avait opté pour la vie facile. Il déclara, avec cette franchise qui fut un des traits sans changement de sa vie morale, qu'il préférait entrer à l'école de Saint-Cyr, parce que le concours exigeait moins de travail. Et il partit pour Paris.

Lui-même, il s'est peint, de souvenir, tel qu'il était à l'époque où il suivait les cours préparatoires de l'école Sainte-Geneviève.

« A dix-sept ans, je commençais ma deuxième année de rue des Postes. Jamais je crois n'avoir été dans un si lamentable état d'esprit. J'ai, d'une certaine manière, fait plus de mal en d'autres temps, mais quelque bien avait poussé alors à côté du mal; à dix-sept ans, j'étais tout égoïsme, tout vanité, tout impiété, tout désir du mal, j'étais comme affolé... Quant au degré de paresse, à la rue des Postes, il a été tel qu'on ne m'y a pas gardé, et je vous ai dit que j'avais regardé, malgré les formes mises pour ne pas affliger mon grand-père, mon départ comme un renvoi, renvoi dont la paresse n'était pas la seule cause... J'ai été si libre si jeune! Ce que je veux dire surtout, c'est que pour moi et pour bien d'autres, l'âge de X... a été la plus mauvaise période... A dix-sept ans, j'ai tant fait souffrir mon pauvre grand-père : refusant le travail au point qu'au mois de février, je crois, je n'avais pas encore *coupé* la géométrie dans laquelle je devais étudier chaque jour, depuis novembre ; lui écrivant à peu près tous les deux jours, et quelquefois des lettres de 40 pages, pour lui demander de me rappeler à Nancy, et tout le reste que vous pouvez deviner, et qui résulte d'un tel affolement... »

« De foi, il n'en restait pas trace dans mon âme. » Ailleurs il dira et répétera que, pendant treize années, il n'a pas cru en Dieu.

La confession est nette, si elle n'est pas développée. Elle appelle, me semble-t-il, une observation, et elle pose un problème.

Il n'est pas douteux que la foi à l'Église, et à la morale chré-

tienne, avait été rejetée. Avait-elle disparu ? C'est une autre question, et je crois plutôt qu'elle se tenait très loin, invisible, comme une terre qu'un navigateur a abandonnée, où il a la ferme intention de ne pas revenir, mais dont il sait qu'elle existe, dont il aime encore, sinon les jours qu'il y a passés, du moins plusieurs des habitants qui vivent là, et qui sont de cette patrie ancienne. Tant qu'on aime un chrétien, on aime encore un peu le Christ qui l'a formé. Seule, la haine totale est une indication d'athéisme. Chez ce jeune homme qui, lisant tout, avec la superbe imprudence de son âge, avait saturé son esprit d'objections contre une doctrine qu'il connaissait mal, deux sentiments survivaient, d'où le passé pouvait renaître : le respect du prêtre et le plus tendre attachement à la famille. De plus, et ce n'est pas une faible raison d'espérer un retour à la foi, il avait le goût de la lecture, et, on peut dire, de la science. Le vrai nom de sa paresse était fantaisie, imprudence, et curiosité sensuelle. Mais cet ardent esprit, capable de réflexion, ne regarderait pas la vie sans en comprendre les leçons, ne lirait pas ce qui lui plaisait sans prêter attention à ce qui le condamnait, sauf à rejeter la conclusion. Foucauld était un intellectuel livré aux sens, mais capable de les dominer, si quelque grand événement, — au fond la grâce de Dieu, — lui montrait son erreur.

Je viens de dire qu'il avait gardé beaucoup d'estime pour ses maîtres religieux. Ces maîtres, qui l'avaient averti, puis menacé de renvoi, qui l'avaient même, après un peu de temps, prié de quitter l'école de la rue des Postes, voici ce qu'il en disait : « Vous savez ce que je pense de l'internat : bon pour beaucoup, il m'a été détestable... La liberté au même âge eût peut-être été pire, et, en tout cas, je dois dire que j'ai retiré de cet internat une si profonde estime pour les Jésuites que, même au temps où j'avais le moins de respect pour notre sainte religion, j'en conservais toujours une très profonde pour les religieux, et ce n'est pas un petit bien. »

Quand l'heure du retour sera venue, Charles de Foucauld n'aura donc pas peur du prêtre ; il ira à l'un d'eux avec confiance, se souvenant des bons prêtres qu'il a connus.

Les affections de son enfance le serviront encore plus puissamment. Ces êtres qui l'ont aimé, choyé, gâté même, il continuera de les chérir, et, à mesure qu'il comprendra mieux ce

qu'ils ont fait pour lui, de les admirer. En eux, il verra, dans le bleu des lointains, non pas seulement la mère, la sœur, le grand-père, les tantes, les cousins et les cousines, mais une famille très chrétienne, très pure, très dévouée au frère, au fils, au neveu, au cousin Charles, et qui a usé envers lui d'une grande miséricorde silencieuse, qui ne l'a point abandonné, pour laquelle il a été l'enfant de la prière muette, vous savez, de celle qu'on fait, sans plus dire aucune parole, mais du fond de l'âme, le soir, quand on est encore à genoux, tous ensemble, et qu'on va se relever.

J'ai dit aussi qu'une question se posait. Voici laquelle. Ce fils d'une race hardie était doué d'une volonté forte. On l'a bien vu par la suite. Comment a-t-il pu s'abandonner ainsi à la paresse, et vivre ensuite dans la lâcheté, pendant des années? On comprendrait des passions violentes, des orages, des aventures exceptionnelles; mais cette vie sans relief et d'une plate banalité? Que faisait sa volonté pendant ce temps, et où se cachait-elle? Ce qu'elle faisait? elle veillait à ce que rien ne troublât la vie voluptueuse. Ce n'est pas une faculté qui demeure sans emploi. Elle est au service de cette haute pointe de l'esprit qui choisit l'habitation, les amitiés, les habitudes, l'emploi des heures. Et si l'esprit faussé, perverti, détaché de toute morale réprimante, aperçoit son bien dans le désordre de l'imagination et la satisfaction du corps, elle s'entend à merveille à murer les fenêtres et les lucarnes mêmes par où le ciel nous apparaîtrait; à chasser, comme importuns, les souvenirs; à défendre l'accès de ce sommet de nous-mêmes aux paroles et aux exemples qui enferment un reproche.

Charles de Foucauld subit les épreuves du concours de l'École militaire en 1876. Admis à la limite, il fut encore sur le point d'être refusé à l'examen médical, pour cause d'obésité précoce. Le colonel de Morlet s'attristait de ce que son petit-fils eût été reçu l'un des derniers. « Au contraire, répondit Charles, c'est très chic : j'aurai l'occasion ainsi de gagner beaucoup de rangs. » Il n'en gagna point, et sortit comme il était entré. Le général Laperrine, son camarade de promotion, a écrit, dans un récit qu'il intitulait *les Étapes de la conversion d'un houzard* (1), ces lignes pleines de signification et de réserve à la

(1) *Revue de cavalerie*, octobre 1913.

fois : « Bien malin celui qui aurait deviné, dans ce jeune saint-cyrien gourmand et sceptique, l'ascète et l'apôtre d'aujourd'hui. Lettré et artiste, il employait les loisirs que lui laissaient les exercices militaires à flâner, le crayon à la main, ou à se plonger dans la lecture des auteurs latins et grecs. Quant à ses théories et à ses cours, il ne les regardait même pas, s'en remettant à sa bonne étoile pour ne pas être *séché*. »

Il disait vrai : les portraits du saint-cyrien en font foi. Les photographies de cette époque représentent, au-dessus d'un buste et d'un cou trop épais, un visage rond, empâté et sans style, qui n'a de beau que le front, droit et large, et la ligne à peine courbée des sourcils. Enfoncés dans l'orbite, les yeux, brillants et peu commodes, ont été rapetissés par la graisse qui les presse. Quant aux lèvres, peu formées, indolentes, elles sont de celles qui goûtent, parlent peu, et ne commandent pas. La chair domine. Comment cette figure deviendra-t-elle un jour, par l'énergie tendue de tous les traits, par la splendeur des yeux et la charité céleste du sourire, presque semblable à celle de saint François d'Assise ? C'est le miracle de l'âme, qui sculpte la carcasse, et met sa signature.

De Saint-Cyr, Foucauld passe, en 1878, à l'École de cavalerie de Saumur. Il y partage la chambre d'un camarade avec lequel il s'était lié à Saint-Cyr, Antoine de Vallombrosa, plus tard marquis de Morès, destiné à fournir une carrière éclatante et brève, et à périr assassiné, lui aussi, dans le désert. Cette chambre « devint célèbre par les excellents dîners et les longues parties de cartes que l'on y faisait, pour tenir compagnie au puni, car il était bien rare que l'un des deux occupants ne fût pas aux arrêts. » Le contraste était grand entre Vallombrosa, toujours en mouvement, beau cavalier, homme de sport, et Foucauld, casanier, apathique, rêveur. Cependant, pour des raisons communes ou différentes, ils étaient tous les deux aimés des élèves-officiers. Foucauld, par exemple, comme son camarade, l'était pour sa générosité, pour son intelligence de prime-saut, pour sa franchise. On riait de ses frasques et de ses travers. Il s'habillait avec une recherche extrême, ne fumait que des cigares d'une certaine marque, n'acceptait jamais qu'un garçon de café ou un cocher lui rendît la monnaie d'un louis, jouait gros jeu, et dépensait si follement que son oncle, M. Moitessier, devait bientôt, à la grande fureur de Charles, le pourvoir d'un

conseil judiciaire. On devine, d'ailleurs, que les hôteliers, les bottiers, les tailleurs, les marchands de Pontet Canet et de Corton n'étaient pas les seuls qui s'entendissent à faire des brèches dans la fortune de ce jeune grand seigneur. La vie qu'il mena à Pont-à-Mousson, au sortir de l'École de cavalerie, ne fut pas plus rangée. On raconte même qu'ayant été obligé de quitter divers logements, parce que les co-locataires se plaignaient du tapage qu'il y faisait et des compagnies fâcheuses qu'il y attirait, il finit par avoir quelque peine à trouver un garni dans cette petite ville. Heureusement, en 1880, le 4e hussards, où il était lieutenant, fut envoyé en Algérie.

Époque décisive. La passion de la terre d'Afrique, et, en somme, la passion coloniale, va s'emparer du jeune officier, et grandir jusqu'à donner une orientation nouvelle à une vie mal commencée.

Le 4e hussards, devenu le 4e chasseurs d'Afrique, tenait garnison à Bône et à Sétif. Prononcez ce mot de Sétif devant un de ceux qui connaissent la légende, sinon l'histoire du Père de Foucauld : vous entendrez presque sûrement raconter une ou deux anecdotes dont le personnage principal aurait été le fameux lieutenant. Elles sont amusantes ; authentiques, le sont-elles? j'en doute. Plusieurs de ceux qui, devant moi, ont répété ces légendes régimentaires, changeaient le nom du héros. Ce n'était plus Charles de Foucauld ; c'était un de ses camarades ; les dates variaient aussi. Je préfère m'en tenir aux faits bien établis. Les voici. A peine débarqué, le lieutenant de Foucauld part pour les manœuvres. Quelques semaines se passent ; il revient à Sétif, et s'y installe. Bientôt, des représentations lui sont faites, amicales d'abord, puis plus fermes ; on lui reproche d'être un sujet de scandale, de vivre maritalement avec une jeune femme venue de France dans le même temps que lui, et qui affiche cette liaison. Il prend très mal les avis, puis l'ordre de son colonel. Les propos échangés, le refus absolu, opposé par le lieutenant à son chef, blessent la discipline. Le dénouement est prévu : il faut rompre avec cette maîtresse ou quitter le régiment. Que va faire Foucauld? Il ne cède pas. Je ne crois pas qu'on puisse dire ici que la passion l'emporte ; non, c'est la volonté, terrible et sans maître encore, qui refuse de plier. Il quitte ses camarades, brise à demi sa carrière, se fait mettre, par le ministre, en non-activité temporaire, et se retire à Évian.

Il était là, loin des siens, inutile, lorsque la nouvelle lui vint de l'insurrection de Bou Amama, dans le Sud-Oranais. Le 4e chasseurs allait faire campagne ; ses camarades allaient se battre. Le sang de France parle plus haut que tout le reste. Aussitôt, le lieutenant écrit au ministre de la Guerre. La lettre portait qu'il ne pouvait supporter la pensée que ses camarades seraient à l'honneur et au danger, tandis que lui-même n'y serait pas, et que, pour rejoindre son régiment, il acceptait toutes les conditions qu'on lui imposerait.

La demande fut accordée. Foucauld repartit pour l'Algérie. Un événement inattendu l'avait réveillé. L'idée de sacrifice était rentrée dans cette âme. Elle est génératrice de toutes les noblesses. Charles de Foucauld n'était pas plus croyant que la veille, mais la force qui fait les chrétiens s'était affirmée en lui. Puisqu'il s'était offert pour la France, il s'était rapproché de Dieu, qui reconnaît son Fils dans le sacrifice des hommes, et s'émeut à sa vue.

Un marabout indigène, Bou Amama, des Oulad Sidi Cheikh, agitait les tribus et prêchait la guerre sainte dans le Sud-Oranais. La campagne contre le partisan fit apparaître la première esquisse du personnage définitif que sera Charles de Foucauld. Dans ses *Étapes de la conversion d'un houzard*, le général Laperrine, qui était de l'expédition et pouvait juger son camarade, écrit ceci : « Au milieu des dangers et des privations des colonnes expéditionnaires, ce lettré fêtard se révéla un soldat et un chef; supportant gaiement les plus dures épreuves, payant constamment de sa personne, s'occupant avec dévouement de ses hommes, il faisait l'admiration des vieux mexicains du régiment, des connaisseurs. Du Foucauld de Saumur et de Pont-à-Mousson, il ne restait plus qu'une mignonne édition d'Aristophane, qui ne le quittait pas, et un tout petit reste de snobisme, qui l'amena à ne plus fumer, le jour où il ne lui fut plus possible de se procurer des cigares de sa marque préférée. »

Un des anciens soldats qui ont poursuivi Bou Amama me racontait qu'un jour, après une grande étape, le lieutenant de Foucauld, voyant que les hommes, épuisés de chaleur, allaient se précipiter vers le puits, se porta rapidement en arrière, acheta à la cantinière une bouteille de rhum, et revint en disant : « Ce que je suis content de l'avoir, ma bouteille, pour

vous la donner! » Et les soldats mêlèrent un peu de rhum à l'eau saumâtre du puits. « Il savait se faire aimer, celui-là, » ajoutait le narrateur, « mais c'est qu'il aimait aussi le troupier! Bien des années après les combats contre Bou Amama, j'ai retrouvé mon ancien chef, monsieur, et il m'a dit, en propres termes : « L'armée d'Afrique? Elle est encore meilleure que celle du continent : la moitié des hommes de mon peloton auraient pu faire d'excellents moines. » Peut-être exagérait-il un peu : mais cela prouve l'amitié qu'il avait gardée pour nous (1). »

« Les Arabes avaient produit sur lui une profonde impression. L'insurrection terminée, il demanda un congé pour faire un voyage dans le Sud et les étudier. N'ayant pu obtenir ce congé, il donna sa démission, et vint s'installer à Alger, pour préparer son grand voyage au Maroc. » (2)

Il avait vingt-quatre ans. Si la part d'inconnu était bien grande encore, dans l'avenir de ce très jeune ancien officier, une chose était dès lors certaine : il était né pour habiter l'Orient; il avait en lui cette vocation qui ne naît pas, comme certains se l'imaginent, de l'amour de la lumière, mais bien plutôt de l'amour du silence habituel, de l'espace, de l'imprévu et du primitif de la vie, du mystère également qu'on devine dans des âmes très fermées. Quand cette vocation parle et commande dans un cœur d'homme, il n'y a qu'à la suivre. On la combat sans la vaincre. Demandez-le aux vieux sahariens qui ont essayé de prendre du service en France, et qui trouvent que la meilleure garnison ne vaut pas le désert, et qu'un colonel, défilant à la tête de son régiment, n'éprouve point le sentiment de libre puissance, ni le petit frisson d'isolement et d'aventure possible qui tiennent en éveil, et en joie inquiète, le petit lieutenant, chef de corps lui aussi, dont les vingt-cinq méharistes, à la file, marchent sous les étoiles, faisant crouler le sable des dunes sous le pied des chameaux, et suivant une piste vagabonde, incertaine souvent, à la recherche d'un puits ou d'une bande pillarde. Demandez-le à ceux qui ont pris leur retraite, imprudemment, aux bords de la mer de Bretagne ou sur le rivage de Nice; à ceux-là surtout, trop vieux pour la vie

(1) C'est dans cette expédition que le lieutenant de Foucauld connut l'officier interprète Motylinski, qu'il devait retrouver plus tard, en pays touareg.

(2) Général Laperrine. *Les Étapes de la conversion d'un houzard.*

errante, trop profondément dépaysés désormais dans les terres natales, et dont l'habitation est cachée aux environs d'Alger ou d'Oran, dans une villa sous les pins, où ils entendent encore le bruit du vent qui vient du Sud, et reçoivent la visite des jeunes, leurs successeurs, les heureux, qui frappent à la porte, et disent : « Bonjour, mon commandant! J'arrive du Bled ! »

Sa démission donnée, Charles de Foucauld suivit le premier conseil de sa vocation, qu'avaient décidée les manœuvres autour de Sétif, les récits des vieux Africains, la découverte d'un peuple nouveau, la guerre enfin contre le partisan : il ne quitterait pas l'Afrique sans l'avoir étudiée, il serait homme d'action. Que ferait-il donc ? Une des choses les plus difficiles qui fussent : il entreprendrait d'explorer le Maroc, pays fermé, défiant de l'étranger, cruel dans ses vengeances, mais si voisin de nos côtes, si manifestement destiné à compléter notre domaine, qu'on était sûr, en le parcourant, d'aider la France de demain. Il vint à Alger. Ressaisi par ce besoin de savoir qu'il avait servi, jusque-là, sans méthode, il s'enferma dans les bibliothèques, prit des leçons d'arabe, et se mit en relations avec les hommes qui pouvaient le préparer à une entreprise audacieuse comme celle qu'il voulait faire.

L'un de ceux-ci, le plus utile peut-être, une des figures les plus connues de l'ancien Alger, s'appelait Oscar Mac Carthy. C'était un tout petit homme, « aussi brun qu'un homme blanc peut l'être, aussi maigre que peut l'être un homme en santé » (1), qui portait les cheveux coupés ras et la barbe longue, et que les Arabes nommaient tantôt : « l'homme à la grosse tête »; tantôt : « l'homme au canon de fusil. » Ce second surnom lui venait de l'habitude qu'il avait en voyage de suspendre à son épaule, en bandoulière, un grand baromètre enfermé dans un étui de cuir. Autrefois, Mac Carthy avait eu le projet de traverser le Sahara, et de gagner Tombouctou. « Il ne se mit jamais en route, mais le biscuit préparé pour cette expédition existait encore vingt ans après, et Mac Carthy parlait toujours de son prochain départ. » (2) Du moins connais-

(1) Eugène Fromentin. Dans *Un été dans le Sahel*, Fromentin parle souvent de son ami Louis Vandell, qui n'est autre que Mac Carthy.

(2) *Un Saint francais, le P. de Foucauld*, par Augustin Bernard. Paris, Plon, 1917.

sait-il à merveille l'Algérie. Il avait visité les moindres villages, séjourné dans les douars de toutes les tribus, recueilli des milliers de notes qu'il confiait, çà et là, à des amis : il avait lu, sur les choses et les gens de l'Afrique, tout ce qui fut écrit par les voyageurs, les historiens, les archéologues, et il se souvenait de tout. « La terre africaine était la propriété de son esprit. » (1) Dans son corps frêle vivait une âme intrépide et savante. Guide sûr, mais dont les méthodes d'exploration avaient toujours été très personnelles, on pouvait deviner ce qu'il conseillerait au jeune officier qui se mettait à son école. Car, pour être à l'abri partout, devenu comme insensible au froid et au chaud, il avait voyagé sans escorte, sans bagages, ses poches bourrées seulement de carnets et de cartes manuscrites, insouciant de toutes les commodités de la vie matérielle, protégé par son dénûment même, selon le proverbe oriental qui dit : « Mille cavaliers ne sauraient dépouiller un homme nu. »

Oscar Mac Carthy était conservateur de la bibliothèque installée dans le palais de Mustapha Pacha, rue de l'État-major. « Tous deux accoudés à la balustrade de la cour mauresque, le vieux savant et le jeune officier passaient de longues heures, penchés sur les cartes anciennes et les poudreux in-folios, feuilletant les ouvrages des anciens géographes, que Foucauld devait laisser loin derrière lui (2). »

Une des plus importantes questions à résoudre, pour le succès d'un voyage au Maroc, était le choix du déguisement. Impossible de pénétrer sans cacher sa qualité de chrétien, dans ce pays hostile. Seuls, les représentants des Puissances européennes le pouvaient faire, mais en suivant le « chemin des ambassades, » qui allait de la côte à Fez ou à Marrakech, sans pouvoir s'écarter de l'itinéraire traditionnel, constamment épiés, réduits à ne connaître du Maroc que ce que voulaient bien leur en montrer les fonctionnaires et familiers du Sultan, toujours hantés par la peur de la conquête. Deux costumes seulement pouvaient permettre de passer au milieu des tribus, d'être accueilli dans les villages où nul Européen n'avait mis le pied, de converser avec les Marocains : le costume arabe, et le costume du juif, commerçant toléré et surveillé. Mais quelle

(1 Fromentin, *eod. loc.*
(2) *Un Saint français, le P. de Foucauld*, par Augustin Bernard.

connaissance des mœurs musulmanes, ou des mœurs juives, pour ne pas se trahir !

Mac Carthy conseilla, et l'officier accepta la seconde solution. Charles de Foucauld a expliqué pourquoi.

« Il n'y a que deux religions au Maroc. Il fallait à tout prix être de l'une d'elles. Serait-on musulman ou juif ? Coifferait-on le turban ou le bonnet noir ? René Caillé, Rohlfs et Leng avaient tous opté pour le turban. Je me décidai, au contraire, pour le bonnet. Ce qui m'y porta surtout fut le souvenir des difficultés qu'avaient rencontrées ces voyageurs sous leurs costumes : l'obligation de mener la même vie que leurs coreligionnaires, la présence continuelle de vrais musulmans autour d'eux, les soupçons mêmes et la surveillance dont ils se trouvèrent souvent l'objet, furent un gros obstacle à leurs travaux. Je fus effrayé d'un travestissement qui, loin de favoriser les études, pouvait y apporter beaucoup d'entraves ; je jetai les yeux sur le costume israélite. Il me sembla que ce dernier, en m'abaissant, me ferait passer plus inaperçu, me donnerait plus de liberté. Je ne me trompai pas. Durant tout mon voyage, je gardai ce déguisement, et n'eus lieu que de m'en féliciter. S'il m'attira parfois de petites avanies, j'en fus dédommagé, ayant toujours mes aises pour travailler ; pendant les séjours, il m'était facile, à l'ombre des mellahs, et de faire mes observations astronomiques, et d'écrire des nuits entières pour compléter mes notes ; dans les marches, nul ne faisait attention, nul ne daignait parler au pauvre Juif qui, pendant ce temps, consultait tour à tour boussole, montre, baromètre, et relevait le chemin qu'on suivait ; de plus, en tous lieux, j'obtenais de mes cousins, comme s'appellent entre eux les Juifs du Maroc, des renseignements sincères et détaillés sur la région où je me trouvais. Enfin, j'excitai peu de soupçons. Mon mauvais accent aurait pu en faire naître, mais ne sait-on pas qu'il y a des israélites en tous pays ? Mon travestissement était d'ailleurs complété par la présence, à mes côtés, d'un Juif authentique... Son office consistait d'abord à jurer partout que j'étais un rabbin, puis à se mettre en avant dans toutes les relations avec les indigènes, de manière à me laisser le plus possible dans l'ombre ; enfin à me trouver toujours un logis solitaire où je pusse faire mes observations commodément, et, en cas d'impossibilité, à forger les histoires les plus fan-

tastiques pour expliquer l'exhibition de mes instruments (1). »

Cette décision de voyager déguisé, et en qualité de juif, obligea l'explorateur à apprendre l'hébreu en même temps que l'arabe, et à étudier aussi les coutumes juives.

Et ce fut encore M. Mac Carthy, à la bibliothèque d'Alger, qui présenta le rabbin Mardochée, le futur guide, à Charles de Foucauld, ainsi qu'on le verra dans le prochain chapitre.

II. — LES PRÉLIMINAIRES DU VOYAGE

Le récit de son exploration au Maroc, publié par le vicomte de Foucauld, commence à Tanger et à la date du 20 juin 1883. Or, le voyageur avait quitté Alger le 10 juin, et il ne devait pas, selon ses projets, pénétrer par le Nord dans l'Empire défendu, mais chercher sa route par le Rif, en traversant la frontière algéro-marocaine. Quelles raisons l'en ont empêché? Que s'est-il passé entre le 10 et le 20 juin ? Nous n'en saurions pas grand'chose si, par bonheur, revenu à Paris, au milieu des siens, l'explorateur n'avait calligraphié, à l'intention d'un de ses neveux, et sur de belles pages de vélin qui furent reliées avec les feuillets imprimés, trois fragments importants, dont le premier raconte précisément les préparatifs du voyage et les incidents du début. Je publierai d'abord cette sorte de préface inédite de la *Reconnaissance au Maroc*. De même, je citerai en entier l'histoire du guide Mardochée, non pas tant parce qu'elle est amusante, dramatique, un peu folle, comme tant d'histoires orientales, mais parce qu'elle fait connaître admirablement à quelle espèce d'homme Charles de Foucauld s'était confié. Enfin, lorsqu'en analysant le livre à grands traits, je serai arrivé à ce passage, volontairement écourté, où l'auteur raconte son séjour à Bou el Djad, je publierai le troisième fragment, en tête duquel il écrivait ces lignes : « J'eus des relations avec plusieurs membres de la famille de Sidi ben Daoud. Je les ai tues dans mon ouvrage, parce que si la connaissance en était parvenue au sultan, cela aurait créé des dangers à mes amis de Bou el Djad. A toi, mon cher neveu, je vais les raconter. »

Aujourd'hui, elles peuvent être racontées au public, ces

(1) *Reconnaissance au Maroc*. Avant-propos.

entrevues au cours desquelles le jeune officier français, habilement interrogé, et se sentant deviné, s'avoua chrétien, et se confia à l'honneur de son hôte. Le temps a couru. Ce qui pouvait être une cause d'ennuis, — la mort était parmi ces ennuis possibles, — sous le règne des anciens sultans, a repris son caractère véritable de générosité rare et de chevalerie. Le traité de 1912 a permis de l'imprimer.

« Le 10 juin 1883, à cinq heures du matin, j'entre dans une vieille maison du quartier juif d'Alger : c'est le domicile du rabbin Mardochée. Mon compagnon y vit dans une seule chambre, avec sa femme et ses quatre enfants ; il m'attend ; je dois quitter chez lui mes vêtements européens et prendre le costume israélite : une longue chemise à manches flottantes, un pantalon de toile allant jusqu'au genou, un gilet turc de drap foncé, une robe blanche à manches courtes et à capuchon (djelabia), des bas blancs, des souliers découverts, une calotte rouge et un turban de soie noire sont préparés pour moi ; cela forme un costume juif mi-algérien mi-syrien qui convient aux rôles, peut-être divers, que j'aurai à jouer.

« Je m'habille, et Mardochée, sa femme, ses enfants et moi sortons, et descendons les ruelles en escalier qui conduisent au port, où est la gare d'Oran. Nous partirons pour Oran à sept heures du matin, par le chemin de fer. Je demande deux billets en mauvais français, pour être d'accord avec mon costume ; Mardochée fait ses adieux à sa famille, et nous voici tous deux assis dans une voiture de troisième classe. Le temps est admirable, le wagon est plein d'ouvriers arabes, nous partons entourés de gaieté et inondés de soleil.

« Je m'appelle le rabbin Joseph Aleman, je suis né en Moscovie d'où m'ont chassé les récentes persécutions ; dans ma fuite j'ai été d'abord à Jérusalem ; après y avoir pieusement passé quelque temps, j'ai gagné le Nord de l'Afrique, et maintenant je voyage à l'aventure, pauvre, mais confiant en Dieu ; une estime réciproque me lie à Mardochée Abi Serour, comme moi savant rabbin, et qui a passé de longues années à Jérusalem. Mardochée porte un costume pareil au mien, cela nous donne un air de famille ; il me déclare que je lui ressemble, et qu'à l'occasion, il me fera passer pour son fils. Nous avons peu de bagages, un sac et deux boîtes ; les boîtes renferment : la pre-

mière une pharmacie qui me permettra au besoin de me dire médecin, l'autre un sextant, des boussoles, des baromètres, des thermomètres, du papier et des cartes; le sac contient un costume de rechange et une couverte pour chacun de nous, des ustensiles de cuisine et des provisions. Comme argent, j'emporte trois mille francs, partie en or et partie en corail. C'est dans cet équipage que nous sommes entraînés vers Oran. Je vais à Oran parce que je veux entrer au Maroc par terre : mon projet est de me rendre de Tlemcen à Tétouan en traversant la région du Rif, laquelle forme tout le littoral entre la frontière algérienne et Tétouan. D'Oran j'irai à Tlemcen; là je m'informerai des moyens de voyager dans le Rif.

« Nous arrivons à Oran à six heures du soir. La gare est hors de la ville ; de moitié avec deux Juifs qui étaient dans le train, nous prenons un fiacre qui nous porte à un hôtel fréquenté des Israélites. Nous louons une chambre à raison de deux francs par jour, et, tirant nos provisions, nous faisons en tête-à-tête notre premier repas du soir. Étrange maison que l'hôtel où nous sommes! J'ai eu un moment de surprise, en m'entendant tutoyer par le valet : en Algérie, on tutoie les Juifs.

« *11 juin.* — Ce jour est le premier de la fête de Sbaot (Pentecôte), dans laquelle on célèbre le don de la Loi fait à Moïse sur le Sinaï; défense aux Israélites de voyager aujourd'hui ni demain. Je reste dans ma chambre, Mardochée va à la synagogue, et en revient à la nuit avec un de ses coreligionnaires. Ils se mettent à causer; j'apprends que mon compagnon se livre à la recherche de la pierre philosophale, l'autre juif est un compère alchimiste ; longtemps je les vois discuter, faiblement éclairés par une bougie, leurs ombres dessinant sur les murs d'énormes silhouettes ; je m'endors sur ma paillasse, bercé par ces étranges discours.

« *12 juin.* — Vers cinq heures du soir, nous montons en diligence, et partons pour Tlemcen. En me rendant à la voiture, j'entends un passant dire à son voisin, en me montrant : « Savez-vous d'où ça nous vient, ça? Ça nous arrive en droite ligne de Jérusalem. »

« *13 juin.* — Arrivée à Tlemcen à dix heures du matin. Nous nous mettons aussitôt en quête des Juifs du Rif. A une heure, nous n'en avons pas trouvé un qui ait pu nous renseigner utile-

ment; fatigués, nous achetons du pain et des olives, et nous nous mettons à déjeuner, assis par terre, sur une place; pendant que nous sommes ainsi passe, à deux pas de moi, une bande d'officiers de chasseurs d'Afrique sortant du Cercle; je les connais presque tous; ils me regardent sans soupçonner qui je suis (1). Notre après-midi est plus heureuse que la matinée : nous découvrons un certain nombre d'Israélites rifains; ils viendront nous trouver à huit heures du soir, dans une chambre que nous louons, et on discutera en réunion les moyens de traverser le Rif. Plus d'hôtel juif ici; nous louons une chambre à une famille israélite.

« A huit heures, tout est prêt pour recevoir notre monde : dans une pièce de 2 mètres de large sur 5 de long, dont les murs, le sol et le plafond sont peints en gris, ont été placés, sur un escabeau, une bougie, une bouteille d'anisette et un verre. Les uns après les autres, une dizaine de Juifs, la plupart à barbe blanche, entrent discrètement, et nous voici tous assis par terre, en cercle, autour de la bougie ; Mardochée remplit le verre d'anisette, l'élève et dit : « A la santé de la Loi ! A la santé d'Israël ! A la santé de Jérusalem ! A la santé du pays saint ! A la santé du Sbaot ! A vos santés à tous, ô docteurs ! A ta santé, rabbin Joseph (moi) ! » Il trempe ses lèvres dans le verre, et le passe à son voisin qui le vide ; puis le verre fait le tour, et chacun des Juifs le vide d'un trait. Mardochée prend la parole. Il s'appelle Mardochée Abi Serour, et naquit au fond du Maroc; une ferveur et un amour de l'étude précoces lui firent quitter presque enfant son pays natal ; allant de ville en ville, s'arrêtant partout où enseignait un rabbin célèbre, altéré de la parole de Dieu et fréquentant les hommes pieux, il parvint à dix-huit ans à Jérusalem ; il y passa plusieurs années en compagnie des plus saints docteurs; ayant recueilli, sans que sa soif fût apaisée, tout ce que l'Orient et l'Occident possédaient de science théologique, il voulut revoir ceux qui lui avaient donné le jour, et, franchissant les mers, il regagna le foyer paternel. De tristes changements l'y attendaient : il avait laissé son père opulent, il le trouva ruiné.

(1) Le capitaine René de Segonzac, dans un article daté de Rabat, le 15 janvier 1917, confirmant le récit de Charles de Foucauld, écrit : « Les cavaliers défilèrent, distraits ou méprisants; l'un d'eux, avec un ricanement, fit remarquer à ses camarades que ce petit juif accroupi, en train de manger des olives, avait l'air d'un singe. Nul ne le reconnut. » (*L'Afrique française*, janvier-février 1917).

Bon fils, il se consacra à ce père âgé et malheureux. Abandonnant ses livres et le projet de retourner dans la ville sainte, il se jeta dans le commerce; les affaires de son père se rétablissaient difficilement; il se dit : « Il faut que j'ouvre un chemin nouveau. » Tous les ans, de riches caravanes arrivaient dans son pays, venant d'une ville mystérieuse où jamais Juif n'était entré, Timbouktou, patrie de la poudre d'or, de l'ivoire, des plumes d'autruche, où le négoce, disait-on, rapportait vingt pour un. « J'irai à Timbouktou, » dit-il. De son pays à cette ville, il y avait trente jours de marche à travers le désert. Il les fit, entra à Timbouktou le premier de sa race, et ouvrit aux Juifs cette voie nouvelle; en un an, il gagna une fortune considérable qu'il apporta à son père; durant plus de dix années, il continua ce commerce; il traversa quatorze fois le grand désert; ses richesses étaient immenses, ses parents vivaient dans l'abondance, ils avaient des jardins d'orangers, sa mère possédait une caisse pleine de pierres précieuses. Un jour cette prospérité diminua : plusieurs caravanes chargées de ses marchandises furent pillées; ses parents moururent pendant son absence, et des frères s'emparèrent de tout leur héritage, fruit de son travail. Affligé de tant de malice, il laissa le commerce, et, ramassant les débris de sa fortune, dit une seconde fois adieu à sa patrie. Depuis lors, il vécut dans diverses villes du Maroc, et, en dernier lieu, s'étant marié, s'établit à Alger. Il y vit en paix et dans la crainte de Dieu, ayant trop connu les richesses pour ne pas les mépriser, se trouvant heureux dans l'aisance, partageant ses jours entre l'étude des livres divins et l'éducation de ses enfants. Mais depuis deux ans une infortune domestique trouble ce bonheur.

« Sa femme avait un jeune frère qu'elle adorait; il avait toujours vécu avec elle et l'avait suivie sous le toit de son mari; il y a deux ans, à la suite d'une discussion avec Mardochée, ce jeune homme quitta la maison; depuis on ne l'a pas revu et on n'en a reçu aucune nouvelle : de ce moment, la femme de Mardochée ne fait que pleurer : à deux reprises même le chagrin l'a rendue malade. Or, il y a quelques jours, on lui a dit que son frère était dans le Rif, exerçant le métier de bijoutier, sans pouvoir préciser en quelle ville. Aussitôt, elle a supplié son mari d'aller à la recherche du fugitif, et lui, bon époux, pour rendre le repos et la santé à sa femme, s'est décidé à ce voyage;

il est donc résolu à explorer le Rif, village par village s'il le faut, pour retrouver son beau-frère. C'est ce qui l'amène aujourd'hui à Tlemcen. Pour ce jeune Israélite qui l'accompagne, et qu'on l'entend nommer rabbin Joseph, c'est un pauvre rabbin moscovite qui se rend au Maroc, pays des Juifs pieux, pour quêter des aumônes ; Mardochée l'a emmené avec lui, et a payé son voyage jusqu'à Nemours, par pure pitié. Maintenant il supplie ces docteurs, qui tous ont habité le Rif, de recueillir leurs souvenirs, et de lui apprendre s'ils n'ont point connu celui qu'il cherche, un Israélite blond et pâle, âgé de vingt-deux ans, nommé Juda Safertani. Quel présent ne fera-t-il pas à celui qui dira où il se trouve ? » Les assistants réfléchissent, cherchent, discutent, mais en vain : aucun d'eux ne connaît Juda Safertani. Mardochée soupire, et les prie de lui donner au moins des renseignements sur le Rif : par où y pénètre-t-on ? Comment y voyage-t-on ? En quels lieux y a-t-il des Juifs ? Quels sont les hommes influents du pays ? La conversation reprend sur ce sujet, l'anisette l'anime, de nouvelles bouteilles remplacent la première, le verre fait nombre de fois le tour du cercle, on parle très haut, et la discussion devient vive sur les meilleurs moyens de parcourir le Rif. Quand nos « cousins » se retirent, il est convenu que nous partirons le lendemain pour Lalla Marnia ; de là, nous gagnerons Nemours, d'où nous entrerons, s'il plaît à Dieu, dans le Rif.

« *14 juin.* — Une diligence nous emporte de Tlemcen à neuf heures du matin, et nous arrête à six heures du soir dans la bourgade de Lalla Marnia. Nous nous installons pour la nuit dans la synagogue ; elle présente l'image de tous les temples juifs que je verrai au Maroc ; c'est une salle rectangulaire, avec une sorte de pupitre au milieu, et dans le mur, un placard. Le pupitre sert à appuyer le livre de la Loi, aux lectures publiques qu'on en fait deux fois par semaine ; dans les communautés riches, il est sur une estrade et parfois sous un dais ; dans les villages pauvres, il consiste en une pièce de bois horizontale soutenue par deux poteaux. Le placard contient un ou plusieurs exemplaires de la loi (Sifer Toura), écrits sur parchemin et roulés sur des cylindres de bois (comme les volumes romains, avec cette différence qu'ils sont roulés sur deux cylindres au lieu d'un) ; ces doubles rouleaux ont 0,50 centimètres de haut et sont couverts de trois ou quatre enveloppes superposées des

plus riches étoffes. Telle est la synagogue; un banc appuyé au mur en fait le tour, et la complète. Nous finissions d'y dîner, lorsqu'entrent les uns après les autres trente ou quarante hommes; ils s'asseyent sur les bancs et causent à voix basse; ce sont les Israélites du lieu, qui viennent faire en commun la prière du soir; à un signal, tous se dressent, se tournent vers l'Orient, et commencent leur prière, bas ou à mi-voix; embarrassé, je les regarde pour faire comme eux, et, les imitant, je me balance en mesure comme un écolier qui récite sa leçon, tantôt muet, tantôt faisant entendre un bourdonnement nasillard. Au bout de huit ou dix minutes, chacun fait en même temps un grand salut; c'est la fin. Les Juifs se mettaient en mouvement pour sortir quand, à ma vive surprise, Mardochée les prie de rester et de l'entendre : il est, dit-il, un pauvre rabbin établi à Alger, qu'un malheur oblige à quitter sa femme et ses enfants pour faire, âgé et souffrant, le lointain voyage du Rif. Il va parcourir cette province à la recherche de son beau-frère..., il raconte les histoires d'hier, le désespoir et les maladies de sa femme,... enfin, et voici le comble des maux, il croyait le voyage plus facile qu'il n'est et, si loin encore du terme, il manque déjà d'argent... Ici il se met à verser des larmes, et, d'une voix entrecoupée, il supplie ses frères de Lalla Marnia d'avoir pitié de lui et de lui faire quelque aumône. Ils lui répondent sèchement de s'adresser au Consistoire d'Oran. Aussi étonné que mécontent de cette comédie, j'en demande, dès que nous sommes seuls, l'explication à Mardochée : « C'était pour m'habituer à mentir, » répond-il.

« *15 juin.* — Départ de Lalla Marnia à quatre heures du matin, par la diligence. Arrivée à dix heures du matin au petit port de Nemours. Nous louons une chambre dans une maison juive, et nous nous mettons en quête de renseignements sur le Rif.

« Ici notre histoire varie, la mienne surtout. Mardochée raconte la même chose qu'à Tlemcen, en ajoutant que des gens de cette ville lui ont affirmé avoir connu son beau-frère dans le Rif. Pour moi, je suis un grand médecin et un savant astrologue; j'ai fait des cures merveilleuses; les maux d'yeux sont mon triomphe, je guéris les yeux les plus malades, j'ai rendu la vue à des aveugles de naissance. Cette grande science et ces étonnants succès m'ont attiré l'envie des médecins chrétiens, à

tel point qu'ils m'eussent fait un mauvais parti, si j'étais resté dans mon pays ; j'ai dû fuir, et je me suis décidé à aller exercer ma profession au Maroc, où, sur la foi de Mardochée, j'espère faire de beaux bénéfices. Mardochée raconte cela en arrivant. Lui ayant défendu de répandre l'histoire sous cette forme, il la répéta les jours suivants, en supprimant l'envie des médecins chrétiens et les dangers causés par leur haine.

« *16 et 17 juin.* — Nous cherchons en vain le moyen de pénétrer dans le Rif ; beaucoup d'Israélites rifains consultés déclarent qu'on ne peut y entrer, par Nemours, qu'avec la protection d'un certain chikh (chef) marocain, qui viendra ici peut-être dans quinze jours ou un mois, peut-être plus tard ; et ce moyen même serait incertain ; autant, ajoute-t-on, il est difficile de traverser le Rif en partant d'ici, autant cela est facile en partant de Tétouan, où des hommes influents peuvent donner des recommandations efficaces. Je ne veux pas attendre quinze jours ou un mois à Nemours ; mieux vaut gagner Tétouan par mer et commencer de là mon voyage : je partirai pour Tanger par le prochain paquebot.

« *18 juin.* — Un vapeur paraît en rade. Il va à Tanger par Gibraltar. Je m'y embarque avec Mardochée. Juifs, nous prenons la dernière classe, et nous faisons la traversée sur le pont, en compagnie d'Israélites et de Musulmans.

« Départ à neuf heures du matin, par un assez mauvais temps.

« *19 juin.* — Je m'éveille en rade de Gibraltar. Le paquebot restera à l'ancre toute la journée ; je descends à terre et je visite la ville ; Mardochée demeure à bord ; un petit juif de dix-huit ans, qui sait l'espagnol, m'accompagne ; pour moi, j'ignore toute langue, hors l'arabe ; mon excursion aura un but pratique : on nous donne dans le paquebot une eau très sale, j'emporte une grande marmite de fer que je rapporte pleine d'eau. Je me promène cinq heures à Gibraltar, ma marmite à la main ; je pousse jusqu'à un village espagnol situé à un kilomètre de la ville ; en franchissant la frontière, je vois des sentinelles anglaises et espagnoles monter la garde à 60 mètres de distance ; autant les premières sont bien tenues, autant les secondes le sont mal.

« *20 juin.* — Quitté Gibraltar à midi ; arrivé à Tanger à 2 heures 45 minutes.

. . . .

« Le 20 juin 1883 commença vraiment mon voyage, qui dura jusqu'au 23 mai 1884. Pendant ce temps, ma prétendue histoire ne varia guère : j'étais un rabbin d'Alger allant, aux yeux des Musulmans, quêter des aumônes, m'enquérir du sort et des besoins de mes frères ; aux yeux des Juifs, Mardochée était de Jérusalem ; pour les Musulmans, il demandait la charité; pour les Juifs, il remplissait la même mission que moi. Il ne fut plus question de Juda Safertani ni de médecine ; celle-ci avait un double inconvénient : les Marocains, pour qui tout chrétien naît médecin, étaient disposés, par cette profession, à soupçonner ma race ; puis la boîte de médicaments inspirait la convoitise : une boîte suppose un trésor, et on disait que j'avais deux caisses d'or avec moi. A Fâs, dans le courant du mois d'août, instruit par l'expérience des premiers jours de route, je me défis de mes remèdes, et je modifiai mon bagage et mon costume; les boîtes furent remplacées par un sac en poil de chèvre ; je supprimai, dans ma tenue, ce qui rappelait le Juif d'Orient, c'est-à-dire la calotte rouge, le turban noir, les souliers et les bas, et j'adoptai la calotte noire, le mouchoir bleu et les *bebras* (babouches) noires des rabbins marocains; je laissai pousser des *nouader*, mèches de cheveux placées à côté des tempes, qui tombent jusqu'aux épaules; mon costume était dès lors celui de tous les Juifs du Maroc; il ne varia plus, si ce n'est qu'au début de l'hiver, j'y ajoutai un *khenif* (burnous noir à lune jaune). — A Fâs, j'organisai définitivement mes moyens de transport; jusque-là, j'avais loué des mulets : j'en achetai deux, qui nous portèrent, Mardochée et moi, avec notre bagage, pendant dix mois, jusqu'à notre retour à la frontière algérienne.

« Les premiers jours de mon voyage, j'avais trouvé gîte tantôt en des chambres louées dans des maisons juives, tantôt dans les synagogues. A Tanger et à Tétouan, je louai des chambres; au delà de Fâs, cela ne m'arriva plus. A partir de là, je passai mes nuits à la belle étoile dans le désert, sous des abris fournis par l'hospitalité juive ou musulmane dans les lieux habités. Lorsqu'on faisait halte dans un endroit habité, groupe de tentes ou village, s'il n'y résidait pas de Juifs, mon escorte me gardait avec elle, et me faisait donner l'hospitalité par la famille à qui elle-même la demandait; lorsqu'il y avait une communauté israélite, l'escorte me conduisait à la synagogue, où

Mardochée et moi déchargions nos mules et nous installions provisoirement, en attendant que le rabbin et les Juifs du lieu vinssent nous offrir l'hospitalité complète : abri et nourriture. L'entretien des docteurs de passage pèse sur toutes les familles, un tour règle l'ordre dans lequel elles y participent... Le tour astreint à nourrir un rabbin, de sorte que, chez les Juifs, Mardochée et moi étions d'ordinaire séparés pour les repas, mais on admettait que nous logeassions ensemble chez l'un des deux hôtes. Dans de rares endroits, nous fûmes reçus ensemble et pour un temps illimité, en dehors du tour, par des familles riches; en quelques lieux misérables, les Juifs nous tournèrent le dos: nous sachant à la synagogue, ils n'y vinrent pas, et se passèrent d'y faire leur prière pour se dispenser de nous recevoir : nous dûmes retourner à notre escorte et demander un abri à des Musulmans. Chez les Musulmans comme chez les Juifs, l'hospitalité est gratuite : je remerciai par un cadeau consistant en sucre ou en thé, parfois en corail ou en un mouton.

III. — HISTOIRE DE MARDOCHÉE ABI SEROUR

« Mardochée Abi Serour, fils de Jaïs Abi Serour, originaire de Mhamid el Rozlan, naquit au Sud du Maroc, dans l'oasis d'Aqqa, vers 1830. Agé de moins de quatorze ans, il quitta son pays pour compléter ses études théologiques. Il étudia à Merrâkech, à Mogador, et à Tanger où il s'embarqua pour la Palestine. Après être demeuré un ou deux ans en Terre sainte et y être devenu rabbin sacrificateur, il gagna l'Algérie, où il passa quelques mois à Philippeville comme rabbin officiant, puis, se souvenant de sa patrie, il fit voile pour le Maroc et retourna à Aqqa. Il n'avait pas vingt-cinq ans. Séduit par la perspective d'une fortune rapide, il se jeta dans une entreprise audacieuse : le premier de sa race, il entra à Timbouktou. Son arrivée au Soudan et les débuts de son séjour furent entourés de cent périls; il se maintint à force de courage et de ruse; son négoce prit bientôt une grande prospérité ; avec la fortune vinrent la sécurité, le crédit, la puissance même.

« En peu de temps, il fut le marchand le plus considérable de Timbouctou ; il y eut alors pour lui dix ou douze ans de prospérité et de bonheur ; son commerce consistait dans l'échange

des produits du Maroc et du Soudan, le désert était sillonné des caravanes qui portaient ses marchandises, sa fortune s'élevait à deux ou trois cent mille francs, son nom était honoré à Timbouktou et à Mogador, et connu de toutes les tribus du Sahara. Chaque année, il venait passer deux ou trois mois au Maroc; vers 1865, il s'y maria. Il projetait d'emmener sa femme au Soudan, et d'y fonder une communauté israélite, lorsque sa brillante étoile se voila soudain. En revenant des environs de Mogador, où s'était célébré son mariage, il reçut à Aqqa la nouvelle que plusieurs caravanes, qui lui appartenaient, venaient d'être enlevées par des pillards; quelques jours après, des Musulmans arrivant de Timbouctou lui rapportent qu'en son absence, un de ses frères, laissé à la tête de sa maison, était mort, et qu'aussitôt le chef de la ville avait confisqué le contenu de la demeure du défunt, sous le prétexte de dettes prétendues. Prévoyant de graves difficultés, Mardochée laisse sa femme à Aqqa, chez son père, et se hâte de partir seul pour le Soudan. Tous les ennuis l'y attendaient. Le chef refusa de rendre tout ce qu'il avait confisqué, et devint malveillant; l'envie longtemps contenue des concurrents se déchaîna à la vue de la disgrâce et du malheur, et éclata en hostilité bruyante. Mardochée sentit que, pour le moment, la résidence de Timbouktou ne lui était pas possible; il réunit les débris de sa fortune, quarante mille francs, et quitta le Soudan.

« Il reprenait, triste et découragé, cette route du Maroc qu'il avait si souvent parcourue plein de joie et d'espoir; seuls un Juif, un esclave noir et un guide arabe très sûr nommé El Mokhtar l'accompagnaient; tous quatre étaient montés sur des chameaux de course et marchaient vite, sans bagages; Mardochée avait converti tout son avoir en poudre d'or; deux petites outres contenaient le trésor, il en portait une, le Juif l'autre. Ce n'est pas sans danger qu'une aussi faible troupe s'engage dans le Sahara; d'ordinaire on le franchit en nombreuse caravane, mais les caravanes mettent trente jours pour exécuter le trajet et, monté comme il l'était, Mardochée espérait le faire en vingt et un; plusieurs fois, il avait ainsi traversé le désert, toujours avec succès. Les dix-huit premiers jours de route se passèrent heureusement, les voyageurs ne rencontrèrent pas un être humain; El Mokhtar les conduisait en dehors des directions suivies, et les arrêtait à des points d'eau connus de lui presque

seul. Ils venaient de faire halte à l'un d'eux, que Mardochée voyait pour la première fois; c'était un petit marécage bordé de gazon, caché au fond d'un cirque de dunes; les deux Juifs commençaient à s'y reposer, le cœur plein de joie et d'actions de grâces, car ils se voyaient au terme de leurs périls : trois journées les séparaient d'Aqqa, et ils faisaient leur dernière provision d'eau.

« Tout à coup, El Mokhtar, qui était allé faire le tour du marécage, arrive en courant, l'air très inquiet : il vient d'apercevoir, à l'autre bord, les traces fraîches de nombreux chameaux; plus de quatre-vingts se sont désaltérés ici, il y a quelques heures; reviendront-ils? de quel côté sont-ils allés? il y va de la vie de le savoir. El Mokhtar s'élance sur son méhari, et vole en reconnaissance dans la direction des traces. Mardochée le suit des yeux et le voit s'éloigner dans les dunes, paraissant ou disparaissant entre les vagues de sable. Pour lui, il prend à la hâte ses mesures en prévision d'une surprise; des vêtements musulmans et une pacotille de parfumerie avaient été apportés par précaution; en un clin d'œil, les deux Juifs se déshabillent, se travestissent en musulmans, enfouissent la poudre d'or au pied d'un gommier : « Tu t'appelles Moulei Ali, et je m'appelle Moulei Ibrahim, dit Mardochée à son compagnon; nous sommes deux chérifs du Tafilelt, qui allons au Sahel faire le commerce des parfums. » Une question se pose : s'ils sont pillés, leur esclave dira d'où ils viennent et avouera la présence de l'or; il faudrait le tuer; mais ce malheureux n'a pas vingt ans, et il a été nourri chez Mardochée dès son enfance; après des hésitations, la pitié l'emporte, on ne le tuera pas. Ils se remettent à scruter l'horizon, mais n'aperçoivent pas El Mokhtar. Soudain, il apparaît sur une crête rapprochée, arrivant à toute bride et leur faisant, avec le pan de son burnous, des signes désespérés. Ils courent aux montures; c'était trop tard. El Mokhtar n'avait pas avancé de cent mètres, qu'au milieu d'une violente poussière une nombreuse troupe de méharis se profile, lancée à la poursuite du guide ; des coups de feu retentissent : El Mokhtar tombe, il était mort, une balle l'avait atteint à la tête. Un instant après, Mardochée était entouré de soixante Arabes ; sans dire un mot, ils éventrent les sacs qui contiennent les effets; n'y découvrant rien de valeur, ils saisissent les deux Juifs et les déshabillent; Mardochée a beau crier, les appeler mécréants, dire

qu'il s'appelle Moulei Ibrahim, turban, burnous, chemise volent en un instant : « Impies! enlèverez-vous le pantalon à un enfant du prophète? » Il n'avait pas achevé, et le pantalon avait suivi le chemin du reste. Les vêtements arrachés sont fouillés, retournés, examinés dans tous les sens, on n'y trouve rien. Furieux, les pillards se retournent vers les deux hommes qui sont nus sur les genoux : « D'où viennent-ils? qui sont-ils? demandent-ils tous à la fois. Ils ne sont pas là sans motif. Ils ont des marchandises! Ils doivent venir du Soudan! Ils ont de l'or! Où est-il? Qu'ils avouent ou, par Dieu, on les tue sur l'heure! »

En criant, ils les poussent, ils les tirent, et brandissent leur armes... Or, à leur langage, Mardochée a reconnu des Arabes du Sahel, région peu éloignée de sa patrie. A l'instant, il change de plan, et, se mettant à rire : « Ia! que ne dites-vous que vous êtes des Regibat? Je suis des vôtres. Que Dieu maudisse Moulei Ibrahim et Moulei Ali! Nous nous appelons Mardochée et Isaac, et nous sommes des Juifs d'Aqqa! vous ne ferez pas de mal à de pauvres Juifs vos serviteurs. Comment aurions-nous de l'or? Nous venons d'Aqqa, et nous nous rendions dans votre tribu même vous vendre des parfums, voyez notre pacotille. »

Ce discours jette le doute dans l'esprit des pillards, l'accent et le visage des deux hommes sont ceux d'Israélites, les boîtes de parfums semblent indiquer qu'ils disent vrai : ils fouillent une seconde fois les bagages. Mardochée avait changé de plan parce qu'il sentait que, s'il persistait à se dire chérif, on prendrait ce qu'il avait, et on le tuerait pour éviter les représailles; Juif, on lui prendrait tout, mais peut-être lui laisserait-on la vie, n'ayant pas de vengeance à redouter de lui. A aucun prix, il n'avouerait avoir de l'or, ce qui accroîtrait son péril. Les Arabes ne trouvaient définitivement rien, et tout leur montrait la sincérité de Mardochée; ils se disposaient à emmener les méharis et l'esclave avec le bagage, et à laisser les deux Juifs se tirer d'affaire comme ils pourraient: nus, sans nourriture, sans guide, ils regagneraient Aqqa ou mourraient en route, à la grâce de Dieu. Mardochée gémit, pleure, supplie qu'on lui laisse au moins un chameau et une outre, on le repousse durement. Il s'attendait à ce refus, sa demande était une comédie; en réalité, il était content; il gardait la vie et son or, et, connaissant le pays, atteindrait facilement Aqqa; dans moins d'une heure, quand les Arabes auraient disparu, il partirait. Ses spoliateurs chargent

ses méharis, et quelques-uns déjà se mettent en marche. Tout à coup, l'un d'eux, en consolidant le bât d'un des quatre animaux, aperçoit, par une déchirure, des brins de paille du rembourrage; il en tire un : « Ia! revenez! ia, revenez! s'écrie-t-il. De la paille du Soudan! Le Juif a menti : il vient du Soudan! » En moins de deux minutes, tous les Arabes se pressent sur Mardochée : « L'or! l'or! » est le seul cri qu'on entende. « Par Dieu! je n'en ai pas. Par notre seigneur Moïse! je n'en ai pas. O Messeigneurs, je n'en ai pas, je n'en ai pas! » Plus d'histoires, on lui met un poignard sur la gorge : « Où est-il? — Je n'en ai pas. » On enfonce un peu l'arme, le sang coule : « Je n'en ai pas! » murmure-t-il à demi évanoui. La question recommencera lorsqu'il sera remis; pendant qu'il reprend ses sens, on passe à l'autre juif : il voit couler son sang sans avouer. On le laisse pâmé, et on court à l'esclave : « D'où viens-tu? — De Timbouktou. — Tes maîtres ont-ils de l'or? — Non. » A son tour, il sent la pointe d'une lame s'appuyer sur sa gorge; le pauvre nègre tremble : « J'ignore s'ils ont de l'or, gémit-il, mais ils ont creusé tout à l'heure au pied de cet arbre, voyez... » C'était inutilement que Mardochée et son compagnon s'étaient laissé blesser et presque égorger : leur secret était découvert; Mardochée était ruiné, et probablement on le tuerait pour empêcher toute vengeance, après un vol aussi considérable. Pour la seconde fois, en ce jour, la sécurité faisait place à un danger suprême... Il ne fallut pas longtemps pour déterrer le trésor. Qui peindra l'allégresse des Arabes à la vue de tant d'or? Il ne fut plus question de partir; on tua un chameau, et on ne pensa plus qu'à manger pour fêter une telle prise. Les deux Juifs passèrent cette journée et la nuit au milieu du cercle des Arabes, assistant à leur réjouissance sans savoir ce qu'ils deviendraient.

« Le lendemain, les Arabes voulurent diviser l'or entre eux. Ils étaient soixante cavaliers; ne sachant comment faire soixante parts égales, ils ordonnèrent à Mardochée de faire le partage : on mit entre ses mains la petite balance trouvée dans ses bagages et, durant deux journées, il dut peser son propre or sous les yeux de ses ravisseurs et s'ingénier à leur en composer soixante parts semblables. Le malheureux regardait cela comme un répit, il s'attendait à être égorgé dès qu'il aurait achevé sa besogne. D'ailleurs n'allait-il pas périr de faim? tout aliment lui était refusé, il se nourrissait d'herbe depuis sa captivité.

« La plupart des pillards étaient des Regibat; quelques Oulad Deleïm les accompagnaient. Le second jour du partage, Mardochée entendit un des hommes qui l'entouraient parler de la tribu des Chqarna comme en faisant partie : « Y a-t-il aussi des Chqarna parmi vous? » demanda Mardochée. — « Oui, nous sommes cinq Chqarna ici, un tel, un tel, un tel... » Quelques heures plus tard, les Arabes s'étant disséminés pour faire la sieste, Mardochée se dirigeait vers le Chqarni qui lui avait parlé, et tombait à ses pieds, la main attachée à son burnous : « Par Dieu et votre honneur! Dieu me met sous votre protection, ne me la retirez pas. J'ai une debiha (1) sur les Chqarna, je m'appelle Mardochée Abi Serour, un tel d'entre vous est mon seigneur. Par Dieu et votre honneur! sauvez-moi, montrez que les Chqarna défendent leurs clients, et que leur sauvegarde n'est pas vaine. »

« Le Chqarni se trouvait parent du seigneur de Mardochée; il répondit que, pour l'or, il ne pourrait pas le faire rendre, d'autant plus qu'on l'avait pris avant la connaissance de la debiha, mais il garantirait la vie des deux Juifs; il ne pouvait prendre d'autres engagements à cause du petit nombre de Chqarna présents au rezou. Le soir du même jour, le partage terminé, les Arabes tinrent conseil; on discuta ce qu'on ferait; il fut résolu qu'on battrait le désert dans la région, puis on parla de Mardochée. La plupart étaient d'avis de le tuer avec son compagnon; les cinq Chqarna s'y opposèrent : Mardochée, reconnu client de leur tribu, était désormais, déclarèrent-ils, sous leur protection. Une discussion violente s'engagea; le chef du rezou, un Regibi, voulait la mort des Juifs, ses Regibat criaient avec lui. Les Chqarna furent fermes, et, quand on les vit prêts à combattre plutôt que d'abandonner les suppliants, on leur céda.

« Mardochée mena une triste vie pendant la semaine qui suivit : le rezou avait repris ses courses; il parcourait souvent 50 kilomètres par jour, à une allure rapide; les Juifs couraient nus à côté des montures des Chqarna dont ils n'osaient s'éloigner, la faim les tourmentait; leurs protecteurs n'ayant que le strict nécessaire, ne pouvaient rien leur donner; des herbages, les os que jetaient les Musulmans, tout impurs qu'ils étaient, une pincée de thé obtenue par charité, furent, pendant cette

(1) L'acte par lequel on se place sous la protection perpétuelle d'un homme ou d'une tribu. C'est une *anaïa* prolongée.

période, la seule nourriture de Mardochée et de son compagnon. Combien de temps se prolongerait cette existence? Mardochée se le demandait, accroupi près d'un puits où l'on campait le huitième jour. En vain il avait prié les Chqarna de le conduire à Aqqa, ils lui avaient répondu que s'ils se séparaient du rezou, celui-ci, le pacte d'union rompu, les poursuivrait et les attaquerait après leur départ; l'objection était fondée et Mardochée n'insista pas. D'où viendrait donc la délivrance? Arriverait-elle à temps? Soudain, un tourbillon de poussière apparaît au bout de la vallée, il s'approche comme un ouragan, quelques Arabes se lèvent effarés, aucun n'a encore saisi ses armes et le nuage est là, s'arrête, et montre deux cents cavaliers montés sur des méharis. Un homme en sort, et marche aux Regibat; son chameau blanc se couche; il pose, sur la tête de l'animal, un de ses pieds chaussés de hauts brodequins, et, mettant en joue le chef des Regibat : « Que Dieu maudisse les Regibat et Sidi Hamed le Regibi leur patron! Que Dieu fasse brûler vos pères et vos ancêtres! Vous avez opprimé nos frères et voulu mettre à mort nos clients : à cette heure, vous êtes à notre merci. Ia, femmes! qui n'avez de cœur que contre les Juifs, vous allez apprendre ce qu'est la parole d'homme! » C'était le chef des Chqarna qui parlait ainsi; célèbre dans le Sahara pour son éclatant courage, on le reconnaissait de loin à sa blanche monture, mieux dressée que le meilleur cheval et instruite à obéir à sa voix. L'homme qui avait pris Mardochée sous sa protection avait envoyé un serviteur l'avertir des dangers que couraient les Chqarna et leurs protégés, et il venait tirer ses frères des mains des Regibat.

« Les Chqarna n'usèrent de leur avantage que pour emmener les leurs et les deux Juifs. Mardochée, renvoyé à Aqqa sous bonne escorte, retrouva enfin sa maison. Quand au rezou, cette aventure lui porta malheur; étant allé attaquer une fraction des Berâber, il fut si vigoureusement reçu, que son chef et la plupart des cavaliers furent tués, et que très peu revinrent; le Sahara se souvient encore, après vingt ans, du désastre de ce rezou.

« Mardochée était de retour à Aqqa, qu'il avait cru ne jamais revoir, mais il revenait ruiné, et un plus grand chagrin l'attendait : pendant son absence, son père et sa mère avaient quitté ce monde. Leur héritage aurait dû être considérable, il

se trouva peu de chose. Mardochée, froidement accueilli par ses frères, qui avaient sans doute soustrait une partie de la succession, résolut d'abandonner un pays où il avait trouvé tant de tristesse. Vendant ce qui lui restait, il alla une dernière fois sur la tombe de ses parents, en détacha un petit fragment, relique qui ne devait plus le quitter, et partit avec sa femme pour Mogador.

« Là commence une nouvelle période dans la vie de Mardochée, période remplie par ses relations avec les Européens, et qui embrasse le reste de son existence. A Mogador, il fut découvert par M. Beaumier, consul de France, orientaliste consciencieux et membre zélé de la Société de Géographie. M. Beaumier le mit en rapport avec cette société, laquelle le fit venir deux fois à Paris, et le chargea de missions dans le Maroc méridional. Dans ses voyages en France, Mardochée entra en relations avec l'Union Israélite universelle et avec divers savants, tels que le docteur Cosson, qui, par les secours qu'ils lui donnèrent, et les missions rétribuées qu'ils lui confièrent, l'aidèrent à vivre pendant quelques années. Mardochée fit ainsi, de 1870 à 1878, deux ou trois itinéraires pour le compte de la Société de Géographie, et plusieurs collections de plantes pour le docteur Cosson; ces travaux ne répondirent pas à ce qu'on avait attendu, car, à la fin de ce temps, on cessa de lui en confier. Sur ces entrefaites, M. Beaumier mourut. Le gagne-pain et le protecteur disparaissaient en même temps. Sans moyens d'existence à Mogador, où il était mal vu de ses coreligionnaires, Mardochée s'embarqua pour l'Algérie avec sa femme et ses enfants, et, appuyé par la Société de Géographie, demanda au gouvernement français une place qui lui fournît de quoi vivre. On le nomma rabbin instituteur à Oran, puis à Alger.

« Un jour de février 1883, j'étais à la bibliothèque de cette dernière ville, causant avec le conservateur, M. Mac Carthy, lorsque nous vîmes entrer un Juif de cinquante à soixante ans, grand, fort, mais voûté et marchant avec l'hésitation de ceux qui ont mauvaise vue; quand il fut près, je vis qu'il avait les yeux rouges et malades; il portait une longue barbe noire mêlée de poils blancs; sa figure respirait plutôt la bonhomie et la paix qu'autre chose. Il était vêtu à la mode syrienne : un caftan grenat serré par une ceinture lui tombait jusqu'aux pieds; pardessus pendait un manteau de drap bleu de même longueur; il

était coiffé d'une calotte rouge entourée d'un turban noir; à sa main était une tabatière, où il puisait continuellement; ses habits, autrefois riches, étaient vieux et malpropres, et toute sa personne révélait un homme pauvre et négligent. « Qui est ce Juif? demandai-je. — C'est votre affaire, un homme qui a passé toute sa vie au Maroc, est né à Aqqa, a infiniment voyagé, a été plusieurs fois à Timbouktou, et peut vous donner des renseignements précieux; c'est ce rabbin Mardochée, dont il est question dans les bulletins de la Société de Géographie. » J'allai à Mardochée et le questionnai; jugeant qu'il pouvait me fournir de bonnes indications, je pris son adresse et allai le voir. Un Musulman de Mascara, avec qui je devais partir pour le Maroc, m'ayant écrit, sur ces entrefaites, qu'il ne pouvait m'accompagner par suite d'affaires de famille, je proposai à Mardochée de l'emmener à sa place. Il y consentit, à la condition que je prendrais le costume israélite. Je ne vis que des avantages à ce déguisement. Restait à faire mes conventions avec Mardochée. M. Mac Carthy, muni de mes pouvoirs, se chargea de la négociation, et, après de longs débats, rédigea un écrit que Mardochée et moi signâmes, et qui resta à la bibliothèque d'Alger. En voici le résumé.

« Mardochée laisserait à Alger sa femme et ses enfants durant tout mon voyage. Il m'accompagnerait et me seconderait fidèlement, en tous lieux du Maroc où il me plairait d'aller. De mon côté, je lui donnerais 270 francs par mois; 600 francs lui seraient remis avant le départ, le reste au retour; si mon absence durait moins de six mois, il recevrait cependant six mois d'appointements. L'entretien de Mardochée durant le voyage serait à ma charge. Si Mardochée m'abandonnait au cours du voyage sans ma permission, il perdait par là même ses droits à toute rémunération pour le temps passé avec moi, quelle que fût la durée de ce temps, et il devenait lui-même débiteur envers moi des 600 francs qui lui avaient été donnés d'avance. »

« L'obligation pour mon compagnon de laisser sa famille à Alger me garantissait contre toute idée de trahison de sa part. L'article par lequel il perdait sa rémunération, en me quittant malgré moi, m'assurait qu'il ne m'abandonnerait pas. Ces deux clauses, inspirées à M. Mac Carthy par sa connaissance des Juifs algériens, sauvèrent le succès de mon voyage et probablement

ma vie ; que de fois Mardochée voulut me laisser ! et que de fois les conditions souscrites le retinrent seules !

« Ces conventions furent signées en mai 1883 ; quelques jours après, le 10 juin, Mardochée et moi partions ensemble pour le Maroc.

« J'ai peu parlé de Mardochée dans la relation de mon voyage, à peine l'ai-je mentionné. Sa part fut grande pourtant, car il était chargé des relations avec les indigènes, et tous les soins matériels retombaient sur lui : discours aux Juifs et aux Musulmans, explications sur les motifs du voyage, organisation des escortes, recherche du logis et de la nourriture, il s'occupait de tout cela ; je n'intervenais que pour approuver ou dire non. Intelligent, très et trop prudent, infiniment rusé, beau parleur et même éloquent, rabbin assez instruit pour inspirer de la considération aux Israélites, il me rendit de grands services. Je dois ajouter qu'il se montra toujours vigilant et dévoué à veiller à ma sûreté. Si j'ai tû tant de services, c'est parce que celui qui me les rendit fut en même temps, par sa mauvaise volonté, un obstacle constant et considérable à l'exécution de mon voyage ; tout en contribuant au succès de mon entreprise, il fit, du premier jour jusqu'au dernier, tout ce qui fut en lui pour le faire échouer. En quittant Alger, Mardochée, qui ne connaissait du Maroc que les environs d'Aqqa et le littoral, croyait partir pour un voyage facile et sans dangers. Je lui avais détaillé les lieux que je voulais visiter, mais comme il ne connaissait même pas les noms de la plupart, cette énumération n'éveilla aucune idée dans son esprit. Au reste, il se disait sans doute qu'une fois au Maroc, il ferait ce qu'il voudrait d'un compagnon si jeune, et modifierait à son gré mes projets. Or la route se trouva pleine de périls, et il ne put rien changer à mes desseins. Il y eut là une double déconvenue pour lui ; les conditions du voyage furent, en fait, très différentes de ce qu'il les avait pensées. Il ne s'y résigna pas sans lutte ; de là nos démêlés. Dès Nemours, nous eûmes de graves discussions, et il parla de retourner à Alger ; le Rif en était cause ; aux premiers mots des dangers de cette région, il déclara ne pas vouloir y entrer ; je lui ordonnai de chercher les moyens d'y pénétrer, et je les cherchai moi-même. A Tétouan, la même querelle dura quinze jours ; à Fâs, elle se renouvela avec une violence extrême, et là, Mardochée fut réellement sur le point de me quitter, tant il redoutait la

route qui me conduisit à Bou-el-Djad. Depuis Fâs, la dispute ne cessa pas; deux motifs la faisaient renaître chaque jour : Mardochée ne voulait pas suivre l'itinéraire que j'avais fixé, et il voulait voyager lentement; j'étais décidé, au contraire, à exécuter exactement mon plan primitif, et je tenais à marcher sans perte de temps. Sur le premier point, je ne cédai jamais à partir de Fâs, et mon itinéraire s'exécuta selon ma volonté. Sur le second point je n'eus pas le même succès, et, malgré mes reproches, nous avançâmes avec une grande lenteur jusqu'à mon départ de Tisint pour Mogador; si la fin de mon voyage s'exécuta plus vite, c'est que je promis à Mardochée une gratification, si nous étions à Lalla Marnia le 25 mai. — Entre ces deux parties de mon voyage, je faillis me séparer de Mardochée. Lorsque j'allai à Mogador, je le laissai à Tisint, et partis avec un Musulman, le Hadj Bou Rhim, excellent homme dont je ne puis assez me louer; je voyageai avec lui du 9 janvier au 31 mars 1884; de retour à Tisint, je lui proposai de remplacer Mardochée et de m'accompagner jusqu'en Algérie; il avait accepté, et j'avais déjà donné à Mardochée son certificat et la somme nécessaire pour regagner Alger, quand un obstacle empêcha le Hadj Bou Rhim de partir. Je repris Mardochée, qui en fut trop heureux.

« Si j'eus à me plaindre de la mauvaise volonté de Mardochée, il est juste de dire qu'elle ne fut inspirée par aucune intention désobligeante à mon égard : la crainte du péril causa son opposition à mon itinéraire ; l'amour du repos et l'intérêt qu'il avait à prolonger des services payés au mois entretinrent sa lenteur. »

Après son retour du Maroc en 1884, Mardochée ne sortit plus d'Alger. Retiré dans sa maison, il fut repris par sa vieille passion de l'alchimie. Trouver de l'or! Avec celui qu'il avait reçu en paiement, il acheta du mercure, pour ses expériences de transmutation des métaux. Et comme il demeurait, tout le jour, penché sur ses creusets, les vapeurs mercurielles, sans bien tarder, empoisonnèrent ce dernier des alchimistes.

Si la *Reconnaissance au Maroc* est presque muette sur le compte de Mardochée, les lettres intimes écrites par l'explorateur ne le sont pas. Je dois dire qu'elles parlent du rabbin sans grand ménagement, et que les notes vont decrescendo. La chute est curieuse à suivre. Foucauld écrit le 17 juin 1883, peu

d'heures après le départ : « Je suis très content de Mardochée. Il n'a qu'un défaut, c'est une prudence excessive. »

Le 24 juin, ayant déjà voyagé quelques jours en pays marocain, il écrit à sa sœur : « Je suis assez content de Mardochée; il va bien, mais à condition qu'on le secoue vigoureusement. Je suis obligé, presque tous les jours, de lui donner une bonne enlevée. Je viens de faire l'emplette d'un chapeau de paille qui t'amuserait bien si tu le voyais; il a quatre-vingts centimètres de diamètre. Tout le monde, mais surtout les femmes mauresques, porte ici de ces chapeaux. » Le 2 juillet : « Je ne suis pas trop content de Mardochée. Il est paresseux et poltron, il n'est bon que pour la cuisine. » Le 23 juillet : « Quant à Mardochée, je n'en suis pas content : c'est le plus paresseux animal qu'on puisse rencontrer. Avec cela poltron au delà de toute expression, maladroit, et ne sachant pas du tout voyager. »

Enfin le 30 janvier 1884, il écrira : « Mardochée est une brute. »

Ce n'est que tout à la fin qu'un peu de commisération, ainsi qu'on vient de le voir, ramène les formules vers l'indulgence et l'excuse. Le voyage terminé, la route s'embellit, le compagnon aussi.

René Bazin.

(A suivre.)

FRANÇOIS BULOZ ET SES AMIS

AU TEMPS DU SECOND EMPIRE

III[1]

LES OPINIONS DU FONDATEUR DE LA *REVUE*

Il me paraît intéressant d'aborder, ici, la question des opinions personnelles de l'homme, qui dirigea quarante-six années la *Revue des Deux Mondes*. Quelles étaient-elles? Nous avons vu que le Gouvernement de Louis-Philippe ne lui fut pas contraire, et même que les ministres, Molé, Montalivet, Thiers, usant de son influence, cherchèrent d'autre part à le servir : sa nomination à la direction des Français, il la dut au gouvernement de Juillet qui, en somme, soutint ses efforts, sauf à l'époque du ministère Guizot.

Pourtant, si F. Buloz fut partisan de Louis-Philippe, ce fut plutôt, je pense, par esprit d'ordre et de patriotisme, et parce qu'il estimait que la France lui devait alors sa prospérité; le directeur de la *Revue* était trop indépendant, trop admirateur du philosophe de Genève, pour admettre *une cour*; les fastes, même bourgeois, du Roi citoyen ne le séduisirent jamais; il se révolta constamment à l'idée de faire antichambre chez un ministre, et d'y perdre son temps, lui dont le temps était si précieux. Petit à petit, par la suite, il s'attacha personnellement aux fils de Louis-Philippe, au point de courir quelques risques pour eux sous l'Empire, en publiant des articles qu'ils écrivirent, mais ne signèrent point.

On a vu ici que F. Buloz ne crut pas à la Révolution de 1848,

(1) Voyez la *Revue* des 1er février, 1er mars.

il en devina rapidement l'inefficacité: le désordre de ce mouvement lui déplut, et l'éloquence des prophètes choquait son goût de la mesure. La République était, à vrai dire, la forme de gouvernement qu'il eût préférée, non pas celle de 48, mais une république idéale, servie par des hommes désintéressés, intègres, et dévoués à la cause populaire. Enfin son rêve fut celui des hommes de son temps, rêve que nous avons appris, nous, à ne plus former.

Alphonse Karr écrivit : « La République ne consiste pas à ajouter des basques aux vestes, mais à couper les pans des habits. » F. Buloz le comprit; d'ailleurs, les journées de Juin le détournèrent des révolutions, si tant est qu'il ait jamais fondé sur elles quelque espérance. Il vit arriver l'Empire avec un double sentiment de chagrin, et aussi d'espoir. Allait-on, après tous les orages successifs, jouir du beau temps? Le pays, si bouleversé depuis trois ans, retrouverait-il sa prospérité d'autrefois? Était-ce l'ordre? En même temps, F. Buloz se disait : « Ce monarque-ci, rêveur, ne sera-t-il pas quelque jour un danger pour le pays, où son rêve le mènera-t-il? »

Il est logique que le directeur de la *Revue* ne se félicitât pas des mesures prises alors contre la presse, ni d'une censure qui abaissait à ses yeux la liberté de pensée de la France intellectuelle. Cet homme, qui aimait les hardiesses de l'esprit, et toute conception neuve, comprit très rapidement que la censure impériale étoufferait les moindres élans. Il fit donc de l'opposition à l'Empire, il en fit de tout son pouvoir, et son pouvoir était grand. Il encouragea la sincérité de ses chroniqueurs politiques, il soutint la jeune poésie, et le roman qui attaqua le plus ouvertement le monde noir, — péril nouveau à ses yeux, — fut accueilli, et même provoqué par lui.

Or, s'il est normal qu'un jeune directeur, au début d'une fondation, risque le tout pour le tout, il l'est bien moins, de voir le rédacteur en chef d'un organe tel que la *Revue des Deux Mondes* en 1850, garder cet attrait pour la jeunesse, cette foi en sa force, cet esprit frondeur même, que F. Buloz conserva toute sa vie. Il trouve (il vient de l'écrire à G. Sand) que la *Revue* n'ose pas assez; il voudrait ce recueil à la tête de tous les mouvements intellectuels, et il lutte sans cesse dans sa *Revue* même, pour la cause de cette indépendance, sans laquelle on ne compose que de lourds sommaires uniformes; il lutte avec ses col-

laborateurs, avec ses amis, avec les lecteurs de la *Revue*, avec ses actionnaires.

Publie-t-il les *Fleurs du mal*? Il se verra discrètement « averti. » La chronique de Forcade est-elle d'une trop verte franchise? On le prévient deux fois: si la *Revue* continue sur ce ton, c'est la suppression. Accueille-t-il Ernest Renan? la « droite » s'insurge: « c'est un scandale. » De tout cela, F. Buloz ne s'émeut guère; s'il lui faut louvoyer avec le pouvoir pour conserver l'existence de la *Revue*, avec les actionnaires, les abonnés, et « la droite, » le directeur énergiquement, discute, non pour résister à leurs tendances, mais pour les convertir à ses idées; c'est lui qui a raison, il le sait, il le sent: une revue qui ne se renouvelle plus dépérit. Va-t-il s'attarder, devenir, comme il le dit, *l'instrument de la réaction?* Non. Malgré les reproches de George, ce vieil homme ne sera jamais un conservateur qui se repose, mais un créateur, que tout jeune effort intéresse. C'est l'éternel secret de sa réussite. Quelle leçon! quel exemple pour ceux qui viendront après lui!

Quant à ses opinions religieuses, on a lu ses lettres à George Sand: F. Buloz fut libre penseur dans toute l'acception du mot (1). On a écrit qu'il subit en cela l'influence de Sainte-Beuve: c'est une erreur. F. Buloz, qui admirait le talent de Sainte-Beuve, n'étendit pas cette admiration au caractère de Joseph Delorme. Les sautes d'humeur de celui-ci, ses idées perpétuellement changeantes, irritaient et déroutaient le directeur de la *Revue;* les convictions de Sainte-Beuve d'ailleurs furent-elles jamais solides? Ne l'avons-nous pas vu, après ses discussions avec Barbe, redevenir croyant en 1833, lorsqu'il est amoureux d'Adèle et ensuite... ne parlons pas de ses convictions politiques, plus incertaines encore; comment un tel homme si flottant, si fuyant, si insaisissable, eût-il exercé une pression sur le bloc que présentait F. Buloz? Non. Constatons-le: F. Buloz fut toujours, et bien avant la venue de Sainte-Beuve, irréligieux, il le demeura jusqu'au bout, ses tendances le portaient vers la libre pensée.

Son origine modeste, ses débuts si durs, sa simplicité, l'éloignement qu'il manifestait pour l'apparat et le luxe, faisaient de

(1) On lui a reproché la boutade qu'il décocha à un rédacteur. Celui-ci apportait un article sur le christianisme: F. Buloz l'écarta vivement: « Dieu n'est pas un sujet d'actualité, » dit-il.

lui un démocrate. Jusqu'ici, il n'était guère sorti de sa *Revue*, qui demeurait son univers, il n'avait jamais fait œuvre de « mondain, » les relations qu'il entretenait avec les auteurs, ou ses rapports politiques avec les hommes de gouvernement, n'intéressaient que la *Revue*. Mais voici qu'à cette époque, il entre en contact avec ses voisins, et qu'il pénètre, en devenant « propriétaire terrien, » dans la société savoisienne qui l'environne. Alors ce qu'il voit le révolte, l'exaspère : les mœurs, la fausse bienséance, l'étroitesse d'idées... et encore la façon dont « les hobereaux » traitent les paysans ! Cela surtout le met hors de lui... c'est à George qu'il confie son indignation, et c'est elle qu'il charge de punir ces retardataires, profiteurs et fourbes. La silhouette du père La Quintinie, elle l'a esquissée d'après les indications du directeur de la *Revue*, et le vieux monsieur est purement odieux, d'une religion intolérante, autoritaire et puéril à la fois.

George Sand écrivit en 1863, — l'année de *La Quintinie*, — un article sur les Charmettes : *Nouvelles réflexions sur J.-J. Rousseau et les Charmettes*. Un mois avant que l'article parût dans la *Revue*, F. Buloz discutait avec elle, et lui reprochait certaines erreurs : « Vous commettez à propos de Mme Warens une lacune, » lui disait-il. Ces mœurs ne sont pas uniquement des mœurs du XVIIIe siècle, plusieurs amours à la fois ne sont pas chose rare chez les hobereaux de certains pays ; » il remarque qu'ils sont, ces hobereaux, « à demi civilisés comme les Russes, et qu'ils se servent du peu qu'ils savent pour tout se permettre. » « Ici, dit-il encore, avant nous (à Ronjoux) il y avait une femme qui ne se permettait pas moins que Mme de Warens aux Charmettes... » (1)

Cette simple ligne d'une lettre de F. Buloz, trouvée à la bibliothèque de Lovenjoul, me remit en mémoire certaines allusions de ma pieuse grand'mère, certains chuchotements que

(1) George avait écrit : « Ceci d'ailleurs se passait (l'aventure de Rousseau, de Claude Anet et de Mme de Warens) à l'époque la plus corrompue qui fut jamais ; » et aussi : « et comme la véritable affection de ces deux hommes l'un pour l'autre est un hommage rendu à Mme de Warens elle-même, à ce qu'il y avait en elle de vertus viriles, puisque son impudeur ne la leur rendait ni moins chère ni moins respectable, etc. » F. Buloz relève la première observation, — il ne dit rien de la seconde... ; en la lisant, on ne peut s'empêcher de croire que George songeait à ses propres vertus viriles, et aussi à Venise, à l'affection de Pagello pour Musset. — Comment n'y aurait-elle pas songé ?

je remarquai, petite enfant, sans les comprendre : il était question souvent d'un arbre au fond d'un torrent à pic, qui entoure la propriété ; d'un « fayad » dont le tronc s'élance, droit et vigoureux, du fond du « ruisseau, » et dont le faîte disparaît au milieu des sapins voisins. Ce fayard est toujours debout; il portait, disait-on, dans son écorce autrefois, une blessure : deux lettres creusées dans sa chair. Je les ai cherchées, lorsque j'ai compris que ces lettres représentaient un serment, — une date. — Mais la nature immortelle efface les serments éphémères des hommes : l'écorce de l'arbre a revêtu la blessure, qui a disparu à jamais.

F. Buloz parle avec sévérité des mœurs de l'émule de Mme de Warens qui l'a précédé dans la maison de Ronjoux. Mais F. Buloz est un vieux Romain, qui n'est guère porté à l'indulgence pour les faiblesses féminines. Que sait-il ? Au pied de cet arbre immense, dans cette profonde solitude, autrefois, que s'est-il passé ? Quel drame s'est joué là ? J'ai cherché passionnément à le savoir : en vain.

Donc, le Directeur de la *Revue* a mauvaise opinion des mœurs rurales. Lorsque George lui en demande des détails, il l'assure que l'on n'entre pas aisément dans ce monde fermé, que *Mlle la Quintinie*, d'ailleurs, a profondément blessé ; lui surtout est tenu pour très suspect, et la *Revue* est « l'œuvre du diable ; » on la craint, « on la sollicite au besoin, mais on se signe à son nom. » De la famille d'un de ses voisins, avec laquelle il a essayé inutilement d'être en bons rapports, il dit souvent : « C'est un nid de Mauprat, » et il s'étonne : « Le XVIIIe siècle n'a pas eu son action ici. » Il faut noter cette remarque, elle trahit l'admiration de F. Buloz pour les philosophes, et pour les doctrines de Rousseau. « Le paysan est encore le serf de ces Mauprat. On veut l'émanciper, mais on n'y réussit guère. Il faudra dix ans de la domination de la France, au moins, pour transformer ce beau pays. Avec quelques mesquines générosités, ces hobereaux acquièrent le droit de pressurer les paysans qui acceptent. »

« Croyez-vous que l'hectare de terre leur est souvent affermé 250 ou 300 francs ? (1). Je suis encore très mal vu par ce monde hobereau, pour avoir voulu réagir à ce sujet. Savez-vous ce que ces *nobles* appellent la culture à *mi-fruit* ? C'est de prendre

(1) La situation a bien changé depuis 1863.

pour eux trois gerbes sur cinq, trois tonneaux de vin sur le même nombre. » F. Buloz a découvert encore une alliance « fort bien cimentée entre les dits hobereaux et le clergé du pays. » « Ces nobles forcent *leurs gens*, et pour cause, à se confesser tous les mois. Je n'avais aucune idée de cela avant de venir ici (1). »

Inutile de dire que George s'indigne avec son ami. Et Mme F. Buloz? Elle est pieuse, mais sa piété discrète n'est ni encombrante, ni obsédante; elle attend son heure, — disons tout de suite, qu'en ce qui concerne F. Buloz, elle l'attendit en vain. Cependant, elle souffre de l'esprit étroit du pays qui indigne son mari, plus violent. Les prêtres ne vont-ils pas disant que Mme F. Buloz est fille de comédiens? Comédien, Castil Blaze, rédacteur musical aux *Débats?* Il ne l'est pas, mais l'eût-il été, quel déshonneur eût donc rejailli sur la douce Christine Blaze? Quelle petitesse! Mme F. Buloz a confié cette calomnie (car elle en est blessée) à son amie George, — celle-ci ne fait qu'en rire: « Dites-leur que ma mère a été figurante, ce qui est vrai, et leur fera plaisir. Si les dames de Chambéry font la grimace, tant mieux, elles ne m'inviteront pas à leurs confréries et cela sera tout profit pour moi (2). » Sans doute, mais Christine Blaze ne songeait pas à opposer Mlle de Bury à l'aimable Mme Dupin.

Depuis que F. Buloz est redevenu Savoyard, il ne tient plus en place : « Vous voltigez comme un papillon, lui écrit George, je ne sais où vous êtes... Vous êtes heureux de pouvoir aller et venir comme un jeune homme, et de revoir quand vous voulez votre belle Savoie. Vous êtes un enfant gâté de ce côté-là. Ah! si j'avais un peu de rochers et de cascades, je ne bougerais jamais. Bonsoir, mon vieux, faites-moi un plaisir, quand vous retournerez à Ronjoux : c'est de vous informer si on vend à Aix des herbiers des principales plantes du pays (3)... » Pendant son séjour en Savoie, George Sand a subi tant d'orages qu'elle n'a pu herboriser à son gré, ni grimper aux régions plus désertes où elle eût trouvé une flore rare ; ce qu'elle a rapporté lui vient de Ronjoux; elle écrit : « La flore du Nivolet ou du Mont Granier me ferait grand plaisir (4)... » Bien entendu, c'est sa

(1) 23 octobre 1863. Collection S. de Lovenjoul, F. 113.
(2) Nohant, 4 mars 1863. Inédite.
(3) Collection S. de Lovenjoul, F. 156. Inédite.
(4) Collection S. de Lovenjoul, 25 février 1863, F. 164. Inédite.

femme que F. Buloz charge de cette recherche de l'herbier.

« Eh quoi, ma pauvre amie, écrit George à Mme F. Buloz, c'est vous qu'on charge de l'herbier?... Rien ne presse, je disais à Buloz : *Quand vous irez à Ronjoux*, et quand vous y songerez, et le voilà qui vous dit d'écrire, de vous dépêcher, et de vous *embêter* de moi, comme si le Nivolet devait s'envoler (1)! Heureusement, vous savez que je ne suis pas si impétueuse que votre époux, et que je ne veux pas vous causer un souci, gros comme le plus microscopique de mes brins d'herbe (2). »

GEORGE SAND ET HUGO

George Sand, qui à cette époque atteint bel et bien la soixantaine, ne semble guère, intellectuellement parlant, changée depuis 1848, et si le portrait de Couture la représente alors sous les traits d'une dame au menton lourd, au cou épais, ni ses magnifiques yeux, ni son esprit enthousiaste n'ont vieilli. Elle est demeurée aussi généreuse qu'autrefois, lorsqu'il s'agit de louer un de ses contemporains, ou de signaler un talent nouveau. Aussi F. Buloz continue-t-il à exercer auprès d'elle la fonction de modérateur : « Informez-vous. Voyez, rendez-vous compte. Si vous saviez, vous ne penseriez pas ainsi. » On trouve continuellement dans les lettres de son ami des conseils de ce genre, concernant les littérateurs de son temps. Comme jadis, par tendresse, elle découvrait généreusement le « génie » d'un Malefille, ou d'un Charles Didier, elle se sert aujourd'hui, en parlant d'Arsène Houssaye, au gré de son directeur, — de termes trop louangeurs. Son article sur un récent livre d'Hugo aussi (3) dépassera la mesure (cependant, c'est Hugo! « Discernons, » lui conseillera F. Buloz).

C'est dans une seconde étude sur les Charmettes que George cite un livre récent d'A. Houssaye, et F. Buloz la reprend : il estime que l'éloge accordé est exagéré, il entreprend d'éclairer l'auteur : « Vous êtes un honnête homme et un grand écrivain,

(1) Montagne située en face de Ronjoux. Le Mont Granier, dont parle George Sand plus haut, est la suite de cette chaîne.

(2) 4 mars 1860. Inédite.

(3) On ne retrouve dans l'article des *Charmettes* aucun des termes d'ailleurs qui avaient pu choquer Buloz.

mon cher George... Si vous m'en croyez, vous n'aurez rien à démêler avec ces plumes-là. » C'est ainsi que son directeur mettait George Sand en garde contre les auteurs qu'il reléguait, lui, au second plan. Mais il avait fort à faire avec George, nature enthousiaste. L'article qu'elle consacra au livre de Hugo sur Shakspeare, parut encore, même pour Hugo, dans sa première version, trop uniformément louangeur à F. Buloz. Cette louange enthousiaste et « sans discernement » attira à George l'épître suivante :

« Je vous conjure encore de bien prendre garde à ce que vous allez faire... Renan, dont vous parlez, me disait hier que ce livre était la risée de Paris, tant il y a d'énormités et de personnalité.

« Laissez-moi vous citer celles qui amusent le plus. Le grand Italien, c'est Dante; le grand Anglais, c'est Shakspeare; le grand Allemand, c'est Beethoven. Et le grand Français, puisqu'il n'en nomme aucun, c'est V. H... ! Hugo élève sa statue en élevant celle de Shakspeare... S'il nomme Beethoven le grand Allemand, ce n'est pas qu'il connaisse la musique ; c'est qu'il veut faire pièce au grand Gœthe, qui ne lui a pas épargné quelques amères critiques à propos de *Notre-Dame de Paris*. Croit-il supprimer le grand Gœthe en ne le nommant pas? Vous lui reprochez de ne pas nommer le divin Mozart (1), et vous avez bien raison... C'est qu'il ne le connaît pas, croyez-le bien. Voulez-vous une anecdote musicale à ce sujet? C'est ma femme qui me la rappelle. Son père (2) venait de traduire *Euryanthe* (3) pour l'Opéra, en 1831 ou 1832. La famille Blaze était très bien avec la famille Hugo, et on partageait la loge à la première représentation. V. Hugo, qui n'a jamais aimé la musique, ne se pressait point d'arriver, et quand il arriva, *Euryanthe* était jouée, et le ballet de *la Fille mal gardée* était déjà commencé. Hugo, qui croyait entendre la musique de Weber, s'extasia longtemps sur le caractère de cette grande musique, lorsqu'on lui apprit enfin que ce n'était plus la musique de Weber ! Croyez donc après cela à son admiration pour Beethoven. Son admiration pour celui-ci, c'est sa rancune

(1) George Sand écrivait : « Le Poète... n'admet-il pas qu'un génie puisse être lumière, et rien que lumière comme Mozart? »
(2) Castil Blaze.
(3) *Euryanthe*, de Weber.

contre le véritable grand Allemand (1). Hugo n'aime pas la discussion, il ne veut que l'idolâtrie, c'est par malheur sa faiblesse...

« Le public et la postérité sont fort malins. Nous admirons tous les poésies de V. Hugo; ses *Châtiments*, surtout, l'ont montré sous un jour nouveau; mais son théâtre, mais sa prose, mais ses *Misérables* le grandissent-ils? J'en doute, et je voudrais bien que vous fussiez témoin des embarras de Montégut, qui ne veut pas l'affliger dans son article, et qui cependant ne peut pas tout admirer et tout louer...

« Je crois bien connaître Hugo, je l'ai beaucoup pratiqué : malgré tout, je l'admire et je l'aime beaucoup, chez lui et dans ses livres; mais je n'aime pas sa divinité, son habileté, et je crois peu à sa démocratie. Je l'ai vu si différent! En 1848, il cherchait à me convertir au prince Louis-Napoléon et à son futur Empire. Que s'est-il passé entre les deux personnages? Je ne sais, mais *Napoléon le Petit* et *les Châtiments* sont venus, sans rester dans toute la vérité et toute l'équité. Et pourtant, quel talent dans *les Châtiments!*... Tout ce que je puis me rappeler, c'est que, quand nous faisions répéter *les Burgraves* aux Français (2), V. Hugo ne tarissait pas sur César. Je faisais mon possible pour échapper à ses longues et absorbantes conversations.

« Un soir cependant, après minuit, il s'empara de moi jusqu'à deux heures du matin, et voici l'apostrophe qu'il me jeta tout à coup en passant devant les Tuileries : « *S'il était là* « (le premier Napoléon), *il n'y aurait qu'une grande chose en* « *France*, les Burgraves, *et il viendrait à nos répétitions.* » C'était une illusion un peu grosse, et je crois qu'on s'en est fait quelques-unes de ce genre. Ce n'est pas une raison pour ne pas admirer le vrai talent, mais il ne faut pas l'admirer dans ses écarts... Dieu veuille qu'à mon éloquence vous ne répondiez pas comme Hamlet, dans le grand Shakspeare, qui est un peu plus grand que dans le livre nouveau : *Des mots! des mots!* (3) »

(1) Gœthe, le grand Allemand oublié, admirait beaucoup les poèmes de V. Hugo, mais il n'était pas tendre pour les inventions romanesques du poète, comme on peut le voir dans ses Entretiens avec Eckermann.

(2) En 1843.

(3) Collection S. de Lovenjoul, 5 mai 1864. F. 146.

Après cela George Sand propose à son directeur de « mettre une note. » Pourquoi? Non. F. Buloz n'en veut aucune; il n'y a là rien à expliquer; d'ailleurs blâmerait-il George pour l'amour et l'admiration des belles choses qu'elle manifeste? Encore une fois non. Il comprend son admiration, lorsqu'elle va de pair avec « la haine des platitudes, » et il lui rappelle qu'il a « tendrement aimé deux personnes qu'elle connaissait bien, parce qu'il admirait leur esprit et leur imagination naturelle, simple et réelle; mais l'énormité, la prétention lui vont moins, surtout lorsqu'on veut commander l'idolâtrie. Du reste n'a-t-elle pas adouci ou atténué les passages qui le choquaient trop dans cet article? Ce qui le choque le plus dans Victor Hugo, le sait-elle? C'est qu'il n'imprime jamais un mot flatteur à l'adresse de ses rivaux, et qu'il n'apporte, au contraire, aucun scrupule à louer des gens sans talent ou même des malheureux à qui l'on ne doit pas donner la main. Vous allez me dire encore que cela ne fait rien au talent... Je ne suis pas de cet avis; le talent doit assez se respecter pour être sincère et digne. J'aimerais mieux faire un compliment à Napoléon III qu'à M. de Mirecourt (1). Mais ne flattons personne, pas même la basse presse; sans cela, on perd la notion du vrai, et du juste, et du convenable.

« C'est ce qui est arrivé souvent au grand poète, et je dis à dessein grand poète, et c'est assez. Voilà pourquoi il se jette si souvent dans l'énorme, dans l'inhumain, comme disait si souvent le grand Gœthe. Voilà pourquoi aussi il devient si souvent banal avec ses compliments, ses éloges ridicules à de pauvres diables. Puis, pourquoi cette haine de la critique, de la discussion sincère, cette recherche de l'adulation des valets de plume? Un grand penseur et un écrivain sérieux ne doivent pas craindre la discussion... Cela m'est suspect... Eh bien! faut-il vous avouer que je regrette deux choses de vous : c'est que vous n'ayez rien écrit à Montégut, qui ne s'en est pas plaint d'ailleurs, à propos de son article sur *le Marquis de Villemer* (2), et de n'avoir pas trouvé dans votre *Lettre d'un voyageur* (3) le nom de Planche,

(1) Cet accouplement de Napoléon III et de Mirecourt est un peu déroutant. Mais, pour François Buloz, faire un compliment à l'Empereur, c'est le *summum* du sacrifice.

(2) Émile Montégut. Le théâtre contemporain : *Le Marquis de Villemer*, de G. Sand, et *l'Ami des femmes*, de M. A. Dumas fils. *Revue* du 15 mars 1864.

(3) George Sand. *Lettre d'un voyageur*. Lectures et impressions de printemps. *Revue* du 15 mai 1864. Déjà cité.

lorsque vous dites avec raison que la petite critique seule conteste Rubens et Rembrandt? Or Planche, que tout le monde oublie beaucoup trop, a fait de très beaux articles avant de mourir, sur ces rois de la peinture... »

On le voit, F. Buloz était fidèle à Planche. Et Montégut? Pourquoi George ne l'a-t-elle pas remercié, en effet, de l'article enthousiaste que Montégut a écrit à la *Revue* sur *le Marquis de Villemer?*

LA PREMIÈRE DU MARQUIS DE VILLEMER

Pourquoi? Parce que Montégut a eu la malencontreuse idée d'opposer le succès retentissant de *Villemer* à la demi-réussite de *l'Ami des femmes*, qu'il a loué la première pièce, et dénigré la seconde. Il est curieux de lire actuellement l'article de Montégut sur *l'Ami des femmes*, et sans doute, en 1864, les surprises du critique furent vives. Le personnage de Ryons le choque; il le trouve mal appris, cet homme, sans gêne, grossier même dans son dogmatisme, et, somme toute, peu homme du monde. Quelle manie il a, en outre, de donner des leçons à chacune des femmes de la pièce : M[me] Leverdet, M[me] de Simerose, M[lle] Hackendorff, la petite Balbine elle-même; l'une après l'autre reçoit son sermon! Oui, mais quels sermons! Jamais Dumas n'a été plus spirituel. — Non, Montégut n'apprécie pas assez cet esprit de Dumas... et George, qui est tendrement attachée à celui-ci, est blessée; elle ne peut se féliciter des louanges dont Montégut la comble, puisqu'en même temps que ces louanges, Alexandre Dumas, lui, ne reçoit que des critiques acerbes.

George prétend que le succès de *Villemer* n'est dû à « aucune cabale. » « Cependant les étudiants, reconnaît l'auteur non sans satisfaction, criaient : « Vive George Sand! Vive *M[lle] La Quintinie!* A bas les cléricaux! » et, devant le Club catholique, six mille personnes chantaient en fausset : « *Esprit saint, descendez en nous.* » Notez que ces manifestations, venant après celles qui avaient fait tomber la *Gaëtana* d'About, prenaient bien l'allure d'une réplique. Aux entr'actes, les étudiants (toujours) chantaient : « Enfoncés les Jésuites! *Hommes*

(1) Correspondance de G. Sand, 1[er] mars 1864.

noirs, d'où sortez-vous? » et puis toujours *La Quintinie!* Tout cela ferait bien croire, si l'on n'en était déjà persuadé, à un succès politique ; pourtant à côté de celui-là qui fut bruyant, *Villemer* eut encore « le succès ; » mais George, bonne démocrate, qui se réjouit aux cris des étudiants anticléricaux, s'émeut aussi à la vision de l'Empereur dans sa loge, pleurant « ouvertement. » La princesse Mathilde aussi est présente, et vient au foyer serrer la main de l'auteur. Pendant la représentation, George Sand, dans la loge de La Rounat, est entourée aristocratiquement du prince, de la princesse et de la duchesse d'Abrantès (qu'en pensent les étudiants?) Flaubert est avec eux; « il pleure comme une femme. » Quant au prince, il « claque comme trente claqueurs, » se jette hors de la loge et crie à tue-tête (1). »

La foule reconduit George chez elle, chante, l'acclame, puis se trompe, acclame aussi Marie, la petite Berrichonne, et Mme Fromentin, lorsque celle-ci quitte l'Odéon, car on la prend pour George (2). « Oui, *Villemer* fut véritablement un événement, » comme l'écrit George à son fils, qui « mit tout le quartier en rumeur (3). »

Mais George Sand est une amie parfaite, elle souffre de ne pouvoir partager avec A. Dumas son triomphe, et pourquoi Montégut les a-t-il réunis dans son article? Le succès de *Villemer* est d'autant plus lourd à porter pour son auteur, qu'il est constamment comparé à l'insuccès de Dumas; quelle mauvaise idée a eue là, Montégut!

« Dites à Montégut que je voulais d'abord lui écrire, et puis j'ai eu tant de chagrin de l'échec de Dumas fils, et il (Montégut) a tant ajouté à ce chagrin en accablant la pièce, que je n'ai pas pu me décider à sourire et à remercier (4). » Comme, après cela, Louis Buloz veut défendre la critique (en somme qu'a fait Montégut? Exercé son droit de juge), George riposte : « Le coup est plus sensible parce que Montégut est un critique sérieux (5), » pourquoi les mettre, Dumas et elle, dans le même article? Alexandre Dumas, « malade moralement, » avait

(1) Correspondance de G. Sand, 1er mars 1864, déjà cité.
(2) *Idem.*
(3) *Idem.*
(4) Collection S. de Lovenjoul, mai 1864, F. 200, inédite.
(5) Collection S. de Lovenjoul. George Sand à Louis Buloz, 11 mai 1864, F. 227, inédite.

grand besoin d'un succès, « il n'aime que le théâtre et il n'a vécu que de succès. Avec cela, il est hypocondriaque. » Que lui dire à présent qu'elle est, dans la *Revue*, couronnée à son détriment? Elle confie à Louis Buloz : « J'ai eu envie de répondre dans la *Revue* à Montégut, et de lui dire qu'il était injuste, mais c'eût été bien ingrat, et on m'a dit que personne ne croirait à ma sincérité (1).

ENCORE LES TRAITÉS

Pendant la publication de *Mlle La Quintinie*, en avril 1863, George Sand songeait encore à tirer un second roman de la même veine : Le roman du prêtre... « Il y a, certes, quelque chose d'équitable et de bon à faire avec le sujet, écrivait-elle à son directeur : Un prêtre, encore dans la force de l'âge et de l'intelligence, ouvre les yeux, il veut rentrer dans la société, dans la vie, dans la famille, peut-être? Et la société civile ne veut pas plus que l'Église. Cet homme a eu certaines vertus que la politique, la discipline religieuse donne, et que n'ont pas ceux qui ne croient pas. C'est une chose certaine qu'il ne faut pas laisser invoquer contre nous, sans avoir à montrer que certains vices de l'intelligence, contractés sous le poids de cette même discipline, sont funestes, et qu'il faut une autre philosophie catholique. Nous arriverons ainsi avec adresse au fond de la question.

« Qu'est-ce que vous en diriez? Si on nous laisse aller jusqu'au bout de *Mlle La Quintinie*, et que, malgré les colères sur le point d'éclater, nous sentons que nous pouvons aller encore, pourquoi ne le ferions-nous pas (2)? »

Le projet fut abandonné. F. Buloz alors le déconseilla : « Encore un roman sur les prêtres? C'était trop. » George n'en parla plus. Mais, trois ans plus tard, reprochant à son directeur « l'esclavage » dans lequel la maintiennent ses contrats avec la *Revue*, elle l'entretient à nouveau du *Roman d'un prêtre :* c'est pour elle un excellent prétexte; à vrai dire, elle est lasse de ses traités, elle voudrait les annuler, ou tout au moins en supprimer les clauses gênantes. Pourtant, ils furent faits spécialement à sa convenance. Il y a deux ans à peine, F. Buloz ne lui accorda-

(1) *Idem.*
(2) Collection S. de Lovenjoul, 12 avril 1863, F. 167, inédite.

t-il pas des avantages tout particuliers, afin de lui rendre la vie plus aisée, alléger ses charges?

Voyons donc :

En février 1864, voici une lettre du directeur de la *Revue* à George. L'auteur est en retard de 28 feuilles sur son traité. « Réduisons à l'avenir, dit F. Buloz, à 25 feuilles, au lieu de 30. Vous aurez ainsi moins à travailler... Je désire alléger votre travail, sans diminuer votre revenu, car je ne veux rien vous retenir... » et au contraire. « Avez-vous besoin d'argent? Je me mets à votre disposition dans le cas où vous auriez besoin de quelques fonds nouveaux... Je vieillis plus que vous, et je sens que travailler comme à quarante ans, c'est dur aussi, et difficile... vous m'avez rendu mon travail moins dur depuis quelques années : vous avez fait, depuis votre raccommodement, pour la *Revue* de très beaux romans, et je serais trop heureux de vous en témoigner ma reconnaissance, par tous les moyens qui sont en mon pouvoir (1). »

George, touchée alors des sentiments délicats de son vieil ami, avait répondu une lettre véritablement reconnaissante :

Paris, 22 février 1864.

« Mon cher Buloz, vous faites beaucoup pour moi. Je vous en remercie cordialement, et je sais que vous me rendez dix bonnes années de courage, durant lesquelles je vous ferai encore du bon travail. Si la qualité rend la quantité plus profitable à la *Revue*, je me serai acquittée de fait, et je l'espère ainsi. Quant à la dette de cœur qu'après une longue amitié, troublée mais sincèrement reprise, je contracte avec vous, sur nos vieux jours, je l'acquitterai aussi par une gratitude vraie, et un dévouement soutenu à vous, aux vôtres, et à l'œuvre de votre vie, la *Revue*. Comptez donc sur moi, et que celui de nous deux qui survivra à l'autre, garde sa mémoire dégagée de tout souvenir amer. Nous nous sommes heurtés par nos défauts, et rapprochés par nos qualités. Nos qualités l'emportaient apparemment. Si j'ai rendu justice aux vôtres, même dans les plus grands malentendus, me voilà bien convaincue que je me suis exagéré vos torts, et que le diable s'était mêlé de nos affaires.

(1) Inédite.

Vous les réparez (1) par un acte de délicatesse et de générosité. Je réparerai les miens (le principal est celui de vous avoir méconnu) par une continuation, et un redoublement de zèle et d'amitié.

« A vous de cœur,

« G. SAND (2). »

Malgré la « dette » que George contractait envers son ami en 1864, malgré la reconnaissance qu'elle disait alors éprouver pour sa généreuse amitié, voici que deux ans après, elle feint de se trouver prisonnière des engagements qu'elle approuvait naguère avec tant d'enthousiasme. En février 1866, Lélia, encore changeante et toujours impétueuse, réclame de nouveau, — et voici ce qu'elle veut : Qu'il soit effacé de son traité avec la *Revue*, une clause qui « la blesse et l'humilie. » N'est-il pas dit, dans cette clause, qu'elle n'écrira en dehors de la *Revue* que rarement, et des œuvres très courtes, qui ne paraîtront pas dans d'autres recueils périodiques? C'est la condamner à n'avoir pas d'autre opinion en politique, en art, en philosophie, que l'opinion de la *Revue*, de se tenir dans sa couleur, dans sa méthode.

« C'est ce qui ne se peut plus du moment que la *Revue* devient de plus en plus prude et sacrée. Que serait-il arrivé, si j'avais voulu faire la suite de *Mlle la Quintinie* et l'histoire du *Prêtre*? J'en avais l'intention, je vous l'ai dit, vous avez repoussé cette idée comme dangereuse pour vos abonnements; si maintenant je vous apportais un roman qui choquât les idées de vos abonnés, je ne pourrais donc pas le publier ailleurs? C'est là une situation douteuse et impossible... Je me sens lasse de cet éteignoir; la vie morale et intellectuelle me sollicite et me commande, et je me vois forcée d'établir entre vous et la *Revue* une distinction que vous repoussez en vain. Vous dites: *La Revue, c'est moi*. Mais Louis XIV avait beau dire : *l'État, c'est moi*, il ne pouvait pas enchaîner le mouvement humain; et ce qu'il appelait l'État, n'était que la Cour de Louis XIV, c'est-à-dire une coterie... » Que F. Buloz choisisse donc entre le silence de George, ou sa liberté, qu'il reprenne

(1) Si F. Buloz avait eu jadis des torts (?) comme le dit G. Sand, il les avait réparés depuis bien longtemps. Voir la correspondance antérieure.

(2) Inédite.

d'ailleurs ses libéralités, elle n'a plus besoin de rien (1)...

Le lendemain, F. Buloz répond à son auteur, avec une patience pleine de bonhomie, on en conviendra :

« Mon cher George,

« Je ne veux pas vous laisser croire un moment que vous pouvez trouver ici la moindre gêne à votre libre imagination, et je ne veux pas reprendre ce que j'ai concédé avec un véritable plaisir... comment pouvez-vous me le proposer ?

« En témoignage de ce qui précède, je dis tout de suite et sans embarras... Faites votre roman du *Prêtre*, je serai le premier à vous applaudir si, comme j'en suis sûr d'avance, vous frappez juste, et bien. Si je vous ai dit, après *La Quintinie*, d'attendre, c'était par pure raison littéraire. Vous croyez le moment venu, et moi aussi, et je vous demande de ne plus ajourner. J'ajoute que si, par hasard, par une exception que je ne prévois pas, il vous arrivait de faire une œuvre qui ne pût absolument paraître dans la *Revue*, ce que je n'admets guère cependant, car vous avez, de nature et conquête, un droit que tous ne peuvent revendiquer, vous la publieriez ailleurs, comme vous l'entendriez. L'ai-je jamais compris autrement ? Comment me prêtez-vous des idées qui ne sont ni dans mes actes, ni dans mes habitudes? Je vois, mon cher George, que vous me méconnaissez bien encore un peu, malgré votre lettre d'il y a deux ans... Aussitôt que j'aurai un moment, j'irai vous voir, pour détruire cette tendance qui n'est pas juste.

« Tout à vous cordialement.

« F. Buloz.

« *Laboremus*, mon cher George (2)... »

Même après cette lettre si confiante, George Sand garda, ou fit mine de garder, sa défiance. Cette même année 1866, elle publiait *le Dernier amour*, dans la *Revue*, et s'inquiétait de ses « hardiesses » de romancière. F. Buloz lui répliquait : « Quand donc a-t-on porté atteinte à votre liberté? Y a-t-il eu un mot retranché? Pourquoi parlez-vous aussi d'ôter une page? Vous savez bien que cela n'existe pas davantage... Vous avez

(1) Inédite.

(2) Collection S. de Lovenjoul, 21 février 1866, F. 200, inédite. Je possède le brouillon de cette lettre écrite, je crois, par Ch. Buloz. Sur la première page, de la main de F. Buloz : Copie d'une lettre à G. Sand, datée du 22 février 1866.

le droit, vous, de vous tromper, mais d'autres peuvent ne pas l'avoir. Renoncez donc, mon cher George, à ces défiances imméritées (1). » On remarquera cette phrase : *Vous avez le droit, vous, de vous tromper, mais d'autres peuvent ne pas l'avoir* ; c'est une allusion au livre de Maurice, et aux polémiques qui ont failli diviser une fois de plus F. Buloz et G. Sand.

« LE COQ AUX CHEVEUX D'OR »

Car Maurice a écrit un nouveau livre : *Le Coq aux cheveux d'or*. Il a envoyé le manuscrit à F. Buloz, qui refuse de l'insérer dans la *Revue*. De ce refus naît un véritable scandale dans la famille Sand. En vain, Mme F. Buloz, reprenant ses anciennes fonctions de plénipotentiaire, se charge-t-elle de porter elle-même à George la mauvaise nouvelle, l'orage éclate malgré tout.

Pourtant, quelle gentille lettre écrit Mme F. Buloz à George ! Peut-on annoncer une déception, avec plus de tact et de sensibilité ?

« Ma chère amie, mon mari m'envoie cette lettre (2) pour vous. Il est profondément peiné de la mauvaise nouvelle qu'elle vous porte. Son désir le plus vif eût été de vous satisfaire, et de satisfaire Maurice ; il doit vous donner des raisons, quoiqu'il vous juge trop de bon sens, et de justice pour ne pas comprendre son motif, et les impossibilités qu'il vous désigne ; il me demande d'aller vous voir, et vous porter le manuscrit, et surtout de vous dire de vive voix quelle est sa peine, et combien il lui en coûte de vous affliger. J'irai vous voir mercredi à Palaiseau (3) ; dès demain je serais partie, si je ne craignais pas de tomber chez vous à l'improviste, et de déranger quelque projet (4)... »

Voici la lettre de F. Buloz, qui était alors à Ronjoux :

« Mon cher George, j'ai tout lu, et c'est vraiment impossible pour nous. De plus, il est tout à fait regrettable que Maurice, qui a du talent, se jette dans une littérature aussi excentrique,

(1) Collection S. de Lovenjoul, 23 mai 1866, F. 206, inédite.
(2) Voir la lettre suivante.
(3) George, depuis 1865, était installée à Palaiseau.
(4) Communiquée par Mme Lauth Sand, datee : 23 octobre 1865 — sans doute inédite.

et qui a toujours été combattue par la critique de la *Revue*; ce serait un véritable *tolle* parmi nos lecteurs.

« Il faut que Maurice nous revienne par une autre voie, je vais lui écrire (1). »

Cette lettre, ce refus, sont une cause de scandale : des observations concernant ses œuvres à elle, George les accepte, les sollicite même parfois. « Revoyez cela vous-même, etc. » Mais s'entendre dire que Maurice est dans une mauvaise voie, elle ne peut le supporter. Aussi, dès le lendemain de la réception des deux lettres précédentes, écrit-elle à F. Buloz une épître de quatre pages, d'une écriture positivement défigurée : les lignes qu'elle trace vont à tort et à travers, et ses pages sont pleines de surcharges :

« Vous me faites beaucoup de peine, mon cher Buloz, et plus de mal que vous ne pensez. Vous me tuez. Mon âme est à bout de chagrins surmontés (2), et d'efforts héroïques, voici la haine de mon art qui me vient, c'est la fin intellectuelle. Je suis indignée de voir les étranges influences qui pèsent sur vous, altérer votre jugement, détruire votre initiative, vous ôter tout courage, et faire de votre œuvre une sorte de tombeau où la forme, imposée par l'habitude, doit tomber en pâte molle dans son moule. La *Revue* est perdue si elle continue ainsi. Elle repousse tous les talents originaux, elle tue la personnalité... »

George continue ainsi sur quatre pages... et c'est le procès de la *Revue*. La *Revue* a-t-elle compté Flaubert parmi ses collaborateurs? elle a paralysé Fromentin qui n'écrit plus (comment a-t-elle paralysé Fromentin? Sans doute parce que depuis *Dominique* (3), Fromentin, délicat et scrupuleux écrivain, se recueillait); elle n'a jamais admis About. Mais ceci paraît un reproche absurde. Voici ce qu'About publia dans la *Revue*, de 1855 à 1869 : *Tolla*, *Le Turco*, *L'Infâme*, *La fille du chanoine*, *Les mariages de province*, *L'album du régiment*, *Étienne*, *Une rupture*, *Ahmed le Fellah*, en outre une critique dramatique et des

(1) Cette lettre, communiquée par Mme Lauth Sand, est une copie de la main de Maurice Sand.

(2) Il est impossible d'attribuer cette allusion *aux chagrins* surmontés à autre chose qu'au deuil récent que George Sand venait d'éprouver en la personne d'un petit-fils de quelques mois : sa vieillesse fut heureuse et célèbre.

(3) *Dominique* parut les 15 avril, 1er et 15 mai 1862 dans la *Revue des Deux Mondes*, en librairie en 1863.

« Salons » (1). C'est ce que George appelait « ne pas admettre About. »

Mais elle continue : « La *Revue* a nié Balzac, A. Dumas, a insulté V. Hugo, et elle-même... ; » elle ne se connaît plus : « Qu'est-ce qui gouverne la *Revue*, est-ce Buloz? — il n'a lu ni *Raoul* (autre roman de Maurice), ni le *Coq aux cheveux d'or*. Eh bien ! je vous le dis, *Raoul*... est un chef-d'œuvre et qui vaut dix mille fois mieux que le meilleur roman de Cherbuliez, » et quant au *Coq*, « c'est un bijou, » — elle n'a plus le cœur à rien, elle va jeter son propre roman au feu, elle ne travaillera plus que pour le théâtre, et Maurice avec elle : « Adieu à la *Revue*. » Mais « pas à vous, mon ami, qui avez été très bon pour moi. » Cependant « vous ne menez plus la barque. Vous ne voyez plus clair... Maurice a un talent immense... il a plus : il a du génie. Maurice prendra sa revanche. Que les gens qui ne veulent pas de nous à la *Revue* nous remplacent (2)... »

Pourquoi George, — qui paraît d'ordinaire tenir si peu à la *Revue*, et fait si volontiers sentir à son directeur le bon accueil qu'elle recevrait autre part, — ressent-elle si vivement un refus, qui ouvre à Maurice toute la presse? Mais c'est la *Revue* précisément qu'elle souhaite pour Maurice aujourd'hui. A Mme F. Buloz, qui se propose de venir la voir, elle écrit le lendemain : « Ma chère amie, ne venez pas. Je suis blessée et outragée à n'en jamais revenir. » Cependant F. Buloz, à Ronjoux, s'étonne de la lettre de George. Acceptera-t-il donc toujours ses

(1) J'ai d'ailleurs sous les yeux une lettre d'About, répondant aux demandes du directeur de la *Revue*; elle est significative... « Votre dernière lettre semblait me reprocher amicalement les quelques articles que j'ai publiés hors de la *Revue* en 1867. J'avoue qu'il y a eu un certain nombre de travaux dispersés cette année. Soyez bien persuadé que ce n'est pas pour le plaisir d'être partout à la fois que j'ai ainsi éparpillé ma prose. Pour le Salon... je ne rêve rien temps *(sic)* que d'en faire la critique chez vous... j'aime la critique d'art, et le malheur a voulu que je fusse toujours un juif errant. S'il est vrai que Du Camp se proposât d'abandonner la partie, comme il a paru me l'indiquer cet été, je serais très heureux de prendre sa place, et je suis assez dégagé des camaraderies de jeunesse pour offrir quelques garanties d'impartialité. Nous causerons de tout cela à mon retour, si bon vous semble... »

Cette lettre doit être de la fin de 1867. La *Revue* publiait alors *Les Mariages de province*, et About annonçait : « Il est dans mes combinaisons et dans mes facultés de vous donner à la file un certain nombre de nouvelles mesurant un ou deux numéros chaque, en attendant le fameux *Gil Blas* qui veut encore être ruminé. » (Inédite.)

(2) 23 octobre 1865, inédite.

violences sans riposter? Non. Voici sa réplique à l'attaque si violente de son auteur préféré.

« Ronjoux, 24 octobre 1865.

« Vous me traitez bien mal et bien injustement, mon cher George. Suis-je donc si coupable de ne pouvoir admettre un ouvrage dont la donnée morale ébranlerait la *Revue*? Vous parlez de Balzac, dont Sainte-Beuve, Planche et bien d'autres se sont permis de critiquer les œuvres; mais aurais-je pu accepter les *Contes drôlatiques?* Est-ce ma faute si Maurice, sans me faire aucune communication sur son sujet, persiste à peindre des mœurs, à tracer des tableaux impossibles dans un recueil périodique, sans compromettre son existence? Pourrais-je mettre certains contes de Voltaire? Fromentin, dont vous me parlez encore, n'a-t-il pas dit lui-même à Maurice, à propos de *Raoul de la Châtre* : « Comment avez-vous pu croire que la *Revue* pourrait le publier? » Il ne s'agit pas de la valeur, du talent, du génie même de l'écrivain, il s'agit seulement de certaines données, de certaines compositions, qui s'excluent elles-mêmes par leurs audaces ou leurs tendances. A cela je ne puis rien.

« Croyez-vous que s'il ne s'agissait que d'une œuvre littéraire, je ne l'aurais pas admise, rien que pour vous? Ai-je repoussé *Callirohé* ? Quand vous réfléchirez avec moins de passion, à la ligne de prudence et de modération que je dois suivre, vous reviendrez envers moi à un sentiment plus équitable, je l'espère du moins... Vous me parlez d'About. Demandez-lui si j'ai pu mettre *Le cas de M. Guérin*, qu'il m'avait présenté; mais j'avais admis *Tolla* avec une grande joie, comme j'accepterais volontiers d'autres romans de cet écrivain. Encore une fois, il y a une condition d'existence qu'il ne faut pas perdre de vue (1). »

Mais George, dans sa passion, perd tout de vue. Le lendemain, voici sa riposte : « Non, mon cher ami, cette fois-ci ce n'est pas le danger de scandaliser les mères de famille qui vous a retenu. Il n'y a dans *le Coq* qu'un ou deux passages scabreux, mais ils sont si habilement enveloppés qu'il est impossible à une jeune fille pure de les comprendre (2). Je persiste à croire que vous n'avez pas lu vous-même. Donnez-en donc votre

(1) 24 octobre 1865. Inédite.
(2) Communiquée par Mme Lauth Sand, copie de la main de Mme M. Sand. Sans doute inédite.

parole d'honneur? Je vous en défie. Vous ne lisez aucun manuscrit, vous vous en rapportez à une analyse faite sans intelligence et avec hostilité... (C'est toujours le même soupçon depuis trente ans): Vous vous en rapportez aux autres. Vous, je sais bien quel juge éclairé vous êtes, mais c'est le *Conseil des dix* qui règne à *la Revue*, etc. »

Dans la lettre de George que j'ai sous les yeux, le brouillon de la réponse de F. Buloz est enfermé, avec cette note de la main de F. Buloz : *Réponse à la lettre de Mme Sand du 25 octobre* (1). « J'ai bien lu, mon cher George, et même relu le *Coq aux cheveux d'or;* je vous en donne ma parole, puisque vous l'exigez : il en est ainsi pour tout ce que publie la *Revue*, dont je n'admire pas toujours les pages, tant s'en faut... » Le directeur de la *Revue* a vivement ressenti les reproches de George. Ne s'est-elle pas montrée bien injuste? « Je n'ai jamais plus de bonheur que lorsque j'ai l'occasion de produire devant le public une belle chose, simple, originale, pouvant être acceptée par les esprits d'élite. Combien ma joie serait plus vive, l'œuvre venant de Maurice!... mais ne vous dois-je pas la vérité, même sur votre fils? Eh! bien, depuis *Raoul*, je le crois dans une voie fâcheuse; ces récits d'aventures galantes ou excentriques ne lui concilieront guère l'opinion des gens de goût... » Et F. Buloz ne prédit pas les triomphes qu'elle attend, mais plutôt les revers. « Qui vous avertira l'un et l'autre si je ne le fais?... Je suis seulement bien malheureux de vous déplaire dans une occasion où j'espérais, où j'aurais voulu vous servir. Il faut qu'il y ait un sentiment intérieur bien profond, un devoir bien sérieux, puisque, malgré tous mes efforts, je n'ai pu prendre le parti qui vous aurait été, à l'un et à l'autre, le plus agréable... » Il se défend aussi des bruits qu'elle recueille : sous l'influence de F. Buloz, les dénouements sont tronqués à la *Revue;* « l'originalité est un fruit trop rare, pour qu'on s'en prive à plaisir, mais il est commode de mettre à mon compte les fautes de l'auteur, qui sont bien et toujours de l'auteur, comme ses qualités. »

Après cela, George s'apaise-t-elle? Je n'en sais rien. On n'apaise guère George avec des paroles de bon sens. Elle con-

(1) 1865. Ce brouillon est une copie de la main de Charles Buloz; l'original, qui est conforme à la copie, m'a été communiqué par Mme Lauth Sand. Sans doute inédit.

tinue néanmoins à travailler pour la *Revue*. Mais le litige existant toujours entre Maurice Sand et F. Buloz, la correspondance s'échange interminablement à ce propos. En janvier 1866, elle continue dans ce sens, et F. Buloz prodigue toujours à Maurice des conseils que, je pense, il n'écoute guère : « Pour moi, écrit le premier, le roman est un tableau, une étude de passions modernes, une épopée de la vie contemporaine... Il ne s'agit pas non plus d'en exclure l'amour, ni les amoureux; seulement, il faut que le récit de ces amours soit tracé dans une forme assez ménagée, assez délicate, pour ne pas nous faire bannir des salons, pour ne pas nous faire condamner par les femmes, qui ont ici voix souveraine. Dans *Callirohé*, vous avez heureusement mêlé la vie antique à la vie moderne, et la forme en était voilée et délicate... » Que n'a-t-il conservé cette forme? Voici que Maurice annonce un ouvrage (ce n'est pas un roman) sur *Attila, les Huns et la Décadence de l'Empire romain*. Eh bien ! c'est précisément ce qu'a fait M. Amédée Thierry (1). Si Maurice veut se lancer dans cette voie nouvelle de l'histoire, il n'y a qu'à lui recommander de s'entourer de documents anciens et nouveaux ; ils lui coûteront, c'est bien entendu, des recherches immenses... » Et le directeur semble se méfier : de l'histoire? Diable ! Maurice, dont le talent est vif et ingénieux, se disciplinera-t-il aux rudesses de cette maîtresse exigeante? possédera-t-il assez de précision, de persévérance? son amour de la vérité sera-t-il suffisant? Ne va-t-il pas bâtir là encore un roman, même avec la meilleure volonté du monde? Il est mieux à sa place, semble-t-il, ce fils de Lelia, dans les œuvres d'imagination pure : « Venez au roman moderne, à la peinture des passions qui agitent nos contemporains, et vous marcherez ainsi sur un terrain plus sûr, moins épineux, car votre imagination aura libre carrière, pourvu que vous ne vous écartiez pas des principes que l'art, ce maître sévère, impose à tout poète et romancier. » F. Buloz recommande à Maurice de suivre l'exemple maternel; certes, voilà un excellent exemple, sa mère : « C'est un véritable maître, celui-là, qui le sera toujours pour moi, malgré ses injustices et ses

(1) *Attila, les Huns et le Monde Barbare*, 1er février 1852. *Les fils et successeurs d'Attila*, 15 juillet 1854. « Scènes historiques aussi variées, aussi vives, aussi intéressantes que le roman le plus accidenté et le meilleur, » écrivait F. Buloz dans la même lettre.

colères, malgré aussi un jugement parfois hasardeux (1). »

George, dont l'amour maternel est vif, ne garda pas très longtemps rancune à son directeur pour le refus que Maurice a essuyé à la *Revue*. Voici qu'en janvier 1867, cette excellente mère écrit un petit article, précisément sur *le Coq aux cheveux d'or*, le roman refusé : elle tient à le recommander personnellement au public, ce pauvre petit roman. — Son article : « c'est une étude qui a son intérêt, et je tiens à ce qu'elle soit publiée le plus tôt possible. » Le plus tôt possible ? c'est-à-dire le 15 février. « Vous avez le temps de lire, de faire composer, et de me faire envoyer l'épreuve... » Mais F. Buloz (qui devient aveugle) n'a pas lu ; il a fait lire par Louis, son fils aîné, qui est maintenant son collaborateur ; il publiera, cela va de soi, le petit article ; pourtant : « Je prends seulement la liberté de vous dire que, si j'étais à la place de Maurice, je vous supplierais de ne rien publier sur mon livre. Une mère peut-elle recommander le livre de son fils par la voie de la publicité ? Il valait mieux nous laisser faire le succès du nouveau livre de Maurice. Quand croirez-vous, ma chère George, à ma vieille, trop vieille expérience, et à mon amitié ? » L'article de George Sand parut, néanmoins, dans la *Revue* du 15 février 1867, comme elle le désirait, et comme F. Buloz ne l'eût pas souhaité.

La correspondance du directeur et de George Sand est encore, à cette époque même, très riche et très riche aussi est la production de l'infatigable écrivain. Mon rôle n'est pas d'apprécier si cette fécondité valait celle des années disparues. Quant aux lettres, chacune de celles que j'ai sous les yeux (à la collection S. de Lovenjoul, elles sont à cette date moins nombreuses) commence généralement ainsi : « Mon cher Buloz, j'ai terminé *Cadio ;* » ou « j'ai fini *Mademoiselle Merquem*, qui est divisée en cinq parties (cette fois-ci, c'est un sujet doux, et sans excentricité, ») ou encore : « Voulez-vous un petit conte ?... » et plus tard : « Mon cher vieux, je ne demande pas mieux que de faire le roman que je n'ai pas fait. Vos idées, aidées de votre grande expérience, peuvent être très bonnes (2)... » Une seule lettre paraît découragée, elle est adressée à Mme F. Buloz et débute ainsi : « Chère amie, cela m'est impossible, je ne pourrais pas continuer, je n'ai plus de mémoire... » Mais ce n'est pas l'habitude.

(1) 23 janvier 1866. Communiquée par Mme Lauth Sand. Sans doute inédite.
(2) Juillet 1869. Inédite.

Parmi cette liasse de billets, il s'en trouve quelques-uns, toujours affectueux et plaisants, adressés par George à son amie Mme F. Buloz : les deux dames sont demeurées fidèles l'une à l'autre ; George sait parler de ses joies maternelles, de ses peines; de celles qui concernent Solange il n'est guère question. En 1862, seulement, ceci : « J'ai eu du chagrin de mes amis morts, Solange, toujours malade (1)... » c'est tout.

Mais sur le sujet de Maurice, George est intarissable : le mariage de Maurice, ses voyages, ses travaux, sa vie, la naissance de ses enfants. Pour Maurice, quelle mère elle est demeurée ! George aime aussi profondément sa belle-fille, Mme Maurice Sand, la fille de Calamatta : « C'est une petite sensitive, pleine de vitalité et de courage, » écrit-elle le jour où le départ de Calamatta met précisément Nohant en émoi ; Mme Maurice Sand pleure : « Ça déchire le cœur de voir pleurer les enfants qu'on adore. Et que faire ? Pas de vie sans douleur, et ceux qui ne souffrent plus de rien, ne sont plus bons à rien. » (2)

MARIE BULOZ

Le nom de la fille de Mme Buloz revient dans ces conversations maternelles. Marie est souffrante, elle languit, pourquoi ?

(1) Je ne sais guère à quelle époque placer la lettre suivante de Solange Sand, qui se mêlait aussi de littérature. Elle venait d'essuyer pour un roman, elle aussi, un refus à la *Revue*. La lettre doit être adressée à Charles Buloz :

« Montgivray, près La Châtre (Indre).

« Monsieur,

« Mon caractère est trop bien constitué pour prendre en mauvaise part les objections de Monsieur votre père. Je le remercie de m'indiquer les défauts capitaux et j'aimerais, comme vous me l'offrez, qu'il me précisât les détails défectueux... Je suis absolument de votre avis sur le style. C'est pourquoi je demandais, avant la publication, de faire passer sous les yeux maternels... mes types existent, le Turc en tête. Ce monde existe aussi (pas bien loin de vous et de moi, si je ne me trompe) et j'ai eu le loisir de l'étudier parmi les six mille mondes que j'ai hantés et que je vois encore... Je ne sais rien de plus *excentrique* (je redis votre mot) que l'espèce humaine... rien de plus fantasque, de plus absurde que les caractères européens, si graves qu'ils se croient être, et se montrent; rien de plus bizarre que la vie : la vie de chacun prise à part, et regardée de sang-froid, sans préjugés politiques, littéraires, religieux, philosophiques, soi-disant moralisateurs ou autres. Je vois, je pense, je sens, singulier. Je ne puis donc faire qu'*excentrique*... Les lecteurs de la *Revue* ne sont pas si timorés que vous le supposez. Ils ont avalé *Camors* sans sourciller, et digéré *Oldenis* sans murmurer, » etc. (Inédite.)

(2) Inédite.

« Ce qu'il y a de plus triste en ceci, observe George Sand dans la même lettre, ce n'est pas qu'elle soit souffrante, votre chère Marie, elle est forte, belle et bien constituée, mais vous êtes dans une impasse. La campagne lui serait bonne physiquement et la guérirait à coup sûr, si le déplaisir moral qu'elle y éprouve ne détruisait le bien physique. » Car ma mère, à Ronjoux, s'ennuyait à périr. George voyait tout naturellement dans cet ennui, un amour précoce et contrarié. Mais Marie Buloz ne songeait guère à l'amour, et, tout simplement, se morfondait aux champs. « L'horreur de la campagne, écrit George Sand, n'est pas naturel à un esprit cultivé; cherchez le secret du cœur, s'il y en a un, et s'il n'y en a pas, espérez, car l'ennui tout seul ne tue pas, et vous pouvez le combattre au jour le jour, par des soins et de la tendresse. » (1)

Voici une lettre de Mme F. Buloz, revenant de Ronjoux en décembre, et qui en dit long sur les joies du séjour tardif en Savoie. Elle est adressée à George :

« Puissent les bons souhaits que vous m'envoyez, s'accomplir, ma chère amie! la santé des enfants, voilà la grande affaire pour moi... Savez-vous que nous ne sommes revenus de Ronjoux que le 23 ? On croit ici que c'est l'amour des cimes qui nous retenait là-bas; les cimes ont leur charme, mais je me serais aisément dispensée de les contempler, s'il n'avait pas été absolument nécessaire que nous fussions là.

« Ma pauvre Marie a supporté bravement cette solitude alpestre, elle a étudié l'œuvre 33 de Beethoven, et fait deux mètres de tapisserie. Je n'en dirai pas autant de moi, mon Louisot (2) me manquait, mes doigts sont raides à l'endroit de Beethoven, et la tapisserie me fait crier. Je me débattais avec l'architecte et les fermiers; à ce métier-là j'ai perdu toute la douceur primitive de mon caractère, et suis devenue une vraie harpie. Voilà le résultat d'un séjour infiniment trop prolongé en face du Nivolet. » (3)

Donc, F. Buloz, qui aimait passionnément la Savoie, ne rencontrait ni chez sa femme, ni chez sa fille, des goûts semblables aux siens. La sévère solitude de Ronjoux, par le mauvais temps, ennuyait sa fille, et Mme Buloz s'ennuyait, voyant sa fille s'ennuyer.

(1) Inédite.
(2) Louis Buloz, son fils aîné.
(3) 2 janvier 1862. Inédite.

Les jeunes filles de 1865 ignoraient le sport; les courses à l'air vif du matin dans la neige nouvelle, les eussent épouvantées; elles ne s'intéressaient guère non plus aux bêtes, qui sont la vie et la joie de la campagne; ces odalisques mettaient à peine le nez dehors, et les distractions sédentaires étaient insuffisantes pour leur faire accepter un exil, que ma mère qualifiait de « barbare. » Pourtant, Marie Buloz était alors une grande jeune fille, mince et robuste, qui respirait la santé et la force. Son teint éblouissant et ses cheveux d'or, en faisaient un être de lumière et de joie. Mais elle était portée à la mélancolie; l'esprit endiablé qu'elle posséda par la suite dormait encore, et ne devait se manifester que plus tard, au contact de la vie réelle. Toute jeune fille, et jusqu'à son mariage, il semble qu'elle vécût dans un songe, entourée de la tendresse et des attentions de Mme Buloz, qui l'idolâtrait, et prenait le parti de sa fille contre un père, dont ces dames estimaient qu'il n'entendait rien aux femmes, ce qui, sans doute, était vrai. Je sais que ma mère, fort studieuse, désirant apprendre alors l'anglais, demandait un professeur à son père, qui répondait rudement : « Un professeur! en ai-je eu un? Fais comme moi, apprends avec un dictionnaire! » De tels propos plongeaient la néophyte dans le découragement le plus noir; elle se vengeait en déclarant que l'odeur des jasmins de Ronjoux l'écœurait, et que le roucoulement des pigeons lui donnait des crises nerveuses.

George, tenu au courant par Mme F. Buloz des dégoûts de sa fille, revenait à la charge : « Marie n'a-t-elle pas quelque amour en tête? » Mais non. Alors George : « La grande Mademoiselle ne veut pas se marier... encore? Elle a bien raison, si elle n'en a pas envie, de prendre son temps et de voir venir son idéal. On les marie presque toujours trop jeunes, et souvent on les marie pour les marier, ces pauvres enfants qui rêvent quelque chose, et quelqu'un au-dessus du réel, et qui ne rencontrent pas toujours ce qui serait seulement au niveau de l'ordinaire. Pourtant, je ne crois pas qu'elle ne doive pas, un beau matin, rencontrer celui qui méritera de lui plaire, par la raison que vous occupez un centre social où viennent converger beaucoup de talents, et de capacités en tout genre. Il faut que cette capacité soit revêtue de jeunesse, de physionomie, de distinction et d'honorabilité : cela réuni ne court pas les rues, mais il n'est pas

possible que cela n'apparaisse pas, parce que cela existe à coup sûr quelque part (1). »

Un an plus tard, Marie Buloz, toujours languissante, est encore l'objet d'interminables discussions épistolaires entre les deux amies. George, rude campagnarde, ne comprend rien à ces tristesses : « La vie n'est pas en danger avec ce bel aspect de fraîcheur et de santé; » on parle de Marie, autour d'elle, il n'y a dans ces conversations que sollicitude et sympathie : « Elle est si jeune, elle a une réputation d'intelligence, de grâce, d'esprit et de beauté, car elle a toutes ces choses, ne vous étonnez pas qu'on s'occupe de son bonheur... » D'après cette dernière remarque, je pense que des amis bienveillants avaient dû alors s'offrir à marier la « grande Mademoiselle. » Car c'est ainsi que les amis s'occupent du bonheur des autres, et George trouvait, — elle qui avait, personnellement, haï le mariage, — l'idée, cette fois, excellente.

Lorsque, plus tard, ma mère fut fiancée, George s'en réjouit. « Je suis enchantée... J'ai ouï dire que votre futur gendre était homme de talent et de distinction; avec cela vous me dites qu'il est beau et charmant; Marie l'a choisi : tout est pour le mieux... Je me réjouis pour eux et pour vous du fond de mon âme, car vous aviez bien besoin de repos et de consolation, ma pauvre enfant; vous avez traversé de véritables désespoirs; ne vivant que pour vos enfants, il vous était bien dû de ne plus voir languir et souffrir cette fille charmante et chérie. Embrassez-la bien pour moi, son mari aussi, et croyez que je suis contente, contente !

« ... Quant au petit camarade (2), il est content aussi, il dit des folies, et prétend qu'il a très bien fait d'être encore plus épris de la mère que de la fille. Les jeunes personnes manquent selon lui de *discernement*, mais encore une vingtaine d'années, et la mère est à lui ! Au reste il compte vous écrire tout cela lui-même, à présent que vous êtes plus en train de rire que dans ces derniers temps. »

Hélas ! Mme F. Buloz, si tant est que le mariage de sa fille l'ait fait rire, ne devait pas rire longtemps. La santé de son fils, Louis, lui donnait, depuis quelques mois, de sérieuses inquiétudes; Louis, le bras droit de son père, et dont les qualités de

(1) 4 mars 1863.
(2) C'est Manceau.

charme et de douceur formaient avec la rudesse du vieux fondateur un si vivant contraste, était adoré à la *Revue*. Il eût fait, possédant un caractère tout opposé, un directeur aussi excellent que le premier : personne ne savait lui résister. En outre, sa compétence était grande, car dès sa tendre jeunesse il travaillait à la *Revue*, il avait passé dans tous les services, était l'enfant gâté de tous les collaborateurs, et de tous les employés. D'une intelligence solide, appliqué et réfléchi, il avait, petit à petit, acquis une autorité que les plus grands subissaient en souriant.

Mais depuis quelque temps, Louis Buloz donnait d'étranges signes de malaise et de fatigue; pourtant, il se plaignait peu. Subitement, il fallut le soigner, aller aux eaux; F. Buloz, alors, ne vit pas la menace qui pesait sur son fils. Comme tous les hommes robustes, il ne croyait guère à la souffrance des siens. Il fut d'autant plus atterré de voir une maladie de cœur implacable emporter Louis Buloz, le 7 juillet 1869, à Ronjoux, où sa mère, après un voyage dans le Midi, la veille, le ramenait. Voici la lettre que George écrivit à ce propos à Charles Buloz, le dernier fils du fondateur de la *Revue* :

« Mon bon et cher petit Charlot, je suis désolée avec toi. Je sais comme tu l'aimais, comme tu l'as soigné, comme il t'aimait aussi ! Tu es bien jeune pour connaître de si grands chagrins. Aie du courage, mon enfant, pour ta pauvre mère qui a tant besoin que tu l'aimes pour deux à présent, et pour ton père, que ce coup doit briser. Un malheur qui, en même temps que nous, frappe tous ceux que nous aimons, doit nous faire presque oublier notre douleur personnelle, pour tâcher d'adoucir celle des autres. Je te charge de dire à ta sœur toutes mes tendresses, et combien je partage son immense affliction (1).

MARIE-LOUISE PAILLERON.

(A suivre.)

(1) *Collection S. de Lovenjoul*, 10 juillet 1869. F. 229, inédite.

LES FAUX MÉMOIRES

DU

CARDINAL DE RICHELIEU (1)

Depuis bientôt trois siècles la réputation du cardinal de Richelieu a subi des fortunes diverses. Que le célèbre homme d'État ait été profondément impopulaire de son temps, il n'y a rien là qui doive surprendre. Les contemporains lui ont reproché la fermeté de son gouvernement intérieur et sa politique extérieure de guerre. Mais bien des fois le cardinal a observé que les Français s'indignent toujours de la « lâcheté » de leurs ministres, quand ceux-ci sont modérés, et de leur « cruauté, » quand ils sont énergiques. Pour ce qui est de la politique extérieure, les gens du temps n'ont rien pu ou voulu comprendre aux nécessités qui obligeaient le Roi de France à lutter sans merci contre les rêves hégémoniques de l'empereur allemand de cette époque.

Après la mort de Richelieu, la haine qu'il inspirait se déchaîna. Les invectives de Gui Patin contre ce qu'il appelle le « rouge tyran, » les mots enflammés de l'avocat Gaultier plaidant avec virulence contre la duchesse d'Aiguillon, nièce du cardinal, dans les nombreux procès que suscita la succession du ministre, donnent le ton des sentiments qui régnaient.

Sous Louis XIV il y eut un répit. Le grand roi n'aimait pas

(1) Le présent article résume les données d'un mémoire étendu que va publier prochainement la Société de l'Histoire de France sous le titre de : *La question des Mémoires de Richelieu : Les Mémoires sont-ils l'œuvre du cardinal ?* dans la série des *Rapports et notices sur l'édition des Mémoires du cardinal de Richelieu*, t. III. Paris, Laurens. Ce mémoire contiendra les développements nécessaires, les discussions critiques et les références.

qu'on jugeât son père et ses ministres. Colbert, qui constatait dans la marine et les colonies l'activité merveilleuse de son prédécesseur, ne tarissait pas d'éloges sur ce qu'il appelait « le grand cardinal. » Enfin l'Académie française ayant admis que chaque nouvel académicien célébrerait dans son discours de réception le fondateur de la compagnie, la mémoire de Richelieu se trouva exaltée par la voix des écrivains les plus éminents, et l'opinion considéra de façon plus indulgente le ministre disparu.

L'impopularité reprit au XVIIIe siècle. L'école philosophique donna contre Richelieu avec une animosité extrême. Montesquieu l'appelle « un méchant citoyen. » Voltaire ne peut pas voir son nom au bout de sa plume sans l'invectiver d'un flot de sarcasmes et d'injures. Tous lui en voulaient d'avoir, comme ils disaient, « fondé le despotisme. » L'accusation est restée ; elle a changé de nom : nos manuels d'histoire disent que Richelieu a établi en France « la monarchie absolue : » mot mal fait d'ailleurs, qu'est-ce que son contraire « la monarchie relative? » Il faudrait dire plutôt « le césarisme monarchique : » et « le césarisme monarchique, » c'est Louis XIV qui l'a fondé. On oublie la Fronde.

Le romantisme hérita des sentiments des philosophes du XVIIIe siècle : il les transforma, utilisant le personnage du « rouge tyran » pour en faire un sujet de littérature. Alors on vit sur la scène, ou dans le roman, un Richelieu fantastique, effrayant, doué d'une puissance diabolique : « Voilà l'homme rouge qui passe ! » pour tout dire, une sorte de fantoche de mélodrame et de roman feuilleton.

> Prenez garde, Messieurs, le ministre est puissant !
> C'est un large faucheur qui verse à flots le sang :
> Et puis il couvre tout de sa soutane rouge,
> Et tout est dit !

Toutefois Richelieu n'était plus seulement odieux, il prenait figure de très grand homme, sans doute un peu terrible, mais qui ne laissait pas de flatter le goût de ceux qui aiment que notre histoire compte quelques héros démesurés. Ce sentiment profita à la réaction qui allait suivre.

On avait, en effet, publié en 1823 les *Mémoires du cardinal de Richelieu*, jusque-là inconnus du public. Le grand ministre venait expliquer lui-même à la postérité ses intentions et ses

actes. La lecture rapide du document donna du personnage une impression magnifique. Cet homme était vraiment extraordinaire, « un génie ! »

Il avait tout fait. Seul il avait dirigé, maîtrisé, conduit les événements. Un illustre historien pouvait lui décerner cet éloge rare « qu'il avait eu les intentions de tout ce qu'il avait fait, » ce qui d'ailleurs est inexact, à examiner les textes, et invraisemblable philosophiquement. On parla de « la politique de Richelieu » comme d'un système nouveau, imaginé par lui, sans faire attention que le cardinal s'était borné à suivre la politique qui s'imposait à tous les gouvernements de la France depuis plus d'un siècle.

Puis, l'idée de « génie » grandissant, Richelieu devint un esprit presque moderne qui avait pressenti l'avenir, préparé la centralisation de la France (ce qui l'eût fort surpris); créé par ses intendants, l'instrument de cette centralisation; donné un essor, inconnu jusque-là, à la marine et inauguré la politique coloniale (ce qui était vrai, mais, après lui, son œuvre fut abandonnée :) bref, en chaque chose il avait été un précurseur.

Surtout, d'après ses *Mémoires*, il demeurait, dans le règne de Louis XIII, le personnage unique : sa stature dépassait tout ce qui l'entourait. Le roi Louis XIII fut la première victime de cette perspective : le prince resta ce que le théâtre l'avait fait, un pauvre être débile, d'intelligence à peu près nulle, sans caractère, que le cardinal menait comme il voulait, le violentant et le méprisant. Telle est la thèse encore assez généralement admise. Elle est indiscutable, dit-on, puisqu'elle repose sur les affirmations de Richelieu lui-même dans ses *Mémoires*. Il n'y a pas à mettre en doute la véracité des éléments que contiennent les *Mémoires* : en les insérant dans son œuvre, Richelieu les a, par là, fait siens et authentiqués; tout au plus pourrait-on discuter des passions qui ont inspiré l'auteur.

***

Or l'historien critique qui reprend un par un les documents originaux, les analyse et les confronte avec les *Mémoires*, demeure surpris des divergences qu'il y a entre les *Mémoires* et les documents, puis s'étonne de bien d'autres choses.

L'œuvre, d'abord, composition et rédaction, est étrangement manquée. Ceci ne s'accorde pas avec le souci qu'avait Riche-

lieu, — dont les préoccupations de correction littéraire étaient réelles, — de corriger avec soin les minutes de tout ce qui sortait de son cabinet. Ensuite, les *Mémoires* ne présentent pas seulement des longueurs excessives, des faits démesurément développés, à côté de lacunes considérables, des digressions qui ne se rattachent à rien, des répétitions à peu de pages de distance des mêmes textes; ils contiennent aussi des rédactions incohérentes, des phrases inachevées et, ce qui est pire, des erreurs étranges, des contresens et des absurdités. Comment Richelieu a-t-il pu écrire ou dicter un travail aussi insuffisant? Le savant éditeur de la correspondance du cardinal, feu Avenel, ému par tant de défauts, finit par écrire que Richelieu n'a certainement jamais vu le manuscrit des *Mémoires*. Mais comment Richelieu peut-il être l'auteur d'une œuvre qu'il n'a jamais vue?

Si, de la forme, déjà singulière, nous passons au fond, nous constatons des bizarreries autrement inquiétantes. Les *Mémoires* sont un récit tendancieux où les événements sont arrangés d'une certaine manière, d'ailleurs souvent gauche. A supposer que ce soit Richelieu qui les ait écrits, sa personne, d'abord, nous apparaît sous un jour assez extraordinaire.

Qu'il ait été, par exemple, vaniteux et amoureux de la gloire, c'est la croyance universelle contre laquelle il est inutile, momentanément, de s'élever. Mais qu'il pousse cette vanité jusqu'à écrire de lui-même, dans les *Mémoires*, des choses qui passent vraiment les bornes, c'est ce qui finit par déconcerter celui qui, le suivant heure par heure, dans sa vie, s'est un peu familiarisé avec la nature particulièrement distinguée et de bonne tenue de ce gentilhomme très fin, doublé d'un prélat de haute conscience morale. Passe encore qu'il vante « la sagesse de ses conseils, » « sa haute expérience, » qu'il admire sa propre conduite « pleine de piété, » qu'il explique comment il répond à un ambassadeur « avec dextérité, » car « il faut, dit-il, avec une dextérité merveilleuse démêler toutes les fusées et le cardinal est seul à en avoir : » admettons qu'il avoue que « le cardinal est celui dont Dieu se sert pour donner ses conseils à Sa Majesté, » bien qu'il ait tant reproché à Bérulle et à Marillac d'avoir voulu imposer leur politique au conseil du Roi en assurant qu'ils parlaient au nom de Dieu! Mais qu'il s'oublie jusqu'à écrire : « O Roi trois fois heureux de se servir d'un

si grand ministre ! » Ou qu'il se déclare « le plus grand des ministres que la France ait jamais vu ! » Voilà qui est afficher une fatuité plus qu'excessive qui ne concorde pas avec ce que nous savons de l'intelligence, du tact du personnage, surtout avec vingt témoignages contraires, comme cette déclaration d'un de ses familiers, l'évêque de Lavaur, Raconis, écrivant : « Ceux qui avaient l'honneur de parler devant lui, surtout en public, comme je l'ai vu plusieurs fois, ne recevaient aucun ordre plus exprès de sa part, que celui de s'abstenir de ses louanges; » ou cette lettre du secrétaire d'État Chavigny, son confident, lui disant, après une ombre de compliment indirect : « Je sais que Votre Éminence n'aime pas de semblables exagérations; elle doit souffrir celle-ci parce qu'il me semble qu'elle ne passe point les bornes de la vérité; » ou le geste de Richelieu effaçant l'article 5 du projet des statuts de l'Académie française qui portait que « chacun des académiciens promettait de révérer la vertu et la mémoire de Monseigneur leur protecteur, » sous prétexte que cet article « eût semblé trop à son avantage et marquer en lui quelque vanité ! »

Il y a mieux. Si Richelieu, dans ses *Mémoires*, parle de lui-même comme il est peu croyable que ce prélat gentilhomme plein de mesure et d'élégance ait osé en parler, les *Mémoires* le font s'exprimer sur Louis XIII en des termes que dément absolument l'attitude constante du cardinal, toute sa vie, à l'égard de son souverain. Nous avons la correspondance du souverain et de son ministre : les lettres de Richelieu à Louis XIII sont innombrables : j'ai retrouvé bon nombre de billets intimes de Louis XIII au cardinal. De la part de Richelieu, c'est toujours le respect le plus profond, la déférence, le dévouement, la loyauté la plus sincère, autant par conviction que par devoir. Or, dans les *Mémoires*, il ose écrire à propos du Roi les mots « d'idiot, » de « Louis le Fainéant, » et il a sur lui des passages d'une crudité telle qu'on ne peut pas les reproduire. De pareils termes sont invraisemblables de la part d'un cardinal ministre qui a eu au plus haut point le sentiment de la « religion » de la royauté.

Non moins invraisemblables et choquantes sont certaines phrases que Richelieu serait censé avoir écrites, comme par exemple à propos d'un secrétaire de Louis XIII, Tronson, homme fort respectable, paroissien modèle de Saint-Sulpice, ayant épousé une demoiselle de Sève dont il a eu de nombreux

enfants, devenus prêtres, religieuses, parmi lesquels Louis Tronson, futur supérieur des Sulpiciens. Voici ce que dirait Richelieu de lui : « Tronson avait déshonoré sa maison pour s'enrichir et il portait en la prostitution de ses sœurs la preuve de son infamie ! » Jamais le cardinal, pour ceux qui croient le connaître par les textes et non par la légende, n'a écrit ces deux lignes indignes de lui !

Enfin et surtout, relativement à des faits concrets, il existe en maintes occasions des contradictions si formelles entre ce que disent les documents originaux et ce que racontent les *Mémoires* qu'on ne sait que penser. Qui croire ? les pièces originales ou les affirmations du cardinal ? Les premières sont formelles, mais les dires de Richelieu sont-ils contestables ? On voit le problème.

Et alors se présente à l'esprit, peu à peu, cette question : d'où vient qu'on fasse porter à Richelieu la responsabilité de ce que contiennent les *Mémoires* publiés en 1823, sous son nom? Quelle preuve a-t-on qu'il soit l'auteur du document ? Qui l'a dit le premier, sur quoi se fondait celui qui l'a dit ? L'examen des manuscrits révèle qu'un personnage, reconnaissable à son écriture caractéristique, — laquelle n'est pas celle de Richelieu : il n'y a pas de discussion sur ce point, — a eu entre les mains les papiers du cardinal, les a classés et préparés en vue de la rédaction des *Mémoires*, arrangeant les phrases, rédigeant les transitions, guidant les copistes, lesquels ont transcrit ensuite bout à bout ces documents, — car les *Mémoires* ne sont qu'une compilation de pièces mises les unes à la suite des autres, — et a de nouveau corrigé la rédaction définitive. On a dit que ce personnage était un secrétaire spécial de Richelieu et on l'a appelé « le secrétaire des *Mémoires*. » Comment sait-on que ce compilateur était vraiment le secrétaire de Richelieu, qu'il a écrit sous sa dictée, sous son contrôle, et que le cardinal demeure l'auteur responsable du document ? Tel était le problème. Il fallait interroger toutes les sources. Voici à quel résultat cette enquête approfondie nous a conduit.

***

Richelieu a eu l'intention d'écrire une histoire de Louis XIII. Il le dit lui-même dans une lettre au roi en tête de son *Testament politique* dont l'authenticité n'est plus discutée aujour-

d'hui depuis qu'on a retrouvé des parties de cette œuvre écrites de sa main avec la mention « Testament. »

Il a préparé cette histoire patiemment toute sa vie. L'examen de ses papiers nous fait assister à cette préparation. Il avait deux secrétaires fidèles qu'il a gardés jusqu'à sa mort, Charpentier et Cherré, braves gens, un peu ordinaires, mais d'une discrétion, d'une conscience parfaites. Ces secrétaires, en vue de « l'Histoire, » — car Richelieu appela l'œuvre qu'il projetait « l'Histoire, » et non *Mémoires,* — classaient les correspondances reçues, gardaient copie des lettres envoyées, écrivaient sous la dictée du cardinal les notes que celui-ci rédigeait en vue de l'Histoire. Nous avons une trentaine de ces notes de Richelieu, si précieuses pour nous : nous ne les avons certainement pas toutes. Elles sont écrites à la première personne et présentent des jugements, des confidences, des souvenirs d'un intérêt de premier ordre.

Puis Richelieu a demandé aux secrétaires d'État de lui faire copier les documents qu'ils recevaient ou expédiaient. Nous avons nombre de lettres relatives à ces demandes : « Je cherche tous les papiers que j'ai entre les mains, écrit le surintendant des finances Bullion au cardinal le 24 juillet 1633, pour servir à l'Histoire, suivant votre commandement. » « M. le Jeune, mande Richelieu au secrétaire d'État Chavigny le 31 mai 1634, aura soin de faire faire les extraits pour l'Histoire que je lui ai demandés et de retirer de son père (Bouthillier, autre secrétaire d'État) ceux qu'il m'a promis. » « Je prie M. de Noyers de me faire faire par ses commis des copies de toutes les instructions, ordres et dépêches importantes qu'il a expédiées cette année, qui peuvent servir de mémoires à l'Histoire afin qu'on les ajoute à mes journaux. » On notera ici le mot de « mémoires » qui a le sens du XVIIe siècle de « papiers, documents. »

Enfin, Richelieu a prié différents personnages de son temps, ayant joué des rôles politiques, de lui écrire des relations de ce qu'ils avaient vu. Nous avons certaines de ces relations; par exemple, une interview de Sully prise en 1632, les *Mémoires* de Déageant rédigés en 1631. Déageant explique qu'il ne dit rien, dans sa relation, du règne de Henri IV parce qu'il n'a pas de papiers sur cette époque, mais, si on veut, ajoute-t-il, il en causera avec celui *qui fera l'Histoire.* Remarquons ce mot : celui *qui fera l'Histoire :* il en résulte qu'en 1631 les débuts des

Mémoires de Richelieu ne sont vraisemblablement pas encore rédigés, puisque le cardinal recueille des renseignements sur le temps de Henri IV ; que Richelieu a décidé de ne plus écrire lui-même l'Histoire et d'en confier la rédaction à un tiers, que ce tiers n'est pas encore désigné. Nous trouvons le même renseignement dans une relation demandée sur les affaires de la Valteline à un premier commis important de secrétaire d'État nommé Paul Ardier, en 1634. Ardier dit qu'il a fait son travail à la demande du cardinal afin « d'aider celui auquel ces papiers *seront confiés* pour servir à la composition de l'Histoire... Il *pourra* marcher d'autant plus sûrement, etc... » Donc, pour Ardier, en 1634, la rédaction des *Mémoires de Richelieu* n'est pas non plus commencée; le cardinal a décidé de la confier à un tiers et ce tiers n'est toujours pas désigné. En 1637, Richelieu demande à d'Avaux un récit des affaires auxquelles il a été mêlé depuis 1626 : mêmes observations, mêmes constatations. Bien d'autres personnes ont fourni des relations analogues : Bullion, La Valette, Marillac, d'Effiat, Mazarin, Charnacé, l'archevêque d'Embrun Guillaume d'Hugues, etc.

Ainsi, l'examen des papiers de Richelieu nous fait assister abondamment à la préparation de l'Histoire projetée par le cardinal. Il y a même de premiers classements méthodiques de documents, dans des cahiers, années par années, matières par matières, avec des analyses de pièces rangées chronologiquement constituant ce que Richelieu appelle « des journaux, » le tout œuvre des secrétaires Charpentier et surtout Cherré. Nous avons donc pour le fait de la préparation des *Mémoires* les renseignements les plus précis, les plus sûrs, les plus explicites.

Au contraire, pour ce qui est de la composition elle-même et de la rédaction proprement dite de l'œuvre, il n'y a rien, absolument rien, pas l'ombre d'une indication ou d'une allusion quelconque.

Nous venons de voir que Richelieu en 1634 ne paraissait pas avoir désigné celui qui écrirait l'Histoire : dans les années suivantes, jusqu'à sa mort, on ne trouve pas d'indice qu'il l'ait désigné : les documents sont muets. Or, en 1635, Richelieu entreprend d'écrire son *Testament politique*, et il l'entreprend, dit-il, parce qu'il renonce définitivement à rédiger son Histoire. La conclusion s'imposerait donc : jamais Richelieu n'a écrit ses *Mémoires*. Et en effet Tallemant des Réaux, écho fidèle

de ce qu'il entend dire à l'hôtel de Rambouillet chez sa cousine la célèbre marquise, affirme que « Richelieu a laissé des mémoires (dans le sens de papiers, documents) *pour écrire l'histoire* de son temps. » Si Richelieu a laissé des documents *pour écrire l'histoire* de son temps, c'est que cette histoire, évidemment, il ne l'avait pas écrite.

Tout va confirmer cette constatation.

Prenons les deux manuscrits dits originaux des *Mémoires* conservés aux Archives du ministère des Affaires étrangères et où l'on relève des corrections nombreuses, même des réfections entières du texte. Premier fait capital : nulle part on ne trouve sur ces deux manuscrits la trace de l'écriture de Richelieu. Les papiers du cardinal, ai-je dit, qui ont servi à l'élaboration des *Mémoires*, ont été préparés par le compilateur, raturés, surchargés, interlignés par lui : aucune trace, ici encore, de l'intervention de Richelieu : le cardinal n'a jamais participé matériellement au travail de la composition des *Mémoires* et à leur rédaction : ce travail s'est accompli en dehors de lui et sans lui! Est-il croyable que Richelieu se soit désintéressé à ce point d'une œuvre à laquelle, d'abord, il avait donné tant de soins et qu'il n'ait jamais jugé à propos d'intervenir, par la moindre correction sur le texte, étant donné surtout que ce texte était à ce point fautif?

Second fait non moins grave : personne n'a jamais pu trouver jusqu'ici une lettre, une phrase, une allusion de Richelieu ou de l'entourage de Richelieu relative à la rédaction de ses *Mémoires*. Richelieu s'absentait de la région parisienne en moyenne six à sept mois de l'année. Ses archives étaient conservées au château de Rueil où devait se poursuivre le travail des *Mémoires*. Il écrivait beaucoup, quelquefois quinze et vingt lettres par jour, il le dit. Il est invraisemblable qu'il n'ait jamais eu l'occasion d'envoyer à Rueil des instructions au sujet des *Mémoires*, des réponses à des questions inévitables, des indications sur des points douteux. Le secrétaire des *Mémoires* était-il à ce point mystérieux qu'il soit impossible de trouver de lui la moindre trace?

Et, troisième fait, justement, la personnalité de ce secrétaire des *Mémoires*. Son identité nous est attestée par son écriture qui se retrouve toujours la même sur les documents préparés en vue des *Mémoires*, ou, d'un bout à l'autre, sur les corrections des

manuscrits de ceux-ci. Disons d'abord que le mot de « secrétaire des *Mémoires* » est une expression moderne, inventée par feu Avenel et ne se rencontre dans aucun document du XVIIe ou du XVIIIe siècle. Nous connaissons minutieusement la composition du cabinet de Richelieu. Nous savons comment on travaillait dans ce cabinet, quelles étaient les écritures de tous les collaborateurs du ministre, les pièces émanant des uns et des autres étant innombrables. Or il se trouve que l'écriture du compilateur n'appartient à aucun des secrétaires connus de Richelieu et que Richelieu ne s'est jamais servi de ce secrétaire pour un travail quelconque de son cabinet. Qu'y eût-il eu de plus naturel, cependant, pour le cardinal, dans un moment pressé, que de dicter à ce secrétaire, dont il suivait le travail, une lettre, de lui faire transcrire un document, surtout même, de le charger des notes relatives à l'Histoire? Il n'y a pas le moindre indice d'une collaboration quelconque de ce genre entre le cardinal et le compilateur. Le compilateur n'a certainement jamais appartenu au cabinet de Richelieu, et ceci nous conduit à une constatation singulièrement troublante.

Richelieu est un des hommes d'État qui ont eu au plus haut point le sentiment de la nécessité du secret des affaires. Il a écrit la phrase célèbre : « Le secret est l'âme des affaires. » Constamment, dans ses lettres, il répète : « Cette affaire doit être secrétissime. » Il mettra en tête d'un document des notes telles que celle-ci : « Pour le roi et M. le Jeune (M. de Chavigny, un secrétaire d'État) seuls. » Sur sa recommandation, les secrétaires d'État copient eux-mêmes les pièces importantes, chiffrent ou déchiffrent les dépêches essentielles, afin que les commis ou les sous-ordres ne les voient pas. Le souci qu'il a de ne jamais changer de secrétaire, de n'en avoir que deux, Charpentier et Cherré, auxquels est presque exclusivement confié tout le travail de son cabinet, témoigne des précautions extrêmes qu'il prend pour conserver ses papiers à l'abri de la moindre indiscrétion. Et quel spectacle nous offre la composition des *Mémoires?*

Le rédacteur est déjà inconnu dans l'entourage des collaborateurs du cardinal. On a étudié les écritures des trois ou quatre copistes qui ont transcrit les manuscrits originaux des *Mémoires.* Ces copistes n'appartiennent pas davantage au cabinet de Richelieu. Ce sont des gens sans instruction, qui écriront par exemple au lieu de : « Ils ne m'avoient pas cru, » « ils ne

mangent pas crû ; » ou, au lieu de : on mangea « deux millions de livres, » on mangea « deux quartiers de lune. » Et c'est à ces quatre ou cinq inconnus inintelligents que Richelieu aurait abandonné sans contrôle, sans surveillance, tous ses papiers les plus précieux, les traités secrets avec les étrangers, la correcpondance intime avec le roi, les ministres et les princes! Ces gens auraient fait ce qu'ils auraient voulu de ces documents, les traitant comme des archives mortes, les auraient déclassés, auraient raturé les pièces originales, modifié des textes politiques importants, changé des instruments diplomatiques essentiels, le tout sans que le cardinal intervînt ni ne se préoccupât autrement d'un tel bouleversement de ses papiers? Il suffit d'indiquer l'objection : elle s'impose de tout son poids.

Donc l'examen des papiers de Richelieu montre que le compilateur des *Mémoires* n'a pas été un secrétaire du ministre, n'appartenait pas à son cabinet, a travaillé en dehors de lui et sans lui. Richelieu n'a pas eu de secrétaire rédigeant ses *Mémoires*. Et cela, les contemporains le savaient. Voici un homme de lettres qui a été très mêlé à la société du temps, l'archidiacre Costar, ami de Conrart, de Balzac, de Voiture, qui fréquentait l'Hôtel de Rambouillet et a beaucoup connu Richelieu, lequel le fit prêcher devant lui à Rueil, utilisant sa collaboration dans des libelles officieux. Nous avons une lettre de lui à Colbert, en 1658, à Colbert qui avait été en relations avec le personnel du cabinet de Richelieu, avait, ou allait avoir dans sa collection de manuscrits une copie des *Mémoires*, et aurait pu dès lors détromper son correspondant. Dans cette lettre où il conseillait à Colbert de recommander à Mazarin d'écrire lui-même l'histoire de son ministère, il ajoutait : « En vérité, monsieur, je ne pense jamais qu'avec douleur que le grand cardinal de Richelieu, l'homme du monde le plus amoureux de la gloire, n'ait pas été si heureux en cela que M. le connétable d'Esdiguières et feu M. le duc d'Épernon qui ont eu des secrétaires assez zélés et assez habiles pour les consacrer à l'éternité! » Ainsi, pour Costar, et pour celui auquel il s'adresse, Colbert, Richelieu n'a pas eu de secrétaire qui ait écrit sa vie, *a fortiori* ne l'a-t-il pas écrite lui-même. Et le témoignage de Costar nous amène à nous demander ce qu'ont su les contemporains et ceux qui les ont suivis au XVIIe et au XVIIIe siècle des *Mémoires de Richelieu* demeurés à ce point inconnus!

***

De quelque secret que Richelieu entourât les affaires d'État, il est difficile de croire qu'il rangeât la rédaction de son *Histoire* dans le nombre : trop de gens étaient au courant. Or, il a admis près de lui des écrivains de son temps qui étaient occupés à écrire les annales du règne de Louis XIII, Vialart, Scipion Dupleix, Grammond ; il leur a donné des conseils, leur a communiqué des documents ; il a même pris la peine de relire leurs épreuves : et aucun d'eux ne s'est jamais douté que le cardinal, poursuivant lui-même de son côté une œuvre semblable, encourageait de la sorte autant de concurrences à son travail ; aucun d'eux ne parle des *Mémoires :* ils les ignorent tous.

Les ennemis de Richelieu également les ont tous ignorés. Et Dieu sait cependant s'ils étaient instruits, des moindres défauts, des manies et des infirmités du ministre pour les lui reprocher! Quels prétextes les *Mémoires* ne leur eussent-ils pas fourni pour railler la fatuité du cardinal prétendant imposer à la postérité ce qu'elle devait savoir! Les pamphlétaires ne font aucune allusion aux *Mémoires :* ils n'en soupçonnent pas l'existence.

Ne la soupçonnent pas non plus les hommes de lettres qui gravitaient autour de Richelieu et que Richelieu a mis, pour la plupart, à l'Académie française. Ils écrivaient beaucoup, nous avons leurs volumineuses correspondances. Ils échangeaient les nouvelles littéraires. Ils se voyaient assidûment. Leur contact avec Richelieu était assuré par Boisrobert, familier du cardinal ; par Desmarets, également très en faveur, premier chancelier de l'Académie. De quelle importance n'eût pas été pour tout ce monde des lettres la nouvelle que le grand ministre, comme Jules César, laissait à la postérité le récit de ses actions? S'ils avaient été tenus à quelque secret du vivant de Richelieu, n'eussent-ils pas parlé après sa mort? Ils ont parlé : Costar nous dit ce qu'ils savent, et nous l'avons vu : ce qu'ils savent, c'est que Richelieu n'a même pas eu de secrétaire qui ait rédigé ses *Mémoires* pour lui.

A côté du monde des lettres est, en ce temps, un groupe important d'érudits qui ont tenu quelque place dans le cabinet de Richelieu et qui se donnaient rendez-vous chez les frères Pierre et Jacques Dupuy, gardes de la Bibliothèque du Roi. Ces

Dupuy collaboraient avec le cardinal, fournissaient au gouvernement les éléments juridiques et historiques des mémoires qu'avaient à rédiger les ministres. Ils étaient fort savants; ils ont laissé une collection considérable de manuscrits, qui constitue un fonds précieux de la Bibliothèque nationale; leur cabinet était fréquenté par tout ce que le temps comptait de curieux; nous avons nombre de leurs lettres. Ils ne savent rien des *Mémoires*. Bien mieux, Jacques Dupuy a eu entre les mains le texte des *Mémoires;* il en a fait, pour sa collection, un résumé et des extraits; il ignore que le travail soit de Richelieu; aucun des secrétaires du cardinal, qu'il voit constamment, ni le cardinal lui-même, ne le lui a dit.

Chacun sait l'importance qu'a eue en ce temps l'hôtel de Rambouillet, centre de la société de Paris de cette époque, rendez-vous des ministres, courtisans, écrivains, de « tous les beaux esprits » de la cour et de la ville. La marquise de Rambouillet était au mieux avec Richelieu, surtout avec sa nièce la duchesse d'Aiguillon. Dans quel endroit mieux que celui-ci pouvait-on savoir ce qu'il en était de l'existence d'une Histoire de Louis XIII composée par le grand cardinal que tout le monde admirait et craignait? Et, effectivement, on y a su ce qui nous intéresse; le chroniqueur fidèle et attitré de la maison, cousin de la marquise, de qui il dit tenir ses renseignements, Tallemant des Réaux, nous l'a transmis : Richelieu, dit-il, a laissé des papiers pour écrire son Histoire, mais cette Histoire il ne l'a pas écrite.

Poursuivons l'enquête. Le lendemain de la mort de Richelieu, un de ses familiers, Raconis, évêque de Lavaur, rédige l'oraison funèbre du cardinal, œuvre demeurée manuscrite, pleine de révélations précieuses sur le caractère et la personnalité de Richelieu. L'auteur parle des écrits qu'a laissés le ministre; il s'étend sur le *Testament politique* où il voit un exposé remarquable « des actions publiques qu'il (le cardinal) a faites durant le temps de son ministère, » ce qui s'appliquerait admirablement aux *Mémoires;* mais, pour ce qui est des *Mémoires*, il les ignore.

Pendant les années qui suivent la mort de Richelieu, la duchesse d'Aiguillon autorise un historien qui prépare une volumineuse histoire du cardinal, Aubéry, à venir travailler à Rueil, sur les papiers du ministre Aubéry fouille conscien-

cieusement les archives qu'on lui ouvre, aidé de Charpentier et de Cherré, lequel lui communique même des documents particuliers lui appartenant ; Aubéry publiera son livre en 1660 et en annexe, deux volumes in-folio de pièces copiées par lui aux archives de Rueil. Or, consacrant un chapitre de son histoire aux œuvres de Richelieu, il cite tout ce qu'il connaît : il va jusqu'à parler d'un *Traité des métaux* en latin, aujourd'hui perdu, qu'aurait rédigé le cardinal, et lui qui travaille au milieu des papiers de Richelieu, lui qui est aidé par les anciens secrétaires du ministre, avec l'assentiment de la duchesse d'Aiguillon, laquelle s'intéresse à son œuvre et la suit, il ignore totalement que Richelieu ait écrit ses *Mémoires!* Ce silence est surprenant.

Il est non moins surprenant que, dans tous les éloges de Richelieu que, suivant l'usage, les membres de l'Académie française, au XVIIe siècle, devaient faire de leur fondateur en prononçant leur discours de réception, et où sont souvent énumérées les œuvres du cardinal, jamais il ne soit fait mention des *Mémoires*. Les académiciens ne savent rien de l'existence des *Mémoires*.

En 1688 paraît le *Testament politique* de Richelieu. Ce document donne lieu à une polémique très vive, qui se poursuivra longtemps et reprendra au XVIIIe siècle. Comment s'expliquer qu'au cours de ces discussions infinies personne ne fasse jamais allusion aux *Mémoires*, alors que la discussion de leur authenticité serait peut-être aussi intéressante, sinon plus, que celle du *Testament?* Évidemment personne ne les connaît et n'en a entendu parler.

Nous ne pouvons entrer dans tous les détails d'une investigation qui a été conduite à travers les publications de critique ou d'histoire du XVIIe et du XVIIIe siècle, afin de retrouver la moindre trace de l'existence des *Mémoires de Richelieu*. Il ne résulte de cette investigation que des conclusions négatives. Au XVIIe siècle comme dans la première moitié du XVIIIe, personne n'a su que Richelieu ait écrit des *Mémoires*. Lorsqu'en 1710 le marquis de Torcy classe au ministère des Affaires étrangères les archives du cardinal que vient de lui transmettre la famille, et parmi lesquelles se trouve le manuscrit des *Mémoires*, lequel est anonyme, il fait relier ceux-ci et met simplement au dos : *Histoire du cardinal de Richelieu*. Il ignore

que l'œuvre soit de Richelieu; — autrement, quelle valeur le document n'aurait-il pas pour lui! — La famille ne le lui a pas dit. Parlant même du reste des papiers qu'il reçoit, il écrit : « Ce qui a été ramassé par le cardinal de Richelieu est *uniquement dans la vue de faire l'histoire* ou plutôt le panégyrique de cet ambitieux ministre. » Donc, pour Torcy, Richelieu s'est borné à réunir des documents afin d'écrire l'Histoire; mais cette Histoire il ne l'a pas écrite. Torcy va jusqu'à déclarer incidemment : « Je crois qu'une bonne histoire du ministère du cardinal de Richelieu... où on s'appliquerait moins à raconter les faits et décrire des batailles qu'à découvrir la source et la cause des événements et des guerres dont l'Europe a été agitée pendant le dernier siècle, pourrait donner une grande connaissance de ce que je souhaiterais sur cela. » Il ne se doute pas, évidemment, que cette histoire qu'il désire, il l'a sous la main, rédigée par le plus qualifié des historiens, l'auteur même des événements dont il veut « découvrir la source et la cause. »

Dans toute l'œuvre de Voltaire où il est cent fois parlé de Richelieu avec l'âpreté que j'ai dite et où l'authenticité du *Testament politique* est attaquée de façon véhémente, jamais on ne rencontre la moindre allusion aux *Mémoires*. Voltaire n'en connaît pas l'existence.

Enfin l'auteur de la meilleure *Histoire de Louis XIII* que nous ayons, parue en 1758, et faite avec une conscience, une érudition, un sens critique de tous points excellents, le P. Griffet, ne connaît pas davantage les *Mémoires de Richelieu*. Ceux-ci n'existent pas pour lui.

Et ainsi nous sommes amenés à l'année 1764, date fatidique, car c'est en effet en 1764, enfin, que nous allons, pour la première fois, entendre parler d'une œuvre demeurée, jusqu'ici, à ce point dissimulée : et voici de quelle manière cette révélation capitale nous est faite.

***

Discutant avec Voltaire la question de l'authenticité du *Testament politique* de Richelieu, l'érudit Foncemagne publie en 1764 une *Lettre sur le Testament politique*, dans laquelle, incidemment, il parle de l'idée qu'a eue le cardinal d'écrire la vie de Louis XIII. Il ajoute que, fortuitement, il a rencontré

au dépôt des archives du ministère des Affaires étrangères un manuscrit anonyme en huit volumes in-folio, — c'est le manuscrit tenu pour original des *Mémoires*, — portant au dos la mention mise par Torcy : « Histoire du cardinal de Richelieu. » Il l'a ouvert, et, dans les corrections interlinéaires ou marginales, il a « cru reconnaître, » dit-il, l'écriture de Richelieu : nous savons qu'il se trompe, les critiques étant d'accord pour affirmer que cette écriture est celle non pas de Richelieu mais du compilateur. Tout heureux de sa découverte, il s'écrie : « *J'oserais presque* vous annoncer ce manuscrit comme l'original complet de cette histoire (de Louis XIII par Richelieu) ! » Et voilà la première mention, l'affirmation originelle et j'ajoute le seul titre, sur lequel repose la croyance que Richelieu ait écrit ses *Mémoires*, c'est-à-dire une hypothèse incertaine, avancée de façon dubitative, sur des données fausses ! Rarement attribution d'un document aussi considérable à un auteur de telle importance a été faite dans des conditions plus légères. Car, par une rencontre étrange, il se trouve, en effet, que c'est cette attribution seule qui a suffi : elle a eu l'heureuse fortune de devenir, sans discussion, une vérité établie.

Après Foncemagne, en effet, nul n'a plus été admis à vérifier aux Affaires étrangères l'identification de l'érudit. Les historiens ou les bibliographes, comme Thiroux d'Arconville ou Fevret de Fontette, qui l'ont assez regretté, se sont vu obstinément refuser l'autorisation d'examiner le manuscrit conservé jalousement par des gardes de dépôt inflexibles aux Affaires étrangères. Et alors ils ont écrit et cru, sur le dire de Foncemagne, que Richelieu avait bien rédigé ses *Mémoires*, que ces *Mémoires* existaient, conservés aux Affaires étrangères, et que, preuve indéniable de leur authenticité, le manuscrit était corrigé de la main du cardinal : Foncemagne l'avait constaté. Thiroux d'Arconville écrit même : « Ce savant *prouve jusqu'à l'évidence* que le manuscrit est de ce cardinal. » On voit comment, pour Thiroux d'Arconville, l'hypothèse, timidement hasardée par Foncemagne, devient déjà une évidence prouvée ! Et peu à peu, alors, la croyance s'établit, se fixa. Lorsqu'en 1823, Petitot obtint du duc de Richelieu, président du Conseil, et de M. Pasquier, ministre des Affaires étrangères, l'autorisation de voir enfin le précieux manuscrit et de le publier, pour la première fois, sa conviction était faite d'avance : il n'y avait pas de

doute; le document était de Richelieu; tout le monde le savait; il n'était pas besoin de contrôler un fait notoire, reconnu par tous. Après Petitot, qui donna à l'œuvre le titre de *Mémoires du cardinal de Richelieu*, Michaud et Poujoulat n'eurent pas plus l'idée de vérifier une attribution désormais indiscutable. Aujourd'hui, les éditeurs actuels de la publication en cours des *Mémoires* ont pensé de même. Ces éditeurs constataient bien, dans des études consciencieuses et attentives, les difficultés que présentait l'examen critique des *Mémoires*, mais qui eût osé concevoir l'idée d'émettre un doute sur l'attribution à Richelieu d'une œuvre universellement reconnue comme étant de lui ?



Eh bien! si avant d'attribuer à Richelieu l'histoire manuscrite de Louis XIII qu'il rencontrait au ministère des Affaires étrangères, Foncemagne avait eu la prudence d'étudier les copies contemporaines de ce manuscrit qui se trouvaient dans des collections particulières, de les comparer, il aurait découvert que ce manuscrit avait un auteur et que cet auteur n'était pas Richelieu.

Et quels étaient les détenteurs de ces copies? D'importants personnages du règne de Louis XIII ou de la régence d'Anne d'Autriche, qui avaient connu Richelieu, avaient collaboré avec lui, fréquenté son cabinet, et, par conséquent, devaient savoir ce qu'il en était : Séguier, le chancelier de France de Louis XIII, successeur de Richelieu comme protecteur de l'Académie française, « ami intime du cardinal, » dit une note de Dupuy ; Jacques Dupuy, le garde de la Bibliothèque du roi, dont nous avons parlé, collaborateur assidu des secrétaires de Richelieu ; Colbert, le grand Colbert, entré sous Louis XIII au service de Le Tellier, passé ensuite à celui de Mazarin, et dont le bibliothécaire, Baluze, avait été l'ami de l'ancien secrétaire de Richelieu, Charpentier; Coislin, un cousin de Richelieu; Achille de Harlay, procureur général au Parlement de Paris, dont le bibliothécaire, Denis Godefroy, en relation étroite avec les Dupuy, collaborait, comme eux, aux travaux du cabinet de Richelieu.

Un minutieux examen critique nous a permis d'établir la filiation de ces manuscrits au nombre d'une douzaine, c'est-à-dire, de fixer l'ordre, approximativement, dans lequel ils ont été copiés les uns sur les autres. Cette filiation montre que tous les

détenteurs de ces manuscrits savaient, explicitement ou implicitement, quel était le nom de l'auteur : aucun d'eux ne dit que cet auteur soit Richelieu, et, quand ils donnent un nom, ce nom est partout le même. Voici ce nom !

Le titre d'une copie des *Mémoires* conservée dans la collection Leber à la Bibliothèque de Rouen est ainsi conçu : « Mémoires écrits par messire Achille de Harlay de Sancy, évêque de Saint-Malo. » Le manuscrit, dit du cardinal de Gesvres, à la Bibliothèque nationale, porte : « Journal des Mémoires de M. de Saint-Malo. » Le manuscrit de la collection du président de Harlay, aujourd'hui aussi à la Bibliothèque nationale, et sur lequel un certain nombre d'autres ont été copiés, est décrit de la façon suivante par le P. Lelong dans sa savante *Bibliothèque historique*, parue en 1719, d'après les indications que lui ont fournies les bibliothécaires de Harlay : « Journal du cardinal de Richelieu par Achille de Harlay de Sancy, évêque de Saint-Malo. » Un manuscrit ayant appartenu à La Reynie, lieutenant de police sous Louis XIV, et aujourd'hui à la Bibliothèque du Sénat, est ainsi catalogué : « Histoire politique de ce qui s'est passé en l'année 1631, 1632 et 1633, par Harlay de Sancy, évêque de Saint-Malo. » Ainsi l'auteur des prétendus *Mémoires de Richelieu* serait un personnage, que nous n'avons jamais rencontré jusqu'ici, cousin d'un des détenteurs d'une copie, et nommé Achille de Harlay de Sancy, évêque de Saint-Malo. Nous avons d'autres confirmations du fait.

En 1649 vient à Paris un bénédictin italien s'occupant de travaux historiques, Vittorio Siri. On lui ouvre libéralement divers fonds d'archives et quelqu'un lui prête le texte des *Mémoires de Richelieu*. Il les cite dans son livre, les *Memorie recondite* sous la forme suivante : « Histoire manuscrite de l'évêque de Saint-Malo. » Il y a hésitation sur le point de savoir si c'est Mazarin ou la duchesse d'Aiguillon qui lui a prêté le manuscrit dont il s'est servi. Dans les deux cas, le témoignage serait considérable. Si le collaborateur, le confident, le successeur de Richelieu, Mazarin, ou la nièce même de Richelieu, Mme d'Aiguillon, déclarent à Siri que le texte qu'ils lui confient n'est pas de Richelieu, mais de l'évêque de Saint-Malo, Achille de Harlay de Sancy, le débat est clos sur cette affirmation péremptoire émanant de témoins irrécusables.

Et, dernière preuve décisive, si c'est ce Harlay de Sancy qui

a eu les papiers de Richelieu entre les mains, les a classés, préparés, corrigés en vue de la rédaction de l'œuvre, puis a fait copier la compilation et corrigé de sa main le manuscrit des *Mémoires*, il faut donc que la fameuse écriture prise pour celle de Richelieu par Foncemagne ou celle du « secrétaire des *Mémoires*, » soit l'écriture de Harlay de Sancy : et, en effet, il n'y a pas d'hésitation, cette écriture est bien la sienne. La comparaison de cette écriture avec celle des lettres authentiques du personnage qui ont été confrontées, ne permet aucun doute : l'auteur de la compilation dite les *Mémoires de Richelieu* est bien Achille de Harlay de Sancy, évêque de Saint-Malo.

***

Quel est donc cet évêque de Saint-Malo apparu inopinément et qui joue un tel rôle dans la question qui nous occupe ? Bien que nous ayons expliqué plus haut que Richelieu n'a jamais désigné personne pour écrire ses *Mémoires* et ne les a fait écrire par personne, est-il possible, ce qui est maintenant nécessaire, d'avoir des précisions sur les rapports du cardinal avec ce prélat, afin de nous assurer que ce n'est vraiment pas Richelieu qui l'a chargé du travail auquel il s'est livré et que ce travail ne s'est pas fait du vivant du ministre? J'ai pu retrouver une cinquantaine de lettres de Harlay écrites à Richelieu ou à son entourage dans la période de la vie du cardinal 1632-1642 (jusqu'à la mort du ministre) pendant laquelle aurait pu se poursuivre le travail des *Mémoires*. Nous allons être amplement édifiés : aucune de ces lettres ne contient l'ombre d'une allusion à une collaboration quelconque du genre de celle qu'on supposerait ; et même, Richelieu n'a certainement jamais pu avoir l'idée de confier à un tel personnage une œuvre aussi importante dans la pensée du ministre.

Harlay de Sancy était un homme médiocre, de peu de jugement et de caractère difficile. Il appartenait à une bonne famille ayant rendu de grands services à l'État, d'où son élévation à un siège épiscopal en 1632. Il avait fait un peu de tout auparavant, dans sa vie : la guerre, en Espagne, en Italie ; son droit, des voyages, de la diplomatie : il s'était fait nommer en 1611, à trente ans, ambassadeur à Constantinople, d'où il était revenu à peu près disgracié en 1619. Alors il était entré à l'Oratoire où il causa beaucoup de difficultés. Bassompierre le

traitait « d'impertinent, » et son oncle, le président de Harlay, de « fou. » Sa correspondance révèle un homme plat à l'égard des puissants, agité, impulsif à l'égard des autres. Nommé évêque de Saint-Malo, il vécut dans son diocèse de Bretagne occupé à faire du zèle plutôt politique qu'épiscopal, à se disputer avec son chapitre, les moines ou les gens des États de Bretagne. En 1635, venu à Paris pour assister à l'assemblée du clergé, il blesse vivement Louis XIII et Richelieu par une intervention insolente à propos d'une lettre du Roi, assez impérative, adressée aux évêques sur le sujet d'un don gratuit que l'assemblée chicanait au Gouvernement. Harlay prend feu, déclare avec véhémence que la lettre du Roi est « injurieuse » et fait décider par l'assemblée qu'elle ne discutera pas l'affaire, tant que la lettre royale n'aura pas été retirée ! On voit d'ici le scandale et de quelle façon Louis XIII et Richelieu pouvaient accueillir pareille « impertinence. » Louis XIII ne pardonna jamais. Les lettres de Harlay révèlent la préoccupation constante de celui-ci d'effacer la mauvaise impression laissée par son incartade de 1635, et voilà qui ne facilite guère l'hypothèse de Richelieu choisissant, entre mille, pareil personnage pour lui confier la tâche délicate d'écrire sa vie.

Et Harlay n'écrit certainement pas cette vie. Il n'est que de lire ce qu'il dit dans ses lettres à Richelieu ou à ses secrétaires. Le 20 décembre 1634, il supplie Charpentier de ne pas l'oublier auprès du cardinal, ajoutant modestement : « moi qui ne suis *bon à rien*, car pour prier je ne suis pas assez bon, pour servir, *je suis trop inutile.* » Il ne parle que de « se retirer avec Dieu en lui-même pour le plus long temps qu'il pourra. » Du fond de son diocèse, préoccupé de sa disgrâce, il dit humblement à Richelieu la joie extrême que lui a causée un simple billet qu'a daigné lui adresser le cardinal : « Il m'a comblé de confusion (ce billet) pour la connaissance que j'ai de mon indignité... et l'honneur de votre bienveillance, bien que je ne la mérite pas. » Faisant allusion à l'incident qui pèse sur lui, il dit ailleurs : « Je puis errer, mais non jamais pécher envers Votre Éminence. » Il affirmera à Charpentier qu'il n'a d'autre occupation dans sa vie que de « s'acquitter de sa charge » et Richelieu ayant daigné lui faire envoyer une *Relation du siège et de la reddition d'Arras*, brochure dont il est l'auteur, l'évêque de Saint-Malo répond au cardinal une lettre pleine d'effusion

débordante où il se confond en reconnaissance et lui dit : « Ce m'est bien assez de grâce que vous daigniez ne me mettre pas *entièrement en oubli*, sans que vous veuilliez encore, par un excès trop grand de bonté, Monseigneur, vous souvenir de moi si favorablement que d'avoir commandé qu'on me fît part de votre contentement et de votre gloire... Il y a longtemps que je sais que *vous n'avez besoin du service de personne*... Je vous supplie donc très humblement, Monseigneur, d'avoir autant agréable ma bonne volonté, *quoique inutile et dénuée d'effet*, que si j'étais si heureux qu'elle en fût accompagnée. » Évidemment, voilà un langage qui n'est pas celui d'un Harlay familier de Richelieu, son collaborateur assidu, travaillant constamment près de lui, sous ses yeux, à préparer l'histoire de la vie du ministre ! L'année suivante, en 1641, Harlay écrit à Charpentier qu'il a pris l'engagement « de vouloir faire deux ans de résidence continuellement en son diocèse, » et il ne dit rien des *Mémoires* inachevés qu'il semblerait pourtant par là abandonner : aucune explication, aucune excuse. Mais d'ailleurs il n'a jamais rien dit à âme qui vive, dans sa correspondance, durant dix ans, de la mission de confiance extraordinaire que lui aurait donnée Richelieu en le chargeant de rédiger, pour la postérité, le récit de ses hauts faits. Nous avons des lettres intimes de lui à Charpentier. Qu'y aurait-il eu de plus simple qu'il lui échappât la moindre allusion au travail qu'il était en train de poursuivre ? Il n'y a pas le plus léger indice !

Pourquoi, d'ailleurs, Richelieu serait-il allé chercher au fond de sa province un prélat avec qui il n'avait que des relations froides et distantes, que Louis XIII ne pouvait pas souffrir et du jugement duquel le ministre était en droit de se défier ? Un évêque, en ce temps, aurait-il accepté un travail de secrétaire, de scribe, comme celui dont il s'agissait, auprès de Richelieu ? Harlay écrivait très mal : il l'a prouvé. Richelieu aurait pris de préférence un écrivain de profession comme tous ceux, en nombre, ses collaborateurs, qui l'entouraient et qu'il a mis à l'Académie, tandis qu'il n'y a pas mis le principal, celui qui aurait rédigé l'œuvre capitale, le récit de ses actions ! Lorsque Richelieu renonça à son Histoire et composa le *Testament politique*, on voit par les écritures des manuscrits que tout son entourage collabora à cette œuvre : il n'y a qu'une écriture qui manque, c'est celle, précisément, de Harlay de Sancy, c'est-à-

dire du secrétaire attitré de semblable travail ! Sancy n'eût-il pas dû, le premier, donner son concours à une œuvre qui remplaçait celle qu'il aurait jusque-là conduite ? L'évêque de Saint-Malo n'a certainement pas été le secrétaire des *Mémoires de Richelieu* et n'a pas composé les *Mémoires* du vivant du cardinal !

Comment donc a-t-il été amené à les écrire après la mort de Richelieu ? Nous avons tous les détails : ils sont demeurés jusqu'ici inexpliqués, faute des éclaircissements précédents.

***

Après la mort de Richelieu, sa nièce, Mme d'Aiguillon, n'eut rien de plus à cœur que de réaliser les projets de publication qu'avait conçus son oncle, et que celui-ci lui avait recommandés sur son lit de mort. C'était, d'ailleurs, une façon de défendre la mémoire du ministre violemment attaquée partout. Elle commença par les livres de piété et de controverse. Elle trouva des collaborateurs qui consentirent à mettre au point les manuscrits laissés par Richelieu et à en surveiller l'impression. Nous savons que l'abbé de Bourzeis se chargea du *Livre des controverses pour convertir les protestants*, Desmarets et Lescot de la *Perfection du chrétien*, d'autres de l'*Institution du chrétien* ou de l'*Invocation à la Vierge*.

Mais quelle œuvre s'imposait plus que celle de l'Histoire si longuement préparée par le cardinal ? Devant le flot d'injures et de haine que soulevait la mémoire du ministre, n'était-ce pas un devoir pieux, pour les siens, que d'exposer ses actions et de les disculper ? Mme d'Aiguillon se décida à faire rédiger l'histoire projetée par son oncle. Scarron était au courant de ses intentions :

Par quelle générosité
A-t-elle conservé sa gloire (de Richelieu)
Et fait revivre sa mémoire
En dépit de l'iniquité ?
Et qui plus qu'elle dans l'histoire
Instruira la postérité ?

Nous connaissons le titre qu'elle voulait donner à l'œuvre : *Histoire du ministère d'Armand Jean du Plessis cardinal duc de Richelieu*. Elle avait les papiers à Rueil : restait à trouver un écrivain.

Elle s'adressa à Mme de Rambouillet. Mme de Rambouillet, qui voyait dans son hôtel tous les écrivains du temps et se trouvait mieux à même que personne de lui désigner l'auteur nécessaire, consulta Vaugelas. Vaugelas, nomma Perrot d'Ablancourt ou Patru : le premier fut écarté comme protestant, le second, sondé par Desmarets de Saint-Sorlin, refusa. Chapelain recommandant plus tard, en 1662, Patru à Colbert pour écrire les annales du règne de Louis XIV, disait : « On l'a autrefois regardé pour écrire la vie de M. le cardinal de Richelieu. » Qui ne voit que tous ces détails sont incompréhensibles, si Richelieu a écrit ses *Mémoires* avant de mourir?

Mais pendant que ces démarches se poursuivaient, les anciens secrétaires de Richelieu, Charpentier et Cherré, travaillaient à mettre en ordre les papiers de Rueil, afin de faciliter la tâche de l'écrivain que l'on cherchait, et achevaient de classer les documents. Même Charpentier se mettait à composer ce qu'on appelait en ce temps « un corps d'histoire, » c'est-à-dire une sorte de groupement de pièces historiques ajoutées bout à bout, dans leur ordre chronologique, reliées par des phrases de transition, les temps des verbes et les pronoms corrigés pour donner l'aspect d'un vague commencement de narration suivie : ébauche qui simplifierait le travail du rédacteur attendu. C'est ce corps d'histoire de Charpentier qui constitue le premier des manuscrits dits originaux des *Mémoires de Richelieu*. Mais quand on l'examine de près sous les innombrables corrections qui l'ont ensuite transformé, on constate que le pauvre Charpentier n'était qu'un compilateur bien insuffisant ; son « monstre » est informe ! Car si au début le texte présente encore quelques semblants de rédaction, la main de l'auteur ensuite s'alourdit et on finit par ne plus avoir devant soi qu'un amas confus de documents disparates entassés sans ordre à la suite des uns et des autres : français, latins, italiens, espagnols, plans de bataille, états de vaisseaux, garnisons, consignes de ronde, dessins de fortification, etc. Mieux eût valu, presque, laisser les papiers tels qu'ils étaient et n'y pas toucher. C'est alors qu'est intervenu Harlay de Sancy.

Nous avons vu qu'il connaissait Charpentier : nous avons sa correspondance avec lui. Il le cultivait parce qu'en ce temps, ainsi qu'à toutes les époques, on faisait la cour au chef de cabinet d'un ministre puissant. Ayant pris connaissance du « corps d'histoire » que poursuivait Charpentier, Harlay n'eut pas de

peine à lui expliquer que son travail était inexistant. Il s'offrit à lui pour l'aider : l'autre accepta. Nous suivons pas à pas sur le manuscrit de Charpentier l'œuvre de Harlay. Harlay revoit d'abord le document, le corrige et met des notes en marge comme celles-ci : « Bon ; demi-bon ; peut-être bon ; tout ceci ne vaut rien. » Puis, là où il entreprend des corrections importantes, il renvoie à des feuilles spéciales qu'il a préparées, écrivant en marge : « Voyez ici mes feuilles de correction ; voyez mes corrections ; voyez mes feuilles. » A un moment, il consigne : « J'ai vu jusqu'à la page 41. » Surtout, il rature, supprime, barre des pages entières, des cahiers entiers, enfin écrit cette phrase caractéristique de son travail : « Nous en avons corrigé et diminué beaucoup (de l'œuvre de Charpentier). Ce n'est pas encore tout ce qui s'y doit faire, mais le chemin est aplani, la matière est préparée *au meilleur ouvrier* pour y travailler et y donner plus facilement la forme. » Il est difficile d'expliquer plus clairement le rôle de correcteur de Harlay dans la revision de l'œuvre de Charpentier. Le manuscrit de Charpentier ne traitait que des années 1624 à 1630 : Harlay y a retranché la valeur de 2166 pages in-folio. Après quoi il a fait recopier et mettre au net le texte. C'est cette copie qui est le second de nos manuscrits originaux des *Mémoires*.

Car Harlay entreprit alors, de concert avec Charpentier et Cherré, de procéder à la même préparation du « corps d'histoire » pour les périodes de la vie de Richelieu que Charpentier n'avait pas traitées, c'est-à-dire de 1600 à 1624, et 1631 à 1642. Nous avons ici, de même, sur les documents et sur le manuscrit final, tous les détails du travail de Harlay. Harlay corrige les pièces originales pour les copistes, fixe les endroits où ceux-ci devront prendre, rédige les transitions, met les temps de verbe à la troisième personne, esquisse des canevas.

Il n'a pu poursuivre son travail au delà de 1638 : la mort l'a arrêté en effet en 1646 : c'est en quatre ans, de 1642 à 1646, qu'il a donc procédé à sa compilation. Son manuscrit se conserva tel quel dans les archives de Rueil. Quelque vingt ans après, seulement, en 1663, M[me] d'Aiguillon, qui avait eu dans l'intervalle bien d'autres préoccupations, la Fronde, les procès avec sa famille, se décida à désigner enfin l'écrivain qui rédigerait l'Histoire de son oncle. Celui qu'elle désigna était un poète, un jésuite, le P. Le Moyne, assez médiocre auteur. Les lettres de

Gui Patin nous renseignent abondamment sur le choix de Mme d'Aiguillon, le travail du P. Le Moyne, ses retards, les discussions relatives à la publication, tous détails encore incompréhensibles, si Richelieu a rédigé ses *Mémoires*. Le P. Le Moyne composa une vie de Richelieu en trois volumes in-folio qui demeura manuscrite et dont les historiens se sont servi au XVIIIe siècle. Puis, ce manuscrit disparut en 1765, au moment de la dispersion des jésuites, et, depuis, personne n'a pu le retrouver : à vrai dire, la perte ne parait pas très considérable.

***

En définitive, le document appelé *Mémoires de Richelieu* n'est qu'une compilation de textes et de pièces assemblés par deux personnages de médiocre valeur, ne se proposant nullement de faire un travail historique définitif, n'imaginant pas, en prévision de la fortune extraordinaire qui attendait leur œuvre, qu'ils dussent surveiller avec sévérité ce qu'ils avançaient. Richelieu n'est pour rien dans la rédaction de ce travail. Les jugements des *Mémoires* sont donc sujets à caution parce qu'ils n'émanent pas du cardinal et n'ont pas été contrôlés par lui, mais qu'ils proviennent d'individus peu intelligents, mal qualifiés, suspects. Lorsqu'on croit même être en présence d'un document recopié par eux, il faut encore se méfier parce que les compilateurs ont pu corriger maladroitement le document et en dénaturer le sens, ce qui leur arrive.

Les prétendus *Mémoires de Richelieu* perdent ainsi l'autorité considérable qu'ils devaient à la personnalité de leur illustre auteur supposé. L'histoire du règne de Louis XIII, qui, en grande partie, reposait jusqu'ici sur les affirmations des *Mémoires*, tenues pour irréfutables, puisqu'elles provenaient du personnage le plus autorisé à les produire, est à revoir prudemment. Il n'y a pas à craindre, hâtons-nous de le dire, que soient diminués les justes motifs que nous avons d'admirer le prodigieux homme d'État qu'a été le cardinal de Richelieu, ni à redouter la surprise de découvrir que Louis XIII est un « esprit supérieur. » Mais, tout de même, nous aurons peut-être à envisager Richelieu un peu autrement qu'on ne l'a considéré jusqu'ici, à ne pas lui prêter des défauts ou des idées qu'il n'a pas eus et à lui reconnaître des qualités qu'on lui conteste. Louis XIII, d'autre part, ne peut plus être le fantoche

effacé, que représentent les *Mémoires*, pour qui Richelieu seul existe. Ce roi a été autre chose d'après les documents directs, beaucoup plus personnel qu'on ne se l'imagine, ayant joué un rôle et exercé une action très forte dans la politique intérieure, au moins, — action exercée en dehors de Richelieu souvent, parfois contrairement à Richelieu, ce que n'ont pas dit les *Mémoires*, — sinon dans la politique extérieure, trop compliquée; encore a-t-il eu le mérite de la bien comprendre et de la suivre. En fait, les deux personnages, dans leur collaboration quotidienne, si curieuse, si émouvante quelquefois, pleine, alternativement, de confiance ou de trouble, de dévouement, de respect, de tendresse ou d'orages, et dominés l'un et l'autre par un très beau et très élevé sentiment du devoir, désormais délivrés du texte qui imposait à l'histoire l'aspect difforme de leur physionomie dénaturée, peuvent apparaître sous leur jour véritable, c'est-à-dire avec une humanité autrement attachante et douloureuse que celle qu'a créée le théâtre. C'est le meilleur profit que la vérité puisse retirer de cette « disqualification » des *Mémoires de Richelieu* qui a tant tardé et de cette constatation d'une erreur mystifiante dont la persistance, durant plus d'un siècle et demi, fera la surprise des critiques futurs !

LOUIS BATIFFOL.

LA POLOGNE SAUVÉE
ET
TOUJOURS MENACÉE

Au milieu du mois d'août dernier, la marée montante de l'armée bolchéviste atteignait la Vistule et enserrait la capitale polonaise ; le Gouvernement polonais envisageait son exode vers Posen ou Cracovie, et la fausse nouvelle, lancée d'Allemagne, de l'occupation des faubourgs de Varsovie, trouvait déjà créance dans certaines capitales de l'Europe occidentale.

Le 16 août, tandis que les gouvernements alliés se concertaient encore sur les moyens de sauver l'existence de la nouvelle Pologne restaurée par leurs soins, l'armée polonaise, par un brusque redressement, renversait les espoirs prématurés de ses ennemis, et, en quelques jours, faisait surgir d'une situation presque désespérée une victoire éclatante et complète.

Mais le Gouvernement des Soviets ne devait pas rester sur cet échec : pour relever son prestige ébranlé et ranimer l'ardeur combative des armées rouges, il les conduisait dès octobre à des succès faciles contre l'armée Wrangel et chassait de son territoire les derniers contingents anti-bolchévistes. Libéré de toute menace militaire à l'intérieur, il a pu, dès lors, reporter ses forces vers les frontières de l'Ouest, et de nouveaux nuages assombrissent aujourd'hui l'horizon de la Pologne et de l'Europe orientale.

Dans les lignes qui vont suivre, on se propose de rappeler les circonstances qui ont précédé la crise où la Pologne a failli succomber, d'exposer les opérations militaires qui l'ont dénouée,

puis d'essayer, en terminant, de définir la situation actuelle et d'examiner les résolutions et les mesures dont l'adoption semble devoir, tôt ou tard, s'imposer aux Puissances alliées, si elles veulent, à la fois, sauvegarder l'existence de la Pologne, maintenir les traités et garantir leur propre sécurité.

I

En ressuscitant la Pologne, et en fixant les conditions d'après lesquelles devaient être déterminées ses frontières au Nord, à l'Ouest et au Sud, avec l'Allemagne et la Tchéco-Slovaquie, les Puissances alliées ont laissé ouverte la question de ses frontières orientales avec la Russie.

De ce côté, l'absence de lignes de démarcation naturelles et la complexité des revendications territoriales fondées sur le caractère ethnique des populations, rendaient en effet la solution des plus délicates. L'Entente, paralysée par son indécision touchant le règlement du grand problème russe, soucieuse avant tout de ménager l'avenir, s'est donc bornée à donner à la Pologne, comme frontière provisoire, celle de l'ancien royaume du Congrès de 1815 (1).

Une telle solution, en limitant trop étroitement le domaine où la Pologne aspirait à restaurer sa vie nationale, devait infailliblement la déterminer à s'assurer elle-même une frontière plus large. Inquiète d'autre part des préparatifs d'attaque que lui faisaient présager les concentrations bolchévistes en Russie blanche et en Ukraine, elle était conduite à en écarter la menace par des offensives préventives, et à consolider sa situation politique et militaire en organisant, pour les interposer entre son territoire et la Russie, des États tampons capables d'amortir les chocs inévitables entre deux nationalités traditionnellement rivales.

L'offensive de Kiev, succédant à la conclusion d'un accord avec l'ataman Petliura, marque la première étape dans la réalisation du plan dicté par cette politique.

En dix-sept jours (25 avril-12 mai), la capitale ukrainienne

(1) A la date de la fixation de cette frontière provisoire (8/12/1919), le front oriental polonais la dépassait et avait atteint la ligne générale Polotsk, Borisov, Bobruisk, Novograd-Volynsk, Kamenets-Podolsk.

est conquise, et le front polonais, déjà établi au Nord sur la Duna, en aval de Polotsk, et sur la Bérésina, est porté au centre derrière l'obstacle du Dnieper moyen, d'où il s'infléchit au Sud pour s'appuyer au Dniester en englobant la Podolie.

Ces premiers succès, trop facilement remportés sur des troupes surprises et non renforcées, ont pu justifier aux yeux du Gouvernement polonais la hardiesse d'une politique dont les Alliés ne lui ont peut-être pas signalé les dangers à temps et avec toute la fermeté nécessaire. Avant d'engager la lutte sur une frontière de plus de 1 000 kilomètres d'étendue, avec une armée encore insuffisamment organisée et d'une vingtaine de divisions seulement, contre les forces rouges, mal réparties sans doute et de valeur médiocre, mais supérieures en nombre et disposant de réserves considérables, la Pologne n'eût-elle pas dû, en effet, s'asseoir tout d'abord sur des bases solides, compléter l'organisation de son armée, et refaire son unité morale disparue au cours d'un long asservissement sous trois régimes différents?

Cependant, les dirigeants bolchévistes, loin de se laisser détourner de leurs buts par les revers de leurs armées en Ukraine, poursuivaient activement au Nord, dans la région Witebsk-Smolensk, la concentration, commencée depuis plusieurs mois, de deux armées de réserve fortes au total de quinze divisions. Comme de coutume, ils préludaient à leur effort militaire en direction de Varsovie par une propagande intense : l'offensive de Kiev fournissait à cette propagande un argument nouveau qu'elle ne manquait pas d'exploiter habilement aux yeux de l'Europe et du peuple russe lui-même, réveillant au profit du régime des Soviets le sentiment national et la haine séculaire du Russe contre l'envahisseur polonais.

Dès le 14 mai, les forces rouges du Nord répondent à l'offensive de Kiev par une riposte en direction de Minsk. Les troupes polonaises reculent de 100 kilomètres, puis se ressaisissent. Leur front est à peine rétabli sur la Bérésina que le commandant des forces rouges du Sud attaque à son tour en lançant en direction de Jitomir et de Berditchev le corps de cavalerie Budieny. C'est ce corps de cavalerie qui vient de consommer la déroute de Denikine. Il excelle à percer les faibles fronts d'infanterie distendus à travers les immenses espaces russes. Ses incursions subites entravent la manœuvre du com-

mandement polonais et déconcertent ses jeunes troupes (1). Celles-ci, constamment devancées sur leurs positions de repli et prises à revers, se démoralisent et finissent par céder devant la simple menace du mouvement débordant que leur signale à distance la haute poussière des colonnes Cosaques. Une large brèche s'ouvre ainsi dans leur front, Kiev est abandonné et la retraite se précipite jusqu'à la ligne de départ de l'offensive du 25 avril.

Ayant ainsi ébranlé successivement les armées polonaises au Nord et au Sud du Pripet et usé leurs réserves, le commandement bolchéviste, qui, grâce à la supériorité de ses ressources, a pu néanmoins poursuivre ses concentrations dans la région de Smolensk, ne laisse aucun répit à son adversaire. Il déclenche en direction de Minsk et de Vilna l'offensive puissante de son groupe d'armées du Nord, porté à vingt divisions et placé sous les ordres du général Tukachevski. Dans les conseils du Kremlin, le plan de Trotski a prévalu : ce n'est que sur les cendres de la bourgeoisie et de la noblesse polonaises que sera établie une paix solide. La Pologne n'est que le mercenaire de l'Entente capitaliste. Vaincre la Pologne, ce sera remporter une première victoire sur l'Europe bourgeoise d'Occident. C'est donc à Varsovie que doit être frappé le coup décisif.

L'attaque du groupe d'armées Tukachevski commence le 4 juillet. Dès le premier jour, l'aile gauche polonaise est débordée sur son flanc Nord par la cavalerie bolchéviste, et le commandant polonais décide de la reporter à 65 kilomètres en arrière sur la ligne Postavy-Borisov. Mais il ne peut rester maître du mouvement de retraite ainsi commencé. Cette retraite se change bientôt en déroute dans la plupart des unités. Les lignes successives fixées pour la résistance sont abandonnées sans défense. Les armées rouges entrent le 15 juillet à Vilna, le 20 à Grodno, le 29 à Bialystock et à Ossoviets. La défaillance de l'aile gauche polonaise, découvrant les armées qui combattent à sa droite, entraîne parallèlement leur retraite et l'abandon successif de la transversale Molodetchno-Minsk (15 juillet) puis de la voie ferrée de rocade Lida-Baranovitchi (20 juillet).

Dans les premiers jours d'août, le commandement polonais

(1) Les troupes polonaises opposées à la cavalerie de Budieny étaient en majeure partie composées de recrues.

essaie bien d'arrêter la retraite sur la ligne du Bug, et d'y préparer son rétablissement. Mais l'acheminement des renforts subit des retards; la Ire armée, la plus éprouvée, se trouve réduite sur la ligne de combat à quelques milliers de baïonnettes; l'abandon d'Ostrov et le forcement de la ligne du Bug, au Nord de Brest-Litowsk, compromettent définitivement cette tentative de redressement. Les armées polonaises se replient vers la Vistule.

Les cinq armées rouges du groupe Tukachevski poussent en avant leurs multiples colonnes. A l'extrême droite, le corps de cavalerie Gaïa et la 4e armée (1) lancée à sa suite entament un large mouvement débordant par le Nord, le long de la frontière de Prusse Orientale, pour atteindre la Basse Vistule, tourner les défenses de Varsovie, et gagner ensuite les arrières du front polonais. Plus au Sud, les 15e, 3e et 16e armées abordent concentriquement le camp retranché de Varsovie sur un vaste demi-cercle qui l'enserre de Modlin (Novo-Géorgievsk) à Gora-Kalvarya, et l'armée d'aile gauche (groupe Mozyr) gagne la Vistule en amont, de Gora-Kalvarya à Deblin (Ivangorod).

En même temps, le groupe des armées rouges du Sud avec la cavalerie de Budieny refoule les armées polonaises de Galicie jusqu'aux abords immédiats de Lemberg.

Dans ces conjonctures, la Pologne, insuffisamment outillée et dépourvue d'usines de guerre, ne peut attendre que des Alliés le matériel dont elle a besoin. Mais la déclaration de neutralité de l'Allemagne, les dispositions peu bienveillantes de la Tchéco-Slovaquie lui interdisent d'utiliser leurs voies ferrées, et l'avance de la cavalerie rouge menace de couper sa dernière communication avec Dantzig, le seul port par où le matériel peut maintenant lui parvenir.

Sourdes ou déclarées, des hostilités conspirent de toutes parts à hâter et à exploiter sa perte. Au Nord la Lithuanie, incapable d'ailleurs de résister au gouvernement des Soviets, livre passage aux troupes rouges et se met en devoir d'occuper les territoires polonais qu'elle convoite. En Prusse Orientale, où le commandement bolchéviste, au fur et à mesure de son avance, a prononcé la remise à l'Allemagne des districts déta-

(1) Dans le texte, les numéros des armées rouges seront indiqués en chiffres arabes, les numéros des armées polonaises en chiffres romains.

chés par le Traité de Versailles, les organisations militaires, naguère expulsées de la Baltique, se réveillent et préludent à leur rentrée en scène par l'envoi de volontaires, d'armes et de munitions aux forces rouges. En Silésie, les spartakistes s'agitent et les attentats de Kattovitz et de Breslau sont les signes révélateurs du plan concerté pour prendre la Pologne à revers.

Ainsi attaquée et envahie sur la moitié de son territoire par des forces ennemies supérieures en nombre et exaltées par leurs succès, entourée d'ennemis ou de neutres malveillants, presque isolée complètement de ses alliés, la Pologne semble condamnée. Déjà les dépêches de Moscou annoncent sa fin imminente. Un gouvernement communiste constitué à Wyszkow est prêt à se substituer au gouvernement de Varsovie.

II

L'heure était donc venue pour la Pologne de donner son effort suprême. Elle ne devait pas y faillir.

Le 25 juillet était arrivée à Varsovie une mission diplomatique et militaire envoyée par les gouvernements britannique et français pour se rendre compte sur place des moyens propres à lui venir le plus utilement en aide. Cette mission comprenait pour la Grande-Bretagne, Lord d'Abernon, ambassadeur à Berlin, le général Radcliffe du War Office, Sir Maurice Hankey, secrétaire du Cabinet britannique; pour la France, M. Jusserand, ambassadeur à Washington, le général Weygand, chef d'État-major du maréchal Foch, et M. Vignon, conseiller d'ambassade, attaché au Cabinet du Président du Conseil.

L'appui direct de forces alliées ne pouvant être envisagé, la mission n'apportait qu'un réconfort moral et la promesse d'un concours matériel. Le salut de la Pologne dépendrait donc d'elle-même, et l'aide offerte ne vaudrait que dans la mesure où la nation polonaise saurait tendre tous les ressorts de son énergie et mettre en œuvre ses propres ressources.

C'est bien dans ces sentiments et ces nobles résolutions que la mission trouvait le Gouvernement polonais, fermement résolu à continuer la lutte, même si la capitale venait à tomber, et à défendre à tout prix et jusqu'au bout l'existence de la Patrie renaissante.

Les mesures à prendre étaient, sans retard, étudiées de concert : il était décidé d'activer par tous les moyens l'arrivée du matériel de guerre français par Dantzig, seule voie utilisable; de faire, à tous les échelons du commandement polonais, le plus large emploi des officiers de la nombreuse Mission militaire française. En outre, d'accord avec le Gouvernement polonais et le maréchal Pilsudski chef de l'État, le général Weygand était placé auprès du général Rozwadowski, chef d'État-major général de l'armée polonaise, pour collaborer avec lui à la préparation et à la direction des opérations. Il mettait aussitôt sans réserve au service de la Pologne son activité et les ressources d'une expérience acquise auprès du maréchal Foch sur les fronts occidentaux.

Aux armées, les défaillances sont redressées; des sanctions énergiques raffermissent le commandement et raniment l'esprit combatif de la troupe; les chefs fatigués ou ayant perdu la foi dans le succès sont remplacés. Grâce à la résistance ordonnée sur la Narev et sur le Bug, les unités commencent à se ressaisir, à arrêter l'ennemi et même à le contre-attaquer. Les mouvements vers la Vistule s'exécutent avec méthode.

L'afflux vers le front des nombreux détachements de volontaires recrutés dans la classe éclairée ranime dans l'armée le souffle vivifiant du patriotisme. Le général Joseph Haller, l'organisateur et le chef de l'armée polonaise formée en France, le plus ardent promoteur des engagements volontaires, est appelé au commandement du groupe d'armées du Nord, et, sous l'impulsion de ce chef énergique et enthousiaste, les troupes qu'il commande reprennent conscience de leurs devoirs.

Des réserves se constituent peu à peu. L'État-major polonais, renonçant à poursuivre en Galicie des succès illusoires sur un théâtre secondaire, va rappeler du front Sud des forces importantes. Des ordres précis fixent aux différentes unités leurs missions; le contrôle de l'exécution est assuré par le commandement aux divers échelons.

Une position d'arrêt est organisée en hâte sur la Vistule, englobant dans un vaste camp retranché Varsovie et Modlin. Les bataillons formés à l'intérieur y sont portés pour en constituer les garnisons de sûreté; ils y exécutent les travaux les plus urgents concurremment avec des travailleurs réquisitionnés en masse. La position est ainsi mise en état de défense pour le

12 août, avec deux lignes de tranchées sur toute son étendue et 48 batteries de position.

Les officiers de la mission française, sous la direction du général Henrys, se multiplient dans les conditions matérielles les plus difficiles pour rétablir et maintenir les liaisons indispensables à toute manœuvre concertée. Bien que la qualité de belligérants ne leur soit pas reconnue, ils n'hésitent pas, quels que soient les risques, à donner, jusque sur la ligne de feu, la mesure de leur expérience et l'exemple de leurs vertus militaires.

A l'intérieur, la mise en œuvre des ressources du territoire est poursuivie avec la même vigueur par le vice-ministre de la Guerre, le général Sosnkowski, dont l'activité et l'esprit de réalisation triomphent des plus grandes difficultés. 40 000 volontaires ont grossi les ressources des dépôts. Malgré la pénurie de l'armement et de l'équipement, 25 000 combattants ont rejoint les armées dès le 10 août. L'effectif des renforts sera porté, dans le courant du mois, à 145 000 hommes, correspondant notamment à la mise sur pied de plus de 300 compagnies de marche et de 8 régiments de cavalerie. Toute l'artillerie perdue pendant la retraite est remplacée au moyen des réserves de matériel français.

Grâce à cet effort, l'armée polonaise va trouver sur la Vistule les moyens de se ressaisir et de reprendre l'initiative des opérations. C'est le 6 août, après la chute d'Ostrov et la perte du Bug au Nord de Brest-Litowsk, que le Haut-Commandement polonais, jugeant irréalisable le rétablissement sur la ligne du Bug, a pris la résolution de reporter la bataille décisive sur la Vistule. Avec une décision et une netteté remarquables, il en a, le jour même, fixé définitivement le plan.

Ce plan consiste à arrêter l'ennemi de front sur la Vistule, entre Deblin et l'extrémité Nord du camp retranché de Varsovie-Modlin, en contenant son mouvement débordant par le Nord; puis, — avec une masse de manœuvre formée derrière le Wieprz (1) par le regroupement de divisions du front dont une marche rapide doit faire perdre le contact à l'ennemi, — à contre-attaquer droit au Nord, en prenant en flanc les armées rouges engagées sur la Vistule pour les couper de leurs lignes de

(1) Affluent de droite de la Vistule.

retraite. Sur le front Sud, l'ennemi sera simplement contenu par des groupements importants constitués vers Vladimir-Volynsk et Brody, couvrant Lemberg, et appuyant leur extrême droite sur les affluents du Dniester (Strypa, Zlota, Lipa, etc...).

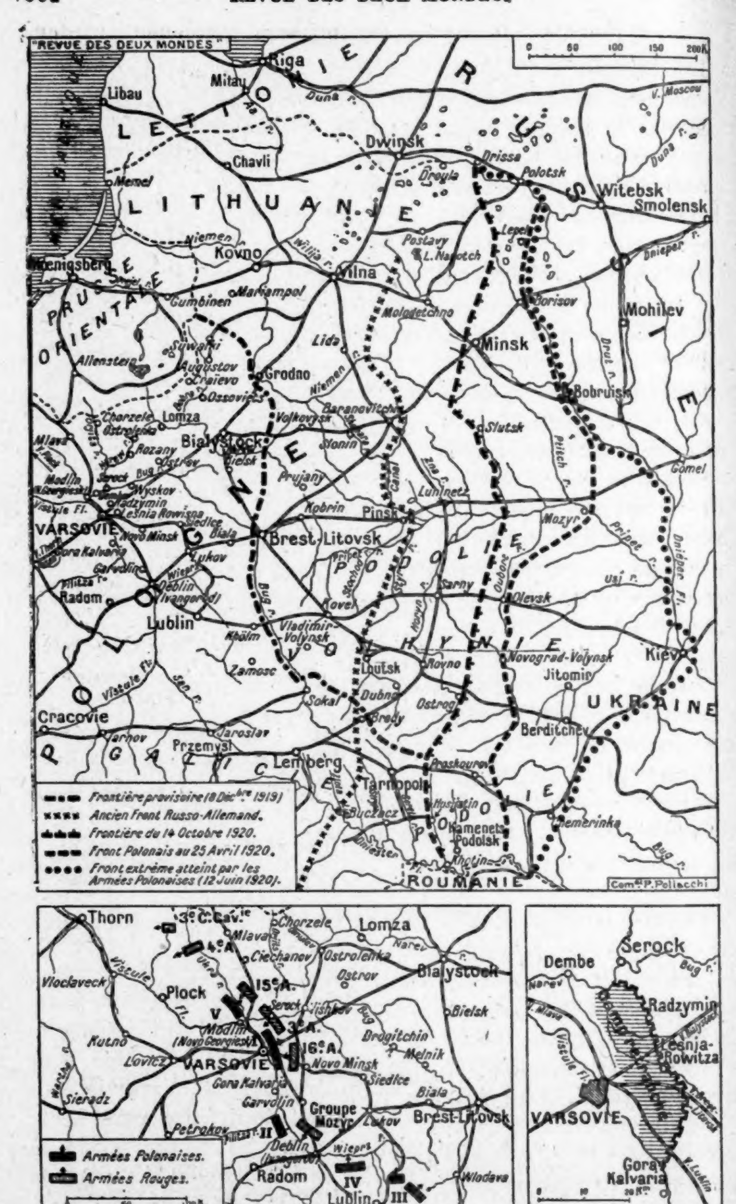
Pour l'exécution de ce plan, les armées polonaises, réparties jusque-là en deux groupes d'armées, du Nord et du Sud, séparés par le cours du Pripet, doivent être articulées en trois groupes d'armées, dont le groupe central (masse de manœuvre) sera constitué par prélèvement sur les deux groupes primitifs.

Le Groupe d'armées du Nord, aux ordres du général Joseph Haller, doit arrêter l'ennemi de front sur la Vistule. Il comprend : au centre, la Ire armée, chargée de la défense du camp retranché Varsovie-Modlin ; à droite, la IIe armée, de force réduite, préposée à la garde des passages du fleuve de Gora Kalvarya à Deblin ; à gauche, la Ve armée en voie de formation, dont la mission est de parer à la menace de débordement par le Nord. Pour cette mission importante et délicate, cette dernière armée est placée sous les ordres du général Sikorski, jeune chef d'une remarquable valeur dont les qualités viennent de s'affirmer à la tête d'un groupe de divisions dans les opérations menées sur le Bug.

Le groupe d'armées Central, sous les ordres directs du maréchal Pilsudski, exécutera la manœuvre de contre-offensive. Il est formé de deux armées : la IVe, à gauche, se réunit derrière le Wieprz, à l'Est de Deblin ; la IIIe, à sa droite, se reforme entre Wieprz et Bug, et doit, tout en participant à la contre-offensive, échelonner une partie de ses forces en arrière pour en couvrir le flanc droit.

Le Groupe d'armées du Sud, laissé à la défense de la Galicie, ne dispose plus que d'une armée (VIe) renforcée du corps de cavalerie polonais et des contingents ukrainiens.

Le repli stratégique, commencé dans la nuit du 7 au 8, s'opère sans difficultés sérieuses, grâce à la mollesse de la poursuite de l'ennemi. Au groupe d'armées du Nord, il s'exécute en deux bonds, de manière à se terminer le 12, date fixée pour l'achèvement des travaux du camp retranché de Varsovie et à empêcher l'ennemi d'aborder le front de défense avant cette date. Mais le détachement d'aile gauche, qui devait servir de pivot et se maintenir sur l'Omulev ou l'Orjits pour y couvrir la


"REVUE DES DEUX MONDES"
Frontière provisoire (8 Déc.bre 1919)
Ancien Front Russo-Allemand.
Frontière du 14 Octobre 1920.
Front Polonais au 25 Avril 1920.
Front extrême atteint par les Armées Polonaises (12 Juin 1920).
Armées Polonaises.
Armées Rouges.
Cem. P. Pollacchi

formation de la Ve armée, cède à la pression du mouvement débordant de l'armée rouge, et la Ve armée est obligée de reporter la réunion de ses éléments sur l'Ukra à l'Ouest du camp retranché, laissant ainsi un large couloir ouvert à la progression de l'aile droite ennemie. Au groupe d'armées central, la IVe armée se dérobe dès le 8 au contact des forces rouges et gagne sans incident sa zone de réunion; son mouvement semble avoir échappé complètement à l'ennemi.

Au cours de ce repli, les intentions du commandement bolchéviste se sont précisées. Le corps de cavalerie d'aile droite s'étant engagé délibérément entre la Vistule et la frontière allemande, en direction de Plock, Thorn et Graudenz, et ayant été suivi par toute la 4e armée, l'ampleur de cette manœuvre débordante a entraîné comme conséquence un glissement général vers le Nord des axes de marche suivis par les autres armées rouges: la 15e passe tout entière sur la rive droite de la Narev, la 3e s'établit de part et d'autre du Bug. Il est dès lors manifeste que l'effort principal des armées bolchévistes se portera sur la partie Nord du camp retranché, et sur la Ve armée. Le déclenchement de la contre-offensive en sera facilité, mais elle aura plus de distance à parcourir pour atteindre les lignes de retraite de l'ennemi, et son effet pourra en être retardé.

Or, le départ de la masse d'attaque a été fixé au 16; il n'est pas possible de l'avancer, en raison des délais nécessaires à la IVe armée pour reconstituer ses unités éprouvées par la retraite, incorporer ses renforts et effectuer ses ravitaillements, et à la IIIe armée pour se libérer de la pression exercée par l'ennemi sur sa droite et opérer le glissement vers le Nord que comporte sa mise en place.

Le plan arrêté ne pourra donc se développer avec un plein succès que si l'on gagne tout d'abord la *bataille défensive autour de Varsovie ;* il est nécessaire, dans ce dessein, que, jusqu'au 17, la défense du camp retranché tienne implacablement sur toute son étendue et que la Ve armée, tout en se constituant, enraye le mouvement débordant de l'aile droite ennemie et se mette en mesure de prendre elle-même l'offensive en bonne direction.

L'attaque du camp retranché de Varsovie commence dans la soirée du 13. Les efforts de l'ennemi portent principalement au Nord, sur Dembe, au Nord-Est sur Radzymin, à l'Est

sur Lesnia-Rowizna. Ils sont repoussés au Nord et à l'Est, mais Radzymin est enlevé; une contre-attaque immédiate des réserves polonaises le reprend le 14; il est reperdu à nouveau dans la soirée et les troupes rouges atteignent la 2e ligne de défense, s'approchant ainsi à 5 kilomètres des faubourgs de la capitale.

Le 15, la lutte se concentre à nouveau autour de Radzymin où deux divisions polonaises de réserve s'engagent successivement avec l'appui des chars d'assaut français; en fin de journée, le village reste aux Polonais. Les autres tentatives russes échouent sur Serock, au Nord, et vers Gora-Kalvarya au Sud.

Désormais les attaques frontales bolchévistes mollissent et la journée du 15 n'est marquée que par quelques engagements locaux.

Cependant, à l'extrême gauche, le général Haller, inquiet des concentrations ennemies dans la région de Dembe et de l'extension du mouvement débordant du corps de cavalerie et de la 4e armée rouge, a précipité l'entrée en action de la Ve armée polonaise et l'a engagée dès le 14 en direction du Nord-Est, afin de soulager la défense du camp retranché et de rompre, avant sa mise en place, le cercle d'investissement dont il sent son aile gauche menacée. En trois jours, grâce à l'énergie et à l'habileté manœuvrière du général Sikorski, la Ve armée culbute l'aile droite de la 15e armée rouge et la rejette sur la Narew, tout en contenant à sa gauche les divisions de la 4e armée rouge rappelées en hâte vers l'Est au secours de la 15e.

Le 16 au soir, la bataille défensive de Varsovie est gagnée et la phase critique prend fin. La confiance renaît. On sait à Varsovie que la *contre-offensive* arrive du Sud à marches forcées.

Dès deux heures du matin, en effet, à la date fixée, le groupe des armées du centre, sous les ordres du maréchal Pilsudski, franchit le Wieprz.

La IVe armée, en trois colonnes principales, marche sur Novo-Minsk et Siedlce. La IIIe armée, en deux colonnes, se porte en direction de Biela et de Brest-Litowsk. Les objectifs, fixés à plus de 40 kilomètres du point de départ, sont tous atteints et même dépassés; certaines unités parcourent 70 kilomètres dans la première journée (1). La surprise de l'ennemi est complète; son

(1) Et atteignent Garvolin.

aile gauche, engagée vers les passages de la Vistule, est culbutée ou encerclée.

Dès le 17, le groupe d'armées central entre à Novo-Minsk, à Siedlce et à Biela : sa gauche donne la main, à Novo-Minsk, à la division de droite de la Ire armée qui s'est elle-même portée en avant. En deux jours, sous l'énergique impulsion du chef de l'État, il a parcouru plus de 80 kilomètres. La 16e armée bolchéviste, prise entre la IVe et la Ire armées polonaises, est coupée en plusieurs tronçons. Ses éléments cherchant une issue vers l'Est, abandonnent plus de 10 000 prisonniers.

La victoire est déjà décidée et l'exploitation commence. Le 18, l'offensive est prescrite à toutes les armées du Nord avec ordre de la pousser jusqu'à l'extrême limite des forces des hommes et des chevaux. Les divisions de la IIe armée devenues disponibles derrière la Vistule sont dirigées en renfort vers les ailes.

Au groupe d'armées du Nord, la Ve armée pivote sur sa gauche, qui résiste imperturbablement aux assauts tentés par les unités de la 4e armée rouge pour se rouvrir le chemin de l'Est : elle pousse droit au Nord, entre à Ciechanov le 20, à Mlava le 21, achevant de couper l'aile droite bolchéviste du gros de ses armées. Seul un détachement de cosaques réussit à percer vers l'Est, le reste doit se rendre ou passer la frontière allemande. La Ire armée entame d'abord la poursuite en direction de Lomza, puis se redresse vers le Nord en direction de Chorzele.

Le groupe d'armées central continue à monter rapidement vers le Nord en direction de Lomza et de Bialystock; le 19, il borde le Bug et le franchit même en certains points; le 22, Lomza est occupé, le 23, Bialystock est enlevé après un combat de trente heures ; les têtes de colonnes commencent à atteindre la frontière allemande.

Successivement, du Sud au Nord, la 16e, puis la 3e et la 15e armées rouges, poursuivies en queue par la Ire armée, ont été prises en flanc, enveloppées et disloquées par le groupe central : leurs éléments de tête seuls échappent vers l'Est. Le 25, de l'armée bolchéviste qui, 12 jours auparavant, se croyait à la veille d'entrer triomphalement à Varsovie, il ne reste que quelques débris sauvés par une fuite rapide. Le butin de l'armée polonaise se monte à : 70 000 prisonniers, 200 canons, 1 000 mitrailleuses.

Ainsi l'armée polonaise, ramenée en désordre de Polotsk sur la Vistule, après avoir subi l'effet démoralisant d'une retraite de plus de 500 kilomètres, s'était ressaisie en quelques jours, et avait infligé à l'ennemi une défaite totale.

L'histoire offre peu d'exemples d'une situation aussi rapidement et aussi complètement renversée. Sans doute, le commandement bolchéviste, trop prompt à mépriser son adversaire, avait, par l'imprudence de ses dispositions, compromis son succès au moment même où il le croyait assuré; sans doute aussi ses troupes, mal organisées, menées par contrainte à la bataille, lui avaient échappé dès les premiers revers. La victoire de Varsovie n'en est pas moins pour l'armée polonaise un titre de gloire impérissable, et, pour la nation polonaise, un précieux gage de confiance dans l'avenir. Elle est le résultat d'une manœuvre parfaitement conçue, exécutée avec décision et souplesse; elle a pu atteindre son magnifique développement grâce à la remarquable capacité de marche, à l'endurance du soldat polonais, et aux qualités manœuvrières de ses chefs.

En ajoutant qu'une part de cette victoire revient à la France qui, de longue date, a prêté à la Pologne son appui moral et son aide matérielle, aux officiers français qui ont coopéré à sa préparation et qui, non contents de mettre leur expérience au service de leurs camarades polonais, ont généreusement, pendant les journées critiques, porté sur le front de combat l'exemple vivifiant et fécond de leur bravoure et de leur foi dans le succès, on ne fait que répéter ce que la Pologne entière a proclamé avec autant de générosité que d'enthousiasme par les manifestations de reconnaissance dont elle a salué le départ du général Weygand le 25 août, et quelques semaines plus tard, celui du général Henrys.

La bataille de la Vistule terminée, il reste à compléter les résultats acquis en dégageant largement vers l'Est les futures frontières de la Pologne. L'effort bolchéviste sur Varsovie n'a d'ailleurs pas encore épuisé toutes les réserves russes.

Tandis que les débris des armées rouges du Nord refluent dans un indescriptible désordre vers leurs centres de réorganisation, le commandement bolchéviste appelle en toute hâte les renforts dont il dispose encore à l'intérieur : onze divisions nouvelles sont acheminées vers la région de Grodno.

Le gouvernement de Moscou ne renonce pas à prendre sa revanche, et l'attitude de ses plénipotentiaires transférés à Riga prouve qu'il escompte encore la possibilité d'un retour offensif prochain avec le concours des Lithuaniens. Mais il lui faut gagner le temps de préparer ce nouvel effort.

Dans ce dessein, et tandis que les armées polonaises, que la poursuite a orientées vers le Nord, opèrent leur regroupement face à l'Est sur un front partant de la frontière allemande vers Craievo et jalonné par Bialystock et Brest-Litowsk, le commandement bolchéviste essaie d'entraver leur liberté d'action en les inquiétant sur leurs arrières : il rappelle les forces de Budieny dans la région de Sokal et les lance à l'attaque en direction de Lublin.

Du 27 août au début d'octobre, les armées polonaises vont mettre hors de cause l'armée de Budieny, rejeter au delà du Styr et du Zbrucz les forces bolchévistes du front Sud, devancer l'offensive en préparation sur le front Nord et ruiner ainsi les derniers espoirs du Gouvernement des Soviets.

Sur le front Sud, Budieny s'est avancé jusqu'à Zamosc. Attaqué concentriquement grâce à l'intervention d'une armée polonaise ramenée du front Nord, il échappe à grand'peine à l'encerclement et se replie en désordre derrière le Bug. L'offensive polonaise s'élargit progressivement du Pripet au Dniester; elle reprend Kovel le 14 septembre, Rovno le 19; plus au Sud, elle atteint Tarnopol le 20 et regagne le Zbrucz.

Sur le front Nord, le maréchal Pilsudski dirige en personne les opérations : deux armées polonaises, partant de la région comprise entre Suwalki et la vallée du Pripet, entreprennent le 22 septembre une offensive de grand style, qui aborde de front l'ennemi établi solidement en avant de Grodno et de Volkovysk, vise à le prendre à revers par un vaste mouvement débordant orienté vers Lida, et à couper successivement ses lignes de retraite vers Molodechno et Minsk.

L'armée rouge, après quatre jours de durs combats autour de Grodno et de Volkovysk, pivote sur son aile gauche; de plus en plus débordée par le Nord, elle abandonne successivement la ligne de la Shahara, puis le nœud ferré de Baranovitchi. Dans les premiers jours d'octobre, elle renonce à la lutte et se replie derrière la Bérésina.

Du 22 septembre au 5 octobre, elle a laissé entre les mains

des Polonais 37 000 prisonniers, 120 canons, et 400 mitrailleuses.

Dès lors, les armées polonaises achèvent de gagner, sans rencontrer d'obstacles, la ligne générale tenue au cours de l'hiver 1916 par le front oriental allemand, frontière militaire sur laquelle le général Weygand, avant de quitter Varsovie, avait conseillé de s'arrêter.

Le 14 octobre, l'armistice de Riga, suivi bientôt des préliminaires de paix, consacre la victoire définitive de la Pologne et trace la frontière polono-russe suivant une ligne qui part de Drissa sur la Duna et laissant Minsk à l'Est en territoire soviétique, longe au Sud le Slutzk, et, par Ostrog, rejoint le Zbrucz et atteint le Dniester à Khotin.

III

Après cinq mois de pourparlers, les négociations de Riga viennent d'aboutir à la signature du Traité polono-russe. Ce Traité est-il pour la Pologne une garantie de paix durable avec ses voisins de l'Est? A-t-il plus de valeur aux yeux du gouvernement des Soviets que le pacte conclu en juin avec la Lithuanie, et dont il viole les stipulations en concédant aux Polonais des territoires précédemment attribués aux Lithuaniens? N'est-ce pas simplement pour ce Gouvernement un moyen de reprendre tranquillement la préparation de ses desseins et de préparer la revanche?

Grâce à l'armistice de Riga, conclu au plus vite pour limiter les conséquences d'une entreprise manquée, le gouvernement bolchéviste a pu se retourner contre Wrangel et le chasser de Crimée, liquider ensuite les vaines tentatives faites par les contingents de Savinkoff et de Petlioura en Russie Blanche et en Ukraine. Par la conquête de la Géorgie, il a fait rentrer sous sa loi la dernière des républiques aborigènes issues des anciennes provinces du Caucase. Enfin par la répression rapide et vigoureuse des émeutes de Cronstadt et de Moscou, il vient d'affirmer la fermeté de son pouvoir et de ruiner les espérances de ceux qui avaient cru voir, dans ces mouvements insurrectionnels, les prodromes de sa chute imminente.

Ce sont en réalité de grandes victoires politiques que le bolchévisme a remportées ainsi au prix d'un faible effort militaire. Elles ont effacé dans une certaine mesure le souvenir de

la défaite de Varsovie, et ouvert une nouvelle phase dans l'évolution du problème russe. Après trois ans de lutte, le gouvernement des Soviets a successivement expulsé de son territoire les forces d'intervention étrangères, mis hors de cause les forces nationales anti-bolchévistes, et purgé la terre russe du dernier garde-blanc. Libéré ainsi à l'intérieur de tout danger militaire ou politique immédiat, dans quel sens le bolchévisme va-t-il orienter son action?

C'est dans l'essence même de sa doctrine qu'il faut chercher la réponse. Les Dictateurs de Moscou ont jusqu'à ce jour habilement associé dans leurs conceptions le dogme de l'*intégrité nationale* et celui de la *révolution internationale*. Ces idées auxquelles ils attribuent leurs succès d'hier inspireront sans doute leurs actions de demain; la reconstitution de l'Empire russe intégral n'est, du reste, pour eux, qu'un moyen d'affermir leur force en vue du développement de leur propagande internationale. Leur programme n'est donc pas seulement un programme de politique russe, il est aussi, et avant tout, un programme de révolution mondiale. Toutes leurs entreprises, quels que soient leurs objectifs immédiats, concourront au même but : provoquer le bouleversement général de la société pour fonder, fût-ce au prix d'une ruine totale, la domination universelle du communisme.

C'est dire que le bolchévisme ne peut atteindre ses fins que par une action virulente, destructrice de l'ordre social établi. S'il renonce à la poursuivre, s'il cesse même de l'intensifier et de la généraliser, il est condamné à disparaître. L'agressivité est sa loi : pour ne point mourir, il ne peut cesser d'attaquer.

Il dispose à cet effet de deux forces; l'armée rouge et la propagande. — *L'armée rouge* a un triple rôle : armée prétorienne, elle assure la domination du Gouvernement des Soviets; armée du travail, elle régente la vie économique et impose aux campagnes les réquisitions indispensables à la vie des grands centres; armée de campagne, elle prépare aux frontières les offensives militaires. Elle est à la fois un instrument et la sauvegarde du régime. — *La propagande* agit sur toute la surface du monde civilisé, pour mener les offensives politiques en soulevant les peuples contre les Gouvernements; elle est grandement facilitée par la détresse économique dont souffrent aujour-

d'hui la plupart des États; elle n'est d'ailleurs pas arrêtée par les traités de paix, qui la favorisent au contraire en lui ouvrant les frontières.

Avec un tel programme et de tels moyens, vers quels objectifs le Gouvernement des Soviets tournera-t-il ses prochains efforts? Pour le moment, sans doute, il cherche avant tout à rompre son isolement économique en renouant des relations commerciales avec les grandes Puissances d'Occident, capables de lui fournir les produits manufacturés qui lui sont d'une urgente nécessité, et à dénouer ainsi, avant qu'elle ne soit devenue fatale, la crise de misère dont se meurt la Russie. Mais la poursuite de ce résultat, tout pacifique en apparence, vise en réalité à renforcer les moyens d'expansion du bolchévisme, en consolidant sa situation à l'intérieur, et en donnant à l'extérieur droit de cité à de véritables bases de propagande communiste dont le rayonnement puisse atteindre plus directement les prolétariats de l'Europe occidentale.

En même temps, habile à exploiter tous les mécontentements, les rancunes de l'Allemagne vaincue comme les résistances du nationalisme turc, il prépare les actions militaires destinées, non seulement à reconstituer l'intégrité nationale, mais encore à appuyer sa propagande au moment et au point voulus, et à en exploiter les effets. Actuellement limitées au Caucase (1), ces actions militaires peuvent s'orienter demain vers les *Provinces baltiques*, vers la *Roumanie*, vers la *Pologne*. L'attitude diplomatique du Gouvernement des Soviets vis-à-vis de ses voisins ne permet pas de préjuger de l'ordre et des délais dans lesquels il se réserve d'aborder ces objectifs. Mais, les dispositions prises dans l'armée rouge pour l'organisation de ses unités, leur instruction et leur répartition, le mettent dès maintenant en mesure d'appliquer sans retard des moyens puissants à celle des offensives que les circonstances lui révéleront comme la plus urgente, la plus sûre, ou la plus susceptible de servir à ses fins.

Dans les provinces baltiques, la Russie soviétique doit chercher à récupérer sa façade sur la mer. Déjà l'Esthonie s'est presque rendue, et Reval est aux mains du représentant

(1) Où la conquête de la Géorgie vient d'élargir et de dégager la base d'action du bolchévisme vers la Perse, l'Inde et la Mésopotamie.

Litvinoff. La Lithuanie s'est, depuis longtemps, compromise en liant partie avec l'armée rouge lors de l'offensive sur Varsovie, et le différend qui la sépare de la Pologne dans la question de Vilna risque de l'entraîner à de nouvelles faiblesses. La Lettonie, après avoir manifesté la ferme volonté de défendre son indépendance, semble maintenant douter de sa force de résistance. La conquête des provinces Baltiques est donc pour les Soviets une opération tentante. Elle permettrait, par l'occupation des ports qui doivent donner accès aux exportations britanniques, d'exploiter les accords commerciaux, récemment conclus avec l'Angleterre, et, en même temps, de reprendre le contact direct avec l'Allemagne.

A la Roumanie, le Gouvernement des Soviets peut toujours, au nom du principe de l'intégrité territoriale, réclamer la Bessarabie. Il n'a jusqu'à présent laissé passer aucune occasion de protester contre la perte de cette province et, le 3 novembre dernier, Soviets de Grande Russie et Soviets Ukrainiens, ont déclaré irrecevable le protocole la rattachant à la Roumanie. Tchitcherine, il est vrai, pour amener la Roumanie à entamer des négociations à Reval, a promis de n'y pas soulever la question de Bessarabie ; mais cette concession apparente n'accuse-t-elle pas en réalité le souci de la laisser entière pour la reprendre au moment voulu ? La récupération de la Bessarabie, en effet, outre l'intérêt qu'elle présente, tant dans l'ordre économique qu'au point de vue national, ouvrirait la voie vers les peuples frères de Ruthénie, et, par leur intermédiaire, vers les éléments communistes hongrois et autrichiens.

Enfin la Pologne reste aux yeux de Moscou le boulevard de la bourgeoisie dressée contre le bolchévisme, le principal obstacle qui retarde l'avènement de la Révolution communiste internationale en s'opposant à l'établissement d'un contact large et direct avec l'Allemagne et à la constitution d'un bloc germano-russe capable d'imposer à l'Europe ses lois économiques et politiques. *La lutte de la Russie soviétique contre la Pologne ne semble donc que remise*. Zinovief et Lénine en ont eux-mêmes averti l'Europe : le traité de Riga, simple trêve, est sans valeur, comme toute convention passée avec un État bourgeois, et il ne saurait lier le prolétariat russe. Dès que l'occasion sera favorable, l'armée rouge reprendra sans doute l'attaque en direction de Varsovie. Le moment venu, les arguments ne manque-

ront pas, s'il en est besoin, pour justifier l'agression ; la frontière même du Traité de Riga, en ménageant quelques enclaves russes en territoire polonais, permettra d'invoquer le principe de l'intégrité nationale.

Ainsi, à travers le Caucase et les provinces baltiques, à travers la Roumanie et la Pologne, c'est toute l'œuvre de paix des Puissances de l'Entente que le bolchévisme veut détruire; c'est leur régime social et leur avenir économique dont il poursuit le bouleversement et la ruine.

Également mises en péril par cet impérialisme monstrueux, ces Puissances ne peuvent, sans égarement coupable, distinguer parmi ses entreprises celles qui menacent leurs propres intérêts de celles qui ne les atteignent point directement, se prémunir contre les unes et négliger les autres. Puisse l'expérience des événements accomplis et des occasions perdues (1) les éclairer sur la conduite à suivre, et sur la nécessité d'adopter un *plan d'action commun* et d'en poursuivre solidairement l'application !

Il ne s'agit point pour elles, — ainsi qu'on a feint de le croire trop souvent, pour trouver là un prétexte à ne rien faire, — d'aller frapper le mal à sa racine jusqu'à Moscou, et d'organiser à cet effet une intervention de forces alliées. Une telle entreprise ne peut entrer dans leurs vues, elle excède d'ailleurs leurs possibilités actuelles; elle ne réussirait sans doute qu'à renforcer la situation du Gouvernement des Soviets en exaspérant le sentiment national russe. C'est le peuple russe lui-même qui, le moment venu, renversera le bolchévisme.

C'est donc un *programme exclusivement défensif* dont l'adoption s'impose aux Alliés. Essayons d'en fixer les lignes principales.

(1) Naguère, dans les premiers temps du régime soviétique, les forces antibolchévistes dont les concours s'offraient en Russie même et sur ses confins, eussent sans doute réussi à l'éteindre dans son foyer, si une impulsion d'ensemble avait uni leurs efforts. Il eût fallu pour cela que les Puissances de l'Entente se missent d'accord pour leur tracer une règle politique commune et coordonner leurs actions. Loin de là, l'indifférence aveugle ou la prudence apeurée des unes, les tendances divergentes des autres, s'inspirant trop souvent de conceptions égoïstes et trop immédiates, ont permis au Gouvernement soviétique de mettre ces forces successivement hors de cause. L'appui partiel que leur a prêté l'Entente n'a produit d'autre résultat que de faire retomber sur elle la responsabilité des échecs subis et de la déconsidérer aux yeux du peuple russe.

Il semble, tout d'abord, que les Puissances alliées devraient, par une *déclaration concertée*, définir leur attitude vis-à-vis du peuple russe et du régime qui l'opprime. Elles s'inspireraient avantageusement, pour le faire, de la note remise le 13 août 1920 par le secrétaire d'État des États-Unis à l'ambassade italienne de Washington. Les Puissances alliées y affirmeraient qu'elles estiment impossible de reconnaître le régime bolchéviste et de nouer des relations officielles avec un Gouvernement résolu à faire de son service diplomatique une agence d'intrigues, de propagande et de révolte contre les régimes établis; —qu'en luttant contre le développement du programme révolutionnaire des Soviets, elles entendent combattre uniquement le bolchévisme et non la nation russe; — qu'elles prennent au contraire vis-à-vis de la Russie de demain, quel que soit le régime auquel se ralliera sa volonté librement exprimée, l'engagement de respecter son intégrité territoriale, sous réserve d'une juste application du principe des nationalités; — qu'elles sont disposées, dès que le régime intérieur le rendra possible, à unir leurs efforts pour la remise en valeur du patrimoine économique russe.

Ces principes fixés, les points essentiels du programme d'action pourraient être les suivants :

— *Adoption pour chaque Puissance de mesures rigoureuses contre le développement du Bolchévisme intérieur*, expulsion des Bolchévistes russes ou étrangers, répression sévère de toute propagande, saisie des documents séditieux. L'entente entre les Puissances est nécessaire pour donner tout leur effet à ces mesures, car il ne faut pas que les expulsés trouvent dans des territoires voisins un asile et une base d'action.

— *Ajournement des relations commerciales avec le Gouvernement des Soviets.* D'une part, en effet, la Russie n'a rien à vendre, son régime a tué toute vie économique; elle ne peut payer ses achats qu'avec un or dont elle ne dispose que par banqueroute, ou avec un trésor constitué par la nationalisation, c'est-à-dire par le vol, des objets de valeur. D'autre part, la reprise des échanges aurait pour premier résultat de donner au Gouvernement des Soviets les moyens de compléter l'équipement et le ravitaillement de ses troupes, d'améliorer ses transports en chemin de fer, et contribuerait ainsi à augmenter la force combative de l'Armée Rouge. Est-ce le moment de

rendre plus grave la menace que cette armée rouge fait peser sur les voisins orientaux de la Russie, lorsque le Gouvernement soviétique vient d'être éclairé par les émeutes de Cronstadt sur l'instabilité de ses bases à l'intérieur et qu'il faut s'attendre à le voir chercher dans une recrudescence de sa propagande et de ses offensives extérieures les moyens de relever et de consolider son prestige.

— *Surveillance efficace de la Mer Baltique et de la Mer-Noire* pour interdire toute contrebande de guerre au profit de la Russie.

— *En cas d'agression par les armées rouges des États voisins de la Russie* (Pologne, Roumanie, Pays baltiques, Caucase...), *action solidaire des Puissances alliées* pour soutenir ces États moralement et matériellement; *préparation de cette action* pour qu'elle puisse s'exercer en temps voulu et avec efficacité (1). Le concours des Puissances alliées leur donnerait le droit et le devoir de contrôler la préparation défensive des États secourus, tant au point de vue de l'organisation de leurs armées que des plans militaires de défense.

Leur sollicitude ira tout d'abord à la *Pologne*, pierre angulaire du Traité de Versailles dans l'Est de l'Europe, dont la victoire a l'an dernier sauvé l'Europe du danger qui la menaçait. Elles ne craindront pas, en la soutenant délibérément, de la faire trop forte, si elles savent à la fois lui donner fermement des conseils de modération et lui octroyer loyalement les garanties ou les droits que lui accorde le Traité, notamment en ce qui concerne Dantzig et la Haute-Silésie. Elles n'oublieront pas, en traitant ces questions, qu'au mois d'août dernier l'Allemagne, qui prétend aujourd'hui devoir conserver sa population armée pour se préserver du bolchévisme, se réjouissait ouvertement de chaque progrès des bolchévistes vers Varsovie, et elles se demanderont si l'Allemagne n'a pas intérêt à favoriser un état d'insécurité qui lui fournit un prétexte à des armements indûment maintenus.

La Roumanie est comme la Pologne en première ligne sur le front de combat. Elle a une armée de valeur. Il faut compléter ses moyens matériels et étayer ses efforts.

(1) Cette préparation comporte l'obligation de déterminer, sans retard, les moyens matériels à fournir, de répartir les charges entre les Puissances alliées, d'étudier les voies par où ce matériel devra être transporté, et d'assurer leur libre utilisation.

La Latvie doit être confirmée dans la volonté de se défendre et la résistance de son vaillant peuple doit être soutenue.

Mais quel que soit le secours que l'on apporte à chacun de ces États et l'énergie de leur action, il est indispensable que des alliances défensives entre la Pologne et la Roumanie d'une part, entre la Pologne et la Latvie d'autre part assurent la liaison et la coordination de leurs efforts. A ce prix seulement sera opposé aux attaques bolchévistes un front de défense continu et bien soudé de la Baltique à la Mer-Noire. Les Puissances alliées ont donc le plus grand intérêt à user de leur influence pour arriver à la réalisation rapide de ces accords. Il est également très nécessaire que les communications de la Pologne avec les Puissances occidentales soient assurées non seulement par mer, mais encore par voie de terre, et que, dans ce dessein, les Puissances provoquent et facilitent un rapprochement durable entre la Pologne et la Tchéco-Slovaquie.

Au Caucase, enfin, le contact qui, à la suite de la chute de la Géorgie vient de s'établir largement entre bolchévistes et nationalistes turcs, ne peut que raviver les rivalités séculaires du Moscovite et de l'Ottoman. Il semble possible de rompre leur alliance factice en leur appliquant, avec un sens politique averti par les récents événements, un traité encore non ratifié?

Une politique d'action commune entreprise sur ces bases par les Puissances victorieuses, poursuivie résolument sans défaillances ni fissures, doit arriver à paralyser toute action extérieure du Gouvernement des Soviets, de quelque nature qu'elle soit. Par là sera supprimée la menace permanente de bouleversement dont souffre le monde civilisé. Par là également le régime bolchéviste, réduit à l'impuissance dans tous ses domaines offensifs, devra disparaître ou se modifier, et ainsi sera hâté le moment où la Russie pourra enfin se libérer de la tyrannie dont elle subit la dégradante oppression.

Il n'y a dans tout ce programme rien de nouveau, dira-t-on. C'est vrai. Chacune des mesures indiquées a déjà été envisagée et même appliquée à certains moments, par certaines Puissances, jusqu'à un certain point. Mais il y a loin de ces actions tardives, partielles, divergentes, timides, à la pratique des actions préparées, entières, concertées et résolues que l'on s'est efforcé de présenter ci-dessus Sans doute aussi l'entière adhé-

sion à ce programme et son exécution soutenue demandent certaines concessions à chacune des Puissances. Ces concessions sont-elles si grandes qu'elles comportent de leur part des sacrifices impossibles? On ne le croit pas, car leurs points de vue sont moins éloignés qu'il ne paraît. La Grande-Bretagne par exemple, malgré son désintéressement apparent pour la forme du Gouvernement russe, malgré les accords commerciaux qu'elle vient de conclure, a-t-elle plus de sympathie que la France pour le bolchévisme, et peut-elle tolérer l'ingérence des agents des Soviets dans sa vie intérieure et dans ses possessions lointaines? Comme nous, la Grande-Bretagne et l'Italie n'ont-elles pas intérêt à écarter la possibilité d'une collusion germano-russe qui rendrait impossible l'exécution du Traité de Versailles? Et ces sacrifices, seraient-ils d'importance, que pèsent-ils en face du danger commun? Les Puissances ont dû en faire de semblables pendant la guerre, et rien ne ressemble plus à la guerre que la paix incomplète dont nous jouissons aujourd'hui. — Qu'elles se reportent à leurs inquiétudes du mois d'août 1920. Ce qu'on a appelé le miracle de la Vistule les en a dégagées pour quelques mois. Il faut accepter le bienfait des miracles quand ils se produisent. Il est prudent de donner à sa politique des bases moins hypothétiques.

***

REVUE SCIENTIFIQUE

QU'EST-CE QUE LES RAYONS X ?

S'il est une découverte scientifique dont la guerre avec toutes ses misères, et à cause même de ces misères, a montré l'utilité pratique, c'est assurément le rayonnement découvert par Rœntgen il y a vingt-cinq ans. Sans lui, la besogne affreuse et charitable des chirurgiens n'eût pas eu la moitié de son efficacité. Cela, tous ceux le savent qui pendant ces quatre mortelles et immortelles années ont fréquenté les innombrables salles de chirurgie que la guerre avait fait jaillir en tous les points du territoire. Récemment, les rayons X ont de nouveau attiré l'attention du public. Ce fut à l'occasion de cet horrible radiodermite, de ce cancer des radiographes dont plusieurs radiologistes des hôpitaux parisiens viennent d'être coup sur coup victimes. Sur les tombes de ces modestes martyrs à 300 francs par mois les autorités constituées prononcèrent les panégyriques rituels, et puis on repensa à autre chose. Ainsi va le train du monde, et il ne se trouva même personne pour remarquer philosophiquement que ces rayons X, si précieux par certains côtés, si meurtriers par d'autres, sont un peu comme ce sabre de M. Prudhomme, qui semble décidément, et de plus en plus, le symbole immortel de la plupart des œuvres humaines.

Saluons bien bas le dévouement de ces obscurs héros de la charité et de la science qui sont tombés victimes de l'engin par lequel ils sauvaient leur prochain. Eux aussi sont morts au champ d'honneur.

Et puisque, grâce à eux, un peu de la sautillante attention du public s'est fixé, l'espace d'un instant, sur les rayons X, le moment nous paraît venu d'examiner, à la lumière de quelques découvertes récentes, ce qu'on sait aujourd'hui de ces rayons et de leur nature

exacte où tant de mystère régnait, naguère encore, que pour les nommer, on ne put mieux faire qu'emprunter à la science le signe bref qui est pour elle le symbole même de l'inconnu.

Mais d'abord, un bref rappel du passé qui étayera les mémoires, quelquefois un peu négligentes par ces temps où les questions de physique... et même de morale, ont cessé d'être les dominantes.

Les rayons X sont une radiation qui prend naissance lorsque les rayons cathodiques viennent frapper violemment un corps solide. Je rappelle que les rayons cathodiques sont constitués par un bombardement ininterrompu d'« électrons, » de ces petits projectiles infinitésimaux auxquels j'ai consacré naguère ici même une étude à laquelle je prie mes lecteurs de se reporter.

Quant aux rayons cathodiques, je rappellerai qu'on les produit communément, dans un tube de verre où l'on a créé un vide assez élevé et au travers duquel on fait passer une décharge électrique. Lorsque, dans un tube de verre contenant de l'air ou un gaz quelconque, on fait passer un courant électrique à haut potentiel et qu'on y fait en même temps un vide progressif, on voit les phénomènes produits se modifier à mesure que s'accentue le degré de vide réalisé. Lorsque le vide est tel qu'il ne reste plus qu'un trois centième à peu près de l'air qui se trouvait au début dans le tube, celui-ci se remplit d'une merveilleuse lueur cramoisie qui, à une des extrémités, prend une teinte violette. Un vide un peu plus élevé manifeste dans le tube des stries palpitantes aux couleurs merveilleuses qui dansent le long des parois de verre, tandis que celles-ci luisent elles-mêmes d'une étrange fluorescence. Chaque gaz, lorsqu'on modifie le contenu du tube, donne sa teinte particulière et caractéristique, et, pour chacun, les phénomènes sont différents aux divers degrés du vide.

Lorsque le vide est suffisamment « poussé, » ces phénomènes de luminescence gazeuse disparaissent, l'intérieur du tube est sensiblement obscur et on n'y remarque plus guère qu'une fluorescence locale du verre à l'endroit du tube qui est opposé à l'électrode (c'est-à-dire à la prise interne de courant) par laquelle le courant électrique sort du tube. Cette électrode s'appelle la *cathode*; mes lecteurs sont assurément assez versés dans les racines grecques pour qu'il ne soit pas nécessaire de leur expliquer le sens de ce mot. Ce sont certains rayons émanés de cette cathode et que, pour cette raison, on a appelés rayons cathodiques qui produisent la fluorescence caractéristique du tube de verre à l'endroit frappé par eux. Comment Crookes et ses successeurs ont étudié les propriétés de ces rayons, c'est ce qu'on me permettra de

ne pas redire en détail. Rappelons seulement qu'on constate que ces rayons sont déviés lorsque la tache fluorescente qu'ils produisent dévie elle-même. On a observé ainsi qu'ils sont déviés par l'électricité et par les aimants; M. Jean Perrin a achevé la démonstration en montrant qu'il sont chargés d'électricité négative. Crookes avait d'ailleurs déjà montré qu'il s'agit d'un véritable bombardement corpusculaire de « matière radiante, » au moyen des merveilleux radiomètres qu'il installait dans ses tubes à vide sur le trajet même des rayons, et dont les ailettes délicates tournaient sous le choc de ceux-ci, comme celles d'un moulin infiniment sensible sous une brise légère. Lénard, enfin, a définitivement mis au point la question en réussissant à faire sortir de leur cage de verre et à étudier en liberté, c'est-à-dire à l'air libre, les rayons cathodiques. Il y est arrivé grâce à l'artifice qui consistait à sceller dans le tube à vide une plaquette, une fenêtre très mince d'aluminium que les rayons cathodiques, pareils à des obus rencontrant un blindage trop faible, traversent facilement. Ajoutons que Lénard utilisait comme « récepteur » du faisceau cathodique une substance étalée sur un « bout de carton » et que leur choc rend magnifiquement fluorescente : la pentadécylparatolylcétone. Qu'on ne s'étonne point de ce nom un peu inusité. Il est en vérité parfaitement clair à ceux qui ont un peu fait de chimie et son seul énoncé suffit à leur faire voir l'agencement et la liaison dans l'espace des atomes dont l'agrégation forme cette molécule. C'est en effet une chose merveilleuse que la nomenclature officiellement et internationalement adoptée aujourd'hui pour indiquer les substances, aux mille ramifications, de la chimie organique; c'est même, peut-on dire, le langage mathématique excepté, la seule langue internationale véritablement adaptée à ses fins, puisque, par le seul agencement des syllabes, elle montre la forme de l'objet désigné, même si cette forme était jusque-là inconnue de l'auditeur.

C'est en étudiant un tube à rayons cathodiques que Rœntgen, le 8 novembre 1895, découvrit, rappelons-le, les rayons X. Le physicien de Wurtzbourg était en train de faire fonctionner un tube de Crookes qu'il avait entouré d'une cuirasse de carton noir. Un morceau de papier recouvert de platinocyanure de baryum, une de ces substances dont les rayons cathodiques produisent la luminescence dans l'obscurité, se trouvait sur la table. En faisant passer le courant électrique dans le tube, Rœntgen remarqua que le papier au platinocyanure s'éclairait. Le hasard l'avait servi ; il sut à son tour collaborer avec le hasard. « Aide-toi, le hasard t'aidera : » telle pourrait être la devise des

expérimentateurs dignes de ce nom. Il faut une singulière intelligence, une acuité visuelle et raisonneuse hors pair, pour *voir* les trésors qu'une combinaison accidentelle met parfois à portée de nos mains maladroites, et ne pas passer aveuglément à côté. Aimez ce que jamais on ne vit ici-bas : c'est cette pensée qui tend le cerveau et les sens du savant digne de ce nom vers tout ce qui échapperait au vulgaire. C'est elle qui guida si heureusement Rœntgen. Et par là sa découverte n'est pas si fortuite et si dénuée de mérite qu'on l'a souvent dit et écrit.

Au bout de quelques minutes, Rœntgen était fixé sur la nature tout à fait insolite et nouvelle (il y avait pourtant plus de vingt ans que des physiciens manipulaient des rayons cathodiques!) du phénomène constaté. La luminosité du papier au platinocyanure ne pouvait provenir de rayons analogues aux rayons cathodiques, car ceux-ci ne traversent pas le verre et sont déviés par l'aimant. Or un aimant ne déplaçait pas la tache lumineuse sur le papier. Celle-ci ne pouvait pas provenir non plus de radiations analogues à la lumière ou aux rayons ultra-violets, car celles-ci sont réfléchies, réfractées par les surfaces des objets et polarisées par d'autres, et Rœntgen eut tôt fait de constater que les rayons nouveaux ne possédaient pas ces propriétés.

Très rapidement les diverses propriétés principales qui caractérisent les rayons X furent mises en évidence : leur pouvoir d'impressionner la plaque photographique (comme font les rayons cathodiques); leur pouvoir (que possèdent aussi les rayons cathodiques) de décharger les corps chargés d'électricité en rendant l'air ambiant conducteur de l'électricité, par ionisation (j'ai déjà expliqué ce mot); leur puissance de pénétration qui n'était comparable avec rien de connu et qui fait qu'ils traversent, sans absorption sensible, le papier, le bois et les étoffes, et qu'ils passent à travers tous les métaux en étant à peine absorbés, et d'autant plus d'ailleurs que le métal est plus dense.

Depuis lors on a découvert une autre radiation qui a les mêmes propriétés que les rayons X : ce sont les rayons gamma qu'émettent les substances radioactives et dont le pouvoir de pénétration à travers les corps matériels est généralement encore plus grand que celui des rayons X. Les rayons X étant appelés, suivant l'habituelle terminologie radiologique, « durs » ou « mous, » suivant leur pouvoir pénétrant, on peut donc dire que les rayons gamma des substances radioactives sont plus « durs » en général que les rayons X.

On ne tarda pas à remarquer que la production des rayons de Rœntgen dépendait du degré de vide du tube à décharge. Le degré de

vide suffisant pour produire les phénomènes cathodiques ne suffit pas pour engendrer les rayons Rœntgen ; il faut pousser l'épuisement des gaz encore plus loin, à un degré si élevé que le tube est sur le point de ne plus laisser passer du tout la décharge électrique.

On remarqua aussi que les rayons X produits étaient d'autant plus pénétrants que le vide était poussé plus loin. Il fut prouvé ainsi que les rayons X étaient d'autant plus pénétrants que la force d'impulsion électrique des rayons cathodiques producteurs était plus grande, c'est-à-dire que les particules infimes, les électrons constituant les rayons cathodiques (1) frappaient avec plus de violence la paroi du tube d'où émanaient en conséquence les rayons X. Dans le tube initial de Rœntgen les rayons provenaient du point de la paroi de verre qui était en face de la cathode. On remarqua que ces rayons nouveaux étaient émis avec plus d'énergie si, à la place de ce point de la paroi, on fixait dans le tube une plaque de métal qui, pour ce motif, fut appelée l'*anticathode*. Tout cela pour mémoire.

Je passe rapidement sur les applications pratiques aujourd'hui classiques et même populaires des rayons X. La pratique va souvent plus vite que la théorie : un aveugle fait plus de chemin qu'un paralytique. C'est ainsi qu'il a fallu attendre bien longtemps avant de savoir non pas comment on fait des rayons X, mais ce que sont ces rayons. Depuis très peu de temps, on commence à être, après une longue période de controverse et d'ignorance, fixé là-dessus. Ce sont ces découvertes récentes dont je voudrais maintenant exposer les grandes lignes et la haute importance.



Dès la découverte des rayons X, et comme il arrive toujours quand « on ne sait pas encore, » les hypothèses se sont multipliées relativement à leur nature.

Les rayons X sont-ils un bombardement corpusculaire analogue aux rayons cathodiques ou aux rayons alpha et bêta du radium, une émission de projectiles minuscules lancés par l'anticathode ainsi que les balles d'une mitrailleuse ? Cette hypothèse a dû être rapidement abandonnée. Sont-ils au contraire de simples vibrations immatérielles du milieu qui emplit tout l'espace... du moins on le dit... et qu'on appelle l' « éther ? » Sont-ils en un mot parents de la lumière qui se propage dans cet éther comme les ondes que la chute d'une pierre

(1) Je rappelle que les électrons des corpuscules cathodiques ont une masse qui est près de 2 000 fois plus petite que celle de l'atome d'hydrogène.

produit à la surface de l'eau? Mais alors les rayons X devraient être susceptibles de se réfléchir, de se réfracter, de se diffracter, de se polariser, d'interférer, à l'instar des vibrations connues (hertziennes, calorifiques, lumineuses, ultra-violettes) de l'éther. Or Rœntgen et ses successeurs immédiats ont vainement essayé de produire avec les rayons X des phénomènes de réflexion, de réfraction, de diffraction, de polarisation et d'interférence. Mais alors ?

On a cru sortir d'embarras en admettant que les rayons X étaient, comme la lumière, des vibrations ondulatoires de l'éther, mais avec cette différence que, dans le cas de la lumière, ces ondulations sont continues, tandis que, dans le cas des rayons X, elles seraient intermittentes, interrompues à chaque instant et immédiatement amorties, n'étant émises que chaque fois qu'un corpuscule cathodique viendrait frapper l'anticathode.

Il est certain, ou du moins pour parler correctement, il est plausible, en effet, qu'un projectile lancé comme l'électron des rayons cathodiques à la vitesse de plusieurs dizaines de milliers de kilomètres et même parfois de *plus de 200 000 kilomètres par seconde*, doit, lorsqu'il arrive sur ce blindage résistant qu'est une surface métallique, y produire et y subir un choc, une perturbation d'une brusquerie extrême. Que cette perturbation se traduise par un ébranlement instantané, une pulsation de l'éther, cela n'a non plus rien d'invraisemblable. L'impact des projectiles cathodiques contre l'anticathode produirait donc une sorte de *pulsations* de l'éther qui ne différerait des *ondulations* de celui-ci qu'autant que, dans le domaine des vibrations acoustiques, un *bruit* causé par un choc ou une explosion diffère d'un *son* musical. Le caractère musical d'un son provient précisément de la succession périodique des actions exercées sur l'oreille par les vibrations régulières qui se succèdent avec continuité vers l'oreille. Au contraire, dans le cas d'un bruit, on n'a affaire qu'à une onde instantanée et solitaire. Les rayons de Rœntgen seraient donc les *bruits* de l'éther, tandis que la lumière avec toutes ses gammes variées en serait la *musique*.

Cette hypothèse expliquait qu'on ne peut produire d'interférence avec les rayons X; malheureusement, elle clochait sur divers autres points On en était là, c'est-à-dire à zéro ou du moins à pas grand'chose, lorsque le physicien Laue eut une idée véritablement géniale.

Depuis longtemps certains physiciens avaient émis l'hypothèse que les rayons X sont des vibrations et non des pulsations de l'éther,

vibrations en tous points analogues à celles de la lumière, et comme celles-ci continues, mais d'une longueur d'onde infiniment plus petite. Je rappelle que la longueur d'onde d'une ondulation est la longueur qui sépare deux sommets successifs ou deux « creux » successifs de l'ondulation en question. Dans le cas des ondes produites par la chute d'un caillou dans l'eau, la longueur d'onde est généralement de quelques centimètres; elle atteint des dizaines de mètres et même davantage dans le cas de la houle de l'océan.

En ce qui concerne la lumière et les autres ondulations analogues et jusque-là connues de l'éther, je rappellerai seulement que les ondes les plus longues de cet océan immatériel et répandu dans tout l'univers qu'on appelle l'éther sont les ondes hertziennes. On en a produit dont la longueur atteint plusieurs kilomètres; les plus courtes ont deux millimètres; immédiatement au-dessous se placent les curieux « rayons restants » étudiés par Rubens et qui tiennent à la fois par leurs propriétés des rayons électriques et des rayons calorifiques; puis viennent les rayons infra-rouges ou calorifiques, ces rayons qu'émet une bouillotte d'eau chaude ou un poêle allumé, invisibles et qui pourtant échauffent à distance la main, et dont la longueur va jusqu'à quelques centièmes de millimètres. Immédiatement au-dessous dans l'échelle des longueurs, viennent les rayons lumineux visibles dont les plus longs, les rayons rouges, ont 8 dix-millièmes de millimètres, dont les plus courts, les rayons violets extrêmes, ont une longueur moitié moindre. Au delà s'étendent de nouveau des rayons invisibles, les rayons ultra-violets qui ont des propriétés curieuses, et qui sont décelables photographiquement. Les rayons ultra-violets les plus courts mis en évidence jusqu'à ces dernières années sont ceux que Lyman, à la suite des beaux travaux de Schumann, a décelés, et dont la longueur d'onde ne dépasse pas six cent-millièmes de millimètre. C'est-à-dire qu'il faudrait mettre bout à bout plus de seize mille de ces ondes pour réaliser une longueur d'un millimètre.

Certains physiciens, notamment Lénard, — l'homme des rayons cathodiques étudiés à l'air libre, — avaient donc fait depuis longtemps l'hypothèse que les rayons X sont eux aussi des ondulations de l'éther, mais d'une longueur d'onde encore incomparablement plus petite que celles des rayons ultra-violets extrêmes. C'est cette hypothèse-là qui s'est trouvée finalement la bonne et que l'expérience a vérifiée récemment, comme nous allons voir.

Il est tout d'abord évident que cette hypothèse rendait *a priori*

très bien compte des propriétés qu'ont les rayons X et aussi des propriétés qui leur manquent.

Supposons, en effet, pour prendre une comparaison du professeur Righi, que des ondes sonores, telles que le bruit d'une cascade, frappent un objet de dimensions assez grandes comme un mur. Elles seront réfléchies régulièrement par cet objet, ainsi qu'on peut le constater. Au contraire, elles ne seront pas réfléchies, si elles tombent sur un objet beaucoup plus petit tel qu'un pieu enfoncé dans le sol. Les ondes sonores alors, celles du moins qui parviennent à cet obstacle négligeable pour elles, le contourneront simplement et continueront leur chemin derrière lui. En somme, pour qu'il y ait réflexion régulière des ondes incidentes, il faut que les dimensions du corps réfléchissant soient plus grandes que la longueur de ces ondes (et qui, dans le cas des ondes sonores, du *la* normal, par exemple, est de quelques décimètres). Faute de quoi, les ondes contournent l'obstacle sans être rejetées par lui vers leur point de départ. C'est ainsi qu'un serpent, qui se propage lui aussi sur le sol par des ondulations, franchira sans difficulté les petits cailloux semés sur sa route et sera, au contraire, arrêté par un mur.

Une application en grand de ce phénomène est réalisée dans la télégraphie sans fil : si les ondes hertziennes contournent les obstacles matériels, les montagnes, les maisons, la rotondité même de la surface terrestre, c'est à cause de leur grande longueur d'onde. C'est pour le motif contraire que la lumière est arrêtée par le plus léger obstacle, tandis que le son aux ondes plus longues contourne des obstacles assez volumineux. Lorsqu'une radiation contourne un obstacle dont les dimensions ne sont pas grandes par rapport à la longueur d'onde de cette radiation, celle-ci est donc seulement un peu déviée de sa route par l'obstacle, au lieu d'être réfléchie. Cette déviation produit ces phénomènes qu'on appelle en optique la *diffraction*. Sans entrer dans le détail de ces phénomènes dont l'étude constitue une des branches les plus séduisantes et les mieux connues de l'optique ondulatoire, il importe d'en dire ici quelques mots, car ce sont eux qui nous ont fourni la clef du problème des rayons X.

J'ai indiqué récemment ici même, à propos de la formation des images des étoiles dans les télescopes et les lunettes, que ces images sont constituées par un point central brillant autour duquel s'étagent de petits cercles de diffraction alternativement sombres et lumineux et d'intensités décroissantes. Pareillement, si on étudie la nature des rayons lumineux au bord d'un écran qui les intercepte, par exemple

les rayons qui rasent le bord d'une fenêtre, on voit avec des instruments suffisamment sensibles qu'au lieu d'un passage brusque de la lumière à l'ombre, il y a en réalité une transition causée par la présence de petites bandes de lumière alternativement sombres et lumineuses, très rapprochées et d'intensité rapidement décroissante.

Revenons maintenant à notre hypothèse. D'après ce qui précède, pour expliquer que les rayons X ne sont pas réfléchis ni arrêtés par les substances matérielles, il suffit d'admettre qu'ils sont constitués par des ondes très petites, beaucoup plus petites que les distances, les intervalles qui séparent les unes des autres les molécules matérielles. En ce cas, au lieu d'agir sur elles comme une surface unique et continue, comme un bloc homogène, comme le mur qui réfléchissait tout à l'heure nos ondes sonores, la matière agit sur nos petites ondes de Rœntgen, comme feraient vis-à-vis du son, une série de ces piquets dont nous parlions et que contournent les ondes sonores. Les rayons X ne seront donc pas arrêtés, ni réfléchis par la matière; ils passeront entre les molécules de celle-ci comme le son passe entre des piquets espacés. On sait, en effet, depuis longtemps, par toutes les découvertes de la physique moléculaire, que non seulement dans les gaz, mais dans tous les corps solides que nous connaissons, les molécules matérielles sont séparées les unes des autres par des intervalles bien plus grands que leurs propres dimensions, ce qui légitime notre comparaison. Dans ces conditions, on s'explique aussi et immédiatement pourquoi les métaux lourds, comme le plomb, absorbent davantage, arrêtent mieux les rayons X que les métaux légers comme l'aluminium, et pourquoi d'une manière générale les substances arrêtent d'autant mieux les rayons qu'ils sont plus denses. Les molécules, les piquets sont en effet d'autant plus volumineux, et d'autant plus serrés les uns contre les autres, par conséquent ils laissent d'autant moins filtrer les rayons, que la substance considérée est plus dense.

Considérons à nouveau maintenant les phénomènes de diffraction. La lumière, lorsqu'elle traverse une fente très mince, produit de l'autre côté de la fente, et comme nous l'avons dit, une série de franges de diffraction, de bandes alternativement sombres et lumineuses, de cannelures brillantes. La distance de deux bandes successives dépend de la largeur de la fente et de la longueur d'onde de la lumière incidente. Il s'ensuit qu'une lumière composée de plusieurs longueurs d'ondes différentes, comme la lumière du soleil par exemple, observée à travers une fente fine, donnera des franges d'interférence diffé-

remment placées selon leur longueur d'onde. En un mot, la lumière sera décomposée, étalée, dispersée par une fente fine, comme par un prisme. Sur ce principe on a construit des « réseaux de diffraction, » constitués par des stries très fines tracées sur verre et qui permettent, comme le spectroscope ordinaire à prismes, d'analyser la lumière et de définir les longueurs d'onde. Dans les réseaux de diffractions ordinaires qui servent à l'analyse de la lumière, les stries tracées sur le verre sont au nombre de quelques centaines par millimètre.

Si, suivant l'hypothèse émise, les longueurs d'ondes des rayons X sont petites par rapport aux intervalles des atomes matériels, c'est-à-dire si ces ondes ont une longueur de l'ordre du dix-millionième de millimètre, c'est-à-dire mille fois plus courtes que les ondes lumineuses, il doit être évidemment impossible de graver un « réseau » capable d'analyser ces rayons. Il faudrait en effet que ce réseau comportât plusieurs centaines de milliers de stries par millimètre, et si habiles que soient nos opticiens, ils ne sont pas encore capables de faire cela.

L'idée géniale du physicien Laue est d'avoir pensé et d'avoir démontré ensuite, que, faute de ceux que nous sommes incapables de fabriquer, la nature nous offre des « réseaux » suffisamment serrés pour être capables de résoudre, d'analyser en les diffractant, les rayons X, si ceux-ci sont ce qu'on a supposé.

Ces réseaux naturels, ce sont les cristaux dans lesquels, comme on sait, les atomes matériels sont rangés symétriquement et alignés les uns à côté des autres en lignes droites parallèles et infiniment serrées. On a établi en effet depuis longtemps que les faces d'un cristal sont comparables à un tamis dont les traits entrecroisés, et formés d'atomes juxtaposés, sont au nombre de centaines de mille (et même parfois de plusieurs millions) par millimètre. Ils réalisent donc précisément les conditions de réseaux propres à analyser les rayons X.

C'est exactement ce que l'expérience a vérifié entre les mains de Laue lui-même, de Bragg, de Moseley, de Broglie et de beaucoup d'autres. En faisant tomber sur une face d'un cristal un faisceau de rayons X parfaitement homogène et très délimité par des trous fins percés dans des écrans de plomb, on constate qu'après leur traversée du cristal ces rayons présentent des phénomènes de diffraction, c'est-à-dire des maxima et des minima d'intensité séparés par des intervalles bien déterminés, et qu'on peut photographier facilement. L'étude de ces photographies permet (par des calculs dont le détail

importe peu ici) de définir avec précision la longueur d'onde des ondes incidentes.

Les résultats obtenus prouvent que l'hypothèse faite est bien la bonne, à savoir : que les rayons X sont des ondulations vibratoires de l'éther dont la longueur d'onde est beaucoup plus faible que celle des ondes lumineuses. Cette longueur d'onde varie beaucoup, selon le mode de production et l'origine des rayons X étudiés ; pour un même tube à rayons X, la radiation produite est d'ailleurs généralement très hétérogène, et elle comprend divers rayons inégalement durs, c'est-à-dire de longueurs d'ondes diverses, qu'on sépare à volonté les uns des autres par des procédés ingénieux. Comme on pouvait s'y attendre *a priori*, on trouve ainsi que les rayons X différant le plus de la lumière par leurs propriétés, c'est-à-dire les rayons les plus durs et les plus pénétrants, sont aussi ceux qui diffèrent le plus de la lumière par leur longueur d'onde, c'est-à-dire ont la longueur d'onde la plus faible.

Un moyen simple et qui a beaucoup été employé pour simplifier ces recherches de diffraction radioscopique permet de produire des rayons X à peu près homogènes : il consiste à faire tomber le faisceau hétérogène émané d'un tube à rayons X ordinaire sur un métal donné. Par suite du choc de ce faisceau, la surface du métal émet des rayons X secondaires, qui sont caractéristiques de chaque métal et ont des longueurs d'onde bien déterminées.

Je passe, — car il faut se borner et j'aurai peut-être quelque jour l'occasion d'y revenir, — sur les découvertes que ces rayons ainsi étudiés ont permis de faire récemment, relativement à la structure intime des cristaux et à celle des métaux émetteurs.

Les longueurs d'ondes ainsi trouvées pour les rayons X s'étageaient, il y a peu de temps encore, entre un millionième de millimètre et un cent-millionième de millimètre.

S'imagine-t-on la petitesse féerique, — car le petit n'est pas moins féerique que le grand, — de cette houle invisible et muette qui déferle à travers l'espace à la vitesse de 300 000 kilomètres par seconde, et dont chaque ondulation est si minuscule qu'il en faudrait mettre cent millions bout à bout pour faire un millimètre? Quant à la fréquence de ces ondes, elle dépasse l'imagination : elles correspondent à une vibration qui frémit chaque seconde un nombre de fois égal à cent millions multiplié par trois cent mille millions (qui est le nombre de millimètres contenus dans 300 000 kilomètres).

Il y a pourtant des ondes encore plus petites, c'est-à-dire encore

plus rapides ; ce sont les ondes des rayons les plus pénétrants parmi les rayons gamma des substances radio-actives, qui sont les rayons X naturels. La plus petite longueur d'onde trouvée jusqu'ici pour les rayons gamma est égale à seulement sept milliardièmes de millimètre. Ce sont donc des ondes cent mille fois plus courtes que les ondes de la lumière rouge qui sont elles-mêmes dix milliards de fois plus petites que les ondes hertziennes les plus longues. Ainsi la gamme des ondulations de l'éther comprend des vibrations dont les unes sont un million de milliards de fois plus petites que les autres.

D'ailleurs, il n'est plus douteux maintenant que, de même qu'entre les ondes hertziennes et les ondes lumineuses, une transition continue existe entre les rayons ultra-violets et les rayons X. Cela est démontré d'abord par les recherches de Milikan qui, récemment, a découvert des rayons ultra-violets encore deux fois plus courts que ceux de Lyman et ensuite par les beaux travaux de M. Holweck, qui a réussi depuis peu à produire des rayons X d'une « douceur » jusqu'à lui inconnue, c'est-à-dire d'une longueur d'onde relativement énorme, et qui est voisine de deux dix-millièmes de millimètre.

Ainsi, dans cette immense gamme muette dont les vibrations de l'éther emplissent le monde, et qui va des ondes hertziennes aux rayons gamma, il n'y a plus maintenant de lacune. Rien ne prouve d'ailleurs qu'on ne trouvera pas bientôt des rayons encore plus longs que les ondes hertziennes, plus courts et plus prodigieux encore que les rayons X et gamma. Il y a, disait Shakspeare qui pourtant n'a pas connu ces merveilles, plus de choses entre le ciel et la terre que n'en contient toute notre philosophie...

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Voici qu'est à peu près définitivement déjouée la grande manœuvre allemande, la manœuvre désespérée que le Reich avait osé tenter pour essayer de séparer des Alliés le nouveau Gouvernement américain. Les étranges erreurs de psychologie et de conduite que les Allemands n'ont cessé de commettre aux États-Unis pendant la guerre ne leur ont pas servi de leçon ; ils les renouvellent et les aggravent, depuis la paix, avec une extraordinaire inconscience. Leur mauvais génie s'obstine à nous sauver de nos propres fautes. Il est impossible d'imaginer quelque chose de plus lourdement maladroit que le mémoire remis par l'Allemagne à Washington. A première vue, on croirait un chef-d'œuvre de cautèle et d'hypocrisie; mais, dès qu'on approche, tout s'effondre, et il ne reste qu'un monceau de basses imputations mensongères et de sottes calomnies.

Cela commence par un regret doucereux de bon apôtre : « Le Gouvernement allemand regrette infiniment qu'on ne soit pas arrivé à un accord sur la question des réparations à la Conférence de Londres. Il avait le sincère désir de s'entendre avec les Gouvernements alliés. » Ainsi, c'est l'intransigeance de MM. Lloyd George et Briand qui est cause de la rupture ; et non seulement le premier ministre britannique est coupable de dureté envers l'Allemagne, mais, d'après M. Simons, il dénature les faits : « L'assertion de M. Lloyd George, quand il dit que l'Allemagne n'est pas disposée à s'acquitter de ses obligations, n'est pas exacte. » L'Allemagne est décidée à réparer. M. Simons le répète sous toutes les formes pendant plus de cinquante lignes. Non seulement elle est décidée à réparer, mais, pour en mieux convaincre l'Amérique, le ministre allemand trace lui-même un tableau désolé de nos départements dévastés. Un peu plus il fondrait en larmes. C'est le moment de

faire attention. Les petites perfidies vont commencer. Et d'abord celle-ci : « dix départements français sur quatre-vingt-six. » Ainsi, pour M. Simons, la France n'a que quatre-vingt-six départements : ni la Moselle, ni le Haut-Rhin, ni le Bas-Rhin, ne sont français. Puisque le Traité de Versailles ne compte plus, puisqu'il a été arraché par la force à une nation innocente, pourquoi ne considérerait-on pas encore comme allemandes les provinces restituées? Mais nous ne sommes qu'au début, et peu à peu le mémoire du Reich tourne au réquisitoire. L'Allemagne a, dit-elle, offert de la main-d'œuvre ; elle a offert une collaboration technique et industrielle. Où ? Quand ? Comment ? Sous quelle forme? A quelles conditions ? M. Loucheur a expliqué en détail devant la Chambre et devant le Sénat, que ces prétendues offres n'avaient, en réalité, jamais eu lieu. Tantôt ce n'étaient qu'idées vagues, à peine indiquées, jetées dans les coulisses des conférences; tantôt c'étaient des propositions insidieuses, des exigences intolérables, des demandes exorbitantes qui tendaient à mettre dans une situation privilégiée les industriels et les ouvriers allemands. N'importe, l'Allemagne jure son grand Dieu, toujours celui de Guillaume, qu'elle a fait des offres et elle espère que l'Amérique la croira sur parole. Si les maisons ne sont pas rebâties, si la terre n'est pas rendue à la culture, c'est par la faute de la France. Quelles sont les raisons de la France? se demande M. Simons ; et il s'empresse de répondre lui-même à cette question par des accusations odieuses. « Si étrange que la chose puisse paraître, les Français ne portent vraiment qu'un intérêt très restreint à la reconstitution des régions dévastées. Des indemnités, sous forme d'avances, ont été versées aux anciens occupants, qui se sont fixés dans d'autres régions du pays. Des cercles importants de France voient, dans les régions dévastées, un moyen exceptionnellement efficace d'agitation politique. » Autant de mots, autant d'audacieuses contre-vérités. M. Simons est singulièrement renseigné, s'il s'imagine que les malheureux émigrés, qui, faute de logements, n'ont pu rentrer encore dans les communes ruinées et qui vivent en exil depuis plusieurs années, n'ont pas hâte de revenir dans leur pays. Il n'est pas un représentant des régions libérées qui ne reçoive par milliers des lettres éplorées de ces pauvres gens et qui ne cherche quotidiennement à faciliter leur retour. Le nombre des réfugiés diminue, d'ailleurs, chaque jour, — M. Briand a fourni, à cet égard, des chiffres éloquents, — et il est donc faux de dire qu'on ait, par un régime d'avances, encouragé les sinistrés à se fixer en d'autres lieux. Quant aux cercles importants de France qui voient,

dans le malheur des dix départements ravagés, un prétexte à des agitations politiques, M. Simons ne juge pas à propos de préciser autrement, et pour cause. Les sénateurs et les députés de ces dix départements ont constitué en commun, pour l'étude des graves questions qui intéressent le sort des populations, un groupe où se rencontrent, dans une même pensée, les conservateurs, les modérés, les radicaux, les socialistes. Ce groupe, que préside M. Hayez, sénateur du Nord, se réunit toutes les semaines au Luxembourg. Il se tient en contact permanent avec le Président du Conseil, avec le ministre des Finances, avec le ministre des Régions libérées. Chacun des membres qui le composent laisse ses préférences politiques à la porte de la salle des délibérations, et toutes les résolutions prises ont pour objet d'aboutir à des réalités et d'écarter les agitations. Il se trouve, d'ailleurs, que ces sénateurs et députés, qui sont les défenseurs naturels des populations martyres, sont entièrement d'accord avec l'unanimité des Chambres sur la nécessité d'obtenir de l'Allemagne la réparation rapide et totale du mal qu'elle a fait. Il n'y a donc, et il ne peut y avoir, en tout cela, aucune préoccupation d'ordre politique, aucun calcul intéressé, aucune tentative de surenchère d'un parti vis-à-vis d'un autre. Le pays n'a, dans cette question, qu'un sentiment et une volonté.

Mais est-il possible d'admettre que le Gouvernement du Reich accuse ainsi la France de dissimulation et de duplicité dans un acte qu'elle savait destiné à être publié et qu'elle a, du reste, elle-même divulgué ? Comme l'a très justement remarqué M. Auguste Gauvain, l'Allemagne a pris, depuis sa défaite, des habitudes et des libertés, que nous avons eu le tort de tolérer et qu'elle ne se serait pas permises autrefois dans les plus beaux jours de la gloire impériale. Avant la guerre, des injures de cette sorte auraient donné lieu à des observations diplomatiques ; et, si ç'eût été la France qui, entre 1871 et 1914, eût parlé de l'Allemagne avec cette insolence, l'ambassadeur d'Allemagne serait accouru au quai d'Orsay et aurait exigé une rétractation. Mais nous, nous nous bouchons les oreilles et, quand on nous insulte, nous n'entendons pas. Nous avons laissé M. Fehrenbach et M. Simons, chefs responsables du gouvernement du Reich, soutenir, non seulement que l'Allemagne n'était pas coupable, mais que les Alliés l'étaient ; nous les avons laissés prendre à partie les anciens Gouvernements français ; ils accusent aujourd'hui de mauvaise foi le Gouvernement actuel ; c'est un crescendo qui ne s'arrêtera plus, si nous n'y mettons rapidement bon ordre. Trop souvent, lorsque le coton nous

tombe, par hasard, des oreilles, nous nous contentons d'imiter les héros d'Homère, et nous répondons aux défis par des discours. Ajax, fils de Télamon, s'approche d'Hector, et lui dit d'une voix menaçante : « Hector, tu vas savoir maintenant, en me combattant seul à seul, quels chefs les Grecs ont à leur tête... » Mais la grandeur épique de ces duels oratoires ne supplée, tout de même, pas à une demande d'excuses.

Les récriminations de M. Simons n'étaient, d'ailleurs, qu'un préambule. Elles préparaient une manœuvre qui s'est étalée, tout au large, dans la seconde partie du mémoire. Déjà plus gênée qu'elle ne veut le laisser croire par les mesures, si incomplètes qu'elles soient, qui ont été décidées à Londres, l'Allemagne cherche à reprendre la conversation par des voies indirectes. Elle spécule sur l'entremise possible de l'Amérique. Lorsqu'elle se tourne du côté des États-Unis, elle s'empresse donc de coller sur son visage le masque de la douceur et de la modération. Oui, elle est toute prête à payer, mais, pour qu'elle paie, il est indispensable qu'elle rétablisse son crédit à l'étranger, et, pour qu'elle le puisse rétablir, il n'est pas moins nécessaire qu'elle recouvre la plénitude de son indépendance financière. Conclusion : que les Alliés renoncent au privilège général que le Traité de Versailles leur confère sur les biens de la nation débitrice ; un emprunt international deviendra facile, et l'Allemagne réparera. Les Alliés répugnent-ils à cette combinaison ? L'Allemagne n'a aucun parti pris ; elle acceptera tout autre système qui paraîtrait de nature à résoudre les problèmes posés. Qu'on ne la menace plus, qu'on cause avec elle, qu'on l'écoute ; et tout s'arrangera.

Alternativement aigre et mielleux, ce memorandum n'a pas produit à Washington l'effet que l'Allemagne en attendait. M. Hughes ne s'est pas attardé à discuter les reproches et les suggestions du ministre allemand. Il a simplement pris acte, un peu ironiquement peut-être, « de l'expression non équivoque du désir qu'a le Gouvernement du Reich d'accorder réparation dans les limites des facultés de paiement de l'Allemagne. » Mais, aussitôt après cette déclaration courtoise, il a jeté une douche réfrigérante sur les illusions de Berlin : « Notre gouvernement est aux côtés des gouvernements alliés pour tenir l'Allemagne responsable de la guerre et moralement obligée, par conséquent, à réparer dans toute la mesure du possible. (This Government stands with the Governments of the Allies in holding Germany responsible for the War and therefore morally bound to make reparation as far as may be possible). » Le grand honnête homme, l'illustre

juriste, le probe et consciencieux avocat qu'est M. Hughes ne pouvait tenir, en cette circonstance solennelle, que le langage du droit et de la vérité. Mais il a réussi à formuler, en deux mots, la doctrine de la raison américaine. M. Simons s'adressait à M. Hughes comme à un arbitre. L'arbitre a prononcé. Il condamne les bourreaux et se range aux côtés des victimes.

Tout, sans doute, n'est pas encore réglé dans les rapports futurs de l'Europe et des États-Unis. Soit dans la question des mandats, soit dans l'application des innombrables clauses du Traité qui se réfèrent à la Société des Nations, soit dans l'interprétation et dans la mise en jeu de la motion Knox, soit enfin dans l'adaptation générale de la paix américaine à la paix de Versailles, nous rencontrerons assurément encore de sérieuses difficultés. Mais, sur deux points essentiels, responsabilités, réparations, la réponse de M. Hughes est péremptoire et découragera, nous l'espérons, les intrigues allemandes.

Ne nous dissimulons pas cependant que nous sommes, d'ici au 1er mai, dans une période exceptionnellement critique. Nous allons, comme l'a dit M. Briand, assister « aux dernières convulsions de la ruse. » Par tous les détours imaginables, l'Allemagne va essayer d'échapper à la fatalité de l'échéance que le traité lui a fixée. M. Briand a magistralement exposé qu'à cette date du 1er mai, l'Allemagne serait en carence juridiquement constatée sur plusieurs chefs de ses obligations, désarmement, châtiment des coupables, réparations. Si elle tente de se soustraire encore à ses engagements, a déclaré d'un ton grave le Président du Conseil, c'est une main ferme qui s'abattra sur son collet. Le geste dont le Président du Conseil a accompagné cet avertissement a donné encore, s'il est possible, plus de force à l'expression imagée de sa pensée et le Sénat tout entier a souligné de ses applaudissements répétés une promesse qui, pour lui, comme pour la France, a été un soulagement.

Le chef du Gouvernement est allé plus loin. Il s'est rattaché fermement aux positions que lui offrait le Traité de Versailles et qu'on avait eu le tort d'abandonner l'an dernier. Il a affirmé que c'était pour ne pas rompre avec ce Traité qu'il attendait patiemment le terme du 1er mai. Mais lorsque l'arrivée de cette date aurait constitué l'Allemagne débitrice de douze milliards et lorsque la Commission des Réparations aurait procédé à la constatation officielle de la défaillance du Reich, chaque nation intéressée serait maîtresse de prendre ses garanties « respectives. » « Nos Alliés le savent, a dit M. Briand en pesant soigneusement ses paroles, et ils ne peuvent contester

qu'alors, ce sera notre droit que nous exercerons. » Évidemment, M. Briand n'a voulu indiquer là qu'une possibilité extrême et un pis-aller. Il compte bien que nous n'aurons pas à agir isolément et que les Alliés ne se sépareront pas au moment décisif. En tout cas, la fermeté, la mesure et l'opportunité de son discours lui ont valu un très grand et très légitime succès. L'affichage eût été voté à mains levées, si le Président du Conseil n'avait invoqué, en souriant, la nécessité des économies. A la vérité, c'est en Allemagne qu'il faudrait placarder partout cette admonestation trop méritée, et nos services de propagande feraient bien de la répandre, non seulement sur la rive gauche du Rhin, mais dans toutes les provinces du Reich.

Il ne nous reste maintenant qu'à ne pas nous laisser prendre « aux dernières convulsions de la ruse » et à ne plus reculer la coercition solennellement annoncée, quelques efforts que fasse l'Allemagne, dans l'intervalle, pour amuser les Alliés et pour tromper l'Amérique. M. Briand nous a mis en garde contre ces tentatives. Il saura, n'en doutons pas, les déjouer. « La minute suprême approche, a-t-il répété. La France, d'accord avec ses alliés, est bien décidée à avoir le dernier mot. Nous sommes résolus à faire consacrer notre créance au besoin par la force. » Comment ne pas nous féliciter sans réserves de voir le Gouvernement prendre une attitude qui répond aussi exactement aux vœux du pays? L'accueil fait, quelques jours plus tôt, à un remarquable discours de M. Ribot, avait déjà montré que le Sénat, interprète fidèle de l'opinion publique, était à bout de patience. Après les lumineuses explications de M. Briand, tout le monde saura, en Allemagne et ailleurs, que la France ne veut que son dû, mais qu'elle veut tout son dû.

La discussion sénatoriale a fourni, du reste, au Président du Conseil l'occasion de toucher à d'autres questions encore que celles dont le Traité de Versailles est quotidiennement la cause ou le prétexte. En réponse à un très intelligent et très spirituel discours de M. Henry de Jouvenel sur la Russie soviétique, sur le danger que courrait la France, si elle se laissait devancer à Moscou, et sur l'utilité pour elle de s'entendre, dans les affaires russes, avec les États-Unis, M. Briand a repoussé l'idée d'un traité, même purement commercial, avec un pays désorganisé, dont nous n'avons pas reconnu le gouvernement, mais il s'est engagé à se tenir, dans l'examen ultérieur des circonstances, en communication étroite avec l'Amérique, dont la politique, a-t-il dit, s'accorde avec la nôtre. En réalité, la question reste ouverte;

nous la retrouverons tôt ou tard devant nous ; et il n'a pas été inutile que M. de Jouvenel en rappelât l'importance.

De son côté, M. Jonnart a porté à la tribune les observations que lui avait suggérées son récent voyage en Orient et que j'avais résumées, par avance, dans ma dernière chronique. M. Briand a reconnu les fautes qui ont été commises dans l'organisation et dans l'exercice de notre mandat syrien, le mauvais recrutement d'une partie du personnel, l'exagération de certaines dépenses. Il a promis la correction des erreurs et la réforme des abus et il a, d'ailleurs, très justement conclu que, malgré les maladresses et les faux pas, la Syrie tout entière avait pleine confiance en la France et qu'elle vivait aujourd'hui dans l'ordre et dans la tranquillité. Après un débat assez vif, le Sénat a approuvé le programme du Gouvernement. M. Jonnart avait dit que l'intronisation de Feyçal en Mésopotamie serait un « acte peu amical » de la part de l'Angleterre. Le Président du Conseil, forcément moins libre dans son langage, a évité de s'approprier ce jugement. Mais il ne manquera certainement pas de s'en servir auprès du cabinet britannique, pour tâcher de détourner de nous le péril que deviendrait rapidement la présence de l'émir sur le Tigre et sur l'Euphrate.

Enfin, M. Briand a été amené à dire un mot du roi Constantin et de Charles IV de Habsbourg. Il a parlé du premier sans indulgence et a plaint les Grecs de leur aveuglement. Il a eu la générosité de ne pas faire allusion à leurs défaites, mais il ne leur a pas laissé l'espoir de notre intervention. Sur l'aventure de Charles IV, le Président du Conseil a été, tout à la fois, sobre et catégorique : « Lorsqu'on a des alliés, a-t-il dit, le meilleur moyen de servir la France est de respecter les engagements pris envers eux. Or, il y avait, dans l'espèce, des engagements pris par nous vis-à-vis de l'Italie, de la Tchéco-Slovaquie, de la Yougoslavie, de la Roumanie. Nous les avons respectés et appliqués. » C'est, en effet, M. Jules Cambon, agissant sur les instructions du Gouvernement français, qui a proposé à la Conférence des Ambassadeurs de rappeler au Gouvernement et au peuple hongrois les termes de la déclaration rédigée, dès le 4 février 1920, par les Puissances alliées. Il était formellement dit dans cette déclaration que « la restauration des Habsbourg mettrait en péril les bases mêmes de la paix et qu'elle ne pourrait être ni reconnue, ni tolérée par les Alliés. » La Conférence des Ambassadeurs avait donc renouvelé cette signification, et les Puissances alliées avaient invité le Gouvernement hongrois à prendre des mesures efficaces, « pour

enrayer une tentative dont le succès momentané ne pouvait avoir pour la Hongrie que de désastreuses conséquences. »

Cette démarche n'a cependant pas été sans susciter, en France même, quelques objections, et l'équipée du jeune Empereur déchu a éveillé dans des cercles parisiens, et jusque dans des salles de rédaction, des sympathies et des vœux discrets. L'intérêt de la France, se demandait-on, n'était-il pas de voir la Hongrie gouvernée par un prince dont les dispositions nous étaient favorables et qui pouvait, tôt ou tard, tirer l'Europe centrale de l'anarchie où elle risque de se débattre éternellement? L'ancienne Impératrice n'était-elle pas de sang français? La double influence de ce ménage princier ne s'exercerait-elle pas à Buda-Pest au profit de notre pays? Et puis, qui sait? Ne permettrait-elle pas un jour de rapprocher, dans une fédération nouvelle, les États héritiers de l'Autriche-Hongrie? N'était-ce pas là pour ces États eux-mêmes, le gage possible d'une vitalité moins fragile? Et de fil en aiguille, on se reprenait à faire le procès des Traités de Saint-Germain et de Trianon, qui avaient démembré l'Empire dualiste et recouvert le centre de l'Europe d'une poussière d'États. Et quels États? murmurait-on. Des constructions hétérogènes, qu'on prétend fondées sur l'ethnographie, mais qui sont, en réalité, arbitraires et artificielles. En Tchéco-Slovaquie, par exemple, ne trouvons-nous pas juxtaposés des Tchèques, des Moraves, des Slovaques, des Ruthènes, et aussi des Hongrois et des Allemands? Comment des édifices aussi composites résisteront-ils aux bouleversements de l'intérieur et aux secousses du dehors? Un jeune Empereur, aimable, pacifique, parviendrait peut-être à consolider ces châteaux de cartes...

C'est par des rêves de cette sorte que nous avons déjà, l'an dernier, failli compromettre nos relations avec Prague, Belgrade et Bucarest. Je ne mets pas en doute les sentiments francophiles de l'ancienne impératrice Zita et j'ai toujours été, pour ma part, convaincu que Charles lui-même était sincère et bien intentionné, lorsque, le 24 mars 1917, il écrivait au prince Sixte de Bourbon, la lettre que celui-ci m'a apportée et par laquelle l'Empereur promettait d'appuyer auprès de ses alliés, c'est-à-dire auprès de l'Allemagne, « les justes revendications françaises, relatives à l'Alsace-Lorraine. » Si M. Ribot, alors Président du Conseil, n'a pas donné suite à la proposition officieuse dont il était saisi, ce n'est pas par défiance de l'Empereur; c'est d'abord parce que Charles lui-même avouait implicitement l'état de dépendance où il était vis-à-vis de

l'Allemagne et son impuissance à se dégager; (il demandait, en effet, le secret, et ajoutait même qu'une indiscrétion le forcerait à donner des garanties à l'Allemagne et probablement à envoyer des troupes autrichiennes sur le front français); et c'est ensuite que, dans la forme où elle se présentait, l'idée de l'Empereur ne pouvait que porter ombrage à l'Italie; (aucun homme d'État français n'aurait évidemment pu songer à une paix négociée en dehors de l'Italie et, comme l'Empereur ne semblait pas comprendre la nécessité de faire un sacrifice envers notre alliée, le baron Sonnino pressenti a, tout de suite, demandé à M. Ribot de rompre la conversation; et, dans l'intérêt de nos alliances, M. Ribot a brisé là). Il n'y avait rien, dans tout cela, qui jetât une ombre sur la loyauté du jeune monarque. Mais on se rappelle que plus tard, en avril 1918, au cours de la polémique qui a éclaté entre M. Clemenceau et le comte Czernin, l'Empereur a affirmé à son premier ministre que le passage concernant l'Alsace-Lorraine ne figurait pas dans la lettre adressée au prince Sixte et destinée à m'être confidentiellement montrée. Amnésie, ou peur de l'Allemagne? Je ne sais, mais la lettre existait bien, puisque je l'avais eue entre les mains et textuellement copiée, avec l'autorisation du prince. Elle n'est, d'ailleurs, plus niée et le prince lui-même en a publié la photographie. Il reste que les sympathies témoignées à la France par Charles de Habsbourg ne se sont guère montrées qu'à l'état de velléités et d'aspirations éphémères, et se sont évanouies aux premières difficultés. Nous n'avons pas, sans doute, le droit de le reprocher trop amèrement à un souverain qui sentait son Empire s'effondrer et que Guillaume II prétendait tenir en chartre privée, mais nous ne pouvons, du moins, trouver, dans le précédent de 1917, un motif suffisant de désirer la restauration des Habsbourg.

Au demeurant, qu'il le voulût ou non, Charles ferait probablement à Buda-Pest tout autre chose que de la politique française. Il y deviendrait vite l'instrument des passions de revanche qui couvent déjà dans l'âme d'un trop grand nombre de Magyars. Dans le remarquable rapport que M. Charles Daniélou a fait, à la Chambre des députés, sur le Traité de Trianon, et qui se signale pourtant par un grand esprit d'équité et même de bienveillance envers les Hongrois, il est aisé de voir combien de revendications avouées ou tacites se préparent à Buda-Pest et combien de protestations soulèvent les frontières tracées par les Alliés. Déjà, avant la signature du Traité, la délégation hongroise avait adressé à la Conférence de nombreux mémoires sur les conditions de paix et avait formulé de vives cri-

tiques sur l'attribution à d'autres États de territoires où vivaient, disait-elle, des populations magyares. M. Millerand avait répondu, le 6 mai 1920, au nom des Puissances alliées, qu'il leur était impossible de modifier leur point de vue. La volonté des habitants, disait-il, s'est exprimée dans les journées d'octobre et de novembre 1918, lorsque la double monarchie s'est écroulée et que les peuples longtemps opprimés se sont spontanément unis à leurs frères italiens, roumains, yougo-slaves ou tchéco-slovaques. Les événements qui se sont produits depuis lors constituent autant de témoignages nouveaux des sentiments des nationalités groupées naguère sous la couronne de saint Étienne. Sans doute, il n'est pas possible de faire exactement coïncider les frontières ethniques et les frontières politiques. Dans le Banat, en Ruthénie, en Transylvanie, en maintes régions, les populations sont mélangées et il est inévitable qu'un petit nombre d'îlots magyars passent sous la souveraineté d'autres États. Le Traité de Trianon, comme celui de Saint-Germain, a dû s'accommoder de cette fatalité, mais il a pris des mesures de précaution pour la sauvegarde des minorités. Telle était, en substance, la réponse de M. Millerand. La Hongrie a semblé s'incliner devant ces explications des Alliés, mais elle n'a pas renoncé, et ses voisins, qui sont nos amis, ne se fient pas à son apparente résignation.

Qu'un Habsbourg vienne à ceindre, non pas même le diadème impérial, mais simplement la couronne de saint Étienne, il rappellera, malgré lui, le passé. Il ne pourra pas être le Roi paisible d'une Hongrie diminuée; il représentera le vieil Empire d'Autriche, dont sa maison a été si longtemps la personnification; il attirera, même involontairement, à lui, tous les éléments du régime disparu; et pour tous ceux qui redoutent le retour de ce régime, il deviendra, par conséquent, un épouvantail. C'est ce qui s'est immédiatement produit. A peine, le roi Charles est-il arrivé à Szombathely, à peine est-il entré en rapports avec l'amiral Horthy, que l'Italie a trop naturellement conçu des craintes pour l'avenir de Trieste et de l'Istrie, que la Roumanie s'est inquiétée pour la Transylvanie, que les Tchèques et les Serbes se sont émus à leur tour; et la petite Entente a aussitôt, avec l'appui de l'Italie, envoyé son ultimatum à Buda-Pest. Supposez que nous nous soyons désintéressés de cette manifestation, nous eussions mécontenté tous nos alliés, nous aurions perdu leur confiance, et nous aurions laissé la Hongrie, en travaillant contre eux, travailler contre nous.

Certes, le morcellement de l'Autriche-Hongrie a donné naissance

à des États nouveaux dont la configuration n'est point parfaite, dont les moyens d'existence sont précaires et limités et qui auront, sans doute, intérêt à chercher librement entre eux des relations économiques plus étroites et des appuis mutuels. Mais les Hongrois qui se lamentent sur l'instabilité de la nouvelle Europe centrale ressemblent à des gens qui, après avoir accumulé dans leur maison des matériaux explosifs et après l'avoir fait sauter eux-mêmes, s'étonneraient de la voir en miettes. L'Allemagne n'est pas seule responsable de la guerre; la monarchie dualiste a sa part de culpabilité; c'est elle qui, avant même l'attentat de Serajevo, avait médité et préparé l'humiliation de la Serbie; c'est elle qui, après la mort de l'archiduc, a rédigé dans l'ombre un ultimatum dont sir Edward Grey disait qu'il était inacceptable pour toute nation civilisée; c'est elle qui, malgré toutes les concessions faites par la Serbie, lui a déclaré brusquement la guerre et s'est empressée de bombarder Belgrade. Et pourquoi, dans ce puissant empire des Habsbourg, un si violent désir d'écraser un petit peuple? Parce que, prétendait-on, la Serbie poursuivait en Bosnie-Herzégovine une propagande dangereuse pour la monarchie. Mais comment la Bosnie-Herzégovine faisait-elle donc partie de l'Empire dualiste? Parce qu'il l'avait annexée en violation des traités et au mépris de la volonté des populations. Pour inexcusable que soit le crime de Serajevo, il est une conséquence de cette annexion; il n'aurait pu avoir lieu sans elle; il a été provoqué par elle; et la guerre universelle qui a suivi est elle-même la suite indirecte de l'atteinte portée par l'Autriche-Hongrie à la liberté des peuples.

Un jeune écrivain de talent, M. Jean Larmeroux, a publié, à la fin de la guerre, deux volumes très clairs et très concluants sur la politique extérieure de l'Autriche-Hongrie entre 1875 et 1914. Il suit pas à pas la diplomatie autrichienne depuis l'insurrection balkanique de 1875 et depuis le congrès de Berlin, et il montre par quelle longue série de démarches intéressées elle nous a peu à peu conduits à la guerre. « Par sa seule constitution, écrit-il, par son organisation injuste, l'Autriche-Hongrie était un poids sur la poitrine de l'Europe. »

Oui, il fut un temps où l'Europe pouvait se contenter de chercher, comme au congrès de Vienne, une « politique de convenances, » où Metternich considérait l'Italie comme une simple « expression géographique, » où un savant équilibre des forces suppléait à tout, où la maison de Habsbourg maintenait d'autorité sous le sceptre impérial des nationalités opprimées et condamnées au silence. Que dis-je? Ce

système de Metternich s'est continué jusqu'à ces dernières années, puisque le Parlement autrichien, qui s'était dissous au mois de mars 1914, n'a pas même été convoqué après la déclaration de guerre, tant était inflexible la résolution d'étouffer les voix dissidentes. Mais que voulez-vous ? Ce temps est passé, et il y a des courants que l'histoire ne remonte pas.

S'imagine-t-on M. Thiers combattant aujourd'hui « le principe fatal, chimérique, puéril, des nationalités? » L'entend-on dire à M. Briand, comme autrefois à Émile Ollivier : « Le principe que vous entendez déduire du consentement des populations est arbitraire, très souvent mensonger, et ce n'est, au fond, qu'un principe de perturbation, lorsqu'on veut l'appliquer aux nations ? » En 1866, en 1870, il n'y avait dans ce langage, sous une forme un peu singulière, que l'expression trop justifiée d'une inquiétude patriotique. Mais les événements ont marché et, si M. Thiers avait pu assister au bouleversement dont nous avons été les témoins, je ne vais pas jusqu'à dire qu'il aurait approuvé les Traités de Versailles, de Saint-Germain et de Trianon ;non, mais, pour employer un vieux mot de M. Briand, il se serait adapté, il aurait pris son parti de l'inévitable, et il aurait, à tout le moins, consenti de bonne grâce à reconnaître les nationalités qui se sont battues à nos côtés. En tout cas, nous qui avons entendu les Français d'Alsace et de Lorraine réclamer leur retour à la mère patrie, les Italiens de Trente et de Trieste demander leur rattachement à la famille italienne, les Roumains de Bukovine et de Transylvanie appeler la Roumanie à leur secours, les Croates et les Slovènes protester contre la servitude à laquelle ils étaient soumis, les Tchèques enfin proclamer leur indépendance, nous n'avons plus le droit de parler avec indifférence ou avec scepticisme de la conscience des peuples, et nous ne pouvons pas nous apitoyer sur la disparition d'un Empire, que sa composition disparate a conduit à la guerre et à la catastrophe.

RAYMOND POINCARÉ.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

SIXIÈME PÉRIODE. — XCIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

SOIXANTE-DEUXIÈME VOLUME

MARS — AVRIL

Livraison du 1er Mars.

Livraison du 15 Mars.

Paris. — Typographie Philippe Renouard. 19, rue des Saints-Pères. — 55795.